

Biblioteka Śląska

R.828

IV

Rękopisy

1.40

Tom X

Tom X

	„Lusell“
No.	32673
Bei Neubestellung genügt Angabe der Fabrik-Nummer.	
Buchzahl	1
100 Bl.	
Lustig & Selle, Breslau I	
Altbüßer-Ohle 6	
Papier-Großhandlung.	

MALHOMME Leon, MALHOMME Helena: Materiały ...

T.X. Fotografie:

1. Zjazd Osadników Polskich w Tuluzie s.9.
2. Podwieczorek w obozie harcerskim w Bois le Roi 20 VIII 1933 s.20
3. Zjazd katolicki w Melun s.23-24.
4. Uroczystość otwarcia Oddziału "Narodowca" w Paryżu grudzień 1933 ~~xx20~~
s.31
5. Bal Macierzy Szkolnej w Cieszynie Czeskim 3 II 1934 s.35.
6. Uczestnicy rajdu konnej Banderji Polskiej 5-6 III 1934 s.52.
7. Polskie gimnazjum realne w Orłowej na Śl.Ciesz. s.77.
8. Świecone dla biednych robotników w Morawskiej Ostrawie 31 III 1934
s.35

9

T.X. Rękopisy:

1. ~~Rękopisy~~ Zaproszenie ks. Koziołka na Złoty Jubileusz Kapłaństwa s.16
2. List L.Malhomme do ks. Koziołka s.16
3. List Ks.Koziołka do L.Malhomme z dnia 11 VII 1933 s.17
4. List Rady Porozumiewawczej Związków Polskich we Francji do L.Malhomme
s.30.

Druki dołączone:

1. Ewangelik. Organ Towarzystwa Ewangel.Cświaty Ludowej na Śląsku czesko-słowackim. Pismo tygodniowe, poświęcone sprawom religijnym, zborowym i społecznym ludu i Kościoła ewangelicko-augsburskiego na Śląsku Cieszyńskim w Republice Czechosłowackiej. ~~RxX~~: R.10:1934 nr 15 (z dnia 7 IV 1934).
2. Polskie Tow.Turystyczno-Sportowe "Beskid Śląski" w Czechosłowacji z siedzibą w Orłowej urządza w dniach 24 i 25 lutego 1934 a w razie niepo-
myślnych warunków śnieżnych w dniach 3 i 4 marca 1934 ... Otwarcie
skoczni narciarskiej na Kozubowej. s.41
3. Poradnik Gospodarczy. Organ Pol.Organizacji Rolniczych i Gospodarczych
w Czechosłowacji. Wychodzi 1 każdego miesiąca. Redaktor: Inż.Jan Hecz-
ko. Czeski Cieszyn. Nakładem własnym. Drukiem Kutzera i Sp. W Cieszy-
nie. R.8:1934 nr 3. ss.96. s.55.

L'ASSEMBLEE DE L'UNION des agriculteurs polonais du Sud-Ouest

Hier a eu lieu à Toulouse l'assemblée générale de l'Union des agriculteurs polonais du sud-ouest de la France. C'est la première manifestation importante d'activité de cette association, fondée il y a quelques mois à peine, et qui tend à grouper les six mille fermiers, métayers, colons et ouvriers agricoles polonais disséminés dans les treize départements qui forment le ressort du consulat de Toulouse.

La séance plénière s'est ouverte à 10 heures du matin, dans la grande salle de la Maison de l'Agriculture. Autour de M. Lukacewski, président de l'Union, on notait la présence de MM. Malhomme, conseiller d'ambassade à Paris, représentant M. Chlapowski, ministre de Pologne en France; Mikucki, consul, et Karczewski, vice-consul de Pologne à Toulouse; Couzinet, président de la chambre régionale d'agriculture du Sud-Ouest; Dabrin, directeur régional de la main-d'œuvre agricole; Bascou, contrôleur de la main-d'œuvre agricole; Ambroise Rendu, président de sociétés agricoles et directeur de la Coopérative laitière, du personnel du consulat, des membres du bureau de l'Union, de diverses personnalités et d'une centaine de délégués venus de différents points de la région.

M. Lukacewski, président de l'Union, a ouvert les travaux de l'assemblée générale, souhaitant la bienvenue à ses compatriotes, aux représentants officiels du gouvernement polonais et à ses invités.

Après lui, dans une brève allocution, M. le consul Mikucki a souhaité une cordiale bienvenue aux personnalités françaises présentes, et en particulier à celles qui sont venues représenter les services et les organisations professionnelles de l'agriculture.

« Les agriculteurs polonais du Sud-Ouest, dit-il, se sont réunis ici pour la première fois afin de donner une base plus solide à cette collaboration franco-polonaise qui se poursuit depuis plusieurs années dans notre belle région, et sans laquelle ils ne peuvent imaginer de résultats durables et féconds. C'est-à-dire se rendre utiles à leur patrie en même temps qu'au sol français.

Ayez toute confiance dans leur bonne volonté, puisqu'ils appartiennent, eux aussi à cette race paysanne, franche, loyale, qui ne se vante pas de ses vertus, mais les montre par sa vie de tous les jours et par son travail. »

En terminant, M. Mikucki a exprimé le vif regret que lui cause son prochain départ de Toulouse, où il a reçu un tel accueil, rencontré une telle bienveillance dans l'exercice de ses fonctions, qu'il lui semblera en partant quitter des concitoyens.

Enfin, répondant à ces aimables paroles, M. Couzinet a souligné la haute valeur de la main-d'œuvre polonaise, qui est venue depuis quelques années apporter un concours si utile à la région du Midi, et, applaudissant pour l'avenir à une collaboration encore plus étroite, il a donné à l'Union l'assurance que celle des agriculteurs du Sud-Ouest leur est entièrement acquise.

Après cette réception, qui a duré quelques minutes à peine, la réunion s'est poursuivie en polonais et M. Szramkiewicz, secrétaire de l'Union, a présenté le compte rendu de l'activité de l'association pendant les premiers mois de son existence et ce compte rendu a été approuvé à l'unanimité.

En fin de séance il a été procédé à la désignation des quatre commissions chargées d'étudier les questions inscrites à l'ordre du jour concernant l'organisation de l'Union du Sud-Ouest, les statuts, le crédit agricole, enfin diverses questions intérieures et budgétaires.

Les commissions se sont mises aussitôt au travail et leurs conclusions ont été discutées et adoptées dans l'après-midi au cours d'une seconde séance plénière.

Avant de se séparer, l'assemblée générale a procédé au renouvellement du bureau et du conseil d'administration.

La main-d'œuvre polonaise dans le Sud-Ouest

SON ORGANISATION

Dimanche, a été tenue, à la Maison de l'Agriculture, rue Ozenne, à Toulouse, une importante réunion de la Main-d'œuvre agricole polonaise immigrée dans le Sud-Ouest de la France. On aura une idée de son importance par ce seul détail que 150 Associations agricoles polonaises y étaient effectivement représentées, appartenant à neuf de nos départements méridionaux. Car si les nationaux polonais se sont surtout groupés dans nos régions minières, — on sait que, dans le Nord, autour de Lens, notamment, on rencontre des villages exclusivement polonais et que les mines de Cagnac, de Carmaux, etc., ont une main-d'œuvre polonaise importante, — nos campagnes du Midi comptent, par centaines, des familles d'agriculteurs polonais qui les exploitent avec succès. Ce sont ces derniers qu'il s'agissait d'unir par une organisation définitive et rationnelle pour leur faciliter leurs rapports avec les groupements agricoles autonomes, les autorités locales, etc...

Déjà, il y a plus de deux ans, le premier consul de Pologne à Toulouse, M. Zawada, avait eu l'idée de cette organisation qu'une mort prématurée l'empêcha de réaliser. Son successeur, le distingué consul actuel, M. Micucki, devait la réaliser avec maîtrise et nous avons assisté aujourd'hui à la réalisation de ce projet.

A la réunion de la maison d'agriculture assistaient MM. Malhomme, conseiller d'ambassade de Pologne, chargé des affaires d'émigration; M. Couzinet, président de la Chambre d'agriculture; MM. Micucki, consul de Pologne à Toulouse; Raczewski, vice-consul et plusieurs représentants de la presse polonaise; nos confrères MM. Kowol, directeur du journal *Narodowicz*, de Lens; Wloszczewski, Brockwicz, de l'agence polonaise télégraphiste de Varsovie et Brejski, du *Wiarus Polski*, de Lille.

Le président de la séance a d'abord donné lecture d'une lettre de Son Excellence, l'ambassadeur de Pologne donnant son entière approbation à l'œuvre entreprise du marquis de Palaminy s'excusant de ne pouvoir être présent, des consuls de Pologne, de Lille, Strasbourg et Lyon.

Puis, M. Micucki, consul à Toulouse, a pris la parole et dans une allocution chaleureuse a salué en M. Couzinet le représentant qu'une de l'agriculture française, à laquelle ses compatriotes sont heureux de porter le concours de leur intelligence et de leurs bras. « Mes compatriotes, a-t-il dit, rudes, ténaces travailleurs comme vos propres paysans, s'ils veulent s'unir pour la défense de leurs intérêts, créer une base d'entente pour leur collaboration avec vous, entendent aussi travailler pour votre noble pays où ils ont trouvé une seconde patrie si accueillante. »

Le distingué consul rappelle quelle sympathie il a trouvée des la première heure dans le monde des agriculteurs du Sud-Ouest et surtout parmi ses dirigeants auprès desquels il s'est tout de suite senti en union de cœur. Et au moment de quitter son poste de Toulouse, il veut exprimer quels regrets et quels souvenirs reconfortants il emportera de son séjour au milieu de nous.

Répondant à M. Micucki, M. Couzinet s'est réjoui d'une organisation qui permettra aux agriculteurs polonais de collaborer plus effectivement à la grande tâche de l'Agriculture française. Il assure l'assistance de l'intérêt que les organisations agricoles du Sud-Ouest porteront toujours à leur cause et du concours que la Chambre d'Agriculture en particulier, sera heureuse de leur apporter en toute circonstance.

M. Micucki tient ensuite à dire au consul de Pologne tous ses regrets de le voir s'éloigner de Toulouse où il avait conquis toutes les sympathies et où il a fait œuvre utile et durable.

Après ces discours, l'assistance, sur l'invitation du président a poussé à trois reprises le cri de « Vive la France ! »

Puis elle s'est divisée en diverses commissions pour élaborer les statuts de l'organisation, cette fois définitive, de la main-d'œuvre agricole polonaise dans le Sud-Ouest. — L. de F.

Les colonies chez soi

C'est tout de même un signe des temps que l'annonce de cette nouvelle : l'Union des agriculteurs polonais du Sud-Ouest s'est réunie à la Maison d'agriculture de Toulouse. Car ce n'est pas à Varsovie, mais en France, que fonctionne cette Union des agriculteurs polonais. Elle groupe même 6.000 fermiers, métayers, colons, ouvriers agricoles, tous fort braves gens sans aucun doute, mais qui cultivent la terre de France et qui remplacent 6.000 paysans français qui ne sont plus là pour peupler nos villages et y perpétuer la race. Il a bien fallu évidemment remplacer les 1.500.000 morts de la guerre, et fournir de la main-d'œuvre étrangère aux exploitations abandonnées. Mais c'est tout de même une drôle de chose de penser qu'il y a en France tant de colonies étrangères et qui tiennent une telle place.

L'Evening 14/11/33

Chez les agriculteurs polonais du Sud-Ouest

L'assemblée générale de l'Union des Agriculteurs polonais du Sud-Ouest, qui groupe six mille fermiers, métayers, colons et ouvriers agricoles, s'est tenue aujourd'hui à la Maison de l'Agriculture de Toulouse.

M. Lukacewski, président de l'Union, avait à ses côtés : M. Malkune, conseiller d'Ambassade, représentant MM. de Chlapowski, ministre de Pologne en France; Micucki, consul de Pologne à Toulouse; Couzinet, président de la Chambre d'Agriculture du Sud-Ouest; Ambroise Rendu, président de la Société agricole.

L'assemblée a procédé au renouvellement de son bureau et de son Conseil d'administration. *Malhomme*

STATUT

Związku Osadników Polskich we Francji.

§ I.
Stowarzyszenie nosi nazwę: „Związek Osadników Polskich we Francji”. Siedzibą jego jest: Tuluza. — Związek ma prawo tworzyć koła na terenie całej Francji. Czas trwania Związku jest nieograniczony.

§ II.
Zadanie Związku jest:
1) obrona interesów rolników polskich we Francji;
2) tworzenie i utrzymywanie instytucji pomocy, opieki społecznej i kredytowych;
3) pomoc członkom osadnikom w formie porad i informacji, przeprowadzanie ekspertyz. Udzielanie fachowych porad rolnych;
4) udzielanie informacji kandydatom na osadników.

§ III.
Środkami na osiągnięcie celów Związku są:
1) zorganizowanie obrony prawnej;
2) pomoc w wyszukaniu pracy członkom;
3) występowanie w sprawach ogólnych osadnictwa polskiego we Francji przed władzami polskimi i francuskimi, przez Główny Zarząd Związku;
4) utrzymywanie i krzewienie wśród członków kultury narodowej i społecznej.

§ IV.
Członkiem Związku może być każdy rolnik - Polak, przedstawiony zarządowi Koła przez dwu członków. O przyjęciu decyduje wyłącznie Zarząd i decyzje jego nie są umotywowane. W razie nieprzyjęcia przez koło ma prawo zwrócić się do Głównego Zarządu Związku. Członek poniżej lat 21 nie ma prawa głosu.

§ V.
Opłaty członkowskie wynoszą: wpisowe 50 fr., składka miesięczna 3.— fr. Wpisowe jest zwracane przy wystąpieniu ze Związku, nie wcześniej jak po upływie roku.

W wypadkach nadzwyczajnych o wcześniejszym wypłaceniu wpisowego decyduje Główny Zarząd Związku.

Zarząd główny ma prawo zwalniać członków na określony czas z opłaty wpisowego. O zwolnieniach lub ulgach w składkach decydują zarządy koł.

Członkowie robotnicy rolni, nie są zobowiązani do wpłacania wpisowego do czasu objęcia gospodarstwa jako połownicy, dzierżawcy lub właściciele.

§ VI.
Powodem wykluczenia ze Związku jest: skazanie na karę, uwłaszczając honorowi, działanie na szkodę Związku i Państwa Polskiego, nie stosowanie się do statutu Związku, zaleganie z płaceniem składek ponad 3 miesiące, chyba, że Zarząd dłuższą zwłokę uwzględni. Wykluczonemu przysługuje możliwość apelacji do Zarządu Głównego i Walnego zebrania.

§ VII.
Władzami Związku są:
a) Walne zebranie delegatów koł;
b) zarząd, składający się z prezesa, 2 wiceprezów, skarbnika i dwóch członków Zarządu;
c) komisja rewizyjna z 3 członków.

§ VIII.
Członkowie Zarządu Głównego i komisji rewizyjnej wybierani są przez walny Zjazd delegatów absolutną większością głosów na przeciąg jednego roku.

§ IX.
Podczas wyborów na Walnym Zejeździe, głosowanie odbywa się tajnie, kolejno na prezesa i na innych członków zarządu.

§ X.
Zarząd Główny reprezentuje Związek na zewnątrz, decyduje o organizacji wewnętrznej Związku, o przeprowadzaniu jego zadań i ich wykonaniu. Na zebraniu Zarządu powinno być najmniej 4. członków Zarządu.

§ XI.
Czynnościami Zarządu Głównego są:
1) ustalenie budżetu, dochodów i wydatków Związku;
2) wykonywanie prac dla uskutecznienia celów określonych statutem Związku.

§ XII.
Zarząd Główny zbiera się co najmniej raz na kwartał, zwołany przez prezesa. Prezes obowiązany jest na żądanie jednej trzeciej Zarządu w wypadkach nadzwyczajnych, zwołać zebranie Zarządu. Raz na rok prezes zwołuje walne zebranie, na którym Zarząd Główny przedkłada sprawozdanie. Data walnego zebrania winna z góry być ustalona. Walne zebranie winno się odbyć w ciągu miesiąca marca każdego roku.

§ XIII.
Walne zebranie delegatów rozważa i decyduje między innymi:

- 1) o zmianach ustaw Związku 3/4 głosów delegatów ze wszystkich koł;
- 2) o jego budżecie, zwykłą większością głosów;
- 3) o wyborze Zarządu Głównego, z w. gł.;
- 4) udziela zasadniczych dyrektyw dla Zarządu z w. gł.
- 5) wybiera Komisję Rewizyjną zw. w. gł.

§ XIV.
Zarządy Koł wybierają ich członkowie na tej samej co Zarząd Główny, zasadzie.

Zarząd koła składa się z prezesa, wiceprezesa, sekretarza i skarbnika.

§ XV.
Związek Rolników Polskich, jako taki jest osobą prawną, ma prawo nabywać, zbywać, obciążać swój majątek.

§ XVI.
Wszelkie wypłaty uskuteczniane być mogą jedynie za zbiorowym podpisem prezesa i skarbnika Związku. Cały kapitał Z. O. P. przechowywany jest w jednym z miejscowych Banków; w kasie Z. O. P. można przechowywać jednorazowo najwyżej fr. 500.—

§ XVII.
O likwidacji Związku postanawia Walne Zebranie delegatów większością głosów, przy ob. 3/4 delegatów. Uchwała likwidacyjna brzmi:

Majątek pozostały, po likwidacji Związku przechodzi na ręce Prezydenta Rzeczypospolitej, do jego uznania.

**DELEGACJA Z. R. P.
W AMBASADZIE POLSKIEJ
W PARYŻU**

Zarząd Ścisły Związku Rolników Polskich, w osobach prezesa Rejtera, gen. sekretarza Kalinowskiego i skarbnika Nowaka, został przyjęty na audjencję u P. Ambasadora R. P. i u Rady Emigracyjnej.

- Tematem konferencji były:
1. sprawy starców, wdów i sierot
 2. konwencje ubezpieczeniowe
 3. zmiana kart tożsamości dla starców, zwolnionych z pracy i dla bezrobotnych
 4. warunki, w jakich żyją emigranci polscy.

Wszystkie postulaty Z. R. P. przyrzekł P. Ambasador w miarę możliwości przychylnie rozpatrzyć.

W sprawie starców P. Rada Emigracyjna poczyni starania, by zasady regularnej nadchodzący oraz będzie interwenjował u władz francuskich odnośnie odprawiania kart tożsamości przez starców, zwolnionych z pracy.

Co do konwencji — to ubezpieczenie młodo - górnicza konwencja francusko - polska w ciągu bieżącego półroczu zostanie ratyfikowana, a natomiast konwencja francusko - niemiecka odnośnie ubezpieczeń społecznych nie wiadomo, kiedy będzie ratyfikowana, chociaż już została przekazana — przez rząd niemiecki Reichstagowi.

Zarząd Główny Z. R. P. we Francji

Jan Myszorick 24/III 33r

U ROLNIKÓW POLSKICH WE FRANCJI

W „CENTRALNEM BIURZE ROLNICZYM”

Tuluza, 15 marca 1933.

Zanim wybiorę się, celem zwiedzenia kilku osad polskich, zaszedłem do „Centralnego Biura Rolniczego” (Office Central Agricole, Toulouse, 1, Place Bayard), aby zasięgnąć nieco informacji.

Zastałem tam kierownika p. Szramkiewicza, inżyniera agronoma, oraz sekretarkę pannę Kiślańską, dawniej urzędniczkę Konsulatu w Lille.

Oboje mieli pełne ręce pracy. Kilku klientów zasięgało rady w swoich sprawach. Odprawiając ich znalazł p. Szramkiewicz kilka wolnych chwil dla mnie. Pytam:

— Jako rolnik i znawca terenu czy Pan widzi przyszłość dla polskich osadników rolnych w tych stronach?

— „Widzę wielką przyszłość. Zamiast wydawać pieniądze na dalekie podróże zamorskie powinni osadnicy polscy zwracać się do południowo-zachodniej Francji, gdzie ziemi dla nich nie zabraknie, a u ludności francuskiej znajdują coraz więcej uznania i sympatii jako wytrwali i umiejętni rolnicy i ludzie poważni a pracowici. Początkowo powątpiewali Francuzi, czy Polacy dadzą sobie radę na nieznanym gruncie, gdzie zupełnie inaczej gospodarować trzeba, niż w Polsce. Dziś już nikt o tem nie wątpi.

— Ile może być polskich gospodarzy w południowo-zachodniej Francji?

— Tego ściśle określić nie mogę, bo ani polskie, ani francuskie władze nie posiadają ścisłych liczb statystycznych. W zebrańiach, które odbyły się przed wieloletnim zjazdem w kilkunastu ośrodkach, zapisano 430 nazwisk. Na podstawie tych cyfr, biorąc przeciętny procent zorganizowanych rolników uzyskani przypuszczalnie liczbę 2.100 gospodarzy polskich - właścicieli, dzierżawców i połowników.

— Jaki procent przypada w przybliżeniu na poszczególne kategorie rolników polskich?

— Najwięcej, bo 60 procent, przypada na połowników, 35 procent na dzierżawców i 5 procent na właścicieli.

— Czy połownictwo jest korzystne dla naszych osadników?

— Mojem zdaniem najpewniej do dorobku idą oni zaczynając od połownictwa i najmniej ponoszą ryzyko. Pracując pod okiem właściciela i dzieląc z nim zbiory i dochody z gospodarstwa na połowę zapoznają się z najlepszym sposobem gospodarowania. Przez pracę i zabiegiwość swoją mnożą majątek właściciela gruntu, ale i własny. Cały przyrost żywego inwentarza, co do ilości i jakości, przypada w połowie połownikowi i ułatwia mu przejście na dzierżawę, a z dzierżawy na własność.

— Jednakże otrzymaliśmy liczne skargi, że połownicy, dzierżawcy i nabywcy zostali tu pozbawieni mienia.

— Jest to wina niesumiennych agentów, którzy namawiali właścicieli, aby od połowników żądali dużych wkładów, od dzierżawców wygórowanej dzierżawy a od nabywców nieczmiernie wysokich cen, a potem dzielili się tą podwyżką. „Centralne Biuro Rolnicze”, prowadzone nie dla zysku przez rząd RP., subwencjonowane i zosajające pod ścisłym nadzorem Konsulatu i Rady emigracyjnego, zdołało osadzić cały szereg osadników na warunkach wcale korzystnych i codziennie nowych osadza, a przede wszystkim chroni ich przed oszustami.

— Na jakim w przybliżeniu obszarze gospodarują Polacy?

— Według mojego obliczenia, którego przecież wobec braku liczb dokładnych, ściśle nazwać nie można, uprawiają Polacy w południowo-zachodniej Francji jako połownicy, dzierżawcy i właściciele około dziesięciu tysięcy hektarów ziemi.

— Jaki kapitał potrzebny jest do objęcia połownictwa?

— To zależy od wielkości i zasobności gospodarstwa. Jeżeli brak inwentarza żywego i martwego oraz paszy dla bydła, połownik dokupuje, co potrzeba, płacąc połowę ceny, a drugą płaci właściciel. Przedewszystkiem potrzebne są fundusze na wyżywienie rodziny aż do najbliższych zbiorów. Trzeba więc przy wyborze osady uwzględnić zasobność finansową kandydata, aby nie przejmował ciężarów nad siły.

— A do objęcia dzierżawy, ile potrzeba?

— Co najmniej 20.000 franków, ale i tu wszystko zależy od wielkości i zasobności gospodarstwa. Podobnie przy kupnie...

Wobec nawatu klientów podziękowałem panu Szramkiewiczowi za cenne jego informacje.

Celem rozpatrzenia się w ogólnym położeniu rolników polskich w tych stronach wziąłem jeszcze na spytki panną sekretarkę oraz p. Leona Śliwowskiego (11, rue St. Antoine a Brive Correze), który pełni czynności zastępcy „Centralnego Biura Rolniczego” w departamencie Correze, a mieszka pod podanym powyżej adresem.

Z tych rozmów wyniosłem przede wszystkim wrażenie, że skargi, które „Wiarus Polski” otrzymywał i otrzymuje na oszukańcze kręactwa prywatnych agentów i pośredników, nie były przesadzone. Dlatego poczytuje rządowi RP. za wielką zasługę, że przez ufundowanie kontrolowanego przez konsulat biura, skierował sprawę osadnictwa na nowe tory. „Centralne Biuro Rolnicze” należy tylko rozbudować, odpowiednio uposażyć i ustalić urzędowy nad nim nadzór. To nie przekracza granic właściwości urzędu konsularnego.

Jan BREJSKI.

OSADNICTWO POLSKIE WE FRANCJI

Na pierwszy rzut oka fakt, że we Francji, a szczególnie w jej części południowej, olbrzymie obszary ziemi, niegdyś ornej, leżą odłogiem, wydawać się może paradoksalnym z punktu widzenia ekonomicznego. Zjawisko to zrozumieć jednak, skoro uświadomimy sobie, że we Francji, jak zresztą w całym cywilizowanym świecie istnieje tendencja czy pęd ucieczki do miast. Objaw zresztą po części pożądany, ponieważ t. zw. urbanizacja wszędzie robi olbrzymie postępy i naogół absorbuje nadwyżkę ludności rolnej, a więc tej części zaludnienia, któraby na roli wyżywienia i pracy skutkiem naturalnego przyrostu ludności znaleźć nie mogła.

We Francji, posiadającej potężny przemysł, zaobserwować można w ostatnich dziesiątkach lat olbrzymi rozwój miast i tutaj więc urbanizacja absorbuje poważny procent ludności wiejskiej. Ponieważ jednak przyrost naturalny ludności we Francji jest minimalny, wobec tego musi powstać wakuum, próżnia i stąd to żyźne nawet okolice pustoszeją. Zresztą zarobki w mieście są naogół lepsze, stopa życiowa wyższa, praca lżejsza, wygodny większe. Wszystko to argumenty, tłumaczące dający się we Francji odczuwać coraz silniej brak rąk do pracy w polu, tem więcej, że za możność we Francji jest stosunkowo wielka, wobec czego środki utrzymania rodziny nie zawsze płyną z samej tylko pracy rąk.

Rozważaniom powyższym poświęcamy baczniejszą uwagę dlatego, ponieważ wynika z nich, że objaw braku sił rolniczych we Francji uważać można jako objaw stały, który zahamowany może być tylko częściowo w dobie obecnego kryzysu.

Stąd tu, mówiąc o akcji osadniczej we Francji ze strony wychodźstwa polskiego, uważać należy jako pewnik, że akcja ta nie posiada charakteru konjunkturalnego, ale raczej wszelkie cechy stałości.

Wystarczy uprzytomnić sobie rolniczy charakter Polski, by zrozumieć, że właśnie kraj nasz dać może osadników wykwalifikowanych. Zresztą niezmiernie niskie ceny produktów rolnych w Polsce stawiają intensywną gospodarkę rolną pod znak zapytania i wykażą rentowność najbardziej żyźnych i nie wymagających wielkich nakładów obszarów rolnych Polski południowej i wschodniej. W trudnej sytuacji gospodarczej znajdują się natomiast gospodarstwa rolne Polski zachodniej, przywykłe do gospodarki intensywnej. Dopływ clementu rolniczego z tych właśnie dzielnic byłby skutkiem tego objawem naturalnym, a wobec wysokiej klasy prowadzenia gospodarki przez rolników tamtejszych, na gruncie francuskim pożądany.

Osadnictwo polskie we Francji w fazie obecnej czerpie oczywiście materiał

osadniczy w głównej mierze z rezerwuaru wychodźstwa już przebywającego we Francji. Aczkolwiek gros wychodźstwa tego stanowią robotnicy przemysłowi i górnicy, to przecież zapominać nie wolno, że jest to element, który z rolą jest związany i z roli wyszedł.

Wszyscy ci, którzy mieli możność obserwowania wychodźstwa westfalskiego przed wojną, wiedzą dobrze, że do Westfalji szli za chlebem nie tylko robotnicy rolni, ale w dużej mierze także synowie gospodarzy. Chłopi w Wielkopolsce, na Pomorzu i Śląsku dokonywali naogół niechętnie podziału gospodarstw. Dzieciżył całość jeden z synów lub jedna z córek, spłacając pozostałych, a ci częściowo szli do miast, do rzemiosła i handlu, lub też szukali zarobku w niemieckich zagłębiach węglowych. Jednym słowem, nie ulega wątpliwości, że wśród wychodźstwa naszego istnieje duża tradycja rolnicza, że znajdzie się sporo ludzi, którzy znają się na samodzielnej gospodarce rolnej.

Trudności rozwoju osadnictwa polskiego we Francji posiadają zatem raczej charakter finansowy. Wobec szczupłości kapitałów, mogących napłynąć z kraju, podstawę osadnictwa polskiego stanowić będzie oczywiście polownictwo. Droga do samodzielnych gospodarstw prowadzić będzie przez to właśnie polownictwo i dzierżawy. Przypuszczenia nasze znajdują potwierdzenie w statystyce, która wykazuje, że 55 procent osadników naszych, to polownicy.

Drugą wielką trudność, tym razem natury techniczno-handlowej, wstrzymującą poważnie rozwój osadnictwa polskiego, obecnie usunięto, tworząc „Centralne Biuro Osadnicze Polsko-Francuskie z siedzibą w Tuluzie, kontrolowane przez władze polskie. Mający zamiar poświęcić się pracy na roli, nie będzie odtąd narażony na wyzysk ze strony niesumiennej agentów, których ofiarą Rodacy nasi padali niejednokrotnie, nie znając dostatecznie języka francuskiego.

Ewenementem ważnym w polskim ruchu osadniczym we Francji jest oczywiście fakt stworzenia Związku Osadników Polskich we Francji, na którego czele stanęli pp.: Piotr Łukaszewicz i Szramkiewicz. Istnienie Związku doda osadnikom naszym niewątpliwie bodźca do poważnej i wyteżonej pracy i uchroni ich niejednokrotnie od strąt i wyzysku ludzi niesumiennej, których nigdzie nie brak.

Możliwość realizacji szerokich dalszych planów Związku, dotyczących rozbudowy kooperatyw, zakupu i sprzedaży, tudzież kooperatyw bankowo-oszczędnościowych, widzimy jednak dopiero w dalszej przyszłości, skoro element osadnictwa polskiego wzmoże się do tego stopnia, że stworzy odpowiednią płaszczyznę rozwoju dla poważniejszych skupień lokalnych.

Jerzy STAM.

U ROLNIKÓW POLSKICH WE FRANCJI

DWAJ POŁOWNICY

Montauban (dep. Tarn) 20. 3. 1933.

Dziś zakończyłem objazd osad polskich w południowo-zachodniej Francji. Zacząłem go od połowników jako najliczniejszej grupy naszych rolników.

Taksówka najęta w Tuluzie udałem się do dzielnego prezesa świeżo założonego Związku Osadników, p. Łukaszeńskiego. Droga wiodła wśród połączonych w niewielkie pasy pól i winnic. Tu i owdzie spotkało się dwory i pałacyki, otoczone ze wszystkich stron przez fermę czyli drobne gospodarstwa.

Gospodarstwa w tych stronach mają przeważnie tylko jeden budynek, w którym mieści się pomieszczenie gospodarza, pomieszczenie dla żywego inwentarza i wozownia. Stodół przeważnie nie ma, tylko spotyka się liczne stogi słomy, bo zboże młóci się najęta parówką zaraz po zeźnięwieniu. Jeżeli zdarzy się stodoła, to ma tylko dach na słupach, bez ścian lub z jednej tylko strony jest zakryta. Natomiast prawie do każdego gospodarstwa należy wysoki, murowany kurnik i gołębnik. Są także królikarnie. O chlewach dla nierogacizny tutejsi Francuzi nie wiedzą i twierdzą, że hodowla trzody nie nadaje się na miejscowe stosunki. Drzewa owocowe są rzadkie i przeważnie zaniedbane. Natomiast krzewy winne spotyka się wszędzie.

W drodze do p. Łukaszeńskiego spotkałem dwu jego braci, którzy wzięli furę nabytego w sąsiedztwie siana, które tu jest głównym pożywieniem bydła i koni; w braku siana daje się słomę, bo siewki się nie rżnie i siewkarni nigdzie nie spotkałem. Łąk jest dużo, ale przeważnie jednokosne, bo z powodu posuchy potrawy zawodzą, więc się je spala bytłem.

Pan prezes Łukaszeński przyjął mnie bardzo uprzejmie, oprowadził po gospodarstwie i udzielił potrzebnych objaśnień.

Sam pochodzi z pod Kalisza, jest żonaty i ma troje dzieci. Córka kształci się w Warszawie, jeden syn uczy się w zakładzie misyjnym, a najmłodszy chodzi do szkoły w pobliskiej gminie.

Do pracy jest p. Łukaszeński sam z żoną i dwoma braćmi.

Gospodaruje na 41 hektarach jako połownik od pół roku. Właściciel, człowiek inteligentny i poważny, mieszka we dworze, położonym w ładnym ogrodzie, ale rzadko bywa na miejscu, bo pracuje we współdzielniach rolniczych. Pan Łukaszeński ma dla siebie i dla domowników dwa nie sąsiadujące z sobą bezpośrednio domy ze stajniami, co utrudnia nadzór nad inwentarzem.

Inwentarz żywy składa się z 43 sztuk bydła rogatego, rasy holenderskiej, w czem 16 krów dojnych. Do roboty są cztery konie (para 6.500 fr.) i cztery krowy tutejszej rasy, które dają tylko tyle mleka, ile potrzeba do wykarmienia cieląt, a potem zasychają.

Klimat jest w tych stronach tak łagodny, że bydło przez cały rok wychodzi na pastwisko, chociaż w oborze jest dokarmiane. Panią Łukaszeńską przywitałem na pastwisku, gdyż sama pilnowała dobytku.

Na czem polega stosunek połownicy? Objaśnię to na przykładzie p. Łukaszeńskiego.

Przed objęciem gospodarki, przy czem pośredniczyło „Centralne Biuro Rolnicze“ w Tuluzie (Toulouse, 1, Place Bayard), spisano dokładny wykaz żywego i martwego inwentarza. Od dnia przejęcia wkłady i dochody idą na połowę. Kupuje się konia, lub krowę, pług lub inne narzędzie niezbędne w gospodarstwie, to połowę płaci właściciel gospodarstwa i drugą połowę p. Łukaszeński. Sprzeda się na przykład cielę trzymiesięczne za 500 fr. — to bierze właściciel 250 fr. i p. Łukaszeński 250 fr. Główny dochód daje mleko, bo przeciętnie 2.000 fr. miesięcznie. Z tego 1.000 fr. bierze właściciel i 1.000 fr. połownik. Po mleko zajeżdża samochód mleczarni.

Pracę całą daje p. Łukaszeński, a właściciel zastrzegł sobie tylko prawo nadzoru, ale poprzestał na udzieleniu niewielu wskazówek i zupełnie się nie miesza do gospodarstwa, przekonawszy się, że połownik dobrze pracuje i gospodaruje.

Istotnie p. Łukaszeński oczyścił zarosłe chwastami i cierniami pola, uprawił je i obsiał, a zboże rośnie, że aż serce raduje się na jego widok.

Nadmienić wypada, że drob może p. Łukaszeński chować w dowolnej

ilości i na własną korzyść, a tylko pewną ilość kur i jaj oddaje właścicielowi. Natomiast otrzymuje od niego kilkakaset litrów wina z kilku hektarów winnic, bez obowiązku pracy nad ich utrzymaniem.

Pan Łukaszeński jako człowiek oszczędny i pracowity jest dobrej myśli i śmiało patrzy w przyszłość. Nie wątpię, że się dorobi, czego mu z całego serca życzę. Nadmieniam, że objął gospodarstwo zaledwie pół roku temu. Poprzednio pracował w Alzacji w kopalni soli potasowej.

Kilka kilometrów dalej mieszka od kilku miesięcy drugi połownik, osadzony przez „Centralne Biuro Rolnicze“, p. Gleif. Pochodzi z rodziny niemieckiej, przybyłej do Polski przed laty z Bawarii i osiadłej w Suwalszczyźnie. Przed wojną p. Gleif mieszkał na Białorusi pod Witebskiem, gdzie posiadał ładne gospodarstwo. Był zniewolony opuścić je.

Żonę ma z Górnej Austrii, gdzie był podczas wojny w niewoli jako jeńiec z armii rosyjskiej. Jest obywatelem Rzeczypospolitej Polskiej i mówi czysto, z wileńską, po polsku, lecz zna także język niemiecki. Żona również nauczyła się po polsku, choć i nie zawsze dobrze wymawia. W domu mówi się po polsku i po niemiecku, ale p. Gleif poczuwa się do solidarności z osadnikami polskimi. Małżonkowie mają 3-letnią córeczkę. Pan Gleif gospodaruje na obszarze 37 ha, w czem 7 ha wina, jako połownik. Właścicielem jest jakiś markiz, który do gospodarstwa się nie miesza i rzadko bywa na miejscu, choć ma tam pałacyk.

Na gospodarstwie był przed p. Gleifem Włoch, który gospodarował nie dbale, zapuścił pola, wyniszczył żywy i martwy inwentarz, tak, że p. Gleif, przybywszy przed pół rokiem, wiele

miął pracy, zanin zaprowadził ład jaki taki. Do pomocy miał dwóch Polaków, ale jednego niedawno zabił samochód, a drugi chwilowo znajduje się w lecznicy, ale wkrótce z niej wyjdzie.

Pokazał mi p. Gleif uprawne pole, które zdążył oczyścić z bujnych zarosli i obsiać. Zboże bardzo dobre zapowiada żniwo, o ile nie wymoknie, bo rowy zarosłe nie odprowadzają należycie wody deszczowej. Inwentarz żywy składa się z 2 koni i 2 wołów roboczych, 5 krów mlecznych, 5 cieląt, 3 świnek. Nadto są króliki i drób, który połownik chowa na swoją korzyść a właścicielowi ma dać 15 kur i 150 jaj rocznie.

Zarówno p. Gleif, jak i jego żona, są weseli i dobrej myśli. Liczą, że ponownie się dorobią i zasługują na to, dzięki swojej pracowitości i zabiegliwości.

I p. Gleif, i p. Łukaszewski mają umowy — według tutejszego zwyczaju — na 3, 6 i 9 lat, to znaczy, że kontrakt przedłuży się do lat 9, o ile za 3 lub za 6 lat nie zostanie ani z jednej ani z drugiej strony wypowiedziany.

Podatki płaci właściciel gospodarstwa.

Na czym polega ryzyko połownika?

Na tem, że początkowo, nie mając — na zaniechanem zwykłe gospodarstwie — zbiorów ani dochodów, żyć trzeba z gotowego grosza. Dlatego do objęcia połownictwa potrzeba — stosownie do obszaru i jakości gospodarstwa — 15.000 do 20.000 franków.

A zysk połownika?

Zyskiem doraznym są bieżące dochody (do połowy) ze sprzedaży mleka, jarzyn itp. oraz cały zysk z drobiu.

Nadto rośnie majątek połownika w przybytku inwentarza, co do ilości i jakości, bo wszystko, co znajdzie się w gospodarstwie ponad ilość i wartość według spisu i oceny z dnia przejęcia, przypadnie z dniem rozwiązania umowy w połowie połownikowi. Ułatwi to mu przejście na dzierżawę lub na własne gospodarstwo. Dlatego według doświadczeń ogólnego zdania ludzi, znających tutejsze stosunki, zaleca się, aby Polacy, pragnący wziąć we Francji dzierżawę lub nabyć gospodarstwo na własność, poprzednio popracowali czas jakiś jako połownicy lub robotnicy rolni nawet wtenczas, kiedy rozporządzają poważnym kapitałem, bo najmniej ryzykują, a pod okiem właściciela, który nierzadko im nawet bezinteresownie w pracy pomaga, najłatwiej poznać tutejszy sposób gospodarowania, z którym trzeba się oswoić, chociaż nie jest doskonały i doświadczony rolnik będzie umiał wprowadzić do niego niejedno ulepszenie.

Nadmieniam, że liczni połownicy, osadzeni przez oszukańcze biura prywatne, wiele pieniędzy wyrzucili na marnie — na prowizje dla pośredników, na kosztowne objazdy itp., a nadto mają warunki niekorzystne np. obowiązek czynienia wkładów w gospodarstwo na przepade bez współudziału właściciela i wygórowane

świadczenia dla niego. Tym trudniej się dorobić, ale los ich powinien być przestrogą dla Rodaków, aby się dobrze namyślili i poradzili ludzi doświadczonych, zanim wejdą w stosunki z prywatnymi pośrednikami i wydadzą z rąk pieniądze. Ostrożność jest konieczna tam, gdzie chodzi o przyszłość rodziny.

Jan BREJSKI.

KOMUNIKAT

—(o)—

PREZYDJUM RADY POROZUMIEWAWCZEJ U P. AMBASADORA RP. W PARYŻU.

Dnia 14 bm. Prezydjum Rady Porozumiewawczej Związków Polskich we Francji w osobach prezesa Rejera i sekretarza Kalinowskiego zostało przyjęte przez Ambasadora R. P. p. Chłapowskiego w gmachu Ambasady Polskiej w Paryżu. Delegaci zadeklarowali pozytywne stanowisko Rady Porozumiewawczej do Władz polskich oraz złożyli statut i regulamin Rady, zapoznając Pana Ambasadora ze strukturą organizacyjną tejże instytucji i z dążeniem jej w kierunku skonolidowania żywiołu polskiego w duchu apolitycznym na podstawie porozumienia bezstronności i sprawiedliwości społecznej.

Pan Ambasadur oświadczył, że powstanie Rady Porozumiewawczej przyjął z zadowoleniem, ponieważ została ona stworzona przez Zarządy Związków Robotniczych i skupiła w swem łonie większość polskich organizacji we Francji. Dalej Pan Ambasadur podkreślił, że wychodźstwo polskie we Francji winno zająć się swoim losem, podtrzymać mowę ojczystą i kontakt z Polską, bo podział obywateli na grupy polityczne jest konieczny w swym kraju, lecz bardzo szkodliwy i bezcelowy na obczyźnie.

W końcu delegaci zreferowali ciężkie położenie obywateli polskich we Francji, szczególnie starców, wdów i sierot oraz bezrobotnych w związku z kryzysem, z odnawianiem kart tożsamości i surową kontrolą zarobkujących cudzoziemców.

Pan Ambasadur przyrzekł wszystkie poruszone bolączki powierzyć podległym Mu urzędnikom celem gruntownego rozpatrzenia i ewentualnego usunięcia ich.

Konferencja trwała pełną godzinę, przy obecności Rady Emigracyjnej Ambasady.

OD RĘKI

Dziennik, wyhodowany przez biurokrację, a żyjący z walki przeciw samodzielnosci organizacyjnej polskiego wychodźstwa zarobkowego, poruszył sprawę współdziałania nauczycielstwa i duchowieństwa i wzywa nauczycieli do zabierania głosu w tej sprawie.

Jest to złośliwość!

Wprawdzie interes państwowy i kulturalny Polski przemawia za tem, aby ksiądz i nauczyciel, jako powołani wychowawcy młodego pokolenia i krzewiciele oświaty, szli ręką w rękę, ale biurokracja widocznie sobie tego nie życzy, bo z konsulatu generalnego RP. w Paryżu wydano statut dla Rad Szkolnych, pomijający księży a nauczycielom w obwodzie generalnego Konsulatu RP. w Lille dano czarno na białem, że ich przydatność służbowa ocenianą się będzie według wyniku ich przeciwdziałania organizowania Rad Rodzicielskich, do których, jak wiadomo, wchodzi nie tylko przedstawiciele rodziców, lecz także nauczycielstwo i księża...

Dotąd w praktyce naogół bywało tak, że ksiądz i nauczyciel działali zgodnie, bo tego wymagali i robotnicy i pracodawcy, a także interes wychowania. Obecnie nie jeden nauczyciel znajduje się między młotem i kowadłem, bo kolonja i oplacająca naukę polską dyrekcja kopalni nie życzą sobie, aby szkoła wojowała z kościołem, a tajny okólnik urzędowy grozi nauczycielom złą oceną, jeżeli Rady Rodzicielskiej, stworzonej przez rodziców w porozumieniu z księdzem, nie przerobią na Towarzystwo Kulturalno-Oświatowe imienia marszałka Piłsudskiego. Jakże wobec tego można żądać od nauczyciela, o ile nie jest zaciętkim antyklerykałem, aby publicznie wypowiadał swoje zdanie o stosunku polskiego nauczycielstwa do polskich duszpasterzy. Przecież to mogłoby grozić niejednemu utratą posady...

Wypowiadać otwarcie swoje własne zdanie mogą tylko ludzie niezależni, a dla nauczycielstwa wolność sumienia nie istnieje tu — nawet na papierze.

Dla samej sprawy współpracy między duchowieństwem i nauczycielstwem przeto byłoby najlepiej, gdybył o niej jak najmniej mówiono i pisano... Życie i stanowisko zmusza te dwa ważne czynniki do chodzenia ręką w rękę. Jeżeli po jednej lub drugiej stronie znajduje się człowiek zby „sękaty“, to życie wypchnie go poza nawias i zmusi do opuszczenia placówki, bo w pracy społecznej na obczyźnie, gdzie cudzoziemiec nie rozporządza policją ani siłą zbrojną,

trzeba robić, co można, co wypada i czego wymaga wychodźstwo.

Widzimy się jednostki czy partji nade wszystko nie znaczy, choćby ta jednostka względnie partja chowała się za p. Marszałka i za jego przyjaźń z Papieżem.

U ROLNIKÓW POLSKICH WE FRANCJI

Były sołtys z pod Torunia dzierżawcą pod Tuluzą

Na zjeździe osadników w Tuluzie za prosił mnie p. Andrzej Szopa, dzierżawca fermy La Greze, abym obejrzał jego gospodarkę. Nazwisko jego przypominało mi się z Polski, więc zapytałem go z punktu:

— Pan przybył do Francji wprost z Polski?

— Wprost z Polski.

— Skąd?

— Z Lubianki...

— Pod Toruniem?

— Tak, z powiatu toruńskiego.

— Pan miał tam własne gospodarstwo?

— A tak, miałem...

— I sprzedał je pan?

— Sprzedałem...

— Czy nie żał było ojcowizny?

— To nie była moja ojcowizna, tylko gospodarstwo, które kupilem przed laty dziesięciu.

— Dlaczego pan sprzedał?

— Było mi ciężko. Co rolnik sprzedaje, jest za bezcen, co kupi, niesłychanie drogie... Przytem podatki!

— A tu?

— Dostałem się z deszczu pod rynek... Niech Pan spojrzy na budynki! Dom mieszkalny ze stajnią i oborą pod jednym dachem jest w tak złym stanie, że przykro patrzeć, a przecież, co najgorsze już naprawiliśmy. Wozownia i rupieciarnia zagrożona ruiną tak, że trudno naprawić. Jeden tylko kurnik i gołębnik wygląda jako tako...

Powoli zaczęli się pojawiać liczni członkowie rodziny pana Szopy... Syn, synowa, córka dorastająca, córka w wieku szkolnym z niemowlęciem na ręku, drobiazg. Starsza pani Szopina żałośnie wspominała gospodarstwo, na którym siedzieli w Polsce.

— Kiedy zobaczyłam to gospodarstwo, to usiadłam i płakałam, jak dziecko... Na Pomorzu mieliśmy porządne budynki, inwentarz i ziemię lebrze uprawną, a tu ruina i pustynia... Wszystkie pola zarosły nie tylko chwastem, ale i różnemi dzikimi krzakami i ostremi cierniami, że nawet przejść było trudno...

Pan Szopa potwierdził z pobłażliwym uśmiechem, co opowiadała żona...

— Tak, była tu dziez, ale niech Pan popatrzy, cośmy z niej zrobili! Kiedyś tu przed półrokiem przybyli, zabraliśmy się od razu do rugowania zarosli... Obsiałem 12 hektarów pszenicą...

I pokazał mi gospodarz ze słuszną dumą pola, pokryte bujną zielenią.

— Tu przy domu obsiałem na próbę polełka polskim owsem „złoty deszcz“ i polskiem żytem... posadziłem groch i bób. Wszystko przeżywało doskonale i ot, jak ładnie rośnie...

Istotnie owies i żyto zupełnie po-

kryły ziemię, a bób i groch rosły bujnie...

Pan Szopa nie traci więc otuchy, a tylko narzeka na pośredników...

— Obwiał mnie samochodem po licznych, jak najgorszych fermach, na które ani patrzeć nie chciałem, a kiedyś tu przybyli, oświadczył, że jeżeli tego gospodarstwa nie wezmę, to już dalej zemną nie pojedzie. Co miałem robić? Targowałem się już tylko o cenę dzierżawy. Zgodziłem się, że za pierwszy rok dam 6.000 fr., za drugi 8.000, a za dalsze po 10.000 franków. Francuzi powiadają, że za pierwszy rok nie powinienem nie płacić, bo trzeba robić duże wkłady i żyć z gotowego grosza...

— Na ile lat jest dzierżawa? — pytam.

— Jak wszędzie: na lat trzy, sześć, dziewięć...

— Toż to za trzy lata, jak Pan gospodarstwo doprowadzi do porządku, mogą wziąć innego dzierżawcę, który da więcej.

— Nie obawiam się tego. Właścicielka i jej pełnomocnik będą radzi, że mają dobrego gospodarza i może jeszcze z dzierżawy coś opuszczają, bo do tej pory nie mieli nic z gospodarstwa.

— Na ilu hektarach Pan gospodaruje?

— Na czterdziestu.

— Czy jest winnica?

— Niema, bo to, co było, już nie rodziło i wypadło wszystko wyciąć. Chcę, abym założył nową winnicę. Zrobię to, jeżeli mi zapłacą za robotę po 500 fr. za hektar, bo tyle wynosi robocizna.

Pokazał mi p. Szopa i swój inwentarz, a raczej jego zawiązek. Są to 2 woły robocze w cenie 6.000 fr., 2 krowy robocze (5.500 fr.), 1 krowa mleczna (własność syna, który chce pójść na polewnictwo), 7 cieląt.

Nie ma więc p. Szopa zgola dechodu z mleka. Odległość od Tuluzy i brak konia utrudnia także sprzedaż jarzyn i drobiu.

Ziemia jest dobra i wypoczęta, ale potrzeba jej będzie sztucznego nawożenia, a tu pieniądź wychodzi na wydatki leżące. Nie spoczywa więc rodzina pana Szopy na różach i nie opływa w dostatkach. Dobrze choć tyle, że podatki od gospodarstwa płaci właścicielka a dzierżawca obowiązany jest tylko do robocizny przy naprawie dróg. Jakie wyniki osiągnie p. Szopa na swej dzierżawie, trudno przesądzać. Zależać to będzie od zapasu gotówki, którą rozporządza, a o to nie pytałem. W każdym razie pracowitością i umiejętnością swoją przysparza byłby sołtys z pod Torunia sławy rolnictwu polskiemu i za to zasługuje na życzliwość i uznanie Rodaków. Szcześć Boże!

Jan BREJSKI.

Tam - gdzie nasi rodacy prowadzą pług w ziemi francuskiej, która od lat czekała na pracownego robotnika.

Głos przedsiębiorczego wychodźcy - osadnika, który stworzył sobie własny warsztat pracy na roli w południowej Francji.

(Korespondencja własna „Narodowca”).

Thiobon (poł. Francja) w marcu. Koła wień kopanym coraz częściej zatrzymują się w swoim biegu tu i tam milkną syreny fabryk, dotkniętych kryzysem. — Wychodźca polski patrzy na te ośiawy kryzysu z ciekawą. Traci często możność pracy i tem samem i zarobku. Podaje się zniechęceniu.

Co bardziej przedsiębiorcze jednostki oglądają się za innym kawałkiem chleba, idąc tam, gdzie najłatwiej o niezależny warsztat pracy. Kierują się na rolę!

Idą na wieś, dokąd razem z nimi przedostaje się mowa polska, obyczaje nasze i kultura. Wielu już z pośród naszych rodaków poszło tą drogą.

Dowodem tego są: pierwszy kongres organizacyjny polskich rolników i robotników rolnych w Tuluzie.

Zjechali się wszyscy we własnym interesie, aby bronić praw swoich i dopomóc sobie wzajemnie. Mimo jednak licznych delegacji, które reprezentowały naszego polskiego osadnika, liczba przybyłych nie dała pojęcia należytego o naszej sile. Biorąc bowiem pod uwagę całość naszych rodaków, osiedlonych na roli w południowej, zachodniej i środkowej Francji, śmiało możemy potwierdzić, że niema gminy w szeregu departamentów w tych częściach Francji, aby nasi rodacy nie stanowili kilku rodzin, bądź to właścicieli, bądź to dzierżawców lub połowników, a zwłaszcza tych ostatnich najwięcej.

Nasz robotnik był mile widziany zawsze, czy to przy warsztatach w fabryce, czy to przy kilofie w kopalni, — gdzie w pocie czoła i z narażeniem swojego życia zarabiał na kęs chleba. Niemniej jest mile widziany i ceniony, kiedy staje do pług i orze lany, od dziesiątek lat nie uprawiane. Jest bowiem tak, że przeważnie większa część tych ziem była skazana na za-

glądę, zarosła chwastem. Inną jest rzeczą, że mamy do zanotowania liczne niedomagania, nieraz i wielkie. Wina za nie spada przedewszystkiem jednak na naszych miłych pośredników, a zatem i... na nas samych. Daliśmy się nieraz haniebnie oszukać, że za jednym pociągnięciem pióra straciliśmy często cały swój dorobek. Mamy obecnie naukę, aby nie być łatwowiernymi i nie dać się naciągać różnym spekulantom. Biorąc jednak całość pod uwagę i nie koloryzując, stwierdzić mimo wszystko musimy, że warunki nasze na osadnictwie nie są tak złe.

Ludność tubylcza jest naogół przychylna do nas usposobiona. Zresztą, przyjaźń ta pochodzi już z dawnych czasów. I jest rzecz wprost zadziwiająca, gdy chłop tutejszy w rozmowie wykazuje nam dokładną znajomość historii Polski, mówiąc np. o Marji Leszczyńskiej, Mickiewiczu Słowackim i wielu innych. Nieraz to bodaj rodowity Polak musiałby się powstydzić swego... nieznanym historii naszej!

Żalą się często nasi rodacy, że ludność tutejsza jest niby... chciwa, ale temu my sami jesteśmy winni, przez naszą nadmierną „staropolską” szczerłość. Bywają wypadki, — i to dość często spostrzegane — że gospodarz żąda od swego połownika w sposób bardzo grzeczny, pewną ilość produktów, nie objęto umową. My się zgadzamy na oddanie, bez najmniejszego odszkodowania! Skutki z tego wychodzą później, nie bardzo dobre. Szczerłość nasza rozchodzi się potem błyskawicą i znajduje dużo „zwolenników” wśród... właścicieli. Aby zapobiec temu, uczmy się od ludności tutejszej. Wówczas znikną nasze niedomagania, a staniemy się dzięki temu bardziej doświadczeni, bo pamiętajcie o tem, że „jak nas widzą tak nas piszą”. Musimy utrzymać naszą dobrą opinię, jaką posiadamy.

Lesisz Sylwester.

NOWY ODDZIAŁ BANKU P. K. O.

Dnia 18 ub. m. b. r. odbyło się uroczyste otwarcie nowego oddziału paryskiego Banku P. K. O. w gmachu Konsulatu R. P. w Strassburgu przy Rue General de Castellan, 10.

Na uroczystość przybył z Paryża dyrektor Centrali P. Lisiewicz oraz szereg delegatów polskich organizacyj społecznych, zawodowych i gospodarczych z Alzacji i Lotaryngii, jak również i przedstawiciele prasy. Aktu poświęcenia religijnego dokonał ks. proboszcz Biernacki, życząc w krótkim swym przemówieniu okolicznościowem ponownego rozwoju nowej placówce dla dobrej emigracji.

Następnie do zebranych gości w salach Konsulatu przemówił pierwszy Pan Konsul Jerzy Lechowski, który w dłuższym przemówieniu podkreślił charakter i znaczenie tej nowej instytucji gospodarczej.

„Nie jest to zbieg okoliczności!” — mówił Pan Konsul — „ze w jednym tygodniu powstają dwie nowe organizacje gospodarcze na terenie Wschodniej Francji — Związków Kupców i Przemysłowców Polskich w Melzu oraz placówka bankowa, w otwartciu której bierzemy własnie udział. W ten sposób pragniemy oprócz życia emigracji w chwili obecnej kryzysu na zasadach współpracy i planowej działalności gospodarczej. Pragniemy by nowe instytucje wioły i realizowały program gospodarczy, by w nich oparcie i pomoc znalazła jednostka i ogół cały.”

W imieniu Związku Kupców i Przemysłowców polskich Wschodniej Francji przemawiał Sekretarz Generalny organizacji, p. Binner.

Zycząc nowej placówce pomyślnego rozwoju, zapewnił, że Związek Kupców i Przemysłowców pragnie ściśle współpracować nie tylko na odcinku finansowym ale również nad całokształtem programu gospodarczego jaki półrzebuje w chwili obecnej emigracja.

Pan Dyrektor Lisiewicz, nawiązując do rozwoju w ubiegłych latach P. K. O. we Francji, podkreślił że instytucja ta coraz bardziej zdobywa zaufanie szerokiej warstwy emigracji. Dziękując Panu Konsulowi Lechowskiemu za inicjatywę i opiekę dotychczasową, prosił i w przyszłości o ten sam stosunek serdeczności a ogół wychodźstwa o współprace.

W drugiej części wystąpił z bogatym programem artystycznym Panowie: Podgórski, znany na tutejszym baryton oraz pianista Lawie, twornianin, z interpretacją własnych kompozycji.

Nowopowstały oddział, jak i Centrala Paryska jest instytucją, której współfundatorami są najwiękksze banki państwowe — posiada więc gwarancję, jakiej żadna inna podobna instytucja prywatna mieć nie może.

Kierownikiem oddziału został b. Wicekonsul R. P. w Hamburgu p. Zabłocki.

Należy się cieszyć, że powstała nowa placówka gospodarcza, która posiadając zapewnione fachowe kierownictwo oraz tak poważne gwarancje, winna zdobyć szybko zaufanie wychodźstwa polskiego Wschodniej Francji. Nareszcie organizujemy się budując solidne i trwałe gniazda na gruzach smutnej przeszłości, żyjemy wiele szczęścia oraz pomyślnego rozwoju.

Opisisko 29/III 33.



Zjazd Czołowników Polskich w Tuluzie
 w dniu 12. III 1933 r.

Jak zamierza pracować

Związek Osadników Polskich we Francji.

Wnioski uchwalone na Walnym Zjeździe Związku Osadników Polskich w Tuluzie.

Otrzymaliśmy w tych dniach w uzupełnieniu naszego sprawozdania ze Zjazdu Związku Osadników Polskich w Tuluzie wnioski, opracowane przez poszczególne komisje i uchwalone przez Zjazd. Wnioski te są jakoby wskazówkami dla Związku, oraz planem pracy na przyszłość. Zaslugują one wobec tego na szczególną uwagę osadników polskich we Francji złączonych nie tylko w istniejącym Związku, ale także tych którzy dotychczas są poza Związkiem. Oto poszczególne wnioski:

KOMISJA FINANSOWA:

Miesięczną składkę w wysokości fr. 3.— Uchwała niniejsze winna być włączona do art. V. Statutu Z.O.P.

Wpisowe w wysokości fr. 50.— dla niemożnych z możliwością rozłożenia na raty. Uchwała niniejsza winna być włączona do art. V. Statutu Z.O.P.

Zarząd Główny opracuje w najbliższym czasie przepisy kasowe i gospodarcze uwzględniając następujące zasady:

1) Bieżące wydatki Z.O.P. pokrywane są ze składek członkowskich i darowizn.

Pieniądze wpływające z wpisowego nie mogą być na ten cel użyte.

2) Nie wolno jest zaciągać długów na pokrycie bieżących wydatków, ani też zaciągać zobowiązań na podstawie jeszcze nie wpłaconych składek.

3) Wynagrodzenie za pracę stałą czy czasową w Z.O.P. może być wykonywane tylko na zasadzie prawomocnej uchwały Zarządu Głównego Z.O.P.

Zarząd Główny w porozumieniu z Zarządami, Kół ustalił podział składek członkowskich na potrzeby Zarządu Głównego i Kół prowincjonalnych z tem, że dla Zarządu Głównego 60 proc. składki, 40 proc. dla kół prowincjonalnego.

Zarząd Główny przygotowuje od początku roku 1934 prowadzenia gospodarki opartej na budżetach uchwalanych przez walne zjazdy.

KOMISJA KREDYTOWA:

Uznając wielką doniosłość uregulowania spraw kredytu na potrzeby rozwoju osadnictwa Walny Zjazd uchwała zwrócić się niezwłocznie do Ambasady R. P. w Paryżu z prośbą o rozpoczęcie kroków w tym kierunku. Walny Zjazd wyraża radość, że obecność na posiedzeniu pana radcy emigracyjnego Ambasady jest dowodem, że nasze potrzeby spotkają się z życzliwym przyjęciem Rządu Rzeczypospolitej Polskiej.

Pieniądze zebrane drogą wpisowego stanowią kapitał Związku którym zarządza Zarząd Główny Z.O.P.

Pieniądze te mogą być użyte tylko na pożyczki dla członków Związku.

Zarząd Główny powinien w najkrótszym czasie opracować i podać do wiadomości związkowym statut Kasy Pożyczkowej, który powinien

być potwierdzony przez najbliższy Walny Zjazd Z.O.P.

Kapitał Kasy Pożyczkowej winien być złożony do Banku i Komisja Rewizyjna najmniej jeden raz na trzy miesiące bez uprzedzenia Zarządu będzie sprawdzać jego wysokość i sposób gospodarki.

KOMISJA ORGANIZACYJNA:

Walne Zebranie wzywa Zarząd Główny by w czasie najbliższych trzech miesięcy przeprowadził wybory w kołach na zasadzie nowego statutu. Wybory do władz kół, tam gdzie istnieją tylko Zarządy Tymczasowe, tam zaś gdzie wybrano Zarządy stałe, by badał prawomocność wyborów.

Zaden zarząd kół bez uprawnomożenia Zarządu Głównego nie ma prawa używać nazwy Związku Osadników Polskich ani przedsięwziąć jakichkolwiek czynności.

Walny Zjazd wzywa Zarząd Główny by w najkrótszym czasie przeprowadził podział terenu pomiędzy poszczególne kół. W razie tworzenia nowych kół muszą one mieć, celem unięknienia nieporozumień od początku wyraźnie wyznaczone granice. Stare kół odstępujące nowemu swój teren i członków, obowiązane jest do pomocy, natomiast niema prawa występować z tytułu podziału z jakimikolwiek pretensjami. Starzy członkowie przechodzący do nowych kół nie tracą praw członkowskich dotychczas nabytych.

Walny Zjazd wzywa Zarząd Główny by przeprowadził w najkrótszym czasie rejestrację członków:

1) by opracował wzór legitymacji członkowskiej,

2) by uregulował przyjmowanie nowych członków.

Walny Zjazd wzywa Zarząd by w najkrótszym czasie zorganizował stały sekretariat Związku w Tuluzie. Za organizację i działalność sekretariatu odpowiedzialność ponosi Zarząd Główny, który najbliższemu walnemu zjazdowi przedstawi sprawozdanie szczegółowe z wykonania niniejszej uchwały.

Walny Zjazd wzywa Zarządy Kół prowincjonalnych by w porozumieniu z Zarządami Głównymi ustaliły w najkrótszym czasie swe miejsca urzędowania i by dyżury członków Zarządów Kół były ściśle przestrzegane.

Zarządy Kół i Okręgów w miarę potrzeb i środków otwierają w porozumieniu z Zarządami Głównymi sekretariaty stałe lub przenośne.

Ujednolinito przepisy dla wszystkich sekretariatów Z.O.P. wyda Zarząd Główny.

Walny Zjazd wzywa Zarząd Główny by w najkrótszym czasie zbadał możliwości ewentualnie, by przystąpił do organizacji:

1) Kooperatywy Rolniczej Z.O.P.

2) Kasy wzajemnego ubezpieczenia dobytku i zasiewów.

4) Zorganizował i uruchomił pomoc prawną dla członków Związku.

Jeden dzierżawca i dwaj właściciele małych gospodarstw

Z miasta Montauban w departamencie Tarn et Garonne wyruszyłem na łętym samochodem na zwiedzenie położonych w okolicy gospodarstw polskich. W dniu wielkiego targu samochodów powoli przeciskał się pomiędzy namiotami i stoiskami przez tłumy wieśniaków i mieszczan, gromadzących się koło narzędzi i maszyn rolniczych, pługów motorowych, wozów roboczych i spacerowych, uprząży itp., wystawionych na sprzedaż. Zboże, nasiona, ziemniaki sprzedawano w rotundzie przerebionego na pawilon targowy kościoła romańskiego, a drób i jarzyny na krytem, ale otwartem po bokach targowisku.

Zaniepokoiłem się:

— A nuż nasi rolnicy wyjechali na targ?

Po drodze zapytuje szofera w jakimś wiejskim dworze — bez zabudowań folwarcznych — o pana Jana Gawlika i powrócił z wieścią, że tam mieszka Francuz, który pracował jako sekretarz w biurze pośrednictwa przy osadzaniu na roli polskich żołnierzy, dzierżawców i nabywców. Wyszedł i p. sekretarz.

— Szukacie osadników polskich?

Znam ich, a nawet mam tu sam dzierżawcę, p. Władysława Wróblewskiego z pod Tarnopola, ale niema go w domu. Pojechał z żoną na targ do Montauban. Pozostała w domu przy dziecku i inwentarzu tylko krewniaczka, która onegdaj przybyła z pod Tarnopola. Ale mogę panu pokazać mieszkanie i gospodarstwo.

W mieszkaniu zastaliśmy istotnie siostrę pani Wróblewskiej, zajętą pracą domową. O stosunkach i warunkach dzierżawy nie miała pojęcia, ale z rozmowy wyniosłem wrażenie, że nie była zachwycona tem, co zastała. Za odwiedziny uprzejmie dziękowała.

Właściciel gospodarstwa poinformował mnie, że obejmuje ono 18 hektarów, w tem są 3 hektary winnic, 6 ha łąki, 2 ha wikliny i 5 lasu, który użytkuje właściciel, a reszta pod pługiem. Inwentarz martwy jest, według zapewnienia właściciela, kompletny, ale go nie widziałem. Inwentarz żywy składa się z trzech koni i pary krów.

Dzierżawa wynosi 4.000 fr. rocznie. Pytam:

— Czy dzierżawca będzie mógł z 13 hektarów tyle zapłacić?

— Będzie mógł, a jeżeli nie zdoła, zamienię go na połownika...

O wkładach dzierżawcy nie dowiedziałem się nie zgoła.

Uprzejmy Francuz zaofiarował się, że pojedzie ze mną do p. Gawlika. Skończyłem z ofertą. Francuz włożył na pantofle drewniane saboty i jedziemy. Po drodze wypowiedział bardzo ujemny sąd o biurze, w którym czas jakiś pracował. Ze względu na ustawę nie podam firmy, ani nie powtórzę ostrych słów, które usłyszałem, a które odpowiadały temu, co słyszałem z ust Polaków. Ale dostało się i niektórym osadnikom polskim.

— Chcą tu chować nierogaciznę, co się nie opłaca, i sadzić kartofle, aby zebrać nie więcej, niż posadzili. A ten trzyma w domu tyle dorosłych osób, że gospodarstwo ich nie wyżywi, a dzieci na służbę dać nie chcą, albo mają zbyt wielkie wymagania. Żąda-

ją 200 fr. miesięcznie, a nie umieją po francusku i nie znają roboty.

Drugiemu zarzucał mój rozmówca, że chodzi na zarobek do innych gospodarzy, więc nie może należycie uprawiać własnego gospodarstwa, itd., itd.

Przyjeżdżamy przed gospodarstwo p. Gawlika Jana. Pozostawiam mego przewodnika w samochodzie, aby swobodniej rozmawiał z Rodakiem.

Wyszła na moje spotkanie córka, potem zbliżyła się druga, obie dorosłe.

— To gospodarstwo p. Gawlika?

— Tak, to tu, ale niema go w domu, pojechał na targ.

— A pani Gawlikowa jest?

— No! Także na targu.

— Czy wywieźli coś na sprzedaż?

— No! Tu niema nic na sprzedaż.

Jeszcze trzeba dokupywać...

Po ciągle wracającym angielskim „no“ domyśliłem się, że rodzina przeszła Amerykę.

— Skąd państwo tu przybyli?

— Z pod Tarnopola, ale my się rodzili pod Ropczycami.

— Czy pod Tarnopolem ojciec miał własne gospodarstwo?

— Mielim ładne gospodarstwo — 16 mórg — i ładne budynki, ale ojciec sprzedali i tu kupili, a tu bieda, chałupa taka, że jak deszcz pada, to leje się na głowę i na łóżko.

— Jak dawno kupiono gospodarstwo?

— W roku 1931.

— Ile jest ziemi?

— Ośm hektarów.

— Jaki jest inwentarz żywy?

— Dwie krowy i jeden koń.

— Ileż zapłacono za gospodarstwo?

— Nie wiem dokładnie, ale ze wszystkiem przeszło 50.000 franków.

— Czy wywozi się jarzyny na targ?

— No! Trudno rozmówić się z Francuzami...

Potem popłynęły jeszcze skargi na agenta i na inne dolegliwości.

Zegnany podziękowaniem za odwiedzinę odszedłem smutny. Liczna rodzina, porzuciwszy wschodnią Małopolskę, udała się do Francji południowo-zachodniej w nadziei, że tam znajdzie raj na ziemi. I mogłaby znaleźć byt dostatni, gdyby po zapłaceniu umiarkowanej ceny kupna, starczyło pieniędzy na zagospodarowanie. Wygórowana cena kupna i kosztowne pośrednictwo ogłodziły p. Gawlika z gołębki i skazały na ciężką dole.

Odwiozłem przewodnika do jego dworu i pojechałem wskazaną mi przez niego drogą do p. Zawislaka.

Wita mnie życzliwie pani Zawislakowa. Prawdziwa polska niewiasta, otwarta, poważna i rozumna. Smutek rysuje się na jej obliczu. Po zapoznaniu się pytam o powódzenie.

— Panie, nam się powodzi, a jakże! Pochodzimy z zachodniej Małopolski. Potem byliśmy w Ameryce, następnie mieliśmy gospodarstwo pod Tarnopolem, a w końcu aż tu zaszliśmy. Szukamy szczęścia po świecie, a bieda idzie za nami...

Od kiedy macie to gospodarstwo?

— Od roku 1931.

— Ile jest ziemi?

— Dziewięć hektarów. Ot od drogi, aż po te tam krzaki, to nasze pole, ale było zapuszczone, jak pustynia...

— Ziemia widzę dobra i pszenica ładnie się zapowiada.

— Ziemia niezła, ale trzeba jej sztu cznego nawozu, a ten jest kosztowny. Ale pójdźmy do izby, bo tu zimno.

Wchodzimy. Mieszkanie skromne, ale czysto utrzymane. Łóżko zastane po polsku. Na ścianach obrazy. Na ognisku warzy się strawa. Siadamy. Rozmowa toczy się w serdecznym nastroju.

— Jaki jest inwentarz żywy?

— Koń i dwie jałowice...

— A krowy mlecznej niema?

— Niema. Trzeba mleko kupować.

— A jaki był żywy inwentarz w chwili objęcia gospodarstwa?

— Jeden koń taki, że wkrótce padł i wypadło kupić innego. Inwentarz martwy był także do niczego

— A ile za to zapłacono?

— Czterdzieści tysięcy franków?

— Toż to za wiele za wyniszczone gospodarstwo...

— Pewnie, że za wiele. Mąż przybył tu, aby coś odpowiedniego wyszukać, i miał powrócić, gdyby nie porządne go nie znalazł, ale agent go opętał, a sprzedawszy gospodarstwo w Polsce, mąż wstydził się wracać, ale kiedy ja z drogi zobaczyłam tę biedę, to się rozplakała i najchętniej byłabym wracała, skąd przybyłam, ale pieniądze już były wydane. Wracać nie było na co. Szkoda, że męża niema, bo wyjechał z synem na targ, boby panu lepiej wszystko opowiedział.

— Czy mąż i syn pracują tylko na swoim?

— Syn jest na służbie u pewnego osadnika Polaka. Mąż, o ile mu czas pozwoli, pomaga tu niedaleko na francuskim gospodarstwie, aby jaki grosz złapać.

— Ile zarabia dziennie?

— Dwanaście franków.

— Z jedzeniem?

— Nie, bez jedzenia. Jada w domu.

— Jak wielkie było gospodarstwo pod Tarnopolem?

— Czternaście i pół morgi.

— Czy lepiej tam było niż na tutaj szem?

— Pewnie, że lepiej i dom był porządnym i inwentarz taki, że aż płakać się chce, kiedy o nim pomyślę.

Ale czas mi było w drogę. Pani Zawislakowa pożegnała mnie podziękowaniem za odwiedzinę, a ja ją słowami zachęty i zapewnieniem, że przy usilnej pracy i zabiegliwości można położyć kres niedoli i powetować poniesione straty.

Miałem adres jeszcze jednego osadnika właściciela, ale ponieważ mieszkał dosyć daleko i wysoko, a nie było pewności, czy jest w domu, przeto zrzekłem się na ten raz odwiedzin u niego i z sercem ciężkiem wracałem do Montauban.

Jan BREJSKI.

Le Populaire

13/IV. 332.

Le tribunal s'est prononcé sur la bagarre du consulat de Pologne

Douze condamnations
Un acquittement

Le débat sur la bagarre du consulat de Pologne s'est poursuivi et terminé hier en correctionnelle.

Les avocats du Secours rouge, qui avaient monopolisé l'affaire, ont plaidé sans grand bonheur la cause de leurs clients. L'un d'eux estima intelligent de s'en prendre aux socialistes et au Populaire, reprenant triomphalement les plus viles calomnies des journaux réactionnaires. Nous avons l'habitude de cette collusion. Dans un prétoire de justice, elle n'était plus qu'amusante.

Ces défenseurs maladroits avaient fait mieux : ils avaient adressé aux journaux bourgeois, la veille du procès, un « communiqué » où figuraient les noms de Mes Pitard, Hajje, David-Bloch et Mirande. Peut-être escomptaient-ils une grande publicité personnelle. Ils se sont trompés, et leur rage leur a inspiré de mauvais arguments.

Les deux Français inculpés, Joyeux et Collet, ont en effet été condamnés à des peines respectives de trois et deux mois de prison. Le Russe Bodio à trois mois. Les dix Polonais s'en tiraient avec des condamnations de deux mois, d'un mois et de quinze jours de prison. Un seul est acquitté.

Les deux employés molestés du consulat obtiennent chacun un franc de dommages-intérêts.

Kiedyż wreszcie będzie lepiej?

Naigrywanie się jałmużną. — Niespełniony obowiązek.
Najwyższy czas obudzić się z drzemki majowej.

Powiadają mi starcy, polscy wychodźcy, co to mają przepracowanych po 35 i 40 lat w kopalni, a dziś przymierają głodem:

— „Proszę Pana, zawsze nam mówią w Konsulacie, że Rząd Polski robi nam łaskę, wypłacając zasiłki starcom, wdowom i sierotom. Czy to tak ma być? Czy to łaska?”

W Douai, 2 kwietnia, na zjeździe delegatów T-stw Wzajemnej Pomocy słyszałem to samo z ust p. Generalnego Konsula.

Otóż nieprawda, Rząd Polski żadnej łaski nie czyni, ale spełnia zaledwie odrobinę należnego obowiązku wobec swoich obywateli zagranicą. Ani prezes ministrów, ani minister opieki społecznej, ani konsul nie robią łaski, nie z własnej kieszeni nie dają starcom, wdowom i sierotom, ale wykonują ustawę. Rada ministrów w 1928 w czerwcu powzięła uchwałę wypłacania zasiłku dla byłych knapszaftowców; Rząd na tej podstawie CO ROKU WSTAWIA w budżecie Ministerstwa Opieki Społecznej odpowiednie fundusze na te zasiłki, KTÓRE SEJM UCHWAŁA. Rząd więc i podwładni mu urzędnicy WYKONUJĄ tylko budżetową ustawę, płacąc zasiłki. To jedna strona sprawy.

Dlatego odrzucić należy z oburzeniem takie twierdzenie, że to jałmużna czy łaska Rządu Polskiego dla starców. To jest OBOWIĄZEK i koniec! Obowiązek ten zaś wypływa i z tego względu, że Rząd nasz nie zabezpieczył należycie praw robotników polskich, którzy z Niemiec przybywali do Francji. Nikt się tem w 1919 i w 1920 nie zajął; dygnitarze ministerjalni tak rozumieli się na sprawach robotczych, jak kura na pieprzu, a mimo to delegowano ich do układania konwencji. To też te konwencje są dziś „świstkiem papieru” na nieszczęście wychodźców polskich. Rząd nasz nie spełnił też obowiązku wobec 150-tysięcznej rzeszy górników polskich zagranicą, gdy rokował z Niemcami i zgodził się na przyjęcie ochłapu 3 milionów marek tytułem rozrachunku z kasami knapszaftowemi dla tych górników, którzy są w Polsce. A co jest z tymi, którzy są zagranicą? Czy ci mają ginąć?

Jeśli więc tak poważne zadania nie były spełnione przez Rząd Polski, to dzisiaj jest on obowiązany naprawić to zło, które z jego winy powstało. Żadne wykręty, żadne wyjaśnienia i kruczki tej jasnej prawdy zaćmić nie potrafią.

Ala jest i inny wypadek jeszcze. Znamy górnika Polaka, ma już 55 lat, który w zagłębiu Dąbrowskiem przepracował 17 lat, później tu przyjechał a teraz jest zwolniony z pracy i nie ma zaopatrzenia na starość, choć kasę opłacał. Odpowiedzą nam na to zaraz „sprostowaniem urzędowym”, że przecież jest konwencja polsko-francuska o zaliczeniu lat w Polsce przepracowanych do ubezpieczeń francus-

kich. Ano jest taka konwencja i nawet już przeszło rok, jak ją ratyfikowano, ale nikomu nie śni się nawet zapytać, czy weszła w życie czy nie. Otóż wiadać nie weszła, skoro taki wypadek, a zapewne niejedyn jest taki, mamy.

Skoro nasz Rząd nie chce płacić zasiłków dla starców i obeina im do osłateczności te parę groszy, to zdawałoby się, że jest chyba zainteresowany tem, co się dzieje z konwencją francusko-niemiecką? Dlaczego dotychczas nieratyfikowana? Ta konwencja pozwoliłaby bowiem starców polskich objąć przez ubezpieczalnię francuską, lata z Niemiec byłyby zarachowane i renty należyte wypłacane. Znowu lata płyną a tu nic. A przecież to chyba obowiązek naszego Rządu zainteresować się stanem tej sprawy, bo chodzi tu o obywateli polskich zagranicą i o... Skarb Polski.

Oto mała wiązanka na dziś spraw, które poruszamy w interesie wychodźstwa. Starców już dziś mamy kilkuset, którym brak chleba, bo ich po 55 latach z pracy wyrzucono. Oczywiście niemal codziennie liczba ta się powiększa. Zagadnienie ich zaopatrzenia staje się coraz groźniejsze. Odkładać tych spraw na później nie można, jeśli nasze Konsulaty nie chcą widzieć w bliskiej przyszłości przed swymi drzwiami tysięcy mas polskich starych robotników żądających chleba. Czy na nich wysłać się policję? Czy taka ma być opieka nad obywatelem polskim zagranicą?

Drzemka majowa jest bardzo przyjemna, szczególnie gdy jak teraz deszcze padają przez cały dzień, ale nie na to mamy urzędowych przedstawicieli, aby drzemali lub robili politykę zagranicą, bo to nie ich rzecz. Nasze Konsulaty powinny bezwarunkowo uświadomić Rząd o prawdziwym stanie rzeczy i stale domagać się interwencji dyplomatycznej, aby sprowadzić polepszenie i sprawiedliwość. Nasz radca emigracyjny nie na to jest w Paryżu, aby o tych podstawowych sprawach nie wiedział, bo uporządkowanie lat w Niemczech i Polsce przepracowanych, zaliczenie ich do tutejszej ubezpieczalni jest głównym zadaniem urzędowego przedstawiciela interesów robotniczych, jakim jest radca emigracyjny.

Gdy urzędowe czynniki spełnia swe obowiązki należycie, nie będzie skarg na nie, nie będzie przeklinania stosunków polskich, a nawet Polski, ale 100-tysięczna górnicza masa polska zagranicą powie, że ma w Rządzie należyłą i prawem przepisaną opiekę.

Tego musimy się doczekać i to jak najrychleji w interesie poważy Państwa Polskiego i ku dobru setek tysięcy obywateli polskich.

Niedoli starców polskich, wdów i sierót musi być raz koniec.

Władysław BUDZYŃSKI

Gdzie Polacy osiedli na roli we Francji

I. W departamencie **DORDOGNE** (główne miasto Périgueux). Mieszkańcy tego departamentu nazywają się „périgourdins“ od dawnej nazwy tej prowincji „Périgord“. Prefektura znajduje się w Périgueux, a Podprefektury (Souspréfecture) w Bergerac, naokoło którego to miasta licznie osiedli Włosi, w Ribérac i w Sarlat. Departament ten liczy 383 tysięcy mieszkańców, czyli o 100 tysięcy mniej niż przed 50 laty, a nazwę swoją zawdzięcza rzece Dordogne, która przepływa w południowej jego części i wpada do Garonny. Departament Dordogne należy do „Région Agricole du Sud-Ouest“, ale jego izba rolnicza wchodzi w skład Izby Regionalnej w Limoges.

W tym departamencie znajduje się obecnie około 400 polskich gospodarstw osadniczych, głównie w okolicach Périgueux i Montpont.

II. W departamencie **LOT-ET-GARONNE** (główne miasto Agen). Mieszkańcy tego departamentu nazywają się gaskończykami i mówią gwara ludową gaskońską mocno przypominającą gwara ludu włoskiego z Północnych Włoch. Prefektura znajduje się w Agen, a podprefektury w Marmaude, Nerac i Villeneuve du Lot. Departament ten liczy 245 tysięcy mieszkańców czyli o sto tysięcy mniej niż w 1841-ym. Nazwę swoją zawdzięcza dwóm przecinającym go rzekom: Garonne i jej dopływowi Lot, który wpada do Garonny pod Aiguillon. Departament Lot-et-Garonne należy do „Région Agricole du Sud-Ouest“, a jego Izba Rolnicza należy do Izby Regionalnej w Tuluzie. Jest to departament bardzo licznie zamieszkały przez włoskich osadników. Jest ich 15 tysięcy. W Agen znajduje się „konsorejum“ włoskich osadników, misja katolicka słynnego działacza włoskiego ks. prałata Torricella, redakcja tygodnika włoskiego, oddział banku handlowego z Medjolanu i kilkanaście sklepów włoskich. Osadnicy włoscy gęsto osiedli w okolicach Neracu i Agen.

W tym departamencie znajduje się obecnie około 300 polskich gospodarstw osadniczych, głównie w okolicach Agen i Villeneuve-du-Lot.

III. W departamencie **GERS** (główne miasto Auch).

Mieszkańcy tego departamentu nazywają się gaskończykami i mówią tą samą gwara co i mieszkańcy trzech sąsiednich departamentów, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne i Haute-Garonne. Prefektura znajduje się w

Auch, a podprefektury w Condom, Lectoure, Lomber i Mirande. Departament ten liczy 193 tysięcy mieszkańców i jest jednym z departamentów Francji najbardziej wyludnionych. Stracił on przeszło trzecią część swych mieszkańców. Nazwę swoją zawdzięcza rzece Gers, która wpada do Garonny w departamencie Lot-et-Garonne. Departament Gers jest również bardzo gęsto zaludniony przez osadników włoskich. Z miasta Auch zresztą wyszła w 1922 roku inicjatywa sprowadzenia włoskich kolonistów. Obecnie znajduje się w całym departamencie 12 tysięcy rolników włoskich (łącznie z rodzinami). W Auch istnieje Związek Rolników włoskich oraz kilka włoskich sklepów spożywczych. Departament Gers należy do „Région agricole du Sud-Ouest.“

W tym departamencie znajduje się obecnie około 100 polskich gospodarstw położonych głównie w okolicy L'Isle Jourdain.

IV. W departamencie **HAUTE-GARONNE** (główne miasto Tuluz). Mieszkańcy tego departamentu nazywają się również gaskończykami, a językiem ich jest „patois“ goskański. Prefektura znajduje się w Tuluzie, mieście o 195 tysiącach mieszkańców, a podprefektury w Muret, Saint-Gaudens i Villefranche. Departament ten liczy 441 tysięcy mieszkańców, czyli że stracił 1/6 swej ludności. W Tuluzie znajduje się siedziba Regionalnej Izby Rolniczej, której przewodniczy p. Couzinet i „Comité Régional de la Main-d'oeuvre Agricole“, który się mieści przy rue Ozenne nr. 9 i gdzie odbywały się obrady pierwszego Zjazdu osadników polskich we Francji. Departament Haute Garonne posiada również osadników włoskich. „Comité Régional“ umieścił bardzo wielu polowników włoskich w okolicach Tuluz i Muret. Obecnie Włochów w całym departamencie jest 21 tysięcy, z czego 8 tysięcy mieszka w Tuluzie. W Tuluzie znajdują się także biura „Opieki włoskiej (Ufficio Patronato), „konsorejum“ włoskich rolników, filia banku z Medjolanu oraz liczne sklepy, restauracje i gospody włoskie. Departament Haute-Garonne należy do „Région Agricole du Sud-Ouest“.

W tym departamencie znajduje się około 100 polskich gospodarstw polowniczych, głównie w okolicach Tuluz. Po za tem w Tuluzie, 1, Place Bayard, mieści się Związek Osadników Polskich we Francji oraz Oficjalne Polskie Biuro Osadnicze.

(Ciąg dalszy nastąpi).

PIŁSUDCZYK

Miesięczny Biuletyn
Kulturalno-Oświatowy

Związku Towarzystw Im. Marszałka Piłsudskiego

ADRES :

31, RUE CROULEBARBE, 31

PARIS (XIII).

Rok 1.

Paryż w czerwcu 1933 r.

Nr. 3.

Doniosłe obrady Zarządu Głównego

W dniu 4 czerwca odbyło się w Paryżu w Domu Polskim, plenarne posiedzenie Zarządu Głównego Związku Towarzystw Im. Marszałka Piłsudskiego w następującym składzie : Kołczak—prezes, Ottomański—sekretarz generalny, Wątopek—skarbnik, Strauch—referent kult.-oświatowy, Kubiak, Bogusławski oraz z Okręgów ob. ob. Szymański, Kapuściński, Urbaniak, Lewulis, Fijałkowski, Piesiewicz, Rogowski, Cholewa i sekretarz administracyjny ob. dr. Woyniłłowicz. W charakterze gości brali udział w zebraniu ob. ob. Dmochowski, Proch, Galus, Martynowski i Salwa.

Zebranie zagał ob. prezes Kołczak witając reprezentantów władz p. p. radcę emigracyjnego Malhomme, konsula generalnego Poznańskiego, majora Zielińskiego, panią Jędrzejewiczową, Domańskiego, Wróblewskiego, reprezentanta konsula w Strasburgu i wszystkich członków Zarządu. Po odczytaniu listy obecnych i stwierdzeniu prawomocności mandatów zabral głos p. radca Malhomme, który wskazał na zadanie naszej organizacji i życzył owocnych obrad. Następnie przemówił p. konsul generalny Poznański, który podniósł fakt stałego rozwoju naszej pracy na terenie.

W dalszym ciągu nastąpiły sprawozdania, które składali kolejno ob. ob. prezes Kołczak, Woyniłłowicz, Ottomański, Wątopek i Komar z zakresu prac prezydium, sekretariatu i skarbnika. Ob. Strauch zagał sprawozdania referentów kulturalno-oświatowych, które przedłożyli zebranym kolejno ob. ob. Lewulis, Piesiewicz, Komar i Kapuściński z okręgu II, III, IV i I-go. Ze wszystkich przemówień wynikało, że prace Związku rozwijają się stale i systematycznie pod każdym względem, a więc organizacyjnym i w dziale prac kulturalno-oświatowych. Te ostatnie dominują nad wszelkimi innymi zainteresowaniami Towarzystw naszych, co wszyscy sprawozdawcy podkreślali z zadowoleniem. Wzrosła również liczebność Towarzystw i członków, co wyraża się obecnie w następujących cyfrach : I okręg ma 6 Towarzystw i 155 członków, II okręg 21 Towarzystw i 900 członków, III okręg 25 Towarzystw i 1,300 członków oraz IV okręg 17 Towarzystw i 600 członków. Razem więc Związek liczy w tej chwili 69 Towarzystw i 2955 członków. Największy rozwój wykazał Okręg III Lens i II Metz. Okręg IV Paryż również rozwija się pomyślnie, a I Okręg Lyon przystępuje obecnie do energicznej rozbudowy swej sieci organizacyjnej.

Wszyscy sprawozdawcy wskazali, jako na moment bardzo dodatni, na współpracę Związku z nauczycielstwem i dużą popularność organizacji w szerokich masach emigracyjnych. Do przykrych zgrzytów obecnej sytuacji należy jedynie fakt, że niektórzy księża z Polskiej Misji Katolickiej czynią niezrozumiałe trudności w naszej pracy kulturalno-oświatowej.

Po sprawozdaniach zasadniczy referat p. t. „Zadania i cele oraz plan pracy na przyszłość Związku Towarzystw Im. Marszałka Piłsudskiego” wygłosił ob. redaktor Strauch referent kult.-oświatowy Zarządu Głównego. Referent omówił szczegółowo rozwój prac Związku w ciągu jego istnienia, wskazał na potrzeby chwili obecnej i wysunął szereg postulatów konkretnych, kończąc swe wywody odczytaniem rezolucji streszczającej zasadnicze myśli i propozycje referatu. W rezultacie wywiązała się obszerna dyskusja nad wszystkimi sprawami, wynikłymi z przedłożonego materiału w sprawozdaniach i referacie.

W dyskusji tej zabierali głos p. p. radca Malhomme, major Zieliński oraz ob. ob. Lewulis, Piesiewicz, Cholewa, Komar, Kapuściński, Dmochowski, Proch, Wątopek, Ottomański, Strauch i ob. prezes Kołczak. W obszernej wymianie zdań poruszono konieczność opieki Związku nad szkolnictwem, omówiono potrzebne zmiany statutu Związku, sprawę współpracy z Radą Porozumiewawczą i Związkiem Pracy Obywatelskiej Kobiet, stosunek do duchowieństwa oraz plan pracy na przyszłość, z uwzględnieniem ulepszeń w biuletynie naszym „Piłsudczyk”. Ważnym momentem dyskusji była również kwestia pomocy i obrony prawnej dla członków Związku.

W wyniku dyskusji uchwalono jednomyślnie następującą rezolucję :

W związku z referatem p. t. „Zadania i cele oraz plan pracy na przyszłość” i przeprowadzoną nad nim dyskusją Zarząd Główny Związku Towarzystw Im. Marszałka Piłsudskiego, zebrany w Paryżu w dniu 4 czerwca 1933 roku na swem plenarnem zebraniu, uchwała, co następuje :

1. Związek Tow. Im. Marszałka Piłsudskiego we Francji jest organizacją kulturalno-oświatową, mającą na celu utrzymanie polskości, a następnie pogłębienie kultury polskiej wśród wychodźstwa polskiego we Francji oraz trwałe budowanie jego jedności moralnej z Ojczyzną w oparciu o uchwały Zjazdów Polaków z Zagranicy i zalecenia „Rady Organizacyjnej Polaków z Zagranicy” ;

2. dla osiągnięcia tej jedności moralnej wychodźstwa Zarząd Główny uważa za konieczne :

- współpracę organizacji emigracyjnych z władzami polskimi,
- wyeliminowanie z życia tych organizacji polityki partyjnej, a ponieważ wyrazem tych dążeń na naszym terenie jest „Rada Porozumiewawcza Związków Polskich we Francji” przeto nasz udział w jej pracach uważamy za słuszny i konieczny ;

3. Zasadniczy swój cel, pracę kulturalno-oświatową, Związek realizuje przez :

- starania o szkołę polską, prowadzoną, zgodnie z zasadami przyjętymi w kraju, a więc w duchu religijno-moralnym, narodowym i państwowym,

(Dalszy ciąg na stronie 2-egj)

ciąg dalszy patrz na str. następną.

Aus dem Leben der Polen in Benthen

Wer erinnert sich noch, daß es in Benthen einmal eine ganze Reihe polnischer Vereine gegeben hat, darunter sogar einen „kaufmännischen polnischen Verein“? Wie lange ist das Leben in unserer Stadt doch schon im deutschen Sinne „gleichgeschaltet“ mit der einzigen Ausnahme der Abstim mungszeit, wo sich allerdings manches Mannes „deutsche Treue“ als bedenklich wacklig erwies, wo ein — ausgerechnet — aus Bayern hierher geschneiderter Redakteur die tollsten „Sympathien“ hatte, wo bekannte Anwälte Polens wurden, wo im Sonderverstand das „Oberschlesien den Oberschlesiern“ eine seltsam östliche Prägung erhielt, wo Benthen — ganz im Gegensatz zu Königshütte und Gleiwitz, von Kattowitz ganz zu schweigen, in einer ganzen großen, bis dahin als durchaus deutsch geltenden Partei förmlich

„Kattowiat“ zu tanzen schien,

weil, nun weil das Wirtschaftsleben nach dem Osten ging und man sich diesem Leben „anpassen“ zu müssen glaubte.

Noch zu den Zeiten des erst jüngst verstorbenen Oberbürgermeisters Dr. Brüning, der selbst ein völlig deutscher Mann war und das deutsche Leben der Stadt gewaltig voran brachte, gab es jene, eingangs erwähnten polnischen Vereine, die das Polener „Swoj do Swego“ (der Pole kaufe nur beim Polen) auch in der alten deutschen Stadt Benthen einzuführen trachteten. Die Entwicklung, der immer stärker anwachsende Verkehr, ging jedoch über diese Bestrebungen hinweg, der polnisch-kaufmännische Verein schief langsam und seelig ein und in der deutschen Symphonie, die die aufblühende Kaufmannstadt Benthen lang, befand sich in den letzten Jahrzehnten des abgelaufenen Jahrhunderts

auch nicht mehr eine polnische Note.

Das Polentum zog sich in das — damals noch nicht eingemeindete — Noßberg zurück, hatte dort ein einziges, bis in die allerletzte Zeit als polnisch geltendes einfaches Lokal und eine „Gromada“ (Gemeindevertretung), in der der Pole allerhand bedeutete.

Dann kam die Abstim mungszeit

und jener merkwürdige Rückschlag. Korjanty nahm seinen Sitz im alten „Hotel Omnih“ auf der Gleiwitzer Straße und gedachte von dort aus das polnische Oberschlesien mit der polnischen Bischofsstadt Benthen zu schaffen. Bischofsitz sollte das dann dem inzwischen auch entschlafenen „Katholik“ überreignete große Gebäude an der Kurfürstenstraße werden, die die Polen bereits in „Elektoralna“ umgetauft hatten. Längst sind nun auch schon die Erinnerungen an jene wilde, blutige und gefährliche Zeit des zur Festung Korjantys ausgebaut gewesenen „Hotel Omnih“ verblaßt. Das polnische Plebiszit wurde nach der Teilung der Sitz des Generalkonsulats der Republik Polen. In dem Wartezimmer des Generalkonsulats hing

eine merkwürdige Landkarte.

Ganz Oberschlesien, bis über Op-

peln hinaus, war auf dieser Karte als polnisches Gebiet bezeichnet und so kündete diese Landkarte die dem Polenkonjul gesetzte Hauptaufgabe an. Verlorene Liebesmüh! Oberschlesien wandte sich mehr und mehr zum Deutschtum zurück. Der polnische Generalkonjul sah sich selbst in Benthen fehl am Orte und verlegte seine Wirkungsstätte nach Oppeln, dem Sitz des Polenbundes und der im Verhältnis am stärksten polnischen Organisationen mit einem — vergleichsweise — am stärksten polnischen Landkreise in der Nachbarschaft. Auch hier aber ging das Polentum mehr und mehr zurück. Es wurde nichts mit der „polnischen Brücke“, die hier nach dem Industriebezirk hinübergeschlagen werden sollte. Heute gibt es in Oppeln nicht mehr einhundert Polen, und auch der Landkreis hat sich ganz überwiegend zum Deutschtum bekannt. In Benthen gar gibt es kaum noch eine Spur des einst so hoffnungsfreudigen Polentums. Zähl, wie es dennoch in seinen letzten Reffen ist, hat es trotzdem geglaubt, sich, für alle Fälle, einen besonderen Stützenpunkt auch in Benthen schaffen zu sollen. Nach Kattowitz, das in der „Szczepia“ (Dach) das älteste „Dom Polski“ in Oberschlesien besitzt, nach Oppeln und Gleiwitz hat auch Benthen sein „Dom Polski“ erhalten, das am kommenden Sonntag in dem alten „Hotel Omnih“ eingeweiht werden soll.

Es wird

das Vereins- und Versammlungslokal der Polen

werden, dabei aber eine herzlich „trockene Angelegenheit“. Die beantragte Schankkonzession für das Polenhaus ist nämlich mit Rücksicht auf die Ueberzahl der Gaststätten in Benthen nicht erteilt worden und hätte jezt, nach der Lage der neuesten Geheggebung, überhaupt nicht erteilt werden können. Wenn man das auf polnischer Seite, die fest auf das ja immer wieder bewiesene deutsche „Entgegenkommen“ rechnete, vorausgesehen, so wäre man wohl doch dem alten Plan nähergetreten, dort die „Burja Polska“ das Internat für die polnische gymnastische Lehranstalt in Benthen, unterzubringen und hätte sich die schweren Kosten für die Wiltsche Villa gespart.

Immerhin, die Polen haben ihr „Dom Polski“, wenn sie daran infolge der schweren finanziellen Belastung auch keine reine Freude erleben werden. Wo gibt es demgegenüber

ein „Deutsches Haus“ in Polen?

Nicht einmal in Polen gibt es ein Haus, in dem die Deutschen ganz unter sich sein können. Die Polen, die, von ihrem eigenen Volkscharakter her, nichts mehr fürchten, als eine deutsche „Berührung“, haben es überall zu verhindern gewußt, daß die Deutschen eine Stätte für sich haben und nicht immer unter polnischer Beobachtung stehen. Wir Deutschen sind nicht so ängstlich. Wir errachten, daß die Zeiten der alten polnischen Verschwörungen nun doch endgültig vorüber sind, und überdies arbeiten Zeit und Ver-

nunft bei uns und die Torheit der polnischen Politik besonders in Ostoberschlesien und ganz Westpolen so ersichtlich für uns, daß ein „Dom Polski“ wahrhaftig keine Gefahr mehr für uns bedeuten kann. Zwar halten die Polen mit großer Zähigkeit an ihrem eigenen Grundbesitz fest, aber vielleicht kommt doch bald die Zeit, daß sie froh sein werden, Besitz, der nur Kosten verursacht und keine noch so leise gehegten Hoffnungen zu erfüllen verspricht, wieder loszuwerden. Wie wäre es mit dem Tausch des Benthener „Dom Polski“ gegen ein rechtes „Deutsches Haus“ in Kattowitz?

ciąg dalszy ze strony popr.

Doniosłe obrady Zarządu Głównego

(Dalszy ciąg ze strony 1-ej)

- b) prowadzenie wszechstronnej pracy w dziedzinie oświaty pozaszkolnej przy współpracy z nauczycielstwem,
 - c) wychowanie szerokiego zastępu działaczy oświatowych z pośród szerokiego rzesz wychodźstwa,
 - d) utrzymanie ścisłego kontaktu z krajowymi organizacjami kulturalno-oświatowymi za pośrednictwem „Rady Organizacyjnej Polaków z Zagranicy”.
4. W związku z przyjętą zasadą, że jesteśmy organizacją kulturalno-oświatową, należy stwierdzić, że dotychczasowy statut Związku nie odpowiada charakterowi organizacji i że winien ulec zmianie oraz że wszystkie władze Związku nie powinny rozpraszać swej uwagi na momenty uboczne i mniej ważne, a wszystkie swe wysiłki kierować na należyte prowadzenie pracy kulturalno-oświatowej ;
5. Uznając powyższy postulat za podstawowy warunek powodzenia naszej pracy kulturalno-oświatowej Związek nie prowadzi zasadniczo działu wychowania fizycznego, akcji gospodarczej i pomocy zawodowej w znaczeniu ogólnym, a w sprawie akcji kobiecej będzie w razie potrzeby współpracował ze „Związkiem Pracy Obywatelskiej Kobiet”, jako organizacją bratnią pod względem ideowym ;
6. Jednak wobec faktu, że niektóre działy pracy kulturalno-oświatowej, jak teatry amatorskie, uprawianie śpiewu i muzyki polskiej, są na niektórych terenach ujęte w ramy osobnej organizacji, upoważnia się Prezydium Zarządu Głównego do poruszenia tej sprawy na Komisji kulturalno-oświatowej „Rady Porozumiewawczej Związków Polskich we Francji”, celem uzgodnienia współpracy Związku w tej dziedzinie ze wspomnianymi organizacjami z tem, że zasadniczo Związek nie może zrezygnować z prowadzenia tych prac.

Poza zasadniczą rezolucją uchwalono program pracy Związku na rok 1933-34, załatwiono termin Walnego Zjazdu Związku, postanowiono opracować szereg regulaminów wewnętrznych, stworzyć specjalny „Fundusz Oświatowy”, poruszyć na Radzie Porozumiewawczej niektóre sprawy oświatowe i organizacyjne. W końcu zebrania dokooptowano do Prezydium Zarządu Głównego, ob. Dmochowskiego na stanowisko 1-go wiceprezesa, do Sądu Honorowego ob. Rogowskiego i do kom. Rewiz. ob. Martynowskiego. Na tem porządek dzienny zebrania wyczerpano o g. 5,45, a więc po sześciu godzinach obrad, które trwały bez przerwy. Ob. Kołczak, zamykając obrady życzył wszystkim owocnej pracy w terenie, wyrażając przekonanie, że uchwalone wnioski przyczynią się znacznie do jej usystematyzowania w ramach określonego jasno programu. Po tem przemówieniu wszyscy zebrani odśpiewali pieśń „My Pierwsza Brygada”. (*)

J. W. Pana *Generala Mathomme'a*
mam zaszczyt uwiadomić, że w dniu 29-go czerwca b. r.
w uroczystość św. Apostołów Piotra i Pawła obchodzić
będę mój

Złoty Jubileusz Kapłaństwa

Odpis

9, rue Jasmin
Paris XVI.

dnia 27 czerwca 1933r.

Przevidbny Księżo Proboscze!

W dniu Twojego Złotego Jubileumu Kapłaństwa
jestem myśla z Tobą, a sercem mojem jestem przy
Tobie, Ciesząc się Jubilatą!

Wspieram się do chóru Polaków, którzy
o dniu tym wielkim składa ci z Polski dary polskie
płynące dzięki za Twoją ofiarą pracę Apostolską dla
Wiary Chrystusowej i dla sprawy polskiej na Ziemi
Świętej!

Po't wieku życia swoje oddajes, Pracacy Kapłańskiej,
Bogu i Ojczyźnie, pracując ciężko o cięży ciężkiej
bez rozkoszy, zanczności i dobrobytu.

Jeś stałaś sama do ciężkiej pracy, Wkończony
Pastorem nam, i oto dziś Już Twoje jest miejsce
na całej Ziemi Świętej i będzie jenoś poświęcony
to stanie się nieśmiertelnym. Ty b'żen zawsze!

J. W. Pan *Generał Mathomme'a*
mam zaszczyt uwiadomić, że w dniu 29-go czerwca b. r.
w uroczystość św. Apostołów Piotra i Pawła obchodzić
będę mój

Złoty Jubileusz Kapłaństwa

na który J. W. Pan *a* najuprzejmiej zapraszam.
Uroczysta Msza św. jubileuszowa celebrowana będzie
o godz 10-tej w tut. kościele parafjalnym.

Grabina, dnia 15-go czerwca 1933
pow. prudnicki

Ks. Koziołek, proboszcz
Prezes Związku Polaków Dzielnicy Śląskiej.

Żyć wśród nas i być dla nas wzorem w Służ-
bie i w pracy dla polskości.

Proszę więc, nasz Drogi Proboszczu, tę naszą
wdzięczność, jaką Ci w najbliższym dniu Twojej
Świątyni, pozwoli, że Ci nasz hołd stoiszmy -
przyjmij w ten sposób podarunek dla Twoich wiel-
kiej oraz upewnienie naszej prawdziwej miłości i po-
wagi, a tę część, którą przez pół wieku chci-
liśmy poświęcić na Słowo, poświęć Twojej duszy
polskiej i nas wszystkim.

Generał Mathomme'a

Kopia

Grabina, dnia 11 go lipca 1933 r.

Wielce Szanowny i drogi Panie Generale!

Pędząc z tego przyrokiem fakt serdecznych
i szczerych z okazji mego jubileuszu
Kapłanów Jego niezmienne uciechomym,
stąd dając J. W. Panu Generalowi na
dowody Jego pamięci i szczerości naj-
serdeczniejsze jak i szczerze podanie Romania.
Łączę Panu Generalowi serdeczne poz-
drowienia i wyrazy najprawdziwszego
poważania, szczerze oddając

Ks. Koziółek, proboszcz.

Nowiny codzienne 7. VII. 33 r.

Podziękowanie

Grabina, 5 lipca 1933 r.

W postnej pieśni kościelnej „Ludu mój ludu, cożem Ci uczynił?”
uskarża się Pan Jezus na niewdzięczność ludu żydowskiego, że tenże
za tak liczne i wielkie łaski i dobrodziejstwa, jakie On mu ze szczerej
miłości wyświadczył, odpłacił Mu się najgorszymi i najhaniebniejszymi
zbrodniami. Wręcz przeciwnie temu postąpił sobie ukochany lud pol-
ski wobec mnie, albowiem za trochę dobrego, którem ja temu ludowi,
niesłusznie znienawidzonemu i prześladowanemu, się przysłużył, uczyni-
ł on, co tylko można, aby mi okazać serdeczną wdzięczność i miłość
swoją, n. p. złożył mi w ofierze i hołdzie z powodu mego złotego ju-
bileuszu kapłaństwa: pochód z pochodniami, swoje modlitwy, msze
święte, powinszowania ustne i pisemne, śliczne śpiewy i deklamacje,
rozmaite podarunki i t. d. Za to wszystko składam ci, kochany ludu
polski, niniejszem z całego kapłańskiego serca mego jak najgorętsze
i najczulsze podziękowanie moje, a nadto na przyszły piątek, jako
pierwszy piątek miesiąca, zaofiaruję nabożeństwo ku czci najświętsze-
go Serca Jezusowego na intencję tych wszystkich, którzy w jakikol-
wiek sposób ten dzień jubileuszu mego uczynili dla mnie nader uroczy-
stym, radosnym i niezapominalnym. Dzień ten będzie mi silnym bodź-
cem do dalszej niezmordowanej pracy w dziedzinie świętej wiary i pię-
knej polskiej mowy naszej.

Ks. prob. Koziółek.

U naszego księdza-jubilata

Lud polski złożył hołd czcigodnemu ks. prob. Koziołkowi

Opole. Złoty jubileusz kapłański prezesa Dzielnicy Śląskiej Związku Polaków w Niemczech, przypadający na 28 VI, był uroczystie obchodzony w dniu następnym, w święto Piotra i Pawła. W dniu tym wioska Grabina, w której sędziwy ks. prob. Koziołek jest proboszczem, była świadkiem niewątpliwie **najpotężniejszej dotąd manifestacji ludu śląskiego do polskości, wiary katolickiej i swego ukochanego wodza.**

Zewsząd już rano zjechali się przedstawiciele ludności naszej i naszych organizacji. Kto mógł, podążył w rzadkim dniu radości do Grabiny. Przybył także kierownik naczelny Zw. Polaków p. **dr. Kaczmarek** z Berlina. Z Opola zawitali do Grabiny m. in. konsulostwo generalni R. P. państwo **Sam-borscy.**

Gdy piszący te słowa w plebanji złożył pokłon czcigodnemu jubilatowi, zastał sędziwego kapłana, z którego twarzy biła szczerza radość. Ks. jubilat był szczęśliwy z niezmierniej laski, jaką Bóg mu raczył udzielić. Jego serce wezbrało wzruszeniem wesela na widok tyle przywiązania ze strony ludu polskiego. Choć sędziwy wiekiem — liczy już 77 lat — rozmawiał z **zapalem młodzieńca**, postać jego zdradzała **niezwykłą energię**, zniesienie z łatwością trudów uroczystego dnia wskazywało na to, że ten sędziwy kapłan posiada **olbrzymią siłę ducha**, gdy idzie o sprawę polską i katolicką. Bystrość umysłu i zdrowy sąd w najtrudniejszych zagadnieniach zdradza **człowieka wielkiej nauki**. Sposób rozmawiania z każdym nie napróżno wyrobił mu miano **szczerego przyjaciela ludu**. Jest to dobry pasterz w całym tego słowa znaczeniu: **za prawdę, za sprawiedliwość i w obronie uciskanego ludu walczy jak jaki dzielny hetman, wszelkie zło piętnuje z taką stanowczością, jaka jest właściwa tylko ludziom najszlachetniejszym.**

Ks. jubilat okazał się w uroczystym dniu w całej swej ujmującej szlachetności. Mimiowoli przypomina się tu scena, przedstawiająca Chrystusa w gronie ululanych dzieci.

Nie więc dziwnego, że taki ogrom potężnych uczuć naszego ludu otoczył w dniu św. Piotra i Pawła postać naszego wodza.

* * *

Poniżej podajemy najważniejsze szczegóły wspaniałego obchodu: O godzinie 11-tej przybywa procesja przed plebanję, by wprowadzić przewiebnego jubilata do kościoła. Kroczą w procesji dziatki szkoły miejsco-

wej, parafianie, towarzystwa śpiewu „Echo” i „Lutnia” z Opola, goście zbliżeni i zdaleni. Wśród nich postępuje ks. jubilat w ornacie, z krzyżem w ręku, otoczony wieńcem członków miejscowej Sodalicji Marjańskiej, ubranych w odświeżone stroje wiejskie i niosących girlandę zielonych liści. Nabożeństwo uroczyste odbywa się w wypełnionym szczerze kościele. Niejeden nie znalazł już miejsca, musiał stać na cmentarzu.

Z chóru rozlegają się cudne tony orkiestry, sprowadzonej z Opola. Z ust śpiewaków opolskich wydobywają się w języku ojczystym jeszcze cudniejsze melodie. Raz wprawiają wierznych w zachwyt, to znowu w błogie zadumanie, to znowu powodują skupienie w żarliwej modlitwie. Miejscowa ludność po raz pierwszy była świadkiem tak uroczystego nabożeństwa. Bo też mszę św. odprawiał nieprzeciętny kapłan, wyszczególniony wielką łaską Boga, a z chóru rozlegały się precudne pienia mszy naszego kompozytora p. **Kubicy.**

Nastąpiło wystawienie Najświętszego. Potężny zagrmiał przytem hymn: „Ciebie Boże chwalimy”. Pieśnią „Serdeczna Matko” zakończyła się uroczystość kościelna, poczem znowu w procesji odprowadzono ks. jubilata do plebanji.

* * *

Po południu odbyła się **akademia** w ogrodzie plebanji. Na fotelu siada ks. jubilat. Rozpromieniona twarz jego posyła zebranym naokoło uśmiechy szczęścia. Niedaleko niego na stołach znajdują się liczne bukiety i podarki.

Uważnie słucha sędziwy kapłan deklaracji okolicznościowych, wygłoszonych przez dwoje dzieci miejscowej szkoły polskiej i członkinię Sodalicji Marjańskiej, zachwyca się licznymi pieśniami tow. „Echo” i „Lutnia”, z wdzięcznym sercem przyjmuje niezliczone życzenia.

Jako pierwszy przemawia ks. prof. **Nawrot**, katecheta Polskiego Gimnazjum w Bytomiu. Mówi jako młodszy braciszek do braciszka starszego, na którego patrzy z uczuciem wielkiego podziwu i szacunku. Następnie zabiera głos p. **dr. Kaczmarek**. Wypowiada życzenia wszystkim Polaków w Niemczech: z Prus Wschodnich, z Pogranicza, z Berlina, z Westfalji i Nadrenji. Z jego mów wynika, że ks. jubilat dał ludowi polskiemu do ręki potężną broń. Jest to miłość i dobroć względem braci. Z tą bronią w ręku lud zawsze pójdzie do walki szlachetnej, słuchając dyrektyw sędziwego wodza.

Dalej składają życzenia: p. dyr. **Nechay** (Gimnazjum Polskie), p. **Tabernacki** (w imieniu Dzielnicy I Związku Polaków ofiaruje ks. jubilatowi cenną pamiątkę w postaci albumu z podpisami organizacji i towarzystw), p. **Szreiber** (Tow. Szkolne), p. **Langowski** (prasa, „Polonia” i Zw. Polsk. Młodzieży Akademickiej z Zagranicy), p. **Nawrocki** (Harcerstwo i Bursa Polska), p. **Bożek** (Zw. Spółdzielni), p. adw. **Kwoczek** (Silesia Superior), p. **Kłaka** (Związek Śpiewaków), p. **Kawik** (Zw. Młodzieży), p. **Witczak** (ZZP.) p. **Kasperek** (nauczycielstwo polskie), p. **Augustyn III** (zarząd kościelny), p. **Liczbąński** (działwa szkolna i rada rodzicielska), p. **Fojcikówna** (Sokół); pozatem składał życzenia prezes miejscowego tow. śpiewu „Ufajcie”.

Z pośród licznych telegramów gratulacyjnych wymieniamy: **Kardynała wrocławskiego Bertrama**, **wojewody dr. Grażyńskiego**, **Rady Organizacyjnej Polaków z Zagranicy**, **ks. patrona dr. Domańskiego**, **Towarzystwa Pomocy Dzieciom i Młodzieży Polskiej**, **b. konsula generalnego R. P. w Opolu p. Malhomme**, **urzędników biura Centrali Związku Polaków i Zw. Polsk. Tow. Szkolnych**, **Polaków ze Złotowa i Wrocławia**, **ks. prał. Skowrońskiego**, **ks. prob. Klimasa**, **ks. prof. Szczygła**, **ks. Zieglera**, **dr. Williama Roosego** (który z ramienia rządu amerykańskiego bada stosunki na polskim i niemieckim Górnym Śląsku) i **wielu, wielu innych**. Podobno poczta w Grabinie nie mogła sobie dać rady, tak licznie wpłynęły gratulacje.

Po skończonej akademii wszyscy obecni zostali podjęci staropolską gościnnością przez czcigodnego ks. jubilata.

W Grabinie zdobyliśmy dużo zapasów do dalszej wytrwałej pracy pod przewodnictwem wodza ludu śląskiego.

L'Éclair du Soir
(wyph. w Nicei) 28/VI.33

COLLISION D'AUTOS A ANTIBES

Dans l'après-midi d'hier, à Antibes, la voiture IR-711-38, conduite par son propriétaire, M. Léon Malhomme, conseiller à l'ambassade de Pologne, demeurant, 14, avenue de Tokio, Paris (16), venant de la route des Abattoirs, a heurté, en pénétrant sur la route Nationale, l'auto de M. Barthélemy Merlo, 1955-BA-3, qui se dirigeait vers Nice.

La voiture de M. Malhomme a le garde-boue avant tordu.

La voiture de M. Merlo a le pare-choc et le garde-boue avant gauche embouti.

List z Paryża do naszej Redakcji

Wśród licznych listów, nadchodzących stale do redakcji naszego wydawnictwa, znalazł się ostatnio także jeden z dalekiego Paryża. Zaczyna autor tego listu jest powszechnie znany. Jest nim radca emigracyjny ambasady R. P. w Paryżu, **p. Leon Malhomme**, b. konsul generalny R. P. w Opolu i obecnie zawsze gorliwy abonent i czytelnik „Nowin Codziennych”. Jego słowa, które poniżej przytaczamy, mogą dużą napędląć Czytelników „Nowin” i „Nowin Codziennych”. P. radca Malhomme pisze w drugiej części swego listu:

„...W tem miejscu pragnę zaznaczyć, że czytanie „Nowin Codziennych” sprawia mi prawdziwą przyjemność, bo stale pismo to robi kolosalne postępy zarówno pod względem redakcyjnym jak i informacyjnym. Przypomina mi ono pozatem liczne miłe chwile, spędzone na Śląsku Opolskim.

Życzę szczerze Szanownemu Panu Redaktorowi dalszego powodzenia w tej owocnej pracy, łącząc jednocześnie wyrazy mego prawdziwego szacunku
Leon Malhomme.

Uroczyste zakończenie kursów harcerskich i kolonij letnich w Bois le Roi

Od kilku lat uroczą miejscowość Bois le Roi, koło Fontainebleau, coraz większą odgrywa rolę w życiu kolonji polskiej nie tylko z Paryża, ale i z dalszych stron Francji. Założenie przed kilku laty pensjonatu polskiego w doskonałym miejscu pod lasem, osiedlenie się kilku rodzin polskich, przyczyniło się do tego, że już w ubiegłym roku kierownictwo Wychowania Fizycznego wybrało to właśnie miejsce na letni kurs strzelecki.

W bieżącym roku skorzystano jeszcze w większym stopniu z dobrych warunków miejscowych i urządzono kursy harcerskie dla harcerzy i harcerek, kurs dla instruktorów Strzelca i Sokoła, oraz kolonję letnią dla licznej dziatwy polskiej.

Ubiegłej niedzieli odbyło się uroczyste zakończenie tej właśnie kolonji, oraz kursu harcerzy i harcerek. Gdy kurs strzelecko-sokoli zakończył się już przed paru tygodniami, jak dorosiliśmy w swoim czasie, pozostawiono olbrzymi namiot dla dziatwy szkolnej, która tu przez kilka tygodni, pod kierunkiem i opieką nauczycielek, zażywała w liczbie przeszło stu świeżego powietrza.

Na niedzielą uroczystość zjawili się liczni członkowie kolonji polskiej. Ambasada przystąpiła przedstawiciele w osobach radcy emigracyjnego, p. Malhomme, radcy p. Domańskiego i p. Dragowskiego, komendanta harcerzy, Konsulat generalny reprezentowali pp. wicekonsul Jan Chmieliński i p. A. Szalaj.

Po rannem nabożeństwie w miejscowym kościółku parafjalnym odbyły się zabawy harcerzy i dziatwy przeplatane popisami i zabawami, oraz przemówieniami przedstawicieli władz polskich.

Uroczystość zakończyła się tradycyjnym ogniskiem u harcerzy.

Dziatwa nasza pozostaje w Bois le Roi jeszcze przez kilka dni, poczem rozjedzie się do domów, udając z wakacji jak najlepsze wspomnienia, a co najważniejsze, nowy zapas sił na rok następny.

Nowiny Codzienne 29.VIII. 33r.

Gdy odchodzi Rodak

bliski sercom naszym — Pożegnania p. Attachee Staniszewskiego

Opole. Jak już swego czasu krótko podaliśmy, dotychczasowy Attachee tutejszego Konsulatu Generalnego R. P. p. Staniszewski obejmuje z dniem 1 września stanowisko w Ambasadzie R. P. w Paryżu. Odchodzący niespełna 2 lata pracował w tutejszej placówce, zaskarbując sobie sympatię, szacunek i szczerze przywiązanie tych z którymi się stykał jako Polak. A znamy go prawie wszyscy, bo nie było ważniejszej uroczystości na Śląsku, na której nie był obecny p. Attachee Staniszewski.

W ub. środę kółko Opolan urządziło skromny wieczorek pożegnalny dla odchodzącego. W gospodzie Domu Polskiego zebrał się tutejsi pracownicy naszych organizacji i instytucji. Przybył także Konsul Generalny p. Samborski. Nie omieszkał przyłączyć się do przyjacielskiego grona żegnających również p. dyr. Lemańczyk z Berlina, który przypadkowo bawił w Opolu.

Wśród serdecznych rozmów i swoich śpiewek spędzono wieczór.

Wznoszono liczne toasty na cześć państwa Staniszewskich, gdyż, jak wiadomo — p. Attachee niedawno poślubił piękną Warszawiankę. Wygłoszono szereg przemówień okolicznościowych, świadczących o ogromie sympatii, jaką zyskał sobie p. Staniszewski i o szczerem żalu, z jakim go żegnano. Złożyli mu kolejno życzenia pomyślności na nowym stanowisku: dr. Kwoczek, kier. Tabernacki, red. Łangowski, dyr. Marquardt, adw. Kwoczek, dyr. Lemańczyk i Konsul Generalny Samborski. P. Attachee Staniszewski odpowiedział w gorących słowach, tchnących wdzięcznością. Zapewnił, że razem z b. Konsulem Generalnym p. Malhomme, obecnym radcą emigracyjnym przy Ambasadzie w Paryżu (p. Staniszewski będzie tam pracować również w dziale emigracyjnym) będzie wdzięcznie wspominał o ludzkiej polskiej na Śląsku.

Jak się dowiadujemy państwo Staniszewscy opuścili już Opole. Towarzyszą im nasze najserdeczniejsze życzenia.

Zjazd Katolicki w Melun

Zjazd katolicki, który odbył się ubiegłej niedzieli w Melun, jest nowym dowodem siły katolickiej na emigracji. Była to doprawdy piękna manifestacja katolicka, która na długi okres czasu pozostanie w pamięci jej uczestników.

Uroczystości rozpoczęły się powitaniem J. E. Ks. Biskupa Lami z Meaux u bram starej świątyni w Melun, która w dniu Zjazdu zgromadziła tłumy wychodźców. Organizator Zjazdu, ks. B. Kulawik, wprowadził ks. Biskupa w uroczystym pochodzie do kościoła, otoczony szeregiem księży polskich, bractwami i towarzystwami. Od ołtarza przemówił ks. Biskup do naszych rodaków, przypominając dzieje ostatnich lat, które wskrzesiły Polskę do nowego życia, czyniąc zadość sprawiedliwości dziejowej. Późem dokonał poświęcenia przepięknego sztandaru miejscowego towarzystwa katolickiego im. Ks. B-pa Przeździeckiego. Mszę św. celebrował w zastępstwie ks. Rektora Pol. Misji Kat. — ks. dr. Łuczak. Kazanie uroczystościowe przypadło w udziale ks. lic. Grzymale z Rzymu.

Po nabożeństwie uczestnicy Zjazdu udali się pod pomnik poległych, — gdzie nasamprzód przemówił p. Radca Malhomme, przypominając rocznicę zwycięstwa pod Wiedniem, które było dowodem tężyzny oręża polskiego; dostojny mówca uwydatnił tragizm narodu polskiego, który nie potrafił się zdobyć na właściwą ocenę ludzi wielkiej miary ani w przeszłości ani w teraźniejszości. Katolizmem jednak mogłoby się stać czynnikiem gojącym te rany duszy polskiej. Potem zabrał głos p. konsul Chmieleński.

Mer m. Melun przemawiający następnie przywołał również wspomnienia wiedeńskie, a sekretarz gen. prefektury przypomniał odwieczną przyjaźń polsko — francuską. Po odśpiewaniu hymnu narodowego, uczestnicy Zjazdu rozeszli się do domostw swoich, zaś przedstawiciele władz i towarzystw zbrali się na sali, gdzie odbyła się uroczystość wbijania gwoździ, zapoczątkowana przez delegata Misji Pol., ks. dr. Łuczaka, który uwytknił przy tej sposobności szeroką działalność organizatora Zjazdu, ks. Kulawika.

Po wspólnej fotografii rozpoczęły się obrady na pięknie przybranej sali. Witali Zjazd kolejno delegat Ks. B-pa z Meaux i ks. dr. Łuczak imieniem Rektoratu Pol. Misji Kat. Mówca wskazał na nową erę, jaka poczyna świtać w życiu organizacyjnym emigracji. Konsolidacja powoli, ale systematycznie postępuje naprzód, to-

warzystwa katolickie będąc rzeczywicie tym czynnikiem gojącym rany życia emigracyjnego, o czym przed posiedzeniem wspominał p. Radca Malhomme. Odwracamy kartę dziejów emigracji i przystępujemy do nowego ich rozdziału. Współpraca z czynnikami rządowymi powinna więcej niż kiedykolwiek uwypuknić jedność i solidarność społeczeństwa wychodźczego.

P. Radca Emigracyjny podkreślił ponownie potrzebę jedności. Są bowiem we Francji wszystkie warunki po temu, aby życie narodowe i katolickie rozwijało się pomyślnie, wychodźstwo znajduje poparcie wszystkich czynników, potrzeba tylko jednej woli i myśli wszystkich. Imieniem prasy katol. przemawiali pp. Mizielński i Krotkiewski. Referat p. Semenowicza

z Okręgu paryskiego Zjednocz. Tow. Kat. przypomniał obecnym rodzicom konieczność i potrzebę organizowania młodzieży i dzieci na zasadach katolickich. Ks. Unszticht przedstawił bolączki życia małżeńskiego na emigracji, które nieraz ulega rozbić albo opiera się na bezbożnych i niemoralnych hasłach. Zjazd zakończono okrzykami na cześć ks. Prymasa Polski, ks. B-pa Przeździeckiego, protektora towarzystwa kat. w Melun i ks. Rektora Misji Polskiej.

Wieczorem odbyło się na sali przedstawienie bezpłatne, urządzone przez miejscowe towarzystwo amatorskie. Na sali zebrały się tłumy publiczności, podziwiającej dobrze wyćwiczone sztuki teatralne, które raz wzruszały do łez, to znowu wywoływały salwy śmiechu. Późnym wieczorem już rozchodzono się do domów, w poczuciu dobrze i pożytecznie spędzonych chwil.

Organizacja Zjazdu była pod każdym względem wzorowa, to też tak głównemu jego organizatorowi, ks. Kulawikowi, jak zarządowi Tow. im. Ks. B-pa Przeździeckiego z dzielnym prezesem na czele należy się pełne uznanie. Mile musiała także dotknąć każdego porządek i harmonja, jakie panowały wśród wszystkich bez wyjątku.

Polak w Francji 5. XI. 33.



Z ZJAZDU KATOLICKIEGO W MELUN.

Siedzą od lewej : Ks. Unszticht, Ks. dr. Łuczak, Ks. prał. Bros, p. radca Malhomme z żoną, Ks. Kulawik, Ks. Gręzak.

Zjazd katolicki w Melun pod znakiem wielkiej manifestacji przyjaźni polsko - francuskiej.

(k) Zjazd Katolicki w Melun, który się odbył 17 bm., należy zapisać do chlubnej karty dziejów tej kolonii. Zjazd Katolicki przeszedł pod znakiem wielkiej manifestacji przyjaźni polsko - francuskiej, a zarazem był przeglądem sił katolickich tak polskich, jak i miejscowej kolonii francuskiej. Zaslugę zorganizowania tego Zjazdu należy przypisać miejscowemu Towarzystwu katolickiemu im. ks. Przeździeckiego w Melun ze swym dzielnym zarządem na czele, któremu patronuje ks. Bolesław Kulawik, duszpasterz polski z Melun i Dammarie les Lys.

Już od wczesnego rana kolonia polska w Dammarie les Lys i Melun przybrała charakter i atmosferę świąteczną. Ludzie poczęli zapierać plac przed kościołem Notre Dame w Melun, dokąd przybył o godz. 11-ej ks. biskup Lamy z Meaux, duchowny pasterz naszych rodaków z departamentu Seine et Marne.

Dostojnego gościa na progu kościoła powitali ks. Kulawik w otoczeniu ks. Łuczaka, reprezentującego ks. Rektora Misji Polskiej w Paryżu. Pozatem ks. biskupa witali p. Leon Malhomme, radca emigracyjny, reprezentant p. Ambadora R. P., p. konsul Chmieleński z Paryża, p. Handartmer miasta Melun i p. Charles, sekretarz generalny Prefektury Seine et Marne. — Przed rozpoczęciem mszy św. ks. Kulawik powitał imieniem kolonii polskiej ks. biskupa Lamy, który jest znanym i szczerym przyjacielem Polaków. Ks. biskup Lamy w odpowiedzi na powitanie przemówił do zebranych, wyrażając swe zadowolenie, iż ma sposobność znajdować się wśród najdroższych i najmiłszych sercem parafjan Polaków, znanych ze swoich pięknych tradycji narodowych i religijnych. Następnie ks. biskup dokonał poświęcenia nowego sztandaru Tow. Katolickiego im. ks. bisk. Przeździeckiego. Chrzestnymi rodzicami byli dr. Leon Malhomme, radca emigracyjny z pamią Pinton, hr. de Poret p. Mardagne z p. Ferrand, p. konsul Chmieleński z p. Cassin i p. Dobrowolski, prezes T-wa, z p. Stasiak, prezeską Koła Matek Różańcowych.

Mszę św. odprawił ks. dr. Łuczak w asyście księży polskich i francuskich. Chór miejscowy T-wa Katolickiego wykonał piękne pieśni kościelne; p. Fourcard przepięknym barytonem wykonał solo „Ave Maria” Gounoda „Panem Angelicum” na organach wykonał p. prof. Górecki z Państwowego Konserwatorium w Krakowie. Po kościele wszyscy udali się pod pomnik poległych 1914-18, pod którym p. de Malhomme złożył piękny wieniec z białych i czerwonych róż o wstęgach narodowych.

Sala patronatu zebrała delegatów i zaproszonych na gości na bankiecie, podczas którego były przemówienia i toasty na cześć Polski i Francji. Po bankiecie nastąpiła uroczystość tradycyjnego wbijania gwoździ do sztandaru, do którego wbito

55 gwoździ. — Po przerwie rozpoczął się Zjazd Katolicki, któremu przewodniczył ks. Prałat Broos Superior Szkoły St. Aspais w Melun w zastępstwie ks. biskupa Lamy. Wśród przemowień na szczególną uwagę zasługuje moment, w którym ks. Łuczak w imieniu Polskiej Misji Katolickiej we Francji wskazał na konieczność większego skonsolidowania sił naszych na polskim wychodźstwie we Francji zapominając o dawnych utarczках i nieporozumieniach, mając na celu jedynie dobro Polski i Kościoła Katolickiego a zarazem zakomunikował zebranym, iż niedaleki jest moment, kiedy Zjednoczenie Towarzystw Katolickich i duszpasterstwo polskie złoży akces do Rady Porozumiewawczej we Francji, która będzie odtąd reprezentacją całego wychodźstwa polskiego na Zjeździe Polaków z Zagranicy w 1934 r. w Warszawie. Radca p. Malhomme w odpowiedzi na powyższe oświadczenie podziękował w swoim imieniu ks. dr. Łuczakowi za zajęcie w tej sprawie stanowiska przez polskie władze duchowne.

P. Semenowicz, delegat Zjednoczenia Towarzystw Katolickich w Paryżu wygłosił referat „Nasze zadania wobec ruchu organizacyjnego młodzieży polskiej na emigracji”. Odczytano kilka zgłoszonych rezolucji. Odśpiewaniem Roty, prezes p. Dobrowski zamknął Zjazd.

Po Zjeździe udano się do pobliskiego kościoła Notre Dame, gdzie odbyła się adoracja Najświętszego Sakramentu z błogosławieństwem. Wieczorem odbyło się przedstawienie teatralne p. t. „Chorąży 1-go pułku”. Wszyscy amatorzy wywiązali się ze swych ról bardzo dobrze. P. Henryk Lanot w roli chorążego, p. Kirustarz, oficer wojska bolszewickiego, p. Spychała i Grajek żołnierze bolszewicy. P. Spychała w roli dziewczęcia, p. Stasiak w roli sierżanta, p. Adamski, jako pułkownik armji polskiej, p. Stasiakówna w roli matki. Komedyjka jednoaktowa p. t. „Dyrektor w kłopotach” w wykonaniu pp. Adamskiego w roli dyrektora, p. Lomat w roli służącego wprowadziła w świetny humor zebranych. Następnie deklamacje dzieci i członków Towarzystwa dopełniły program uroczystości zakończonej wyświetleniem filmów i zabawą taneczną do późnej nocy.

Na zakończenie należy wymienić Towarzystwa, reprezentowane przez delegacje ze sztandarami: Tow. Katolickie w Argenteuil, Tow. Pomocy Oświatowej w Dammarie les Lys, T-wo im. J. Piłsudskiego w Melun, Tow. Matki Boskiej Dobrej Rady z Paryża, Okręg VI Towarzystw Katolickich z Paryża. Delegacje bez sztandarów: T-wo Matek Różańcowych z Dammarie les Lys, T-wo św. Franciszka z Paryża, T-wo Katolickie z Meaux, T-wo Katolickie z Nemours.

Zjazd ten był prawdziwym przeglądem sił katolickich i narodowych kolonii polskiej w Melun i Dammarie les Lys.

St. Kl-ki.



Gard Katoľicki v Melun 17. IX. 33r. Uvedený pred Koš. Očen.

Wesele w ogrodzie Katedry w Melbourne dnia 17. IX. 1898r.



x p. Radea & migracyjny L. Malhomme z małżonką (x x)

Marodowice
23. X. 33

Centralne Biuro Rolnicze w Tuluzie przestało istnieć!

Tuluza, 21. 9. — Odbyło się w Domu Rolniczym zebranie akcjonariuszy Spółki Osadniczej, znanej ogólnie pod nazwą „Centralne Biuro Rolnicze”, na którym zdecydowano zlikwidować powyższe biuro, po jego prawie półtorarocznym istnieniu. Na zebraniu, akcjonariusze byli reprezentowani przez: pp. Paulin, dyr. „Orbisu” Kalinowskiego, przedstawiciela Syndykatu Emigracyjnego, Niemcewicza, właściciela ziemskiego i przedstawiciela tutejszego Syndykatu właścicieli francuskich dyr. Dabryna, oraz byłego kierownika Biura inż. p. Szramkiewicza. Ze strony władz, obecny był p. konsul Chamiec z Tuluzi. Po jednomyślnej uchwale, spisano akt. rozwiązujący od dnia dzisiejszego Centralne Biuro Rolnicze i przekazano istniejący kapitał na cele Związku Osadników Polskich.

W najbliższych dniach omówimy szerzej działalność C. B. R. wśród tutejszego osadnictwa i przyczyny jego likwidacji.

Z naszych placówek dyplomatycznych.

(::) Obiegają uporczywie pogłoski o mających nastąpić bardzo poważnych redukcjach i zmianach wśród personelu naszej Ambasady i Konsulatu generalnego. Notujemy je z obowiązku dziennikarskiego, nie mogąc na razie stwierdzić, w jakim stopniu odpowiadają rzeczywistości. I tak z wydziału emigracyjnego miałby ustąpić jego kierownik p. radca dr. L. Malhomme, po-
zatem radca Ambasady, minister p. Anatol Muehlstein, którego miejsce zająłby miał obecny wicekierownik wydziału emigracyjnego, radca Marjan Semiczek. Z konsulatu miałby ustąpić p. Dąbrowski. Redukcje powyższe wywołane są podobno względami oszczędnościowymi.

Dokoła osoby przyszłego rektora Misji Polskiej.

Jak się dowiadujemy, podobno następcą ks. prałata Łagody na stanowisku Rektora Polskiej Misji Katolickiej w Paryżu, ma być ks. dr. Kaczmarek, autor znanej książki o emigracji polskiej we Francji.

Obecnie ks. dr. Kaczmarek przebywa we Włocławku.

Potwierdzenia tej wiadomości dotychczas niema.

Wiarus Polski
3. X. 33

25

Rektoraty Misji Katolickich

Na zachodzie Europy mieliśmy do niedawna trzy Rektoraty Misji Katolickiej: w Paryżu na Francję, w Brukseli na Belgię i Holandję i w Luksemburgii. Ten ostatni rektorat został zniesiony.

Misje utrzymują Biskupi polscy i lud wierny. Wbrew szerzonym fałszywym wiadomościom o rzekomych wielkich sumach, wypłacanych przez Rząd RP. Misji Polskiej w Paryżu, stwierdzamy, że od maja br. Misja w Paryżu nie otrzymała ze Skarbu Państwa ani grosza. Niechże tedy ustaną opowieści o sumach, branych przez ks. Rektora Misji i przez podległych mu księży.

Rektorem Misji w Brukseli jest wielce zasłużony ks. Kudłacik. Kto będzie następcą ks. Prałata Łagody na stanowisku rektora w Paryżu, nie wiadomo.

Wiarus Polski
21. X. 33

Bursa polska w Lille

Staraniem władz polskich przy współudziale czynników społecznych ma w Lille powstać „Bursa” czyli pensjonat dla młodzieży polskiej, kształcącej się w tutejszych szkołach zawodowych oraz w liceach i na uniwersytetach. W czwartek odbyło się w Lens zebranie, celem stworzenia organizacji, która zaopiekuje się bursą.

Dzieło to zasługuje na poparcie. „Wiarus Polski” niejednokrotnie nawoływał do utworzenia „Bursy”, aby synowie wychodźców z kolonii wiejskich mogli korzystać ze szkół wielkomiejskich, celem wzniesienia się na wyższy poziom społeczny i kulturalny.

Marodowice 23. X. 33

Organizacja bursy dla młodzieży polskiej, kształcącej się na uczelniach francuskich.

W Lens w siedzibie Zw. Nauczycielstwa Polskiego, odbyło się zwołane z inicjatywy p. konsula gen. Kary, zebranie organizacyjne ludzi, interesujących się losem młodzieży polskiej na wychodźstwie, celem wyłonienia komitetu organizacyjnego bursy dla młodzieży polskiej, kształcącej się na średnich i wyższych uczelniach francuskich. Zebraniu przewodniczył p. Rejer, prezes Rady Porozumiewawczej i Z.R.P.

Wyjaśnienia ogólne dał p. konsul gen. Kara zawiadamiając obecnych, że pierwsze zaczątki bursy przedstawiają się w ten sposób, iż kształci się w Lille 3 uczniów polskich w szkołach średnich, oraz przybywa na wyższe studia 10 akademików z Warszawy, wybrani ze stypendystów Rady Organizacyjnej i pochodzący z terenu wychodźczego. Z tych pierwszych skromnych zaczątków należy z biegiem czasu wytworzyć dobrze działającą bursę, która pozwoli na kształcenie zdolnych synów wychodźców i wyłonienie przyszłej inteligencji na emigracji. — Zasadniczy referat o internatach wygłosił następnie ks. prof.

Leśniewski, b. dyr. seminarjum i internatu we Włocławku.

Po dyskusji omawiającej sposoby utworzenia bursy i umożliwienia temsamem kształcenia młodzieży emigracyjnej wybrano tymczasową komisję administracyjną, która zawiadywać będzie bursą. W skład komisji weszli: p. Rejer prezes, pani Karowa i p. M. Kwiatkowski wiceprezesi, p. Nawrocka administrator, p. Ryczkowski skarbnik, p. prof. Bystron zastępca, p. Pienkowski, sekretarz i p. Siekierzyński zastępca.

Pozatem wybrano komisję statutową, która zajmie się utworzeniem przyszłej stałej organizacji, mającej na celu opiekę nad kształcącą się młodzieżą emigracyjną. W skład komisji weszli: pani Konopczyńska i pp. Miłobędzki, Majorczyk, ks. dziekan Radwański, red. Miedziński, Czacharowski, Pisiewicz, Szalkowski, Strauch i Kołczak (oba ostatni panowie z Paryża), oraz jeden delegat Zw. Nauczycielskiego.

O bliższych zadaniach bursy i celach tworzącej się nad nią organizacji opieki poda się w przyszłości szereg informacji.

Narodowice 29/XI 33r.

236

Uroczyste otwarcie oddziału „Narodowca” w Paryżu.

Paryż. 27. 11. W dniu wczorajszym odbyło się uroczyste poświęcenie i otwarcie oddziału „Narodowca”, mieszczącego się na I. piętrze na rożniku bulwaru Magenta i bulwaru de Strasbourg, naprzeciw dworca Gare de l'Est.

Z okazji otwarcia nowego oddziału odbyło się w kościele polskim przy rue St. Honoré nabożeństwo, które odprawił p. o. rektora Misji Polskiej ks. dr. Luczak, wygłaszając również kazanie o znaczeniu i zadaniach prasy.

Popołudniu o godz. 3-ciej w lokalach oddziału zebrało się bardzo liczne grono przyjaciół i sympatyków „Narodowca” na terenie Paryża, przedstawiciele władz, organizacji, prasy. Przybyli m. in. p. radca emigracyjny Malhomme, p. Mikuń z „Ogniska”, p. Heronimko, dziennikarze - korespondenci prasy krajowej, pp. mecenas Szlagowski i Bogdanowicz, delegacje Zjed-

Wydawca Narodowca p. Kwiatkowski w dłuższym przemówieniu przedstawił historję powstania i działalności „Narodowca” na różnych terenach i podkreślił pomoc robotnika polskiego na emigracji w rozwoju pisma, które zawsze jako pismo niezależne broniło i bronić będzie interesów emigracji. Następnie zabrał głos p. radca emigracyjny Malhomme, który zaznaczył, że władze nie uchylają się od krytyki prasy, byle ta krytyka była rzeczowa i kierowała się wyższymi celami.

Po zrobieniu kilku zdjęć fotograficznych zgromadzeni pozostali jeszcze dłuższy czas na pogawędce towarzyskiej. Niejednokrotnie w czasie rozmów obecni dawali wyraz swoim sympatjom dla „Narodowca”, wnosząc kilkakrotnie toasty na cześć nowej prasowej placówki polskiej w Paryżu.

Serdeczne podziękowanie należy się wszystkim, którzy przyczynili się do odbycia tak pięknej uroczystości, a zwłaszcza panom, które nie szczędziły pracy, aby obecni byli jaknajbardziej zadowoleni z przyjęcia.

Nowiny Codzienne 10/XII 33

Zmiany na placówkach konsularnych

Warszawa. Dowiadujemy się, że radca do spraw emigracyjnych przy ambasadzie R. P. w Paryżu p. Malhomme, b. konsul w Opolu, mianowany został konsulem generalnym R. P. w Morawskiej Ostrawie. Dotychczasowy konsul generalny w Morawskiej Ostrawie dr. Karol Ripa odwołany został do centrali M. S. Z.

Wiarius Polosi 4/XII 33

PARYŻ. — Pan Radca Emigracyjny przy Ambasadzie R. P. dr. Leon Malhomme został mianowany Konsulem Gen. w Morawskiej Ostrawie (Czechy) z dniem 1 lutego 1934 i opuszcza swe stanowisko w Paryżu z końcem grudnia rb. Sprawa jego następcy nie została jeszcze ustalona.

Narodowice 3/XII 33.

Przed zmianą na stanowisku Radcy Emigracyjnego.

Dowiadujemy się, że radca emigracyjny przy ambasadzie polskiej w Paryżu, pan dr. Leon Malhomme, obejmuje z dniem 1 lutego 1934, stanowisko konsula generalnego w Morawskiej Ostrawie, wobec czego opuszcza stanowisko w Paryżu z dniem 1-go stycznia 1934. (K).

Ilustrowany Kurjer Litewski 3/XII 33.

Zmiany na placówkach konsularnych.

(Telefonem od naszego korespondenta).

Warszawa, 30 listopada (A). Dowiadujemy się, że radca do spraw emigracyjnych przy ambasadzie R. P. w Paryżu p. Henryk Malhomme mianowany został konsulem generalnym R. P. w Morawskiej Ostrawie. Dotychczasowy konsul generalny w Morawskiej Ostrawie dr. Karol Ripa odwołany został do centrali M. S. Z.

Do centrali M. S. Z. odwołani zostali ponadto konsul w Chile p. Jan Jerzy Śmigielski, konsul w Essen p. Aleksy Dziekoński, konsul w Użhorodzie p. Michał Wierzbński, konsul generalny w Wiedniu p. Aleksander Dunajewski, sekretarz poselstwa R. P. w Kairze p. Adam Benis.

Konsulem w Użhorodzie mianowany został p. Mieczysław Chałupczyński, konsulem w Chile dr. Tadeusz Drobniak, konsulem w Essen p. dr. Zygmunt Zawadowski, konsulem w Kurytybie p. Czesław Kulkowski.

P. Zygmuntowi Meringerowi, charge d'affaires R. P. w Meksyku powierzono obowiązki charge d'affaires w republikach Guatemala, Costarica, Honduras, San Salvador, Nikaragua, Panama, Haiti, San Domingo, Venezuela i Columbia.

Opusisko 5/XII 33r.

RADCA EMIGRACYJNY OPUSZCZA SWE STANOWISKO

Radca Emigracyjny przy Ambasadzie R. P. w Paryżu, p. L. Malhomme, opuszcza z dniem 1 lutego 1934 roku swą placówkę i udaje się do Czechosłowacji, gdzie zajmie stanowisko konsula generalnego w Morawskiej Ostrawie.

Niedziela 10/XII 33

RADCA EMIGRACYJNY ODWOŁANY.

Jak już pisaliśmy niedawno w Niedzieli oczekiwane są liczne zmiany na polskich placówkach we Francji. Po odwołaniu Konsula Karczewskiego został odwołany ze swego stanowiska radca dla spraw emigracyjnych przy ambasadzie p. Henryk Malhomme.

PARYŻ

(::) (Gwiazdka dla dzieci polskich w Paryżu). — Jak już donosiliśmy, w sobotę dnia 30-go grudnia, w wielkiej sali „College Stanislas”, 155 bis, rue de Rennes, odbędzie się doroczna Gwiazdka dla dzieci polskich. W skład komitetu gwiazdkowego pod przewodnictwem pani ambasadorowej Chłapowskiej wchodzi pp.: pułkownikowa Ferek-Bleszyńska, księżna Gaylus, panna Chłapowska, konsulowa Chmieleńska, panie Desmarais, Fabiani, radczyni Frankowska, panna Gałęzowska, kierowniczka Opieki Polskiej, panna Gniewińska, hrabina Gontaut Biron, pani Godebska, pani Halpertowa, pani Hertzowa, panna Hellerówna, konsulowa Jankowska, drowa Jackowska, pani Jarzemińska, naczelna instruktorka oświatowa, pani Jędrzejewiczowa, pani Jodkowa, p. dyrektorka Jurgielewiczowa, pani Lubelska, pani Łopińska, kierownik Misji Polskiej ks. dr. Łuczak, radczyni Malhomme, pani Malczewska, pani Małachowska, drowa Motzowa, pani Mieczysława, ministrowa Mühlsteinowa, pani Humprey-Moore, pani Niewęgliwska, pani Oberfeldowa, p. Olsztyński z konsulatu generalnego, hrabina Orłowska, panna Pacówna, hrabina Pfyffer, hrabina Platerowa, księżna Poniatowska, radczyni Potworowska, konsulowa Poznańska, pani Leonowa Poznańska, panna Stokowska, hrabina Tarnowska, majorowa Teslarowa, pani Hanna Walska, pani Van der Zee.

Oliary w pieniądzech i naturze (ubrania, zabawki, książki itp.) należy kierować pod adresem pani ambasadorowej Chłapowskiej, 14 avenue de Tokio, Paryż 16.

Marsz. Raczkiewicz o Światowym Związku Polaków.

Warszawa. — Po zakończeniu obrad Rady Organizacyjnej przewodniczący jej — marszałek Raczkiewicz udzielił prasie wywiadu w sprawie dalszych prac Rady dookoła organizującego się Światowego Związku Polaków. Jak zaznaczył p. Marszałek, formalne ukonstytuowanie tego Związku nastąpi już na najbliższym ogólnym zjeździe Polaków z zagranicą, mającym się odbyć w sierpniu roku nadchodzącego w Warszawie.

Sposób powołania składu ustalony został w projekcie ordynacji wyborczej, która dokonywa repartycji mandatów między poszczególne ośrodki życia polskiego zagranicą oraz przepisuje tryb wyborów. Wybory mają przeprowadzić miejscowe zrzeszenia polskie wśród ogółu Polaków.

Sam Związek został już prawie sformułowany w projekcie statutu, przyjętym na ostatniej sesji rady. Według tego projektu Związek będzie miał na celu: „utrzymywanie łączności pomiędzy skupieniami polskimi zagranicą a macierzą — w imię jedności narodu polskiego, organizowanie współdziałania pomiędzy macierzą a skupieniami polskimi zagranicą w zakresie ich życia narodowego i organizacyjnego oraz obronę dalszego istnienia Polski i interesów narodowych w poszczególnych skupieniach polskich zagranicą”.

Zjazd sierpniowy będzie nie tylko konstytucją powszechnej organizacji Polski zagranicznej, lecz także prezentacją jej dorobku na terenie poszczególnych najważniejszych dziedzin akcji zbiorowej; demonstracją jej będą: igrzyska sportowe Polonji zagranicznej, zjazd nauczycieli, dziennikarzy i delegatów organizacji kobiecych.

Narodowiec 4/XII 33.

Echa otwarcia oddziału „Narodowca” w Paryżu.



Zdjęcie przedstawia część uczestników uroczystości otwarcia oddziału pisma naszego w Paryżu. W środku siedzi p. M. Kwiatkowski, wydawca „Narodowca”, z lewej strony pani Kwiatkowska i p. radca emigracyjny Malhomme, a z prawej ks. redaktor Kopeć, oraz p. dyr. Kowol. — Na pierwszym planie z lewej kierownik oddziału p. Krotkiewski, za nim p. red. Miedziński. — Na dalszym planie przedstawiciele organizacji społecznych okręgu paryskiego.

V ZJAZD RADY ORGANIZACYJNEJ POLAKÓW Z ZAGRANICY

(KORESPONDENCJA WŁASNA)

W dniu 26 listopada r. b. w Warszawie w sali Senatu Rzeczypospolitej odbyło się pierwsze posiedzenie plenarne V Zjazdu Rady Organizacyjnej Polaków z Zagranicy. Na Zjazd przybyło 18 członków Rady (łącznie z członkami, zamieszkałymi w Warszawie), na ogólną liczbę 24.

Rząd reprezentowali: podsekretarz stanu w Min. Skarbu p. Wacław Jędrzejewicz, minister pełnomocny p. Schaetzel, min. pełnomocny w Brazylii p. Grabowski, dyr. dep. konsularnego w Min. S. Z. p. Wiktor Drymmer, nacz. wyd. w Min. S. Z. p. dr. A. Zarzycha oraz inni wyżsi urzędnicy tegoż Ministerstwa. Placówki konsularne reprezentowali: konsul generalny z Lilie p. Kara, konsul generalny z Berlina p. Gawroński oraz konsul generalny z Monachium p. Lisiewicz.

Min. Opieki Społecznej reprezentowane było przez p. dyr. Biesiekierskiego, M. W. R. i O. P. przez p. nacz. Maciszewskiego.

Ponadto licznie przybyli przedstawiciele organizacyj społecznych, na czele z prezesem Ligi Morskiej i Kolonjalnej p. generałem dywizji Gustawem Orlicz - Dreszerem, reprezentanci świata naukowego, dziennikarze, jak również delegat Prymasa.

Ośrodki emigracyjne i mniejszościowe obsługane były licznie. Teren francuski reprezentowali: p. Stefan Rejer, p. Piotr Kalinowski i ks. Garstecki.

Galerja sali Senatu obsadzona była szczególnie młodzieżą z emigracji, studjującą i kształcącą się w kraju.

Do prezydium Zjazdu zaproszeni zostali między innymi: p. Stefan Rejer i dr. Jan Kaczmarek, przedstawiciele mniejszości polskiej w Niemczech.

Przewodniczący Zjazdu p. marszałek Raczkiewicz w zagajeniu wygłosił przemówienie, którego treść już podaliśmy onegdaj.

Po przemówieniach przedstawiciele Rządu zabrali głos poszczególni delegaci z terenów.

P. Stefan Rejer wzruszonym głosem powitał Zjazd, wykazując w swem przemówieniu istotne postępy w konsolidacji wychodźstwa na terenie francuskim; wychodźstwo polskie we Francji docenia wybitną rolę i cele Rady Organizacyjnej oraz zdaje sobie dokładnie sprawę z korzyści, jakie ze stosunku z krajem macierzystym osiągnąć można. Wychodźstwo odczuwa potrzebę stworzenia światowego Związku Polaków, symbolizującego łączność emigracji z macierzą, na którego płaszczyźnie rozstrzygane będą wszelkie dla wychodźstwa powstałe sprawy. P. Rejer scharakteryzował również obecną sytuację wychodźstwa, spowodowaną kryzysem gospodarczym oraz podkreślił tragiczne położenie tych robotników, którzy

ze względu na wiek pozbawieni zostali możliwości zarobkowania w swoim zawodzie, a jednocześnie nie mają zapewnionego odpowiedniego zaopatrzenia na starość.

Do wzruszających należało również przemówienie delegata z Niemiec, przyjęte przez zebranych szczeremi oklaskami. Przemówienia te były transmitowane przez radio na całą Polskę.

Szczegółowe sprawozdanie z działalności Rady wygłosił p. dr. Lenartowicz, wykazując w sposób przekonujący, że działalność Rady przynosi istotne korzyści dla wychodźstwa, że konsolidacja na poszczególnych terenach posunęła się naprzód w dużych rozmiarach, że w kraju znajdują coraz więcej zrozumienia zagadnienia emigracyjne i że Rząd Polski widzi w Radzie Organizacyjnej i jej działalności najwłaściwszą formę wytworzenia bliskiego kontaktu Polaków, zamieszkałych zagranicą, z krajem macierzystym.

Należy podkreślić że doskonale opracowany referat p. dyr. Lenartowicza, oparty na drukowanym sprawozdaniu Rady, niewątpliwie stwierdza olbrzymie dotychczasowe zasługi tej instytucji.

Na wniosek Komisji Rewizyjnej uchwalono absolutorjum prezydium Rady z tytułu właściwej gospodarki finansowej.

Po krótkotrwałej przerwie wygłoszony został referat p. Mieczysława Fularskiego na temat przygotowań do przyszłego zjazdu Polaków z zagranicy (w 1934 r.) i projektu statutu światowego Związku Polaków z Zagranicy. Zadaniem bowiem przyszłego Zjazdu będzie przekształcenie dzisiejszej Rady Organizacyjnej na światowy Związek Polaków, który organizacyjnie będzie skupiał wszystkie najpoważniejsze organizacje Polaków na terenach emigracyjnych i mniejszościowych. P. Fularski uzasadnił potrzebę powstania Związku, powołując się przytem na powszechną opinię delegatów z terenów; referent scharakteryzował podłoże historyczne tej koncepcji, wskazał na zmiany, jakie w całym świecie dziś w dziedzinie wszelkiej współpracy przetwarzają się i nakreślił zarys przyszłej organizacji. Drugi zjazd Polaków z Zagranicy odbędzie się w tym czasie, kiedy w Polsce z pewnością zrealizowana zostanie sprawa reformy dzisiejszej konstytucji. Ożywieni nowym duchem delegaci na II Zjeździe Polaków będą decydowali o statucie przyszłej ich organizacji. P. Fularski zakończył okrzykiem: „Światowy Związek Polaków z Zagranicy niech żyje”. Okrzyk ten podchwycony był przez wszystkich delegatów.

Na referacie tym zakończono pierw-

szą część obrad. Delegaci udali się na wspólny obiad w gmachu sejmowym. O godz. 15,30 podjęte zostały prace w komisjach: organizacyjnej i statutowej. W poniedziałek na plenarnym posiedzeniu prace te ujęte zostały w szeregu uchwałach i rezolucjach, dotyczących przyszłego Zjazdu, poczem V Zjazd Rady został zamknięty.

Sprawę ordynacji wyborczej i projektu statutu omówimy w specjalnej korespondencji.

Obecny.

rady wchodzi sekretarz rady i dyrektor biura, St. Lenartowicz.

Do komisji rewizyjnej weszli: prezes S. Gawroński, sen. Z. Lubomirski, mecenas J. Różycki, prezes W. Sieroszewski, red. J. Vorzimmer, mecenas I. Witkiewicz, dyr. M. Zaleski.

Do sądu organizacyjnego weszli: dr. B. Hełczyński (prezes), mec. I. Witkiewicz, dr. J. Buzek, ks. dr. B. Domański i prezes J. Wilpiszewski.

Następnie zjazd przyjął ordynację wyborczą, według której odbędą się wybory delegatów na drugi zjazd Polaków z zagranicy w 1934 roku.

Ogólna liczba delegatów na II. zjazd będzie wynosiła 171, z czego z terenów mniejszościowych — 41, z terenów emigracyjnych kontynentalnych — 29, z terenów emigracyjnych zamorskich — 58, z kraju — 25, oraz 18 członków dotychczasowej rady organizacyjnej.

Wybory przeprowadzają naczelne organizacje polskie, uznane jako takie przez Radę Organizacyjną. W razie potrzeby, tam, gdzie naczelných organizacji nie ma, powołuje się komitety wyborcze, działające na zasadzie instrukcji Rady Organizacyjnej. Za okręg wyborczy przyjmuje się zasadniczo każde państwo, w którym zamieszkuje ludność polska.

Na drugim zjeździe Polaków z zagranicy ma nastąpić przekształcenie Rady Organizacyjnej na Światowy Związek Polaków z Zagranicy. W związku z powyższym zjazd uchwalił projekt statutu światowego Związku Polaków z Zagranicy.

NOWE WŁADZE

RADY ORGANIZACYJNEJ POLAKÓW Z ZAGRANICY

5-ty Zjazd Rady Organizacyjnej Polaków z Zagranicy zakończył już swe obrady. Na plenarnym posiedzeniu dokonano wyborów nowego prezydium w następującym składzie:

Marszałek Wł. Raczkiewicz (prezes), prof. dr. J. Szymański (zastępca prezydium), dr. B. Hełczyński, mjr. dypl. M. Fularski, dyr. St. Szwedowski, radca M. Pankiewicz, W. Huebner, dyr. Wł. Zieliński, dyr. S. J. Paprocki, dr. J. Kaczmarek, St. Szczepaniak, prezes St. Bojer, prezes J. Olejniczak, W. Przybyliński, prezes J. Romaszkiwicz, cenzor F. K. Świetlik. Ponadto w skład

Polak we Francji
17/XII. 33

WYJAZD

P. RADCY MALHOMME'A.

Z dn. 1-go lutego opuszcza stanowisko radcy do spraw emigracyjnych przy Ambasadzie R. P. p. Leon Malhomme. Pilne sprawy wołają go do kraju już z końcem bieżącego roku. P. Radca Malhomme obejmuje stanowisko konsula generalnego w Ostrawskiej Morawie w Czechach.

Wiarius Polski, 19. XII. 33

Pan radca Malhomme

zegna wychodźstwo

Pan Malhomme, radca emigracyjny przy Ambasadzie R. P. w Paryżu, opuszcza Francję, powołany na inne stanowisko.

Pan Malhomme nie miał czasu ni sposobności, aby na terenie wychodźstwa rozwinięć działalność na wielką skalę, ale wszędzie i zawsze okazywał dobrą wolę a takim i uprzejmością zapisał się dobrze w pamięci wychodźstwa, które go zegna z żalem.

Narodowiec 24. XII. 33.

PARYŻ

i paryski okręg konsularny.

PARYŻ.

(k) (Wyjazd Radcy Emigracyjnego).— Przed kilku dniami wyjechał na stałe z Paryża p. Leon Malhomme Radca do Spraw Emigracyjnych przy Ambasadzie R. P. w Paryżu. P. Malhomme mianowany został Konsulem Generalnym R. P. w Morawskiej - Ostrawie (Czechosłowacja).

Kto będzie na jego miejscu — nie wiadomo, jednak warto zaznaczyć, że wychodźstwo polskie we Francji naprawdę nie ma szczęścia do Radców Emigracyjnych. Jest to bowiem już piąty radca, którego wyższe czynniki krajowe odwołują. Chodzą ostatnio słuchy, że wogóle stanowisko Radcy Emigracyjnego nie będzie obsadzone.

Rada Porozumiewawcza Związków Polskich we Francji
Comité d'Entente des Associations Polonaises en France
LILLE — 19, Rue de la Barre. **Téléphone 32-92**

L. dz. _____

LILLE, 20-go grudnia 1933

Do

Pana Radcy Emigracyjnego

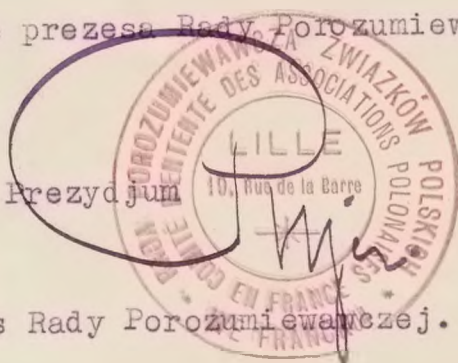
W PARYŻU

Prezydjum Rady Porozumiewawczej Związków Polskich we Francji z żalem przyjął wiadomość o rychłym wyjeździe WPana Radcy z tutejszego terenu emigracyjnego.

Mając na uwadze poniesione przez Pana Radcę trudy w obronie interesów wychodźstwa we Francji, życzymy Mu, aby w dalszej pracy na innym terenie emigracyjnym osiągnął jaknajlepsze rezultaty, dziękując Mu równocześnie za słowa pożegnania, przesłane wychodźcom polskiem we Francji na ręce prezesa Rady Porozumiewawczej.

Za Prezydjum

Prezes Rady Porozumiewawczej.





Uroczystość odzienia oddziału „Narodowca” w Łarykie
połączek grudnia 33 r.

Dr. Leon Malhomme.

GENERALNY KONSUL POLSKI W OSTRAWIE.

Z dniem 1 lutego objął p. dr. Leon Malhomme, generalny konsul Rzeczypospolitej, urządowanie. Narodził się w roku 1888 w Piotrogradzie. Prawnicze studia ukończył w Dorpacie. W wolnej Polsce poświęcił się pracy dyplomatycznej i stał się w roku 1918 kierownikiem ministerstwa dla spraw zagranicznych w Warszawie. W roku 1928 otrzymał mianowanie na generalnego konsula w Bytomiu, potem w Opolu. W roku 1933 przydzielony został w charakterze radcy legacyjnego do poselstwa w Paryżu.

Przodkowie p. konsula pochodzą z Francji, a do Polski przyprowadzili się w roku 1792 i tu się spolszczyli. Członkowie tej rodziny brali czynny udział w życiu narodu polskiego, w jego walkach o wolność, w powstaniu listopadowym w r. 1831 i w powstaniu styczniowym.

Na Przetomie 1. II. 34

Zmiana na placówce konsularnej w Mor. Ostrawie.

Dotychczasowy konsul R. P. w M. Ostrawie, p. Dr. Karol Ripa, został powołany do Ministerstwa spraw zagranicznych w Warszawie. P. Dr. Karol Ripa pracował w Czechosłowacji przez osiem lat. Przez ten okres swej działalności dał się poznać jako przyjaciel polskiego ludu na Śląsku, interesując się wszystkimi przejawami naszego życia. Nazwisko jego związało się z uroczystością poświęcenia kościoła ewang. w Cz. Cieszynie 9 października 1932, gdzie p. konsul Dr. Ripa przemawiał. Mowę jego zaatakowały czeskie szowinistyczne pisma, a pisma stojące na stanowisku rzeczowym, stały w jego obronie. Zarzucano mu, że wogóle nie powinien być przy tej uroczystości przemawiać. Sprawa odbiła się szerokim i dalekim echem, w prasie czeskiej, polskiej, a nawet niemieckiej. Przypominamy dzisiaj tę rzecz, jako charakterystyczną dla naszych stosunków. Opuszczającego tutejszy teren p. konsula żegnały wszystkie organizacje polskie na Śląsku i na Morawach.

Nowym konsulem został zamianowany po p. Dr. Karolu Ripie p. Malhomme, radca emigracyjny w Paryżu, były konsul w Bytomiu w Niemczech, znany tam ze swej działalności w Opolskiem. Nazwisko jego jest również między innymi wymienione w książce pełnej nienawiści w stosunku do Polski „Das ist Polen». P. Malhomme konno objeżdżał cały polski Śląsk, docierał do najrozmaitszych kątów, i przynosił ludności polskiej, uginającej się pod butem pruskim, pociechę i pomoc.

Moravsko slesky Denik
1. II. 34

— Nový polský konsul v Moravské Ostravě. Dr. Leon Malhomme, generální konsul polské republiky v Mor. Ostravě, nastoupil dnes svůj úřad. Narodil se 4. ledna 1888 v Petrohradě. Právnická studia ukončil na universitě v Dorpacu. V r. 1918 byl jmenován přednostou ministerstva zahraničí, kde setrval do roku 1928. Dne 1. ledna 1929 byl jmenován generálním konsulem v Bytomiu. Po zrušení tohoto konsulu byl jmenován konsulem v Opoli, kde působil do r. 1932, v r. 1933 byl jmenován legačním radou polského vyslanectví v Paříži, odtud přišel do M. Ostravy.

Nowy kierownik konsulatu Rzpltej w Morawskiej Ostrawie.

Z dniem 1 lutego objął polską placówkę konsularną w Morawskiej Ostrawie w charakterze konsula gener. R. P. p. Leon Malhomme.

P. Leon Malhomme urodził się 4 stycznia 1888 r. w Petersburgu. Studja prawnicze ukończył na uniwersytecie w Dorpacie. W r. 1918 objął stanowisko naczelnika wydziału w M. S. Z., które to stanowisko piastował do 1928 r. W dn. 1 stycznia 1929 roku objął placówkę konsularną w Bytomiu w charakterze konsula gener. R. P. Po przeniesieniu tej placówki do Opoli, przebywał tam aż do 1933 r., kiedy to objął stanowisko radcy emigracyjnego przy ambasadzie R. P. w Paryżu.



Leon Malhomme, konsul gen. R. P. w Mor. Ostrawie.

Rodzina nowomianowanego konsula jest pochodzenia francuskiego, z Francji wyemigrowała do Polski w r. 1792 i szybko się spolszczyła, bo jego przodkowie: Leon, Henryk i Stanisław Malhomme, już w 1831 roku brali udział w powstaniu. Ojciec zaś obecnego konsula, gen. Mikołaj Malhomme wraz z swym bratem, brał udział w powstaniu 1863 r.

Ilust. Kurjer Codzienny 9. II. 34

Niemcy potwierdzają tężyznę narodową Polaków.

(Telefonem od naszego korespondenta).

Bytom, 7 lutego (H). Wczoraj bawił w Bytomiu dr Steinacher z Berlina, przewodniczący Związku Niemców zagranicą. — Wygłosił on podczas manifestacji i zebrania w Bytomiu kilka przemówień na temat Niemców zagranicą.

Dr Steinacher podkreślił, że Niemcy na całym świecie są jednolici i złączeni jedną ideą miłości ojczyzny. Tej jedności granic obcych państw, w których Niemcy mieszkają, nie są w stanie osłabić.

Niezmiennie charakterystyczny ustęp mowy poświęcił dr Steinacher Niemcom w Polsce. Nowy układ pomiędzy Niemcami i Polską powinien być krokiem do nowego rozdziału w historii. Niemcy mają powód, aby w pewnych dziedzinach podziwiać Polaków. Polacy potrafili zachować swą narodowość, chociaż politycznie byli rozewiartowani między trzy odrębne organizmy państwowe. Z godną naśladowania troską otaczają oni dziś opieką swoich emigrantów oraz mniejszości polskie, zamieszkałe poza granicami Polski. Niemcy powinni współzawodniczyć z Polakami w miłości i przywiązaniu do swej narodowości.

Dr Steinacher przytoczył w końcu słowa Hitlera, że nie powinno się germanizować obcych narodowości. Jeżeli Niemcy żądają praw dla siebie, to powinni być sprawiedliwi i udzielać tych praw także i innym narodowościom.

Ein interessantes diplomatisches Revirement

Leon Malhomme — Generalkonsul in Mährisch-Osttau

Oppeln, 3. Februar.

Der frühere Generalkonsul der Republik Polen in Westoberschlesien, Leon Malhomme, dessen man sich besonders in Beuthen und Oppeln wohl erinnert, ist zum Generalkonsul in Mährisch-Osttau ernannt worden. Seine neue Amtsführung liegt also in einem Bezirk, der von zahlreichen Polen bewohnt wird und der zur Zeit der Neuauftellung Zentral-Europas und noch lange Zeit darüber hinaus ein Zankapfel zwischen Polen und der Tschechoslowakei war.

Gelegentlich dieser Ernennung, die zwar keine Beförderung im eigentlichen Sinne, wohl aber die Versetzung auf einen äußerst wichtigen Posten bedeutet, ist es interessant, einiges über die Abstammung des früheren polnischen Generalkonsuls in Beuthen und Oppeln zu erfahren, das vordem nicht mitgeteilt worden war. Danach entstammt Malhomme einer französischen Emigrantenfamilie, die zur Zeit der großen französischen Revolution, 1792, nach Polen kam und sich in der Folge durch starken polnischen Patriotismus auszeichnete. Drei Männer aus der Familie, Leon, Henryk und Stanislaw Malhomme, nahmen an dem polnischen Aufstand von 1831 aktiven Anteil, und der Vater des Generalkonsuls, General Mikolaj Malhomme, und sein Bruder kämpften in dem polnischen Aufstande von 1863 mit.

Leon Malhomme selbst ist 1888 in St. Petersburg geboren, studierte in Dorpat die Rechte und war von 1918 bis 1928 Abteilungsleiter im Warschauer Außenministerium. Es sprach für die Wichtigkeit, die dem Generalkonsulat der Republik Polen in der Provinz Oberschlesien beigemessen wurde, daß ein Diplomat von so anerkannter Fähigkeit am 1. Januar 1929 dorthin kam und bis 1933 das polnische Generalkonsulat zunächst in Beuthen und danach in Oppeln verwaltete, um fernerhin bis jetzt die Stellung des Emigrantenrats bei der Pariser Botschaft der Republik Polen zu bekleiden.

Unsere Leser erinnern sich, daß wir uns häufig mit der stark aktiven Tätigkeit des Generalkonsuls Malhomme in der Provinz Oberschlesien befaßt haben. Von dieser Tätigkeit handelte auch ein Kapitel der von F. W. von Dertzen verfaßten Schrift „Polen an der Arbeit“.

Das sind indessen nur Erinnerungen, die nicht mehr aktuell sind. Eine große, der polnischen Regierung nahe stehende Zeitung stellt eben mit Genugtuung fest, daß aus den Auslagen der Buchhandlungen im Reich Schriften dieser Art völlig verschwunden sind.

Mit dem deutsch-polnischen Zehnjahrspakt sind eben andere Zeiten angebrochen. Mögen sie sich zu wahrer Friedensgestaltung auswirken!

Allgemeiner Lokal-Anzeiger 3./11. 34.

Interessantes diplomatisches Revirement

Leon Malhomme — Generalkonsul in Mährisch-Osttau

Der frühere Generalkonsul der Republik Polen in Westoberschlesien, Leon Malhomme, dessen man sich besonders in Beuthen und Oppeln wohl erinnert, ist zum Generalkonsul in Mährisch-Osttau ernannt worden. Seine neue Amtsführung liegt also in einem Bezirk, der von zahlreichen Polen bewohnt wird und der zur Zeit der Neuauftellung Zentral-Europas und noch lange Zeit darüber hinaus ein Zankapfel zwischen Polen und der Tschechoslowakei war.

Gelegentlich dieser Ernennung, die zwar keine Beförderung im eigentlichen Sinne, wohl aber die Versetzung auf einen äußerst wichtigen Posten bedeutet, ist es interessant, einiges über die Abstammung des früheren polnischen Generalkonsuls in Beuthen und Oppeln zu erfahren, das vordem nicht mitgeteilt worden war. Danach entstammt Malhomme einer französischen Emigrationsfamilie (Malhomme heißt „böser Mann“), die zur Zeit der großen französischen Revolution, 1792, nach Polen kam und sich in der Folge durch starken polnischen Patriotismus auszeichnete. Drei Männer aus der Familie, Leon, Henryk und Stanislaw Malhomme, nahmen an dem polnischen Aufstand von 1831 aktiven Anteil und der Vater des Generalkonsuls, General Mikolaj Malhomme, und sein Bruder Leon Malhomme lebte 1888 in St.

Petersburg geboren, studierte in Dorpat die Rechte und war von 1918 bis 1928 Abteilungsleiter im Warschauer Außenministerium. Es sprach für die Wichtigkeit, die dem Generalkonsulat der Republik Polen in der Provinz Oberschlesien beigemessen wurde, daß ein Diplomat von so anerkannter Fähigkeit am 1. Januar 1929 dorthin kam und bis 1933 das polnische Generalkonsulat zunächst in Beuthen und dann in Oppeln verwaltete, um fernerhin bis jetzt eine wichtige Stellung bei der Pariser Botschaft der Republik Polen zu bekleiden.

Unsere Leser erinnern sich, daß wir uns häufig mit der stark aktiven Tätigkeit des Generalkonsuls Malhomme in der Provinz Oberschlesien befaßt haben. Von dieser Tätigkeit handelte auch ein Kapitel der von F. W. von Dertzen verfaßten Schrift „Polen an der Arbeit“ unter dem Titel „Herr Malhomme reitet aus“.

Das sind indessen nur Erinnerungen, die nicht mehr aktuell sind. Eine große, der polnischen Regierung nahe stehende Zeitung stellt eben mit Genugtuung fest, daß aus den Auslagen der Buchhandlungen im Reich Schriften dieser Art völlig verschwunden sind.

Mit dem deutsch-polnischen Zehn-jahrspakt sind eben andere Zeiten angebrochen. Mögen sie sich zu wahrer Friedensgestaltung auswirken!

34 Kurjer Poranny
7/II. 34.

Ograniczenia dla polskiego harcerstwa w Czechosłowacji

MOR. OSTRAWA, 6.2 — PAT — Na posiedzeniu zarządu głównego harcerstwa polskiego w Czechosłowacji zapadła uchwała, że harcerstwo polskie nie przyjmuje warunków, od których związek skautów czechosłowackich w Pradze uzależnia jego dalsze należenie do związku.

O ile związek nie zgodzi się na

członkostwo harcerstwa polskiego z zachowaniem pełni jego dotychczasowej autonomii, to harcerstwo polskie w Czechosłowacji ze związku wystąpi. Stanowisko związku praskiego uważane jest ze strony polskiej, jako próba ograniczenia swobodnego rozwoju harcerstwa polskiego

... I PODZIW DLA AKCJI OBRONY POLAKÓW ZAGRANICĄ

MOR. OSTRAWA, 6.2 (PAT). — Prasa czeska z podziwem i uznaniem wyraża się o akcji narodu polskiego, mającej na celu ochronę Polaków zagranicą. Uważa za bardzo słuszne stanowisko Polski, która nie poprzestaje na ochronie międzynarodowej

swych mniejszości, lecz stara się w drodze zbiorów zapewnić Polakom zagranicą normalny rozwój kulturalny.

Starania polskie w tym kierunku stawia się za wzór narodowi czeskiemu.

Našimce 9. II. 34.



Dr. L. Malhomme,

nový polský konsul v Moravské Ostravě, nástupce dr. K. Ripy, ujal v minulých dnech svůj úřad.

Evangelik 10/II. 34
Gr. Cieszyn

Mor. Ostrawa. (Nowy konsul polski objął urzędowanie.) Z dniem 1 lutego przejął urzędowanie w konsulacie polskim w Mor. Ostrawie nowomianowany generalny konsul Rzeczyposp. Polskiej p. Dr. Leon Malhomme. Narodził się on w r. 1885 w Piotrogradzie. Studja prawnicze ukończył w Dorpacie. Od r. 1918—1928 był zatrudniony w ministerstwie spraw zagran. Z dniem 1 stycznia 1929 został mianowany konsulem gener. w Bytomiu a później w Opolu, gdzie pozostał do r. 1932, kiedyto został radcą legacyjnym poselstwa polskiego w Paryżu. Stamtąd wraca do nas do Mor. Ostrawy na miejsce konsula Dr. K. Ripy. Przodkowie jego, franc. emigranci do Polski, brali udział w powstaniach polskich w r. 1831 i 1863.

Robotnik Śląski
10/II. 34 f.
tygodnik, wychodzący z Katowic

Zmiana kierownika konsulatu polskiego.

W dniu 1 lutego, po ośmioletniej pracy na terenie, opuścił dotychczasowy konsul dr. Karol Ripa Mor. Ostrawę. Na jego pożegnanie przybyły masy ludności polskiej i liczni reprezentanci organizacji polskich na dworzec kolejowy w Przywozie ku pociąg, którym p. konsul odjechał. Z tego można było widzieć, jak p. konsul dr. Ripa był lubiany przez całą ludność polską, bez różnicy stanu i przekonań politycznych lub religijnych. Pani konsulowej wręczono bukiet kwiatów. Kiedy pociąg ruszył, zaśpiewali zebrani pieśni śląską „Płyniesz Olzo“, przyczem w niejednym oku było widać łzę. Tak żegnała ludność polska konsula.

W dniu 1 lutego przewziął kierownictwo konsulatu polskiego w Mor. Ostrawie nowomianowany konsul generalny p. Malhome, który był przedtem konsulem w Bytomiu, a ostatnio radcą przy poselstwie polskim w Paryżu.

Spodziewamy się, że nowy kierownik tutejszej placówki konsularnej pójdzie śladami swego poprzednika w urzędzie i przez bezstronność i popieranie dążeń naszej ludności polskiej, a zwłaszcza robotników polskich, zyska sobie takie same zaufanie, jak jego poprzednik.

Robotnik Śląski, 10/II. 34 f.

CIESZYN CZESKI. Tegoroczny bal Mac. Szk. odbył się przy wielkim udziale uczestników ze wszystkich warstw ludności polskiej w sali „Polonji“ w Cieszynie Czeskim. Przed rozpoczęciem zabawy powitał obecnych gości prezes Macierzy Szkolnej p. dyr. Feliks. Po raz pierwszy wziął udział w balu nowy konsul generalny Rz. P. p. Malhome. Byli obecni dalej: wicekonsulowie pp. Synowiecki i Domański, posłowie tow. Chobot i dr. Buzek oraz liczni zastępcy różnych organizacji. Moralny i materialny wynik balu był dla Macierzy Szkolnej zadawalający. Z tego widać, że bal Zarządu Głównego M. Szk. stał się naprawdę imprezą tradycyjną i jest dowodem jednolitości naszej ludności polskiej w sprawach Macierzy Szkolnej.

15/II. 34
Ilustrowany Kurjer Poranny
Nierozumiałe szykany
webec Polaków na cz. Śląsku.

Z czeskiego Cieszyzna piszą nam: W wielu gminach na czeskim Śląsku, gdzie nie zatwierdzono burmistrzów, należących do komunistów, nie oddano urzędowania zastępcy burmistrza tylko dlatego, że jest Polakiem. Gminy zupełnie polskie poddano pod władzę Czechów, zwykle takich, którzy się odznaczają nienawiścią do Polaków. Tak postąpiono w Gródku, Łyżbicach, Gutach i t. d.

Chociaż w tych gminach przeprowadzono na zarządzenie władz ponowny wybór wójtów, nie zatwierdza się ich, ażeby tylko przedłużyć urzędowanie nasłanego komisarza. Nie zatwierdza się wójtów nawet wtenczas, jeżeli należą do stronnictw polskich, popierających rząd.

W jednym wypadku, mianowicie w Starem Mieście, obok Frysztatu, niezatwierdzono wójta-Czecha, czeskiego narodowego socjaliste znowu tylko dlatego, ponieważ nie był szowinista, uwzględniał potrzeby miejscowej szkoły polskiej i uczęszczał w imieniu Rady szkolnej miejscowej na polskie przedstawienia szkolne. Usunięto go więc, a komisarzem został zamianowany frysztacki adwokat dr. Mruzek, również czeski socjalista narodowy, ale bezwzględny wróg Polaków.

Ludność polska, która omawia te różne dziwne praktyki, pyta się stale, czy Czechów na Wołyniu też się tak bezwzględnie traktuje jak Polaków w Czechosłowacji. Nie ma bowiem już ani jednego pola życia publicznego na Śląsku, gdzie nie dawano by odebrać Polakom, że są uważani za obywateli miłej wartościowych.

Święto Harcerstwa Polskiego w Niemczech

Msza święta — Walny Zjazd — Uroczysta akademja — Zabawa

Ubiegła niedziela minęła nam na Śląsku Opolskim pod znakiem święta harcerzy. Do Bytomia zjechało się mnóstwo delegatów i delegatów harcerskich (na Walnym Zjeździe było ogółem 69 uprawnionych do głosowania), przybyli niemal wszyscy przedstawiciele terenowych organizacji, liczni goście z Bytomia i okolicy.

Godzina 9-ta rano. W uroczystej Mszy św. kapłan i uczestnicy kierują modły ku Stwórcy, by obficie łaski zesłał na Harcerstwo polskie w Niemczech i wogóle na całą naszą młodzież.

Obrady XI Walnego Zjazdu rozpoczynają się o godz. 11-tej pod przewodnictwem prezesa Związku, p. Nawrockiego z Opola. Zaraz na początku paru uczestników wniosło dyskusję, nie należącą do obrad poważnego Walnego Zjazdu, którą zakończyły cenne przemówienia pp. prof. Olejniczaka, Wawrzynka i Bożka.

Dalsze punkty rozwijały się kolejno według porządku obrad. Życzenia złożyli pp. Tabernacki (Dzielnica I Zw. Pol.), Bożek (Górnośl. Zjedn. Roln.), Kłaka (Zw. Kół Sp.), Kawik (Zw. Młodzieży), Marquardt (Rolniki), Witczak (Z. Z. P.), Kasperek (Tow. Szkolne). Piśmienne gratulacje nadeszły m. i. od: Centrali Zw. Polaków, Zarządu Nacz. H. P. w Czechosłowacji, P. Tow. Turystycznego Beskid Śl. w Czechosł., pp. Szczepaniaka z Raciborza, Rychla z Olesna, Konsula Gen. R. P. Malhomme z Morawskiej Ostrawy.

Sprawozdania poszczególnych członków zarządu wykazują ogrom pracy harcerskiej w ub. roku. Przoduje wzorowe sprawozdanie naczelnika Kwietniewskiego z Berlina: Stan posiadania harcerstwa polskie w Niemczech zdołało utrzymać. Kontakt z terenami, na których dopiero zaczyna zakorzeniać się idea harcerstwa, jest coraz lepszy. Harcerstwo polskie w N. liczy obec-

nie 3 hufce i 5 odrębnych drużyn. Ogółem mamy na terenie Niemiec 16 drużyn męskich, 6 żeńskich i 4 Kół Przyjaciół Harcerzy. Najstarszą drużyną jest Drużyna Zawiszy Czarnego w Berlinie (obchodząca obecnie 20-lecie istnienia), najmłodszą Drużyną w W. Borkach na Śląsku. Pogląd na zeszłoroczną pracę daje zestawienie następujących liczb: 1062 zbiórki harcerskie, 39 innych imprez, 2908 harcerzodni w akcji letniej. — Stosunek do bratnich organizacji polskich w Niemczech jest serdeczny. Harcerstwo winne jest najwięcej wdzięczności Związkowi Polaków, który młodzież harcerską stale otacza czułą troską i pomocą.

Aktu wyborów nowych władz Związku dokonano nader sprawnie pod przewodnictwem kierownika Dzielnic Zw. Pol. p. Tabernackiego i przy pomocy członków komisji wyborczej pp. Bożka i Jana Wawrzynka.

Po pomyślnem zakończeniu obrad zjazdowych potężnie z piersi wszystkich obecnych zabrzmiało hasło Polaków w Niemczech: „I nie ustaniem w walce...”

Sala Domu Polskiego wypełniona po brzegi. Głowa przy głowie. Zabiera głos prezes Nawrocki, witając serdecznie miłych gości, a specjalnie: Konsula Generalnego R. P. p. Samborskiego z Opola, kierownika Dzielnic, reprezentantów organizacji, przedstawiciela prasy naszej, pp. profesorów i uczniów gimnazjum, rodziców i braci harcerską. Dalej podkreślił życzliwość i zaufanie, jakimi społeczeństwo polskie za inicjatywą Zw. Pol. darzy swe harcerstwo. Uczcił fakt 20-lecia istnienia pierwszej drużyny harcerskiej na terenie Niemiec (I M. D. im. Zawiszy Czarnego w Berlinie), dał w kilku słowach pogląd na 10-letnią historję naszego harcerstwa i założycielom Związku wyraził szczere słowa uznania.

Uroczystościowe przemówienie wygłosił naczelnik Kwietniewski. Z uwagą słuchano jego słów, jak to drh. Andrzej Małkowski z lwowską drużyną harcerską (pierwszą na ziemiach polskich) przybył do Berlina, jak zawiązywały się pierwsze drużyny na terenie dzisiejszych Niemiec, rozwijały się i urosły do dzisiejszego Związku. Harcerze są prawdziwą bracią polską. Jedni pamiętają o drugich bez względu na teren swej tułaczki. Harcerstwo jest dla nas wszystkich. W niem żyjemy dla przyszłych pokoleń z wiarą w siłę naszej młodzieży. Dziś bracia harcerska może już wtórować całemu społeczeń-

Komitet V Balu Polskiego podaje do łaskawej wiadomości, że czysty dochód z tego Balu wynosił Mk. 359,35 która to suma przekazana została na rzecz Towarzystwa Pomocy Naukowej na Śląsku Opolskim.

Przy tej okazji Komitet wyraża serdeczne podziękowanie wszystkim tym, którzy się do udania tego Balu przyczynili.

Red. Ze swej strony wyrażamy w imieniu ogółu ludu polskiego na Śląsku Opolskim szczerą radość także z finansowego udania się Balu. Cieszymy się tembardziej, że naogół poważny czysty dochód idzie na rzecz naszych studentów. Oto dowód, że lud nasz troskliwie dba o swą młodzież akademicką.

stwu polskiemu w ślubowaniu: my chcemy wytrwać i napewno wygramy.

Artystyczną cześcią akademji zachwycił się każdy. Żywiołowe oklaski były szczere, bo harcerze faktycznie znakomicie popisali się, czy to deklamacjami, czy śpiewem (I M. D. H. z Zaborza, — występowała dwukrotnie, II M. D. H. z Bytomia, doskonały solowy śpiew drh. Maciejczyka z Zaborza), czy inscenizacją piosenki Młodość i starość — 6 miłych druchen, wieczornego życia harcerskiego — I Ż. D. H. z Bytomia, dialogu i scen gimnastycznych — I i II M. D. H. z Bytomia), czy wreszcie muzyką własnej kapeli. W pamięci wdzięcznej publiczności utrwalił się również akt uroczystego odbioru przyrzeczenia harcerskiego przez drh. naczelnika od 6-ciu młodych członków z Drużyny H. Sienkiewicza z Bytomia.

Akademja wypadła ku zadowoleniu wszystkich, najdzielniejsi artyści-amatorzy zdobyli bardzo dużo sympatii.

Po całodziennym trudzie dnia zasłużona zabawa taneczna. Tańczono i gwarzono przy dźwiękach doborowej orkiestry harcerskiej do późnej nocy.

p. Konsul Generalny L. Malhomme z matronką



Bal Macierzy Szkolnej w Gieszynie preskim
dnia 3. II. 346.

W 15-lecie obrony Śląska przed Czechami.

(v) Zawiązał się w Cieszynie Komitet obywatelski celem uczczenia 15-tej rocznicy śmierci obrońców Ojczyzny, poległych podczas najazdu czeskiego w obronie ziemi śląskiej. Komitet ten wydał odezwę, z której fragment cytujemy:

„Najazd czeski ze stycznia 1919 r. okrył cały nasz śląski kraj żałobą. Ustupując przed przemocą najeźdźczych wojsk od Bogumina przez Karwinę aż do Skoczowa i nad Wisłę, nasz żołnierz i ochotnik polski pochód swój znaczyl licznymi, do dziś niezapomnianymi mogiłami.

„Dnia 4 lutego br. smutne to piętnasto-lecie uczcić chcemy przez podniosłą manifestację żałobną całego ludu śląskiego.

Uczymy groby poległych naszych bohaterów w Skoczowie. Na znak ogólnej żałoby wstrzymamy się w dniu tym od wszelkich zabaw i w głębokim skupieniu uczymy Ofiary inwazji w obrębie naszych polskich instytucji i towarzystw. Dnia 11 lutego uczymy pamięć naszych bohaterów znajdujących się na ementarzu w Zebrzydowicach i Kończycach. W dniu 25 lutego, jako dniu pamiątkowym powrotu naszych zwycięskich wojsk z pod Skoczowa do Cieszyna urządzimy końcową manifestację w samym Cieszynie, który jeszcze pamięta te olbrzymie i podniosłe wiece z roku 1918 i 1919 całej ludności polsko-śląskiej od Ostrawicy po Białkę za przynależeniem do Ma-

cierzy Polskiej.

„Oddając cześć Zasłużonym i Poległym, pamiętać musimy o naszych braciach pozostałych pod rządami zaborców. Rozdarto nasz kraj, ale dusza nasza jest cała. Wierzymy w sprawiedliwość dziejową! Braciom naszym za Olzą ślubujemy dogonną wierność oraz pomoc w nierównej i bohaterskiej ich walce“.

Za Komitet Obywatelski podpisali tę odezwę pp.: Bandura Wacław, Dobrowolski Henryk, Dr. Eisenstein Aron, Halfar Rudolf, Dr. Kotas Jan, Dr. Kulisz Karol, Król Józef, Dr. Michejda Władysław, Ks. Olszak Antoni, Popiołek Franciszek, Płonka Józef, Pyszek Józef, Skrzypek Ludwik, Szewczyk Erwin, Szczurek Jerzy, Szuster Jan, Śzućk Jan i Żebro Jan.

Il. Kurjer Bodz. 14/II. 34

CZESI W PRADZE ŻYWO SIĘ ZAJMUJĄ CZECHAMI NA WOŁYNIU. Z Czeskiego Cieszyna donosi (ż): W Pradze odbył się drugi wieczór dyskusyjny, poświęcony zagadnieniom Czechów na Wołyniu. Na wieczorze był obecny p. minister dr Krofta, zastępca ministra spraw zagranicznych dra Benesza. Dyskutowano o potrzebach szkolnych i religijnych mniejszości czeskiej na Wołyniu. Szczególnie dokładnie zajmowano się zatargiem, jaki wybuchł pomiędzy Czechami w Polsce z powodu misyj katolickich. Zatarg ten zlikwidowano.

Gazeta Kresowa 15/II. 34r.

Wykłady literata Kaszyckiego a Czesi.

W tych dniach odbyło się w różnych miejscowościach Śląska cały szereg wykładów pana Kaszyckiego, literata, który w sposób wielce zajmujący i oparty na przykładach przedstawił zadziwiający rozmach rozwoju na polu gospodarczym Polski. Polska wyrobiła sobie poszanowanie u sąsiadów a na polu międzynarod. em stała się czynnikiem wielkiej wagi. Nie dziwnego, że wykłady zrobiły swe wrażenie i każdorazowo publikacji było bardzo wiele. Wykłady te ogromnie w niesmak lokalnej prasie czeskiej. Powody są zrozumiałe. Nie lubią ci panowie, że lud śląski jednak łączy do swego narodu, i rad bardzo, że na świecie o Polsce teraz tak głośno.

Już dwukrotnie zainteresowały się czeskie gazety osobą pana Kaszyckiego i jego wykładami. Nie śmiejąc zaś go potępić za to, że tu u nas o Polsce opowiada, zaznaczają, że tam wśród Czechów na Wołyniu podobnych wykładów o Cze hołowacji nie było.

Lecz to nie nasza wina, a tych, którzy o swych rodakach na Wołyniu nie pamiętają.

Zajmujące przesunięcie dyplomatyczne.

Opolska „Ostdeutsche Tageszeitung“ w jednym z numerów z pierwszych dni tego miesiąca opublikowała artykuł p. t. „Zajmujące przesunięcie dyplomatyczne“, artykuł, pozostający w związku z objęciem przez p. Konsula Generalnego Leona Malhomme'a placówki ostrawskiej. Pismo podkreśla, że p. Konsul Generalny Malhomme, którego dobrze pamiętają w Bytomiu i Opolu, objął działalność w okręgu, zamieszkałym przez licznych Polaków i będącym w czasie budowy nowej Europy środkowej długi jeszcze czas potem kością niezgody między Polską a Czechosłowacją.

W dalszym ciągu pismo poświęca parę słów pochodzeniu p. Konsula Generalnego Malhomme'a zaznaczając, że przodkowie jego, pochodzenia francuskiego, odznaczali się gorącym patriotyzmem polskim. W powstaniu 1831 wzięło udział 3 braci Malhommów, a ojciec p. Konsula Gen., generał Mikołaj, walczył w powstaniu z r. 1863. P. Konsul Gen. Leon Malhomme ukończył studia prawnicze w Dorpacie. Do r. 1928 był naczelnikiem wydziału MSZ. w Warszawie. Ważnością i znaczeniem, jakie Polska przywiązuje do Konsulatu Generalnego na Śląsku niemieckim, tłumaczyć należy, że dyplomata o tak wybitnych zdolnościach objął Kierownictwo Konsulatu Gen. w Bytomiu, a następnie w Opolu, aby później stać się radcą emigracyjnym przy Ambasadzie R. P. w Paryżu.

Nasi czytelnicy przypominają sobie dobrze — pisze „Ostdeutsche Tageszeitung“ — że zmuszeni byliśmy często zajmować się bardzo ruchliwą działalnością Konsula Gen. Malhomme'a w prowincji górnośląskiej. O tej działalności traktuje również ustęp dzieła F. W. Von Oertzena p. t. „Polska przy pracy“ (Polen an der Arbeit).

Robotnik Śląski 10/II. 34

Uczcijmy godnie 30-lecie „Robotnika Śl.“

Akademie jubileuszowe w Karwinie, Suchej, Będowicach, Fryszacie i Stonawie, będą manifestacją dla „Robotnika Śląskiego“.

Z początkiem bież. roku przypadło 30-lecie „Robotnika Śląskiego“. W historii polskiego ruchu robotniczego jest to wypadek nader doniosły. Wszak „Robotnik Śląski“ przez cały ten czas 30 lat walczył o lepszą przyszłość polskiego robotnika na Śląsku, o jego wpływ i prawa, w obronie jego stanu posiadania. Mimo ciężkich nie-róż trudności wytrwał i jako najstarsze polskie pismo na Śląsku stoi w dalszym ciągu hardo w obronie naszego ludu. Dlatego Jubileusz naszego pisma musimy uczcić naprawdę godnie. W miesiącu lutym i marcu odbędą się z tej okazji uroczyste akademie jubileuszowe w Karwinie, Suchej Średniej, Będowicach Dolnych, Fryszacie i Stonawie. Akademie te powinny być wielką manifestacją naszego ruchu socjalistycznego dla dalszego pomyślnego rozwoju „Robotnika Śląskiego“. Wszyscy przyjaciele pisma robotniczego, wszyscy zwolennicy i sympatycy naszego ruchu niechaj gremjalnie wezmą udział w akademjach jubileuszowych!

Moravskoslezský Deník 13/II. 34

— Neměli bychom také tak jednati? V městech na Těšínsku koná přednášky o Polsku již od 5. t. m. polský spisovatel Stanislav Kaszycki z Krakova. Tyto jsou prý velice pěkné a přednášející mluví prý o naší republice a našich legionářích velmi pochvalně. Nejsme proti tomu, že p. Kaszyckému byl pobyt u nás a jeho přednášky povoleny bez jakýchkoliv nesnáží, vaask srovnáme-li toto s podobnou věcí, jež měla býti nám povolena v jistém městě v Polku, pak neubráníme se dojmu, že Poláci proti nám nepostupují tak jako my proti nim. Před nedávnem požádala česká menšina v jistém městě v Polsku jednu z kulturních organizací na našem těšínském Slezsku, aby čas od času vysílala k ní do Polska některého ze svých pracovníků, který by českou menšinu v Polsku podobně poučoval přednáškami, jako to p. Kaszycki činí u nás. Překvapilo nás ale, když bylo nám oznámeno tak, že zamýšlená věc nedá se pro naši českou menšinu v Polsku vůbec uskutečnit. Z toho vidíme jasně, jak naše úřady vycházejí vstříc v podobných věcech Polákům, kdežto tato vyhovují nám tak, abychom mohli náš požadavek provést buď polovičatě anebo ho nemohli provést vůbec. Neměli bychom i my jednati podobně?

er.

Nasz Kraj 16/II. 34

Polska i Czechosłowacja.

Dwa wydarzenia w życiu Polski wywołały wielkie wrażenie w prasie czeskiej: 1. obchody 15-lecia wypadków na Śląsku Cieszyńskim, 2. pakt o nieagresji z Niemcami.

Podajemy kilka charakterystycznych głosów prasy czeskiej, omawiającej te sprawy.

Ostrawskie „České slovo“ w artykule p. t. „Kiedy Polacy dadzą spokój“, pisze:

„15-ta rocznica obsadzenia Śląska Cieszyńskiego przez nasze wojska dała prasie polskiej nową podniecie do licznych ataków i do krytykowania Czechosłowacji. Całej prasie nie podoba się uroczystość żałobna, urządzona pod pomnikiem poległych w Orłowej, a „Ilustr. Kur. Codz.“ wystąpił nawet z projektem postawienia pomnika poległym polskim bojownikom w Stonawie lub w Karwinie. Prasa podkreśla, że Czesi napadli Polaków z tyłu wtedy, kiedy pono ich wojska walczyły na wszystkich innych odcinkach, a pułk cieszyński bronił Lwowa. Oficjalna „Gazeta Polska“ pisze, że trzeba się dziwić, iż niektóre niezmiernie cenne połacie Polski pozostały na pewien czas poza granicami Polski. W artykule mówi się także o tem, że żołdacy czescy bagnietami dobili rannego przywódcę Hallera. Urzędowe pismo polskie zdradza się w ten sposób, jeżeli pisze, że mamy Śląsk Cieszyński „tylko na pewien czas“. To pachnie jakimś rewizjonizmem i tym rzeczom prasa polska miałaby dać już narzeczcie spokój.“

W innym numerze to samo pismo stwierdza, że cała prasa polska pisząc o napadzie z przed 15 lat, występuje przeciw Czechosłowacji. Wyjątek stanowi jedynie „Kur-

jer Warszawski“ oraz konferencja prasowa czesko-polska, która jest za nieporuszeniem tego rodzaju spraw. Od siebie dodajemy, że także „Głos Narodu“ zajął pierwotnie to stanowisko, ale później w nowym artykule, zatytułowanym „Niewłaściwe i szkodliwe“, przyznaje rację tym, którzy robią w Polsce specjalne obchody. Na dowód przytacza fakt o krzywdzeniu Polaków w Czechosłowacji. Co do porozumienia prasowego polsko-czechosłowackiego, to dziwić się należy, że interwenjuje obecnie, a nie uważało za wskazane zabierać głosu w ciągu kilku lat bezustannych ataków niektórych pism czeskich na Polskę. Wymieńmy tylko „Naszego Ślązaka“.

Także „Mor. sl. deník“ wyraża swoje niezadowolenie spowodu niezadowolenia prasy polskiej. W artykule p. t. „Nierozwaga czy też bezwzględność“ tłumaczy czeskie pretensje do Śląska, i co najciekawsze, apeluje do zbliżenia czesko-polskiego i do współżycia sąsiedzkiego. Na łamach tego pisma zakrawa to na ironję. Dlaczego obecnie pisze o zbliżeniu, a nie robiło tego przedtem, to jest rzecz, która daje dużo do myślenia.

Nie mniejsze podrażnienie większości prasy czeskiej wywołał pakt polsko-niemiecki. Jedno z najważniejszych pism czeskich, „Lidové Noviny“, cytując głosy prasy niemieckiej, które są poprostu wyznaniem miłości Polsce. Artykuł tego pisma nosi znamienity tytuł „Braterstwo polsko-niemieckie“ (Polsko-německé libánky). Organ legjonarzy t. zw. „Družiny dobrovolců čsl. zahr. vojska“, „Družina“, wychodzący w Pradze, w artykule wstępnym p. t. „Czechosłowacji grozi osamotnienie“, pisze m. i., że wydarzenia na Bałkanie dowodzą, że Rumunja i Jugosławia mają do siebie bliżej, aniżeli do Czechosłowacji i wprost „szukają trzeciego sojusznika, któryby zastąpił Czechosłowację“. — „Przez nie-szczęśliwą naszą politykę zagraniczną, zorientowaną stale w kierunku Francji, która nie starała się pozyskać sobie zawczas sojusznika na wypadek straty dotychczasowego — utraciliśmy ostatnią możliwość pozyskania naszego sąsiada, pokrewnego brata Polaka, który właśnie w ostatnich dniach zawarł z Niemcami umowę o wzajemnem nienapadaniu się na okres 10 lat, tak, że na wypadek napadu Niemiec na nasze państwo Polska będzie biernym widzem, a kto wie, czy nie czynnym sprzymierzeńcem Niemiec.“

W innym artykule, zatytułowanym „Hitler i Piłsudski“, „Družina“ twierdzi, że „spowodu przejmowania się Genewą i Wiedniem doszliśmy tak daleko, że nikt się z nami nie liczy, ani z nami nie traktuje“.

Najdalej w defetyzmie dochodzi kramarowska „Národní politika“, która zamieszcza artykuł p. t. „Tajna umowa niemiecko-polska w kierunku południowym“? Autor tego artykułu dr. Borský pisze o zmianie kierunku niemieckiej ekspansji. Zamiast na wschód, w kierunku Polski, Niemcy skierują się obecnie na południe, nad Dunaj i na Czechosłowację. Doszło rzekomo tak daleko, że Polska i Niemcy podzieliły sfery swoich wpływów. Polska nie interesuje się rzekomo Austrią i Czechami, czyli, że „Polska interesuje się Słowacją i Rusią Podkarpacką. Czyli mówiąc jasno: czyżby Hitler i Piłsudski porozumieli się co do rozbioru Czechosłowacji“. Cytując tę pogłoskę, „Národní politika“ podnosi głos przestrogi i przypuszcza, że Polska przez swoją politykę, zwłaszcza zaś popieranie Węgrów, chce dostać Czechosłowację pod swoje wpływy (na swoją stronę).

Cytując ten artykuł, „Národní politika“, bratisławski „Slovák“ dziwi się, że w taki sposób pisze pismo czeskie w czasie, kiedy ze sfer urzędowych „stale słyszymy bombastyczne zapewnienia o pogłębieniu braterstwa czechosłowacko-polskiego.“

Poledni Ostravsky Denik 16/II.

Ubohá česká škola v našem pohraničí

Náš chudý lid v těšínských Bezkydách strádá velmi nejen doma ve svých chatrčích, ale, bohužel, smutně je postaráno na mnohých místech i o jeho děti ve školách.

Jedním takovým smutným místem je česká obecna škola v Návisi »Pod Štožkem«. Tato dvojtřídká je v dřevěné, nízké chatrči, ve výši 700 m a vzdálené jeden a půl km od česko-polských hranic. Stojí nedaleko turistické cesty. Celá chaloupka, do níž voda prosakuje škrz doškovou střechu, sklání se na stranu — je skoro na spadnutí. Na mnohých místech její stěny jsou úplně bez omítky. Hned u vchodu v siní je kabinet, v němž mapy rozvěšeny jsou po stěnách a učební pomůcky leží na zemi vedle hromady dříví. Do třídy vstupuje se těžko, neboť dveře nutno otvírat skoro násilím. Třída sama má vzhled ubohý. Její rozměry činí 5×5.5×2.70 m. Světla je tu málo. Vejde sem pouze 24 žáků, avšak musí se jich sem vtěsnati až na 40. Když se topí, je tomu ještě hůře. Všude je cítiti výpary a zápach. Pod podlahou je chlív s několika kravami a koněm a záchody jsou umístěny 3 m od třídy. Stropem prosakuje voda dovnitř. Ani mnoho slunka sem nepřijde, neboť stín od velkých stromů, nedaleko stojících, padá až do třídy. Tak vypadá česká obecna škola v pohraničí kousek od polských hranic, kolem níž přejde ročně sta turistů domácích i cizích.

V roce 1929 zakoupen byl již pozemek pro tuto školu, leč zůstalo pouze při tom. Četná memoranda kulturních spolků, obce, turistů i poslanců byla dosud marná. Ci není možno najíti aspoň těch 365.000 Kč pro tuto chudou školu, do níž chodí děti, trpící podvýživou a nedostatkem, děti chudých horalů a drvoštěpů? Počet žáků stoupá rok od roku. Bude nám lhostejno, když tyto děti půjdou do polské školy?

Doufejme, že po vybudování škol v Životiších a v Bukovicích, což má se vbrzku státi, dojde také na tuto školu. Jsou-li peníze pro postátnění střední školy polské, mohou se tím spíše najíti pro naše bídné obecné školy v pohraničních horách.

Cierlicko ciągle przeszkodą porozumienia czesko-polskiego.

Z czeskiego Cieszyna piszą nam: Proboszcz cierlicki ks. Mojżiszek stanął obecnie już zupełnie otwarcie w szeregach antypolskich.

Ostatnim jego czynem jest odebranie organistowstwa polskiemu nauczycielowi. Ponieważ tego nie chciał otwarcie uczynić, zwrócił się do Rady szkolnej krajowej ze skargą, że nauczyciel organista zaniedbuje swoje obowiązki w szkole. Wymienił kilka pogrzebów, które na jego zarządzenie odbyły się podczas nauki szkolnej i podpisał skargę nieistniejącem w parafii nazwiskiem Oczadly.

Wskutek tego rodzaju skargi zakazała Rada szkolna krajowa polskiemu nauczycielowi pełnienia obowiązków organisty, nie zwracając się wcale o wydanie opinii do kierownictwa szkoły polskiej...

Zakaz wydano z natychmiastową ważnością i to przed pewnym pogrzebem. Wskutek tego nauczyciel jako organista, już na pogrzebie nie mógł być, co wywołało w całej parafii, także wśród zwolenników proboszcza, olbrzymie oburzenie, które zmusiło proboszcza do interwenjowania w Urzędzie powiatowym na korzyść polskiego nauczyciela.

Takie postępowanie czeskiego proboszcza w Cierlicku nie przyczyni się do zbliżenia rany, jaką zadano Polakom przez obsadzenie tej parafii polskiej przez czeskiego proboszcza. Cierlicko, zamiast symbolem czesko-polskiego porozumienia, staje się w coraz to większej mierze przeszkodą do jakiegokolwiek zbliżenia...

O Śląsku Cieszyńskim w prasie węgierskiej.

(v) W bardzo poczytnej gazecie węgierskiej „Nemzeti Ujsag“ ukazał się artykuł o Śląsku Cieszyńskim z okazji piętnastolecia najazdu Czechów na Śląsk Cieszyński. Dziennik cytuje artykuły gazet polskich z tej okazji i opisuje, jak Czesi, łamiąc umowę, napadli na Śląsk Cieszyński wtedy, kiedy Polacy toczyli śmiertelną walkę o Lwów.

Artykuł wyraża się z wielką sympatją o Polakach pozostających pod panowaniem czeskim i walczących o swój byt narodowy i porusza kwestję rozdzielenia miasta Cieszyna, pozostawiającego połowę miasta po stronie czeskiej. Dziennik nazywa kwestję cieszyńską „krwawiącą raną“...

Wieczór czesko-polskiej wzajemności w Hranicach.

Z Morawskiej Ostrawy nam donosi (z). W Hranicach na Morawach odbył się uroczysty wieczór czesko-polskiej wzajemności, zorganizowany przez Związek czechosłowackich legionarzy i Koło przyjaciół Polski. Wieczór odbył się pod protektorem Konsula generalnego Rzeczypospolitej Polskiej w Morawskiej Ostrawie dr Leona Malhomme i jen. dyw. J. Kroutila.

Uroczystość zagajono odegraniem hymnów państwowych, polskiego i czechosłowackiego. Następnie przemówił krótko prezes Związku czechosłowackich legionarzy p. dyr. Szindel, który podkreślił wagę wieczoru dla zbliżenia czesko-polskiego. Po nim wygłosił godzinę trwający referat p. prof. Pozlovsky. Wskazał on na wagę stosunków czechosłowacko-polskich, które już posiadają swoją tradycję, wynikającą z potrzeby wzajemnej przyjaźni i wzajemnego popierania się. Referat nagrodzono hucznymi oklaskami na znak pełnego zrozumienia potrzeby współpracy czesko-polskiej.

W części muzykalno-wokalnej wieczoru odśpiewano kilka pieśni polskich przy akompaniamencie fortepianu, dalej hymn: „Z dymem pożarów“, a orkiestra wojskowa odegrała dwie kompozycje Dvorzaka.

Dzięki licznemu udziałowi społeczeństwa wszystkich klas i wysokiemu poziomowi programu należy ten wieczór czesko-polskiej wzajemności do pierwszorzędných. Należy przytem stwierdzić, że hasło czesko-polskiej współpracy znajduje specjalnie na Morawach pełne zrozumienie.

— Večer česko-polské vzájemnosti v Hranicích. pořádaný dne 15. t. m. Nezávislou jednotou čsl. legionářů a Kruhem přátel, vydal se skvěle. Protektory byli div. generál J. Kroutil a polský generální konsul z M. Ostravy dr. L. Malhomme, který však v poslední chvíli se telegraficky omluvil, že jest služebně zaneprázdněn. Slavnost zahájena hymny, polskou a československou, po nichž předseda výše zmíněné jednoty řed. Šindel přednesl stručný proslov a uvítal přítomné, zejména zástupce vojska a místních úřadů a spolků. Jádrem slavnosti byl proslov prof. Pozlovského. Ve věčné řeči, asi hodinu trávající, vřele přednesené a působivé, vytkl významné chvíle česko-polských styků, vzájemné kulturní působení obou národů. Vřelý proslov, nadšeně přijatý posluchači dlouhotrvajícím potleskem, vyzněl v apel dějinami prokázané potřeby bratrské pomoci a vzájemného česko-polského přátelství. Po přestávce následovala umělecká část programu. Fr. Benoni zapěl 2 lidové písně polské za doprovodu řed. Brože na pianě. Mužský sbor Besedy »Jurik« přednesl elegickou hymnu »S dymem požaru« a po něm vojenská hudba, řiz. kapelníkem kap. Kloboukem, zahrála 2 Dvořákovy skladby: Slovanský tanec č. 6 a fantazii na polské písně. Tento česko-polský večer celým svým rázem, hlavně neobvykle četnou účastí všech tříd obyvatelstva a vynikajících jeho zástupců, jakož i vysokou úrovní programovou lze právem nazvat elitním večerem. —a—

Bras 16/II. 34.

Szykanowanie Polaków na Śląsku czeskim.

Morawska Ostrawa 15 lutego.

(PAT) W górskiej gminie Nydek, powiatu jabłońskiego władze unieważniły kandydaturę dotychczasowego burmistrza, Polaka. W ponownych wyborach, które się odbyły obecnie wybrany został również Polak, członek tego samego stronnictwa ludowego. Jan Milerski wszystkimi głosami polskimi.

Závod brannosti 100 km Vsetín-Mosty

Startovalo celkem 72 hlídek, obdivuhodné výkony.

Bezkydská župa provedla včera za spolupráce všech svých složek štafetový závod dvoučlenných hlídek s turistickou výzbrojí na nejdělsí dosud v republice vytyčené trati rozdělené na 6 úseků. Start prvního úseku byl přesněn o 7. hodině ranní na Vsetíně a do cíle šestého úseku v Mostech dojel první závodník před 17. hodinou. Přes naprostou nepřítelň počasí, podařilo se závod uskutečnit díky závodníkům i pořadatelům.

Propočítání časů jednotlivých úseků, jakož i kontrola zpráv měřičů a orgánů na trati vyžádá si ještě práce, takže přinášíme jen neoficiální časy a pořadí: Vysokoškolský sport Brno 10, 04, 55 hod.

Pohor. jednota Radhoš 10, 18, 14 „
Polský klub sport »Groň« 10, 32, 50 „
Lyžař. klub Ostrava 12, 13, 52 „
KČST. Mor. Ostrava 14, 24, 08 „

Sčítavé časy nejlepších hlídek v úsecích:

Úsek I. P. J. R. 1, 18, 33; II. 2, 04, 18, III. 1, 08, 00, IV. 1, 59, 32 (všechny V. S. Prno); V. 8. divise mužstvo »A« 1, 23, 50, VI. V. S. Brno 1, 45, 40 činí celkem 9, 39, 53 hod.

Z 72 hlídek všech úseků bylo 12 vojenských 8. divise, a 7 hlídek sokolských jednot ze župy Palackého. Jen 2 hlídky nedojely.

O závodě přineseme podrobnější zprávy.

Ilustrowany Kurjer Codzienny 19/II. 34.

Moravskoslezský Deník 16/II. 34

Ilustrowany Kurjer Codzienny 20/II. 34

Výstava krakovských umělců

Včera večer zahájil prof. R. Tlapák v Domě umění výstavu skupiny krakovských výtvarných umělců, která je už třetí polskou výstavou v D. U. Jménem protektora, Českopolského klubu, popřál výstavě mnoho zdaru jeho předseda prof. dr. F. Král. Jménem vystavujících umělců poděkoval oběma Bronislav Olszewski, zmínil se stručně o podstatě tvoření a upozornil na několik vystavovaných děl. Kromě něho byl přítomen z hostů ještě Michal Rekućki. Vystavuje celkem 17 umělců jednak oleje, tempery, akvarely i pastely, jednak práce grafické, dřevoryty, lepty, monotypie i mědirytinu. K zahájení se sešlo dosti obecně. Nápadné bylo, že chyběly obvykle přítomné oficiální osobnosti ze strany české i polské. — drko —

Wystawa „Miast i uzdrowisk słowiańskich“

MOR. OSTRAWA, 19.2. — Staraniem Związku Niewiast Słowiańskich otwarto wystawę „Miast i uzdrowisk słowiańskich“, składającą się z działów czechosłowackiego, polskiego, jugosłowiańskiego, bułgarskiego i serbołużyckiego. Wystawa, która ma na celu propagandę znajomości krajów słowiańskich i turystyki po ziemiach słowiańskich, obejmuje makiety, obrazy, plakaty, fotografie, broszury propagandowe i t. p. Dział polski zorganizowano przy współudziale konsulatu R. P. w Morawskiej Ostrawie. Wystawa cieszy się znacznym powodzeniem. Była już w Pradze i Bratysławie; z Morawskiej Ostrawy przeniesiona będzie do kilkunastu innych miast czeskich, morawskich i słowackich. (PAT)

Nowiny bodrienne 17/II. 34.

Nasi dzielelni bracia w Czechosłowacji

Morawska Ostrawa. W górskiej gminie Nydek powiatu jabłonkowskiego władze czechosłowackie unieważniły kandydaturę dotychczasowego burmistrza Polaka. W ponownych wyborach, które się obecnie odbyły, wybrany został ponownie Polak, członek tego samego stronnictwa ludowego, Jan Milerski, wszystkimi głosami polskimi.

Gazeta Kresowa 22/II. 34

Niemcy chcą pogłębić swe porozumienie z Polską.

Niemcy cenią sobie porozumienie ze wschodnim sąsiadem. Hitler nie może się nachwalić, że udało mu się obalić twierdzenie, jakoby wszystkie próby położenia podstaw pod trwały pokój europejski dotychczas zawodziły, bo opinia publiczna była zdania, że Polska i Niemcy są nieprzejednanymi wrogami.

W rozmowie z korespondentem angielskiej gazety „Daily Mail“ powiedział Hitler, że nigdy nie podzielał zdania, jakoby Polska i Niemcy miały być powodem niepewności w Europie środkowej. Pierwszem, co uczynił, kiedy doszedł do władzy, było podjęcie kroków, celem rozpoczęcia rokowań z Polską. Przekonał się, — twierdzi Hitler — że polscy mężowie stanu są bardzo wieloduszni i pokojowo usposobieni. Przepaść pomiędzy oboma narodami jest zasklepiona. Oba narody zbliżyły się do siebie, a nowe porozumienie będzie oznaczało, że Niemcy i Polska wyrzekły się wszelkiej myśli o pochwyleniu broni nie tylko za 10 lat, lecz na zawsze.

To jest zdanie Hitlera.

Saski premier Klinger przyjął posła polskiego w Lipsku, aby go zapewnić o gotowości władz niemieckich pracować z poselstwem polskiem w kierunku pogłębienia porozumienia pomiędzy Polską a Niemcami.

Austroam Kurjer bodz. 22/II. 34.

Ch. D. w Cieszyńskim zerwała z p. Korfantym.

(Telefonem od naszego korespondenta).

Skoczów, 19 lutego. (H) W Skoczowie odbył się zjazd delegatów Kół Ch. D. Śląska Cieszyńskiego, zwołany przez posła Pobożnego z Bielska. Uchwalono jednomyślnie rezolucję, wyrażającą wotum zaufania dla polityki Ch. D. Śląska Cieszyńskiego, podjętej przez posła Pobożnego, który — jak wiadomo — zerwał z taktiką posła Korfanta. Również ks. prałat Moczko ze Skoczowa opowiedział się bez zastrzeżeń za zaprzestaniem szkodliwej opozycji.

Prasa niemiecka o p. konsulu generalnym Malhomme.

Jak wiadomo, kierownictwo polskiej placówki konsularnej w Mor. Ostrawie objął p. konsul generalny Malhomme.

Opolska „Ostdeutsche Tageszeitung“ w jednym z numerów z pierwszych dni tego miesiąca opublikowała pod tyt.: „Zajmujące przesunięcie dyplomatyczne“ artykuł, pozostający w związku z objęciem przez p. konsula generalnego Leona Malhomme'a placówki ostrawskiej. Pismo podkreśla, że p. konsul generalny Malhomme, którego dobrze pamiętają w Bytomiu i Opolu, objął działalność w okręgu, zamieszkałym przez licznych Polaków i będącym w czasie budowy nowej Euro-py środkowej jeszcze potem kością niezgody pomiędzy Polską a Czechosłowacją.

W dalszym ciągu pismo poświęca parę słów pochodzeniu p. konsula generalnego Malhomme'a, zaznaczając, że przodkowie jego, pochodzenia francuskiego, odznaczali się gorącym patriotyzmem polskim. W powstaniu styczniowym w roku 1831 wzięło udział trzech braci Malhomme'ów, a ojciec p. konsula generalnego, gen. Mikołaj Malhomme, walczył w powstaniu z 1863 roku. Pan konsul generalny Leon Malhomme ukończył studia prawnicze w Dorpacie. Do roku 1928 był naczelnikiem wydziału w MSZ. w Warszawie. Ważnością i znaczeniem, jakie Polska przywiązuje do Konsulatu generalnego na Śląsku niemieckim, tłumaczyć należy, że dyplomata o tak wybitnych zdolnościach objął kierownictwo konsulatu generalnego w Bytomiu, a następnie w Opolu, aby później stać się radcą emigracyjnym przy ambasadzie Rz. P. w Paryżu.

Nasi czytelnicy przypominają sobie dobrze — pisze „Ostdeutsche Tageszeitung“ — że zmuszeni byliśmy często zajmować się bardzo ruchliwą działalnością konsula generalnego Malhomme'a w prowincji górnośląskiej. O tej działalności traktuje również ustęp dzieła F. W. von Oertzena pod tyt.: „Polen an der Arbeit“ (Polska przy pracy).

Gazetka Cieszyńska 23/II. 34

Obchód 15-lecia najazdu czeskiego w Cieszynie. Cieszyn obchodził będzie 15-lecie najazdu czeskiego w myśl postanowień Komitetu obchodu w niedzielę 25 lutego w następujący sposób: O godz. 9 rano odbędzie się w kościele parafialnym katolickim nabożeństwo. O godz. 10.15 będzie na placu Jana Sobieskiego wielka manifestacja, w czasie której wygłosi przemówienie burmistrz dr. Wł. Michejda. Mowa ta nadana będzie przez specjalnie zainstalowane rozgłośniki i transmitowana przez radio katowickie. Komitet obchodu uprasza organizacje społeczne i półwojskowe o wzięcie gremjalnego udziału w obchodzie. Powinien on dać odpowiedni wyraz ważności sprawy i temu bólowi, jaki zwłaszcza ludność Śląska Cieszyńskiego odczuwa w związku z rocznicą tragicznych wypadków z przed 15-tu lat.

„Niewłaściwe i szkodliwe...”

(Przedruk: „Głos Narodu” pisze:)

„Motto: Poniższy artykuł nadesłano nam ze Śląska Cieszyńskiego. Umieszczamy go w całości, bo porusza i omawia różne sprawy i bolączki, które również w imię dobrych stosunków polsko-czechosłowackich winny być jaknajprędzej usunięte.”

„W 33 nrze „Głosu Narodu” ukazał się artykuł wstępny, zatytułowany: „Niewłaściwe i szkodliwe”, zwracający się przeciwko ogłoszonej żałobie z powodu napadu na ziemię cieszyńską przed 15-tu laty. Ponieważ z tej miejscowej naszej manifestacji zrobiono atut, godzący niby w dobre stosunki polsko-czeskie, pozwolimy sobie na parę wyjaśnień, które wykażą jeżeli nie konieczność tej manifestacji, to przynajmniej zupełne uzasadnienie tejże.

Nasamprzód trzeba zaznaczyć, że komitet cieszyński nie działał tylko jako lokalny komitet, jakby to z artykułu wynikało, ale w imieniu całej ziemi cieszyńskiej, toteż do odezwy jego dostosowały się wszystkie zrzeszenia na ziemi cieszyńskiej i odwołały przygotowane już imprezy. Znak to, że odezwa trafiła do przekonania ogółu i została godnie przyjęta i uroczystie przeprowadzona i wykonana. — A dlaczego tak musieliśmy postąpić? Bo tego wymaga pamięć ciężkich przeżyć i krwawych ofiar. Czesi rokrocznie zbierają się na orłowskim cmentarzu, — tak uczynili i w obecnym roku 23 stycznia, jako w rocznicę najścia zbrojnego ziemi cieszyńskiej — i tam w ostrych słowach wyrażają się o Polakach i manifestują, że część Śląska, należąca obecnie do Polski, im się należy, co zdaje się być ostrzejszym wystąpieniem, niż cicha acz godna i poważna manifestacja całej dzielnicy. To też obchód tej bolesnej rocznicy, „żałoby śląska”, przyrównany przez p. B. K. w „Kurjerze Warsz.” do manifestacji, ewent. litewskiej z powodu utraty Wilna jest co najmniej niewłaściwą, nie licującą z godnością narodową. Czyż już jesteśmy w takim położeniu, że nam chodzić musi o konieczne pożyte z tym czy innym narodem za wszelką cenę, a w odniesieniu do powyższego nawet za cenę braci pod rządami czeskimi?! Każdy dobry obywatel dąży do zgodnego współżycia z narodem czeskim, ale nie kosztem 150.000 braci poza Olzą. Może powyższe słowa będą wydawały się przesadą, a jednak musimy wykazać, że są one szczerą prawdą.

Urządzając „żałobę śląską” mieliśmy na uwadze nie tylko tych, którzy polegli, ale i tych, których nam wydiera się przemocą, uciskami i przebiegłością. Że to nie puste słowa wykażą następujące cyfry. Ostatni spis ludności na ziemi cieszyńskiej w r. 1910 skrzywdził nas Polaków, gdyż za 10 lat, t. j. od 1900 do 1910, doliczył się tylko przyrostu 14.981 Polaków na ogólną ich liczbę 218.000, zaś 30.000 Czechów na 85.000, a 20.679 Niemców na ogólną ich liczbę 56.000. Wtedy krzyżeliśmy, że nam się krzywda stała, a była to słuszna skarga. Czeski spis ludności z roku 1930 wyrządził nam wprost horendalną krzywdę. Według austrij. spisu z 1910 było nas w czterech okręgach 126.169 (frysztański 50.995, bogumiński 20.018, cieszyński (obecnie część przynależna do CSR) 23.853, jabłonkowski 31.303, nie wliczając okręgu frydeckiego z 14.296 Polakami), zaś spis czeski z 1930 z 126.169 z przed 20 laty raczył nas naliczyć tylko 75.967, a mianowicie w okręgu frysztańskim 29.534, cieszyńskim 21.418, bogum. 4.750, jabł. 20.265, uważając okręg frydecki za czysto czeski, gdzie w 1910 było 14.296 Polaków. W ciągu 20 lat skurczono nas o liczbę 86.809 dusz polskich.

Jak to wygląda w szczegółach, parę przykładów: w Dzieńmorowicach było 1900 — 2368 Polaków, w 1910 — 740, zaś 1930 — 199; w Orłowej w 1900 — 3919, 1910 — 2805, a 1930 — 1341; w Łazach w 1900 — 4660, 1910 — 3804, a 1930 — 1754; w Pietwałdzie w 1900 — 3944, 1910 — 1355, a 1930 — 124; w Rychwałdzie 1900 — 4458, 1910 — 3001, a 1930 — 516. Czy zestawienie tych liczb nie jest głosem wołającym do nieba?! A teraz naodwrot: w Karwinie w r. 1910 było 860 Czechów, przeważnie urzędników laryszowskich, a w 1930 naliczono ich 9.501; w Darkowie było 1910 — 7 Czechów, 1930 — 1255, we Frysztaście w 1910 — 253, a 1930 — 2745; w Niem. Lutyni w 1910 — 46 Czechów, a 1930 — 3833; podczas gdy liczba Polaków spadła tam z 3483, 1910 na 660, jak również w Dąbrowie gdzie z 3453 Polaków z 1910 zostało tam 497, a liczba Czechów wzrosła z 1911, 1910 na 4177, 1930.

A teraz przejdźmy w dziedzinę szkolnictwa: opierać się będziemy na statystyce czeskiej „Vyvoj a nynější stav školnictva ve Slezsku” z r. 1925. Według tej statystyki, było 31 grudnia 1916, 94 publ. polskich szkół lud. z 331 klasami i 21.725 dziećmi i 9 pryw. szkół lud. (okręg frydecki) z 30 klasami i 1447 dziećmi, razem z 2 szkołami wydziałowymi (6 klas i 204 dzieci) 105 szkół, 367 klas i 23.376 dzieci. Zaś 1 stycznia 1924, a więc po 8 latach, pozostało 84 szkół lud. z 288 klasami i 12.625 dziećmi, tak zmniejszono liczbę dzieci w polskich szkołach o 10.547, zamykając polskie szkoły, a działając przemocą czy obietnicami do swoich szkół. Czeskie szkoły wzrosły w ciągu tych 8 lat z 80 szkół publ. z 291 klasami i 17.367 dziećmi (sam okręg frydecki przeważnie czeski 63 szkoły, 202 klas i 12.091 dzieci) na 173 szkół z 23.060 w 619 klasach. Czy to jest naturalny przyrost, czy spekulacja?

Wkońcu parę słów o stosunkach kościelnych, sławnych sprawą Cierlicką, a świeżo Łąk. Po podziale Śląska pozostało po stronie czeskiej 27 kościołów, wzgl. parafji, z tego Polacy mieli 19, Czesi 6, a Niemcy 2, obecnie Polacy mają 10, Czesi 16, a Niemcy 1; przed podziałem odbywały się w 17 kościołach czysto-polskie nabożeństwa, w 5 polsko-czeskie, w 2 polsko-niemieckie, a dziś w żadnym kościele nie odbywają się czysto polskie nabożeństwa, w 5 kościołach czysto czeskie, a w 16 polsko-czeskie.

Czyż więc wobec powyższego nie mamy prawa urządzić „dnia żałoby” nie tylko po bolesnej stracie ofiar napadu, ale także po tej hekatombie, dokonanej na nas w ciągu 15 lat.”

Robotnik Śląski 24/II. 34.

Przegląd polityczny.**POMOST DO POROZUMIENIA.**

Nowomianowany Konsul Generalny R. P. w M. Ostrawie p. Leon Malhonne złożył wizyty oficjalnym czynnikom kraju morawsko-śląsk. w Bernie a mianowicie: prezydentowi kraju, ministrowi Černemu obu wiceprezydentom. Böhmowi i Žáčkowi. P. Konsul Generalny oświadczył m. i., że praca nad zbliżeniem obu narodów będzie miała jedynie wówczas widoki powodzenia, jeżeli głoszone hasła idei braterstwa czesko-polskiego zostaną zrealizowane w stosunku do ludności polskiej w Czechosłowacji.

To samo powtórzył p. Konsul Generalny wobec naczelników naczelników władz i urzędów państwowych w Mor. Ostrawie.

Man Kraj 23/II.34

Man Kraj 23. II. 34.

41

Do Nydku! Kierownictwo zawodów narciarskich P. K. S. „Groń“ komunikuje niniejszem, że w razie sprzyjających warunków atmosferycznych odbędą się w sobotę i w niedzielę, t. j. 24 i 25 lutego b. r. pograniczne zawody narciarskie połączone z konkursem skoków o cenny puchar przechodni, ufundowany przez JW Pana Konsula Dr. K. Ripę. Konkurs skoków odbędzie się w niedzielę po południu. Kierownictwo zawodów zaprasza jak najserdeczniej P. T. Rodaków na tę imprezę sportową. Zapraszamy wszystkich — od Bogumina po Girową — bez względu na płeć i wiek. Rodacy! przybądźcie kupą! Niech nikogo nie braknie! Sportowi cześć!



Njazd saniami na górę Kozubową na zawody narciarskie

Z Kozubowej. W dniach 24 i 25 lutego 1934 odbędzie się na Kozubowej pod wysokim protektoratem JW Pana Leona Malhomme, konsula generalnego R. P. w M. Ostrawie, oraz JW Panów Posłów dr. Jana Buzka, Emanuela Chobota i Karola Jungi otwarcie ćwiczebnej skoczni narciarskiej na Kozubowej, połączone z publicznymi zawodami przystępnymi także i dla zawodników z Polski. Do programu zawodów wchodzi: w sobotę, dnia 24 II odbędzie się bieg klasy I i II oraz klasy seniorów na 18 km (otwarty i do kombinacji). Start o godzinie 14 przed schroniskiem. W niedzielę, dnia 25 II bieg otwarty a) dorostu 16, 17 lat, b) klasy III 18, 19 lat, c) bieg pań na 8 km. Start o godzinie 9 przed schroniskiem. Konkurs skoków otwartych i w kombinacji rozpocznie się o godz. 11 rano.

Zawody w kombinacji rozegrają się o puchar przechodni, ufundowany przez JW Pana Leona Malhomme, konsula generalnego R. P. w Mor. Ostrawie. Losowanie zawodników odbywa się 2 godziny przed startem w schronisku. Wpisowe dla zawodników wynosi 3 Kcz od konkursu, w kombinacji 5 Kcz, dla dorostu i pań po 2 Kcz. Zgłoszenia zawodników należy skierowywać pod adresem „Beskidu Śląskiego“ w Orłowej, l. d. 642 — prezes Wójcik Władysław. Dla zawodników kierowników drużyn oraz prasy pensja dzienna (nocleg, utrzymanie) za poprzednim zgłoszeniem wynoszą 20 Kcz. Na stacji kolejowej Nawsie-Jabłonków oczekiwać będzie furmanka przy niżej wymienionych pociągach. Opłata po 2 Kcz od bagażu. 23 II o godz. 15 min. 51 i 24 II o godz. 8 min. 23. W razie niepomysłnych warunków śnieżnych zawody odbędą się w dniach 2 i 4 marca z tym samym programem. Narciarzy prosimy o i.

POLSKIE TOW. TURYSTYCZNO — SPORTOWE
„BESKID ŚLĄSKI“ W CZECHOSŁOWACJI
z siedzibą w Orłowej

urządza w dniach 24 i 25 lutego 1934 a w razie niepomysłnych warunków śnieżnych w dniach 3 i 4 marca 1934

pod wysokim protektoratem JW Pana Leona Malhomme, Konsula Generalnego R. P. w Morawskiej Ostrawie oraz JW Panów Posłów dr. Jana Buzka, Emanuela Chobota i Karola Jungi

Otwarcie skoczni narciarskiej na Kozubowej,

połączone z publicznymi zawodami, przystępnymi także i dla zawodników z Polski.

O liczny udział tak w zawodach jakoteż i w uroczystości samej upraszają

Zarząd główny Towarzystwa oraz Komitet organizacyjny.

R828 IV



Torja



ku p. brantorja

„Niewłaściwe i szkodliwe...”

(Przedruk: „Głos Narodu” pisze:)

„Motto: Ponížszy artykuł nadesłano nam ze Śląska Cieszyńskiego. Umieszczamy go w całości, bo porusza i omawia różne sprawy i bolączki, które również w imię dobrych stosunków polsko-czechosłowackich winny być jaknajprędzej usunięte.”

„W 33 nrze „Głosu Narodu” ukazał się artykuł wstępny, zatytułowany: „Niewłaściwe i szkodliwe”, zwracający się przeciwko ogłoszonej żałobie z powodu napadu na ziemię cieszyńską przed 15-tu laty. Ponieważ z tej miejscowej naszej manifestacji zrobiono atut, godzący niby w dobre stosunki polsko-czeskie, pozwolimy sobie na parę wyjaśnień, które wykażą, jeżeli nie konieczność tej manifestacji, to przynajmniej zupełne uzasadnienie tejże.

Nasamprzód trzeba zaznaczyć, że komitet cieszyński nie działał tylko jako lokalny komitet, jakby to z artykułu wynikało, ale w imieniu całej ziemi cieszyńskiej, toteż do odezwy jego dostosowały się wszystkie zrzeszenia na ziemi cieszyńskiej i odwołały przygotowane już imprezy. Znak to, że odezwa trafiła do przekonania ogółu i została godnie przyjęta i uroczystie przeprowadzona i wykonana. — A dlaczego tak musieliśmy postąpić? Bo tego wymaga pamięć ciężkich przeżyć i krwawych ofiar. Czesi rokrocznie zbierali się na orłowskim cmentarzu, — nili i w obecnym roku 23 st. w rocznicę najścia zbrojnego ziskiej — i tam w ostrych słowach żają się o Polakach i manifestu Śląska, należąca obecnie do Polaków, należy, co zdaje się być ostrą stąpieniem, niż cicha acz godna manifestacja całej dzielnicy obchód tej bolesnej rocznicy, „ska”, przyrównany przez „Kurjerze Warsz.” do manifestu litewskiej z powodu utraty W. najmniej niewłaściwą, nie licząc nością narodową. Czyż już takim położeniu, że nam choć konieczne pożycie z tym czydem za wszelką cenę, a w o. powyższego nawet za cenę b. dami czeskimi?! Każdy d. dąży do zgodnego współżycia z czeskim, ale nie kosztem 150.000 za Olzą. Może powyższe słow. dawały się przesadą, a jednak kazać, że są one szczerą pra-

Urządzając „żałobę śląską” uwadze nietylko tych, którzy tych, których nam wydziera s. uciskami i przebiegłością. Że te słowa wykażą następujące: ni spis ludności na ziemi cies. 1910 skrzywdził nas Polaków, lat, t. j. od 1900 do 1910, do ko przyrostu 14.981 Polaków ich liczbę 218.000, zaś 30.000 85.000, a 20.679 Niemców na liczbę 56.000. Wtedy krzyżeli się krzywda stała, a była to s. Czeski spis ludności z roku 1910 nam wprost horendalną krzyw. austrj. spisu z 1910 było na: okręgach 126.169 (frysztański 20.018, cieszyński (o przynależna do CSR) 23.853, 31.303, nie wliczając okręgu z 14.296 Polakami), zaś spis z 126.169 z przed 20 laty ra. liczyć tylko 75.967, a mianow. gu fryszta. 29.534, cieszyńskim gum. 4.750, jabł. 20.265, uw. frydecki za czysto czeski, g. było 14.296 Polaków. W skurczono nas o liczbę 86.809

Jak to wygląda w szczegółach, parę przykładów: w Dzieńmorowicach było 1900 — 2368 Polaków, w 1910 — 740, zaś 1930 — 199; w Orłowej w 1900 — 3919, 1910 — 2805, a 1930 — 1341; w Łazach w 1900 — 4660, 1910 — 3804, a 1930 — 1754; w Pietwałdzie w 1900 — 3944, 1910 — 1355, a 1930 — 124; w Rychwałdzie 1900 — 4458, 1910 — 3001, a 1930 — 516. Czy zestawienie tych liczb nie jest głosem wołającym do nieba?! A teraz naodwrot: w Karwinie w r. 1910 było 860 Czechów, przeważnie urzędników laryszowskich, a w 1930 naliczono ich 9.501; w Darkowie było 1910 — 7 Czechów, 1930 — 1255, we Frysztaście w 1910 — 253, a 1930 — 2745; w Niem. Lutyni w 1910 — 46 Czechów, a 1930 — 3833; podczas gdy liczba Polaków spadła tam z 3483, 1910 na 660, jak również w Dąbrowie gdzie z 3453 Polaków z 1910 zostało tam 497, a liczba Czechów wzrosła z 1911, 1910 na 4177, 1930.

A teraz przejdźmy w dziedzinę szkolnictwa: opierać się będziemy na statystyce czeskiej „Vyvoj a nynější stav školnictva ve Slezsku” z r. 1925. Według tej statystyki, było 31 grudnia 1916, 94 publ. polskich szkół lud. z 331 klasami i 21.725 dziećmi i 9 pryw. szkół lud. (okręg frydecki) z 30 klasami i 1447 dziećmi, ra-

Komitet organizacyjny

KOMITET HONOROWY:

JW Panowie

Badura Józef, profesor i przewodniczący Stow. „Siła” w Czst., Orłowa.
Böhm Jan, naucz., prezes Polskiego Związku Sportowego w Czechosłowacji, Karwina,

Dąbrowski Włodzimierz, Dr. wicemarszałek sejmu śląskiego, Katowice,
Feliks Piotr, dyrektor gimnazjum polskiego, Orłowa,
Paszek Rudolf, burmistrz miasta Jabłonkowa,
Polski Związek Narciarski w Krakowie,
Polskie Towarzystwo Tatrzańskie w Krakowie,
Przewodniczący Oddziału „Beskidu śląskiego”,
Ripa Karol, Dr. radca ministerjalny, Warszawa,
Sekanina Ernest, ing., naczelnik beskydské župy Sv. L., Mor. Ostrava.
Svaz Lyžařů Republiky Československé w Pradze.
Wałowcy Karol, radny miasta Orłowej,
Župa beskydská Sv. Lyžařů w Morawskiej Ostrawie.

KOMITET TECHNICZNY:

Gospodarz zawodów: Insp. Wójcik Władysław, prezes „Beskidu śl.”,
Kierownik zawodów: Taska Karol, przewodniczący „Beskidu śląskiego” „Wróżna”, Liszna Dolna, licz. 6.
Kierownik trasy: Mönwald Władysław, ogrodnik, Orłowa.
Kierownik skoczni: Podleśny Wiktor, przewodniczący „Besk. śl.” Piosek.
Sekretarze zawodów: Piegza Karol, sekretarz Zarządu Głównego „B. śl.”
Zuczek Gustaw, przewodn. „B. śl.” Koszarzyska,
Kwatermistrz: Zuczek Gustaw, gospodarz schroniska,
Skarbnik: Gagola Rudolf, skarbnik „Beskidu śl.”,
Lekarz: Dr. Kossowski, Cieszyn,
Członkowie: Morcinek Jan, Pilch Jan, Skulina Franciszek, Szarowski Emanuel, członkowie Zarządu głównego „B. śl.”,
Referent prasowy: Tomoszek Jerzy, kierownik szkoły w Lisznej Dolnej.



Do Nydku! Kierownictwo zawodów narciarskich P. K. S. „Groń“ komunikuje niniejszem, że w razie sprzyjających warunków atmosferycznych odbędą się w sobotę i w niedzielę, t. j. 24 i 25 lutego b. r. pograniczne zawody narciarskie połączone z konkursem skoków o cenny puchar przechodni, ufundowany przez JW Pana Konsula Dr. K. Ripę. Konkurs skoków odbędzie się w niedzielę po południu. Kierownictwo zawodów zaprasza jak najserdeczniej P. T. Rodaków na tę imprezę sportową. Zapraszamy wszystkich — od Bogumina po Girową — bez względu na płeć i wiek. Rodacy! przybądźcie kupą! Niech nikogo nie braknie! Sportowi cześć!



Wjazd saniami na górę Kozubową na zawody narciarskie

Z Kozubowej. W dniach 24 i 25 lutego 1934 odbędzie się na Kozubowej pod wysokim protektorem JW Pana Leona Malhomme, konsula generalnego R. P. w M. Ostrawie, oraz JW Panów Posłów dr. Jana Buzka, Emanuela Chobota i Karola Jungi otwarcie ćwiczebnej skoczni narciarskiej na Kozubowej, połączone z publicznymi zawodami przystępnymi także i dla zawodników z Polski. Do programu zawodów wchodzi: w sobotę, dnia 24 II odbędzie się bieg klasy I i II oraz klasy seniorów na 18 km (otwarty i do kombinacji). Start o godzinie 14 przed schroniskiem. W niedzielę, dnia 25 II bieg otwarty a) dorostu 16, 17 lat, b) klasy III 18, 19 lat, c) bieg pań na 8 km. Start o godzinie 9 przed schroniskiem. Konkurs skoków otwartych i w kombinacji rozpocznie się o godz. 11 rano.

Zawody w kombinacji rozegrają się o puchar przechodni, ufundowany przez JW Pana Leona Malhomme, konsula generalnego R. P. w Mor. Ostrawie. Losowanie zawodników odbywa się 2 godziny przed startem w schronisku. Wpisowe dla zawodników wynosi 3 Kcz od konkursu, w kombinacji 5 Kcz, dla dorostu i pań po 2 Kcz. Zgłoszenia zawodników należy skierowywać pod adresem „Beskidu Śląskiego“ w Orłowej, l. d. 642 — prezes Wójcik Władysław. Dla zawodników kierowników drużyn oraz prasy pensja dzienna (nocleg, utrzymanie) za poprzednim zgłoszeniem wynoszą 20 Kcz. Na stacji kolejowej Nawsie-Jabłonków oczekiwać będzie furmanka przy niżej wymienionych pociągach. Opłata po 2 Kcz od bagażu. 23 II o godz. 15 min. 51 i 24 II o godz. 8 min. 23. W razie niepomyślnych warunków śnieżnych zawody odbędą się w dniach 2 i 4 marca z tym samym programem. Narciarzy prosimy o ści.

Program zawodów:

Sobota, dnia 24 II. względnie 3 III. 1934.

Bieg klasy I i II oraz klasy seniorów na 18 km (otwarty i do kombinacji). Start o godzinie 14-tej przed schroniskiem.

Niedziela, dnia 25 II. względnie 4 III. 1934.

Bieg otwarty: a) dorostu 16, 17 lat,
b) klasy III. 18, 19 lat,
c) bieg pań na 8 km.

Start o godzinie 9-tej przed schroniskiem.
Konkurs skoków (otwartych i w kombinacji).
Początek o godzinie 11-tej rano.

KOLEGIUM SĘDZIOWSKIE:

Sędziowie urzędowi S. L. R. Č. S. oraz P. Z. N.

UWAGI:

1. Zawody w kombinacji rozegrają się o puchar przechodni, ufundowany przez JW Pana Leona Malhomme Konsula Generalnego R. P. w Mor. Ostrawie.
2. Komitetowi przysługuje prawo zmiany programu.
3. Zawodnicy niezarejestrowani startują poza konkursem.
4. Zawody odbywają się podług regulaminu Sv. L. RČS.
5. Zawodnicy oraz publiczność biorą udział w zawodach na własne ryzyko.
6. Losowanie odbywa się 2 godziny przed startem w schronisku.
7. Wpisowe dla zawodników wynosi 3 Kč od konkursu, w kombinacji 5 Kč, dla dorostu i pań po 2 Kč.
8. Badanie lekarskie odbędzie się godzinę przed startem.
9. Wyniki zostaną ogłoszone w schronisku za 2 godziny po zawodach.
10. Zgłoszenia skierowywać należy pod adresem „Beskidu Śląskiego“ w Orłowej, l. 642 — prezes Wójcik Władysław, do dnia 23 II. 1934.
11. Dla zawodników, kierowników drużyn oraz prasy pensja dzienna (nocleg, utrzymanie) za poprzednim zgłoszeniem 20 Kč.
12. Dojazd do stacji kolejowej Nawsie—Jabłonków.
13. Na stacji tej oczekiwać będzie furmanka przy niżej wymienionych pociągach. Opłata po 2 Kč od bagażu.
23 II. względnie 2 III. 1934: godz. 16 min. 51.
24 II. względnie 3 III. 1934: godz. 8 min 23.



utorja



lku p. Czandorja

Man Kraj 23/II.34

Do Nydku! Kierownictwo zawodów narciarskich P. K. S. „Groń“ komunikuje niniejszem, że w razie sprzyjających warunków atmosferycznych odbędą się w sobotę i w niedzielę, t. j. 24 i 25 lutego b. r. pograniczne zawody narciarskie połączone z konkursem skoków o cenny puchar przechodni, ufundowany przez JW Pana Konsula Dr. K. Ripę. Konkurs skoków odbędzie się w niedzielę po południu. Kierownictwo zawodów zaprasza jak najserdeczniej P. T. Rodaków na tę imprezę sportową. Zapraszamy wszystkich — od Bogumina po Girową — bez względu na płeć i wiek. Rodacy! przybądźcie kupą! Niech nikogo nie braknie! Sportowi cześć!



Wjazd saniami na górę Kozubową na zawody narciarskie

Man Kraj 23. II. 34.

41

Z Kozubowej. W dniach 24 i 25 lutego 1934 odbędzie się na Kozubowej pod wysokim protektoratem JW Pana Leona Malhomme, konsula generalnego R. P. w M. Ostrawie, oraz JW Panów Posłów dr. Jana Buzka, Emanuela Chobota i Karola Jungi otwarcie ćwiczebnej skoczni narciarskiej na Kozubowej, połączone z publicznymi zawodami przystępnymi także i dla zawodników z Polski. Do programu zawodów wchodzi: w sobotę, dnia 24 II odbędzie się bieg klasy I i II oraz klasy seniorów na 18 km (otwarty i do kombinacji). Start o godzinie 14 przed schroniskiem. W niedzielę, dnia 25 II bieg otwarty a) dorostu 16, 17 lat, b) klasy III 18, 19 lat, c) bieg pań na 8 km. Start o godzinie 9 przed schroniskiem. Konkurs skoków otwartych i w kombinacji rozpocznie się o godz. 11 rano.

Zawody w kombinacji rozegrają się o puchar przechodni, ufundowany przez JW Pana Leona Malhomme, konsula generalnego R. P. w Mor. Ostrawie. Losowanie zawodników odbywa się 2 godziny przed startem w schronisku. Wpisowe dla zawodników wynosi 3 Kcz od konkursu, w kombinacji 5 Kcz, dla dorostu i pań po 2 Kcz. Zgłoszenia zawodników należy skierowywać pod adresem „Beskidu Śląskiego“ w Orłowej, l. d. 642 — prezes Wójcik Władysław. Dla zawodników kierowników drużyn oraz prasy pensja dzienna (nocleg, utrzymanie) za poprzednim zgłoszeniem wynoszą 20 Kcz. Na stacji kolejowej Nawsie-Jabłonków oczekiwać będzie furmanka przy niżej wymienionych pociągach. Opłata po 2 Kcz od bagażu. 23 II o godz. 15 min. 51 i 24 II o godz. 8 min. 23. W razie niepomyślnych warunków śnieżnych zawody odbędą się w dniach 3 i 4 marca z tym samym programem. P. T. Narciarki i Narciarzy prosimy o liczny udział w uroczystości.



Nydek p. Czantoria



Skocznia u Nydku p. Czantoria

Z Walnego Zgromadzenia Tow. Nauczycieli Polskich. Tow. Nauczycieli Polskich liczy 471 członków. Jego doroczne Walne Zgromadzenie odbyło się w sobotę, 17 lutego w sali gimnastycznej polskiej szkoły wydziałowej w Czeskim Cieszyńsku przy bardzo licznych udziałach członków. Zagaił prezes dyr. Jan Chromik, który wskazał, że dzięki wykonywanej pracy Tow. Nauczycieli Polskich coraz to bardziej wzrasta. Obecnie pracuje się nad planami naukowymi, czyni się starania o utrzymanie wszystkich klas w szkołach polskich, o usunięcie nauczycieli narodowości niemieckiej z polskich szkół i o uzyskanie posad dla wychowanków paralelek polskich przy seminarjum nauczycielskim w Śląskiej Ostrawie. Z uznaniem pełnym wspominał o pracy dla szkolnictwa polskiego p. posła Jungi, który jako członek Rady szkolnej krajowej współpracuje z drugim członkiem (jest nim p. prezes Chromik), jako delegatem nauczycielstwa, albo sam interwencje przeprowadza. W wielu wypadkach spotyka się akcja polskich członków Rady szkolnej krajowej z pełnym zrozumieniem u władz. Pomiedzy gośćmi, którzy na Walne przybyli, powitał p. prezes przede wszystkim p. posła Jungę, następnie p. posła Rudolfa Halfara za Związek Chrześcijańskich Nauczycieli, p. dyr. Żebroka za Związek Nauczycieli Polskich, prezesa Macierzy Szkolnej p. dyr. Feliksa i pp. inspektorów Wójcika i Rakusa. Przemówienia reprezentacyjne wygłosili pp. poseł Halfar, dyr. Żebro i poseł Junga, który zaznaczył, że nasza przyszłość narodowa w Czechosłowacji w pierwszej mierze zależy od szkolnictwa polskiego, od kierunków wychowawczych tegoż i od pracy nauczycielstwa polskiego. Od 5 lat zgórą ma możliwość się tem wszystkiem zajmować, śledzić stan i rozwój szkolnictwa, przyglądać się z bliska pracy polskiego nauczycielstwa, do którego się jego zaufanie spotęgowało. Nauczycielstwo spełnia sumiennie swoje obowiązki i dlatego największą ma satysfakcję, gdy może coś uzyskać dla polskiego szkolnictwa i nauczycielstwa, jako podwaliny naszej narodowej przyszłości. Na Walnem wygłosił referat p. kierownik szkoły ćwiczeń w Cieszyńsku p. Wilhelm Wojnar na temat: „Nowe kierunki w nauczaniu”. Uchwalono się starać o audycję dla polskich szkół w radju ostrawskim. Dla zaznaczenia zaufania do kierownictwa Towarzystwa, wybrano Zarząd Główny w dotychczasowym składzie.

Z pracy polskiego nauczycielstwa w Czechosłowacji.

Z czeskiego Cieszyńska donosi (ż): W sali gimnastycznej polskiej szkoły wydziałowej w czeskim Cieszyńsku odbyło się walne zgromadzenie Towarzystwa nauczycieli polskich w Czechosłowacji, liczącego 471 członków. Prezes dyr. Jan Chromik w zagajeniu wspominał o pracy towarzystwa dla szkolnictwa polskiego i dla nauczycielstwa polskiego, która w wielkiej mierze przyczyniła się do zdobycia znacznego poważania wśród innych organizacji nauczycielskich w Czechosłowacji.

W odniesieniu do polskiego szkolnictwa starano się o utrzymanie wszystkich klas przy szkołach polskich, o usuwanie z polskich szkół nauczycieli narodowości niemieckiej, o umieszczenie wychowanków polskich paralelek przy czeskim seminarjum nauczycielskim w Śląskiej Ostrawie. Z pełnym uznaniem podkreślił pracę posła Karola Jungi dla szkolnictwa i nauczycielstwa polskiego.

Podczas walnego zgromadzenia wygłosił p. Wilhelm Wojnar, dyr. szkoły ćwiczeń w Cieszyńsku, referat na temat: „Nowe kierunki w nauczaniu”. Uchwalono domagać się audycji dla polskich szkół w radju morawsko-ostrawskim. Dla wyrażenia pełnego zaufania kierownictwu towarzystwa wybrano ponownie dotychczasowego prezesa i dotychczasowy wydział.

Polední Ostravský Deník 28/II. 34

Lupiči v polském gymnasiu v Orlové.

vk— Dnes ráno po 8. hodině bylo zjištěno, že v noci na dnešek vloupali se neznámí pachatelé do kanceláře polského gymnasia v Orlové, kde vyloupili ohnivzdornou pokladnu. Co pachatelé odcizili, nebylo dosud zjištěno, neboť se očekává příchod četnictva a s věcmi nebylo hnuto, aby se nezahladily stopy.

Ilustrowany Kurjer Godzienny 2/III. 34

Włamanie do gimnazjum polskiego w Orłowej.

Morawska Ostrawa, 28 lutego (PAT). Dziś w nocy włamali się niewykryci dotychczas sprawcy do gimnazjum polskiego w Orłowej na Śląsku czeskosłowackim.

Wezwane władze śledcze z Morawskiej Ostrowy stwierdziły, że sprawcy dostali się przez suiterę do kancelarii, gdzie wyłamali drzwi. Tu rozbili kasę ogniotrwałą, z której zrabowali całą zawartość w kwocie 200 koron czeskich oraz porzucali korespondencję bieżącą.

Polska Zachodnia 27/II. 34 r.

15-lecie zwycięskiej bitwy pod Skoczowem Wspaniałe manifestacje narodowe w Cieszyńsku

24 i 25 bm. obchodzono w Cieszyńsku uroczyste 15-lecie powrotu wojska polskiego ze zwycięskiej bitwy z Czechami pod Skoczowem, gdzie Polacy, aczkolwiek liczebowo słabsi, zadali potężną klęskę armii czeskiej.

Obchód w sobotę rozpoczęła akademja, urządzona przez Legion Młodych. Na akademji wygłosił przemówienie o sto sunkach polsko-czeskich sekretarz okręgowego zarządu Związku Legionistów ob. Rzymian. Po akademji zebrani w pochodzie udali się pod pomnik Mieszka nad Olzą, gdzie po zapaleniu ogniska zebrani przesłali serdeczne pozdrowienia braciom z za Olzy, zamieszkającym po stronie czeskiej.

W niedzielę, 25 bm., odbyły się uro-

zyste nabożeństwa we wszystkich kościołach za dusze poległych, a następnie manifestacja na rynku, w czasie której przemawiał p. burmistrz Michejda, podkreślając nierozdzielność ludu polskiego oddzielonego granicami.

Po południu odbyło się zebranie organizacyjne b. obrońców Śląska Cieszyńskiego, t. j. żołnierzy, milicjantów i pracowników plebiscytowych. Po wysłuchaniu referatu ob. Rzymiana i majora Płonki postanowiono zorganizować się w kole P. O. W., które skupi cały Śląsk Cieszyński w liczbie kilku tysięcy członków. Obchód wielkich rocznic dał impuls do połączenia się wszystkich uczestników walk o niepodległość ziemi Cieszyńskiej.

Walka o polskie nabożeństwa w Dąbrowie na czeskim Śląsku.

Z Karwiny piszą nam: Jedną z najboleśniej-
szych ran, jakie zadano ludności pol-
skiej na czeskim Śląsku, to odebranie jej
polskich nabożeństw w szeregu kościołów
katolickich przez proboszczów narodowo-
ści czeskiej, którzy otrzymywali prezenty
na probostwa pod warunkiem złożenia
przysięgi rządowi krajowemu w Opa-
wie, że nie zaprowadza nabożeństw pol-
skich.

Do takich parafii należy i Dąbrowa,
gdzie kościół parafialny znajduje się od
niedawnego czasu. Do podziału śląska było
w Dąbrowie tylko dwóch proboszczów, ka-
łomozik i sp. ks. Chrobok, obydwa Polacy.
Cała parafia, aż na drobne wyjątki, skła-
dała się z parafian polskich. Sp. ks. Chro-
bok musiał uciekać przed pałkarzami i za-
kończył swoje życie na wygnaniu.

Po rozdzieleniu jakiś czas parafia nie była
obsadzona, a kościół został zamknięty i o-
toczony drutem kolczastym, ażeby niedo-
puścić do jego zabrania przez wyznawców
kościółła czechosłowackiego, którzy sobie
do niego rościli pretensje. Gdy kościół o-
twarto, odprawia się w nim jedynie tyl-
ko nabożeństwa czeskie, a proboszczem
jest również Czech.

Ponieważ w parafii, pomimo wszelkiego
teroru, jest sporo Polaków, starano się o
zaprowadzenie polskich nabożeństw przy-
najmniej 5 razy w roku, mianowicie w
święta Bożego Narodzenia, Wielkiej Nocy i
Zielonych Świąt, a oprócz tego na początku

i na zakończenie roku szkolnego, ponieważ
w miejscu znajduje się polska szkoła, u-
trzymywana przez Macierz szkolną. Pro-
boszcz wykreślił się, odsyłając sprawę do
zastępstwa gminnego, a gdy to uchwalilo
polskie nabożeństwa dzięki absencji lub
wstrzymaniu się od głosowania czeskich
stronników, unieważniono zaraz na następ-
nym posiedzeniu prawnie powziętą uchwałę.

W sposób szczególnie ostry postavili się
przeciw uchwale czescy katolicy, którzy
na poprzednim posiedzeniu odeszli z niego.
Widocznie otrzymali nakaz od kierow-
nictwa swego stronnictwa, aby wystąpili
przeciw zaprowadzeniu polskich nabo-
żeństw, chociaż poprzednio zachowali do
pewnego stopnia neutralność. Przeciw unie-
ważnieniu uchwały pierwszej stronnictwa
polskie wniosły odwołanie.

Sądząc na podstawie dotychczasowych
doświadczeń, należy się spodziewać, że wła-
dze rekurs odrzuca, chociaż uchwała jest
prawomocna. Nie będą się chciały narażać
na walkę z kierownikami czeskiego stron-
nictwa katolickiego, które obecnie naj-
ostrzej zwalcza Polaków przy pomocy ko-
ścioła. Czynia tak w Niemieckiej Lutyni,
Rychwałdzie, Orłowej, Dąbrowie, Dolnych
Błędowicach, Cierlicku, Łakach, Jabłonko-
wie. Wszędzie są proboszczowie, którzy u-
dawają przychylność, albo neutralność, ale
na każdym kroku Polakom szkodzą i ich
prawa uszczuplają, a gdzie Polacy już za-
danych nie mają, tam uważają, ażeby ich nie-
ustępliwością zgnębić.

Ilustrowany Kurjer Codzienny 2/III. 34r.

Do czego zmusza się dzieci polskie w Czechosłowacji.

Katowice, 28 lutego (PAT). Z pogranicza
donoszą, że przed paru dniami odbyła się
uroczystość w Orłowej na czeskim Śląsku
pod pomnikiem żołnierzy czeskich, pole-
głych w walkach czesko-polskich.

Delegacja, złożona z kilku osób z pośród
miejscowych organizacji czeskich z człon-
kami towarzystwa opieki nad pomnikiem
na czele złożyła wieniec, zakupiony ze skła-
dek dzieci szkolnych zagłębia karwińskiego.
Na wieniec umieszczone były karteczki
z podpisami ofiarodawców.

Znaleźć można było wśród nich wiele na-
zwisk polskich dzieci, uczęszczających do
szkół czeskich. W ten sposób podstępnie

zmuszono dzieci polskie do udziału w tej
manifestacji.

Prawo Ludu 1/III. 34r.

W rocznicę bitwy pod Skoczowem.

W dniach 24 i 25 lutego odbyła się w
Cieszynie uroczystość 15-lecia powrotu
wojsk polskich po zwycięskiej bitwie pod
Skoczowem.

W sobotę 24 b. m. odbyła się w Hotelu
pod Brunatnym Jeleniem uroczysta akademja
staraniem Legionu Młodych, na której prze-
mawiał p. Rzyman. Po akademji uczestnicy
udali się pochodem pod pomnik Mieszka nad
Olzą. Tam zapalono ogniska i przesłano
Polakom po drugiej stronie Olzy pozdro-
wienia.

W niedzielę 25 b. m. odbyło się uro-
czyste nabożeństwo we wszystkich kościo-
łach cieszyńskich, a następnie manifestacja
na rynku, na której przemawiał burmistrz
miasta dr. Michejda. Mowca przypomniał
dzieje zatargu o Śląsk Cieszyński i pod-
niósł nierozdzielność łączności ludności pol-
skiej po obu stronach Olzy. Wiec zakoń-
czono odśpiewaniem roty.

Prasa polska donosi, że nowomiano-
mianowany Konsul Generalny R. P. w M.
Ostrawie p. L. Malhomme złożył wizyty
oficjalnym czynnikom kraju morawsko-ślą-
skiego w Bernie, jak p. prezydentowi kraju,
ministrowi Černemu oraz obu wiceprezy-
dentom, Böhmowi i Žáčkowi. P. Konsul
Generalny oświadczył m. i. tym osobisto-
ściom, że praca nad zbliżeniem obu naro-
dów będzie miała jedynie wówczas widoki
powodzenia, o ile głoszone hasła brater-
stwa czesko-polskiego zostaną zrealizowane
w stosunku do ludności polskiej w Cze-
chosłowacji.

Lidove Noviny 1/III. 34

Po příhodě v Polském Těšíně

I rozumní Poláci ji odsuzují

IV - Moravská Ostrava 28. února

Případ polskotěšínský vzbudil pochopitel-
ně rozechvění v české veřejnosti na Ostrav-
sku a Těšínsku a to hlavně pro své pozadí.
Poukazuje se na to, že oficiální poradatel,
tak zvaný občanský klub v Polském Těšíně,
je ovládnut činiteli vládního tábora. Mezi
jeho členy jsou duchovní katoličtí a evan-
geličtí, ba i místní rabín. Před nedělním
shromážděním se konaly bohoslužby kato-
lické i evangelické. Na druhé straně upo-
zornují dobře zpravení činitelé, že starosta
města Polského Těšína dr. Michejda je
člověk churavý, čímž se vysvětluje hyste-
rický ráz projevu jeho a jeho exaltovaných
přátel. Pro polskotěšínské podniky toho dru-
hu je vůbec příznačné, že na příklad v prů-
vodu „legie mládeže“, která před několika
dny uspořádala v Polském Těšíně podobný
projev, hrála hudba chovanců polepšovny.

Případ těšínský se na československém úze-
mí obecně odsuzuje. Urážky československé
armády a československých státníků vyvo-
laly pochopitelný odpor a to nejen v řá-
dách českých, nýbrž i polských. Česko-
polský klub svolává na pátek poradu věno-
vanou těmto věcem a kromě toho zaujímou
odmítavé stanovisko i odpovědní političtí
představitelé polské menšiny.

Sídlem protičeské iredenty je Polský Těšín

Ohlas polského štvání na Těšínsku.

— Aut. — Z Českého Těšína, 28.-2. Ce-
československý národ dověděl se o podivné
lavnosti v Polském Těšíně, kde nenávisliví šovi-
nisté vzpomínali výročí obsazení Těšínska. Slav-
nost stala se dějištěm strašlivé potupy českoslo-
venského národa, neboť z úst polských význač-
ných funkcionářů byla křičena slova, že jsme vra-
zi, podvodníci a ošemetníci. Tam byl docela ve-
řejně vytyčen nový program na revisi našich hra-
nic a vysloven požadavek na získání našeho Tě-
šínska až po Frýdek. Ani osoba našeho presiden-
ta republiky nezůstala nedotčena a bylo vyhro-
žováno násilím národa polského.

Je skutečně dobře, že se tak stalo, alespoň
víme, koho máme u samých našich hranic. Ani
Unger, ani Jehlicska nepočínali si tak zběsile, ja-
ko starosta Pol. Těšína a jeho stoupenci a je více
nežli zřejmo, že ten Legion mladých, který se
štvání zúčastnil, není nic jiného, nežli nový spo-
lek pro podporování iredenty protičeské a že je-
jím sídlem stal se Polský Těšín, beztak již město
špionáže všech možných národů. Nikdo se už u
nás nedá oklamat, že naši bratři Poláci na dru-
hém břehu řeky Olzy nastupují nové cesty a že
připravují generální útok ne na Němce, nýbrž na
nás. Odhalili až příliš neomaleně svoje ledví a
plány a řekli nám drsnou řeč, co s námi zamýš-
lejí. A je to opravdu shoda okolností a snad i
náhod, že se tak stalo, když odešel konsul Ripa z
Mor. Ostravy a když na jeho místo zasedl homo
novus.

Na strašlivé a přímo nekulturní urážky pol-
skotěšínských štváčů není možno mlčet a je třeba
z toho vyvodit důsledky. Jsme ochotni vy-
slechnout všechna fakta o útisku polské menši-
ny na našem Těšínsku, neboť na nějaké demago-
gické a paušální obviňování nikdo nic nedá, když
je alespoň trochu kulturním člověkem. Polská

menšina si u nás žila od převratu až do dneška
jak chtěla a nikdo se jí do jejích záležitostí nemí-
chal a naopak, stát jim vycházel všemožně vstříc.
Stačí uvést statistiky školské, hospodářské a po-
litické a hned se prokáže, jak se té menšině u
nás dařilo. A za to se nám dostalo nyní surovosti.
Když se nebudou snažit polští iredentisté smýt
urážku v neděli učiněnou v Polském Těšíně, nechť
si naši lidé v Česko-polských klubech uvědomí, že
tam není místa pro ně, když jsou veřejně nazý-
váni vrahy a podvodníky. Tam není spolupráce
možná a dohoda také ne. Ale pak není místa také
pro podvratníky u nás, kteří se docela drze a ne-
omaleně přidružili k podvratníkům hakenkrajce-
rovským a komunistickým. Od převratu nenaše-
se u nás ani jediný řečník, který by si dovolil
urážeti veřejně polského presidenta republiky tak
klackovským způsobem, jako to udělali inteligenti
v Pol. Těšíně. Příliš dlouho jsme mlčeli a trpěli
všechno, co bylo polské, neboť u nás se mají
menšiny národnostní tak dobře, jak se nemají v
žádném státě. A co je na tom všem polském štvá-
ní nejsmutnější, že nenašel se dosud ani jeden
pocitivý Polák na našem Těšínsku, který by za-
křikl surovosti šovenů a upozornil je na to, že
naráz pobořili to, co bylo zbudováno za tolik ro-
ků od převratu. Jakási šílená vlna zmocnila se na-

šich sousedů, která hraničí na nepřítelnost podle
vzoru našich německých sousedů. Chceme klid-
nou práci a spolužití, ale urážet se nedáme a vy-
hrůzek se nebojíme. Spravedlivě jsme bojovat
proti každému, kdo vztahuje ruku po našem úze-
mí. Ještě čekáme! Snad ani ti podvratníci netuší,
jak svým štváním pobouřili naše Těšínsko a jak
vzkřísili ty vlažné šlonzaky, kteří až doposud žili
na svých majetcích u nás. Už se hlásí upřímně k
národu československému, neboť je vyburcovaly
surovosti z Pol. Těšína. Zbývá ještě k vyřešení
širší otázka: »Quo vadis, Polonia?«

Robotník Śląski 3/III. 34.

Protestujemy

przeciw nieodpowiedzialnym wybrykom szowinistycznym.

W Cieszynie (Polska) urządzono w sobotę i nie-
działę obchody z okazji 15-letniej rocznicy konfli-
ktu zbrojnego czeskosłowacko polskiego na Śląsku.
Sposobność ta została nadużyta przez nieodpo-
wiedzialnych szowinistów do niepotrzebnych
dla naszej ludności wielce szkodliwych wystąpień.

Jeżeli samo uczczenie pamięci poległych mogło
by znaleźć usprawiedliwienie, w żadnym wypadku
nie mogą pogodzić się z interesami tutejszej lud-
ności robotniczej niepoczytalne wybryki szowi-
nistyczne jakie miały tam miejsce.

Jatření od lat zagojonych już ran, zarówno
przez szowinistów czeskich jak i polskich po obu
stronach Olzy, polska ludność robotnicza stanow-
czo musi potępić.



Polední Ostravský deník 7/III. 34.

Vysvětlení je nutné!

Na schůzi okresních jednatelů Slezské Ma-
tice osvěty lidové, konané ve středu 28. února t.
r. v Doubravě, bylo přítomnými zástupci z jed-
notlivých krajů Těšínska poukázáno, na jaký ži-
velný odpor českého obyvatelstva narazila akce t.
zv. polského občanského výboru, jež vyvrcholila
v protičeský štvavý projev v Polském Těšíně v
minulou neděli, jemuž předcházelo mnoho zaji-
mavých detailů, jež budou uvedeny na protest-
ním projevu v Českém Těšíně v neděli dne 11.
března t. r., kdy promluví zástupci Slezské Mati-
ce osvěty lidové, Národní rady, sokolských, orei-
ských a dělnických tělocvičných jednot a legio-
nů. Je zajímavé, že protičeského projevu, na-
mířeného i proti naší republice, zúčastnilo se
mnoho našich občanů, zejména celá řada polských
učitelů, Krakovský Ill. Kurýr codz. opět se uká-
zal v pravém svém světle. Podporoval polskotě-
šínskou akci ze všech sil, útočil na jednotu naše-
ho státu tím, že popouzel Slováky proti naší re-
publice.

Že protičeské demonstrace konaly se na pol-
ské straně za vědomí a souhlasu polských vlád-
ních kruhů, o tom svědčí skutečnost, že při t. zv.
smuteční slavnosti v Kunčicích u Těšína defilo-
vali Poláci před okresním hejtmánem Zagórou
z Polského Těšína. Je pochopitelné, že v době,
kdy Polsko uzavřelo pakt o neútočení s Němec-
kem a kdy není ještě smlouva o hranicích na Tě-

šínsku Polskem ratifikována, vyvolává takový ne-
návislný a urážlivý projev na našem Těšínsku
všeobecné rozhořčení a není také divu, že bude
naš lid, a s ním i česká veřejnost, velmi důrazně
žádati, aby se jim na projevy, uspořádané Poláky
v minulých dnech v polské části Těšínska, dosta-
lo řádného vysvětlení. Především musí zaujmouti
své jasné stanovisko Česko-polský klub v Mor.
Ostravě a všichni ti naši Poláci, kteří jsou jeho
členy a kteří spolu s členy polského občanské-
ho klubu, jenž projevy pořádal, zúčastnili se ofi-
ciálního večírku v hotelu »Polonia«, pořádaného
před měsícem na rozloučenou s konsulem dr. Ri-
pou, jedním z bývalých sloupů Česko-polského
klubu v Mor. Ostravě. A poněvadž je nám dobře
známo, kdo tam mluvil a co se tam mluvilo, musí
býti podáno vysvětlení právě se strany Česko-pol-
ského klubu, zejména toho jeho činitele, který
při odchodu dr. Ripy z Mor. Ostravy dostal již
druhý polský řád. Naši strážci národních zájmů a
státních hranic netouží po řádech, po čem však
touží, to je klid, nevměšování se do poměrů, zvlá-
ště, když se jim buď nerozumí, nebo posuzují se
zaujatě. Když se s české strany nebude nedůsto-
jně nabbíhati našim Polákům, kteří, jak se opět
jasně prokázalo, nejsou našimi přáteli, třeba to
stále ústy na různých místech u nás vyznávali,
pak se ani s polské strany nikdo neodvážá podob-
ných projevů, jaké se konaly v neděli na samých
našich hranicích.

M. Š.



Slezská na "Kozubovej"

Vede cesta k dohodě s Polskem jen přes Polský Těšín?

Právě v číslech některých našich novin, kde se podávaly úřední zprávy z Berlína o potřebě prohlubování německo-polského sblížení v Polsku tiskem, literaturou, rozhlasem, kinem a divadlem, mohli jsme čísti článek o vážném porušení klidu na Těšínsku se strany Poláků. V Polském Těšíně 24. a 25. února oslavovali Poláci vatrou, děkovnými bohoslužbami, akademii a táborem lidu osvobození Těšínska od Čechů před 15 lety. Při tom z oficiálních úst padla silná slova, urážející představitele našeho státu a náš národ. Tato událost vzbudila nejen na Těšínsku, ale mezi celou českou veřejností pochopitelný rozruch. České obyvatelstvo na Těšínsku nemůže k této provokaci mlčeti a proto chystá protestní tábor na 11. března v Čes. Těšíně. Že se tím opět rozvíří dosud poměrně klidná hladina a zbytečně zkálí poměr česko-polský, je jisto. Je stejně jisto, že se tak stalo jen bezohledným zásahem těšínských Poláků. Do otázky česko-polského poměru musí být vneseno jasno. Významný veřejný funkcionář a vládní poslanec urazil československý národ, nařkl jej i hlavu jeho státu z nedodržování slibů a smluv, mluvil o lstivém a podvodném jednání a prohlásil, že cesta k dohodě s Poláky vede pouze přes Polský Těšín. Nakonec vyzval přítomné, aby přísahali Bohu, že nedají zemi, odkud je jejich rod. Zde mluvil poslanec za sebe a za Poláky, z nichž mnozí po plebiscitu buď utekli do Polska, anebo žijí dosud u nás a nosí své stesky o domnělém útisku Poláků za Olzu do Polska. Nemůžeme se spokojit vysvětlením některých čes. listů, případně členů čes.-polských klubů, kteří označují poslance dr. Michejdu za člověka churavého, za svůj hysterický projev neodpovědného. Dr. Vladislav Michejda je přece vládním poslancem a starostou města. Je možno, aby na takových místech byl člověk nepřičetný a za své činy neodpovědný? A což ti ostatní představitelé úřadů, katolíci a evangeličti kněží a židovský rabín, kteří se projevu rovněž zúčastnili a s nimi souhlasili? Ti že jsou také nepřičetní? Zdá se, že po smlouvě polsko-německé musí mítí polská dějinná nenávist někoho, na kom by se vybijela. Dosud po staletí to bylo Německo a Rusko. Nyní po uzavření vládního přátelství s těmito státy přičiňují se těšínská a haličtí Poláci, aby to bylo Československo. Česko-polský klub v Ostravě svolal prý poradou, věnovanou těmto věcem. Na ní má být zaujato odmítavé stanovisko i se strany odpovědných činitelů naší polské menšiny. Jsme opravdu na to zvědaví. Je ovšem otázka, stačí-li jenom toto formální prohlášení na veřejnost a bude-li to mítí za následek, aby se zabránilo pro příště činnosti, jež — jak máme prokázáno — vyvolává často duchy, které je pak těžko zažehnati. Naši Poláci stále prohlašují, že úprava poměru Československa k Polsku záleží pouze na nich a že vede přes Polský Těšín. Jak si tu úpravu představují, ukázal nám v poslední neděli Polský Těšín. Ti, kteří znají dobře poměry na Těšínsku, jsou přesvědčeni, že jedině tehdy mohou Praha a Varšava upravit si přátelsky svůj poměr, když budou jednati mezi sebou přímo, bez ohledu na naše Poláky, na různé ty Michejdy, štvavé iredentisty, jakým je na příklad v Polském Těšíně bydlící slovenský zrádce Unger a bez ohledu na ta místa, která jsou pařeníštěm chorobné a zločinné nenávisti proti všemu československému. Chce snad pan dr. Michejda, aby mu polská armáda přinesla české Těšínsko až po Ostravici darem k svátku? Anebo by chtěl slyšeti písně Litevců a Ukrajinců »Niedamy ziemi«? Víme, že vládní kruhy v Polsku mají tu moc, aby poučily Polský Těšín a pány michejdovce, co mohou a co si nemohou dovolit. Může-li vláda změnit smlouvou staletou, vrozenou nenávist k Němcům a Rusům u lidu, úředních činitelů, tisku, literátů, divadla a pod. v přátelskou snášenlivost, může tím spíše — ovšem, je-li k tomu dobrá vůle — lehce a snadno zakřiknouti těšínské a haličské kazimíry a tím účinně podepřít snahy, směřující k posílení československo-polského přátelství.

Naši Poláci mlčí?

vk. — Po ostrém protičeském projevu účastníků tábora v Polském Těšíně, dle kterého Poláci žádají Těšínsko až po Ostravici — dr. Michejda a spol. nežádají nic jiného než odtržení části naší republiky, což zakládá skutkovou podstatu zločinu úkladu o republiku — nastalo v české veřejnosti, zejména na Těšínsku a Ostravsku, pochopitelné rozčilení a pobouření. Očekávalo se až do všecřejšího dne, že ti vůdci Poláků a vůbec všichni polští pracovníci na Těšínsku a Ostravsku uvedou celý případ na pravou míru a budou se snažiti dokázati loyálnost k našemu státu tím, že s veškerou rozhodností projev v Pol. Těšíně odmítnou. Poláci na našem území ujišťovali nás vždycky svoji velkou loyálitou, ujišťovali jí na Těšínsku i v parlamentě ústy svých poslanců zvláště vždycky tehdy, když se jednalo o nějaké státní subvence a podpory, anebo o polskou věc. Konečně bylo možno vzhledem k této loyálnosti našich Poláků předpokládat, že budou to právě oni, kteří budou působiti, aby k takovému zahraničnímu provokativnímu a ostrému projevu v Pol. Těšíně nedošlo, už v zájmu našich Poláků samých. Je zajímavé, že uplynulo již několik dní, ale v krajinském polském tisku na Těšínsku se dosud neozval ani jediný hlas, kterým by byl projev dr. Michejdy a ostatních odsouzen a uveden na pravou míru. Toto mlčení může v nás buditi domněnku, že naši »loyální« Poláci se s tímto projevem ztotožňují, s ním souhlasí a jeho obsah schvalují. My tomu nechceme ani věřit, protože sotva jinde se mají Poláci tak dobře, jako právě u nás. Poskytujeme jim příležitost, aby veřejně prohlásili, zda se ztotožňují se zločinem proti státu, či zda jsou pro náš stát. Je také zajímavé, že včera se měla v Mor. Ostravě konati výborová schůze Česko-polského klubu v Mor. Ostravě, na které mělo být k této polskotěšínské události zaujato stanovisko. V poslední chvíli byla však tato schůze Česko-polského klubu odvolána, prý na žádost polských členů. I to by dostatečně objasňovalo stanovisko Poláků na našem Těšínsku.



Športovní závod na hory na Kozubovce

Moravskoslezský Deník 3/III. 34.

Polští a slovenští iredentisté v jedné frontě?

vk. — Že polskotěšínská událost byla v úzké souvislosti s polsko-slovenskou iredentou, je samozřejmé. Svědčí o tom zajímavá účast známého iredentisty Františka Ungera, který sice nemluvil, ale na jehož přítomnost p. dr. Michejda upozornil, když ve své řeči apostrofoval náš stát jako český a slovenský, což bylo mříeno na adresu Ungera. V tomto sestavení nabývá projev zvláštního významu, připomeneme-li si rok 1921, kdy byla v Pol. Těšíně založena za zvláštní pozornosti polských vládních kruhů »Liga polsko-slowacka«, jejímiž zakladateli byli páni v témže seskupení, jako ti, kteří nynější protičeský projev v Pol. Těšíně svolali; kromě jmenovaných již dr. Michejdy, Ungera, Skrzypka, byl to řed. Popiolek, prof. Król, posl. Reger, Jehlicka a jiní, kteří, nyní ještě nezapomenutí plebiscitní činitelé, se stali hlavními nositeli snah slovenské iredenty. Oni to také byli, kteří chtěli v r. 1920, kdy byl posl. Hlinka internován v sanatoriu v Praze-Podolí, posl. Hlinku tajně odvéztí krytým autem přes Těšínsko do Polska. Tehdy pro něho přijel exponent polských kruhů, ale Hlinka jeho výzvu odmítl. Později byl tento případ odhalen. — A ještě něco je velmi dů-



Schronisko polské na Kozubovce



Průjezd saniumi na hory

Moravskoslezský Deník 27/II. 34.

Co dělo se v neděli za řekou Olzou.

V neděli 25. t. m. byl celý Polský Těšín na nohou. Již den před tím plály hranice u pomníku na znamení, že příští den bude velmi slavnostní. A jaké to slavnosti? Poláci za Olzou oslavovali 15. výročí svého vítězství, slavného boje proti 20 tisícům českých žoldnérů, kteří prý musili ustoupiti za Olzu! Tento den konala se v Pol. Těšíně tryzna, kde se jásalo nad polským vítězstvím v době bojů o Těšínsko a kde se mělo ne pouze vzpomínati pravdivé skutečnosti, ale kde se švalo způsobem velmi nízkým proti všemu českému, proti našemu národu. Veřejnost naše užasne, až se doví, jaká to byla tryzna v neděli v Pol. Těšíně. Tam hanobilo se všechno české i naše dějiny a naše politika. Nejvíce zaráží to, jak bylo naráženo i na našeho presidenta Masaryka. Prozatím uvádíme jen toto. Skutečná fakta máme po ruce a přineseme je v nejbližších dnech. —er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

—er

Prezydent Tomasz Masaryk kończy 84-ty rok życia.

„Koroną chwały jest sędziwość.“ Słowa starozakonnego mędrcy zastosować możemy w szczególności do naszego czcigodnego Prezydenta Państwa, Tomasza Masaryka, który w dniu 7 marca b. r. kończy 84-ty rok swego życia. Mało jest takich ludzi, którychby łaska Boża obdarzyła tak wysokim wiekiem a nie ma ich prawie zwłaszcza wśród tych, którzyby w tym wieku przewodzili jeszcze narodowi i dzierżyli w swym ręku ster rządów w państwie. Tak późny wieczer życia przyniewala do odpoczynku, do zrzucenia z bark różnych brzemion i ciężarów.

Prezydent Tomasz Masaryk dźwiga na swych barkach mimo sędziwego wieku brzemie wielkie: stoi od początków na czele Republiki Czechosłowackiej, powstałej z oparów wielkiej, krwawej wojny, w niej włodarzy mądrze i dobrze i bierze za jej losy pełną odpowiedzialność. Stał pierwszym u jej kółki i z woli ludu swego pierwszym aż dotąd pozostał. Naród jego umiał uczcić i ocenić jego wielkie zasługi dla odrodzenia Republiki i nadał mu najwyższą godność, jaką wogóle w narodzie i państwie istnieje, wybierając go swoim sternikiem. Nie była to łatwa praca w ówczesnych chaotycznych we świecie stosunkach, ale wymagała wielkiego rozumu politycznego i niezwyklej mądrości oraz doświadczenia w sterowaniu narodem na wzburzonych falach owych czasów. Prezydent Masaryk umiał jednakże wyprowadzić nawę państwową na spokojne wody i przez ustrój demokratyczno-republikański nadał jej właściwy kierunek. Mimo sędziwego dziś wieku z dziwną świeżością umysłu kieruje losami Państwa w ciężkich warunkach. Jego popularność sięga daleko poza granice a miłość i przywiązanie do niego tkwi głęboko w narodzie, któremu się dobrze przysłużył i dla którego jest i pozostanie symbolem poświęcenia dla ojczyzny.

Polski lud ewangelicki na Cieszyńskiem, znalazłszy się po wojnie w granicach Republiki Czechosłowackiej, odnosi się do Pana Prezydenta Masaryka z głęboką czcią i szacunkiem i z wyrazami szczerzej lojalności, śląc mu w dzień jego urodzin oraz imienin życzenia dalszych lat zdrowia i świeżości umysłu w sprawowaniu nader ciężkich obowiązków na stanowisku Sternika Państwa.

Morgenzeitung 27/II. 34

Auffeuerregende Rede des Polnisch-Tschecher Bürgermeisters.

Polnisch-Tschchen, 26. Februar. (E. D.) Gestern fand anlässlich der 15. Wiederkehr des Jahrestages der Kämpfe zwischen polnischen und tschechischen Truppen um das Tschener Gebiet eine große Feier auf dem Ringplatz in Polnisch-Tschchen statt, bei der der Bürgermeister von Polnisch-Tschchen Dr. Wladislaus Mischek eine Rede hielt, in der er der in diesen Kämpfen gefallenen Polen gedachte. Im Verlauf seiner Rede kam er auf die Verhältnisse zu sprechen, unter denen die Polen im tschechoslowakischen Landesteil Schlesiens leben, und erklärte, daß die Polen niemals ihre Ansprüche auf die von Polen bewohnten Gebiete Tschechisch-Schlesiens aufgeben würden. An der Feier nahmen der slowakische Freidentist Unger, der seit dem Umsturz in Polnisch-Tschchen wohnt und einzelne Personen teil, die zu dieser Feier von Unger nach Polnisch-Tschchen berufen worden waren.

Czy mamy dość już tej „pakaży“?

Ostatni numer »Robotnika Śląskiego« podał pod nagłówkiem: »Zjadliwe napaści klerykałów na bohaterów robotników wiedeńskich« artykuł, w którym skarży się, że »Nasz Kraj«, organ »Zw. Ślas. Katol.«, pisząc o zająciach wiedeńskich, tak się wyraził: »Trzeba obsadzić granice, bo mamy u nas dosyć takiej pakaży.« »Robotnik Śl.« protestuje jak najostrzej przeciwko rzucaniu tego rodzaju obelg na robotników wiedeńskich. A ponieważ »Nasz Kraj« wyraził również swoje zadośćuczynienie z tego, że dr. Derer, który jest słowackim soc. demokratą, opuścił już ministerstwo szkolnictwa, przypomina mu »Rob. Śl.«, że przed dr. Dererem był ministrem szkolnictwa dr. Hodža, przywódca słow. agrariuszy, który dla polskiego gimnazjum w Orłowej jak i dla Macierzy nie nie działał, podczas kiedy dr. Derer przejął gimnazjum orłowskie na etat państwowy.

O zająciach wiedeńskich sędził będzie każdy ze swego stanowiska. Że przewodcy soc. dem. ściągnęli na się ciężką odpowiedzialność za to, wydając rozkaz do oporu zbrojnego, to zapewne nie może być kwestionowane. Ale też i rząd Dollfussa zasługuje na krytykę. Otóż tak nawskroś konserwatywny i w chrześc. duchu redagowany organ, jak »Kurier Warszawski«, podał z pod pióra St. Szpotańskiego artykuł, w którym osądza ostro szczególnie postępowanie sądów doraźnych. Pisze, że nie zgadza się z zasadami chrześcijaństwa, że w Wiedniu powieszono człowieka, który leżał ciężko ranny, a którego na marach doniesiono do sali sądowej. Coś podobnego — tak pisze organ warszawski — nigdzie jeszcze nie zaszło, chyba w czasach najkrwawszego teroru pod rządami bezbożników.

Na wywody Szpotańskiego zgodzić się można bez zastrzeżeń.

Coś innego znaczy teza, którą postawił »Nasz Kraj«, że Czechosłowacja ma już dość różnych uciekinierów z Niemiec i z Wiednia i że już dość mamy tej »pakaży«.

»Nasz Kraj« wyraża się tu trochę drastycznie, ponieważ nie zachodzi obawa, żeby zdanie »N. Kr.« lub »Naszego Ludu« albo nawet koalicyjnego »Robotnika Śl.« mogło zaważyć na szali postanowień rządowych, przeto możnaby na zapytanie: »czy dość mamy tej pakaży« popatrzeć się też i ze stanowiska humoru. Dlatego proponujemy taki mały plebiscyt, przy którym ludność miałaby odgłosować nad tem, czy dość mamy tej »pakaży«?

Na taki sposób rozstrzygnięcia tego problemu »Rob. Śl.« niechybnieby się ze swego demokr. stanowiska zgodził. Jakóż wypadłaby odpowiedź? Z pewnością olbrzymia większość oświadczyłaby »rozhodně«, że rzeczywiście dość mamy, a to nietylko »tej«, ale też i wszelakiej innej »pakaży«. Tem więcej na tem naszym »Těšinsku«-

Poledni Ostravský Deník 27/II. 34

Polská provokace

V neděli slavil v Polském Těšíně spolek »Legion mladých« patnácté jubileum obsazení Těšínska naším vojskem. V sobotu večer uspořádána akademie ve velkém sále »Pod brunatným jelenem«, kde mluvil nějaký Ržiman o poměrech polského obyvatelstva na Těšinsku u nás a také na druhé straně v Polsku. Nakonec řečník prohlásil: Věříme ve spravedlivé dějiny, že Český Těšín a všechno až k Frýdku připadne k Polsku. Podobnou řeč pronesl u pomníku knížete Měška. — V neděli pak konán na náměstí v Polském Těšíně veřejný tábor, kde opět šťavě hanobena naše republika. Těchto provokativních projevů zúčastnilo se četné občanstvo z našeho území.

Tak se nepracuje pro československo-polské přátelství!

Společnost, která chce rozplameňovat nacionální vášně. — K čemu se tvoří na pohraničí civilní vojenské formace?

Referovali jsme o šovinistických štvanicích, které byly v sobotu a v neděli uspořádány v Polském Těšíně, kde se na nacionální manifestaci prohlašovalo, že Těšínsko musí zase náležet k Polsku až po Frýdek. Odsoudili jsme takové nacionální štvánice a prohlásili, že jsou s to, aby zničily všechno to, co bylo dosud vykonáno na poli kulturního a hospodářského sblížení mezi Polskem a Československem.

Z informovaného pramene se dovídáme, že polský šovinistický občanský blok, který tyto štvánice v pohraničí vyvolává, je totožný s lidmi, kteří za plebiscitu tvořili tak zv. polsko-slováckou li-

gu. V této šovinistické společnosti jsou zase známí zuřiví nacionálové prof. Krúl, ředitel gymnasia Popielek, starosta Pol. Těšina dr. Michejda, podnikatel Skrzipek a jiní. Dlužno připomenout, že z těchto kruhů v době, kdy byl Hlinka internován v Praze, se zrodil také návrh, aby byl unesen do Polska.

Dovídáme se dále z bezpečného pramene, že v Pol. Těšíně a pohraničí tvoří se zase Polska organizace vojskova, která za plebiscitu organizovala pověstné vražedné bojůvky. Jaký účel tvoření takové civilně-vojenské organizace na československém pohraničí má míti, nechceme prozatím usuzovat, ale jde o věc, která potřebuje nesporně vysvětlení.

Včera se měla konat schůze česko-polského klubu v Mor. Ostravě, která měla k polským nacionálním štvanicím zaujmout stanovisko. Schůze byla odřeknuta a nekonala se. Stalo se tak prý na žádost polských členů. Tím se ovšem česko-polský klub v Mor. Ostravě nevyhne jasnému prohlášení, jaké je jeho stanovisko k nacionálním štvanicím. Veřejnost u nás na Ostravsku má právo, aby je znala!

Z prawego brzegu Olzy.

Uroczystości pamiątkowe w Cieszyńie. W sobotę, dnia 24 ub. m. wieczór i w następną niedzielę odbyły się tutaj uroczystości z okazji 15-lecia przynależności wschodniej części kraju naszego do Polski. Podobnych uroczystości w poprzednich latach nie bywało. Tutaj wskazują na to, że i w czeskiej części kraju odbywały się z tej samej okazji niedawno temu podobne uroczystości.

W niektórych miejscowościach, jak w Skoczowie, Ustroniu, połączone były uroczystości te z nabożeństwem żałobnym za dusze poległych w walkach czesko-polskich żołnierzy.

W sobotę wieczór odbyła się w Cieszyńie przy sztucznem oświetleniu i dźwiękach muzyki manifestacje przed pomnikiem księcia Mieszki, na wzgórzu opodal Strzelnicy. P. Rzyman, jakiś nieznany nam dotąd nowy działacz polityczny, wygłosił mowę, którą słyszeć było možna až na moście granicznym. Zaś w niedzielę urządzono na rynku cieszyńskim olbrzymią manifestację. Zeszło się, jak nam opowiadano, kilka tysięcy ludzi. Burm. dr. Michejda wygłosił obszerne przemówienie, przerywane kilkakrotnie burzami oklasków. O treści przemówienia prasa dotychczas nie podała bliższych wiadomości.

O przebiegu manifestacji pojawił się w „Ostrawskim Poledniku“ z dnia 27 lut. artykuł, pod nagłówkiem: „Polska provokace“, w którym czytamy: „Na koniec rzecznik Rzyman oświadczył: — Wierzmy w sprawiedliwość historii, wierzymy, że Cz. Cieszyn i wszystko aż ku Frydku przypadnie do Polski. W niedzielę odbył się publiczny wiec, gdzie „štvavě hanobena naše republika“. W tych prowokacyjnych objawach wzięło udział liczne obyvatelstvo z naszego kraju.“ Tak píše „Ostravský poledník“.

Tež i „České Slovo“ upatruje v tych to objawach provokace některých polských szowinistův. Odnosný artykuł „Českého slova“ nosi napis: „Polští šoviniste urážejí pana presidenta. Neslychané projevy při oslavách 15. výročí rozdělení Těšínska.“

Z tego, jak czeska prasa píše o tych to manifestacjach, wnioskowacby należało, że coś się psuje w obu wspólnych czesko-polskich stosunkach, jak tež i, że praca czesko-polskich klubůw dla czesko-polskiej pobratymczej zgody nie zapuściła jeszcze zbyt głęboko korzeni.

„Silesia“ podała wiadomość, że w manifestacjach tych wzięł tež udział Unger, przywódca słowackich iredentystův, jak tež i inni goście z Krakowa i ze Słowaczyny.

Lidové Noviny 27/II. 34

Vážné porušení klidu na Těšínsku

rh - Český Těšín 26. února

Jak již Lidové Noviny upozornily, využil v poslední době polský tisk na Těšínsko docházející a také i místní polské časopisy 15. výročí obsazení Těšínska čs. vojskem k tomu, aby neslušným způsobem nejen rozeštal český lid na Těšínsku, ale i k hrubým útokům na naši republiku. Vyvrcholení veškeré nenávisti bylo však na sobotních a nedělních událostech v Polském Těšíně. V sobotu byla v přeplněném sále polského hotelu Pod bronátným jelenem v Polském Těšíně uspořádána vzpomínková akademie, na níž řečník Rzyman pronesl štvavou řeč, ostře zabrocenou proti čs. republice, a prohlásil, že Slezsko bude patřit Polsku až po Frýdek a Ostravici. Po této akademii byla zapálena hranice u pomníku polského knížete Mieszka na kopci u Polského Těšína, zdaleka viditelná, na níž byly zapěny vlastenecké písně a řečník mimo jiné pravil: Bratři Poláci, pohleďte tam za Olzu, tam je naše země, tam žije náš lid a tam žije náš vrah. Velký polský národ se ho však nebojí.

V neděli pak vyvrcholily manifestace v Polském Těšíně. Na veřejném táboru lidu na náměstí promluvil starosta města dr. Michejda provokační řeč, v níž hanlivě napadl náš národ, vládu, ba i presidenta republiky. Čs. stát prý se v politice zaměstnává samými podvody (oszustwa). Z řad posluchačů padaly hromadné výkřiky hanlivé a voláno: Chceme Slezsko až po Frýdek a Ostravici. Těchto slavností se zúčastnilo mnoho obyvatelstva z Českého Těšínska a jistě jsou tyto projevy úplným protikladem veškeré dosavadní součinnosti Čechů a Poláků a také šlapou po vykonané práci v klubech čs.-polských. Československá veřejnost se však nesmí událostmi tohoto druhu dát popouzet, neboť s těmito provokacemi vážní činitelé polského státu nesouhlasí. Jde právě jen o projevy nacionalismu dutého a štvavého, proti němuž nutno stavěti nacionalismus inteligentní, kladný a klidný.

Projevu se zúčastnili známý zrádce Unger, jenž od převratu našel útočiště na polském území a s ním tam bylo několik Slováků, kteří přijeli za Ungrem ze Slovenska.

Niezręczne przesunięcia na Śląsku Czechosłowackim

Na Śląsku czechosłowackim, w tej jego części kraju, gdzie zwartą masą skupia się ludność polska, od pewnego czasu w dziedzinie życia komunalnego, w gminach miejskich i wiejskich ponownie z ubolewaniem zanotować trzeba fakty podobne do tych, które przed kilku laty wielce utrudniały zgodne współżycie i zgodną współpracę Polaków z Czechami. Coraz częściej lokalne władze państwowe unieważniają wybory gminne, w których Polacy zyskali większość, albo nie zatwierdzają burmistrzów Polaków, wybranych przez rady gminne. Przy wznowieniu tej praktyki sprzed kilku lat lokalne władze państwowe sięgają do uchwalonej w roku ubiegłym noweli do ordynacji wyborczej. Nowela uchwalona była przeciw żywiołom wywrotowym i antypaństwowym, ale pod jej osłoną dzieją się rzeczy dziwaczne, niekiedy zgola groteskowe.

W Łyżbicach np. rząd krajowy nie zatwierdził wyboru komunisty polskiego Morcinka na naczelnika gminy. Pragnąc uniknąć zarzutu antypaństwowości, Polacy w d. 25 stycznia, przy ponownym wyborze nie głosowali na kandydata komunistycznego. Podobne względy nie krępowały widocznie stronnictw czeskich, które zawarły kompromis z komunistami, głosami komunistów i Czechów burmistrzem obrano komunistę polskiego Karola Bartulca. Na kandydaturę komunistyczną oddał swój głos także kierownik państwowej szkoły czeskiej. Ze przy takich manewrach wyborczych w czechosłowackiej części księstwa Cieszyńskiego decyduje nie zasada „zwalczania komunizmu“, lecz dążność do odsuwania Polaków. To jeszcze wyraźniej okazało się w Olbrachcicach. Tam taka sama koalicja czesko-komunistyczna, skierowana przeciw Polakom, burmistrzem wybrała Czecha.

Nie powiodła się podobna próba w Nydku, gdzie pozbawiono mandatu Polaka, rzekomo podejrzanego o komunizm. W ponownych wyborach 6-go lutego komuniści nie zablokowali się z Czechami i burmistrzem został Polak, ludowiec Milerski. Z przykładów tych wynika dostatecznie jasno, że nie tyle o to chodzi, by naczelnik gminy nie był komunistą, ile o to, by nie był Polakiem, albo przynajmniej by o jego wyborze rozstrzygały głosy nie-polskie.

Są też i inne przykłady odnowienia dawnej praktyki w życiu komunalnym Śląska czechosłowackiego. Przytoczymy z nich tylko dwa:

W Trzynie mało fortunne rządy koalicji czesko-niemieckiej doprowa-

dziły do rezygnacji burmistrza Czecha. Na jego miejsce obrano burmistrzem Polaka Piotra Kornutę, członka polskiej socjalistycznej partii robotniczej, która w Czechosłowacji, jak wiadomo, należy do koalicji rządowej. Jego urzędowanie spotkało się z uznaniem ludności, ale po kilku miesiącach, władze unieważniły jego mandat i -- wbrew uchwale większości rady gminnej i rady powiatowej -- zamianowały czeskiego komisarza rządowego.

Drugi przykład: Czeski narodowy socjalista Jan Uherek, mimo tej przynależności partyjnej, swój urząd burmistrza w Starem Mieście sprawował bezstronnie, jako naczelnik gminy utrzymywał stosunki z wszystkimi stronnictwami, zarówno czeskimi jak i polskimi, odwiedzał też czeskie i polskie przedstawienia. Nie podobało się to szowinistom czeskim. I niedawno w Starem Mieście zamianowano komisję administracyjną, w której na 14 mandatów znalazło się miejsce tylko dla dwóch Polaków.

W innych dziedzinach, tak samo jak w życiu komunalnym, przy tak zwanym zwalczaniu żywiołów antypaństwowych, mniejszość polska najsilniej jest na sztych wystawiona. Na kopalniach zagłębia ostrawsko-karwińskiego przy redukcjach wydała się przede wszystkim Polaków obywateli polskich, następnie Polaków, pracujących w organizacjach polskich i posyłających dzieci do szkół polskich. Wydała się również robotników przekonanych komunistycznych, o ile posyłają dzieci do szkół polskich.

Kiedy przed kilkoma laty ustało zbyt jawne przeciwpolskie nastawienie lokalnych władz politycznych w czechosłowackiej części Cieszyńskiego, stosunki między ludnością polską a czeską ułożyły się normalnie, tem rychlej, ile że poza garstką szowinistów czeskich nikt, dosłownie nikt, nie ma najmniejszego powodu do podawania w wątpliwość jaknajpoprawniejszej postawy Polaków wobec państwa czechosłowackiego. Byłoby ubolewania godnem, gdyby spowodu tej niezrozumiałej polityki władz czechosłowackich uniemożliwione znów zostało normalne współżycie polsko - czeskie na tym terenie. A nieuzasadnione rzeczowo zarządzenia są obosieczne, bo rozszewniają nieufność tam, gdzie do niej niema powodu, i stwarzają antagonizmy tam, gdzie wszyscy ludzie dobrej woli pragną ich uniknąć. Niezręczne posunięcia jakiegokolwiek i czyjkolwiek najmniej są chyba wskazane na „Śląsku czechosłowackim“.

DZIECI POLSKIE ZMUSZONO DO UDZIAŁU W MANIFESTACJI CZESKIEJ

KATOWICE, 13 (P. A. T.). — Z pogranicza donoszą, że przed paru dniami odbyła się uroczystość w Orłowej (na Czeskim Śląsku) pod pomnikiem żołnierzy czeskich, poległych w walkach polsko-czeskich. Delegacja z kilku osób spośród miejscowych organizacji czeskich z członkami tow. opieki nad pomnikiem na czele, zło-

żyła wieniec, zakupiony ze składek dzieci szkolnych z Zagłębia karwińskiego. Na wieńcu umieszczone były karteczki z podpisami ofiarodawców. Znaleźć było można wśród nich wiele nazwisk polskich dzieci, uczęszczających do szkół czeskich. W ten sposób podstępnie zmuszono dzieci polskie do udziału w tej manifestacji.

przez wojsko czeskie. Ponieważ radio katowickie z niewiadomych przyczyn przebiegu tych manifestacji nie nadawało, podajemy naszym czytelnikom ich przebieg umieszczony w „Mor. sl. Den.“ z 28 lutego, pod tytułem: „O czem mówiono w niedzielę w polskim Cieszynie.“

W sobotę, dnia 24 lutego b. r. urządził Legion Młodych akademję w hotelu pod Jeleniem w Cieszynie. Po akademji wyruszyło około 200—300 uczestników akademji pod pomnik Mieszka, który się znajduje niedaleko mostu jubileuszowego. Tam zapalili ognisko, a jeden z nich wygłosił przemówienie, przytem zwrócił się twarzą w stronę Cz. Cieszyna i wskazując ręką na granicę, powiedział: „Bracia Polacy, popatrzcie się, tam jest nasza ziemia, tam jest nasz lud, tam jest nasz wróg, ale 100 miljonowy naród się go nie boi.“ Przemówienie było przyjęte z zapalem.

W niedzielę urządził Komitet Obywatelski z okazji 15-letniej rocznicy zajęcia Śląska Cieszyńskiego przez wojska czeskie publiczny wiec w pol. Cieszynie. Najpierw odbyło się o godz. 8 rano nabożeństwo w ewangelickim, a o godz. 9 w katolickim kościele. O godz. 10.30 urządzono wiec na rynku, w którym brało udział 1500 osób. W komitecie tej uroczystości można było zauważyć burmistrza miasta Cieszyna dra Michejdę i kilku posłów.

Po odegraniu „Pierwszej Brygady“ zabrał głos burmistrz miasta dr. Michejda, który wspominał o tem, jak 26 lutego 1919 r. wielkie tłumy ludu z całego Śląska od granicy węgierskiej aż do Bogumina, oczekiwali zwycięskiego wojska polskiego po bitwie pod Skoczowem. Gdy konnica czeska stojąca jeszcze na rynku w Pol. Cieszynie spostrzegła pierwsze podjazdy polskie, znikła natychmiast. Zgromadzone tłumy urządziły owacje polskiej armji. — Mówca wykrzyknął: „Cześć polskiej armji i marszałkowi Piłsudskiemu!“ Następnie dowodził, że Śląsk był zawsze polskim, a Polacy teraz służą Czechom. Teraz Polacy nie będą już walczyli o obcą sprawę. Czesi zaś przedstawiają sobie ugodę w ten sposób, że ona zawsze będzie na ich korzyść a na szkodę Polakom. O czeskim narodzie wiadomo, że zawsze przy układach politycznych ucieka się do kłamstwa i podstępu, a to twierdzenie udowodni dwoma przykładami. Kiedy „Rada Narodowa“ otrzymała wiadomość, że Czesi chcą obsadzić Śląsk Cieszyński, natychmiast wysłała delegata do Pragi do prezydenta Masaryka. Ten podobno delegatowi oświadczył: „To się nie stanie, dopóki ja żyję“. A za kilka dni Śląsk był obsadzony. (Z tłumy słychać było okrzyki: „Hańba!“!) Dalej znowu na konferencji w Paryżu min. Benesz użył kłamstwa, twierdząc, że statystyka podana w referacie przez Paderewskiego, jest fałszywa. Paderewski zaprotestował ostro przeciwko obrazie polskiego narodu i jego osoby i oświadczył, że Benesz prawdopodobnie nie miał czasu, by przeczytać broszurkę, którą mu chętnie daruje, a którą napisał sam Masaryk. (Przyp. Redakcji: Statystyka ta była właśnie wzięta z broszurki p. Masaryka.) Dalej twierdzą Czesi, że polskie legiony z Piłsudskim walczyły przeciwko Entencie. On zaś dowodzi, że „Nar. Listy“ z r. 1915 przyniosły oświadczenie, że naród czeski nie ma nic wspólnego z polityką zagraniczną Masaryka, skierowaną przeciwko Austrii. Czesi pragną zbliżenia narodu czechosłowackiego z narodem polskim. Właściwie miałoby się powiedzieć: narodu czeskiego i słowackiego. (Te słowa wywołały wśród obecnych burzliwe oklaski.) Czechom nigdy nie można wierzyć. Wszystkie ich przyrzeczenia i umowy na papierze są kłamliwe i podstępne. Droga do zgody z Polakami prowadzi tylko przez Polski Cieszyn. Dopóki Polacy pod zaborem czeskim są gnębieni i nie posiadają pełnych praw, nie można o tem mówić. Teraz Czesi mają słowo, a zgoda będzie możliwa tylko wtedy, gdy Polakom po czeskiej stronie zapewni się używanie wszystkich praw i gdy staną się panami na swej ziemi. Teraz Polacy żyją w Czechosłowacji jak człowiek, którego się dusi za kark i który czeka na śmierć. Ze Polacy dotąd nie zostali tam wyduszeni, należy to przypisać ich narodowej wytrwałości.

Swoje przemówienie zakończył słowami „Nie damy ziemi, skąd nasz ród“. Poczem odśpiewano pieśń „Nie damy ziemi“, a przy słowach „tak nam dopomóż Bóg“ wszyscy podnieśli ręce i przysięgali. Po zakończeniu pieśni mówca jeszcze raz zawołał: „Tak nam dopomóż Bóg!“

Nasz Kraj 2/III. 34.

Echa ostatniej niedzieli.

Gwiazdka Cieszyńska zapowiedziała nadawanie przez radio katowickie manifestacji, która miała być urządzona w d. 25 II w Polskim Cieszynie z racji zagarnięcia połowy Śląska Cieszyńskiego

Sídlem protičeské iredenty je Polský Těšín

Ohlas polského štvání na Těšínsku.

— Aut. — Z Českého Těšína, 28.-2. Ce-
ý československý národ dověděl se o podivné
lavnosti v Polském Těšíně, kde nenávisliví šovi-
nisté vzpomínali výročí obsazení Těšínska. Slavo-
st stala se dějištěm strašlivé potupy českoslo-
venského národa, neboť z úst polských význač-
ných funkcionářů byla křičena slova, že jsme vra-
zi, podvodníci a ošemetníci. Tam byl docela ve-
řejně vytyčen nový program na revisi našich hra-
nic a vysloven požadavek na získání našeho Tě-
šínska až po Frýdek. Ani osoba našeho presiden-
ta republiky nezůstala nedotčena a bylo vyhro-
žováno násilím národa polského.

Je skutečně dobře, že se tak stalo, alespoň
víme, koho máme u samých našich hranic. Ani
Unger, ani Jehlička nepočínali si tak zběsile, ja-
ko starosta Pol. Těšína a jeho stoupenci a je více
nežli zřejmo, že ten Legion mladých, který se
štvání zúčastnil, není nic jiného, nežli nový spo-
lek pro podporování iredenty protičeské a že je-
jím sídlem stal se Polský Těšín, beztak již město
špionáže všech možných národů. Nikdo se už u
nás nedá oklamat, že naši bratři Poláci na dru-
hém břehu řeky Olzy nastupují nové cesty a že
připravují generální útok ne na Němce, nýbrž na
nás. Odhalili až příliš neomaleně svoje ledví a
plány a řekli nám drsnou řeč, co s námi zamýš-
lejí. A je to opravdu shoda okolností a snad i
náhod, že se tak stalo, když odešel konsul Ripa z
Mor. Ostravy a když na jeho místo zasedl homo
novus.

Na strašlivé a přímo nekulturní urážky pol-
skotěšínských štváčů není možno mlčet a je tře-
ba z toho vyvodit důsledky. Jsme ochotni vy-
slechnout všechna fakta o útisku polské menši-
ny na našem Těšínsku, neboť na nějaké demago-
gické a paušální obviňování nikdo nic nedá, když
je alespoň trochu kulturním člověkem. Polská

menšina si u nás žila od převratu až do dneška
jak chtěla a nikdo se jí do jejích záležitostí nemí-
chal a naopak, stát jim vycházel všemožně vstříc.
Stačí uvést statistiky školské, hospodářské a po-
litičké a hned se prokáže, jak se té menšině u
nás dařilo. A za to se nám dostalo nyní surovosti.
Když se nebudou snažit polští iredentisté smýt
urážku v neděli učiněnou v Polském Těšíně, nechť
si naši lidé v Česko-polských klubech uvědomí, že
tam není místa pro ně, když jsou veřejně nazý-
váni vrahy a podvodníky. Tam není spolupráce
možná a dohoda také ne. Ale pak není místa také
pro podvratníky u nás, kteří se docela drze a ne-
omaleně přidružili k podvratníkům hakenkrajce-
rovským a komunistickým. Od převratu nenašel
se u nás ani jediný řečník, který by si dovolil
urážeti veřejně polského presidenta republiky tak
klackovským způsobem, jako to udělali inteligenti
v Pol. Těšíně. Příliš dlouho jsme mlčeli a trpěli
všechno, co bylo polské, neboť u nás se mají
menšiny národnostní tak dobře, jak se nemají v
žádném státě. A co je na tom všem polském štvá-
ní nejsmutnější, že nenašel se dosud ani jeden
poctivý Polák na našem Těšínsku, který by za-
křikl surovosti šovenů a upozornil je na to, že
naráz pobořili to, co bylo zbudováno za tolik ro-
ků od převratu. Jakási šílená vlna zmocnila se na-

šich sousedů, která hraničí na nepřítelstnost podle
vzoru našich německých sousedů. Chceme klid-
nou práci a spoližití, ale urážet se nedáme a vy-
hrůzek se nebojíme. Spravedlivě jsme bojovali
proti monarchii a spravedlivě budeme bojovat
proti každému, kdo vztahuje ruku po našem úze-
mí. Ještě čekáme! Snad ani ti podvratníci netuší,
jak svým štváním pobouřili naše Těšínsko a jak
vzkřísili ty vlašné šlonzáký, kteří až doposud ži-
li na svých majetcích u nás. Už se hlásí upřímně
národu československému, neboť je vyburcovaly
surovosti z Pol. Těšína. Zbývá ještě k vyřešení
širší otázka: »Quo vadis, Polonia?«

České Slovo 3/III. 34

K štvanicím polských šovinistů

Včera měla se v Mor. Ostravě konati výboro-
vá schůze ostravského Českopolského klubu, na niž
mělo býti zaujmuté stanovisko k posledním udá-
lostem v Polském Těšíně. Schůze se však nekonala
na žádost polských členů. Tato žádost značně pře-
kvapila, neboť právě nyní se očekával se strany
polských činitelů projev, který by přivedl na pra-
vou míru poslední události.

-vb-

Moravskoslezský
Deník 1/III. 34r.

Ceský lid na našem Těšínsku je polsko- těšínskou provokací krajně pobouřen

Protestní projev bude se konati v Českém Těšíně 11. března t. r.

Z Orlové, 28.-2. Provokativní, náš ná-
rod a naši republiku bezohledně urážející způ-
sob projevů, jimiž vzpomínáno 15. výročí bojů
o Těšínsko, zejména však štvavá řeč polské-
ho vládního poslance a starosty města Pol-
ského Těšína, pronešená v neděli dne 25.
února t. r. v Polském Těšíně, vyvolala mezi
českým obyvatelstvem našeho Těšínska bou-
ři nevole a odporu. Český lid na Těšínsku,
který nemíní se dáti urážeti ve svých citech
národních a ve svém státním citění, nedá si
libiti ani tuto drzou provokaci, která byla
připravena t. zv. polským občanským komi-
tétém. Ti, kteří se jí zúčastnili, ji připravo-
vali a na ni prohlášením, uveřejněným v kra-
kovském »Kuryeru codz.«, upozornili, všichni
ti, zejména na našem Těšínsku dobře známí

Halfarové, Kotasové, Szuścikové, Królové,
Olszakové, Popiolkové, Michejdové, Żebroko-
vé a j., již byli na výzvě k protičeským demon-
stracím podepsáni uslyší v neděli 11. března tr.
v Českém Těšíně pádnou odpověď na všechny
ty urážlivé a drzé výroky, na něž bude mluv-
čími českého lidu z celého našeho Těšínska
veřejně reagováno. Účastníci projevu se do-
vědí různé zajímavé podrobnosti o tom, jak
byly tyto polské t. zv. smuteční projevy prá-
vě letos a přímo na našich hranicích insceno-
vány a kdo všechno zvláště z občanů naší re-
publiky bral na nich účast. Veřejně bude
poukázáno na ty, kteří náš národ a republiku
dovolují si takto hanobiti, a kdo jsou ti, kte-
ří kalí přátelské soužití dvou sousedních slo-
vanských národů.

Narz Kraj 2/III. 34r.

Premówienie dla ulicy. W sobotę i niedziele
odbyły się obchody w Cieszyńsku, o czym donosi-
my za „Mor. sl. Denikiem“. Nie chcemy ni chwa-
lić, ni krytykować przemówień, chociaż wielu z
nas się zapytuje: poco je wygłoszono, w jakim
celu! Według głosów gazet czeskich, będą dąžno-
ści odbić się na nas za temperamenty mówców po-
stronie polskiej. Mówcy sobotniego nie można
brać poważnie, ale niedzielnego mówca, jako polityk
doświadczony i znający nasze położenie, nie po-
winien był nam utrudniać naszej sytuacji. Można
wiele powiedzieć, ale nie konieczne przemówie-
niem zbytnio otwartem i dosadnem.

České Slovo 1/III. 34r.

Zrádce Unger v pozadí těšínských štvanic

Velký protestní tábor v Českém Těšíně

Urážky — pronesené v těchto
dnech v Polském Těšíně, vyvolaly
u nás rozhořčení, ale také útrpnost
s ubohostí některých polských šo-
vinistů. Na Těšínsku je dosud znám
dr. Michejda, který se polským na-
cionalistou stal teprve po převratu.
Před tím byl orientován více ně-
mecky, jako celá řada Poláků, kteří
dnes patří mezi nejvýbojnější pol-
ské nacionalistické šovinisty. Přek-
vapuje jen, jak dr. Michejda sedl
na lep iredentistovi Ungrovi, neboť
celá štvаницe je považována za dílo
tohoto velezrádce a společníka dra
Jehličky. Unger bydlí v Polském

Těšíně, podporován maďarskou
vládou, a popuzuje Poláky proti
nám. Celá akce je považována za
výplod plvnických hospodských styků
některých polských šovinistů s tím-
to placeným iredentistou a špiónem
a takoví lidé nemohou pochopitelně
urazit našeho velkého presidenta a
naš národ. I naši Poláci si nad ta-
kovým jednáním odplivnou. Jedná-
ní těšínských Poláků neschvalují
ani Poláci z jiných měst Těšínska
polského, zejména z Bilska a j. —
Včera se konala v Doubravě schůze
okresních vzdělavatelů Slezské Ma-
tice osvěty lidové, ve které se jed-

nalo o posledních projevech někte-
rých polských šovinistů. Bylo kon-
statováno, že projevy vyvolaly na
Těšínsku bouři odporu a obyvatel-
stvo Těšínska se proti nim náleži-
tě ohradí. Proto bude uspořádán
11. března ve střelnici v Českém
Těšíně velký protestní projev, na
kterém promluví zástupci SLMOL,
Národní rady, legionářů a jiných
národních korporací. Pražské Če-
ské Slovo správně napsalo, že na ta-
kové hrubosti mlčíme z kázně, ni-
koliv ze slabosti. Pamatujeme si je
však a schováme si je pro budou-
cnost.

-zel-

50

Program wyjazdu Banderji Konnej.

Poniedziałek, dnia 5.III.

godz. 9 zbiórka w gospodarstwie p.Dudy w Cierlicku Górnem

- " 10 wyjazd na miejsce katastrofy Żwirki i Wigury
- " 12 objad w Mistrzowicach
- " 14 zwiedzenie gospodarstw pp. Brannego i Jungi w G.Żukowie
- " 16 zwiedzenie gospodarstwa p.Jasia, Wielopole
- " 18 Ropica - nocleg

Wtorek, dnia 6.III.

godz. 8 zbiórka uczestników raidu w gospodarstwie p.przesa Pawlicy

- " 9 zwiedzanie gospodarstw pp.Bazka i Kuboka oraz Szkoły Gospo-
dyn Wiejskich w Końskiej
- " 10 zwiedzenie gospodarstwa p.Kajzara P. w Kojkowicach
- " 11 zwiedzenie wapiennika p.Jasia w Lesznej
- " 12 objad u pp. Stonawskich w Lesznej (młyn)
- " 15 Wędrynia - zakończenie raidu konnego u pp.Ciemałów, następnie
autami wyjazd do Nawsia, Łomnej, Bukowca i Jabłonkowa.



Prowokacja nacionalistůw czeskich w stosunku do polaków

CIESZYN, 5.3. — Jak donoszą z czeskiego Śląska czeska „Matica Szkolna“, legionarze oraz inne organizacje zwołały na dzień 11 marca do czeskiego Cieszyna wielki wiec protestacyjny, na którym przemawiać mają przedstawiciele tych organizacji na temat polsko-czeskich stosunków w ostatnich czasach.

Prasa czeska już dziś zapowiada, że na wiecu tym padną słowa, których dawniej tylko z powodu dyscypliny i karności politycznej pod adresem polaków nie używano. Wśród ludności polskiej pod zaborem czeskim panuje z tego powodu zrozumiiałe zaniepokojenie. (PAT)

CIESZYN, 5.3. (Tel. wł.) — O stałym wzroście antypolskiej akcji szowinistów czeskich świadczą następujące, oburzające fakty:

Wczoraj w czeskim Cieszynie, z inicjatywy czeskiej Macierzy Szkolnej odbyło się zebranie komitetu organizacyjnego, na którym szowiniści czescy postanowili urządzić wiec protestujący przeciwko uroczystościom urządzanym przez polaków na Śląsku Cieszyńskim, z okazji 15-lecia walk o Niepodległość.

Wśród ludności polskiej na Śląsku Cieszyńskim daje się zauważyć silne podniecenie, wywołane wiadomością, że bank pożyczkowo-oszczędnościowy we Frídku „Spožitelna“, wypowiedział wszystkie kredyty polakom. Wielkie rozgoryczenie wywołała również sprawa parcelacji, przeprowadzonych na Śląsku Cieszyńskim z dużą krzywdą ludności polskiej.

Prasa czeska wypełniona jest ciągłymi atakami na Polskę, zarzucając społeczeństwu polskiemu wspieranie irredenty słowackiej.

Cz. Cieszyn. (Nie będzie czeskiego wiecu.) Po zapowiedzi lokalnej prasy czeskiej, że 11 b. m. odbędzie się na Strzelnicy czeski wiec protestacyjny czekano, skoro pojawią się w prasie czy też na afiszach szczegóły. Dotychczas jednak nic bliższego nie jest wiadomem i ogólnie przypuszcza się, że władze na urządzenie tego wiecu nie dały pozwolenia. Środowe dzienniki czeskie w sprawie tej piszą, że wiecu nie będzie. Będzie tylko poufne zgromadzenie, na które dopuszczeni będą tylko członkowie zwołujących organizacji za okazaniem legitymacji członkowskiej. Wiadomość ta utwierdza w przekonaniu, że władze nie podzielała stanowiska pewnego odłamu ludności czeskiej na Śląsku w sprawie uroczystości 15-lecia zwycięstwa pod Skoczowem, urządzonej w Cieszynie, którą lokalna prasa czeska rozdmuchała do takich rozmiarów, że dało to powód do różnych niepokojących pogłosek.

Polska Zachodnia 4/III. 34.

Szowiniści czescy szczują przeciw Polsce

CIESZYN. W ostatnich czasach zdaje się zauważyć po czeskiej stronie Śląska Cieszyńskiego silne podniecenie, wywołane przez pewne koła szowinistów czeskich, a podsyćane przez prasę nacionalistyczną, która występuje gwałtownie przeciw Polsce i polskiej ludności, która żyje po lewej stronie Olzy.

Na czele tej akcji stoi czeska młodzież

szkolna, która przy pomocy czeskich legionistów urządza wiece, na których w niesłychany sposób szkaluje się Polskę oraz ludność polską Śląska Czeskiego. W dniu wczorajszym odbyło się takie zebranie w Dąbrowie, na którym padały okrzyki: „Z Polakami precz za Białkę“.

České Slovo 7/III. 34

Provokace polských šovinistů pokračují

Důvěrná schůze v Českém Těšíně — Udávejte provokatéry

Třinec. — Včera konala se tu komunistická schůze, která měla velkou účast hlavně z řad Poláků. U obyvatelstva budilo podiv, že na komunistickou schůzi přijeli nekomunisté, různí činitelé polských spolků na Těšínsku. Podle naší zprávy,

přišla prý tam jistá význačná polská osobnost z Ostravy. Tento fakt je však tak ohromující, že jej zaznamenáváme s rezervou. Kromě toho ještě jedno auto s polskou značkou přivezlo další účastníky schůze, jež se nepodařilo zjistit. Na schůzi mluvilo se pak o nedávné provokační řeči dr. Michajdy v Polském Těšíně. Mluvilo se prý štvavě o republice a Těšínsku.

Jako odpověď na známé projevy, pronesené v Polském Těšíně, uspořádání bude v neděli dne 11. března v 10 hod. dop. v Českém Těšíně na střelnici protestní projev. Nebude to tábor, jako bylo oznámeno, nýbrž projev, k němuž budou míti přístup pouze pozvaní činitelé na členské legitimace. Projev uspořádá Matice osvěty lidové a slezská odbočka Národní rady za součinnosti Sokola, DTJ, Orla, legionářů a selské jízdy a poslanců naší župy. V zájmu klidu a pořádku žádáme, aby do Č. Těšína nebyly vysílány hromadné výpravy. Odpověď na útoky musí vyzněti klidně a důstojně. Nutno prokázat, že když na druhé straně řeky Olzy mají horké hlavy, máme my střízlivý a chladný rozum.

Projevů v Polském Těšíně využívají někteří lidé, našemu státu nepřátelští, ku zneklidňování a znepokojování české veřejnosti na Těšínsku zprávami o brzkém obsazení Těšínska Poláky. Tyto zprávy jsou vrhány do veřejnosti proto, aby obyvatelstvo Těšínska bylo zneklidňováno a plašeno. Je směšno lekat se projevů několika horkých hlav. Apelujeme na veřejnost na Těšínsku, aby byla klidná a neznepokojovala se, dávala však bedlivě pozor na provokatéry, zjišťovala je a učinila na ně udání na nejbližší četnické stanici.

Pracujte pro uklidnění a umožněte zjištění provokatérů.

Poledni Ostravský Deník 8/III. 34.

Nový ostravský polský konsul představuje se našim Polákům

Nový polský konsul v Mor. Ostravě H. Mallhomme objížděl v těchto dnech Těšínsko. Především přijel z Ostravy do Českého Těšína, odkud jel koňmo do Vendryně. Po cestě zastavil se u významnějších polských rolníků, aby se jim představil. Z Vendryně jel opět autem do Jablunkova, kde se z okolních vesnic v jednom hostinci shromáždilo asi 15 sedláků z Návší, Lomné, Písku. Všichni byli na útraty pana konsula pohoštění. Po představení se a po proslovu p. konsula byly proneseny různé přípítky. Schůzce v Jablunkově byl přítomen také úředník polského hospodářského spolku Ziemia v Českém Těšíně inž. Heczko.

—kr

x P. Konant Generalny ⁸ p. leon Malhomme
 x Malionka Konantka General. P. Helena Malhomme
 x P. Konant Generalny ⁸ p. leon Malhomme
 x Malionka Konantka General. P. Helena Malhomme



1. paces Banderji
P. Kajnar
2. doridea Banderji
P. wi. Heerke
3. P. Hiekenau R. P.
Domanski
4. P. Hiekenau R. P.
Synovicki
5. P. Heimiciz,
miedu. Komulatu
6. P. Hiekenau R. P.
miedu. Komulatu
7. gospodarz z Kopiey
P. Karol Jurek
8. gospodarz z Jurkoy
P. Jura Pace
9. gospodarz z Gielicki
P. Farnik

Manifestacje cieszyńskie a prasa czeska.

W związku z uroczystościami, jakie urządzono w polskiej części Śląska Cieszyńskiego dla uczczenia pamięci poległych przed 15 laty w walkach o ten kraj, lokalna prasa czeska wyraża zaniepokojenie i zdradza jakieś dziwne zdenerwowanie. Słusznie jeden z Czechów zauważył, że lokalna prasa czeska tak tą sprawę rozdeła, iż teraz sami trębacze nie wiedzą, co z tym fantem zrobić należy. Faktem jest, że wywołano zbyt wiele domysłów, zdenerwowania i nawet trwogi. Przytoczymy kilka charakterystycznych głosów pism czeskich:

»Morawsko-sl. denik« w artykule wstępnym p. t. »Na marginesie przyjaźni polsko-czeskiej« staje w obronie przyjaźni polsko-czeskiej, którą jakoby pismo to uprawiało w klubach czesko-polskich. Nie może być większej obłudy nad to twierdzenie. »Mor. sl. denik« powitał założenie klubu czesko-polskiego w Mor. Ostrawie oświadczeniem, że Czechom nie pomoże żadne »bratřičkování s Poláky«. A gdy klub czesko-polski uchwalił rezolucję, domagającą się upaństwowienia gimnazjum orłowskiego, to M. S. D. rwał szaty i wołał na trwogę, że tego rodzaju sprawy nie należą do kompetencji klubu i że klub nadużył tu swej kompetencji.

W innym artykule, zatytułowanym »Jak w niedzielę mówiono w Cieszynie«, pismo to podaje dokładny przebieg uroczystości cieszyńskiej. W dniu 24 urządził Legion Młodych akademję w hotelu pod Jeleniem. Wieczorem uczestnicy udali się nad granicę pod pomnik Mieszka, gdzie mowca, wskazując na drugą stronę Olzy, oświadczył: »Bracia Polacy, tam jest nasz lud, tam jest nasz wróg, ale wielki naród się go nie boi.« Na wielkim wiecu, odbytym w dniu następnym

na rynku, burmistrz Cieszyna oświadczył według »Mor. Sl. Denika«, że Śląsk był zawsze polskim i że Polacy obecnie służą Czechom. Lecz Polacy nie będą już walczyli dla cudzych interesów. Czesi wyobrażają sobie porozumienie w ten sposób, że będzie ono przynosiło jednym korzyść, a drugim szkodę. O czeskim narodzie wiadomo, że posługuje się środkami niewłaściwymi, a twierdzenie to poparł przykładem, że minister Dr. Beneš użył podstępów na konferencji w Paryżu, kiedy po referacie Paderewskiego wyraził się, że statystyka polska jest fałszowana. Paderewski zastrzegł się przeciwko tej obrazie narodu polskiego i oświadczył, że Beneš nie miał nawet czasu przeczytać broszurki, którą mu może podarować, a którą napisał sam Masaryk. (O sprawie tej prasa pisze, że statystyka Paderewskiego wzięta była z broszury Prezydenta Masaryka.)

»Czesi chcą zbliżenia narodu czechosłowackiego z polskim. Czechom pono nigdy nie można ufać. Droga do porozumienia z Polakami prowadzi tylko przez Cieszyn. Jak długo Polacy pod zaborem czeskim są uciskani i nie mają pełnych praw, nie można o tych rzeczach mówić. Obecnie słowo mają Czesi. Porozumienie jest możliwe tylko wtedy, jeżeli Polakom po czeskiej stronie zapewnione będzie korzystanie ze wszystkich praw i jeżeli staną się panami na własnej ziemi. Obecnie żyją Polacy w Czechosłowacji jako człowiek, który jest duszony pod karkiem i czeka na śmierć. Że Polacy nie zostali tam dotąd zlikwidowani, trzeba przypisać ich hartowi narodowemu. Swoją mowę zakończył słowami »Nie damy ziemi, skąd nasz ród. . .« Potem odśpiewano pieśń »Nie damy ziemi«, a przy słowach »Tak nam dopomoż Bóg« podnieśli ręce i przysięgali.«

W tejże sprawie wypowiada się cały szereg innych gazet czeskich. Tak np. »Poledni Ostr. Denik« z 2 marca b. r. pisze dosłownie: »Jest rzeczą zrozumiałą, że w czasie, kiedy Polska zawarła pakt o nieagresji z Niemcami, i kiedy umowa co do granic na Śląsku cieszyńskim nie została jeszcze przez Polskę ratyfikowana, wywołuje taka obraźliwa manifestacja na naszym Śląsku ogólne rozgorzyczenie.«

Cała prasa czeska zapowiada na niedzielę czeski wiec protestacyjny, urządzony z ramienia »Maticy«, w którym mają wziąć udział wszystkie organizacje czeskie.

Nasz Kraj. 9/III. 34.

Nieścisłość. W Poledniku z dnia 8 marca podaje się wiadomość o przejeździe konnej p. konsula generalnego dr. Malhomma pomiędzy rolnikami polskimi. Podaje przy tem, że w Jabłonkowie, gdzie również był p. konsul generalny w powitanju, brał udział urzędnik »Ziemi« p. inż. Heczko. Z tego widać, że służbą sprawozdawczą o stosunkach pomiędzy Polakami zajmują się jednostki, które tych stosunków nie znają. P. inż. Heczko nie jest wcale urzędnikiem »Ziemi«, a w objeździe brał udział jako dowódca banderji. Tak wyglądają zazwyczaj wszystkie informacje o stosunkach pomiędzy nami.

Nasz Kraj 9/III. 34

Ciekawe pogłoski. Pomiędzy ludem szerzą się nadzwyczaj ciekawe pogłoski o stosunku między Czechosłowacją i Polską i o przyszłości Śląska Cieszyńskiego. Pogłoski te są rozszerzane przede wszystkim przez koła niemieckie jak w kilku wypadkach się podaje i z pewnością mają na celu odwrócenie uwagi władz od poczynan niemieckich, a zwrócenie jej w naszą stronę. Władze pośrednio przez gazety czeskie zwróciły się do społeczeństwa czeskiego o ułatwienie wyśledzenia źródła rozszerzania różnych wieści, które się pojawiały już długo przed 25 lutym, zatem nie dopiero po uroczystościach po stronie polskiej.

Czas 9/III. 34.

Manifestacje antypolskie w Cieszynie.

Morawska Ostrawa 8 marca.

(PAT) Manifestacja antypolska, wyznaczona na dzień 11 bm. w czeskim Cieszynie, będzie miała charakter skromniejszy, niż początkowo zamierzano. Do udziału w manifestacji dopuszczeni będą członkowie towarzystw, które ją organizują i współdziałają przy urządzaniu, t. j. czeskiej macierzy szkolnej, śląskiej Rady narodowej, Sokola, socjalistycznych i katolickich organizacji młodzieży, legionistów i banderje wiejskie. Pisma czeskie zapowiadają, że manifestacja będzie dla Polaków nowym ostrzeżeniem.

Na polském Těšínsku se organisují vojenské oddíly

vk Dostáváme zprávy, že za hranicemi našeho Těšínska, na polské straně v posledních dnech bylo zahájeno organisování vojenských útvarů, zvaných Polska organizacyja wojskowa. Konala se velká schůze bývalých plebiscitních členů té-

to organisace, která dala před lety základ k bojům o naše Těšínsko. Tato organisace to také byla, která cvičila bojůvky, jež pak na našem Těšínsku nemilosrdně řádily, útočily na životy našich lidí a ničily jejich majetek. Česká veřejnost

nedovede si dosti dobře představit, pod jakou záminkou a za jakých podmínek dochází ke vzkříšení této vojenské organisace, jejíž členové jsou nyní cvičeni ve zbraní a mají stejné poslání jako SA. a SS. oddíly v Německu. Po protistátním ve-

řejném projevu v Polském Těšíně, který nesmírně překvapil nejen českou veřejnost na Těšínsku, ale také československé úřady a vládu, je tento fakt velmi pozoruhodný.

Moravskoslezský Deník
4/III. 34.

— Zájem o Česko-polský klub ve Frýdku klesl. Letošní výroční valné hromady Česko-polského klubu zúčastnilo se pouze 22 osob. Za polský konsulát zúčastnil se valné hromady p. Kobiela. Ve Frýdku převládá mínění, že by městu lépe prospělo, kdyby byl ve Frýdku zřízen polský místokonsulát. V Pol. Těšíně by potom smeleji mohli volati: »Ostravica Polsky granicac«. Na schůzi bylo četnými členy poukazováno na rozdíly a nesrovnalosti mezi slovy a skutky Poláků, což zajisté ke shodě nepřispěje. Je jistě potřebno sledovat polskou politiku zde i v zahraničí. Při porovnání těchto rozdílů celá řada frýdeckých polonofilů vystřízlivěla. Bratři z Pol. Těšína včas odkryli karty svými nedělními projevy. Tato politika polská se i ve Frýdku konečně pochopila, proto ten chlad. Pár Polek, jež ovládají vlažné manžely-Čechy, česko-polské přátelství takto neupevní.

Lidové Noviny 8/III. 34

Polský tisk obviňuje čs. legionáře

jk - Český Těšín 7. března
Po neslýchaném útoku polskotěšínských šovinistů a jejich starosty města dra Michajdy na čs. národ a hlavu státu ani jediný polský list nezaujal k provokacím rozumné stanovisko. Naopak některé polské listy ve štvání pokračují. Tak Korfantyho katovická Polonia popisuje podrobně vojenské defilé divisi krakovské, slezské, bříské a čenstochovské v Katovicích, uspořádané na oslavu 15. výročí obsazení Slezska polským vojskem. V čele těchto polských divisi jel na koni japonský důstojník, obklopen čestnou důstojnickou stráží polskou. I obrázek této exotiky list přinesl. Opatrněji si vede Nasz Lud, který konstatuje, že 15. výročí obsazení Těšínska bylo na polské straně jako ve Skočově a Ustroní spojeno s náboženskými úkony, při nichž bylo vzpomínáno padlých polských vojinů, zabitých českými vojsky. Neomaleně si vede Polska Zachodnia (Západní), katovický deník polské strany národní. Obviňuje českou národní mládež a české šovinisty (!), kteří prý štvou na Těšínsku i na levém břehu Olzy a kteří prý pomocí českých legionářů podnítili polskotěšínskou příhodu. Podobá se, že na polské Těšínsko byl odkomandován bývalý velitel úderných rot polsko-slovácké legie Albín Kasciak (Kašfák), známý z přepadení Slovenska v roce 1919.

Polední Deník 13/III. 34

— Polský konsul na objížďce. Jak jsme podali zprávu, objížděl minulý týden polský konsul Malhomme z Mor. Ostravy Těšínsko a navazoval styky se zdejšími polskými sedláky. Svou úřední cestu zakončil společným večírkem v jednom hostinci v Jablunkově. Ze tato objížďka byla předem dobře připravena, o tom svědčí to, že pana konsula čekala v některých obcích polská selská jízda, která ho též doprovázela. Působilo to divně, když polský konsul objíždí okres, ve kterém mezi 85.334 duší je jen 4168 občanů, kteří jsou příslušníky polského státu. Vzniká otázka, nač vlastně se zakládají polské konsuláty u nás? Snad proto, aby hájili zájmy polských státních příslušníků, neb možná proto, aby polský konsul objížděl území jako nějaký vládní činitel tohoto státu a navazoval styky se zdejšími občany? Jak jsme informováni, bylo mezi panem konsulem navštívenými osobami velmi málo polských příslušníků. Nemůžeme věřit, že byl to zájem p. konsula jen o chov koní, který ho snad přiměl k této objížďce.

Moravskoslezský Deník
4/III. 34

— Nový útok »Gazety Kresové« proti našemu národu. Všechný český tisk odsoudil štvání, které bylo spácháno na táboře v Pol. Těšíně a kde polský poslanec a starosta města urazil naši republiku, našeho presidenta a celý československý národ. Očekávali jsme, že se najde na našem území aspoň jeden Polák, který odsoudí toto bohapusté štvání a řekne pravdu, jak se u nás polské menšině daří. A našla se celá skupina, a je katolické pol. strany, jejímž veřejným mluvčím je týdeník »Gazeta Kresová«, vycházející ve Fryštátě, a napsala do věrejšího sobotního čísla úvodník, který na čtyřech místech je konfiskován. Mimo úvodníku má 10. číslo »Gazety« ještě dva články o osudném polskotěšínském táboře a ani jeden článek nevyslovil to nejmenší politování nad tak hrubými provokacemi. Jistě je velmi zajímavé, že je to právě katolická strana, která se dává do služeb skoro vyložené iredenty na území naší republiky. Neškodilo by prozkoumat její bohumilou činnost a její stanovisko vůči státu, ve kterém žije. V témže čísle »Gazety« je článek o postátnění orlovského polského gymnasia, v němž se žehrá na to, že stát československý Polákům sliboval postátnění jejich gymnasia a slibu nedodržel, takže jejich Macierz szkolna musí i nadále platit svoje profesory a jiné výdaje. Tak tedy na jedné straně se schvaluje protičeské štvání a na druhé se volá na stát, dej nám peníze.

České Slovo 3/III. 34

K štvanicím polských šovinistů

Včera měla se v Mor. Ostravě konati výborová schůze ostravského Českopolského klubu, na níž mělo býti zaujmuto stanovisko k posledním událostem v Polském Těšíně. Schůze se však nekonala na žádost polských členů. Tato žádost značně překvapila, neboť právě nyní se očekával se strany polských činitelů projev, který by přivedl na pravou míru poslední události.

-vb-

Nasz Glazak 8/III. 34

(Nowy konsul polski objeżdża.) We wtorek wieczór przybył do Jabłonkowa polski konsul z Mor. Ostrawy Henryk Malhomme, gdzie miał w restauracyi p. Stańka schadzkę z wybitniejszymi gazdami-Polakami ze sąsiednych wsi, między którymi byli i tacy, którzy zaprzysięgają się, że zawsze trzymią ze stronnictwem czeskiem. Teraz mieliśmy sposobność tych ludzi poznać. Jakie znaczenie schadzka ta miała, nie wiemy, myśleć sobie możemy — dosyc na tem bawiono się dobrze, przypijano i popijano, nie szło to przecież z ich kieszeni. Z p. konsulem był także inż. Heczko z Čes. Těšina. Słychać, że p. konsul zwiedził w drodze kilka wsi, gdzie poznał się z różnymi miejscowymi polskimi reprezentantami. Dziwna sprawa! Słyszemy zawsze, że konsulowie zastępują interesy swojego państwa i jego obywateli w państwie obcym. Że nawiązują zaraz tak serdeczne stosunki ze zastępcami mniejszości owego obcego państwa, to w rzeczywistości sprawa bardzo ciekawa. Schadzka nie była przypadkowa, lecz była dobrze zorganizowaną, o co zyskał sobie wielkie zasługi jeden z polskich przywódców w Jabłonkowie. Może, że teraz za to już koniecznie otrzymie tak upragniony krzyż zasługi.



u p. Prezesa Paolii przed szkołą gospo-
 "Ropieach" dyńwiejską
 * p. Leon Malhoume, Konsul Generalny R.P. i Mor. Osbranie
 * jego Matronka p. Helena Malhoume
 Urzędujący Konsulat: 1. p. Konsul. Synowicki, 2. p. Vicekonsul Domagala
 3. p. Lesniewicz 4. p. Gnegonowski oraz asystent p. Lina

patrz art. "Sejmowanie polskiego rolnictwa" - strona 190

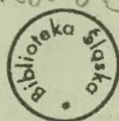
Używanie gazetowych znaczków pocztowych pozwolono reskryptem dyrekcji poczt i telegrafów w Opolu 1. 38338-II. 26.

Rocznik VIII.

1934

Nr. 3.

R828IV



PORADNIK GOSPODARCZY

Organ Pol. Organizacji Rolniczych i Gospodarczych
w Czechosłowacji.

Wychodzi 1 każdego miesiąca. Prenumerata całoroczna 15 Kcz. Pojedynczy numer 1.50.

Adres Redakcji i Administracji: Czeski Cieszyn, ulica Fabryczna 13. Redaktor: inż. Jan Heczko.

Rolnicy Baczność!

Centralne

stowarzyszenie spożywcze
dla Śląska w Łazach,

**kupuje każdą
ilość zboża**

1/2 kg próbki należy przysłać do
Centrali w Łazach, gdzie zostanie
ustalona cena.

Każdą sobotę dopołudnia będzie za-
kupywał jeden z członków Zarządu
zboże w młynie w Czeskim Cieszynie

Wiosna, wiosna, już wnet zawita.

Pierwsze nowości wiosenne w prze-
ślicznych modelach po cenach jak
zwykle zadziwiająco niskich:

	Kč
hubertusy najlepszej jakości	99-
damskie płaszcze trenchcoatowe	199-
" " boucle (z jedwabną podszewką)	239-
modne płaszcze damskie	od 149-
płaszcze damskie	od 120-
kapelusze damskie (najnowsze modele paryskie)	od 25-
kapelusze damskie	12-

Dla panów:

Trenchcoaty męskie	od 169-
męskie płaszcze laccia	od 249-
raglany męskie	od 139-
ubrania męskie, granatowe	od 199-
" " modne materje	od 209-
" " sportowe	od 180-
" " angielskie	od 199-

Wszystko, wszystko otrzymać można w fabryce
ubrań

„SBOR“

filja **w Cz. Cieszynie, ul. Dworcowa**
kierownik filji Erwin Lewiński

Czy warto używać nawozów?

*Z pewnością i dziś opłaci się użycie nawozów, o ile stosujemy je racjonalnie i używamy nawozów **zagwarantowanej jakości.***

Dlatego zakupujemy nawozy sztuczne w „ZIEMI“,

ponieważ każdy rolnik otrzyma tam

bezpłatną poradę, jakie nawozy i w jakiej ilości potrzebuje dla swego gospodarstwa i może zakupić towar najlepszej jakości we wielkim wyborze.

Mamy już na składzie:

Ia nasiona koniczyzny górskiej, buraków orygin. niem. pochodzenia i krajowego oryg. trawy najlepszych gatunków, atestowane owsy, jęczmień ziemniaki

Od kilku lat oświadczają wszyscy nasi odbiorcy i poczynili doświadczenia, że nasiona dostarczane przez nas są najlepszymi, najskuteczniejszymi i stosownie do jakości najtańszymi.

Karmy wszelkich gatunków Maszyny rolnicze

Spółka rolniczo-handlowa

„ZIEMIA“

Czeski Cieszyn

ulica Fabryczna 13.

Bystrzyca n./O.

Dom Kasowy.



Organ Polskich Organizacji Rolniczych i Gospodarczych w Czechosłowacji

Wydawca: Tow. Rolnicze. — Redaktor: Inż. Jan Heczko.

Nasze cele i obowiązki.

Rolnictwo nowoczesne, charakteryzujące planowe prowadzenie gospodarstwa, jako przedsiębiorstwa rolnego przy pomocy wiedzy fachowej, kalkulacji i organizacji zawodowych. Wszelkie braki, jakie odczuwa rolnik praktyczny przy swych zadaniach mogą usunąć jedynie organizacje zawodowe, przynoszące pomoc przez wskazówki, rady, oświatę, umożliwiające zbyt i broniące interesów rolnika na każdym kroku. Nasze organizacje rozciągające już swą działalność na wszystkie gałęzie produkcyjne i handlowe rolnictwa praktycznego nie cieszą się takim powodzeniem i nie liczą tylu członków ileby przysłało na liczny nasz stan rolniczy.

Kto jest rolnikiem? Każdy, kto pracuje chociażby na małym kawałku pola celem zdobycia chleba, jest rolnikiem. Nie należy traktować naszych kółek jako organizacji obszarników rolnych, lecz przeciwnie znajdują w nich przytułek i pomoc nawet najdrobniejsi właściciele. Czem mniejszy obszar pola tem intensywniej należy zabrać się do dzieła, by wydostać z niego możliwie największe korzyści, lecz do tego potrzeba

wiedzy i dobrej rady a tą tylko można uzyskać w zawodowej organizacji.

Pamiętajmy, że zarobki końmi należą do przeszłości. Uświadommy sobie, że zarobki w hutach, kopalniach i inne zmalały lub znikły zupełnie i w ten sposób wiele rodzin musi się żywić jedynie z czystej pracy rolniczej, na małych obszarach pola, bez koniecznych wiadomości i przygotowania w tym kierunku. Do tego dołącza się fatalna konjunktura, zagrażająca nawet doświadczonym i intensywnie pracującym gospodarzom.

W tych warunkach jedynie zawodowe organizacje, których centralą jest Towarzystwo Rolnicze w Cz. Cieszynie mogą wybudować lepszą przyszłość i dlatego wszyscy powinni uważać za swój obowiązek, by stanąć w szeregach Kółek Rolniczych, by wspólnie z innymi podjąć się pracy o lepsze jutro.

Niech więc Walne zebranie Towarzystwa Rolniczego będzie manifestacją sfornej pracy organizacyjnej dążącej do ugruntowania podstaw gospodarczych polskiego ludu na Śląsku.

Walne Zebranie

Towarzystwa Rolniczego w Cz. Cieszynie

odbędzie się

**w sobotę, dnia 10 marca 1934 o godz. 9 rano
w wielkiej sali Hotelu „Polonja“ w Cz. Cieszynie**

PORZĄDEK DZIENNY :

1. Zagajenie oraz mianowanie sekretarzy i weryfikatorów protokołu;
2. Protokół z ostatniego Walnego Zebrania;
3. Sprawozdanie z działalności za rok 1933;
4. Sprawozdanie kasowe za rok 1933;
5. Sprawozdanie komisji rewizyjnej i wnioski o udzielenie absolutorjum;
6. Referat;
7. Preliminarz;
8. Wysokość wkładek rocznych;
9. Zmiany statutu;
10. Wybory do Zarządu w miejsce ustępujących członków i wybór Komisji rewizyjnej;
11. Wnioski Zarządu Głównego i Kółek;
12. Wolne wnioski i życzenia.

Czeski Cieszyn, dnia 17 lutego 1934.

Za Zarząd Główny:

Inż. Jan Heczko m. p.

sekretarz

Pawlica Józef m. p.

prezes Tow. Roln.

SPRAWOZDANIE

z działalności Towarzystwa Rolniczego za 1933 r.

I. Sytuacja ogólna. Rok 1933 można nazwać pod względem produkcji rolniczej dobrym, gdyż w ogólności plony były obfite. Zmiany klimatyczne i częściowa posucha spowodowały słabsze zbiory paszy jak siana, lecz w niektórych tylko okolicach. Z tego samego powodu zbiory okopowych nie dały nadzwyczajnych wyników, natomiast zboża dały pełne zadowolenie tak pod względem ilości jak i jakości ziarna oraz słomy. Mógł się jednak każdy przekonać, że obfite plony nie decydują jeszcze o gospodarczych efektach w rolnictwie. Jeżeli bowiem sfery niechętnie rolnictwu wskazują na obfitość plonów i na tej podstawie wnioskuje o polepszeniu się sytuacji gospodarczej w rolnictwie zapominają, że większe zbiory wymagają równocześnie większej ilości godzin pracy, czyli większe koszty, ich nadmiar zaś na rynkach targowych nastręcza trudności zbytu i obniża cenę, wskutek czego w wielu wypadkach końcowy efekt gospodarczy jest ujemny w porównaniu z latami poprzednimi.

Z punktu widzenia gospodarczego, poza wieloma nieprzyjemnymi niespodziankami, oznaczał ubiegły rok stałe staczanie się rolnictwa w głąb kryzysu. Zadużenie, wywołane wszelkiego rodzaju zaległościami, wzrosły do zastraszających kwot i są chyba najwyraźniejszym obrazem położenia finansowego naszych rolników. Dotkliwie ciosy poniosło nasze rolnictwo przez nagłe załamanie się cen mięsa zwłaszcza małych prosiąt i tucz-

ników i systematyczne obniżanie się mleka, nabiału i jaj.

W tego rodzaju stosunkach spiętrzyły się też trudności w działalności organizacyjnej wszystkich kółek rolniczych, związków i spółdzielni, od których ogół rolniczy wymaga właśnie w tych czasach jak najbardziej intensywnej pracy, którą organizacje rolnicze mają realizować przy coraz szczuplejszych środkach finansowych. W coraz większej mierze musiało i Towarzystwo Rolnicze i będzie musiało tak samo na przyszłość opierać się o samopomoc i liczyć głównie na własne siły.

II. Organizacje.

1. Kółka Rolnicze i Związki.

W r. 1933 należało do Towarzystwa 55 kółek rolniczych,

Towarzystwo Pszczelniczo-Ogrodnicze,
Związek Kontroli Mleczności,

Związek Hodowców Bydła Czerwonego,

Związek Hodowców Drobnych Zwierząt Domowych,

Banderja Konna,

Spółdzielnia Mleczarska „Rolnik“,

Związek Absolwentek Szkoły Gospodyń w Końskiej.

Razem 62 organizacji. W ciągu roku powiększyła się zatem całkowita liczba organizacji o Związek Absolwentek Szkoły Gospodyń w Końskiej i 2 nowe Kółka Rolnicze mianowicie w Mostach przy Cz. Cieszynie i Żywocicach. Razem zorganizowanych członków 2.741.

2. Zarząd Główny, stojący na czele Towarzystwa, był według wyborów Walnego z dnia 18 marca 1933 w składzie nast.:

Prezes: Józef Pawlica, rolnik w Ropicy.

I wiceprezes: Karol Junga, poseł do zast. kraj., w Żukowie Górnym.

II wiceprezes: Karol Jaś, rolnik w Wielopolu.

Członkowie zarządu: Cieńciała Karol, kier. szkoły, Sucha Górna; Duda Alojzy, rolnik, Cierlicko Górne; Kluz Adam, paler cies., Gródek; Kufa Antoni, rolnik, Nawsie; Lazar Józef, rolnik, Ropica; Wałach Robert, rolnik, Ligotka Kameralna.

Zastępcy: Janeczek Józef, rolnik, Sucha Górna; Halfar Albin, rolnik, Łutynia Polska; Szkandera Paweł, rolnik, Boconowice.

Toman Karol, Datynie, reprezentant Tow. Pszczelniczo-Ogrodniczego.

Zarząd odbył 9 posiedzeń, na których poza bieżącymi sprawami poświęcał w szczególności uwagę sprawom gospodarczym, starając się w miarę możliwości wykonać życzenia poszczególnych Kółek Rolniczych, zajmując zawsze obronne stanowisko dla interesów rolniczych u władz i urzędów. Poza tem załatwiał wszelkie zarządzenia Ministerstwa Rolnictwa, przesłane jako sekcji Rady Rolniczej do dalszego załatwienia. W roku ubiegłym miał Zarząd szczególnie trudne stanowisko, ażeby mimo wszelkich trudności, które stawały na przeszkodzie, spełniać obowiązki, nałożone nań przez Walne zebranie i wyższe instancje gospodarcze.

3. Kancelarja. Kancelarja Towarzystwa Rolniczego miała do dyspozycji tylko 2 siły urzędnicze a to sekretarza

i stenotypistkę. Pozatem Związek Kontroli Mleczności utrzymuje 1 asystenta kontrolnego. W związku z agendami Towarzystwa załatwiono 3771 listów. Podział funkcyj był następujący: sekretarz Towarzystwa inż. Jan Heczko prowadził sprawę sekretarza, oprócz tego funkcje instruktora we wszystkich działach i redakcję „Poradnika Gospodarczego“. Stenotypistka Kozłówna Lidja prowadziła korespondencję, kasę, księgowość i administrację „Poradnika Gospodarczego“. Asystent kontroli mleczności Jan Lazar przeprowadzał kontrolę udoju, analizę mleka i prowadził wszelkie księgi kontroli obór. W ostatnim kwartale wskutek choroby asystenta Jana Lazara zastępował go w jego funkcjach Adam Mrózek, dypl. agr.

4. Dożynki. Celem zasilenia funduszy na działalność organizacyjną urządziło Towarzystwo Rolnicze dożynki 3 września w parku Sikory. Wskutek ulewnej deszczu tradycyjna ta uroczystość nie wypadła tak imponująco jak w latach poprzednich. Dożynki organizował specjalny komitet, który pracował z pełnem poświęceniem i dzięki temu mimo niekorzystnych warunków wynik finansowy wykazał skromny czysty dochód.

5. Uroczystości w Kółkach. W ub. roku obchodziły niektóre Kółka jubileusz swego istnienia, a mianowicie: Kółko rolnicze w Suchej Górnej 50-lecie istnienia uczciło uroczystymi dożynkami, na których ogłoszono szereg przemówień, a program dożynek upiększył występ Banderji Konnej. Tak samo uroczyste dożynki z okazji 40-letniego istnienia urządziło Kółko rolnicze w Gródku, wybijające się nader ożywioną i intensywną działalnością. Kółko rolnicze w Cierlicku Górnem urządziło z okazji 40-

lecia istnienia uroczyste Walne zebranie, w którym wzięli udział reprezentanci Towarzystwa Rolniczego i „Ziemi“, i na którym wręczono członkom założycielom dyplomy członków honorowych. Po zebraniu, które miało przebieg nader uroczysty, odbyła się zabawa dożynkowa.

6. Dział gospodyń. Szkoła Gospodyń Wiejskich w Końskiej, ugruntowawszy swe znaczenie jako szkoły zawodowej dla dziewcząt, zaczyna rozwijać coraz to szersze kręgi pracy społecznej wśród gospodyń wiejskich. Pracę tę prowadzi Związek Absolwentek Szkoły Gospodyń w Końskiej przy współpracy grona nauczycielskiego Szkoły Gospodyń i Towarzystwa Rolniczego, a działalność związku za rok ub. przedstawia się następująco:

Rok sprawozdawczy jest 11-tym istnienia Związku Absolv. Szk. G. W. Ważnym krokiem naprzód w tym roku jest przystąpienie Związku do Towarzystwa Rolniczego.

W roku sprawozdawczym staraniem Związku ukonstytuowano na nowo Koło Gospodyń Wiejskich w Śmiłowicach i założono nowe Koło w Oldrzychowicach. Otworzono też w Szkole Gosp. Wiejsk. w Końskiej „Poradnię Matek“. Urządzono 1 Walne zgromadzenie, 1 zjazd towarzyski, 1 zjazd w dniu zakończenia roku szkolnego w Szk. Gosp. Wiejsk. w Końskiej. Odbyły się 4 posiedzenia Zarządu.

Związek utrzymuje kontakt z Szkołą gospodyń w Końskiej. Tam też odbywają się wszystkie zebrania Związku.

Liczba członkiń wynosi 101.

Wkładkę w tym roku ustalono na 6 Kcz. Udział członkiń na zebraniach jest zadowalający. Na zebraniach bywa-

ją wygłaszane referaty zaproszonych gości i członkiń.

Zarząd stara się według możliwości o miejsca dla potrzebujących Koleżanek, które zgłoszą się o to. W ten sposób znalazły już niektóre z koleżanek miejsca jako pomocnice pani domu na bardzo korzystnych warunkach.

III. Uprawa roślin.

Konkursy. Z zakresu uprawy roślin zorganizowano 2 zespoły konkursowe a to w Gródku i Oldrzychowicach. Prowadzenie doświadczeń i doksztalcenia w formie konkursów wymaga w pierwszym rzędzie stałego dozoru instruktora i ta właśnie okoliczność uniemożliwia Towarzystwu Rolniczemu rozwinięcie akcji konkursowej na większą skalę, gdyż nie dysponuje potrzebnym personelem. Temat konkursowy stanowiły w pierwszym rzędzie uprawa buraków i ziemniaków. W konkursach tych osiągnięto przeciętnie 220 q ziemniaków i 750 q buraków z 1 ha.

Oprócz tego przeprowadzono próby z uprawą soi i kapustą pastewną. Nasiona przydzielono zainteresowanym rolnikom, którzy się zgłosili do biura Towarzystwa. Uprawa soi zawiodła jednak w wszystkich wypadkach a to dlatego, że uzyskane do prób odmiana soi żółtej olbrzymiej okazała się nieodpowiednią dla naszych warunków a tak samo rok 1933 pod względem klimatycznym był dla uprawy soi nieprzychylny. W rezultacie można stwierdzić, że dalsze próby uprawy mają możliwość powodzenia przy użyciu odmian soi czarnej drobnoziarnistej. Uprawa kapusty pastewnej okazuje się w naszych warunkach możliwą a główne jej znaczenie leży w tem, że może uzupełnić ilość dotychczas upra-

wianych roślin pastewnych a to jako poplon i cenny materiał do zakwaszania silosów.

Rak ziemniaczany. W zagrożonych rakiem ziemniaczanym naszych powiatach pojawiła się w ubiegłym roku ta niebezpieczna choroba w dwóch dalszych miejscowościach, mianowicie Rzece i Oldrzychowicach. Kontumacja tychże gmin, zarówno jak i przyległych, spowodowała znaczny popłoch i szkody materialne z powodu straty zbytu. Na skutek interwencji Towarzystwa Rolniczego w Ministerstwie Rolnictwa uzyskali niektórzy rolnicy z Ligotki Kameralnej zezwolenie na wywóz ziemniaków, przeznaczonych do konsumpcji, ze względu na geograficzne położenie gminy, wykluczające zawleczenie zarazy z gmin sąsiednich. Fakt pojawienia się ponownie raka ziemniaczanego zmusza do zaostrzenia wszelkich środków zapobiegawczych i dlatego Towarzystwo Rolnicze wezwało wszystkich rolników do sadzenia wyłącznie odpornych odmian ziemniaków, oprócz tego wystosowało memorjał do Ministerstwa Rolnictwa z petycją, by do zagrożonych powiatów zakazano zupełnie dowóz ziemniaków w odmianach nie uznanych za odporne.

Różne. Akcja w zakresie udoskonalenia produkcji roślinnej cierpi, podobnie jak i wszystkie inne gałęzie na brak finansowego poparcia. Wobec tego nie może być mowy o udzielaniu subwencji poszczególnym rolnikom.

Wielkie znaczenie ma dozór Towarzystwa Rolniczego nad jakością i odmianami nasion zakupywanych przez „Ziemie“. Pod tym względem panuje ścisła współpraca pomiędzy oboma instytucjami, przynosząca korzyści wszystkim rolnikom.

Najintensywniejszą gałęzią uprawy roślin jest ogrodnictwo, które prowadzi samodzielna sekcja: Towarzystwo pszczelczo-ogrodnicze. Biuro Tow. Rolniczego przeprowadziło kilkadziesiąt zamówień na drzewka i sadzonki leśne. Wydało również jako bezpłatny dodatek do „Poradnika Gospodarczego“ dwie broszurki Inż. Kasprowicza o chorobach i tępieniu szkodników drzew owocowych.

Towarzystwo Pszczelniczo-ogrodnicze.

Praca w pasiece i ogrodzie wszczepia w człowieka sumienność, wytrwałość, ofiarność, pracowitość, oszczędność i dokładność.

Rok 1933 był dla pszczelarzy i ogrodników niepomyślny. Chłodna wiosna zatrzymała rozwój rodzin pszczelich, przymrózki zaś zniszczyły kwiat drzew owocowych. Krótkie lato i chłodna jesień wpłynęły ujemnie na zbiór miodu i owoców.

W zastraszający sposób rozmnożyły się w r. 1933 szkodniki drzew owocowych. Różne gatunki mszyc zniszczyły nasze sady od wczesnej wiosny do późnej jesieni. W okolicach podgórskich pojawił się w lecie nieznany dotąd u nas „Wznosik doparek“ (*Simacthis pariana*), którego małe, żółte z czarnymi kropkami gąsienice żerowały na liściach jabłoni do samej prawie zimy.

Mimo niepowodzenia nie ustawało Towarzystwo pszczelniczo-ogrodnicze w swej miłej i szlachetnej pracy.

1. Żywotność organizacji wykazuje na pierwszym miejscu powiększenie się ilości członków z 460 na 530, z których 430 posiada pasieki.

2. Zarząd Towarzystwa odbył w ciągu roku 6 posiedzeń, na których oma-

wiano bieżące sprawy z zakresu pszczelnictwa i ogrodnictwa.

3. Z najważniejszych prac Zarządu zasługuje na uwagę dalsze dociekanie przyczyny wymarcia pszczół w dolinie Olzy. Kilkakrotne badania pszczół, czerwiu i miodu w kilku zakładach bakteriologicznych nie dały żadnego wyniku. Zauważono jednak, że w tym roku pszczoły nie chorowały, z czego można wnioskować, iż „Trzyniec“ poczynił pewne zarządzenia neutralizowania chemicznych trucizn mineralnych, albo też wskutek zastoju w przemyśle nie pracowano w oddziale, gdzie wytwarzają trucizny, szkodliwe pszczołom.

4. Z wiosną rozdzielono pszczelarzom pewną ilość nasion roślin miododajnych.

5. Prezes i sekretarz zwiedzili w ciągu roku niektóre pasieki i szkółki drzewek. Szkółkarze wyhodowali materiał zdrowy i polecenia godny, którego jednak wobec zastoju gospodarczego nie będzie można sprzedać.

6. Z ramienia Tow. pszcz.-ogr. założono Kółko pszczelniczo-ogrodn. w Łazach. Przewodniczącym jest p. Gnida Karol z Łazów.

Kółko łążeńskie liczyło z 31 grudniem 1933 — 38 członków; początki jego pracy są bardzo zadowalające.

7. W jesieni urządzono wycieczkę wędrowną do P. Górniaków, wł. cegielni w Świbicy, gdzie zwiedzono cegielnię i wzorowo urządzone ogród. Na szczególną uwagę zasługiwał tam ogródek kwiatowy z mnóstwem prześlicznych dalsi najnowszych odmian.

8. Rząd przydzielił pszczelarzom Towarzystwa 180 q nieopodatkowanego cukru do jesienno podkarmienia 2250 pni. Rozdzielenie cukru utrudnił brak go-tówek.

9. Dla Towarzystwa abonowano następujące miesięczniki: „Pszczelarz Polski i ogród“, „Včela Moravská“ i „Illustrierte Flora“.

10. Protokół czynności wykazywał przeszło 1200 załatwień w korespondencji wewnątrz i na zewnątrz Towarzystwa.

Członkami Zarządu byli:

Zielina Józef, prezes,

Toman Karol, 1 wiceprezes,

Zahraj Jan, 2 wiceprezes,

Wanok Jan, sekretarz i skarbnik,

Gabrys Jan, zastępca sekretarza,

Francus Franciszek, gospodarz.

Dalsi członkowie Zarządu: Pustówka Paweł, Waliczek Paweł, Kajzar Andrzej i Kajfosz Andrzej.

IV. Hodowla zwierząt.

Hodowla zwierząt domowych podzielona w całości na 4 działy a to: 1. bydło; 2. świnie, owce, kozy; 3. drobne zwierzęta domowe; 4. konie, wykazuje brak odnośnej organizacji hodowlanej w dziale 2-gim, t. zn. hodowli świń, owiec i kóz. Sprawami temi kieruje kancelarja Towarzystwa Rolniczego bezpośrednio, gdy tymczasem w działach innych prowadzą pracę hodowlaną specjalne związki.

1. Bydło. W dziale tym mają pracować 2 związki a to: Związek Hodowców Bydła czerwonego i Związek Kontroli Mleczności. Ponieważ jednak Związek Hodow. Bydła Czerw. jest zorganizowany jako spółdzielnia i wobec niekorzystnych stosunków gospodarczych nie mógłby dodatnio prosperować, pozostaje jako spółdzielnia nieczynny, natomiast jego prace hodowlane prowadzi w całości Związek Kontroli Mleczności.

Pod względem praktycznym praca ogranicza się do przeprowadzania kon-

troli mleczności i referatów hodowlanych, gdyż inne akcje zwłaszcza subwencyjne są uniemożliwione brakiem fundusów. Pod względem teoretycznym poczyniono w ub. r. poważne kroki naprzód przez ustalenie i pogłębianie licznych zasad hodowlanych, które w miarę możliwości będzie się wprowadzało w praktykę. Na pierwszym miejscu należy wymienić trzykrotny udział reprezentanta związku na konferencjach hodowlanych w Pradze, a w związku z tem liczna korespondencja i przygotowania organizacyjne celem przystosowania się do państwowej techniki hodowlanej. Związek Kontroli Mleczności uchwalił też zasadnicze normy celem założenia i prowadzenia księgi rodowodowej. Oprócz tego zabierał głos w ankietach hodowlanych, wystosowując na podstawie miejscowych stosunków, własne elaboraty i wnioski. Należy tu wspomnieć liczną korespondencję dotyczącą wprowadzania w życie ustawy hodowlanej i usuwania niedomagań, jakie często można zauważyć. Wziął też czynny udział i udzielił objaśnień o miejscowych stosunkach w ankiecie, prowadzonej przez urzędy powiatowe w sprawie higieny mleka i stanu hodowli krów w ogólności. Podobnie zajął stanowisko w kwestji równomiernego rozdzielania produkcji mlecznej a w związku z wszystkimi powyższymi zagadnieniami, wydał osobną odbitkę „Poradnika Gospodarczego“ p. t.: „Aktualne zagadnienia hodowlane.“

Spęd była był pierwszą imprezą hodowlaną tego rodzaju, która w pierwszym rzędzie miała za zadanie dać ogólny obraz o faktycznym stanie zarodowego materiału była czerwono-leszniańskiego. Spęd ten, urządzony dnia 17 czerwca ub. r. w parku Szkoły Gospodyń Wiej-

skich w Końskiej, okazał się nadzwyczaj skuteczną propagandą dla hodowli bydła czerwono-leszniańskiego, nie tylko wśród naszych rolników lecz także na Morawach, o czym świadczą liczne zamówienia na dostawę krów czerwonych. Spęd zwiędził też profesor dr. Taufer, kierownik zakładu zootechnicznego w Bernie, liczni przedstawiciele rolniczych organizacyj czeskich i niemieckich, a tak samo wśród naszych rolników i gospodyń znalazł wielkie zainteresowanie. Przy sędzie przeprowadzono ocenę poszczególnych sztuk i obór, w wyniku której otrzymali: za całkowity wygląd i wartość obory: honorowy dyplom uznania Śląskiej Rady Rolniczej w Opawie p. Kajzar Paweł, rolnik w Kojkowicach; srebrny medal za usługi Śląskiej Rady Rolniczej w Opawie pp. Jaś Jan, rolnik, Leszna Dolna; Jaś Karol, rolnik, Wielopole; Pawlica Józef, rolnik, Ropica, prezes Twa Rolniczego.

Za wyszczególnione przy klasyfikacji okazy otrzymali: brązowy medal za usługi Śląskiej Rady Rolniczej w Opawie pp. Badura Paweł, rolnik, Ropica; Buzek Karol, rolnik, Końska; Heczkowa Ewa, właśc. realności, Leszna Górna; Kubok Jan, rolnik, Końska, Szkatuła Paweł, rolnik, Koszarzyska.

Honorowy dyplom uznania Towarzystwa Rolniczego: pp. Bajtek Jan, Nydek, Biedrawa Jan, Strzycieź, Chwistek Karol, Śmiłowice, Drobisz Alojzy, Strzycieź, Drozdowa Ewa, Wędrynia, Halama Jan, Żuków Dolny, Kaczmarczyk Jan, Wielopole, Kozielek Olga, Nydek, Lipa Paweł, Świbica, Macura Paweł, Żuków Górny, Matuszek Jan, Guty, Nowak Józef, Żuków Górny, Sikora Edwin, Nawsie, Wania Paweł, Ropica. Ilościowo zgromadził spęd przeszło 200 sztuk bydła.

Kontrola mleczności. Zarząd Związku Kontroli Mleczności był w następującym składzie: Duda Alojzy, Cierlicko Górne; Badura Paweł, Ropica; Lazar Józef, Ropica; Jaś Jan, Leszna Dolna; Sikora Adam, Piosek. W roku kontrolnym 1933 przeprowadzono kontrolę u 188 krów, należących do 23 członków. Ze względu na wielką ilość późno wycielonych jałowic oraz krów w ciągu roku sprzedanych, wzięto pod uwagę do zamknięcia rocznego 112 krów, w tem 45 krów czerwono-leszniańskich, 67 krajowych.

Przeciętny udój roczny krów leszniańskich wynosił 2871 kg mleka z zawartością 3.9% tłuszczu, co wynosi rocznie 103 kg tłuszczu na krowę, a w przeliczeniu na masło 126 kg masła. Większa wydajność mleka zaznacza się u krów krajowych, gdyż wynosi 3032 kg mleka o 3.5% tłuszczu, co w przeliczeniu na masło wynosi 121 kg masła rocznie na krowę. U krów leszniańskich wydajność mleka jest mniejsza, ale zato masła wypada o 5 kg więcej na krowę rocznie. Trzeba też zauważyć, że z krów krajowych wpisane są do kontroli mleczności obory najlepsze, gdy tymczasem u krów czerwono-leszniańskich przeprowadza się kontrolę bez względu na ich wydajność użytkową, wszędzie, gdzie na to pozwalają warunki finansowe i techniczne. Jeżeli dalej weźmiemy pod uwagę mniejszą żywą wagę u krów leszniańskich, a co za tem idzie, mniejsze zapotrzebowanie paszy bytowej (na życie), musimy przyznać, że produkują mleko znacznie taniej aniżeli krowy krajowe. Z dalszych zalet bydła czerwonego należy podkreślić jego bardzo dużą odporność na gruźlicę, wskutek czego produkuje się mleko bardzo zdrowe, szczegól-

nie dla dzieci. Niżej podane ilości mleka od krów, które za rok dały ponad 3000 kg, są ilością mleka faktycznie wydojonego i nie doliczono mleka spotrzebowanego na rozwój płodu w czasie ciąży, dalej nie uwzględniono różnych poprawek, przypadających na okres cieleńia, wiek i okres jałowienia. W porównaniu do roku 1932 roczny wydatek mleka przeciętnie zwiększył się tak u krów krajowych jak u leszniańskich o 75 kg na krowę rocznie. Widać z tego, że cyfry same mówią za siebie, jakie znaczenie posiada kontrola mleczna, gdyż uzyskano zwiększenie produkcji pomimo grasującego kataru pochwy, który powoduje olbrzymie straty w produkcji mleka. Dojść do wysokiej mleczności a zarazem do potaniaenia produkcji nie przez powiększenie ilości krów, lecz przez podwyższenie produkcji mlecznej u poszczególnych sztuk można jedynie przy pomocy kontroli mlecznej.

Zdrowotność. Celem zapobieżenia fatalnym skutkom jakie wywołują w hodowli bydła zaraźliwy katar pochwy, urządzono szereg referatów o sposobach zwalczania tej choroby, na skutek których prawie wszystkie gminy w powiecie czesko-cieszyńskim przeprowadziły na swój koszt leczenie kataru pochwy. W rezultacie można zauważyć tylko częściową poprawę, gdyż u wielu sztuk choroba okazuje się zastarzałą i mimo chwilowego wyleczenia wywołuje recydywy. Z tego powodu wiele sztuk o wysokiej wartości hodowlanej i produkcyjnej musiano wykluczyć w zupełności z hodowli, jako niezdadne do dalszego rozplodu.

Zestawienie krów krajowych za rok kontrolny 1933.

L.	Imię krowy	Waga kg	Ilość dni udoju	Udoiła mleka kg	Tłuszczu % %	Tłu- szczu kg	Masła kg	Właściciel	Gmina
1	Blanka	445	336	3524.40	3.4	119.92	136	Karol Buzek	Końska
2	Tyroła	520	320	4499.45	3.2	143.85	164	"	"
3	Basia	420	365	3111.04	3.7	115.63	131	" "	"
4	Melona	432	304	3121.90	3.4	108.83	121	" "	"
5	Gwiazdula	487	334	3061.90	3.7	115.47	128	" "	"
6	Liwanda	560	306	4927.60	3.1	156.36	174	" "	"
7	Agata	420	336	3588.87	3.5	128.62	143	" "	"
8	Pecka	587	334	3219.74	3.8	122.25	140	Józef Pawlica	Ropica
9	Kontesa	613	310	3777.05	3.5	134.70	151	" "	"
10	Liwanda	440	306	3099.85	3.3	102.29	116	Cienciała St.	Mistrzowice
11	Brzezula	480	365	4627.22	2.7	128.98	141	Inż. Jan Heczko	"
12	Wiesioła	420	348	3695.90	3.4	127.26	143	Lazar Józef	Ropica
13	Chowana	480	311	3594.55	3.5	127.65	143	" "	"
14	Rybiana	470	365	3095.15	4.2	131.39	149	" "	"
15	Kochana	488	335	3222.85	3.7	120.72	138	" "	"
16	Piwońja	524	365	4046.30	3.4	140.	157	" "	"
17	Malina	430	353	3268.30	3.8	123.57	142	" "	"
18	Łania	470	365	3273.31	3.6	118.40	134	Gałuszka Józef	Cierlicko
19	Tyroła	408	335	3760.45	3.1	128.32	132	Duda Alojzy	"
20	Kontesa	500	342	3031.30	3.6	111.24	124	Prymus Józef	"
21	Kropiana	505	329	3800.70	3.4	130.86	147	Jaś Jan	Leszna Dolna
22	Wiesioła	470	337	3091.	3.8	117.30	134	" "	" "
23	Różana	470	334	3912.55	3.4	134.49	151	" "	" "
24	Różana	530	365	4497.85	3.3	149.57	169	Jaś Karol	Wielopole
25	Bujana	500	365	4807.90	3.5	169.50	192	" "	"
26	Brzezula	550	317	4083.10	3.4	138.92	158	" "	"
27	Bubla	480	365	3050.	3.8	115.94	132	Badura Paweł	Ropica
28	Ela	599	349	3789.05	3.8	145.19	164	" "	"
29	Figa	447	365	3277.35	3.7	120.74	138	" "	"
30	Dezera	480	346	4459.05	3.7	164.21	188	" "	"
31	Iwana	420	329	3139.85	3.8	121.58	136	" "	"
32	Różana	420	304	3266.66	—	—	—	Kubok Jan	Końska

Zestawienie krów czerwono-leszniańskich za rok kontrolny 1933.

L.	Imię krowy	Waga kg	Ilość dni udaju	Udojła mleka kg	Tłuszczu %	Tłu- szczu kg %	Masta kg	Właściciel	Gmina
1	Pecula	438	365	3071 87	3·8	118·64	133	Kajzar Paweł	Kojkowice
2	Żalina	447	270	3384·80	3·6	120·47	136	„ „	„
3	Jagoda	600	299	3323·50	3·6	122·40	137	Jaś Karol	Wielopole
4	Piwonia	430	326	3027·60	4	123·76	139	„ „	„
5	Łania	450	281	3737·60	3·4	130·58	145	„ „	„
6	Winocha	460	313	3730·35	4	152·11	173	Kaczmarczyk Jan	„
7	Malina	420	334	3200·40	3·7	120·39	135	Kaczmarczyk Jan	„
8	Wróżna	660	365	4242·55	3·4	148	164	Jaś Jan	Leszna Dolna
9	Łania	447	296	3110·65	3·3	104·17	117	Lipa Paweł	Świbica
10	Frela	520	365	3191	4·1	132·08	150	Cymorek Paweł	Kojkowice
11	Malina	457	365	3379·25	4·2	141·78	163	Badura Paweł	Ropica
12	Jelenia	608	335	4037·89	4·1	168·79	193	Pawlica Józef	„
13	Malina	460	339	3450 89	3·7	129·46	146	Inż. Jan Heczko	Mistrzowice
14	Malina	600	335	3810	—	—	—	Kubok Jan	Końska
15	Frela	585	322	3367·9	—	—	—	„ „	„
16	Jagoda	370	329	3813·35	—	—	—	„ „	„
17	Piwonia	560	324	3727·90	—	—	—	„ „	„
18	Bosawa	378	349	3079	3·6	111·63	127	Sikora Adam	Piosek
19	Bujana	540	345	4012·85	3·5	141·67	160	Jaś Jan	Leszna Dolna
20	Wróżna	660	365	4242·55	3·4	148	164	„ „	„ „

Przeciętny udój poszczególnych obór za rok kontrolny 1933.

1. Buzek Karol, Końska — 3538 kg
2. Kaczmarczyk Jan, Wielopole — 3465 kg
3. Jaś Karol, Wielopole — 3312 kg
4. Badura Paweł, Ropica — 3144 kg
5. Pawlica Józef, Ropica — 3107 kg
6. Kubok Jan, Końska — 3085 kg
7. Hutischa Józef, Cierlicko — 3043 kg
8. Jaś Jan, Leszna Dol. — 3000 kg

9. Lipa Paweł, Świbica — 2913 kg
10. Lazar Józef, Ropica — 2849 kg
11. Ing. Heczko Jan, Mistrzowice — 2805 kg
12. Kajzar Paweł, Kojkowice — 2747 kg
13. Sikora Adam, Piosek — 2694 kg
14. Teper Jerzy, Świbica — 2689 kg
15. Cieńciała Stanisław, Mistrzowice — 2527 kg
16. Żebrok Józef, Mistrzowice — 2521 kg

17. Duda Alojzy, Cierlicko — 2148 kg
18. Ciahotny Jerzy, Mistrzowice —
— 1957 kg
Przeciętny od wszystkich krów (112)
— 2863 kg — 108 kg tłuszczu.

Świnie, owce, kozy. W kwestji hodowli świń należy na pierwszym miejscu wspomnieć katastrofalne rozszerzenie się choroby nazwanej powszechnie „chorobą cieszyńską“. Najsmutniejszym objawem jest fakt, że mimo interwencji nie uzyskano ani skutecznych środków leczniczych, ani też funduszy na częściowe przynajmniej pokrycie szkód materialnych. Wobec tego, że wiedza weterynaryjna jest wobec choroby bezsilną, choroba szerzy się i wyrządza w dalszym ciągu spustoszenia. Należy przypuszczać, że 25% z ilości hodowanych świń uginęło wskutek choroby cieszyńskiej. Choroba cieszyńska, która pojawiła się i grasowała początkowo w wsiach powiatu cieszyńskiego, rozszerzyła się w ostatnich miesiącach i na Morawy, posuwając się w ten sposób w głąb Czechosłowacji. W ten sposób wzbudzi prawdopodobnie kwestja leczenia większe zainteresowanie. W sprawie szczepienia ochronnego czerwoni podano statystykę wyników w 8-mym nrze. „Poradnika“ r. 1933.

Konkursy tuczenia świń zorganizowano w ub. roku w Błędowicach Dolnych, Strzycieżu, Szkole Gospodyń Wiejskich w Końskiej i w zespole Absolwentek Szkoły Gospodyń. Konkursy dały naogół zadowalające wyniki, jednakowoż wielu uczestników musiało przerwać doświadczenie z powodu uginięcia tuczników na chorobę cieszyńską. Podobnie doświadczenia ze skarmianiem drożdży suszonych nie mogły być opracowane i nie dały pozytywnych rezultatów, ponieważ sztuki, u których stosowano skarmianie droż-

dży, zostały zniszczone przez chorobę cieszyńską.

Pod względem zarodowym prowadzi biuro Towarzystwa miesięczne sprawozdania zakładu zootechnicznego w Bernie z wykazem wszystkich sztuk pochodzących z kontrolowanych chowów na Morawach, skąd w miarę potrzeby sprowadza knury do rozplodu.

W zakresie hodowli owiec musiano się ograniczyć tylko do korespondencji w sprawie planu hodowlanego i zasięmano informacji co do zakupienia baranów rozplodowych. Ze względu jednak na znaczne koszty nie można było żadnej akcji w tym kierunku zrealizować, z wyjątkiem pracy oświatowej i artykułów w „Poradniku Gospodarczym“, dotyczących hodowli owiec i kóz.

D r ó b. Kwestje dotyczące hodowli drobiu załatwia i prowadzi Związek Hodowców Drobnych Zwierząt Domowych w Czeskim Cieszynie. Związek ten liczy dotychczas 62 członków, jednak nie ogranicza swej działalności tylko na członków, lecz prowadzi sprawy hodowlane drobiu z uwzględnieniem potrzeb i warunków całego terenu swego działania. W skład zarządu Związku wchodził: pp. Wania Paweł, Ropica, Sikora Paweł, Nawsie 22, Sedlaczek Paweł, Mosty przy Cz. Cieszynie, Zielina Paweł, Ropica i p. Macurowa, żona kier. szkoły w Świbicy.

Najważniejszą imprezą z zakresu hodowli drobiu był pokaz drobiu zarodowego, urządzonego w listopadzie w halach „Ziemi“. Dzięki stosownym lokalom i dobremu wyglądowi wystawionego materiału pokaz wypadł imponująco. Z roku na rok daje się zauważyć coraz to większa liczba zwiedzających i coraz to większe zainteresowanie o nabycie pierw-

szorzędnego materiału zarodowego. Po raz pierwszy przeprowadzono też przy ostatnim pokazie klasyfikację wystawionych okazów, jednak bez premjowania i odznaczeń. Pokaz ten był też urozmaicony wystawą pasz i potrzeb technicznych.

W licznej korespondencji, jaką Związek załatwiał dla Rady Rolniczej i Ministerstwa Rolnictwa, ustalono dobór stosownych ras, jakie nadają się dla naszych warunków, mianowicie dla mniejszych hodowców i praktyków uznano Wiandoty i Karmazyny za najstosowniejsze rasy użytkowe. Dla farm znów i większych hodowli Białe Leghorny.

Związek podjął też propagandę technicznych ulepszeń w zakresie hodowli drobiu, mianowicie opracował wzory stosownych kurników. Propaganda ta dała wprost nieoczekiwane wyniki i wzbudziła wielkie zainteresowanie. Podobnie pozytywne wyniki wywołały liczne referaty i artykuły na temat odchowu, żywienia i pielęgnowania drobiu, co wykazuje wzmożona znacznie produkcja jaj w okresie zimowym.

Banderja Konna. Działalność Banderji Konnej rozpada się na hodowlaną i sportową, co w większości wypadkach łączy się razem w jedną całość. Pod względem rozplodu zaznacza się pod wpływem obecnych stosunków stagnacja i znaczne koszty połączone z odchowem źrebiąt uniemożliwiają pracę w tym kierunku. Dlatego większem powodzeniem cieszy się sam sport jazdy konnej łatwiejszy do zrealizowania, ograniczany jednak na okresy czasu wolne od robót polnych. W ub. r. wystąpiła Banderja oficjalnie na balu Macierzy w Cz. Cieszynie, odbyło się również 1 Walne zebranie. Zamiar urządzenia samodzielnej

imprezy upadł wobec niemożliwości uzyskania wolnego miejsca w Parku, zajętego przez wszystkie dogodne niedziele przez imprezy innych organizacji. Jedyne występy połączone z częściowymi popisami odbył się w dożynkach Kółką Rolniczego w Suchej Górnej dla uczczenia 50-letniego istnienia. Pozatem odbyła Banderja Konna jeden większy rajd konny w charakterze wycieczki naukowej, zwiedzając gospodarstwa w Mistrzowicach, Cierlicku Górnem, Toszonowicach i Gnojniku. Przy dożynkach Towarzystwa Rolniczego był również przygotowany większy program, który jednak ze względu na niekorzystną pogodę musiał być skrócony i z tego powodu nie odbył się zapowiadany bieg terenowy dookoła miasta Cieszyna Cz. o puchar wędrowny miasta Český Těšín. Do Zarządu Banderji Konnej należeli: pp. Paweł Kajzar, Kojkowice, prezes, Łazar Józef, Ropica, wiceprezes, Farnik Józef, Cierlicko, sekretarz, Cichy Jan, Wędrynia, skarbnik, inż. Jan Heczko, instruktor okręgu jabłonkowskiego. Banderja liczy 73 członków, z tego czynnych jest 52. Przeciętny udział w imprezach bierze 35 członków.

V. Dział ekonomiczny.

Plan spółdzielczy. Pod względem gospodarczym wykazuje rolnictwo wielkie braki, do których należy: niedostatek organizacji zapewniających zbyt i różnego rodzaju warunki, wpływające niekorzystnie na rentowność gospodarstw. Zagadnienia dotyczące spieniężenia produktów rolniczych i dochodowości gospodarstw są w naszym rolnictwie obecnie najbardziej aktualnymi i dlatego też Towarzystwo Rolnicze uważa za stosowne zwracać więcej uwagi w

swej działalności a tak samo w działalności poszczególnych kółek i współpracujących związków na te właśnie zagadnienia gospodarcze. Dotychczasowa bowiem praca szła głównie w kierunku oświatowym, dążąc do udoskonalenia produkcji, co jednak oznacza pewnego rodzaju jednostronność, która może nawet wywołać niepożądane następstwa, jak np. nadprodukcję i spadek cen. Dalsza działalność w kierunku udoskonalenia produkcji musi być poparta przez zapewnienie zbytu, to znaczy przez wybudowanie organizacji spółdzielczych. Bez wątpienia na pierwszy plan wysuwają się codzienne produkty rolnicze, jakimi są mleko i jaja. Dla tych właśnie produktów pracuje Towarzystwo Rolnicze nad wybudowaniem sieci zbiornic, obejmujących cały powiat cieszyński i współpracuje z innymi organizacjami, dążącymi do tego samego celu.

Związek Producentów Mleka. Niekorzystnie rozwijające się stosunki na targu mleka spowodowały ożywioną działalność Związku Producentów Mleka w Mor. Ostrawie, gdzie na posiedzeniach komitetu wykonawczego zasiada stale jedyny przedstawiciel Towarzystwa Rolniczego. W porozumieniu ze Związkiem Producentów przygotowuje Towarzystwo Rolnicze wspomnianą wyżej akcję spółdzielczą, która może być realizowana dopiero po usunięciu wszelkich szkodliwych warunków, zagrażających jej egzystencji.

Interwencje. Bezpośrednia bliskość granicy wpływa zabójczo na zbyt produktów rolnych a mianowicie wskutek drobnego ruchu granicznego i przemytu. Zwłaszcza drobny ruch pograniczny wpływał obniżająco na rozwój cen targowych i bezpośrednio niszczył go-

spodarczo rolników polskich na terenie działalności Towarzystwa Rolniczego. Stosunki tego rodzaju zmusiły Towarzystwo do całego szeregu interwencji tak pisemnych jak i osobistych, w rezultacie których osiągnięto pewnego rodzaju ograniczenia na dowóz mleka, celem zaś zapobiegania przemytowi zostało wydane rozporządzenie o rejestracji zwierząt domowych, co jednak stanowi wielkie utrudnienie i komplikacje przy handlu zwierząt domowych. Prezes Towarzystwa Rolniczego zastępował i bronił naszych rolników na konferencjach w sprawach podatkowych i zasiada również w Radzie Nadzorczej rolniczej kasy chorych w Frydku. Dzięki jego interwencjom zaprowadzono dnie urzędowe kasy chorych w Jabłonkowie i Cieszynie Cz.

Spółdzielnia „Rolnik“ w Trzanowicach. Istniejąca od 2 lat spółdzielnia mleczarska w Trzanowicach wymagała w ciągu całego roku ciągłego dozoru, porad i pomocy finansowej, której zawsze udzielało Towarzystwo w miarę możliwości. Dopiero pod koniec roku zdołano unormować stosunki i warunki pracy w spółdzielni tak dalece, że jej byt i dalszy rozwój jest obecnie całkowicie zapewniony.

Traktor. Traktor, którym dysponuje Towarzystwo Rolnicze celem należytej i na czas przeprowadzonej obróbki ziemi, używany jest naturalnie tylko sezonowo, a popyt za pracą traktora kieruje się według stanu pogody. W ub. roku pracował w gminach: Ropica, Gnojnik, Trzanowice, Żuków Górny i Mistrzowice, gdzie zorał lub podorywał 40 ha, oprócz tego wykonywał pracę kultywaczem i wypróbowano go również jako motoru do popędzania większych garnitur młocarni. Stosunkowa mała ilość

pola, którą traktor zorał tłómaczy się dobrym stanem pogody w ciągu roku, dzięki czemu większością zdążyli rolnicy obrobić pola końmi.

VI. Praca oświatowa.

Na należyty rozwój pracy oświatowej nie pozwala brak odpowiedniej ilości referentów, a tak samo funduszy na pokrycie najkonieczniejszych kosztów z tem związanych. Mimo tych ciężkich warunków finansowych z ramienia Towarzystwa Rolniczego wysłano referentów na 40 odczytów, oprócz tego przeprowadzono konkursy rolnicze jak wspomniano w dziale uprawy roślin i hodowli i zorganizowano dwukrotnie tydzień filmu rolniczego. Jako referenci Towarzystwa Rolniczego występowali: pp.

Adamus Stanisław, dypl. agr., Cz. Cieszyn.

Cienciała Karol, kier. szk. gosp., Sucha Górna.

Inż. Jan Heczko, sekretarz Towarzystwa Rolniczego.

Junga Karol, członek zast. kraj., Żuków Górny.

Inż. Kasprowicz, Cieszyn, Śląska Stacja Ochrony Roślin.

Kubik Józef, dypl. agr.

Kurzysz Jan, Cieszyn.

Poncza Józef, Ropica.

Zielina Józef, prezes Twa. Pszcz.-Ogrodn., Żuków Dolny.

Oprócz tego wygłosili referaty w poszczególnych Kółkach: pp. Fizek Józef, rolnik w Gródku, Gattnar Alojzy, Łąki, Krygiel Henryk, Bładowice Dolne, Motyka Jerzy, Żuków Górny, Pawlas Józef, Bładowice Dolne, Topiarz Józef, Żywocice.

Dzięki usłudze kancelarii oddziału propagandowego syndykatu soli potaso-

wych w Bernie wyświetlił p. inż. Klimeš w dwóch serjach film rolniczy w poszczególnych kółkach rolniczych. Film został wyświetlony w następujących gminach: (liczba oznacza ilość uczestników) Nawsie 125, Grodziszcz 70, Oldrzychowice 75, Śmiłowice 130, Żuków Górny 80, Nowy Bogumin 85, Rychwałd 20, Lutynia Niemiecka 70, Ropica 370, Miśtrzowice 120, Wędrynia 70, Leszna 120, Olbrachcice 35, Stonawa 45, Cierlicko Górne 40, Sucha Górna 75, Gnojnik 40, Bładowice Dolne 70. W całości z filmu rolniczego skorzystało 1590 osób.

Do pracy oświatowej należy zaliczyć współpracę i poparcie finansowe zawodowych szkół rolniczych, mianowicie: Szkoły Gospodyń Wiejskich w Końskiej i 7 Ludowych Szkół Gospodarczych.

Poradnik Gospodarczy, wydawany przez Towarzystwo Rolnicze jako organ wszystkich polskich organizacji gospodarczych cieszy się coraz większym wzięciem i pomimo licznych odgłoszeń tłómaczonych brakiem gotówki ilość całkowita abonentów zwiększa się z roku na rok. Poważne zaległości prenumeraty uniemożliwiają w dalszym ciągu wprowadzenie takich udoskonaleń, na jakieby nasza gazeta zasługiwała, a które dopiero możnaby było wprowadzić przy normalnem wpłaceniu prenumeraty.

Udzielenie porad. Przy wszelkich sposobnościach udziela Tow. Rolnicze porad w każdym kierunku czyto ustnie, pisemnie lub za pośrednictwem „Poradnika Gospodarczego“. Okazuje się wielka potrzeba uruchomienia stałych biur porad rolniczych w różnych miejscowościach, na co jednak nie zezwalają narazie fundusze.

Czynności wiosenne na łąkach i pastwiskach.

Wielkie zabiegi na łąkach mają na celu polepszenie dotychczasowego stanu. Takim radykalnym środkiem na poprawienie wadliwych łąk są meljoracje. Niestety nie mogą być one dostępne dla wszystkich, bo pociągają za sobą znaczne nakłady, wymagają zgody nieraz wielu właścicieli, lub też uregulowania rzeki czy potoku zabagniającego łąkę, a więc względy ekonomiczno-gospodarcze przedewszystkiem nie pozwalają wszędzie na meljoracje. Możemy jednak polepszyć stan łąki w inny sposób mniej doraźny, ale dający też pewne korzyści. Należą tu wszelkie czynności, mające na celu utrzymywanie powierzchni łąkowej w stanie dobrym, tak pod względem równości powierzchni, zwartości porostu, jak również pulchności, a więc bronowanie, wałowanie, nawożenie, podsiew i t. p.

Na łąkach mokrych i zamszonych, na które na wiosnę trudno wjechać, należy za pomocą brony zrywać mech wtedy, gdy ziemia jeszcze nie rozmarzła. Takie bronowanie a raczej wyczesanie mchu, utrudniającego rozwój roślinności, zwiększy porost traw kwaśnych, szczególnie w lata suchsze, porostu zaś traw słodkich, koniczyn nie spowoduje, gdyż na tego rodzaju gruncie nie mogą się one pojawić.

Łąki miernie wilgotne, zalewane czasowo wodą, ale nie zatopione przez wodę, wymagają 3-ch warunków: wzruszenia powierzchni, zasilania traw na nich nich rosnących i podsiewu.

Do wzruszenia powierzchni, które ma na celu pobudzenie roślinności przez zwiększenie przepuszczalności ziemi na wodę i ciepłą, użyć można brony łań-

cuchowej Lack'ego lub specjalnego skaryfikatora łąkowego na glebach zwięzlejszych. Najmniej nadaje się tutaj brona zwykła, polowa, gdyż zapycha się łatwo, wyrывa całe kępy dorni, powodując uszkodzenie i wyniszczenie roślin. Przy wzruszaniu ziemi zaś wskazaniem jest krajanie a nie wyrwanie dorni.

Wogóle najczęściej używa się na łąkę brony, której zadaniem jest rozdarcie tego kożucha, „wojłoku“, jaki tworzą pędy traw, rozłogi nadziemne. Brona wzrusza ten „wojłok“, pokrywający glebę łąkową, rwie go i dopuszcza powietrze do gleby i roślin. Samą glebę wzrusza brona na łące niewiele. Pozatem niszczy bronowanie niektóre chwasty, szczególnie mech. Najlepsze jest bronowanie łąki na wiosnę, jesienne bronowanie jest niewskazane.

Dla poprawienia łąk dobrze działa zasilanie ich nawozami, z których najlepszy jest kompost. Należy go stosować co parę lat, wywożąc i rozrzucając jesienią i przykrywając broną.

Łąki kwaśne, porośnięte nadmierną ilością surowin, należy wapnować, co powoduje odkwaszanie i spulchnianie ziemi. Do nawożenia można stosować wapno wszelkiego rodzaju a więc palone, mielone, rolnicze palone a także miał wapienny. Szybko działające wapno rolnicze trzeba stosować na wiosnę w ilości 5—6 q na ha.

Można też zasilać rośliny łąkowe potasem (w postaci kainitu lub soli potasowej), fosforem (w postaci tomasyny) a tam gdzie jest mało roślin motylkowych, azotem; saletrę na kwaśne łąki, siarczanem amonu na alholiczne łąki i azotniakiem danym wcześniej na wiosnę przed ruszeniem wegetacji.

PORADNIK SPÓŁDZIELCZY

Rok VIII.

Cz. Cieszyn, marzec 1934 r.

Nr. 3.

Nasza korona po reformie walutowej.

Podczas gdy w ostatnich latach rozwój światowych stosunków gospodarczych wykazał znaczne zmiany, gdy takie jednostki pieniężne jak funt angielski i dolar amerykański zachwiały się i wprowadziły zamieszanie do stosunków monetarnych wielu innych krajów, to nasza korona stała pewnie jak wyspa na wzburzonym morzu. Rozwój światowy wkroczył jednak na nowe tory, a my w przystosowaniu się do nowych warunków pozostaliśmy daleko w tyle. A ponieważ życia naszego nie możemy odseparować od reszty świata, więc ta dysproporcja musiała odbić się szkodliwie na naszym życiu gospodarczym.

Ze światem łączy nas pod względem gospodarczym handel zagraniczny i na nim to prawie odbiły się skutki polityki monetarnej najdotkliwiej. Nasza korona w stosunku do innych walut pozostała na swym wysokim poziomie i uniemożliwiała konkurencję z produkcją innych państw. Przemysł, który stracił zagraniczne rynki zbytu, zwalniał rzesze robotników, przez co ubywało obywateli płacących podatki, ubywało też i dochodów państwa, a z drugiej strony przybywało zadań i zagadnień, które jedynie przez państwo mogą być rozwiązywane.

Aby temu stanowi, który po pewnym czasie mógł doprowadzić do katastrofy, położyć nareszcie kres, wkracza nasze

życie gospodarcze na nową drogę a rozpoczyna ją od reform walutowych.

Zarządzenia walutowe mają rozwiązać podwójne zadanie: 1. mają usunąć dysproporcję między wewnętrzną a zagraniczną siłą kupną naszej korony i 2. udostępnić nowy kredyt, przez reformę pokrycia złotego i przez zwiększenie na tej podstawie obiegu pieniędzy papierowych.

W jaki sposób uzyska się równowagę między wewnętrzną a zagraniczną ceną naszej korony?

O tem traktuje wyraźnie w art. I i II ustawy walutowej z dnia 17 lutego 1934. Od roku 1929, gdy naszą koronę oparto na złocie, ustawa postanowiła, że wewnętrzna wartość korony równa się 44,58 miligramów złota. Jak już w górze zaznaczono, nastąpiła w świecie tendencja ku dołowi, waluty jedna za drugą się obniżały i dlatego siłą faktu musimy i my obniżyć wartość korony, aby nie stracić kontaktu gospodarczego ze światem wogóle. Nowa ustawą przystosowano wartość naszej korony tak, iż zawartość złota obniżono o $\frac{1}{6}$, czyli nasza korona zawiera obecnie 37.15 miligramów złota.

Nasza korona pozostaje nadal złotą i ustabilizowaną walutą, tylko jej zawartość złota się obniżyła. Że reforma ta dotyczy wyłącznie wartości korony zagranicą, a nie wywiera żadnego wpływu na nasze życie wewnętrzne, świadczy o tem wyraźnie tekst ustawy: »Korona czecho-

słowacka (w nowym pokryciu złotem) równa się we wszystkich stosunkach prawnych, biorących w rachubę koronę czechosłowacką, dotychczasowej jednostce walutowej w stosunku 1 : 1.

To wyraźne postanowienie znaczy, że reforma nie spełnia ani marzenia dłużników o skreśleniu długów, albo chociaż o ich obniżeniu przez deprecjację waluty (inflację), ani też przegalopowanej obawy wkladców, że pozbawieni zostaną swych oszczędności. Oboje pozostaje nie naruszone: nie zmieni się ani wartość oszczędności, ani wartość długów.

Jakie znaczenie posiada obniżka pokrycia złotego?

Dotychczasowe przepisy o naszym banku emisyjnym postanawiały, że ten jest obowiązany przechowywać we swych skarbcach zapas złota i dewiz złotych w wysokości najmniej 30% obiegu banknotów. Bank Narodowy przestrzegał tego przepisu bardzo skrupulatnie, bo utrzymywał pokrycie stale większe (nawet 42%). Nowa ustawa wprowadza pokrycie tylko złote, zaś dewizy, które bank emisyjny musi posiadać w celu wypłat zagranicznych, nie będą się w przyszłości do pokrycia złotego zaliczać. Ustawa ta obniża równocześnie minimalne pokrycie z 30 na 25 procent.

Zarządzenie to daje nowy dowód, że nie miano na myśli porzucić złota jako podstawy walutowej, a ustawa stanowi, że obniżki pokrycia złotego użwie się wyłącznie na cele walutowe, gdyż nadwyżka, uzyskana na cenie zapasów złota, powstała przez przeliczenie według nowej zawartości korony, będzie traktowana jako państwowy dług biletowy, zaciągnięty na podstawie specjalnej umowy państwa z Bankiem Narodowym.

Nie można więc dopatrywać się w ob-

niżeniu pokrycia złotego zamierzonego planu zwiększenia obiegu banknotów, trzeba jednak przyznać, że uzyskano przez to możliwość większego zaspokojenia potrzeb kredytowych. Rozszerzenie możliwości kredytowej Banku Narodowego dalekim jest od wszystkich systemów inflacji, gdyż na zatrudnienie czeka poważna suma pieniędzy, leżących na rachunkach żyrowych.

Rząd nasz, decydując się na takie rozwiązanie, dał do zrozumienia: 1. że wszelkimi środkami zapobiegnie inflacji i 2. że obstaje przy złotem pokryciu naszej korony.

Dewaluacja korony i reforma pokrycia złotego naszego pieniądza papierowego nie były żadnym problemem technicznym, bo, jak to widać z ustawy, starczyło na to kilka wierszy. Głównym jednak zagadnieniem było, jak na te zarządzenia zareaguje społeczeństwo. Na spokoju i rozwadze szerokich warstw wladców i konsumentów zależało gładkie wejście w życie nowych ustaw i dalszy spokojny rozwój życia gospodarczego. Pierwsze nieuzasadnione pogłoski prasy i innych czynników, że waluta jest zagrożona, wywołały zrozumiałe zaniepokojenie. Skoro tylko społeczeństwo zrozumiało podstawę wprowadzonych zmian, nastąpiło ogólne uspokojenie. Dziś można powiedzieć, że nasze społeczeństwo, jako całość, jest dojrzalsze niż liczni jego reprezentanci i że potrafi rozumnie myśleć nawet o takich zagadnieniach gospodarczych, jakie obecnie rząd rozwiązywał.

Do generalnej zwwyżki cen wcale nie dochodzi, naodwrot wielkie firmy jeszcze ceny obniżają. A więc główny zarzut, wysuwany przeciw dewaluacji, się dotychczas nie spełnił i napewno się nie

spełni. Handel liczy się z obecnym stanem faktycznym, gdy nie podwyższa się zarobków, nie mogą rosnąć ceny towarów, bo wtedy siłą faktu obniży się ich zbyt. Wielka konkurencja, jaką dziś mamy w handlu, sama stara się o utrzymanie obecnych relacji cenowych i przyczynia się do spokojnego wejścia w życie nowych zmian. Obecna korona ma na rynku wewnętrznym tą samą wartość, jaką miała przed dewaluacją.

Zbożowe listy zastawne spełniły swoje zadanie.

Według wykazu Centrokooperativu stan zbożowych listów zastawnych, przedłożonych przez związki spółdzielni rolniczych do reeskontu Bankowi Narodowemu osiągnął 1 lutego 1934 kwotę Kč

Kwota ta nie obejmuje jednak wszystkich wystawionych zbożowych listów, gdyż nie wszystkie zb. l. z. dostały do B. N. Z tą samą datą 12 związków spółdzielczych miało u siebie zapas zb. l. z. za Kč 28,135.128.—, tak iż całkowita ich kwota z 1/II 1934 wynosiła 240,056.188.—

Z całkowitego stanu zb. l. z. było 39.41% wystawionych przez spółdzielnie, 47.41% przez spółdzielcze centrale handlowe a tylko 13.18% przez pojedynczych rolników.

Z powyższego widzimy jasno, że zb. list. zast. przyjęły się bardzo szybko w instytucjach spółdzielczych, podczas gdy wśród rolników nie znalazły dotychczas większego zastosowania. Najlepszy stosunek zb. list. zast. wystawionych przez rolników, do zb. l. z. obu kategorii spółdzielczych był w listopadzie, bo osiągnął 19% całkowitego stanu. Można już dziś twierdzić, że dla pojedynczych rolników nawet w przyszłości nie

będą miały zb. l. zast. takiego znaczenia, jakie mają dla spółdzielni, a to dlatego, że kredyt ten jest tem droższy, im na mniejszą ilość zboża zb. l. z. opiewa. Na okoliczność tę pamiętają spółdzielnie rolnicze i wystawiają zb. l. z. na wielkie ilości, jak to widać z nast. zestawienia, które przedstawia przeciętną wartość 1 zb. l. zast. wystawionego przez

	pojedynczego rolnika	spółdzielnie	centrale handl.
	Kč	Kč	Kč
na pszenicę	9.163'—	73.141'—	125.577'—
na żyto	4.474'—	34.038'—	94.760'—
na jęczmień	5.324'—	30.564'—	13.610'—
na owies	3.947'—	18.486'—	10.552'—

W przeliczeniu na ilość zboża, jest zb. l. zast. wystawiony przez rolnika przeciętnie na 101 q, przez spółdzielnię na 813 q a przez spółdz. centr. handl. na 1395 q pszenicy. U żyta różnica ta występuje jeszcze wyraźniej, bo zb. l. z. wystawiony przez rolnika opiewa przeciętnie na 75q, przez spółdzielnię na 567 q, zaś przez centralę na 1578 q żyta. U jęczmienia i owsa różnice te tak wyraźniej nie występują.

W jakim stopniu przyjęły się zboż. l. z. w poszczególnych krajach republiki widać z następującego:

	roln.:	spółdz.:	centr.:
Czechy:	34.86%	39.72%	61.96%
Morawy i Śląsk:	37.77%	59.40%	25.52%
Słowaczyna:	20.07%	—88%	11.40%
Ruś Podkarp.:	7.30%	—	1.12%
	100.—%	100.—%	100.—%

Taki podział odpowiada w zupełności potrzebom gospodarczym i wyobraża stopień organizacji spółdzielczości rolniczej w poszczególnych krajach.

Wielce pouczające są również cyfry

wskazujące na jaki rodzaj zboża wystawiono najwięcej zb. l. z.

Zbożowe listy zastawne pojedynczych rolników dzielą się w ten sposób:

pszenica	71.19%
żyto	15.36%
jęczmień	9.35%
owies	4.10%

przez spółdzielnie:

pszenica	55.67%
żyto	35.22%
jęczmień	4.91%
owies	4.20%

przez spółdzielcze centrale handlowe:

pszenica	58.49%
żyto	40.89%
jęczmień	— .29%
owies	— .33%

Jak z powyższego zestawienia jest widocznem u wszystkich trzech kategorii dominującą jest pszenica. Tłumaczy się to tem, iż pszenica jest zbożem najdroższem, i że żeszłoroczny zbiór pszenicy był co do ilości tak obfity, iż było trzeba większą jej ilość magazynować, aby zapobiec gwałtownej niższe jej ceny.

Również i na żyto wystawiano zbożowe l. z. w większym zakresie. Natomiast u jęczmienia i owsa stosowano je bardzo rzadko.

Dnia 1 lutego 1934 zastawiono w całej republice około 1,575.000 q, t. j. 15.750 wagonów pszenicy i 1,400.000 q, t. j. 14.000 wagonów żyta.

Ilość ta spowodowała rzeczywistą ulgę na rynku zbożowym, gdyż właściciele tego zboża, uzyskawszy kredyt, nie są zmuszeni spieszyć się z jego sprzedażą.

Wszystkie przytoczone cyfry, świadczą o rychłem przyjęciu się zbożowego listu zastawnego i o jego celowości w dzisiejszych nienormalnych czasach.

Drogi do zmniejszenia ciężaru zadłużenia.

Oszacowanie całkowitego zadłużenia, które przeprowadził Państwowy urząd statystyczny, stało się hasłem do tego, aby rozwiązanie tego zagadnienia włączyć do opracowanego obecnie planu gospodarczego.

Rozwiązanie tego zagadnienia jest bezsprzecznie rzeczą nagłą, o tem nikt nie wątpi, ale trudno rozstrzygnąć, od czego zacząć. Gdy przypatrzymy się na zagadnienie z punktu widzenia sprawiedliwego, biorąc pod uwagę wysokość dochodów, to musimy przyznać, że w pierwszym rzędzie powinno przyjść na kolej rolnictwo, ponieważ pierwsze popadło w kryzys i jest najbardziej osłabione.

Jeżeli jednak chcemy uzyskać realne wyniki, a nie zgubić się w teoriach, jak się dotychczas przeważnie działo, musimy na całe zagadnienie patrzeć wzrokiem trzeźwym, i oceniać indywidualne przypadki, według stopnia obciążenia, oraz brać pod uwagę, czy udzielona pomoc będzie podstawą do dalszej zdrowej egzystencji. Nie można więc domagać się rozwiązania zagadnienia oddłużenia jako problemu jednolitego, lecz żądać tylko tego, co jest możliwem, co zaręcza, że zagadnienie będzie tak rozwiązane, aby pomocy doznano tam, gdzie jej najwięcej potrzeba.

A więc nie może być mowy o skreśleniu długów w całości lub części środkami, które nie budzą zaufania. Można i dziś jeszcze znaleźć środki, które przyniosłyby pewną ulgę np. przez obniżenie poziomu procentowego, co daje pewność zachowania spokoju na rynku pieniężnym. Również możliwą byłaby pomoc w indywidualnych wypadkach rze-

czywistego przedłużenia w formie wyrównania z wierzycielem, przy czym wchodziłby w rachubę specjalny fundusz, któryby takie wyrównanie do pewnej określonej wysokości umożliwiał. W pewnych wypadkach mogłyby przyjść z pomocą również i zakłady pieniężne, przez rozłożenie spłat na dłuższy szereg lat.

Nie pożyczaj, nie będziesz miał kłopotów!

Kto swoje oszczędności rozpożycza między swoich znajomych, bierze na siebie wiele trosk i kłopotów.

Podczas gdy wkłady w spółkowych kasach w normalnych warunkach można, przy zachowaniu terminów wypowiedzi, podejmować każdego czasu, to pieniądze rozpożyczone są trudne do ściągnięcia w terminie, na który je pożyczkodawca potrzebuje. Następują upomnienia, spory i skargi sądowe nawet przeciw najlepszym przyjaciółom, przez co naraża się pożyczkodawca na obmowy w całej okolicy.

Odsetki z prywatnych pożyczek podlegają podatkowi rentowemu z dodatkami aż do 600%, tak, iż poważną część z umówionych odsetek zabierają urzędy podatkowe. Przeniesienie tego podatku rentowego na pożyczkobiorcę według § 341 ustawy o podatkach bezpośrednich nie jest dozwolone. Kto tych odsetek należycie nie zgłasza i nie opodatkowuje, naraża się na kary podatkowe.

Dlatego powinni wszyscy lokować swoje oszczędności w spółkowych kasach oszczędności i pożyczek.

Nieograniczona poręka wszystkich członków swoim całym majątkiem ruchomym i nieruchomym daje każdemu wkładcy najlepszą i dostateczną pewność.

Spółkowe kasy dają dziś najlepsze oprocentowanie, bo obowiązujące rozporządzenie o stopie procent. pozwala im od wkładów z 3 miesięcznym wypowiedzeniem stosować najwyższą dopuszczalną stopę 4 1/2 %.

Funkcjonariusze spółkowych kas obowiązani są pod groźbą kar, przewidzianych w ustawie bankowej (§ 33), do przestrzegania ścisłej tajemnicy co do wkładów, a rozporządzenie ministerstwa skarbu z 26/I 1928, nr. 9640/III/8 wyraźnie powiada, że kasy nie są zobowiązane do udzielania informacji o wkładach nawet władzom podatkowym.

Spółkowe kasy powierzonych im oszczędności nie używają do żadnych interesów ryzykownych, lecz według zasad samopomocy i miłości chrześcijańskiej udzielają z nich pożyczki z pierwszorzędem zabezpieczeniem.

Dlatego każdy z nas, kto pragnie swój mozolnie zaoszczędzony grosz bezpiecznie ulokować, powinien go przynieść do swej spółkowej kasy.

Kto jest rolnikiem według ustawy o odroczeniu egzekucji.

Rolnikami, według określenia ustawy nie są wszyscy, którzy są właścicielami gruntów. Prawo do ochrony z ustawy nr. 74/1933 posiadają tylko ci, którzy rzeczywiście trudnią się rolnictwem bąc na roli własnej bąc na wynajętej i z tego zatrudnienia posiadają przeważnie stały dochód, który stanowi podstawę ich gospodarczej egzystencji. Powyższy stan rzeczy musi istnieć w dzień wniesienia podania o odroczenie egzekucji. Z reguły wnioskodawca powinien w podaniu o odroczenie egzekucji wszystkie fakty potrzebne do uzyskania wyroku

stwierdzić i udowodnić, jednak sąd nie musi się z temi danymi zadowolić, i może w dowolny sposób według § 55, ustęp II ustawy egzekucyjnej postąpić, aby ściśle stwierdzić wszystkie decydujące okoliczności.

Konsolidacja spółdzielczości rolniczej w Polsce.

Na zeszłorocznym zjeździe Zjednoczenia związków spółdzielni rolniczych we Lwowie, uchwalono furję wszystkich związków rewizyjnych. Wyłoniono specjalną komisję dla opracowania statutów nowej organizacji. Dnia 4 stycznia 1934 odbyło się konstytucyjne Walne zgromadzenie, które nowe statuty zatwierdziło. Przez to dotychczasowe związki rewizyjne: 1. Związek Rewizyjny Spółdzielni Rolniczych w Warszawie; 2. Patronat Spółdzielni Rolniczych we Lwowie; 3. Związek rewizyjny Spółdzielni w Toruniu utworzyły wspólną organizację rewizyjną pod nazwą: „Zjednoczenie Spółdzielni Polskich Rzeczypospolitej Polskiej.“

Oprócz tego nowe statuty wprowadzają cały szereg dalszych zasadniczych zmian. Tworzone będą filje na powiaty i okręgi. Te mają zabezpieczyć ruchowi spółdzielczemu w nowej organizacji możliwość wykorzystania regionalnych warunków dla swoich zadań i celów. Reforma ta stanowi dla spółdzielczości polskiej bardzo ważny krok naprzód, ponieważ daje jej szerszą podstawę działalności.

Zmiany w liczbie spółdzielni niemieckich. W ciągu 1933 r. przybyło 547 nowych spółdzielni, tak iż z końcem grudnia było ich w całości 40.777. Przy-

rost ten (w 1932 r. przybyło tylko 277 spółdzielni) trzeba przypisać wyłącznie na dobro nowej organizacji niemieckiego mleczarstwa; gdyż w r. 1933 założono 650 przetwórczych i zbytowych spółdzielni mleczarskich. Gdyby nie ta okoliczność, to liczba spółdzielni zmalałaby o 103. Trzeba również zaznaczyć, że liczba spółdzielni kredytowych obniżyła się o 202 na 19.363, co stoi w związku z wprowadzonymi reformami gospodarczymi.

Spółdzielczość w Belgii. Liczba spółdzielni belgijskich pozostaje od kilku lat niezmieniona, ponieważ polityka belgijskiego centralnego związku spółdzielczego koncentruje się około powiatowych spółdzielni spożywczych. Związek liczy 54 spółdzielnie spożywcze, 22 spółdzielnie produkcyjne i 9 organizacji z działalnością rozciągającą się na teren całego państwa. Spółdzielnie spożywcze mają 1161 filij i 418 domów ludowych i restauracyj w 727 miejscowościach. Liczba wszystkich członków w 1403 gminach wynosi 298.779. Zbyt towarów wykazuje, skutkiem zniżki cen w małym hadlu i osłabienia siły kupna warstw robotniczych, obniżenia się o 110 milj. franków. Piekarnie wykazują utarg o 30 milj., sklepy i gospody o 70 milionów. Całkowity obrót za r. 1932 wynosił 631,058.267 franków. Z czystego zysku zwrócono członkom 26 milionów a na opiekę socjalną członków 11 milj. franków. A więc za jeden tylko rok zwróciły spółdzielnie członkom 37 milionów franków, które w innym wypadku stałyby się zyskiem kupców prywatnych.

Spółdzielczość w Bułgarii. Z końcem roku 1932 było w Bułgarii (w nawiasie podana jest liczba członków) 1890

spółdzielni kredytowych (357.637) 139 spożywczych (79.773), 230 mieszkaniowych (9413), 325 spółdzielni zakupu i sprzedaży (68.986), 987 ubezpieczeniowych (178.064) i 264 spółdzielni produkcyjnych z 67.858 członkami. Związków i centralnych organizacji istniało w Bułgarii 43. Z całkowitej liczby członków 776.595 przypadało 456.849 na miejskie a 319.595 na wiejskie spółdzielnie; podczas gdy spółdzielni wiejskich istniało 2962 a miejskich tylko 916.

Nowe srebrne dwudziestokoronówki.

Z początkiem b. r. dostarczyła państwowa mennica Bankowi Narodowemu 31½ milj. sztuk srebrnych 20-to koronówek. Ze względu na szybko postępujące bicie nowych monet będzie do dyspozycji w najbliższych tygodniach pierwszych 5 milj. sztuk tych monet, tak, iż w miesiącu marcu będzie można puścić je w obieg. Ta ilość jest połową przypuszczalnego zapotrzebowania srebrnych 20-to koronówek, które oszacowano w przybliżeniu na 10 milj. sztuk.

Nowe tysiączkoronówki. W tych dniach sporządzono kliszę dla nowych tysiączkoronowych banknotów, które będą nosiły podobiznę Pałackiego. Projekt opracował prof. Švabinský. Do druku przystąpi się, skoro tylko zajdzie potrzeba tychże banknotów. Tymczasem Bank Narodowy posiada jeszcze znaczny zapas starych tysiączkoronówek, drukowanych w Ameryce. Najbliższe nowe czeskosłowackie banknoty mają mieć podobiznę Švehli, jednak nie wiadomo kiedy i jakie banknoty będą do tego przeznaczone.

Powrót do handlu wymiennego. Na Słowaczyźnie w okolicy Liptova pewien trafikant wywiesił na swej budce ogłoszenie: „Sprzedaję również za jajka.“ Pozyskał w ten sposób wiele odbiorców nawet z sąsiednich wiosek. Sposobu tego użyli wnet i inni kupcy, z czego uboga ludność jest zadowolona, a jeszcze bardziej kupcy, którzy zarabiają również i na jajkach, dostarczanych przez wieśniaków.

Nowy sposób obliczania 6% potrąceń.

Pewien skarbnik rolniczej kasy nie żałował pracy i czasu i przez długie próby doszedł do prostego obliczenia 6% potrąceń na podatek rentowy i opłatę do funduszu ogólnego. Wychodząc z odsetek netto, mnożył je przez liczbę 0,06383 i otrzymał dokładnie tę samą kwotę jak zapomocą wzoru na odsetki w stu (odsetki netto : 94 a wynik pomnożyć przez 6).



Każdy postępowy rolnik powinien być członkiem Spółdzielni !

Nowy statut dla Spółkowych Kas.

Ustawa z dnia 5 sierpnia 1933 rozszerzyła znacznie zakres działania spółdzielni kredytowych. Aby jednakże Spółkowe kasy mogły prowadzić czynności w ustawie tej przewidziane, muszą przystosować swe dotychczasowe statuty do postanowień ustawy.

Okólnikiem, rozesłanym w styczniu wszystkim naszym Spółkowym kasom dowiedliśmy im, że statut taki opracujemy i że wkrótce wydamy go drukiem. Radziliśmy również odbycie w tym roku Walnych zgromadzeń w terminie późniejszym, by dla przeprowadzenia zmiany statutu nie było trzeba zwoływać nadzwyczajnych Walnych zgromadzeń.

Wydanie nowego statutu opóźniło się znacznie z powodu otrzymania nowych wskazówek i uzupełnień ze strony Cen-

trokooperativu. Obecnie jednakże praca na jego wykończeniu jest tak daleko posunęta, że możemy w każdej chwili dać go do druku. Wpierw jednak chcemy poczekać na opinię administracji podatkowej w Opawie i sądu obwodów. w M. Ostrawie, którym posłaliśmy statut do wglądu, by się przekonać, czy jego zarejestrowaniu względnie też udzieleniu ulg podatkowych nie stoi nic na przeszkodzie.

Dlatego też radzimy ponownie tym Spółkowym kasom, które jeszcze nie odbyły Walnych zgromadzeń, by się z ich zwołaniem wstrzymały. Unikną w ten sposób kłopotów, połączonych ze zwoływaniem nadzwyczajnych Walnych zgromadzeń.

Związek Spółdzielni Polskich (dawniej Związek Spółek Zarobkowych i Gospodarczych) w Czeskim Cieszynie, ul. Fabryczna 13

przyjmuje

**wkładki na książki wkładowe
i w rachunku bieżącym** od osób prywatnych,
towarzystw, zakładów i przedsiębiorstw.

Od wkładów płaci 5% odsetek

od dnia następującego po złożeniu wkładki i zachowuje co do wkładów ścisłą tajemnicę urzędową.

Związek Spółdzielni Polskich w Czeskim Cieszynie, założony w 1921 r., skupia 71 spółdzielni kredytowych i 24 niekredytowych. Wkłady spółdzielni wynoszą 100 milionów Kč. Sam Związek zarządza wkładami w kwocie 2,250.000 Kč.

Każde nawożenie wymaga silnego bronowania. Przed nawożeniem więc należy łąkę mocno zbronować; o ile nie ma mchu — to po rozsypaniu nawozu zwłaszcza na łąkach o glebie lekkiej. Łąki o gruncie zwięzłym bronuje się 2 razy: przed i po nawożeniu. Przed rozsypaniem nawozu puszcza się skaryfikator lub bronę łańcuchową Lacke'go, po rozsypaniu — bronę zwykłą. Na łąkach torfiastych niezbędnym jest wałowanie, które powinno się stosować wiosną i po każdym bronowaniu.

Jeżeli na łące jest roślinność rzadka lub t. zw. łysiny, powstałe przez wyginiecie roślin, wtedy stosujemy podsiew. Przed podsiewem należy powierzchnię łąki uprawić narzędziami i wynawozić ją. Ilość nasion przeznaczonych na podsiew winna być taka, jaką się używa na założenie nowej łąki. Najlepszą porą dla podsiewu jest kwiecień — początek maja.

Przed zasiewem, po rozsypaniu nawozów sztucznych, stosujemy bronę na krzyż, poczem wysiew nasion i wał celem ułatwienia napęczenia i wzejścia ziarna.

Po za temi czynnościami w celu ułatwienia sprzętu łąk, koniecznym jest, wycinanie kęp, usuwanie kamieni i nierówności oraz zwalczanie szkodników tak zwierzęcych jak i roślinnych.

Na specjalną uwagę zasługuje pielęgnacja pastwisk. Pastwisko należy podzielić na 4—5 części tak, by do każdej z nich był swobodny dostęp z drogi i o ile to jest możliwe znajdowała się woda do picia. Jest to najlepsza możliwość doskonałego wykorzystania pastwiska. Przy podziale na kwatery osiągniemy bowiem główny cel, aby przy mak-

simum spononia było najmniej udeptytywania przez bydło.

Wszystkie ulepszenia, stosowane na łąkach, możemy wykonać na pastwiskach z tą różnicą, że nawożenie kompostem tutaj powinno być zrobione jesienią. W razie opóźnienia roboty można dać kompost na wiosnę, na 2—3 ostatnich działkach, przeznaczonych na pastwisko późniejsze. O ile stosujemy nawozy sztuczne, to wogóle nawozić na wiosnę z powodu obawy przed ich wypłókaniem przez zimę.

Ważnym zabiegiem pielęgnacyjnym na pastwisku jest wałowanie na wiosnę. Ogólnie mówią, że na łąkę należy stosować bronę (z wyjątkiem, o których wyżej była mowa), zaś wał na pastwisko.

Sprawa bronowania pastwisk jest zagadnięciem spornem. Jedni są zdania, że pastwisko należy traktować tak samo jak łąkę i co roku na wiosnę pilnie pastwiska bronują. Inni, do których należy Prof. Uniw. Jag. Włodek z Krakowa, uważają, że w zasadzie pastwiska nie należy bronować, chyba tylko w specjalnych wypadkach. Jako powód, dla którego na pastwisku normalnie bronowanie źle działa, przypuszczają przeciwnicy bronowania pastwisk, że roślinność pastwiskowa nie może znosić bronowania i wkrótce potem następującego spasaniania. Ciągłe spasanianie i udeptywanie nie pozwala na tworzenie się kępek na pastwisku. Trawy tworzące wyraźne kępy nie są odpowiednie na kulturalne pastwiska i na niem się nie utrzymują. Utrzymać się mogą tylko rośliny płasko się na ziemi rozścielające, tak, by ich ostatnich części żywych bydło spaść nie mogło. Brona zaś zniszczy część pędów przyziemnych, rozedrze rośliny i

wzruszy nieco ziemię. Trudno odmówić słuszności tym wywodom przeciwników bronowania pastwisk. Rośliny pastwiskowe, które są ciągle udeptywane i zgryzane tego rozdzierania i niszczenia pędów przez bronę nie potrzebują; rośliny łąkowe bronowanie pobudzi jeszcze do krzewienia. Na pastwisku, gdzie w 2 do 3 tygodni po bronowaniu już się roślinność użytkuje, co znowu hamuje silnie jej rozwój, brona działa więc niekorzystnie. Rzecz ta nie jest narazie dokładnie zbadana.

Jednak tak samo jak są wypadki, w których nie należy bronować łąk (silne stoki, bardzo obfite opady, lekka gleba), tak samo są warunki w których należy pastwiska bronować. Np. dobrze jest pastwisko bronować przy podsiewie, chociaż są już specjalne siewniki, które tego nie wymagają. Pastwiska bardzo bujne wskutek przenawożenia lub niedostatecznie spasane, też należy bronować. Takich pastwisk jednak jest mało.

Bronować pastwiska należy więc tylko w następujących wypadkach: 1. przy niekorzystnym stanie darni, jeżeli utworzy się „wojłok“, kożuch na pastwisku; 2. jeżeli są na pastwisku specjalne chwasty; 3. jeżeli zwarcie roślin jest nieodpowiednie i potem pastwisko podsiewamy.

Inż. Władysław Szuk.

Garść uwag na marzec.

Miesiąc ten bywa przełomowym w działalności rolnika. W przyrodzie samej także następuje ogromna zmiana. Otrząsa się ona z uśpienia zimowego i przebudza do nowego życia; do rozwoju, płodności, wydawania owocu i dążenia do utrzymania swego rodzaju. Te

zjawiska wykorzystuje rolnik, ażeby zabezpieczyć wyżywienie siebie, rodziny i społeczeństwa. Zadanie to nie łatwe; lecz że przyroda daje się podpatrzeć, więc z biegiem czasu niejednego się nauczył.

Wiele zajęć czeka naszych rąk i umysłu. Przedewszystkiem trzeba przygotować ziarno do siewu. Jeżeli odmiana już stara i wyrodziła się, wymienić na nową dorodną, stosowną do naszego klimatu i warunków. Lecz zbytnio za nowością i reklamą nie przepadać, ba to niekiedy dużo kosztuje a nie opłaca się.

Czyścić ziarno doskonale, by wszystkie chwasty usunąć a także i plewę, posład i ziarno lekkie a tylko to najdorodniejsze zostawmy na zasiew. Nie żałujmy młynków do czyszczenia zboża, ni „wiewaków“ i „fukaczy“ a co najmniej tryjerów; niech spełniają swoje zadanie.

Gdy dana odmiana jest skłonna do śnieci, zgorzeli, pleśni i t. p., to zaprawiamy (bejcujemy) stosownym preparatem, jak „Abauit“, „Germizan“, „Uspulun“ a pozbędziemy się szkodnika.

Siejmy siewnikiem a nie ręcznie, zaoszczędzimy dużo ziarna a zasiew będzie równomiernie w ziemi zaprawiony. Zboże bejcowane dobrze przed siewem obsuszmy, bo siewnik nierówno może rozsiać wilgotne ziarno, lub nawet zupełnie wypowiedzieć służbę. Siewnik niech obsługuje gospodarz lub bardzo spolegliwy sługa, bo tutaj na byle kogo spuścić się nie można. Nawet przy dobrej uwadze zapomni się w pośpiechu dosypać ziarna.

Z rozpoczynaniem siewu nie śpieszmy się zbytnio. Nigdy w polu nie brać, lecz zaczekać aż pole obeschnie tak, że nam się w dłoniach nie lepi, ale kruszy. Jest ale czas i gleba po temu,

wtenczas się nie ociągać i przeciągać, ale żywo do dzieła. Siejmy najpierw owsy, później połownik a na ostatku jęczmiony.

A czy dodawać nawozy sztuczne? Tak i nie. To zależy od bardzo dużo okoliczności a także od naszej kieszeni. Średnia dawka się naogół jeszcze dosyć dobrze opłaca. Gdzie wiemy, że pole już tego wyjaławianie tam nie omieszkajmy zasilać w postaci azotowych (azotniak, saletra ostrawska lub amoniak) a osobno dajmy także sól potasową i superfosfat. Azotniak dajemy wcześniej, resztę zaś przed siewem a wszystko, dobrze się ze ziemią wymiesza podczas przygotowania pod zasiew.

Jeżeliśmy jeszcze nie ponaprawiali pługów, bron, siewnika i wszelkich innych narzędzi, to nie czekajmy na ostatnią godzinę, lecz uczynmy to bezzwłocznie, by sobie później zaoszczędzić kłopotu, gniewu, no i zdrowia.

Tylko rzadko kiedy da się sadzić wcześnie ziemniaki w marcu. To ryzykowne; przygotujmy ale dobrze sadzonki, by należycie na świetle a nie gdzieś we ćmie, „popuszczały“ a będą nam, gdy ziemia się zagrzeje dobrze rosły.

Buraki pastewne (rzepę) także jesteśmy skłonni zbyt wcześnie sadzić, co się później, jeżeli nastąpi mokra i zimna wiosna na ich rozwoju niekorzystnie odbija. Pamiętajmy, że burak lubi kajnit i jak najwcześniej zaorany obornik.

Nasiona: jak koniczynę, lucernę, buraki i t. p., kupujmy tylko te najlepsze a nie łakommy się na tanie i liche. Niestety, ceny tego roku nas nie będą cieszyć; ale lepiej mniej a dobre i z gwarancją.

Obejrzyjmy też dobrze oziminy, gdy śnieg wytaje, by w razie potrzeby zasilić nawozami azotowymi, które możemy zakupić w „Ziemi“ chociażby za wymianę zboża.

Zajrzyjmy także do stodół, jak nam też tam nasi słudzy gospodarzą i zdecydujmy, czy można dawać bydełku i koniom tyle jak dotąd, czy więcej lub mniej. Taką samą lustrację przeprowadźmy w piwnicach, na strychu i w oborze a niejedno spostrzeżemy i razem z gaździnką możemy naprawić lub zmienić bez potrzeby pokłócenia się z nią.

Tych kilka uwag niech nam przypomina ogrom pracy, jaki nas w marcu czekać może lub napewno później czekać będzie.

Pamiętajmy także o teorii i organizacji rolniczej.

Uczęszczajmy na odczyty i filmy aktualne. Na Walne zebranie naszego Kółka o ile się jeszcze nie odbyło, przybądźmy napewno a na Walnem Tow. rolniczego niech nikogo nie brakuje. Niech wie Szan. Zarząd Główny, że się interesujemy jego działalnością. Jest przecież tyle bolączek, o których pomówić trzeba: Tu coś skrytykować, tam coś pochwalić, na coś ważnego zwrócić uwagę, dowiedzieć się coś o polityce agrarnej, o obniżeniu podatków i o terminie, kiedy się kryzys skończy. Może nam to dobry referat na Walnem wszystko wyjaśni i niejednego uspokoi. Tak czy owak, przybądźmy w takiej liczbie, że „Polonja“ dziwić się będzie, widząc tyle chłopa.

Kto ma radio, korzystaj z dobrych referatów polskich, czeskich i niemieckich a uważaj jaką tam pogodę głosi na jutro.

Pod koniec dziękuję czytelnikom za cierpliwość i wytrwałość w przeczytaniu moich skromnych wywodów i dołączam jeszcze jedną uwagę na cały rok: Pobierajmy także płatnie „Poradnika Gospodarczego“ i... czytamy go.

Józef Pończa.

Wartość dietetyczna banana w porównaniu z naszym jabłkiem.

Badań analitycznych dokonali z całą drobiazgowością Dr. W. Thomann i J. Lutz (Custerhof-Rheineck), biorąc jako przedmiot badania 1 kg handlowych bananów, oraz 1 kg jabłek »Piękne z Boskoop«.

Wyniki wypadły następująco:

1 kg bananów daje masy odżywczej (po usunięciu łupin) 0.58 kg, 1 kg jabłek 0.92 kg.

Wartość energetyczna i fizjologiczna u obu badanych rodzajów prawie ta sama, a przytem jabłko posiada bardzo znaczny procent wody, w przeciwieństwie do banana, który jest mało soczysty.

Substancji organicznej jabłko wykazuje 157.5 g, banan 132.36 g.

Kwasów owocowych, działających odświeżająco i zdrowotnie, zawiera jabłko (na 1 kg) 8.33 g, banan 2.06 g.

Soli mineralnych banan posiada 3.50 g, jabłko 4.52 g.

Z punktu widzenia higieny odżywiania, bardzo ważny jest stosunek względny wapnia do magnezji. Korzystniejszą rzeczą jest dla odżywiania, jeżeli wapnia jest więcej, co wyraźnie występuje u jabłka (0.27 g wapnia do 0.04 g magnezji), w przeciwieństwie do banana (0.14 g wapnia do 0.28 g magnezji).

Natomiast przewaga t. zw. reszty kwasowej (fosfor i chlor) w stosunku do

reszty zasadowej (wapień, magnezja), jaką wykazuje banan, przemawia na jego niekorzyść, gdyż fizjologicznie korzystniejszą rzeczą dla organizmu jest właśnie stosunek odwrotny, jaki stwierdzono u jabłka!

Jedynie żelaza banan wykazuje więcej (0.21 : 0.05), co jednak zbvł wielkiego znaczenia nie ma.

Witaminy... obecnie bardzo wysoko ocenione w dietetyce przeważają u jabłka!...

Jak widzimy, jabłko w konkurencji z wyćiężyło!

Jak Czyńko traktuje pszczelnictwo.

(Referat p. Jana Wanoka, wygłoszony na Walnem dorocznem zebraniu Towarzystwa pszczelniczo-ogrodniczego, odbytego dnia 28 stycznia 1934 w Cz. Cieszynie.)

W roku ubiegłym wzbogaciło wiedzę pszczelarską nowe dzieło autora Czyńki, zatytułowane: »Pszczelnictwo i racjonalność tegoż w nowem oświeceniu prawdy.«

Dzieło Czyńki przynosi w świat pszczelarski nową metodę gospodarki pasiecznej. Czytając to dzieło, przekonujemy się, że nauka w nim zawarta jest nową i że żaden znany dotąd podręcznik nie traktuje pszczelnictwa w ten sposób co Czyńko.

Nauka, zawarta w tem dziele, jest sprzeczną z nauką dotychczasową.

Po przeczytaniu wspomnianego dzieła powie sobie czytelnik pszczelarz tak: »Zakończę to co dotąd było, a zacznę na nowo tak, jak napisano w tej książce.«

Cudów i nadzwyczajności w systemie Czyńki niema; tak konstrukcja ula jak i metoda gospodarcza są tak proste, że prostsze być nie mogą, a jednak stwarza-

ją najwyższy stopień doskonałości tak dla pszczół, jak i pszczelarza.

Wartość i przeznaczenie pszczół tkwi w gromadzeniu przez nich miodu i w tym kierunku mają zwrócić całą swoją energię. Aby się tak stało, pszczoły przy racjonalnej gospodarce nie powinny się roić, a wtedy wykażą swoją pracowitość w całej pełni, do czego musi im pszczelarz zapewnić życie wygodne, a nie jak to jest dotąd, że pomysłowość pszczelarza skierowaną jest do tego, żeby sobie gospodarkę z pszczołami udogodnić.

Rójkę pszczół powoduje konieczność, bo pszczoły, znachodzące się w małym, nieznosnym pomieszczeniu, zmuszone są szukać ratunku i roją się tem więcej, im lichsza gospodarka pszczelarza.

Czyńko wprowadza do nowej gospodarki nowy ul, który według jego twierdzenia odpowiada w zupełności wszystkim życiowym wymaganiom rodziny pszczelej.

Ul Czyńki pozwoli pszczołom rozwinąć się do najwyższych prawem przyrody określonych granic. Swoboda działalności w tym ulu potęguje się do tej wysokości, że w jednym sprzyjającym lecie nagromadza w nim pszczoły nadwyżkę miodu, dochodzącą do 150 kg.

Ule, jakich my wszyscy używamy, nazywa Czyńko niezasłużonym więzieniem do mieszkania pszczół, twierdząc zupełnie słusznie, że ule powszechnie używane są za ciasne, wobec czego nikt z pszczelarzy nie poznał dotąd wrodzonej pszczołom pracowitości.

W ciasnych ulach niema dla pszczół w czasie gorących dni letnich pomieszczenia, szczególnie w czasie deszczu, burzy i chłodnych nocy. Pszczoły muszą wtenczas wysiadywać na ulu. W czasie pożytku brak w takich ulach próżnych

komórek, a wtedy marnują pszczoły wiele drogiego czasu, szukając w ulu wolnego miejsca. Brak woszczyny w ulu w czasie pożytku, to dla pszczół i pszczelarzy wielka strata.

Budowa plastrów jest pracą bardzo żmudną, a nadto wymaga wiele czasu, zaś obfity pożytek w polu nie czeka, ale znika czasem bardzo prędko. — Brak miejsca w ulu, to straszna niewygodna, a nawet męka dla pszczół, bo szkodliwa ich zdrowiu, a strata to dla pasiecznika wielka, gdy dla braku miejsca pszczoły nie mogą swobodnie pracować.

Skutki ciasnoty w siedzibie pszczół dadzą się odczuć i w zimie, bo powodują masowe obsypywanie się muchy w ciągu trwania zimowli. Jakże często uprzata ją pszczelarz na wiosnę z dna ula z bólem serca, nie przypuszczając, że pszczoły te udusiły się z braku świeżego powietrza.

W ulu Czyńki obsypywanie się pszczół ma być zupełnie wykluczone. Powiada Czyńko, że w obszernym ulu rój zapełni dwadzieścia plastrów miodem w tym czasie, w którym pień drugi przy braku miejsca zapełnia 4 do 5 plastrów.

Ule ciasne bywają podczas wichury zimowej dotkliwie oziębione, szczególnie te, które mają oczko wylotowe wyżej dna; w takich wypadkach gniazdo oziębia się szybko, co jest następstwem, że ginie masa pszczół na plastrach. W ulu Czyńki oczko wylotowe umieszczone jest w dnie ula tak, że żaden podmuch wiatru, z którejkolwiek strony świata byłby, do gniazda dostać się nie może.

Dostarczając pszczołom ula nowego — więc Czyńki — można się przekonać, że pszczoły przy zupełnej swobodzie i działalności dokonują własnymi siłami cudów.

Dotąd praktykowane gospodarki pasieczne, np. rojowa, miodowa i inne to według Czyńki bezmyślne kunszta i spekulacje pszczelarskie; pszczelarzowi trzeba wykazać dobry sposób gospodarowania tak dobitnie, aby o złym sposobie myśleć nie miał powodu, gdyż u pszczół jest wszystko doskonałe i pszczołom w tej doskonałości przeszkadzać nie należy. Powiada autor dalej, że pszczoły od początku swego istnienia są tak wartościowe, że więcej wartościowe być nie mogą i że rozum ludzki absolutnie nie jest do tego upoważniony, aby cośkolwiek w naturalnym ustroju ich życia zmieniać na lepsze. — Krytykuje też pszczelarzy, którzy przeszkadzają rozwojowi pnia czy to przez ograniczanie matki w czerwieniu lub jej odebraniu na czas głównego pożytku i powiada, że trzeba dowolny rozwój siły pni nie tylko respektować, lecz pomoc pszczołom co najwięcej do rozmnożenia się ich rodziny, bo żeby wiele zdziałać, trzeba być silnym.

Silne pnie są główną podstawą prowadzenia pasieki. Czyńko zna tylko pnie silne i powiada, że pni słabych nie ma, ani być nie może, bo takich pni prawo natury nie tworzy.

Pszczoły silne w ulach przestronych nie myślą o rójce, trzeba tylko, żeby miały młode matki, dostateczną ilość pokarmu i woszczyny.

Spekulacje pszczelarzy nowoczesnych, którzy są na pszczelnictwo różnych poglądów, doszły do tego stopnia, że jedni twierdzą, iż nadmiar robotnic szkodzi miodności pnia, drudzy obwiniają matki pszczele, że za dużo czerwia, inni znowu dowodzą, że czerw, zalegający wiele komórek, uniemożliwia składanie miodu, lub wkońcu, że pszczoły, urodzone po skończonym pożytku, są niepotrzebnym balastem dla pni. Poglądy te potępia Czyńko,

nazywając je chwastem, rupieciami, które zanieczyszczają nasze pasieki — twierdząc słusznie, że wszystkie te rzeczy są bardzo proste, mianowicie: Matka musi czerwć, bo to jej cel życia, a jeżeli czerwii obficie, to dlatego, że ją do tego uposażyła natura. Wielka siła płodności matki powoduje wiele czerwii, z czerwii zaś wiele pszczół. Im więcej pszczół, tem większa siła robacza i tem więcej pień zniesie miodu. Że prawdy tej pszczelarze zrozumieć nie mogą, to chyba dlatego, że nie widzieli i nie widzą prawdy co leży na wierzchu, ale szukają jej gdzieś na spodzie, gdzie jej właśnie nie ma.

Czyńko potępia ścieśnianie gniazd nie tylko w lecie, lecz i w zimie. W ścieśnionym gnieździe powstaje duszność, a ta szkodzi bardziej, aniżeli gorąco, bo np. rój słabiutki otulony w ścieśnionym ulu przetrzyma zimowłę dobrze, ale tak ścieśniony i otulony pień silnie z braku miejsca i braku świeżego powietrza, a odwrotnie nieotulony pień silny przezimuje, a nieotulony rój słaby ginie. Nieścieśnione gniazdo na zimę ma pozostać i na czas wiosenny.

Twierdzenia swoje wypowiada Czyńko na podstawie 50-cioletniej praktyki i spostrzeżeń w gospodarce pasiecznej.

Na podstawie tego, co zauważył, zbudował ul o większej wewnątrz przestrzeni niż dotychczas. W ulach powiększonych manipulował według zasady, że pszczoły nie mogą słuchać pszczelarza, lecz on je słuchać musi, gdyż one wiedzione są prawem przyrody, które jest nieomylnem — nauce ludzkiej zaś nieomyślności przyznać niepodobna. Różnorodność metod pszczelarzenia, a też i różnorodność uli, nazywa chaosem, w którym wyznać się jest wprost niemożliwe nawet najdbalszemu pszczelarzowi.

Jak wygląda ul Czyńki.

Czyńko obserwował tryb życia pszczół w ulach wszystkich systemów przez lat 30. Potem dopiero zbudował ul nowego systemu.

Jest to ul dwojak, w którym dwie mieszkające rodziny, jako sąsiedzi, jeden o drugiego niejako plecami się opiera, zaś front wylotowy dla pszczół wypada każdy w przeciwną stronę. Jako dwojac zbudowano go dlatego, że jest wysoki i szeroki, nie byłby zatem bezpieczny od przewrócenia w razie burzy i wyglądałby pojedynczo nieestetycznie. Jako dwojak zyskuje, bo nie przewróci go wiatr, dwie rodziny mieszkają pod jednym daszkiem, pomyślniej się w czasie zimy wzajemnie ogrzewają. Zyskuje się też na materiale przy budowie, a wreszcie na miejscu w pasiece.

Wysokość ula rozdzielona jest na dwie części, dolną i górną, t. j. gniazdo i miodnik. Pod ramkami jest 10—12 cm wolnego miejsca, gdzie w chwilach bezrobocia, nocą lub w słotną porę, umieszczają się pszczoły, które od pracy w gnieździe są wolne. Obydwie części ula przegradza rama grubości 10 cm. Oczko wylotowe jest prostokątne, 20 cm długie i 1½ cm szerokie; umieszczone jest w dnie ula przy samej frontowej ścianie.

Zalety oczka tak umieszczonego są: a) zabezpieczenie gniazda pszczół od dokuczliwości wiatru, b) najłatwiejszy dostęp pszczół do każdego plastra w gnieździe, jak i z każdego plastra wprost do wylotowego oczka, c) oczkiem w dnie ula umieszczonem najłatwiej jest pszczołom uprzątywanie z ula wszelkich nieczystości i d) tak umieszczonem oczkiem nigdy promienie słońca do wnętrza gniazda dostać się i do przedwczesnego wylotu pobudzić pszczoły nie mogą.

Pod oczkiem umieszczona jest deszczułka jako mostek, służy głównie za oparcie dla zatworów.

W przegrodzie jest prostokątny duży otwór, który służy dla komunikacji pszczół między gniazdem i magazynem. Otwór ten wypełnia się nalepkami plasterków czysto pszczelej woszczyny (plasterki nalepia się na snozki, umieszczone w otworze); nie używa się tu wcale kraty ogrodowej.

Podobny, lecz mniejszy otwór umieszczony jest w powale, a zaopatrzony stale siatką drucianą. Otwór ten zamyka się od góry zatworem, umocowanym na zawiasach. Służy jako wentylator. Szerokość wnętrza ula wynosi 24 cm, zaś głębokość 70 cm, wysokość wewnątrz 12 do 130 cm, zależnie od grubości przegrody i wielkości przestrzeni pod ramkami.

Do gniazda wejdzie 18 sztuk ramek słowiańskich; ta sama ilość i do miodnika, zatem 36 ramek słowiańskich dla jednej rodziny pszczelej. Cały dwojak mieści 72 ramki. Wszystkie ramki wypełnia się gotową woszczyną pszczela, względnie wykończoną węzą.

Zatworów jest w całym ulu 8, to znaczy, do każdego ula 4, więc po 2 z każdej strony dla jednej rodziny pszczelej.

Koszta sporządzenia takiego ula wydają się nieco odstraszać, lecz gdy pszczelarz pozna jego istotną wartość, zrozumie, że koszt ula stosunkowo do jego wartości najzupełniej jest usprawiedliwiony.

W zimie należy do najważniejszej czynności pszczelarza przy ulu Czyńki wentylowanie. Ul trzeba wentylować w czasie ocieplenia się na dworze, uchylając wentylatora w powale ula na 1 cm szpary. Wtedy uchodzi zużyte powietrze, nagromadzone w próżnej podczas zimy

części magazynu, dokąd dostaje się z gniazda przez szparę w otworze nad gniazdem, który jest na zimę wypełniony matą słomianą.

Z niniejszego referatu, podającego krótką treść nowego dzieła, orientujemy się, jak Czyńko zapatruje się na prowadzenie racjonalnej gospodarki pasiecznej.

— Warto spróbować! —

— Dzieło Czyńki jest do nabycia w księgarni Macierzy szkolnej w Cz. Cieszynie. —

Pszczelarzu! Przyłóż ręki do dzieła! Spełnisz swój święty obowiązek, gdy w nadchodzącej wiosnie zasadzisz chociaż jedno drzewko lub krzew miododajny!

Zgłoszenia o nasiona roślin miodonośnych należy kierować na sekretarza Tow. pszczelniczo-ogrodniczego. — Cena wosku: za 1 kg 15 Kcz.

Stosowanie dendryny w sadownictwie.

Wobec coraz groźniejszego pojawiania się szkodników na drzewach i krzewach owocowych i t. p. na całej kuli ziemskiej stanęli owocarze jednomyślnie na front linją walczyć z pasożytami wszelkiego rodzaju z bronią „u nogi“ i w pogotowiu, gdyż inaczej zginęłyby doszczętnie owocodajne plantacje i dochód ze sprzedaży odnośnych produktów. Konsumenci całego świata poznali siłę odżywczą owoców i spożywać chcą w coraz to większych rozmiarach dobrane i pożyteczny owoc, nawet po cenach zagranicznego pokroju.

Drzewo zniszczone przez owady, nie wydaje owocu pożądanej jakości i wartości pieniężnej — dlatego zmuszeni jesteśmy użyć wszystkich środków do wyłączenia najskrupulatniejszego i nieodwłączalnego, tej paskudnej armii na-

szych zaciętych, drobnych nieprzyjaciół przez opryskiwanie 10%-wym płynem, znanym pod nazwą „dendryna“. — Mniej procentowa dendryna okazała się w praktyce też mało skuteczna.

Cenniki wykazują pod różnemi nazwami i cenami w jarmarczy sposób nowe — nieomyślne — odmiany karbolineum drzewnego, lecz w tem tkwią wyraźnie tylko interesy kupiecko-zy-skowe.

Dendryna i silniejsza Neodendryna są od 20 lat wypróbowane, więc do użytku też najbardziej polecenia godne.

Ponieważ z widzenia nie łatwo rozróżnić dendrynę od droższej Neo, bywa raczej kupowana ta pierwsza. W większej ilości (hurtownie, więc przez Kółka rolnicze) od 100 kg w górę pobierana dendryna, kosztuje dziś już tylko 4.50 Kcz np. w Cz. Cieszynie.

Na opryskiwanie grusz i jabłoni należy użyć 10 kg na 90 l wody, mieszając wodę z dendryną w osobnym naczyniu a wlewając potem do odnośnego narzędzia rozpylającego płyn gotowy, białobarwny. Dla trwałości w skutkach dodać jeszcze można dobrze w ciepłej wodzie rozpuszczone szare mydło (2 kg) po cenie 4 Kcz, np. w drogerji Marka w Cz. Cieszynie do otrzymania. Szprycowanie stosujemy w porze zimowej od opadnięcia liści z drzew do końca marca, gdyż w porze wegetacyjnej spaliłby liście i kwiat na drzewach.

Zraszanie wykonujemy w czasie pogodnym, bezwietrznym, bezmroźnym, gdyż inaczej cel będzie chybiony. Robotnik winien być skrupulatnym, by wszystkie części drzewa były zroszone a płyn oszczędzany. Aparat trzeba po skończonej robocie dokładnie wewnątrz i zewnątrz oczyścić wodą czystą. Rozporzą-

dzeniem Rządu jest każdy właściciel sadu obowiązany przymusowo do tępienia szkodników roślinnych i drobnozwierzęcych. Nie wystarczy, by tylko jednostki wykonały obowiązek, lecz dla przemożności szkodników wszyscy sąsiadujący z nami ogrodnicy spełnili swoją powinność.

U śliw, brzoskwiń, moreli, porzeczek, agrestu, malin, krzewów ozdobnych, leśszczyń i winorośli stosujemy słaby procent dendryny. Dendryna jest dla gleby pod korzeniami nieszkodliwa, owszem pono pożyteczna, dezynfekująca i tępiąca poczwarki szkodników. Dendryna, wykazująca po rozpuszczeniu na powierzchni lub na dnie naczynia nieczystości (oleje i czarną piankę) nie może być dla szkodliwości użyta — naczynie, aparat i ręce zbyt zanieczyszczająca.

Uwaga: Wapno, szczególnie nieprzefiltrowane i gęste, nie nadaje się do zraszania drzew, lecz musi być np. szczotką na drzewa aplikowane. Szprycowanie powinno być dopiero po ukończeniu oczyszczenia z mchów, porostów i osiedli owadów, po prześwietlaniu koron i usunięciu suchych gałęzi i t. d. wykonane.

*

Pilne przypomnienia na marzec: Zamawiajmy niezwłocznie drzewka owocowe, nasiona warzywne i kwiatowe. Sadźmy włoskie orzechy, szlachetną leśszczynę, porzeczkę, agrest, maliny. Niech też od słonecznej strony i ściany naszych wszelkich zabudowań nie braknie sadzenie winorośli, brzoskwiń i moreli, jako bardzo polecenia godną aktualność.

J. Zielina.

Ściany naszych domów a drzewka owocowe.

Przechodząc przez nasze wioski, widzimy tu i ówdzie koło ściany domu wsadzone drzewka owocowe. Jest to oznaka, że wielu ludzi interesuje się drzewkami formowanymi i próbuje je hodować. Nieumiejętność jednak obchodzenia się z nimi, przynosi niejednokrotnie wielkie rozczarowanie. Hodowla drzewek formowanych wymaga koniecznie pewnych zasadniczych wiadomości, bez których szkoda wogóle te drzewka sadzić. Mamy wiele dzieł swoich a szczególnie obcych, traktujących ten dział sadownictwa. Dzieła te jednak są dla ogółu naszego ludu niedostępne. Z tego powodu chciałbym skorzystać z naszego popularnego czasopisma, jakim jest „Poradnik Gospodarczy“ i podać w prosty sposób kilka wskazówek.

Niema nic wdzięczniejszego i nic nam nie potrafi dać w ogrodzie tyle zabawy i korzyści jak drzewka owocowe formowane, ale umiejętnie prowadzone. Dział ten można każdemu właścicielowi ogrodu lub domu najgoręcej zalecić. Należy usunąć ze ścian naszych chatek dzikie wino, bluszcz i t. p. pnące, nie przynoszące oprócz małej ozdoby żadnej korzyści. Ściany naszych domów okrywamy drzewkami owocowymi. Jest to wspólna ozdoba, dająca wiele korzyści i zadowolenia. Niewyżytkowanie niezliczonych gołych ścian domów, stodół, chlewów a nawet płotów jest wielką szkodą. Ile to centnarów pierwszorzędnego owocu, jakiego nie osiągnie się z dobrze nawet pielęgnowanego drzewa wysokiego, mógłby zebrać nasz lud. Trzeba tylko odrobinę zainteresowania i zrozumienia prowadzenia tych drzewek. Nie

jest to trudne i wymagające. Niech tylko każdy spróbuje a przekona się o tem łatwo. Wolna chwila, poświęcona tym drzewkom, opłaci się stokrotnie. Twierdzenie, że trzymają one wilgoć w murach i niszczą je swojemi korzeniami, jest już dawno obalone. Na ten temat nie mam zamiaru się dłużej rozpisywać, gdyż praktyka przekona nas o tem najlepiej.

Zawód, jaki spotyka najczęściej miłośników drzew formowanych, polega na złej podkładce. Głównym bowiem warunkiem tych drzewek jest podkładka karłowa. Ten dział omówię później, gdyż jestem zdania, że w początkach jest najlepiej zakupić sobie u zaufanych szkółek gotowe już na ten cel jednoroczne szczepki. Przystąpię odrazu do podania praktycznych wskazówek pielęgnowania drzewek formowanych koło ścian.

W pierwszym rzędzie przygotujemy koło ściany odpowiednio ziemię. Musimy sobie zdawać sprawę, że jeżeli chcemy, aby te drzewka dawały nam corocznie te najlepsze owoce, musimy im dać potrzebny pokarm a szczególnie fosfor i potas. Najlepsze wyniki osiągniemy w ziemi przygotowanej w następujący sposób: bierzemy 5 części ziemi kompostowej, 5 części dobrej gliny darniowej i 1 część grubego piasku. Na 1 m sześcienny tej mieszaniny dodajemy 10 kg wapna niepalonego, 10 kg sadzy, 5 kg nawozu gołębiego lub kurzego, 5 kg tomasyny i 5 kg popiołu drzewnego lub w jego miejsce 1 kg soli potasowej. To wszystko dobrze przemieszamy i zostawimy kilka miesięcy w spokoju. Ziemi tej dajemy każdemu drzewku jak najwięcej, mieszając ją z gliną, jaką otrzymamy przy kopaniu dołku pod drzewko. Jest to idealne przygotowanie ziemi.

Nie mając takiej ziemi pod ręką, musimy te składniki w odpowiednim stosunku dodawać drzewkom w ciągu późniejszej pielęgnacji. Unikać należy stanowczo dawania pod drzewka świeżego nawozu stajennego. Drzewka takie nam bezwarunkowo zginą. Szerokość pasu przygotowanej ziemi koło ściany jest względna. Im szerzej, tem lepiej.

Samo sadzenie drzewka wymaga także pewnej uwagi. Najpierw ostrym nożem obcinamy końce grubszych korzonków. Jeżeli któryś z korzonków jest uszkodzony, obcinamy go powyżej korzonka. Wszystkie cięcia muszą być gładkie i świeże, gdyż jedynie koło takich cięć utworzą się prędko liczne nowe korzonki. Następnie maczamy korzenie w kaszy z gliny (papce). Przy zasypaniu korzeni ziemią zważamy, aby pod poszczególnymi korzeniami nie zostały puste miejsca. Jak głęboko należy wsadzać drzewko, wskazuje nam rysunek I. Szyjka a raczej widoczne dobrze zgrubienie w miejscu szczepienia nie śmie być zakryte ziemią. Ażeby korzenie mogły się rozwijać i w stronę ściany, sadzimy drzewko cośkolwiek ukośnie (rys. II.). Zasadzone drzewka dobrze zalejemy i po wierzchu posypiemy jeszcze nowej ziemi, aby nie utworzyła się około drzewka twarda skorupa. Teraz dopiero możemy drzewko obłożyć świeżym choćby nawozem. Utrzymuje on wilgoć koło drzewka i chroni je, o ile sadzono w jesieni, przed mrozami w ziemi. Na wiosnę, kiedy nawóz jest już dobrze przegniły, wkopujemy go lekko w ziemię. Odległości pomiędzy drzewkami są bardzo względne. Zależą one od danego miejsca i formy, jaką mamy zamiar wyhodować. Najprostszą i najłatwiejszą

formą jest sznur pionowy. Te się też najczęściej zaleca. Sznury pionowe sadzimy w odległościach 40 cm od siebie. Odległość ta jest zupełnie wystarczającą i nie powinna budzić obaw co do późniejszego zagęszczenia. Wysokość sznurów pionowych nie powinna być niższa jak dwa i pół metra, a nie wyższa jak cztery metry. Prowadzimy je po listwach lub silnych drutach, które umieszczamy na murze, tak, aby odstawały od muru najmniej 15 cm.

Szczepki jednoroczne, od których najlepiej rozpocząć, po zasadzeniu ucinamy w wysokości 60 cm. Cięcie wykonujemy od strony muru (rys. III). Niezłą rzeczą jest zostawiać nad górnym oczkiem tak zwany czopek, do którego przywiązujemy później górny pęd, czyli przewodnik. Otrzymujemy wówczas doskonałe proste sznury. Czopek usuwamy pod koniec lipca, najpóźniej w sierpniu.

Rozpoczyna się okres wzrostu. W pierwszym roku nie będzie prawdopodobnie zbyt silny, lecz raczej słaby. Pęd górny, kiedy osiągnie długość 10—15 cm, przywiązujemy do czopka, listwy lub drutu. Wykonać należy to bardzo ostrożnie, aby pęd się nie złamał. Poza przywiązaniem nie wykonujemy na przewodniku nic więcej.

Niższe pędy, mniej więcej od połowy maja, uszczykujemy za czwartym lub piątym liściem. Pędy, rosnące do muru, usuwamy zupełnie. Podobnie usuwamy oczka, wybijające na pniu drzewka. Krótsze pędy narazie zostawiamy w spokoju. Uszczykiwanie wykonujemy paznogciami, a nie nożem lub nożycami. Po 2—3 tygodniach następuje drugie uszczykiwanie. Nietknięte przy pierwszym uszczykiwaniu pędy, dorosną nam prawdopodobnie do 20 cm długości i

dlatego je teraz uszczykujemy za czwartym lub piątym liściem. Liści skupionych przy nasadzie pędu nie uwzględniamy. Pędy uszczyknięte przy pierwszym uszczykiwaniu wypuściły z górnych oczek nowe drugorzędne pędy. Czasem się zdarza, że nawet dwa górne oczka wypuściły nowe pędy. Wszystkie drugorzędne pędy uszczykujemy teraz za drugim lub trzecim liściem. W ciągu lipca przeprowadzić musimy jeszcze trzecie lub nawet, ale to już rzadko, czwarte uszczykiwanie. Inne oczka pędu się zasilają i wytwarzają pąki kwiatowe, niekoniecznie jednak w tym roku. Pod koniec października lub w pierwszej połowie listopada przeprowadzamy jedno z najgłówniejszych cięć, a to cięcie za zieleni. Cięcie to przy naszych jednorocznych szczepkach jest bardzo proste. Wykonujemy je za pierwszym oczkiem drugorzędnego pędu. Jeżeli na pędzie mamy dwa drugorzędne pędy, wtedy górny usuwamy zupełnie a na drugim zostawiamy wyżej wspomniane jedno oczko. To cięcie wykonujemy nożem.

Po opadnięciu liści, kiedy nastają mrozy, usypujemy koło drzewka kopieček, aby szyjka a raczej owo zgrubienie było chronione przed mrozami.

Do obsadzania ścian wybieramy odmiany wielkoowocowe, ale szlachetne pod każdym względem. Wschodnie i zachodnie ściany obsadzamy gruszami i jabłoniami, południowe niektórymi odmianami grusz, brzoskwiniami i winoroślą, zaś północne nadają się doskonale na wiśnię Goryczka cienista (Schattenmorelle).

U w a g a :

Ilustracje do niniejszego artykułu, z powodu przeszkód technicznych będą umieszczone w następnym numerze.

Poradnia Stacji doświadczalnej w Opawie.

Według rozporządzenia Ministerstwa Rolnictwa utworzono przy stacji doświadczalnej w Opawie bezpłatną poradnię dla rolników. Wzywa się dlatego wszystkich rolników, aby we wypadkach potrzeby do tej poradni się odwoływali. Stacja udziela porad w zakresie 1. meteorologii przy ustaleniu miejscowej przepowiedni pogody, o stacjach meteorologicznych, i t. d. — 2. Gleboznawstwa: daje objaśnienia o stosunku gleby śląskiej i jej polepszenia. Przeprowadza fizyczny i chemiczny rozbiór (analizę) gleby, względem zawartości kwasu i zapotrzebowania wapna i innych pokarmów roślinnych. — 3. Uprawy ziemi: udziela wszelkich objaśnień celem ulepszenia wszelkich gleb na podstawie długoletnich doświadczeń w poszczególnych okolicach, informuje o nawodnieniu łąk, pastwisk i pól i nawożeniu gnojówką. — Uprawy roślin: daje wskazówki przy wyborze poszczególnych odmian zbóż, okopowych, koniczyn, traw i t. d. na podstawie przeprowadzonych doświadczeń z temi odmianami w różnych okolicach Śląska, daje informacje w zakresie podniesienia zbiorów i ulepszenia jakości poszczególnych roślin, ustala czystość odmiany, zestawia mieszanki traw przy zakładaniu łąk i pastwisk, przeprowadza próbki kiełkowania, próbki zawartości skrobi, udziela porad przy zakupie nasion, zasiewie, pielęgnacji, spręczeniu, młocce, zakładaniu silosów i t. d. — 5. Nawożenia: udziela porad przy pielęgnowaniu i używaniu nawozu sta-
jennego, kompostu, gnojówki i nawozów sztucznych i przy zakładaniu doświadczeń nawozowych. — 6. Ocho-

ny roślin: ustala choroby, szkodniki i chwasty, podaje środki zapobiegawcze. — 7. Hodowli: pośredniczy zapytania i analizy z dziedziny mleczarstwa i pasz tręściwych i wszelkich zagadnień dotyczących się hodowli. — 8. Przemysłu rolnego: pośredniczy zapytania i analizy z wszelkich działów przemysłu rolnego. Adres: Państwowa stacja doświadczalna i poradnia rolnicza w Opawie, telef: 438.

Ceny giełdowe.

Giełda zbożowa w Ołomuńcu notowała w sobotę, 24 lutego 1934:

Z b o ż e:	Kcz:
Pszenica, 78—80 kg, mor.	140—143
„ 80—82 kg, „	144—147
„ słow. 80—82 kg	137—139
Żyto mor. 70—72 kg	101—103
„ słow. 71—72 kg	—
Jęczmień mor., merk.	90—92
„ „ prima	93—96
„ śląski merk.	85—86
„ słow. „	82—84
„ „ prima	85—86
„ drugorzędny	83—85
„ poślad.	82—83
Owies mor. i śląski jasny	82—85

Strączkowe za 100 kg:

Groch Viktoria	230—250
„ do siewu, żółty, nowy	150—145
„ „ „ zielony	130—120
Fasola biała kraj.	110—115
„ obca	95—105

Siano mor.-śląskie:

Słodkie, luzem, nowe	49—51
półsłodkie „ „	44—46
słodkie, prasowane	51—53
półsłodkie, „	46—48
z tymotki	49—51

Słoma:

Cepowa, długa	31—33
na ściółkę, luzem, nowa	24—26
„ „ prasowana	25—27
„ karmę, luzem, nowa	25—27

Zgłoszenia do podatku osobisto- dochodowego.

Rolnikom, którym przysługuje prawo uiszczania podatku ryczałtem, zawiadamia się, że ostatni termin podawania zeznań jest 5 marca. Taryfy, na podstawie których podaje się zeznania do podatku ryczałtowego (pauszal), nie zostały dotychczas wydane, lecz najpóźniej w sobotę będzie je miała do dyspozycji kancelaria Towarzystwa Rolniczego i biuro Stronnictwa Ludowego. Tam też należy się zwrócić po dalsze informacje. Według dotychczasowych informacji taryfy będą prawdopodobnie w tej samej wysokości jak zeszłoroczne lub też obniżone o 5 %.

Narybek.

Wobec większego zainteresowania się narybkiem do obsadzania stawów, przyjmuje kancelaria Towarzystwa Rolniczego zgłoszenia, najpóźniej jednak do 10 marca. W razie dostatecznej ilości zgłoszeń narybek będzie sprowadzony do Cz. Cieszyńska, gdyby jednak zamówień było zbyt mało, zgłoszone ilości będą zarezerwowane na miejscu zakupna. Prosimy więc wszystkich, którzy chcą zakupić narybek, by dotrzymali terminu zgłoszeń do 10 marca.



Drobne ogłoszenia.

Zwierzęta.

Do sprzedania krowa rasy czerw.-leszniańskiej, 3-letnia, należąca do Zw. kontr. ml. — wysoko-
cielna — w Świbicy, Ewa Szwarczowa 49.

Jaja wylęgowe rasy Leghorn do sprzedania Branny Ernest, Świbica.

Żrebię 1 1/2 roczne czarno-cisłe z dobrego cho-
wu do sprzedania. Ciencięła Karol, Guty 86.

Jaja wylęgowe kur rasy Rhod Island (karma-
zyny) po cenie 1 Kč za sztukę można otrzymać u
Zuzanny Macurowej w Świbicy, l. d. 206, przy
Czes. Cieszyńskie.

Na sezon wczesnych lęgów można zamawiać
jaja wylęgowe kur Karmazynów (Rhode Island) po
kontrolowanym stadzie zarodowym o rocznej nieś-
ności 180—220 jaj. Obecnie hodowla ta posiada
koguta importowanego z Polski, który otrzymał
pierwszy medal na konkursie nieśności w Remb-
kowie, gdyż wywarł wybitny wpływ u potomstwa
na ilość i wagę zniesionych jaj. Kubok Władysław,
Końska.

Jaja wylęgowe kur Rhode Island (Karmazyny)
od kontrolowanego stada zarodowego o wysokiej
zimowej nieśności, dostarcza na poprzednie zamó-
wienie. Dypl. agronom Adam Mrózek, Karpęta 29.

Do sprzedania buhaj 9-miesięczny rasy ku-
landzkiej. Krzystek Józef, Toszonowice Górne.

Do sprzedania buhaj 6-miesięczny rasy czer-
wono-leszniańskiej. Antoni Bojko, Płosek 201.

Sprzedam buhajka rasy czerwono-leszniańskiej
po kontrolowanej krowie, która dołała w roku 1933
3450 kg mleka; ur. 13 maja 1932. Ciencięła Sta-
niśław, Mistrzowice.

Kupię małą cieliczkę ewent. buhajka rasy czer-
wono-leszniańskiej po kontrolowanej krowie. Sło-
wiczek Józef, Bocowice 14.

Wymienię gęś lub gęslora rasy emdeńskiej.
Ewa Hławiczkowa, Płosek, p. Jabłonków. Zgło-
szenia ewent. w biurze Tow. Rol.

Króliki czystej rasy: białe „Angory” z śliczną
wełną i „Czinczile” kożuszkowe 8-miesięcy stare,
ewent. młodsze, do sprzedania. Jan Motyka, Oldrzy-
chowice 181.

Jaja wylęgowe kur rasy „Leghorn“ i „Wyondot“ białe, ma do sprzedania Jan Motyka Oldrzychowice 181.

Jaja wylęgowe rasowego drobiu zamawiajcie przez Zw. Hod. Drob. Zw. Dom. Członkowie posiadają: Leghorny am., Karmazyny (Rhode-Island), Wyandoty, białe, srebrne, złote; Orpingtony żółte, Hamburgi srebrne i t. d. Cena jaj od 80 h. — Specjalność kury „Ki-Wi“. Kaczki o wysokiej nosności Khaki-Kambell i Hamburgskie (Vierländer), oraz Peking Perlice i Indyki; cena jaj od Kcz 150, Emdenskie gęsi. Wszelkie gatunki gołębi i królików. Członkowie posiadają poniekąd kontrolowane stadka zarodowe, przeto każdy może taniej i lepiej kupić w swej okolicy, przekonując się na miejscu o stanie hodowli, nie narażając się na straty, które niezawodnie powstaną przy przesyłkach kolejowych. Członkowie Związku mogą otrzymać jaja wylęgowe bezpłatnie z obowiązkem zwrotu w przyszłym roku. — Wszelkie zapytania kierować przy powrotnym portu na Zw. Hodowców Drobnych Zwierząt Domowych, Czeski Cieszyn, ul. Fabryczna 13.

Roślinność.

Drzewka owocowe na sprzedaż, pierwszej jakości, jabłonie, grusze, czereśnie i śliwy, wysokopienne, półpienne i karły, po najtańszych cenach. Szkołka drzewek owocowych Wł. Möhwald, Orłowa (obok polskiego gimnazjum).

Kupię duże akacje, lipy i kasztany nadające się jeszcze do przesadzenia. Pietraszek Józef, kupiec, Sucha Górna.

Drzewka owocowe 1a półpienne i wysokopienne przeważnie jabłunki i czereśnie różnych odmian, we wielkim wyborze do nabycia u Jana Wlewiórki w Gutach 109 (zaraz obok kaplicy).

Drzewka owocowe pierwszej jakości wysokopienne i półpienne, czereśnie, jabłonie, grusze i śliwy w różnych odmianach są do nabycia po najtańszych cenach, w szkółce drzewek owocowych: Orszulik Józef, Polska Lutynia, 114, p. Lutynia Niemiecka. Również dziczki gruszone i w mniejszej ilości jabłoniowe.

Lipy piękne i silne, szeroko i drobnolistne, dla obsadzenia parków, dróg i brzegów, bardzo tanio 5 Kz za sztukę, ma do sprzedania Józef Kaleta, Bystrzyca nad Olzą 290.

Do sprzedania kilka tysięcy olchy czarnej, dwuletnia, po najtańszej cenie. Bliższe wiadomości udzieli Franciszek Swaczyna, rolnik, Raj 58.

Pierwszorzędny mak modry, pierwszy przesiew, po 650 Kz za 1 kg jest do nabycia. Hławiczka Karol, Żuków Górny 22.

Do sprzedania 700 kg nasienia łubinu modrego. Szuścik Paweł, Mistrzowice.

Większą ilość najwcześniejszych żółto-mięsnych ziemniaków „Erstling“ (wcześniejsze o 2 tygodnie od rużówek), są po przystępnych cenach do nabycia Erwin Sikora, rolnik, Nawsie 23.

Maszyny i potrzeby gospodarcze.

Motor elektryczny trójfazowy „Marki Siemens“ 6—7 kon. sł. wraz z rozrusznikiem i opornicą, całym nowym, 6 miesięcy w użyciu, za cenę Kcz 1400— do sprzedania. Kantor Paweł, Nawsie 198.

Do sprzedania 1 dobrze utrzymana 4 siedz. kolasa. Zgłoszenia: Chmiel Józef, kasjer górniczy, Rychnwałd.

Ochotnicza straż pożarna w Oldrzychowicach zakupi 1 wóz pod sikawkę motorową. Oferty wnieść wprost do Oldrzychowic.

Do sprzedania motor 1½ roku Lorenc 4—5. Zawadzki Paweł, Ropica.

Sztuczna kwoka do sprzedania Fillpcowa, Trzanowice 59.

Do sprzedania kocioł miedziany 50 l. Informacji udzieli Jerzy Wałaski, kupiec, Łyżbice.

Kupię większą ilość starszej dachówki glinianej. Paweł Klus, Karpęta 40.

2 nowe siewniki do konczyny sprzedą Kółko Rolnicze w Mistrzowicach Informacji można zasięgnąć ewentualnie w biurze Tow. Rolniczego.

Parzak 100-litrowy nowy, nieużywany, za niską cenę do sprzedania. Marja Pyszkowa, Mosty przy Jabłonkowie 132.

Jednokonnny wóz, starszy, w dobrym stanie, tanio do sprzedania. Jerzy Łyżbicki, chałupnik, Bystrzyca 54.

Kupię motor benzynowy, starszy 3-4-5 HP. Jan Kluz, Nleborny 83, p. Ropica.

Kupię starszy pastorek uniwersalny w dobrym stanie. Paweł Sikora, Nawsie 51

Różne.

Prawie każdy rolnik potrzebuje dobrych i wygodnych butów, które otrzyma najtaniej u firmy Kiełkowski, Olbrachcice. Na żądanie pošlę po miarę lub przyjdę sam aż do domu.

Buty wysokie, ładne, wytrzymałe i nieprzemakalne dla rolników, banderji konnej oraz wszelkiego innego rodzaju obuwie wykonuje starannie i po cenach niskich. Milerski Józef, Dol. Leszna 131.

Bezpłatne drobne ogłoszenia umieszcza administracja wszystkim abonentom.

Sztuczne lęgi zapewniają rentowość hodowli drobiu!

KRYWULT RUDOLF Świbica 64

członek

*Związku hodowców drobnych zwierząt domowych
poleca swe*

sztuczne wylęgarnie



Gwarancja za 80% wylęgu opłodnionych jaj.
Koszta tylko od ilości wylęglých kurcząt —
zależnie od ceny i wartości jaj nasadzonych



Cena jajka	0-60	Kcz	—	za wylęglę	kurczę	1-20	Kcz
"	"	0-80	"	—	"	"	1-50 "
"	"	1—	"	—	"	"	1-80 "

Hodowcy drobiu korzystajcie z dogodnych warunków!

Czytajcie i rozszerzajcie

„Poradnika Gospodarczego“

ROLNICY!**Czas pomyśleć o zakupie nasion.**

Pierwszorządnych nasion koniczyzny, buraków, traw i jarzyn dostarczy Wam po cenach konkurencyjnych znana szeroko Firma

J. Stonawski

Dol. Łiszna przy Trzyńcu

Sprzedają tylko nasiona o zagwarantowanej sile kiełkowania i czystości.

Ażeby prędko **wieprz** rósł i tuczył się dobrze, trzeba dodawać do karmy **maczkę rybią i wapno pastewne**, dla kur, aby niosły, maczkę rybią „**kokaro**“. — Ażeby **mleko** łatwo i korzystnie sprzedać, trzeba takowe dostarczyć konsumentom w szklankach (flaszkiach) przezroczystych. — Powyższe można w każdej ilości po najtańszych cenach otrzymać u firmy

JAN KAJZAR TRZYNIEC
Targowisko.

**Damskie torebki,
aktówki, walizki, portfele,
piłki nożne**

jakoteż

**naprawy wózków dziecięcych
i powlekanie tychże na nowo**

można otrzymać

najtaniej i w pierwszorzędnym
wykonaniu u fy.

Kłapsia Jerzy

rymarz

CZ. CIESZYN

przy targowisku.



Pracownia maszyn
JAN UNUCKA
CZ. CIESZYN

ul. Fabryczna 5 (koło gazowni).

Urządzenia do gospodarstw, tartaków, młynów i gorzelń.
Wyrób transmisyj, pomp i wodociągów. — Magle zarobkowe,
hotelowe i rodzinne. — Młynki ręczne, konne, wodne i wiatrowe do mielenia i śrutowania zboża. — Konstrukcje żelazne.
Naprawa wszelkich maszyn rolniczych i motorów.
Bruszenie i rowkowanie (ryflowanie) **walców** do młynów rolniczych oraz młynów.

Poszczególne towary sprzedajemy
jeszcze **po najniższych cenach**

Wielki wybór najnowszych

kapeluszy, krawatów, bielizny,
trenchcoatów,
tyrolskich hubertusów, spodni spor-
towych, ubrań dla chłopców,
przyborów sportowych, bluzek
damskich, swetrów, parasolek,
pończoch, najmodniejszych kape-
luszy damskich, torebek damskich
i t. d.

Oczekujemy wnet Waszego przybycia

specjalny dom mody

„The Gentleman“
Cz. Cieszyn

Wielki skład sukna
Gustaw
Pollak
CZESKI CIESZYN

poleca najładniejsze

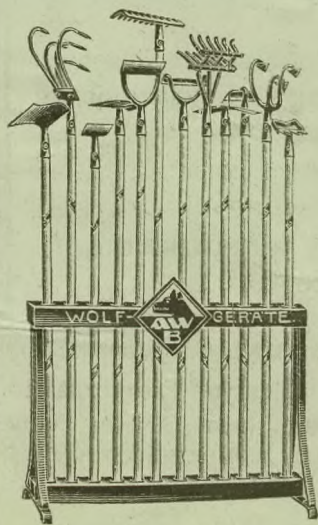
nowości wiosenne

dla panów i pań

w bogatym wyborze, po nowych
niskich cenach.

**Również najnowsze materje
na jakle i suknie stroju śląskiego.**

**Tuczniki i cielęta zakupuje każdy tydzień restauracja
hotelu „Polonia” od naszych rolników. Przy ofercie na-
leży wykazać potwierdzenie członkostwa w Kółku
R o l n i c z e m.**



Nasz sklep poleca narzędzia Wolfa.

Rolnicy, nie trapcie się!

**Narzędzia ogrodnicze Wolfa oszczędzają
czasu, sił i kosztów, są prawdziwym przyjacielem
rolnika i ogrodnika.**

WIELKI SKŁAD

EISENBERGA

w Czeskim Cieszynie

Ilustrowane cenniki wysyła się bezpłatnie

U Eisenberga tylko dobry, tani i praktyczny towar.

Nie rzucim ziemi, skąd nasz ród!

(Przemówienie p. burmistrza Dr. Władysława Michejdy na manifeście narodowej w Cieszyńszczyźnie, dn. 25 lutego br., w 15-ty rocznicę powrotu Wojsk Polskich.)

Polacy!

Jest 26 lutego 1919 r.

Po 2-dniowej bitwie pod Skoczowem i zawarcia narzuconego mu rozejmu wraca Wojsko Polskie do Cieszyńska. — Wieść ta zelektryzowała kraj cały.

Dziesiątkami tysięcy ciągną ludzie do Cieszyńska, by tu osobiście przeżyć wielką chwilę wyzwolenia stolicy, która jest pierwszą zapowiedzią wyzwolenia całego polskiego Śląska.

Opisuję według ówczesnego „Dziennika Cieszyńskiego”:

„Wzruszającym momentem była godzina 11-tej przed południem. Rynek cały przepełniony tłumami. Tłum cichy i milczący czeka, a tuż obok stoi w pogotowiu szwadron kawalerji czeskiej, który ma w myśl zawartej umowy opuścić miasto w chwili pojawienia się patroli polskiej.

Nagle patrol konnicy polskiej wjeżdża, a rynek jakby rozjaśnił się.

Na widok dziarskiego żołnierza polskiego, na widok polskich orszaków ogarnia tłum wzruszenie, które przechodzi w entuzjazm, uniesienie. Kawalerja czeska pośpiesznie znika...

„Tłumy rosną i coraz nowe rzesze napływają. W całym kraju od Karwiny. Suche aż po Jabłonków praca dziś spoczywa.

Prawdziwe święto narodowe, święto radości i wyzwolenia!

Ciągną robotnicy z Trzynieca w ogromnym pocho- dzie z muzyką na czele, a za nimi obywatele gmin wszystkich od granicy węgierskiej. Pojawiają się olbrzymie, nie kończące się pochody z innych stron. To idą górnicy z Karwiny i Suche, Bogumin, Dąbrowa, Orłowa, Stonawa, Olbrachcice. — Każda z gmin tych i okolicznych jest zastąpiona w tym wielkim dniu w Cieszyńszczyźnie, a wszystkie te zastępstwa, to jakby masowe deputacje, które tu zjawieniem swem manifestują swoje przywiązanie i swą miłość do Polski.

Czesi próbowali wstrzymać ten napływ ludności do Cieszyńska i zarządzili ograniczenia kolejowe. Małe, śmieszne, drobnostkowe środki, by ruch żywiołowy zatamować! Górnik nie mając pociągu, szedł pieszo i w ten sposób dostały się do Cieszyńska

Czuje, iż w zmienionych warunkach najlepiej ze- spolimy się uczuciowo z tymi, którzy przed 15-tu laty z uniesieniem witali w Cieszyńszczyźnie Wojsko Polskie, je- żeli — służąc uczynić wszystko, co jest w naszej mo- cy, dla rozrostu sił obronnych narodu — w tem samym zaufaniu i nadziei, jak to było wówczas, wzniesiemy okrzyk na cześć naszej kochanej Armji, jako najlep- szej gwarantki naszej przyszłości narodowej i najwier- nej stróżki honoru imienia polskiego, na chwałę jej wielkiego twórcy i organizatora, Pierwszego Mar- szalka Polski, Józefa Piłsudskiego.

Armja polska i jej ukochany Wódz, Józef Piłsudski — niech żyje!

Skupiona cisza, z jaką schodził się cały lud śląski w Cieszyńszczyźnie, wyrażała jednak — zanim doszło do wy- buchów radości na widok orłów polskich — inne jeszcze zgola myśli i inne niemniej głębokie uczucia.

Oto chyliły się głowy przed wielkością ofiary tych wszystkich, którzy gdy ojcowiznę ich zniemacka napad- nięto, stanęli w obronie z bronią, jaką mogli pochwycić, i oddali swe życie za Ojczyznę miłą, przed męką tych, których katowano i oplwano, porwawszy ich z ich sa- dyb za to, że się w życiu nie wyrzekli swej mowy i swego narodu, ni w chwili napadu nie ugięli przed brutalną przemocą.

Był w zamierzeniach i duszach zebranych tłumów żywiołowy i zacięty protest przeciwko całej ohydzie po- stępowania bratniego niaby narodu, który zdołał w cią- gu miesięcznej okupacji w spokojnej i zrównoważonej naszej ludności nagromadzić morze żalu i nienawiści. Ale nad tem wszystkim górowała myśl: Cieszyń- znów nasz!

Zapewnie nie jeden z Szanownych Słuchaczy, nie znajdując bliżej dziejów tej ziemi kresowej, zdziwił się i zapytał, cośmy widzieli, czy też widzimy nadzwyczaj- nego w tej małej — choć schludnej i miłej — granicz- nej miejscinie?

Ale dla synów i obrońców tej ziemi ten Cieszyń był naprawdę stolicą.

Tu od czasu, gdy w roku 1290 Mieszko jako pierw- szy udzielił księżę z królewskiego rodu Piastów utwo- rzył Księstwo cieszyńskie, władała dynastia piastow- ska.

z dnia 3/III.34.

czeskiego. — Wszliśmy więc równocześnie w niewolę cesarsko-habsburską.

„Korona św. Wacława — tak to określił Roman Dmowski na konferencji Rady Najwyższej w Paryżu — razem ze Śląskiem utonęła w morzu niemieckiem, a ziemię jej potem odradzały się narodo: czeskie po czesku a polskie po polsku, ostatnie wracając do swej przastarej Macierzy — Polski.

Polskości naszej ziemi nie będę dowodził, bobym — jak to w roku 1919 napisał ówczesny Prezydent Rzą- du, Dr. Jan Michejda — „ubliżył godności własnej i lu- du polskiego i tych wszystkich uczonych polskich i czeskich, którzy tę sprawę osądzi i granicę językową polsko-czeską ustalili aż po Lucynę i Ostrawicę”.

„Gdy rozpoczął się ruch narodowy polski — pisał Władysław Zabawski w swej książce p. t. „Droga do Ziemi obiecanej” — jednostki czeskie tu za- mieszkale sympatyzowały z nim i popierały go. Oddziaływały nawet na miejscowych ludzi. Przy- pominai im obowiązki narodowe wobec narodu polskiego naturalnie, nie zaś czeskiego, ani im się śniło wtedy wznawiać w Cieszyńszczyźnie, że powinni być Czechami.”

Do roku 1890 nie istniała na Śląsku kwestja pol- sko-czeska, którą wytworzyli Czesi z chwilą większego rozwoju kopalnictwa węglowego i połączonego z tem przemysłu w zagłębiu karwisko-ostrowskim.

Rozpętała się wtedy gwałtowna i nieprzebiegająca w środkach akcja czesizacyjna. — Inżynierowie, szty- garowie, majstrzy, przybyli z Czech i Moraw, uzyskali wpływy w kopalniach i rozpozyczyli — na razie na przy- legającym do Mor. Ostrawy terenie — walkę iście pru- ską, walkę eksterminacyjną z tubylezami, jakoteż przyby- łą z ówczesnej Galicji za chlebem ludnością polską.

Nie mogę tu wchodzić w przyczyny: stwierdzić mu- szę fakt, że żywioł polski pod tym naporem cofał się w sposób zatrważający. Stwierdzić też muszę bez ogró- dek, że w czolowych szeregach przeciwko Polakom stał „Čas”, ówczesny organ prasowy dzisiejszego Prezyden- ta Republiki Czesko-słowackiej, wypisując wyraźnie hasło: „Na Śląsku z Niemcami przeciw Polakom — Bój przeciw Polakom za każdą cenę.” Było to około roku 1901.

Jeszcze wówczas odpowiadał na to mój własny ś. p. ojciec, ksiądz Franciszek Michejda:

„Jesteśmy przekonani, że hasła tego naród czeski nie przyswoi sobie, a gdyby sobie przyswoił, to my Czechom pozostawiamy odpowiedzialność za taką samobójczą politykę.

„My sobie tego hasła nie przyswoimy! Historia zachodniej Słowianszczyzny jest aż nadto wymow- nem świadectwem, że taka nieszczęsną polityka by- ła grobem całych narodów słowiańskich.”

tysięczne masy z zagłębia.

Koło południa masy te przepełniły miasto. Zda-
wało się, że rozsadzą ulice. Takiego nagromadzenia
tłumów Cieszyń nie pamięta...

Armja wkracza do miasta pochodem prawdziwie
tryumfalnym.

Uniesienie, entuzjizm ogarnia wszystkich. Ka-
walerja porwała i oczarowała tłumy.

Nie zanikła jeszcze tradycja sławnej jazdy pol-
skiej. Konie piękne, rosłe a jeźdźcy jakby z obrazów
matejkowskich. — Za kawalerją pieszce oddziały
wojska. Jedne wspaniale wykwipowane, wyćwi-
czone według musztry pruskiej, drugie w mundu-
rach dawnych austriackich nie tak dobrze na zew-
nątrz się skutkiem tego prezentujące, jedne i drugie
równie nam jednak drogie i kochane. — Wszystkie
najserdeczniej witano i obrzucono takiem mnóst-
wem kwiatów, że wkrótce wszystko od koni i ludzi
do broni było umajone i ukwiecone...

Na kształt lawiny przewalili się Śląsk cały przez
ulice Cieszyń.

Śląsk polski odbył tu pod znakiem wieży pia-
stowskiej uroczystość wielkiego święta narodowego,
uroczystość pełną dostojności, odpowiadającej pod-
niosłemu nastrojowi mas.

Skąd ta obłąkańcza prawie radość 70 tysięcy, przed-
stawiających kraj cały? — Pierwszą jej przyczyną to
widok *Wojska Polskiego*.

Wszak staliśmy u wrót Ojczyzny. Zdradziecki na-
pad zdawało się zatrasnąć nam je w ostatniej chwili.

Widok Wojska Polskiego przywrócił sterylizowa-
nemu ludowi momentalnie pełnię radości i świadomo-
ści, iż stoi za nami moc wkrzeszonej Polski.

Wstąpiła w serca nowa otucha.

A przecież był to zaledwie twardy i mały początek
tworzenia z niczego zbrojnej siły polskiej.

Poświęcając dzisiejszy obchód rzewnemu wspom-
nieniu tej niezapomnianej chwili z przed laty 15-tu,
uświadommy sobie ten ogrom pracy, jakiej dokonała
Polska w dziele zorganizowania Armji Polskiej.

Dzisiaj jesteśmy szczęśliwsi.

Planowa i żelazną ręką dokonana rozbudowa obro-
ny Państwa wskazuje nam świetlany szlak, po któ-
rym — da Bóg — wejdzie Polska na wyżyny mocar-
stwowej potęgi!

Uświadommy sobie święty obowiązek dokonania
właśnie w tem pokoleniu najwyższego wysiłku, by Po-
lakom nikt nie śmiał grozić zaborem i byśmy następ-
nym pokoleniom przekazali państwo mocarne.

Oto idzie do nas od najwyższych Włodarzy Pań-
stwa zew o stworzenie floty wojennej, bez której nigdy
nie będzie pewności utrzymania morza polskiego, któ-
rego posiadanie jest nieodzownym warunkiem i pod-
stawą naszej wolności i znaczenia w świecie.

Tu z istnieniem poprzez cztery wieki dworu książ-
czego na zamku cieszyńskim wiąże się kilkaset lat oży-
wionego ruchu gospodarczego, umysłowego i kultural-
nego naszego miasta i ziemi.

Historja świadczy, iż Piastowie śląscy — mimo
oderwania od Państwa Polskiego i rosnących wpływów
niemieckich — zachowali przez długi czas żywe poczu-
cie przynależności kraju do Polski.

Cieszyń przeżywa w 15-tym wieku renesans sło-
sunków śląska ze stolicą krakowską, z której oddawna
czepał soki ożywcze. Na dworze cieszyńskim kwitnie
życie polskie.

Przyszedł potem długi okres niewoli, okres syste-
matycznej germanizacji, w której wyniku polskim po-
został tylko lud wiejski, czytający swoje stare religijne
księgi polskie i zachowujący w dziwnej czystości mowę
ojców.

Wielki wstrząs roku 1848 sprawia, że chłop śląski
poczuł się prawowitym gospodarzem tej ziemi, zroszo-
nej potem i krwią przodków, stwarza „cud nad Olzą“
— jakby żywą ilustrację wieszczych słów poety: „Jest
w ludzie siła niespożyta“.

Lud sam z własnej inicjatywy i mocy wytwarza
w ciągu lat kilkudziesięciu nowy żywotny organizm na-
rodowy i społeczny.

Nie tu miejsce na kreślenie szczegółów, zmagają
i prac, podjętych w tym celu: Faktem jest, iż od zarania
naszego odrodzenia Cieszyń właśnie był ich centrum,
stolicą naszego kulturalnego i narodowego życia, o-
środkiem wszelkiej myśli polskiej a nazwa Cieszyń
stała się w okresie najcięższych bojów narodowych
symboliem odporności ludu polskiego i żywotności na-
rodowej.

Stąd w roku 1914 wyruszył kwiat młodzieży nie-
podzielonego Śląska cieszyńskiego jako legion śląski
w bój, by świadczyć w tej historycznej chwili czynem
o polskości tej ziemi i jej nierozdzielnej łączności z Ma-
cierzą.

Tu wreszcie z wyżyn zamku cieszyńskiego ogłosił
cały Śląsk cieszyński w listopadzie 1918 r. przez usta
Rady Narodowej uroczyste swą przynależność po
wsze czasy do Najjaśniejszej Rzeczypospolitej.

*Zdobycie Cieszyńa zdawało się być gwarancją wy-
zwolenia całego polskiego Śląska.*

Stało się inaczej.

Rzucali nam Czesi często w twarz uzależnienie
księstw śląskich z mocy prawa lennego od królów
czeskich.

Powiem o tem krótko:

Ostatni Piastowie po mieczu władali na Cieszyń
jako lennicy Habsburgów do roku 1625. — Data ta
zbiega się z bitwą pod Białą Górą w roku 1620, w któ-
rej rozgromione zostało ówczesne państwo czeskie i
która stanowiła koniec politycznego istnienia narodu

Mimo pogwałcenia rzeczywistej granicy etnogra-
licznej przez faktą naszkicowane zgodziła się Rada Na-
rodowa — w chwili załamania się Austrii — w
ugodzie zawartej z Czechami w listopadzie 1918 na linję
rograniczającą, która liczyła się w całej pełni z ówce-
snym zasięgiem wpływów czeskich w zagłębiu karwin-
sko-ostrawskim.

Ten układ decydujących wówczas czynników miej-
scowych uzyskał — wbrew wszelkim kłamstwom w
tej mierze szerzonym — zatwierdzenie Warszawy i
Pragi.

Jakże słusznie mówił Roman Dmowski przed Radą
Najwyższą:

„Położenie obu narodów, niebezpieczeństwa, któ-
re im grożą, nakazują im solidarność i zgodne po-
życie. Zgodne to pożycie wszakże możliwe będzie
tylko wtedy, gdy nie będzie Czechów pod panowa-
niem polskiem, a Polaków pod czeskiem. Dlatego
koniecznością jest przeprowadzenie granicy poli-
tycznej możliwie najciszej po linji granicy naro-
dowej. Sami proponujemy przyłączenie do Czech
tego kawałka księstwa cieszyńskiego, na którym
większość ludności jest czeska. Reszta uszatkże musi
należeć do Polski... Przecież ta ludność po wojnie
okazała żywą chęć do zgody i sprawiedliwego roz-
graniczenia. Przecież Polacy i Czesi na miejscu za-
warli między sobą układ rozgraniczający sferę cze-
ską i polską.

*Jeżeli twierdźcie — tu zwrócił się Dmowski do
delegatów czeskich — że usposobienie ludności cze-
skiej się zmieniło, kto temu winien? Wy Panowie
Delegaci. Wyście im pisali, że cały Cieszyń będzie
czeski, że aljanci są za wami, że Polacy nic nie
dostaną.“*

Prawa nasze były tak oczywiste, że po tem przemó-
wieniu jeden z delegatów mocarstw powiedział: Beneš
leży na obie łopatki; jeżeli sprawa będzie dziś decydo-
wana, otrzymacie wszystko, czego żądacie.“

*Clemenceau zamknął dla spóźnionej pory posie-
dzenie, aby nie dopuścić do sukcesu polskiego. Był
związany zobowiązaniami, przyjętymi już znacznie
wcześniej na podstawie sugestji, że Czesi w ciągu całej
wojny nastojeni byli proaljancko, podczas gdy w Pol-
sce „Piłsudski walczył z Austrią i Niemcami przeciwko
jednemu z aliantów.“*

Dla oświecenia istotnego stanu rzeczy, oraz sposo-
bów postępowania i walki przytoczę tylko dwa mało
znane fakta:

Pierwszy: W początkach roku 1917 pisały „Na-
rodni Listy“ o obecnym Prezydencie Rzeczypospolitej
Czesko-słowackiej Prof. Masaryku:

„Jest rzeczą zadziwiającą, jak prof. Masaryk
nieustraszenie pracuje (zagranicą) nad znieważeniem
narodu czeskiego i pogarszaniem położenia swoich

darca naszej ziemi i ludu — rozumiemy znaczenie wspólnej pracy i wspólnej obrony.

Ale powiedzcie waszym rodakom jasno i wyraźnie, że droga do Polski prowadzi przez Cieszyn i ziemię cieszyńską.

Wy wiecie, że naszym braciom dzieje się tam krzywda. Ja powiem więcej — u was istnieje konsekwentnie prowadzony plan czechizacji polskiej ludności, usunięcia jej z oblicza tej ziemi.

Wacław II. potrzebował zgody księcia cieszyńskiego na przemarsz wojsk i pomocy jego dla zdobycia korony polskiej. W dzisiejszych czasach chodzi o drogę od narodu do narodu, — do serc polskich.

Wiedziecie, że droga ta będzie wolną tylko wtedy, gdy czechizację usuniecie nie tylko z programu waszej administracji politycznej i waszych działań, ale poproszcie z waszego słownika, z waszych mózgów i serc.

Na zabór dusz, na gwałt, na spalenie — nie zgodzi się naród polski nigdy!

Wierzę, że w tej sprawie niema i nie może być żadnej różnicy między nami a resztą Polski. Obowiązują nas obecny stan rzeczy do postawienia fałszywego do tychczas stosunku wzajemnego na podstawie prawdy i rzeczywistości.

Czeskie stanowisko jest niedwuznaczne. Sądzą zgodnie ze swą mentalnością, że dopiąwszy gwałtem i oszustwem zaboru ziemi polskiej, będą zabezpieczeni najlepiej, jeżeli ludność tę wytepią, jeżeli ona zginie. Myśleli do niedawna, że niebezpieczeństwo niemieckie zagraża tylko Polsce, i pragną braterstwa z nami na grobie polskości zabranej części Śląska oraz Spisza i Orawy. Uważają, iż mają za sobą prawną decyzję Rady Ambasadorów, więc Polska ma się zgodzić na fakta dokonane, a wtedy nie przecież nie będzie na przeszkodzie niezmąconej przyjaźni słowiańskiej.

W cytowanym już dziele „Problemy słowiańskie” powiada Prezydent Masaryk, omawiając uregulowanie przyszłego stosunku między Polską a Czechami:

„Polacy i Czechosłowacy (powinno brzmieć *Po-lacy, Cze-si i Słowacy*) z rozkazu dziejów zmuszeni są do najściślej zwięzłości związku obronnego. Matematyka polityczna prowadzi oba zachodnie narody słowiańskie do zawarcia przymierza na śmierć i życie. Czemuż Dostojny Prezydent nie rzucił tej tak wspólniejszej sentencji na szalę wypadków wtedy, gdy w przeddzień zdradzieckiego najazdu na Cieszyn oświadczył w Pradze, że do napadu dojsz nie śmie, dodając: „to se nesmi stat, a pokud’ jsem živ se to nestane”.

Nasze stanowisko jest proste. Istniejący stan rzeczy wytworzyli Cze-si wbrew rzeczywistości, wbrew — jak wykazałem — perswazjom i zaklinaniom przedstawicieli Polski, zdradą i gwałtem w momentach, gdy nad Rzeczpospolitą zawisły najcięższe terminy. Rzeczą Czechów jest obmyślić sposób, by dać Polsce gwarancję

„Historja się powtarza i wskazania historyczne są te same.

„Czy zrozumie je nareszcie naród czeski, zanim będzie za późno?”

Pytanie to nie straciło swego znaczenia, lecz wręcz przeciwnie stało się bardzo aktualnem. Jak dotąd, Cze-si nie rozumieli niczego i niczego się nie nauczyli. Jedno jednak potrafili: zarzucić na nowo sieci na opinie polską. Pracują usilnie od lat nad wzbudzeniem „braterskich” uczuć u Polaków, nad przekonaniem nas, że wszystko, co zaszło, to należy do przeszłości a co więcej, że kwestja Śląska jest sprawą drobną wobec wielkich zadań wspólnych.

W dziele p. t. „Problemy słowiańskie” pisze sam Prezydent Masaryk:

„Są pomiędzy nami punkty sporne, np. Śląsk. Ale tracą one na znaczeniu w związku z wielkimi naszymi zadaniami. Nie byłobyśmy godni wolności, gdybyśmy nie potrafili rozwiązać tego węzła.”

Otóż trzeba jasno powiedzieć: Naród polski nigdy nie pozwoli na powtórzenie dramatu z czasów Otokara.

Nie damy rodakom naszym, kwiatości dziś już nie rycerstwa, ale ludu naszego — lec, czy ulec w obronie cudzej sprawy.

Zamierzone rozwiązanie czeskie tego węzła, o którym pisze Prezydent Masaryk, jest nam wszystkim jasne i wykonywane z żelazną konsekwencją i z tak jawnym cynizmem, iż treść jego nie ulega żadnej wątpliwości. Są jednak w Polsce szerokie kręgi społeczeństwa, które tego nie rozumieją i nie widzą.

I do nich mówię.

Cze-si byli narodem o duchu nawskroś sprusaczonym. Oszustwo było ich ulubioną i wypróbowaną bronią, używaną bez zastrzeżeń i skrupułów dla osiągnięcia zamierzonego celu politycznego. Tym celem w stosunku do zabranej części Śląska Cieszyńskiego jest zniszczenie za wszelką cenę i w czasie jak najszybszym polskiej ludności po tamtej stronie Olzy tak, by po niej zaginęła wszelki ślad, a kraj polski stał się „rizek s k y m”. — Cze-si wychodzą z założenia, iż jest to jedyna droga, która Polsce raz na zawsze zamknie drogę do wyzwoleń swych braci, bo byłoby trzeba wyzwać tylko ... cienie. Polityka ta i ten system jest widoczny z całego postępowania Czechów od chwili dokonania zaboru. Nie chodzi tu bynajmniej o jakieś nadużycia, czy zbytnią gorliwość poszczególnych czy miejscowych organów władzy.

Wszak na wstępie tej roboty Rząd czeski, rozwiązawszy Rady gminne, z decyzji ustanowionych komisarzy pobudował pałace szkolne czeskie w gminach, w których — stwierdzam to z całym poczuciem odpowiedzialności — nigdy Cze-si nie było. Pozory istnienia czeskiej ludności stworzył zwyczajem oszustwem

rodaków. — Zastrzegamy się jak najostrożniej przed cewko temu, żeby tego rodzaju ludzie występowali w imieniu Czech. Czeski naród dziękuje za takich przedstawicieli.”

Oto dowód jednolitej pro-aljanckiej orjentacji!

Dругi fakt: Gdy na posiedzeniu Rady Najwyższej Ignacy Paderewski na podstawie dokładnych cyfr wykazał prawa polskie do ziemi cieszyńskiej, Dr. Beneš, nie mogąc znaleźć żadnego kontr-argumentu, odparł z sarkazmem:

„Zapewnie wiadomo Panom, że statystyki polskie są przeważnie sfałszowane.”

Obszerna sala konferencyjna jakby zamarlała w milczeniu. Nawet Clemenceau zdawał się być ze swojego letargu obudzony. Nie było łatwym odpowiedzieć na takie oskarżenie.

Paderewski podniósł się i spokojnie oświadczył:

„Nie będę się zajmował osobistą obrazą, wyrażoną mojej Ojczyźnie i mnie osobiscie. Ale proszę, aby moja statystyka uległa zaprotokołowaniu i aby zaprotokołowano także oskarżenie Dra Beneša.”

Gdy Beneš zgodził się, Paderewski oświadczył wyraźnie i uroczyście:

„Statystyka moja wzięta jest z książki, która została napisana i zaopatrzona w najbardziej dokładną statystykę przez mojego Czcigodnego Przyjaciela, Dra Masaryka, Prezydenta Republiki Czechosłowackiej.”

W ciszy, która powstała, Paderewski mówił dalej:

„W drodze na tę Konferencję górnicy ze Śląska cieszyńskiego przybyli do mojego pociągu, aby mnie zobaczyć. Odziani byli w swoje bluzy górnicze a przewoźca ich był po siedmdziesiątce. — Podszedł do mnie i rzekł:

„Panie, zobacz Pan w Paryżu Czechów. Niech im Pan powie, że patrzymy na nich jak na swoich braci. Nie chcemy z nimi walczyć i powiedz im Pan, że gotowi jesteśmy pracować co niedziela, że będziemy posyłali im węgiel za darmo tak, aby mieli poddostatkiem węgla, jakiego chcą, ale ziemi naszej, Panie, im nie trzeba.”

Mimo wszystko Cze-si postanowili wydrzeć nam Cieszyńskie „za każdą cenę”.

Gdy się w kraju, żyjącym w podnieceniu, wywołanem przewrotem, coraz uporczywiej pojawiały wieści o wojennych przygotowaniach czeskich i zamierzonym napadzie zbrojnym, wysłano do Pragi delegatów, aby wyjaśnić sytuację. Do tylu fałszów politycznych dorzucano najgorsze oświadczenie najbardziej autorytatywnego czynnika w państwie, że do tego dojsz nie śmie, w słowach: „to se nesmi stat, a pokud’ jsem živ, se to nestane”.

Tymczasem dawno przygotowane dywizje czeskie wraz z artylerją posuwały się już trzema szlakami

w głąb naszego kraju, od Bogumina ku Zebrzydowicom i ku Karwinie, od Czaczy do Jabłonkowa.

Dalsze wypadki, zcinające krew w żyłach, są zane: wspominaliśmy o nich w bólu nad mogiłami ofiar i bohaterów i w świątyniach Pańskich.

Nie mniej znane są dalsze dzieje tak zwanego okresu plebiscytowego i rozstrzygnięcia, w wyniku którego Czesi otrzymali w nagrodę najcenniejszą część kraju i najbardziej polski lud w chwili, w której Polska krwawiła się i była jako całość tak bezsilna, jak my tutaj w chwili zdradzieckiego napadu.

Czego teraz chcą Czesi?

Pozornie niczego więcej, jak po pierwsze: uznania faktów dokonanych, a po drugie serdecznej odtąd współpracy słowiańskiej.

Trzeba wszędzie tłumaczyć — czytam w broszurce p. t. „Problemat czesko-polski” —

„że krzywdy należą już do przeszłości, że się więcej nie powtórzą, że nadto skutki przy dobrej woli obu stron zainteresowanych mogą być w pewnej mierze zneutralizowane, np. przez stworzenie pogranicznych polsko-czesko-słowackich panków narodowych.”

Możnaby zapytać: ironja czy pomieszanie zmysłów?

Historja się powtarza, ale w zmienionej nieraz postaci. Już ambiny Przemysłida Otokar II, pragnąc zdobyć w XVIII. wieku ówczesne posiadłości habsburskie, wydał proklamację, nawołującą książąt polskich do wspólnego z nim szeregu w nadechodzącej walce ze wspólnym wrogiem.

W płomiennych słowach przypomniał wspólność krwi i języka, malując grozę niemieckiego niebezpieczeństwa dla Czech i Polski.

Zabiegi Otokara odniosły skutek. — W bitwie pod Dürnkrut na polach morawskich, zakończonej Otokara pogromem i śmiercią, Polacy — tworząc 1/3 część jego wojsk — walcząc nieustraszenie, zaszali szczerze swe mi ciałami to obce pobojoństwo, w walce o cudzą sprawę. Najcięższe straty poniosło rycerstwo małopolskie.

Syn Otokara, Wacław II, kontynuując politykę ojca, sięgnął już w roku 1300 po koronę polską. Przewaga czeska na Śląsku doszła do szczytu. — Mieszko, pierwszy książę cieszyński, już uprzednio zawarł był z Wacławem przymierze zaczepno-odporne.

Powiedziałem o niem przy odsłonięciu pomnika pierwszego naszego piastowskiego włodarza przed blisko trzema laty:

„Zawarł Mieszko to przymierze w świadomości potęgi wspólnego wroga, zawarł je Wacław i uświęcił później małżeństwem swego syna Wacława III z córką Mieszka, bo wiedział, że *tędy prowadzi właściwa droga do Polski.*”

politycznem. — Rządy gmin — gdzie nie było Niemców — oddał szumowinom, które określiśmy mianem renegatów. Nie zaważał się — i to nie tylko w chwilach namiennej walki plebiscytowej, ale także później, gdy administracja państwa weszła na „normalne” tory — oddać rządy i wpływy elementom o najniższym poziomie moralnym i tym, które w okresie ciężkich walk całego ludu śląskiego o podstawowe prawa narodowe były bezzwzględnie na usługach niemieckiej hakaty, której główną kuznią był zamek cieszyński a które za Judaszowe srebrniki wbijały szylet w plecy nie tylko nasze, ale także Czechów, walczących wspólnie z nami o prawa narodowe.

Sztuczki administracyjne i terror dokonały reszty. Ta ohyda trwa i przynosi owoce. Falszem jest a w Polsce złudzeniem, jakobyśmy po tamtej stronie rośli lub mogli utrzymać stan posiadania.

W rzeczywistości lud nasz jest tam w położeniu człowieka, którego chwycono za gardło i dusi całą mocą zorganizowanego w tym względzie na pruski sposób państwa, czekając niecierpliwie, skoro wyzionie ducha.

Jeżeli żywił polski jeszcze żywioł, to jest to tylko dowód tego wyjątkowego hartu i miłości do tego, co swoje, jakie lud nasz wyniósł z wiekowego zacięcia się wobec śmiertelnego wroga.

I niech się nikomu nie zdaje, że ponosi mię uczucie, czy zapal oratorski.

Polska w ostatnim czasie słyszała ciągle jedną nazwę — Cierlicko — i zdawało jej się, że olbrzymie nie-szczęście narodowe, że wspólność bólu i współczucie zbuduje pomost do nowego okresu w życiu obu narodów.

Niech Polska wie dwie rzeczy: raz, że systemu opracowanego do najdrobniejszych szczegółów a dążącego do starcia nas z oblicza ziemi w państwie czeskim, nie są w stanie zmienić uczucia, które może się obudziły w jakiejś części społeczeństwa czeskiego. Niech sobie Polska uprzytomni, że walka taka na śmierć i życie toczy się we wszystkich dziedzinach życia, w *każdej wsi polskiej* na Śląsku czeskim i że nazwa „Cierlicko” jest tylko symbolem. Niech sobie społeczeństwo nasze uprzytomni wkońcu, że Cierlicko i wszystkie te wsie, będące w tem samym położeniu, są stu-procentowo polskie, były i są zawsze tak polskie, że według austriackiej statystyki nie było bardziej polskiej ziemi, jak zabór czeski.

Gdy się słyszy mowy o braterstwie i konieczności współdziałania, wygłaszane z różnych okazji w stolicach i miastach polskich, chciałoby się płakać krwawymi łzami...

Dlatego też, gdy mi przed kilku miesiącami wypa-dło w Cieszynie przemawiać do jadących z Polski gości czeskich, wracających do swego kraju, nie zaważałem się powiedzieć dosłownie: „Mimo bólu z powodu roz-

pełni, wolnego życia dla naszych rodaków pod zaborem, rekojmie, że Polacy tam będą gospodarzami na swej własnej ziemi.

Nie damy sobie narzucić fałszu, że chodzi o kraj mieszaną językowo.

Trwamy niewzruszenie przy stanie faktycznym z roku 1918-go.

Co innego jest decyzja Rady Ambasadorów, a co innego bratnie przymierze między narodami.

Albo Czesi znajdą sami taki sposób uregulowania sprawy polskiej w swem państwie, który da się pogodzić z poczuciem naszej godności, dumy i odpowiedzialności narodowej, — albo nie będzie braterstwa ani przymierza.

Nie damy się omamić, — bo zbyt ciężkie mamy doświadczenia — ani zwrotem, że są to sprawy wewnętrzne czeskie, do których się mieszać nie wolno, ani za-pewnieniami słownymi ani papierowemi, choćby nawet kazano braciom naszym z tamtej strony Olzy je uwierzytelniać.

Cała Polska powinna Czechom powiedzieć dobitnie: Wy teraz macie głos — inaczej na Was spadnie odpowiedzialność za przyszłość.

My ani jednej duszy polskiej nie poświęcimy.

Przymierze na *śmierć i życie* traktowaliście i *traktujecie jako przymierze na wasze życie a na naszą śmierć.*

Polska dopuści tylko do przymierza na *wspólne życie.*

A jego pierwszym warunkiem jest pełnia życia i należne Polakom w państwie czeskim stanowisko równych z równymi, stanowisko gospodarzy na własnej, polskiej ziemi.

Granica przecięta nasz kraj, ale nie podważyła poczucia naszej jedności, wytworzonego wiekami we wspólnym znoju, wspólnej pracy, wspólnych zmaganiach i wspólnej radości ze zmartwychwstania Ojczyzny.

Po obu stronach Olzy żywie ten sam duch i ten sam „Królewski szczerp piastowy”:

„Nie rzucim ziemi, skąd nasz ród”

Tak nam dopomóż Bóg!

PRENUMERATA:

	Polaka	Czechosł.
Całorocznie	8 zł	40 Kč
Półrocznie	4 „	20 „
Kwartalnie	2 „	10 „

NOWINY ŚLĄSKIE

CENNIK OGŁOSZEN.

Cała strona.	zł 300.-
Pół strony . . .	150.—
1 szpalta 1 mm . .	0.40
Na pierwszej stronie drożej o 30%, w tekście o 20%.	

Tygodnik poświęcony sprawom politycznym, gospodarczym, społecznym i kulturalno-oświatowym ludu śląskiego.

Wydawca:

Dr. Jan Kotas w Cieszynie.

Wychodzi w każdą sobotę.

Redakcja i Administracja: „Hotel pod Wotem”, I p. — Konto P. K. O. 307.122.

Redaktor odp.:

Józef Pyszko w Cieszynie.

Rocznik 5

Cieszyn — Bielsko — Pszczyna, dnia 3 marca 1934

Nr. 6—8

Deputacja ze Śląska Cieszyńskiego u Naczelnika Państwa*

W ostatnich dniach kwietnia 1919 r. udała się do Warszawy deputacja ze Śląska Cieszyńskiego, w skład której wchodziła reprezentanci górnictwa, rolnictwa, kolei i nauczycielstwa Śląska z poza linii demarkacyjnej czeskiej.

Reprezentanci ludności śląskiej udali się najpierw do mecenasa p. Osuchowskiego, który przyjął ich jak najserdeczniej, następnie do ministra spraw zagranicznych, p. Wojciechowskiego, a w dniu 30 kwietnia przyjęci zostali przez Naczelnika Państwa, Józefa Piłsudskiego. Piłsudski właśnie wrócił ze swej zwycięskiej wyprawy z Litwy i w dniu tym nie miało być żadnych posłuchań. Na wiadomość jednak o deputacji śląskiej okazał gotowość natychmiastowego jej przyjęcia.

Przyjęcie to pozostanie w wiecznej pamięci wszystkich uczestników. Delegaci śląscy przedstawili w prostych, lecz wymownych słowach rolę polskiej ludności śląskiej, znajdującą się od trzech przeszło miesięcy pod okupacją czeską. Delegaci jeden po drugim skarżyli się na czeskie rekwizycje, wygładzające ludność, gnębienie górników, których pozbawiają pracy i mieszkań kopalnianych, na przesładowania przez czeskich urzędników, popieranym przez bagniet i karabin czeski, które na każdym kroku grożą życiu i mieniu polskich mieszkańców, zniesienie wolności zgromadzeń i prasy dla polskich robotników i t. d. Wszystkie te skar-

ży polską bronić swej sprawy i nie poskąpią dla niej swej najserdeczniejszej krwi. Jesteśmy z Wami, ja i cała Polska.”

Wiadomo jednak, Ślązak jest ścisły i dokładny. Gdy raz wybrał się do dalekiej Warszawy, chce już wszystko wiedzieć dokładnie. Wystąpił więc jeden z delegatów, pytając:

„Panie Naczelniku! Co mamy powiedzieć ludności, gdy zapyta, z czym wracamy? Czy Polska nie wyrzeknie się nas na żaden sposób, bez względu na taki lub ów wyrok, wydany na nasz kraj?”

Piłsudski na to bez wahania z niezwykłą mocą odpowiedział:

„Należycie do nas i związani z nami jesteście na dół i nie dole. Śląska nigdy się nie wyrzekniemy. Stwierdził to uroczyste Sejm jednomyślną uchwałą. Śląsk Cieszyński jest polski i przy Polsce pozostanie. Powiadam wam to w imieniu moim, rządu i całej Polski. Czekaćcie z wiarą i wytrwajcie. Powtarzam, my się Was nigdy nie wyrzekniemy.”

Z wielką radością i otuchą na sercu poże gnali delegaci Naczelnika Państwa.

Następnie deputacja udała się do marszałka sejmu posła Trąpczyńskiego. Marszałek otrzymał właśnie telegram z Paryża, uwiadamiający, że w Paryżu posta-

granic. To oświadczenie komisji alianckiej w Cieszynie obrazilo do żywogoe uczucia narodowe ludu polskiego na Śląsku, który pod względem uświadomienia narodowego stoi bardzo wysoko. Nie pozwolimy, by nas w ten sposób opisywano. Czyż panów tych nie przekonaly te olbrzymie, samorzutne manifestacje ludu polskiego, te liczne, wytrwale strajki górnika polskiego? Jego czytelnictwo, rozwój szkolnictwa, kultura?

Nie wierzymy żadnym komisjom! Wierzymy tylko w jedno, t. j. w siłę oręża polskiego. Pono sprawa Śląska w Paryżu stała złe, a jak gazety donoszą, stoi najgorzej! Jaki? Więc tak jasna, tak prosta kwestja — na konferencji paryskiej, głoszącej się światu jako aeropag sprawiedliwości, może stać złe? Więc kraj, zamieszkały przez ćwierć miliona ludności na wskroś polskiej, uświadomionej, ma być sprzedany za judaszowskie srebrniki dla węgla? Któż nas więc chce przekonać o sprawiedliwości tych wielkich mężów w Paryżu? Nie wierzymy! Nie wierzymy w dyplomację. I o błudni panowie z komisji wrócili do Cieszyna. A gdy przed nimi stanęła nie dyplomatyczna deputacja, ale grupa robotników polskich od kilofa, by zażądać rachuunku z ich czynów, wtedy oni wskazali nam na jedyną naszą nadzieję — Paderewskiego. Wierzymy w poświęcenie i talent prezydenta, ale nie wierzymy w uczciwość dyplomacji. Powiedziano nam, że Śląsk wprawdzie jest polski, ale Czechom potrzeba węgla. Tak! Więc dla uzurpatora czeskiego zaprzędany ma być za węgiel lud, który tęsknił do Ojczyzny swej, a gdy mu zajaśniała jutrenka wyzwolenia, ma być oddany jeszcze w gorsze jarmzo. Polska zna Czechów; to naród chytry, podstępny, wyrodny. Gdyby nas Polska zażądać miała, nas cośmy tak Polskę ukochali, nie wie-

gi złożyły się na grozę, budzącą obraz cierpień, na które narażeni są nasi robotnicy i rolnicy pod okupacją czeską. Wszyscy delegaci prosili o wzięcie ich w opiekę przez rząd polski i zapewnienie ochrony przed najędźszymi. Ze słów mówców wiała taka miłość sprawy, takie umiłowanie Ojczyzny, taka wiara, że Polska o Śląsku nie zapomni a przytem było tyle siły i wiary w siebie, iż wszystkich obecnych ogarnęło wzruszenie a nawet wprost rozrzewnienie.

Piłsudski silnie wzruszony, ścisnął ręce delegatom, mówiąc: „Wiem jaką wartość przedstawia lud śląski. Każdy musi uszanować i ja uszanuję i młuję ludzi, któ-

Lud polski na Śląsku do ukochanej swej Macierzy Polski i Jej dostojnych Reprezentantów!

Gdy wojna dochodziła końca, byliśmy jednymi z pierwszych, co zrzućwszy jarzmo padającej Austrii opowiedzieli się za łącznością z naszą powstającą Ojczyzną Polską. Wiedząc, że w jedności siła, zjednoczyliśmy się — i stanął obok inteligenta robotnik i chłop i stworzył zgodny rząd — Radę Narodową, której posłuch przysięgał cały lud polski na Śląsku. Chcąc w ręce konferencji w Paryżu oddać los kraju swego i wierzyć w sprawiedliwy wyrok tych, co o swej sprawiedliwości całemu światu głosili, zawarliśmy z Czechami, sąsiadami naszymi — tymczasowy układ, dla nas niekorzystny, bo oddaliśmy Czechom w tymczasowy zarząd wiele gmin z przeważającą ludnością polską. Zrobiliśmy to dlatego, że wierzyliśmy, iż konferencja paryska, głosząca narodom wyższą sprawiedliwość, nam i te gminy przyzna. W dobrej wierze oddaliśmy się organizacyjnej pracy w kraju. Mimo ostrzeżeń, nie reagowaliśmy na szkodliwy wyrok czeskie. Gotujemy się do wyborów sejmowych. Za trzy dni padnie na listę kandydatów 100 tysięcy głosów polskich i posłowie nasi, i plebiscyt gotów i Śląsk nasz! Takśmy myśleli. A tymczasem zdradziecki sąsiad napadł nas podstępnie i haniebnie, nie przygotowanych. Rozpoczęła się martyrologja ludu polskiego na Śląsku. Zrozpaczeni robotnik polski porwał karabin i pierśią swą odpięra zdradziecki nacisk wroga. Wzmagają się garslki z rosnącą siłą Czechów — aż w końcu ulec muszą. Idą dziesiątki i setki najlepszych do więzień, przechodząc ogromne katusze. Setki na tułaczkę poszły. Płacze lud bezsilny, lecz nadziei nie traci. Spogląda ukradkiem w miejsca, gdzie pochował karabiny i granaty ręczne i nadsluchuje huk armat od frontu. W końcu nie może, i robotnik ima się środka, który mu jeszcze pozostał, strzeka. Jednomyslnie uciły odgłosy pracy górnika i hutnika polskiego w całym zagłębiu. Dla Czecha pracy swej

*) Przedruk z Dziennika Cieszyńskiego z dn. 6 V 1919.

nowiono, by o kwestji Śląska Cieszyńskiego rozstrzygnął plebiscyt. Delegaci, usłyszawszy tę wiadomość, odruchowo krzyknęli: „Zwyciężyliśmy! Tegośmy zawsze pragnęli. Niech lud rozstrzyga a dziś już jesteśmy święcie przekonani, że lud rozstrzygnie, iż Śląsk musi pozostać przy Polsce.“ — Po przyjęciu u marszałka posła delegacja śląska do ministra wojny, gen. Leśniewskiego, który zapewnił ją, że słowa, które wypowiedział w Cieszynie, obowiązują go i dzisiaj.

Delegaci złożyli na ręce Naczelnika Państwa i wspomnianych ministrów memorjał, który poniżej podajemy.

my coby ludowi temu rozpacz podyktowała. Lepsza śmierć od jarzma tych dzikich najeźdźców.

Polsko! Ratuj Twój wierny ćwierćmilionowy lud! Lud pracowity, co Ojczyźnie tysiącuroć zwróci wyłożone nań trudy i ofiary. Nie wierz Polsko w dyplomację i układy z Czechami! Oto z jednej strony Czesi zaczynają kokietać Polskę, a z drugiej — w tych dniach wielu z naszych rzuciło do swych sławetnych więzień. Nikt ich nie poratuje, tylko żołnierz polski! O Polsko! Daj nam broni i amunicji, a my sami wyrzucimy najeźdźców! Polska zwleka. Czesi przecież nie dotrzymują umowy paryskiej, łamią na każdym kroku przyrzeczenia; czyż godność Polski nie nakazuje upokorzyć bezczelnych sąsiadów.

Niech tylko padną pierwsze strzały! Za żołnierzem polskim podniosą się tysiące robotnika śląskiego, który z bronią w ręku obroni swych granic i nie da się po wtórnie zaskoczyć.

Naczelniku! Daj nam żołnierza polskiego, broni i amunicji! Obróń nas, a sławie Cię będziemy po wieczne czasy! Żołnierzowi czeskiemu, zdemoralizowanemu, czującemu nieprawość najazdu, pali się ziemia pod nogami. Cały lud polski stanie obok żołnierza polskiego. Tylko nie zwlekać, bo cierpimy strasznie. Wojska i broni, w to tylko wierzymy, to nasz jedyny ratunek.

A gdyby nas Polska zawiódła, wtedy biada nam, ale i biada Macierzy, co swych synów wienych opuściła. Rzućmy naszą ukochaną ziemię, cośmy ją przez setki lat krwią naszą i potem zrosili, gotując bogate wiano dla Ojczyzny, rzućmy — i o żebranym chlebie pójdziemy w świat i głosić będziemy naszą krzywdę, aż powstanie głos wielki i wstrząśnie podwalinami budowy, co krzywdy braci swej nie pomściła. To głos rozpacz robotnika i chłop polskiego na Śląsku Cieszyńskim.

Na Śląsku Cieszyńskim, dnia 25 kwietnia 1919 r.

Pogłoski o odstąpieniu Śląska czechosłowackiego Polsce

Wśród ludności niemieckiej Śląska czechosłowackiego krąży uporczywe pogłoski o rzekomych rokowaniach pomiędzy Pragą i Warszawą w sprawie zwrotu tego kraju Polsce. Ludność niemiecka jest przekonana, że zmiana ta nastąpi już w najbliższym czasie.

Pogłoski te są charakterystyczne dla obecnych nastrojów w Czechosłowacji, gdzie uroczystości 15-lecia najazdu czeskiego, obchodzone w Polsce, pakt o nieagresji z Niemcami, widmo „Anschlussu“, ruch autonomistów na Słowaczynie oraz dewaluacja korony czeskiej spowodowały wielkie przygnębienie i wzrost defetyzmu.

Niechęć Czechów do Polaków

Prasa czeska od pewnego czasu zaprzestała wyraźnych ataków na Polskę, lecz niechęć jej nie ustała. Wyraża się ona w przemycaniu uszczypliwych wiadomości na swych łamach, wiadomości mających na celu zdyskredytowanie narodu polskiego. W ciągu ostatnich czasów uzbierało się kilka tego rodzaju objawów „szczerej” sympatji czeskiej w stosunku do Polski. Podajemy je po kolei.

Oto znany nam z wystąpień antypolskich Mor. Slezsky Dennik zamieścił w tych dniach wiadomość o aresztowaniu w Czechosłowacji jakiegoś żyda-kieszonkowca, nie zapominając zaopatrzyć tę notatkę dyskretną uwagą, że to polski kieszonkowiec, którzy jakoby tak często uczęszczał na ludność czechosłowacką swojemi występami. Cel tej notatki jest wyraźny, bo czytelnik jej odnosi wrażenie, że grasujący kieszonkowcy po Czechosłowacji, to eksport polski. Innemi słowy — zdyskredytowanie narodu polskiego w niewinnej tej napozór notatce udało się świetnie Mor. Slezskemu Dennikowi.

Drugim takim kwiatuszkiem, to artykuł w Czeskim Slovie min. Benesza w nr. 15, gdzie jakiś niepoważny autor dworuje złośliwie w grzeczności polskiej, przytaczając strzęp podsłyszanej rozmowy na rynku lwowskim podczas wojny, a gdzie jakiś rozgniewany przechodzień miał ię wyrażać do polskiego kapelana wojskowego następująco: — Proszę pana, pan nie jest panem, proszę pana, ale pan jest świnia, proszę pana! — Wspomniały dowcipuszek! Niema co mówić!... Lecz efekt ten sam, co wyżej. Swoją cel on osiągnie wśród niekrytycznego czytelnika czeskiego, który chyba po takim „niewinnym” dowcipie nie zapłonie nadmiarem sympatji do polskości.

Trzecim kwiatuszkiem, to artykuł niejakiego Witticha w Czeskim Slovie, który opisując swoje wrażenie z Beskidów śląskich, podaje, że chętniej przenocował w skromnem schronisku czeskiem na Stożku, aniżeli w komfortowem schronisku polskiem, gdyż nie był narażony na zaprzyjaźnienie się z robactwem, które rzekomo grasuje w polskiem schronisku. To już nie dowcip, lecz ordynarne chamstwo czeskie. Ostatnim zaś kwiatuszkiem, to notatka w Veczernim Czeskim Slovie nr. 24, że w Polsce stale są zajęci aż trzej kaci, którzy mają poddostatkiem pracy, nie mogąc nadażyć pracy. Niby to nic. Wiadomość tylko, taka sobie, a cel jej aż nazbyt widoczny. Chce ona bowiem powiedzieć: — Popatrzcie się Czesi, ile to morderstw popełnia się w Polsce, gdzie aż trzej kaci nie mogą nastarczyć pracy w traceniu ich!...

Niema co mówić!... Niech żyje przyjaźń czesko-polska, niech żyje braterstwo czesko-polskie!...

Gazeta Kresowa 8/III. 34

Jak prasa czeska kłamie

Polscy rolnicy na Śląsku utworzyli między sobą banderę kouną, towarzystwo sportowe, mające za polityką nic wspólnego. Ci młodzi rolnicy urządzają co pewien czas zajazdy towarzyskie do znajomych. Niewinna zabawa, z której jednak gazety czeskie zrobiły wielką aferę polityczną. Doniosły o jakiejś manifestacji komunistycznej w Trzyńcu, w której brały podobno udział różne osobistości Śląska, omawiano podobno ostatnie wypadki na Śląsku, w sposób prowokacyjny itd, słowem, na podstawie relacji prasy czeskiej, straszna zbrodnia. Tymczasem wiadomość ta zupełnie z palca wyssana, aby mącić i wzmacniać w czytelników czeskich jakieś niebezpieczeństwo antypaństwowe na Śląsku, o którym się nikomu ani nie śniło. Już to gazety te słyną z przekręcania faktów i my ich publikacyj serjo brać nie możemy. Nawołują do spokoju i rozważy a puszczają takie banialuki w świat, aby prowokować.

Gazeta Kresowa 8/III. 34

Błędne koło.

Gazety czeskie chcą wyprowokować, abyśmy zajęli stanowisko wobec manifestacji cieszyńskiej w dniu 25 lutego. Nie wiemy w jakim celu przedstawiają czeskie gazety tę manifestację, a szczególnie przemówienie burmistrza Michejdy, jako zamach na granice Republiki Czechosłowackiej. Gdyby tak było, to zaiste byłoby naszym obowiązkiem, jako obywateli państwa czechosłowackiego, którzy chcą być wobec państwa lojalni i dali tego już niezliczone dowody, stanowczo przeciw takim zamiarom zaprotestować i uczynilibyśmy to niezawodnie. Ze sprawozdań, jakieśmy wyczytali o tem przemówieniu w miejscowych gazetach czeskich, oraz z wydrukowanego przemówienia dra Michejdy w dosłownem brzmieniu w gazecie polskiej „Nowiny Śląskie” odnieśliśmy jednak wrażenie, że tu chodziło zupełnie o co innego, mianowicie o zawarunkowanie zbliżenia czechosłowacko-polskiego od respektowania praw mniejszości polskiej w republice.

Jeżeli chodzi o zbliżenie i zaprzyjaźnienie się tych obu narodów i państw, to chyba przedewszystkiem mniejszość polska życzyłaby sobie, aby to doszło do skutku. Jakieżby bowiem było dla nas życie idealne, gdybyśmy razem z naszymi współobywatelami czeskimi, uznani za równych, mogli pracować i troszczyć się o dobro naszego ludu i o dobro i rozwój państwa, mając to uczucie, że zarazem pracujemy w interesie także narodu, z którym złączeni jesteśmy idealnymi węzłami przynależności narodowej? Czy my ponosimy winę, że tej współpracy na przeszkodzie stoi kwestja narodowa? Bronimy swego narodowego stanu posiadania. Przecież taksamo postępowałiby i Czesi, gdyby byli na naszym miejscu, wszak wykazuje to zresztą historia narodu czeskiego. Właśnie z ich usiłowań i postępowania bierzemy sobie przykład i oni to właśnie musieli by gardzić nami, jak również każdy inny człowiek, szanujący swoją narodowość, gdybyśmy się wyrzekli obrony narodowego stanu posiadania i gdybyśmy z obawy lub strachu wystąpili przeciwko naszym współbraciom, gdy oni chcą, abyśmy mogli spokojnie pielęgnować nasze ideały narodowe. Zresztą potępiały ostre wyrażenia i zwroty, wymierzone przeciwko czeskiej godności narodowej i przeciw mężom, uważany za ideał narodowy, lecz pod tym względem mamy niezliczone przykłady, że i z drugiej strony przekraczano nieraz granice.

W błędnem kole obracają się ci, co widząc zło, znajdują tylko wyrazy oburzenia i groźby, a w podrażnionej dumie nie chcą także i swych błędów uznać. Jeżeli tym czynnikiem, co tyle krzyku podnoszą, nie zależy na przyjaźni obu naszych narodów, to należy to otwarcie przyznać, jeżeli zaś jest odwrotnie, to trzeba wejść w sedno rzeczy i jeśli chce się przyjaźni, trzeba także przyjaźń okazać i to nie w słowach, lecz w sercu i czynach. Narody są żywym organizmem i dlatego boleśnie odczuwają naruszenie każdej swojej części.

Ilustrowany Kurjer Bodzienny 9/III

Tolerancja polskich ewangelików na czeskim Śląsku.

Z Karwiny donoszą nam: Chociaż w zarządzie kościoła ewangelickiego w Orłowej znajdują się tylko Polacy, a Czesi z powodu nieliczności w zborze nie posiadają żadnego zastępcy, zgodzono się na odprawianie dwóch nabożeństw czeskich. Okazano przez to w całej pełni tolerancję wobec Czechów i maximum dobrej woli w przeciwieństwie do czeskiego duchowieństwa kat. choćby również w Orłowej.

Na nabożeństwach czeskich jest kościół prawie że pusty, pomimo ściągania nabożnych z odległych miejscowości. A pomimo tego jeszcze napada się w gazetach czeskich na polskich ewangelików i zarzuca się im nieprzejednaną nienawiść wobec Czechów. Napaści wywołują oburzenie nawet w szeregu czeskich, które nie uważają za celowe napadanie dla napaści samych.

Lojalność polska.

W czasie ostatnim pojawiły się znowu usiłowania różnych polskich korporacji o to, aby umożliwić harmoniczne współżycie obydwóch narodowości, żyjących na naszym Cieszyńsku. Było to przeważnie szowinistyczne przemówienie polskich exponentów na obchodzie piętnastolecia „najazdu czeskiego“ na Śląsk Cieszyński. Przemówienie to ukazuje nam najlepiej, jak sobie przedstawiają Polacy zagranicami i Polacy z Cieszyńska zgodę z Czechosłowacją.

Jesteśmy wdzięczni, że przemówienia te, w których rzucano błotem po naszej republice, naszym narodzie czechosłowackim, nawet i na naszego prezydenta republiki, przyszły w dobrą, gdyż część cieszyńskiej opinii była tego zapatrywania, że byłoby na czasie nawiązać z państwem sąsiednim ścisłą przyjaźń i współpracę, tak potrzebną dla obydwóch narodów. Lecz poznanie, że Polacy nienauczyli się niczego z przeszłości i niezrozumieli sytacyi teraźniejszej, jest co prawdą bolesną, ale wskazuje nam na nieodzowną konieczność rewizyi naszego stosunku wobec tych, którzy o naszym państwie i jego reprezentantach tak myślą, jak to było powiedziano na manifestacyi w Pol. Cieszynie. Chociaż jesteśmy przekonani o tem, że wielka część narodu polskiego nie zgadza się z treścią szowinistycznego przemówienia dr. Michejdy, to przecież musimy zastanowić się dobrze nad przemówieniem tem, które jest tylko odzwierciedleniem tego, co ukrywa się w sercach naszych Polaków i tych z Pol. Cieszyna i Krakowa.

Zrewidować nasz stosunek znaczy zrobić sobie najpierw porządek u nas na Cieszyńsku. Na miejsce różnych względów, które sobie cieszyńscy Polacy tłumaczą jako słabość naroda czechosłowackiego, musi przyjść — a to co najrychlej — ręka silna i sprawiedliwa, która potrafiłaby ocenić czyny tak jak sobie na to zasługują.

Jest przecież niemożliwem, aby w przyszłości mógł znowu zwiedzić nasze śląskie wioski profesor Kaszycki z Krakowa, którego odczyty są tak zabarwione, że na oko niewinne a przecież wszczepiają w serca naszego obywatelstwa nienawiść do wszystkiego czeskiego a wzbudzają żądzę po tem obcem, tak wychwalanem, równajacem się raju na ziemi. Prawie takie odczyty mogą najbardziej przyczynić się do ogrożenia porządku, spokoju i przyjacielskiego współżycia na Cieszyńsku musi spełniać tylko jeden obowiązek: kształcić działwę tak, aby z niej stali się dobrzy obywatele naszego państwa a dlatego na szkołach tych muszą być rzeczywiscie nauczyciele a nie żadni szowiniści narodowi. Tutaj owszem będzie trzeba sięgnąć głębiej, niżeli zdaje się i potroszczyć się o to, aby nadzorcze urzędy szkolne szkół polskich były zupełnie pewne i miały daleko, bardzo zupełnie pewne i miały daleko, bardzo do nielojalności wobec Czechosłowacyi. Jeżeli domagamy się tego, aby dusze dzieci naszych śląskich ludzi nie były systematycznie zatrutowane narodowościową nienawiścią i nieprzyjacielstwem, wtedy będzie trzeba dokładnie obserwować ukrytą irredentystyczną czynność tych katolickich i ewangelickich karnodziejów, którzy są szowinistami narodowymi, zapominają na to, że są duchowni i do dziś dnia zamiast zgody i miłości wszczepiają do serc swych owieczek nienawiść wobec drugiej narodowości i tak wychowują wrogów naszego państwa. Przeważnie trzeba zwracać uwagę na to tam, gdzie owi panowie są równocześnie nauczycielami religii w szkołach czeskich.

Zawsze witaliśmy współpracę każdego człowieka dobrej wole, życzyliśmy sobie zgodliwego współżycia obydwóch narodowości u nas na Cieszyńsku żyjących, lecz przyjaźń ta nie śmie prowadzić do tego, żeby ze strony Polaków na Cieszyńsku została wykorzystana do urzeczywistnienia planów, które są niebezpieczne dla naszej demokratycznej republiki. Nie chcemy porównywać stosunki wołyńskich Czechów ze stosunkami naszej mniejszości polskiej na Cieszyńsku, abyśmy tak mogli dokazać naszej ludności, jak różnie pojmują i zapatrywają się na prawa mniejszościowe w Polsce wobec Czechów na Wołyniu i w naszej republice wobec mniejszości polskiej. Nasza władza może mieć czyste sumienie, że na polu kulturalnem, gospodarczem, politycznem i socyalnem,

jednem słowem, jako człowiek dała polskiej mniejszości nie tylko wszystko, na co miała prawo lecz o ile więcej, niżeli miała prawo. Lecz to nie znaczy, że dlatego jesteśmy na Cieszyńsku ochotni cierpliwie znosić wszystkie wybuchy nieprzyjacielstwa, do których jesteśmy przyzwyczajeni od naszych Polaków. Dlatego, że chcemy zgodę, niemożemy cierpieć, aby polskie gazety naszych cieszyńskich Polaków każdy tydzień przynosiły artykuły bardzo zręcznie skierowane przeciwko naszemu państwu. Jeżeli nasi Polacy są tak lojalni, jak to zawsze twierdzą, dlaczego więc nie odezwali się na szowinistyczne przemówienie dr. Michejdy w Pol. Cieszynie? Milczą więc muszą zgadzać się z jego wywodami! Czytajmy tylko co pisze o przemówieniu tem gazeta „Nasz Kraj“: Przemówienie dla ulicy. W sobotę i niedzielę odbyły się obchody w Cieszynie, o czym donosimy za „Mor. sl. Dennikem“. **Nie chcemy ani chwalić, ani krytyzować przemówień**, chociaż wielu z nas się zapatruje: poco je wygłoszono, w jakim celu! Według głosów gazet czeskich, będą dążności odbić się na nas za temperamenty mówców po stronie polskiej. **Mowcy sobotniego nie można brać poważnie**, ale niedzielny mowca, jako polityk doświadczony i znający nasze położenie, nie powinien był nam utrudniać naszej sytacyi. **Można wiele powiedzieć, ale nie koniecznieniem przemówieniem zbytnio otwartem i dośadnem**.

Tak pisza owa gazeta, lub innymi słowami powiedziano: Jest nam wasze przemówienie dlatego nieprzyjemne, ponieważ to wywoła oburzenie w obczie czeskim i utrudniać nam to będzie jakąkolwiek dalszą czynność!!! Najpiękniejsze jest ostatnie zdanie krótkiej tej notatki: „Można wiele powiedzieć, ale nie koniecznieniem przemówieniem zbytnio otwartem i doradnem.“ Jak mamy sobie to tłumaczyć? Niech tłumaczy sobie to, jak który chce. Nasze wrażenie jest to, że jest dużo tych u nas, którzy zgadzają się zupełnie z przemówieniem wielkiego polityka cieszyńskiego Michejdy, o którym jeden Polak twierdził, że mógł coś podobnego powiedzieć tylko jako człowiek historyczny, który za swoje czyny nie może być odpowiedzialny.

A to właśnie jest, co woła o ostrożności. Słów dr. Michejdy nikt się nie lęka, tak jak każdy wie, że cieszyński wypadek nie może podkopać dobry stosunek między Pragą a Warszawą. Cieszyński wypadek jest tylko dowodem tego, co zawsze twierdzemy, utrzymać jak największe naprężenie między naszą ludnością, co wychodzi tylko na korzyść naszym Polakom, ponieważ źródła dochodów w zagraniczu tak szybko nie wyschną. Że wielki cieszyński polityk siedł za daleko a obraził nie tylko nasze państwo lecz i głowę naszego państwa, to rzecz inna. Tą sprawę będą musiały urzędy załatwić same. Jak nasze urzędy niecierpiałyby u nas obrazę państw innych i ich reprezentantów, tak powinny urzędy polskie pociągnąć do odpowiedzialności „temperamentnych mówców“ czy już to polityk doświadczony(!), czy już też mowca, którego nie można brać poważnie.

Czeska mniejszość na Cieszyńsku nie będzie dążyć do tego, ażeby odwdziżyć się tutejszym Polakom za przemówienia „doświadczonego polityka“ po stronie polskiej, lecz będzie teraz czuwać nad tem, aby nie prowadzono dalej u nas irredenty pod płaszczem lojalności a przeciwko tym, którzy tak czynić chcą postępować będzie bezwzględnie a domagać się pociągnięcia do odpowiedzialności.

Ze wszystkich stron dochodzą nas wiadomości, że po wsiach kolportują ludzie „wieści o obsadzeniu Cieszyńska przez Polaków w najkrótszym czasie“. Jak dawniej, tak i teraz przekona się nasza ludność, że są to życzenia polskich szowinistów i irredentystów, które nigdy nie spełnią się. Lecz przeciwko takiemu podburzowaniu naszej ludności miałyby postępować się bezwzględnie!

I my nie wydamy naszej śląskiej ziemi kulturze obcej, tak nam dopomóż Bóg!

Prowokacyjna manifestacja antypolska czeskich nacjonalistów

MORAWSKA OSTRAWA, 8.3. — Organizatorzy manifestacji antypolskiej, wyznaczonej na 11 marca w czeskim Cieszynie ogłosili odezwę do ludności czeskiej Śląska. Manifestacja będzie miała charakter skromniejszy, niż początkowo zamierzano.

Do udziału w manifestacji dopuszczeni będą członkowie towarzystw, którzy ją organizują i współdziałają przy urzędzeniu, t. j. członkowie macierzy szkolnej, śląskiej rady narodowej, Sokoła, socjalistycznych i katolickich organizacji młodzieży, legionistów i banderji wiejskich. W manifestacji przeciwpolskiej wezmą udział również posłowie.

Pisma czeskie zapowiadają, że manifestacja będzie dla polaków nowym ostrzeżeniem. (PAT).

Polsko-czechosłowackie rokowania lotnicze

Dn. 7 b. m. rozpoczęły się w Warszawie rokowania lotnicze polsko-czechosłowackie o zawarcie umowy w sprawie komunikacji lotniczej między obu państwami.

Rokowania utworzył w M. S. Z. wice-min. Szembek, witając delegację czechosłowacką w imieniu ministra spraw zagranicznych. Ze strony czechosłowackiej odpowiedział p. poseł Girska.

Rokowania odbywają się w Ministerstwie Komunikacji pod przewodnictwem wice-min. Bobkowskiego. W skład delegacji polskiej wchodzi nadto: dyr. dep. lotnictwa cywilnego ppłk. Filipowicz, kpt. Piątkowski oraz radca MSZ. dr. Mikucki i dr. Szwarcen-

berg-Czerny.

Ze strony czechosłowackiej biorą udział w obradach p. p. min. inż. Rou-bik, inż. Janak z Min. Robót Publ., radca M. S. Z. dr. Vochgc oraz radca poselstwa czechosłowackiego w Warszawie p. Smutny.

X

Wczoraj wieczorem wice-min. Szembek wydał obiad na cześć delegacji czechosłowackiej, w którym wzięli udział m. inn.: poseł Girska, wice-min. Bobkowski z członkami delegacji polskiej, min. Schaetzel, radca Babiński, sekretarz Aeroklubu ppłk. Kwieciński, dyr. „Lotu” Makowski oraz szereg wyższych urzędników M. S. Z. i Min. Komunikacji.

Gazeta Polska 10/III 34.

Akcja antypolska szowinistów czeskich

CIESZYN, 9.3. (tel. wł.) — Antypolska akcja szowinistów czeskich na Śląsku cieszyńskim, zakreśla coraz szersze rozmiary. Urzędnicy państwowi na Śląsku cieszyńskim otrzymali zakaz uczęszczania do polskiego Cieszyna, oraz zakaz odwiedzania reprezentacyjnego domu polskiego „Polonia” w polskim Cieszynie. Zapowiedziana na dz. 7 b. m. akademja z okazji urodzin prez. Massaryka, która miała się odbyć w sali „Polonji”, została w ostatniej chwili przeniesiona do sali strzelnicy w czeskim Śląsku Cieszyńskim.

W tych dniach w drukarni Kuczera zwolniono wszystkich, od kilkudziesięciu lat pracujących tam polaków. (K.)

Robotnik Śląski
10/III 34

Nic się takiego nie stało. Znanе krakowskie pismo brukowe „Ilustrowany Kurjer Codzienny” został w Czechosłowacji ponownie zakazany. Pomijając wszystko, zaznaczyć trzeba, że cała demokratyczna opinia polska potępia antysocjalistyczną i przeciworkowniczą tendencję tego pisma.

10/III 34
Nasz Lud

Śląsk nasz pod znakiem pytania.

Jeszcze żywo stoja nam w pamięci przeżycia z przed lat, kiedy to w »salomoński« sposób podzielono kraj nasz. Jeszcze nie przebrzmiały echa świstu kul z owych dni, jeszcze nie porosły trawą mogiły poległych w walce o Śląsk żołnierzy, jeszcze nie zagoiła się całkowicie ta stara, wciąż jęcząca się rana, a już znowu, jak piorun z jasnego nieba spadła na kraj nasz wiadomość o nowych zawiślaniach, dotyczących kwestji Śląska, tej kości niezgody pomiędzy oboma sąsiadującymi narodami. W następstwie zajść ostatnich wypadła nam przekreślić wyrok poety: Głośno, gwarno, ruszno wszędzie — co to będzie, co to będzie!

Wielkie podniecenie u ludności naszej spowodował cieszyński wiec w przedostatnią niedzielę, na którym pono padły burzliwe słowa pod adresem narodu czeskiego, a nawet prezydenta Masaryka. Wszystkie prawie gazety, polskie i czeskie komentują żywo przejaw ten, każda w swój sposób. Zbliżenie polsko-czeskie, którego jednym z najważniejszych filarów był przeniesiony niedawno ze swego stanowiska z Mor. Ostrawy konsul Rzplitej Polskiej dr. Ripa, zachwiało się bardzo poważnie, i zdaje się nawet, że podwaliny tego, wiele obiecującego zbliżenia, są mocno podkopane. Przyczynę przeniesienia dra Ripy odgaduje ludność w różny sposób, i faktem jest, że musiało zajść coś wielce poważnego, kiedy rząd polski zdecydował się ostatecznie na odwołanie tego męża, który w ostatnich czasach cieszył się w kołach czeskich wielką sympatją.

Otworzyła się znowu stara rana, o której ludność śląska, przypominając sobie gorz-

kie przeżycia z przed lat, bardzo nierada wspomina. Zaogniły się stosunki pomiędzy temi dwoma narodami, czego najczulszym punktem jest pogranicze. Wzroki jednych zwracają się ostro przeciw drugim, ludność kraju naszego spogląda na siebie bojaźliwie, z znakiem pytania na ustach: cóż to się dzieje, co nastąpi? Nikt jednak na takie pytanie odpowiedzieć nie może, nikt nie wie, co z tego zaognienia stosunków może się wyłonić.

Prasa czeska krytykuje dosyć ostro takie postąpienie ze strony Polski, zaznaczając, że trzeba wobec takiego stanu rzeczy stać na straży. »Poledni ostr. deník« nr. 50 w artykule: »Sídlem protičeské iredenty je Polský Těšín«, pisze pomiędzy innem: »Uroczystość stała się sceną strasznego potępienia narodu czechosłowackiego, ponieważ z ust, polskich znamiennych funkcjonariuszy były krzyczane słowa, żeśmy podstępny i oszuści. Tam został całkiem publicznie wytyczony nowy program na rewizję naszych granic i na pozyskanie naszego Cieszyńskiego aż po Frydek. Ani osoba naszego prezydenta nie pozostała nieknięta i padły wygroźki gwałtu ze strony narodu polskiego.« Dalej pisze w tym samym artykule »Poledni ostr. deník«, że »nikt się już u nas nie da okłamać, że nasi bracia Polacy na drugim brzegu Olzy wstępują na nowe drogi i że przygotowują generalny atak nie na Niemców, lecz na nas (to jest na Czechów). Odkryli aż zbyt jasno swoje twarze i plany i powiedzieli nam szorstkimi słowy, co z nami zamyślają. Na strasliwe i wprost niekulturalne urazy polsko-cieszyńskich szczwaczy nie można milczeć i trzeba z tego wyciągać konsekwencje. Życzymy sobie spokojnej współpracy i spokojnego współżycia, ale obrażać się nie damy a wygroźek się nie boimy. Bo-

jowaliśmy sprawiedliwie przeciw monarchji a sprawiedliwie bojować będziemy przeciw każdemu, kto wyciąga rękę przeciw naszemu terytorjum. Snadź ani ci wywrotowcy nie wiedzą, jak swem szczuciem wzbudzili nasze Cieszyńskie a jak wskrzesili tych potulnych Ślązaków, którzy aż dotąd żyli na swych majątkach u nas. Uż się głoszą u przejmie do narodu czechosłowackiego, ponieważ je powzbudziły surowości z P. Cieszyzna. Pozostaje jeszcze do rozwiązania obszerniejsze pytanie: Quo vadis Polonia? Tak pisze nr. 50 »Ostravský polední deník«.

Zaś w tym samym dzienniku w numerze 51 jest wzmianka o »protestním projevu« na Strzelnicy w Č. Těšíně w niedzielę, dnia 11 marca, gdzie będą mówili zastępcy »Sl. Matice osv. lid., Narodní Rady, sokolských, orelských a dělnických tělocvičných jednot a legionářů«.

Na ten temat zaznacza ostrawskie »České slovo« nr. 65, że nie będzie to wiec, jak było oznajmione, lecz manifestacja, na

którą będą mieli prawo wstępu tylko zaproszeni za przedłożeniem członkowskich legitymacyj. (Rozumie się, legitymacyj stowarzyszenia, że we wtorek b. tyg. odbyło się w Trzyńcu zgromadzenie komunistyczne, na którym zjawili się także niekomuniści, różni funkcjonariusze polskich stowarzyszeń na Cieszyńskim i że miała tam być obecna także pewna wysoko postawiona osobistość polska z Ostrawy. Na tem to zgromadzeniu, jak pisze »České Slovo«, mówiło się o referacie, wygłoszonym przez p. dra Michejdu w Cieszyńsku i mówiło się uszczypliwie o Republice i Cieszyńskim. Ile na tem prawdy, nie zdołaliśmy się znikąd dowiedzieć.

Wspomnieć tu także należy, że wszystkie dotąd uroczystości, urządzone z ramienia Klubu Polsk-Czeskiego, jakie się odbywały w Cz. Cieszyńsku, miały miejsce w hotelu »Polonia«. Tak samo był też projekt urządzenia we środe, dnia 7 b. m. w »Polonii« Uroczystości z okazji 84 Urodzin Prezydenta Masaryka. Były już nawet plakaty wydrukowane. Lecz zaraz po owej niedzielę pojawiły się na plakatach na słowie »Polonia« przelepki »Miejska Strzelnica«. A więc i ten wypadek świadczy o zerwaniu Czechów z Polakami.

Co wszystko z tego wynikać może, tego narazie przewidzieć nikt nie jest w stanie, lecz zdaje się, że z tej wielkiej chmury nie będzie wiele deszczu.

J. P.

Polska Zachodnia 11/III. 34.

Nieuzasadnione pretensje Czechów

Nielatwo zapomnieć nam o tragicznej przeszłości, skoro dziś jeszcze braciom naszym za Olzą odmawia się pełni praw obywatelskich

Warszawa. Komitet czechosłowacki porozumienia prasowego polsko-czechosłowackiego opublikował w prasie czeskiej uchwałę, odnoszącą się do głosów prasy polskiej w sprawie 15-rocznicy walk o Śląsk Cieszyński.

W związku z powyższą uchwałą polski komitet porozumienia polsko-czechosłowackiego powziął w dniu wczorajszym następującą rezolucję:

„Komitet polski porozumienia prasowego polsko-czechosłowackiego ocenia całkowicie dobrą wolę ujawnioną w uchwale komitetu czeskiego porozumienia prasowego polsko-czechosłowackiego.

Pragnąc ze swej strony określić stanowisko reprezentowanej przez siebie opinii polskiej, komitet polski czuje się w obowiązku zaznaczyć co następuje:

Przedstawione fakty nie mogą być uważane za naruszenie uchwały o rozbrojeniu moralnem.

Takie naruszenie nastąpiło raczej w niektórych pismach czechosłowackich, podających m. in. informacje o rzekomej możliwości przyjęcia przez Polskę planu Rosenberga, przedstawiającego w sposób zupełnie fałszywy ustosunkowanie się władz polskich do Czechów wołyńskich, lub zamieszczających fantazyjne pogłoski o rzekomych zamiarach podziału Czechosłowacji między Polskę a Niemcy.

Opinia polska nie może zapomnieć o smutnej przeszłości, gdyż sytuacja Polaków w Czechosłowacji dotychczas nie jest uregulowana w sposób zgodny z deklaracją rządu czeskiego o gotowości szczerzej współpracy z Polską.

Dopóki Polacy w Czechosłowacji nie otrzymają rzeczywistego i pod każdym względem w praktyce wykonywanego równouprawnienia, dopóki będą traktowani jako obywatele II klasy — dopóty na ustosunkowaniu się opinii polskiej do zagadnień aktualnych ciążyć będą wspomnienia przeszłości.

Komitet polski wierzy, że koledzy z komitetu czechosłowackiego użyją całego swego wpływu na reprezentowaną przez siebie opinię w myśl założeń porozumienia prasowego.

Urzędnikom czeskim zabroniono kupować u Polaków.

Cieszyn. W związku z akcją antypolską, prowadzoną ostatnio przez szowinistów czeskich na Śląsku cieszyńskim, urzędnicy państwowi w Czeskim Cieszyńsku otrzymali zakaz uczęszczania do Polskiego Cieszyńska celem odwiedzania tańszych lokali publicznych i sklepów polskich. Tem samem zakaz dotyczy polskiego domu reprezentacyjnego „Polonia“ w czeskim Cieszyńsku.

Jak postępują szowiniści czescy, świadczy daleki fakt, że akademja, zapowiadana na dzień 7 marca z okazji urodzin prezydenta Masaryka, która miała się odbyć w sali „Polonia“, została w ostatniej chwili przeniesiona do sali miejskiej w strzelnicy w Czeskim Cieszyńsku.

Odroczenie polsko - czechosłowackiej konferencji lotniczej.

Warszawa. Rokowania lotnicze polsko-czechosłowackie, które odbywały się w Warszawie od dnia 7 marca rb. zostały odroczone wobec konieczności uzyskania przez delegację czechosłowacką dodatkowych pełnomocnictw.

Warszawa. Delegacja czechosłowacka wyjechała w sobotę popołudniu do Pragi żegnana na dworcu przez przedstawicieli M. S. Z., departamentu lotnictwa i Ministerstwa Komunikacji.

„ILUSTROWANY KURIER CODZIENNY“ Nr. 69. Sobota, 10 marca 1934 r.

Przed antypolską manifestacją w czeskim Cieszyńsku.

Morawska Ostrawa, 8 marca (PAT). Manifestacja antypolska, wyznaczona na dzień 11 marca w czeskim Cieszyńsku, będzie miała charakter skromniejszy, niż początkowo zamierzano. Do udziału w manifestacji dopuszczeni będą członkowie towarzystw, które ją organizują i współdziałają przy urządzeniu „t. j. czeskiej macierzy szkolnej, slaskiej rady narodowej, Sokola, socjalistycznych i katolickich organizacji młodzież, legionistów i banderje wiejskie. Pisma czeskie zapowiadają, że manifestacja będzie dla Polaków nowem ostrzeżeniem.

Proč budeme dnes manifestovati v Českém Těšíně?

Dnes bude v Českém Těšíně dána zástupci českého obyvatelstva na Těšínsku odpověď na vyzývavé protičeské projevy, jež u příležitosti 15. výročí bojů o Těšínsko organisoval t. zv. polský občanský komitét, v jehož čele stojí vesměs známí činitelé, kteří nikdy neměli nás rádi a kteří se také do dneška nemohou smířiti s rozhodnutím, jež musí býti uznáno i Poláky konečným. Aby bylo naší veřejnosti jasno, proč manifestujeme dnes na Těšínsku, zrekapitulujeme stručně události t. zv. co dnešního projevu předcházelo, proti čemu se musíme ohraditi a žádati se strany Polska a také se strany našich Poláků vysvětlení. V polské části Těšínska ustavil se letos t. zv. občanský komitét, který si vzal za úkol využití 15. výročí bojů o Těšínsko k akci, na niž jsme upozornili v našem listě již počátkem února t. r. Poukázali jsme na nevhodnost těchto t. zv. smutečních oslav v době, kdy se upevňují přátelské svazky česko-polské. V čelo akce postavili se zčásti lidé, kteří musili po rozhodnutí o Těšínsku od nás odejiti, zčásti ti, kteří se před 15 lety proti nám silně exponovali a jsou nám známi jako zavilí odpurci všeho českého. Ti také podporují snahy slovenského zrádce Ungra, který těší se polskému pohostinství v Polském Těšíně.

Prohlášení polského občanského komitétu ochotně uveřejnil zejména známý krakovský „Ilustrowany kurjer codz.“. Hned nato jsme mohli ve většině listů v Polsku čísti články, v nichž projevuje se snaha využiti těšínského výročí k vyvolání protičeské nálady. Původ těchto článků je zřejmý. Kampaň tuto řídí občanský komitét, články jsou ponejvíce psány v Těšíně, Fryštátě a Mor. Ostravě. Že na akci berou účast také naši Poláci, nezůstává těm, kteří sledují poměry, tajno. Je to zvláště jistá osobnost z Fryštátu, která má na znepokojování česko-polského poměru hlavní podíl. Dlužno zde v zájmu objektivnosti konstatovati, že určitá část tisku v Polsku této agitaci nepodlehla a právem ji odsoudila (Kurjer Warszawski). Nejvýbojněji a s krajní bezohledností psala vedle krakovského „Kurjera“ katovická „Polska zachodnia“. V duchu této akce byl také napsán dne 17. února t. r. do „Ill. kurjera codz.“ článek Jana Wiktora „Polska nas ratuje“, který je výslovně namířen proti celistvosti naší republiky, horuje pro odtržení Slovenska od Československa a pro připojení k Polsku. V článku chválí si autor pořádky, jež na Slovensku vládly za Maďarska, kdy panoval prý „dobrý a moudrý hospodář“, šel se proti nynějším řádům, kdy prý „skohout hrabe pro sebe a slepice ještě více“. Hlinkovi se vytýká, že spáchal tolik chyb v době, kdy Slovensko mohlo hráti samostatnou roli za Tatrami a kdyby se bylo chtělo opřít — o Polsko!

V souvislosti s polskými oslavami vítězství polských vojsk u Skočova vyšla v únoru t. r. divadelní hra „Dla ciebie, Polska“, která líčí boj o Karvinou, kde český legionář je vyličen způsobem co nejodpornějším. Pak přišly vlastní dukladně připravené oslavy, a to 4. února t. r. ve Skočově, 11. února v Malých Kunčicích a 24. a 25. února v Cieszyňě. Dnes máme o všech těchto podnicích již zcela spolehlivé zprávy. Postaraly se o to především „Nowiny ślaskie“, které vyličitelně podrobně průběh všech oslav a které doslovně otiskly také známou řeč cieszyňského starosty dr. Michejdy, syna bývalého evangelického pastora z Návsi u Jablunkova a bratrance seniora Oskara Michejdy z Trince, který je hlavou evangelické církve a. v. na našem Těšínsku. Tato provokativní řeč vyšla také jako samostatná brožura a je nyní rozšiřována mezi Poláky.

„Nowiny ślaskie“ otiskly si v čísle ze 3. března t. r. také články, které jistě nebudou vhod na dnešnímu maršálku Pilsudskému, neboť mu připomínají sliby, jež pronesl deputaci z Těšínska v květnu 1919, kdy ujistil deputaci, že Polsko se Těšínska nikdy nezřekne. Také se tu otiskují ještě jiné plebiscitní polské dokumenty, jistě dnes ne právě pro polskou vládu příjemné. Ráz samotných manifestací svědčil rovněž o snaze oživit starou plebiscitní náladu, vzkřísiti ducha nenávisti a nesváru a zkaliti tak přátelský poměr, který se tak slibně počal mezi oběma národy vyvíjeti. Opět se začalo mluvit a psát o „perfidním“ českém nájezdu na Těšínsko, začaly se opět drásati téměř již zabožené rány. Sešli se lidé, kteří ve své krátkozrakosti nejsou si ani vědomi důsledků svého nekalého díla. Slavnosti vždy byly zahájeny bohoslužbami v katolických a evangelických kostelích, kde se s kazatelnou (!) mluvilo o bojích před 15 lety (!).

Ve Skočově u pomníku polských vojinů v Jeji Mickiewiczze, u pomníku, který nese stále náš národ a státní moc urážející plaketu,

mluvil řídící školy Rudolf Kukucz ze Skočova, který jako účastník bojů mluvil o zrádném napadení Slezska Čechy. V průvodu a na manifestaci brali účast střelci, veteráni, Svaz záložních poddůstojníků, Svaz záložníků, hasičů a j. Přišli prý také různí političtí (!) pracovníci z Těšína.

V Malých Kunčicích konalo se opět defilé t. zv. povstalců, veteránů, hasičů, střelců, sokolů a j. před representanty vlády (tak piší „Nowiny ślaskie“) před okresním hejtnem dr. Plackowským a jeho zástupcem dr. Zagórou. Nad hrobem syna generála Hallera promluvil ředitel těšínské polepšovny Szusćik, bývalý učitel v Lazích, a řídící učitel Malirz. O průběhu oslav v Polském Těšíně jsme již psali podrobněji dříve. Zvláštní překvapení způsobili tu bývalí polští vojáci, milicionti, peováci, t. j. členové známé t. zv. P. O. W. (Polska obrona wojenna), členové organizace K. S. (?) a ideoví pracovníci plebiscitní, kteří u příležitosti 15. výročí „českého nájezdu“ uspořádali svůj první sjezd a usnesli se na reorganizaci dosavadního Těšínského svazu peováků, do něhož přijati budou noví členové z řad plebiscitních pracovníků.

O urážkách, jež obsahovala řeč dr. Michejdy, bylo v našem listě již také napsáno. Byla prostě neslýchanou. Každý se musí maně ptáti, je-li vůbec možno, aby se tak mluvilo dnes, kdy se poměry přece úplně změnily a kdy hlavně s české strany bylo podáno již tolik důkazů udržitelné snahy pro bratrské spolužití.

Je zajímavé, že po tomto prudce vášnivém a bezohledném výpadu dr. Michejdy neodvážil se se strany našich Poláků na urážky, vmetené celému našemu národu, nikdo veřejně reagovati. Nikdo z našich Poláků a jejich časopisů neodsoudil akci v době, kdy se připravovala. Patrně s ní souhlasili a při nejmenším dobře věděli, co se stoji. Teprve nyní odhodlal se projevit nesouhlas s projevem za Olzou orgán posl. Chobota „Robotnik ślaski“.

Česko-polský klub v Mor. Ostravě, ač byl svolán, aby zaujal k těšínským událostem své stanovisko, pro neúčast polských členů se nesešel. Orgán jmenovaného člena zemského zastupitelstva Jungv „Nasz kraj“ spokojil se jen těmito řádky: Nechceme ani chválit, ani kritizovat projevů, přesto, že mnohý z nás se pozastavuje nad tím, proč byly učiněny a k jakému účelu! Sobotního řečníka nelze bráti vážně (t. j. Rzymana — poz. red.), ale nedělní řečník jako politik zkušený a znající naše postavení, nemusel nám ztěžovati naši situaci. Je možno mnoho povědět, ale ne řeči zbytečně otevířenou.

To je, prosím, celá odpověď člena naší vládní strany na všechny hrubé urážky a neomalenosti! Tedy ne zásadní odmítnutí, ale jen připomínka nevhodné formy projevu, nepřijemná tím, že vyvolá zbytečně pobouření v českém táboře a ztíží někomu další činnost! A nejlepší je ovšem ten konec. Může se mluvit, ale ne otevřeně! Tady jsme právě u toho, co stále vytýkáme nejvíce Polákům u nás. Že mají totiž dvojí tvář — že o česko-polské shodě sice stále mluví, ale ji necítí a že nakonec jsou nepřijemně překvapeni, když to někdo, co si oni myslí a tajně mezi sebou mluví, řekne na plná ústa.

Takové dvojaké hře ovšem musí býti však již jednou konec. Naši Poláci musí zvláště nyní říci zcela otevřeně, zda s tím, co se dalo na druhé straně Olzy, souhlasí, nebo nesouhlasí. Víme, kdo zvláště od nás se uplatňoval při posledních polských projevech. Takoví lidé musí však býti demaskováni a jednou provždy vyloučeni z veřejné činnosti u nás. Na ně musí býti veřejně ukázáno jako na rušitele pokoje, smírného soužití a jako nepřítelů lidu na Těšínsku, který si přeje klid a možnost hospodářské spolupráce zvláště v nynějších těžkých dobách, pro takové štvání nejméně vhodných.

Proti štvavé činnosti neodpovědných lidí, kteří jsou vedeni pouze snahou zneklidňováním života našich občanů na Těšínsku žití pro své a cizí zájmy, budeme v Českém Těšíně protestovati a při tom budeme manifestovati svou lásku k národu, věrnost čsl. republice a zdůrazníme svou neomezenou oddanost a úctu k hlavě našeho státu, k milovanému prezidentu T. G. Masarykovi.

Nová protičeská vlna v Polsku?

Nemístná trpnost polských přátel Československa

A - Varšava 10. března

Ta protičeská vlna začíná sřikat výše, než se původně zdálo. Bylo by nemístné a také nepotřebné její šumění přeceňovati, ale že se musí vysumět, o tom nesmíme si předem činiti nejmenších ilusí. Není to po prvé, co se vzdula, a jistě opadne časem, jako dosud vždy opadla. Ale zbude po ní i tak trochu chladu, jež snad bylo lze včas předejít. Nikdo nemůže zabrániti, aby polské studentské delegace nejezdily do Pešti, nebo aby některé polské university nevířaly mezi svými hosty i přednašce maďarské národnosti. Ale poněkud překvapuje, když denní tisk věnuje každé maličkosti z tohoto oboru dlouhé zprávy, zatím co u československých látek místem až nápadně šetří. Nelze říci, že by se tak dalo vždy jen na vyšší rozkaz nebo z obav před censurou. Už proto nelze toho tvrditi, že i v opozičních listech polských sloužících pravici pozorujeme od jisté doby pokles zájmu o české zprávy.

Vzpomínám, jak mi svého času vysvětlovali a omlouvali (neboť o oprávněném důkazu nebylo řeči) v Poznani své rozladění nad průběhem těšínského a jawoňského sporu: »My vlastního mínění o těch věcech nemáme. Na to jsou nám zeměpisně příliš vzdáleny a ideově jsme do nich hloub nevnikli. Ale čteme krakovský tisk a ten zaujal k nám nepřiznivě stanovisko. My musíme přece jen více věřiti krakovským rodákům, spolehajíce na přesnost jejich přímých zpráv, než našim domácím slovanofilům. Dokud sami se s poměry blíže neseznámíme, nezbyvá než abychom se v otázkách rozhodujících o našem poměru k sousedním státům podřizovali veřejnému mínění svých krajanů z okresů přiléhajících územně k vaší republice.«

Na námitku, že národní veřejnost z ostatních částí sjednoceného Polska měla by naopak působiti přímo i nepřímo na umírnění živlu nacionalistických ze západního a jižního pohraničí, odpovídali Poznaňčici pokračujícím ramenou: národní solidarnost, příslovím »košile bližší než kabát« atd. A věc se opakuje v podobě jen poněkud zmírněné nyní, kdy krakovská žurnalistika opětně rozvířila hladinu sotva ztišených vod zbytečnou kampaní těšínskou. Zase katovické, poznaňské a pomořské deníky omezují se na přetiskování poznámek z krakovské a lvovské publicistiky. Zřídka se najde v Polsku dnes list, který by přímo a rázně zakřikl kazimíry ve vlastním národním táboře a odkázal je do příslušných mezí.

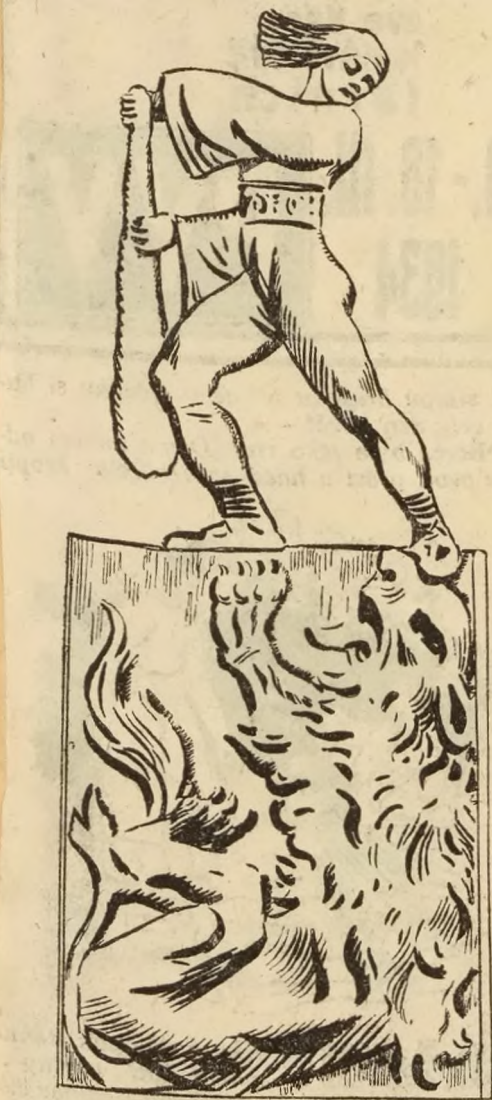
Je tradiční vlastností (někdy bylo to snad i předností) polské veřejnosti a zejména žurnalistiky, že v některých otázkách zahraničních mlčky dodržuje zásadu národní soudržnosti, bojíc se až úzkostlivě všelikého drsného nesouzvuku, jež by navenek mohl uškodit národnímu celku v očích ciziny. S menší pravidelností, ale přece jen znatelně postřehli jsme tento zjev i na způsobu, jakým varšavské a poznaňské časopisy řeší vztahy polsko-české. Zaráží to poněkud i tam, kde jinak v zásadních otázkách jsme uvykli slovanofilskému a čechofilskému základnímu hledisku. Čteme-li v orgánech, jež

jinak psávaly nebo píší o českém národě a československém státě uznale neb i přátelsky, že na česko-polské frontě přece jen nikdy nejsou Poláci zajištěni před protipolským postupem, budí to podiv, zejména když toto hledisko je jimi výslovně sváděno na účet polských organizací z Krakova nebo Těšina.

Odkud tato náhlá trpnost a ohled na národní jednomyslnost právě v otázkách česko-polských? Je to nesporně nedostatek občanské odvahy a projev bojácnosti či nerozhodnosti, nedůstojný činitelů, kteří jinak hlásají nutnost nejtěsnější společné práce s Čechy a nedávno volali docela po československo-polské unii, pozorujeme-li, že nedostí rázné čelí kampani sledující cíle zrovni opačné. Na koho máme v Polsku spoléhati ne-li na dva tucty Polsko-czechoslowackých spolků, na tiskovou dohodu ve Varšavě, Poznani, Toruni a Katovicích, na vůdce bývalých hromadných výprav do Československa, na tisíce turistů i lázeňských hostů z Karlových Varů nebo Mariánských Lázní, na ochotné překladatele českých autorů a pod.? Rádi slyšíme z polských úst, že Praha je krásné veliké město, že česká města vynaznačují se vzornou čistotou, že Češi jsou mistry v organizaci a dobrými hospodáři, že česká kultura dlouho kráčela v čele slovan-ských civilizací — ale s ochotou ještě větší bychom uvítali, kdyby naši polští přátelé užili svého společenského vlivu a dali svému lepšímu přesvědčení průchod tam, kde se na nás polskými lidmi nepotřebně útočí. Tak bychom si slovan-skou vzájemnost představovali my, jimž rozhodně imponuje více mužný čin a rytířské vystoupení na kolbišti, než sebe líbeznější řeči v závětví, na banketech a v soukromých rozhovorech.

Od několika týdnů česká témata nejsou na polském území příliš oblíbená a jsou mnozí, kteří se jim vyhýbají. Na př. ve Varšavě jest až sedm slovanofilských jednot a k většímu důstojnému českému večeru v den narozenin presidenta T. G. Masaryka odhodlalo se jediné Stowarzyszenie młodych Słowian, jehož vystoupení bylo skutečně manifestační. Večer měl veliký význam i společenský a částečně také národně-kulturní, neboť padl právě do rámce ochabujícího jinde smyslu pro opravdovou součinnost s Čechy. Proto vážíme si ho dvojnásob a zaznamenáváme jej v politické korespondenci.

Polští rozhodující činitelé žárlivě se dívají na úspěchy československé zahraniční politiky v četných rozhodujících počinech a bojí se, aby nebyli sami zatlačeni v bližším spojení s Malou dohodou do pozadí. U polských průmyslníků útek před českou soutěží je znám z dřívějšíka a nemírní se. Mnoho kulturních pracovníků těžce nese, že Praha zachovala si své prvenství ve slovan-ském ruchu. Mohli bychom ve výčtu pokračovat, ale to vše má varšavské i poznaňské slovanofily omlouvat, že nemají proti svému lepšímu názoru odvahy přervat ve své vlastní hlas krajanů, jež sami jindy nazývají čechofoby?



Náš národ tupící obraz Poláka, dobíjejícího českého lva na plaketě na pomníku padlým vojinům v bojích o Těšínsko ve Skočově.

bras 12/III 34r.

Fiasco českých manifestací antypolských.

Cieszyn 11 marca.

(PAT) W dzisiejszem antypolskiem zgromadzeniu w Cieszynie wzięło udział tylko 600 uczestników mimo, że władze české udzieliły bezpłatnych biletów kolejowych na przyjazd na manifestację. Przemawiało trzech mówców. Zebrani uchwalili rezolucję, w której nawołują ludność czechosłowacką do trwania na straży interesów Czechosłowacji na kresach. Zgromadzeni wysłali do Pragi telegram holdowniczy.

W českim Cieszynie i okolicy patrołowały wzmocnione oddziały żandarmerji českiej. — Garnizon českiego Cieszyna znajdował się w pogotowiu.

Rezolucja powstańców śląskich.

Cieszyn 11 marca.

(PAT) Walne zebranie Związku Powstańców Śląskich okręgu cieszyńskiego uchwalilo następującą rezolucję: Związek Powstańców Śląskich w českim Cieszynie wyraża polskiemu komitetowi porozumienia prasowego polsko-czechosłowackiego uznanie i gorące podziękowanie za patriotyczne stanowisko, jakie zajął w uchwale, powziętej w sprawie przyznania braciom Polakom z za Olzy na Śląsku cieszyńskim rzeczywistego i pod każdym względem wykonywanego równouprawnienia, zgodnie z deklaracjami rządu českiego.

Pro dohodu s Polskem

Velký projev v Českém Těšíně
Iv - Český Těšín 11. března

Za účasti 1000 delegátů všech místních skupin národních a osvětových českých organizací na celém Těšínsku zahájil dnes dopoledne na Střelnici v Českém Těšíně starosta Slezské Matice Osvěty lidové Holeš veřejný projev o událostech na čs.-polském pomezí. Připuštění byli pouze zástupci pozvaných organizací a korporací — komunistický poslanec Sliwka, jenž se domáhal vstupu, byl vykázan. Po projevech byla přijata resoluce, v níž se mimo jiné praví:

V polské části těšínského Slezska byly v měsíci únoru pořádány okázalé smuteční slavnosti, jež připomínaly události odehrané se před 15. lety na Těšínsku. Oslavy ty vyvrcholily veřejnými projevy v Cieszyne ve dnech 24. a 25. února. Vládní tisk polský propagoval pořádání těchto oslav. Uspořádání uvedených smutečních slavností spadá časově v jedno s uzavřením německo-polského paktu a dříve tyto slavnosti pořádány nebyly.

Provoláním občanského komitétu v Cieszyne — podepsaným starostou města a oficiálními osobnostmi polskými — se polské obyvatelstvo našeho Těšínska vybízí k neloyalitě vůči československému státu. Prohlašujeme, že nedáme se strhnouti k žádnému nerovnému činu, který by mohl zavdati příčinu ke zkazení vzájemného poměru jak obyvatelstva na Těšínsku, tak poměru obou sousedních slovanských států. Žádáme, aby naše vláda bedlivě sledovala vývoj poměrů v našem kraji, aby důrazně hájila klid na hranicích také u nás a zamezila tak zasahování jakýchkoliv cizích živlů do vnitřních věcí našeho státu. Jsme přesvědčeni, že naléhavé a odůvodněné žádosti naší bude plně vyhověno. Proto vyzýváme obyvatelstvo Těšínska, aby se nedalo vyprovokovat k nerozumným činům a společalo se cele, že státní moc československá zajistí pořádek, klid i bezpečnost u nás na Těšínsku.

Na to byl zapřením státních hymen projev skončen.

V době, kdy se konal projev na Střelnici, shromáždil se na polském území za Olzou hlouček polských mladíků, kteří provokativně zpívali výbojně polské písně a odebrali se pak k Mečislavovu pomníku, kde pokračovali ve vyzývavostech. Je příznačné, že v době českého projevu procházel se volně po Českém Těšíně původce známých provokací starosta Polského Těšína dr. Michejda.

Československý obchod a Gdyně

Iv - Mor. Ostrava 11. března

Česko-polská obchodní společnost v Ostravě, usilující o soustředění čs. zamořského obchodu v přístavu gdyně, aby zaplašila nevlídnou náladu vznášající se po příhodách na Polském Těšínsku, uspořádala včera pro ostravský tisk informační večer, věnovaný časovým hospodářským otázkám. Tajemník ostravského obchodního gremia dr. Gregor podal přehled dosavadních snah, doložený významnými číselnými údaji, načež předseda česko-polského klubu dr. Král i předseda propagační společnosti poslanec Ostrý vystříhali od zveličování dosavadních nedorozumění na jedné i druhé straně a zdůraznili, že vůle obou národů z 95 procent směřuje ke vzájemnosti.

Pohříchu se přes to nedosáhlo na večírku nic jiného, než úspěchu společenského. Ač šlo o propagaci styků obchodních, nedovedl se nový polský konsul v Ostravě dr. Malhomme vyhnouti zdůraznění menšinových polských otázek v ČSR.

České Slovo-pondělník
12/III. 34

Loyalita polských farářů v Třinci

Oslavy 84. narozenin presidenta republiky byly hlavně po posledních událostech v Pol. Těšíně nejen svou spontánností vážným projevem úcty k presidentu, ale také skvělou manifestací veškerého obyvatelstva pro republiku. Velmi proto překvapuje, že ač právě v době této navštěvoval významné polské nacionalistické předáky polský konsul z Mor. Ostravy, neuznali někteří vedoucí kulturní činitelé polští za nutné, aby v den narozenin presidentových ozdobili své budovy prapory. Nepříjemně se jistě dotklo velké většiny obyvatelstva v Třinci, že ani polský katolický ani evangelický kostel ani fary nebyly ozdobeny prapory, ač kněží jsou také placeni státem. V Třinci je polským farářem příbuzný starosta z Pol. Těšína dra Michejdy, známého šovinisty.

Jedná se o zažehnání krise v revíru

Velký plán čsl.-polské propagační společnosti v Mor. Ostravě — Pro hospodářskou spolupráci s Polskem

Československo-polská propagační a obchodní společnost v Mor. Ostravě uspořádala, jak již České Slovo oznámilo, večírek pro novináře, kterého se zúčastnil také gen. konsul polský dr. Malhomme a vicekonsulové dr. Domanski a dr. Synowiecki. Předseda poslanec Ostrý prohlásil, že hospodářské sblížení obou států má velkou budoucnost. Společnost pracuje právě nyní na velikém plánu, jehož uskutečnění může trvale zažehnout neza městnanost v revíru ostravsko-karvinském. Podrobnosti plánu se zatím tají. Jeho uskutečnění bylo by také velikým úspěchem po úpravě měny. Dr. Malhomme pak připomenul, že nová obchodní smlouva čs.-polská má dalekosáhlý význam. Řed. Seidl pak apeloval pro hospodářské sblížení obou států, načež předseda čs.-polského klubu dr. Král prohlásil, že 95 proc. polského národa jsou čechofilové. Na pohraničí jsou vždy nedorozumění, ale vůle národů jde kupředu. Za novináře promluvil pak kol. Richter, načež polský delegát při společnosti Goldberger poukázal na všechny výhody hospodářské spolupráce. Hlavní referát měl jednatel společnosti dr. Gregor, který se vyslovil, aby byl v Mor. Ostravě zřízen exportní ústav, jenž má usměrňovat vývoz do ciziny. Inž. Lüftschitz pak zdůraznil, že společnost je informačním podnikem a promluvil o jejich úkolech se zřetelem k přístavu Gdyni. Dr. Gregor podal pak tyto informace:

Po převratu jsme ztratili hospodářskou orientaci a teprve postupně vznikala myšlenka, že nejbližší náš soused může tvořit nejvýhodnější odbytiště pro naši průmyslovou nadvýrobu. O území Československa zápasí přístavy moře Adriatického, Severního a Baltického. Exportní technika, která ještě nezakotvila na našem průmyslovém a obchodním území tak dokonale, jako technika výrobní, jest nesmírně důležitá i pro volbu přístavu, ne po stránce formální, ale po stránce vnitřní psychologie. Musí nám být totiž jasno, že každý přístav má svou organizaci a vývozní aparát upravený podle svých vlastních zájmů a je přirozeno, že vývozce anglický a německý bude odporovat vývoz československého zboží jenom potud, pokud to konvenuje jeho vlastním zájmům. Přichází ještě v úvahu schopnost přístavu. Nejdůležitější samozřejmě je z evropských přístavů Londýn, kde v roce 1932 byl obrát 15 mil. reg. tun, pak přichází Hamburk se 13 mil. reg. tun a po něm Terst se 4 mil. reg. tun. Polský přístav Gdyně vykazuje však v r. 1932 již 5,194.000 tun a Gdansk 4,972.000 tun. Londýn a Hamburk předejí v tonáži přístavy baltické a adriatické. Jest však také důležité, jaké stanovisko přístav zaujímá při propagaci průmyslových výrobků, dnes v zahraničním obchodě nepostradatelné. A to měla na zřeteli česko-polská propagační společnost, když začala práci pro hospodářské sblížení Polska a Československa. Polské přístavy ukázaly neobyčejnou pohotovost a ochotu vyjít nám vstříc. Polsko upravilo dobu příjezdu nákladních vlaků ze stanice Bohumín via Gdansk a Gdyně z původní lhůty 5 dnů na 42 hodin. Jedná se ještě o sblížení ostatního hosp. života Polska a ČSR. Dosud náš vývoz do Polska oproti jiným zemím nehrál tak značnou poločku. V r. 1932 jsme vyvezli do Polska zboží za 189 mil. Kč, kdežto do Rakouska za 1 miliardou. Dovězli jsme z Polska v témže roce za 375 mil. Kč zboží, z Rakouska za 450 mil. Kč zboží. Dnes ovšem naše hospodářsko-politická situace vypadá docela jinak a čs.-polská obchodní smlouva, vstoupivší v platnost 7. března, poskytuje oběma zemím veliké možnosti pro hospodářskou spolupráci. Polsko tvořilo sice dříve odbytiště hlavně německých vývozců a průmyslníků, ale v důsledku dnešního kursu Kč možno získati čs. vývozcům v oboru strojů, galvanie, chemikálií, kusového zboží, skla, porcelánu, obuvi, klobouků atd. stále odbytiště v Polsku vzhledem k tomu, že situace hospodářská se v Polsku začíná postupně zlepšovat a tím stoupá i kupní síla. Tento přirozený styk by byl umožněn vzájemnou spoluprací v hospodářských institucích obou států. Propagační společnost v Mor. Ostravě je jednou z nich. Má svou exposituru v Gdyni a v Mor. Ostravě. Organizována je zatím na podkladě neobchodní a je udržována prací a prostředky lidí dobré vůle a to v Polsku i u nás. Vedením expositury v Gdyni je pověřen dr. Smoleň, vicepresident obchodní a živnostenské komory ve Gdyni s četným sborem spolupracovníků.

Polské přístavy delegovaly do ředitelství skupiny v Mor. Ostravě polského delegáta a společnost mor.-ostravská má právo delegovat svého zástupce do ředitelství expositury gdyně. Tato spolupráce se těší všestranné pozornosti. Polské přístavy mohou velmi získat na tonáži v Československu a obě země mohou speciálně na základě sjednané obchodní smlouvy výhodně obesílati svůj trh. Pro pražské veletrhy připravili Poláci svůj polský saion, a naproti tomu Československo jest vyzýváno k veletrhu v Poznani. Zastoupení pro poznaňské veletrhy má propagační společnost v Mor. Ostravě, která pro trhy, konané od 28. dubna do 5. května přijímá přihlášky interestů. Také turistický ruch mezi Polskem a Československem začíná se ujímat a jsou projektovány exkurse zástupců průmyslu a obchodu do ČSR. Tuto exkursi aranžuje Gdyně. Naopak čechoslováci jsou velmi rádi viděni v Polsku.



Z raidu Konnego 5-6. III.
od levo do pravo:
pp. Helena Malhomme,
Konsul Generalny Leon
Malhomme i Josef

Kajzar, rolník a Koj-
Kovicach, prezes Banderji.

-zel-

Důstojná manifestační schůze v Čes. Těšíně

— Zástupci všech vrstev národa prohlašují, že budou bránit Těšínsko se zbraní
Pro postavení pomníku knížete Václava

Rozhořčení obyvatelstva na našem Těšínsku, které bylo vyvoláno známými projevy některých šovinistických kruhů polských v Polsku, vyvrcholilo včera manifestační schůzí v Českém Těšíně. Účast zástupců všech národních organizací kulturních a tělovýchovných na schůzi, svědčila o jednomyslnosti, se kterou byly odsouzeny polské útoky. Schůze však také ukázala, že není třeba mít obav před křiklounstvem několika šovinistů, kteří nad společný zájem slovanský a přátelské dorozumění obou národů, kladou malicherné útoky na naše Těšínsko. Manifestace ovšem promluvila ze srdcí a do srdcí všem účastníkům a všem těm, kteří nemohli přijet. Bylo na ní dokázáno, že stojíme pevně a neochvějně na půdě smluv a nechceme než to, co nám patří. To byla nejpádnější odpověď na revisionistické snahy šovinistů.

Schůze byla důvěrná, aby jí nemohli provokátoři zneužít. Z každé organizace Sl. Matice osvěty lidové byli přítomni dva delegáti a vstup byl jen na legitimace SLMOL, nebo kulturních a tělovýchovných spolků. Přes to pokusilo se dostati do sálu na Střelnici mnoho studentů a jiných osob z Polska, které však byly odmítnuty. Rovněž tak jistý komunistický poslanec. Manifestace se konala asi 30 metrů od hraniční řeky Olše, za níž pochovalo zatím asi dvacet mladíků, kteří zpívali a pokřikovali a pak manifestovali u pomníku Mieszka, kde zazpívali píseň Niedamy ziemi.

V přeplněném sále zahájil schůzi předseda SLMOL Holč, načech řed. Klac podal historii vzniku celé kampaně proti ČSR, jež začala od polsko-německé dohody a změny ústavy v Polsku. Vedoucí osobnosti z Polského Těšínska v t. zv. občanském komitétu, mezi nimi státní úředníci, vydali prohlášení, v němž se mluví o českých uchvatitelích. U Škočova byl pak odhalen pomník polským bojovníkům na Těšínsku, na němž je plaketa, jak Polák bije kyjem českého lva. Pak následoval známý projev starosty Polského Těšína dr. Michejdy. — Michejda útočil proti prezidentu Masarykovi a min. dr. Benešovi a mluvil o českém oszustvu (podvodch) v politice. Rečník zdůraznil, že Těšínsko bylo 600 let součástí českého státu, neboť Karel IV. je prohlásil za majetek koruny české. Kníže Mečislav byl pod ochranou krále Václava II. Těšínský kníže Václav vydal r. 1590 právo a zřízení zemského knížectví těšínského, v němž se mluví o tom, že jediným jazykem před soudy je čeština. Právo zůstalo v platnosti až do Josefa II. Nejpádnější odpověď na pomník kníže Mieszka v Polsku bude pomník knížete Václava, který má být postaven u nás. Rečník se pak vyslovil proti lžím o Těrlicku, a srovnal poměry polské menšiny u nás a naše na Volyňsku. Poukázal na to, že z popudu zrádce Ungra rozdělval Michejda ve svém projevu náš národ na Čechy a Slováky. Slova polského řečníka, že stomilionový národ polský se Čechů nebojí, byla na schůzi vysvětlována tak, že těmi sto miliony byli míněni Poláci s Němci dohromady. Potom promluvil za Nár. radu řed. Hejret z Prahy, který ujistil přítomné, že Praha nikdy nezapomene na Těšínsko a zdůraznil naše snahy o bratrskou dohodu s Polskem. Poukázal také na polský tisk, který štváří v Polském Těšíně odsuzoval. Polské heslo: Ostravica granica — se nikdy nestane skutekem. Náš úkol je ten, že stojíme na půdě práva a smluv.

Projevy byly přerušovány bouřemi souhlasu. Potom promluvil za těšínskou sekci Národní rady Macek, který prohlásil, že v případě plebiscitu bylo by celé Těšínsko připadlo nám. Zástupce legionářů vedl prohlásil, že přátelská jednání s polskými legionáři porušily projevy v Polsku. Žádá, aby naše řady vynutily v Polsku zadostiučinění za urážky. Žáci Komenského dovedou být také bojovníky ižkovými, řekl. »Budeme-li nuceni, dokážeme to novu«. Za sokolstvo přislíbil učitel Cepek, že bude-li třeba bránit Těšínsko, ponese sokolstvo vedle raporu také pušky a kulomety. Podobně zástupce TJ Machanec prohlásil, že všechny útoky nás na-
lou připraveny a

na adresu polského dělnictva prohlásil, aby nebylo nástrojem v rukou řemeslných štvářů.

Pak promluvili zástupci Orla, Selské jízdy a poslanec Špaček za všechny poslance našeho národa. Připomenul, že jsme vždy plnili slovanskou povinnost k Polsku na sto procent, ale nikdy tak nebylo na straně polské. Poukázal na početnost menšiny v Polsku, které se Polsko nesnaží získat kulturní politikou jako my. Naši Poláci nejsou menšina polská. Necítila se jí nikdy a byla dělána uměle. Zdůraznil, aby každý měl tolik práv, kolik si zaslouží.

Potom byla přečtena resoluce, ve které se zdůrazňuje, že vládní tisk polský propagoval pořádání provokačních oslav v Polsku, a že provoláním občanského komitétu v Těšíně, je naše polské obyvatelstvo vybízeno k neloyalitě vůči státu. Jsme si vědomi smluvních závazků o ochraně menšin a nedáme se strhnouti k žádné nerozumnému činu, který by zavalil příčinu ke zkazení vzájemného poměru. Ale chování některých Poláků za Olší nás nutí k žádosti, aby vláda bedlivě sledovala vývoj poměrů v našem kraji, aby důrazně hájila klid na hranicích v našem státě také u nás, a zamezila zasahování cizích živlů do záležitostí našeho státu. Obyvatelstvo Těšínska se vyzývá, aby se nedalo vyprovokovat.

Potom byla důstojná manifestace skončena zapěním hymen.

Projevy v Polském Těšíně měly také odezvu na večírku, který uspořádala v sobotu pro novináře Československo-polská společnost v Mor. Ostravě. Na večírku seznámil se s novináři také nový generální konsul polský dr. Malhomme, který pronesl pozoruhodný projev. Prohlásil, že přijel do Ostravy v nejvyšší nutné chvíli. Přál si, aby opravdu došlo ke sblížení obou národů. Prohlásil pak: »Mluví se o stycích a zapomíná se. že našimi nejbližšími bratry jsou Poláci v ČSR. Ničím se nelíší od našich s výjimkou barvy cestovních pasů. Dokud nebude zlikvidována záležitost Poláků v ČSR, bude každé dorozumění těžké.« Apeloval na no-

vináře, aby posuzovali tyto věci objektivně, že nemluví jako konsul a aby naše úřady nedělaly potíže v rozvoji polské menšiny. Nakonec prohlásil, že v hospodářských stycích, které nás sjednotí nejspíše, neudělají oba národy žádné chyby. Večírek vyzněl v hospodářskou spolupráci obou států a propagaci přístavu Gdyně.
-zel-

České Slovo -
pondělík
12/III. 34

Gazeta Polska 12/III. 34.

Prowokacyjna antypolska manifestacja nacjonalistów czeskich

CIESZYN, 11.3. (tel. wł.). — Z inicjatywy Czeskiej Macierzy Szkolnej odbył się dziś w czeskim Cieszynie oddawna zapowiadany wiec antypolski. Na wiec ściągnięto z poza Śląska Cieszyńskiego, Opawy i Morawskiej Ostrawy, bezpłatnymi samochodami i za bezpłatnymi biletami kolejowymi zaledwie 600 członków Czeskiej Macierzy Szkolnej, Sokola Czeskiego, socjalistów czeskich i organizacji „Orzeł”. Z dalszych stron wprowadzono banderę włościańską. Po wiece defilowały zwiększone oddziały policji z bagnetami na karabinach. W miejscowym garnizonie wojskowym zarządzono ostre pogotowie.

Wiec zagał przew. Czeskiej Macierzy Szkolnej z Orłowa dyr. Plak, który nawiązując do przemówienia burmistrza Michejdy wygłoszonego podczas obchodu na cześć poległych żołnierzy polskich w walkach polsko-czeskich, zrzucił całą odpowiedzialność na polskie czynniki lokalne, obłudnie wyzywając ludność czeską do spokoju.

Na zjazd przybyli członkowie Narodnej Rady z Prahi. Poseł narodowo-demokratyczny Spazek z Morawskiej Ostrawy zaatakował naród polski w okresie przedwojennym, że rzekomo nie dotrzymywał wynikającej ze wspólnoty słowiańskiej współpracy polsko-czeskiej oraz, że wyolbrzymia krzywdy, jakie dzieją się polakom w Czechach, którym przeciwstawił rzekomą niedolę czechów na Wołyniu.

Pozatem przemawiali w imieniu Legionarzy plk. From, z Sokola Czeskiego Czepek, w imieniu Rady Narodnej red. Heyret z Prahi przesyłając ludności czeskiej na pograniczu pozdrowienia od czechów z Czechosłowacji i protestując przeciwko manifestacjom polskim, jakie odbyły się w Cieszynie w rocznicę śmierci poległych żołnierzy polskich.

Na wiece uchwalono szereg antypolskich rezolucji oraz telegram hołdowniczy do Prahi. Zakończono wiec odśpiewaniem hymnu czeskiego i słowackiego. Prasa czeska zamieściła dziś szereg antypolskich artykułów podburzających ludność czeską przeciwko polakom i nadających szczególnie rolgłosz dzisiejszym manifestacjom.

Naskutek niepokojących wiadomości, jakie z poza kordonu nadeszły do Cieszyna, młodzież polska zorganizowana w Legionie Młodych spontanicznie odpowiedziała na antypolską manifestację w czeskim Cieszynie zebraniem się na moście granicznym i odśpiewaniem pieśni: „Nie rzucim ziemi”

CIESZYN, 11.3. — W związku z antypolskimi demonstracjami w czeskim Cieszynie zamieszcza „Morawsko Sleski Dennik” artykuł p. t. „Dlaczego manifestujemy dziś w czeskim Cieszynie?”, w którym usiłuje obniżyć powagę i znaczenie uroczystości żałobnych, urządzonych w Polsce ku czci żołnierzy polskich, poległych w walce z inwazją czeską na Śląsku cieszyńskim. Pozatem artykuł zawiera szereg złośliwych uwag pod adresem współżycia polsko-czeskiego na Śląsku.

Bardzo słabo wypadła przeciwpolska demonstracja w Czeskim Cieszynie

Morawska Ostrawa. Staraniem czeskiej Macierzy Szkolnej, związku legionistów oraz czeskich organizacyj nacjonalistycznych odbyło się wczoraj w Czeskim Cieszynie zgromadzenie, na którym miano odpowiedzieć Polakom na uroczystości żałobne ku czci żołnierzy polskich, poległych w walkach z najeźdźcą czeskim na Śląsk.

W Czeskim Cieszynie i okolicy patrolowały oddziały żandarmerji, garnizon Czeskiego Cieszyna znajdował się od kilku godzin w pogotowiu.

Zgromadzenie, które odbyło się w sali strzelniczy miejskiej miało przebieg spokojny.

Zgromadzenie nie odbyło się w tak szerokich rozmiarach, jakie początkowo chcieli mu nadać organizatorzy, którzy planowali urządzić w Cieszynie masową ogólnokrajową manifestację w odpowiedzi na uroczystości żałobne ku czci poległych żołnierzy polskich.

Cieszyn. We wczorajszym antypolskim zgromadzeniu w Cieszynie Czeskim wzięło udział tylko 600 uczestników, mimo, że władze czeskie udzieliły bezpłatnego przejazdu kolejami i autobusami na manifestację. Przemawiało trzech mówców. Zebrani uchwalili rezolucję, w której nawołując ludność czeską do trwania na straży interesów czeskich na kresach. Zgromadzenie wysłało do Pragi telegram hołdowniczy.

Napastliwy artykuł.

Cieszyn. W związku z antypolskimi demonstracjami w Cieszynie Czeskim zamieszcza „Morawsko-sleski Dennik” artykuł p. t. „Dlaczego manifestujemy dziś w Czeskim Cieszynie”, w którym usiłuje obniżyć wagę i znaczenie uroczystości żałobnych urządzonych w Polsce ku czci żołnierzy polskich, poległych w walkach podczas inwazji czeskiej na Śląsku Cieszyńskim. Poza tym artykuł zawiera szereg złośliwych uwag pod adresem współzycia polsko-czeskiego na Śląsku.

Rezolucja powstańców śląskich.

Cieszyn. Walne zebranie Związku Powstańców Śląskich okręgu cieszyńskiego uchwaliło następującą rezolucję:

„Związek Powstańców Śląskich w Czeskim Cieszynie wyraża polskiemu komitetowi porozumienia prasowego polsko-czechosłowackiego uznanie i gorące podziękowanie za patriotyczne stanowisko, jakie zajął w uchwale po-

wziętej w sprawie przyznania braciom Polakom z za Olzy na Śląsku Cieszyńskim rzeczywistego i pod każdym względem wykonywanego równouprawnienia zgodnie z deklaracjami rządu czechosłowackiego“.

Gazeta Polska 12/III.34

Polacy w Czechosłowacji domagają się równouprawnienia z innymi mniejszościami narodowymi

CIESZYN, 11.3. — Polskie organizacje polityczne w Czechosłowacji: Stronnictwo Ludowe, Polska Socjalistyczna Partja Robotnicza i Związek Śląskich Katolików urządzają w przyszłą niedzielę, w sali domu repetycyjnego w czeskim Cieszynie zgromadzenie, na którym manifestować będą o nadanie praw obywatelskich polakom w Czechosłowacji i zrównanie ich pod względem praw obywatelskich z innymi mniejszościami w Czechosłowacji.

Na zgromadzeniu przemawiać będą posłowie polscy do parlamentu praskiego dr. Buzek i Chobot oraz poseł na sejm krajowy w Brnie, Junga. (PAT).

CIESZYN, 13. — Walne zebranie Zw. Powstańców Śląskich okręgu cieszyńskiego uchwaliło następującą rezolucję:

„Związek powstańców śląskich w czeskim Cieszynie wyraża polskiemu komitetowi porozumienia prasowego polsko-czechosłowackiego uznanie i gorące podziękowanie za patriotyczne stanowisko, jakie zajął w uchwale, powziętej w sprawie przyznania braciom-polakom z za Olzy na Śląsku cieszyńskim rzeczywistego i pod każdym względem wykonywanego równouprawnienia, zgodnie z deklaracjami rządu czechosłowackiego. (PAT).

Lidové Noviny 13/III.34

Poláci změnili svůj názor na revisi?

vd - Pešť 12. března
Maďarské listy citují pilně hlasy krakovského tisku, z nichž vyvozují, že v poslední době se polsko-československý poměr opět povážlivě zhoršil. Pešťi Hirlap píše, že Češi žárlí na Poláky a jejich tisk vystupuje stále útočněji. Československá vláda začíná vypovídat polské časopisy a objerují se provokace a protipolské demonstrace, které ještě více zhoršují situaci. Při pešťských poradách meziparlamentní unie byl přítomen také polský poslanec Jan Chojniski. Dítěduszyci, který poskytl zpravodajství listu Esti Kurir interview, v němž prohlásil, že Poláci od dohody s Německem s upřímnými sympatiemi sledují revisní snahy Maďarů. Poláci vědí, že revisní myšlenka nemůže již způsobiti větších poruch v polském státním životě. Polsko dnes již mravně podporuje revisní snahy Maďarů, čeho dosud nemohlo činiti, jelikož mělo samo obavy z německých revisních snah. Neúspěch sporu o tom, že Polsko by spíše chtělo mít společnou hranici s Maďarskem než jinými sousedy.

Ilustrowany Kurjer Codzienny
12/III.34.

Z Cierlickan robia Czesi... „spolonizowanych Moravian“

Z Morawskiej Ostrawy donosi (PAT): W odpowiedzi na wydaną przez Czechów broszurę, która stara się „wykazać”, jakoby ludność parafji cierlickiej na Śląsku czechosłowackim była do r. 1862... morawską i że dopiero po tym roku została spolonizowana — staraniem ludności polskiej, ukazuje się wkrótce w Czechosłowacji i broszura, przedstawiająca te zagadnienia w należytej świetle.

Cheąc uniknąć choćby cienia podejrzenia o jednostronność, autor polskiej broszury, Adam Grot, oparł jej podkład naukowy wyłącznie na głosach uczonych czeskich. Tekst tej broszury, noszącej tytuł: „Prawda o Cierlicku”, drukować będzie czesko-cieszyńskie „Prawo Ludu”, które przyniosło już pierwszy feljeton.

České Slovo 11/III.34

Pro československo-polské hospodářské sblížení 11. III.

Včera konala se v Mor. Ostravě informační schůzka ostravských novinářů se zástupci Československo-polské obchodní společnosti, na níž podány zprávy o činnosti Společnosti v nejbližší budoucnosti. Schůzce byli přítomni polský gen. konsul Malhomme, jeho zástupce dr. Synoviecki, dr. Král, poslanec Ostrý, průmyslník Geissler, inž. Lüftschitz a jini a zástupci ostravského tisku.

Pełne równouprawnienie Polaków w Czechosłowacji — warunkiem trwałego porozumienia.

Rzeczowa deklaracja polsko-czeskiego porozumienia prasowego w Warszawie.

Warszawa, 10 marca (PAT). Komitet czechosłowacki porozumienia prasowego polsko-czechosłowackiego opublikował w prasie czeskiej uchwałę, dnoszącą się do głosów prasy polskiej w sprawie 15-tej rocznicy walk na Śląsku cieszyńskim. W związku z powyższą uchwałą polski komitet porozumienia prasowego polsko-czechosłowackiego powziął w dniu dzisiejszym rezolucję następującej treści:

„Komitet porozumienia prasowego polsko-czechosłowackiego ocenia całkowicie dobrą wolę, ujawnioną w uchwale porozumienia czechosłowacko-polskiego, pragnąc ze swej strony określić stanowisko reprezentowanej przez siebie opinii polskiej. Komitet polski czuje się w obowiązku zaznaczyć, co następuje:

Przedstawienie faktów nie może być uwa-

żane za naruszenie uchwały o rozbrojeniu moralnem. Takim naruszeniem były raczej wystąpienia niektórych pism czechosłowackich, podające m. in. informacje o rzekomej możliwości przyjęcia przez Polskę planu Rosenberga, przedstawiające w sposób zupełnie fałszywy ustosunkowanie się władz polskich do Czechów wołyńskich, lub zamieszczając fantastyczne pogłoski o rzekomym zamiarze podziału Czechosłowacji między Polskę i Niemcy.

Opinia polska nie może zapomnieć o smutnej przeszłości, gdyż sytuacja Polaków w Czechosłowacji do dzisiaj nie jest uregulowaną w sposób zgodny z deklaracjami rządu czeskiego o gotowości szczerzej współpracy z Polską. Dopóki Polacy w Czechosłowacji nie otrzymają rzeczywistego i pod każdym względem w praktyce wykonywa-

nego równouprawnienia, dopóki będą traktowani jako obywatele drugiej klasy, dopóty na ustosunkowaniu się opinii polskiej do zagadnień aktualnych ciążyć będzie wspomnienie przeszłości.

Komitet polski wierzy, że koledzy z komitetu czechosłowackiego użyją całego swego wpływu na reprezentowaną przez siebie opinię, w myśl założeń współpracy porozumienia czechosłowacko-polskiego“.

Na posiedzeniu tem ponadto na wniosek pos. Gwiżdża postanowiono się zwrócić do komitetu praskiego porozumienia prasowego, aby ten zbadał przyczyny odebrania debitu „I. K. C.“ w Czechosłowacji, jak najrychlejszy poczynił kroki w kierunku przywrócenia debitu i zawiadomił komitet polski o poczynionych krokach.

České Slovo 13/III. 34.

Naši Poláci zasahují

V Třinci chtějí založit česko-polský klub

Po nedělní manifestaci v Českém Těšíně proti útokům některých polských šovinistů — nastalo na Těšínsku určité uklidnění. Nyní se začínají ozývat také Poláci z našeho Těšínska, kteří protestují proti štvanicím. Polští občané z Třince zaslali Česko-polskému klubu v Ostravě pípis, v němž odsuzují tyto útoky a na důkaz snahy pro spolupráci s Čechoslováky chtějí založit v Třinci odbočku klubu. Připomíná se také projev, který napsal v Robotníku Šlonském posl. Chobot proti štvanicím. — Česká obywatelstvo ovšem zdůrazňuje, že je nutno být pořád na stráži, také vzhledem k projevu gen. konsula Malhommea v Ostravě. V jeho tvrzení, že čs.-polské dorozumění musí jít přes Těšínsko, se spatřuje určitý osten. Apel, aby úřady nebrzdily rozvoj polské menšiny, se považuje za dosti nevhodný, neboť polská menšina má u nás všechna práva a není v ničem zkracována. Obyvatelstvo Těšínska očekává nyní, co podniknou ústřední polské

úřady proti těm osobám z Polského Těšína — které vyvolaly celou kampaň. —zel-

Dr. Ripa vojvodou v Katovicích

V sousedním polském pohraničí se mluví o tom, že vážně se uvažuje o odchodu polského vojvody Graziňského z Katovic a na jeho místo má prý přijít v dohledné době dr. Karel Ripa, bývalý konsul v Mor. Ostravě, který je nyní v ústředí ve Varšavě. Zpráva není ještě oficiálně potvrzena. Není známo, zda tato kombinace nesouvisí s posledními událostmi na těšínském pomezí. —vb-

České Slovo
14/III. 34

Další zákaz polského listu v Československu

Brzy po zákazu krakovského listu Kuryera Codziennego byl vydán nyní našimi úřady s okamžitou platností zákaz dopravy polského týdeníku Noviny Śląske, vycházejícího v Polském Těšíně, protože otiskoval štvavé články proti našemu státu. —vb-

Ilustrowany Kurjer Codzienny 14/III. 34 r.

Polacy na Śląsku Cieszyńskim w obronie swoich praw.

Cieszyn, 11 marca (PAT). Polskie organizacje polityczne w Czechosłowacji, mianowicie Stron. Ludowe, Polska Socjalistyczna Partia Robotnicza i Zw. śląskich Katolików urządzają 18 marca w sali Domu reprezentacyjnego w czeskim Cieszynie zebranie, na którym będą manifestować o nadanie praw obywatelskich Polakom w Czechosłowacji i zrównanie ich pod względem praw obywatelskich z innymi mniejszościami w Czechosłowacji.

Na zgromadzeniu przemawiać będą polskie słowo polscy do parlamentu praskiego dr Buzek i Chobot oraz poseł na sejm krajowy w Brnie Jung.

Walne zebranie Związku Powstańców Śląskich okręgu cieszyńskiego uchwaliło następującą rezolucję:
Związek Powstańców Śląskich w cze-

skim Cieszynie wyraża polskiemu Komitetowi porozumienia prasowego polsko-czechosłowackiego uznanie i gorące podziękowanie za zaprzętowe stanowisko, jakie zajął w uchwale, powziętej w sprawie przyznania braciom-Polakom z za Olzy na Śląsku Cieszyńskim rzeczywistego i pod każdym względem wykonywanego równouprawnienia, zgodnie z deklaracjami rządu czeskiego.

Antypolska manifestacja w czeskim Cieszynie.

Morawska Ostrawa, 11 marca (PAT). Staraniem czeskiej Macierzy szkolnej, Związku legionistów oraz czeskich organizacji nacjonalistycznych odbyło się dzisiaj w czeskim Cieszynie zgromadzenie, na którym miano odpowiedzieć Polakom na

uroczystości żałobne ku czci żołnierzy polskich, poległych w walce z najazdem czeskim na Śląsk.

W czeskim Cieszynie i okolicy patrolowały wzmocnione oddziały żandarmerji czeskiej. — Garnizon czeskiego Cieszyna majdował się od kilku godzin w pogotowiu.

Zgromadzenie, które odbyło się w sali strzelniczej miejskiej, miało charakter ściśle samknięty. Na zebranie dopuszczono tylko uprzednio zgłoszonych członków za okazaniem legitymacji. Znamienne jest, że zgromadzenie nie odbyło się w tak szerokich rozmiarach, jakie początkowo chcieli mu nadać organizatorzy, którzy planowali urządzenie w Cieszynie masowej, ogólnokrajowej manifestacji w odpowiedzi na uroczystości żałobne ku czci poległych żołnierzy.

Provokace Poláků při české manifestaci

Při manifestaci v Českém Těšíně provokoval Polský svaz mládeže v polovině mostu na pohraničí.

aut. — Z Čes. Těšína, 12.-3. Již jsme oznámili průběh důstojné české manifestace v Českém Těšíně, kterou uspořádala Matice osvěty lidové jako vážnou odpověď na provokace v Polském Těšíně před 14 dny, v nichž byl urážen český národ a jeho president. Tam ozval se také výkřik po revizi našich hranic a požadavek navrácení našeho Těšínska Polsku. Nedělní manifestace zástupců Matic a všech národních spolků a korporací z Těšínska konala se ve velkém sále na Střelnici a měla průběh věcný, vážný a důstojný a nepadlo tam ani jediné urážlivé slovo proti našim sousedům. Během doby, kdy naši hraničáři sněmovali na Střelnici, která je několik kroků od řeky Olzy a druhého pohraničního mostu, provedl Polský svaz mládeže z Polského Těšína opět novou provokaci. Naráz vynořila se u pomníku Měškova, který stojí nad zmíněným mostem na polské straně, četa organizované mládeže a pochodovala až na most. Přesně v polovině mostu se tito fašisté zastavili a zapěli tam hodně hlasitě hymnu »Ještě

Polska nezhynula«. Nato se četa odebrala k pomníku Měškova a tam zapěla opět hymnu a píseň »Niedamy ziemi«. Někteří ze svědků naší strany vyslovili se, že v čele této jakési údernické čety byl viděn jejich čelný funkcionář Rzymian, který před čtrnácti dny šel proti Československu na táboru mládeže také u pomníku Měškova. Jejich nedělní pochod do poloviny mostu na hraniči měl účel provokativní, ale nevydaril se, poněvadž s naší strany se nikdo vyprovokovat nedal. Rozumní lidé, a mezi nimi i několik Poláků, odsuzovali celý výjev a označovali jej za projev neslušnosti.

Neues Tageblatt 13/III. 34

Eine Massenkundgebung der tschechischen Verbände in Tschetsch-Teschén. Die vor einigen Wochen in Polnisch-Teschén abgehaltene Gedenkfeier an die vor 15 Jahren abgeführten Kämpfe um Ostschlesien veranlaßte die tschechischen Vereine und Körperschaften, an der Spitze den tschechischen Nationalrat, zu einer Gegenkundgebung in Tschetsch-Teschén, die Sonntag den 11. ds. bei einer massenhaften Beteiligung abgehalten wurde. Alle Redner wandten sich gegen die gegen die tschechische Nation und gegen den tschechoslowakischen Staat gerichteten feindlichen Äußerungen der polnischen Kundgeber. Eine zum Schluß der Kundgebung angenommene Entschließung spricht sich gegen jeden Eingriff fremder Stellen aus und warnt vor Wiederholungen. — Während dieser Kundgebung hatten sich auf polnischer Seite, an der früheren Jubiläumsbrücke, zahlreiche jugendliche Polen versammelt, die herausfordernde polnische Lieder sangen. — Der Polnisch-Teschener Vorfall hatte auch ein kleines Nachspiel bei dem Samstagabend abgehaltenen Presseempfang der tschechoslowakisch-polnischen Gesellschaft in Mähr.-Ostau, zu der auch der neue polnische Konsul in Mährisch-Ostau Dr. Malhomme erschienen war. Der Konsul erklärte, daß er in einer gerade notwendigen Zeit nach Mähr.-Ostau gekommen sei. Er wünsche die tatsächliche Annäherung der beiden Nachbarnationen, die sich eigentlich nur durch die Farbe des Bajes von einander unterscheiden. Er wünsche eine baldige Regelung der Angelegenheiten unserer Polen und keine Schwierigkeiten für die hiesige polnische Minderheit. In wirtschaftlicher Hinsicht habe sich die Zusammenarbeit bereits angebahnt und sie habe Ausichten auf eine gedeihliche Entwicklung.

Poledni Deník 13/III. 34.

Projev polského konsula v Ostravě.

Na sobotním večírku československo-polské společnosti v Mor. Ostravě promluvil nový generální polský konsul dr. Malhomme, jehož projev vzbudil pozornost. Pan generální konsul se dotkl posledních událostí na polsko-českém pohraničí a pravil, že dokud nebude zlikvidována záležitost Poláků v ČSR., bude každé dorozumění těžké. Jak si pan gen. konsul představuje likvidaci záležitosti Poláků a usnadnění dorozumění, když jeho krajané v Polském Těšíně úmyslně vyvolávají nevraživost na obou stranách? Nebo si představuje likvidaci polské otázky tím způsobem, že bychom Těšínsko vydali Polákům?

Polska Zachodnia i
Gazeta Polska 13/III. 34

Echa antypolskiego szczytu w Czeskim Cieszyńie

Morawska Ostrawa. Wczorajsza prasa czeska ogłasza szczegółowo przebieg zgromadzenia českých organizací ze Śląska Cieszyńskiego, odbytego w ub. niedzielę w Czeskim Cieszyńie.

Wiceprezes Matycy p. Klac usiłował wykazać historyczne prawo Czechów do Śląska. Mówca zgłosił projekt wystawienia w Czeskim Cieszyńie pomnika księcia pszczyńskiego Wacława, jako odpowiedź na wzniesienie w polskim Cieszyńie pomnika Mieszka.

Delegat rady narodowej Heyred zapewnił, że Praga nigdy Czechów śląskich nie opuści. Przemówienia delegatów Związku Legionistów i Sokoła były nawskroś bojowe.

Na specjalną uwagę zasługuje przemówienie posła narodowo-socjalistycznego Szpaczka, znanego z nieprzejednanego stanowiska wobec Polaków, obywateli czechosłowackich. Poseł Szpaczek w swem szowinistycznym zaślepieniu posunął się tak daleko, że oświad-

czył, iż w Czechosłowacji nie ma(?) żadnej mniejszości polskiej. Ci, którzy obecnie przyznają się do narodowości polskiej, nigdy Polakami nie byli (?). Mniejszość polska w Czechosłowacji stworzona została, zdaniem mówcy sztucznie. Polacy w Czechosłowacji mają według Szpaczka dosyć praw, to znaczy tyle, na ile zasługują.

Morawska Ostrawa. Wczoraj żandarmeria czechosłowacka zaarrestowała w Czeskim Cieszyńie obywatela polskiego, słuchacza wyższej szkoły rolniczej w Cieszyńie Sprenzela. Aresztowanego przewieziono do więzienia w Morawskiej Ostrawie. Aresztowanie nastąpiło w dniu 11 bm. z powołaniem się na ustawę o ochronie republiki. W dniu tym, jak wiadomo, odbywała się w Cieszyńie głośna manifestacja antypolska. Konsulat polski w Morawskiej Ostrawie interwenjował w tej sprawie u władz czeskich.

Bezprytnomne zaslepjenje szowinistow czechskich

MORAWSKA OSTRAWA, 13.3. (PAT). — Dzisiejsza prasa czechska przynosi szczegoly odbytego wczoraj w czechskim Cieszyinie zamknietego zgromadzenia czechskich organizacyj ze Slaska Cieszyńskiego. Zebranie zagail prezes oslawionej antypolskiej Maticy — Holesz. Glównym referentem byl wiceprezes Maticy — Klac, który usilowal wykazac historyczne prawa Czechow do Slaska. Mowca zglosil projekt postawienia w czechskim Cieszyinie pomnika księcia Pszczyńskiego, Wacława, jako odpowiedz na wzniesienie w Cieszyinie pomnika Mieszka.

Delegat rady narodowej w Pradze, Hepret zapewnil obecnych, ze Praga nigdy Czechow slaskich nie opuści. Przemowienie delegatow zwiazku legjonistow oraz Sokola byly nawskroś bojowe.

Na specjalną uwagę zasługuje prowokacyjne przemowienie posla narodowo - demokratycznego, Szpaczka, znanego z nieprzejednanego stanowiska wobec Polakow, obywateli czechoslowackich.

Posel Szpaczek w swem szowinistycznym zaslepieniu postunal sie tak daleko, ze oswiadczył, iż w Czechoslowacji niema zadnej mniejszosci polskiej. Ci, którzy obecnie przyznaja sie do narodowosci polskiej na Slasku, nigdy Polakami nie byli. Mniejszosc polska w Czechoslowacji stworzona zostala, zdaniem Szpaczka w sposob sztuczny. Polacy w Czechoslowacji maja wedlug niego, dosyc praw, to znaczy tyle, na ile zasluguja.

Aresztowanie polskiego obywatela

MORAWSKA OSTRAWA, 13.3. (PAT). — Wczoraj arestowany zostal w czechskim Cieszyinie przez zandarmerje czechoslowacka z powołaniem sie na ustawę o ochronie republiki, obywatel polski, sluchacz wyzszej szkoly rolniczej w Cieszyinie, Eugenjusz Sprenzal.

Arestowanego przewieziono do wiazienia sadu okregowego w Morawskiej Ostrawie. Arestowanie nastapilo w dn. 11 b. m., w którym, jak wiadomo odbyła sie w czechskim Cieszyinie glosna manifestacja antypolska.

Konsulat polski w Morawskiej Ostrawie interwenjowal w tej sprawie u wladz czechskich.

Pomoc dla polakow z Czechoslowacji

KATOWICE, 15.3. (Tel. wł.). — Dziś przy udziale 800 osób odbyło się zebranie slaskiego Komitetu Pomocy kulturalnej dla polakow z Czechoslowacji. W zebraniu wzeli udzial: konsul generalny R. P. z Morawskiej Ostrawy, p. Malhomme, starosta dr. Seidler, poslowie Sejmu slaskiego oraz serdeczne witani rodacy z kordonu.

Posiedzenie zagail posel dr. Dąbrowski, oddajac przewodnictwo dyt. Wojnarowi, który oswiadczył, ze zebranie dzisiejsze jest spontanicznym odzuchem ludności Polskiej, na krzywdy, jakie dzieja sie polakom po drugiej stronie granicy. Spoleczenstwo polskie pragnie wspolzycia z narodem czechskim, jednak nie uczyni tego kosztem swych rodakow ze Slaska Cieszyńskiego.

Po referacie, charakteryzującym ciężkie polozenie polakow w Czechoslowacji, oraz trudności, z jakimi walczy szkolnictwo polskie, zabral glos sekretarz Zw. Legionistow, Rzyman, wskazujać na stale szykanowanie ludności polskiej, ataki prasy czechskiej, szczegolnie „Czeskiego Słowa” i „Morawskiego Slaskiego Dziennika”, którym przeciwstawil prawa ludności polskiej, zamieszkujacej odwiecznie polskie ziemie, do rownoprawnienia i zapewnil, ze naród polski nie zapomni o swych obowiazkach wzgledem braci z za kordonu, walczacych o swobody narodowościowe.

Po przemowieniu radcy Raszki, apelujacego o skuteczną pomoc dla rodaków w Czechoslowacji, zebrani powzieli rezolucje, stwierdzajace, ze los ludności polskiej zza Olzy dotyczy calego narodu polskiego oraz protest przeciwko szykanom i nagonce prasy czechskiej, zniewazajacej naród polski. Wkoncu powzięto uchwały, ustalajace formy pomocy dla ludności z Czechoslowacji. (K).

Protičeská nálada na polské straně neutuchá

»Nowiny slaskie« zakázány v Československu. — Kdo je jejich vydavatelem?

vk. — Protičeská nálada na polské straně, která byla před nedávnem vyvolána iredentistickými projevy u pomníku padlých ve Skočově a Polském Těšíně, trvá nadále a nebyla ani o vlas zmírněna. Naopak. Polské listy pokračují ve štvání proti naší republice. Po zastavení dopravy do Československa krakovského »Ilustrovaného Kuryera Codzienného« přišel nyní na řadu druhý list, a sice »Nowiny slaskie«, které jednou týdně vycházejí v Polském Těšíně a v nichž byla otištěna celá provokační řeč dr. Michajdy, jež pak byla vydána jako brožura a kolportována na polské straně a na česko-polském pohraničí. Tomuto týdeníku byla nyní zakázána doprava do Československa. Zajímavé je, že vydavatelem tohoto protičeského listu je notář dr. Kotas v Polském Těšíně, o němž byla již řeč při Zajíčkově procesu v Mor. Ostravě. Zajíček, býv. centrální ředitel Larisch-Moenichových dolů, potřeboval legalisovanou plnou

moc, dostal se k notáři dr. Kotasovi, jemuž se představil jako Raab. Notář dr. Kotas mu utto plnou moc na jméno Raab vystavil, ač jistě Zajíčka znal jako centrálního ředitele. A to vrhá divné světlo na dr. Kotase, který stojí v hautili, jež chce odtrhnouti naše Těšínsko od republiky a přivtělití je k Polsku. — Je zajímavé, že Česko-polský klub v Mor. Ostravě dosud se nevyjádřil k projevům v Polském Těšíně a ani jeho členové z kruhů polského konsulátu ne učinili patřičné prohlášení, které je v české veřejnosti jistě očekáváno. Jsme přesvědčeni, že Česko-polský klub, který dovedl v jiných záležitostech našeho Těšínska, zejména pokud se týkala polských menšin, vystupovati jako ne společenský, měl by i v tomto případě pomoci svých polských členů přispěti k vysvětlení celého případu a tím i uklidnění, jež je v celém kraji žádoucí.

Poludni Ostravsky
Denik 15/III. 34

Ve Skočově a u nás ...

U příležitosti nedělního konání dětské besídky ve Slezské Ostravě na Hladnově v jistém hostinci mělo obecenstvo možnost seznati trůfalost zdejšího nájemce hostince, který měl v sousední místnosti sálu na stěně umístěn obraz polského válečníka Kościuska, ale obraz našeho p. presidenta nebyl nikde. Zde jest markantní důkaz polské chvastavosti o tak zvaném »utlačování« polské menšiny u nás. Zatím, co v Polsku ve Skočově postavili si pomník, znázorňující největší potupu pro československý národ, a všude na polském území pořádají proti-české štanice, u nás mají tolik volnosti, že si dovolují veřejně urážet české obecenstvo vystavováním polského národního hrdiny na místě, kde měl býti veřejně vystaven povinný obraz našeho představitele státu. Jak dlouho ještě budeme snášeti tyto nepřístojnosti? K.

bras 15/III. 34.

Koszyce 14 marca.

(PAT) Dziś w Koszycach policja przeprowadziła nagle rewizję w prywatnem mieszkaniu Stanisława Kaszyckiego, literata krakowskiego, który bawi tu w charakterze delegata komitetu pomocy kulturalnej dla Polaków w Czechosłowacji przy tutejszem radjo i arestowała go. Powody arestowania nie są jeszcze dotychczas wiadome. Kaszycki znany jest z licznych odczytów o Polsce współczesnej w tutejszej rozgłośni i cieszył się dużą sympatją w Koszycach.



Idźcie z herbastki dla dzieci ungdnioków konsulat RP w Mor. Ostrawie u mieszkaniu prywatnom p.p. Malhomme dn. 2. III. 34.

(Dzieci z Herbastki)

Poludni Ostravsky Denik 14/III. 34

Stosunki polsko-czeskie

(„Historykowi” z „Polonii” kilka słów odpowiedzi)

Artykuł poniższy pochodzi z poza redakcji. Podzielając sens argumentacji artykułu i naprowadzone w nim szczegóły, zaznaczamy, że ton wywodów i ich stylizacja jest rzeczą indywidualną autora. Mimo chęci unikania zadrażnień w stosunkach z Czechosłowacją, artykuł ten pomieszczamy dlatego, bo porozumienia prasowego z Czechosłowacją nie można uważać jako obowiązującego tylko jedną tj. polską stronę oraz dlatego, że uwagi „Polonii”, które wywołały poniższą odpowiedź grzeszą dziwną wyrozumiałością dla Czechów, a brakiem poczucia polskiej godności, która obowiązuje nas nie tylko wobec Niemców, ale wobec każdego innego narodu. Paktu nieagresji z Niemcami bynajmniej nie pojmujemy jako okazji do rozprawienia się z Czechami. Od „pobratymców” jednak chyba wolno oczekiwać, by nie stosowali wobec naszych braci za Olzą tych samych metod wynaradowiających, jakich używają Niemcy wobec naszych rodaków nad Odrą. Godnego i szczerego przypomnienia tej prawdy nie wolno interpretować jako zapomnienia o obowiązującej nas czujności wobec Niemców. (Przyp. Red. „Polski Zachodniej”).

We wtorkowym numerze organu Chrześcijańskiej Demokracji pojawił się artykuł, poświęcony stosunkom polsko-czechosłowackim. Artykuł dość nieoczekiwany, jak na pismo polskie i chrześcijańskie. Argumentacja filozoficznego autora streszcza się następująco:

Przyjaźń polsko-czeska jest starą jak świat. Próbowali ją dawniej zamącić koła konserwatystów galicyjskich, wiernie poddańcze wobec Habsburgów, a wrogo odnoszące się do Słowian. Cieszyńskie straciłyśmy dlatego tylko, że Polska w tym czasie awanturowała się na wschód. Uznaliśmy granicę niemiecko-polską, a nie chcemy uznać granicy polsko-czeskiej. W Czechosłowacji kursują wieści, jakoby Polska, zawierając pakt z Niemcami, zawarła go pośrednio i przeciwko Czechosłowacji. „Polonia” zdaje się podzielać tę opinię i żąda stłumienia „głosów krótkowzrocznych krzykaczy, zatruwających stosunki polsko-czeskie”.

* * *

Nie wchodzę w przyczyny, dlaczego chrześcijański organ żywi tak dużo sentymentu dla rządów czeskich, mile widzianych w kołach masonerii, popadających w ciągłe konflikty z Watykanem. Interesuje nas tylko fałszywa ocena stosunków polsko-czeskich w przyszłości dalszej i bliższej. „Historykowi” z „Polonii” powinny być znane prace polskich uczonych (Tokarza, Bujaka, Kutrzeby, Sobieskiego i t. p.) o których wiadomo, że bardzo życzliwie odnoszą się do Czechów, a którzy dosadnie charakteryzują nieżyczliwe nastawienie Czechów wobec Polaków tak w b. monarchii austro-węgierskiej, jak i podczas wojny i po wojnie. Znane są przecież utrudnienia, jakie robił przemysł czeski przemysłowi galicyjskiemu przed wojną. Znana jest rola germanizacyjna rozmaitych Precliczków,

którymi posługiwał się rząd austriacki po zajęciu Galicji. Zajmowała się tymi typami również i powieść polska (Lam). Wiemy, że Czesi byli opętani rusofilizmem i z tego powodu odnosili się wrogo do Polaków. Na kongresie w Paryżu 1919 r., gdzie rozstrzygała się sprawa granic polskich, wykazali Czesi niesłychaną zachłanność, żądając terytoriów zdecydowanie polskich. Słusznie podkreśla prof. Kutrzeba w swojej pracy „Kongres, traktat i Polska”, że polskiej naturze obca była łapczywość czeska, która żądała bardzo wiele po to, ażeby mieć z czego rezygnować.

Nie wszyscy może wiedzą, że umiędzynarodowienie Wisły, przeciwko czemu Polska stanowczo się broniła, zawdzięczamy Czechom, którzy w sposób bardzo zakomspirowany tę akcję prowadzili (Kutrzeba str. 169-170). Jest niewątpliwem, że Polacy, którzy zajmowali wybitne stanowiska w rządzie austriackim, dokładali wielu starań — aby zapewnić Czechom jak najszerze prawa językowe i narodowe. Słusznie mówi Kutrzeba w swoim dziele „Polska odrodzona” (str. 105 i dalsze), że przeszkoda do serdeczniejszych stosunków z Czechami były dwie przyczyny: kult Czechów dla Rosji gniotącej Polaków, oraz podawanie przez Czechów ręki Niemcom, gdy chodziło o utrudnienie rozwoju przemysłu galicyjskiego. Charakter czeski wyszedł zwłaszcza na jaw w krytycznych dla nas latach 1919 i 1920. Gdy w Pradze Czeskiej obchodzono jubileusz narodowego teatru, stawiała się w stolicy Czech wielka liczba Polaków. Serdecznościom nie było końca. Zdawało się, że żaden spór graniczny nie zamąci już tej przyjaźni. Zdawało się — jak mówi prof. Kutrzeba, iż Czesi porzucą swoje rusofilskie tendencje i będą szukać oparcia o Polskę. Tak się mogło wydawać zwłaszcza, że po rozpadnięciu się Austrii przyszło 5 listopada 1918 r. na Śląsku Cieszyńskim do umowy między Polską Radą Narodową a Narodnim Viborem Czeskim co do linii rozgraniczającej Śląsk Cieszyński. Czechom przypadł powiat frydecki i kawałek frysztackiego. Kiedy Polska z całym zafianiem o swoją granicę zachodnią toczyła ciężki bój o Lwów, w którym brały udział dzieci i kobiety, nagle zdradziecko uderzyły czeskie wojska na słabe oddziały polskie. Słusznie powiada prof. Kutrzeba (str. 107), że z tej strony nie przypuszczano takiego wiarołomstwa. Miejscowa ludność polska, mimo zaskoczenia atakiem czeskim, zaczęła się organizować i odpierać wojska czeskie. Znosiło się na zupełne wyparcie Czechów z Cieszyńskiego. Wdała się wtedy Koalicja, która wprowadziła 3 lutego 1919 r. nową linię graniczną, pozostawiając po stronie czeskiej Bogumin i spory kawałek powiatu cieszyńskiego. Na kongresie w Wersalu czeski apetyt sięgał bodaj pod Kraków, ponieważ te ziemie wchodziły dawniej w skład Królestwa Czeskiego. Nadaremnie powoływała się Polska na tezy narodowościowe. Nadaremnie żądaliśmy plebiscytu, którego obawiali się Czesi. Wreszcie po licznych próbach proponowano wyrok polubowny arbitra (króla belgijskiego Alberta).

Ale i ten projekt odrzucili Czesi. Dopiero kiedy w najcięższej dla nas chwili, w czasie wojny z Rosją bolszewicką, gdy Władysław Grabski prosił o pomoc w Spaa dla ciężko walczącej Polski, dopiero wtedy decyzja Rady Najwyższej z 28 lipca, uważając, że Polska już jest pobita, przyznała większość Śląska Cieszyńskiego Czechosłowacji. Mianowicie:

„z Śląska przyznano Polsce mniej, niż połowę (1.002 km. kw. z 2.222, z ludnością 142.000 z 435.000); Czechom dostał się powiat frydecki, frysztacki i przeważna część cieszyńskiego z dworcem kol. w Cieszynie, gdy miasto w znacznej, głównej części Polsce przypadło. Polska utraciła około 140.000 uświadomionej polskiej ludności; nie dostała z kopalni węgla ani jednej, bo nawet polska Karwina przypadła Czechom, które też otrzymały Trzyniec z hutami i całą linią kolejową Bogumin-Jabłonków. Również niepomyślnie dla Polski wypadło rozstrzygnięcie co do Orawy i Spisza; ledwie drobne skrawki z tych terytoriów, które miały być poddane plebiscytowi, przypadły Polsce, z ludnością do 30.000, gdy Czechom Polaków dostało się przeszło 40.000 (Polsce wsi 27, Czechom 44).

Słusznie powiada prof. Kutrzeba, że w sercu Polaków musiała pozostać po tych wypadkach głęboka gorycz, która na dłuższy czas utrudni wzajemne stosunki.

* * *

Nikt baczący w Polsce nie zamyka oczu na niebezpieczeństwo niemieckie. Pamiętamy dobrze o tem, że w niemieckim Gdańsku nie chciano wyładować broni dla walczącej przeciwko Rosji armii polskiej. Ale to byli Niemcy. Natomiast nie można zapomnieć, że „pobratymczy” naród czeski wstrzymywał również transporty do Polski — idące przez Czechosłowację w krytycznym roku 1920. B. ambasador angielski w Berlinie, Lord Abernon, w swojej książce „18-ta bitwa w dziejach świata” dokładnie charakteryzuje wrogie nastawienie wobec Polski najwyższych wówczas czynników czeskich. Jak wygląda los Polaków w Czechosłowacji, wiadomo wszystkim. Polityka czechizacyjna nie ustępuje bodaj w niczym dawnej polityce germanizacyjnej. Mimo wszystko jesteśmy za rozumem, sąsiedzkim współżyciem z Czechosłowacją. Ale uważamy, że byłoby poniżej godności narodowej, aby o przyjaźń czeska zabiegało państwo, któremu w sposób wiarołomny zabrano rzadzenie polską ziemią i wobec którego nie dochowano elementarnej lojalności w r. 1920. Czechosłowacja prowadzi politykę, zgodnie z czeską racją stanu. Polska prowadzi również politykę, zgodnie z polską racją stanu. „Historyk” z „Polonii”, który znalazł tyle słów potępienia dla własnego społeczeństwa i tyle entuzjazmu dla czeskiego, źle służy sprawie rozumnie pojętego polsko-czeskiego porozumienia. Polak



*Łódźcie z herbatki dla
dzieci urzędników
Konsulatu R. P. w Mos.
Ostrawie w mieszkaniu
prywatnym
pp. Malhommie
dnia 2. III. 34
(Dzieci z p. Heleną Malhommie)*

bras 14/III 34 75

Cui bono?

Trudno powiedzieć, aby stosunki polsko-czeskie były zupełnie normalne i zadowalniające. Po obu stronach jest w nich jakiś element nieudomówionych wzajemnych żalów i wzajemnych pretensyj, które właśnie dlatego, że są nieudomówione, nabierają nienaturalnego nasilenia. Musimy jednakże stwierdzić, że o ile Polska może wyszczególnić swoje grzywamy i jasno wypowiedzieć swoje dżyderaty — o tyle pretensje czeskie mają charakter wybitnie emocjonalny i nastrojowy tak, że dyskusja na ten temat jest bardzo utrudniona, jeżeli wogóle możliwa.

Polskie żale są chyba dość często znane i odnoszą się po części do przeszłości, po części są zupełnie aktualne. Nie możemy zapomnieć taktyki rządu czeskiego podczas bolszewickiego napadu, kiedy przewóz przez Czechy niezbędnej amunicji dla naszej armji został uniemożliwiony, co mogło spowodować straszną klęskę Polski. Wprawdzie Czesi usiłują nam wytłumaczyć, że ten przykry epizod zawinił wyłącznie czeszy socjaliści, w Polsce jednak trwa uczucie, że rząd czeski zachował wówczas bierność, która miała wszystkie cechy cichego tolerowania socjalistycznej akcji. Sprawa ta jednak należy do przeszłości i mogłaby ukończyć się w mgłę historycznej, gdyby potem nie zaszło nic takiego, co by to smutne wspomnienie odświeżało i z zapomnienia wydobywało. Ale potem przyszły zajścia śląskie, które — muszą to Czesi zrozumieć — utkwily silnie i dotkliwie w zbiorowej psychice polskiej. Nie będziemy tych zajęć szczegółowo omawiać, gdyż nie jest bynajmniej naszym zamiarem stosunki pomiędzy obu, tak blisko spokrewnionymi narodami, zadrażniać i zagniać. Przypominamy więc tylko pokrótce, że Polska odczuła podział Śląska cieszyńskiego jako ciężką krzywdę i nie mniej boleśnie odczuwa niesprawiedliwe traktowanie Polaków mieszkających w czeskiej części tej prowincji.

Wprawdzie w ostatnich czasach wiele się zmieniło na lepsze pod tym względem, zwłaszcza w dziedzinie szkolnictwa. Niedawno to jednak czasy, kiedy w czysto polskich gminach zakładano czeskie szkoły dla sztucznie tworzonej większości, kiedy polskim gminom narzucano wprost przemocą czeskich wójtów i burmistrzów, kiedy wreszcie nawet parafje czysto polskie obsadzano duchownymi czeskiej narodowości. Prowadzono słowem politykę wynarodowienia 200.000 garści Polaków i ta właśnie polityka wzorowana na najgorszych przykładach niemiecko-rosyjskich wywołała w Polsce najsilniejszą reakcję uczuciową.

Dlaczego przypominamy te rzeczy? Oto dlatego ponieważ przed 2 dniami w t. zw. śląskim Cieszynie odbyła się zorganizowana niewą-

gliwie za wiedzą i przy dyskretnej pomocy rządu czeskiego wielka antypolska manifestacja. Jest ona dla nas tem przykrejsza, że usiłowano jej nadać charakter protestu miejscowej ludności przeciw Polsce. Tymczasem dobrze wiemy, w jaki sposób tego rodzaju demonstracje przychodzą do skutku. Poprostu z pobliskich Moraw sprowadza się do polskiego Śląska setki czy nawet tysiące morawskich Czechów, którzy odgrywają tam rolę reprezentantów Śląska. Nie umiemy sobie nawet dobrze wytłumaczyć, jaki był powód i jaki był cel tej hulaśliwej demonstracji. Nie wywołała jej bowiem żadna ze strony Polski prowadzona akcja, żaden krok naszego rządu, a już najmniej postępowanie Polaków, będących obywatelami czeskim. Jeżeli zaś Czesi chcieli w ten sposób wyrazić swoje niezadowolenie z polskiej państwowej polityki zagranicznej, to droga, którą obrali jest najmniej właściwa i w stosunkach międzynarodowych wręcz niedopuszczalna.

Mowy wygłoszone przy tej sposobności miały ten bardzo ostry i były wyraźnie przeciw Polsce skierowane. Zwłaszcza przemówienie posła Spacka wyróżniało się agresywnością i zawierało ustępy, których komisarz rządowy, jeżeli na zgromadzeniu był obecny, nie powinien był tolerować.

Demonstracja cieszyńska rodzi wrażenie jakby Czesi obawiali się jakiegoś zamachu na Śląsk cieszyński. Nie wahamy się stwierdzić, że obawy takie nie mają najmniejszego uzasadnienia, że zostały wywołane sztucznie i śmiało można je określić jako wręcz niedorzeczne. Wolno nam zatem postawić pytanie, w jakich pobudek czynnik rżądowe w Czedbach demonstrację tę nie tylko tolerowały, ale udzieliły jej nawet pośredniego poparcia? Nie sądzimy, aby to był najlepszy sposób usunięcia dotychczasowych zadrażnień w polsko-czeskich stosunkach.

Demonstracja cieszyńska pozostanie zapewne bez odpowiedzi. Uważamy ją za robotę sztuczną i dlatego nie przywiązujemy do niej większej politycznej wagi. Nie można jednak powstrzymać się od uwagi, że była ona politycznym błędem, który winien być poprzedziej naprawiony. Jak już na wstępie wspomnieliśmy, stosunki polsko-czeskie nie są normalne, zwłaszcza, jeżeli zważymy plemienne pokrewieństwo obu narodów i zbieżność interesów na różnych odcinkach polityki międzynarodowej. Aby doprowadzić do wyrównania różnic istniejących jeszcze niewątpliwie po obu stronach, należałoby może uniknąć wszelkich posunięć, któreby te różnice pogłębiły. To też demonstrację cieszyńską uważamy co najmniej za niepotrzebną...

Poledni Ostravsky Denik 15/III 34

Jak polští sociální demokraté pracují pro česko-polské sblížení

Z polských listů u nás vycházejících odsoudil polské provokace, k nimž došlo v polské části Těšínska, jediné »Robotník śląski«, organ našich polských soc. demokratů. Včerejší D. Č. tuto skutečnost vyzývá, chválí za to polské soc. demokraty a připomíná k tomu ještě, že události v Pol. Těšíně odsoudili také čeští a polští soc. demokraté v Třinci, kteří obrátili se na předsedu Česko-polského klubu v Mor. Ostravě dr. Krále přípisem, v němž mu oznamují, že na znamení protestu proti nacionálnímu štváření rozhodli se také v Třinci založit česko-polský klub, který by pracoval na Těšínsku pro sblížení příslušníků obou národů. A hned k tomu D. Č. dodává, že prý se znovu ukazuje, že jediné soc. demokraté mají v každém případě odvahu, postaviti se proti rozpoutávání nacionálních vášní, i tenkrát, není-li to právě populární. — To by

bylo vše velmi hezké, kdyby bylo vše takové, jak to píše D. Č.: »Robotník śląski« skutečně uveřejnil článek proti polskotěšínským protičeským projevům. To jsme i my s povděkem zaznamenali. Ale dostalo se nám také informace, jež jednání polské sociální demokracie staví do poněkud jiného světla. Dne 10. t. m. konala se v Čes. Těšíně schůze ústředního výboru polské socialistické strany dělnické, v níž poslanec Chobot prohlásil, že článek proti polskotěšínským manifestacím, uveřejněný v »Robotniku śląském«, nepsal a že článek byl zařazen do jmenovaného listu proti jeho vůli. Tak tedy vypadá ta loyaltá polských soc. demokratů, jejmž mluvím a poslancem je p. Chobot, člen Česko-polského klubu v Mor. Ostravě. Jsme zvědaví, bude-li i nyní D. Č. vychvalovati zásluhu polské soc. demokracie o česko-polskou shodu. X

Jak staří bránili moravskou řeč

Těrlicko na Těšínsku, které bylo před časem po neštěstí letců Zwirka a Wigury symbolem československo-polského sbratření, stalo se pro obsazení tamější fary Čechem drem Mojžíškem místem, o které se svedl vášnivý boj v tisku v Polsku. Tato velká vesnice byla však svědkem rozhořčených národnostních bojů již v minulosti. Poláci paušálně soudí, že Těrlicko je od pradávna polská vesnice. Toto tvrzení vyvrací dokonale Evarist Piřha v brožurce: Jazykový a národnostní spor v těrlické farnosti v letech 1862 až 1864, vydané v Místku, podle spisů generálního vikariátu v Těšíně a zemské správy v Opavě. V této brožurce dokazuje, jaký hrdinský boj vedli farníci před 70 lety v kdysi zapadlé, k národnímu zániku odsouzené těšínské vsi. Autor uvádí příčinu nynějšího boje, že podle dohody, měly býti farnosti po úmrtí Čechů obsazovány Čechy a po úmrtí Poláků Poláky. Tato zásada však byla prolomena, když v posledních letech byli v Třinci a v Mostech po českých farářích dosazení Poláci. Proto se moravští farníci na Těrlicku po úmrtí faráře Zawisze domáhali toho, aby byl v Těrlicku jmenován tolerantní kněz dr. Mojžíšek. Rok 1862 možno považovat za počátek polonisační éry ve farnosti těrlické. Do té doby se učilo i modlilo moravským jazykem. Toho roku však farář Fr. Ligozky chtěl zavést polské kancionály. Farníci poslali pak generálnímu vikariátu stížnost tohoto znění:

W Tierlicku dne 24. ho
Prasynce w roku 1862 tam
psane.

Pochwalen buď Goziss
Krystus až Nawieky wiekuw
Amen. Důstojny duchowni a
Welební Pani Jeneral Wika-
riát. My farnicy Tierlitycy ža-
lujeme nasheho welebného
Pana Faraře z nasledujících
příčin ato syce za 1. že v
nassem již menovanem ko-
stele jakasi nowa a nas ne-
naučena řeč se nachazy to

jest polska a nemorawska
odprawa i Písně se spívají
nad tím nas Srdce boli. Za 2.
Tento naš WPNN dal nadru-
kować Kancyonalu Polskich i
potem prodawal, ale jsme
jich moc nebrali ten se roz-
horlil welice na jednu Nedie-
lu po kazani takto začal ka-
zat' a na nas z kazatedlnice
dotírat' proč nespíwate tak
jako prwe dyť sem dal wam
nadrukować Kancyonalů. Ja
ale sů polské, to

wy se bojíte, že wam Hu-
ba spuchne a nebo že
wam Jazyk stvrdne a ne-
bo že wam Zuby wypada-
ji v ni,

jak tež to je pjekne to polske
naproti morawskemu wez-
nem na příklad Letaniji o
wssech Sw. Tam stojí Sw.
Hato co to je Hato, dale sto-
ji wssichři Sw. a swietice
Boží, co to je swietice ja ani
newim co to je, ach ach to
bylo w ten čas smutno w Ko-
stele. Jeden se smieje druhy
ramenama krčí třetí se ohlí-
da a tež se smieje čtvrtý
možna že w duchu zlořečil
paty prawil nahlasytě jak se
zas zaplet skoro tež přesta-
ne a smutno bylo w ten čas
w kostele. My prosyme za
nass stary morawski Jazyk
spiwani morawskich Písní
ne na polske. Wznikaji již
tež i mezy nami Kancyonaly
tyto polske a co je nini z to-
ho zlost w nejednom domie
swada a wadienie atd. To
nas tež welice mrzy, že jak
přijedeme do kostela žaden
newi co a jako se ma modlit
jeden polske druhy moraw-
ske a tak na odpor jeden
druhemu a newi žaden, kde
ucho nastrčí tak jako u Pan-
ny Maryje we Frydku. Ale
na tom neni dost nasse po-
božnost jest docela zmatena
jako niekdy bylo za času
Martina Lutera. Ale neuka-
zuje nam nass WPNN tak
jako sluha Boží cestu do Ko-
stela ale prawi tak jak tuto
Letaniji o wssech Sw. tak
zlechčil kdo chce morawske
čítat a spiwat necht jde do
Morawy a nebo za dweři a
to neni nass kostel to je je-
ho. My níže podepsani pro-
syme za nass stary Jazyk

morawski a ne polski a aby-
chom tež osoby NN spros-
tíeni byli. Podepsani jsou
Kopeck, Tělecky, Kozel, Kola-
tek, Hudec, Koběrsky, Čer-
venka, Kubina, Šimša, Duda,
Příbyla a jini.

Ve stížnosti, sepsané Tě-
leckým, se farníci omlouvají,
že nechtějí farářovi ublížit
na jeho duchovní cti. Gene-
rální vikariát v Těšíně za-
vedl vyšetřování a v lednu
1863 konala se komise. Bylo
prokázáno, že farář Ligozky
zavedl Zmijkovy polské kan-
cionály, které však farníci
nekupovali. Jedna skupina
farníků žádala ponechání
starých moravských zpěvů,
druhá žádala vedle moravské
řeči také slezsko-polské ná-
řeči. Komise pak napsala po-
sudek, že ve smyslu výnosu
zemské vlády v Opavě má se
vyučovat v moravské řeči a
proto také při bohoslužbách
má býti zachován moravský
zpěv. Generální vikariát udě-
lil farářovi přísnou důtku a za-
vedl znovu řeč moravskou.
Proti tomuto rozhodnutí o-
zvali se farníci z některých
obcí, kteří žádali polský zpěv
— ale psali, že jejich mateř-
ský jazyk je šlonsko-polský,
jakým se mluví v okolí Těši-
na a Fryštátu. Jedná se o-
všem o moravskou řeč, pro-
misenou vlivem přistěhova-
lých horníků z Haliče slovy
polskými. K stížnosti přílo-
žen byl také německý pře-
klad, patrně proto, že v Těši-
ně nerozuměli slezsko-pol-
skému nářečí. Potom opět si
stěžovali moravští farníci, že
farář dále káže polsky a hro-
zili, že se budou stranit ko-
stela. Psali, že v celé farno-
sti je pět šestin Moravců a
jedna šestina Poláků. Stíž-
nost byla podepsána 300 far-
niky. Farář ovšem tvrdil, že
podpisy jsou falešné, že se
jména opakují a vlivem o-
sobní známosti docílil zave-
dení vedle moravské řeči ta-
ké nářečí slezsko-polského.
Nastaly nové spory a koneč-
né rozhodnutí měly vynést
kníže-biskup Jindřich. Bis-
kup pak napsal, že prokáže-li
vyšetřování, že farář Ligoz-
ky bezohledně promarnil dů-
věru a lásku svých farníků,
pak proti němu bude ostře
zakročeno. Farář ovšem po-
kračoval skrytě dále v polo-
nisaci a farníci se tomu hou-
ževnatě bránili. Jakmile fa-

rář dosáhl zavedení slezsko-
polského nářečí, pracoval
pro zavedení polštiny. Ale i
tak je zajímavé, že v žádosti
se píše, že mateská řeč far-
níků je slezsko-polské náře-
čí, nikoliv však polská řeč.

Generální vikariát rozhodl,
aby při vyučování nábožen-
ství tvořil základ moravský
katechismus, ale učitel měl
raziti cestu polskému čtení.
Moravská řeč v těrlické ško-
le zůstala zachována, ale ve
farnosti ne. Moravští farníci
poslali pak zajímavou map-
ku, ve které rozděluje terito-
rium, kde s mluví morav-
sky a kde slezsko-polsky. Ko-
nalo se nové šetření, jehož
výsledek vyzněl v tom smys-
lu, že pro moravskou řeč
mluví staletá pradávna tra-
dice, kdežto polsky oriento-
vaná strana agituje snahou
po polské řeči. Kníže-biskup
pak učinil slezsko-polskému
nářečí jisté ústupky. Spor
měl ohlas ještě dlouhá de-
sítiletí a jak je nyní z přípa-
du faráře dra Mojžíška zná-
mo, však znovu, ovšem
tím vášnivěji, jelikož za 70
let polonisaace vykonala znač-
ný kus práce. Celý případ
však dokazuje hrdinnost mo-
ravských starousedlíků a je
dojemným poučením a připo-
menutím nynějším genera-
cím, aby nepropadaly vlivu
jiného jazyka a hájily starý
mateřský jazyk moravský.

-zel-

České Slovo 15/III. 34.

Záhadný Polák zatčen

Redaktor Kaszický zatčen pro rušení veřejného pokoje v Čes. Těšíně

Na žádost četnictva z Českého Těšína, zatkla policie v Košicích 30letého polského novináře Kaszického z Krakova pro přečin rušení veřejného pokoje, kterého se dopustil v únoru na veřejné schůzi v Českém Těšíně. Zajímavé je, že zatčený, který se zdržuje již déle na přednáškovém turné po východním Slovensku, měl přednášet 18. t. m. v Košicích o maršálu Pilsudském. Přednášku připravoval odbor Matice slovenské se Slovenským národním klubem. Podle trestního oznámení, Kaszický měl na Slovensku tajné politické posílání a přednáškové turné bylo prý jen pláštěm pro toto posílání.

Zatčení Kaszického vyvolá zvláště na Těšínsku uspokojení, neboť tento mladý muž vyvíjel na Těšínsku podezřelou činnost. O jeho činnosti bylo také mluveno na nedělní schůzi národních korporací v Českém Těšíně, na které bylo poukazováno na to, že Kaszický zakládal u nás »Legiony mladých«, podobný útvar, jako byly v době plebiscitní známé

tlupy, zvané bojůvky. V souvislosti s tím bylo poukazováno na to, že když česká menšina v Bělsku se chtěla zdokonalovat v češtině a žádala českého profesora, dostal tento visum jen na jeden den. Překvapující je cesta Kaszického po Slovensku. Co tam hledal? Není vyloučeno, že v tomto případě pracují tajné ruce a peníze a že Kaszický je jen nastrčenou figurou.

-zel-

877
Pod Protektoratem JWPana Konsula Generalnego Leona Malhomme

Zarząd Główny Związku Polaków na Morawach w M. Ostrawie
urządza
w niedzielę, dnia 18 marca 1934 o godz. 11 tej przedpołud.
w sali Domu Polskiego w Morawskiej Ostrawie

U R O C Z Y S T A A K A D E M J E

ku uczczeniu Imienin Marszałka Józefa Piłsudskiego

P r o g r a m :

- I. Hymn Państwowy - odegra orkiestra Gimnazjum polskiego z Orłowej
- II. Przemówienia : Prezesa Zarządu Głównego Związku Polaków na Moraw.
Pana Konsula Generalnego Leona Malhomme.
Pana T. Stapińskiego - " Z życia Marszałka ".
- III. Pierwsza Brygada - odegra orkiestra Gimnazjum polsk. z Orłowej.
- IV. Deklamacje z życzeniami : Góralczyk, Dzieci szkolne, Harcerze,
Krakowianki, Kwiatki. /działwa z Mor. Ostrawy/.
/wykona orkiestra gimnazjum z Orłowej./
- V. Mozart - "Urowadzenie z haremu" - uwertura,
Ogiński - "Polonez A-mol"
Moniuszko - "Mazur z Halki".
- VI. DARY IMIENINOWE - sztuczka w 2 odsłonach /działwa z Mor. Ostrawy/.

Wstęp po Kcz 1^o - na koszt dekoracji sali.

Wszystkich P.T. Rodaków najserdeczniej na tę Uroczystość zaprasza

Zarząd Główny Związku Polaków na Morawach.



Polskie gimnazjum realne w Orłowej - Śl. bież.

78
Gazeta Polska 16/III 34

Prowokacje nacjonalistów czeskich nie ustają

MORAWSKA OSTRAWA, 15.3. — Prasa czechosłowacka podaje doniesienie policyjne, że w czasie wieczorku polskiej działalności w Ostrawie na ścianie wisiał portret Kościuski. W sprawie tej wszczęto natychmiast dochodzenie. Nacjonalistyczna prasa czeska pisze z oburzeniem, że na miejscu, gdzie wisieć powinien portret prezydenta republiki, znajdował się portret „polskiego bojownika”. (PAT)

„MORAWSKO-SLEZSKY DENNIK” PRZECIWKO UCHWALE POLSKIEGO KOMITETU P. C. P.

MORAWSKA OSTRAWA, 15.3. — „Morawsko-Slezsky Dennyk”, zamieszczając uchwałę polskiego komitetu porozumienia prasowego polsko-czechosłowackiego, oburza się na jej treść, twierdząc, że komitet usiłuje wykorzystać porozumienie dla celów pozostających poza ramami jego działalności. Dziennik uważa, że łączenie sprawy położenia Polaków w Czechosłowacji ze sprawą wzajemnych stosunków obu sąsiednich państw nie przyczyni się do naprawy wzajemnych stosunków. (PAT)

ZAPROSZONO POLSKIEGO LITERATA A PÓŹNIEJ GO ARESZTOWANO

MORAWSKA OSTRAWA, 15.3. — Tutejsza prasa czeska wyraża zadowolenie z powodu aresztowania w Koszycach literata polskiego Stanisława Kaszyckiego. „Ceske Slovo” informuje, że aresztowanie nastąpiło pod zarzutem naruszenia spokoju publicznego, którego Kaszycki miał się dopuścić w czasie swego pobytu na Śląsku czechosłowackim. Aresztowany prawdopodobnie przewieziony będzie do czeskiego Cieszyna.

Fakt aresztowania Kaszyckiego, członka Tow. polsko-czeskiego w Krakowie, który z ramienia uniwersytetu Jagiellońskiego na zaproszenie kulturalnych organizacji czechosłowackich wygłaszał w Czechosłowacji wykłady o Polsce i Czechosłowacji nacechowane ideą porozumienia polsko-czechosłowackiego, przyjęli polacy na Śląsku czechosłowackim i Morawach, wśród których zjednął on sobie szczerą sympatię z prawdziwym oburzeniem. Wyrazem tego oburzenia jest ich występowanie na znak protestu z klubu czesko-polskiego w Morawskiej Ostrawie. (PAT).

KOSZYCE, 15.3. — W sprawie aresztowanego wczoraj w Koszycach

obywatela polskiego Stanisława Kaszyckiego interwenjował dzisiaj konsul polski w Użhorodzie. Aresztowanie p. Kaszyckiego nastąpiło rzekomo z polecenia prokuratora z Morawskiej Ostrawy, dokąd Kaszycki ma być dziś przewieziony. Wedle krążących tu pogłosek, aresztowanie pozostaje w związku z jego pobylem na Śląsku czechosłowackim, gdzie na życzenie tamtejszej ludności polskiej wygłosił dla niej kilka odczytów informacyjnych o Polsce. P. Kaszycki pochodzi z Krakowa i jest z zawodu literatem. Brat udział w walkach o niepodległość, jest inwalidą, brak mu lewej ręki. Do Koszyc przybył kilka miesięcy temu na zaproszenie tamtejszej rozgłośni, gdzie objął kierownictwo działu polskiego, utworzonego specjalnie dla propagowania idei kulturalnego zbliżenia Czechosłowacji i Polski. Z zadania swego wywiązywał się znakomicie, wygłaszając prelekcje o Polsce z zakresu zainteresowań kulturalnych i urządzając andycję muzyki polskiej, które miały duże powodzenie.

W styczniu r. b. na zaproszenie Macierzy słowackiej Kaszycki przemawiał w kilku miastach na Słowaczynie wschodniej, gdzie był owacyjnie przyjmowany przez ludność. Umowa z rozgłośnią koszycką opiewała jeszcze na 3 miesiące. W tym czasie Kaszycki miał wyjechać w identycznym charakterze do Jugosławii.

W sferach koszyckich aresztowany literat był bardzo lubiany i ceniony jako wytrawny znawca literatury słowackiej i wybitny działacz na polu zbliżenia kulturalnego między Polakami i Słowakami. Dlatego też jego nagłe aresztowanie znalazło w tutejszym społeczeństwie żywy oddźwięk. Prasa lokalna pomija ten fakt milczeniem. Należy w końcu nadmienić, że dn. 19 b. m. projektowane były z okazji imienin Marszałka Piłsudskiego uroczystości w Koszycach, na których miał przemawiać p. Kaszycki. Wobec zaszyfch ostatnio wypadków, akademia ta prawdopodobnie nie odbędzie się. (PAT)

DENUNCJACJA

MORAWSKA OSTRAWA, 15.3. — W wyniku przeprowadzonej przez komisję urzędu skarbowego w Oprawie na terenie Ostrawy rewizji, która, jak ogólnie przypuszczają, nastąpiła następstwem denuncjacji, nałożono na Polską Kasę Zaliczkową w Morawskiej Ostrawie oraz na jednego z tutejszych polskich działaczy społecznych karę po 15.000 koron czeskich. (PAT).

Zatkli polského publicistu Kaszyckého v Košiciach

Košice, 15. marca.
V stredu zatkla košická štátna polícia známeho polského publicistu 30-ročného Štefana Kaszyckého z Krakova pre prečin rušenia obecného pokoja, ktorého sa mal dopustiť ešte vo februári v jednej svojej prednáške, povedanej v tešínskom kraji.

Zatkнутý publicista je slovenskej verejnosti dobre známy z prednášok, ktoré mal na Slovensku a ktoré boli v každom ohľade voči ČSR úplne fair. Práve preto toto zatknutie, ktoré stalo sa na žiadosť četníckeho veliteľstva z Českého Tešína, všeobecne prekvapuje.

Slovak 16/III 34 (Bratislava)

WZMOŻENIE ANTYPOLSKICH NASTROJÓW NA ŚLĄSKU CIESZYŃSKIM

UZHOROD, 14.3. (PAT). — Dziś w Koszycach policja przeprowadziła nagłą rewizję w prywatnym mieszkaniu p. Stanisława Taszyckiego, literata krakowskiego, który bawił tu w charakterze delegata Komitetu Pomocy Kulturalnej dla Polaków w Czechosłowacji przy tutejszym radjo, i aresztowała go.

Powody aresztowania nie są dotychczas wiadome. P. Taszycki znany jest z licznych odczytów o Polsce współczesnej w tutejszej rozgłośni i cieszył się dużą sympatią w Koszycach.

Rewizje, szykany na Morawach

MORAWSKA OSTRAWA, 14.3. (PAT). — Na Śląsku czechosłowackim i Morawach wydarzyły się liczne wypadki, świadczące o spotęgowaniu się nastrojów antypolskich. Komisja urzędu skarbowego w Opawie dokonała niespodziewanie rewizji w polskiej kasie zaliczkowej w Morawskiej Ostrawie, mieszczącej się w Domu Polskim oraz u kilku miejscowych działaczy polskich. Rewizje te były prawdopodobnie wywołane denuncjacjami, skierowanymi przeciwko polskim instytucjom i działaczom.

W najbliższej przyszłości ma być rozpoczęta budowa dwóch czeskich gmachów szkolnych w polskich gminach Bukowcu, koło Jablonkowa oraz w Żywocicach koło Cieszyna.

W Ligotce alodjalnej jeszcze w ciągu bieżącego roku szkolnego będzie otwarta, ekspozytura czeskiej szkoły w Kocobędzu, którą zapelniać mają dzieci ze szkoły polskiej. Obowiązujące przepisy pozwalają na przenoszenie dzieci w ciągu roku szkolnego ze szkół polskich do czeskich. Natomiast przechodzenie dzieci do szkół polskich ze szkół czeskich jest niedopuszczalne.

Prasa czeska nie przestaje sztucznie wywoływać nastrojów antypolskich. Na czele tej akcji stoi „Moravsko - Slezsky Denik“, który m. in. rozwodzi się szeroko nad tem, jak młodzież cieszyńska w dniu 11 b. m. śpiewała koło mostu granicznego pieśni patriotyczne, w czasie, gdy po drugiej stronie Olzy odbywał się wiec antypolski.

Notatka zatytułowana jest: „Prowokacja polska“. Niewinną imprezą sportową — raid konny, urządzony przez polską banderę wiejską do rolniczych okolic Śląska pismo przedstawia, jako wielką aferę polityczną.

(Dalszy ciąg depeš na str. 4-ej)

„LUSTROWANY KURIER CODZIENNY“ Nr. 70. Niedziela, 11 marca 1934 r.

Urzędnikom czeskim nakazano bojkot Cieszyna i Polaków. Doniesienie Polskiej Agencji Telegraficznej.

Cieszyn, 9 marca (PAT). W związku z akcją antypolską, prowadzoną ostatnio przez szowinistów czeskich na Śląsku cieszyńskim, urzędnicy państwowi w czeskim Cieszynie otrzymali zakaz uczęszczania do polskiego Cieszyna, celem odwiedzania tamtejszych lokali publicznych i sklepów wólnych. Ten sam zakaz dotyczy polskiego domu

represyjnego „Polonia“ w czeskim Cieszynie.

Jak postępują szowiniści czescy, świadczy dalej fakt, że akademja, zapowiadana na 7 marca z okazji urodzin prezydenta Masaryka, która miała się odbyć w sali „Polonii“, została w ostatniej chwili przeniesiona do sali strzelnicy w czeskim Cieszynie.

Nowiny Godzinne 13/III. 34

Nareszcie wyraźne słowa

Polski komunikat porozumienia prasowego o doli naszych braci w Czechosłowacji

Warszawa, 10 marca. Komitet czechosłowacki porozumienia prasowego polsko-czechosłowackiego opublikował w prasie czeskiej uchwałę, odnoszącą się do głosów prasy polskiej w sprawie 15 rocznicy walk o Śląsk Cieszyński. W związku z powyższą uchwałą polski komitet porozumienia prasowego polsko-czechosłowackiego powziął w dniu dzisiejszym następującą rezolucję:

„Komitet polski porozumienia prasowego polsko-czechosłowackiego ocenia całkowicie dobrą wolę, ujawnioną w uchwale komitetu czeskiego porozumienia prasowego polsko-czechosłowackiego. Pragnąc ze swej strony określić stanowisko reprezentowanej przez siebie opinii polskiej, komitet polski czuje się w obowiązku zaznaczyć, co następuje: Przedstawione fakty nie mogą być uważane za naruszenie uchwały o rozbrojeniu moralnym. Takie naruszenie nastąpiło raczej w niektórych pismach czechosłowackich, podających m. in. informacje o rzekomej możliwości przyjęcia

przez Polskę planu, przedstawiającego w sposób zupełnie fałszywy ustosunkowanie się władz polskich do Czechów wołyńskich, lub zamieszczających fantastyczne pogłoski o rzekomych zamierzeniach podziału Czechosłowacji między Polskę a Niemcy. Opinia polska nie może zapomnieć o smutnej przeszłości, gdyż sytuacja Polaków w Czechosłowacji dotychczas nie jest uregulowana w sposób, zgodny z deklaracją rządu czeskiego o gotowości szczerzej współpracy z Polską. Dopóki Polacy w Czechosłowacji nie otrzymają rzeczywistego i pod każdym względem w praktyce wykonywanego równouprawnienia, dopóki będą traktowani jako obywatele II klasy — dopóty na ustosunkowaniu się opinii polskiej do zagadnień aktualnych ciążyć będą wspomnienia przeszłości. Komitet polski wierzy, że koledzy z komitetu czechosłowackiego użyją całego swego wpływu na reprezentowaną przez siebie opinię w myśl założeń porozumienia prasowego.

Nasze korzyści i ustępstwa w konwencji handlowej z Czechosłowacją.

(Telefonem od naszego korespondenta).

Warszawa, 6 marca (M. G.). We środę dn. 7 marcabr. wchodzi w życie konwencja handlowa i nawigacyjna, zawarta między Polską a Czechosłowacją wraz z konwencją sanitarno-weterynaryjną i protokołem końcowym oraz umową kontyngentową.

Konwencja ta, a szczególnie umowa kontyngentowa, która ma charakter poufny, była otoczona do ostatnich chwil ścisłą tajemnicą. Jak się okazuje, konwencja handlowa i nawigacyjna składa się z 31 artykułów, które regulują kwestję uprawnień obywateli, obrotu towarowego między obu krajami, ochrony towarowej, komunikacji kolejowej i morskiej.

Wzajemne uprawnienia kupców i przemysłowców.

W myśl konwencji, obywatele Polski i Czechosłowacji będą korzystać pod względem zakładania i trudnienia się handlem i przemysłem na terytorjum każdej ze stron ze wszystkich przywilejów i munitetów i

korzyści przyznanych obywatelom państwa najbardziej uprzywilejowanego.

Również obywatele jednej ze stron, udający się na jarmarki i targi na terytorjum drugiej strony, celem wykonywania tam handlu, będą wzajemnie traktowani na równi z obywatelami własnymi, o ile przedstawią dowód tożsamości.

W myśl konwencji, dopóki nie będzie mogła być wprowadzona całkowita wolność handlu pomiędzy obu stronami, zakazy lub ograniczenia przywozu lub wywozu, które są lub będą w mocy, które obowiązują na obszarze celnym jednej ze stron, będą mogły być stosowane do handlu strony drugiej tylko w tym wypadku, jeśli zakazy i ograniczenia te dotyczyć będą wszystkich innych państw.

Każda ze stron zabezpiecza też w myśl konwencji, na swem terytorjum przedsiębiorstwa drugiej strony w ramach obowiązujących ustaw i rozporządzeń skuteczną ochronę przeciwko niełojalnej konkurencji i będzie traktowała pod tym względem tych przedsiębiorców, jak swoich własnych.

państw innych, jak i import do Czechosłowacji.

Konwencja ta składa się z 13 artykułów i przewiduje, że przy obrocie zwierzętami potrzebne będzie świadectwo pochodzenia, wydane przez właściwe władze miejscowe. Świadectwa winny zawierać zaświadczenia państwowego lekarza weterynaryjnego, stwierdzające, że zwierzęta są zdrowe i że gmina pochodzenia oraz gminy przez które zwierzęta przechodzą do miejsca załadowania, są wolne od chorób zaraźliwych. Świadectwa takie nie będą wymagane przy imporcie skór suszonych, wełny, odpadków wełny, szczeciny itd.

Konwencja przewiduje też

wykorzystywanie naszych portów
w Gdańsku i Gdyni

przez Czechosłowację, zaś porty czechosłowackie Bratysławę i Komarno przez Polskę.

Jeśli chodzi o przywóz obuwia z Czechosłowacji do Polski, to pod tym względem cyfry są ściśle poufne, jak zdołaliśmy się jednak poinformować, ograniczony został w pewnej mierze przywóz obuwia czeskiego do Polski, przyczem podniesione zostało cło

Konwencja zawarta została na czas nieograniczony przy 3 miesięcznym wypowiedzeniu.

Opinia polskich sfer gospodarczych.

Jaka jest opinia naszych sfer gospodarczych o konwencji handlowej polsko-czechosłowackiej.

Opinia ta da się ująć w sposób następujący: Korzyści, uzyskane przez Polskę w nowej konwencji dalekie są od tego, co przysługiwało nam pośrednio w pierwszych latach obowiązywania dawnego traktatu. Sytuacja zmieniła się jednak o tyle, że korzyści te zostały nam obecnie wyraźnie zagrożone.

Ustępstwa, uzyskane przez Polskę, nie ograniczają się tylko do surowców i produktów rolnych, lecz dotyczą również niektórych produktów przemysłowych. Za to wszystko Polska musiała się zgodzić na 650 zniżek w różnych działach taryfy celnej, głównie w dziedzinie wyrobów przemysłowych. Wobec tego, że w chwili obecnej nie można przewidzieć skutków dewaluacji korony czeskiej, trudno jest ocenić, w jakim stopniu zwiększy się zdolność wywozowa przemysłu czechosłowackiego, względnie zmniejszy się zdolność konkurencyjna towarów polskich na rynku czechosłowackim.

O ile ceny pozostaną niezmiennione, względnie wzrosną w mniejszym stopniu, niżby to wynikało ze zniżki korony, wywóz z Czechosłowacji zyska na zdolności konkurencyjnej i kontyngenty przyznane przez Polskę, będą w pełni wyzyskane. Z drugiej zaś strony wywóz do Czechosłowacji dla nas mniejsze korzyści, niż się spodziewano przy zawieraniu traktatu, a w poszczególnych wypadkach będzie nieopłacalny lub przyniesie straty.

Pewne korzyści dla naszego wywozu da utrzymanie na niezmiennym poziomie czechosłowackich stawek celnych, jednak korzyści te nie zrównoważą strat, wywołanych zniżką cen w przeliczeniu na złoto.

Jak stwierdzają nasze sfery gospodarcze, wskazaniem jest zacząć parę miesięcy, po czym gdy uwydatnią się skutki, wywołane dewaluacją korony, trzeba będzie zająć stanowisko i wypowiedzieć się ewentualnie co do rewizji obecnie zawartej konwencji handlowej.

Sprawy cłowe.

Ustępstwa nasze na rzecz Czechosłowacji dotyczą przeważnie artykułów przemysłowych, natomiast udzielone Polsce przez Czechosłowację dotyczą głównie artykułów rolniczych, hodowlanych, drzewa, niektórych artykułów przemysłowych, jak artykuły metalurgiczne, przedza, papier itd.

Jeśli chodzi o szereg surowców, to ustabilizowane zostały w konwencji istniejące cła, względnie pozostał stan bezcłowy. W ten sposób

bez cła będą mogły być wywiezione

do Czechosłowacji następujące artykuły polskie: rzepak i inne nasiona oleiste, sierść, włosie, szczecina, pierze, drzewo grabowe, osikowe, topolowe i wierzbowe, drewno ciosane tarte, oprócz fornierów, klepki dębowe, pewne gatunki papierówki wprowadzane do wyrobu celulozy przez fabryki, oddalone od granicy celnej najwyżej o 50 kilometrów, według specjalnego zezwolenia. Dalej ozokeryt, terpentyna, len, konopie, juta i otręby pszeniczne i żytnie.

Jeśli chodzi o inne artykuły, to będziemy

korzystali z klauzuli największego uprzywilejowania.

Obniżone zostało cło na artykuły rolnicze

w stosunku do lipca ub. r., kiedy to podniesione zostały wszystkie cła Czechosłowacji, zwłaszcza na artykuły rolnicze. Dla Polski specjalne zainteresowanie mają cła na jaja, drzewo i drób. Otóż, jeśli chodzi o jaja, to będziemy mogli rocznie wywozić przeszło 200 wagonów, opłacając cło 140 koron czeskich. W każdym razie górna granica cła nie może przekroczyć 200 koron czeskich. — Co zaś się tyczy drzewa, to szereg gatunków można będzie wywozić bez cła, inne zaś gatunki będą opłacać 4—6 koron czeskich. Drób wszelki opłacać będzie: żywe gęsi 33.60 koron czeskich, bite 125 kc, masło 500 koron czeskich za 100 kg.

W stosunku do dawnej konwencji handlowej z r. 1925 obecna konwencja stanowi lepsze przystosowanie do obecnych warunków życia gospodarczego naszego kraju, a mianowicie obejmuje ustępstwa celne tych artykułów, które stanowią istotny przedmiot wymiany towarów z Czechosłowacją.

Jakie kontyngenty nam przyznano?

Jeśli chodzi o umowę kontyngentową, to — jak już podaliśmy — ma ona charakter ściśle poufny. Jak się jednak okazuje,

w dziale artykułów hodowlanych

Czechosłowacja zgodziła się na dopuszczenie na swój rynek z Polski 10.000 sztuk świń żywych przy stawce celnej 110 żoron czeskich od 100 kg, owiec przy cło 22 kc od 100 kg, 5.000 kwintali wieprzowiny clonej po 408 koron czeskich od 1 kwintala, 125.000 gęsi po 33 kc od 100 kg, wszystko w skali rocznej. Ponadto zezwolono na wywóz do Czechosłowacji niewielkich ilości wędlin. — Wprowadzie uprawnienia, uzyskane przez nasz eksport hodowlany, stanowią poprawę w stosunku do roku ubiegłego, przyczem uzyskaliśmy pewne zniżki celne, wynoszące kilkanaście lub kilkadziesiąt procent, po-

mimo to uprawnienia nie pozostają w żadnym stosunku do roku 1930.

DRZEWO.

Jeśli chodzi o drzewo, to kontyngenty czeskie dla Polski wynoszą: drewno opałowe 8.000 tonn, kopalniaki 10.000 tonn, papierówka 30.000 tonn, słupy telegraficzne 5.000 tonn, drewno okrągłe sosnowe 1.000 tonn, dębowe 900 tonn, grabowe 1.000 tonn, tarcica sosnowa 4.000 tonn, tarcica dębowa 4.000 tonn i tarcica innych gatunków 1.000 tonn. Kontyngenty są bardzo szczupłe i wykorzystywanie tych możliwości wywozowych znajduje się pod znakiem zapytania z powodu spadku korony czeskiej.

Integralną część konwencji handlowej i nawigacyjnej stanowi

konwencja sanitarno-weterynaryjna, która ułatwi nam tranzyt zwierząt do

Nasz Słazak 15/III. 34

Jablonków.

(Pan konsul na Cieszyńsku.) Pisaliśmy że polski konsul Malhomme z Mor. Ostrawy w przeszłym tygodniu podróżował po naszym Cieszyńsku, zwiedzał po wsiach niektórych rolników-Polaków i drogę swoją zakończył w Jablonkowie w pewnej gospodzie, gdzie go już znowu czekał nasi chłopci. Było to wszystko dobrze zorganizowane, Twierdzi się, że p. konsul podróżował po Cieszyńsku dlatego, ponieważ jest miłośnikiem koni i chciał sobie konie u naszych rolników oglądać. Lecz twierdzenia te są dla małych dzieci a nie dla ludzi dorosłych. Pan konsul według naszego zapytowania, chciał poznać niektórych rolników-Polaków z Cieszyńska i nawiązać z nimi styczności. Czy jest polski konsul powołany do tego, aby urządzał po Cieszyńsku „inspekcyjne podróże“, o tem wątpimy. Ma troszczyć się o obywateli Polski a nie o naszych ludzi. Do naszej redakcji dostawił się jeden rolnik, o którym wątpimy, że by był tak pragnął zobaczyć reprezentanta obcego państwa, i ten opowiada: „Sam nie wiem, jak dostałem się tam między nich. Otrzymałem zaproszenie, aby przyszedłem wieczorem do gospody p. St., że tam jest p. konsul, który jest wielkim miłośnikiem koni. Nie chciało się mi tam pójść. Pytam się jednego kolegi, co mam czynić i on mi radzi, aby szedłem. Przychodzę już później do sali i widzę tu zgromadzonych licznych mi znajomych wieśniaków. Teraz dopiero otwierają mi się oczy, co to zrobiłem. Lecz było już późno, więc nie mogłem się wycofać, siadnałem i posłucham, co się mówi. Widzę, że dostałem się do sytuacji dla mnie bardzo nieprzyjemnej. Jak będą zapytywać się na moje postępowanie“. Podobnie mówi dalej i w rzeczywistości człowiek poznaje, że dostali go tam tylko takimi chytkami. Jak dalej dowiadujemy się, był tam obecny tylko jeden gość, który jest obywatelem polskim, tymczasem wszyscy ci drudzy byli nasi obywatele. Rzecz ciekawa! Czy to należy także do obowiązków polskiego konsula, szukać połączenia z obywatelstwem czechosłowackim?

Gazeta Kresowa 15/III. 34.

Porozumienie jest utrudnione

W Morawskiej Ostrawie odbył się wieczorek z ramienia Polonii ostrawskiej. Zaproszono także dziennikarzy czeskich, którzy przedstawili się nowemu konsulowi generalnemu Rzeczypospolitej Polskiej p. dr. Malhomme. Pan konsul w swym przemówieniu zaznaczył, że przybył do Ostrawy w chwili najbardziej pożądanej. Życzyłby sobie, aby naprawdę doszło do zbliżenia obu narodów. W dalszym ciągu przemówienia — jak donosi prasa czeska — tak się wyraził:

„Mówi się wiele o współpracy pomiędzy Czechosłowacją a Polską, a zapomina się, że naszymi najbliższymi braćmi są Polacy, tu w Czechosłowacji mieszkający. Niczem się od nas nie różnią, chyba kolorem paszportu. Dopóki nie zostanie zlikwidowana sprawa Polaków w Czechosłowacji, każda próba porozumienia jest utrudniona.“

Pan konsul generalny apelował potem do dziennikarzy, aby sprawę tę traktowali obiektywnie, władze zaś czechosłowackie nie powinny utrudniać rozwoju mniejszości polskiej w Czechosłowacji.

Słowa p. generalnego konsula Malhomme stały się dla prasy czeskiej niespodzianką. Dziennikarze nie spodziewali się tak stanowczych słów.

Poledni Ostravsky Deník 16/III. 34

Všeobecný odpor proti postupu polského konsulátu v M. Ostravě

Uveřejnili jsme již doklady o nemožném postupu polského konsulátu v Mor. Ostravě v konfliktu, který vypukl u nás pro chování se polských sousedů. Stanovisko polského konsulátu v této věci je neudržitelné. Dnes se o věci rozepsal i orgán, blízký ministru zahraničí dr. Benešovi „Lidové noviny“, které v článku, psaném v Praze, píše: Zásahy polského konsulátu v Ostravě jsou prostě neslýchané a divné se, že naše úřady projevovaly dosud tolik trpělivé shovívavosti.“ A dále se píše: „Jsme dobře informováni o tom, jak jistí i oficiální činitelé polští pracují proti nám. Není nám neznámo, oč se pokoušejí nejen na Těšínsku, nýbrž i na Podkarpatsku a Slovensku. Ve Varšavě usoudili, že je vhodno naladit struny proti nám. Nelze ještě dobře rozeznat, kam míří touto taktikou. Objektivní činitelé musí uznat, že vůči tomu všemu, co se v poslední době děje proti nám v Polsku a z Polska, zachovávané klid a zdrženlivost velikou. Ke všemu ovšem mlčet nemůžeme a nebudeme.“

To je stanovisko jasné a vítané, že list, mající informace jistě z ministerstva zahraničí, konečně se o věci otevřeně rozepsal. Tím se dává za pravdu nám, kteří jsme již dávno upozorňovali na neudržitelnost poměrů, vyvíjejících se na našem polsko-českém pohraničí.

Pravo Ludu 15/III. 34.

Zgromadzenie członków Stronnictw Polskich.

Podpisane Stronnictwa urządzają w niedzielę, dnia 18 marca 1934 r. o godz. 10¹/₂ dopołudnia w sali „Polonji“ w Czeskim Cieszyńsku zgromadzenie dla swych członków z programem:

Sytuacja polityczna i prawa obywatelskie mniejszości polskiej w Czechosłowacji.

Referują posłowie: pp. Dr. Jan Buzek, Emanuel Chobot, Karol Junga. Na to zgromadzenie zapraszamy wszystkich P. T. Członków wymienionych stronnictw. Wstęp za okazaniem legitymacji.

Polska Soc. Partja Robotnicza
Emanuel Chobot.
Stronnictwo Ludowe
Dr. Jan Buzek.
Związek Śląskich Katolików
Dr. Leon Wolf.

Pierwszy Ogólny Zjazd Opieki Kulturalnej nad Polakami w Czechosłowacji.

W sali gmachu Śląskich Zakładów Technicznych w Katowicach odbył się we wtorek, dnia 13 po południu Ogólny Zjazd OKP. w Czsl., w którym wzięło udział około 1000 uczestników ze wszystkich sfer społeczeństwa górnośląskiego.

Po omówieniu położenia i potrzeb Mniejszości naszej uchwalono szereg rezolucyj, wzywających całe społeczeństwo polskie do niesienia pomocy kulturalnej Polakom w Czechosłowacji.

Česki Slovo 15/III. 34

Dva Poláci zatčeni

Pro delikty podle zákona na ochranu republiky

Čes. Těšín. - Polské strany ČSR svolávají na neděli důvěrnou schůzi do hotelu Polonia, na které promluví poslanci Chobot a dr. Buzek, zemský předseda Junga a dr. Wolf. — Pro delikty podle zákona na ochra-

nu republiky zatčen byl v Českém Těšíně posluchač vyšší školy v Pol. Těšíně Evžen Sprenzel. Rovněž byl zatčen a ke krajskému soudu v Mor. Ostravě dopraven jistý občan z Místovic. — Kr.

K projevu polského tiskového výboru

Lv - Moravská Ostrava 15. března

Tiskový přidělenec polského konsulátu v Moravské Ostravě poslal redakcím čs. listů připsy, v němž se »pro tiskové účely« oznamuje toto:

V souvislosti s usnesením čs. výboru tiskové dohody polsko-československé v Praze ohledně hlasů polského tisku ve věci 15. výročí bojů o Těšínsko, které bylo uveřejněno v českém tisku, polský výbor tiskové dohody československo-polské ve Varšavě usnesl se na následující resoluci: »Polský výbor tiskové dohody československo-polské chápe úplně vůli, která byla projevena v usnesení československého výboru tiskové dohody polsko-československé. Polský výbor se své strany cítí se povinen prohlásiti: Fakta, která uvádí čs. výbor nelze považovati za porušení usnesení o duševním odzbrojení. Porušení toho rázu stalo se spíše vinou některých československých listů, které mimo jiné informovaly, že Polsko prý je ochotno akceptovati plán Rosenbergův. představovaly v nepravém světle poměr polských úřadů k Čechům na Volyni a uveřejňovaly fantastické pověsti o domnělém plánu rozdělení Československa mezi Polsko a Německo. Polská veřejnost nemůže zapomenout smutné minulosti, poněvadž postavení Poláků v ČSR není dosud upraveno způsobem, který by odpovídal projevům čs. vlády a upřímné vůli spolupracovati s Polskem. Dokud Poláci v ČSR neobdrží skutečné a v každém ohledu prakticky provedené rovnoprávnosti, dokud s nimi bude zacházeno jako s občany druhé třídy, bude na polské veřejnosti, kolikrát se bude jednati o časových otázkách, lpěti vzpomínka minulosti. Polský výbor věří, že kolegové z československého výboru použijí celého svého vlivu na veřejné mínění, které zastupují podle zásad československo-polské spolupráce.«

R - Praha 15. března

Projev, který vydal polský výbor tiskové dohody čs.-polské, překvapuje. Výbor si stěžuje na kritiky a zprávy, které čs. tisk připojil k polsko-německému paktu; tím chce patrně vysvětlit a omluvit protičeské projevy, které se staly a které se dějí v Polsku. Ve skutečnosti štvavé protičeské kampaně byly v polském tisku, blízkém vládním místům a činitelům, aranžovány již od poloviny ledna, tedy dříve, než co vůbec bylo známo o paktu německo-polském. Ostatně kritika, kterou československé listy připojovaly k tomuto paktu, byla mírnější než kritické a varovné hlasy opozičního tisku polského a tento tisk odvážně odsuzoval také protičeské výpady jiných polských listů.

Velmi udivuje stížnost polského tiskového výboru, že se nespravedlivě nakládá s polskou menšinou v Československu. U nás není ve skutečnosti menšina, která by měla tolik výhod jako menšina polská, ačkoli je číselně nepatrná. Nevíme, co by se mohlo pro ni dělat více, naopak zdá se, že se dělalo více, než bylo vhodné. Čechoslováci na Volynsku byli by přešťastní, kdyby se jim s polské strany poskytovala čtvrtina toho, čemu se v míře nadměrné těší polská menšina v Československu. Jsme to my, kteří máme právo, abychom se stěžovali do toho, že se Poláci vměšují do poměrů naší polské menšiny způsobem, neslučitelným s pravidly a zvyklostmi mezinárodními. Zásahy polského konsulátu v Ostravě jsou prostě neslýchané a divíme se, že naše úřady projevovaly dosud tolik trpělivé shovívavosti.

Jsme dobře informováni o tom, jak jistí i oficiální činitelé polští pracují proti nám. Není nám neznámo, oč se pokoušejí nejen na Těšínsku, nýbrž i na Podkarpatsku a Slovensku. Ve Varšavě usoudili, že je vhodné naladit struny proti nám. Nelze ještě dobře rozcítat, kam míří touto taktikou. Objektivní činitelé musí uznat, že vůči tomu všemu, co se v poslední době děje proti nám v Polsku a z Polska, zachováváme klid a zdrželivost velikou. Ke všemu ovšem mlčet nemůžeme a nebudeme. Ale nedáme se vyprovokovat, jak by si patrně přáli na některých místech polských, ke kampaním tak štvavým a urážlivým proti polskému národu. Jaké se pořádají proti národu našemu v Polsku. Víme, že s protičeskými štvanicemi nesouhlasí celá polská veřejnost, víme, že většina polského lidu naopak si přeje dohody a součinnosti s námi.

Má-li někdo moc, neznamená to ještě, že má také souhlas těch, které svou moc ovládá. Belveder není ještě celé Polsko a známí štváci v Krakově a v Polském Těšíně nevyjadřují smýšlení celého polského národa. Nedáme se proto vyrušit ze svého pevného klidu, protože víme, že vývoj si vynutí těsnou součinnost a opravdové přátelství čs.-polské.

Gazeta Kresowa 15/III. 34.

Kaszycki aresztowany.

Przed niedawnem przybył tu na Śląsk polski żurnalista Kaszycki i wygłosił w licznych miejscowościach Śląska cały szereg wykładów. Mówił o Polsce, jej historii, jej zasługach w przeszłości, o jej obecnym rozwoju, o znaczeniu jej słowa na terenie polityki międzynarodowej. Lecz podkreślał też konieczność współpracy narodów słowiańskich ze sobą. Interesujące wykłady ścigały każdorazowo ludność naszą masowo. Po ukończeniu całego cyklu wykładów, udał się p. Kaszycki do Koszyc. Tam go aresztowano pod zarzutem, że naruszał swą działalnością niepożądaną spokój i porządek na terenie naszego Śląska.

Nasz Kraj 16/III. 34.

Komunikat prasowy. Do wszystkich organizacji i stowarzyszeń polskich na Śląsku czechosłow. i Morawach, jako też i do poszczególnych osób, które przesyłały życzenia imieninowe Prezydentowi Rzeczypospolitej Polskiej, prof. Ignacemu Mościckiemu:

„Z polecenia Pana Prezydenta Rzeczypospolitej dziękuje za nadesłane życzenia imieninowe

Dyrektor Kancelarii Cywilnej
Prezydenta Rzeczypospolitej.

Warszawa, Zamek Królewski.

Luty 1934 r.“

Aresztowanie polskiego studenta. Żandarmeria czechosłowacka zaarrestowała w Czeskim Cieszynie obywatela polskiego, słuchacza wyższej szkoły rolniczej w Cieszynie Eugenjusza Sprenzeka. Aresztowanego przewieziono do więzienia sądu okręgowego w Mor. Ostrawie. Aresztowanie nastąpiło w dniu 11 b. m. z powołaniem się na ustawę o ochronie republiki. W dniu tym — jak wiadomo — odbyła się w Czeskim Cieszynie głośna manifestacja antypolska. Konsulat Rzplitej polskiej w Morawskiej Ostrawie interwenjował w tej sprawie u władz czeskich.

Po zebraniu antypolskiem. Zeszłej niedzieli odbyło się w Czeskim Cieszynie na Strzelnicy zebranie antypolskie zwołane przez Maticę. Wstęp był tylko wolny za okazaniem legitymacji członkowskiej. Wygłoszono tam ostre przemówienia, skierowane przeciw Polsce, Polakom i nam, mniejszości polskiej w Czechosłowacji. Na tle zgromadzenia doszło między gazetami czeskimi do walki prasowej między Duchem czasu i Denikiem. Z niej żeśmy się dowiedzieli, że najostrzej występował tam, jak było do przewidzenia, poseł Szpaczek. Mówił tak ostro, że mu musiał przewodniczący zwrócić uwagę, ażeby mówił spokojniej. Zgromadzenie niedzielne zaostriżyło ogromnie stosunki na pograniczu. Było ono prowokacją jak zaznaczają gazety polskie, o której się należy zapytać za dziennikiem Czas „Qui bono?“ Na wszystkie te prowokacje i pod naszym adresem skierowane odpowiedzi z zachowaniem zimnej krwi. Inicjatorzy zebrania przyjdą sami do przekonania, że popełnili błędny krok.

Aresztowanie redaktora Kaszyckiego. Czwartkowe Czeskie Słowo donosi, że w Koszycach aresztowano redaktora p. Kaszyckiego, który jest u nas znany z wygłoszonych referatów przed niedawnym czasem. Samo Czeskie Słowo pisze, że jest ciekawem, iż p. Kaszyckiego aresztowano przed wygłoszeniem odczytu w Koszycach o Marszałku Piłsudskim. Miał go wygłosić 18 marca.

Gazeta Polska 18. III. 34

Ludność polska na Śląsku Cieszyńskim uroczyscie
obchodzi imieniny Marszałka Piłsudskiego

MORAWSKA OSTRAWA, 18.3. — Polacy zamieszkali na Morawach i Śląsku Cieszyńskim przygotowują 17 i 18 b. m. uroczystości ku czci Marszałka Piłsudskiego. W Morawskiej Ostrawie odbędą się wielka akademja pod pro-

tektoratem konsula generalnego R. P. Malhon me. Odbędą się również uroczystości ku czci Marszałka Piłsudskiego w Śląskiej Ostrawie, Witkowicach, Jabłonkowie, Suchej oraz w szeregu innych miejscowości. (PAT).

Lidové Noviny 16/III. 34

„Polska 30-halerzówka“, wychodząca w Katowicach, tak pisze o manifestacjach cieszyńskich:

„Rozsądni ludzie po obydwu stronach granicy powinni wylężyć wszystkie siły, aby na przyszłość nie dochodziło do tego rodzaju sporów i wrogich manifestacji. Słuszne postulaty mniej-

szości prędzej mogą się doczekać realizacji w atmosferze wzajemnego zaufania i spokoju. Tego rodzaju zaś incydenty wpływają na ogólny stosunek pomiędzy obydwoma narodami, którym położenie i sytuacja polityczna nakazuje zachowanie jak największej solidarności wobec trwałego i wspólnego niebezpieczeństwa zewnętrznego.“

Jest to wprawdzie pismo brukowe, niemniej jednak podaje w tej sprawie uwagi trafne.

Nowiny bodzienne 17/III. 34.

Zaślepieni Czesi nadal prowokują!

Podstępne aresztowanie literata polskiego — Wysokie mandaty karne

Morawska Ostrawa, 15 marca. Wczoraj w Koszycach został przez Czechów aresztowany literat polski **Stanisław Kaszycki** z Krakowa. Tutejsza prasa szowinistyczna wyraża z tego powodu złośliwe zadowolenie. „Ceske Slovo“ usiłuje wmówić swym czytelnikom, że aresztowanie nastąpiło pod zarzutem naruszenia spokoju publicznego, którego Kaszycki miał się dopuścić w czasie swego pobytu na Śląsku czechosłowackim. Aresztowany prawdopodobnie przewieziony będzie do Czeskiego Cieszyna.

Fakt aresztowania Kaszyckiego, członka Towarzystwa Polsko-Czeskiego w Krakowie, który z ramienia Uniwersytetu Jagiellońskiego na zaproszenie kulturalnych organizacji czechosłowackich wygłaszał w Czechosłowacji wykłady o Polsce i Czechosłowacji, ~~na~~ uchowane idea poro-

zumienia polsko-czechosłowackiego, rzuca jaskrawe światło na antypolskie postępowanie Czechów. Polacy na Śląsku czechosłowackim i Morawach, wśród których zjednał on sobie szczerą sympatię, przyjęli tę wiadomość z prawdziwym oburzeniem. Wyrazem tego oburzenia jest ich występowanie na znak protestu z klubu Czesko-Polskiego w Morawskiej Ostrawie.

Morawska Ostrawa, 15 marca. W wyniku przeprowadzonych przez komisję urzędu skarbowego w Opawie na terenie Morawskiej Ostrawy rewizyj, które — jak ogólnie przypuszczają — nastąpiły wskutek denuncjacji, nałożono na Polską Kasę Zaliczkową w Morawskiej Ostrawie oraz na jednego z tutejszych polskich działaczy społecznych kary po 15 tys. koron czeskich.

Poledni Ostravsky Denik 17/III. 34

Stát má dosti prostředků, aby zajistil bezpečnost na Těšínku

Policejní ředitelství vydalo včera 16. března 1934 pro obce okresu fryštátského a okresní úřad v Čes. Těšíně a pro obce svého správního obvodu vyhlášku tohoto znění:

V poslední době jsou na Těšínsku rozšiřovány poplašné zprávy, které vnášejí mezi obyvatelstvo neklid a obavy o pokojný vývoj v tomto území. Policejní ředitelství vybízí veškeré obyvatelstvo ke klidu a rozvaze. Obyvatelstvo budiž si vědomo, že státní správa česko-

slovenské republiky má dostatek prostředků, aby zabezpečila plně bezpečnost osob či majetku a zajistila stálost zákonné měny československé, takže není žádné příčiny ke znepokojení.

Je v zájmu klidu okresu a veškerého jeho obyvatelstva, aby rozšiřovatelé jakýchkoliv poplašných a znepokojujících pověstí byli oznámeni bezpečnostním úřadům, které proti nim co nejdříve zakročí tresty podle čl. 3, zákona ze dne 14. července 1927, Sb. z. a n. čís. 125, ovšem bez újmy soudního stíhání podle ustanovení par. 18. zák. na ochranu republiky.

Polska Zachodnia 17. III. 34.

Czeskie szykany ludności polskiej nie ustają

Morawska Ostrawa. Fala antypolskich wystąpień na Śląsku Cieszyńskim przybiera coraz szersze rozmiary.

Wczoraj aresztowano w Mistrzowicach koło Czeskiego Cieszyna rolnika polskiego Szuścika. Aresztowanie nastąpiło na tle politycznym. Szuścika przewieziono do więzienia w Morawskiej Ostrawie, gdzie jak wiadomo, przebywa student polski Sprezel z Cieszyna i gdzie przewieziony ma być literat polski Kaszycki, aresztowany w Koszycach.

Na terenie Moraw i Śląska Ostrawskiego nie ustają rewizje dokonywane przez komisję urzędu skarbowego w

Opawie u Polaków posiadających w Polsce majątki. Dochodzenia mają na celu wykrycie rzekomych nieformalności przy transakcjach pieniężnych z Polską.

Nauczyciel w Bystrzycy koło Jabłonkowa dowiadywał się w sposób podstępny od dzieci szkoły polskiej co słyszały na temat dalszych losów Śląska. Na podstawie informacji nauczyciela rozpoczęło śledztwo wrzeciwko trzem dziewczynom ze szkoły polskiej w Bystrzycy. Śledztwo prowadzi żandarmerja z Czeskiego Cieszyna oraz wspomniany nauczyciel.

Kierownik polskiej szkoły publicznej

na Śląsku Cieszyńskim otrzymał od władz polecenie niezwłocznego oddania broni. Okazało się, że oprócz szabelek używanych do przedstawień teatralnych, szkoła żadnej broni nie posiada.

Komisariat policji w Karwinie zastosował do wszystkich towarzystw polskich, mających siedzibę w domu Brama o przedstawienie dokładnych spisów wszystkich swych członków.

Aresztowany w Koszycach literat Kaszycki przewieziony został wczoraj do więzienia sądu okręgowego w Morawskiej Ostrawie. Aresztowanie jego nastąpiło na żądanie prokuratury.

Słowa a fakty

Złe wieści z za Olzy

Z pogranicza polsko-czechosłowackiego dochodzą od pewnego czasu niepokojące wieści o antypolskich manifestacjach, urządzanych przez ludność czeską na zachód od Olzy pod patronatem miejscowych czynników lokalnych.

Piętnaście lat minęło od chwili, gdy Śląsk Cieszyński był widowiskiem krwawych zapasów między narodami, które właśnie odzyskały byt państwowy. Rzućmy zasłonę na ten ponury incydent i na metody, jakimi Czechosłowacja zdołała wtedy odnieść niesławnej pamięci „zwycięstwo“. Faktem jest, że po stronie czeskiej pozostało przeszło 100.000 Polaków i że mniejszość ta w Czechosłowacji niczego nigdy nie pragnęła, jak tylko tych samych praw, jakie posiadają inne mniejszości narodowe.

Gdy w r. 1925 oba państwa zawarły umowę likwidacyjną — zdawało się, że nie ma żadnych przeszkód, aby te postulaty mniejszości polskiej w Czechosłowacji przyoblekły się w czyn. Zwłaszcza, że rząd praski wielokrotnie zapewniał Polskę o swych przyjaznych uczuciach i zapewnienia te powtarzał niemal do ostatniej chwili.

Ale na terenie Śląska Cieszyńskiego, pozostającego pod władzą czeską, coraz częściej powtarzają się przejawy nietylko niechęci, ale nawet i represyj wobec mniejszości polskiej. Poczęto usuwać polskich urzędników z posad, polskich górników z kopalń. Poczęto zastępować polskich księży czeskimi. Jedyne na czeskim Śląsku gimnazjum polskie w Orłowie, przejęte na papierze pod zarząd państwa, nie mogło się doczekać zrealizowania tego postanowienia władz czeskich. A nadomiar zaczęto podniecać ludność w kierunku antypolskim, szerzyć o rządzie polskim wieści, jakoby wrogo odnosił się do Czechosłowacji, wypisywać takie bzdury, jakoby Polska godziła się na „plan Rosenberga“ lub jakoby w polsko-niemieckim pakcie nieagresji znajdowały się „tajne klauzule“, wymierzone przeciw Czechosłowacji.

Atmosfera na Śląsku Cieszyńskim stopniowo zaznawiała zaognienia, represje wobec mniejszości polskiej stawać się poczynają coraz przykrzejsze. Wreszcie Czeska Macierz Szkolna zainicjowała wręcz antypolską manifestację publiczną i rzuciła hasło bardzo niepokojące, bo zmierzające do dalszego jeszcze pogłębienia antagonizmów wśród polskiej i czeskiej ludności na pograniczu obu państw.

Trudno nam uwierzyć, aby to wszystko dziać się mogło bez wiedzy władz centralnych Czechosłowacji. Mają one bowiem możliwość skutecznego sparaliżowania zakusów antypolskich, o ile one wywodzą się z szowinizmu miejscowych sfer. Jednak władze naczelne zachowują wobec tej akcji conajwyżej „neutralność“. I to jest właśnie wymowną ilustracją rzeczywistego stosunku tych władz do Polski. Można by powiedzieć: „wylazło sztydo z worka“...

Spółeczeństwo polskie przyjmuje te wieści z uczuciem prawdziwego zawodu, zwłaszcza te ośrodki, które wiele wkładały w budowę przyjaźni polsko-czeskiej. To też zwraca ono baczną uwagę na to, co się dzieje za południowym kordonem.

Nie wyobrażamy sobie, aby tego rodzaju postępowanie władz i społeczeństwa czeskiego nie wywarło wpływu na układanie się wzajemnych stosunków między obu państwami.

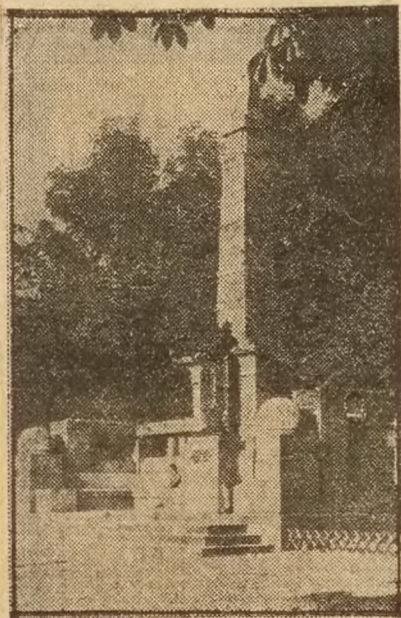
Ludność polska z za Olzy może być pewna, że Rzeczpospolita o niej nie zapomniła i nie zapomni.

B. M.

Gazeta Polska

Z NIEDOLI POLAKÓW

(Korespondencja własna)



Cieszyn. Pomnik Mieszka I, księcia cieszyńskiego.

Kiedy przed kilku zaledwie miesiącami miałem sposobność zetknięcia się w Pradze z kilkoma narodowymi politykami czeskimi szeroko omawiano wówczas konieczność zadziernięcia silnych węzłów stałej współpracy polsko-czeskiej.

Wybitni członkowie czeskiej Rady Narodowej entuzjazmowali się tą sprawą, „Modra revue“ pisała sążniste artykuły dyskusyjne, a kluby polsko-czeskie trawiły czas na wielogodzinnych rozważaniach o odwiecznym braterstwie obu narodów, wspólnych celach i wielkich zadaniach słowiańszczyzny.

To też gdy nagle dowiedziałem się o aresztowaniu przez policję czeską nie kogo innego, ale właśnie członka jednego z takich klubów polsko-czeskich, znanego literata krakowskiego Taszyckiego, który w wielokrotnych przemówieniach przez radio zachęcał społeczeństwo polskie i czeskie do zbliżenia, postanowiłem udać się na Śląsk Cieszyński, aby tam naocznie przyjrzeć się rozwojowi tej z wielkim rozmachem zapowiadanej stałej współpracy obu narodów.

Obraz „rzeczywistej rzeczywistości“ na Śląsku Cieszyńskim aż nadto wymownie wskazał mi jak wielka jest odległość pomiędzy tem co się mówi w Pradze, a tem co się robi w Czeskim Cieszynie, Fryszacie czy Morawskiej Ostrawie.

Śląsk Cieszyński żyje dziś w podnieceniu. Rewizje, aresztowania, nakładanie wielotysięcznych kar oraz namieszanie nagonki prasy szowinistycznej na czele z „Casem“ i „Morawskim-Słazkim Dniem“ wytworzyły wśród ludności polskiej słuszne oburzenie. Oburzenie to jest silniejsze, że akcja antypolska nie od dziś jest prowadzo-

na przez tutejsze szowinistyczne czynniki czeskie. Przeciwnie nosi ona wszelkie cechy planowości i systematyczności. Stwierdził to zresztą sam b. delegat rządu czechosłowackiego w Komisji Międzysojuszniczej w Cieszynie p. dr. Rudolf Matous.

W broszurze „10 let ceskoslovenskeho Slezska“ wyraźnie przyznaje, iż wyśniewana przezeń koncepcja stworzenia uprzywilejowanego stanowiska dla żywiołu czeskiego znalazło pełne uznanie u miarodajnych czynników i że w tym kierunku nastawione zostało szkolnictwo, sądownictwo, administracja i gospodarka czeska. Tym tendencjom podporządkowana jest również szowinistyczna prasa czeska, z tupetem pisząca o „nawracaniu spolszczonych Morawian“ i stwierdzająca, iż na Śląsku nicma poprostu „mniejszości polskiej“.

I wszystko to dzieje się w kraju, w którym jest przeszło 55 proc. autochtonicznej ludności polskiej, w którym na 94 gminy 50 posiada od 66,7 — 100 proc. głosów polskich, w którym po czesku mówi jedynie żandarm, kolejarz, urzędnik i nauczyciel.

Wśród takiej fali szowinizmu położenie licznej, zwarcie zamieszkującej swe ojczyznę ziemie ludności polskiej, która w liczbie 140.000 na 114.000 Czechów, dostała się do państwa czechosłowackiego — staje się z każdym dniem gorsze.

Jest ono dziś gorsze niż za czasów zaboru austriackiego. Wywalczone przed wojną szkolnictwo polskie zostało kompletnie zniszczone w r. 1921. Zamknięto 17 szkół polskich, do których uczęszczało 4.135 dzieci. Odbudowane w ostatnich latach przez Polską Macierz Szkolną prywatne szkolnictwo polskie napotyka na olbrzymie trudności. Szowiniści czescy, będący właścicielami hut, kopalń, dóbr i lasów groźbą usunięcia z pracy zmuszają robotników do posyłania dzieci do szkół czeskiej. W czysto polskim powiecie jabłonkowskim, gdzie według spisu z 1910 r. na 24.215 Polaków było zaledwie 153 Czechów, 40 proc. dzieci uczęszczać musi do szkół czeskich. Koszt tem dziecka polskiego rośnie liczba szkół czeskich.

Ludność polska pozbawiona jest szkolnictwa zawodowego. Zamknięto polską szkołę górniczą w Dąbrowie, przyczem czeska szkoła górnicza w Morawskiej Ostrawie z reguły nie przyjmuje Polaków, niema dalej polskich szkół handlowych i kupieckich. Młodzież uczęszczająca do takich szkół w Polsce nie otrzymuje w Czechosłowacji żadnej posady. Upaństwowione po długiej walce gimnazjum polskie w Orłowej do tej pory nie otrzymało żadnych środków. Ludność polska niema własnego seminarjum nauczycielskiego. Władze nauczycieli narzucają Niemców, których 30 zatrudnionych jest obecnie w publicz-

Polska Zachodnia 17. III 34. Nowiny Cechy, 20. IV. 34

17/III. 1934 r.

W CZECHOSŁOWACJI

a „Gazety Polskiej“)

KATOWICE, w marcu.

nych szkołach polskich. Warto zaznaczyć, iż mimo całej deklaracji o braterstwie słowiańskim Czesi dają o wiele większe uprawnienia Niemcom niż Polakom. Tak więc referat polskiego szkolnictwa mniejszościowego przy Wydziale Krajowym w Brnie przydzielony został sekcjom czeskiej i niemieckiej. Również mimo, iż mniejszość niemiecka posiada powiatowe wydziały szkolne, władze nie chcą dopuścić do utworzenia takiego wydziału polskiego.

Upośledzenie polskiego szkolnictwa mniejszościowego w stosunku do innych mniejszości wyraźnie zresztą określił statystyk czeski dr. Fajfr w orędziu dla towarzystwa dla badań spraw narodowościowych t. z. „Nar. obzor“.

Nie mniejsza czechizacja prowadzi na jest w kościele. Wszystkim dobrze jest znana sprawa Cierlicka, ale Cierlicko to tylko symbol. Tak samo osadzono proboszczy—Czechów w Biedowicach, Czeskim Cieszynie, Dąbrowie, Karwinie, Lutyni, Rychwałdzie i Łaskach, wprowadzając czeskie nabożeństwa, czeskie kazania i śpiew czeski zamiast polskiego. To samo odnosi się również do kościoła ewangelickiego. Statut czeskiego i niemieckiego kościoła ewangelickiego został zatwierdzony przez władze, natomiast odmówiono zatwierdzenia statutu polskiego, ponieważ wewnątrz językiem w kościele jest język polski. Równocześnie zmusza się robotników polaków do używania języka czeskiego w kościele i w czeskim języku konfirmacji.

Obowiązujące w Czechosłowacji ustawodawstwo mniejszościowe przewiduje przyznanie w urzędach praw językowych tam, gdzie mniejszość stanowi więcej niż 20 proc. Mimo to, tam nawet, gdzie polacy stanowią powyżej 60 proc. językiem urzędowania jest język czeski, na kolejach, na poczcie w

sądzie napisy i akty prowadzone są w języku czeskim lub niemieckim, choć Niemcy stanowią mniej niż 20 proc. ludności.

Parcelację rolną prowadzi się z wyjątkiem szkody ludności polskiej, osadzając Czechów. Niektóre majątki w oskolicach polskich specjalnie są wykupywane dla prowadzenia osadnictwa czeskiego. Specjalny rodzaj szykany stanowi usuwanie robotników i urzędników Polaków z hut, kopalni i instytucji państwowych. Prym wiodą w tej dziedzinie Tow. Górniczo i Hutnicze i opanowana całkowicie przez Czechów kolej karwińsko i bogumińska. Na kolei tej niema dziś urzędników polaków. W całym zagłębiu karwińsko i ostrawskim masowo utrudnia się wbrew umowom nabycie zasiedziały obywatelom polskim obywatelstwa czeskiego. Robotników zmusza się do wstępowania do „Narodního stružení“, do czeskiej „Macierzy“, czeskiego „Sokoła“, które prowadzą akcję wynaradawiającą.

I wszystko to dzieje się mimo, iż pomiędzy Czechosłowacją i Polską istnieje specjalna umowa likwidacyjna, dająca ochronę mniejszości polskiej.

I wszystko to dzieje się przy akompaniamencie frazesów o konieczności zbliżenia i braterstwa obu narodów. Z przykrością stwierdzić trzeba, iż rola, jaką w dziedzinie usunięcia tych wzajemnych zdrażnień odegrały istniejące na Morawach i Śląsku Cieszyńskim kluby polsko i czeskie jest znikoma. Rola ich dotychczas sprowadzała się jedynie do jednostronnego hamowania ludności polskiej na tych terenach w jej naturalnych żądaniach. Nie potrafiły one jednak wpływać w sposób dość autorytatywny na politykę miejscowych czynników, kierujących się w codziennym życiu szowinizmem.

TADEUSZ KOPEC.



Cieszyn. Olza, rzeka graniczna.

Praso Ludu 15/III. 34
Evangelik 16/III. 34.

Z Walnego Zebrania Towarzystwa Rolniczego.

Walne zebranie Towarzystwa Rolniczego w Cz. Cieszynie odbyło się w sobotę, dnia 10 marca b. r. w sali hotelu „Polonia“ przy nader licznych udziałach delegatów Kółek rolniczych oraz gości. Między innymi zebranie zaszczylił swą obecnością gen. konsul Rzplitej Polskiej p. Dr. Leon Malhome, pp. wicekonsulowie Dr. Synowiecki i Dr. Domański, dalej pp. posłowie Dr. Buzek i Junga, p. Buzek Karol za Związek Spółdzielni Polskich, p. dyr. Ofiok za T. O. Z., pp. Dr. Leon Wolf i Jerzy Teper za „Ziemie“, p. inż. Buzek za Towarzystwo Rolnicze w Cieszynie, p. dyr. Malec za Zawodową Szkołę Rolniczą w Cz. Cieszynie, p. Ciemala Jan za Tow. Domu Narod., p. dyr. H. Dolaisówna za Szkołę Gospodyń Wiejskich w Końskiej, p. A. Rucka za Związek Absolwentek Końszczanek.

Po przywitaniu delegatów i gości zagalib zebranie p. prezes Pawlica, przypominając 84-letnie urodziny p. prezydenta Masaryka i wzywając obecnych do uczczenia tego trzykrotnym okrzykiem: Niech żyje. Pamięć zmarłych członków jak również wielkiego męża stanu ś. p. Antoniego Švehli uczczono przez powstanie. Po odczytaniu listów i życzeń, nadesłanych z okazji Walnego, przystąpiono do następnych punktów porządku dziennego. Tok obrad był poważny, zaznaczała się jednomyślność. P. Cienciak, kier. szkoły gosp. w Suchej, wygłosił referat o wysokim poziomie na temat ekonomicznego ujęcia sprawy hodowli drzewek owocowych i sprzedaży owoców. Po referacie toczyła się dyskusja, w której zabrał głos również p. dyr. Malec, podając parę prostych uwag co do zakładania szkółek drzew owocowych. — Następnie rozpatrzone i uchwalono szereg wniosków, które oddano do dalszego załatwienia Zarządowi, który wybrano w dotychczasowym składzie. W wolnych wnioskach i życzeniach zabrał głos p. gen. konsul Dr. Malhome, życząc, by do każdej chaty polskiej na Śląsku zajażdżał dobrobyt. Przemawiali jeszcze pp. posłowie oraz przedstawiciele różnych organizacji. Po wyczerpaniu programu, zebranie zamknął p. prezes Pawlica.

Pras 17. III. 34.

Antypolskie nastroje w Czechosłowacji

Morawska Ostrawa 16 marca.

(PAT) Fala antypolskich wystąpień na Śląsku czechosłowackim przybiera coraz szersze rozmiary. Wczoraj aresztowany został w Mistrzowicach koło Czeskiego Cieszyna rolnik polski Suścik i przewieziony do więzienia w Morawskiej Ostrawie, gdzie jak wiadomo przebywa student Sprencel z Cieszyna. Na terenie Morawskiej i Śląskiej Ostrawy nie ustają rewizje dokonywane przez komisje urzędów skarbowego w Opawie u Polaków, posiadających majątek w Polsce. Dochodzenia mają na celu wykrycie rzekomych nieformalności przy transakcjach pieniężnych z Polską. Nauczyciel w Bystrzycy koło Jabłonkowa dowiadywał się w sposób podstępny od dzieci, co słyszały na temat dalszych losów Śląska? Komisariat policji w Karwinie wystosował w niewiadomych celach nakaz do wszystkich towarzystw polskich, mających swą siedzibę w domu „Prasa“, aby przedłożyły dokładny spis wszystkich swoich członków. Aresztowany w Koszycach literat krakowski Kaszycki przewieziony został wczoraj do więzienia sądu okręgowego w Morawskiej Ostrawie. Aresztowanie jego nastąpiło na żądanie prokuratora. Konsulat polski w Morawskiej Ostrawie interwenjował u władz w sprawie aresztowanego.

Polityka burmistrzów z Pipidówki

Napiętnowaliśmy wczoraj prowokacyjne wystąpienie antyczeskie burmistrza polskiego Cieszyna, p. dr. Michejdy oraz reakcję nie mniej prowokacyjną czeskich szowinistów. P. dr. Michejda może w Polsce popisywać się „tanim frazesem rzekomo patriotycznym, ale za jego popisy płacą nasi bracia pod rządami czeskim”. Takiej „pomocy”, jakiej im udzielił w ich walce o równouprawnienie obywatelskie i narodowe p. Michejda, nasi rodacy w Czechach nie potrzebują, bo pogarsza to tylko ich ciężką dolę. Skutki występow p. Michejdy już widzimy. Ma się wrażenie, że szowiniści czescy tylko czekali na wyczyny p. dr. Michejdy, bo Polska Agencja Telegraficzna donosi o rewizjach, przeprowadzanych w instytucjach polskich i u działaczy polskich na podstawie denuncjacji czeskich szowinistów oraz o zakładaniu czeskich szkół w wioskach polskich. Dzisiaj otrzymaliśmy od kilku naszych rodaków z Śląska czeskiego list, w którym w zupełności podzielają nasze stanowisko i w najostrzejszych słowach piętnują wystąpienie p. dr. Michejdy, jako przynoszące szkodę ich interesom narodowym.

Zresztą z naszym sądem o popisach p. dr. Michejdy nie jesteśmy odosobnieni. Nawet konserwatywno-sanacyjny „Czas”, który w ostatnim czasie prowadził bardzo zaciętą kampanię antyczeską, zdobył się na potępienie p. dr. Michejdy. Przytoczywszy obrażające uczucia występy z przemówienia dr. Michejdy, powiada:

„Nie wahamy się stwierdzić, że szanownego burmistrza poniosł zapal oratorski. Rozumiemy dobrze jego nastroj wobec ciężkiego położenia naszych rodaków na Śląsku czeskim — ale przemawiając publicznie i pozostając na stanowisku urzędowym, należy skrupulatnie ważyć słowa, gdy chodzi o

problematy drażliwe, gdy poczucie godności obcego narodu może być podrażnione. Znacznie też byłoby lepiej, gdyby p. dr. Michejda powyżej przytoczonych wyrażen nie był użył”.

A p. dr. Michejda nie tylko obraźliwie wyrażał się o prezydencie Masaryku i dotknął poczucie godności sąsiedniego narodu, ale zapowiadał „wyzwolenie” braci z pod czeskich rządów. Na to czescy szowiniści zareagowali demonstracjami i zarządzeniami przeciwko Polakom w Czechach.

Czesi występow p. dr. Michejdy i jemu podobnych nie powinni przeceniać, tak jak my ich nie przeceniamy. Trudno brać na serio ludzi, których pretensje sięgają aż do XIII wieku. Ale jeżeli w Polsce ludzie rozsądni potępili występy p. dr. Michejdy, to w interesie dobrych stosunków polsko-czeskich powinni się znaleźć ludzie, którzy potępia wystąpienia antypolskie szowinistów czeskich. Sytuacja naszych rodaków w Czechach nieraz była ciężka i dziś znowu staje się ciężką. Społeczeństwo polskie według sił powinno im nieść moralną i materialną pomoc. Występy p. dr. Michejdy są tem szkodliwsze, ponieważ w ostatnim czasie stosunki polsko-czeskie na Śląsku Czeskim zaczęły się dobrze układać i Czesi okazali skłonność do ustępstw na rzecz Polaków. Dobroczynny wpływ w tym kierunku wywierał b. nasz konsul Ripa, i dlatego cieszył się wielkimi uznaniem u naszych rodaków.

Działacze polscy na Śląsku czeskim żalą się, że nierozumne występy Michejdów i im podobnych nie tylko utrudniały im pracę, ale wprost niszczyły owoce dotychczasowych ich wysiłków. Rozsądne koła w Polsce i w Czechosłowacji powinny dołożyć wszelkich sił, aby o stosunkach polsko-czeskich nie decydowali Michejdowie i Szpaczkowie.

To, co niegdyś w Czechach czyniono w rękawiczkach — obecnie zaczyna być robione bez rękawiczek. Jeśli chodzi o stanowisko Czech wobec mniejszości polskiej na Śląsku Cieszyńskim — to polityka wynaradawiania Polaków była uprawiana dość konsekwentnie, acz mniej lub więcej wstydliwie — w ciągu lat piętnastu. Ostatnio — z jakichś wyższych racji politycznych, które próżnobyśmy się starali odgadnąć, ta sama polityka zaczęła przybierać formy jaskrawe. Prasa ściga się w podjudzaniu opinii w duchu przeciwpolskim; władze stosują szykany na całej linii — od urzędów podatkowych aż do aresztowań gości z Polski, zaproszonych „do zbliżenia” polsko-czeskiego; organizacje szowinistyczne, korzystające z ułatwień rządowych (zniżki kolejowe), manifestują po ulicach i wygrażają pięściami.

Jaki jest cel tego wszystkiego? Nie podejmujemy się odpowiedzieć na to pytanie. Metody brutalności nigdy nie prowadzą do celu — nawet jeżeli są stosowane przez silnych. Tembardziej nie mogą prowadzić do celu, gdy są uprawiane przez politykę czeską. Ludność polska na Śląsku Cieszyńskim wytrzymała długoletnie próby wynaradawiania.

Gazeta Polska 17/III. 34

Prowokacje czeskie w stosunku do ludności polskiej nie ustają

MORAWSKA OSTRAWA, 16.3. — Fala antypolskich wystąpień na Śląsku cieszyńskim przybiera coraz szersze rozmiary. Wczoraj aresztowano w Mistrzewicach, koło czeskiego Cieszyna, rolnika polskiego Szuścika. Aresztowanie nastąpiło na tle politycznym. Szuścika przewieziono do więzienia w Morawskiej Ostrawie, gdzie już przebywa student polski Sprenzel z Cieszyna.

Na terenie Morawskiej i Śląskiej Ostrawy nie ustają rewizje, dokonywane przez komisję urzędu skarbowego w Opawie, w Polaków, posiadających majątek w Polsce. Dochodzenia mają na celu wykrycie rzekomych nieformalności przy transakcjach pieniężnych z Polską.

Nauczyciel w Bystrzycy, koło Jabłonkowa, dowiadywał się w sposób podstępny od dzieci szkoły polskiej co słyzały na temat dalszych losów Śląska. Na podstawie informacji nauczyciela rozpoczęło śledztwo przeciwko trzem dziewczynkom ze szkoły polskiej w Bystrzycy. Śledztwo prowadzi żandarmeria, sprowadzeni z czeskiego Cieszyna oraz ów nauczyciel.

Kierownik polskiej szkoły publicznej na Śląsku cieszyńskim otrzymał od władz polecenie „niezwłocznego oddania broni”. Okazało się, że oprócz szaberek, używanych do przedstawień teatralnych szkoła broni nie posiada. Komisarjat policji w Karwinie wystosował w niewiadomych celach nakaz do wszystkich towarzystw polskich, mających siedzibę w domu „Prasa”, aby przedstawiły dokładny spis wszystkich swych członków.

Aresztowany w Koszycach literat krakowski, Kaszycki, przewieziony został wczoraj do więzienia sądu okręgowego w Morawskiej Ostrawie. Aresztowanie jego nastąpiło na żądanie prokuratury. Konsulat polski w Morawskiej Ostrawie interwenjował u władz w sprawie aresztowanego. (PAT)

RZEKOME POWODY ARESZTOWANIA KASZYCKIEGO

KOSZYCE, 16.3. — Jak się okazuje, prokurator w Morawskiej Ostrawie wydał nakaz aresztowania Kaszyckiego na skutek doniesienia żandarmerji czeskiej na Śląsku. Podstawą oskarżenia są uwagi Kaszyckiego, które miał on rzekomo wypowiedzieć na zebraniu polskim, na temat położenia mniejszości polskiej, a które zakwestjonowano, jako dążenie do zakłócenia spokoju publicznego w Czechosłowacji.

Jak dalece zarzuty są uzasadnione, wykaże śledztwo. Należy jednak zwrócić uwagę na fakt, że aresztowanie Kaszyckiego nastąpiło prawie w tydzień po wygłoszeniu inkryminowanego odczytu. (PAT)

oraz Kurjer Poznański 18. III. 34.

Zmiana frontu wobec

Po co i na co prowadzi się ob

W „Kurjerze Warszawskim” z dnia 18-go marca br. b. sen. Bolesław Koskowski poświęca wstępny artykuł ostatnim nagłym i nieoczekiwanym zmianom w stosunkach polsko-czechosłowackich. Od kilku tygodni oficjalna Polska Agencja Telegraficzna prowadzi dość dziwną kampanię alarmistyczną, jakiej nie prowadzono nigdy, nawet w okresie najgorszych i najbardziej zaostrożonych stosunków przeciwko Niemcom czy Gdańskowi. Senator Koskowski zestawia serię telegramów P. A. T., które zresztą jedne sprzeczne są w szeregu wypadków z innymi, z artykułem „Gazety Polskiej”, organu półoficjalnego, w którym zapowiedziano pod adresem rządu czechosłowackiego możliwość zmian w stosunku Polski do Czechosłowacji. Następnie sen. Koskowski omawia odezwę komitetu uroczystości ku uczczeniu poległych w walkach z Czechami w latach 1919 i 1920, którą to odezwę utrzymano całkowicie w duchu jęczącym, właściwym politykierom lokalnym, pozbawionym wszelkiego poczucia odpowiedzialności; zresztą działalność komitetu obywatelskiego, który organizował uroczystości z 4, 11 i 25 lutego, miała być również gorączkowym protestem przeciwko całej polityce czechosłowackiej wobec Polski. Następnie sen. Koskowski omawia znane i głośne już dziś przemówienie burmistrza Cieszyna, dr. Władysława Michejdy, wygłoszone podczas uroczystości w dniu 25 lutego i będące generalnym atakiem przeciwko Czechosłowacji.

„Jaki sens ma to wszystko?” — zapytuje sen. Koskowski. „Po co w tym właśnie czasie, kiedy szczególnie jest nam potrzebna demonstracja jedności w tej części Europy, czyni się właśnie coś odwrotnego? Iaranżuje się pokaz antagonizmów, które istnieją może na tych skrawkach ziemi polskiej i czechosłowackiej, ale które nie obchodzą całości narodu, które, przeciwnie, wydają się tej całości narodowej drobne, nielotne, skazane na zapom-

LESTROGA

nia za czasów austriackich i wynarodowić się nie dała. Oczywiście i teraz żadne pochody, awantury, kary podatkowe — również jej nie wynarodowia. Natomiast, jako reakcja na postępowanie władz czeskich — gdzie musiała wzbudzić falę oburzenia i poczucie krzywdy, które w każdym razie nie wzmocni organizmu państwowego Czechosłowacji. Fala ta musi wzbudzić tem wyżej i tem silniej, iż ludność polska na Śląsku Cieszyńskim w najmniejszej mierze nie spowodowała tej brutalnej nagonki, którą stosują władze i organizacje czeskie. Ludność polska na Śląsku Czeskim nie spiskowała przeciw Państwu, nie uprawiała sabotażu, nie czyniła zamachów ani nawet nie urządzała manifestacji. Ale pozostała polską — to był grzech, za który ją prześladowają.

Jesteśmy pewni, że metody, które zastosowały władze czeskie wobec ludności polskiej na Śląsku Cieszyńskim — nie dają spodziewanych przez władze czeskie wyników, jeżeli chodzi o polskość tej ludności. Nie znaczy to jednak, aby nie daly wogóle żadnych wyników. Do układu sąsiedzkiego współżycia między Rzeczpospolitą Polską i

Republiką Czechosłowacką — przy stosowaniu obecnych metod — rząd praski wprowadza nowe i wysocuje miejsce pozycje. Pozycje te zostają zapisane w wielkim moralnym rachunku, jaki poprzez dzieje prowadzi zawsze między sobą stykające się narody — i jeśli minus tych działań nie zostanie w porę zrekomensowany i zatarty przez odpowiedni plus — będą one obciążały politycznie Republikę Czechosłowacką, a tem samem będą ją osłabiały. Nie chcemy bowiem zostawiać złudzeń opinii czeskiej, jakobyśmy patrzyli obojętnie na to, co w tej chwili na Śląsku Czeskim się dzieje. Nie należy także żywić złudzeń, jakoby to, co tam widzimy, mogło nie odbić się, pośrednio lub bezpośrednio, na wzajemnych stosunkach obu Państw.

Jeśli jedną z przyczyn zastosowania przez władze czeskie prowokacyjnych metod wobec ludności polskiej Śląska Czeskiego było przypuszczenie, że szersza opinia w Polsce da się zbalamucić przez przysięgłych „czechofilów” — to wydaje nam się, że przypuszczenie takie będzie mylne. Bowiemy mogą być w Polsce różne zdania, co do tego, czy należy Republice Cze-

chosłowackiej przypisywać większy lub mniejszy ciężar gatunkowy w polityce międzynarodowej; mogą być różne zdania w ocenie jej siły i niezależności politycznej; ale niema i nie może być różnicy zdań co do tego, że wszelka polityka niszczenia i prześladowania przez władze czeskie ludności polskiej na Śląsku musi wywołać reakcję całego narodu polskiego; musi też być przez nasze kierownictwo polityki zagranicznej brana pod uwagę, jako jeden z poważnych czynników wpływających na stosunek Rzeczypospolitej do Republiki Czechosłowackiej.

Wszystko, co piszemy powyżej, jest najzupełniej obiektywnem i spokojnem stwierdzeniem faktów, nie zaś wynikiem jakichkolwiek pobudek natury emocjonalnej. I właśnie tak spokojnie i obiektywnie oceniając politykę władz czeskich wobec ludności polskiej na Śląsku czeskim — musimy stwierdzić, że jest ona wyzywająca, nieroztropna i do niczego dobrego doprowadzić nie może.

Fala antypolskich wystąpień czeskich

ZA CO ARESZTOWANO KASZYCKIEGO?

KOSZYCE, 17.3. — Bratysławski „Slovak“, omawiając sprawę aresztowania Kaszyckiego, pisze:

„Aresztowany publicysta polski jest dobrze znany publiczności słowackiej z licznych odczytów, które wygłosił w miastach słowackich. Posiadał on jaknajlepszą opinię. Jego prelekcje były pod każdym względem utrzymane w tonie lojalności. Dlatego też aresztowanie stanowi wielką niespodziankę”.

W Koszycach krążą pogłoski, że śledztwo ma być rozciągnięte i na osoby, z którymi stykał się Kaszycki. Koła intelektualistów słowackich w dalszym ciągu żywo omawiają tę sprawę. Pragną one rehabilitacji Kaszyckiego i jego powrotu do Koszyc, celem kontynuowania pracy nad zbliżeniem kulturalnym. (PAT).

MORAWSKA OSTRAWA, 17.3. — W więzieniu sądu okręgowego w Morawskiej Ostrawie Kaszyckiego odwiedził dziś konsul Malhomme. Konsul prosił jednocześnie prezesa oraz prokuratora sądu, aby ze względu na to, że Kaszycki jest inwalidą wojennym i człowiekiem o słabym zdrowiu, zechciano sprawę jego rozpatrzyć w przyspieszonym tempie, na co otrzymał odpowiedź, że sprawa zostanie zakończona w ciągu dwóch tygodni. Przybyła do Morawskiej Ostrawy żona Kaszyckiego znajduje się pod opieką konsula. Konsul generalny Malhomme odwiedził równocześnie w więzieniu studenta Sprezla z Cieszyna, którego sprawa, jak zapewniają, ma być również załatwiona w szybkim tempie. (PAT)

GADZINOWE PISMO

MORAWSKA OSTRAWA, 17.3. — W Jabłonkowie na Śląsku cieszyńskim wychodzi w języku polskim pismo „Nasz Ślązak“, wydawane przez partję czeskich agrariuszów. Pismo to uprawia wśród górali polskich propagandę przeciwpolską i stara się systematycznie wznieść u czytelników nienawiść do wszystkiego co polskie.

W ostatnim numerze tego pisma znajduje się artykuł, żądający od władz czeskich, aby zrewidowały swój stosunek do mniejszości polskiej, aby na Śląsku zakazano raz na zawsze odczytów gości z Polski. Artykuł zarzuca polskim nauczycielom, inspektorom szkolnym oraz księżom i pastorom polskim nielojalność wobec państwa i domaga się roztoczenia nad nimi surowej kontroli. Pismo to stawia prasie polskiej w Czechosłowacji zarzut, iż zajmuje stanowisko przeciwpolskie.

Artykuł pełen nienawiści do ludności polskiej w Czechach kończy się słowami: „Nie damy ziemi śląskiej kulturze obcej — tak nam dopomóż Bóg”. (PAT)

ec Czechosłowacji

ecną kampanję antyczeską?

nienie, godne ustąpienia lepszym uczuciom i mądrzejszym wyrachowaniom?”

„Jeżeli będziemy się trzymali w polityce polskiej”, — stwierdza dalej sen. Koskowski, — „zawsze tej samej taktyki i tej samej etyki, to sytuacja będzie następująca. Mniej więcej co 5 lat będziemy urządzali nad granicą Rosji na przestrzeni 1.400 km., gdzie tylko będzie jakieś większe siedlisko ludzkie, uroczystości, mające na celu wspomnianie krzywd, doznanych od Rosji. Wiadomo zaś, że było ich sporo, 100 razy więcej, niż w stosunkach polsko — czeskich. Naturalnie, Rosjanie nie odpowiedzą tem samem.

Po drugiej stronie Polski zabawa będzie jeszcze więcej ożywiona. Tam bowiem mamy do czynienia z Niemcami, którzy rzeczywiście od Alberta Niedzwiedzia, od Henryka Lwa byli nieubłagani wrogami Polski i których wodzowie prowadzą śmiertelną walkę z traktatem wersalskim, z jego postanowieniami terytorjalnymi. Czy taka polityka, chwalebna oczywiście w telegramach PAT-a, będzie szła na rękę naszej ulicy Wierzbowej?

Na niedawne serdeczne słowa mln. Benesza ze strony polskiej nie było coprawda odpowiedzi, ale to można jeszcze zrozumieć, gdy się wie, jak fenomenalną mąłomównością wyróżnia się nasz minister spraw zagranicznych.

Nie mówi on wogóle nigdzie, ani w Sejmie, ani w Senacie; zaledwie coś powie czasem w jakimś sumarycznym i przegodnym wywiadzie dziennikarskim. W każdym razie to milczenie wcale nie zapowiadało zmiany frontu wobec Czechosłowacji. Cóż się więc teraz stało, co by upoważniło PAT-a i pisma sanacyjne do akcji, pozabawionej i rymu i sensu, a z punktu widzenia ogólnej polityki polskiej w Europie wyraźnie szkodliwej?”

20/III. 34

Wszystko porządku orac
Gazeta Polska 19/III. 34

Polacy w więzieniach czeskich.

Ludność polska nie ustanie w walce o równouprawnienie. — Interwencja konsula Malhomme w obronie aresztowanych.

Morawska Ostrawa, 18 marca.

Cała tutejsza prasa polska wyraża swoje oburzenie na wybitnie antypolski charakter zgromadzenia czeskiego w czeskim Cieszynie w dn. 11 bm. „Nasz Kraj” oświadcza, że ludność polska nie pójdzie za wezwaniem Czechów i nie ma zamiaru protestować przeciwko uroczystościom polskim w Cieszynie, gdzie broniono interesów pol-

skich w Czechosłowacji, uważając, iż obowiązkiem polaka w Czechosłowacji jest spełniać powinność wobec państwa, bronić co sił swego stanu posiadania i stać na straży honoru i godności narodowej.

Koszyce, 18 marca.

Bratysławski „Slovak”, omawiając sprawę aresztowania Kaszyckiego, pisze: „Aresztowany publicysta polski

jest dobrze znany publiczności słowackiej z licznych odczytów, które wygłosił on w miastach słowackich. Posiadał on jaknajlepszą opinię. Jego prelekcje były pod każdym względem utrzymane w tonie lojalności. Dlatego też aresztowanie stanowi wielką niespodziankę. W Koszycach krążą pogłoski, że śledztwo ma być rozciągnięte i na osoby, z którymi stykał się Kaszycki. Koła intelektualistów słowackich w dalszym ciągu żywo omawiają tę sprawę. Pragną one rehabilitacji Kaszyckiego i jego powrotu do Košzyc, celem kontynuowania pracy nad zbliżeniem kulturalnym.

**

Morawska Ostrawa, 18 marca.

Przewiezionego do więzienia sądu okręgowego w Morawskiej Ostrawie literata Kaszyckiego odwiedził w dniu dzisiejszym konsul Malhomme.

Konsul prosił jednocześnie prezesa oraz prokuratora sądu, aby ze względu na to, że Kaszycki jest inwalidą wojennym i człowiekiem o słabym zdrowiu, zechciano sprawę jego rozpatrzyć w przyspieszonym tempie, na co otrzymał odpowiedź, że sprawa zostanie zakończona w ciągu dwóch tygodni. Przybyła do Morawskiej Ostrawy żona Kaszyckiego znajduje się pod opieką konsula. Konsul generalny Malhomme odwiedził równocześnie w więzieniu studenta Sprenzla z Cieszyna, którego sprawa, jak zapewniają, ma być również załatwiona w szybkim tempie.

**

Morawska Ostrawa, 18 marca.

Na wiadomość o aresztowaniu Kaszyckiego, członkowie klubu czesko-polskiego w Morawskiej Ostrawie, na Śląsku i na Morawach występują masowo z tego klubu. Uczynili to również wszyscy urzędnicy konsulatu w Morawskiej Ostrawie.

Gazeta Polska 18/III.34

Prowokacje czeskie w stosunku do ludności polskiej nie ustają

MORAWSKA OSTRAWA, 18.3. — Fala antypolskich wystąpień na Śląsku cieszyńskim przybiera coraz szersze rozmiary. Wczoraj aresztowano w Mistrzewicach, koło czeskiego Cieszyna, rolnika polskiego Szuścika. Aresztowanie nastąpiło na tle politycznym. Szuścika przewieziono do więzienia w Morawskiej Ostrawie, gdzie już przebywa student polski Sprenzel z Cieszyna.

Na terenie Morawskiej i Śląskiej Ostrawy nie ustają rewizje, dokonywane przez komisję urzędu skarbowego w Opawie, u Polaków, posiadających majątek w Polsce. Dochodzenia mają na celu wykrycie rzekomych nieformalności przy tranzakcjach pieniężnych z Polską.

Nauczyciel w Bystrzycy, koło Jabłonkowa, dowiadywał się w sposób podstępny od dzieci szkoły polskiej co słyszały na temat dalszych losów Śląska. Na podstawie informacji nauczyciela rozpoczęto śledztwo przeciwko trzem dziewczynkom ze szkoły polskiej w Bystrzycy. Śledztwo prowadzi żandarmeria, sprowadzeni z czeskiego Cieszyna oraz ów nauczyciel.

Kierownik polskiej szkoły publicznej na Śląsku cieszyńskim otrzymał od władz polecenie „niezwłocznego oddania broni”. Okazało się, że oprócz szaberek, używanych do przedstawień teatralnych szkoła broni nie posiada. Komisarjat policji w Karwinie wystosował w niewiadomych celach nakaz do wszystkich towarzystw polskich, mających siedzibę w domu „Prasa”, aby przedstawiły dokładny spis wszystkich swych członków.

Aresztowany w Koszycach literat krakowski, Kaszycki, przewieziony został wczoraj do więzienia sądu okręgowego w Morawskiej Ostrawie. Aresztowanie jego nastąpiło na żądanie prokuratury. Konsulat polski w Morawskiej Ostrawie interwenjował u władz w sprawie aresztowanego. (PAT)

ODEBRANIE DEBITU PISMU POLSKIEMU

CIESZYN, 17.3. — Władze czeskie odebrały debit pocztowy czasopismu polskiemu „Nowiny Śląskie”, wychodzącemu w Cieszynie. Powodem tego zarządzenia było zamieszczenie w ostatnim numerze pisma przemówienia nowego burmistrza dr. Michejdy na uroczystościach z okazji rocznicy 15-lecia wypadków na Śląsku Cieszyńskim. Jest to już po „I. K. C.” drugie pismo polskie, któremu czesi w bieżącym miesiącu odbierają debit. (PAT)

PODZIĘKOWANIE DLA BURMISTRZA CIESZYNA

CIESZYN, 17.3. — Walne zgromadzenie Zw. Powstańców w Cieszynie powzięło jednomyślnie uchwałę, wyrażającą dr. Michejdzie burmistrzowi Cieszyna gorące uznanie i podziękowanie za przemówienie, jakie wygłosił na uroczystości z okazji rocznicy najazdu czeskiego na Śląsk. Uchwała podkreśla, że dr. Michejda był wyrazicielem uczuć i myśli nietylko licznie zebranych członków Zw. Powstańców, ale i całej ludności polskiej na Śląsku Cieszyńskim. (PAT)

ZA CO ARESZTOWANO KASZYCKIEGO?

CIESZYN, 17.3. — Dzisiejsza prasa czeska wspominając o aresztowaniu polskiego literata i dziennikarza Kaszyckiego podaje, że aresztowanie to nastąpiło wskutek doniesienia żandarmerji w czeskim Cieszynie.

„Ceske Slovo” podaje, że Kaszycki miał wygłosić dn. 18 b. m. odczyt o Marszałku Piłsudskim w Koszycach. Oprócz tego zarzucają Kaszyckiemu, że organizował on Legion Młodych na Śląsku czeskim. (PAT)

POLACY MASOWO WYSTĘPUJĄ Z KLUBU CZESKO-POLSKIEGO

MORAWSKA OSTRAWA, 17.3. — Na wiadomość o aresztowaniu Kaszyckiego, członkowie klubu czesko-polskiego w Morawskiej Ostrawie, na Śląsku i na Morawach występują masowo z tego klubu. Uczynili to również wszyscy urzędnicy konsulatu w Morawskiej Ostrawie. (PAT)



*Teodor Stawinoga,
zwany „Szpryc” — szofer
Konsula Generalnego R.P.*

Czechosłowacja i Polska

Niezrozumiała kampanja antyczeska prasy sanacyjnej

W ub. niedzielę, w Warszawie, jacyś gorący młodzieńcy udali się przed poselstwo czeskie i kamieniami wybili kilka szyb. Łatwo się domyśleć, w jakich sferach tych gorących młodzieniaszków szukać należy. Młodzieńcy ci działali pod wpływem conajmniej jednostronnych depesz antyczeskich, które Polska Agencja Telegraficzna zalewa prasę polską, oraz pod wpływem napastliwych artykułów prasy sanacyjnej, jak n. p. ostatniego artykułu „Gazety Polskiej“, dla trzeźwo myślącego człowieka zupełnie nie zrozumiałego.

Dzisiaj nie ulega już żadnej wątpliwości, że całą tę kampanję przeciwko Czechosłowacji prowadził obóz sanacyjny. Podczas zebrania czeskiego w Cze-

skim Cieszynie, w niedzielę 11 bm., na moście, po stronie polskiej, grupka Legionu Młodych, śpiewając, demonstrowała przeciw Czechosłowacji. Delegacja polskich studentów sanacyjnych, podczas wycieczki do Budapesztu, manifestując przyjaźń polsko węgierską, złożyła wieńiec pod pomnikiem Wielkich Węgier, który jest protestem przeciwko okrojeniu Węgier przez traktat pokojowy i żywym wyrazem węgierskiej polityki rewizjonistycznej. Nietakt ten wywołał oburzenie nie tylko wśród Czechów, lecz także wśród Słowaków. Młodzi sanacyjni studenci polscy zdają się nie wiedzieć o tem, że przed wojną Węgrzy prześladowali Słowaków tak samo, jak nas prześladowali Prusacy i Moskał.

i popierających politykę węgierską. Nie-dorzeczne te występy zdolne są tylko pobudzić szowinizm czeski i uniemożliwić naszym rodakom obronę ich narodowych interesów i równouprawnienia.

Niema u nas Polaka, któryby nie poparł żądań naszych braci, aby mieli szkoły polskie, przez państwo czeskie utrzymywane, aby ich nie wykluczano ze służby państwowej lub wydalano z pracy za to, że przyznają się do polskości, aby w parafjach polskich księża polscy byli duszpasterzami. Ale metodami, stosowanymi przez nasz obóz sanacyjny celu się nie osiągnie. Pytamy się, jaki jest cel tej kampanji antyczeskiej? Trudno go się doszukać. Przypuszczać możnaby, że sanacja pragnie w ten sposób odwrócić uwagę naszego społeczeństwa od rosnących trudności wewnętrznych. To jedyne wytłumaczenie.

Odpowiedź Słowaków

Słowacy mają swoje spory z Czechami na tle autonomii, ale tylko naiwny człowiek może z tego wysnuwać wniosek, jakoby Słowacy pragnęli powrotu rządów węgierskich. Słowackie partie zresztą wielokrotnie oświadczały, że stoją na gruncie państwowości czeskosłowackiej i swoje spory z Czechami pragną załatwiać w granicach tej państwowości. W każdym razie nam Polakom nie wolno mieszać się do nieporozumień Czechów i Słowaków, a temniej wyrażać się o polityce rewizjonistycznej polityki węgierskiej.

Nasi młodzi sanatorzy spotkali się też z zasłużoną odpowiedzią na łamach „Słowa-ka“, organu partji ludowej ks. prał. Hlinki,

który w otwartym liście czyni gorzkie wyrzuty tym nietaktownym studentom polskim, którzy manifestowali w Budapeszcie przeciwko wyzwoleniu Słowaków z pod jarzma węgierskiego. List kończy się temi słowami:

„Słowak od swoich ojców uczył się, że Polak walczył zawsze honorowo z hasłem na ustach „Honor i Ojczyzna“. My chcemy mocno wierzyć, że młodzi Polacy chcą być wierni pamięci i hasłu swoich ojców. Na grobie Bartosza Obrochta już Tatrę położył kwiat wspomnienia. Nie chciejcie, aby w sercach naszych zwiędł kwiat słowacko - polskiego braterstwa“.

Przed expose min. Benesza

Pojutrze czesko-słowacki minister spraw zagranicznych Benesz ma przemawiać w komisji dla spraw zagranicznych o międzynarodowym położeniu i między innymi poruszyć także stosunki polsko-czeskie. Gdy przemawiał ostatni raz, znalazł dla Polski wiele sympatyj i ciepła. Z naszej strony nie otrzymał odpowiedzi. Mielimy nadzieję, że jego środowe przemówienie nie przyczyni się do zaostrzenia wzajemnych stosunków obu narodów.

Do czego to zmierza?

Cała ta kampanja, prowadzona przeciwko Czechom przez nasz obóz sanacyjny, jest wprost niezrozumiała. Czy ma ona pomóc naszym rodakom, żyjącym pod rządami czeskiemi w ich walce o równouprawnienie obywatelskie i narodowe? Inicjatorzy jej chyba sami w to nie wierzą. Może ona tylko utrudnić im tę walkę.

Jeżeli rząd czesko-słowacki konfiskuje gazety, zawierające takie głosy jak przemówienie p. dr. Micheidy, nie można mu się dziwić. Żaden naród nie pozwoli obrażać bezkarnie swego honoru i honoru tych ludzi których czci. Nie dziwny się też władzom czeskim, że ścigają ludzi, mających o oderwaniu części ich państwa

Polodni Ostravský Deník 21/III. 34

Konsul Malhomme dal příkaz, aby všichni členové polského konsulátu vystoupili z Česko-polského klubu

Tak je chápáno česko-polské přátelství. — 23 členů polského konsulátu v Moravské Ostravě. — Také jiní tři Poláci vystoupili.

vk — Jak chápou Poláci sami česko-polské přátelství, kterému my zde na Ostravsku nikdy jsme nemohli pevně věřit po všech událostech, které se v našem pohraničním kraji staly během plebiscitu a let poplebiscitních až po dnešní dobu, o tom svědčí nejen neustálé štvání polských listů zahraničních, neslýchaný útok proti naší republice, k němuž došlo v Polském Těšíně, ale také hroznadné vystoupení všech členů polského konsulátu v Mor. Ostravě z Česko-polského klubu v Mor. Ostravě, ke kterému došlo dle našich ověřených informací na příkaz nového polského konsula p. Malhomme, jehož radikálnost je známá. Dne 15. t. m. vystoupil, respektive ohlásil své vystoupení z Česko-polského klubu v M. Ostravě p. konsul Malhomme a na jeho příkaz

pak všech 23 členů polského konsulátu. (Minochodem vyslovujeme úžas nad početností personálu tohoto úřadu.) Kromě 23 členů polského konsulátu ohlásili vystoupení z Česko-polského klubu také jiní tři Poláci. Tento fakt je dokladem, že Poláci nehodlají nadále starati se o užší sblížení obou národností a státní spolu sosedstev. Je zajímavé, že vystoupení z Česko-polského klubu motivují vystouplí Poláci jako protest proti zatčení polského publicisty Kaszyckého, jehož některý polský tisk nazývá neprávem a ve své neinformovanosti profesorem. Publicista Kaszycki byl zatčen dne 15. t. m. a v ten den také uskutečnilo se vystoupení Poláků z Česko-polského klubu v Mor. Ostravě.

Protest ludności polskiej w Czechosłowacji przeciwko szowinistycznym prowokacjom

MORAWSKA OSTRAWA, 16. 3. — Dziś odbyło się w czeskim Cieszynie wielkie zgromadzenie zwołane przez stronnictwa polskie w Czechosłowacji. W domu reprezentacyjnym zebrało się przeszło 1000 obywateli ze wszystkich okolic Śląska.

Zebranie zagaił b. poseł dr. Wolf, który zaznaczył, że w obecnej chwili ludność polska w Czechosłowacji jest przedmiotem ciężkich prześladowań. O położeniu ludności polskiej w Czechosłowacji mówi się w ostatnim czasie coraz więcej. Celem dzisiejszej manifestacji ma być stwierdzenie, że jedynym środkiem uspokojenia kraju jest spełnienie postulatów ludności polskiej przez nadanie jej praw należnych według konstytucji, ustawodawstwa czesko-słowackiego i umowy likwidacyjnej polsko-czeskiej oraz zrównanie ich pod względem praw obywatelskich z innymi mniejszościami w Czechosłowacji.

Drugi z kolei przemawiał poseł na sejm, Chobot, który podniósł, że praca posłów polskich jest systematycznie paraliżowana przez polakożerców ze Śląska z Maticą Czeską na czele. W ostatnim czasie zorganizowano niesłychaną nagonkę na ludność polską w Czechosłowacji z okazji uroczystości polskich w Cieszynie. Mówca protestuje z całą stanowczością przeciwko głoszeniu hasła, że polacy w Czechosłowacji są spolonizowanymi morawianami, odrzucając z oburzeniem wszelkie próby łączenia ich spraw jako ludności tubylczej ze sprawami emigrantów czeskich na Wołyniu.

Poseł na sejm krajowy w Brnie, Junga, odczytuje swe przemówienie. ponieważ dzisiejszy „Morawsko-Sileski Dennik“ zapowiedział antypaństwo we przemówienia na zebraniu. Mówca przedstawił krzywdy Polaków w Czechosłowacji na polu gospodarczym i samorządowym i stwierdził, że parcelacja przeprowadzona została w ten sposób, iż ani jeden Polak nie został uwzględniony. Sprowadzano z zaguby ludzi z poza Śląska. Obywatele polscy otrzymać mogą pracę tylko wtedy, jeżeli należą do czeskich sto-

warzyszeń i posyłają dzieci do czeskiej szkoły. Polakom odebrano bezprawnie wpływ na samorządy powiatowe, pozostawiając im jedynie samorządy w niektórych gminach. Ale i z tych gmin usuwa się ich wyprzeć.

Dr. Buzek, poseł na sejm przedstawił upośledzenie na polu szkolnictwa, ustawy językowej i w dziedzinie kościelnej. Stwierdza on, że w ostatnich latach przeciągnięto podstępnie polewę dzieci ze szkół polskich do czeskich. Zabrano na rzecz czeskiego kościoła narodowego 5 kościołów katolickich, a 8 probostw polskich obsadzono księżmi narodowości czeskiej. W samorządzie nie przestrzega się ustawy językowej. Urzędników polskich na Śląsku czeskim niema. Mówca piętnuje działalność Czeskiej Maticy, której przedstawiciele zapowiedzieli publicznie, iż nie przerwą działalności przeciwpolskiej, dopóki w Czechosłowacji nie będzie wykopany ostatni grób polski.

Zebrani uchwalili jednomyślnie rezolucję, w której stwierdzają, że z powodu nienawistnego postępowania oraz fałszywych oskarżeń miejscowych szowinistów, oraz lokalnej prasy czeskiej przeciwko ludności polskiej stan jej posiadania pod względem narodowym, kulturalnym, oświatowym, gospodarczym i społecznym w ostatnich czasach oraz bardziej się kurczy i wywołuje rozgoryczenie. Zebrani domagają się, aby władze czeskie w interesie dobra ogólnego położyły wreszcie kres temu stanowi rzeczy. Zebrani żądają faktycznego równouprawnienia ludności polskiej z obywatelami narodowości czeskiej. Żądają zaprzestania wynaradawiania ludności polskiej i upaństwowienia polskich szkół prywatnych.

Zebranie było wielkim głosem rosnącej ludności polskiej w Czechosłowacji. W zakończeniu zebrania pos. dr. Buzek wznosił okrzyk na cześć Marszałka Piłsudskiego, którego imienia naród polski dzisiaj uroczysto obchodzi. Zebrani podchwycili ten okrzyk z entuzjazmem, poczem odśpiewano „Rotę“. (PAT)

Beschwerde der Teschner Tschechen über die polnische Agitation.

Prag, 16. März. In der Abgeordnetenversammlung erschien gestern eine tschechische Abordnung aus Teschen, um die maßgebenden Stellen über die tschechenfeindliche Bewegung in Polen und über die Beunruhigung der Teschner tschechischen Bevölkerung zu unterrichten. Die Abordnung legte dem Innenminister Dr. Cerny illegale Flugschriften vor und berichtete über die Beunruhigung der Bevölkerung. Der Minister erklärte, er werde sich mit aller Macht für die Aufrechterhaltung der Ruhe und Ordnung im Teschner Gebiet einsetzen und keine Hege, möge sie von außen oder von innen kommen, zulassen. Die Grenzen der Tschechoslowakei seien unantastbar und jeder Versuch, den Frieden an der Grenze oder die Ruhe im Innern zu stören, werde auf das schärfste bestraft werden. Die Abordnung unterrichtete hierauf auch den bevollmächtigten Minister im Außenministerium Dr. Krofta.

Die Verhaftung des polnischen Journalisten Ruszicki.

Prag, 16. März. Zu der in der Vorwoche in Rakchau erfolgten Verhaftung des Redakteurs Ruszicki, eines polnischen Staatsangehörigen, schreiben die „Nar. listy“: Nach der gegen ihn erhobenen Strafanzeige verfolgte Ruszicki unter dem Vorwand einer Vortragsturnee eine geheime politische Mission. Er versuchte im Teschner Gebiet die jungen tschechoslowakischen Staatsangehörigen polnischer Nationalität in einer Organisation zu sammeln, die die Bezeichnung „Legion der Jungen“ trägt. Diese Organisation besteht schon seit langem in Polen und verlangt die Lostrennung Teschens von der Tschechoslowakei.

Evangelik 17. III. 34.

Wkońcu pisze to samo „České Slovo“: „Wypadki w Polskim Cieszynie miały także swoje echo na wieczorku, który urządził klub czesko-polski w Mor. Ostrawie w sobotę dla dziennikarzy. Na wieczorku zaznajomił się z dziennikarzami także nowy gen. konsul polski Dr. Malhomme, który wypowiedział godne uwagi oświadczenie. Powiedział, że przyjechał do Ostrawy w nader koniecznej chwili. Życzył sobie, aby naprawdę doszło do zbliżenia obu narodów. Powiedział tak: „Mówi się o stosunkach a zapomina się, że naszymi najbliższymi braćmi są Polacy w Republice czeskiej. Niczem oni się nie różnią od naszych za wyjątkiem koloru paszportów. Jak długo nie będzie zlikwidowana sprawa Polaków w Republice czeskiej, będzie każde porozumienie ciężkie.“



4. z raidu Konnego
Banderji 5/6. III. 34.
Posłoj u gospoda-
rza u Lukowie
p. Brannego.

vjazd



2. fotogr. przed domem
mieszek.



3. przygotowanie
do odjazdu



4. ↓



2 dní

„Współpraca“ polsko-czeska

Raz jeszcze musimy powrócić do zagadnienia stosunków polsko-ceských, które na tle ostatních wypadků, jakie rozgrywały się po obydwu stronach granicy, nasuwają tyle niewesołych uwag. Dowodem, na jak kruchych podstawach opierała się dotychczasowa współpraca polsko-czeska, jest nietylko fakt, że bezmyślnie wystąpienia lokalnych „politików“ mogły tak dalece zadrażnić stosunki pomiędzy obydwoma narodami, ale przede wszystkim wymowne milczenie stowarzyszeń polsko-czechosłowackých i czechosłowacko-polských, których liczebność bynajmniej nie odpowiada zapalowi i ciągłości ich pracy. Okazuje się, jak niedobrze jest budować podstawy takiej współpracy wyłącznie na konwencji i na podstawach biurokratycznych.

Na to dziwne milczenie tych stowarzyszeń zwracają uwagę m. inn. dzienniki prakcie. Zbliżone do rządu „Lidové Noviny“ pisać:

Skąd ta nagła bierność tych, którzy niedawno jeszcze z przyjaźnią odnosili się do narodu czechosłowackiego i którzy jeszcze nie tak dawno domagali się unii polsko-czechosłowackiej i najściślej współpracy Polski i Czechosłowacji? Na kogo mamy liczyć — zapytuje dziennik, jeżeli nie na dwa tużyny Towarzystw polsko-czechosłowackých, na porozumienie prasowe w Warszawie, Poznaniu, Toruniu, Katowicach, na kierowników masowych wycieczek do Czechosłowacji, tysiące turystów i gości polskich w Karolowych Warach czy Marijańskich Łaźniach, na chętnych tłumaczy českých dzieł literackich? Chętnie słyszymy z

ust polskich, że Praga jest pięknym miastem, że české miasta odznaczają się wzorową czystością, że Czesi są miśtrami w organizowaniu i dobrými gospodarzami — ale o wiele chętniej jeszcze słyszelibyśmy, gdyby nasi polscy przyjaciele używali swych wpływów i dali wyraz swym przekonaniom tam, gdzie nas atakują. Tak przedstawilibyśmy sobie słowiańską wzajemność, którym więcej imponuje rycerskie wystąpienie na otwartym polu, niż pochlebne słowa na bankietach i w prywatnych rozmowach.

Dalej pismo zaznacza, że od kilku tygodni tematy české nie są w Polsce lubiane, a nie brak takich, którzy unikają takich tematów. N. p. w Warszawie istnieje aż siedem organizacyj słowiańskich a na większy obchód urodzin T. G. Masaryka zdecydowało się jedynie Stowarzyszenie Młodych Słowian.

Wszystko to prawda. Z naszej strony musimy z naciskiem dodać, że niemiejsze milczenie w tych sprawach zachowują czechosłowacko-polskie stowarzyszenia, licznie rozsiane na terenie Czechosłowacji. Sytuacja niewiele się pod tym względem różni po obydwu stronach granicy.

Zarówno w Polsce, jak i w Czechosłowacji wszyscy ci, którzy rozumieją znaczenie i konieczność solidarnej współpracy obydwu narodów, złączonych wspólnym losem, powinni się zabrać do oparcia wzajemnych stosunków na naprawdę trwałych podstawach. Od czynników czechosłowackých też głównie zależy, aby sprawa mniejszości polskiej w Czechosłowacji stała się naprawdę mostem pomiędzy obydwoma narodami a nie powodem wzajemnych zadrażnień i sporów.

České Slovo 17. III. 34.

OBČANSTVU NA TĚŠÍNSKU!

Významná vyhláška policejního ředitelství v Ostravě

Policejní ředitelství vydalo včera pro obec okresu fryštátského a okresní úřad v Českém Těšíně vyhlášku tohoto znění:

V poslední době jsou na Těšínsku rozšiřovány poplašné zprávy, které vnášejí mezi obyvatelstvo neklid a obavy o pokojný vývoj v tomto území. Policejní ředitelství vybízí veškeré obyvatelstvo ku klidu a rozvaze. Občanstvo budiž si vědomo, že státní správa československé republiky má dostatek prostředků, aby zabezpečila plně bezpečnost osob či majetku a zajistila stálost zákonné měny československé, takže není žádné příčiny ku znepokojení. Je v zájmu klidu okresu a veškerého jeho obyvatelstva,

aby rozšiřovatelé jakýchkoliv poplašných a znepokojujících pověstí byli oznámeni bezpečnostním úřadům, které proti nim co nejdříve zakročí tresty podle čl. 3. zákona ze dne 14. července 1927, Sb. z. a n. čís. 125, ovšem bez újmy soudního stíhání dle ustanovení par. 18. zák. na ochranu republiky.

Tato vyhláška byla vydána v souvislosti s událostmi na polském Těšínsku, které mají podivný ohlas u nás.

800 kulometů sociál. demokratů

Videň — Ochranému svazu bylo dosud zabaveno od 12. února 800 kulometů, 44.500 pušek a 2.180.000 nábojů do kulometů a pušek. -K-

Duch Času 18. III. 34

Podvraťné polské rejdy na Těšínsku.

Krakovský profesor šťval na schůzích na Těšínsku proti Československu. — Bude souzen v Mor. Ostravě.

V souvislosti se šťvanicemi, které byly zahájeny šovinisty z Polska proti Československu, je také případ prof. Kaczičky z Krakova. Tento pán profesor zavítal do Československa, aby prý pořádal kulturní přednášky. Jak tyto kulturní přednášky vypadaly, zjistilo se v Komorní Lhotce. Krakovský profesor mluvil tam tak, že jeho řeč musila být považována za hrubý útok proti celistvosti Československé republiky a okresní hejtmánství v Čes. Těšíně učinilo proto na něho trestní oznámení.

Prof. Kaczička z Těšínska zmizel. Odestoval na Slovensko, aby tam patrně

ve šťvanicích proti Československu pokračoval. V Košicích byl však vypátrán a zatčen. Včera byl dopraven z Košic do vazby krajského soudu v Mor. Ostravě a vyléchnut vyšetřujícím soudcem drem Foltyssem.

Zajímavé je, že ještě včera navštívil státní zastupitelství v Mor. Ostravě polský konsul, aby se o osudu profesora Kaczičky informoval. Tvrdí o něm, že je to invalida, který se zúčastnil r. 1920 bojů se sovětským vojskem a byl zraněn. Bude souzen u krajského soudu v Mor. Ostravě podle zákona na ochranu republiky.

K poměrům na Těšínsku

Podivná nástupní cesta a projev nového polského konsula

IV - Mor. Ostrava 19. března

Podivně zahájil svou činnost jako polský konsul pro zemi Moravskoslezskou pan Malhomme v Moravské Ostravě. Záhy po nástoupení svého úřadu 5. března odjel do Horního Těřlicka, kde i se svou ženou byl hostem obchodníka a rolníka Dudy. V obci kde vznikly nedávno zbytečné spory pro obzazení římskokatolické fary, byl uvítán 12 jezdců polské selské jízdy v krojích, kteří mu potom tvořili čestný průvod. Polský konsul se odebral poté koňmo na místo, kde zahýnuli polští letci kapitán Žwirko a inženýr Wigura. V průvodu selské jízdy jel odtud konsul dále do Koňakova, Mistroje, Dolního a Horního Žukova, kde byl hostem člena zemského zastupitelstva moravského Jungy, který byl roku 1919 členem polského sejmu, dnes je však čs. státním příslušníkem. Noc ztrávil polský konsul v Rokytce. Příští den odjel opět v čestném průvodu do Koňské, odtud do Kojkovic a do Dolní Lištné, kde obědval ve společnosti zástupců polské menšiny. Přes Trinec jel do Návsi u Jablunkova a odtud do samého Jablunkova, kde za účasti asi 40 osob v hotelu Silesia se konala ve zvláštní místnosti dvouhodinná porada. Konečně navštívil konsul Malhomme ještě Dolní a Horní Lomné.

Celý zájezd vzbudil velkou pozornost, neboť jeho zvláštní a slavnostní ráz byl ojedinělý. Na celém zájezdu se stýkal polský konsul vesměs s polskými politiky a činiveli, kteří ovšem až na nepatrné výjimky jsou československými příslušníky. Zájezd se týkal z největší části okresu československého a tu je třeba zdůraznit, že tento okres z 85.000 obyvatel podle posledního sčítání lidu má jen 4186 Poláků. Prvním vystoupením nového polského konsula po tomto zájezdu byla jeho účast na večeru Čs.-polské obchodní společnosti v Moravské Ostravě. Na této poradě nový polský konsul zdůraznil, že cesta k Polsku vede přes Těšínsko a že by se proto mělo polské menšině v této oblasti vycházet co nejvíce vstříc.

Proč byl zatčen Kaszycki

IV - Moravská Ostrava 19. března

Polská veřejnost na Těšínsku, zpracovaná vládním tiskem varšavským, věnuje podřadnému pozornost zatčení spisovatele Štěpána Kaszyckého, jenž byl v pátek dopraven do vyšetřovací vazby krajského soudu v Moravské Ostravě. Vyšetřování proti němu se děje podle paragrafu 15. odstavce 3. zákona na ochranu republiky. Podivně se vyjímá tvrzení varšavských i krakovských polských časopisů, že na znamení protestu vystupují polští členové hromadně z Čs.-polského klubu v Moravské Ostravě, a mimo jiné že vystoupili také všichni úředníci polského konsulu. Vyšetřování proti Štěpánu Kaszyckému postupuje přesně, podle trestního řádu, při čemž by se nemělo přehlížet, že podstatou celého řízení proti spisovateli Kaszyckému je udání občanů polské národnosti.

Kromě spisovatele Kaszyckého, jehož případ postupuje vzhledem na jeho invaliditu s veškerým přípustným urychlením, je ve vazbě ostravského soudu studující hospodářské školy v Polském Těšíně Evžen Szprenzel, jenž se v biografu v Českém Těšíně vyslovil potupně o čs. měně. Navrhl, aby byl propuštěn z vyšetřovací vazby na kauci 3000 Kč, byl zamítnut. Pro přecíný podle paragrafů 18. a 14. zákona na ochranu republiky byl dopraven do vazby krajského soudu v Moravské Ostravě rolník Szuszik z Mistrova u Těšína.

Projev slovanských akademiků v rozhlase

VI - Brno 19. března

Dnes v 11.45 hodin vysílá brněnský rozhlas soudobě do všech čs. stanic manifestaci projev zástupců slovanských akademiků v příležitosti rozloučení s výpravou polských akademiků z vysoké obchodní školy v Poznani, kteří za vedení prof. I. Hanuse navštívili postupně většinu významných míst Československu. S výpravou se rozloučil z Svaz čs. studentstva IngC Zatočil, který zdůraznil nutnost součinnosti na československo-polském sblížení, zvláště za nynější pohnuté doby, a odmítl důrazně snahy revisionistů. Za akademiků obdržel Národní jednoty rozloučil se s polskými studenty J. Mládek, dále zástupce jihoslovanských studentů a předseda Akademického klubu přátel Polsky dr. Standa, který vyzval potřebu solidarity všech slovanských akademiků v odmítnutí všech, kdo chtějí rozbít prá

KLUB CZESKO - POLSKI BEZ POLAKÓW

MORAWSKA OSTRAWA, 18.3. (PAT). — Na wiadomość o aresztowaniu Kaszyckiego, członkowie klubu czesko - polskiego w Morawskiej Ostrawie, na Śląsku i na Morawach występują masowo z tego klubu.

Uczynili to również wszyscy urzędnicy konsulatu w Morawskiej Ostrawie.

SŁOWAKOM DZIEJE SIĘ ŹLE

BRATYSŁAWA, 18.3. (PAT). Znany publicysta słowacki naczelny redaktor największego pisma słowackiego „Slovak“ w Bratysławie, Karol Sidor skazany został przez sąd na 6 tygodni więzienia za nawoływanie ludności do wystąpień antypaństwowych. Skazanie nastąpiło na zasadzie ustawy o ochronie państwa.

Kurier Poranny
19/III. 34.

93



*Herbaste dla dzieci polskich «domu Polskim» Morawskiej
Ostrawie, unadziorno przez p. Helena Malhomme, matronkę
Konsula Generalnego*

K telské styky mezi slovanskými národy. Místopředseda Akademického kola dr. Belcredi odevzdal potom polské výpravě vlajku. Za výpravu odpověděl IngC Dombrowski, který se jménem všech vlastenecky smýšlejících Poláků ztotožnil s projevem čs. mluvčích a odmítl rovněž jakoukoli územní revisi jak Polska tak Československa. Slíbil účinnou pomoc ve sblížení čs.-polském, kterého si přeje většina polského národa i přes odmítání některých činitelů. Nakonec poděkoval vůdce výpravy prof. Hanus za přivítání a příjemný pobyt, kterého se výprava v Československu dostalo a odmítl důrazně snahy všech, kteří chtějí zkalit přátelský poměr obou států. Po rozloučení odjela výprava polských studentů do Bratislavy.

Gazeta Polska 20. III. 34.

Aresztowany przez Czechów Kaszycki — niedo...

MORAWSKA OSTRAWA, 19.3. — Konsul generalny Malhomme, który odwiedził literata Kaszyckiego w Morawskiej Ostrawie stwierdził, że zdrowie więźnia jest nadwyrężone. Konsul stwierdził, że mimo, iż Kaszycki jest więźniem politycznym nie dano mu zezwolenia na palenie papierosów, co wpływa ujemnie na samopoczucie więźnia. Konsul Malhomme zażądał wydelegowania lekarza do więzienia oraz szybkiego wydania zezwolenia na palenie w celi. (PAT)

O čem mluvili naši Poláci včera v Čes. Těšíně

Naši Poláci

Na čem se

—mn— Z Čes. Těšína, 19. 5. Naši Poláci na Těšínsku uspořádali si včera ve svém reprezentačním domě »Polonia« v Čes. Těšíně manifes-
tační schůzi. Řečníky byli poslanec Chobot, Junga a dr. Buzek. Hlavní slovo měl posl. Chobot, z jehož řeči odnesli jsme si dojem, jako by všichni naši Poláci byli tou nejloyálnější menšinou v republice. Oni na každém kroku dosud ukázali, jak to řekl předseda schůze, že chtějí s námi naprostou »sgodu«. Oni prý chtějí jen to, co jim patří. Nechtějí ani kousek cizí půdy, ani jednu cizí duši. Jejich úsilí je a bude jen to, aby »jejich ludnošce« žila klidně na svém a měla všechna práva, která jí patří. »My stojíme tyko na stráž, my tyko bráníme calku...« tak to řekl předseda schůze.

Pan posl. Chobot řekl: »Poláci na Těšínsku chtěli se k takové schůzi sejít již dávno předtím, leč nudošlo k tomu až nyní, kdy je k tomu donutily poslední výpady mnohého českého tisku. V Praze jinak dívají se na celou tu naši »zradu«. V poslední době byly již velice utuženy česko-polské styky v Praze, leč nejdnou přišla Slezská Matice osvěty lidové, přichvátila do Prahy pan Holeš, Klac a Národní rada z Těšínska a vyvrátila to, co bylo již pro česko-polskou zradu hotovo. Jak prý můžete s těmito nepřáteli jednati, když oni znepokojují náš lid na Těšínsku. — S takovou přišli títo pánové do Prahy. Zde na Těšínsku jsou pánové, kteří myslí, že je pořád ještě plebiscit. »Obrana Slezska« dávno zanikla, ale její kampaň proti Polákům převzal »Moravskoslezský deník«, který pěstuje všechn ten antypolský duch. Jsou to ti pánové, kteří dnes jsou v opozici s fašisty a se Stříbrným. Tak a ještě mnohým jiným radu a na všechny ty, kteří svolali v neděli 11. t. m. protestní schůzi do Čes. Těšína. Dále uvádí: »To, co se dělo v Pol. Těšíně, naši Poláci hned odsoudili v Praze. To je věc Poláků z Olzou. Nápravu nezjednávají někteří patrioti zde na Těšínsku, a la Klac, Holeš a Národní rada, nýbrž to je věc zastupitelských úřadů čsl. ve Varšavě.

Češi na Volyni mají taková práva, jaká jim dává polská ústava, a když jich nemají, ať je požadují sami. Naši Poláci domáhají se pouze svých práv a nemohou mít nic společného s tím, co se děje v Polsku. Naši Poláci nepotřebují lekci od Sl. Matice a od »Mor.-sl. deníku«. Jestli někdo urazil za Olzou p. presidenta, »to my nemůžeme vědět, my to nevíme«. To je věc těch z Olzou. Nechť Národní rada si sedne s námi k jednomu stolu a nechť se s námi poradí o všech těch našich věcech. Tak se má řešit »sgoda a ne štváním jistých pánů...« atd.

Pak promluvil Junga a ostatní řečníci. Junga stěžoval si, že Poláci jsou vylučováni z občanských práv i z okresů. Poláci prý jsou propouštěni z práce na Karvinsku a v Třinci jen proto, poněvadž posílají děti do polských škol nebo jsou členy polských spolků. Jsou prý považováni za občany II. třídy, nikoliv za rovnocenné s ostatními.

Výsledek této schůze musíme si udělati ze všech řečí takový, že naši Poláci chtějí jen dobro, jen »sgodu. Domáhají se jen toho, co jim patří. Ovšem, to neřeknou, jaká práva dosud nemají. Oni považují schůzi 11. t. m. v Čes. Těšíně pořádanou — ne jako protest proti štvání na druhém břehu Olzy, nýbrž jako protest proti nim. Tak to aspoň »svítá z jejich protest. schůze. My jsme je vyprovokovali, aby se sešli 18. t. m. Tak, najednou naše česká veřejnost na Těšínsku je asi vinna z té »nesgody« s Poláky. My jsme to podle p. Chobota rozešvali. Polský náš tisk je naprosto nevinný. On píše jen o tom dobru, které naši Poláci chtějí. On nezná štvání. Ejhle, nakonec všechn ten neklid mezi lidem na Těšínsku přičítá se českému tisku! Polský tisk nic. Všechno ti čeští patrioti na Těšínsku, kteří v neděli 11. t. m. mluvili v Čes. Těšíně, měli cílem prý jest, aby z Poláků napřed udělali Moravce a z těch pak Čechy. To je podle pp. Chobota, Jungy a Buzky plán Slezské Matice, Národní rady a všech těch těšínských vlastenců.

Trapné štvance jistých kruhů v Polsku — namířené proti nám — byly v uplynulém týdnu středem pozornosti. Dlouho se pátralo, co vlastně za nimi vězí a proč byly vyvolány. Dnes je již téměř jisto, že se nejedná o drobný incident, vzniklý nějak náhodile v pohraničí, nýbrž celá řada okolností mluví pro to, že se jedná o promyšlenou akci, diktovanou odjinud než z Polského Těšína nebo z Katovic. Všechny hlasy a názory tisku uvádějí jako pozadí celé akce snahu jistých kruhů v Polsku o odvrácení od nepopulární v Polsku dohody s Německem na pole národnostní zášti proti Českoslovákům. Jinak si vysvětluje zástupci z Polského Těšína vysvětlit. Tento názor podporuje také odmítavé stanovisko našich Poláků k těmto štvancím, jak je vyslovila největší polská strana u nás, strana socialistická a také jiné kruhy polské. Němci byli odjakživa nepřáteli Poláků a proto z nich nemohla polsko-německá dohoda učiniti přes noc nejvěrnější bratry. Také vzájemné navazování styků s Německem vypadá v Polsku příliš násilně a vládní kruhy by s ním nepochodily. Proto musela býti odpoutána pozornost obyvatelstva od této politické události jiným směrem, bohužel, na úkor slovanské vzájemnosti. Lidé, kteří seli vítr, se ovšem zatím bouře nedočkali. Naše obyvatelstvo si uvědomilo dosah nějakých protiútoků a proto se jich plně vstříhalo. Sešlo se sice před týdnem v českém Těšíně, ale jenom proto, aby ukázalo, že stojí pohromadě připraveno na jakýkoliv vážný útok, nikoliv, aby dokazovalo, že se umí chovat podle vzoru pánů Michejdů.

Moravskoslezský Deník 18. III. 34.

K dnešní schůzi našich Poláků v Českém Těšíně

Dnes koná se v Českém Těšíně manifestační projev našich Poláků, na němž promluví zástupci naší polské menšiny a to poslanci dr. Buzek a Chobot a člen zemského zastupitelstva v Brně Junga. Není pochyby o tom, že celá akce, kterou naši Poláci nyní u nás zahájili, je v přímé souvislosti s činností, kterou již delší dobu sledujeme v Polsku a jež vyvrcholila v únorových protičeských projevech v polské části Těšínska a zejména v neslýchané útočné a urážlivé řeči polskotěšínského starosty posl. dr. VI. Michejdy. Dnes snesou tedy opět oficiální zástupci naší menšiny stížnosti na domnělé křivdy a útisk, pod nimiž prý trpí polská menšina v Československu. Patrně i zde, stejně jak se stalo dne 13. března t. r. na schůzi uspořádané slezským komitétem pomoci pro Poláky v Československu v Katovicích, bude se dokazovati, že Poláci u nás jsou zbavování občanských práv, a že jsou občany třetího řádu, jak o nich mluvila resoluce polského výboru Česko-polské tiskové dohody. Přesto, že naši Poláci těší se plně politické, kulturní a hospodářské svobodě, o jaké se na příklad menšinám v Polsku — i českou v to počítaje — ani nezdá, budou si stěžovati. Ti, kteří se domnívali, že naši Poláci budou někdy spokojeni, když jim budou vycházeti co nejvíce vstříc, uslyší z úst jejich zástupců místo slov uznání opět jen žaloby a nářky. Nebylo nic platno, že náš stát zajistil Polákům jejich plný kulturní rozvoj vydržováním daleko většího počtu národních, čistě polských škol, než měli za Rakouska a že jmenoval pro tyto školy dva okresní školní inspektory, kteří jsou známí jako velmi činní předáci v polské Macierzi. Nestojí patrně Polákům vůbec ani za řeč, že jim stát kromě velké řady obecných a měšťanských škol veřejných dává ročně 350 000 Kč na vydržování soukromých jejich škol a že mimo to 14 učitelům, působícím na těchto školách, platí stát jejich plné služné. A za to vše naši Poláci neuznávají ani za vhodné, aby na svých školách zavedli vyučování státní řeči

jako předmětu vyučovacímu! Také ničím patrně není, když jim stát vydrží polské paralelky u učitelského ústavu ve Sl. Ostravě, když přejímá jejich střední školu v Orlově, vybudovanou jako opěrný bod své expansivnosti před válkou jen na vzdory Čechům. Také ty subvence, kterých se dostává polským zemědělským družstvům a dělnickým jejich konsumům vlivem dvou nejsilnějších stran českých, také asi nestačí, aby naši Poláci byli přesvědčeni o nejlepší vůli vyjít jim v hospodářských jejich potřebách u nás do krajnosti vstříc. Pan Junga, který se stal jen blahovůlí naší státní správy jmenovaným členem zemského zastupitelstva v Brně, bude si také dnes stěžovati na zkracování občanských práv polských občanů!

Troufalost a neuznalost našich Poláků vystoupí nejlépe ve srovnání s poměry, v jakých žije naše asi stejně početná menšina v Polsku, kde nemají vůbec veřejných českých škol v tom smyslu, jak je mají Poláci u nás, kde nemají vůbec českého školního inspektora, o nějaké střední škole a učitelském ústavě ani nemluvě. Kdo učí v Polsku na tak zv. českých školách, kolik dostává volyňská Matice školská od státu roční subvence, kolik je tam českých kněží, o tom, jak marně tam naši lidé čekají na povolení ústředního svazu českých spolků, jak jsou hospodářsky podporováni a jaké politické svobodě se naši krajané v Polsku těší, o tom všem je bolestno psáti.

A tak místo toho, aby naši Poláci jasně prohlásili, že nechtějí mít nic společného, co se dalo v posledních únorových dnech v polské části Těšínska, budou dnes manifestovati opět proti nám, budou jen snášeti nářky a žaloby na naši státní správu a obviňovati nás pro zkracování občanských práv atd. Jsme opravdu zvědaví, co by vše Poláci u nás chtěli, aby byli spokojeni.

x.

Poláci odmítají štváče

dnes usnesou zástupci polských stran v Čes. Těšíně

Dnes se koná v českém Těšíně opět významná schůzka. Sjedou se tam naši Poláci, aby dokumentovali svoji loyaltitu k republice, kterou již osvědčili mnohokrát. »Nemáme zájmu na tom, abychom pořádali takové štvánice,« řekl nám včera jejich vůdce. »Co si mluví v Polském Těšíně pan Michejda, to není naší věcí, ale není správné, jestliže národní demokraté obviňují nás z nějaké nekalé irredentistické činnosti.« — Ponecháváme stranou záležitost útoku našich národních demokratů proti našim Po-

lákům, ale zdůrazňujeme stanovisko našich Poláků. Doufejme, že jejich dnešní schůze přispěje k uklidnění poměrů a tím vezme také vítr s plachet jistým štváčům z Polského Těšína. Odmítáme ovšem názor ostravského konsula, že dohoda s Polskem musí jít přes Těšínsko. To s tou věcí nemá co dělat. Doufejme však, že až rozčilení na polské straně pomine, přijdou k slovu opět naši skuteční polští bratři, kterých je v Polsku, bohudík, více než štváčů. -zel-

Poliska Zachodnia 18. III. 34.

W nastroju alarmów i zdenerwowowania

Dziwne zarządzenia władz policyjnych na Śląsku czeskim

Cieszyn. Wczoraj ukazało się we wszystkich gminach powiatu cieszyńskiego i frysztackiego ogłoszenie dyrekcji policji w Morawskiej Ostrawie, które nawołuje tutejszą ludność, aby wobec rozszerzanych ostatnio na Śląsku Cieszyńskim alarmujących (?) wieści zachowała bezwzględny spokój i rozwagę. Społeczeństwu zwraca się uwagę, że władze czeskie posiadają dostateczną ilość środków, aby mogły zapewnić obywatelom oraz ich mieniu całkowite bezpieczeństwo, jak również zachować ustaloną wartość waluty czeskiej, tak że z tego powodu nie ma żadnych przyczyn do zaniepokojenia. Władze czeskie ostrzegają przed rozsiewaniem alarmujących wieści, grożąc doraźnymi i surowymi karami, przewidzianymi na podstawie ustawy o obronie państwa. Ogłoszenie dyrekcji policji zostało wydane na skutek zarządzenia ministerstwa spraw wewnętrznych.

Dalsze szykany czeskie.

Cieszyn. Władze czeskie odebrały debit pocztowy czasopismu polskiemu „Nowiny Śląskie“, wychodzącemu w Cieszynie. Powodem tego zarządzenia było umieszczenie w ostatnim numerze tego pisma przemówienia burmistrza dr. Michejdy na uroczystościach z okazji rocznicy 15-lecia oswobodzenia Cieszyna od najazdu czeskiego. Jest to po „Il. Kurjerze Codziennym“ już drugie pismo polskie, któremu Czesi w ostatnim czasie odbierają debit pocztowy.

Machinacje szowinistów czeskich.

Morawska Ostrawa. Do Pragi wysłana została z ramienia śląskiej Maticy i Rady Narodowej delegacja czeska, która była przyjęta przez ministra spraw wewnętrznych Czernego oraz wiceministra spraw zagranicznych Krofta. Delegacja przedstawiła szereg postulatów ludności czeskiej, pozostających w związku z nowowytworzoną (?) sytuacją na Śląsku Czeskim. Jak informuje prasa, delegacja miała otrzymać zapewnienie, że wszystkie jej życzenia zostaną spełnione.

Represje przeciw redaktorowi słowackiemu.

Bratysława. Znany publicysta czechosłowacki, naczelny redaktor największego pisma „Slovak“ w Bratisławie Karol Sidor skazany został przez sąd na 6

tygodni więzienia za rzekome nawoływanie ludności do wystąpień antypaństwowych. Skazanie nastąpiło na zasadzie ustawy o ochronie państwa.

Słowacy w obronie aresztowanego Polaka.

Koszyce. Bratislawski „Slovak“, omawiając sprawę aresztowania prof. Kaszyckiego pisze: „Aresztowany publicysta polski jest dobrze znany ludności słowackiej z licznych odczytów, które wygłosił w miastach słowackich. Posiada on jaknajlepszą opinię. Jego prelekcje były pod każdym względem utrzymane w tonie lojalności, dlatego też aresztowanie stanowi największą niespodziankę. W Koszycach krążą pogłoski, że śledztwo ma być rozciągnięte i na osoby, z którymi stykał się Kaszycki. Koła intelektualne słowackie w dalszym ciągu żywo omawiają tę sprawę. Pragną one rehabilitacji Kaszyckiego i jego powrotu do Koszyc, celem kontynuowania pracy nad zbliżeniem kulturalnym

Interwencja konsula Malhomme'a w sprawie aresztowanych Polaków.

Morawska Ostrawa. Przewieziono go do więzienia w Morawskiej Ostrawie polskiego literata Kaszyckiego, odwiedził wczoraj konsul Malhomme. Konsul prosił jednocześnie prezesa sądu oraz prokuratora, aby ze względu na to, że Kaszycki jest inwalidą wojennym i czło- wiekiem o słabym zdrowiu, zechciano sprawę jego rozpatrzyć w przyspieszonym tempie. Na to otrzymał odpowiedź, że sprawa zostanie zakończona w ciągu dwóch tygodni. Przybyła do Morawskiej Ostrawy żona Kaszyckiego i znajduje się pod opieką konsula. Konsul generalny Malhomme odwiedził jednocześnie w więzieniu studenta Sprenzla z Cieszyna, którego sprawa, jak zapewnijają, ma być również załatwiona w szybkim tempie.

Polacy występują z klubu czesko-polskiego.

Morawska Ostrawa. Na wiadomość o aresztowaniu Kaszyckiego, członkowie klubu czesko-polskiego w Morawskiej Ostrawie na Śląsku i Morawach, występują masowo z tego klubu. Uczynili to również wszyscy urzędnicy konsulat polskiego w Morawskiej Ostrawie.

Stanowisko Polaków na Śląsku czeskim.

Morawska Ostrawa. Cała tutejsza prasa polska wyraża swoje oburzenie na wybitnie antypolski charakter zgromadzenia czeskiego w Czeskim Cieszynie w dniu 11 bm. „Nasz Kraj“ oświadcza, że ludność polska nie pójdzie za wezwaniem Czechów i nie ma zamiaru protestować przeciwko uroczystościom polskim w Cieszynie, gdzie broniono interesów polskich w Czechosłowacji, uważając, że obowiązkiem Polaków w Czechosłowacji jest spełniać obowiązki obywatelskie, bronić swego stanu posiadania i stać na straży honoru i godności narodowej.

Uznanie Powstańców dla p. burmistrza Michejdy.

Cieszyn. Walne zgromadzenie Zw. Powstańców w Cieszynie powzięło jednomyślnie uchwałę, wyrażającą dr. Michejdzie, burmistrzowi Cieszyna, gorące uznanie i podziękowanie za przemówienie, jakie wygłosił na uroczystości z okazji rocznicy najazdu czeskiego na Śląsk. Uchwała podkreśla, że p. dr. Michejda był w swem przemówieniu wyrazicielem uczuć i myśli nie tylko licznie zebranych członków Związku Powstańców, ale i całej ludności polskiej na Śląsku Cieszyńskim.

*Neues Tageblatt
20. III. 34 r.*

Polen und unser Staat.

Prag, 19. März. Die Demonstration vor der tschechoslowakischen Gesandtschaft in Warschau wird von der tschechischen Presse aufs tiefste bedauert. Alle Blätter stellen fest, daß just zur Zeit der Demonstration in Warschau im Prager Offiziershaus ein vom Offiziersverband und von der tschechoslowakischen polnischen Gesandtschaft veranstaltetes Fest des Namenstages Bilsudis stattfand, wobei die Redner die große Sympathie betonten, die das tschechische Volk nicht nur Bilsudis, sondern auch dem polnischen Volk entgegenbringe. In Teschen fand Sonntag eine Versammlung der polnischen Minderheit statt, wobei die Redner erklärten, die Minderheiten stehen auf dem Boden des Staates. Die Tschechoslowakei sei eine Insel der Demokratie im faschistischen Meer. Die polnische Minderheit sei der Regierung wegen ihres Vorgehens gegen den faschistischen Gedanken zum Schutz der Demokratie dankbar.

Varšavská demonstrace proti našemu vyslanectví

Z Varšavy, 18.-3. V neděli večer před 21. hodinou po skončení holdovacího průvodu maršálu Pilsudskému uspořádal hlouček účastníků v počtu asi 130 osob demonstraci

před budovou čsl. vyslanectví. Demonstranti provolávali protičeské výkřiky a část jich byla se házetí kamením na budovu vyslanectví, v němž byla rozbита okna úřadovny v prvním

patře. Policie, která se dostavila na místo asi po 6 minutách, obnovila pořádek. Vyslanectví je střeženo policií. Této události jest nutno co nejživěji litovati, neboť zhoršuje nevrlidnou atmosféru, vyvolanou nevhodnými žurnalistickými polemikami, ale čsl. veřejnost jistě se nedá strhnouti nerozvážností varšavské ulice k tomu, aby v těžkých dobách čimkoliv přispěla ke zhoršení poměru čsl.-polského.

Vyhýbavá odpověď našich Poláků na polskotěšínské provokace

Včera konala se v Českém Těšíně schůze, svolaná polskými politickými stranami. Kdo očekával, že na této schůzi bude odsouzena provokativní činnost panů z polské části Těšínska, hlavně urážlivé projevy dr. Vl. Michejdy a tajemníka »Legionů mladých« p. Rzymana, bude asi zklamán. Ani slůvkem nebylo tam poukázáno na nevhodnost projevů, jimiž urážlivě napaden byl náš národ, stát a president. Schůzi zahájil třešátský advokát, bývalý poslanec dr. Wolf, který, jak známo, vystoupil nedávno z Česko-polského klubu. Jeho proslov byl podán velmi opatrnicky. Po něm mluvil posl. Chobot, který prohlásil, že po tom, co se dalo na druhé straně, nám nic není. Českému tisku vytýkal, že se neměl rovněž starat o to, co se v Polsku poslední dobou dalo. Po velmi zběžném prohlášení loyality k našemu státu počal ostře kritizovati činnost Slezské Matice osvěty lidové, útočil na český tisk, napadal úřady ve věci udělování státního občanství Polákům, stěžoval si na školní úřady ve věci povolování a zřizování polských škol. Volynským Čechům doporučoval zcela s vážnou tváří tytéž prostředky, jichž prý používají Poláci u nás a pod. Polskotěšínských protičeských událostí dotkl se jen tím, že vytkl našim zastupitelským úřadům v Polsku, že se proti projevům, zdály-li se jim nevhodné,

nebo dokonce urážlivé, neohradily u polských úřadů! (Viz demonstrace před československým vyslanectvím ve Varšavě, o nichž píšeme na jiném místě!) Hned v nápadné spojitosti s vyslovením tohoto názoru vyslovil se p. posl. Chobot s pochvalou o předsedovi Česko-polského klubu v Mor. Ostravě. Pak mluvil reprezentant strany slezských katolíků rolník Junga z N. Žukova. Stěžoval si, že do státních služeb u nás nejsou přijímáni Poláci, mluvil o obsazování far českými kněžími, o vkladech v polskotěšínské spořitelně, o polských starostech, kteří prý nejsou vládou potvrzováni a pod. Zase ani slůvkem se nedotkl polskotěšínských událostí. Potom mluvil posl. dr. Buzek, který v podstatě opakoval to, co řekli oba dříve jmenovaní. Poté přijata resoluce, již se přítomní dožadují občanské rovnoprávnosti pro státní občany polské národnosti. Na konec provolána sláva nejen prezidentu Masarykovi, ale i maršálku Pilsudskému. Pak se tato schůze, jež měla ráz čistě demonstrační, skončila. Schůzi byl přítomen dr. Stafiniak jako zástupce okresního úřadu českotěšínského. Blíží podrobnosti ze schůze, zvláště pokud jde o surové výkřiky, jež byly prý namířeny proti členům Slezské Matice osvěty lidové, ještě přineseme.

Neues Tagblatt
20. III. 34.

Der polnische Journalist Rasznicki aus Kralau, der, wie berichtet, vor kurzem in Kraschau verhaftet wurde, ist dem M.-Ostrauer Kreisgericht überstellt worden, das gegen den Genannten die Strafuntersuchung führen wird. Rasznicki steht im Verdacht, an der polnisch-irredentistischen Tätigkeit im Grenzgebiet beteiligt gewesen zu sein. Nach Einlieferung Rasznickis erschien der Mähr.-Ostrauer polnische Konsul beim Kreisgerichtspräsidenten, um sich über den Fall zu unterrichten. Nach den Angaben des Konsuls ist Rasznicki, der am polnisch-russischen Krieg teilgenommen hat, Kriegsschädigter.

České Slovo 19. III. 34.

Polská menšina uznává podporu našich úřadů

Zástupci polské menšiny na schůzi v Českém Těšíně odmítají zásahy ze zahraničí

Na včerejší schůzi zástupců polské menšiny v ČSR, konané v Čes. Těšíně, dostalo se nejpádnější odpovědi šovinistům z Pol. Těšína, kteří, jak se ukázalo, projevují o naše Poláky zbytečnou starost. Schůze se zúčastnilo asi 500 zástupců polské strany socialistické, agrární a katolické a polské Macierzy szkolnej. Předsedal dr. Wolf a hlavní referát měl posl. Chobot, který poukázal na to, že ČSR je jediným ostrovem demokracie ve fašistickém moři.

Konstatoval s povděkem, že vládní koalice hájí demokracii proti fašistickým výstřelkům u nás. Poláci v ČSR stojí pochopitelně na stanovisku demokracie. Posl. Chobot pak ve zprávě o své činnosti zdůraznil, že naše centrální úřady mají pochopení pro polskou menšinu, ale méně pochopení u místních činitelů. Pochválil vládu, že k našim menšinám zaujímá stanovisko úcty a důvěry. Zdůraznil, že také ve školských věcech dosáhli Poláci v poslední době jistých úspěchů. Byly zřízeny občanské školy v Horní Suché a v Třinci, postátněno reálné gymnasium v Orlové a občanská škola v Lázičce a očekává se postátnění škol v Bystrici a Bludovicích. V otázce přiznávání státního občanství Polákům nebylo možno za dřívějších vlád nic dosáhnout, ale již za ministra Slavíka nastal značný obrát. Polská menšina dostala také subvence na elektrisaci, na sirotčinec v Orlové, na úpravu potoků a j. Očekává, že vývoj půjde dále tímto směrem. V záležitosti štvání z Pol. Těšína prohlásil posl. Chobot, že Poláci z ČSR za to nemohou, neboť s nimi se nikdo o tom nedorozumíval a záležitost zadostučinění není jejich věcí. Rovněž zdůraznil, že polský tisk v ČSR zaujal ihned k věci odmítavé stanovisko a protestoval proti tomu, aby se někdo ze zahraničí pletl do záležitosti polské menšiny. Posl. Chobot pak vytkl některé věci na adresu menšinových pracovníků z nár. dem. strany, kterým vytýkal, že nebrzdí němčení v pohraničí. Upozornil na sblíživací snahy, které projevovali Poláci vůči

českým občanům na Těšínsku. Nakonec žádal, aby na obou stranách Olše byl klid, chleba a práce, aby byly skončeny nesmyslné boje a zahájena spolupráce. Pak přečetl resoluci soc. strany, ve které se odmítá odpovědnost za projevy v Pol. Těšíně a odmítá se tvrzení, jako by loyality Poláků v ČSR nebyla upřímnou. V resoluci se tvrdí, že na Těšínsku není důvodů k mimořádným opatřením, jelikož Poláci klid neohrožují. Žádá se, aby Poláci byli postaveni na roveň s menšinou německou. Potom podal zemský přisedící za agrárníky Junga a referát o své činnosti v zemském zastupitelstvu a rovněž zdůraznil, že u úřadů našel vždy pochopení a poukázal na podpory, které dostaly obce a rolnické organizace. Nakonec předložil některé požadavky. Posl. dr. Buzek pak uvedl, že Poláci si nemohou stěžovat na útisk, žádal jen, aby byl v některých místech

na Těšínsku proveden jazykový zákon, u železnice a jinde. Apeloval na to, aby se o čs.-polské spolupráci příliš nemluvalo, ale aby se více dělalo. Potom byla přečtena druhá resoluce, do níž byly shrnuty vývody ze schůze, načež dr. Buzek vzpomněl narozenin pana presidenta a dnešních jmenin maršála Pilsudského. Pak byla tato schůze, která měla důstojný průběh, skončena.

Moravskoslezský Deník 20. III. 34.

— Zájezd poznaňských akademiků do Mor. Ostravy. Od 11. t. m. dlí v Československu 25-členná výprava Vysoké obchodní školy z Poznaně, za vedení profesora této školy a lektora čes.tiny na poznaňské universitě p. inž. Hanusa. Poznaňští navštívili již Prahu, kde se zúčastnili zahájení Pražských vzorkových veletrhů. Plzeň, Karlovy Vary, Mar. Lázně, Brno, dnes dlí v Bratislavě a ve středu přijedou do Mor. Ostravy, kde budou hosty Česko-polského klubu. Vč. uspořádá Česko-polský klub v klubovních místnostech hotelu »Imperial« na úvítanou hostů přátelský večírek. Doufáme, že naši mladí přátelé si ze své cesty po Československu odnesou nejlepší dojmy, že se přesvědčí právě v této došvané lehkomyšlně vyvolávaných národnostních štvání na našem pohraničí, že Polsko má zde mnoho oddaných přátel, stejně jako Československo v Polsku.

Silesia 19. III. 34.

Vor einer Beruhigung im Teichner Gebiet.

Gestern hielten die polnischen Parteierhdeh. Schlesien im polnischen Repräsentationshaus in Tsch. Teichner eine Versammlung ab, in der Abg. Chobot, Dr. Buzek und der Landesbeisitzer Junga über die Lage der Polen in der Tschechoslowakischen Republik in politischer und wirtschaftlicher Hinsicht sprachen. Die gekannte Lage, die durch die Kundgebungen der letzten Zeit hervorgerufen wurde, hat eine Beruhigung erfahren, besonders durch die Erklärungen des Abg. Chobot, der die Loyalität der Polen im tschechoslowakischen Teile Schlesiens dem Staate gegenüber betonte und sich mit den bekannten Kundgebungen aus dem polnischen Landesteile Schlesiens nicht identifizierte. Die Versammlung verlief ruhig.

Wiec protestacyjny w Czeskim Cieszynie

CZESKI CIESZYN. W Domu Reprezentacyjnym odbył się tu w dniu wczorajszym potężny wiec ludności polskiej, zamieszkałej za Olzą, mający na celu zaprotestowanie przeciwko wzmożonemu uciskowi, stosowanemu ostatnio przez władze czeskie do Pola-

ków. W zebraniu wzięło udział ponad 1000 osób. Wiec zagaił b. poseł na sejm praski dr. Wolff, poczem nastąpiły przemówienia posłów polskich w Czechach pp. Chobota, Jungi i Buzka. Wiec odbył się w atmosferze powagi i skupienia.

Władze czeskie nawołują do spokoju.

MORAWSKA OSTRAWA. Z nakazu dyrekcji policji w Morawskiej Ostrawie urzędy powiatowe w Czeskim Cieszynie i Frysztacie wydały odezwę, wzywającą ludność do zachowania bezwzględnej spokoju i rozwagi w związku z ostatnimi wypadkami. Za wszelkie naruszenie spokoju publicznego, o-

dezwa grozi surowymi karami administracyjnymi oraz karami przewidzianymi w ustawie o ochronie republiki. Na terenie obu powiatów rozlecia się w wielkiej ilości powyższą odezwę, zredagowaną w języku czeskim i polskim.

Polska Zachodnia 20. III. 34.

Jeszcze o problemie polsko-czeskim

Kilka uzupełniających stwierdzeń

Motto: „Stąd rodzi się potrzeba przyjaźni i sojuszu pomiędzy Polską i Czechosłowacją...
Polonia z 15 marca 1934 r.

Piosenkę o przyjaźni i przymierzu z Czechami słyszymy nie od dzisiaj. Jest to stary hymn narodowej demokracji, która nie może otrząsnąć się z mrzonki panslawistycznej pod batutą Rosji. Politykę porozumienia polsko-czeskiego popierała zwłaszcza w r. 1921 gorąco narodowa demokracja przez swego człowieka, posła polskiego w Pradze Erazma Piłtza, starego rusofila i ugodowca. Prof. Kutrzeba w swej książce „Polska Odrodzona” na tr. 249—251 traktuje o trudności tego porozumienia:

„Rozgoryczeniem w społeczeństwie polskim, które nie mogło zapomnieć, że Czesi wyzyskali ciężką dobę z 1920 r., by wydrzeć Polskę spory kawał polskiej części Śląska Cieszyńskiego. Zachodziły nadto obawy, czy ratyfikacja układu (polsko-czeskiego) nie napotka trudności w Sejmie polskim wobec nieutożności i braku wyraźnych objawów dobrej woli ze strony Czech itd.”

Zastrzeżenia prof. Kutrzeby, nawiasem mówiąc przyjaciela Czechów i członka akademii czeskiej w Pradze, nie straciły do dziś aktualności. Wiemy, że Czesi popierali uniwersytet ukraiński w Pradze, hodując inteligencję ukraińską z wyraźnym antypolskim nastawieniem. Wiemy, że ruchawki ukraińskie w Galicji wschodniej nie byłyby możliwe, gdyby nie... życiwe stanowisko polskich czynników na Słowaczynie itd. Trudno w takich warunkach mówić o możliwościach przyjaźni polsko-czeskiej.

Dziś endecy i ich adlatus w Katowicach „Polonia” podejmują na nowo piosenkę polsko-czeską, nawołując społeczeństwo polskie do... poniżającego ubiegania się o rękę Czechosłowacji. Zaznaczyliśmy już nieraz, że leży nam na sercu rozumne porozumienie polsko-czeskie. Ale uważamy, że droga do niego prowadzi przez zlikwidowanie jaczelek ukraińskich i zaprzestania podsycania elementu antypolskiego w Czechosłowacji a również w zapewnieniu mniejszości polskiej możliwości kulturalnego rozwoju. Żądania polskie są więc bardzo skromne. Czy zostaną spełnione? Są sceptycy, którzy nie wierzą w rychłą zmianę frontu w Czechosłowacji i powołują się na smutne doświadczenia przeszłości. Stosunki polsko-czeskie nie od dziś są napięte. Wystarczy przypomnieć, że już w latach 1848 na zjeździe słowiańskim w Pradze nie udało się próba stworzenia bloku polsko-czeskiego, dzięki polityce czeskiej. Czesi bowiem z jednej strony akcentowali lojalność wobec dynastji austriackiej i konieczność utrzymania monarchii, z drugiej strony chcieli objąć przewodnictwo w słowiańskim zespole. Polacy natomiast chcieli wywalczyć rezolucję, zwra-

cającą się przeciwko Rosji i domagającą się wskrzeszenia Państwa Polskiego. Tę niepodległościową rezolucję Czesi utracili. Wybitny polityk polski Ziemiałkowski streścił swoje wrażenia po kongresie bardzo dla Czechów niepocholebnie.

Czechom chodziło bowiem o prymat wśród narodów słowiańskich, o wskrzeszenie Królestwa św. Wacława, gdzieś aż po Kraków. To też w Polakach upatrywali przeszkodę i już wtedy posuwali się do groźby podburzania przeciwko Polakom Rusinów. Równocześnie prawie z obradami kongresu wysłannicy czescy składali wierne-poddanie deklaracje we Wiedniu i prosili o przesłanie do Pragi arcyksięcia Franciszka Józefa, jako namiestnika (J. Feldman „Sprawa polska w roku 1848” str. 261 i dalsze).

Nie mamy zamiaru kreślić dalszych dziejów polsko-czeskich w drugiej połowie XIX wieku i na przełomie XX wieku. Wy-

starczy tylko jeszcze przypomnieć dalsze źródła czechofilstwa w Polsce. Jednym z ojców polityki rusofilskiej był — jak wiadomo — Dmowski, który w r. 1908 uznał sprawę słowiańską za sprawę polską, rezygnując z dążeń do niepodległości. Wyraźnie zaznaczyło się to na kongresie słowiańskim w Pradze w lipcu 1908 r. Ten kongresowi nadawali delegaci rosyjscy. Polacy z Dmowskim na czele składali gorące oświadczenia pod adresem Rosji. Ten naimwy flirt słowiański nie wytrzymał jednak nawet pół roku, bo jak wiadomo w pierwszej połowie 1909 r. rząd rosyjski wniósł do Dumy projekt wyodrębnienia Chełmszczyzny. Tak ukaranym został brak godności narodowej.

Dziś z tym samym brakiem godności wznawia endecja z przybudówkami („Kurier Warszawski”, „Polonia” itp.) ...starania o przyjaźń czeską, niepomną na kilkudziesięcioletnie smutne doświadczenia i niepomną na nielojalne podsycanie ruchu ukraińskiego przez czynniki czesko-niemieckie. — Rozumiemy zdenerwowanie Czechów przewrotem w III Rzeszy i ekspansją w kierunku Dunaju. Ale droga do zjednoczenia serc polskich nie prowadzi przez szykany i represje. Polska dała w swojej przeszłości dość dowodów, że umie być wielkoduszną. Armia polska zdobyła Dynaburg i oddała go Łotwie. Wojska polskie ofiarowały pomoc Ukraińcom w odbudowie państwa ukraińskiego, mimo krwawych walk o Lwów. — Daliśmy więc dość dowodów, że umiemy się zdobyć na rezygnację w imię wielkich tradycji przeszłości i daleko idącej polityki porozumienia. Napewno moglibyśmy dojść do porozumienia i z Czechosłowacją, ale do tego potrzebna jest elementarna lojalność. Cóż dziwnego, że tyloletnie doświadczenie każe nam być ostrożnymi? W interesie polsko-czeskiego porozumienia należało rzecz raz jasno przedstawić.

Polak.

Slovak 22. III. 34

Sváz pol'ských invalidov inter-venue za vāzneného polského publicistu Kaszyckého

Moravská Ostrava, 21. marca.

Všetky vāčšie polské časopisy prinášajú zprávu o uvāznení polského publicistu Kaszyckého, ktorý, ako známo, bol zatknutý pre rušenie obecného pokoja. Tohoto činu mal sa tak dopustiť, že na svojich prednáškach medzi Poliakmi v českom tešínskom kraji žijúcimi vyslovil sa proti republike. Bol v Košiciach zatknutý a prevezený do vāzenia moravsko-ostrovského krajského súdu. Tu intervenoval zaňho polský generálny konzul Malhomme a žiadať, aby mu dovolili fajčiť a vōbec, aby sa mu dostalo ťlav politickým vāžnom prislúchajúcich. Keďže Kaszycki je bezruký invalida z vojny polsko-boľševickej, najvāčšia organizácia polských invalidov obrátila sa so žiadosťou na podobné organizácie u nás, aby sa vec vāzneného Kaszyckého čím skôr prejednala.

Czteryj polacy w więzieniu w Morawskiej Ostrawie

MOR. OSTRAWA, 20.3. — W chwili obecnej znajduje się w więzieniu sądu okręgowego w Morawskiej Ostrawie 4 więźniów politycznych, narodowości polskiej. Dwóch z nich Karol Wdówka i Paweł Szuścik są obywatelami czeskimi, dwóch — literat Kaszycki i student Sprenzel są obywatelami polskimi. Wszyscy są oskarżeni o naruszenie ustawy o ochronie republiki. Prasa czeska m. in. „Lidowe Noviny”, lansuje wiadomość, jakoby zostali aresztowani na skutek denuncjacji ludności polskiej. Socjalistyczny „Duch Czasu” używa najdrastyczniejszych słów, aby określić „zbrodnie aresztowanych”.

Wniosek o zwolnienie za kaucją studenta Sprenzla władze sądowe odrzuciły. (PAT)

Gazeta Polska 21. III. 34.

Noviny bodicenne 22. III. 34

Nowe represje antypolskie w Czechach.

Morawska Ostrawa 21 marca

(Tel. wł.) Wczoraj wieczorem aresztowany został w czeskim Cieszynie obywatel polski b. dyrektor gimnazjum w Pszczynie, Franciszek Kulisiewicz, który ostatnio zajmował stanowisko profesora w gimnazjum cieszyńskim. Aresztowanie posiada tło polityczne. Prof. Kulisiewicza przewieziono do Morawskiej Ostrawy, gdzie osadzono go w więzieniu tamtejszego sądu okręgowego.

Polsko-czeskie stosunki.

W „Kurjerze Polskim“ czytamy:

Pewne zaognienie w dziedzinie stosunków polsko-czechosłowackich znalazło między innymi swój wyraz na terenie szeroko rozbudowanego porozumienia prasowego między Warszawą i Pragą. Przewodniczący tego porozumienia ze strony polskiej nie uważał za możliwe patronować nadal organizacji, propagującej nie tylko zbliżenie, ale wręcz przyjaźń i zrezygnował z tej godności.

Der tschechisch-polnische Klub in Mähriſch-Oſtrau iſt von den politiſchen Ereigniſſen der letzten Wochen nicht verſchont geblieben. Die am 15. d.ſ. in Kaſchau erfolgte Verhaftung des polniſchen Journaliſten Kaſzycki über die wir auch berichtet haben, hat ſowohl den Oſtrauer polniſchen Konſul, als auch das ganze Perſonal des polniſchen Konſulats — 23 Perſonen — veranlaßt, aus dem Klub den Austritt zu nehmen. Außerdem ſind auch noch drei weitere polniſche Mitglieder ausgetreten. Zu dieſem Maſſenaustritt nehmen die hieſigen tschechiſchen Zeitungen und auch die „Lid. nov.“ Stellung, wobei ſie dieſe Maſſenaustritte bedauern, aber der Hoffnung Ausdruck geben, daß dadurch die ehrliche Annäherungsarbeit des Klubs nicht weiter beeinträchtigt werden wird. Die Bemerkungen ſind aber nicht frei von einiger Kritik an dem Oſtrauer polniſchen Konſulat.

Glas 20. III. 34.

Co Czesi nam zarzucają?

I.

Miałem niedawno sposobność dłuższej rozmowy ze spotkanym przypadkowo Czechem, dawnym znajomym, który nie będąc dyplomatą i nie kierując się żadnymi innymi względami, dawał w tej rozmowie szczerzy wyraz bardzo rozpowszechnionym w społeczeństwie czeskim poglądom na Polskę.

Jak zwykle w rozmowie z Czechami, zaczęło się od żalów z powodu rzekomego braku uczuć słowiańskich u Polaków.

— Mimo wszelkich usiłowań — oświadczył m. in. mój rozmówca — nie wierzę w możliwość prawdziwego zbliżenia polsko-czeskiego. Rozmawiając z Wami zawsze nam się wydaje, że traktujecie nas z pewnej wysokości jako „chamów“. Jest to śmiesznie; przecież siłą naszą największą jest właśnie drobnomieszczański i włościańsko-gospodarski charakter naszego społeczeństwa; u Was natomiast istnieje głównie liczna, butna i zarozumiała (sic!) warstwa szlachecka oraz ubogi lud wiejski. Mieszczaństwo Wasze, głównie reprezentowane przez Żydów, obcych Wam rasą i światopoglądem, nie czujących się synami waszej ziemi, ginie w masie rolniczej. Z waszą inteligencją ludową łatwiej się nam dogadać, ale właściwie i ona stara się za wszelką cenę zasymilować się z szlachtą. Odrębnego typu cywilizacji mieszczańskiej u Was nie ma. Przez wieki całe ta wasza wszechwładna szlachta walczyła z Moskwą i Rosją o latyfundię wschodnie (sic!), kumała się z bliską jej duchem szlachtą węgierską, wybierała sobie potem królów Szwedów, Węgrów, Niemców, wreszcie, zawiniwszy rozbiory (!), zraziła sobie ciąglemi powstańcami Rosję (!) jedyną nadzieję narodów słowiańskich, które po kongresie wiedeńskim ożywione było najlepszymi względem Polski zamierzeniami. W czasie zaś wojny światowej Polacy, kiedy wszystkie narody słowiańskie wypowiedziały się po stronie Rosji, zdradzili (!) wraz z Bułgarami, sztandar słowiański i wystawili legjony po stronie niemieckiej (sic!), i to pomimo wielkodusznej cdezwy wielkiego księcia Mikołaja Mikołajewicza. Gdy zaś pomimo to wszystko zwycięska koalicja wskrzesiła Polskę, zagarnęliście czempredziej Śląsk, od tyłu wieków będący integralną częścią korony św. Wacława, i rozpoczęliście wojnę z Rosją o czyście ruskie ziemie kresowe, którą to wojnę o

mało nie przyplaciliście ponowną utratą niepodległości. Zamiast później znowu połączyć się z nami i Jugosławją w potężny blok słowiański przeciwko agresywności Niemców i Węgrów, woleliście prowadzić samodzielną politykę intryg i wygrywania jednych przeciwko drugim (?), kokietując Włochów, największych wrogów Słowiańszczyzny południowej, dając oparcie moralne odwiecznym inrzonkom Węgrów, b. gnębieli Słowaków, Chorwatów i Serbów, wreszcie doprowadzając do ostatniego paktu z Niemcami, dającego Niemcom wolną rękę do najazdu na Austrię i ewentualnie i Czechosłowację, którą w cichości ducha pragnęlibyście rzucić Germanom i Madziarom na pożarcie; ale niedoczekanie! Bawicie się w wielkie mocarstwo, co was drogo kosztuje, a nie umiecie zaradzić ani nigdy mas, ani zafaniu cywilizacyjnemu, całych dzielnic, ani rzucającemu się w oczy brakowi spójni duchowej i kulturalnej pomiędzy b. zaborami. Jednej rzeczy tylko szczerze wam zazdrościmy, to jest nadzwyczajnej, powiedziałbym, sadystycznej umiejętności gnębienia i wynaradawiania waszych mniejszości narodowych (!). Nie przeszkadza to wam w głoszeniu pretensji całkiem humorystycznych do innych państw za rzekome gnębienie Polaków. Przecież tak zwana mniejszość polska w Czechosłowacji to istna fikcja; w rzeczywistości prawdziwych Polaków jest u nas znikoma ilość, reszta to z lekka tylko spolonizowani Czesi, którym dla jakichkolwiek ubocznych celów dogadza podziwiać się pod narodowość polską. Trudno od nas wymagać, byśmy jeszcze sztucznie hodowali te chwasty na zwartym naszym obszarze narodowym. Jakżeż więc myśleć poważnie o wspólnym języku politycznym pomiędzy naszymi narodami? W dodatku wyście w ślad za Niemcami i Włochami sprzeniewierzyli się idei wolności, w imię której koalicja wygrała wojnę; zaprowadziliście u siebie dyktaturę i prześladowacie to wszystko, co stanowi, obok niepodległości państwowej, rację stanu państwa czechosłowackiego. Jesteśmy dumni z tego, że Praga stała się dziś jednym z ośrodków głównych tych wszystkich wzniosłych ideałów politycznych i społecznych, których apostołowie, prześladowani w Niemczech, Polsce i Włoszech, chronią się do Francji lub do nas. Bronimy obecnie Europy Środkowej przed powro-

ciąg dalszy

tem Habsburgów, tych synonimów reakcji; wy zaś mniej lub więcej otwarcie sympatyzujecie z tą dynastją, której za czasów monarchji austro-węgierskiej pomagaliście swojemi głosami w parlamencie gnieść Słowian, w zamian za udzielony wam przywilej gniebienia Rusinów w Galicji. Jesteśmy i dziś pewni, że w razie realnego zjednoczenia całości naszego państwa, Słowacy i Niemcy nie moglibyśmy liczyć na waszą pomoc; nie mając bowiem ani moralnego, ani rozumowo przywiązania do idei słowackiej, będziecie woleć przywrócenie tytulawickiego sojuszu z Węgrami i budować nadzieje na iluzji zastąpienia niemieckiego „Drang nach Osten” parciem na południe w kierunku „Mitteleuropy”.

Wysłuchałem tej istnej powodzi żalów dość cierpliwie, zwłaszcza, że rozmówca mój wcale nie pozwalał mi dojść do słowa. Wysłuchałem spokojnie niesłychanych fałszów i napaści, świadczących o zupełnym braku równowagi mojego rozmówcy w stosunku do Polaków. Byłem mu nawet wdzięczny za tę szczerość, w której światło ostatnie manifestacje przeciwpolskie na Śląsku czeskim nabierają odpowiedniej wyrazistości, dla których mowa burmistrza Michiejdy była tylko pretekstem. Oczywiście nie trudno mi było na wszystkie te zarzuty odpowiedzieć przedstawieniem istotnego stanu rzeczy i z kolei wskazać na liczne a istotne powody nieufności Polaków do Czechów. Ograniczę się więc do powtórzenia głównych momentów jego odpowiedzi na moje wywody. R.

Wielka manifestacja Polaków z Śląska czeskiego.

Dnia 18 bm. odbyło się w czeskim Cieszynie wielkie zgromadzenie, zwołane przez stronnictwa polskie w Czechosłowacji. W Domu reprezentacyjnym zebrało się przeszło 1000 obywateli ze wszystkich okolic Śląska.

Ucisk Polaków.

Zebranie zagaill b. poseł Dr Wolff, który zaznaczył, że w obecnej chwili ludność polska w Czechosłowacji jest przedmiotem ciężkich prześladowań. O położeniu ludności polskiej w Czechosłowacji mówi się w ostatnich czasach coraz więcej. Celem dzisiejszej manifestacji ma być stwierdzenie, że jedynym środkiem uspokojenia kraju jest spełnienie postulatów ludności polskiej przez nadanie jej praw należnych według konstytucji, ustawodawstwa czeskosłowackiego i umowy likwidacyjnej polsko-czeskiej oraz zrównania ich pod względem praw obywatelskich z innemi mniejszościami w Czechosłowacji.

Polacy nie są spolszczonymi Morawianami!

Drugi z kolei przemawiał poseł na sejm Chobot, który podkreślił, że praca posłów polskich jest systematycznie paraliżowana przez Polakożerców ze Śląska „Maticą” czeską na czele. W ostatnich czasach zorganizowano niesłychaną nagonkę na ludność polską w Czechosłowacji z okazji uroczystości polskich w Cieszynie. Mówca protestuje z całą stanowczością przeciwko głoszeniu hasła, że **Polacy w Czechosłowacji są spolszczonymi Morawianami(!)**, odrzucając z oburzeniem wszelkie próby łączenia ich sprawy, jako ludności tubylczej ze sprawą emigrantów czeskich na Wołyniu.

Krzywdy Polaków przy parcelacji.

Następnie poseł na sejm krajowy w Brnie Junga odczytał swoje przemówienie, ponieważ dzisiejszy „Morawsko-Slezski Denik” zapowiadał antypaństwowe przemówienia na zebraniu. Mówca przedstawił krzywdy Polaków w Czechosłowacji na polu gospodarczym, samorządowym i stwierdził, że **parcelacja przeprowadzona została w ten sposób, że ani jeden Polak nie został uwzględniony**. Sprawadzano przeważnie ludzi z poza Śląska. Obywatele polscy otrzymać mogą pracę tylko wtedy, jeżeli należą do czeskich stowarzyszeń i posyłają dzieci do czeskiej szkoły. Dotyczy to zarówno górników, hutników jak i pracowników biurowych. **Polakom odebrano bezprawnie wpływ na samorządy powiatowe, pozostawiając im jedynie samorządy w nie-**

których gminach, ale i z tych gmin usiłuje się Polaków wyprzeć.

Ucisk na polu szkolnictwa.

Dr Buzek, poseł na sejm czeski, przedstawił z kolei upośledzenie na polu szkolnictwa, ustawy językowej i kościelnej. Stwierdził on, że w ostatnich latach przeciągnięto podstępnie połowę dzieci ze szkół polskich do czeskich. Zabrano na rzecz czeskiego kościoła narodowego 5 kościołów katolickich, 8 probostw polskich obsadzono księżmi narodowości czeskiej. W samorządzie — podkreślił mówca — nie przestrzega się ustawy językowej. **Urzędników polskich na Śląsku czeskim niema**. Mówca piętnuje działalność czeskiej „Maticy”, której przedstawiciele publicznie zapowiedzieli, **„że nie przerwą działalności przeciwpolskiej, dopóki w Czechosłowacji nie będzie wykopany ostatni grób polski”(1)**.

Uchwały.

Zebrani uchwalili jednomyślnie rezolucję, w której stwierdzają, że z powodu nienawistnego postępowania oraz fałszywych oskarżeń miejscowych szowinistów oraz lokalnej prasy czeskiej przeciwko ludności polskiej — stan jej posiadania pod względem narodowym i kulturalnym oraz oświatowym, gospodarczym i społecznym w ostatnich czasach coraz bardziej kurczy się i wywołuje rozgoryczenie. Zebrani domagają się, aby władze czeskie w interesie dobra ogólnego położyły wreszcie kres temu stanowi rzeczy. Zebrani żądają faktycznego równouprawnienia ludności polskiej z obywatelami narodowości czeskiej, żądają zaprzestania wynaradawiania ludności polskiej i upaństwowienia polskich szkół prywatnych. Zebranie było wielkim głosem rozpaczki ludności polskiej w Czechosłowacji. W zakończeniu zebrania poseł Dr Buzek wzniósł okrzyk na cześć Marszałka Piłsudskiego, którego imieniny naród polski dzisiaj uroczystie obchodzi. Zebrani okrzyk ten podchwycili z entuzjazmem.

Interwencja w sprawie uwolnienia Śl. Kaszyckiego

Zarząd główny Związku Inwalidów Wojennych Rzplitej zwrócił się do ministra spraw zagranicznych z prośbą o interwencję w sprawie aresztowania w Czechosłowacji literata krakowskiego p. Stanisława Kaszyckiego. Kaszycki brał udział w walkach o niepodległość, jest inwalidą wojennym bez ręki. Jednocześnie Związek Inwalidów wystąpił do czeskosłowackich organizacji inwalidzkich z prośbą o interwencję.

Co Czesi nam zarzucają?

II.

„Tych wszystkich argumentów my nie rozumiemy — oświadczył on. Prawdziwi przyjaciele Czechów są wśród was wyjątkami. Nawet wśród narodowych demokratów waszych przychylny stosunek do nas jest raczej rozumowy. Proszę mi zaprzeczyć, że w gościnnych polskich domach nadających ton w Warszawie, przyjmują przedstawicieli wszystkich państw, tylko nie Czechów, bolszewików i podobnych „minorum gentium“ gości! Niech pan się nie tłumaczy, zbyt dobrze wiemy, że tak jest. Co się zaś tyczy Rosji, to tylko t. zw. endecy u was słusznie ten stosunek pojmowali i pojmują, dążąc do zburzenia całej waszej niefortunnej tradycji historycznej przedkładając walkę z germanizmem nad krańcową samodzielność w stosunku do innych braci słowiańskich. Cóż kiedy prawdziwych endeków jest u was bardzo mało, gdyż pozorne masy, chadzające dziś w ogonie p. Dmowskiego, to głównie malkontenci, niezadowoleni z obecnego regime'u z przyczyn osobistych oraz młodzi, marzący o hitleryzmie w Polsce, lecz pozatem równie dalecy od naszego słowianofilstwa. Rządzą zaś u was legjoniści, co najlepiej dowodzi zwycięstwa ich orjentacji, tak krańcowo przeciwnej naszej. Zdaniem naszym wasze miejsce polityczne powinno być obecnie w Małej Entencie; co najmniej zaś powinniście kierować się wyłącznie interesem Francji, który musi być identyczny z Waszym, inaczej bowiem tracicie rację bytu jako filary ochrony traktatów pokojowych na wschodzie (!). Rozumieją to u was znowu jedynie endecy. Flirty zaś z Madziarami i Włochami musimy uważać za zamachy na nasze bezpieczeństwo. Sojusz wasz z Rumunią nie jest tu dla nas żadną gwarancją, z przyczyn o których wołałbym Panu jako dziennikarzowi, nie mówić. Zresztą i u was słyszałem zdania krytyczne na ten temat.

Pan zarzuca nam Śląsk i Syberję! W Syberji podlegaliśmy rozkazom generała Janina; skoro on waszej dywizji przeznaczył tylną straż przy odwróceniu, to generał Syrovy nie miał żadnej potrzeby zaryzykować bezpieczeństwa wycofania transportów czeskich dla ocalenia dywizji polskiej (!) To zaś, że bolszewicy nie dotrzymali warunków kapitulacji, to nie nasza wina. Nie zdradziliśmy Was tak samo, jak nie zdradziliśmy Kołczaka. Obowiązywało hasło: „sauve qui peut“. Na Śląsku zaś byliście w naszym przekonaniu najeźdźcami (!), postąpiliśmy więc słusznie. W czasie inwazji bolszewickiej w Polsce nie mieliśmy żadnej racji narażać się Moskwie ułatwieniem Wam pomocy, ponieważ uważaliśmy najazd bolszewicki za spowodowany przez waszą ofensywę na wschód (!) Zresztą rządzą wtedy u nas socjaliści. Sympatje nasze dla Ukraińców są zupełnie naturalne, pochodzą jeszcze z czasów monarchji i bynajmniej się jej nie wyrzekamy. Będziemy lojalni względem waszego panowania nad Rusią Czerwoną, w

sercu jednak nie pochwalamy takiego panowania nad bratnim narodem słowiańskim wbrew jego woli... niech pan nie przerywa, tu niema analogji z Waszem położeniem za caratu; w naszym przekonaniu tylko powstania były przyczyną represji; inaczej Rosja gotowa była na wszelką autonomję, czego dowodzą rządy Aleksandra I i Aleksandra II (??!) Przecież wasi endecy są tego samego zdania (!). Nie cofam tego, co mówiłem o ucisku mniejszości narodowych w Polsce i nie uznaję zupełnie Pańskich pretensji do naszego stosunku do mniejszości. Czechy należą do nas, Słowaczyna zaś do Słowaków, nie może więc być mowy o jakimś prawie samostanowienia chociażby najzwartszych milionów wewnątrz naszych granic historycznych i geograficznych. Rusi Podkarpackiej zaś, tak okrutnie zaniedbanej przez Madziarów (?), niesiemy dobrodziejstwo naszej kultury. My przestrzegamy umowy z Słowakami, musimy jednak na okres przejściowy wyrećzać ich tam, gdzie brak im zupełnie doświadczenia. Niemcy zaś korzystają u nas z najdalej idących swobód, zobacz pan chociażby napisy na dworcach kolejowych! Ale w razie oporu z ich strony dalibyśmy sobie z nimi radę. Nie jesteśmy wcale tak znowu zależni od kapitałów niemieckich, które przecież w razie inredenty ryzykowałyby wywłaszczenie! Jak Niemcy sobie zęby połamią na sile naszego państwa, którą tak widocznie lekceważycie, to powrócą znowu do ataku na wasz „korytarz“, a wtedy żalować będziecie, żeście nie zawarli z nami przymierza wtedy, kiedy był jeszcze na to czas, mimo całej naszej uległości. Ale wolimy się nie łudzić: nie nie zapowiada nadejścia w Polsce rządów, holdujących idei słowiańskiej. Natomiast mocno się obawiamy wejścia Polski w polityce zagranicznej w orbitę państw faszystowskich przeciwko państwu, broniącemu wolności (!?) My jesteśmy nie tylko przeważnie liberałami z krwi i kości, lecz przewidujemy rozgrywkę ostateczną pomiędzy „prawami człowieka i obywatela“ a „absolutnym dominium“ „wódców narodów“. Perspektywa ta zaś najbardziej rozdziela może nasze państwa“.

Ręce mi opadły; odłożyliśmy dalszą rozmowę na później.

R.

Nie będziemy się wdawać w polemikę z powyższymi wywodami, które mają jedną zaletę: są niezmiennie — można powiedzieć — tragicznie szczere. Niepodobna było, w sposób bardziej wyrazisty — wydobyć i podkreślić, głębokich różnic zachodzących pomiędzy obu narodami. Jeżeli wyjdziemy z założenia, że lepiej te różnice znać, niżeli osłaniać je bojaźliwym milczeniem — otwartość czeskiego polityka może być nawet pożyteczna.

Nowiny Godziennne 18/19. III. 34.

Czesi uwięzili dalszych Polaków

Dochodzenia przeciw dzieciom szkolnym

Morawska Ostrawa, 16 marca. Fala antypolskich wystąpień na Śląsku Cieszyńskim przybiera coraz szersze rozmiary. Wczoraj aresztowano w Mistrzewicach koło Czeskiego Cieszyna rolnika polskiego Szuścika. Aresztowanie nastąpiło na tle politycznym. Szuścika przewieziono do więzienia w Morawskiej Ostrawie, gdzie

przebywa student polski Kaszycki, aresztowany w Koszycach.

Na terenie Moraw i Śląska Ostrawskiego nie ustają rewizje, dokonywane przez komisję urzędu skarbowego w Opawie u Polaków, posiadających w Polsce majątki. Dochodzenia mają na celu wykrycie rzekomych nieformalności przy transakcjach pieniężnych z Polską.

Nauczyciel w Bystrzycy koło Jabłonkowa dowiadywał się w sposób podstępny od dzieci szkoły polskiej, co słyszały na temat dalszych losów Śląska. Na podstawie informacji nauczyciela **rozpoczęto śledztwo przeciwko trzem dziewczynkom ze szkoły polskiej w Bystrzycy.** Śledztwo prowadzi żandarmerja z Czeskiego Cieszyna oraz wspomniany nauczyciel.

Komisariat policyjny w Karwinie wystosował do wszystkich towarzystw polskich, mających siedzibę w domu Brama o przedstawienie dokładnych spisów wszystkich swych członków.

Aresztowany w Koszycach literat Kaszycki przewieziony został wczoraj do więzienia sądu okręgowego w Morawskiej Ostrawie. Aresztowanie jego nastąpiło na żądanie prokuratury. Konsul polski w Morawskiej Ostrawie interwenjował u władz w sprawie aresztowania.

Koszyce. Bratislawski „Slovak“, omawiając sprawę aresztowania Kaszyckiego, pisze:

„Aresztowany publicysta polski jest dobrze znany publiczności słowackiej z licznych odczytów, które wygłosił w miastach słowackich. Posiada on jaknajlepszą opinię. Jego wykłady były pod każdym względem utrzymane w tonie lojalności, dlatego też aresztowanie stanowi największą niespodziankę.

W Koszycach krążą pogłoski, że śledztwo ma być rozciągnięte i na osoby, z którymi stykał się Kaszycki.

Koła intelektualne słowackie w dalszym ciągu żywo omawiają tę sprawę. Pragną one rehabilitacji Kaszyckiego i jego powrotu do Koszyc, celem kontynuowania pracy nad zbliżeniem kulturalnym.

Noviny Bodzienne 20. III. 34.

Słowacy w obronie Polaków

w Czechosłowacji — Naplemnianie aresztowania Kaszyckiego

Polska Zachodnia 21. III. 34

Polscy więźniowie polityczni w czeskim więzieniu

MORAWSKA OSTRAWA. W obecnej chwili znajduje się w więzieniu sądu okręgowego w Morawskiej Ostrawie 4-ch więźniów politycznych narodowości polskiej.

Dwaj z nich, a mianowicie Karol Wdówka z Dolnego Gierliczka i Paweł Szuścik z Miśtrzowic są obywatelami czeskimi, podczas gdy literat Kaszycki z Krakowa oraz student Eugenjusz Sprenzel są obywatelami polskimi.

Wszyscy oni oskarżeni są o naruszenie przepisów ustawy o ochronie republiki.

Dla usprawiedliwienia aresztowania Kaszyckiego, które w tut. kołach polskich i słowackich wywołało najwyższe zdziwienie, prasa czeska lansuje wiadomość, jakoby wymienieni zostali aresztowani na skutek denuncjacji ludności polskiej.

Tak piszą, uchodzące za jeden z najważniejszych dzienników czechosłowackich,

„Lidove Noviny“. Socjalistyczny „Duch Czasu“ używa najdrastyczniejszych wyrazów dla określenia zbrodni aresztowanych.

Wniosek o zwolnienie z więzienia śledczego za kaucją 3000 koron czeskich studenta Sprenzla, któremu zarzuca się, że miał się wyrazić ujemnie o walucie czeskiej, władze sądowe odrzuciły.

MORAWSKA OSTRAWA. Konsul generalny Malhomme, który odwiedził literata Kaszyckiego w Morawskiej Ostrawie stwierdził, że zdrowie więźnia jest nadwyżężone.

Konsul stwierdził, że mimo, iż Kaszycki jest więźniem politycznym, nie dano mu zwolnienia na palenie papierosów, co wpływa ujemnie na samopoczucie więźnia.

Konsul Malhomme zażądał wezwania lekarza do więzienia oraz szybkiego wydania zezwolenia na palenie papierosów w celi.

Tempo Dnia 23. III. 34

Na czeskim Śląsku gradem kamieni obrzucono polski pociąg.

(Własna służba informacyjna „TEMPO DNIA“).

CIESZYN, 22 marca (II). Dnia 19 bm. o godz. 5 popołudniu nieznani sprawcy obrzucili kamieniami polski pociąg towarowy na terenie czechosłowackim w Czeskim Cieszynie.

Pociąg znajdował się koło podjazdu

z Cieszyna do Cieszyna polskiego. Sprawcy rzucali kamieniami w budki hamulcze.

Na szczęście nikt z polskiej obsługi kolejowej nie odniósł okaleczeń. Służba ko-

lejowa zawiadomiła o powyższym wypadku naczelnika stacji w Cieszynie.

Zachodzi silne podejrzenie, że sprawcami niepoczytalnego wybryku są szowiniści czescy ze względu na antypolskie nastroje, panujące w czeskim Cieszynie.

Tempo Dnia 23. III. 34

Czesi aresztowali polskiego działacza w Czeskim Cieszynie.

MORAWSKA OSTRAWA, 22 marca (A). Wczoraj aresztowany został w Czeskim Cieszynie obywatel polski, b. dyrektor gimnazjum w Pszczynie, obecnie prof. gimn. w Cieszynie, Franciszek Kulisiewicz, którego w dniu dzisiejszym prze-

wieziono do więzienia w sądzie okręgowym w Morawskiej Ostrawie.

Aresztowanie miało tło polityczne. Prof. Kulisiewicz, znany jest wśród ludności polskiej w Czechosłowacji z czasu swej działalności w charakterze profesora

ra gimnazjum polskiego w Orłowej, jako pracownik społeczny i oświatowy.

Prof. Kulisiewicz jest autorem znanej książki „Polacy w Czechosłowacji“, opracowanej przez niego w swoim czasie na powszechną wystawę krajową w Poznaniu.

Towarzysze, Obywatele, Polacy !

My polscy socjaliści w Czechosłowacji, wierni idei braterstwa z towarzyszami czeskimi socdem, piętnujemy kategorycznie i odrzucamy szowinistyczne szczucie i nacjonalne wybryki Michejdów i innych faszystów z polskiej strony, ponieważ one zbyt znacznie zaogniają i rozdzierają już zagojone rany, jak to słusznie tow. Chobot w "Robotniku Śląskim" napisał. Podobnie jesteśmy i przeciw czeskim szowinistom i dlatego przyjdźcie wszyscy organizowani i sympatycy z temi zaproszeniami na zgromadzenie w Trzyńcu 25.III.b.r. o godz. 9-ej rano, gdzie przemówi tow. poseł Chobot i tow. Koukal za czeską socdem. My nie chcemy nowych plebiscytów ani Rady Narodowej, która tow. poseł Chobot zawsze zwalczał już za czasów plebiscytu. W międzynarodowym sojuszu z czeskimi towarzyszami odrzucimy precz namowy polskich faszystów "z pod pomnika Mieszka" i tutejszych faszystów. W republice czechosłowackiej mamy konstytucję i ustawę zagwarantowane jak kulturalne, narodowe, tak gospodarcze prawa i zdobycze.

Wszyscy socjaliści na zgromadzenie!

Tłumaczenie czeskiej części ulotki:

Towarzysze, Przyjaciele, Czesi!

Dnia 25 marca 1934 r. o godz. 9-ej rano w Domu Robotniczym w Trzyńcu Czechosłowacka partja socjalistyczna łącznie z polskimi towarzyszami urządza na podstawie § 2 zebranie manifestacyjne przeciwko polskiemu, galicyjskiemu podszczuwaczom faszystowskiemu, którzy łącznie z Hitlerem atakują nasze granice. Nie damy zezwolenia na to, aby nasza cieszyńska granica, drogo okupiona krwią czeskich robotników, socjalistów i legjonarzy, atakowana była przez szowinistycznych podszczuwaczy. Jako socjaliści będziemy razem z całym narodem chronili nasze państwo tak, jak będziemy razem z innymi czeskimi stronnictwami demonstrowali ubiegłej niedzieli na Strzelnicy w Czeskim Cieszynie, i gdzie nasi towarzysze, prezes Macek z Frydku i tow. Machanec z Orłowej za DTJ otwarcie potwierdzili, że drogi socjalnej demokracji są w tym wypadku wspólne z innymi partjami czechosłowackimi i tutejszemi polskimi. Wiec odbywamy wspólnie z polskimi towarzyszami, którzy są naszymi obywatelami i jedzą chleb czeski, ponieważ nie mają nic przeciwko naszemu państwu. Wszystkie rany są już zagojone, jak napisali otwarcie polscy towarzysze. Poseł Chobot w "Duchu Času" i "Robotniku Śląskim" podkreślił, że Polacy mają wszystko, co potrzebują, są zadowoleni ze swojego losu i że są bardziej zadowoleni, niż pod ewent. rządami Piłsudskiego. Chwila jest bardzo poważna, dlatego musimy wszyscy bronić swej sprawy i walczyć przeciwko naruszeniu spokoju na Śląsku Cieszyńskim, jak to już pisaliśmy w "Duchu Času" z 17.III.b.r. Każdego Polaka i podszczuwacza, który rozszerzałby bezpodstawne pogłoski o oderwaniu Śląska Cieszyńskiego przez Polskę, denuncjonujcie i oddajcie w ręce policji i żandarmerji. Zorganizowani socjaliści: wszyscy na protestacyjną, antyfaszystowską manifestację do Trzyńca!

vide str. 122/123

Przeciwpolska akcja Czechów wzmacnia się

Morawska Ostrawa. Fala aresztowań Polaków w Czechosłowacji przybiera coraz większe rozmiary. Dopiero przedwczoraj przywieziono do więzienia w Morawskiej Ostrawie prof. gimnazjum cieszyńskiego Franciszka Kulisiewicza, a wczoraj znowu grupa polskich więźniów politycznych zwiększyła się o aresztowanego obywatela czechosłowackiego Alojzego Dudę, gospodarza z Cierlicka Górnego. Z różnych okolic Śląska nadchodzą wieści o licznych dochodzeniach, wdrażonych przez władze i śledztwa przeciwko Polakom za rzekome przekroczenia przepisów ustawy o ochronie republiki.

Złośliwe szykany.

Morawska Ostrawa. Delegacja komitetu pań przy konsulacie R. P. w Morawskiej Ostrawie z małżonką konsula generalnego p. Malhomme na czele odwiedziła polskich więźniów politycznych w więzieniu w Morawskiej Ostrawie, przynosząc im słowa pociechy oraz pomoc materialną. Okazuje się, że władze więzienne specjalnie szykanują literata Kaszyckiego, dając mu papierosy bez zapalek, albo zapałki bez papierosów. W sprawie tej konsul generalny ponownie interwenjował u władz. Kaszyckiemu dostarczyła żona chleb, o który prosił.

Konfiskata gazety polskiej.

Cieszyn. Władze czeskie skonfiskowały wczoraj cały nakład tygodnika polskiego „Prawo Ludu”. wychodzącego w Czeskim Cieszynie. Powodem konfiskaty był artykuł naświetlający metody walki szowinistów czeskich, a ostatnio i socjal-demokratów czeskich przeciwko mniejszości polskiej na Śląsku Czeskim. Szczególnie zaś artykuł krytykował manifestację czeskich socjal-demokratów, która ma się odbyć w nadchodzącą niedzielę w Trzyńcu. Zajęcie całego nakładu pisma polskiego odbyło się przy licznej asystencji policji i żandarmerji czeskiej.

Głosy Codienne 24/III 34

Znow aresztowanie wybitnego działacza polskiego na Śląsku czeskim.

Wielka manifestacja socjalistów polskich na cześć Marsz. Piłsudskiego.

Morawska Ostrawa, 21 marca (PAT). W Suchej Średniej na Śląsku Czechosłowackim odbyła się w obecności 800 robotników polskich akademja ku uczczeniu 30-lecia założenia pisma „Robotnik Śląski”, organu Polskiej socjalistycznej partji robotniczej w Czechosłowacji.

W akademji wziął udział konsul generalny Malhomme z Morawskiej Ostrawy. Jubileuszowa akademja partji na zamieniła się po przemówieniu oliczniciem o Marszałku Piłsudskim w wielką manifestację na cześć Marszałka.

Morawska Ostrawa, 21 marca (PAT). Wczoraj aresztowany został w Czeskim Cieszynie obywatel polski, b. dyrektor gimnazjum w Pszczynie, obecnie prof. gimn. w Cieszynie, Franciszek Kulisiewicz, którego w dniu dzisiejszym przewieziono do więzienia sądu okręgowego w Morawskiej Ostrawie.

Aresztowanie miało tło polityczne. Prof. Kulisiewicz znany jest wśród ludności polskiej w Czechosłowacji z czasu swej działalności w charakterze profesora gimnazjum polskiego w Orłowej, jako pracownik społeczny i oświatowy.

Prof. Kulisiewicz jest autorem znanej książki „Polacy w Czechosłowacji”, opracowanej przez niego w swoim czasie na Powszechną wystawę krajową w Poznaniu.

Paseta Polska 23/III 34.

Aresztowanie polskiego pedagoga

MOR. OSTRAWA, 21.3. — Wczoraj aresztowany został w czeskim Cieszynie obywatel polski, b. dyrektor gimnazjum w Pszczynie, obecnie profesor gimnazjalny w Cieszynie Franciszek Kulisiewicz. Dziś przewieziono go do więzienia przy sądzie okręgowym w Morawskiej Ostrawie.

Prof. Kulisiewicz znany jest wśród ludności polskiej w Czechosłowacji z czasów swej działalności w charakterze profesora gimnazjum polskiego w Orłowej. Prof. Kulisiewicz jest autorem książki „Polacy w Czechosłowacji”, opracowanej specjalnie na Powszechną Wystawę Krajową w Poznaniu. (PAT)

Kamieniami w pociąg

KATOWICE, 21.3. — Jak się dowiadujemy pociąg osobowy, zdążający od strony Czech do polskiego Cieszyna, obrzucony został po stronie czeskiej kamieniami. Szkód nie wyrządzono. (PAT)

Nowiny Codienne 22/III 34.

4-ch Polaków w czeskim więzieniu

w Morawskiej Ostrawie — Brudne wykrety prasy czeskiej

Morawska Ostrawa, 20 marca. W obecnej chwili znajduje się w więzieniu sądu okręgowego w Morawskiej Ostrawie 4-ch więźniów politycznych i narodowości polskiej. Dwaj z nich, a mianowicie Karol Wdówka z Dolnego Cierlicka i Paweł Szuścik z Mistrzowic są obywatelami czesкими, podczas gdy literat Kaszycki z Krakowa oraz student Eugeniusz Sprezel są obywatelami polskimi. Wszyscy oni oskarżeni są o naruszenie przepisów ustawy o ochronie republiki. Dla usprawiedliwienia aresztowania Kaszyckiego, które w tutejszych kołach polskich i słowackich wywołało naj-

wyższe zdziwienie, prasa czeska lansuje wiadomość, jakoby wymienieni zostali aresztowani „naskutek denuncjacji ludności polskiej”. Tak piszą uchodzące za jeden z najpoważniejszych dzienników czechosłowackich „Lidove Noviny”. Socjalistyczny „Duch Czasu” używa najdrastyczniejszych wyrazów dla określenia „zbrodni” aresztowanych. Wniosek o zwolnienie z więzienia śledczego za kaucją 3.000 koron czeskich studenta Sprezla, któremu zarzuca się, że miał się wyrazić ujemnie o walucie czeskiej, władze sądowe odrzuciły.

Co się „nagle“ stało po drugiej stronie Olzy?

Prawda o stosunkach polsko-czeskich.

Wobec prób zamącenia jasności obrazu.

Kraków, 23 marca.

Szara wstęga Olzy rozrywa Cieszyn na dwa różne miasta. Most rzucony nad tą rzeką łączy dwa państwa: Polskę i Czechosłowację. Po jednej i po drugiej stronie granicy mieszkają w szerokim promieniu ci sami ludzie: Polacy.

Stosunki między Polską a Czechosłowacją układają się dziwnym zbiegiem okoliczności w ten sposób, że częstokroć symbolem ich nie jest most łączący dwa państwa ze sobą — ale wody graniczne dzielące je od siebie.

Jeżeli zaś zastanowimy się, co leży na dnie tej dzielącej narody wody granicznej — to przekonamy się, że przedmiotem stałych zadrażeń jest wyłącznie próba wynarodowienia ludności polskiej, mieszkającej po tamtej stronie Olzy.

Ciężki los ludności polskiej w Czechosłowacji nie jest nowiną dla naszych Czytelników. Skargi i żale naszych rodaków nie są żadną niespodzianką. Nie od dzisiaj słyszymy o bezwzględnej akcji czechizacyjnej prowadzonej w sposób często brutalny przez władze czeskie.

Przez lata całe

poruszał „I. K. C.“ tę kwestję,

mając za sobą opinię całego społeczeństwa polskiego w Czechosłowacji. Przez lata całe staraliśmy się zwrócić uwagę całej Polski na stosunki panujące na Śląsku Cieszyńskim, chcieliśmy zmusić wszystkie sfery, by otworzyły oczy i spojrzały na twarz rzeczywistej rzeczywistości.

Nie rozumiano nas wówczas i uważano, że niepotrzebnie „psujemy harmonję“.

Dzisiaj niektóre koła z prawdziwym zdumieniem stwierdzają, że sytuacja po drugiej stronie Olzy jest nieznośna. Wiele ludzi nie rozumie

co się „nagle“ stało.

Opinia polska zbyt długo była usypiana nie tylko „urzędową poprawnością“, o jakiej mówili czynnik oficjalne, ale przede wszystkim kołysankami tych sfer rzekomo „narodowych“, które w Polsce wzięły w pacht czechofilstwo bez pożytku dla obu narodów, a ze szkodą dla ludności polskiej pod panowaniem czeskim.

Ludzie pytają się: co nowego stało się na Śląsku, że nastąpiła taka zmiana stosunków. Otóż niestety: nic nowego. To, co się dzieje tam dzisiaj, trwa z mniejszym lub większym natężeniem już kilkanaście lat. Listy strat placówek polskich w Czechosłowacji można by wydawać bez przerwy od r. 1920. I zaprawdę gdyby przez kilkanaście lat nie milczano i nie tolerowano zła, to dzisiaj aspekt stosunków polsko-czeskich nie byłby tak ponury.

Przez kilkanaście lat przyzwyczajono jednak czynnik czeskie do tego, że

nie było żadnej reakcji

przeciw zamykaniu szkół, rozwiązywaniu stowarzyszeń i zabieraniu parafii polskich. W Pradze — a zwłaszcza wśród

szowinistów czeskich na Śląsku — zaczęła się wyradzać dziwna mentalność. Mówiono głośno o porozumieniu z Polską i potrzebie słowiańskiej współpracy, ale po cichu porozumienie i współpracę uważano za pretekst do żądania od Polaków ciągłych ofiar i wyrzeczeń. Strona polska nie umiała natomiast powiedzieć Czechom jasno i wyraźnie, że

chcemy prawdziwej ugody i prawdziwego słowiańskiego współdziałania

na zasadzie: „wolni z wolnymi, równi z równymi“. Akcja gnębienia mniejszości polskiej jest akcją wymierzoną nie tylko przeciw Polakom, ale przeciwko idei porozumienia obydwu pobratymczych od wieków ze sobą sąsiadujących narodów.

Strona czeska podejmuje teraz

próby zamącenia prawdziwego obrazu

i przesuwania sporu na zupełnie inną płaszczyznę. Słyszymy więc żale na politykę polską w stosunku do Niemiec. Mówi się o tem i o owem, o wspólnym froncie w Genewie, ale nigdy o samej rzeczy.

Półurzędowe „Ceske Slovo“ roni na przykład lzy z tego powodu, że Polska Agencja telegraficzna doniosła o uroczystościach ku czci imienia Marsz. Piłsudskiego z Funchalu ale milczała o Pradze. „Narodni Polityka“ przypomina znowu stanowisko Czechosłowacji w sprawie Pomorza — inne znowu pismo zamieszcza artykuł wstępny, któremu daje tytuł „Przyjaźń z Hitlerem — kampania przeciwko Czechosłowacji“.

Jest to próba mydlenia oczu sobie i obcym. Jest to próba zrzucenia z siebie odpowiedzialności wobec własnego społeczeństwa za zadrażnienie i zaognienie stosunków polsko-czeskich — które dla Czechosłowacji w dzisiejszym stanie jest o wiele groźniejsze niż dla Polski.

Tu nie idzie o żadne „wielkie rzuty międzynarodowe“, ale o zamykanie szkół polskich, kasowanie polskich probostw, prześladowanie polskiej ludności, aresztowanie polskich działaczy, szyskanowanie polskich podróży. Chęć owijania ucisku ludności polskiej w Czechosłowacji w bawelną paktu polsko-niemieckiego nie może się przyczynić do wyjaśnienia sytuacji.

Zwarty front całego społeczeństwa polskiego powinien być dla opinii czesko-słowackiej a przede wszystkim dla prasy czeskiej ostrzeżeniem, że

żadna dywersja „paktowa“ czy też... imieninowa

na nic się nie zda. Nie przeczymy wcale, że szyskanowanie Polaków — przy akom-

panjamentach takich „bratnich demonstracji“ jak np. nakaz bojkotu polskiego Cieszyna i polskich sklepów — może rzucić także swe cienie na arenę międzynarodową. Dzisiaj jednak mamy przed sobą spór międzypaństwowy, spór — naszym zdaniem chroniczny — obecnie szczególnie zaogniony na tle niezrozumiałej polityki czeskiej w stosunku do mniejszości polskiej.

Zbawienną rzeczą dla stosunków między Polską a Czechosłowacją byłoby, gdyby wreszcie w Pradze zrozumiano tak prostą i nieskomplikowaną prawdę, że gwałtowne czechizowanie kilkuset, czy kilku tysięcy Polaków nie stoi w żadnej proporcji do strat, jakie Czechosłowacja przez takie postępowanie ponieść może.

Nie łączymy ze sprawą ludności polskiej w Czechosłowacji zagadnienia em-

gracji czeskich na Wołyniu, bo Polacy na Śląsku, to ludność tubylcza, autochtonowie, panowie swej ziemi — Chęć zaś na Wołyniu to element napływowy, emigracyjny. Ale niech nikt o tem nie zapomina, że właśnie ta emigracyjna ludność w Polsce korzysta z takiej swobody i takiej opieki, o której Polacy w Czechosłowacji nawet marzyć nie śmia.

Nie żaden sentymentalizm, ale trzeźwa racja stanu powinna czynniki czeskie skłonić do tego, by wycofała, raczej symbolicznego mostu nad Olzą, który może łączyć Polskę i Czechosłowację, a nie pogłębiała tożyska granicznej rzeki.

Ceske Slovo 22. III. 34.

Poznaňští studenti se opozdili

Přijedou dnes odpoledne

Výprava poznaňských studentů vysoké školy obchodní včera do Ostravy nepřijela, neboť v poslední chvíli vznikly pasové obtíže. Jelikož lhůta pobytu výpravy v ČSR vypršela, vzniklo jisté nedorozumění, které způsobilo, že výprava se zdržela v Bratislavě. Odklad jejího příjezdu do Ostravy byl oznámen v rozhlase, ale přes to se dostavil na nádraží větší počet osob. Výprava přijede dnes o 15.43 hodině do Přívozu. Večirek na její počest odkládá se na dnešek. V pátek si prohlédne výprava Vítkovické želežárny.

-zel-

Gazeta Kresowa 22/III. 34.
Pravo Ludu 21. III. 34.

Poważna manifestacja.

Na zwołane w niedzielę, 18 bm. zgromadzenie polskich stronnictw zjechało się ze wszystkich stron czechosłowackiego Śląska Cieszyńskiego około 800 przedstawicieli polskiej mniejszości. Imieniem przewodnictwa zgromadzenia, w którym zasiadli delegaci zarządów wszystkich trzech stronnictw, zagaił obrady P. Dr. Wolf, który w krótkim przemówieniu wskazał na ważność chwili i na nagłe niesłuszne oskarżenie mniejszości polskiej i jej przywódców, odparł zarzut jakiegokolwiek szowinizmu ze strony naszej, gdyż celem naszym nie jest zdobywanie obcych dusz i obcego stanu posiadania, lecz tylko obrona polskiego naszego ludu, obrona naszej kultury narodowej i jej stanu posiadania. W obronie zaś tej idziemy tylko drogami prawa, a jeśli się skarżyny to usprawiedliwienie naszych skarg jest w faktycznym stanie położenia ludności polskiej i w publicznie ogłaszanej statystyce. Choć ze strony miejscowych czynników czeskich usiłuje się nas zastraszyć, choć miejscowa prasa czeska przedstawia nas jako wrogów państwa i narodu, to jednak obrona jest naszym świętym obowiązkiem, i na stanowisku naszym wytrzymać musimy. Gdyby to, co robimy było zbrodnią, to jako zbrodnię musiałoby się traktować poczynania tych mężów narodu polskiego i czeskiego, którzy za czasów niewoli przed całym światem podnosili skargi na wynaradawianie polskiego czy czeskiego ludu! Nie my szkodzimy państwu, lecz ci, co w szowinistycznym obłędzie naruszają nasz stan narodowy a ciągle szczują przeciw polskiej mniejszości i jej pracownikom, aby uchodzić za obrońców czeskiego narodu i czerpać z tego tytułu korzyści osobiste. Pragnieniem naszym jest, aby oba nasze narody czechosłowacki i polski mogły żyć w szczerzej przyjaźni, która wtedy zapanuje, gdy jedni nie będą czyhać na stan posiadania narodu drugich, gdy także na naszym terenie wobec mniejszości polskiej zapanuje sprawiedliwość, gdy zaczną się tę część narodu polskiego, która żyje jako lojalne obywatelstwo w Republice, traktować jako równouprawnioną na równi z obywatelami narodowości czeskiej. Do tego dążymy a dzisiejsze zgromadzenie ma na celu poważnie i godnie przedstawić to, co uważamy za niesłuszne i niesprawiedliwe wobec nas, oraz żądać w interesie dobra i rozwoju obu narodów i państw usunięcia złego i za prowadzenia faktycznego równouprawnienia.

Pan poseł Chobot wskazał na kampanję prasy czeskiej miejscowej a za nią także innej wywołaną przez obchód uroczystości w Cieszynie polskim z okazji piętnastolecia walki o Śląsk zaznaczając, że rokrocznie podobne uroczystości urządza się w Orłowej, przy których również nie szczędi się Polaków a nigdy nie było podobnej hecy. Mowca i lud polski potępia wszelkie wybryki szowinistyczne i znieważania, lecz musi stwierdzić, że mniejszość polska w Czechosłowacji wcale nie wiedziała o tem, że tam się ma urządzać jakaś manifestacja, nikt się jej o to nie pytał, nie ma też powodu do zajmowania wobec tego, co Polacy tam robią, stanowiska. Mowca nie zdołał stwierdzić, czy tam były jakieś ataki na państwo lub mieszanie się w sprawy wewnętrzne Czechosłowacji, lecz do wyjaśnienia tej sprawy są powołane zastępstwa dyplomatyczne czechosłowackie w Polsce, a dotychczas nie wiadomo co się w tym względzie stało. My jesteśmy chętnie w Republice, boć to jest państwo demokratyczne, a my z faszystem nie chcemy mieć nic wspólnego. Czcimy i szanujemy też głowę naszego państwa, a najlepszy dowód na to jest przyjęcie jakiego p. Prezydent Masaryk doznał od ludności polskiej podczas jego pobytu na Śląsku. Lojalność naszą okazaliśmy

też najlepiej, że nasi posłowie byli od samego początku i są w współpracy z klubami rządowymi. „Muszę zaznaczyć, że i czynnik rządowy w jednej sprawie odnoszą się do naszych postulatów przychylnie, szczególnie przy upaństwowieniu pewnych szkół także przy ubieganiu się o obywatelstwo za czasów ministra Slavika załatwiono wiele podań przychylnie, jako posłowie uzyskaliśmy także subwencję na elektryfikację niektórych gmin, nasierociniec w Orłowej, na konsumy i stowarzyszenia spółdzielcze i inne. Nieszczęściem dla nas jednakowoż są miejscowe czynniki, szczególnie różni funkcjonariusze Matice osvěty lid, oraz miejscowa prasa czeska, którzy wszelkimi siłami usiłują wywołać wśród nas niezadowolenie, naruszając nam prawa, i zazdroszcząc nam wszystkiego. Dochodzi do tego, że w każdym, kto z Polakami współczuje i przychylnie się do nich odnosi, widzą wroga. Najlepszym przykładem na to są ataki przeciw samemu przewodniczącemu klubu czesko-polskiego p. Drowi Královi. Te miejscowe czynniki powodują to, że wyrzuca się z pracy polskiego robotnika i że niepokój się wśród nas szerzy. Mowca stanowczo się zastrzeża przeciw twierdzeniu szowinistów, że to są spolszczeni Morawcy, dalej aby sprawę naszego równouprawnienia łączyła z sprawą Czechów na Wołyniu, którzy, o ile nie mają wszystkich praw mogą i są do tego zobowiązani domagać się ich od władz polskich, lub jak my to czynimy wobec władz czechosłowackich. Mowca wyliczył potem cały szereg spraw, gdzie niesłusznie i niesprawiedliwie się traktuje polską mniejszość i zazna- czył, że nie chcemy niczego, tylko spokoju i sprawiedliwego traktowania, tak, aby mogła zapanować szczerza współpraca. Przechodząc do demonstracji w Cieszynie porównał ją z demonstracją czeską w Czeskim Cieszynie i wskazał, jak niesłusznie i zjadliwie niektórzy mówcy czescy napadli tam na Polaków a szczególnie na mniejszość polską, zastrzegł się tu ostro przeciw żądaniom jakichkolwiek nadzwyczajnych zarządzeń w naszym kraju, gdyż wszystko, co szowiniści roztęgli o jakichś przygotowaniach do ataku jest bajką, stosowną tylko dla wywoływania niepotrzebnego po- płochu. Lud nasz jest spokojny i rozważny, nie chce szowinizmu, ani też faszystów i nie dał nigdy powodów do jakichkolwiek podejrzeń.

Pan Junga, członek zastępstwa krajowego w Bernie, odczytywał swoje przemówienie bo jak zazna- czył, już zgóry Mor.-Slezsky denik posądził go o podszezwanie a nie chciałby narażać się znów na dochodzenia karne. W zwięzłych słowach przedstawił on uposiedzenie ludności polskiej w spra- wach gospodarczych szczególnie przy rozdzielaniu gospodarstw rolnych przy reformie agrarnej, gdzie żaden Polak nie uzyskał „zbytkowego statku“ gdzie parcelację robiono jako kolonizację i tutejszą lud- ność polską starannie omijano. Wskazał na nie- litościwe traktowanie polskiej ludności góralskiej przy pracy w lasach państwowych, na postępowanie wobec robotników polskich. Podkreślił zrozu- mienie władz w pewnych kierunkach, lecz wyty- kał ostro postępowanie wobec polskich zastępstw gminnych, gdzie cały szereg gmin znajdujących się w rękach polskich lub nawet w większości czeskiej, przychylniej polskiej mniejszości pokrzyw- dzono, zaprowadzając komisarzy. Wskazał na nie- zatwierdzenie naczelników gmin i na różne trak- towania naczelników komunistów, stosownie do tego, czy wybrani zostali przy pomocy czeskich, czy polskich członków. Omówił potem sprawę no- minacji członków zastępstw powiatowych w Cie- szynie Czeskim i Frysztacie, które spowodowały, iż sztucznie stworzono potężną większość czeską w tych zastępstwach, nie zwracając uwagi ani na stosunek oddanych przy wyborach głosów. Nako-

niec wysunął cały szereg postulatów i zaznaczył, że żywi nadzieję, iż władze, w zrozumieniu sytuacji, poczynią starania, o sprawiedliwe i równoprawne traktowanie ludu polskiego, który pragnie spokoju i będzie dobrem obywatelstwem.

P. poseł Dr. Buzek również oświadczył, że ze znanych powodów napisał sobie przemówienie i będzie czytał. Wywody swoje zaczął od odczytania konstytucji o równouprawnieniu i traktowaniu mniejszości, a następnie przedstawił fakty poparte danymi statystycznymi, które, niestety, tym przepisom nie odpowiadają. Wykazał skurczenie się statystyczne ilości członków mniejszości polskiej w Czechosłowacji od czasu naszej przynależności do Republiki, wykazał na podstawie dat statystycznych, ile to szkół i uczęszczających dzieci do nich miała mniejszość polska dawniej a ile ich ma obecnie, ile kościołów rzym.-kat. było dawniej w rękach polskich księży, a ile dziś, jak postępuje się z językiem polskim w tych kościołach, jak używa się ich do wynarodowiania. Podkreślił sprawę kościoła w Cierlicku i w Łąkach, których obsadzenie szczególnie wywołało niepokój wśród ludności polskiej i obawę, gdyż przez to ludność widziała, iż nie ma nadziei na koniec kruszenia jej stanu posiadania. Mowca wykazał cały szereg innych przyczyn niezadowolenia wśród ludności, które wprawdzie każde respektowanie jej praw przyjmuje z uznaniem i wdzięcznością, ale która też głęboko odczuwa traktowanie niesłuszne, postępowanie z nią po macoszemu. Na zakończenie odczytał rezolucję, domagającą się w interesie wytworzenia dobrych stosunków w państwie i obu narodów, uniemożliwienie wpływu miejscowych szowinistów na los ludności polskiej i równouprawnienia.

Rezolucja, którą przeczytał p. poseł Dr. Buzek:

Zebrani na zgromadzeniu polskich stronnictw politycznych przedstawiciele ludności polskiej w Czechosłowacji stwierdzają z ubolewaniem, że dzięki nieuwadliwemu postępowaniu, fałszywemu oskarżaniu i podszywanemu miejscowych czynników czeskich i lokalnej prasy czeskiej przeciwko ludności polskiej, stan naszego narodowego, kulturalno-oświatowego, gospodarczego i socjalnego położenia został w dotkliwej mierze uszczuplony i nadal coraz bardziej się kurczy.

Stwierdzamy, że okoliczność ta powoduje coraz większe zaniepokojenie i rozgoryczenie wśród ludności i stwarza niechęć i rozdziew między nami a narodem czeskim.

W interesie wspólnego dobra domagamy się, aby kompetentne władze czechosłowackie położyły nareszcie kres podszywaniu, niesłusznemu oskarżaniu i szykanowaniu członków mniejszości polskiej przez miejscowe szowinistyczne czynniki czeskie i uniemożliwiły ich wpływ tak na urzędy i władze publiczne jak również i na zarządy przedsiębiorstw publicznych i prywatnych.

W przekonaniu, że sprawiedliwe traktowanie mniejszości polskiej w Czechosłowacji przyczyni się do dobra i konsolidacji stosunków — domagamy się faktycznego równouprawnienia ludności polskiej i członków z obywatelstwem narodowości czeskiej tak w życiu prywatnym jak i publicznym, oraz w urzędach, szkolnictwie, przy udzielaniu pracy, subwencji, koncesyj i we wszystkich dziedzinach życia kulturalnego, narodowego, gospodarczego i socjalnego.

Domagamy się pracy w pierwszej linii dla tutejszej ludności. Żadamy zaprzestania wynaradawiania polskiej ludności.

Domagamy się upaństwowienia wszystkich tych szkół prywatnych, które utrzymuje społeczeństwo, a które mają uzasadnioną podstawę, gdyż państwo powinno być jednakowo sprawiedliwe dla wszystkich obywateli, a nie uprzywilejowywać członków jednej narodowości, bo to wywołuje gorycz i niezadowolenie wśród obywateli, którzy ponoszą jednakowe ciężary i obowiązki wobec państwa.

Przewodniczący udzielił następnie głosu jeszcze p. posłowi Chobotowi, który odczytał uzupełnienie poprzedniej rezolucji stwierdzającej, że ludność tutejsza nie miała nic wspólnego z demonstracją w Cieszynie i protestującą przeciw jakimkolwiek nadzwyczajnym zarządzeniom z powodu rzekomych niepokojów, wywołanych tylko dzięki niepotrzebnemu rozważkowaniu miejscowej prasy czeskiej.

Rezolucja p. posła Emanuela Chobota.

1. Stwierdzamy, że wiec urządzony w dniu 25 lutego b. r. w Cieszynie polskim został urządzony bez porozumienia i współdziałania ze zastępcami ludności polskiej w Czechosłowacji, dlatego też odpieramy zarzuty czynione zastępcom ludności polskiej w Czechosłowacji przez niektóre czynniki czeskie i część prasy czeskiej.

2. Odpieramy czynione nam przez część prasy czeskiej zarzut dwulicowości, gdyż nasze stanowisko odpowiada zupełnie naszemu stanowisku naszych reprezentantów w sejmie, deklarujące lojalność wobec państwa czechosłowackiego.

3. Ludność polska w Czechosłowacji życzy sobie spokoju, pracy i chleba, oraz traktowanie jej na równi z innymi narodowościami w państwie.

4. Wobec uchwały czeskiego zgromadzenia, odbytego w dniu 11-go marca 1934 oświadczamy, że uważamy za zbędne czynienie jakichkolwiek nadzwyczajnych zarządzeń w naszym kraju.

Rezolucje te poddał przewodniczący pod głosowanie i zostały przyjęte jednomyślnie. Później przewodniczący podziękował mowcom i publiczności za tak godne i poważne traktowanie sprawy i zgromadzenie ogłosił za zakończone. Przed rozpoczęciem się wspomniał jeszcze p. poseł Dr. Buzek o uczczeniu p. prezydenta Masaryka, podnosząc jego zasługi, a wskazując, że też przypada dzień imienin wodza narodu polskiego, wezwał zebranych do okrzyku na jego cześć: „Wódz polskiego narodu Józef Piłsudski niech żyje!” Okrzyk ten powtarzano z uniesieniem. Po odśpiewaniu jednej zwrotki

"Nie rzućcie ziemi" rozeszli się zebrani w przykrymym spokuju.

Kurier Poranny 24/III. 34.

ARESZTY POLAKÓW NA ŚLĄSKU CIESZYŃSKIM NIE USTAJĄ

MORAWSKA OSTRAWA, 23.3 — PAT — Fala aresztowań polaków w Czechosłowacji przybiera coraz większe rozmiary.

Dopiero wczoraj przewieziono do więzienia w Morawskiej Ostrawie profesora gimnazjum cieszyńskiego, Franciszka Kulisiwicza, a dziś znowu grupa polskich więźniów politycznych zwiększyła się o aresztowanego wczoraj obywatela czechosłowackiego, Alojzego Dudę, gospodarza ze Ścierlik Górnych.

Z różnych okolic Śląska nadchodzą wieści o licznych dochodzeniach, wdrożonych przez władze i śledztwach przeciwko miejscowym polakom za rzekome naruszenie przepisów ustawy o ochronie republiki.

SZYKANOWANIE WIĘŹNIÓW POLSKICH

MORAWSKA OSTRAWA, 23.3 (P. A. T.). — Delegacja komitetu pań przy konsulacie R. P. w Morawskiej Ostrawie z małżonką konsula generalnego, panią Heleną Malhomme na czele odwiedziła polskich więźniów politycznych w więzieniu w Morawskiej Ostrawie, przynosząc im słowa pociechy oraz pomoc materialną.

Okazało się, że władze więzienne specjalnie szykanują literata Kaszyckiego, dając mu papierosy bez zapalek, albo zapalki bez papierosów.

Konsul generalny ponowił interwencję u władz sądowych. Kaszyckiemu dostarczyła dziś żona chleba, o który prosił.

Polska Zachodnia 24. III. 34.

Konfiskata pism polskich w Czechosłowacji

Morawska Ostrawa. Tutejsza prasa polska w artykułach z ostatnich dni podaje szereg faktów, świadczących o dalszym wzroście nastrojów antypolskich na Śląsku czechosłowackim. Zaznaczyć przytem należy, że organ posła dra Buzka „Prawo Ludu” oraz organ polskiej socjalistycznej partii robotniczej posła Chobota „Robotnik Śląski” zostały skonfiskowane.

Nasz Słazak 22. III. 34.

Ogłoszenie.

Już dosyć było pisano o prowokacyjnym przemówieniu dr. Michejdy w Cieszynie. Że prowokacja ta nie stała się przypadkowo, lecz była przygotowana i miała swój cel, o tem nikt nie wątpi, to wie każdy. Celem prowokacyjnego przemówienia było zdenerwować ludność na naszym Cieszyńsku i zwrócić uwagę całej polskiej opinii na „uciemiężonych Polaków pod zaborem czeskim“. To znowu miało na celu, aby na nie wyschły źródła dochodów dla niektórych naszych polskich przywódców.

Jak już powiedziano, głównym zamiarem Michejdowej prowokacji było zaniepokoić ludność naszą na Cieszyńsku, o co zaczęły się usiłować i niektóre „lojalne“ żywioły u nas. W interesie spokojnego rozwoju w tym kraju musiały urzędy poczynić odpowiednie kroki. Musiały ukazać, że nie mamy strach ani przed prowokacjami, ani przed podburzowaniem naszej ludności. Musiały ukazać, że nikt z nas nie daje się wyprowokować lecz także nie dają się prowokować we własnym państwie.

Wspominamy sobie na odczyty prof. Szczepana Kaszyckiego z Krakowa, które urządzał na Słowaczynie i na Cieszyńsku. Przed kilku dniami profesora tego przyaresztowano w Koszycach i w piątek odstawiono go do więzienia śledczego w Mor. Ostrawie. Prowadzi się przeciwko niemu śledztwo na podstawie paragrafu 15. ustawy na ochronę republiki. Jego odczyty, tam, gdzie czuł się bez kontroli, były wprost naszą ludność podburzające, tak że doniesienie na niego uczynili sami obywatele narodowości polskiej. Aresztowanego zwiedził polski konsul i już głosi radio katowickie, że konsul polski domagał się u sądu, aby był dany aresztowanemu lekarz do dyspozycji i aby mu pozwolono w areszcie palić, ponieważ w razie odmówienia mu palenia papierosów grozi mu niebezpieczeństwo zachorowania. Jak ubogie wiadomości!!

Oprócz Kaszyckiego, w którym teraz twierdzi się, że jest redaktorem a nie profesorem, aresztowano w Čes. Těšíně studenta gospodarczej szkoły z Polskiego Cieszyna, nazwiskiem Eugeniusz Szprencel, który w biografii w Čes. Těšíně u kasy oświadczył, że „takich szmat“ (miał na myśli nasze pieniądze) ma jeszcze dosyć. Czy mógłby ktoś z czeskiej strony powiedzieć coś podobnego w Pol. Cieszynie? Usiłowano się wydostać Szprencela z więzienia pod warunkiem złożenia 3000 Kč kaucyi, lecz wniosek ten rząd odrzucił. I on znajduje się w więzieniu sądu krajowego w Mor. Ostrawie.

Zresztą trzeci, który uzupełnia trójkę politycznych więźniów z Cieszyńska naszego, jest dosyć zamożny rolnik Szuścik z Mistrzowic obok Cieszyna. I on, jako gorliwy Polak, poważował to za swoją powinność, zapoznać naszych obywateli z prowokacyjnym przemówieniem cieszyńskiego burmistrza, przyczem nie brakło ani jego własnych uwag.

Dalej, jak słyhać, prowadzi się śledztwo w jednej szkole, gdzie pono miało się mówić, że 1. maja przyjadą sobie Piłsudski i Mościcki po nasze Cieszyńsko. Śledztwo ukaże, ile jest na tem prawdy. Podobnie miał wystąpić się jeden nauczyciel polski. I tutaj musi czekać się na wynik śledztwa, ponieważ nie jest także zawsze wszystko prawdą, co ludzie mówią.

Chociaż po prowokacyjnym przemówieniu dr. Michejdy upłynął dopiero krótki czas, ani nie cały miesiąc, tak już zapanował spokój między naszą ludnością, która poznała, że jest to komedia,

którą odgrywają niektórzy Polacy po prawym i lewym brzegu rzeki Olzy. Dlaczego komedię tę odgrywają, to powiedzieliśmy na wstępie tego artykułu.

Nasze urzędy nie są ale ochotne przypatrywać się dalej komedii tej na naszym Cieszyńsku, więc wydały ogłoszenie, które umieszczamy dosłownie w gazecie naszej i warujemy naszą ludność śląską aby była ostrożną i nierozszerzała wieści, za które mogłaby być pociągnięta do odpowiedzialności.

Ogłoszenie brzmi:

„W ostatnim czasie są w powiecie česko-těšínském rozszerzane alarmujące wieści, które stwarzają pomiędzy obywatelstwem niepokój i obawę o spokojny rozwój w tym kraju. Urząd powiatowy wzywa niniejszem wszystkich obywateli do zachowania spokoju i równowagi. Obywatele powinni sobie uświadomić, iż rząd republiki Czechosłowackiej posiada poddostatkiem środków, ażeby zabezpieczyć całkowicie bezpieczeństwo osobiste i majątkowe, oraz aby zapewnić stałość ustawowej waluty Czechosłowackiej tak, iż nie zachodzą żadne przyczyny do zaniepokojenia.

Leży zatem w interesie zachowania spokoju w powiecie u wszystkich jego obywateli, ażeby osoby rozsiewające jakiegokolwiek bądź alarmujące i niepokojące wieści zostały zgłoszone urzędowi bezpieczeństwa publicznego, które przeciw tymże postąpią jaknajsurowiej według art. III., ustawy z dnia 14. lipca 1927, l. 125 Zb. u. i rozp., owszem bez uszczerbku sądowego śledztwa według postanowienia § 18. ustawy o ochronie republiki.“

Do uwag tych dodajemy jeszcze to:

Rozdzielenie naszego Śląska Cieszyńskiego urzeczywistnione zostało rozstrzygnięciem konferencji Ententy ze dnia 28. lipca 1920. Międzynarodowa komisja delimitacyjna, w której zasiadali także zastępcy naszej Republiki a Polski, skończyła swoją pracę przez wyznaczenie granic na miejscu samem i wypracowanie protokołu ze dnia 1. lipca 1925. Protokół ten, uzupełniony elaboratem o wyznaczeniu granic, przedłożony został komisji ambasadorów, które protokół zatwierdziła dnia 19. października 1927. Dokument ten o wyznaczeniu granic, zatwierdzony przez konferencję ambasadorów, został doręczony władzie czechosłowackiej i polskiej i znajduje się w państwowym archiwum. Rozdzieleni to stało się fundamentem umowy o kwestiach prawnych i finansowych między Czechosłowacją a Polską, którą umową został uregulowany stosunek prawny z powodu rozdzielenia Śląska Cieszyńskiego i którą umowę podpisano we Warszawie dnia 23. kwietnia 1925 i która była ratyfikowana przez republikę Czechosłowacką i Rzeczpospolitą. Wymianę ratyfikacyjnych list przeprowadzono w Pradze dnia 14. kwietnia 1926.

Więc czechosłowackie granice na Cieszyńsku są definitywne, tak jak którykolwiek inny odcinek naszych czechosłowackich granic.

Zadaniem urzędów teraz będzie, uniemożliwić energicznym postępowaniem całą akcję zaniepokojowania obywatelstwa na Cieszyńsku.

Pan konsul odbywał podróż.

Nowy polski konsul w Mor. Ostrawie Malhomme zagaił swoją czynność w dziwny sposób. Zaczął podróżować po Cieszyńsku. Twierdzono, że p. konsul ma wielkie zamiłowanie w koniach. I zdaje się, że zamiłowanie to przeszło na niektórych rolników w Cierlicku, Żukowie, Ropicy,

Bystrzyca nad Olzą, Nawsiu, Jabłonkowie, nawet i Łomnej. 5. marca zawitał p. konsul ze swoją żoną do Cierlicka, gdzie był gościem rolnika Dudy. Tutaj witała go banderya polska, składająca się z 12 jeźdźców. Konsul zwiedził także miejsce, gdzie zabili się Żwirko i Wigura. Potem odjechał do Koniakowa, Mistrzowic, Dolnego i Górnego Żukowa, gdzie był gościem p. Karola Jungi. Ludzie do dziś śmieją się z tego, że banderyę prowadził naczelnik, u którego pono nie ma być coś w porządku. Droga prowadziła potem p. konsula dalej przez Cieszyn ku Jabłonkowie, gdzie zakończył swoją wizytę wstępując w hotelu Silesia. Najpierw zajechał sobie p. konsul jeszcze do Łomnej Dolnej i odwiedził ze sobą do miasta rolnika Sikorę. Na całym Cieszyńsku przyszedł do styczności tylko z polskimi faktorem politycznymi, którzy może aż na kilka osób są obywatelami Czechosłowacy. Miał niejaki wielkie zamiętanie do tych koni, jak on twierdził, przeważnie w okresie czechosłowackim.

Pan konsul potrafi nie tylko dobrze rajtować, zdaje się, że jest i dobrym mówcą. Zaraz po tej wyprawie tēšinskiej brał udział w Čsl.-polskim handlowym towarzystwie w Mor. Ostrawie. Jeżeli tam twierdził, że porozumienie z Polską osiągnąć możemy tylko drogą, prowadzącą przez Cieszyńsko, i oświadczył dalej, że Polakom na Śląsku Cieszyńskim wyrządza się krzywda, tak mógł to uczynić tylko dlatego, ponieważ nie znał stosunków u nas na Cieszyńsku, do którego kraju przyjechał dopiero przed krótkim czasem.

Aż p. konsul poznaje lepiej stosunki u nas na Cieszyńsku, wtedy poznaje sam swoje błędne twierdzenie, lecz czy do tego się przyznaje, to rzecz inna. Cieszyńscy pytają się, czy pan konsul przymówi się także za cały szereg rolników i chałupników, którzy mają dzieci swoje we szkole polskiej a pan kierownik jest funkcyjnaruszem raiffeisenki, wypowiedział im pożyczkę i żenie posiadłość ich do egzekucji, aby czekano im tak długo, aż będą mogli zapłacić! Owi rolnicy pewnie zasługowali by na interwencję pana konsula i byłiby za nią mu bardzo wdzięczni.

Robotnik 24. III. 34.

„Informacje” P.A.T.

Przed kilkoma dniami PAT. rozesłał do prasy depezę następującą:

Morawska Ostrawa, (PAT.). — W Suchej Średniej na Śląsku Czechosłowackim w obecności 800 robotników polskich odbyła się akademja ku uczczeniu 30-lecia założenia pisma „Robotnik Śląski”, organu „Polskiej Socjalistycznej Partji Robotniczej w Czechosłowacji”. W akademji wziął udział konsul generalny Malhomme z Morawskiej Ostrawy. Jubileuszowa akademja partyjna zamieniła się, po przemówieniach okolicznościowych o Marszałku Piłsudskim, w wielką manifestację na cześć Marszałka.

Obchód na cześć „Robotnika śląskiego” odbył się w Suchej Średniej istotnie. Czy był na nim konsul generalny p. Malhomme? nie wiemy. Zapraszani byli tylko sympatycy polskiego ruchu socjalistycznego. W każdym bądź razie żadnej manifestacji „sanacyjnej” na obchódzie nie było i być nie mogło, ponieważ P. S. P. R. zajmuje taką samą postawę wobec dzisiejszej rzeczywistości polskiej, jak P. P. S.

Poco PAT. rozsyła fałszywe informacje? Można na nie tylko wzruszyć ramionami. Sprawozdanie z obchodu ukazało się w N. 13 „Robotnika śląskiego”.

Pro klid na Tēšinsku

Prohlášení poslance Chobota

Iv - Moravská Ostrava 16. března

V tisku byly vysloveny pochvbnosti o upřímnosti nedávného projevu v Robotniku Slazskem, orgánu polské sociálně-demokratické strany, kde byly odsouzeny provokace v Polském Těšíně. Tvrdilo se zejména, že poslanec Chobot, hospitant klubu poslanců čs. strany sociálně-demokratické, se zřekl tohoto projevu na schůzi společného výboru spojených stran polských. V zítřejším Duchu Času vyvrací poslanec Chobot zprávy o své účasti na této schůzi. Prohláší znova, že protest Robotniku Slazského, protest proti podvrtné řeči polskotěšínského starosty dra Michejdy byl tlumočením oficiálního názoru výkonného výboru polské strany sociálně-demokratické. Na dením pořadu důvěrné schůze polských stran, svolané na 18. března do Českého Těšína, jsou, jak praví poslanec Chobot, především věci polského gymnasia v Orlové a poslanec Chobot je odhodlán postavit se proti každému pokusu zneužití tohoto foru k protistátní štvanci. Své stanovisko vyloží sám na veřejné schůzi, svolané na 25. března do Třince společným česko-polským výborem, na níž promluví i senátor Koukal. Toto prohlášení, provázené ještě zvláštním projevem loyálnosti k republice, je proto významné, že zatím na půdě parlamentní proti polskotěšínským incidentům se vyslovil pouze komunistický poslanec Sliwka.

O náladě, vyvrcholivší nyní na Těšinsku po polskotěšínských událostech ale připravovaných z Moravské Ostravy a Krakova nerušeně již několik let, svědčí případ obchodního příručího Karla Wdówki z Dolního Těšícka. Při rozhovoru o událostech v Polském Těšíně pravil ve veřejném hostinci. Tam Čechům byla pověděna pravda. Co pak následovalo, jsou surové urážky českého národa, tvrzení, že Češi budou násilím vyhnáni s pomocí polských bratrů, kteří jsou za Olzou. Wdówka byl dán do vazby krajského soudu v Mor. Ostravě. Příklad, jenž není pohříchu ojedinělý, je příznačný tím, že se stal na území Těšícka, kde tragicky zahynuli před půl druhým rokem známí polští letci Žwirko a Wigura. Společnou pěti brněnského Aeroklubu a Česko-polského klubu v Mor. Ostravě měl být na jejich památku a na znamení česko-polské vzájemnosti postaven na místě neštěstí pomník. Všechno již bylo připraveno, když vypukl spor o místo děkana v Horním Těšícku, kde je polovina obyvatelstva národnosti české. Polští členové pomníkového výboru odešli tehdy další účast, nestane-li se v tomto případě podle jejich vůle. Již tehdy zasahovali do umělého a malicherného sporu celní úředníci ostravského polského konsuluátu, kteří na velkou škodu česko-polské dohody ovládají čs.-polský klub v Mor. Ostravě. Z takových nicotností konstruují se pak báčorky o útisku Poláků v čs. republice, z nichž žádná sice neobstojí, jež však sugestivně a troufale šířeny, otravují soužití klidného obyvatelstva.

Proti poplašným zprávám

Policejní ředitelství v Moravské Ostravě vydalo dnes pro obce okresu fryštátského a okresní úřad v Českém Těšíně pro obce svého správního obvodu vylásku tohoto znění: V poslední době jsou na Těšinsku rozšiřovány poplašné zprávy, které vnášejí mezi obyvatelstvo neklid a obavy o pokojný vývoj v tomto území. Policejní ředitelství vyhlásí všechno obyvatelstvo ke klidu a rozvaze. Obyvatelstvo budiž si vědomo, že státní správa čs. republiky má dostatek prostředků, aby zabezpečila plně bezpečnost osob či majetku a zajistila stálost zákonné měny československé, takže není žádné přičiny k znepokojování.

Je v zájmu klidu okresu a veškerého jeho obyvatelstva, aby rozšiřovatelé jakýchkoliv poplašných a znepokojujících pověstí byli oznámeni bezpečnostním úřadům, které proti nim co nejdříve zakročí tresty podle článku 3. zákona ze 14. července 1927 Sb. z. a n. čís. 125, ovšem bez újmy soudního stíhání podle ustanovení § 18. na ochranu republiky.

Kampanja przeciwko Czechosłowacji

Przed paroma dniami wystąpiliśmy z ostrą krytyką tej kampanji, która zaczęła prowadzić prasa „sanacyjna” przeciwko Czechosłowacji. Kampanja trwa w dalszym ciągu; przoduje w niej, naturalnie, „I. K. C.”, ale uczestniczą nawet tak zw. poważne organy B. B. W. R.

Postawmy te rzeczy wyraźnie. Kwestja obrony słusznych postulatów polskiej mniejszości narodowej na Śląsku czeskim nie wchodzi tu wcale w rachubę, jako kwestja sporna; stosunki, które łączą Polską Partję Socjalistyczną z Polską Socjalistyczną Partją Robotniczą w Czechosłowacji, uprawniają nas do stwierdzenia, że niema takiego żądania narodowo-kulturalnego, społecznego czy gospodarczego robotników polskich w Republice Czechosłowackiej, o którebyśmy nie mogli powiedzieć, że jest to żądanie usprawiedliwione i odpowiadające całkowicie naszemu pogładowi. Od szeregu lat (od r. 1923) pracowaliśmy stale nad zbliżeniem P. S. P. R. i czechosłowackiej Socjalnej Demokracji. Praca nasza spotkała się z pełnem zrozumieniem i ze strony P. S. P. R. i ze strony socjalnych demokratów czechosłowackich. Ostatni zjazd P. S. P. R. zatwierdził jednomyślnie tę politykę; tow. poseł Chobot, jedyny socjalista polski w Izbie poselskiej Pragi, należy do klubu posłów socjalistycznych i właśnie przy ich pomocy osiągnął już swoim wysiłkiem duże rezultaty praktyczne.

Naturalnie, jest wiele braków i krzywd; idealnej polityki wobec mniejszości narodowych niema dziś jeszcze w żadnem państwie świata. Ale tu nie o to chodzi. Prasa „sanacyjna” nie upomina się o braki i krzywdy, jeno prowadzi systematyczną kampanję, sztuczną, przesadną, wyolbrzymiającą poszczególne zdarzenia konkretne, — tem bardziej rażąca, że jednocześnie ta sama prasa milczy uporczywie, gdy hitleryzm niemiecki wyprawia, co mu się żywnie podoba z mniejszością polską „Trzeciej Rzeszy”, gdy Rząd Dollfussa zamyka polskie stowarzyszenia robotnicze w Wiedniu, istniejące tam od dziesiątków lat, związane tradycjami z epoką P. P. S. z przed r. 1905, gdy konfiskuje ich majątek, opieczętowuje księgozbiory, będące historją wysiłku całych pokoleń robotników polskich na emigracji.

Ta sztuczna, przesadna i złośliwa kampanja, zestawiona z flirtem berlińskim i z przedziwną obojętnością wiedeńską, musi uderzać każdego człowieka; jeżeli nie jest ona wierutnem głupstwem, to jest wypychaniem Polski na tę drogę państwowej polityki zagranicznej, po której to drodze polski ruch socjalistyczny nie pójdzie za żadną cenę.

MIECZYSLAW NIEDZIAŁKOWSKI.

Morawska Ostrawa. W sprawie więzienia w Morawskiej Ostrawie literata Kaszyckiego, prasa czeska zachowuje w dalszym ciągu nieprzejednane stanowisko, prasa słowacka natomiast atakuje ostro zarządzenia władz czeskich. Bratysławski „Slovak” podnosi, że inwalide Kaszyckiego jeśliż miano coś przeciw niemu można było wydalić z granic państwa, ale nie należało go więzić.

Dla ilustracji sprawy Kaszyckiego warto zaznaczyć, że jest on członkiem towarzystwa polsko-czeskiego w Krakowie i wygłosił kilka odczytów w rozgłośni krakowskiej o Czechosłowacji i że w dowód wdzięczności za to otrzymał od konsula czechosłowackiego w Krakowie trzy książki z dedykacjami. Ministerstwo spraw zagranicznych w Pradze przyznało mu w uznaniu zasług wolny bilet jazdy na kolejach czechosłowackich.

Konsul czeski w Krakowie wydał przed wyjazdem Kaszyckiego do Czechosłowacji gorące polecenie do władz celnych, polecając Kaszyckiego jako działacza zasłużonego dla sprawy zbliżenia polsko-czeskiego.

Morawska Ostrawa. Prasa czechosłowacka pisząc o Polakach, którzy wystąpili z klubu czesko-polskiego w Morawskiej Ostrawie nazywa ich wystąpienie prowokacją, podając nazwiska oraz zwracając uwagę na zależność od władz czeskich niektórych z pośród tych osób. Pismo podsuwa władzom myśl stosowania represji.

Cieszyn. Jak wiadomo bawiła w Czechosłowacji od dwóch tygodni wycieczka studentów Wyższej Szkoły Handlowej z Poznania. Wkońca swego pobytu wycieczka miała zatrzymać się w Morawskiej Ostrawie w dniu 22 bm. na zaproszenie miejscowego klubu polsko-czeskiego, jednak wobec licznych bezprawnych aresztowań Polaków na terenie Śląska Cieszyńskiego i fali prześladowań polskości wycieczka na znak protestu nie skorzystała z zaproszenia i powróciła do Polski, tembardziej, że z klubu polsko-czeskiego wystąpili wszyscy Polacy w związku z antypolskimi nastrojami wśród społeczeństwa czeskiego.

Lidové Noviny 21. III. 34.

Na polskich hranicích

Polský konsulát a Česko-polský klub

IV - Moravská Ostrava 20. března

Do věci na Těšínsku začíná zneklidňující způsobem podle německého vzoru zasahovati polský rozhlas, zejména stanice v Katovicích, zprávami, jejichž účelem je tendenčně působiti na citění polských příslušníků čes. republiky. Zprávy ty jsou samozřejmě zkreslené. Není na příklad pravda, že by se v ostravské věznici nakládalo nenávistně se spis. Kaszyckým zatčeným na udání občanu polské národnosti v Komorův Lhotce. Naopak řízení postupuje urychleně, zítra budou vyslechnuti oběma svědci, načež budou spisy postoupeny státnímu zástupci. Stejně nepravdivé je tvrzení, jako by revize finančních úřadů na Těšínsku sledovaly nějaké zvláštní cíle. Stejně jako na Těšínsku zakročovaly a zakročují finanční revisní orgány i v jiných oblastech republiky.

Podobá se pravdě, že všechny tyto nedvořilé nechtivosti mají zasíťati a odvodnit pokusy o protičeskou kampaň v Polsku. Jinak také nelze hodnotit gesto polského konsulátu v Moravské Ostravě, jehož 24 úředníků — číslice, nad jejíž výši možno se zamyslit — vystoupilo rázem z Česko-polského klubu pry na znamení protestu, že Česko-polský klub nezakročil proti zatčení spisovatele Kaszyckého. Postup ten nelze logicky vysvětliti, Česko-polský klub nemohl přece zasáhnouti do trestního řízení. Zdá se, jako by se zapomnělo na obětavou činnost tohoto klubu v zájmu sblížení, kterou vyvinul za poslední čtyři leta. Již před čtyřmi lety přičinil se zvláštním pamětním spisem, že ministerstvo vnitra vyřizuje velmi blahovolně žádosti polských občanů o udělení státního občanství. Před dvěma lety požádal Česko-polský klub Národní radu československou o svolání česko-polské konference. V dobré paměti jsou také jeho snahy o zestátnění polského gymnasia v Orlově. Předseda Česko-polského klubu profesor dr. Král právě v poslední době provedl velkou kampaň v českém tisku v zájmu česko-polského sblížení.

Postup polského konsulátu v Mor. Ostravě odpovídá patrně spíše dočasným služebním instrukcím. O tom svědčí, že kromě úředníků konsulátu vystoupili pouze tři další polští členové. Poslanci Buzek a Chobot, stejně jako jiní rozumní politikové polští, zůstávají nadále členy klubu. Česko-polský klub v Moravské Ostravě oproštěn od rušivého vlivu bude pokračovati ve svých snahách, které u polského národa, zejména v Poznani a Horním Slezku, byly dosud vděčně hodnoceny.

Duch Času 21. III. 34.

Úředníci polského konsulátu vystupují z Českopolského klubu.

Jak se dovídáme, vystoupili všichni úředníci konsulátu v M. Ostravě z Česko-polského klubu. Při této příležitosti se zjistilo, že jich je 24. Tím si lze také vysvětliti vliv, jaký měl v Českopolském klubu polský konsulát.

V tisku bylo již poukázáno na to, že nový polský generální konsul v Mor. Ostravě dr. Malhomme uvedl se do svého úřadu v Mor. Ostravě tak, že to dobrým stykům mezi Československem a Polskem rozhodně neprospívá. Domnívá-li se, že vystoupením jeho úředníků z Českopolského klubu byl výkon pro Polsko záslužný čin, buď mu tato iluze dopřána. Bylo by ostatně nezdravým zjevem, kdyby snahy o dobrý poměr mezi Polskem a Československem spočívaly jen na vůli polského konsulátu v Mor. Ostravě a jeho úředníků. Jsou zjevy, které nasvědčují, že také značná část polské veřejnosti dívá se na účelnost dobrých styků mezi Československem a Polskem jinak, než jak projevilo se štvavými řečmi v Pol. Těšíně a také řečí polského konsula v Mor. Ostravě.

Moravskoslezský Deník
21. III. 34.

Všichni zaměstnanci polského konsulátu v Mor. Ostravě vystoupili z Česko-polského klubu. Z Česko-polského klubu z Mor. Ostravě, který vždycky se snažil o skutečné česko-polské sblížení, a zvláště v kraji s polskou menšinou měl výjimečné poslání, vystoupili v těchto dnech všichni členové polského konsulátu v M. Ostravě. Své vystoupení motivují jako protest proti zatčení krakovského publicisty Kaszyckého, který byl zatčen dne 15. t. m. v Košicích na žádost četnictva v Českém Těšíně, o čemž jsme již přinesli zprávu dříve. V den jeho zatčení, dne 15. t. m., první vystoupil z Česko-polského klubu v Mor. Ostravě nový polský konsul ostravský p. Malhomme, na jehož příkaz pak vystoupilo všech 23 členů polského konsulátu. Tento počet překvapuje ne tím, že všichni vystoupili, ale tak silným obsazením polského konsulátu, který se za takového poměru plně podobá místodržitel-skému úřadu. Kromě členů polského konsulátu vystoupili z Česko-polského klubu také jiní tři Poláci. Česko-polské přátelství, které měl a má Česko-polský klub ve svém štítu, Poláci tedy špatně chápou.

Varšavská demonstrace proti našemu vyslanectví

Z Varšavy, 18.-3. V neděli večer před 21. hodinou po skončení holdovacího průvodu maršálu Pilsudskému uspořádal hlouček účastníků v počtu asi 130 osob demonstraci

před budovou čsl. vyslanectví. Demonstranti provolávali protičeské výkřiky a část jich byla se házetí kamením na budovu vyslanectví, v němž byla rozbita okna úřadovny v prvním

patře. Policie, která se dostavila na místo asi po 6 minutách, obnovila pořádek. Vyslanectví je střeženo policií. Této události jest nutno co nejživěji litovati, neboť zhoršuje nevlnnou atmosféru, vyvolanou nevhodnými žurnalistickými polemikami, ale čsl. veřejnost jistě se nedá strhnouti nerozvážností varšavské ulice k tomu, aby v těžkých dobách čimkoliv přispěla ke zhoršení poměrů čsl.-polského.

Vyhýbavá odpověď našich Poláků na polskotěšínské provokace

Včera konala se v Českém Těšíně schůze, svolaná polskými politickými stranami. Kdo očekával, že na této schůzi bude odsouzena provokativní činnost panů z polské části Těšínska, hlavně urážlivé projevy dr. Vl. Michejdy a tajemníka »Legionu mladých« p. Rzymana, bude asi zklamán. Ani slůvkem nebylo tam poukázáno na nevhodnost projevů, jimiž urážlivě napaden byl náš národ, stát a prezident. Schůzi zahájil fryštátský advokát, bývalý poslanec dr. Wolf, který, jak známo, vystoupil nedávno z Česko-polského klubu. Jeho proslov byl podán velmi opatrnicky. Po něm mluvil posl. Chobot, který prohlásil, že po tom, co se dalo na druhé straně, nám nic není. Českému tisku vytýkal, že se neměl rovněž starat o to, co se v Polsku poslední dobou dalo. Po velmi zběžném prohlášení loyality k našemu státu počal ostře kritizovati činnost Slezské Matice osvěty lidové, útočil na český tisk, napadal úřady ve věci udělování státního občanství Polákům, stěžoval si na školní úřady ve věci povolování a zřizování polských škol. Volyňským Čechům doporučoval zcela s vážnou tváří tytéž prostředky, jichž prý používají Poláci u nás a pod. Polskotěšínských protičeských událostí dotkl se jen tím, že vytkl našim zastupitelským úřadům v Polsku, že se proti projevům, zdály-li se jim nevhodné,

nebo dokonce urážlivé, nehradily u polských úřadů! (Viz demonstrace před československým vyslanectvím ve Varšavě, o nichž píšeme na jiném místě!) Hned v nápadné spojitosti s vyslovením tohoto názoru vyslovil se p. posl. Chobot s pochvalou o předsedovi Česko-polského klubu v Mor. Ostravě. Pak mluvil reprezentant strany slezských katolíků rolník Junga z N. Zukova. Stěžoval si, že do státních služeb u nás nejsou přijímáni Poláci, mluvil o obsazování far českými kněžími, o vkladech v polskotěšínské spojitelně, o polských starostech, kteří prý nejsou vládou potvrzováni a pod. Zase ani slůvkem se nedotkl polskotěšínských událostí. Potom mluvil posl. dr. Buzek, který v podstatě opakoval to, co řekli oba dříve jmenovaní. Poté přijata resoluce, již se přítomní dožadují občanské rovnoprávnosti pro státní občany polské národnosti. Na konec provolána sláva nejen prezidentu Masarykovi, ale i maršálku Pilsudskému. Pak se tato schůze, jež měla ráz čistě demonstrační, skončila. Schůzi byl přítomen dr. Stafiniak jako zástupce okresního úřadu česko-těšínského. Blíží podrobnosti ze schůze, zvláště pokud jde o surové výkřiky, jež byly prý namířeny proti členům Slezské Matice osvěty lidové, ještě přineseme.

Neues Tageblatt 21. III. 34.

Der tschechisch-polnische Zwist.

Weitere Verhaftungen — Gerüchte über den neuen polnischen Konsul in Mährisch-Ostau.

Prag, 20. März. Wie „Lid. nov.“ berichten, wurde außer dem polnischen Journalisten Kaszicki wegen des Verbrechens gegen das Schutzgesetz auch noch der polnische Staatsangehörige Eugen Szprenzels aus Polnisch-Teschchen verhaftet. Er hatte sich in einem Kino in Teschen abfällig über die tschechoslowakische Währung geäußert. Endlich wurde auch noch der polnische Staatsangehörige Szuczif wegen Schutzgesetzverbrechen verhaftet.

„Lid. nov.“ berichten ferner, der neue polnische Konsul in Mährisch-Ostau, Malhomme, habe das Gebiet von Schlesien bereist und sei in einigen Ortschaften von der polnischen Reiterei festlich empfangen worden. Er habe auch zahlreiche Besprechungen mit den Führern der polnischen Minderheit abgehalten.

Česke Slovo 19. III. 34.

Polská menšina uznává podporu našich úřadů

Zástupci polské menšiny na schůzi v Českém Těšíně odmítají zásahy ze zahraničí

Na veřejší schůzi zástupců polské menšiny v ČSR, konané v Čes. Těšíně, dostalo se nejpádnější odpovědi šovinistům z Pol. Těšína, kteří, jak se ukázalo, projevují o naše Poláky zbytečnou starost. Schůze se zúčastnilo asi 500 zástupců polské strany socialistické, agrární a katolické a polské Macierzy szkolnej. Předsedal dr. Wolf a hlavní referát měl posl. Chobot, který poukázal na to, že ČSR je jediným ostrovem demokracie ve fašistickém moři.

Konstatoval s povděkem, že vládní koalice hájí demokracii proti fašistickým výstřelkům u nás. Poláci v ČSR stojí pochopitelně na stanovisku demokracie. Posl. Chobot pak ve zprávě o své činnosti zdůraznil, že naše centrální úřady mají pochopení pro polskou menšinu, ale méně pochopení u místních činitelů. Pochválil vládu, že k našim menšinám zaujímá stanovisko úcty a důvěry. Zdůraznil, že také ve školských věcech dosáhli Poláci v poslední době jistých úspěchů. Byly zřízeny občanské školy v Horní Suché a v Třinci, postátněno reálné gymnasium v Orlové a občanská škola v Lazích a očekává se postátnění škol v Bystřici a Bludovicích. V otázce přiznávání státního občanství Polákům nebylo možno za dřívějších vlád nic dosáhnout, ale již za ministra Slavíka nastal značný obrat. Polská menšina dostala také subvence na elektrisaci, na slotčinec v Orlové, na úpravu potoků a j. Očekává, že vývoj půjde dále tímto směrem. V záležitosti štvanic z Pol. Těšína prohlásil posl. Chobot, že Poláci z ČSR za to nemohou, neboť s nimi se nikdo o tom nedorozumíval a záležitost zadostučinění není jejich věcí. Rovněž zdůraznil, že polský tisk v ČSR zaujal ihned k věci odmítavé stanovisko a protestoval proti tomu, aby se někdo ze zahraničí pletl do záležitosti polské menšiny. Posl. Chobot pak vytkl některé věci na adresu menšinových pracovníků z nár. dem. strany, kterým vytýkal, že nebrzdí němčení v pohraničí. Upozornil na sblížovací snahy, které projevovali Poláci vůči

českým občanům na Těšínsku. Nakonec žádal, aby na obou stranách Olše byl klid, chleba a práce, aby byly skončeny nesmyslné boje a zahájena spolupráce. Pak přečetl resoluci soc. strany, ve které se odmítá odpovědnost za projevy v Pol. Těšíně a odmítá se tvrzení, jako by loyality Poláků v ČSR nebyla upřímnou. V resoluci se tvrdí, že na Těšínsku není důvod k mimořádným opatřením, jelikož Poláci klid neohrožují. Žádal se, aby Poláci byli postaveni na roveň s menšinou německou. Potom podal zemský přísedící za agrárníky Junga referát o své činnosti v zemském zastupitelstvu a rovněž zdůraznil, že u úřadů našel vždy pochopení a poukázal na podpory, které dostaly obce a rolnické organizace. Nakonec předložil některé požadavky. Posl. dr. Buzek pak uvedl, že Poláci si nemohou stěžovat na útisk, žádal jen, aby byl v některých místech

na Těšínsku proveden jazykový zákon, u železnic a jinde. Apeloval na to, aby se o čs.-polské spolupráci příliš nemluvalo, ale aby se více dělalo. Potom byla přečtena druhá resoluce, do níž byly shrnuty vývody ze schůze, načež dr. Buzek vzpomněl narozenin pana presidenta a dnešních jmenin maršála Pilsudského. Pak byla tato schůze, která měla důstojný průběh, skončena. -zel-

Lidové Noviny 22. III. 34.

Těšínsko se nedá poplašit

lv - Moravská Ostrava 21. března
Na rozdíl od podrážděného psaní polských novin a tendencí zprávy polského rozhlasu je na české straně těšínského pomezí naprostý klid, jenž nebyl porušen ani různými poplašnými zprávami. Především kolovala v Českém Těšíně a samo sebou i za Olzou pověst, že byl přepaden u viaduktu v Českém Těšíně polský vlak a že byl zraněn polský průvodčí. Ukázalo se, že několik uličníků házelo kamením na nákladní vlak, ale že se nestalo nic ani vlaku ani průvodčímu. Na druhé straně byla zase poplašena česká veřejnost zprávou o přepadení české školy v jedné vesnici u Českého Těšína. Objevilo se, že byla rozbita ve školní budově jediná okenní tabule a že vinníkem byla jednak vichřice, jednak osoba, která zapomněla včas zavřít okna.

V Českém Těšíně byl včera zatčen gymnasiální profesor 36letý František Kuliszewicz z Polského Těšína, jenž po delším pobytu v hostinci hotelu Polonia se dopustil v noci pobuřujících výroků proti čs. republice a byl dnes dán do vazby krajského soudu v Moravské Ostravě. Aby nevznikly mylné představy o náladě na československém pomezí, sluší uvést, že za celou dobu od podvratné řeči polskotěšínského starosty dra Michejdy, to jest téměř za celé čtyři neděle, bylo v celém česko-těšínském okrese podáno úhrnem sedm trestních oznámení na polské příslušníky republiky pro přečiny podle zákona na ochranu republiky.

Morgenzeitung 23. III. 34.

* (Abgefragter Besuch der Posener Studentenfürsorge in Mähr.-Ostau.) Gestern nachmittag sollte von Preßburg in Mähr.-Ostau eine Exkursion von 25 polnischen Studenten Posener Schulen eintreffen, die sich bereits seit 11. März auf einer Studienreise durch die Tschechoslowakei befindet. Zu ihrer Begrüßung hatten sich in Oderfurt außer den Vertretern der tschechisch-polnischen Klub und verschiedener Korporationen auch zahlreiches Publikum eingefunden. In Mähr.-Ostau traf jedoch der Führer der Exkursion, Professor Hanuš ein, und teilte den Vertretern des tschechisch-polnischen Klub mit, daß sich die Exkursion der polnischen Studenten in Mähr.-Ostau aus Gründen, die nicht von ihr selbst abhängen, nicht einfänden konnte, sondern direkt nach Polen abreißen mußte.

Komu to potrzebne?

Czytelnicy prasy „sanacyjnej” — o ile zachowali jeszcze trochę myśli krytycznej — muszą być nieładnie zdziwieni ciągnącą się już od kilkunastu dni kampanją przeciw Czechosłowacji. Kampanja ta przeniosła się już na ulicę: przed poselstwem Czechosłowackiem w Warszawie odbyła się manifestacja z wybicciem szyb.

Co się stało? Skąd się biorą nagle prześladowania Polaków w Czechosłowacji, na które prasa „sanacyjna” wyraża represjami? Dlaczego akurat teraz Czesi poczuili silniejszy przypływ nienawiści do Polaków i dają ujście temu uczuciu?

Są to pytania, na które przeciętny obywatel niełatwo znajdzie odpowiedź. Przeciętny obywatel polski pamięta dobrze krzywdę, wyrządzoną Polsce przez podział Śląska Cieszyńskiego, ale też wie, że w demokratycznej Czechosłowacji dzieje się Polakom bądź co bądź lepiej, niż np. w hitlerowskich Niemczech. Dalecy jesteśmy od idealizowania stosunków narodowościowych w Czechosłowacji, ale w porównaniu z tem, co się dzieje w krajach faszystowskich stosunki tu są prawie idealne i jeżeli prasa „sanacyjna” ani słowem nie porusza traktowania Polaków w Niemczech, czy w faszystowskiej Austrii, to czemu z taką pasją rzuca się na Czechosłowację?

Prasa „sanacyjna” jest sama w kłopotach, jak uzasadnić swój ostry kurs przeciw Czechom. „Gazeta Polska” np. twierdzi, że Czesi od piętnastu lat prowadzą konsekwentnie politykę wynaradawiania Polaków, ale dodaje: „...Z jakichś wyższych racji politycznych, które próżnobyśmy się starali odgadnąć, ta sama polityka zaczęła przybierać formy jaskrawe”, po czem kieruje pod adresem Czechosłowacji szereg zarzutów, które z równą racją i w tym samym co najmniej stopniu skierować można pod adresem Polski. Otóż jeżeli w ciągu 15 lat Czesi prowadzili konsekwentną politykę wynaradawiania, to czemu „sanacja” nie reagowała na nią, czemu dopiero teraz się odzywa, kiedy polityka ta przybiera rzekomo formy jaskrawe? A jeżeli prasa „sanacyjna” sama przyznaje, że nie może odgadnąć owych „wyższych racji politycznych”, któreby dyktowały Czechom prześladowanie Polaków, to należało raczej powstrzymać się przez jakiś czas z wysuwaniem podobnych zarzutów i zażądać wyjaśnienia od Rządu Czechosłowacji, a nie pisać o „prowokacyjnych metodach” władz czeskich, nie poniżać „ciężaru gatunkowego” Czechosłowacji w polityce międzynarodowej i nie grozić Czechosłowacji zmianą polityki Polski w stosunku do niej.

W normalnych, zdrowych stosunkach międzynarodowych przystępuje się do załatwiania zatargów tego rodzaju, o jakim piszemy, drogą dyplomatyczną, za pośrednictwem poselstw i przez wymianę not. U nas dyplomację zastąpiła z punktu prasy „sanacyjna”, która spór niewiadomo gdzie powstały i przez kogo zainspirowany, rozdmuchuje do potwornych granic, szczerze i grozi, jednym słowem — zamiast łagodzić sytuację i

pomóc do jej rozwikłania, wprowadza zamęt — i wzburzenie.

Należy jednak podkreślić fakt, że wszyscy u nas — jedni szczerze, inni obłudnie — wyrażają zdziwienie z powodu nagłego zatargu z Czechosłowacją. W samej rzeczy: jeśli chodzi o Czechosłowację, to min. Benes niedawno wyraził się o Polsce z dużą sympatią, a obiektywnie biorąc niema najmniejszego powodu, dla którego by Czesi właśnie teraz chcieli pogorszyć swe stosunki z Polską. Przeciwnie, wszystko przemawia za tem, że Czesi chętnie widzieliby współpracę Polski z Małą Ententą. Czechosłowacja bowiem znajduje się dzisiaj w ciężkiej sytuacji międzynarodowej. Z jednej strony odczuwa ona nacisk hitleryzmu, przed którym się broni ostreimi środkami represyjnymi, z drugiej strony

obawia się powrotu Habsburgów, od-piera ataki rewizjonistyczne Węgier. Pakt trzech faszystów, Włoch, Węgier i Austrii, świeżo zawarty w Rzymie, utrudnia niezwykle sytuację Małej Ententy, a więc i Czechosłowacji, osaczonej zewsząd przez faszizm. Nie jest tedy do pomyślenia, by Czechosłowacja chciała teraz jeszcze pogorszyć sytuację przez prowokowanie zatargu z Polską.

Skąd się bierze ten nagły spór? Czyje to intrygi? Opinia publiczna w Polsce chciałaby wiedzieć, czemu prasa „sanacyjna” pomaga kreciej robotce hitlerowców i innych faszystów przeciw Czechosłowacji? Czemu idzie na rękę wrogom sojuszniczej Francji, sprzymierzonej z Polską i zdecydowanym wrogiem pokoju?!

(jmb.).

Moravskoslezsky Deník 22. III. 34.

Polský profesor zatčen v Ces. Těšíně

vk. — V úterý v noci byl v Českém Těšíně zatčen za zvláštních okolností profesor gymnasia v Polském Těšíně František Kuliszewicz, roz. 1888, bydlící v Polském Těšíně. Profesor Kuliszewicz jak byl zvyklý, přišel v pondělí večer do Českého Těšína do polského domu »Polonia«, kde se bavil mezi Poláky až do pozdních hodin nočních. Po půlnoci teprve odcházel a objevil se na nádraží v Českém Těšíně, kde se podle svědeckých výpovědí dopustil svými výroky přečinu podle zákona na ochranu republiky. Svědci upozornili na tuto okolnost městského strážníka, který k Polskému Těšínu hlavní třídou československou stíhal profesora Kuliszewicze, dohonil jej, zadržel a předvedl

na strážnici v Českém Těšíně, kde byl profesor vyslechnut a kolem 3. hodiny noční zatčen. V úterý odpoledne byl dopraven do vazby krajského soudu v Mor. Ostravě. Je to již druhý případ podobného druhu, neboť jak známo, před několika dny byl zatčen polský publicista Kaszycki z Krakova a rovněž dopraven do vazby krajského soudu v Mor. Ostravě. Trestní řízení proti Kaszyckému se vede dále, třebaže se objevil snaha, aby Kaszycki byl propuštěn na svobodu. Včera byli vyslechnuti svědci, kteří ho usvědčují z protistátních výroků. Jeho případ je vyšetřován a sledován s velkým urychlením, takže do 14 dnů lze očekávat rozsudek první instance.

Jak se píše o Těšínku

Nereagovali jsme úmyslně na ostré psaní polského zahraničního tisku, jen abychom dokázali, že se nedáme vyprovokovat k nerozvážnostem zvláště tendenčním zpravodajstvím polské tiskové kanceláře (PAT), které přímo s chorbou zavilostí rozšířilo tolik nepravd zejména o postupu našich úřadů v případech, jež byly nesmyslně zvětšeny, a o českém tisku, jenž prý se »předstihuje v dráždění veřejnosti v duchu protipolském«. Poněvadž známe velmi dobře Poláky a způsob psaní jejich novin, ukládali jsme si rezervu a s chladnou myslí posuzovali všechny ty podrážděné projevy polského veřejného mínění, jež jistě i značnou část polského národa, zvláště onu, která se dívá na umělé vyvolanou kampaň kritický, nezmate. V čele tiskové kampaně proti nám stojí polooficiální vládní list »Gazeta Polska«, která obviňuje československé úřady na našem Těšínku z domnělých šikan proti našim Polákům. Jak je její zpravodajství pravdivé a objektivní, to dokazují zprávy o protipolských manifestacích po ulicích (!) u nás, o vyhrožování pěstí a pod. Tedy o věcech, o nichž u nás nikdo nic neví, jež jsou prostě vymyšleny a o jichž původu máme spolehlivé informace. Je jen s podivem, jak je možno, že podobní páni Prochaskové et cons. mohou tak štvavě řídit v PATu. Měl-li by se někdo cítit dotčen, pak bychom to měli být v první řadě my, když dosud nikdo z povolaných kruhu neodsoudil štvavé a urážlivé řeči, jež byly proslaveny v polské části Těšínska a když po tom všem polská tisková kancelář rozšiřuje zprávy, jako na př. že Svaz povstalců v Těšíně usnesl se na své schůzi, projevit dr. Michejdovi horoucí uznání a díky za projev, učiněný na oslavách výročí odrazení českého útoku na Těšínko! Politika českých úřadů je líčena jako brutální, vyzývavá, nerozvážná a k ničemu dobrému prý nevedoucí.

Nemáme jistě prázdného důvodu k tomu, abychom obhajovali naši zahraniční politiku, ale využívat nynějšího zhoršeného poměru na česko-polském pohraničí, zhoršeného ne naší vinou, k útokům na naše úřady na Těšínku a vyslanectví ve Varšavě, je jistě nejméně vhodnou příležitostí k vyrovnávání osobních a stranických účtů.

Stanovisko, jež zaujal tisk p. Stříbrného k posledním událostem na Těšínku, svědčí o naprosté neznalosti poměrů a snaze, zneužít události k účelům stranické agitace. Na Těšínku jistě nikdo nepochopí, jak je možno se v Praze pozastavovat nad tím, když se odejme poštovní doprava listu, který šlve Slováků proti naší státní jednotě a velebí časy, kdy Slovensko patřilo Maďarsku. Stejně p. Stříbrný nepochopí zvláště na Těšínku s politikou, kde se mluví o germanofilské politice našeho státu a kde se vychvaluje slovanská politika Polska, a to bezprostředně po uzavření paktu s Německem! Kdo zná smýšlení většiny našich Poláků a poměry na našem Těšínku, pak nebude psát o našich Polácích jako o slovanské menšině, jež se cítí ohroženější než historicky nepřítel naší samostatnosti a neodvislosti! Autor článku »Bez vášně a beze zloby« je na Těšínku znám z doby plebiscitní, kdy jako důvěrník ministra dr. Beneše jezdil s ním po Těšínku a Ostravsku. Tehdy nezavrhoval jeho politiku. Naopak. Obhajoval ji i proti těm, kteří o její správnosti pochybovali. Nyní tento politik, který se zatím rozešel s dr. Benešem, opět zasahuje do těšínské otázky a to tak nešťastně jako tehdy po rozhodnutí o Těšínku. Zdá-li se mu žaloba naší polské menšiny strašnou, pak jen dokazuje, že nemá o poměrech na Těšínku ani ponětí a že mluví z něho jen politický oposičník, jemuž je každá zbraň, již použije proti nenáviděnému odpůrci, dobrou, i když tím raní srdce tisíců věrných a svému státu oddaných synů a dcer vlastního národa.

Polacy w Czechosłowacji

w ogniu walki o swój byt narodowy.

(Koresp. własna „Polski Zachodniej“.)

Cieszyn Czeski, 22 marca.

Po zawarciu przez Polskę paktu o nieagresji z Niemcami i po znanych manifestacjach na Śląsku Cieszyńskim w 15-lecie odparcia najazdu czeskiego, cała złość i zemsta Czechów skierowała się przeciwko mniejszości polskiej na Śląsku czechosłowackim.

Stosunki, panujące tu obecnie, przypominają żywo czasy plebiscytowe. Więzienia, zapełnione Polakami, ustawiczne represje i szykan wobec osób narodowości polskiej, konfiskaty czasopism, nakładanie kar i grzywien, idących w dziesiątki tysięcy koron, na instytucje i działacze polskich, rewizje i areszty, prowokacje i denuncjacje, oto bilans 15-letnich rządów czeskich na Śląsku Cieszyńskim. Czesi postanowili za wszelką cenę zniszczyć i zmiażdżyć najsłabszą liczebnie mniejszość narodową w swej republice. Przez 15 lat czynili to — jak słusznie zauważa „Gazeta Polska“ — w rękawiczkach, obecnie znowu, podobnie jak w 1919 r., przeszli do akcji bezpośredniej, licząc na steroryzowanie moralne i gospodarcze ludności polskiej, której zły los kazał pozostać w granicach Republiki Czechosłowackiej. 20.000 Polaków musiało opuścić Śląsk Cieszyński, 10.000 dzieci polskich przeszło naskutek teroru do szkół czeskich, szereg parafij straciło księży, tysiące robotników straciło pracę, jedynie naskutek otwartego przyznawania się do polskości lub posyłania dzieci do szkół polskich.

Wołamy głośno pod adresem wszystkich klubów polsko-ceskich w Polsce, by nie zapomnieli o honorze i godności narodowej, jaka zawsze cechowała Polaków, i zabrały głos w obronie uciskanej i gnębionej mniejszości polskiej w Czechosłowacji. Najwyższy czas, by kluby te przypomniały sobie, iż w więzieniach czeskich tracą zdrowie i siły polscy literaci-inwalidzi, profesorzy, rolnicy i robotnicy. Zbliżenia obu narodów nie dokona się przy pomocy kryminalów, aresztów i szykan oraz antypolskiego szcucia prasy czeskiej, zwłaszcza tej, na Śląsku i Morawach. Lokalni samodzielnicy czescy w rodzaju osławionego i znienawidzonego przez ludność polską oberpolicmajstra w Morawskiej Ostrawie, Baczy, który jest sprawcą wszystkich ostatnich aresztowań, doprowadzają spokojny lud śląski do stanu wrzenia i rozpaczy. Polakożerca instytucja „Matice osvety lidove“ święci teraz swoje triumfy, denuncjując i wtrącając do więzień niewygodnych sobie działaczy polskich. Przywódca „Maticy“ w Śląskiej Ostrawie stanowią drugi tajny rząd na Śląsku czeskim, który decyduje o losach 150-tysięcznej ludności polskiej w Czechosłowacji. „Matice osvety lidove“ rządy swe sprawuje na wzór komitadziów macedońskich, siejąc dokoła terror moralny i podporządkowując sobie bezwzględnie lokalną administrację. Zaszlepiency czescy przygotowują na Śląsku Cieszyńskim naprężenie, o niedających się przewidzieć następstwach.

Może w ostatniej chwili przemówi w Pradze rozsądek i zrozumienie, iż nie należy na Śląsku Cieszyńskim igrać z ogniem i prowokować całego Narodu Polskiego. Może wreszcie rząd Republiki Czechosłowackiej ustami swych odpowiedzialnych reprezentantów stwierdzi jasno i dobitnie, iż wyrzeka się raz na zawsze zamiaru wynarodowienia mniejszości polskiej w Czechosłowacji i pragnie jej dać równouprawnienie. Dopiero wtedy, gdy to nastąpi, możliwą będzie zgoda i przyjaźń polsko-czeska, inaczej nigdy!

Polští konsulové ruší česko-polské přátelské styky?

Výprava polských studentů do Ostravy přece nepřijela.

Včera — Včera odpoledne měla do Mor. Ostravy po dvojím odřeknutí přijeti z Bratislavy výprava polských studentů poznaňských. Těsně před příjezdem rychlíku, kdy na nádraží v Přívoze byli již shromážděni zástupci Česko-polského klubu, zástupci různých spolků a korporací, množství obecního, které čekalo, aby přátelsky uvítalo polské studenty, byl náhle doručen předsedovi Česko-polského klubu v Mor. Ostravě p. dr. Královi telegram, podaný v Čes. Těšíně, zasláný výpravou polských studentů, která telegramem ohlašuje, že z důvodů, které od ní nezávisí, je nucena výprava vrátit se ihned do Polska. Záhy po přečtení tohoto překvapujícího telegramu přijel rychlík, kterým do Mor. Ostravy dojel vedoucí výpravy polských studentů, profesor češtiny Ignác Hanus, vyučující na vysoké obchodní škole v Poznani, Čech, který chování se polské výpravy vysvětlil. V Žilině bratislavský polský konsul výpravě sdělil, aby se vrátila ihned do Polska, aby do Mor. Ostravy nejezdila, že za nic neběře odpovědnost. Výprava vystoupila v Čes. Těšíně a odjela do

Varšavy. Toto jednání polského konsula vyvolalo velké vzrušení a překvapení v české veřejnosti, která připravila v Mor. Ostravě polským studentům skutečně srdečné a přátelské uvítání a jimž připravila na oba dny vskutku skvělý program. Když prof. Hanus vše vysvětlil, podal předsedovi Česko-polského ostravského klubu dr. Královi diplom, kterým ho Česko-polský klub v Poznani na své poslední valné hromadě jmenoval svým čestným členem. Česká veřejnost nedovede pochopit, co přimělo polského konsula bratislavského, aby zrazoval polské studenty od návštěvy Mor. Ostravy. Jedno však je velmi podezřelé a usvědčující: Z polského konsulátu mor.-ostravského na nádraží v Přívoze nikdo nepřijel uvítat výpravu, což znamená, že o jejím nepřijezdu byl ostravský konsulat patrně předem a dobře informován. A to nám vnučuje jednu otázku: Proč ruší polští konsulové přátelské styky česko-polské, přátelství dvou národů slovanských? Oba národy si je uchovají jistě i nadále přes tyto rušivé vlivy.

Znowu uwięzili Polaka

Czesi w ślepym szowinizmie prowokują Polskę

Morawska Ostrawa, 21 marca. Wczoraj aresztowano w Czeskim Cieszynie obywatela polskiego, b. dyrektora gimnazjum w Pszczynie, a obecnie profesora gimnazjum w Cieszynie, p. Franciszka Kulisiewicza. W dniu dzisiejszym przewieziono go do więzienia przy sądzie okręgowym w Morawskiej Ostrawie. Aresztowanie miało tło polityczne. Prof. Kulisiewicz znany jest wśród ludności polskiej w Czechosłowacji jako zasłużony pracownik społeczny i oświatowy.

30-lecie polskiego pisma w Czechosłowacji

Morawska Ostrawa, 21 marca. W Suchej Średniej na Śląsku czechosłowackim w obecności 800 robotników polskich odbyła się akademja ku uczczeniu 30-lecia założenia pisma „Robotnik Śląski“, organu polskiej ludności robotniczej w Czechosłowacji. Jubileuszowa akademja zamieniła się po przemówieniach okolicznościowych o Marszałku Piłsudskim w wielką manifestację na cześć Marszałka.

Přijďte dnes uvítat polské studenty

Proti štvání provokatérů srdečné uvítání dobrých hostů

Dnes odpoledne ve 3 hodiny přijede na nádraží v Mor. Ostravě-Přívoze výprava studentů vysoké školy obchodní z Poznane, která končí svojí cestu po republice. Výprava bude na nádraží slavnostně uvítána. Ostrava bude tím dokumentovat svou lásku k bratrskému národu polskému, neboť několik štváčů není celý národ. Jmenovitě v Poznani a celé Velkopolsce těšili se vždy a těší Čechoslováci nejlepším sympatiím. Přijďte proto na nádraží ukázat,

že přehlížíte špatné lidi, ale vítáte vždy dobré. Výprava, čítající 25 osob, bude ubytována ve Vítkovicích. Dnes pořádá na její počest Česko-polský klub večírek, na který zve všechny členy. Klub pracuje dále ve svých směrnicích a neohroží jej žádné štvánice. V těchto dnech vystoupilo z něho 23 úřed. pol. konsulátu a 3 jiní zdejší Poláci, na protest proti zatčení red. Kaszického. Mezi nimi je také vedoucí činitel jedné z nedávno postátněných škol. zel-

Nowe aresztowania na Śląsku czeskim

MOR. OSTRAWA, 22.3. — Wczoraj aresztowano jeszcze jednego polaka, obywatela czechosłowackiego Alojzego Dudę, gospodarza ze Ścierlsk Górnych.

Z różnych okolic Śląska nadchodzą wieści o licznych dochodzeniach wdrożonych przez władze i śledztwach przeciw miejscowym polakom za rzekome naruszenie przepisów ustawy o ochronie republiki.

KONFISKATA CZASOPISMA POLSKIEGO

CIESZYN, 22.3. — Władze czeskie skonfiskowały dziś nakład tygodnika polskiego „Prawo Ludu“, wychodzącego w czeskim Cieszynie. Powodem konfiskaty był artykuł, potępiający metody walki szowinistów i socjal-demokratów czeskich przeciw mniejszości polskiej na Śląsku i krytykujący manifestację czeskich socjal-demokratów, która odbyć się ma w nadchodzącą niedzielę w Tarzyncu. Zajęcie nakładu odbyło się przy asyście policji i żandarmerji. (PAT)

Polský prof. zatčen v Č. Těšíně

Profesor gymnasia z Polského Těšina zatčen podle zákona na ochranu republiky. — Dopraven do vazby krajského soudu v Mor. Ostravě.

vk — Oznámili jsme již, že v Košicích na žádost četnictva v Českém Těšíně byl zatčen publicista Kaszycki z Krakova a dopraven do vazby krajského soudu v Mor. Ostravě. Jeho zatčení bylo příčinou, prož všichni členové polského konsulátu v Mor. Ostravě a ještě několik Poláků vystoupilo z Česko-polského klubu. Dnes dovídáme se o novém zatčení polského státního příslušníka, profesora gymnasia v Polském Těšíně, Františka Kuliszewicze, roz. 1888, který byl zatčen v noci na úterý v Českém Těšíně na hlavní tridě.

Profesor Kuliszewicz jak obvykle přišel večer do polského domu Polonia v Českém Těšíně, kde zůstal až do pozdních hodin nočních, načež odešel na nádraží v Českém Těšíně a tam,

podle svědectví několika svědků, se vyjadřoval proti našemu státu a jeho vedení, čímž se dopustil přečinu podle zákona na ochranu republiky. Na jeho vystupování byl upozorněn městský strážník, který profesora Kuliszewicze stíhal, neboť profesor Kuliszewicz odcházel směrem

k mostu přes Olzu, vedoucímu do Polského Těšina. Profesor Kuliszewicz byl dostižen, předveden na strážnici a tam zatčen. Celý případ se udál kolem 3. hodiny noci. V úterý odpoledne byl prof. Kuliszewicz dopraven do vazby krajského soudu v Mor. Ostravě.

Moravskoslezský Deník 23. III. 34.

— Polští studenti předčasně opustili Československo. Výprava studentů vysoké školy obchodní z Poznaň, která od 11. t. m. měla v Československu, měla včera a dnes dvoudenním pobytem v Mor. Ostravě ukončiti svůj zájezd k nám. Výprava byla všude v Československu velmi přátelsky přijata a také Mor. Ostrava byla připravena na upřímné přivítání a pohoštění polských studentů. Na čtvrtek večer byl připraven v hotelu »Imperiale« na počest polských hostů přátelský večírek, aranžovaný Česko-polským klubem, a dnes měli si studenti prohlédnouti město a průmyslové závody na Ostravsku. Na nádraží byli již hosté četnými přáteli Polska očekáváni, ale místo výpravy přijel pouze vůdce výpravy — Čech — profesor češtiny v Poznani Hanus, který oznámil, že studenti zájezd předčasně ukončili a z Bratislavy přes Český Těšín odjeli přímo do Polska. Stalo prý se tak na přímý pokyn polského konsula v Bratislavě, který výpravu zrazoval od návštěvy Mor. Ostravy proto, že prý nemůže převzít odpovědnost za to, jak bude výprava v Mor. Ostravě přijata. Konstatujeme prostě, že v Mor. Ostravě bylo vše připraveno k nejvřelejšímu a nejprátelštějšímu přivítání polských hostů.

Moravskoslezský Deník 22. III. 34.

— Podivná schůze Poláků v Prostřední Suché na Těšínsku. Dovídáme se, že v neděli se konala v Prostřední Suché na Těšínsku manifestační oslava 50. výročí trvání politického orgánu polského, »Robotnik Śląski«, týdeníku polské sociálně-demokratické strany. Manifestační oslavy se zúčastnilo asi 800 osob, vesměs Poláci, a generální konsul republiky polské v Mor. Ostravě, p. Malhomme, který pronesl nadšenou řeč, netýkající se oslavy 50. výročí trvání týdeníku, takže celá oslava vzrostla v nadšený projev pro maršálka Pilsudského a polskou vládu i stát. Je to vskutku podivné, že k tomu došlo právě při oslavě toho týdeníku, do kterého velmi často psal soudruh Liebermann, Daszynski a jiní soc. demokraté, kteří seděli v brestlitevském vězení a uprchli z Polska, kde byli stíháni zatykači.

Duch Času 22. III. 34.

Polský profesor zatčen v Českém Těšíně.

V Českém Těšíně byl zatčen profesor gymnasia Fr. Kulicziwicz, který se tam vyjadřoval o Československu tak, že to budilo veřejné pohoršení. Zatčený je profesorem v Polském Těšíně a do Českého Těšina prý přišel jen nahodile. Byl dopraven do vazby krajského soudu v Mor. Ostravě a zahájeno proti němu trestní řízení. —

Pro rozšiřování poplašných zpráv bylo na Těšínsku zatčeno 7 osob.

Nasz Lud 16. III. 34.

— (Kaszycki w Ostrawie.) Przed kilku dniami aresztowany w Koszycach polski żurnalista Kaszycki, został przewieziony do więzienia sądu okręgowego w Ostrawie, gdzie będzie prowadzone przeciw niemu śledztwo. Po odstawieniu go do Ostrawy zjawił się w sądzie konsul polski, Malhomme, by się przekonać o stanie rzeczy. Kaszycki stoi pod zarzutem z czynności iredentystycznych.

Duch Času 22. III. 34.

Polské zpravodajství přes Vídeň o Těšínsku. Některé polské listy líbují si od uzavření paktu mezi Polskem a Německem ve zpravodajství o Československu, které je buď skreslené anebo v přímém rozporu se skutečností. Tento způsob zpravodajství polských listů je s to, aby ještě více zkalil poměr mezi Polskem a Československem. Různé okolnosti nasvědčují, že o věcech v Československu má být z Polska klamně informována také veřejnost ostatních států. Tak úterň vídeňský »Telegraf« v nabubřelém dvousloupečníku na první straně píše o zostření mezi Varšavou a Prahou a při tom tvrdí, že na nedělní schůzi polských stran v Čes. Těšíně byla jednomyslně přijata resoluce, kterou se nejostřeji protestuje proti zacházení s Poláky v Československu. Pokud jsme informováni, žádná taková resoluce v Čes. Těšíně přijata nebyla. Prání stalo se zde otcem myšlenky a putovalo z varšavských šovinistických kruhů do fašistického listu vídeňského. Tentýž list tvrdí, že polský spisovatel Taszynski (správně Kaszycki) byl v Košicích zatčen z neznámých důvodů a polský konsul z Mor. Ostravy přijel prý do Košic, aby se tam o jeho zatčení na státním zastupitelství informoval. Pravdou je, že Kaszycki byl zatčen na udání občanů polské národnosti v Komorní Lhotce a je ve vazbě krajského soudu v Mor. Ostravě, kde se na něj polský konsul dotazoval. Takový způsob zpravodajství, nechť již se uplatňuje v Polsku anebo z Polska do zahraničí, měla odsoudit také rozumná polská veřejnost, která si musí býti předem vědoma, že zkrucováním skutečností a vymyšlením nepravd se polské vážnosti rozhodně neprospívá.

Poledník 23. III. 34.

Opět zatčený Polák na Těšínsku.

vk. Dovídáme se, že ve středu odpoledne byl v Těšlicku na Těšínsku zatčen Polák rolník Duda pro protistátní výroky a dopraven do soudní vazby. Jeho případ je v plném vyšetřování.

Morgenpost 23. III. 34.

* (Verhaftung eines polnischen Mittelschulprofessors in Tschsch.-Tschsch.) Aus Tschsch.-Tschsch. wird gemeldet: Mittwochs nacht wurde hier der Professor des polnischen Staatsgymnasiums in Poln.-Tschsch., Franz Kuliszewicz, auf Grund des Schutages verhaftet, weil er im hiesigen Bahnhofe vor Zeugen Aeußerungen tat, die gegen den tschschoslawischen Staat gerichtet waren.

DROGA Z PRAGI

Fala represji ze strony władz czechosłowackich względem mniejszości polskiej, a zatem zaostrzenie stosunków na oderwanej od Polski przez Czechosłowację części Śląska Cieszyńskiego, — nie zjawilo się deus ex machina i nie posiada cech tajemniczości, jakich doszukuje się w niem i „Gazeta Warszawska“ i „Robotnik“, kierowane niewątpliwie dobrą wolą ułatwienia rządowi praskiemu wycofania się z fałszywej sytuacji. Tej dobrej woli w kilkunastoletniej historii wzajemnych stosunków było zawsze więcej po stronie polskiej niż czeskiej i stąd cała bieda.

Odrodzona Czechosłowacja stanęła wobec wysoce skomplikowanego zagadnienia wewnętrznej polityki, w związku z nader złożoną strukturą narodowościową odrodzonego państwa.

Pomijając drażliwą dziedzinę cyfr statystycznych, ogólny obraz rzeczywistości przedstawiał się w ten sposób, że mniejszości narodowe posiadały tytuł większości, w porównaniu z gospodarzami. W tych warunkach i wobec różnorodności rasowej owych mniejszości, rząd praski miał do rozstrzygnięcia wybór wśród nich sprzymierzeńców dla samej idei państwowej czechosłowackiej oraz w całokształcie zagadnienie metod polityki mniejszościowej, sprzyjającej z jednej strony nader złożonego organizmowi narodowościowego.

Historja tych rozstrzygnięć jest niestety, pełna paradoksów i błędów. Z jednej strony można było obserwować rozwój bardzo metodycznych i przyznać należy, godnych podziwu

wysiłków poszukiwania siły w nader kunsztownej akcji dyplomatycznej zewnętrznej, związanej z nazwiskiem pracowitego i ruchliwego ministra spraw zagranicznych, Benesza. Związawszy się bardzo silnie z instytucją genewską, poświęcając jej bezmiar wysiłków, uczestnicząc w jej życiu, biorąc na siebie bardzo chętnie rolę medjatora i sztandaru kompromisu w momentach kryzysów, minister Benesz przeżywał w okresach wzrostu prestiżu Ligi chwile wielkiej popularności i osobistych triumfów, gromadząc z nich kapitał dla swego państwa. Minister Benesz posiada, spośród wszystkich chyba polityków naszej doby, najbogatszą kolekcję podziękowań mężów stanu wszystkich mocarstw za oddane im przy różnych okazjach usługi w charakterze medjatora, autora kompromisowych formuł, zręcznego referenta drażliwych zatargów, rozpatrywanych w Genewie. Nie będzie chyba błędem jeśli się wyrazi przypuszczenie, że czeski minister, pracując na rzecz Ligi, wiązał z przyrostem jej autorytetu, przyrost gwarancji bezpieczeństwa swego państwa.

Idąc na kompromisy z doraźnymi interesami swego państwa, jak to np. miało miejsce ostatnio przy okazji negocjowania Paktu czterech, dla ułatwienia sytuacji mocarstwom, niewątpliwie — w twojem przekonaniu — gromadził tytuły do apelowania o ich pomoc w sytuacji dla swego państwa krytycznej.

Niestety, rozwój wypadków w Europie zaprzeczył — przynajmniej na pewien czas — nadziejom na sto-

pnioły ale stały wzrost autorytetu Ligi. Nie tylko nie stała się ona instancją rozstrzygającą, lecz znalazła się wyraźnie w rządzie drugorzędnych instrumentów politycznego działania, redukując znacznie związane z nią rachunki, także i ministra Benesza.

Ten bieg wydarzeń niewątpliwie bardzo silnie zaktualizował wewnętrzne problemy narodowościowe Czechosłowacji, jako jedyny rzeczywiste realny teren dla poszukiwania siły i bezpieczeństwa. Dodatkowo doznały te problemy wielkiej komplikacji w związku z bardzo szeroko pojmowanymi hasłami polityki narodowej, wysuniętymi przez ruch hitlerowski w Niemczech i wcielonymi do programu politycznego Rzeszy z

Such Lasu 25. III. 34.

Ostrý vítr vane z Polska!

Varšava, 24. března. Z nařízení polských úřadů musí Polsko opustiti pět československých příslušníků, kteří bydlili v polské části Horního Slezska.

Varšava, 24. března. Československým deníkům Nár. listům, Českému slovu a Mor.-slez. deníku odňata byla poštovní doprava do Polska.

Moravská Orlice 25. VII. 34.

Polská výprava do Ostravy přece jen nepřijela

sk. — Mor. Ostrava 22. března. Dnes měla přijeti do Moravské Ostravy výprava polských studentů, která však mimo nadání nepřijela, ač to bylo včera slíbeno. V Ostravě na nádraží čekalo sokolstvo, zástupce státního zastupitelství, poslanec Chobot, zástupci různých korporací atd. Přijel pouze vůdce výpravy I. Hanuš z Plzně, který sdělil nejvýš důležité a závažné věci. Právě, že se v Žilině setkala výprava, která odjížděla do Ostravy, s bratislavským konsulem, který dal výpravě příkaz, aby do Ostravy nejezdila, jelikož prý nemůže vzít odpovědnost za bezpečnost účastníků exkurse.

Bylo by zajímavé zvědět, kdo dal k tomu

základu popud. Jisté je, že iniciativa vyšla z Moravské Ostravy. Před 3. hodinou odpolední obdržel předseda Česko-polského klubu Král telegram, odeslaný z Českého Těšína, v němž stálo: „Z důvodů od nás nezávislých jsme nuceni se okamžitě vrátit do Polska!“

Přes tuto událost se bude večírek, tak okázale připravený, přece konati. Na večírku bude také odevzdán diplom čestného členství poznaňského Česko-polského klubu předsedovi klubu v Ostravě Královi. Příčinu, proč byl dán zákaz k návštěvě Ostravy lze spatřovati i v tom, že určité kruhy měly zájem na tom, by si polští studenti nepřivezli ten nejlepší dojem z Ostravy.

Státem placení lidé provokují

sk. — Mor. Ostrava 22. března. V souvislosti s nedávným vystoupením všech zaměstnanců polského konsulátu v Mor. Ostravě z Česko-polského konsulátu v Moravské Ostravě řádák ko-polského klubu je nutné zaznamenati další demonstrativní vystupování osob, placených státem. Tak vystoupil z Česko-polského klubu předseda zkušební komise učitelské ze Slezské Ostravy, ředitel školy v Moravanech M. Pav-

lek, ředitel polského gymnasia v Orlové Petr Felix, který se trvale dožaduje toho, aby bylo gymnasium postátněno. Dále vystoupil P. Siwek a dr. Grünzweig. Všichni tyto lidé žijí z českého živlu a většina jich pak jsou státem placení občané, kteří demonstrativním vystoupením z Česko-polského klubu ukázali, že se ztotožňují s útoky na čs. národ, na republiku a její představitele. Příslušné úřady by si měly této skutečnosti všimnout.

DO WARSZAWY

chwilą objęcia władzy przez kancelarza Hitlera i jego partję.

Lecz tu właśnie dotykamy drugiego nieporozumienia i błędnego rachunku w polityce czeskiej, tym razem wewnętrznego. W drodze powikłań, wśród których odnaleźlibyśmy łatwo w pierwszych latach odrodzenia złudne nadzieje na szybki upadek rewolucji bolszewickiej i możliwość pojednania z Rosją, i psychiczne pozostałości wyrwania zaabsorbowanej wojną Polsce części Cieszyńskiego Śląska, — rządy praskie uznały za odpowiadające interesom ich państwa, dążenie do oparcia Czechosłowacji na bloku czesko-niemieckim, którego front wymierzony był wyraźnie przeciw mniejszościom słowiańskim, a więc Polakom i

Słowakom. Pozornie wydawało się być paradoksem, że naród, który piastował ideje panslawistyczne, szukał przymierza z rasą germańską i wydał walkę słowianom.

Powiadamy: pozornie, ponieważ panslawizm czeski był właściwie morskafilstwem, podobnie zresztą jak panslawizm naszych endeków starej daty. Z drugiej strony, skłonna do materialistycznego myślenia umysłowość czeska piastowała zapewne nadzieje, że przeważnie chłopska mniejszość polska i słowacka prędzej lub później ulegną stosunkowo wysokiej kulturze materialnej czeskiej. Przypuszczenie to znajduje rzeczowe potwierdzenie w szeroko rozwiniętej akcji wynaradawiania obydwu tych mniejszości, czemu towarzyszyły bardzo nieszczerze i zawsze omal niecisłe pod względem faktycznym zapewnienia i wyjaśnienia oficjalnych czynników czeskich, bądź to wobec władz polskich, bądź wobec przedstawicieli polskiej opinii publicznej.

Przez długie lata wpajano w społeczeństwo czeskie uczucia nienawiści do Polski i do Polaków, budowano psychiczny front walki, zawieszano nad mniejszością polską stan zagrożenia i atmosferę ucisku.

Trzeba przyznać, że nie brakowało w społeczeństwie czeskim głosów przestrzegających przed skutkami tej polityki. Że w łonie armii czeskiej dawno już obudził się instynkt rzeczywistości, zwracający się ku Polsce. Rząd praski chciał nawet stworzyć dyplomatyczne potory za-
dość uczynienia temu instynktowi, lecz nigdy nie zdradził wyraźnej woli

poddania rewizji założeń swojej polityki. Jeśli zostały one dzisiaj zagrożone przez mniejszość niemiecką w Czechosłowacji oraz rozwój wypadków na terenie międzynarodowym, — opinia polska może nad tem ubolewać, lecz nie jest zaskoczona.

Nie dziwny się więc zbytnio zaostrzeniem stosunków na czeskiej części polskiego Śląska Cieszyńskiego. Długoletnia siejba nienawiści nie mogła minąć bez skutków. Mogą się one odzywać nawet w momentach niepożądanych przez rząd praski. Lecz tu nie chodzi o momenty, a o atmosferę. Atmosfera zaś jest chora. „Gazeta Warszawska“, ta dziwna pionierka „polityki narodowej“, daje tylko dowód daleko posuniętego cynizmu, przypuszczając, że powinniśmy poświęcić Polaków w Czechosłowacji, w imię „interesów dwóch krajów na terenie międzynarodowym“. Tego żaden szanujący się naród i żaden poważny rząd uczynić nie mogą. Albo prawa Polaków będą ucziwie i szczerze respektowane i będziemy mieli wspólne interesy, albo nie i wtedy interesy się skrzyżują. Nigdy inaczej nie było w historii i nie bywa dzisiaj.

Nie wyciągniemy z tego pesymistycznych wniosków co do stosunków naszych z Pragą. Przeciwnie, ufamy, że zostaną one wyrównane i wzmocnione. Lecz uchylanie się od jasnego sformułowania warunku jest właśnie utrudnianiem porozumienia. Dlatego mówimy wyraźnie: droga z Pragi do Warszawy prowadzi przez Morawską Ostrawę.

W. STPICZYŃSKI.

Duch Času 25. III. 34.

Učitelstvo státních menšinových škol v okrese fryštátském na členské schůzi v Karvině přijalo resoluci, v níž mimo jiné se píše: »Jako menšináři na Těšínsku žádáme, aby příslušné vládní kruhy věnovaly více pozornosti našemu pohraničí. Události v Polském Těšíně značně vzrušily naši veřejnost. Jako veřejní pracovníci vyvracíme co nejdůrazněji všechna tvrzení, že snad by polská národnost byla utiskována. Právě naopak. České menšiny v polských obcích jsou Poláky

utlačovány. Upozorňujeme, že polské školství má více než mu patří. Školy polské jsou organizovány daleko lépe než v době předválečné, ačkoliv nemají dávno potřebného počtu žactva. Zemská školní rada v Brně jim neslučuje tříd a nemění organizace. V porovnání počtu žáků v jednotlivých třídách na českých školách s počtem žáků na polských školách, vidíme protežování polských škol a musíme proto žádati, aby v tomto směru stala se náprava a rovnoprávnost.

Česke Slovo 25. III. 34.

Proč nepřijeli polští studenti

Bratislavský konsul je důrazně varoval, aby do Ostravy nejezdili

Ze zájezdu polských studentů z Poznaň do ČSR stala se malá aféra. Studenti měli přece přijet včera odpoledne do Mor. Ostravy, ale nepřijeli. Je-li z Bratislavy přes Žilinu do Bohumína a pak přímo do Polska. Do Žiliny přijel za nimi polský konsul v Bratislavě pan V. Lacinski, který jim doporučoval, aby do Ostravy nejezdili a prohlásil, že se nečiní zodpovědným za události, které by následovaly, kdyby navštívili Ostravu. Celá záležitost vyvolává dojem, jako by krok p. Lacinského byl výsledkem podivného zákulisního jednání. Studenti měli dojem, že jim v Polsku v případě návštěvy v Ostravě hrozí úřední vyšetřování. Do Ostravy přijel jenom vůdce výpravy prof. Hanus. Na nádraží očekával výpravu zastup naděnců. Česko-polský klub splnil svoji hostitelskou povinnost. Tahat ovšem nikoho násilím nemůžeme. Proč však polské konsuláty nechťely, aby studenti navštívili Ostravu? Nemuseli se obávat, že by byli v Ostravě uvítáni kamením nebo hvízdáním. Studenti však byli z čechosilské

Poznaň a v Bratislavě dali zřetelně najevo svoje smýšlení. Prohlásili, že Polsko není revisionistické, odsoudili zřetelně těšínské provokace a prohlásili, že nejsou solidární s nezodpovědnými lidmi, kteří činili revisionistické projevy v Budapešti u pomníku »svobody«. Zajímavé je, že horlivý konsul Lacinski v Bratislavě důvěrně stýká se více s autonomistickými luďáky, než s ostatními oficiálními činiteli. Proč?

Překvapuje provokační chování některých Poláků na Ostravsku. Jak jsme již oznámili, vystoupil z Českopolského klubu v Mor. Ostravě na protest proti zatčení red. Kaszického ředitel reálného gymnasia v Orlové Felix a nyní ho následoval Marjan Pawelek, předseda Svazu Poláků na Moravě a předseda zkušební komise při polském oddělení na učitelském ústavě ve Slezské Ostravě. Tento krok zmíněných pánů zaslouží, aby si jej všimly úřady, neboť se jedná o lidi, exponované ve veřejných službách. -zel-

— Poľskí študenti, ktorí mali po Bratislave navštíviť Mor. Ostravu, odišli priamo do Poľska. Výprava obchodných vysokoškolákov z Poznane tešila sa počas svojho trojdenného pobytu v Bratislave veľkej pozornosti členov Čs.-poľskej spoločnosti, kruhov obchodných a priemyselných i Sväzu slovenského študentstva. V stredu pri spoločnej večeri pozdravil výpravu menom rektora univerzity Komenského prof. dr. Koch. Pri odchode výpravy dostavilo sa na nádražie mnoho obecnstva a zástupci korporácií. Za univerzitu Komenského rozlúčil sa s výpravou prof. dr. Koch, za Československo-poľskú spoločnosť dr. Bařinka, kpt. Sladký, dr. Stodola jun., za poľský konzulát vicekonzul Jakubski, za Spolok absolventov obchodnej akademie J. Dudáš a sl. Březinová a za Sväz slovenského študentstva JUC. Kadlec. Výprava odcestovala Považím do Žiliny. Mala ísť do Moravskej Ostravy a tu sa mala zdržať do 24. t. m. Na privítanie výpravy na nádraží v Přívoze dostavili sa zástupci Česko-poľského klubu, zástupci úradov a mnoho obecnstva. Prišiel však len vodca výpravy prof. Hanus, ktorý oznámil, že výprava poľských študentov neprišla do Moravskej Ostravy z dôvodov, ktoré nie sú závislé od nej, ale bola nútená vrátiť sa cez Český Tešin priamo do Poľska.

Exas 24. III. 34.

Antypolskie nastroje na czeskim Śląsku.

Morawska Ostrawa 24 marca.

(PAT) Tutejsza prasa polska w artykułach z ostatnich dni podaje szereg faktów, świadczących o dalszym wzroście nastrojów antypolskich na Śląsku czeskosłowackim. Zaznaczył przytem należy, że organ p. Dra Buzka „Prawo Ludu” oraz organ polskiej socjalistycznej partji robotniczej i pos. Choboty „Robotnik Śląski” zostały skonfiskowane. „Prawo Ludu” informuje, że w najbliższych dniach powstanie w Ligotce Alodjalnej kolo Cieszyńska czeska szkoła. „Nasz Kraj” pisze, że w ostatnich czasach odmawia się zezwolenia na wykonywanie pracy wielu robotnikom z Polski, pracującym od dziesiętków lat w hutach trzynieckich, fabrykach cieszyńskich i piotrowickich.

Słowacy ujmują się za Kaszyckim.

Morawska Ostrawa 24 marca.

(PAT) Wobec więzionego w Morawskiej Ostrawie literata Kaszyckiego prasa czeskosłowacka zachowuje w dalszym ciągu nieprzejednane stanowisko. Prasa słowacka natomiast krytykuje ostro ten krok władz czeskich. Bratysławski „Slovak” podnosi, że inwalidę Kaszyckiego, jeśli już miano coś przeciwko niemu, można było wydać z granic, ale nie należy go więzić.

Polska wycieczka nie zatrzymała się w Mor. Ostrawie

Cieszyn 23 marca.

(PAT) Jak wiadomo, bawiła w Czechosłowacji od dwu tygodni wycieczka studentów WSH. w Poznaniu. Pod koniec swego pobytu w Czechosłowacji wycieczka miała zatrzymać się w Morawskiej Ostrawie w dniu 22 bm. na zaproszenie miejscowego klubu polsko-czesko-słowackiego. Jednak wobec licznych, bezprawnych aresztowań Polaków na terenie Śląska czesko-słowackiego i fali prześladowania polskości, wycieczka na znak protestu nie skorzystała z zaproszenia i powróciła do Polski tembardziej, że z klubu polsko-czesko-słowackiego wystąpili wszyscy Polacy, w związku z antypolskimi nastrojami wśród społeczeństwa czeskiego.

Kdo soustavně kalí poměr česko-polský?

Iv - Mor. Ostrava 22. března

Po několikerých odkladech měla dnes odpoledne rychlíkem přijeti z Bratislavy do Moravské Ostravy 25členná výprava polské vysoké obchodní školy z Poznane. Bylo pro ni uchystáno okázalé přijetí. Kromě prohlídky Vítkovických závodů byl na denním pořádku dnes večer v hotelu Imperial slavnostní večer za účasti zástupců čelných českých spolků, návštěva divadla a podobně.

Na nádraží se dostavilo asi 150 českých lidí, mezi nimi zástupci úřadů, Sokola, Česko-polského klubu, osvětových spolků a jiných, ale krátce před příjezdem byl doručen předsedovi Česko-polského klubu profesorovi dr. Královi telegram odeslaný z Těšína, že výprava z příčin, jež jsou mimo její vůli, nemůže přijeti. Rychlíkem přijel pouze vůdce výpravy profesor češtiny na vysoké škole v Poznani Hanus, aby za takových paradoxních okolností odevzdal profesorovi dr. Královi čestný diplom Polsko-českého klubu v Poznani.

Podle spolehlivých zpráv odjížděli poznaňští studenti z Bratislavy s pevným úmyslem zdůrazniti právě za dnešního napětí nutnost přátelských vztahů a zastavili se v Mor. Ostravě. V Žilině však očekával výpravu poľský konsul bratislavský, jenž jí oznámil, že neručí za její bezpečnost na půdě Ostravské a přiměl ji k přímému náratu do Polska.

Případ sám volá svou nebezpečně urážlivou tendencí po novém zhodnocení dřívější i nynější role některých poľských konsulátů v čs. republice. Třeba vysvětliti, proč na příklad ostravský poľský konsulát tak tuze toho dbá, aby poľští členové vystupovali z Česko-polského klubu, na jehož organizování právě poľský konsulát ostravský v minulé době vynaložil tolik péče. Snahy ty měly dosud malý úspěch.

Kromě 24 úředníků konsulátu vystoupilo jen pět dalších osob. Jsou mezi nimi dva horníci, dále předseda poľské školy v Mariánských Horách Šiwek a ostravský lékař dr. Grünzweig. Nejnapadnější je však případ pana Pavelky, předsedy státní zkoušební komise pro poľské školy ve Slezské Ostravě a předsedy Svazu Poláků na Moravě. Je příznačné, že tento činitel pověřený tak významnou funkcí, je dosud poľským státním příslušníkem.

Konference českých učitelů okresu fryštátského v jednomyslně přijaté resoluci se vyvrací nepravdivé zprávy o Těšínku. V okresu fryštátském jsou nyní poľské školy vybaveny lépe, nežli před válkou, i tam, kde poľského žactva bylo málo. Na rozdíl od českých škol nesluší se poľské třídy, takže v českých školách je namnoze více žáků než v poľských.

Duch Času 23. III. 34

Kalí vodu na Těšínku. Z Dod. Bludovic se nám sděluje: 18. t. m. pořádala Macierz školna akademii. Sluší k ní podotknout jen tolik, že při zahájení bylo řečeno, že se koná na oslavu 84. narozenin p. presidenta a zároveň v předvečer jmenin maršála Jos. Piłsudského. Když se ozvalo jméno Piłsudski z úst zahajujícího, ozval se z řad obecnstva nadšený potlesk. Zato při vyslovení jména našeho presidenta bylo ticho jako v hrobě. V přednášce samé bylo p. presidentovi věnováno několik minut oceněním jeho práce. Zato životopis maršálův byl probrán obsáhle od Adama až do dnešního dne. Jemu také byla věnována hra: Poručník I. brygady, jejímž zakončením bylo provolání slávy maršálu Piłsudskému za zvuku hymny: Ještě Polska nezhynula. Co zarazí, je domněnka, podporovaná celým pořadem akademie, že to byla oslava svátku Piłsudského a osoba p. presidenta byla pojata do programu z důvodů jiných, vyplývajících z posledních událostí těšinských, aby veřejností byl pravý účel zastřen. Je známo, že část Poláků projevuje své sympatie činům lidí druhu Michejdova. To máme za všechny pokusy o smír s Poláky a přátelské soužití s nimi. Najdou Poláci mezi sebou dost lidí, kteří by se postavili proti šovinismu, vlastním táboře?

Kłamiwe komentarze wiedeńskiego organu polityki czeskiej.

Wiedeń, 25 marca. (Li) Stojący na usługach propagandy czeskiej syjonistyczny dziennik wiedeński „Der Tag” zamieścił w niedzielnym numerze na pierwszej stronie komentarz, jakoby zawarcie układu Polski z Niemcami wywołało rzekomo tak wielkie niezadowolenie wśród społeczeństwa polskiego. Dla odwrócenia uwagi społeczeństwa od tego faktu, spowodowały czynniki polskie konflikt z Czechosłowacją, który doprowadził już do protestu Pragi u rządu warszawskiego.

„Der Tag” rozdziera szaty z powodu odebrania ze strony polskiej debitu pocztowego trzem pismom czechosłowackim, a to: „Slovu”, „Narodnim Listom” i „Moravsko-Sleskiemu Dennikowi”, uważając ten zabieg za represję za cofnięcie debitu dziennikom polskim w Czechosłowacji. Nie wspomina atoli ani słowem o aresztowaniu literata polskiego Kaszyckiego i prof. Kuliszewskiego, którzy w dalszym ciągu trzymają się w więzieniu czeskim.

Obywatele czescy wydalen z Polski.

Warszawa, 25 marca. (Si) Władze administracyjne wydały 18 obywatelom czechosłowackim nakaz opuszczenia granic Rzeczypospolitej.

Wydalen zostali: z Warszawy: zarządzający fabryką p. Tiray z żoną, oraz urzędnicy tej samej fabryki pp.: Cuma i Turecek, oraz robotnik Prachnar.

Z Katowic: Karol Balske, przedstawiciel handlowy, oraz pp. Nitsche i Kreczmar, rzemieślnicy.

Z Krakowa: Jakób Janku, właściciel zakładu przemysłowego z żoną oraz Czerny, rzemieślnik.

Z Oświęcimia: Antoni Masło, przedstawiciel handlowy.

Z Chrzanowa: Stefan Marko z żoną i Michał Marko, przemysłowiec.

Z Chelmka: Ant. Hanek z żoną i Danyk, zarządzający składem towarów.

Łódź, 25 marca. (W). Na podstawie zarządzenia władz centralnych, łódzkie władze administracyjne jeszcze w sobotę późnym wieczorem doręczyły kilku obywatelom czeskim, zamieszkałym w Łodzi nakaz opuszczenia terytorjum Polski w ciągu 24 godzin.

Niektóre osoby, którym takie nakazy doręczono, wczoraj Łódź opuściły. Dowiadujemy się, że m. in. musiały opuścić Łódź 3 osoby, a to pewien przemysłowiec, kupiec i muzyk.

Akcja wydalania obywateli czeskich jest w toku i zakończona ma być w ciągu poniedziałku. Władze nie udzielają w tej sprawie narazie żadnych bliższych wyjaśnień.

Warszawa, 25 marca. (Si) Według zebranych przez nas informacji, dotychczas około 20 obywateli czeskich otrzymało wezwanie do natychmiastowego opuszczenia granic Rzeczypospolitej. Wydaleni zamieszkiwali głównie miasto stoł. Warszawę, Łódź, woj. śląskie i woj. krakowskie.

Wśród wydalonych znaczna część stanowią ludzie dobrze sytuowani, zajmujący wybitne stanowiska w życiu handlowym i przemysłowym.

Ponieważ w Polsce mieszka około 70.000 obywateli czechosłowackich, odsetek narazie usuniętych z granic państwa jest — jak widać — bardzo nieznaczny.

Czas 27. III. 34.

Prasa austriacka o polsko-czeskich stosunkach.

Wiedeń 25 marca.

(Tel. wł.) Prasa wiedeńska poświęca baczna uwagę sporowi polsko-czeskiemu na tle traktowania mniejszości polskiej w Czechosłowacji. „Reichspost” w korespondencji z Warszawy przedstawia spór ten na tle zbliżenia polsko-węgierskiego. Artykuł ten dostarczyć może zagranicy dowodu, że w sporze polsko-czeskim tkwią elementy na wielką skalę zakrojonej akcji dyplomatycznej Polski. Sprawa tej poświęca również dłuższy artykuł „Der Volkswirth”, w którym czytamy, że po paktach o nieagresji z Rosją i Niemcami Polska czuje się obecnie zwolniona od dotychczasowego przymusu, jaki nałożyła sobie samej w sprawie rewizjonizmu. Rząd polski

SZLAKIEM SZOWINIZMU CZESKIEGO NA ŚLĄSKU CIESZYŃSKIM

MORAWSKA OSTRAWA, 25.3 — PAT — Widząc wielkie zainteresowanie, z jakim opinia polska śledzi los więźniów polskich w Morawskiej Ostrawie, prasa czeska stara się wytłumaczyć uchylenia, jakie usunięto dopiero naskutek interwencji konsula generalnego R. P. w Morawskiej Ostrawie, p. Malhomme.

Prasa nacjonalistyczna usiłuje tłumaczyć postępowanie władz więziennych tem, iż w pierwszych dniach nie wiedziały one o tem, że aresztowani są więźniami politycznymi i dlatego jakoby odmawiano im praw, należnych z tego tytułu.

NIE DOTRZYMUJĄ ZOBOWIĄZAŃ NAWET WOBEC SWOICH

MORAWSKA OSTRAWA, 25.3 — PAT — Do wielkiej manifestacji stronnictw polskich w Czechach o nadanie praw obywatelskich odbytej 18 b. m. w czeskim Cieszynie przyłącza się również separatystyczna Śląska partja ludowa, której prezesem jest obecny burmistrz czeskiego Cieszyna, Koźdon. W czasie plebiscytu pracował on za przyłączeniem Śląska do Czechosłowacji.

Organ tego stronnictwa „Nasz Lud” w artykule, omawiającym manifestację stronnictw polskich o pełne prawa podnosi szereg zarzutów pod adresem Czechów, którzy nie spełnili przyrzeczeń danych Koźdonowi, wówczas, kiedy go potrzebowali.

Pismo skarży się przede wszystkim na zamykanie drogi miejscowym ludziom do urzędów i do pracy oraz na stronnictwość władz czeskich, wywołującą u ludu nieufność do władz.

Artykuł kończy się słowami: Niejedna z tych bolączek, o których wspominali posłowie Junga i Buzek jest także naszą bolączką. Wskazywaliśmy nieraz na nie i nie mamy zamiaru milczeć o niej w przyszłości.

Czesi rozwiązali polską radę gminną w Niemieckiej Lutyni

Morawska Ostrawa. W Lutyni Niemieckiej koło Bogumina rozwiązano przedstawicielstwo gminne. Komisarzem rządowym mianowano Czecha. „Czeskie Słowo” wyjaśnia, że rozwiązanie nastąpiło dlatego, ponieważ Polacy uzyskiwali w Lutyni Niemieckiej stale większość, stronnictwa czeskie zaś pozostawały zawsze w mniejszości.

chce pozatem udowodnić Czechosłowacji jak silną jest międzynarodowa pozycja Polski i jak Czechosłowacja winna się z tym faktem liczyć.

Czas 27. III. 34

Ucisk Polaków na czeskim Śląsku.

Morawska Ostrawa 26 marca.

(PAT) W Lutyni Niemieckiej w pobliżu Bogumina rozwiązano przedstawicielstwo gminne. Komisarzem rządowym mianowano Czecha. „Ceskie Slovo” wyjaśnia, że rozwiązanie nastąpiło dlatego, ponieważ Polacy uzyskiwali stale większość przy głosowaniu, a stronnictwa czeskie pozostawały w mniejszości.

Dola polskich robotników.

Morawska Ostrawa 26 marca.

(PAT) W ostatnich czasach otrzymało zwolnienie z pracy 9 robotników, obywateli polskich, pracujących w fabrykach w Gruszowie. Huty witkowskie zwolniły 3 robotników polskich z nakazu dyrekcji policji w Morawskiej Ostrawie. Przed kilku dniami władze odmówiły wymienionym robotnikom wydania zezwoleń na wykonywanie pracy, ponieważ w czasie turnusowych urlopów wyjeżdżali do Polski, przerywając pobyt w Czechosłowacji. Nakaz dyrekcji policji w Morawskiej Ostrawie zwolnienia z pracy wydany został przed rozstrzygnięciem odwołania robotników przez urząd krajowy w Brnie.

Prześladowanie polaków na Śląsku czeskim

MOR. OSTRAWA, 25.3. — Tutejsza prasa polska podaje szereg faktów, świadczących o wzroście nastrojów antypolskich na Śląsku czeskim. Organ posła dr. Buzka „Prawo Ludu” i organ Polskiej Socjalistycznej Partii Robotniczej „Robotnik Śląski” zostały skonfiskowane.

„Prawo Ludu” informując, że w najbliższych dniach powstanie w Ligotce koło Cieszyna czeska szkoła pisze:

„Kierownik czeskiej szkoły chodzi od domu do domu, prośbami, obietnicami i groźbami zapisuje dzieci, wyrывая je ze szkoły polskiej nawet wbrew ustawie w ciągu roku szkolnego, aby tylko przyspieszyć czechizację gminy”.

To samo pismo podaje, że w polskiej gminie Śniłowice sekretarz czeskiej partii agrarnej wygłosił wykład, w którym dowodził, że miejscowi polacy są spolonizowanymi morawianami.

„Nasz Kraj” przytacza następujący fakt: W Gutach nie zatwierdzono dotychczas z nieznanych powodów wójta polaka, obranego zgodnie z uchwaleniami przepisami. W ostatnich czasach odmawia się zezwolenia na wykonywanie pracy wielu robotnikom polakom, pracującym od 10 lat w hutach Trzyńskich, w fabrykach cieszyńskich i piotrowickich.

Pismo stwierdza, że władze czeskie oświadczyły, iż odwołań wniesionych przez robotników nie uwzględniono z powodu zajęć na Śląsku Cieszyńskim. Dalej pismo donosi, że delegacja ludności polskiej domaga się nabożeństwa po polsku od proboszcza w Lutyni Niemieckiej, skąd swego czasu usunięto proboszcza polaka, a w kościele zniesiono wszystkie polskie nabożeństwa.

„Robotnik Śląski” informuje, że w Lesznej Dolnej kierownik szkoły czeskiej, socjalista, nakłaniał wielokrotnie pewnego polskiego robotnika, aby przysłał swoje dzieci do szkoły czeskiej. Gdy to się nie udało, poczynił starania, aby robotnika owego, ojca ośmiorga dzieci zwolniono z pracy. (PAT)

MOR. OSTRAWA, 25.3. — Prasa czeska denuncjuje polaków, którzy wystąpili z klubu czesko-polskiego w Mor. Ostrawie, nazywając ich wystąpienie prowokacją. Wymieniając nazwiska oraz zwracając uwagę na zależność od władz czeskich niektórych z pośród nich pisma podsuwają władzom myśl stosowania represji. (PAT)

SŁOWACY W OBRONIE KASZYCKIEGO

MOR. OSTRAWA, 25.3. — W sprawie aresztowanego literata Kaszyckiego prasa czeska zachowuje w dalszym ciągu nieprzejednane stanowisko, prasa słowacka natomiast atakuje ostro zarządzenie władz czeskich.

Bratysławski „Slovak” podnosi, że Kaszyckiego można było wydalić z granic państwa, ale nie należało go więzić. (PAT)

Czeskie represje o charakterze antypolskim nie ustają. Znow kogoś aresztowano (a nikogo nie zwolniono), znow wdrożono jakieś śledztwo, znow skonfiskowano jakieś pisma... Tym a k t o m na Śląsku czeskim towarzyszą wypowiedziane w Pradze z tytułu różnych okazji słodkie słowa, które z owemi aktami kłócą się w sposób zasadniczy. Ponieważ sądzimy, że Czechosłowacja nie jest rządzo- na do tego stopnia niedołężnie, aby władze na Śląsku czeskim postępowały w b r e w życzeniach swej zwierzchności w Pradze — jesteśmy zmuszeni oceniać intencje i zamiary Czech wedle wyzywających czynów, nie zaś uspakajających słów. Gdy dyplomacja czeska z racji protestu przeciw demonstracjom antyczeskim w Warszawie — oświadcza, iż „wglądnie” w skandaliczną sprawę aresztowania obywatela polskiego, bawiącego w Czechach na zaproszenie czeskie — i po tem, „wglądając” przez tydzień nie umie nic dostrzec, ani nic powiedzieć — to takie „wglądanie” zakrawa na farsę. Dzielenie złego od dobrego przez umieszczanie „przyjaźni” w Pradze, prześladowań zaś na Śląsku czeskim — nie może się udać. Odpowiedzialność jest tu zbyt wyraźna. I jeśli ktokolwiek w dyplomacji czeskiej żywi złudze-

Niarus Polski, Lille - Francja 23. III. 34

Za co uwięziono publicystę polskiego w Czechosłowacji?

W Koszycach w Czechosłowacji został uwięziony publicysta polski p. Kaszycki, który od dłuższego czasu pracował wśród Słowaków nad zbliżeniem polsko-słowackim, co rząd w Pradze uznał za szkodliwe dla interesów Czechosłowacji, wzmacnianie separatyzmu słowackiego.

Bezpośrednim powodem aresztowania Kaszyckiego według dziennika czeskiego „Ceske Slovo” był fakt, że organizował on na Śląsku czeskim sanacyjną organizację bojową pod tytułem „Legion Młodych” a 18 bm. miał w Koszycach wygłosić odezwy o Marszałku Piłsudskim.

Uwięziły też władze w czeskim Cieszynie studenta Sprenzla, obywatela polskiego.

Obydwu odwiedził konsul R. P. p. Malhomme i uzyskał od władz czeskich przyrzeczenie, że sąd załatwi ich sprawę w przyspieszonym okresie.

Przeciwnicy porozumienia czesko-polskiego wyszukują uwięzienie w Czechosłowacji obywateli polskich, aby szczerze przeciw bratniemu narodowi.

Kto na tem zyskać może?
Tylko Niemcy!

I dla tego ubolewać trzeba, że władze czechosłowackie nie poprzestały na wydaleniu niewygodnych cudzoziemców...

Rzecz to znamienita, że dzienniki sanacyjne równocześnie i wobec Francji słusznie czy niesłusznie uderzają w ton odmienny od dotychczasowego. Oszkarżenie nad miarę rozdymanie sprawy Stawiskiego i innych skandali francuskich w prasie zagranicznej nie przysparza Francji zwolenników.

Gazeta Polska 25. III. 34.

Słuszne żądania ludności polskiej

MOR. OSTRAWA, 24.3 — Do manifestacji stronnictw polskich w Czechach o nadanie praw obywatelskich, urządzonej 18 b. m. w czeskim Cieszynie, przylączyła się obecnie separatystyczna Śląska Partia Ludowa, której prezesem jest burmistrz czeskiego Cieszyna Kozdoń. W czasie plebiscytu pracował on na rzecz Czechosłowacji. Organ tego stronnictwa „Nasz Lud” podnosi szereg zarzutów pod adresem Czechów, którzy nie spełnili przyrzeczeń danych Kozdoniowi. Pismo skarży się przedewszystkiem na zamykanie drogi miejscowym ludziom do urzędów i do pracy oraz na stronnictwość władz czeskich. (PAT)

MOR. OSTRAWA, 24.3 — Naskutek nacisku pinji polskiej, prasa czeska stara się wytlomaczyć uchybienia wobec aresztowanych polaków. Dzięki interwencji konsula Rzpłitej usunięto je. (PAT)

Moravski Orlice 25. III. 34.

Polské časopisy stále štvou

Jak se daří uvězněným Polákům v Ostravě.

CTK. — Mor. Ostrava 24. března. Polské časopisy rozšířily nepravdivé zprávy, jako by se u krajského soudu v Mor. Ostravě zacházelo špatně s polskými redaktory Kaszyckim z Krakova a profesorem Kuliszewskim z Polského Těšina, kteří byli v minulých dnech zatčeni pro pobuřování proti Československu. Bylo nám sděleno, že oběma zatčeným přiznal soud

všechny výhody politických vězňů, zejména mohou kouřit, soukromě se stravovat, číst a psát. Kaszyckému byl dokonce do celých dán jiný vězeň Polák, aby mu pomáhal při oblékání, poněvadž Kaszycki je invalida a nemůže se sám obléci. Vyšetřování bylo urychleno, výsledky jsou již skončeny a spisy odevzdány státnímu zastupiteli. Celá věc bude v nejbližší době vyřízena.

24. III. 34.
911 111 211

MANIFESTACE ČESKO-POLSKÉHO PRÁTELSTVÍ V OSTRAVĚ

Přes to, že poznaňští studenti nepřijeli do Ostravy, konal se na počest výdce výpravy prof. Hanuse večírek česko-polského klubu. Večírek se stal manifestací čs.-polského přátelství. Účast na něm byla menší. Všechny projevy vyzněly v tom smyslu, že to co se nyní děje v poměru obou národů, nutno považovat za epizodu, vyvolávanou uměle, ale česko-polské kluby budou dále pokračovat ve své činnosti. Prof. Hanus odevzdal diplom čestného členství poznaňského klubu prof. dr. Královi. Z předsednictva česko-polského klubu se sděluje, že ředitel Felix nevystoupil z klubu, jak jsme večera omylem referovali.

-zel-

TĘDY DROGA

nia, jakoby przez mówienie czego innego i robienie czego innego — można było z Polską marnować, to ostrzec go musimy, że się myli. Nie tędy droga. Na pewno.

Należy zresztą stwierdzić z naciskiem, że wynaradawiająca polityka władz czeskich na Śląsku czeskim, nie stanowi nic nowego. Powoływanie się prasy czeskiej na to, jakoby obecne zarządzenia były tylko „reperkusją” styczniowych manifestacji, które miały miejsce w Polsce z racji piętnastoletniej rocznicy najazdu czeskiego na Śląsk Cieszyński — przypomina niezmiernie znany wykręt uczniowski, polegający na wołaniu „panie profesorze — to on zaczął”. Pomińmy, że w Polsce żałobne obchody piętnastolecia najazdu czeskiego na Śląsk Cieszyński — były nie czem innym, jak właśnie reperkusją samego faktu napaści. Pomińmy, bo istotną rzeczą jest to, że już przed styczniem b. r. ta sama co dziś polityka była przez władze czeskie uprawiana — o czem świadczy wymownie choćby epopea Cierlińska, a jeszcze wymowniej statystyka szkolna, czy ludnościowa. Po obchodach styczniowych zdjęto tylko rękawiczki i to samo zło, które czyniono uprzednio w sposób wstydlivy, poczęto uprawiać w sposób dość bezwstydnym. Ze

jako złą i szkodliwą dla stosunków między Czechosłowacją i Polską osądzano tę politykę ucisku i wynaradawiania ludności polskiej na Śląsku czeskim nie tylko z naszej strony — dowodzi fakt, że pewne uczciwe i trzeźwe koła czeskie zakładały w Pradze protesty przeciw różnym „miejscowym” posunięciom. Niestety — bez innego skutku, jak niedotrzymana obietnica „wglądnięcia”. Otóż taksamo, jak „podział ról” między Pragę i Morawską Ostrawę, taksamo próby tłumaczenia mową burmistrza Michejdy (czy czemś innym w tem rodzaju) obecnej jaskrawej kampanii przeciw ludności polskiej w Czechach — do niczego nie prowadzą. Znowu nie tędy droga. Opinia polska nie da się wprowadzić w błąd gestami czeskiemi, mającemi oznaczać, że wszystkie represje stosowane wobec ludności polskiej na Śląsku czeskim lub wobec obywateli polskich — czynione są wbrew głębokiej „wszechświatowskiej” miłości, jaka rozpieka serce każdego czeskiego zardarma, zmuszonego do sprzecznym z jego „uczuciami” czynów. Gdyż ten żandarm robi to samo, co robił dawniej — tylko w sposób bardziej brutalny. A jeśli przytem płacze — to nie dlatego, że go cokolwiek na świecie do owej brutalności zmusiło, jeno dlatego... że pensjonar-

ki i krokodyle mają wrodzoną skłonność do łez.

Możnaby się długo zastanawiać ku czemu zmierza cała owa historyczna heca, jaką na Śląsku czeskim zaaranżowali nasi sąsiedzi. Możnaby się zastanawiać długo — i jak sądzimy — bezskutecznie. W każdym razie dla naszego rozumienia nie jest dostępna celowość owej politycznej „wyższej szkoły jazdy”, jaką demonstrują nam w tej chwili po tamtej stronie Olzy. Nie będziemy więc głowy łamać. Do jakichkolwiek bądź jednak wspólnych rezultatów mają w mniejszym maniu ich wykonawców prowadzić te piruety — z naszej strony jest wprost obowiązkiem jeszcze raz ich uprzedzić, że naszym zdaniem „nie tędy droga”, gdziekolwiek się zamierza dojść.

Na tem miejscu przed tygodniem daliśmy, jak przypuszczamy, wyraz istotnej opinii polskiej wobec postępowania władz czeskich w stosunku do ludności polskiej osiadłej w Czechosłowacji. Rozumowanie nasze można streścić krótko: postępowanie Rządu Czechosłowackiego będzie musiało mieć konsekwencje w odpowiednich posunięciach Rządu Polskiego. Widać nie zrozumiano tych prostych słów. Trudno. Są ludzie którzy dopóty nie słyszą póki nie zobaczą...

Gazeta Polska 26. III. 34.

Wzory czechizacji Śląska Cieszyńskiego

MOR. OSTRAWA, 25.3. — W Lutyni Niemieckiej, koło Bogumina, rozwiązano przedstawicielstwo gminne. Komisarzem rządowym mianowano czecha.

„Ceske Slovo” wyjaśnia, że rozwiązanie nastąpiło dlatego, ponieważ polacy uzyskiwali stale większość przy głosowaniu, a stronnictwa czeskie postawały w mniejszości. (PAT).

NIEUDANA PRÓBA

MOR. OSTRAWA, 25.3. — W Jabłonkowie, na Śląsku czeskim, odbyło się dziś zebranie, urządzone staraniem czeskich i polskich socjalistów. Czescy socjaliści usiłowali przeforsować rezolucję, protestującą przeciw mieszaniu się czynników polskich do spraw wewnętrznych Czechosłowacji. Rezolucję odrzucono z powodu sprzeciwu socjalistów polskich. Próby przeforsowania uchwały tej samej treści podejmują czesi na zebraniach przedstawicielstw gminnych na Śląsku, jednakże bezskutecznie. (PAT).

PO ODEBRANIU DEBITU

MOR. OSTRAWA, 25.3. — Wiadomość o odebraniu debitu pocztowego w Polsce trzem pismom czeskim wywołała silne wrażenie wśród ludności czeskiej, słowackiej i polskiej.

Ludność polska w Czechosłowacji uważa pisma, którym odebrano debity, za organa wybitnie wrogo usposobione wobec Polski. Pisma te zwalczają zaciekle wszystkie postulaty mniejszości polskiej w Czechosłowacji i przy każdej sposobności podkreślają, że zwalczać będą pogląd, jakoby porozumienie między obu państwami prowadzić miało przez lud polski na Śląsku. (PAT).

Ceske Slovo 25. III. 34.

Rozpuštění obecního zastupitelstva v Německé Lutyni

Okresní úřad ve Fryštátě nařídil rozpuštění obecního zastupitelstva v Německé Lutyni, jelikož Poláci se soustavně spojovali s komunisty proti české části zastupitelstva. Vládním komisařem byl jmenován F. Nikel.

Nos lecteurs trouveront sur ce dernier cas, dans les colonnes de notre journal, le point de vue officiel du gouvernement de Prague. Nous l'avons enregistré, tel qu'il nous a été confié, et sans le faire suivre d'aucun commentaire. Mais, en cette affaire, comme en toutes choses, ce n'est que justice d'entendre les deux sons de cloche. Or l'opinion polonaise, comme il ressort de l'attitude très nette qu'elle vient d'adopter, ne prête nullement une foi absolue au désir de franche collaboration de la Tchécoslovaquie avec sa voisine de l'autre côté de l'Olza. Même des voix se font entendre pour blâmer l'opinion publique de s'être si longtemps montrée indifférente à l'endroit de la situation faite par la Tchécoslovaquie à la minorité polonaise. Peut-être, comme on dit, n'y a-t-il pas de quoi fouetter un chat. Mais on ne le sait pas au juste. Evidemment, il ne saurait être question d'une commission d'enquête. Celle-ci, comme un intrus dans une famille, ne saurait que tout gâter entre les deux nations soeurs. Il est vrai que des docteurs se font parfois des misères à cause d'une robe ou d'un amoureux. Mais, aussi, pour un rien, elles reviennent à de bons sentiments. C'est ce qui arrivera, espérons-le.

L'écho de Varsovie 24. III. 34

Ce qu'on nous dit à la Légation de Tchécoslovaquie sur l'actuel malentendu.

On sait qu'il y a brouille passagère dans la séculaire amitié polono-tchécoslovaque. Ces temps derniers, la presse varsoviennne y a consacré une large place et, la veille de la Saint Joseph un groupe de jeunes gens, quittant le cortège qui s'était rendu au Belvédère, a manifesté devant la légation de Tchécoslovaquie en lançant des pierres contre les vitres.

A la légation de Tchécoslovaquie, où nous nous sommes rendu hier, il nous a été déclaré en substance ceci:

Nous ne prenons pas au tragique ce qui vient de se passer bien que les démonstrations d'hostilité à l'endroit de notre légation nous aient été fort pénibles. Nous envisageons avec calme l'accès de mauvaise humeur dont nous sommes témoins, mais n'en discernons pas exactement les intentions. Nous estimons également que notre étroite collaboration avec la Pologne est une nécessité absolue, l'axe de notre politique consistant justement dans les rapports que nous avons établis avec la France, la Petite Entente et la Pologne.

Nous n'avons pas changé de politique depuis quinze ans et n'en changerons pas sous la pression d'incidents que nous jugeons sans importance entre deux nations soeurs comme le sont la Pologne et la Tchécoslovaquie. Au point de vue politique nous avons établi notre petit programme et ne demandons rien d'autre que de pouvoir l'appliquer en toute tranquillité. Dans son récent exposé M. Benès a proposé à la Pologne un pacte d'amitié éternelle et nous ne pensons pas que la Pologne ne réponde à ce geste.

— Quelle est l'origine du conflit surgi?

— Il a été déclenché à la suite des manifestations polonaises organisées à l'occasion du 15-ème anniversaire de la délimitation de la province de Teschen, délimitation établie par un acte passé entre les gouvernements de Varsovie et de Prague et enregistré par la conférence des Ambassadeurs et auquel nous ne pensons pas qu'il faille revenir à présent. Assurément ce n'est pas par un acte diplomatique et d'un trait de plume qu'a jamais pu être réglé un problème des minorités, celles-ci constituant toujours des foyers hypersensibles. Mais il faut bien le dire, la minorité polonaise en Tchécoslovaquie ne dépasse pas 70.000 cependant que nous avons environ trois millions d'Allemands. On a soulevé, dans les journaux varsoviens, la question scolaire. Cependant il y aurait beaucoup plus à dire des écoles polonaises en Allemagne, pour ainsi dire inexistantes. Nous avons poussé le libéralisme au point que, dans les écoles polonaises, le tchèque n'est même pas enseigné comme langue étrangère. Assurément il y a bien des parents polonais qui envoient leurs enfants dans des écoles tchèques, mais c'est pour leur donner l'occasion d'apprendre une langue qui leur servira dans les administrations et aux divers postes qu'ils pourraient solliciter par la suite. Si le manifestant polonais Kaszycki a été arrêté, c'est qu'il a tenu des propos séditieux ce qui, en vertu de la loi sur la défense de la République, est puni de détention. C'est en exécution de la même loi que nous avons arrêté, chez

L'Echo de Varsovie 24.III.34.

nous plus de 1.500 hitlériens. Cependant les Allemands n'ont pas protesté. Encore une fois, tout cela n'est pas bien grave, et ne devrait troubler en rien notre bonne et ancienne amitié à laquelle M. Benès vient de donner le véritable sens politique qu'elle comporte.

PO CO?



Cieszyn. Zamek.

Laureat nagrody śląskiej w 1931 r. za cpopeję górniczą p. t. „Wyrabany chodnik” — wybitny i obiektywny znawca stosunków politycznych, i narodowościowych na Śląsku i Śląsku Cieszyńskim p. Gustaw Morcinek nadesłał nam poniższy ciekawy artykuł.

REDAKCJA.

Rozognienie stosunków polsko-czeskich na Śląsku cieszyńskim datuje się od chwili, kiedy społeczeństwo polskie na polskim Śląsku Cieszyńskim uczciło w manifestacyjny sposób pamięć poległych w obronie Śląska podczas najazdu czeskiego w roku 1919. Inicjatorami uroczystości byli uczestnicy powstania polskiego przeciwko Czechom, członkowie byłej milicji polskiej, złożonej z górników i hutników śląskich, oraz byli żołnierze z ówczesnego 10 pułku piechoty Ziemi Cieszyńskiej. Była to pierwsza manifestacja polska w ciągu 15 lat, wzorowana na corocznych manifestacjach czeskich, urządzanych w Orłowej pod pomnikiem poległych czeskich żołnierzy. Społeczeństwo polskie dotychczas ani razu nie reagowało w taki sposób na jaskrawe objawy nacjonalizmu czeskiego, skierowanego przeciwko Polsce i mniejszości polskiej na Śląsku czeskim. Tegoroczna manifestacja polska była pierwszą i miała na celu jedynie zaakcentowanie, że społeczeństwo polskie nie może się zgodzić na krzywdzenie Polaków pod zaborem czeskim pod względem narodowym.

Nie zaprzeczam, że w związku z tem musiało wywiązać się pewnego rodzaju roznamietanie nacjonalistyczne, że tak z polskiej jak i z czeskiej strony padły słowa częstokroć nieprzejmowane i zbyt przeziaskrawione faktem jednak niezbitym jest to, że cześć od chwili uzyskania polowy Śląska Cieszyńskiego stosują wobec tamtejszej ludności brutalne metody wynaradawia-

jące, wychodząc z założenia, że Śląsk Cieszyński, to rdzennie czeska ziemia, Polacy zaś, mieszkający na Śląsku, to spolszczeni Morawianie, i że interes narodowy czeski wymaga, by żywioł polski na Śląsku został zniszczony.

P. aż uświadomienie narodow. Polaków na Śląsku czeskim jest wysokie, bez porównania większe, aniżeli u Polaków na Śląsku opolskim, cześć w swej polityce eksterminacyjnej natrafiają u nich na mocny opór, co w rezultacie musi wywołać tem większą reakcję, im bardziej bezwzględniemi metodami usiłuje się ich szczechizować.

W prasie polskiej pojawiły się w związku z powyższym incydentem polsko-czeskim liczne artykuły, omawiające ową bolesną łączkę, kładącą się w poprzek porozumienia polsko-czeskiego. I gdy większość prasy polskiej, poruszającej owo zagadnienie, zajęła słuszne stanowisko obrońny krzywdzonej mniejszości polskiej na Śląsku czeskim, w niektórych organach, jak w „Polonii” katowickiej i w „Kurjerze Warszawskim” ukazały się artykuły, starające się zbagatelizować ów odruch żywiołu polskiego na Śląsku cieszyńskim, polskim i czeskim, przypisując mu znaczenie lokalnych nieporozumień granicznych i starając się przekonać społeczeństwo polskie, że stosunek rządu czeskiego do mniejszości polskiej jest zupełnie poprawny, że Polakom na Śląsku czeskim nie dzieje się żadna krzywda.

Taki sens posiada również artykuł p. B. K., zamieszczony w Nr. 76 „Kurjera Warszawskiego” z dnia 18 marca b. r. Ze autor owego artykułu wierzy, iż

NA CO?

polacy na Śląsku czeskim cieszą się pełnymi prawami obywatelskimi, że czesi wcale nie dążą do zniszczenia tamtejszego żywiołu polskiego, świadczą następujące jego słowa:

„Oświadczamy zgóry: należelibyśmy do pierwszych, którzyby potępiłi politykę wynaradawiania i szykan wobec polaków w Czechosłowacji. Ale trzeba nam dowiedzieć, że ona jest uprawiana w rzeczywistości“.

Kilku cyframi dowiodę Panu B. K., że polityka ta jest uprawiana w rzeczywistości:

Według spisu ludności w roku 1910 było na terenie obecnego Śląska czeskiego — 126.169 polaków,

w roku 1930 czesi naliczyli już tylko — 75.967 polaków.

W tym celu zamieścili w rubrykach arkuszy spisowych specjalną rubrykę p. t. Ślązak = Czechosłowak, w którą wpisywali wszystkich tych, którzy z obawy represji ekonomicznych dawali się przekonać czeskim komisarzom spisowym, że nie są polakami, lecz ślązakami, mieszkającymi w Czechosłowacji, a więc ślązakami = czechosłowakami. W rezultacie zaliczono ich następnie jako Czechów.

W sprawie szkolnictwa polskiego niechaj Pana B. K. przekona czeska statystyka p. t. „Vyvoj a nynyjszi stav školnictva ve Slezsku, z roku 1925“.

Według tej statystyki na terenie obecnego Śląska czeskiego było z dniem 31 grudnia 1916 roku:

polских szkół powszechnych i wydziałowych 105 (367 klas, 23.376 dzieci),

czeskich szkół powszechnych i wydziałowych 80 (291 klas, 17.367 dzieci).

W dniu 1 stycznia 1924 roku było zaś:

polских szkół powszechnych i wydziałowych 84 (288 klas, 12.625 dzieci),

czeskich szkół powszechnych i wydziałowych 173 (619 klas, 23.060 dzieci).

W dziedzinie stosunków kościelnych przedstawiają się dane następująco:

Po podziale Śląska po czeskiej stronie pozostało:

polских kościołów 19, czeskich 6, niemieckich 2.

Dzisiaj posiadamy polskich kościołów 10, czeskich 16, niemieckich 1.

Pan B. K. pragnie, by mu do-

wieść, że Czesi stosują szykany wobec Polaków.

Nic łatwiejszego. Ponieważ trudno przypuścić, by go moje zapewnienia przekonały, gdyż i mnie gotów pomówić o zaślepienie szowinistyczne, radziłbym mu jedno wyjście, a któreby rozwiało wszelkie jego wątpliwości.

Niechaj Pan B. K. postara się o paszport na wyjazd do Czechosłowacji, niech się zgłosi po drodze do mnie (mieszkam w Skoczowie na Śląsku cieszyńskim), a wtedy wybierzemy się obydwaj na Śląsk czeski. I wtedy będę miał możność przekonać go, że parafje polskie są obecnie obsadzane księżmi czeskimi, którzy wprowadzają do swych kościołów czeskie nabożeństwa dla polskiej ludności, zmieniają wszystkie polskie napisy w kościele na czeskie, urzędują po czesku i do metryk wpisują polskie nazwiska w pisowni czeskiej.

Przekona się następnie, że sztygarzy i inżynierowie czescy na kopalniach w zagłębiu karwińsko-ostrowskim szykanują polskich górników za to, że przyznają się otwarcie do narodowości polskiej, że swoje dzieci kształcą na wyższych uczelniach w Polsce, i terorem ekonomicznym zmuszają ich do przepisywania swych dzieci z polskich szkół powszechnych do czeskich.

Przekona się na zebraniach „Narodního Sdružení“ (czeska organizacja nacjonalistyczna) i na zebraniach czeskiej „Maticy Szkolskiej“, że większość ich członków rozmawia po polsku, że to Polacy, którzy z obawy utraty chleba i zaopatrzenia emerytalnego na starość ulegli szykanom i terrorowi swoich sztygarów i inżynierów czeskich i wstąpiłi jako członkowie do wspomnianych towarzystw.

Przekona się następnie, że młodzież polska z ukończonym średnim wykształceniem w szkołach polskich nie otrzymuje żadnych posad rządowych, odpowiednich ich wykształceniu, pomimo znajomości języka czeskiego, niemieckiego i polskiego. Młodzież ta musi iść się pracy fizycznej lub emigrować do Polski, osłabiać kulturalny stan

naszego posiadania na Śląsku czeskim.

Przekona się następnie Pan B. K., że Czesi budują pałace — szkoły w miejscowościach, gdzie dosłownie do ostatnich czasów nie było ani jednego Czechy, i że w szkołach tych, urządzone z przepychem, nauczyciele czescy uczą po kilkoro dzieci polskich z braku czeskich, dzieci tych rodziców, którzy w jakimkolwiek sposób są zależni ekonomicznie od Czechów.

Jeżeli i to nie przekona Pana B. K., możemy stanąć przed którąkolwiek szkołą czeską na Śląsku, kiedy dzieci będą wychodziły po nauce do domu, i słuchać w jakim języku rozmawiają z sobą. Przekona się wtedy Pan B. K., że większość tych dzieci, przeważająca większość, posługuje się językiem polskim. Potem możemy udać się do rodziców któregośkolwiek takiego dziecka. I wtedy dowie się Pan B. K. dlaczego to dziecko uczęszcza do czeskiej szkoły. Dowie się, że rodzice uczynili to nie z chęci zysku, nie z przekonania, lecz z obawy głodu, ponieważ i szykan czeskich, że dziecko to jest kupione za bogate podarunki, gwiazdki Bożonarodzeniowe, wyjazdy do letnisk w głąbi Czech, wycieczki, ubrania, narządy, sanki i zabawki, a przede wszystkim za to, że ojciec jego nie jest narażony na przeniesienie w głąb Czech, a ile to funkcjonariusz kolejowy, lub na wyśmówienie pracy w kopalni lub odebranie mu zarobku w lasach państwowych w Beskidach Śląskich.

I wtedy, śmiem być przekonany, że Pan B. K. uczyni za dość swojemu przyrzeczeniu, dotrzyma słowa, jakie nam dał w „Kurjerze Warszawskim“, i nie pierwszy wprowadzie, ale — co daj Boże! — chociażby ostatni zacznie głosić całej Polsce, że polski Śląsk na Śląsku czeskim jest istotnie wynaradawiany i szykanowany za swoje przekonania narodowe. Uwierzy wtedy, że chyba nikomu tak bardzo nie zależy na zgodzie polsko-czeskiej czy czesko-polskiej, jak właśnie nam, Ślązakom, pragnącym szczerze tej zgody, tak szczerze, jak szczerze pragnę, by Pan B. K. zdołał uwierzyć i naocznie przekonać się o słuszności naszych skarg.

Chyba, że Pan B. K. z wyższej racji swego przekonania politycznego gotów wtedy uwierzyć czeskim nacjonalistom, że Śląsk — to rzeź czeska zeme, i że my, Ślązacy, a ja z nimi, to popolszczeni Morawcy. W tym wypadku będzie to już jego zła wola albo celowa ignorancja, i dziwić się wtedy nie będziemy wcale, my Ślązacy, jeżeli zaakceptuje antypolską politykę czeską na Śląsku cieszyńskim.

Mor.Ostrawa, dnia 22.III.1934.

Emanuel Chobot
poseł do Zgrom. Nar. CSR.
Mor. Ostrawa, Kolejowa 96.

Wzdy Pan

Dr. Leon M a l h o m m e
Konsul Generalny Rzeczypospolitej Polskiej

w Mor. Ostrawie.

Wielce Szanowny Panie Konsulu Generalny ,

W załączeniu pozwalam sobie przysłać odbitkę komuni-
katu zarządu PSPR w sprawie anonimowego ulotnika wydanego przez
prowokatorów komunistycznych z okazji zgromadzenia partyjnego
mającego się odbyć w dniu 25 marca b.r. w Trzyńcu. Zaznaczam, że
z powodów odemnie niezależnych na zgromadzeniu tym nie będę
mógł być obecnym i że będę się domagał satysfakcji od wszystkich
tych, którzy prowokacji tej wyużyli do zwalczania politycznych
przeciwników, jak to miało miejsce w tym wypadku. PSPR i ja jako
jej przedstawiciel zawsze broniliśmy sprawy polskiej, a z tego
powodu, że na niektóre sprawy taktyki mamy inny pogląd, nie można
nam czynić takich zarzutów jak to w tym wypadku miało miejsce.

Jakie skutki powstają z tego, jeżeli się da posłuch
podobnym prowokacjom widać najlepiej z tego, że otrzymałem anoni-
mowe terrorystyczne groźby z których dla ilustracji pozwalam so-
bie przysłać odpis jednego z takich terrorystycznych listów.

Upraszam o przyjęcie tegoż do wiadomości i kreślę się

z wysokim poważaniem

Emanuel Chobot /-/

2 załączniki.

vide sk. 102

Szanowny Panie

Dawno już krążą pogłoski o Pańskiej kreciej i dwulicowej robocie, lecz nikczemność ta nie posunęła się tak daleko, gdy dostałem zaproszenie na zgronadzenie na 25.III.b.r. do Trzyńca wtedy i każdy powie opadła maska z twarzy obludniku. A więc zapraszacie nas Polaków takim zaproszeniem, gdzie jest wyraźnie pisane w czeskim języku co pisał polak " naši polaci jedi český chleb a že hranice vykupeme krvi českých dělníků, socjalistu, legionářů " a z tym idziesz w ręką zdrajco.

Zaproszenia te idą po całym Śląsku z ręki do ręki a co przekleństwo. Grunt się powinął pod nogami i chcesz być posłem nadal przy pomocy českých soc. dem., lecz radzę Ci do Trzyńca nie jedź, bo to Twój G r ó b

C z a r n a r ę k a.

Nowiny Codzienne 25.III.34.

Prasa czeska podszczuwa władze

przeciw Polakom — Poczucie winy potęgule czeską zawzięłość

Morawska Ostrawa, 23 marca. Prasa czechosłowacka, pisząc o Polakach, którzy wystąpili z klubu czesko-polskiego w Morawskiej Ostrawie, nazywa ich wystąpienie prowokacją, podając nazwiska oraz zwracając uwagę na zależność od władz czeskich niektórych z pośród tych osób. Pismo podsuwa władzom myśl stosowania represyj.

Morawska Ostrawa, 23 marca. W sprawie więzionego w Morawskiej Ostrawie literata Kaszyckiego, prasa czeska zachowuje w dalszym ciągu nieprzejednane stanowisko. Prasa słowacka natomiast atakuje ostro zarządzenia władz czeskich. Bratysławski „Slovak“ podnosi, że inwalidę Kaszyckiego, jeśli już miano coś przeciw niemu, można było wydalic z granic państwa, ale nie należało go uwięzić.

w Koszycach. Aresztowanie to nastąpiło, jak się również dowiadujemy z „Mor. sl. denika“ na żądanie żandarmerji z Cz. Cieszyzna. Ten to Kaszycki miał też i u nas na Śląsku kilka wykładów publicznych na różne tematy z historii dawnej Polski, jak i o dzisiejszych stosunkach. Teraz sprawa Kaszyckiego wywołała w Klubie cz. pols. poważniejsze następstwa.

Gazeta Polska 26.III.34.

Śląsk Cieszyński i Morawy w hołdzie Marszałkowi Piłsudskiemu

Niezwykle okazałe obchodzono w bież. roku uroczystość imienin Marszałka Piłsudskiego na całym terenie Śląska Cieszyńskiego i Moraw. 200-tysięczna mniejszość polska nawet w najmniejszych miejscowościach urządzała manifestacje hołdownicze. Najwspanialszej wypadły akademje w Morawskiej Ostrawie, Karwinie, Suchej Górnej, Suchej Średniej, Czeskim Cieszynie, Jablonkowie, Boguminie, Przywozie, Witkowicach, Polskiej Ostrawie i Marjańskich Górach. W Morawskiej Ostrawie wzięło udział ponad 1.000 osób. Uroczystość w Karwinie doszła do

skutku mimo tego, iż władze czeskie wzbrańały do ostatniej chwili udzielenia zezwolenia.

Lud śląski kieruje wzrok pełen rozpaczy ku Marszałkowi, właśnie w chwili, w której za przyznawanie się do polskości grozi więzienie, utrata pracy i przeróżne szykany. W tych warunkach uroczystości imieninowe na cześć Marszałka były stwierdzeniem, iż lud polski w Cieszyńskim nie zmienił w niczem swego stosunku do Ojczyzny i ducha polskiego zachował równie gorącego, jak w pamiętnych dniach naja

zdu czeskiego. (Z klubu polsko-czeskiego), który, jak wiadomo propaguje zgodną współpracę czesko-polską, a to tak na polu kulturalnym jak i politycznym, wystąpiło, jak píše „Mor. sl. deník“, 23 członków, którzy wszyscy należeli do personelu polskiego konsulatu w M. Ostrawie. Dawniejszy konsul, dr. Ripa był szczerym przyjacielem czesko-polskiej zgody, to też za jego przykładem wstąpili urzędnicy jego urzędu do wspomnianego klubu. Przyczyną, dla której teraz nastąpił odwrót, ma być przyaresztowanie literata Kaszyckiego

Nasz Lud 16.III.34.

Ludność polska w Czechosłowacji składa hołd Marsz. Piłsudskiemu.

Z okazji imienin wielkiego Budowniczo-go Polski, Marszałka Piłsudskiego, odbyły się podniosłe uroczystości na wszystkich ziemiach, zamieszkałych przez Polaków.

Do hołdu, który w dniu imienin składa Wodzowi cały naród, przyłączyli się także Polacy w Czechosłowacji. Na naszym terenie odbyło się cały szereg uroczystych akademij, obchodów i odczytów.

Największa manifestacja odbyła się w Karwinie, gdzie w dn. 17 marca staraniem połączonych towarzystw polskich doszła do skutku wielka akademja ku uczczeniu imienin Marszałka Piłsudskiego. Obszerna sala „Pracy“ zapełniona była po brzegi. Akademję zaszczytili swoją obecnością p. konsul generalny Malhomme, pp. poseł Buzek, dyr. Feliks, dr. Wolf, red. Waleczko, kier. Guziur, ks. pastor Heczko i w. i. Program otworzył krótkim przemówieniem wstępnem ks. Maultz, który powitał wszystkich zebranych. Następnie orkiestra pod batutą p. Michalskiego odegrała wie-niec pieśni polskich oraz I. Brygadę, której zebrani wysłuchali stojąc.

Piękny referat o Marszałku Piłsudskim wygłosił leg. Stapiński. Dalszy program, bardzo starannie dobrany i stojący na wysokim poziomie, wypełniły popisy gimnastyczne dorostu sokolic (nacz. p. Gattnarowa), występ karwińskiej orkiestry harcerskiej, deklamacja p. Raszki oraz chór męski pod batutą p. Wojnara.

Po wyczerpaniu programu, p. konsul generalny Malhomme, głęboko wzruszony hołdem Karwiniaków, zakomunikował zebrany, że o przebiegu akademji zaraportuje p. Marszałkowi Piłsudskiemu.

Podobne akademje odbyły się 17 marca w Suchej Górnej, 18 w Mor. Ostrawie. Imieniny Marszałka uczciło także harcerstwo polskie w Czechosłowacji w dn. 18 w Orłowej, gdzie na zebraniu drużynowych i harcerzy z całego kraju, referat o Marszałku wygłosił p. Kobiela, oraz cały szereg innych organizacji.

Smitowice. (Jak kazano i uczono u nas w zeszłym stuleciu?) Taki wykład wygłosił onegdaj w naszej wiosce p. E. Pitha z Mistku, t. cz. zamieszkały w Ligotce. Zupełnie nie rozumiemy tego, poco ten pan przychodzi do naszej gminy z tego rodzaju odczytami i odważy się nawet zaczepiać naszego byłego zasłużonego ks. pastora Heczke. Wszak my wiemy dobrze jak uczono i kazano u nas w zeszłym stuleciu. Nie inaczej tylko po polsku. Nie p. Pitha będzie nas tego uczył, ale my go tego możemy nauczyć. Poco tu szklić oczy? Pan Pitha raczy się pofatygować i naocznie się o tem przekonać, jak tu kazano i uczono. Niech zajdzie na cmentarz ligocki przy kościele i obejrzy sobie napisy grobowe, czy znajdzie choćby jeden czeski z zeszłego stulecia. Pierwszy pastor ligocki był Słowakiem i kazał po słowacku zanim się po polsku nie nauczył. Zmarł 1807 r. Drugi pastor i wszyscy następni kazali czysto po polsku. Do dziś znajduje się napis, ulany z żelaza na szkole ligockiej: »Duchem postępujcie 1827«, niezbity dowód, że tu po polsku uczono. Stara pisana agenda zboru ligockiego, której do dziś dnia się używa, jest napisana w roku 1837 po polsku, o czem się każdy może przekonać. Zborownicy Frydeccy ofiarowali w roku 1850 z okazji postawienia nowej wieży żelazny napis: »Błogosławieni są, którzy słuchają słowa Bożego«, w polskim języku. Niezbity to dowód, że we Frydku byli i są polscy ewangelicy. Niektóre cze-

skie pisma uporczywie powtarzają, że ks. Heczko spolszczył tutejszy lud, lecz w roku 1850 był ks. Heczko 25-letnim młodzieńcem, studjującym jeszcze we Wiedniu, więc jak mógł polszczyć zbór ligocki, kiedy dopiero 7 lat później doń się dostał? Lud tutejszy był i jest polskim, a nie spolszczył go ani ks. Heczko, ani ks. Filińpek, ani ks. Raschke, ale sam Pan Bóg, dając mu od wieków ten śliczny polski język, którego mu żaden wróg kłamstwami historycznymi nie wvdrze. My się zbałamucić nie damy. Nie jesteśmy jako ci, którzy mają uszy a nie słyszą i mają oczy a nie widzą.

Ligota Alod. (Nikt Polaków nie czechizuje.) Tak twierdzi prasa czeska. A jak wygląda rzeczywistość? W naszej wiosce, gdzie Czecha rodzonego niema ani na lekarstwo, otwiera Maticę osvěty lidové z dniem 4 kwietnia b. r., a więc w drugiej połowie roku szkolnego, czeską szkołę ludową, a kierownik czeskiej szkoły w Kocobědzu chodzi od domu do domu z prośbami, obietnicami, groźbami i zapisuje dzieci, wrywając je wprost ze szkół polskich do nowej szkoły czeskiej. Naturalnie, że znajdują się znowu rodzice zależni lub moralnie słabi, którzy sprzedają dusze swych dzieci. Wbrew ustawie wrywa się nawet wśród roku szkolnego dzieci ze szkół polskich, aby tylko czechizację przyspieszyć.

Ilustrowany Kurjer Godzienny
27. III. 34.

Obywatele czescy wydalen z Polski.

Warszawa, 25 marca. (Si) Władze administracyjne wydały 18 obywatelom czeskosłowackim nakaz opuszczenia granic Rzeczypospolitej.

Wydalen zostali: z Warszawy: zarządzający fabryką p. Tiray z żoną, oraz urzędnicy tej samej fabryki pp.: Cuma i Turecek, oraz robotnik Prachnar.

Z Katowic: Karol Balske, przedstawiciel handlowy, oraz pp. Nitsché i Kreczmar, rzemieślnicy.

Z Krakowa: Jakób Janku, właściciel zakładu przemysłowego z żoną oraz Czerny, rzemieślnik.

Z Oświęcimia: Antoni Masło, przedstawiciel handlowy.

Z Chrzanowa: Stefan Marko z żoną i Michał Marko, przemysłowiec.

Z Chełmka: Ant. Hanek z żoną i Danyk, zarządzający składem towarów.

Łódź, 25 marca (W). Na podstawie zarządzenia władz centralnych, łódzkie władze administracyjne jeszcze w sobotę późnym wieczorem doreczyły kilku obywatelom czeskim, zamieszkałym w Łodzi nakaz opuszczenia terytorjum Polski w ciągu 24 godzin.

Niektóre osoby, którym takie nakazy doreczono, wczoraj Łódź opuściły. Dowiadujemy się, że m. in. musiały opuścić Łódź 3 osoby, a to pewien przemysłowiec, kupiec i muzyk.

Akcja wydalenia obywateli czeskich jest w toku i zakończona ma być w ciągu poniedziałku. Władze nie udzielają w tej sprawie narazie żadnych bliższych wyjaśnień.

Warszawa, 25 marca. (Si) Według zebranych przez nas informacji, dotychczas około 20 obywateli czeskich otrzymało wezwanie do natychmiastowego opuszczenia granic Rzeczypospolitej. Wydalenia zamieszkiwali głównie miasto stoł. Warszawę, Łódź, woj. śląskie i woj. krakowskie.

Wśród wydalonych znaczna część stanowią ludzie dobrze sytuowani, zajmujący wybitne stanowiska w życiu handlowym i przemysłowym.

Ponieważ w Polsce mieszka około 70.000 obywateli czeskosłowackich, odsetek narazie usuniętych z granic państwa jest — jak widać — bardzo nieznaczny.

Z frontu walki o prawa ludu polskiego w Czechosłowacji

Niedoleżne wykrety prasy czeskiej

Morawska Ostrawa. Widząc wielkie zainteresowanie z jakim opinia polska śledzi los więźniów polskich w Morawskiej Ostrawie, prasa czeska stara się wytłumaczyć uchybienia, jakie usunięto dopiero na skutek interwencji konsula R. P. w Morawskiej Ostrawie p. Malhomme. Prasa nacjonalistyczna usiłuje tłumaczyć postępowanie władz więziennych tem, iż w pierwszych dniach nie (!?) wiedziały one o tem, że aresztowani są więźniami politycznymi i dlatego jakoby odmawiały im praw należnych z tego tytułu.

Nawet koźdoniowcy rozczarowali się do Czechów.

Morawska Ostrawa. Do wielkiej ma-

nifestacji stronnictw polskich w Czechach o nadanie praw obywatelskich, odbytej 18 bm. przyłączyła się również separatystyczna Śląska Partja Ludowa, której prezesem jest obecny burmistrz Czeskiego Cieszyna Koźdoń. W czasie plebiscytu pracował on za przyłączeniem Śląska do Czechosłowacji. Organ tego stronnictwa „Nasz Lud” w artykule omawiającym manifestację stronnictw polskich o pełne prawa podnosi szereg zarzutów pod adresem Czechów, którzy nie spełnili przyrzeczeń danych Koźdoniowi w czasie kiedy go potrzebowali. Pismo skarży się przede wszystkim na zamknięcie drogi miejscowym ludziom do urzędów i do pracy oraz na stronnictwość władz czeskich, wywołują-

cą u ludności nieufność do władz. Artykuł kończy się słowami: „Niejedna z tych bolączek, o których wspominają posłowie Junga i Buzek jest także naszą bolączką. Wskazywaliśmy nieraz na nie i nie mamy zamiaru milczeć o nich w przyszłości”.

Odebrany debet pismom czeskim.

Warszawa. Decyzją Ministerstwa Spraw Wewnętrznych odebrany został debet pocztowy czasopismom czechosłowackim „Ceske Slovo”, wychodzącemu w Pradze, „Narodni Listy”, wychodzącemu w Pradze i „Moravsko-Sleski Denik”, wydawanemu w języku czechosłowackim w Morawskiej Ostrawie.

Robotnik Śląski 24. III. 34

Nowa prowokacja komunistyczna

Tajne biuro komunistyczne w Trzyńcu rozrzuciło ulotki o treści tendencyjnej przeciw socjalistom. — Nie mogą zgromadzeń socjalistycznych rozbić, więc podejmują atak z zewnątrz. — Robotnicy polscy! Odrzućcie prowokatorów!

W niedzielę ma odbyć się w Trzyńcu wspólne zgromadzenie robotników polskich i czeskich, na którym ma się omówić bohaterskie walki robotników austriackich o wolność i wyrazić im hołd, jak to już miało miejsce na setkach wspólnych zgromadzeń socjalistów czeskich i niemieckich w Czechosłowacji. Poza tem ma się wspomnieć o szkodliwej czynności szowinistów.

Robotnicy polscy oczekują, że towarzysze czescy na tem zgromadzeniu powiedzą, jakie stanowisko zajmują oni do czynności czeskich szowinistów na Śląsku. Taki jest jedynie cel zgromadzenia, zwołanego na życzenie robotników obu narodowości.

Okazję tę starają się wrogowie zorganizowanych robotników wykorzystać dla podjudzenia nienawiści do socjalistów. Ponieważ to zgromadzenie odbywa się za legitymacjami, nie może ono być rozbite ani zakłócone przez warcholów komunistycznych. Z tych względów rozpoczęli atak od zewnątrz. Ich tajne biuro wydało ulotki w języku polskim i czeskim o treści tendencyjnej przeciw socjalistom. Treść tej ulotki ma na celu wykazać nawnym:

1. że pisali go polscy socjaliści wspólnie z czeskiemi;

2. że polscy socjaliści pochwalają czynność czeskich szowinistów na Śląsku a protestują jedynie przeciwko „narodowo czującym” Polakom i Michejdzie;
3. że socjaliści twierdzą, iż Polacy mają wszystkie prawa, jakie im gwarantuje konstytucja;
4. że wspólne zgromadzenie ma pochwalić czechizację.

Na pierwszy rzut oka można zauważyć, iż chodzi tu o podstępna grę na uczuciach narodowych. Autor ulotki chce podjudzić ludność polską przeciwko polskim socjalistom i przeciwko zgromadzeniu robotniczemu. Z każdego zdania ulotki widać, że jest to dzieło prowokacji. Ulotki rozrzucono głównie w Cieszynie Czeskim i to tak, aby nikogo przy rozdawaniu nie złapano. Do tego zdolni są jedynie komuniści, bo dziś już nic więcej innego nie są w stanie zrobić.

Upraszamy naszych robotników, aby nie dali się prowokować kłamstwami komunistycznymi.

W myśl swego programu, PSPR. ani na chwilę nie zrzeknie się walki z krzywdzicielami polskiego ludu pracującego, a walczyć będzie nadal o prawo i sprawiedliwość, wbrew woli naszych wrogów: szowinistów i komunistów!

Polska Zachodnia 25. III. 34

Śląsk Cieszyński i Morawy w hołdzie Marszałkowi Piłsudskiemu.

Niezwykle okazałe obchodzono w bież. roku uroczystość imienin Marszałka Piłsudskiego na całym terenie Śląska Cieszyńskiego i Moraw. 200-tysięczna mniejszość polska nawet w najmniejszych miejscowościach urządzała manifestacje hołdownicze. Najwspanialej wypadły akademje w Morawskiej Ostrawie, Karwinie, Suchej Górnej, Suchej Średniej, Czeskim Cieszynie, Jabłonkowie, Boguminie, Przywozie, Witkowicach, Polskiej Ostrawie i Marjańskich Górach. W Morawskiej Ostrawie wzięło

udział ponad 1 000 osób. Uroczystość w Karwinie doszła do skutku mimo tego, iż władze czeskie wzbraniały do ostatniej chwili udzielenia zezwolenia. Lud śląski kieruje wzrok pełen rozpaczy ku Marszałkowi, właśnie w chwili, w której za przyznawanie się do polskości grozi więzienie, utrata pracy i przeróżne szykany. W tych warunkach uroczystości imieninowe na cześć Marszałka były stwierdzeniem, iż lud polski w Cieszyńskim nie zmienił w niczem swego stosunku do Ojczyzny i ducha polskiego zachował równie gorące jak w pamiętnych dniach najazdu czeskiego.

Wydalenie obywateli czechosłowackich

Dowiadujemy się, że na skutek zarządzenia władz administracyjnych wydalonych zostało z Polski 21 obywateli czechosłowackich. W ub. sobotę otrzymali zawiadomienia o wygaśnięciu ich prawa pobytu w granicach Rzplitej i nakazy opuszczenia Polski w ciągu 24 godzin.

Z Warszawy wyjechali m. in. inż. Gustaw Terla z zakładów „Polski Fiat”, Karol Tiray, prokurent firmy

„Zbrojovka”, Antoni Hannek, b. dyrektor „National Film Corporation”; z Łodzi wyjechał przemysłowiec Achim Hebler; z Krakowa — przemysłowiec Jakób Janko, Stefan i Michał Marko, współwłaściciele garbarni w Szczakowej, dyrektor „Baty” Danek; z Katowic — kupiec Goldfinger. Większość wydalonych opuściła Polskę razem z rodzinami.

Zwalnianie polskich robotników w Czechosłowacji

MORAWSKA OSTRAWA, 26.3. — W ostatnim czasie otrzymało zwolnienie 9 robotników obywateli polskich, pracujących w fabrykach w Gruszwowie. Huty Witkowieckie zwolniły 3 robotników polskich z nakazu dyrekcji policji w Morawskiej Ostrawie. Przed kilku dniami władze odmówiły wymienionym robotnikom wydania zezwoleń na wykonywanie pracy, ponieważ w czasie turnusowych urlopów wyjeżdżali do Polski, przerywając pobyt w Czechosłowacji. Nakaz dyrekcji policji zwolnienia z pracy wydany został przed rozstrzygnięciem odwołania robotników przez urząd krajowy w Brnie. (PAT)

*Robotnik 28. III. 34.***Czesi o kampanji antyczeskiej**

Dn. 23-go marca praski oddział czechosłowacko - polskiego porozumienia prasowego powziął rezolucję w sprawie nagłej kampanji antyczeskiej w Polsce.

Rezolucja ta jest bardzo obszerna i zwraca się do społeczeństwa czeskiego i polskiego. Na wstępie rezolucja zaznacza, że zatarg powstał po „kilku zastanawiających manifestacjach ze strony polskiej”. Dalej rezolucja podaje historję działalności czesko - polskiego porozumienia prasowego, które dotąd funkcjonowało harmonijnie i bez zgrzytów i wyraża „bolesne zdziwienie” prasy czeskiej, gdy nagle pojawiły się w „Gazecie Polskiej” i „Kurjerze Porannym” napastliwe artykuły przeciw Czechom.

Rezolucja podkreśla, że kampanja polska rozpoczęła się w przededniu podpisania paktu polsko - niemieckiego i dosięgła szczytu w dniu, kiedy treść umowy berlińskiej była już znana w Polsce.

Następnie rezolucja z goryczą występuje przeciw zachowaniu się oddziału warszawskiego w sprawie kampanji, wytyka temu oddziałowi początkowe

milczenie i późniejszą rezolucję, stającą w obronie tej części prasy polskiej, która prowadzi kampanję antyczeską.

Rezolucja wywodzi dalej, że ze strony Czechów istnieje dążenie do zacieśnienia stosunków przyjaźni z Polską, czemu dał wyraz min. Benesz, proponując Polsce zawarcie wieczystego paktu przyjaźni między obu państwami, na co jednak dotąd Polska nie odpowiedziała. Ze strony polskiej natomiast prasa „sanacyjna” z „Gazetą Polską” i „Ilustrowanym Kurjerem” krakowskim na czele prowadzi ostrą kampanję antyczeską.

W dalszym ciągu rezolucja zajmuje się położeniem mniejszości czeskiej w Polsce i mniejszości polskiej w Czechosłowacji i dochodzi do wniosku, że Czesi w Polsce ani w przybliżeniu nie mają tych praw, co Polacy w Czechosłowacji.

W końcu rezolucja stwierdza, że Czesi dalej pójdą po obranej drodze porozumienia z Polską, wierząc, że odpowiada to nastrojom i interesom szerokich mas ludności w obu krajach.

*Pravo Ludu 29. III. 34.***Interpelacja****w sprawie aresztowań i wypowiedzania Polaków.**

Posłowie Śliwka Karol, Kliment i tow. w dniu 26 b. m. wnieśli do kompetentnych ministrów interpelację w sprawie aresztowania obywateli czsl. polskiej narodowości, Karola Szuścika z Mistrzowic, Karola Wdówki i Al. Dudy z Cierlicka i obywateli polskich, literata St. Kaszyckiego z Warszawy, profesora Fr. Kulisiewicza i studenta agron. Szprenzla z Cieszyna, którym zarzuca się uprawianie wrogiej dla ČSR. propagandy, jak również w sprawie wydalenia przed niedawnym czasem na podstawie reskr. urzędu krajowego w Bernie 72 robotników hut trzynieckich i 23 robotników piotrowickiej fabryki sodowej dlatego tylko, że są obywatelami Polski. Posłowie zapytują się odnośnych ministrów, co zamierzają uczynić, aby aresztowani byli wypuszczeni na wolność i aby wydalenia z granic państwa i z pracy byli napowrót przyjęci, pozwolenie na pobyt i zatrudnienie im było udzielone a strata na zarobku im była wynagrodzona.

Posel Girsa w Pradze i sprawa Kaszyckiego

Prasa czeska donosi, że poseł czechosłowacki w Warszawie, p. Girsa, złożył sprawozdanie ministrowi spraw zagranicznych p. Beneszowi. W czechosłowackich kołach rządowych traktuje się położenie, stworzone ostatnimi wypadkami, ze spokojem i wyraża się przekonanie, że spory, mające charakter lokalny, nie pociągają za sobą poważniejszych następstw oraz, że niebawem nastąpi uspokojenie.

Konsul czechosłowacki w Krakowie dr. Maixner potwierdził, że więziony w Morawskiej Ostrawie student polski Kaszycki, był do ostatniej chwili członkiem towarzystwa polsko-czechosłowackiego i dla sprawy zbliżenia obydwu narodów położył znaczne zasługi.

Prasa czeska donosi równocześnie z Warszawy, że przyczyny konfliktu są następujące: Kaszycki jest członkiem „Legionu Młodych”, to też wiadomość o jego aresztowaniu spowodowała znane demonstracje przed poselstwem czechosłowackim w Warszawie. Rząd polski wyraził swe ubolewanie posłowi czechosłowackiemu, który ze swej strony przyrzekł dokładne zbadanie sprawy Kaszyckiego. Aresztowanie Kaszyckiego przypisuje się fałszywej denuncjacji.

Polští katolíci ostře odsuzují štvance proti Československu.

Deník „Lech”, vycházející v Hnězdně, sídle polského primasa Hlonda, ostře odmítá štvání polovládního a vládního polského tisku a varuje před nebezpečím, jež ohrožuje dobrý poměr mezi oběma bratrskými národy. List zmiňuje se o tom, že jeden lodžský list přinesl zprávu, že vláda má v úmyslu poslati do Prahy diplomatickou notu, týkající se polské menšiny v Československu. Byla by to puma, která by svědčila o tom, že spor polsko-československý nabývá vážných rozměrů.

Je zajisté ironií osudu, — píše list, — že v okamžiku, kdy v Německu vítězí hitlerismus, neuznávající závazků versailleské smlouvy a toužící po odvetě, dovedeme se shodnouti s Němci, ačkoli nás od nich dělí celá propast jak po stránce národnostní, tak v otázkách státních, kulturních a hospodářských. Dnes „Völkischer Beobachter” v Berlíně a „Gazeta Polska” ve Varšavě předhánějí se ve vzájemných poklonách. Zároveň, a to je nejpodivnější, nedovedeme si upravit cestu k dorozumění se sousedním slovanským národem, s nímž nemáme sporů, nýbrž zájmů, totiž s Čechy. Ještě podivnější to, že nikoli náhodou spor s Čechy vzniká v okamžiku, kdy jsme se shodli s Němci. Jsme přesvědčeni, že vina za vzniklou situaci je na obou stranách. Ale každý stát musí si udělati pořádek doma. Naši povinnosti je, abychom vytklí chyby, kterými se kazí dobrý poměr Čechů a harmonická spolupráce obou národů, předurčených dějinami k nejtěsnějšímu spoluziti.

„Lech” cituje dva případy, které se musejí těžce dotknouti Čechoslováků. Je to především návštěva Legionu mladých v Budapešti, kde byli přijati maďarským primasem, ačkoli doma vedou ostrý boj s klerem a s církví. Mnohem vážnější však je, že tito mladí legionáři položili věnec k pomníku velkého Uherska, jenž symbolizuje utiskování Slováků v minulosti. Což nevědí tito pánové, kteří reprezentují politiku úředních činitelů polských, že tento čin musel vyvolati roztrpčení na Slovensku? Dále list ostře odsuzuje interview, jež vynikající člen vládního bloku p. Dzieduszycki udělil redaktovi budapeštského listu „Esti Kurir” a v němž prohlásil, že Polsko, když se dnes dohodlo s Německem, bude podporovati revisionistické snahy Maďarska, neboť by si přálo mítí společnou hranici s Maďarskem raději než s jinými sousedy.

„Cizina daleko předstížena lázněmi luhačovicemi”, píše náš hosté. Žádejte prospekt a přesvědčíte se, že jsou také lázněmi nellevnějšími.

Jelikož tedy Hitler nyní nedotírá na polské hranice, — vyvozuje list, — Polsko podporuje maďarské snahy o odtržení Slovenska od Československa. Můžeme se diviti, když takový názor polského poslance vládní strany pobuřuje Čechoslováky? Co by bylo, kdyby se některý český politik podobně vyjádřil o polském Pomoří?

Uvedené dva případy po názoru listu svědčí o tom, že roztržka v poměru polsko-československém byla způsobena sanací ve chvíli dohody s Hitlerem a že celý ten křik okolo Těšína vzbuzuje zdání programového postupu. Ale snahy sanace, — zdůrazňuje list, — o znešváření Polska s Československem nejsou snahami celého polského národa. O tom Češi musejí věděti a zachovati klid.

Moravskoslezský Deník 24. III. 34.

Polożenie Polaków na Czeskim Śląsku

w oświeceniu czeskim i polskim

Wydział polsko-czeskiego porozumienia prasowego w Pradze zamieszcza w piśmie czeskim bardzo obszerną odpowiedź na rezolucję podobnego wydziału, istniejącego w Warszawie, którą swego czasu zamieściliśmy także na łamach „Polonii”. Polityczną stroną wystąpienia wydziału praskiego i warszawskiego zajmujemy się później. Dzisiaj tylko podno-

simy, że Polska Agencja Telegraficzna zupełnie przemilczała rezolucję praską, a główny organ obozu sanacyjnego „Gazeta Polska” w poniedziałkowym wydaniu zamieszcza t. zw. „mocny” artykuł przeciwko Czechosłowacji. Dzisiaj ograniczamy się do podania gołych cyfr i nagich faktów, dotyczących położenia naszych rodaków na Śląsku Czeskim.

Cyfry czeskie

Według rezolucji praskiego wydziału czesko-polskiego porozumienia prasowego, położenie polskiej mniejszości w Czechosłowacji przedstawia następujący obraz: Według spisu ludności z 1930 r. naliczono w Czechosłowacji 83.000 Polaków, z czego 79.450 na Śląsku i Morawach. Polacy korzystają na równi z innymi obywatelami z wszelkich praw, które daje demokratyczna konstytucja czechosłowacka, mają swoje organizacje polityczne, swoich posłów w parlamencie i sejmie krajowym, w gminach o większości polskiej samorząd znajduje się w rękach polskich, język polski w polskiej części państwa jest językiem urzędowym.

W 1933 r. rząd czeski na utrzymanie polskich nauczycieli przy szkołach publicznych z polskim językiem wykładowym wydał 6.042.716 koron czeskich (316 nauczycieli przy 100 publicznych polskich szkołach ludowych). Za nauczanie religii w języku polskim rząd czeski oprócz tego płaci nauczycielom i księżom polskim po 5.70 kor. cz. za lekcję w szkołach ludowych, a po 6.70 w szkołach wydziałowych. Krajowy fundusz szkolny w ubiegłym roku wypłacił 189.488 kor. cz. subwencji dla szkół prywatnych, utrzymywanych przez Polską Macierz Szkolną. Na utrzymanie polskiego gimnazjum w Orlowej, Polska Macierz Szkolna w 1933

roku otrzymała 50.000 kor. cz. (w 1932 r. jeszcze 150.000 kor. cz.). Obniżenie tej subwencji tłumaczy Czesi w ten sposób, że w związku z rokowaniami o upaństwowienie gimnazjum w Orlowej państwo czeskie zobowiązało się pokrywać większość wydatków na utrzymanie prywatnych szkół polskich na Śląsku czeskim. Polska szkoła wydziałowa w Łazach otrzymała 150.000 kor. cz. subwencji, a 2 ważniejsze szkoły w Dąbrowie i Niem. Lutynie 60.000 koron. Ministerstwo rolnictwa daje subwencje na szkołę gospodarstwa domowego i szkoły rolnicze. Ministerstwo opieki społecznej subwencjonuje polskie organizacje młodzieży. W 1931 r. subwencje wynosiły 50.000 kor. cz., w 1932 r. 45.000, w 1933 r. 42.750 kor. cz. Z funduszy tego ministerstwa na dożywianie i przyodziewanie dzieci polskich wydano w ostatnim roku 26.000 kor. czeskich. Rząd krajowy morawo-śląski w 1933 r. wydatkował jeszcze różne sumy na potrzeby mniejszości polskiej. Polskie towarzystwo melioracyjne od stycznia 1929 r. do grudnia 1933 r. otrzymało na swoje cele przeszło milion koron, a gminy polskie 2.142.550 kor. cz. Tak przedstawia się w oświeceniu praskim świadczenia państwowe na rzecz mniejszości polskiej.

Oświecenie polskie

Dobry znawca stosunków polsko-ceskich p. redaktor Władysław Zabawski w artykule nam nadesłanym między innymi podaje takie daty:

Polonia Zachodnia 27. III. 34.

Wrogą akcję socjalistów czeskich paraliżuje ludność polska

MOR. OSTRAWA. W Jabłonkowie, na Śląsku czeskim, odbyło się zebranie, urządzone staraniem czeskich i polskich socjalistów.

Na zebraniu zamierzano omawiać ostatnie rozruchy w Austrii. Czescy socjaliści usiłowali przeforsować rezolucję, protestującą przeciwko rzekomemu mieszanin się czynników polskich do spraw wewnętrznych Czechosłowacji. Rezolucję odrzucono z powodu sprzeciwu socjalistów polskich. Podobne próby przeforsowania uchwały tej samej treści podejmują Czesi na zebraniach przedstawicieli gminnych na Śląsku, jednakże bezskutecznie.

*

MOR. OSTRAWA. Wiadomość o odebraniu debitu pocztowego w Polsce trzem pismom czeskim wywołała silne wrażenie wśród ludności czeskiej, słowackiej i polskiej. Ludność polska w Czechosłowacji uważa pisma, którym odebrano debity za organa wybitnie wrogo usposobione wobec Polski. Oba pisma zwalczają zaciekle wszystkie postulaty

mniejszości polskiej w Czechosłowacji i przy każdej sposobności podkreślają, że zwalczać będą pogląd, jakoby porozumienie między obu państwami prowadzić miało przez lud polski na Śląsku.

Silesia 26. III. 34.

Polnische und tschechische Sozialdemokraten für Zusammenarbeit.

Tržněň, 25. März. (C. D.) Die polnische sozialistische Arbeiterpartei und die tschechische sozialdemokratische Partei veranstalteten heute eine gemeinsame Manifestation für die tschechisch-polnische Zusammenarbeit. Am Arbeiterhaus von Tržněň waren 350 Angehörige der beiden sozialistischen Parteien zusammengekommen. Der Sekretär der polnischen sozialistischen Arbeiterschaft, Gromnica, betonte, daß die polnische Arbeiterschaft die Zusammenarbeit mit den übrigen sozialistischen Parteien im Staatsrat wünsche. Für die tschechische sozialdemokratische Partei sprach sich Senator Koukal gleichfalls für die Notwendigkeit einer Zusammenarbeit aus. Schließlich wurde eine entsprechende Resolution angenommen.

W 1916 r. w tej części Śląska, która dziś należy do Czechosłowacji, było 94 publicznych polskich szkół ludowych, liczących przeszło 21.000 dzieci, 9 szkół prywatnych (1.500 dzieci) i 2 szkoły wydziałowe, razem 105 szkół i przeszło 23.000 dzieci. W 1924 r. pozostało tylko około 80 szkół i 12.000 dzieci. Liczba czeskich szkół na tym terenie w ciągu ostatnich 8 lat wzrosła z 80 z 17.000 dzieci na 173 z 23.000 dzieci.

Co do stosunków kościelnych p. Zabawski pisze, że po podziale Śląska zabrano polskiej ludności katolickiej 5 kościołów, przemieniając je na kościoły czesko-braterskie. Z biegiem lat obsadzono 8 parafii katolickich, gdzie dotychczas przeoszczędzani byli Polacy. Czechami. W niektórych kościołach zniesiono zupełnie polskie nabożeństwa, w innych ogranicza je się.

Podczas spisów ludności w 1910 r. na obszarze dzisiejszego Śląska czeskiego naliczono blisko 140.000 Polaków, w 1921 roku tylko 69.000 Polaków. Polacy oskarżają miejscowe władze czeskie o to, że słusznie obrażają ilość ludności polskiej. Na 84 gminy w powiatach cieszyńskim i frysztańskim jeszcze 51 gmin mają większość polską. Sejmiki powiatowe składają się z członków, wybieranych i mianowanych przez władze. Z nominacji otrzymują mandaty i takie stronnictwa czeskie, które w wyborach nie przeprowadziły żadnego kandydata. Dalej Polacy się skarżą, że prywatne polskie gimnazjum w Orlowej mimo kilkakrotnych przyrzeczeń nie zostało dotychczas upaństwowione.

W myśl ustawy językowej w powiecie cieszyńskim i frysztańskim, tam, gdzie istnieje kwalifikowana mniejszość polska, polski język na równi z językiem czeskim jest językiem urzędowym. Według p. Zabawskiego można wprowadzić wnosząc podania w języku polskim, lecz załatwianie podań i urzędowanie odbywa się z reguły w języku czeskim.

Wnioski

Podaliśmy dane o położeniu mniejszości polskiej na Śląsku czeskim w przedstawieniu praskim i w przedstawieniu p. red. Zabawskiego. Wynika z jednych i drugich, że chociaż położenie mniejszości polskiej w Czechosłowacji przedstawia wiele do życzenia, to jednak niezgodne jest mniemanie, jakoby Czesi nie czynili dla mniejszości polskiej i jakoby w ostatnim czasie rozpoczęli nagle gwałtowną politykę, wynaradawiającą Polaków. Nic podobnego nie zdarzyło się w ostatnim czasie. Z drugiej strony niezbicie z jednych i drugich danych wynika, że liczba i siła żywiołu polskiego na Śląsku czeskim się coia. Jest to fakt niezaprzeczalny. Ale jakie są tego przyczyny? Niezawodnie, że istnieją wśród Czechów koła szowinistyczne, któreby pragnęły czempredziej zczehizować Polaków. W każdym narodzie takie koła szowinistyczne istnieją. Z doświadczenia jednak wiemy, że gwałtowna polityka wynaradawiająca nie jest najniebezpieczniejsza dla mniejszości narodowej. Najniebezpieczniejsze jest zawsze dobrowolne porzucanie swej narodowości i asymilowanie się z większością w państwie z obudką oportunistycznych, materialnych. Tak było z nami w czasach niewoli pruskiej, tak będzie zawsze. Niewątpliwie i wśród rodaków naszych na Śląsku czeskim niemala jest niestety liczba takich, co dobrowolnie staje się Czechami.

Przy dobrej woli obu stron spory w nadgranicznych powiatach dadzą się co najmniej załagodzić. Niedopuszczalną jest rzecz, aby miały one decydować o ogólnej polityce polskiej względem Czechosłowacji i odwrotnie. Oba te państwa i narody mają zbyt wiele wspólnych wielkich interesów, aby o nich mogły zapominać. Nie mogą uprawiać wielkiej polityki z żabiej perspektywy.

Poznań, 26 marca.

Zatarg polsko - czeski

Stosunki polsko - czeskie doznały ostatnio znacznego zaostrenia. Powodem zatargu jest akcja wynaradawiająca, prowadzona przez władze czeskie na Śląsku cieszyńskim w stosunku do miejscowej ludności polskiej. Że akcja ta istnieje i jest stosowana od szeregu lat, a właściwie od chwili zajęcia Śląska przez Czechów w warunkach niesłychanie dla nas przykrych, to nie ulega chyba żadnej wątpliwości.

W „Kurjerze Warszawskim“, który z racji obecnego zatargu polsko - czeskiego dał dowody wielkiej sympatii dla Czechosłowacji, ukazał się jednak niedawno artykuł p. Stanisława Strońskiego, wyliczający szczegółowo przejawy akcji antypolskiej na Śląsku czeskim. Akcja ta objęła nie tylko dziedzinę szkolnictwa, ale ostatnio uwydatniła się w stopniowym zastępowaniu przez księży czeskich wymierających księży proboszczów Polaków, a co za tem idzie, i likwidowania nabożeństw w języku polskim. Pamiętamy z czasów niewoli, co to znaczy i jak to musi rozgoryczać tamtejszą ludność polską.

Stanowisko władz czeskich jest tembardziej niezrozumiałe, że Czechosłowacja szczyci się na zewnątrz swoim liberalizmem w stosunku do mniejszości, że specjalnymi względami otacza mniejszość niemiecką, której dwaj przedstawiciele zasiadają w rządzie praskim, a język niemiecki w teorii i w praktyce jest niejako drugim językiem oficjalnym republiki czzechosłowackiej. Skąd więc ta szczególna, uporczywa zaciętość w stosunku do mniejszości polskiej, nielicznej i niczem niegrożącej spójności państwa? Uważamy, że przed Czechosłowacją stanęły dziś inne, znacznie poważniejsze kłopoty i trudności, niż utarczki z nieistniejącym niebezpieczeństwem polskiem w republice...

Wypadki powinny raczej zmuszać władze czeskie do likwidowania antypolskiej polityki i do unikania wszelkich, najzupełniej zbytecznych zadrażnień. Z drugiej strony można się zastanawiać, dlaczego właśnie w tej chwili doszło do zatargu polsko - czeskiego? Akcja czeska w stosunku do ludności polskiej jest prowadzona od szeregu lat. Dlaczego dziś właśnie stała się ona powodem ostrego zatargu, który z łam prasowych przedostał się już do biur administracji publicznej?

Dziwnym zbiegiem okoliczności zatarg wybuchnął po podpisaniu polsko-niemieckiego paktu o nieagresji. Stąd komentarze pełne dwuznacznych domysłów w prasie zagranicznej, stąd przypuszczenia, które idą napewno zbyt daleko.

Pismo nasze dało aż nadto dowodów, że jest zwolennikiem ścisłej współpracy polsko - czeskiej, którą narzucają okoliczności znacznie potężniejsze i trwalsze, niż przemijające spory graniczne i ludnościowe. Dlatego staraliśmy się zapomnieć o bolesnych wypadkach, które towarzyszyły zajęciu Śląska

Kurjer Poranny 27. III. 34

Ostry kurs przeciwpolski w Czechosłowacji

PO ODEBRANIU DEBITU PISMOM CZESKIM

MORAWSKA OSTRAWA, 26.3. (PAT). — Wiadomość o odebraniu debitu pocztowego w Polsce trzem pismom czeskim wywołała silne wrażenie wśród ludności czeskiej, słowackiej i polskiej. Ludność polska w Czechosłowacji uważa pisma, którym odebrano debity, za organa wybitnie wrogo usposobione wobec Polski. Oba pisma zwalczają zaciekle wszystkie postulaty mniejszości polskiej w Czechosłowacji i przy każdej sposobności podkreślają, że zwalczać będą poglądy, jakoby porozumienie między obu państwami prowadzić miało przez lud polski na Śląsku.

ROZWIĄZANIE RADY GMINNEJ Z POLSKĄ WIĘKSZOŚCIĄ

MORAWSKA OSTRAWA, 26.3. (PAT). — W Lutyni niemieckiej, koło Bogumina, rozwiązano przedstawicielstwo gminne. Komisarzem rządowym mianowano Czecha. „Ceske Slovo“ wyjaśnia, że rozwiązanie nastąpiło dlatego, ponieważ Polacy uzyskiwali stale większość przy głosowaniu, a stronnictwa czeskie pozostawały w mniejszości.

PRZECIWPOLSKA POSTAWA SOCJALISTÓW CZESKICH

MORAWSKA OSTRAWA, 26.3. (PAT). — W Jabłonkowie, na Śląsku czeskim, odbyło się dziś zebranie, urządzone staraniem czeskich i polskich socjalistów. Czescy socjaliści usiłowali przeformować rezolucję, protestującą przeciwko rzekomemu mieszanu się czynników polskich do spraw wewnętrznych Czechosłowacji. Rezolucję odrzucono spowodu sprzeciwu socjalistów polskich. Podobno próby przeformowania uchwały tej samej treści podejmują Czesi na zebraniach przedstawicielstw gminnych na Śląsku, jednakże bezskutecznie.

COFNIĘCIE PRAWA POBYTU W POLSCE 21 OBYWATEŁOM CZECHOSŁOWACKIM

W związku z doniesieniami różnych dzienników polskich o przymusowym wyjeździe z Polski kilkunastu obywateli czzechosłowackich, dowiaduje się Agencja „Iskra“, iż władze administracyjne rzeczywiście skorzystały ze swych uprawnień do cofnięcia prawa pobytu w Polsce obywatelom obcym w stosunku do 21 obywateli czzechosłowackich.

W sobotę, dnia 24 b. m. cudzoziemcy ci zostali zawiadomieni o wygaśnięciu ich prawa zamieszkiwania w Polsce i Polskę już opuścili.

Miedzy innymi z Warszawy wyjechał inż. Terla z zakładów „Polski Fiat“, p. K. Tiray, prokurent firmy „Zbrojovka“, p. Antoni Hannak, b. dyrektor „National Film Corporation“, p. J. Turecek z zakładów „Skoda“; z Łodzi — p. Achim Haebler przemysłowiec i dyrektor zakładów przemysłowych pod tą samą firmą; z Krakowa — p. J. Janko, przemysłowiec, p. p. Stefan i Michał Marko, współwłaściciele garbarni w Szczakowej; z Katowic — p. Goldfinger, kupiec i in.

cieszyńskiego przez Czechów, dlatego staraliśmy się oceniać zatargi, wynikłe na tle ciężkiego niewątpliwie położenia Polaków w Czechosłowacji, w sposób stanowczy, lecz jak najbardziej rzeczowy.

Jak trafnie podkreśliła niedawno „Gazeta Warszawska“ istnieje hierarchja zagadnień w stosunkach polsko-czeskich. Istnieją przede wszystkim zagadnienia z terenu międzynarodowego, na którym Polska i Czechosłowacja zmuszone są współdziałać w bardzo wielu wypadkach. Tym zagadnieniom należy podporządkować wszystkie inne sprawy. I dzisiejszy ostry spór winien być załatwiony obustronnie z myślą o tych wyższych celach. Narzucają się już bowiem ci trzeci, którzy z zatargu polsko-czeskiego

chcieliby ciągnąć zyski.

Jeżeli chodzi o położenie ludności polskiej w Czechosłowacji, to inicjatywa należy tu przede wszystkim do rządu czeskiego. Może uda mu się wykazać, że wszystko jest w porządku. Istnieje zresztą umowa polsko-czeska, która umożliwia likwidowanie z łatwością tego rodzaju konfliktów. P. min. Benes ma poświęcić w najbliższym czasie przemówienie stosunkom polsko-czeskim. Oczekujemy tego wystąpienia z dużym zainteresowaniem. Jest bowiem rzeczą jasną, że nie da się załatwić zatargu jęczącą polemiką prasową, albo mniej lub więcej potrzebami represjami i szykanami. Od tego jest dyplomacja, by tego rodzaju spory likwidowała szybko, z pożytkiem dla krajów i ich przyszłości.

Polityka prowokacyj czechich doprowadziła do zaostrzenia sytuacji

WIEN, 27.3. (PAT). „Wiener Neueste Nachrichten“, omawiając zatarg polsko - czechosłowacki, stwierdza, że nastąpiło jego zaostrzenie, ponieważ rząd czechosłowacki, mimo wzburzenia, panującego w Polsce, przedsięwziął dalsze aresztowania obywateli polskich i prześladowanie nadal mniejszości polską. Rząd polski zmuszony był wobec tego zarządzić środki odwetowe.

Dowodem pogłębienia się konfliktu jest płaczliwa rezolucja praskiego komitetu polsko - czechosłowackiego porozumienia prasowego, instytucji, o której nic dotychczas nie słyszano i której istnienie pozostaje w widocznej sprzeczności z obecnym stanem stosunków polsko - czechich.

Przytoczywszy wspomnianą rezolucję, „Wiener Neueste Nachrichten“ pisze: „Już z samej tej rezolucji można poznać, że konflikt polsko - czechicki nie dotyka tylko mniejszości polskiej w Czechosłowacji, lecz że objął on także i inne kwestje. Stał się on przez to wydarzeniem w polityce zagranicznej. Politycy w Pradze, rzucając frazesy o pokojowej współpracy międzynarodowej i o demokracji, doprowadzili przez politykę prowokacyj do pogorszenia stosunków Czechosłowacji z sąsiadami.

PRASA WĘGIERSKA O UCISKU POLAKÓW W CZECHOSŁOWACJI

BUDAPESZT, 27.3. (PAT). — Cała prasa zajmująca się w dalszym ciągu represjami czechickimi wobec mniejszości polskiej.

„Pester Lloyd“ zamieszcza artykuł, w którym oświadcza, że opinia międzynarodowa z konfliktu tego może także dużo nauczyć się.

Między Polską a Czechami istnieją stosunki przyjazne. Oba kraje mają w dziedzinie politycznej cele analogiczne. Mniejszość polska w Czechosłowacji jest słowiańska, mimo to jednak prześladowanie jej jest tak gwałtowne, że zrównoważony w tych wypadkach rząd warszawski zmuszony już był wystąpić bardzo energicznie.

Czyż wobec uprawianej przez rząd czechicki polityki bezwzględnej czechizacji wobec bratniego narodu polskiego świat może wierzyć jeszcze w niewinność Czechów w postępowaniu ich z mniejszością węgierską?

POLAKÓW POZBAWIA SIĘ PRACY

MORAWSKA OSTRAWA, 27.3. (PAT). — W ostatnim czasie otrzymało zwolnienie 9 robotników obywateli polskich, pracujących w fabrykach w Gruszwie.

Huty Witkowieckie zwolniły 3 robotników polskich z nakazu dyrekcji policji w Morawskiej Ostrawie. Przed kilku dniami władze odmówiły wymienionym robotnikom wydania zezwoleń na wykonywanie pracy, ponieważ w czasie turnusowych urlopów wyjeżdżali do Polski, przerywając pobyt w Czechosłowacji.

Nakaz dyrekcji policji zwolnienia z pracy wydany został przed rozstrzygnięciem odwołania robotników przez urząd krajowy w Brnie.

DZIŚ PROCES KASZYCKIEGO

MORAWSKA OSTRAWA, 27.3. — (PAT). — Akt oskarżenia przeciwko literatowi Stanisławowi Kaszyckiemu, uwięzionemu w Morawskiej Ostrawie, został przez prokuratora ostatecznie opracowany. Rozprawa odbędzie się za zgodą oskarżonego w środę 28 b. m. o godz. 9-ej rano. Oskarżenie zarzuca Kaszyckiemu przekroczenie paragrafów 14-go ust. 1-y ustawy o ochronie republiki, który mówi o podburzaniu przeciwko państwu.

Oprócz czterech denuncjatorów władze sądowe wezwały na wniosek konsulat polskiego 9-ciu świadków Polaków z Ligotki Kameralnej i Smilowic.

Obrońcą oskarżonego będzie dr. Otto Huss z Morawskiej Ostrawy.

Władze sądowe czechskie przy redagowaniu aktu oskarżenia przeciwko 18-letniemu studentowi Sprenzlowi z Cieszyna doszły do wniosku, że na Sprenzlu nie ciąży żadna wina, wobec czego został on w dniu dzisiejszym wypuszczony na wolność i znajduje się już w Cieszynie, po dwutygodniowym zgórą pobycie w więzieniu.

Jak się dowiadujemy, Sprenzel ma zamiar wystąpić z powództwem przeciwko władzom czechskim o odszkodowanie za doznana krzywdę moralną.

Morawska Ollice 25. III. 34.

Proč mlčí polské sokolstvo?

Ll. — 24. března, Poláci se nějak zamilovali do Němců. Dělají to tam páni nahoře a chtějí k tomu strhnouti i lid. Poľsko se totiž zlobí na Francii, že neprosadila, aby bylo Poľsko uznáno velmocí, když číhlo přes 30 milionů obyvatel. Nešlo to proto, že všechny předválečné velmoci mají dnes přes 40 milionů obyvatel. A tak Poláci, jak se zdá, dělají politiku trochu z trucu. Zda se jim to vyplatí, to jednou poznají sami.

Ale nás tu zajímá jiná věc. Případ varšavský, který následoval po těšinském, a pak psaní polského tisku nás nutí k tomu, abychom se podívali, co dělají naši přátelé v Polsku, zda se dovedou tak postavit jako naši přátelé Polska v Praze při oslavě Pilsudského. Jest to v Polsku především sokolstvo, které je ve Svazu slovan, sokol, a starosta polského sokolstva býval úřadujícím náměstkem Svazu slovanského sokolstva po smrti

dr. J. Scheinera a nyní jest opět náměstkem Svazu slovanského sokolstva. Neslyšeli jsme dosud, že by bývalo vedení polského sokolstva nějak rozumně zakročilo aneb na události reagovalo nějakým prohlášením k polské veřejnosti. Jak víme, příštího roku má být slet Svazu slovanského sokolstva ve Varšavě. Poláci budou jistě počítat na největší účast z Československa, která se také velmi početně připravuje. Ale polské sokolstvo nesmí zapomenout, že by letošní události, kdyby k nim polské sokolstvo vůbec mlčelo, mohly mít právě pro jejich slet roku 1935 určité následky. Jest těžko někoho nutit na slet tam, kde se pořádají proti němu jako národu dnes dokonce demonstrace. Kdo zaručí, že budou Čechoslováci příštího roku ve Varšavě rádi viděni, když se nálada obyvatelstva v Polsku včas neusměrní? —

27. III. 34.

Nonsensowe alarmy

Warszawa. (Tel. wł.) Z Paryża donoszą, że opinia francuska dopiero teraz zaczyna się przejmować konfliktem polsko-czechosłowackim. Dzienniki zamieszczają obszerne telegramy z Warszawy i Pragi, którym poniedziałkowy „Journal“ poświęca dwie szpalty druku.

Telegramy czechosłowackie m. in. notują pogłoskę o istniejącym jakoby projekcie podziału Czechosłowacji, zaznaczając jednocześnie, że uważają ją za fałszywą. Komentarzy dotychczas brak, ale w kołach politycznych widać niepokój i duże zamieszanie. (w)

Wydaleni z Polski

Warszawa. (Tel. wł.) Pomiędzy obywatelami, wydalonymi z Polski w przeciągu 24 godzin, znajduje się dyrektor fabryki Skody, Tiray z żoną i dwaj urzędnicy tejże fabryki, Czuma i Tureczek, oraz dyrektor ekspozytury filmów czechosłowackich Hanak z żoną. Z Łodzi wydano 3 przemysłowców, pomiędzy nimi Keblera. Z Chełmka pod Krakowem wydano dyrektora fabryki Bati, Dańka, z Chrzanowa właściciela sklepu Markę oraz brata jego z żoną, a z Katowic handlowca Blaszkęgo i kilku robotników. (w)

Moravskoslezsky Denik 26. III. 34.

Manifestace pro čsl.-polskou spolupráci v Trinci.

Z Trince, 25.3. Dnes uspořádaly zde polská socialistická strana dělnická a čsl. strana soc.-dem. společnou manifestaci pro čsl.-polskou spolupráci. Za čestné účasti zahájil schůzi za polskou socialistickou stranu robotnickou tajemník Gromnica, načež o situaci promluvil prof. polského gymnasia v Orlové, Bodura, který zdůraznil, že polské dělnictvo, spolupracující s ostatními socialistickými stranami státu v rámci demokracie, může jenom získat a že se také k této spolupráci hlásí. Senátor Koukal za čsl. soc. demokracii odsoudil nedávný projev starosty Michejdy v Polském Těšíně, který dal podnět k rozkladu, a zdůraznil, že čsl. republika, všechno dělá pro menšiny, k čemu je zavázána mírovými smlouvami. Svoje věci se svými Poláky musí si vyřídit sami v dohodě s nimi a nedá se si z zahraničí diktovati. Na schůzi byla přijata jednomyslně příslušná resoluce.

Ausweisung von Tschechoslowaken aus Polen.

Zeitungsverbote.

Warschau, 24. März. (G. D.) Mit Entscheidung des Innenministeriums wurden die tschechoslowakischen Tagesblätter „Ceske Slovo“, „Národní listy“, „Moravsko-slezský Denník“ (Mähr.-Ost.) auf unbestimmte Zeit verboten.

Außerdem wurden 18 tschechoslowakische Staatsangehörige von den Behörden aus Polen ausgewiesen. An maßgebender Stelle wird erklärt, es handle sich um eine Vergeltungsmaßnahme gegen die Verhaftung zweier Polen im Teschner Bezirk.

Wegen der Ausweisung der tschechoslowakischen Staatsangehörigen aus Polen hat heute der tschechoslowakische Botschafter in Warschau beim polnischen Außenministerium interveniert, aber ohne Erfolg. Er ist heute nachmittags nach Prag abgereist, um seiner Regierung Bericht zu erstatten und sich weitere Informationen zu holen.

Ostatně i Svaz slovanského sokolstva by měl také určitým způsobem zasáhnouti, a to směrem k vytvoření rozumnější a smířlivější atmosféry, než jest mezi Polskem a námi dnes. Příštího roku přece Polákům hnedě hitlerovské košile na slet nepojedou. Věřím, že tam budou chtít mít i Poláci červené sokolské košile československé, a to v počtu, pokud možné největším. Tedy na nich také jest, aby právě v takové rozkvašené době jako jest v Polsku vůči nám dnes, dovedli nalézt i pravý tón jak vůči nám, tak vůči těm v Polsku, jimž hnedě košile zapálily trochu hlavy.

Stanowisko Pragi w sprawie Śląska czeskiego

PRAGA, 27.3. — Dzisiejszy „Prager Tageblatt” przynosi informacje, że poseł czechosłowacki w Warszawie Girsza złożył ministrowi Beneszowi i wiceministrowi Křofka sprawozdanie o sytuacji w Polsce.

Pismo dowiadyuje się, że Praga chce rozważać sytuację ze spokojem. Wyrażane jest przekonanie, że wszystkie wydarzenia, posiadające w pierwszej linii charakter lokalny, nie będą miały żadnych poważniejszych następstw politycznych i w krótkim czasie będzie przywrócony spokój. Czynniki praskie są zdecydowane zbadać troskliwie wszystkie wypadki i zlikwidować je w sposób liberalny.

Dalej w obszernej wiadomości z Warszawy pismo stwierdza, że rozdziewiki jakie powstały między Czechosłowacją i Polską nie zostały spowodowane ze strony polskiej. Ze strony polskiej zastosowano represje niechętnie.

Dziennik donosi również, że rektorat uniwersytetu krakowskiego zwrócił się do oficjalnych czynników polskich z listem, w którym stwierdza, że Kaszycki znany jest w Krakowie jako wybitny czechofil, o czym poinformowany jest czechosłowacki konsul w Krakowie. Rektorat prosi czynniki, aby raz jeszcze ujęły się za aresztowanym ze względu na słaby stan jego zdrowia. Dziennik wyjaśnia dalej sprawę aresztowania Kaszyckiego, zaproszonego do Czechosłowacji przez dyrekcję radja w Koszycach i stwierdza, że konsul republiki czechosłowackiej w Krakowie oświadczył, iż Kaszycki znany mu jest, jako czechofil.

Oficjalne „Praskie Noviny”, komentując wydarzenia czesko-polskie piszą: „Powtarzamy, że nieporozumienia te są wybitnie nieprzyjemne, albowiem korzyści z nich nie może mieć ani Polska, ani Czechosłowacja i dlatego z naszej strony uczynione zostanie wszystko, co jest właściwe i rozumne, aby wydarzenia te zostały spokojnie zlikwidowane i jaknajszybciej zapomniane”.

(PAT).

AKT OSKARŻENIA PRZECIW KASZYCKIEMU

MOR. OSTRAWA, 27.3. — Akt oskarżenia przeciw literatowi Stanisławowi Kaszyckiemu został przez prokuratora ostatecznie opracowany. Rozprawa odbędzie się za zgodą oskarżonego w środę 28 b. m.

Oskarżenie zarzuca Kaszyckiemu przekroczenie paragrafu 14 ustawy o ochronie republiki, który mówi o podburzaniu przeciw państwu.

Oprócz czterech denuncjatorów władze sądowe wezwały na wniosek konsulatu polskiego 9 świadków polaków z Ligołki Kameralnej i Smiłowic. Obrońcą oskarżonego będzie dr. Otto Huss z Morawskiej Ostrawy. (PAT)

UWOLNIENIE STUDENTA SPRENZLA

MOR. OSTRAWA, 27.3. — Czeskie władze sądowe doszły do wniosku, że aresztowany 18-letni student Sprezel z Cieszyna jest niewinny, że nie można mu zarzucić żadnego czynu karalnego. Wobec tego wypuszczony na wolność i wrócił do Cieszyna, po zgórą dwutygodniowym pobycie w więzieniu.

Sprezel ma zamiar wystąpić z powództwem przeciw władzom czeskim o odszkodowanie za doznana krzywdę moralną. (PAT)

BEZ SŁOWAKÓW

MOR. OSTRAWA, 27.3. — „Slovak”, podając w streszczeniu ostatnie uchwały praskiego komitetu Porozumienia Prasowego Polsko-Czechosłowackiego zaznacza, że aczkolwiek w komitecie praskim zasiada dwóch słowaków, to jednak nie byli oni zaproszeni przez Czechów do obrad, których rezultatem była wspomniana uchwała. (PAT)

WYDALENI CZESI

MOR. OSTRAWA, 27.3. — Prasa czeska informuje o wydaleniach obywateli czechosłowackich z Polski w tonie alarmującym. Prawie wszyscy wydaleny zatrzymali się w Morawskiej Ostrowie i dostarczyli prasie wyczerpujących informacji. (PAT)

„UCZCIWA” SŁUŻBA SPRAWOZDAWCZA

MOR. OSTRAWA, 27.3. — Bratisławski „Slovak” podaje wiadomość o odebraniu debitu dziennikom czeskim w Polsce i przypomina, że „Ceskie Slovo” nie skąpi uszczypliwości pod adresem Polski. M. in. dziennik ten najwinnie insynuował, że Stawisky był polakiem. (PAT)

Poledni Ostravsky Denik 27. III. 34

Polský konsul v M. Ostravě si stěžuje, že mu někdo utrhl navštivenku

vk. — Je známo, že v minulém týdnu byl na vyslanectví republiky ČSR. ve Varšavě podniknut útok a z ulice byly házeny na budovu vyslanectví kameny. Řada oken byla rozbita. U nás díky uvědomění našeho lidu, k něčemu podobnému sotva by došlo. Ale co se nestalo? V těchto dnech dostavil se na policejní ředitelství v Mor. Ostravě polský konsul mor.-ostravský p. Malhomme a stěžoval si, že neznámý pachatel strhl s dveří jeho bytu navštivenku. Pan konsul vyslovil obavy, že je to předzvěst

útoku na zastoupení polského státu. Zdá se nám trochu malicherná tato stížnost p. polského konsula a jeho obavy jsou zbytečné. Konečně, nelze přece ztrátu navštivenky považovat za útok na zastupitelství cizího státu. Zdá se nám, poněvadž tento případ zveličen objevil se v nejhorším světle v polském tisku, že jde tu jen o pokus zeslabení události ve Varšavě, kde bezpečnost úřednictva našeho vyslanectví byla skutečně ohrožena.

Autre son

Le différend polono-tchécoslovaque tend à s'aggraver. Quelles en sont les origines et les causes immédiates? A ce sujet nous avons publié, dans notre dernier numéro, un avis autorisé tchécoslovaque. Aujourd'hui nous tenons à présenter le point de vue polonais. A ce propos nous ne saurions mieux faire, pensons-nous, que de reproduire les données contenues dans l'article que la „Gazeta Polska” publiait dimanche dernier et dans lequel M. Gustave Morcinek, qui a étudié la question sur place, répond par les faits précis étayés de chiffres que voici aux considérations émises par le sénateur M. Boleslas Koskowski, dans le „Kurjer Warszawski”.

Selon le recensement de 1910 il y avait, sur le territoire de la Silésie de Teschen, 126.169 Polonais.

En 1930 les Tchèques n'y ont trouvé déjà que — 75.967 Polonais.

Dans ce but ils ont introduit dans les listes de recensement une rubrique spéciale intitulée „Silésien-Tchécoslovaque” sur laquelle s'inscrivaient tous ceux qui, par crainte de répressions économiques, se sont laissés persuader par les commissaires de recensement tchèques qu'ils n'étaient pas Polonais, mais des Silésiens habitant la Tchécoslovaquie, c'est-à-dire des Silésiens-Tchécoslovaques. Par conséquent on les a reconnus Tchèques plus tard.

Pour ce qui est des écoles tchécoslovaques il y avait, sur le territoire de la Silésie tchèque, le 31 décembre 1916:

105 écoles primaires polonaises (367 classes, 23.376 enfants);

80 écoles primaires tchèques (367 classes, 23.376 enfants).

Tandis que le 1-er janvier 1925 il y avait:

84 écoles primaires polonaises (288 classes, 12.525 élèves);

173 écoles primaires tchèques (619 classes, 23.060 élèves).

Dans le domaine de la vie religieuse les données sont les suivantes:

après le partage de la Silésie, sur le territoire tchécoslovaque il y avait:

19 églises polonaises, 6 églises tchèques et 2 églises allemandes.

A l'heure qu'il est les Polonais n'y possèdent que 10 églises, les Tchèques en ont 16, les Allemands une seule.

Dans les paroisses polonaises les postes de curés sont occupés, à l'heure qu'il est, par des prêtres tchèques qui ont introduit, dans leurs églises, des services divins en langue tchèque pour la population polonaise, et ont remplacé toutes inscriptions polonaises dans les églises par des inscriptions tchèques, se servant de la langue tchèque pendant l'accomplissement de leurs fonctions officielles et inscrivant les noms polonais selon l'orthographe tchèque dans les actes de baptême.

Les contremaîtres des mines et les ingénieurs tchèques, dans les mines du bassin de Karvina-Ostrava, chicanent les ouvriers polonais parce que ces derniers manifestent ouvertement leur appartenance à la nationalité polonaise et envoient leurs enfants en Pologne pour y faire leurs études supérieures, et, sous pression économique, les obligent à reprendre leurs enfants des écoles primaires polonaises pour les placer dans des écoles tchèques.

Aux assemblées „Narodniho Sdružení” (organisation nationaliste tchèque) et à celles de la „Matica Szkolska” tchèque la majorité des membres s'en-

de cloche

Actualités

tretiennent en langue polonaise; ce sont toutefois des Polonais qui, par crainte de perdre leurs postes et leurs pensions pour la vieillesse, ont cédé aux chicanes des maîtres-mineurs et des ingénieurs tchèques et ont adhéré en tant que membres aux dites Sociétés.

La jeunesse polonaise ayant fait des études secondaires dans des écoles polonaises n'obtient aucun poste de fonctionnaires d'Etat répondant à son instruction, malgré sa connaissance des langues tchèque, allemande et polonaise. Cette jeunesse doit s'adonner au travail physique ou émigrer en Pologne ce qui contribue à diminuer la classe intellectuelle polonaise en Silésie tchèque.

Les Tchèques construisent des écoles-palais dans toutes les localités où, jusqu'à présent, il n'y avait littéralement pas un seul Tchèque, et c'est dans ces écoles luxueuses que les instituteurs tchèques font des cours pour quelques enfants polonais, c'est-à-dire, enfants de parents polonais qui, d'une manière ou d'une autre dépendent matériellement des Tchèques.

Et si cela ne saurait persuader M. B. K. nous pouvons nous poster devant une quelconque école tchèque en Silésie au moment de la sortie des enfants et écouter en quelle langue ils s'entretiennent. M. B. K. se rendrait compte alors que la grande majorité des enfants parlent le polonais. Nous pouvons aussi nous rendre chez les parents d'un de ces enfants. Et c'est alors que M. B. K. apprendra pourquoi cet enfant a été envoyé dans une école tchèque. Il apprendra que ses parents ne l'ont fait ni par intérêt, ni par conviction, mais pour éviter la faim et les chicanes tchèques, que l'enfant a été acheté par de riches cadeaux de Noël, par des vacances passées aux provinces centrales de la Tchécoslovaquie, par des excursions, des skis, traîneaux et joujoux; que s'il fréquente l'école tchèque c'est surtout pour que son père ne soit pas transféré dans les provinces tchèques, s'il est employé de chemins de fer, et pour qu'on ne le congédie point des mines ou forêts d'Etat des Beskides Silésiens".

1 Le malentendu ou, si l'on préfère, le différend, pour ne pas dire le conflit polono-tchécoslovaque, au lieu de s'atténuer, semble, au contraire, entrer dans une phase aiguë à la suite des mesures prises, ces jours-ci, par lesquelles le cabinet de Varsovie a cru devoir réagir contre des actes, assurément vexatoires, dirigés contre l'élément polonais en Tchécoslovaquie.

Quelque anodine que paraisse une divergence d'opinions, même grave, entre deux nations aussi étroitement liées par une évidente affinité de race, il est certain que, quoi qu'on en dise à Prague, il n'y a pas de fumée sans feu.

Le feu couvait depuis longtemps, cela, aujourd'hui, paraît indiscutable. Ce qui ne l'est pas moins c'est la constatation qui s'impose de la régression progressive et continue de l'élément polonais lequel, à la suite d'un engrenage de causes et d'effets qui créent „l'atmosphère“, recule pas à pas et voit s'effriter sa résistance.

Il y a, ne l'oublions pas, un comité d'entente de presse polono-tchécoslovaque. A-t-il, en l'occurrence, quelque moyen d'intervenir? Nous pensons que, plus que jamais, son rôle pourrait s'avérer bienfaisant par une action directe, de manière que le terme „d'entente“ ne semble pas une licence poétique. Il faudrait, pour cela, que les représentants de la presse tchécoslovaque se fissent sur l'état de fait et examinent en toute honnêteté, avec leurs collègues polonais, les griefs que ces derniers, en bons patriotes, consi-

dèrent de leur devoir de formuler. La qualité essentielle des journalistes, préoccupés de la vie publique, tout comme celle des hommes d'Etat, c'est de tirer des événements présents des conclusions que justifiera l'avenir. Quoi d'étonnant, qu'en présence des constatations qu'ils ont été amenés à faire, certains journalistes polonais se soient inquiétés de ce que sera la situation de l'élément polonais en Tchécoslovaquie dans un avenir qui n'est pas éloigné?

Pourquoi, en ce moment justement, les récriminations se sont-elles élevées avec une force d'accent et, parfois même, une véhémence, qui a pu surprendre? Y a-t-il à cela quelque raison politique? A l'encontre des insinuations qui, ça et là se font jour — et cela, non seulement à Prague, — nous sommes persuadé qu'il n'y en a aucune. Il y a autre chose. Une fois déclenché, le malentendu a fait boule de neige et a trouvé, autour de soi, de quoi s'alimenter, grossir, menaçant, de devenir un jour, une gêne, une barrière, un obstacle. Si la cause première du malentendu peut trouver son explication dans les chiffres et des motifs auxquels un juge impartial ne saurait refuser son approbation, la raison de l'amplitude qu'a prise le différend, nous paraît, avant tout d'ordre psychique.

C'est pourquoi, cependant que les cabinets de Prague et de Varsovie auront à examiner le fond de la question, ce sera au Comité d'Entente de Presse d'agir afin d'en atténuer les aspérités dans une atmosphère moins tendue qu'elle ne l'est aujourd'hui.

L. R.

Poledni Ostravský Deník 24. III. 34.

Dementujeme dementi polského konsula

Bratislavský konsul vyvrací zprávy, že varoval polské studenty před Ostravou. — Naše informace byly správné.

Vk — Jak známo, výprava polských studentů poznámských nepřišla do Ostravy proto, že bratislavský polský konsul jí nedoporučoval, aby do Ostravy jezdila, že za nic nebere odpovědnost, což prohlásil vůči polským studentům na nádraží v Žilině, když již výprava jela rychlíkem z Bratislavy do Ostravy, kde na ni čekalo občerstvení, zástupci úřadů a korporací, aby ji srdečně a přátelsky uvítali. Přirozeně, že takovéto chování se hostů polských v republice a zástupce cizího státu se nás nemile dotklo. A překvapuje nás nyní ještě více zpráva, která dochází prostřednictvím ČTK. z Bratislavy a která zní:

„V souvislosti se zprávami časopisů, že polský konsul v Bratislavě prý se vyjádřil na nádraží v Žilině vůči polským studentům, nacházejícím se na zájezdu na Slovensku, že neručí za jejich bezpečnost v Mor. Ostravě, polský konsul v Bratislavě důrazně prohlašuje, že k vyjádření tomuto nedošlo a že tato informace nesouhlasí se skutečností.“

Dementi polského konsulátu bratislavského

musíme sice přijmouti jako diplomatickou omluvu podávanou časem, ale zároveň musíme trvat na tom, že bratislavský polský konsul p. Lacinski byl v Žilině dříve nežli výprava, zde na výpravu čekal a podle prohlášení vůdce výpravy prof. Hanuse z Poznaně p. Lacinski k výpravě pronesl, že jí nedoporučuje, aby do Mor. Ostravy jela, že za nic nebere odpovědnost. Na základě toho polská výprava zaslala Česko-polskému klubu telegram. Z důvodů od nás nezávislých jsme nuceni ihned se vrátiti do Polska. K tomu poznamenáváme, že podle našich informací pan Lacinski již v Bratislavě zrazoval výpravu, aby do Mor. Ostravy jezdila a výprava byla k zájezdu do Ostravy přemluvena jen členy česko-polského klubu bratislavského, kteří vysvětlili, že názor pana konsula, jakoby v M. Ostravě čekalo výpravu něco zlého, je mylný. Nechápeme tedy dementi p. konsula Lacinského a vůbec jeho starost o polské studenty. Za jejich uvítání v Mor. Ostravě, ubytování, zábavu a doprovod pamětihodnostmi Ostravska byli v prvé řadě

odpovědni nejen Česko-polský klub v M. Ostravě, ale celé Ostravsko a celá česká veřejnost. A že vše bylo připraveno, aby přijetí bylo co nejprátelejší a nejsrdečnější, o tom snad může býti polský konsulát jak bratislavský, tak ostravský přesvědčen — a domníváme se, že také informován.

České a polské školství v okrese fryštátském.

Co říkají číslice o tvrzení, že polská menšina je utiskována.

My, jako sociální demokraté, zajisté nepatříme do řad těch, které by bylo možno obviňovat ze sklonů k utiskování národnostních menšin, které máme v našem státě. Vždycky jsme zastávali stanovisko, že »každý má mluvit tak, jak mu zobák narostl«. Sami za starého Rakouska bránili jsme se odnárodnňování, stejné právo přiznáváme také národnostním menšinám v Československu. Toto naše stanovisko dává nám plné právo, abychom vystoupili proti nacionálním štvanicím ze zahraničí, ať již přicházejí z kterékoli strany, zejména proti takovým štvanicím, které posluhují si nepravdami a zamlčují pravý stav věci.

Některé polské listy a také polský rozhlas již v poslední době zprávy o hrozném národnostním útlaku polské menšiny v Československu. Vykládá se světu, jak prý je u nás utiskováno polské školství. Opatřili jsme tedy proto data, jak to vypadá s polským školstvím v okrese, kde je nejvíce Poláků, to je v okrese fryštátském.

Ve fryštátském okrese je podle posledního sčítání lidu 142.000 obyvatel, 34.541 Poláků. Do českých škol přihlásilo se 16.600 dětí, do polských škol 4805 dětí, do německých škol 2962 děti. Slezský rodičovský zákon umožňuje, že německých školách okresu fryštátského je 10 dětí polské národnosti. To je zjev, pro polskou menšinu zajisté velmi příznačný, který neměli přehlížeti ti, kdož mluví o utiskování Poláků Čechy.

Polská menšina v okrese fryštátském má 23

veřejné obecné školy s 81 třídami a 2 státní školy menšinové se 4 třídami. To jsou polské školy, vydržované z prostředků veřejných. Kromě toho má polská menšina 7 obecných škol s 18 třídami, vydržovaných z prostředků soukromých, to jest z prostředků polské Matice školské. Při tom je však třeba uvést, že polská Matice školská dostává od státu ročně Kč 360.000.— subvence, že stát platí 8 učitelům na polských státních školách menšinových Kč 90.000.— ročně na služném a že letos bylo také postátněno polské gymnásium v Orlové, což vyžádá si ročního nákladu asi 600.000 Kč.

Polská menšina fryštátského okresu má dále 3 měšťanské školy s 19 třídami, vydržované z prostředků veřejných, jednu menšinovou měšťanskou školu státní a jednu měšťanskou školu, vydržovanou z prostředků státem subvencované polské Matice školské.

Mateřských škol polských je ve fryštátském okrese 36. 7 mateřských polských škol se 435 dětmi je vydržováno z prostředků veřejných, 29 mateřských škol s 1085 dětmi z prostředků soukromých. Zde ovšem je nutno poukázat, že také většina českých mateřských škol v okrese fryštátském je vydržována z prostředků soukromých.

Nesmyslnost tvrzení o národnost. útlaku Poláků na Těšínsku dokazuje také to, že na každou z veřejných prostředků vydržovanou třídu polských škol připadá průměrně 33,9 žáků a na každou třídu polských škol, vydržovaných ze soukromých prostředků, dokonce jenom 29,3

žáků, zatím co na každou třídu českých obecných škol připadá 35,5 žáků. Při tom třídy českých obecných školách se slučují, polské třídy zůstávají nedotčeny. Pokud jde o průměrný počet žáků na českých a polských měšťanských školách, není mezi nimi podstatnějšího rozdílu.

Polská menšina má také všude své menšiny ve knihovny, vydržované z veřejných prostředků, takže i v tomto ohledu je postaráno o dovedení příslušníků polské národnosti.

Nezabývali bychom se těmito věcmi, kdyby z Polska nebyly šířeny tendence zprávy o utisku polské menšiny na Těšínsku a kdyby národnostní nesvár nerozsévali také záměrní polského konsulatů. Protože se tak děje, je nutno veřejně poukázat na nepravdivé tendence tvrzení, kterými se kalí poměr mezi Polskem a Československem.

Moravskoslezský Deník
25. III. 34.

Česke Slovo 25. III. 34. cizodolery ze str. 134/5

Náš poměr k polské menšině

Pokračování se strany I.

Turecké zprávy v polském vydání.

Jak některé listy naše i polské oznámily, promluvil prý ministr dr. Beneš o česko-polských poměrech, které byly poslední dobou hodně zkaženy. Bude to jistě nutné, aby zjednáno bylo jasno a došlo k uklidnění v naší veřejnosti, která byla vzrušena neobvyklými a o dobré vůli po přátelské shodě nesvědčícími projevy z polské strany. Před týdnem konala se v Čes. Těšíně schůze polských stran v Československu, o níž jsme referovali ihned na druhý den. Trebaže ostravské »České slovo« přineslo o schůzi zprávu, zvláště pro řeč posl. Choboty velmi příznivou, dovidáme se z polského tisku a zvláště z vládní »Gazety polské«, že pan poslanec Chobot nemluvil na česko-těšínské schůzi nikterak umírněně. Podle »Gazety polské« prohlásil, že u příležitosti polských oslav v Těšíně byly na našem Těšínsku organizovány neslychané štvance proti polskému lidu (!), se vši rozhodností prý protestoval proti hlášení hesla, že Poláci v Československu jsou polonizovanými Moravci a odmítl pokusy, spojovali otázky autochtonního obyvatelstva polského s otázkou českých emigrantů (!) na Volyni. Mimo to útočil na Slezskou Matici osvěty lidové. O tom, že by byl odmítl polské štvance a zejména odsoudil urážlivé výroky na náš národ a presidenta a že byl osvědčil svou loyaltitu naší republice, o tom v polském tisku se nedočteme ani slova. To je jistě způsob řeči, který nesvědčí jistě ani o pravdomluvnosti a tím méně o nějaké dobré vůli. Není také nikomu u nás známo, že by zástupcové Slezské Matice osvěty lidové prohlásili — jak tvrdil zase posl. dr. Buzek — že neustanou proti Polákům pracovat, dokud v Československu nebude vykopán poslední polský hrob! Pan posl. dr. Buzek by těžko dokazoval také své tvrzení, že ve prospěch české národní církve bylo zabráno 5 katolických kostelů. Byly-li v době po převratového revolučního kvasu odebrány některé katolické kostely, pak se to stalo spíše vinou polských farářů, kteří jednak nechtěli připustiti české bohoslužby a jednak své fary opustili. Nyní všechny kdysi zabrané kostely byly církvi katolické opět vráceny. Proč naši Poláci nepiší také o evangelických kostelích a v. na našem Těšínsku, kde polští pastoři nechtějí připustiti české bohoslužby, ačkoliv v některých sborech je více českých evangeliků než polských a hrstce německých evangeliků bohoslužby povolují? Známe Poláky, jak dovedou přehánět, ale k takovým vyloženým lžím neměli by se zvláště nyní, kdy již není a nebude plebiscit, přece jen snižovat.

Jenom náklad na polské učitele činil na veřejných školách s vyučovacím jazykem polským r. 1933 částku 6,042,716.20 Kč (celkem 316 učitelských osob na 100 veřejných polských školách národních). Kromě toho stát platil za polské hodiny náboženství učitelům a duchovním po 5.70 Kč na školách obecných a 6.70 Kč na měšťanských. Celkovou částku nelze okamžitě zjistiti.

Zemský školní fond přispěl loni na polské učitele na soukromých školách spolku »Macierz Szkolna« 189.488 Kč (t. j. náklad na osm učitelů veřejných škol, kteří dostali placenou dovolenou pro působení na soukromých školách jmenovaného spolku). Kromě toho »Macierz Szkolna« dostává subvenci na vydržování gymnasia v Orlové, roku 1933 pouze 50.000 Kč, roku 1932 ještě 150.000 Kč; snížení subvence jest ovšem vysvětleno skončením jednáním o postátnění této školy, čímž stát bere na sebe další velkou část nákladů na polské soukromé školství na Těšínsku. V rámci státního menšinového školství byla vydržována měšťanka v Lazích (150.000 Kč) a dvě menší školy v Doubravě a Německé Lutyni, nákladem 60.000 Kč. Ministerstvo zemědělství poskytuje podporu na polskou hospodářskou školu v Koňské (10.000 Kč této škole poskytuje i země). Kromě toho je v českém Těšíně vydržována odborná škola hospodářská česko-polská, t. z. zimní škola a jsou v proudu jednání, aby byla rozdělena ve dvě školy samostatné.

Ministerstvo sociální péče poskytlo polské organizaci pro péči o mládež každoročně subvence. Roku 1931 50.000 Kč, r. 1932 45.000 Kč a r. 1933 42.750 Kč. Kromě toho dává na akcích ošacovacích ročně asi 9.000 Kč a na stravování polských dětí 17.000 Kč. V jiných oborech činnosti ministerstva sociální péče nelze přesně zjistiti použití rozpočtových položek podle národnosti.

Zemská vláda moravskoslezská dotovala r. 1933 tak jako každoročně různé polské instituce. Na stavbu školy v Bystřici n. O. 5.000 Kč, na mateřské školy »Macierz Szkolna« 1.050 Kč, na podporu vědeckých i literárních snah svazu Slezanů v Čes. Těšně 300 Kč, na lidových osvětového sboru v Orlové 250 Kč, osvětové komisi v Horní Suché 250 Kč, nemajetným studentům reálného gymnasia v Orlové 400 Kč, na učitelské besídce ve Fryštátě 520 Kč a v Orlové 590 Kč, lidovým školám hospodářským v Dolních Bludovicích, Bystřici, Návsi, Oldřichovicích, Stonavě a Vendryni hradí se jedna třetina osobního nákladu (6000 Kč ročně). Polské odborné škole ve Fryštátě (dámská krejčovna)

dána subvence 1050 Kč a všeobecným pokračovacím školám bylo poskytnuto: Bystřice 850 Kč, Čes. Těšín 1680 Kč, Dolní Bludovice 1270 Kč, Fryštát 1300 Kč, Jablunkov 930 Kč, Karvinná 1300 Kč, Lazy 520 Kč, Orlová 670 Kč, Stonava 930 Kč, Prostřední Suchá 1120 Kč a Třinec 1460 Kč, hospodyňská škola v Koňské 4800 Kč, hospodářská a lesní společnost pro východu Slezsko 400 Kč, na propagaci cizineckého ruchu pro účely polské menšiny 5400 Kč, na propagaci turistického ruchu Těšínské oblasti v Polsku 10.000 Kč, zemské ústředně polské v Orlové na individuální sirotčí péči 21.000 Kč, polským dětem na léčení v Darkově 12.850 Kč a různým polským spolkům 2400 Kč.

Polským vodním družstvům byly od 1. ledna 1929 do 31. prosince 1933 vyplaceny z dotace pro vodohospodářské meliorace subvence v celkové výši 1,001.481.90 Kč. Polským obcím v okrese těšínském a fryštátském byly až dosud poskytnuty v roce 1934 k umožnění řádného obecního hospodářství zemské příspěvky ve výši 2,142.550 Kč.

V centrálních úřadech sedí na významných místech naši Poláci. Polákům dostává se všeho, čeho potřebují ke kulturním a hospodářskému životu, ve stejné míře jako ostatním občanům republiky. Bylo by jistě poučné srovnati tyto náklady s náklady na stejné veliký okres v Polsku. Fakta mluví.

Tyto vývody mohou přispěti k lepšímu poznání skutečností. Víme dobře, že široké vrstvy polského národa chovají k Československu upřímné sympatie. Jsme přesvědčeni, že při dobré vůli nyní nedorozumění mohou nakonec přivést k lepšímu chápání situace a k energickému odhodlání přátelsky odstraniti vzájemná nedorozumění.

Přátelská spolupráce obou států musí vycházeti z respektu ke smlouvám a pravdě, se vzájemné úcty a loyality, ze zásady úměrné reciprocity a z otevřeného přiznání k zásadě: jako rovný s rovným. Na naší straně jest odhodlání jíti dále vytčenou cestou, i kdyby útoky jisté části polského tisku neustaly ani po této výzvě. Pražský výbor právě ve smýšlení širokých lidových vrstev, které na obou stranách dávno již tužbami po nejtěsnější spolupráci obou národů předstihly oficiální činitele, spatřuje největší záruku, že trvalý přátelský svazek polsko-československý a společný postup k šťastné státní budoucnosti obou národů, přes dočasné zkalení jejich poměru, v nedaleké budoucnosti stane se skutkem, protože sám čas a vývoj věcí budou nás neodvratně přibližovati k tomu to velikému cíli.

Chceme mír práci a chléb

Společný projev českého a polského dělnictva v Trinci

1v - Trinec 25. března

Na půdě tétož Trince, jenž v době plebiscitu byl střediskem polského odporu proti republice a polských bojůvek, konala se dnes společná česko-polská schůze, významná tím, že byla prvním veřejným ohlasem polské menšiny na známé provokace. Česká a polská sociální demokracie v Trinci sešla se na společné členské schůzi, na níž se do Dělnického domu dostavilo 350 posluchačů, z toho tři čtvrtiny Poláků, aby zaujali stanovisko k zneklidňujícím zjevům na pozemí. Poněvadž komunisté po několika dnech vyzývali v okolí své stoupence, aby přišli do Trince a schůzi rozbili, bylo do Trince soustředěno asi 15 četníků, ale klid nebyl porušen. Poslanec Chobot, jehož projev byl očekáván s velkým zájmem, nepřišel — tentokrát pro nemoc. Schůzi zahájil polský tajemník Gromnica a český dr. Drucker, načež se s polské strany ujal nejprve slova profesor polského gymnasia v Orlově Badura, jenž vylíčil na německém a rakouském příkladě, že světový boj fašismu a reakce proti demokracii vybíjí se na zádech dělnictva. Tak třeba hodnotiti i výpad šovinistů v Polském Těšíně, kde byl uražen demokratický prezident čs. republiky. Podobné spády jako polští šovinisté mají na druhé straně i někteří šovinisté čeští. Rečník se dovolává výroku presidenta Masaryka o demokracii politické a hospodářské a zdůraznil, že polské menšiny a zvláště dělníkům je především třeba klidu a práce. Polská menšina v Československu má také svoje stížnosti, ale nesmí je uplatňovat v souhrně s polskými šovinisty, ale v rámci československé demokracie. V podobném smyslu promluvil

česky senátor Koukal, jenž za bouřlivého souhlasu přítomných prohlásil, že prezident Masaryk je přílišným velikánem, než aby ho mohl kdokoli v Polském Těšíně urazit. V jednomyslně přijaté, polsky a česky přeložené resoluci, se odsuzují co nejrozhodněji pokusy znemožnit přátelské soužití obou národností v hrannicích čs. republiky. Stojíme loyálně na půdě republiky československé, vedené velkým demokratem Masarykem. Shromáždění i přes různosti národností učiní vše, co je možné k zachování klidu na obou stranách hranic Československa a Polska, budou usilovat o zachování demokratického řádu u nás a pracovat pro hospodářské, kulturní a politické sblížení obou států. Chceme mír, práci a chléb, přejeme si proto, aby po obou stranách Olzy vládl klid a aby co nejdříve nastala upřímná součinnost česko-polská.

Profesor Gregory pro konferenci velmocí o světové měně

United Press - Londýn 25. března

V memorandu známého peněžního a bankovního teoretika profesora Gregoryho se navrhuje svolati pro rozřešení otázky světové měny konferenci, jíž by se měla zúčastniti Anglie, Spojené Státy, Francie, Japonsko a Německo. Světová hospodářská konference se skončila nezdarem hlavně proto, že si uložila příliš obsáhlé cíle a že počet zúčastněných zemí byl příliš velký. Podle Gregoryho má se jím navržená konference zabývat především dvěma otázkami a to ochotou zúčastněných zemí vrátiti se ke zlatému standardu a snahou udržeti měnové výkyvy v určitých hranicích, jak je tomu nyní v Americe.

Quch Casu 24. III. 34

K československo-polskému poměru.

Pro ostravskou veřejnost bylo značným překvapením, že třikrát oznamovaná a dvakrát odložená výprava studentů vysoké obchodní akademie z Poznaň se přece jen neuskutečnila a že polští studenti se Mor. Ostravě vyhnuli. Tvrdí se, že neučinili tak z vlastní iniciativy, nýbrž na upozornění bratislavského polského konsula, jenž očekával výpravu v Žilině, jenž prohlásil, že v Ostravě neručí za její bezpečnost a radí studentům, aby se vrátili přímo do Polska. Po vystoupení 23 úředníků polského konsulátu v Mor. Ostravě z Českopolského klubu, jde zde o nový čin, který musí ještě více zkazit poměr českopolský.

Polský rozhlas a tisk rozšířil v posledních dnech zprávy, že se zatčeným polským spisovatelem Kaszyckim a profesorem gymnasia Kulicziwleczem, zatčeným pro štvání proti Československé republice v Čes. Těšíně, se špatně nakládá ve vazbě krajského soudu v Mor. Ostravě. Oba pánové nemohou si podle našich informací stěžovat na špatné zacházení. Bylo jim dovoleno také kouření a psací potřeby. Trestní vyšetřování s Kaszyckim je již skončeno. Byli vyslechnuti svědkové, občané polské národnosti z Komorní Lhotky, kteří učinili na Kaszyckého oznámení a setrvali na svých výpovědích, podle nichž zatčený polský spisovatel prohlásil, že »hraniční kameny na československo-polských hranicích musejí zmizet, nebo je rozetne ohnivý polský meč«. Na základě tohoto svědectví vede se trestní řízení proti Kaszyckému dále.

Českopolským poměrem zabývá se list vojvodského úřadu v Katovicích »Polsko zachodnia«. Vyslovuje se pro dohodu, ale Československo muselo by prý na Těšínsku obraceť. Tento list dokonce tvrdí, že Češi jsou prý vinní teroristickými akcemi, o nichž je známo, že byly organizovány generálem Kownalecem. Takový způsob psaní ovšem dohodu a dobrý poměr mezi Československem a Polskem nepodporuje. Ale od doby, kdy Polsko uzavřelo pakt s Německem, zostrují se útoky polského tisku proti Československu každým dnem. České a polské dělnictvo v Československu, vzdáleno nacionálního šovinismu, půjde dále svojí vlastní cestou a bude čelit nacionalistickým štvanicím, nechť již vycházejí odkudkoliv.

WPIERW DOWODY WDZIĘCZNOŚCI— PÓZNIEJ WIĘZIENIE

MORAWSKA OSTRAVA, 24.3. — P. A. T. — W sprawie więzionego w Mor. Ostrawie literata Kaszyckiego, prasa czeska zachowuje w dalszym ciągu nieprzejednane stanowisko. Prasa słowacka natomiast atakuje ostro zarządzenie władz czeskich.

Dla ilustracji sprawy Kaszyckiego warto zaznaczyć, że wygłosił on kilka odczytów w rozgłośni krakowskiej o Czechosłowacji i w dowód wdzięczności za to otrzymał od konsula czesko-

słowackiego w Krakowie trzy książki z dedykacją.

Miśto spraw zagr. w Pradze przyznało mu w uznaniu zasług wolny bilet jazdy na kolejach czechosłowackich. Konsulat czeski w Krakowie wycał przed wyjazdem Kaszyckiego do Czechosłowacji gorące polecenie do władz celnych, przedstawiając Kaszyckiego, jako działacza zasłużonego dla sprawy zbliżenia czesko-polskiego.

*Kurjer
Poranny
25. III. 34.*

Poledni Ostravsky Deník 24. III. 34.

Poláci ve vazbě spokojeni

Nepravdivé pověsti v polských časopisech a rozhlase o nepřístojném zacházení s politickými vězni u krajského soudu v Moravské Ostravě.

vk — Oznámili jsme již, že do vyšetřovací vazby krajského soudu v Mor. Ostravě byli dopraveni polský publicista Kaszycki a polský profesor Kalisziewicz z Polského Těšína, kteří se dle udání svědků dopustili protistátních výroků. Záhy po této skutečnosti ozvaly se polské listy, že se zatčenými politickými vězni neni zacházeno dobře, že jsou jim činěna různá příkoří, omezování v nárocích, které jako političtí vězni mají a podobné zprávy zaslechli jsme také z polské rozhlasové stanice v Katovicích, která v poslední době velmi často vysílá přednášky a řeči, určené hlavně Polákům na našem Těšínsku, které dříve a v podobném obsahu i tónu do programu katovického a polského rozhlasu vůbec nebyly zařazovány. Když byl u presidenta krajského soudu v Mor. Ostravě stěžovati si dokonce p. generální konsul polské republiky v M. Ostravě, Malhomme, bylo nám to podnětem, že jsme se obrátili přímo také na p. presidenta krajského soudu a dotázali se, co je na pověstech, které celý případ ztrpčují, pravdy. President krajského soudu vysvětlil, že ke zprávám došlo jen proto, že v prvním dnu zatčení nevěděli vězeňský dozorce, že jde o politického vězně a dovolil publicistovi Kaszyckému vykoupiti jen dvě cigarety. Zatčený Kaszycki není v cele sám, ale na jeho vlastní žádost, protože je invalida a nemůže se dobře sám oblékat vzhledem ke své pochroumané ruce, byl mu do cely dán společník, jistý Polák, který mu při oblékání pomáhá. Polský profesor Kalisziewicz prohlásil, že je

s ním zacházeno od počátku velmi slušně a nemůže si v žádném směru stěžovat. Také v posledních dnech Kaszycki prohlásil, že je se zacházením ve vyšetřovací vazbě úplně »zadowolony«. Oba mohou kouřiti, jak chtějí, stravovati se mohou z hostince, mohou čísti přípustné knihy i nezavadné noviny a prostřednictvím vyšetřujícího soudce mohou mluvit s návštěvníky, kteří je vyhledávají. Všecky výhody politických vězňů se jim povolují v nejvyšší míře, neboť jde o to, aby nebylo důvodů k stížnostem, které by dnešní podivný poměr mezi Poláky a Čechy ještě více znervosňovaly. Šířili se zprávy o špatném zacházení s polskými vězni, jsou to zprávy nepravdivé a vyhlané. President krajského soudu osobně na všechny okolnosti, pokud se těchto vězňů týká, dozírá. Oba zatčení byli poučeni samým presidentem, že mají, kdykoliv chtějí, právo počati ovšem odůvodněné stížnosti přímo presidentovi. Je zajímavé, že ještě dříve, nežli byl publicista Kaszycki ve vazbě krajského soudu, navštívil p. presidenta již generální konsul p. Malhomme, aby intervenoval. Byl tedy zpraven o věci dříve, nežli byl Kaszycki do vazby dodán. Když tam konečně byl dopraven, přišel ke krajskému soudu p. generální konsul znovu a dne 21. t. m. prostřednictvím vyšetřujícího soudce rozmlouvali s Kaszyckým paní Kaszycká, která do Mor. Ostravy přijela a kterou ke krajskému soudu doprovázela choť generálního konsula polského p. Malhommeová.

Lidove Noviny 25. III. 34

Vyslanec dr. Girsy odjel do Prahy podat zprávu

United Press - Varšava 24. března

Pro vypovězení 18 čs. státních příslušníků z Polska zakročil dnes čs. vyslanec ve Varšavě u polského ministerstva pro zahraničí. Zakročení vyslancovo nemělo však výsledku. Pro napjaté vztahy mezi Prahou a Varšavou odjel dnes odpoledne dr. Girsy do Prahy, aby podal své vládě zprávu a vyžádal si další instrukce.

Čechoslováci vypovězení z Polského Horního Slezska

PAT - Katovice 24. března

Pět československých občanů, bydlících na polském Horním Slezsku, bylo vyzváno, aby jako nežadoucí cizinci opustili na úřední rozkaz Polsko.

United Press - Varšava 24. března

Polské úřady vypověděly z Polska 18 československých státních příslušníků.

Třem českým listům odůtata doprava do Polska

ČTK - Varšava 24. března

Nařízením polského ministerstva vnitra byla Českému Slovu, Národnímu Listu a Moravskoslezskému Deníku odůtata poštovní doprava v Polsku.

Dobré účty dělají dobré

Resoluce pražského výboru československo-polské tiskové dohody

Pražský výbor Polsko-československé tiskové dohody obrací se k naší a k polské veřejnosti s obšířejším projevem, aby osvětlil důvody sporu vzniklého mezi oběma výbory i příčiny napětí, jež bohužel nastalo mezi oběma národy po některých povážlivých projevech s polské strany.

Polsko-čs. tisková dohoda, založená v roce 1926 novináři vykonala již velmi užitečné dílo. Na všech konferencích obou výborů bylo zdůrazňováno, že pro lokální spory a potyčky nemá být zapomináno na velikost vzájemných celostátních úkolů. Na pražské konferenci v prosinci 1931 oba výbory se slavnostně přihlásily k polskému návrhu o morálním odzbrojení a souhlasně si přislíbily, že žádný z nich nebude zasahovati před veřejností do věci své menšiny ve druhém státě. Varšavská konference v lednu r. 1933 změnila se na velký manifestací projev pro nepřátelštější a nejtěsnější spolupráci.

Tím větší bylo překvapení, když letos v lednu v polských listech, především sympatisujících s nynějším režimem, vyrojily se četné články o bojích před patnácti lety na Těšínsku, lícící útisk polské menšiny v ČSR a někdy zjevně namířené proti územní celistvosti ČSR. Ježto desetiletí bojů o Těšínsko přešlo takřka bez ohlasu, ježto bylo mnohokrát s polské strany řečeno, že spor o Těšínsko je likvidován a ježto bylo i polskými oficiálními činiteli nejednou uznáno, že polské menšiny v ČSR dostává se všech národních a občanských práv, bylo pro čs. veřejnost tím bolestnějším překvapením, že najednou část polského tisku zahájila proti Československu soustavou a podle všeho jednotně aranžovanou kampaň, která nemilou shodou okolností začala v předvečer úzkostlivě skrývaného podepsání polsko-německé deklarace o vzájemném neútočení a vyvrcholila ve dnech, kdy dojednání berlínské úmluvy bylo polské veřejnosti již známo. Pražský výbor očekával, že varšavský výbor s veškerou morální autoritou se postaví proti této kampani. Nic takového se nestalo. Varšavský výbor z důvodů nám těžce pochopitelných mlčel. Pražský výbor v resoluci ze dne 5. února, odsoudiv především nepřístojnosti ve vlastním táboře (případ J. Vozky), vyslovil politování nad polskou kampaní, ale zároveň konstatoval, že čs. tisk se nedal strhnouti k neplodným polemikám; tisku obou států byla znovu postavena před oči velikost společného úkolu a nebezpečí. Varšavský výbor, který mlčel k protičeské kampani, vydal veřejný projev, reagující nikoli na kampaň polského tisku, ale na — pražskou resoluci. Znění polské resoluce ze dne 10. března t. r. je tak povážlivé, že pražský výbor považuje za nutné ohraditi se: Konstatujeme s politováním, že varšavský výbor protičeskou kampaň ještě omlouvá a negativní kritikou poměrů polské menšiny bohužel nepřímou rozněcuje. Obviňuje čs. listy, že přinášely informace jako by Polsko bylo přijalo Rosenbergovy plány na odtržení Ukrajiny od Sovětského Svazu, že zaznamenávaly fantastické pověsti o domnělém úmyslu rozdělení ČSR mezi Polsko a Německo a že falešně referovaly o poměrech polských úřadů k volyňským Čechům, a utvrzuje polskou veřejnost v názoru, že situace Poláků v ČSR není do dnes náležitě upravena. V resoluci ozvala se i věta »o Polácích, s kterými se v ČSR nakládá jako s občany druhého řádu«. Pražský výbor nehodlá na nedoložená, pochybená tvrzení odpovídati rozhořčenými projevy a konstatuje pouze věcné skutečnosti:

Československá politika je v poměru k Polsku nepřetržitě po všechna léta přátelská; obráželo se to také vždy v čs. tisku. Významným projevem byla veřejná nabídka čs. zahraničního ministra, pro uzavření paktu o věčném přátelství. Polští žurnalisté vytkli své vládě, že na tuto nabídku dosud neodpověděla. Když byl přijat polsko-německý pakt, čs. tisk si uložil největší rezervu a hodnotil jej celkem v souhlase s polskými oficiálními projevy. Jestliže několik našich listů zaznamenalo pověsti a dohady, zda Německo nebylo při dojednávání paktu vedeno postranními úmysly (Rosenbergovy plány), konaly jenom zpravodajskou povinnost, poněvadž stejné zprávy přinesly i nejvážnější orgány západních národů a také listy polské, třebaš opoziční atd. Inkriminovaný článek o domnělém rozdělení Československa mezi Polsko a Německo opírá se o zprávu vídeňské »Reichspost« o podivných polských plánech na základě informací nejmenované polské osobnosti, dále o zá-

studný článek spis. Jana Wiktora v »Kurjeru Codzienném« ze 17. února, kde je podnikán domněle slovenskými ústy přímý útok na celistvost čs. státu a kde se hlásá již »osvobození« Slovenska Polskem? Varšavský výbor naopak projevil ještě podiv, proč krakovský list byl v ČSR zakázán, a

Jak se mají Češi na Volyňsku a Poláci u nás

Čs. osady v Polsku jsou typickou národní menšinou vnitřní, která je docela spjata s polským státem, loyálně mu slouží a s mateřskou zemí je spojena pouze vztahy kulturními. Nemá jiné aspirace leda zachovati mateřský jazyk. Nemá ani jediné ryzí československé školy veřejné, ačkoliv i podle polského sčítání z r. 1921 bylo na Volyni 26.587 Čechů. Existují jen

žádal pražský výbor, aby se již po třetí zasadil o navrácení poštovní dopravy tomuto listu. Pokud se týče nepřipustného zasahování varšavského výboru do vnitřních věcí ČSR, združuje se jakékoli kritiky poměrů, v nichž žije česká menšina na Volyni, předkládá veřejnosti potřebné srovnání:

utrakvistické státní školy československo-polské, kde je polovina vyučovacích hodin českých a polovina polských, dále školy, v nichž čeština má pouze čtvrtinu hodin, resp. jest jedním z vyučovacích předmětů. I na 14 českých soukromých školách vydržovaných Českou Maticí školskou v Lucku (13) a Českou besedou v Zdobunově (1) musí býti učeno dějepisu, ze-

České Slovo nesmí do Polska

Český tisk nepsal proti územní celistvosti Polska, jako polský proti nám

Varšava — Nařízením polského ministerstva vnitra byla československým deníkům Českému Slovu, Národním listům a Moravskoslezskému deníku odňata poštovní doprava do Polska. Čin polské vlády je při nejmenším nepohoditelný, rozhodně však nemůže býti jeho důvodem náš způsob psaní o Polsku, který byl politicky vždy

krajně zdržlivý a korektní. Je tedy třeba příčinu zákazu hledati jinde. Je-li to odpověď na zákaz psaní polské »czerwonne prasy« u nás, je to urážka, kterou klidně odmítáme. My jsme nikdy neútočili proti územní celistvosti Polska, jako to činil určitý tisk polský.

Polští vězni v Mor. Ostravě se nezachází špatně

Polské časopisy rozšířily nepravdivé zprávy, jakoby se u krajského soudu v Morav. Ostravě zacházelo špatně s polskými redaktory Kaszyckým z Krakova a profesorem Kuliszewským z Polského Těšína, kteří byli v minulých dnech zatčeni pro pobuřování proti Československu. Bylo nám sděleno, že oběma zatčeným přiznal soud všechny výhody politických vězňů, zejména mohou kouřiti, soukromě se stravovati, čísti a psáti. Kaszyckému byl dokonce do cely dán jiný vězeň, Polák, aby mu pomáhal při oblékání, poněvadž Kaszycki je invalida a ne-

může se sám obléci. Vyšetřování bylo urychleno, výsledky jsou již skončeny a spisy odevzdány státnímu zastupitelství. Celá věc bude v nejbližší době vyřízena.

Lidové Noviny

Pravda o polské menšině na Těšínsku

Iv - Mor. Ostrava 24. března

Tendenční zprávy o domnělém útisku polské menšiny na Těšínsku vyvracejí snadno kontrolovatelné skutečnosti. Polská menšina je na příklad v okrese fryštátském, kde je podle posledního sčítání 142.065 duší, z nich 87.991 národnosti české, 34.341 Poláků, 11.191 Němců, 1271 židů a 6976 cizích příslušníků. Poláků přibýlo od roku 1921 1057, poměrně málo, protože za hospodářské tísně odešlo mnoho lidí do Německa, Francie a Polska. Letos je v okrese fryštátském zapsáno na všech obecných a měšťanských školách českých dětí 16.600 (ve školním roce 1928—1929 14.150), na polských 4805 (4605), na německých 2962 (2820). Na německých školách okresu je téměř 80 procent dětí národnosti polské. Poláci mají ve fryštátském okrese 57 škol obecných a měšťanských se 138 třídami. Z nich vydržují obec 23 (91 tříd), Polská Matice školská 7 škol (18 tříd), stát 2 (4 třídy). Měšťanských škol mají Poláci v tomto jediném okrese pět, z nichž pouze jedinou vydržuje Polská Matice školská. Mateřských škol polských je v okrese 36 s 1450 dětmi, z toho je 7 státních s 345 dětmi. Pro nakládání s polskou menšinou je příznačný průměrný počet žáků v jedné třídě. Na polských obecných školách veřejných připadá na jednu třídu 33,9 žáků, na soukromých 29,3, kdežto na českých obecných školách 35,5 žáků. Na měšťanských polských školách veřejných připadá na jednu třídu 42,3 procenta, na soukromých měšťanských školách polských 32,3 procenta, na českých měšťanských školách 39,4 procenta. Čs. stát vyplácí Polské Matici školské na školy na celém Těšínsku 360.000 Kč. Kromě toho je přiděleno osm státních učitelů polské národnosti — na Vo-

hadné nářky polského polovládání listu a také o přímé výhody některých listů německých. Nepovažoval polský výbor za účelnější povšimnouti si toho, že polovládání »Gazeta Polska« napsala 23. ledna, že »Těšínské Slezsko přiručuje k některým nesmírně cenným kusům polské země, jež zůstala na neznámou dobu mimo polské hranice«, nebo na

přátele?

Lidové Noviny
25/III. 34.

Jak se vede Polákům na Těšínsku

Prohlášení pražského výboru polsko-československé tiskové dohody

R - Praha 24. března

měpisu a vlastivědě polsky. Na vydržování těchto škol dala polská vláda na subvencích od roku 1927 za 7 let celkem 16.500 zlotých (Kč 66.000).

Velké obce s velkým počtem Čechů mají jenom polské školy s češtinou jako vyučovací předmětem. Česká menšina nemá jediné měšťanky, nemá českých odborných škol, inspektorů a kněží. Jsou případy (osada Zelov u Lodže), že pro 2.000 Čechů (300 dětí) nemůže být dosaženo českého vyučování, v mnoha obcích polské úřady činí vše, aby vyučování v českém jazyku znemožnily, při čemž je znešahována i soukromá péče. Také organizační snahy české menšiny jsou potlačovány. Žádost o povolení stanov Svazu čs. spolků leží dva roky ve Varšavě nevyřízena. O politickém uplatnění Čechů nemůže být přirozeně ani řeči. Zákon o školské reformě z r. 1932 zavádějící sedmiletou obecnou školu jistě jenom znesnadní situaci českého školství.

Naproti tomu u nás byla vždy upřímná vůle zajistiti svobodný vývoj polského obyvatelstva na Těšínsku. Poláci, kterých v ČSR podle sčítání lidu z r. 1930 je 83.000 (na Moravě a ve Slezsku 79.450), požívají všech práv. Mají svou politickou organizaci, své politické strany, své poslance v Národním shromáždění a v zemském sněmu, mají ve svých rukou správu obcí, kde tvoří většinu, polština je připuštěna jakožto úřední jazyk u všech státních úřadů v polských krajích. Zástupci polské menšiny tuto situaci nejednou loyálně přiznali a přiznávají. Pokud byly někdy předneseny stížnosti, šlo pravidlem o věci místní povahy. Ve zprávě »Fondu pro polské školství zahraniční« (Walka o Szkole Narodowa dla Polaków zagranicą, Warszawa 1934) konstatuje se, že na Těšínsku jsou splněny všechny tři podmínky pro zřízení polských škol, t. j. polský vyučovací jazyk, polští učitelé a kontrola škol polskými inspektory. Polské školství na Těšínsku je velmi dobře vybudováno a jeho situace se stále lepší. Největší část jeho je vydržována ze státních prostředků, ale i polské soukromé školství vydržované organizací »Macierz Szkolna«, dostává vydatnou státní podporu.

Pokračování na straně 4.

ciąg dalszy str. 132 „Náš poměr k d.“

26/III. 34.

Nyní se komandují do českých škol polští učitelé — což stojí dalších 90.000 Kč ročně.

Letos bylo postátněno polské gymnasium v Orlově, čímž byla státní pokladna zatížena nejméně půl milionem Kč ročně. Při tom se patrně nezkoumalo, proč toto vzdálené polské učiliště navštěvuje spousta slovenských hochů ze Spiše. V okrese vycházejí dva polské časopisy, starostů polské národnosti je v okrese devět. Při tomu všude tam, kde to jen trochu jde, na příklad ve Fryštátu, se spojují Poláci s Němci a snaží si požadavky české. Tak tomu bylo i v Darkově, kde se proto všichni čeští členové obecního zastupitelstva poděkovali. Je-li někdo na fryštátském okrese utiskován, jsou to čeští členové evangelických náboženských obcí, kterým odpírají Poláci i tak skromnou žádost, aby se aspoň jednou měsíčně konaly české bohoslužby. Podle tamního obyčeje totiž volební právo do těchto náboženských obcí mají pouze ti, kdož jsou majiteli sedadel v kostele. Ale českým členům se za nic sedadla neprodá a tak jsou trvale bez zastoupení ve sborech.

Taková je pravda o Polácích na Těšínsku. Není vinou čs. vlády, že Polská Matice školská nastává na Těšínsku mnoho zbytečných škol, na které se původně platilo z Polska. Loňské sbírky tam však selhaly a tu žádala Polská Matice školská pomoc od čs. státu, mimo jiné také, aby z budov, najatých státem pro veřejné školy polské, zapláceno bylo nájemné na pět let předem. To nebylo možné ani nebylo lze vyhověti požadavku, aby stát sanoval polské raiffeisenky, které špatně hospodářily. Nynější protičeské tažení v Polsku bylo nehledíc k polsko-německému paktu podníceno proto, aby se získala další pomoc pro nainože zbytečné útvary školské i hospodářské.

Uveřejnili jsme prohlášení varšavského výboru polsko-československé tiskové dohody, ve kterém se vysvětlovala protičeská kampaň některých polských listů, zejména tím, že se nedbá práv polské menšiny v Československu. Pak jsme přinesli další zprávu o tom, jak tato kampaň — zřejmě soustavně vedená z určitého ústředí — pokračuje. Nyní pražský výbor polsko-československé tiskové dohody na své včerejší schůzi se usnesl na obšírném prohlášení, ve kterém podrobnými fakty vyvrací nesprávná tvrzení, o která se opírají neomluvené štvánice polských listů.

Pražský výbor vyslovuje politování, že varšavský výbor ani slovem neodsoudil zmíněnou protičeskou kampaň, že ji dokonce omlouvá a negativní kritikou poměrů polské menšiny bohužel nepřímo rozněcuje. Proti tomu pražský výbor konstatuje, že československá politika je v poměru k Polsku nepřetržitě po všechna léta přátelská. Za poslední její významný projev sluší považovati veřejnou nabídku čs. zahraničního ministra, aby Polsko uzavřelo s Československem pakt o věčném přátelství. Byli to polští žurnalisté, kteří vytkli své vládě, že na tuto nabídku nebyla dána s polské strany dosud odpověď, nabídnutá přátelská ruka je vztažena do prázdna.

Když byl přijat polsko-německý pakt, československý tisk uložil si největší zdrželivost, nedávaje se másti hlasy německého tisku, které pozadí této mluvy osvětlovaly málo mírumilovnými argumenty. Ostatně kritiky zmíněného paktu vyslovují i polští politikové a novináři. Je také známo, že polský zahraniční ministr jel do Moskvy především proto, aby rozptýlil obavy, vyslovené i na sovětské straně. Pokud byly zaznamenány zprávy o domnělém rozdělení Československa mezi Polsko a Německo, československý tisk vyslovil přesvědčení, že podobným pověstem nevěří.

Pražský výbor dále rozhodně odmítá zasahování varšavského výboru do vnitřních věcí Československa a do poměrů zdejší polské menšiny. Pro srovnání uvádí, že československá menšina v Polsku která nemá jiné touhy než zachovat mateřský jazyk, nemá ani jediné rýze československé školy veřejné, ačkoli i podle polského sčítání z r. 1921 bylo na Volyni přes 26.000 Čechů. Existují jen utrakvistické státní školy československo-polské, v nichž je buď polovina vyučovacích hodin českých a polovina polských, nebo v nichž čeština má pouze čtvrt hodinu nebo jest jen jedním z vyučovacích předmětů. I na 14 českých soukromých školách vydržovaných Českou maticí v Lucku a Českou besedou v Zdobunově musí se učit dějepis, zeměpisu a vlastivědě polsky. Na udržování těchto škol dala polská vláda za posledních sedm let 16.500 zlotých, z toho pak v r. 1932 nic a v r. 1933 500 zlotých. Česká menšina nemá jediné měšťanky, nemá českých odborných škol, inspektorů a kněží. Také organizační snahy české menšiny jsou potlačovány. Žádost o povolení stanov Svazu čs. spolků leží dva roky ve Varšavě nevyřízena. O politickém uplatnění Čechů nemůže být ani řeči.

Proti tomu polská menšina v Československu, která čítá 83.000, má svou politickou organizaci, své politické strany, své zástupce v parlamentě a zemském sněmu. Má ve svých rukou správu obcí, kde tvoří většinu, polština je připuštěna jako úřední jazyk u všech státních úřadů v polských krajích. Zástupci polské menšiny nejednou přiznali a přiznávají loyálně tuto situaci. Pokud byly někdy předneseny stížnosti, šlo pravidelně o věci místní povahy, které nelze zobecňovat.

Největší část polského školství na Těšínsku je udržována ze státních prostředků, ale i polské soukromé školství dostává vydatnou státní podporu. Jen náklad na polské učitele činí na deseti školách s vyučovacími jazyky polským roku 1933 částku 6 milionů Kč. Zemský školský fond přispěl v minulém roce na polské učitele na soukromých polských školách položkou 189.488 Kč. Mimo to Macierz Szkolna dostává podporu na vydržování gymnasia v Orlově, která činila v r. 1932 ještě 150.000 Kč a v r. 1933 50.000 Kč, kteréžto snížení je vy-

světelně skončeným jednáním o postátnění této školy. Ministerstvo zemědělství poskytuje podpory na polskou hospodářskou školu v Koušské, podporovanou také zemi moravskoslezskou. Mimo to je v Českém Těšíně vydržována odborná škola hospodářská česko-polská.

Ministerstvo sociální péče poskytuje podporu polské organizaci pro péči o mládež, která činí v posledních třech letech téměř 140.000 Kč. Dále poskytuje podporu na akce ošacovací a stravovací pro polské děti. Zemská vláda moravskoslezská dotovala r. 1933 tak jako každého roku různé polské instituce, celkem téměř 80.000 Kč. Polským vodním družstvům byly za posledních pět let vyplaceny subvence přes 1 milion Kč. Polským obcím v okrese těšínském a fryštátském byly až dosud poskytnuty v r. 1934 k umožnění řádného obecního hospodářství zemské příspěvky ve výši 2.145.000 Kč.

Tyto údaje nejlépe ukazují, že nelze mluvit o útlaku polské menšiny v Československu, nehledíc na to, že i v ústředních úřadech jsou na významných místech českoslovenští Poláci.

Pražský výbor je přesvědčen, že tyto údaje, které průměrnému polskému čtenáři nejsou vůbec známy, mohou přispět k lepšímu poznání skutečnosti. Víme dobře, že široké vrstvy polského národa chovají k Československu upřímné sympatie, že polští studenti, manifestující v Pešti pro maďarskou irendentu, jednají v rozporu s politickým přesvědčením své země, a že je na polské straně mnoho pracovníků, kteří v těchto těžkých dnech, kdy je vedena proti Československu kampaň, pracují statečně a obětavě pro vzájemnou spolupráci obou národů. Neztotožňujeme v jedno nelásku několika jednotlivců s city velké většiny polského národa, ve kterém vidíme národ bratrský. Přátelská spolupráce Polska s Československem musí být založena na respektu ke smlouvám a pravdě, na vzájemné úctě a loyaltě, na úměrné reciprocitě a na otevřeném přiznání k zásadě: Jako rovný s rovným.

Nakonec pražský výbor vyslovuje přesvědčení, že smýšlení širokých lidových vrstev, toužících po nejtěsnější spolupráci obou národů, kterým předstihly oficiální činitele, je zárukou, že trvalý přátelský svazek polsko-československý stane se v nedaleké budoucnosti skutkem.

Podivná diplomacie polského konsulátu v Bratislavě

bh - Bratislava 24. března

Případ s výpravou vysoké obchodní školy z Poznaň, jež po návštěvě různých míst v republice měla při čtvrtém odjezdu z Bratislavy úmysl zastavit se v Moravské Ostravě a ukončiti výpravu do republiky podle programu, je skutečně velmi pozoruhodný. Výprava totiž do Moravské Ostravy nepřišla a jak Lidové Noviny již oznámily z Moravské Ostravy, pronikla tam zpráva, že zájezd ostravský nebyl uskutečněn, protože v Žilině oznámil bratislavský polský konsul, že neručí výpravě za bezpečnost na půdě Ostravska, a tak ji přiměl k přímému odjezdu domů.

V pátek však vydal polský konsulát bratislavský úřední prohlášení, otiskovaný i v Lidových Novinách, v němž se vyvrací, že v Žilině k vyjádření polského konsula, jak je uvedly Lidové Noviny, nedošlo. Je bezpečně a s kompetentních míst zjištěno, že na nádraží žilinském výpravu polských studentů skutečně bratislavský konsul očekával, a že snížednal. Výprava odjížděla z Bratislavy s pevným plánem navštívit Moravskou Ostravu, kde bylo také přichystáno její slavnostní uvítání.

Bratislavský polský konsulát nevyvrátil ve své úřední zprávě, že by nebyl dal výpravě instrukce, jež souhlasily se zprávou ostravského konsulátu, nýbrž vyvrátil pouze, že »nedošlo k vyjádření«, že bratislavský konsulát neručí za bezpečnost výpravy na půdě Ostravska. Potvrdil tak vlastně bratislavský konsulát touto jen částečnou a velmi kusou opravou, že bylo již předem stanoveno, aby výprava polských studentů do Ostravy nepřišla, a bratislavský konsul ať už jakýmkoliv slovy uskutečnil, co bylo mezi oběma konsuláty či z vyššího přání domluveno a stanoveno.

Kdo tedy kalí poměry česko-polské, když výprava polských studentů odjížděla k Žilině v nejkrásnější náladě po dojmech v republice a když neopomínala jako ohlasem těchto dojmů poslati zemskému veliteli slovenskému armádnímu generálu Šnejdárkovi, z hranic pozdravný telegram? Potvrzuje se tak bohužel všecko, co Lidové Noviny o této nemilé příhodě přinesly z Ostravy.

Sociální demokracie proti šovinistickým štvanicím.

Společný projev polských a českých soc. demokratů v Třinci proti kalení přátelského poměru mezi Československem a Polskem. — Pro nedotknutelnost českoslov. hranic, demokracii, práci a mír.

Právě v den, kdy noviny přinesly zprávu, že polské úřady vypověděly několik československých státních příslušníků z Polska, kteří byli označeni za obtížné cizince, přes to, že žádný z vypovězených v Polsku politicky ani nacionálně nevystupoval a všichni byli tam zaměstnáni již několik let, konala se v Třinci společná schůze českých a polských soc. demokratů, na které se jednalo o šovinistických štvanicích, jejichž počátkem byly známé štvance v Pol. Těšíně proti Československu a představitelům naší republiky. Projev měl být původně veřejný, když však bylo zřejmo, že komunisté se snaží ho zneužít, byl změněn na členskou schůzi obou soc. demokratických stran, aby důstojný ráz projevu nebyl rušen.

Za účasti 350 soudruhů, z nichž asi tři čtvrtiny byli soudruzi polské národnosti, zahájili projev soudr. Gromnica polsky a soudr. dr. Drucker česky. Profesor polského gymnasia v Orlové soudr. Baďura, jenž promluvil jako první řečník, odsoudil nacionální štvance proti Československu, k nimž v poslední době dochází na druhém břehu Olzy a prohlásil, že polský lid v Československu nemá na těchto štvanicích zájmu a nepřeje si jich. Polský pracující lid na Těšínsku je si vědom, že otázka hranic byla vyřešena mírovými smlouvami a stojí na půdě Československé republiky, která v dobách reakce a fašismu dovedla a dovede si uhájit svůj demokratický ráz. Soudr. prof. Baďura vyzval pak činnost presidenta Masaryka, jemuž shromáždění polští a čeští dělníci dlouholetými projevy dali najevo svoji oddanost právě pro jeho demokratické zásady.

Senátor soudr. Koukal promluvil pak česky. Poutkával, že nacionální štvance jsou hlavně dílem fašismu, jenž uplatňuje se také v Polsku. Československo koná své povinnosti k národnostním menšinám. Jsou-li nějaké nedostatky, lze je odstranit přátelskou spoluprací, nikoli však štvanicemi, jaké byly zahájeny v Pol. Těšíně a v nichž se nyní pokračuje. Ostatně — pravil senátor soudr. Koukal — lidé, kteří tyto štvance inscenují, nemohou urazit presidenta Masaryka a Československou republiku, protože morálně jsou na to příliš malí. Toto prohlášení soudr. Koukala bylo přijato bouří souhlasu.

Na společném projevu byla v řeči polské a české jednomyslně přijata resoluce, kterou se nejrozhodněji odsuzují šovinistické štvance, které mají znemožnit přátelské soužití obou národností. Resoluce vyslovuje se pro demokracii, klid, mír a práci v Československu a pro upřímnou součinnost hospodářskou, kulturní i politickou mezi pracujícími lidem v Polsku a Československu.

Společný projev polských a českých soc. demokratů v Třinci je důstojnou odpovědí na

šovinistické štvance, z nichž mají radost hlavně fašisté v Německu, a které, žel, podporují také polské konsuláty v Československu. Jsme přesvědčeni, že také příslušníci dělnické třídy v Polsku nemají s těmito štvanicemi nic společného a odsuzují je stejně, jako každé nacionální štvance odsuzují socialističtí dělníci v Československu.

Taktéž v Jablunkově se konal společný veřejný projev polských a českých soudruhů, který splnil plně svůj úkol, aby zjednal klidnější ovzduší na Těšínsku a aby co nejrozhodněji odmítl nacionalistickou a komunistickou demagogii. Byl to projev naprosto důstojný. V hotelu Silesia bylo přítomno 150 osob, ke kterým mluvil za českosl. soc. dem. stranu ing. Falta a za polskou soc. dem. stranu red. Münzer. Referáty jmenovaných soudruhů byly od všech přítomných přijaty velmi sympaticky. Schůzi řídil důvěrník s. Navrátil.

Polední Ostravský Deník 27. III. 34.

Katovická »Polska zachodnia« zabavena.

vk — K řadě polských listů, které soustavně přinášejí štvavé články proti naší republice, přidružila se v posledních týdnech také »Polska zachodnia«, list vojvodstva, vycházející v Katovicích, tedy poloúřední orgán. Poslední číslo přineslo tak účinný článek proti našemu státu, že bylo policejně zabaveno. Očekává se, že doprava do Československa tomuto listu bude co nejdříve zastavena.

Nasz Słownik 29. III. 34.

Mor. Ostrava.

(Polski konsul.) W przeszłym tygodniu bombardowano kamieniami nasz konsulat w Warszawie i wytluczono kilka okien. Coś podobnego niemożliwe się stać u nas. Nasza ludność ma przecież więcej rozumu. Lecz co stało się? Na dyrekcyę policji w Mor. Ostrawie przyszedł polski konsul morawsko-ostrowski Malhomme z doniesieniem, że ktoś ukradł mu ze drzwi jego pomieszkania bilet wizytowy. Pan konsul obawiał się, że może są to przygotowania do ataku na polski konsulat. Strach ma wielkie oczy, to prawda. Lecz tutaj, zdaje się, chodzi o coś innego. Chcą paralizować zamach na czeski konsulat w Warszawie i będą twierdzić, że groziło niebezpieczeństwo także polskiemu konsulatu w Mor. Ostrawie. Zresztą Bóg wie, kto bilet wizytowy mógł usunąć ze drzwi pomieszkania p. konsula.

Moravski Orlice 27. III. 34.

Další vyhoštění českoslov. státních příslušníků z Polska

SK. — Moravská Ostrava 26. března. Do Moravské Ostravy přijel další vyhoštěný československý státní příslušník z Polska 54letý Ant. Buday z Korčan, okres Dupažská Streda. Zdržoval se v Polsku po 4 roky a byl zaměstnán v textilní továrně fy Ad. Hamburger v Lodži, jako vedoucí. Jeho zaměstnavatelé bylo vždy udělováno povolení k zaměstnání Budaye. V poslední době měl se stát společníkem továrny Barvinus v Kališi, neboť je textilním odborníkem a byl tam již také zaměstnán, když v pátek v noci o půl 12. hodině byl mu doručen vyhošťovací dekret od wojvodství v Lodži a byl vyzván, aby do 24 hodin opustil území republiky polské, jinak, že bude zatčen. Vyhošťovací dekret mu doručilo 6 strážníků, z čehož 2 byli od uniformované stráže a od té chvíle zůstal v bytě detektiv, který ho všude sledoval. Tento jej sledoval až na hranice do Petrovic, kde ho teprve opustil, když se pře-

svědčil, že opustil území polské. Důvod k vyhoštění mu nebyl udán, ale ze spolehlivého pramene bylo mu soukromě sděleno, že jest to pro politické napětí obou států. Manželku i s celým majetkem musel ovšem zanechat v Polsku. Proč k této situaci došlo, v Polsku prý ani nevědí, jen tolik je jim známo, že nedávno byly v Moravské Ostravě velké polské demonstrace (nám však není ničeho známo). Zprávy, které přináší polský tisk, jsou úplně nepravdivé a lze předpokládati, že jsou dirigovány z Ostravy. A není-li tomu tak, pak jest zde zástupce polské tiskové kanceláře P. A. T., který má jistě povinnost podávat pravdivé zprávy! Musíme se proto divit, že připustí, aby neinformovaní lidé dodávali polskému tisku zprávy, které jsou úplně vymyšlené.

Dále dojeli včerejšího dne do Mor. Ostravy dva obchodníci, kteří byli vyhoštěni z Katovic a dalších 7 z Krakova projelo Bohumínem.

Robotník 29. III. 34.

Miły sercu p. Becka „wielki kanclerz“, Adolf Hitler, pokłócony zresztą narazie z „małym kanclerzem“, Dollfussem, budzi z punktu widzenia kościelnego dość duże wątpliwości, skoro żywi pewien sentyment dla starzych bogów pogańskich rasy germańskiej. Wzamian za to ma Hitler inną satysfakcję. Po zdobyciu „wolnego miasta“ Gdańska i po rozgardjaszu austriackim Rzym, Berlin, Wiedeń i Budapeszt spotkały się ze sobą w jednym punkcie: trzeba osaczyć Czechosłowację. Akcja prowadzona jest wcale sprężysto. Uczestniczy w niej z zapalem polska prasa „sanacyjna“. Czy tylko prasa?...

Moravski Orlice 27. III. 34.

Pán, který najednou dostal strach.

sk. — Mor. Ostrava 26. března. Na policejní ředitelství v Mor. Ostravě se dostavil dnešního dne polský konsul ostravský Leon Malhomme, který oznámil, že mu neznámí pachatelé strhli vísitku na dveřích jeho soukromého bytu. Konsul projevil obavy, že by mohlo jít o útok na něho samého a požádal o ochranu. Oznámení o utržené navštívence učinil konsul opožděně, poněvadž k tamuto „útoku“ prý došlo onoho večera, kdy bylo pod okny československého vyslanectví ve Varšavě spíláno českému národu a kdy bylo na budovu přímo útočeno. Podle našeho názoru chtěl asi pan konsul svým udáním trochu zastříti nepříjemný dojem, jaký vyvolala zpráva o útoku. Svůj soud si ovšem necháme sami pro sebe.

Nedorozumění s Polskem

K příjezdu vyslance dra Girsy do Prahy
R - Praha 26. března

Vypovězení řady našich příslušníků z Polska bez udání důvodů vzbudilo pochopitelně veliký údiv na naší straně. Varšavské vyslanectví ihned se ujalo postižených. Legační rada dr. Smutný intervenoval hned v sobotu; někteří naši příslušníci musili však již opustit Polsko. V jednání se pokračuje a pražská oficiální místa doufají, že povede k uspokojivým výsledkům.

Zpráva, že náš varšavský vyslanec dr. Girska odjel do Prahy po bezvýsledné intervenci, není správná. Vyslanec dr. Girska odjel na velikonoční svátky z Varšavy již v sobotu ráno, aniž ještě věděl o vypovídacích dekretech; proto nemohl intervenovat. Přirozeně vyslanec dr. Girska podá za nynějšího svého pobytu ministerstvu zahraničních věcí podrobné zprávy.

Celý náš postup dokazuje před mezinárodní veřejností, že se všemožně vynasnažíme, aby se co nejdříve odstranilo nedorozumění, které bylo podníceno nepochopitelnou kampaní, vypouštěnou proti nám v části polského tisku a polské veřejnosti. V zachování klidu a rozvahy je naše síla a tím projevujeme lépe svoje sebevědomí, než nějakým rozčilením. To dobře pochopila od první chvíle naše veřejnost a proto se nedává strhnout k neuváženým projevům, jak by si patrně přáli někteří polští činitelé. Zaslouží podivu a uznání, že důstojnou rozvalu zachovává naše veřejnost i na polském území, ačkoli právě tam je k tomu potřebí zvláště velikého sebezapření. V tom se právě vyjadřuje nejlépe politická zralost našeho lidu, pamatujícího na vyšší státní zájmy. Je v tom posilován také důvěrou, že protičeské kampaně neschvaluje většina polského lidu. Dosavadní svůj postup vědomě umírněnosti a zdržlivosti zachovává i nadále. Tím lépe budeme moci hájit své zájmy a postavit se na obranu svých příslušníků, kteří jsou nespravedlivě stíháni; nepostrádáme velmi účinných prostředků k takové obraně.

Smyslenky polooficiálně šířené

Iv - Moravská Ostrava 26. března

Pro hromadné urážlivé nepravdy a pobuřující články Poláci v Československu ve válečném ohni o své národní bytí, zabavilo dnes státní zastupitelství v Mor. Ostravě došlý náklad katovického deníku Polska Zachodnia. Jde o poloúřední orgán vojvodského úřadu hornoslezského a po prvé se v něm přiznává s polské strany spojitost protičeských štvanic v Polsku s uzavřením polsko-německého paktu. Tvrdí se totiž, že po uzavření tohoto paktu se prý začalo se pronásledováním Poláků na českém území. Zároveň prý jsou plny, kdo se hlásí k polské národnosti, je krutě perzekvován, někdy velkými pokutami, jducími do deseti tisíců, denně se prý zatýká a denuncuje a pod. To prý je bilance československé vlády na Těšínsku. Češi prý se rozhodli rozdrtit polskou menšinu 150.000 duší. 20.000 prý muselo opustit čs. území a 10.000 polských dětí je prý násilně donuceno navštěvovat české školy. Polští faráři jsou násilím vypuzováni z polských farností. Vrcholem je apel na československo-polské kluby, aby zasáhly ve prospěch utlačované polské menšiny u vědomí své cti a důstojnosti. Po hrubých osobních útocích na policejního ředitele v Mor. Ostravě a na činovníky Slezské matice osvěty lidové se prohlašuje, že česko-polské dohody nebude, dokud budou literáři, invalidi a dělníci polští v Československu hubeni.

Nemá už smyslu vyvracet znovu všechny tyto a jiné nepravdy. Bylo už několikrát dokázáno, že za celý měsíc na Těšínsku byli podle zákona na ochranu republiky zatčeni pouze čtyři příslušníci československé menšiny a tři polští a že se s nimi nakládá lidsky a šetrně, dále, že na Těšínsku není žádný útlak Poláků, jak patrně z čísl, uveřejněných o stavu polského školství a jiných polských institucí. Jediným důsledkem, plynoucím ze snůšky výmyslů, šířených nejen v Polsku,

ale nyní i říšskoněmeckým rozhlaselem na domnělou a zbytečnou obranu polské menšiny, je poznatek, že tato polskou kampaní řídí kdosi třetí, je muž na tom záleží, aby umělá trhlina mezi Československem a Polskem byla pokud možná hluboká a trvalá. Tyto pokusy mizejí se účinku potud, že polské obyvatelstvo na Těšínsku na ně nereaguje, naopak začíná je odmištat.

Přolícení s polským publicistou Kaszyckým

budo u moravskoostrovského krajského soudu ještě tento týden. Vyšetřování proti němu dle se podle § 15. čl. 3. zákona na ochranu republiky, ale není vyloučeno, že bude stíhán pouze pro přečin podle § 14. čl. 1.

Projev polských sociálních demokratů v Jablunkově

V Jablunkově se včera konala v hotelu Silesia společná schůze české a polské sociální demokracie. Polský řečník Minczer prohlásil, že polské dělnictvo na Těšínsku spatřuje ve všech štvanicích, šířených nyní z Polska, fašistický pokus o útok na demokracii, jež v Československu zaručuje polské menšině na Těšínsku svobodný, kulturní, hospodářský a politický vývoj. Takové zneklidňující poruchy veřejného mínění jsou s to, aby znemožnily napříště dorozumění mezi Československem a Polskem. Na Těšínsku je třeba spolupráce všech demokratických stran bez rozdílu národnosti. Ve stejném smyslu promluvil také inž. Falta z Ostravy, načež bylo jednomyslně usneseno na znamenání sourozcůvství a protestu proti národnostním štvanicím, aby letošní 1. máj oslavili čeští i polští sociální demokraté v Jablunkově společným průvodem a projevem.

Postup polského dělnictva je tím potěšitelnější, že poslanec polské strany sociálně-demokratické Chobot, vázaný podle všeho neznámými vztahy, nepostaral se, aby se takto promluvil také v Česko-polském klubu v Moravské Ostravě.

Postavení Poláků v okrese českotěšínském
rh - Český Těšín 26. března

Lidové Noviny přinesly už doklady o postavení polské menšiny v okrese fryštátském. Neméně zajímavé jsou údaje z okresu českotěšínského. Mezi 85.334 obyvateli je tu 4168 polských příslušníků. Není pravda, že se jim dělají umělé překážky, žádají-li o čs. občanství. Od roku 1930 bylo kladně vyřízeno 960 žádostí toho druhu. Při tom sluší uvést, že většina polských příslušníků o české státní občanství nedbá, poněvadž jsou hospodářsky a finančně zajištěni a prosbě toho nepotřebují. Při dnešní bídě a nezaměstnanosti jsou polští státní příslušníci zaměstnáni v průmyslu (třínečské železářny, ostravsko-karvinské doly), nezaměstnaní dostávají podpory stejně jako čeští příslušníci.

Pokud se týká školství, nutno říci, že do převratu nebylo v celém okrese těšínském ani jediné měšťanské školy polské, do dnešního dne bylo postaveno 9 škol, z toho soukromé měšťanské v Bystřici nad Olzou, v Jablunkově, Českém Těšíně, veřejné obecné v Mostech v Jablunkově s expositurou v Návsi-Jaseni, v Nýdku, Gluchově, v Životicích, expositura v Těřlicích a Doboticích. Přestavěno a upraveno bylo pět obecných škol.

Dohromady mají Poláci v okrese českotěšínském postaveno buď státem nebo za jeho přispění 58 škol se 183 třídami a 218 učiteli. Záruk polských škol je 7241. Jen v pěti ryze českých obcích není polských škol. Dozor nad polskými školami vykonává polský školní inspektor. V obcích mají Poláci vlastní školní radu, místní a okresní osvětové shory, zvláštní péče o mládež atd.

V okrese vychází sedm pravidelných časopisů polských, mimo tisk, který dochází ze zahraničí. V Českém Těšíně se tisknou tři polské týdeníky. Ze 761 spolků v okrese je polských 357. Z toho je 48 hospodářských, 52 osvětových, 54 hasičských, 63 dobročinných, 64 tělocvičných a sportovních. Kromě toho mají Poláci na okrese těšínském 46 spolkových záložen, jeden průmyslový úvěrní ústav, tři spořitelny a záložní družstva a čtyři záložny rolnické.

Zbytečné rozčilování s Kaszyckým

dj - Košice 26. března

Protičeským bouřlivákům z polského tábora, kteří začali v nedávné době znova kalit poměr československo-polský, přišla velmi vhod příhoda, která potkala krakovského publicistu Štefana Kaszyckého,

zatčeného v Košicích podle zákona na ochranu republiky. Kaszycki působil na východním Slovensku, kde se mu dostalo největší možné podpory a pohostinství, jehož zneužil. Vždyť v Košicích, kde měl 18. března promluvit na oslavě jmenin maršála Pilsudského, byla důvěra k němu tak velká, že byl delší čas ubytován v paláci policejního ředitelství! Bylo by spíše na nás, abychom se horšili, neboť dosud jsme vítali na východním Slovensku z Polska všechny hosty s důvěrou.

21 Čechoslováků vypověděno z Polska

Polský opoziční tisk nesouhlasí s tímto opatřením

United Press - Varšava 26. března

Polská vláda vypověděla z Polska 21 Čechoslováků. V sobotu byli vyřazeni, aby do 24 hodin opustili Polsko i se svými rodinami. Částečně povolení dalšího pobytu bylo odvoláno. Vypovězení se stalo bez důvodnění. Podle vypovídacího listu, který již také Polsko opustili, čs. vyslanec a konsuláty se až do poslední chvíle snažily vymoci odvolání vypovědí. Jejich úsilí však zůstalo úplně marné.

Vládní tisk chválí postup vlády. Ažni, že vypovědi jsou odvětným opatřením za utlačování polské menšiny v Českém Slezsku. Opoziční tisk však postup vlády ostře kritizuje. Z Prahy prý nabízejí přátelskou ruku k smíru, ale ve Varšavě je horlivá snaha nevidět toho. Socialistický list Robotnik se ironicky táže, záleželi snad polské vládě na chvále z Vídně, Berlína nebo Pešti. Polský diplomatický zástupce v Praze Hladki pojedí zítra do Varšavy podat zprávu o náladě v Československu a o postavení polské menšiny v Českém Slezsku. Na politických místech se očekává jisté vyjasnění situace od ohlášené řeči čs. ministra pro zahraničí Beneše.

Jména Čechoslováků vypověděných z Polska

rh - Český Těšín 26. března

Polské časopisy přinášejí seznam Čechoslováků vypověděných z Polska. Jsou to ve Varšavě ředitel továrny Tiray se ženou, soukromí úředníci Čuma a Toreček a dělník Prachnař. V Katovicích byli vypovězeni obchodní zástupce Karel Balske, řemeslník Nitsche a Krečmar, z Krakova továrník Jakub Janko se ženou a řemeslník Černý, z Oświęczina obchodní zástupce Antonín Máslo, z Chranowa průmyslník Štěpán Marko se ženou a obchodní zástupce Michal Marko, z Chelmecku u Krakova Antonín Hanek a obchodník Daněk. Polské časopisy ohlašují, že i v jiných místech budou během dneška vypovězeni další osoby, tak na příklad z Lodže továrník Hebler a Beneš. V komentářích se naivně poznamenává, že je to pouze malá část Čechoslováků usazených v Polsku a že toto opatření bylo nutné pro ochranu práce.

Iv - Moravská Ostrava 26. března

Zpráva o neodůvodněném vypovídání Čechoslováků usedlých v Polsku způsobila velký neklid mezi Poláky, kteří zastávají různá místa v soukromých i veřejných službách na Těšínsku a Ostravsku. Zneklidnění jsou zejména mnozí polští učitelé, kteří vyučují na polských školách, ačkoli jsou polskými státními občany.

Jan Kiepura pro součinnost Němců a Poláků

B. K. - Berlín 26. března

V duchu nynějšího německo-polského přátelství přináší Deutsche Zeitung politickou rozmluvu s polským tenoristou, komorním pěvcem Janem Kiepurou. Kiepura prohlásil, že součinnost na poli uměleckém, kulturním i hospodářském mezi oběma zeměmi považují široké vrstvy polského obyvatelstva již dávno za žádoucí. Kiepura sám neměl za své sedmileté umělecké činnosti v Německu ani jednou dojem, že by ho tisk nebo obecenstvo pro polskou národnost posuzovaly neobjektivně nebo dokonce nepřátelsky. Kiepura vyslovil zároveň přání, aby velká a nesmrtelná díla polské literatury byla zpřístupněna celému německému národu. Je přesvědčen, že se skuteční součinnost Němců a Poláků, poněvadž 65milionový a 32milionový národ nemohou žít trvale vedle sebe, kdyby byla mezi nimi umělá čínská zeď.

Polsko vypovídá naše příslušníky

V nočních hodinách doručovány vypovídací dekrety o 24hodinová lhůta k opuštění Polska. — »Moravskoslezský deník« nesmí do Polska. — Štvaní katovického rozhlasu.

vk — Od té chvíle, kdy Polsko uzavřelo pakt o neútočení s Německem, začalo Polsko vůči nám prapodivnou politiku, která pozvolna láme přesvědčení, že lze s Polskem vycházeti ve slovan-ském bratrství a přátelství. Po polskotěšinském útoku na celistvost našeho státu, po provokativním odjezdu výpravy polských studentů, bylo v sobotu večer oznámeno, že deníky »Moravskoslezský deník«, »České slovo« a »Národní listy« nesmějí být do Polska zaslány. A včera způsobilo u nás rozruch, že několik československých příslušníků, po mnoho let v Polsku usedlých a pracujících, bylo bezdůvodně vypovězeno způsobem, na který dnešní svět již není zvyklý, a připomíná dávné rakouské manýry z doby Havlíčkovy.

Včera v noci kolem 3. hodiny přijeli do Mor. Ostravy tři čl. příslušníci, kterým byl doručen rozkaz, aby do 24 hodin opustili Polsko. Jsou to: Karel Černý, 49letý dílovedoucí firmy Jan Ore-nus, umělecké zámečnictví v Krakově, příslušný do Poděbrad, ženatý, otec 14letého syna, 33letý Josef Daněk, vedoucí Baťovy továrny v Chelmu-u u Chrzanova, příslušný do Slušovic u Holešova, a 31letý Jan Máslo, montér českomoravské Kolben-Daněk, zaměstnaný v továrně na automobily v Osvětčímě, příslušný do Pelhřimova.

Janu Máslovi byl doručen policistou vypovídací dekret o půl 12. hodině noční, kdy Máslo spal. Dekret byl vystaven okresním úřadem v Bělsku. Také Daněkoví byl vypovídací dekret doručen v noci. Máslo a Daněk se v Ostravě ne-

zdrželi, ale jeli hned dále do svých obcí, kde mají příbuzné. Vypověděli zde jen, že neměli času, aby své věci dali do pořádku a opustili Polsko, aniž by měli tušení proč, a všechn svůj majetek zanechali v Polsku.

Karel Černý nemá příbuzné v Českosloven-sku, proto vystoupil a zůstal v Mor. Ostravě, aby zde očekával, co se dále stane. Včera dopoledne navštívil naši redakci. Podle jeho výpovědi celá rodina Černého již spala, když v pátek v noci asi o 11. hodině přišel policista, který předložil Černému vypovídací dekret, podle kterého musí opustit do 24 hodin polské území, jinak že bude zatčen a policejní eskortou doprovázen na hranice našeho státu. Vypovídací nařízení se odvolává na rozhodnutí o zaměstnávání a vypoví-dání cizinců z r. 1926 a 1929. Případ Černého skutečně je nepochopitelný a podle všech dokla-dů je polskou provokací, která má nás dráždit a urážet.

Karel Černý, klidný a inteligentní člověk, byl v Polsku v r. 1921 a 1922. Trvale se tam však usadil v r. 1925, a to v Krakově. U fy Jan Ore-nus pracoval stále jako dílovedoucí a velmi do-brý odborník. Před týdnem jeho zaměstnavatel obdržel od ministerstva sociální péče vyrozumě-ní, že musí Černého propustit. Poněvadž však Černý měl řádnou smlouvu, podali oba, zaměst-navatel i Černý, odvolání na ministerstvo, které dosud není vyřízeno. Když v pátek v noci ob-držel Černý vyhošťovací dekret, oznámil tuto skutečnost československému konsulovi v Kra-kově, který ihned v sobotu ráno intervenoval na policejním ředitelství. Krakovský policejní ředi-tel však žádost konsulovu odmítl a sdělil, že je to rozkaz s vyšších míst a proti němu nelze nic podniknouti. Také zaměstnavatel intervenoval zbytečně. Černý nemohl ani vyřídit své rodinné záležitosti, nezískal ani pas, který mají v drže-ní polské úřady, a přijel jen s domovským lis-tem. Je zajímavé, že všechny tři vypovězené po-dle jejich výpovědi sledovali tajní policisté ne-jen cestou na nádraží, ale i ve vlaku. Při tom nutno poznamenati, že ani Daněk, Černý, ani Máslo nebyli nikdy v Polsku politicky činní a žili jako řádní občané, nezavdávající podnět ke stížnostem.

K těmto případům, které pochopitelně vzro-šují, nutno dokreslit ještě chování se sousední-ho Polska faktem, že polský rozhlas v posled-ní době zařazuje do svých programů štvavé řeči, které se týkají našeho Těšínska. Včera opětně odpoledne katovická vysílka hlásila, že z na-šeho Těšínska jsou houfně vypovídaní Poláci, kteří nejsou, jsou pronásledováni a utiskováni brutálním způsobem. Co podnikne naše vláda proti těmto polským štvanicím?

O vypovídaní našich příslušníků z Polska intervenoval v sobotu ráno na ministerstvu za-hraničí ve Varšavě náš vyslanec dr. Girsav, avšak bez výsledku. Dr. Girsav nato v sobotu od-poledne odjel do Prahy, aby podal vládě zprávu a vyžádal si další informace.

Moravskoslezský Deník
25. III. 34.

»Moravskoslezský deník« v Polsku zakázán.

Z Varšavy, 24.-3. Nařízením polského ministerstva vnitra byla čl. deníkům: »Moravskoslezskému deníku«, »Národním listům« a »Českému slovu« odňata poštovní doprava v Pol-sku.

Polsko vypovídá Čechoslováky.

Z Varšavy, 24.-3. Polská tisková kance-lář oznamuje z Katovic: Pět čl. občanů, bydlí-cích v polském Horním Slezsku, bylo vyzváno, aby jakožto nežádoucí cizinci opustili na úřední rozkaz Polsko.

Z Varšavy, 24.-3. Dnešní varšavské ve-černíky »ABC« a »Wieczor Warszawski« sdělu-jí, že na podkladě rozhodnutí správních úřadů má být několik čl. státních občanů do 48 hodin vypovězeno z Polska. Důvody pro toto vyhoštění se tají.

Polední Ostravský Deník 27. III. 34.

Vypovídání Čechoslováků z Polska

Marné intervence našich úřadů. — Hlavně vypovídání funkcionáři zá-vodů, na nichž je účasten čl. kapitál.

vk — Oznámili jsme již včera, že z Polska v noci z pátku na sobotu bylo vypovězeno cel-kem 18 Čechoslováků, kteří musili opustit pol-ské území během 24 hodin, takže odjížděli bez pasů, zanechávající své rodiny bez pomoci. Je zajímavé, že Polsko vypovídá náhle hlavně funkcionáře průmyslových závodů, na nichž je účasten čl. kapitál.

Mezi občany, kteří dosud z Polska byli vy-kázáni, jsou: inž. Terla z polských závodů Fiat ve Varšavě, Hanák, ředitel filmové společnosti ve Varšavě, inž. Tureček ze Škodových závodů ve Varšavě, průmyslník Janků z Krakova, prů-myslník Hebler z Lodže, Tirav, zástupce Zbro-jovky ve Varšavě, průmyslník Michal Marko, majitel koželužství v Krakově, Josef Daněk, ve-loucí Baťovy továrny v Chelmu u Chrzanova, Karel Černý, dílovedoucí velkého uměleckého zámečnictví v Krakově, dále soukromí úředníci Čuma a Tureček, dělník Prachnař z Varšavy, Karel Balske, obchodní zástupce z Katovic, ře-

meslníci Nitsche a Krečmar z Katovic, obchodní zástupce Antonín Máslo z Oswieczina, pak Ště-pán Marko, obchodní zástupce, továrník Beneš z Lodže a jini.

Včera přijel do Mor. Ostravy vyhoštěný Če-choslovák 55letý Antonín Baday, dílovedoucí textilní továrny v Lodži. Tímtež vlakem přijel také obchodník J. Figrhut z Katovic, který se obrátil přímo na Obchodní gremium v Mor. O-stravě.

Polský vládní tisk, který se ch v a l u j e po-stup polských úřadů ve vypovídání Čechoslová-ků, uvádí všechna jména vypovězených a tento fakt doprovází ironickými poznámka-mi. Současně ohlašuje, že vypovídání není ještě konec a že ještě další Čechoslováci jsou na radě a budou během těchto dnů vypově-zeni.

Vypovídání Čechoslováků z Polska vyvolalo velké vzrušení mezi Poláky na našem Těšínsku. Obávají se, že československá vláda bude opá-

cti stejným způsobem tento neočekávaný a od-souzení hodný postup Polska. Jsou to zvláště učitelé na polských školách, kteří mají obavy, že snad budou z Československa vypovězeni, protože nemají státní příslušnosti.

Vyslanec dr. Girsav v Praze.

Z Prahy, 27.-3. Včera byl přijat českoslo-venský vyslanec ve Varšavě dr. Girsav minis-trem zahraničí dr. Benešem a zplnomocněným ministrem dr. Kroftou, jímž podal zprávu o si-tuaci v Polsku. V kruzích ministerstva zaha-raničí posuzuje se demonstrace proti nám, vypo-vídaní našich příslušníků z Polska a zákaz na-šich novin v Polsku klidně a převládá přesvěd-čení, že všechny tyto události mají prý jen lo-kální charakter a nebudou mít vážnějších po-litických důsledků. Očekává se, že brzy nastá-ne uklidnění. Ministerstvo je rozhodnuto, vše-chny uvedené případy pečlivě vyšetřiti a libe-rální cestou je likvidovati.

Do 24 hodin museli opustit Polsko

Tři českoslovenští příslušníci vypovězeni — Rozkaz vydalo také krakovské vojvodství

V neděli o půl 3. hodině ráno přijeli rychlým z Polska do Mor. Ostravy tři českoslovenští státní příslušníci, kteří dostali rozkaz do 24. hodin opustit území Polska, přesto, že tam byli zaměstnání na odpovědných místech. Vyhoštění jsou: 33letý Josef Daněk, vedoucí Baťovy továrny v Chelmku u Chrzanowa, příslušný do Slušovic v okrese Holešov, 49letý Karel Černý, ženatý, otec 14letého syna, dílovedoucí u firmy Jan Oremus, umělecké zámečnictví v Krakově, příslušný do Poděbrad, a 31letý Jan Máslo, montér Českomoravské Kolben-Daněk z Karlína, zaměstnaný v továrně na automobily v Osvěncimě, příslušný do Pelhřimova. Daněk jel iněd dále do Zlína, Máslo do Prahy a jedině dílovedoucí Karel Černý, který žil v Polsku nepřetržitě již devět let a nemá v československu žádných příbuzných, vystoupil v Mor. Ostravě, aby zde očekával vysvětlení svého náhlého vypovězení z Polska a příjezdu manželky a dítěte. Fakt, že každý ze tří vyhoštěných je z jiného místa, jasně dokazuje, že jde o organizovanou nepřátelskou akci proti československým státním příslušníkům. — Všem byl výměr o vyhoštění doručen znenadání, takže se nemohli ani na odcestování připravit a museli zanechat všechny své záležitosti nevyřízeny. K dílovedoucímu Karlu Černému v Krakově dostal se policista s vyhošťovacím dekretem v pátek v 11 hodin v noci. V rozhodnutí se praví, že musí do soboty o 24. hodině opustit území Polska, jinak bude zatčen a dopraven na československé hranice policií. Vyhošťovací dekret se odvolává na rozhodnutí o zaměstnání cizinců. Karel Černý byl v Polsku po prvé v letech 1921 a 1922 a pak nepřetržitě od roku 1925, aniž by pobyt přerušil. Jako dobrý odborník byl vedoucím velké dílny. Před týdnem dostal zaměstnavatel Černého vyznamenání od ministerstva sociální péče, že ho musí okamžitě propustit z práce. Černý měl však se zaměstnavatelem řádnou smlouvu a proto zaměstnavatel i on podal na ministerstvo 19. března odvolání, jež dodnes není vyřízeno. V sobotu ráno hned po doručení rozkazu k vyhoštění provedl zákrok na policejním ředitelství v Krakově tamější čsl. konsul, ale přednosta úřadu ho odmítl — s poukazem, že musí vyhovět rozkazu z vyšších míst. Rozkaz totiž vydalo krakovské vojvodství. Také intervence zaměstnavatele nepomohla a na námitku Černého, že nemůže od-

jetí bez pasu, který již dlouho mají v držení, polské úřady, nebyl povolen odklad ani o dva dny. Černý přijel do československa na podkladě domovského listu a pas má dosud na policejním ředitelství v Krakově. V sobotu k večeru přišel se policista Černého zeptati, zda-li si již připravuje zavazadla a z povzdálí ho též sledoval do vlaku, v němž jeli tajní policisté, sedící v jiných vagonech — až na hranice. Jan Máslo, montér továrny na automobily v Osvěncimě, dostal vyznamenání o vyhoštění od policisty v pátek o půl 12. hodině v noci a byl probuzen, když již spal. Vyhošťovací dekret mu dal doručit okresní úřad v Bilsku. Vedoucí Baťovy továrny Josef Daněk rovněž dostal rozkaz opustit Polsko během 24 hodin. Nikdo ze

tří vyhoštěných neměl již čas, aby v sobotu během dopoledne (dopoledne se neurčuje) vyřídil si nejnnutnější záležitosti a museli vše zanechat na místě. Vyhoštění vzbudilo na Ostravsku značný rozruch. -vb-

ODSOUZENÍ POLSKÝCH ŠTVANIC V TRINCI

Včera konala se v Trinci schůze československé a polské soc. dem. strany, které se zúčastnilo asi 350 osob, většinou Poláků. Na schůzi promluvil sen. Koukal a profesor Badura z Orlové. Rečníci odsoudili poslední útoky z Polska a potom byla schválena resoluce, v níž se protestuje proti pokusům o znemožnění přátelského soužití a proti posledním štvanicím. -zel-

Poláci vyhošťují naše příslušníky

(Pokračování se strany 1.)

svoji zlobu proti polské menšině na Těšínsku. 20.000 Poláků prý muselo opustit Těšínské Slezsko a 10.000 polských dětí prý muselo přejít do českých škol. Celá řada polských farností ztratila prý své kněze, tisíce dělníků přišlo prý o práci a to prý jedině proto, že se hlásili otevřeně k polské národnosti. V českých věznicích ztrácí prý svoje zdraví a síly polští invalidé, profesori, rolníci a dělníci. Činy »oberpolicaíjmajstra« Bači v M. Ostravě, který prý je původcem těchto zatčení, přivedly polský lid do stavu zoufalství. Urážlivé výmysly listu není třeba vyvracet. Nikomu se neděje křivda — nikdo od nás nebyl vypovězen a zatčeno bylo jen pět lidí a to jedině v okrese českotěšínském. Polska Zachodnia byla v neděli u nás zabavena a listu bude odňata vůbec doprava do ČSR. Baday, který byl vypovězen z Polska, divil se, když se dověděl, že v Mor. Ostravě je naprostý klid, neboť polské noviny píší, že v Mor. Ostravě jsou velké protipolské demonstrace. Je podivné, jak může tyto výmysly polský tisk šířit, když v Mor. Ostravě úřaduje zástupce polské oficiální tiskové kanceláře, který dobře ví, že žádné demonstrace tu nebyly. Jedině byla stržena visitka se dveří polského kons. Malhomma, který to oznámil na policii a žádal o ochranu. Visitka mu byla stržena se dveří v den, kdy před čs. konsulátem ve Varšavě byly uspořádány demonstrace proti nám. -vb-

ky. Je více než pravděpodobno, že k přelčení dojde ještě tento týden, před velikonočními svátky. Žaloba je téměř hotova a bude asi zítra státním zástupcem podána. -zk-

Vypovídání Čechoslováků z Polska

Hromadné vypovídání funkcionářů průmyslových závodů, na nichž je účasten čsl. kapitál.

Z Varšavy, 26.-3. Dnešní varšavský večerní tisk oznamuje, že správní úřady chystají vykázati další skupinu čsl. státních příslušníků, a to většinou úředníky a funkcionáře průmyslových podniků v Polsku, na nichž je interesován čsl. kapitál. Mezi čsl. občany, vykázanými dosud z Polska, jsou: inž. Terla z polských závodů Fiat ve Varšavě, Hanák, ředitel filmové společnosti ve Varšavě, inž. Tureček ze Škodových závodů ve Varšavě, průmyslník Hebler v Lodži, Tiray, zástupce Zbrojovky ve Varšavě, průmyslník Janek z Krakova a průmyslník Marko, majitel koželužství v Krakově, a Josef Daněk, vedoucí Baťovy továrny v Chelmku u Chrzanowa.

Náš varšavský vyslanec u ministra dr. Beneše.

Z Prahy, 26.-3. Československý vyslanec ve Varšavě, dr. Gírsa, podal dnes

ministru zahraničí dr. Benešovi a zplnomocněnému min. dr. Kroftovi zprávu o posledních událostech v Polsku. V kruzích našeho ministerstva zahraničí jest situace, vyvolaná vypovídáním čsl. občanů z Polska a zákazem některých našich listů, posuzována s klidem a rozvahou v pevném přesvědčení, že brzy nastane uklidnění i na polské straně, rozeštvané nesprávným referováním polského tisku. Čsl. konsul ve Varšavě, dr. Maixner, potvrdil, že v Mor. Ostravě ve vazbě držený student Kasčický byl členem Česko-polského klubu a že až do svého odjezdu do Košic se v klubu choval vždy loyálně a že měl dokonce několik přednášek v Polsku o čsl. lázních, které vřele doporučoval. Do Košic byl pozván, aby přednášel v košíckém rozhlase a proto mu nebylo činěno překážek k cestě do ČSR.

Z Varšavy, 26.-3. Ve zdejších úředních kruzích jest litováno, že přátelský po-

mer mezi Polskem a ČSR. byl zkalen. Jako příčina konfliktu jest uváděno zatčení Kasčického, který jest vůdcem »Legie mladých«, která stojí velmi blízko Piłsudskému. Jeho přátelé odpověděli na zatčení známou demonstrací před čsl. vyslanectvím ve Varšavě za oslav jmenin Piłsudského. V úředních kruzích se zdůrazňuje, že na dobrém poměru k Československu Polsko upřímně záleží, neboť obě země očekávají mnohé společné úkoly. K protiopatřením, to jest vypovídáním prý bylo sáhnuto jen proto, aby »vážnost polského státu byla zdůrazněna, neboť k zatčení polských příslušníků v ČSR. dle názoru polských úřadů nebylo příčiny.« — Znamenáváme loyálně tyto polské hlasy bez poznámky, dokud nebude s obou stran vydána úřední zpráva.

O osud horníků

Porady hornických odborových organizací v ostravsko-karvinském revíru, na kterých se jednalo o návrzích těžařů na propuštění hornictva, vyzněly jednotně v odmítavém smyslu. Odpovědi hornictva byly včera zaslány Ředitelské konferenci, která, jak se očekává, svolá v příštích dnech novou radu. — Komunisté chtěli z požadav. těžařů vytloukat politicko-stranický kapitál, ale bylo jim to znemožněno. Schůze, kterou svolávali na neděli do Orlové, nebyla povolena a také tajná náhradní konference, kterou pořádali v hostinci na rozhraní Bartovic, Šenov a Šumbarku, byla četnictvem rozpuštěna. Komunisté měli v pondělí před týdnem možnost jednat s těžaři, ale nevyužili ji. Přišli jen se starými otřepanými požadavky, ale nikoliv s konkrétními návrhy. Situace je nyní vážná a nedá se chodit s bubnem — jak si to komunisté představují. Hornictvo z ostatních odborových organizací dalo ostatně samo dosti zřetelně na jevo, že nepřistoupí na nějaké zhoršení situace. Poměry se přece jen lepší a jsou ještě jiná východiska, nežli propouštění. Je nutný především zákrok úřadů v Praze, aby bylo pamatováno více na Ostravsko při kompenzačních obchodech s cizinou.

Záležitost získání nového odbytiště pro naše uhlí v severských státech, jak o tom přineslo České Slovo zprávu, začíná se podle zpráv čs.-polské propagační a obchodní společnosti zdárně vyvíjet. V minulých dnech dleli v Ostravě zástupci polských železnic a zdá se, že bude docíleno dohody pro vývoz uhlí. Jednalo by se patrně o využití nové železnice z Katovic do Gdyně, postavené za podpory francouzského kapitálu, na kterou by Poláci rádi získali hodné přepravy od nás. Z ostravsko-karvinského revíru by se mohlo vyvážet do severských států prachové a plynové uhlí a koks, kterým by se nekonkurovalo polskému uhlí. Celkem by se jednalo o vývoz asi 3 mil. tun ročně. Jednání není ještě skončeno, ale je prý na slibné cestě.

Rozhodně by však bylo velmi lehkomyšlné, kdyby se situace měla řešit nejjednodušejší propouštěním hornictva. Jak se zdá, neskončí patrně nynější jednání v Ostravě a bude asi přeloženo do Prahy, do ministerstva veřejných prací. Bylo by to také vítanější, neboť v ministerstvu po katastrofě v Oseku zavládl jiný duch a těžaři by nemohli prosadit svoje požadavky tak, jako na Ostravsku. Rozhodně však musí být hornictvo právě nyní na stráži svých zájmů. — zel.

Poláci vyhošťují naše příslušníky

Výmysly polského listu o Těšínku — Proces s Kaszyckim před svátky

Varšava. — Po vypovězení osmnácti čs. příslušníků nařídily nyní polské úřady vypovězení dalších čechoslováků z Polska. Jsou to čs. příslušníci, zaměstnaní v průmyslových podnicích, na nichž je interesován čs. kapitál. Mezi nově vypovězenými je několik vedoucích úřed. Bařových závodů v Chelmku a Škodových závodů ve Varšavě. — T.

Brno. — Včera přijeli do Brna další tři čechoslováci, vypovězení z Polska. Jsou to majitel autosprávkárny ve Varšavě František Fielar s chotí a vedoucí podniku František Čuma. — T.

Včera přijeli z Polska do Mor. Ostravy další dva naši příslušníci, kteří byli nuceni opustit do 24 hodin polské území. 55letý Antonín Baday přijel z Lodže, kde byl dílovedoucím v textilní továrně A. Hamburgera. Pochází z Korčan u Dunajské Stredy. Zaměstnavatel dostával každoročně povolení k jeho zaměstnávání, ale teprve nedávno mu bylo odmítnuto. Baday vyjednával s firmou Barvimus v Kališi a měl se stát jejím společníkem. Jednání však dosud nebylo skončeno a naráželo hlavně na neochotu úřadů. Náhle v pátek 23. března o 12. hodině v noci byl Baday probuzen ze spánku. Do jeho bytu vešlo šest policistů, dva civilní, tři uniformovaní a velitel, a doručili mu

dekret o vyhoštění, který stanovil, že do soboty do půlnoci musí opustit polské území. Jeden detektiv zůstal pak v bytě a doprovázel ho ve vlaku až na hranice v Petrovicích. Na dotaz, proč má opustit Polsko, byla mu odepřena odpověď a byl upozorněn, že v případě neuposlechnutí — bude dopraven na hranice postrkem. Důvěrně se dověděl, že je to organizovaná akce polských úřadů proti našim příslušníkům za domnělé příkoří, jež se prý Polákům děje v ČSR. Tímto vlakem přijeli další tři vyhoštění naši příslušníci. Včera se přihlásil v Mor. Ostravě také obchodník J. Figrhut z Katovic, který byl rovněž vyhoštěn, a oznámil, že další vyhoštění budou odesláni z Polska v nejbližších dnech. V Katovicích bude vyhoštěno celkem sedm obchodníků a dva z nich mají přijet již v úterý do Mor. Ostravy a obchody povedou zatím jejich manželky.

Zatím rozšiřuje řada polských listů nepravdivé zprávy o ČSR. Polska Zachodnia, orgán katovického vojvody Graziňského, přináší pod nadpisem »Poláci v Československu v ohni války o své národní bytí« snůšku nehořázných lží. List píše, že po uzavření polské smlouvy o neútočení s Německem a po manifestacích v Pol. Těšíně u příležitosti 15. výročí Těšínského Slezska, obrátili prý češi celou

(Pokračování na straně 3.)

ciągdałszy na str. 139.

Lidové Noviny 28. III. 34.

Spisovatel Kaszycki před soudem

Jeho trestní věc byla mimořádně uspišena

IV - Mor. Ostrava 28. března

Stanisław Kaszycki, 30letý spisovatel z Krakova, přijel letos v únoru do čs. republiky, aby na přednáškách, pořádaných česko-polskými kluby a jinými spolky, promluvil na časové náměty česko-polského sblížení. Jeví se povolán k takovému uplatnění, poněvadž jako horlivý člen Polsko-československého klubu v Krakově se vždy přičiňoval o prohloubení vzájemných styků a získal si značnou důvěru Čechů v Polsku i v čs. republice. Přijal jako vítaný host na čs. půdě, promluvil ke spokojenosti četných posluchačů na devatenácti schůzích. V Komorní Lhotce přednášel 22. února, tři dny před známými provokacemi v Polském Těšíně, jako host polského osvětového sboru o Polsku dnešním a zítřejším.

Posluchačů, vesměs Poláků, bylo asi padesát a čtyř z nich oznámili pak četnictvu, že Kaszycki mluvil, co se na hosta neslušelo. Z historie Polska přešel na maršála Piłsudského a na smýšlení a citění dnešního Polska, jež je připraveno bránit do krajnosti osm milionů Poláků, žijících za hranicemi. Po převratě, když Polsko zapasilo na jiné straně, bylo napadeno bratrským národem a tehdy bylo Těšínsko rozděleno. Přijde však doba, kdy obě rozdělené části budou opět jedno tělo a stane se to buď po dobrém nebo ohnivým mečem,

který setne hraniční kameny. Četnictvo, zpravěno o těchto výroci, zařídilo další a tak byl spisovatel Kaszycki, jenž byl zatím už odjel na Slovensko, zatčen v Košicích a dopraven do vyšetřovací vazby v Moravské Ostravě. Trestní vyšetřování s Kaszyckým bylo mimořádně uspišeno, takže za pouhých deset dnů byla obviněnému doručena obžaloba, znějící na přecín podle § 14., odst. 1. zákona na ochranu republiky a dnes byl postaven před soud. Přeličení předseda soudní rada Streitberg, žalobu zastupuje dr. Staněk.

Týž senát soudí dnes dalšího obžalovaného polského příslušníka Františka Kuliszewicze z Polského Těšína, jenž vraceje se 20. března o 3. hod. ranní z veselé besedy v hotelu Polonya v Českém Těšíně, chtěl v nádražním hostinci platit polskými poštovními známky. Když číšník toto platidlo odmítl, vytasil se sice polský profesor s čs. penězi, ale také s názory, jež vzbudily velký zájem. Ohlásil totiž, že do desíti dnů přijedou Poláci do Českého Těšína a pak že Češi uvidí. Vrátnému, který ho mírnil, slíbil místo inspektora polských státních drah. Nakonec byl předveden strážníkem k výslechu, od něhož byl dopraven do soudní vazby v Moravské Ostravě. Dnešní přeličení ukáže, na kolik jeho výroky vyplýnuly ze zlé vůle a na kolik z příliš dobré nálady.

Kaszycki i Kulisiewicz uniewinnieni

W więzieniu pozostaje trzech Polaków obywateli czeskich

Morawska Ostrawa, 28. 3. (PAT)
W środę w godzinach przedpołudniowych odbyła się rozprawa przeciwko polskiemu obywatelom, Kulisiewiczowi z Cieszyna oraz literatowi Kaszyckiemu z Krakowa.
W obu wypadkach zapadł wyrok uniewinniający.

Po zwolnieniu trzech więźniów w Morawskiej Ostrawie obywateli polskich, Kaszyckiego, Kulisiewicza i Sprenzla, pozostaje dotychczas w więzieniu w Morawskiej Ostrawie

trzech więźniów politycznych narodowości polskiej, obywateli czeskich, a mianowicie Wdówka i Duda, obaj z Cierlicka oraz Szusick z Mistrzowic.

Kaszycki po uniewinniającym go wyroku wyjechał niezwłocznie do Polski.
Cieszyn, 28. 3. (PAT)

Zwolniony dziś z więzienia w Morawskiej Ostrawie literat polski Kaszycki przybył dziś popołudniu do Cieszyna, poczem o godz. 19-ej odjechał do Krakowa.

Polonia 29. III. 34.

Nieporozumienie.

Tak w najlepszym razie określić można linję polityczną obraną przez politykę czechosłowacką w ostatnich tygodniach, a w szczególności wobec wypadków związanych z umowami rzymskimi. Jak wiadomo, wyników konferencji rzymskich oczekiwano w Pradze może bez entuzjazmu, ale z pewnym optymizmem, polegającym na przypuszczeniu, że Mussolini zadowolony się formalnym sukcesem, stwierdzeniem hegemonii Włoch nad Dunajem i uznaniem jej przez Francję oraz małą koalicję i że poza to nie pójdzie. Znana mowa Mussoliniego, wywołana w tych warunkach gorzkie rozczarowanie w Pradze i ripostę ze strony dra Benesa, którą nazwać można wszystkimi, ale nie posunięciem szczęśliwym. Dowodzi bowiem ona, że w Pradze oddawano się złudzeniom, iż w Rzymie dojdą do skutku umowy, polegające na umocnieniu i utwierdzeniu status quo tak dogodnego dla Czechosłowacji. Takie wszakże pojmowanie sytuacji było ciężkim złudzeniem, na którego prysnięcie nie długo trzeba było czekać.

Powodem tego jest fakt, iż pomiędzy sytuacją Austrii i Węgier zachodzi, mimo wszystko, bardzo poważna różnica, którą i Mussoliniemu nie łatwo przyszło wyrównać. Różnica ta polega na tem, że Austria Dollfussa i Feya chce właśnie utrzymania status quo co do siebie, może utrwalonego przez związki gospodarcze z sąsiadami, Węgry zaś uważają status quo co do siebie za ciężką klęskę i dążą wszelkimi siłami do jego rewizji. Toteż z węgierskiego punktu widzenia walka o utrzymanie niezależności Austrii na to tylko, by Węgry pozostały nadal okrojone i poszkodowane narodowo i gospodarczo, nie przedstawia żadnego interesu. Niebezpieczeństwa, jakie Anschluss niesie wprawdzie i Węgry co do siebie doceniają, ale odpowiadają na to: być może że Anschluss grozi nam uzależnieniem od Niemiec, ale przecież stan dzisiejszy grozi nam uzależnieniem od małej koalicji, to znaczy od naszych najgorszych wrogów. Od małej koalicji niczego się nie możemy spodziewać, Anschluss zaś mimo wielu niekorzyści, dać nam może także i korzyści. Po Anschlussie musi przyjść koniec Czechosłowacji w obecnej jej formie, przy rozbiću jej odzyskamy zabrane nam przez nią ziemie, zyskamy wolną rękę wobec innych sąsiadów. Słowem da nam to wcale poważne i namacalne korzyści.

Przy takim rozumowaniu ze strony węgierskiej rozmowy rzymskie doprowadzić musiały i doprowadziły istotnie do tego wyniku, że Mussolini w wielkiej swej mowie zaakcentował konieczność niezależności Austrii, ale także i konieczność zmiany na korzyść Węgier. Jeśli chcecie — mówili Węgrzy — abyśmy stanęli przeciw Anschlussowi, dajcie nam te same korzyści, które dać nam może Anschluss. Wobec tego Mussolini stanął na stanowisku, że Węgry odzyskać powinny przynajmniej etnograficznie węgierskie ziemie i w mowie swej to podkreślił.

Na to dictum acerbum zareagował dr. Benes jak powiedzieliśmy, zgola nieszczęśliwie. Wystąpił jak najsilniej przeciw rewizji i przeciw powrotowi Habsburgów, ale chcąc dać coś wzajemian za tę negację, chcąc wyjaśnić, w jaki sposób zamierza bez zadowolenia Węgier i bez przewagi Włoch nad Dunajem, utrzymać nie-

zależność Austrii, dał projekt zarówno skomplikowany, jak nierealny. Oto wynalazł dla Austrii t. zw. koncepcję europejską. Ten pomysł przypominający doskonale frazeologię polityczną Brianda i z nią conajmniej o parę lat spóźniony miał w praktyce wyglądać w ten sposób, że Europa, t. zn. Włochy, Francja i mała koalicja, miały zagwarantować Niemcom, iż wzajemian za to, że zrzekną się Anschlussu, nikt inny nie będzie mógł zyskać przeważającego wpływu w Austrii, Niemcy zaś zrzekłszy się Anschlussu miały pilnować, aby nie przeformowano tymczasem w Austrii jakiegoś innego rozwiązania, t. zn. austro-węgierskiego czy habsburskiego. Pomijając już groteskowy pomysł powierzenia straty nad niezawisłością Austrii Niemcom — przysłowiowa opieka kozy nad kapustą — program ten zdążył do tego, by wygrać przeciw sobie Włochy i Niemcy. I tak wśród wzajemnej ich konkurencji nie pozwolić żadnemu z nich usadowić się w obiekcie sporu, w Austrii. Nie zadano sobie tylko przy nim pytania, kto go wprowadzi w życie, skoro jak się wnet okazało, nie zadawała on nikogo, ani Austrii, ani żadnego z jej sąsiadów tak Włoch i Niemiec, jak Węgier. Okazało się, że właściwie jest on potrzebny w tej chwili głównie Czechosłowacji, a to było stanowczo zamale.

Po tem wystąpieniu dra Benesa sprawa ustosunkowania się Czech do obecnych kombinacji naddunajskich nie posunęła się ani na krok naprzód. Bo że Czechy nie chcą ani rewizji traktatów ani Habsburgów, to wszyscy dawno wiedzieli; czekano jednak na to, jakie stanowisko zajmą one po przegranej socjalistów wiedeńskich, ostatniej nadziei Czechosłowacji wobec konieczności utrzymania Austrii przy życiu. Wobec konieczności tej wystąpiły Włochy z pozytywnym programem, dr. Benes zajął zaś wobec niego takie stanowisko, jakby wypadki, jakie w ostatnich latach miały miejsce zupełnie nie nastąpiły, jakby nie było Hitlera i walki o Austrię, jakby nie było wojny domowej w Austrii i zwycięstwa prawicy austriackiej, słowem tak jak gdybyśmy żyli nie w roku pańskim 1934, ale za najlepszych czasów polityki „europejskiej“ Brianda. Na tem polega całe, powiedzmy delikatnie, nieporozumienie. Być może, że występ cały spowodowany był potrzebami wewnętrznej polityki czechoskiej, rosnącym mimo wszystko w Czechosłowacji zaniepokojeniem o przyszłość państwa, rosnącym tam coraz wyraźniej przeświadczeniem, że lepszy byłby ostatecznie w Wiedniu Habsburg, niż Hitler. Jeżeli exposé dra Benesa miało być na to obliczone, to pokazało ono obywatelom republiki już po kilku dniach, że drogą proponowaną przez dra Benesa Czechosłowacja nie wybrnie z opresji.

České Slovo 28. III. 34

Kaszycki dnes před soudem

S ním bude souzen i profesor Kulisiewicz

Dnes v 9 hodin koná se v M. Ostravě u krajského soudu přelíčení se zatčeným spisovatelem Stanislavem Kaszyckým. Kaszycký je známý polský spisovatel, pochází z Krakova a je mu 30 let. Ve vazbě krajského soudu v Ostravě se nachází od 14. března, byv zatčen četnictvem. Státní zastupitelství žaluje ho pro přečin rušení obecného míru podle par. 14-1 zákona na ochranu republiky. Obžalovaného hájí advokát dr. Fasal. Zároveň s ním bude také souzen František Kulisiewicz, narozený v Novém Wisniczi, 46letý polský profesor. Tento je ve vazbě od 20.

března a je žalován také pro přečin par. 14-1 zák. na ochranu republiky, dále pak ještě podle par. 18-1-3. Na žádost jeho advokáta dra Leo Wolfa z Fryštátu převzal jeho obhajobu také ostravský dr. Fasal. Přelíčení předsedá s. r. Streitberg s votanty s. r. drem Wintrem a Havelkou, žalobu zastupuje stát, zástupce dr. Staněk. Vyslechnuto bude asi 10 svědků polské i české národnosti. Ač žaloba byla podána teprve včera odpoledne, přece se všemožně vyšlo vstříc zatčeným polským příslušníkům a v necelých 24 hodinách bylo již nařízeno přelíčení.

-ZK-

Polonia 29. III. 34.

Zgon wybitnego działacza polskiego na Śląsku Czeskim

Morawska Ostrawa, 28. 3. (PAT)
We wtorek zmarł w Stonawie na Śląsku czeskim ks. Krzyslak, dziekan i proboszcz tamtejszej parafji, gorliwy Polak.

Nawarzyli sobie kwaśnego piwa

Akt oskarżenia Kaszyckiego — Sprenzel wypuszczony — Prasa czeska teraz ubolewa

Morawska Ostrawa, 27 marca. Akt oskarżenia przeciwko literatowi Stanisławowi Kaszyckiemu, uwięzionemu w Morawskiej Ostrawie, został przez prokuratora ostatecznie opracowany. Rozprawa odbędzie się za zgodą oskarżonego w środę 28 bm. o godz. 9-ej rano. Oskarżenie zarzuca Kaszyckiemu przekroczenie paragrafu 14 ustawy o ochronie republiki, który mówi o podburzaniu przeciw państwu. Prócz 4-ch denuncjatorów władze sądowe wezwały na wniosek konsula polskiego 9-ciu świadków Polaków z Ligotki Kameralnej i Smiłowic. Obrońcą oskarżonego jest dr. Huss z Morawskiej Ostrawy.

Morawska Ostrawa, 27 marca. Po przetrzymaniu 18-letniego studenta Sprenzla przez przeszło 2 tygodnie w więzieniu w Morawskiej Ostrawie, władze sądowe czeskie przy redagowaniu aktu oskarżenia doszły do wniosku, że na Sprenzlu nie ciąży żadna wina, wobec czego został on w dniu dzisiejszym wypuszczony na wolność i znajduje się już w Cieszynie. Jak się dowiadujemy, Sprenzel ma zamiar wystąpić przeciw władzom czeskim o odszkodowanie za doznana krzywdę moralną.

Praga, 27 marca. Dzisiejszy „Prager Tageblatt“ zamieszcza wiadomość, że poseł Czechosłowacji w Warszawie Girsza złożył ministrowi spraw zagranicznych Beneszowi i wiceministrowi Krocie sprawozdanie o sytuacji w Polsce. Dziennik dowiaduje się z tutejszych kół poinformowanych, że w Pradze uważa się, iż ostatnie demonstracyjne wydalanie kilku obywateli czechosłowackich z Polski i zakaz rozpowszechniania kilku pism czechosłowackich w Polsce należy rozważać ze spokojem. Wyrażane jest przekonanie, że wszystkie wydarzenia, posiadające przedewszystkiem charakter lokalny, nie będą miały żadnych poważnych następstw politycznych i w krótkim czasie będzie przywrócony spokój. Czynniki praskie są zdecydowane

zbadać troskliwie wszystkie wypadki i zlikwidować je w sposób liberalny. W szeregu wiadomości z Warszawy dziennik stwierdza, że rozdzwięk, jaki powstał między Czechosłowacją a Polską, nie został spowodowany ze strony polskiej. Ze strony Polski zastosowano represje niechętnie. Dalej dziennik donosi, że rektorat uniwersytetu krakowskiego zwrócił się do oficjalnych czynników z listem, w którym stwierdza, że Kaszycki znany jest w Krakowie jako wybitny przyjaciel Czechów, o czym poinformowa-

ny był również konsul czechosłowacki w Krakowie.

„Praskie Noviny“, komentując te wydarzenia, piszą: „Powtarzamy, że nieporozumienia te są wybitnie nieprzyjemne, albowiem korzyści z nich nie może mieć ani Polska, ani Czechosłowacja i dlatego z naszej strony uczynione zostanie wszystko, co jest właściwe i rozumne, aby wydarzenia te zostały spokojnie zlikwidowane i jaknajśzybciej zapomniane“. — Oby Czesi tylko dotrzymali słowa i się po-

Poladni Ostravsky Denik 28. III. 34

Proces s Poláky z

Obžalovaní: Spisovatel Kaszycki a prof. Kulisiewicz před soud

ml. — Státní zástupce dr. Staněk vypracoval včera obžalobu proti známému 30letému polskému spisovateli Stanislavu Kaszyckému z Krakova, který je ve vyšetřovací vazbě krájského soudu v Mor. Ostravě a o kterého se tolik zajímá ostravský polský konsul. Kaszycki je obžalován pro přečin podle zákona na ochranu republiky (rušení obecného míru par. 14-1), jehož se podle obžaloby dopustil letos 22. února v Komorní Lhotce na Těšínsku na veřejné schůzi, svolané tamní osvětovou komisí. Přeličení stanoveno na dnes dopoledne. Trestnímu senátu předsedá s. r. Streitberg, přísedícími jsou s. r. dr. Winter a Havelka. Obžalobu zastupuje její autor. K přeličení je předvoláno pět svědků. Kaszyckého obhajuje dr. Huss, advokát v Mor. Ostravě, jehož požádal fryštátský advokát dr. Wolf o tutéž substituci.

Po něm odpovídá se před týmž senátem Fr. Kulisiewicz, profesor z Pol. Těšína, který je žalován pro stejný delikt jak Kaszycki a kromě toho ještě pro par. 18. (1—3), šíření nepravdivých zpráv. Háji ho ostravský advokát dr. Fasal.

Dnešní přeličení s polskými příslušníky bylo zahájeno pět minut po 9. hodině. První je souzen profesor Kulisiewicz. Jednáci síně je hustě naplněna obecenstvem. Za obžalovaným profesorem Kulisiewiczem sedí polský generální konsul. p. Malhomme, vedle něho polský vicekonsul

p. Synowiecki, tiskový atache z polského konsulu p. dr. Prochaska, který si pilně činí poznámky o průběhu procesu. Vedle dr. Prochasky sedí profesor dr. Král, předseda Česko-polského klubu v Mor. Ostravě. Všichni tito jmenovaní byli v soudní jednáci síně dříve, nežli přeličení bylo zahájeno.

V důvodech obžaloby, vznesené proti prof. Kulisiewiczovi se praví: Dne 20. března časné ráno přišel prof. Kulisiewicz do nádražní restaurace v Českém Těšíně a poručil si 10 cigaret. Když je obdržel, chtěl platit polskými známkami a když je číšník nepřijal, zaplatil cigarety přece československými penězi a při tom se vyhlávil vůči číšníkovi: »Za deset dní tu přijdou Poláci a vy dostanete první kop do ř... a vyletíte!«

Tento výrok proněsł obviněný v nádražní restauraci a zaslechl jej i službu konající vrátný ČSD. Kupka, který proto napomenul profesora Kulisiewicze, aby nezačínal s politikou. On mu odpověděl na to, že pak Poláci udělají, až sem přijdou, zněho inspektora państwových kolejí. Kupka to potom hlásil policejnímu strážníku Babyšovi, který odcházejícího profesora zadržel a vyzval, aby šel s ním na policejní strážnici. Cestou Kulisiewicz prohlásil k strážníkovi, aby jen počkal, že »vy všichni budete odtud utíkat!«

Soudní rada dr. Streitberg klidně a s nezastřenou svou srdečností po přečtení obžaloby obrátil se k obžalovanému:

Pras 29. III. 34.

Polacy arestowani w Czechach — uniewinnieni.

Morawska Ostrawa 28 marca.

(PAT) Dzisiaj w godzinach przedpołudniowych odbyła się rozprawa przeciwko obu polskim obywatelom, więzionym w Morawskiej Ostrawie: prof. Franciszkowi Kulisiewiczowi oraz literatowi Kaszyckiemu z Krakowa. W obu wypadkach zapadł wyrok uniewinniający. Rozprawa przeciwko literatowi Kaszyckiemu stanowiła prawdziwą sensację, wykazała bowiem całkowitą kompromitację władz policyjnych, które spowodowały aresztowanie zupełnie — jak się okazało — niewinnego człowieka. Wszyscy świadkowie w liczbie 14 osób stwierdzili jednomyślnie, że oskarżony absolutnie nie powiedział przeciwko państwowości czechosłowackiej. Nawet świadkowie oskarżenia, ludzie wyjątkowo mało inteligentni i materialnie zależni od miejscowych czynników czechosłowackich nie mieli odwagi powtórzyć swoich zeznań, zebranych poprzednio przez żandarmerję. Wyroki uniewinniające dają pełną satysfakcję moralną obu oskarżonym Polakom i wykazują, jak daleko posunięte są antypolskie nastroje wśród sfer policyjnych na Śląsku czeskim i w Morawskiej Ostrawie. Panuje tu powszechnie przekonanie,

że uwięzienie miało miejsce nie na skutek żądania prokuraturji, lecz mocą nieprzenysłanych decyzji dyrekcji policji w Morawskiej Ostrawie.

Po zwolnieniu 3 więźniów w Morawskiej Ostrawie, obywateli polskich: Kaszyckiego, Kulisiewicza i Sprenzla pozostaje dotychczas w więzieniu w Morawskiej Ostrawie 3 więźniów politycznych, narodowości polskiej, obywateli czeskich, mianowicie: Wdówka, Duda, obaj z Cierlicka oraz Szuścik z Mistrzowic.

Kaszycki wyjechał.

Morawska Ostrawa 28 marca.

(PAT) Kaszycki po wyroku uniewinniającym go wyjechał niezwłocznie do Polski.

Nowy zamach na polski stan posiadania.

Morawska Ostrawa 28 marca.

(PAT) W dniu wczorajszym zmarł w Stonawie na Śląsku czeskim ks. Krzysiak, dziekan i proboszcz tamtejszej parafji, gorliwy Polak. Szowinistyczne czynniki czeskie przygotowują zamach na tę czysto polską parafję i na wzór Cierlicka i Łąk dążą do obsadzenia jej księdzem narodowości czeskiej.

Přítel Poláků do 24 hod. z Polska

V pondělí se vrátil v noci z Prahy, v úterý byl vypovězen. — Odjel hned k ministerstvu do Prahy se stížností. Dnes v noci byl v Mor. Ostravě.

Vk — Vnoci na dnešek rychlíkem 0.9 přijel do Mor. Ostravy z Bilska majitel továrny Frant. Režný, roz. 4.-2. 1883 v Kojetíně, tamtéž příslušný, ženatý, který byl výměrem policejního ředitelství v Bilsku bezdůvodně vypovězen z Polska. Jeho vypovězení je další součástí represálií polské vlády, které tato zahájila, nemajíc k tomu naprosto nejmenších příčin. Továrník Režný bydlil v Bilsku plných 30 let a nikdy nezavdal příčinu, aby snad polské úřady musily zkoumat jeho činnost a podezřívati ho z politických činů. Byl velkým přítelem Polska a dlouholetým předsedou Českého klubu v Bilsku, který soustřeďoval určitý počet Čechů v Bilsku usazených ve svém kruhu. Režný se právě staral o prohloubení styků polsko-českých.

Jak nápadně rychle byl vypovězen, je vskutku zajímavé. V pondělí dne 26. t. m. v noci rychlíkem 0.15 hod. se vrátil z Prahy, kde byl na veletahu. Sotva se po únavné cestě vyspal, v úterý v dopoledních hodinách dostavili se do jeho bytu tajní policisté z bilského policejního ředitelství, odevzdali mu vypovídací dekret tohoto úřadu, dle kterého Režný musil Polsko opustiti do 24 hodin. Jeden z tajných policistů doprovázel Režného vlakem až do Zebrzydovic, aby si byl jist, že Režný Polsko opustil. Továrník Režný zanechal svůj podnik ve vedení svého prvního úředníka. Svou rodinu rovněž nechal v Bilsku a přijel sám do Mor. Ostravy, kde se v noci zděl jen krátce a hned pokračoval následujícím rychlíkem do Prahy, aby v ministerstvu vnitřní a zahraniční podal stížnost proti svému vypovězení a vyžádal si další instrukce.

se přičinil, aby opera Národního divadla moravského v Mor. Ostravě zajela do Bilska a zde provedla Smetanovu národní českou operu »Prodaná nevěsta« a usiloval o to, aby někteří sólisté ostravského divadla uspořádali v Bilsku písňový koncert. Česká opera byla v Bilsku nadšeně uvítána a přátelství bylo nabízeno nejvřelejšími slovy. Dnes továrník Režný za všechnu svoji snahu byl vypovězen a jeho smutný případ znovu dokumentuje vyzývavé chování polské vlády.

Zahájen

em. — Propuštěný Polák.

»Přihlédne-li člověk, za jakých okolností se to stalo.... snad jste se trochu více rozjařil... přiznejte se a my ten případ podle toho posoudíme.«

Profesor Kulisiewicz dosud vypovídá, jak se ten případ stal.

Do jednacích síní přišlo rovněž několik advokátů a auskultantů. Je vidět, že o proces je ohromný zájem.

K tomuto případu jsou předvoláni 4 svědkové: Číšník, vrátný, šofér a policejní strážník, všichni z C. Těšína.

Včera odpoledne byl propuštěn z vazby krajského soudu v Mor. Ostravě před několika dny zatčený studující hospodářské školy v Pol. Těšíně K. Sprengel, který při placení v jednom biografu v Českém Těšíně pronesl několik urážlivých slov o naší měně. Sprengel byl předán okr. úřadu v Čes. Těšíně k disciplinárnímu potrestání.

České slovo 29. III. 34.

Čelný národní pracovník vyhoštěn

Továrník Režný z Bilska musel okamžitě opustit Polsko

Včera po půlnoci přijel z Polska do Bohumína náš příslušník František Režný, majitel továrny v Bilsku, který dostal od policejního ředitelství v Bilsku rozkaz, aby do 24 hodin opustil polské území. Poláci tedy ve vyhošťování našich krajanů pokračují, ač jejich listy napsaly, že této činnosti je již konec. Rodina továrníka zůstala v Bohumíně, Režný sám odejel ihned do Prahy, aby na ministerstvu zahraničí žádal o ochranu. Továrnu v Bilsku zanechal zatím pod správou vedoucího úředníka. Režný se narodil 4. února v Kojetíně a tam je též příslušný. — Je předsedou československého spolku v Bilsku a znám jako významný pracovník na poli čs.-polského sblížení. Měl hlavní zásluhu na zájezdu opery Národního divadla Mor.-slezského do Bilska. Loni o prvním výročí smrti letců Zwirka a Wigury položil na místě katastrofy věnec. Byl bezdůvodně vyhoštěn z Polska právě v den — kdy se vrátil z Prahy, 26. března časně rá-

K tomuto případu uvádíme:

Předseda Českého klubu z Bilska továrník Režný loni na podzim u příležitosti prvního smutného výročí zabití se polských letců Zwirka a Wigury přijel do Horního Těrlicka, aby zde položil jménem Českého klubu v Bilsku velký věnec se stuhami na památném místě letecké tragédie a tím dokumentoval nejen přátelství česko-polské, ale i úctu k zahynulým polským letcům. Tehdy jsme měli příležitost s tov. Režným mluvit. Továrník Režný to také byl, který

Moravskí Orlice 29. III. 34.

Osvobozující rozsudek nad polskými intelektuály

Poláci odjeli již do svých domovů.

ČTK. — Moravská Ostrava 28. března. Před senátem zdejšího krajského soudu byli dnes dopoledne polský publicista Stanislav Kaszycki z Krakova a profesor František Kulisiewicz z Polského Těšína z obžaloby osvobozeni a propuštěni hned na svobodu. Pokud jde o Kulisiewicze bylo prokázáno, že inkriminované výroky pronesl v opilosti a že si nebyl vědom, co mluví. Pokud jde o Kaszyckého, čtyři svědci, kteří byli vedeni obžalobou, před soudem selhali, vypovídali neurčitě, kdežto proti nim devět svědků prokázalo, že inkriminovaných výroků Kaszycki neužil. Náhrada za vazbu nebyla žádnému přiznána, ježto bylo důvodné podezření. Státní zá-

stupce si vyhradil tři dny na rozmyšlenou, ale nemítal nic proti propuštění obžalovaných z vazby. Lišení byli přítomni manželky obviněných, polský konsul, zástupce polské tiskové kanceláře a Česko-polského klubu.

Oba osvobození Poláci byli po vynesení rozsudku dopraveni osobním autem na most v Českém Těšíně. Provázeli je vrchní policejní komisař dr. Luzar s jedním policejním agentem. Po vystoupení z auta odešli oba osvobození Poláci do Polska.

no. Před polednem přišli do jeho bytu dva detektivové a doručili mu vyhošťovací dekret. Režný byl tím velice překvapen, tím spíše, že jeden detektiv již se z jeho bytu nehnul, doprovázel ho do vlaku a jel s ním až do pohraniční stanice Žibřidovic. Vyhoštění Režného ve chvíli, kdy se očekávalo určité uklidnění, vzbudilo na Ostravsku vzrušení a s napětím se očekává, co bude dále. Režný má v Polsku všechn svůj majetek. -vb-

Koželužský odborník vyhoštěn

V úterý večer dojel do Čes. Těšína z Polska náš státní příslušník Hynek Schwarz, který byl zaměstnán asi 4 měsíce v Polsku v Radomi. Před tím byl zaměstnán u nás u Bati ve Zlíně a jako dobrý koželuh odjel v listopadu 1933 do Polska za práci. Pochází ze Sevljuše na Podkarpatské Rusi. Ač ředitel od Imy Diamet v Radomi sám žádal u vojvodství v Kielcích o povolení, aby mohl Schwarze dále zaměstnávat jako odborníka, přece povolení nebylo uděleno.

V úterý byl propuštěn z vazby krajského soudu v Mor. Ostravě polský příslušník student Sprengel, který byl zatčen pro hanlivé výroky o naší měně. — Soudní řízení proti němu bylo zastaveno a byl dopraven k potrestání k okresnímu úřadu v Českém Těšíně. Byl potrestán pro rozšiřování nepravdivých zpráv 48 hod. vězením, které však měl odpykáno vazbou. Byl proto ihned propuštěn. -kr-

Na marginesie kampanji

„sanacyjnej“ przeciwko Czechosłowacji

Leży przed nami niewielka broszurka, wydana w 1934 roku w Warszawie przez Komitet Wykonawczy Zbiórki na rzecz Funduszu Szkolnictwa Polskiego Zagranicą. Broszurka zatytułowana „Walka o Szkołę Narodową dla Polaków Zagranicą“.

Otwieramy broszurkę i na str. 5 czytamy:

„Jakie warunki ma spełniać szkoła, aby osiągnęła te cele, to jest utrzymała dzieci polskiego pochodzenia bez względu na ich obywatelstwo przy polskim języku, obyczajach i kulturze. Trzy są takie warunki — język nauczania polski (a nie tylko język polski jako jeden z przedmiotów), nauczyciele Polacy i jaknajwiększa, w miarę możliwości, niezależność od wpływów obcych. Te trzy warunki tylko w niektórych wypadkach spełnia szkoła, utrzymywana przez rząd obcego państwa — są one zachowywane np. w Czechosłowacji, gdzie szkoły publiczne na Śląsku Cieszyńskim mają język nauczania polski, prowadzone są przez nauczycieli Polaków i podlegają inspektorom narodowości polskiej“.

Wszystkie powyższe podkreślenia — nasze.

Na stronie 7-ej znajdujemy cały ustęp, poświęcony szkolnictwu polskiemu w Czechosłowacji.

Czytamy:

„Teren Czechosłowacji przedstawia się dość korzystnie w porównaniu z innymi, jak to wyżej wspomnieliśmy“.

Dalej następuje wyliczenie ilości szkół, oraz podana jest liczba dzieci pobierających w szkołach tych nauki. W końcu sprawozdania dotyczące go Czechosłowacji, czytamy:

„W każdym razie przeszło połowa dzieci w wieku szkolnym ma zapewnioną naukę w języku polskim, przy czym niezmiernie pocieszającym jest fakt, że ilość ta po pewnym zmniejszeniu od roku 1928 stale wzrasta“.

Dla porównania zaglądamy do Francji, gdzie m. in. czytamy:

„Niestety, pomimo więzów przyjaźni, łączących nas z tym państwem, sprawa nauczania dzieci polskich w języku ojczystym nie jest tam pomyślnie rozwiązana“.

Myszę sobie: ano, przyjaźń z Francją jest trochę przestarzała; zdążyła już wywietrzeć. Spójrzmy, jak wygląda szkolnictwo polskie u naszego świeżo upieczonego przyjaciela.

Otwieram dział „Niemcy“ i czytamy, że liczba dzieci polskich w wieku szkolnym, uczęszczających do szkoły polskiej, wynosi 5,17% ogółu, co — jak czytamy dalej — jest już pewnym postępem, w roku bowiem 1927 odsetek ten wynosił zaledwie 3,13%, a w r. 1931 — 5,04%.

A zatem w Czechosłowacji przeszło połowa dzieci, a w Niemczech — 5,17%.

Czy do tego trzeba jeszcze co dodać?

Owszem, cytowana broszura dodaje od siebie o Niemczech:

„...stan rzeczy nie przedstawia się dobrze, kiedy widzimy, że 94,83% dzieci nie tylko uczęszcza do szkół niemieckich, lecz nawet nie uczy się języka ojczystego“.

Zaznaczamy, że prezesem Komitetu Głównego Zbiórki na Fundusz Szkolnictwa Polskiego Zagranicą jest marszałek Senatu, Raczkiewicz, a przewodniczącym Warszawskiego Komitetu Zbiórki — p. wojewoda Twardo, można więc mieć zaufanie do tego, co broszurka zawiera, czy nie można?

„I. K. C.“

„I.K.C.“ w artykule p. t. „Hańba“ (!) zasypał obelgami prasę socjalistyczną, a w szczególności „Naprzód“, z powodu naszego stanowiska wobec kampanji „sanacyjnej“ przeciwko Czechosłowacji.

Artykuł byłby tylko obrzydliwy i bezcelny, gdyby nie był — oprócz tego — rozpaczliwie głupi. „Polemizować“ z tą elukubracją, naturalnie, nie będziemy; zwróćmy zato uwagę, że byłoby doprawdy lepiej, gdyby „I.K.C.“ poprzestał już na kofarzeniu „małżeństwo“ i dał raz na zawsze spokój sprawom polityki zagranicznej. Ar.

Morawski Nowiny 29. III. 34

O českou menšinu v Polsku.

M. — V a r š a v a 28. března. Včerejší číslo vedoucího slezského listu Polonia, orgánu křesťansko-demokratické strany, cituje data, uvedená v resoluci polsko-československé tiskové dohody o situaci polské menšiny v československé části Těšínska a porovnává tato data, která byla dodána listu jeho vlastním zpravodajem. List přichází po bedlivém uvážení dat ke konklusi, že tvrzení, ja-

ko by československá vláda nic nebyla učinila pro polskou menšinu v československé části Těšína, je úplně neodůvodněna. Zároveň popírá list obvinění, vznesená tiskem, příznivým polské vládě, že polská menšina v československé části Těšína je násilím odnárodňována. List končí svoje vývody prohlášením, že při jisté dávce dobré vůle mohou být třetnice v pohraničním území vyřízeny. Je prý nepřipustné, aby tyto rozpory měly rozhodovat o všeobecné politice Polska proti Československu nebo naopak. Oba státy a národy mají příliš mnoho společných zájmů, než aby na ně mohly zapomenout. Orgán socialistické strany Napřed uveřejňuje rovněž v dnešním čísle článek, který ostrým způsobem odsuzuje proti-československou kampaň vládě příznivého polského tisku. List konstatuje že polská menšina v Československu má tolik práv, kolik by si přála mít polská menšina také v krajích německého Horního Slezska. List konstatuje dále, že se polská menšina v Československu těší takovým svobodám a občanským právům, jakých se nedostává v Německu tamním národnostním menšinám. List označuje proti-československou kampaň vládě příznivého tisku za neobyčejně škodlivou zájmům polského státu.

Nasz Kraj 30. III. 34

Ś. p. Ks. Dziekan Franciszek Krzystek.

Nielitościwa śmierć przerzedziła znowu szeregi duchowieństwa polskiego na Śląsku, bo oto pod jej nieubłagany ciosem załamało się życie weterana w winnicy Pańskiej, ks. dziekana Franciszka Krzystka, proboszcza w Stonawie. We wtorek rano zakończył swoją wędrówkę ziemską ten kapłan prawy, ze szkodą wielką dla Kościoła i narodu. Pogrzeb Jego odbył się w czwartek po południu w Stonawie. N. o. w p.!

(W następnym numerze coś więcej.)

29. III. 34

Předseda českého klubu v Bílsku vypovězen z Polska

Vypovídání Čechoslováků neustává. — Továrník Režný, který dlel 30 let v Polsku, musil do 24 hod in opustiti hranice Polska.

vk. — Všeobecně překvapuje, že vypovídání Čechoslováků z Polska neustává a že právě jsou vypovídáni nejvýznamnější lidé. V noci na včerejšek projel Mor. Ostravou rychlíkem ku Praze továrník František Režný z Bílska, roz. 4.-2. 1883 v Kojetíně, tamtéž příslušný, který byl vypověděn z nařízení vlády dekretem policejního ředitelství v Bílsku z Polska, jež musil opustiti do 24 hodin. Továrník Režný přijel v pondělí v noci z Prahy, kde byl na veletřhu. V úterý dopoledne dostavili se k němu policejní úředníci, oznámili mu vypovězení a doprovodili ho nejen na nádraží, ale také vlakem až do pohraniční stanice Žebrzydowic. Továrník Režný byl usazen v Bílsku již 30 let. Byl zde předsedou českého klubu a z jeho podnětu nedávno ostravská opera uskutečnila zájezd do Bílska, kde provedla Smeta-

novu »Prodanou nevěstu«. V poslední době se zasloužil tov. Režný o písňový koncert český. Na kterém měli účinkovati rovněž členové ostravské opery. Konečně p. Režný v den výročí tragického skonu dvou polských letců, Żwirka a Wigury, přijel na památnou oslavu do Horního Těřlicka, kde jménem českého klubu položil velký věnec se stuhami na mohyly zahynulých. Tov. Režný byl vždy velkým přítelem Poláků a jeho práci bylo dosáhnouti nejvyššího přátelství Čechů s Poláky. Nyní podivné chování polské vlády stihlo i jej. Továrnu Režného vede zatím její úředník. Rodina tov. Režného zůstala v Bílsku. Sam tov. Režný jel do Prahy, aby podal zprávu na ministerstvu zahraničí a vnitřní a žádal informace pro další postup. Vypovězení továrníka Režného způsobilo na Ostravsku velký rozruch.

Bez vášně a beze zloby

Na straně československo-polské došlo k opatření, jež ukazuje náhle, že vzájemný poměr nikdy nebyl rozumně a věcně řešen. Ani cít, ani arde, nýbrž prostý rozum žádá, aby mezi námi a Poláky bylo co nejméně sporů. Nelze v Praze pochopit, co se dnes děje okolo věci těšínské, která pro nás dávno měla být vyřešena. Jsme stejně překvapeni, jako byla překvapena československá veřejnost paktem polsko-německým. Nevěřilo se u nás, že je mezi Němci a Poláky možný smír; s napětím německo-polským se počítalo jako s určitou nezměnitelnou skutečností. Před dvěma roky naši odpovědní politikové viděli v gdaňském koridoru zárodek příští světové války. Před 10 lety bylo v politických kruzích tvrzeno, že k Východnímu Locarnu nedošlo, protože Němci nesmějí dáti záruk za hranici polsko-německou. Naproti tomu nám vytýkali Poláci germanofilství. Dnešní obrat je úplný, odvážný a pro oficiální naši politiku překvapující. Jak nerealisticky by byli posuzováni vývoj politiky v Polsku, jak podceňováno politické jeho postavení před lety a konečně i s jakým despektem ještě i oni posuzovali byl polský postup proti paktu čtyř, se v Polsku těžko zapomíná.

Na Těšínsku se zdálo, že dochází k jakémusi uklidnění. Zástupci polské menšiny vstoupili do vládní koalice, českopolské kluby vyvíjely značnou činnost, na venek vypadalo vše v pořádku. Překvapilo, že 15letého výrocí bojů o Těšínsko bylo vzromenuto nápadné a tendenčně na polské straně. Než to byl jen podnět ke zlobě. S naší stranou vysloveno podezření, že polsko-německá dohoda uvolňuje Německu volné ruce proti Československu. Polsko reagovalo na zprávu velmi citlivě. Do dnešního dne není jasno, proč byla Československem, před podepsáním paktu německo-polského odepřena dohoda československo-polská? Náhle došlo k výměně polských konsalů, kteří ještě pracovali na dohodě mezi oběma státy.

Polský tisk zosílil tón útoků a polemiky s českým tiskem. Poměrně nečekaně došlo s naší strany k novému odebrání dopravy — na 2 roky! — nejvyššímu polskému listu do Československa. Mimochodem řečeno listu, který před několika týdny přinesl velmi obsáhlý rozhovor s prezidentem Masarykem. Dnes není dne, aby polooficiální polský tisk nepřinášel články proti nám. Uvádí celou řadu skutečných či domnělých stížností. Je to případ zatčení polského publicisty Koszického, podle zákona na ochranu republiky, případ zatčení studenta Sprentza, nějaké prý vyšetřování tří polských školních dětí v Bystřici na Těšínsku, postup daňových orgánů vůči polskému obyvatelstvu, hledání domnělých zbraní u správce školy, prohlídky členských seznamů spolků, prostě většinou stížnosti na místní administrativní věci.

Glověk prostě nechápe, co se v těchto dnech děje na polsko-československém pohraničí. Před půldruhým rokem padly hraniční sloupy mezi Polskem a námi. Byl to nejkrásnější okamžik v poměru obou národů po válce k sobě; třebaž vykoupny tragedií dvou statečných polských letců. Armády obou států společně pochodovaly, jakoby nebylo hranic mezi oběma zeměmi.

Jsme povinni se podívat také na sebe, zda není kus viny na zhoršeném poměru mezi námi také na naší straně. Žaloba polské menšiny, aby se s ní v republice zacházelo alespoň tak jako s Němci, je strašná žaloba. Po Slovácích, nyní také Poláci v našem státě chtějí alespoň tolik práv, jako mají v něm Němci. Naši germanofilové si ani neuvědomují, kam až ve vých ústupcích došli, republika přestává být slovanským státem. Slovanská menšina se u nás cítí ohroženější než historický nepřítel naší samostatnosti a neodvislosti.

Bud' jsou stížnosti polské menšiny oprávněné a pak je třeba je napravit, nebo tomu tak není a pak není možno k nim mlčet a jsme povinni na ně odpovědět.

Náš kladný poměr k Polsku je znám. Je znám řadu let a dali jsme mu výraz několikrát, nevyjímaje ani dobu plebiscitní, bohužel, nemáme pocit, že jsme na naší straně bez viny. Již obzazení varšavského vyslanectví Girsou, který předtím byl v Rusku, nebylo šťastné. Naše vyslanectví je bez širšího kontaktu ve Varšavě, chybí ný poměr naší oficiální politiky k Pilsudskému a řada jiných věcí způsobila, že se svým nejbližším soudem nemáme ani politické, ani vojenské dohody.

Polská menšina v republice měla být mostem k dorozumění s Polskem. Už těch nepřátel kolem svých hranic máme dosti. Ch'ubili jsme se před lety, že jsme státem s největším počtem uzavřených smluv, ale neuzavřeli jsme ani trvalého přátelství. Příklad s Polskem není už výjimečný. Polsko názorně vldi na našem případě. Jak jsou mrtvé smlouvy, není-li vůle jich plnit. Mnoho smutných neznámená jejich bezpečnost. Mnoho smluv může být výrazem veliké nejistoty. Přes všechnu vášně a zlobu doby přátelství s Polskem jediné zůstává základnou přirozené a zdravé politiky obou států v Evropě.

Dr. Ferd. Kahánek.

Případ Poláka Kaszyckého před soudem.

Byl likvidován osvobozením obžalovaného polského spisovatele. — Kaszycki dopraven na polské hranice.

Ještě více rozruchu než případ prof. Ku-licziewicze z Pol. Těšína, o němž referujeme na vo z toho, co udali svědci při vyšetřování jiném místě, vyvolalo zatčení polského publicisty, 30letého Stanislava Kaszyckého z Krakova. Kaszycki uspořádal na Těšínsku a Slovensku řadu přednášek na téma »Polsko včera, dnes a zítra« 22. února přednášel na toto téma v Komorní Lhotce za účasti asi 120 osob. Schůzi předsedal místní farář, svolavatelem byla polská Matice. Teprve, když Kaszycki byl již na Slovensku, bylo četnictvo upozorněno, že v Komorní Lhotce užil výroků, směřujících proti celistvosti a ústavní jednotě Československé republiky. Pět svědků, vesměs lidí, kteří vychodili polskou školu, potvrzovalo průběhu trestního vyšetřování, že polský publicista prohlásil, že »Polsko bylo po převratě napačeno spolubratrem, jeho živé tělo rozříznuto, ale přijde doba, kdy bude zase jednotné jako dítě.« A někteří svědci potvrzovali, že polský publicista prohlásil: »Nepůjde-li to po dobrém, pak hraniční kámen setne ohnivý polský meč.«

Včera těchto pět svědků, vedených žalobou, vypovídalo před senátem krajského soudu v M. Ostravě velmi ustrašeně a nejistě. Jeden z nich na dotaz předsedy senátu v. r. Streitberga, co si při takové řeči polského spisovatele myslil, prostě dobrácky odpověděl: »Myslil jsem si, že sotva jsme se jedné vojny zbyli, a abych se teď už zase bál druhé.« Jiný svědek sice potvrdil, že žalované výroky polský publicista pronesl, ale o Těšínsku vůbec nemluvil. Nejprve prý měl svědek dojem, že tím druhým bratrem myslil Československo, ale pak si to rozmyslil a je možné, že tím druhým bratrem myslil Kaszycki Rusko. Jistý rolník, vedený žalobou jako svědek, slyšel rovněž řečnicka prohlašovat, že »přijdou z druhé strany Olzy a bude zase všechno v jedné kupě«, ale tento svědek nemohl říci, že měl na zřeteli Těšínsko. To prý může vědět nejlépe sám obžalovaný.

Kaszycki prohlásil, že žalovaných výroků vůbec nepronесl. Potvrdilo mu to třináct Poláků z Komorní Lhotky a ze Smilovic, kteří stereotypně prohlašovali, že obžalovaný polský

Předseda senátu musil nakonec konstatovat, že svědci žaloby z neznámých důvodů ze svého tvrzení velmi mnoho slevili a veřejný žalobce, náměstek prokurátora dr. Staněk vyslovil svůj podiv nad tím, že polský publicista koná v Československu přednášky a mluví o všem možném, jenom ne o Československu a jeho poměru k Polsku.

Obhájce obžalovaného dr. Huss z M. Ostravy se dovolával, že Kaszycki je členem Československého klubu v Krakově a inkriminované trestné výroky jsou v rozporu s celou jeho činností.

Soud po krátké poradě Kaszyckého osvobodil. V odůvodnění osvobozujícího rozsudku uvedl předseda senátu, že svědkové, vedení obžalobou, při přeličení selhali. Soud nedověděl si vysvětlit, proč se tak stalo. Proti tomu 13 svědků, vedených obhajobou, potvrdilo, že obžalovaný inkriminovaných výroků nepronесl. Náhrada za vazbu osvobozenému nepřislouší, neboť zůstává podezření, že trestný čin byl spáchán.

Z usnesení soudu byl Kaszycki předán policejnému ředitelství v Mor. Ostravě k dalšímu řízení. Ještě včera byl dopraven na polské hranice.

Za zmínku stojí, že oba obžalovaní Poláci byli převáženi do soudní síně polským generálním konzulem drem Malhome, který měl s nimi asi čtvrt hodiny před zahájením procesu v soudní síni nerušený rozhovor. Bylo to důkazem, že se zatčenými Poláky se zachází v Československu velmi slušně. Soudní síň naplnili zaměstnanci polského konsalátu v Mor. Ostravě.

Slovak 29. III. 34.

Rýchle likvidovanie trestných vecí poľských štátnych príslušníkov u nás

Známy polský spisovatel Kaszycki bol mor. ostravským kraj. súdom oslobodený — Diplomafické vyjednávanie s Poľskom

Bratislava, 28. marca.

Nášmu čitateľstvu sú dostatočne známe všetky fázy sporu, ktorý vypukol medzi Poliakmi a Čechmi. Ako následok zatknutia niekoľkých poľských príslušníkov, medzi nimi aj známeho poľského spisovateľa Stanislava Kaszyckého, vypovedali Poliaci celé tucty Čechov z Poľska a vypovede tieto za 24 hodín aj previedli. Márne bolo úsilie československého vyslanectva vo Varšave, nepodarilo sa pohnúť poľské úrady, aby vypovede odvolali. Varšavský vyslanec Girsu v Prahe podal referát ministrovi zahraničia dr. Benešovi o názore poľských úradov. Následkom jeho referátu došlo k schôdzke ministra dr. Beneša s poľským vyslancom v Prahe Grzybowským. Aký výsledok mal tento rozhovor, o tom sa pred verejnosťou mlčí.

Ale je nanajväč charakteristické, že krajský súd v Mor. Ostrave, ktorému pridelený bol na prejednanie prípad spiso-

vateľa Kaszyckého, sa natoľko poponáhľal s vybavením vecí, že dnes o 9. hod. ráno, 24 hodín po vydaní obžalobného spisu, stál už Kaszycki pred senátom krajského súdu. Kaszycki je 30-ročný. Pochádza z Krakova. Spolu s ním je pred súdom 46-ročný František Kulisiewicz poľský profesor, ktorý sa mal tiež previniť oproti paragrafom zákona na ochranu republiky. Pojednávanie viedol súdny radca Streichberg, žalobu zastupoval štátny zástupca dr. Staněk. Vo veci vypočítvané bolo 10 svedkov.

Po reči zástupcu obidvoch obžalovaných dr. Fasala boli Kaszycki i Kulisiewicz zpod obžaloby oslobodení a obidvaja prepustení hneď na slobodu. Takto sa zakončil proces, ktorý sme vôbec nepotrebovali a na ktorý sme diplomaticky hodne doplatili. Neraz prihorlivosť úradov v takýchto delikátnych veciach je na škodu štátnych záujmov.

Prof. Kulisiewicz i Kaszycki uniewinnieni

Rozprawa sądowa skompromitowała policję czeską

MORAWSKA OSTRAWA, 28.3. (Tel. wł.).
Postawieni przed sądem okręgowym i więzieni w Morawskiej Ostrawie Polacy: prof. Kulisiewicz i literat Kaszycki, oskarżeni o przestępstwa przeciwko państwowości czechosłowackiej — zostali dziś po rozprawie uniewinnieni.

Kaszycki wyjechał niezwłocznie do Krakowa.

W WIĘZIENIU POZOSTAJE JESZCZE 3 POLAKÓW

MORAWSKA OSTRAWA, 28.3. (PAT). — Dzisiaj w godzinach przedpołudniowych odbyły się rozprawy przeciwko obu polskim obywatelom, więzonym w Morawskiej Ostrawie: prof. Franciszkowi Kulisiewiczowi z Cieszyna oraz literatowi, St. Kaszyckiemu z Krakowa.

Rozprawa przeciwko literatowi Kaszyckiemu stanowiła prawdziwą sensację, wykazała bowiem całkowitą kompromitację władz policyjnych, które spowodowały aresztowanie zupełnie, jak się okazało, niewinnego człowieka.

Wszyscy świadkowie w liczbie 14-tu osób stwierdzili jednomyślnie, że oskarżony absolutnie nie powiedział nic przeciw państwowości czechosłowackiej. Nawet świadkowie oskarżenia, ludzie wyjątkowo mało inteligentni i materialnie zależni od miejscowych czynników czechosłowackich, nie mieli odwagi powtórzyć swoich zeznań, zebranych poprzednio przez żandarmerję.

Wyrok uniewinniający daje pełną satysfakcję moralną obu oskarżonym Polakom i wykazuje, jak daleko posunięte są antypolskie nastroje wśród sfer policyjnych na Śląsku Cieszyńskim czeskim i w Morawskiej Ostrawie. Powszechnie bowiem panuje przekonanie, że uwięzienie miało miejsce nie na skutek żądania prokuratury, lecz mocą nieprzemyślanych decyzji dyrekcji policji w Morawskiej Ostrawie.

Po zwolnieniu trzech więzionych w Morawskiej Ostrawie obywateli polskich Kaszyckiego, Kulisiewicza i Szprencła, pozostaje dotychczas w więzieniu w Morawskiej Ostrawie trzech więźniów politycznych narodowości polskiej, obywateli czeskich, a mianowicie: Wdówka, Duda, obaj z Cierlicka oraz Szućlik z Mistrzowic.

Poledni List 30. III. 34.

Prečo boli v Moravskej Ostrave oslobodení dvaja Poliáci?

Kaszycki úplne rehabilitovaný

Bratislava, 29. marca.

Vo včerajšom čísle nášho časopisu uverejnili sme zpravu, ktorú sme ešte pred uzávierkou obdržali a podľa ktorej moravsko-ostrovský krajský súd oslobodil oboch väznených Poliakov, spisovateľa Kaszyckého a prof. Kuliszewicza. Dnes vraciame sa k podrobnostiam tohto procesu, výsledok ktorého dáva nám za pravdu, keď sme napísali, že najmä záležitosť spisovateľa Kaszyckého mohla byť vyriešená spôsobom celkom iným.

Pojednávajúce pred trestným senátom s. r. Streithberga začalo sa predvedením vo vyšetrovacej väzbe sa nachádzajúceho profesora Kuliszewicza. Pojednávajúca sieň bola vyplnená poslucháčstvom a na čele s poľským gen. konzulom Malhomnom boli tam niekoľko z personálu poľského konzulátu v Mor. Ostrave. Žaloba vinila profesora Kuliszewicza, že 20. marca ráno okolo tretej hodine, odchádzajúc s jozefovského večierka z Poľského domu v

Českom Tešine, prišiel do staničnej reštaurácie a keď mu tam čiašnik nechcel prijať miesto čsl. peňazí poľské známky, urazil tohto v jeho českej národnosti. Potom si robil posmešky z čsl. úradov, vrátnikovi povedal, že

keď o desať dní prídu Poliáci do Tešiny, bude inšpektorom poľských št. železníc atď.

Svedčili proti nemu čiašnik Macošek, vrátnik Kupka, šofér Čimala a policajný strážnik Babiš. Títo svojím svedectvom podopreli obžalobu. Výsluchom sa však zistilo, že Kuliszewicz požil viac alkoholických nápojov a sám tvrdil pred súdom, že o veciach, z ktorých je obvinený, nič nevie. Bol preto súdom oslobodený, keďže súd prišiel k názoru, že jednal v stave pod vplyvom požitého alkoholu.

Už celkom iný obraz sa vytváral v súdnej sieni počas pojednávania veci spisovateľa Kaszyckého. Tento súc predvedený väzenským dozorcóm, sebedovome odmie-

Lidové Noviny 29. III. 34

Cs. továrnik Režný vypověděn z Bilska

ČTK Praha 28. března

Dnes přijel do Prahy továrnik František Režný z Bilska, který byl z nařízení vojvodského úřadu v Katovicích vypověděn z Polska a podobně jako jiní českoslovenští příslušníci vyzván, aby do 24 hodin opustil polské území. Továrnik Režný je v Bilsku usazen od roku 1903. Za napětí v době příprav k plebiscitu na Tešínsku byl továrnik Režný jako funkcionář České Besedy vyšetřován polskými úřady, ale pro své zásluhy o československo-polské dorozumění ponechán na svobodě a vyšetřování proti němu bylo později zastaveno. Za svízelné hospodářské krise, která postihla i naše krajany v průmyslovém ohvodu Bilsko-Biala, založil továrnik Režný československý svépomocný spolek, jehož je předsedou. K jeho odjezdu přišla se s ním rozloučit deputace krajanů a zástupce československého konsula v Katovicích. Policijní ředitelství v Bilsku spokojilo se slovem továrníka Režného a nedalo mu policijní doprovod na československé hranice, jak tomu bylo v ostatních podobných případech.

tol obžalobu, podľa ktorej mal sa dopustiť vo svojich prednáškach prečinu poburovania a rušenia »obecného míru«. Podľa obžaloby, keď prednášal v sliezkej obci Komorná Lhotka, mal sa vysloviť, že

»živé telo Tešínska bolo síce rozdvojené, ale príde čas, keď obe tieto čiastky budú znovu spojené alebo po dobrom, alebo ohnivým mečom.«

Vypočutí boli až 16. svedkovia, z ktorých ani jeden nepotvrdil doslovne obžalobu.

Najmä nesúhlasili zápisnice spísané o výpovediach svedkov na policii s ich vlastnými výpovediami, učenými te-raz pred súdom.

Kaszycki bol preto zpod obžaloby oslobodený. Štátny zástupca dr. Stanek vyžiadala si tri dni na rozmyslenie, ale nemal nič proti tomu, aby oslobodených Poliakov prepustili na slobodu.

Po vyhlásení oslobodzujúceho rozsudku predseda súdu apeloval na oslobodených, »aby ako inteligenti pracovali i naďalej pre utuženie priateľského pomeru medzi ČSR a Poľskom...«

Po týchto slovách tak Kaszyckého ako Kuliszewicza odovzdal súd moravsko-ostrovskéj policii, ktorá v sprievode jedného policajného hl. komisára dala ich autom zaviesť na hraničný most medzi Českým a Poľským Tešinom a tak dostali sa obaja znovu domov do Poľska. S nimi šla aj Kaszyckého manželka, ktorá počas väznenia bola stále v Moravskej Ostrave.

Týmto zakončila sa nemilá aféra, ktorej čo sa týče špeciálne osoby Kaszyckého, mohlo sa zavčasu vyhnúť. Pri tom všetkom, že vyznel tu oslobodzujúci rozsudok,

ostáva v náš neprospech fakt, že s našej strany stalo sa prvý raz, že zatknutý bol na ceste poľský novinár, bol eskortovaný z Košíc do Moravskej Ostravy, postavený pod obžalobu na základe výpovedí labilných svedkov a prepustený na slobodu.

Sme presvedčení, že Kaszycki, rodovný poľský vlastenec, patriaci k mladej generácii, obetovavší za svoju vlasť i svoje zdravie a telesnú zdatnosť, nebude z tohto incidentu vyvodzovať nič ďalšieho. Ľudia statoční vedia zabúdať a Kaszycki zaiste i v budúcnosti ostane podporovateľom snáh sblíženia poľsko-československého.

Poláci ostravským soudem osvobozeni

Velký zájem polského konsulátu. — Předsedovy projevy o nutnosti spolupráce Poláků s námi.

ml. — Malokdy se konal u krajského soudu v Mor. Ostravě proces, k němuž by přihlížela široká veřejnost s takovým zájmem jako k věrejšímu procesu s dvěma polskými příslušníky. S napětím očekávalo se rozhodnutí soudu, neboť nikdo si nezasadil, že rozsudek bude snad znamenat přelom v poměru mezi oběma národy, zkaleněným v poslední době se strany Poláků. Oba obžalovaní, profesor a mladý spisovatel, netajili se svými přátelskými pocity k Československu a zvláště druhý dokazoval, jak pracoval pro oba polnou shodu a dobré soužití. Přijímáme rádi toto jejich ujištění a přáli bychom si, aby dále opravdově dokázali svou dobrou vůli, kterou se u soudu hájili. Je to v zájmu obou národů zvláště dnes velmi nezbytné.

Zvýšený zájem o proces byl patrný před soudní síní a hlavně uvnitř, kde se přeličení konalo. Již před zahájením jednání vešel zároveň se

46letým obžalovaným Fr. Kuliszewiczem, profesorem z Polského Těšina, polský generální konsul ostravský dr. Malhomme, vedle něhož na lavici za obžalovaným usedl vicekonsul Sinowiecki, dále tiskový atašé z polského konsulátu dr. Procházka. K němu přisedl pak dr. Král, předseda Česko-polského klubu v Mor. Ostravě. Kromě nich dostavilo se během přeličení ještě několik dalších úředníků z polského konsulátu. Předseda krajského soudu Blecha s prokurátorem Bosákem také sledovali přeličení, a jednání bylo přítomno i mnoho advokátů, auskultantů atd. Trestnímu senátu předsedal s. r. Streitberg (přisedící dr. Winter a Havelka), žalobu zastupoval dr. Staněk. V důvodech obžaloby proti prof. Kuliszewiczovi, zbudované na přečinu podle zákona na ochranu republiky, se uvádělo: Dne 22. března o 3. hod. ranní přišel Kuliszewicz do nádražní restaurace v Českém Těšíně a poručil si 10 cigaret, Kulisie-

wicz slavil té noci svátek svatého Josefa a proto bylo na něm zřejmo, že má již v blavě. Potvrdil to včera číšník Maceška, jemuž chtěl Kuliszewicz platit cigarety polskými známkami. Číšník to nepřijal a za to obžalovaný odešel: »Za deset dní sem přijdu Poláci a vy dostanete první kop do ř... a vyletíte«. Tento výrok zaslechl i vrátný Kupka, jemuž obviněný sliboval, že se pak stane inspektorem pol. stát. drah. Za chvíli přišel strážník Babiš, který se profesora ujal, ale dostalo se mu nevlidného uvitání. Padl i nějaký »pieron«. Učiněno trestní oznámení a Kuliszewicz dodán do soudní vazby v Mor. Ostravě. Číšník potvrdil, že profesor byl opilý, vrátný to nepozoroval a další svědek, šofér Čimala, v něm spíše viděl zákazníka v domnění, že »z toho kouká tůra...«. Strážník včera potvrdil, že Kuliszewicz byl jen podnapilý. Všichni svědkové vypovídali pod přísahou

Rada Streitberg řídil výslech svým známým dobrosrdečným způsobem. Na tvrzení obžalovaného, že byl opilý a že jinak proti Československu nic nemá, odvětil předseda: »To bych také řekl. Vždyť my, Čechové, máme Poláky rádi«

Po řeči státního zástupce a obhájce dr. Falsala následovala ještě replika veřejného žalobce, načež soud po krátké poradě vynesl rozsudek osvobozující, neboť dospěl k názoru, že obžalovaný nebyl si vědom, co pronesl a že jednal ve skoroopilstosti. Nárok za vazbu mu však nepřisluší. Nakonec rada Streitberg osvobozenému připomněl: »Pane profesore, nezapomeňte na to své poslání! Buďte si vědom, že máme Poláky rádi a že jste našimi nejbližšími přáteli...«

Hned po něm přišel na řadu 30letý spisovatel Stanislav Kaszycki z Krakova. Je to štíhlý blondák. Na pravou ruku je invalida. Žaloba mu kladla za vinu přečin podle zákona na ochranu republiky (rušení obecného míru). Kaszycki uspořádal od listopadu loňského roku do poslední doby řadu přednášek o Polsku na Těšínsku a Slovensku. 22. února přednášel v Kom. Lhotce na popud tamní polské osvětové komise. Mluvil na program: »Polska včera, dnes a zítra«. Vylíčil historii státu a národa polského, mluvil o Pilsudském a dodal, že Polsko je připraveno brániti se do krajnosti, že za hranicemi je 8 milionů Poláků, že je na ně spoléháno. Pak mluvil o Těšínsku v tom smyslu, že bylo jako živé tělo rozpuleno, při čemž projevil naději, že přijde doba, kdy bude opět celé jako dříve. Když prý to nepůjde po dobrém, tak hranici kamen bude stát ohnivým mečem.

Četnictvo v Ilnojinu se dovědělo o tomto projevu a po výsledku několika svědků zařídilo, aby Kaszycki byl zatčen, neboť po přednášce odešel do Košic, kde měl přednášet v Radiojournalu. Byl zatčen 14. března a dodán do vazby krajského soudu v Mor. Ostravě. Včera Kaszycki popel, že by mluvil o Těšínsku a ze 14 svědků, účastníků jeho schůze, skoro všichni vypovídali pro obžalovaného. Jeden svědek poznamenal, že prý té řeči možno rozumět tak i onak, jiný zase způsobil veselosť svým názorem, že právě se divil, že Kaszycki nemluvil vůbec tak, jak se mu za vinu klade. Byli však přece svědkové, kteří z řeči vycítili propagandu pro polský stát a odpor proti našemu státu. Obžalovaný líčil, že byl členem Česko-polského klubu v Polsku a že pracoval pro shodu obou národů. Od našeho ministerstva zahraničí dostal vojnou jízdenku (i pro svou choť) na všechny naše dráhy. Četnický strážmistr Čížek odvolával se na trestní oznámení, které zpracoval na základě výsledku několika hodnověrných svědků a potvrzuje žalobu. Obhájce dr. Huss ve své řeči poukázal, že Kaszycki myslil při svém projevu na bolševické Rusko, které odedávna má zásluh na polské kraje. Po krátké poradě soud obžalovaného osvobodil pro nedostatek důkazů. V odůvodnění podotknuto, že svědkové, vedení obžalobou, selhali. Vazba se mu nezapočítává, poněvadž podezření přece nebylo vyvráceno. Státní zástupce v obou případech si vyžádal tři dny na rozmyšlenou. Kaszycki i Kuliszewicz však propuštěni na svobodu a předání policii.

I po tomto rozsudku předseda Streitberg apeloval na Kaszyckého, aby pracoval nadále pro shodu česko-polskou. Při tom za ním stojící polský konsul Malhomme pronesl tichou poznámku nedoprovázenou takovou stdečností, s jakou mluvil soudce. Poznámka vyvolala u blízkých přítomných nelibost...

Osvobození Poláci odvezeni na hranice

Osobním autem je dovezla policie do Čes. Těšina.

vk. — Po skončení procesu s publicistou Kaszyckým a prof. Kuliszewiczem, kteří byli senátem krajského soudu v Mor. Ostravě osvobozeni, hned po vynesení rozsudku byli oba převzati policejními úředníky, kteří byli přeličení přítomni. Kaszycki i Kuliszewicz byli v doprovodu vrchního policejního komisaře a jednoho tajného osobním autem převezeni do Čes. Těšina. V tomto autu jela také pani Kaszycká, která

si vyžádala dovolení, aby mohla odjet se svým mužem. Ještě dříve, nežli toto auto opustilo M. Ostravu, odjelo auto polského konsulátu, jež vezlo zavazadla paní Kaszycké, do Čes. Těšina. Auto policejního ředitelství ostravského zajelo až k mostu přes řeku Olši v Čes. Těšíně, a oba osvobození polští příslušníci, Kaszycki a Kuliszewicz, přešli přes most do Polska.

sulátem, byl jim povolen neomezený počet návštěv, zacházelo se s nimi prostě tak, aby nemohli mít ani nejmenších stížností.

Bylo také učiněno všechno, aby případ zatčených Poláků byl vyřízen co nejrychleji. U Kaszyckého stačilo 14 dní, u prof. Kuliczewicze dokonce pouhých osm dní, aby s největším spěchem bylo provedeno trestní řízení a případ vyřízen také soudně Poláků, že je na ně spoléháno. Pak mluvil o Těšínsku v tom smyslu, že bylo jako živé tělo rozpuleno, při čemž projevil naději, že přijde doba, kdy bude opět celé jako dříve. Když prý to nepůjde po dobrém, tak hranici kamen bude stát ohnivým mečem.

»Pane profesore, buďte si vědom, že mezi námi není nikoho, kdo by neměl Poláky rád. Jste našimi nejbližšími přáteli, jste slovanským národem, s nímž Češi chtějí žiti v přátelství a míru.«

A stejné lidskými, teplými slovy apeloval předseda senátu na polského publicistu Kaszyckého. Kdybychom měli při posuzování případu dvou zatčených Poláků užiti lidového řízení, pak bychom musili říci, že v Československu se uplatnila zásada: »Kdo na tebe kamenem, ty do něho chleběm«. Tak se projevila spravedlnost demokratického státu v Československu. Nechceme v tom viděti slabost po polských represáliích. Říkáme však otevřeně, že by bylo slabostí, kdybychom se dali vésti zásadou: »Udeř-li tě někdo ve tvář pravou, nastav mu i levou«. Tak nesmí býti noblesa demokratického státu chápána ani v Polsku, ani mezi Poláky v Československé republice.

K procesu s Poláky.

Na jiném místě našeho listu referujeme o dvou soudních přeličeních, která se včera konala před senátem krajského soudu v Mor. Ostravě se dvěma zatčenými Poláky, obžalovanými podle zákona na ochranu republiky, prof. Kuliczewiczem z Pol. Těšina a publicistou Kaszyckim z Varšavy. Polský šovinistický a vládní tisk rozšířil divoké zprávy a přejm se všemi silami snažil využití zatčení těchto dvou Poláků k bezuzdným štvanicím proti Československu. Polská vláda sáhla k nezvyklým represáliím a vypověděla z Polska více než dvacet československých příslušníků, kteří žili v Polsku již dlouhá léta a zaujímali tam důležitá místa v hospodářských podnikcích, na nichž je interestován československý kapitál, nezajímajíce se vůbec o politiku a neprovádějících v Polsku ani činnost národnostní. Mezi vypovězenými jsou dokonce také takoví českoslovenští příslušníci, kteří již téměř česky zapomněli. Všichni tito lidé, nemajíce tušení, proč a zač, museli během 24 hodin opustit Polsko a byli vyvezeni na československé hranice. Někteří z nich byli vyburcováni dokonce v noci.

Nelze pochybovat, že Polsko sáhlo k represáliím nezvyklým, neobyčejně tvrdým a nespravedlivým, k takovým represáliím, jakým se sahá jen v nejkrajnějším případě a vůči státu vysloveně nepřátelskému, ačkoli nemělo naprosto žádného důvodu, aby považovalo Československo za stát nepřátelský.

Na hrubost polských represálií a na nepravdy polského sanačního tisku o hrubém zacházení se zatčenými Poláky v Československu bylo odpověděno u nás se skutečnou noblesou. Zatčeným byla přiznána všechna práva politických vězňů, i když původní trestní vyšetřování vedlo se pro zločin podle zákona na ochranu republiky, president krajského soudu v Mor. Ostravě téměř denně osobně informoval se na jejich přání a stížnosti, byli ve stálém kontaktu s polským generálním kon-

Polodni Ostravsky Denik 29. III. 34

Duch Casu 29. III. 34.

Zatčení Poláci osvobození

Spisovatel Kaszycki a prof. Kuliszewicz — Zajímavé konstatování předsedy soudního senátu

Včera v 9 hodin byl přiveden do soudní síně krajského soudu v Mor. Ostravě obžalovaný polský profesor Kuliszewicz, jehož vedle dozorce doprovázel generální konsul v Ostravě Malhomme. Soudní síň se zatím naplnila posluchači, mezi kterými byla silně zastoupena polská družina z konsolátu. Kromě konsula zúčastnil se přelíčení vicekonsul dr. Synowiecki, tiskový attaché dr. Procházka, pět úředníků a předseda Československého klubu dr. Král.

Předseda senátu s. r. Streitberg začal hned s výsledkem obžalovaného, který je profesorem v Polském Těšíně. Žaloba ho viní z několika přečinů podle zákona na ochranu republiky. Popírá vinu a prohlašuje mezi tím, že by neměl tolik odvahy, mluvit na československém území tak, jak mu to připisuje žaloba. Zjišťuje se výsledkem svědků, jako číšníka, šoféra, vrátného na nádraží v Čes. Těšíně, že pan profesor před tím, než vyslovil žalované výroky vypil pět plzeňských. Předseda senátu mu ještě připomněl, že pan profesor měl tehdy právě jmeniny a proto se nemusí za špičku stydět.

Dále prohlásil předseda: »My máme Poláky rádi. Já sám jsem již přes deset let v tomto senátě, který má na starosti těšínský obvod a za tu dobu jsem měl množství případů, jednajících o stycích československých po všech stránkách, ale musím říci, že to bývalo vždy ze strany polské, když jsme byli napadáni.«

Po řeči státního zástupce dra Staňka, který měl repliku na řeč obhájce dra Fasala, a po krátké poradě vynesl soud osvobozující rozsudek. V odůvodnění se pravilo, že bylo sice prokázáno, že pan profesor se dopustil žalovaných výroků, ale pro podnapilý stav nebyl si jich plně vědom. Státní zástupce si vyhradil lhůtu k vyjádření se k tomuto rozsudku.

Pak se zodpovídal senátu již z vážnějších přečinů polský publicista Stanislav Kaszycki, invalida z Krakova. Byl žalován pro výroky, jichž se dopustil na schůzi v Komorní Lhotce, kde se vyjádřil nemístně a nešetrně o Těšínsku a o připojení k Polsku. V Košicích pak byl zatčen a dopraven do Ostravy. Včera při výsledku všechno popřel, zejména prý nemluvil ani slůvka o těšínské otázce. V jeho věci bylo vyslechnuto 16 svědků, z nichž tři obžalovanému přitěžovali. Ostatních 13, ač vypovídalo při prvních výsledcích policejních jinak, popřelo výroky žalovaného o Těšínsku. Kaszycki prohlásil, že podobných přednášek měl na Těšínsku a na Slovensku více a vždy byly nezávadné. Dále že je od roku 1931 členem Československého klubu v Krakově a že podnikal přednášky o Štefánikovi a dějinách českých a vždy byl upřímným přítelem Čechů.

Po řeči státního zástupce a obhájce dra Husa byl Kaszycki také osvobozen pro nedostatek důkazů. Státní zástupce vyžádal si opět tři dny na rozmyšlenou a dal návrh, aby oba osvobození po tu dobu byli k dispozici ostravskému policejnímu ředitelství. Po schválení této žádosti měl předseda senátu doslov, v němž prohlásil, že naši povinnosti je žít s Poláky v dohodě a že mezi námi není člověka, který by chtěl Polákům úmyslně škodit. -ZK-

Lidové Noviny 29. III. 34.

Kaszycki i Kuliszewicz osvobození ostravským soudem

Iv - Moravská Ostrava 28. března

Před senátem soudního rady Streitberga pojednávaly se dnes dvě trestní věci podle zákona na ochranu republiky, jež nafouknuty v polském tisku do velikých rozměrů, staly se ohniskem zlého štvání. Líčení byl přítomen ostravský polský konsul Malhomme s úředníky konsolátu i s tiskovým přidělcem. Přelíčení se účastnil prezident krajského soudu Blecha, prokurátor dr. Bosák, činovníci česko-polského klubu a dosti četné obecenstvo.

Jako první byl souzen 46letý profesor gymnasia v Polském Těšíně František Kuliszewicz. Žaloba dra Staňka praví, že 20. března 1934 o 3. hodině ranní po slovní potyčce s číšníkem nádražní restaurace, jenž nechtěl za cigarety přijmout polské poštovní známky a žádal československé peníze, dopustil se Kuliszewicz trestních výroků podle § 14. odst. 1. a 18. odst. 1. až 3. zákona na ochranu republiky a přestupků urážky úřední osoby podle § 512. Ohlašoval totiž příchod Poláků do deseti dnů, vyháněl Čechů, vrátnému posměšně sliboval, že bude jmenován inspektorem polských státních drah a vůči strážníkovi užil o Češích urážlivého názvu pierunů. Obžalovaný popřel, že by byl tak mluvil. Je přítelem čs. národa, což dokazuje knihou, jejíž autorem jest a kde se volá po česko-polském sblížení. V Polském Těšíně je teprve dva měsíce a 19. března byl v Českém Těšíně po druhé. Přišel tam oslavovat se svými přáteli josefský svátek. Před tím vypil několik sklenic piva a v hotelu Polonia bylo jich dalších pět, mezi tím i nějaké ty kalíšky. Na nádraží měl krátkou slovní půtku, ale vylučuje, že by se zdravým rozumem za nynější podrážděné nálady mohl tak mluvit. Svědci, číšník Macošek, vrátný Kupka, šofér Čimala a policejní strážník Babiš, líčili případ přesně podle žaloby, při čemž posuzují různě tehdejší stav opilosti obžalovaného. Veřejný žalobce dr. Staněk žádá potrestání, poněvadž obžalovaný, přesto že byl podnapilý, byl si vědom, co dělá a mluví. Soud se přiklonil však k návrhu obhájce dra Fasala a vynesl rozsudek zprošťující. V důvodech se praví, že žalované výroky byly sice dokázány, ale soud dospěl k názoru, že obžalovaný jednal ve stavu opilém. Náhrada za vazbu mu nepřísluší. Veřejný žalobce si vyhradil třídenní lhůtu, ale neměl námitek, aby profesor Kuliszewicz byl propuštěn z vazby.

Hned nato se pojednávala před tímž senátem trestní věc 30letého krakovského spisovatele Stanislava Kaszyckého, jejíž podstata byla už podrobně vyličená. Jde o přednášku, kterou měl 22. února jako host Polského osvětového sboru v Komorní Lhotce u Českého Těšína. Mluvě o Polsku věcejší, zítřejší a dnešním, dále o maršálu Piłsudském a o milionech Poláků v zahraničí, o vnitřní síle a brannosti Polska, rostoucího na velmoc, zmínil se podle žaloby také o tom, že po převratě, když Polsko zapadlo na jiné frontě, bylo napadeno bratrským slovanským státem. Živé tělo Těšínska bylo tehdy rozříznuto ve dvě. Ale přijde doba, kdy obě oddělené části budou spojeny buď po dobrém, nebo ohnivým mečem, jenž setne hraniční kameny. Obžalovaný, 30letý štíhlý muž, jehož celé pravé ramě je ochromeno — památka z polsko-sovětské války — vylučuje, že by byl tak mluvil. Je přítelem

Osvobození jsou již v Polsku.

Z rozhodnutí trestního senátu byli včera osvobození Poláci, spisovatel Kaszycki a prof. Kuliszewicz, předání k dalšímu opatření policejnímu ředitelství v Mor. Ostravě. Hned odpoledne byli dopraveni za doprovodu vr. polic. komisaře dra Luzara do Českého Těšína a vysazeni na mostě mezi Čes. a Pol. Těšínem — právě na hranici mezi oběma státy.

československého národa, což dokazují jeho publicistické práce a celý jeho vztah k českým činitelům v Polsku i v republice. Do republiky přijel jako pozvaný host a měl 19 přednášek stejného obsahu, jež pronesl vesměs spatra. Soudí, že mu někteří posluchači, jichž bylo v Komorní Lhotce asi 150, dobře nerozuměli, a tak si vysvětluje udání čtyř účastníků.

Toto tvrzení je podepřeno přísežnými výpověďmi svědků, z nichž čtyři svědci průvodní změnili dnes pozoruhodným způsobem názory o přednášce Kaszyckého. Za několik dnů utrpěla velkou újmu paměť rolníka Hraského. Trhovec Gradzina nemůže na rozdíl od původních protokolárních údajů dnes potvrdit, že by Kaszycki mluvil ve své přednášce oním roztrženým územím Těšínsko. Rozmyslel prý všechno a soudí nyní, že Kaszycki mohl mít na mysli sovětské Rusko, jež prý je konec konců také »slovanským národem«. Svědek arci nemůže na otázku státního zástupce udati, které území bylo Polsku odňato Ruskem. Koksář Sýkora rovněž nic neví, že by byl Kaszycki mluvil o Těšínsku. Pavel Noga, 56letý rolník z Komorní Lhotky potvrzuje celkem nejasně, že obžalovaný mluvil o možnosti, že někdy v budoucnosti budou opět obě části Těšínska sjednoceny.

Takto oslabenou žalobu zvrátilo dalších devět vývodních svědků. Tuto okolnost uplatnil obhájce dr. Huss, jenž uvedl i to, že pojem rozděleného Polska není nic nového v polských dějinách, takže špatně pochopený řečník mohl takového obratu užití i v jiné spojitosti.

Soud po krátké poradě vynesl rozsudek zprošťující. V odůvodnění se praví, že svědkové vedení žalobou dnes selhali. Soud nezná příčinu a nemůže si tento zjev sám vysvětlit. Třináct svědků potvrdilo, že obžalovaný pronesl výroky, pro něž je žalován a proto bylo nutno obžalovaného osvobodit pro nedostatek důkazů. Náhrada za vazbu mu nepřísluší, poněvadž přesto zůstává podezřelý, že zažalovaný čin byl spáchán. Státní zástupce dr. Staněk si vyhradil třídenní lhůtu, neměl však ani v tomto případě námitek proti tomu, aby obžalovaný byl propuštěn z vazby.

Hned po vynesení rozsudku byli prof. Kuliszewicz a spisovatel Kaszycki propuštěni z vazby a ještě odpoledne dopraveni autem v průvodu vrchního komisaře policejního ředitelství v Moravské Ostravě na polské hranice. Spolu s Kaszyckým a Kuliszewiczem odjela i choť Kaszyckého, která po celou dobu se zdržovala v Moravské Ostravě.

Gerichtszeitung.

Der Prozeß gegen den polnischen Schriftsteller Kaszycki und den polnischen Professor Kulisiewicz.

Beide freigesprochen.

Mähr.-Odrau, 28. März. Vor dem Straf- senat des Gerichtsrates Streiberg (Beisitzer G. R. Dr. Winter und Davelka) fand heute die Verhandlung gegen den polnischen Schriftsteller Kaszycki aus Krasau und den Professor in Poln.-Leichen Kulisiewicz wegen mehr- facher Vergehens nach dem Schutzgesetz statt. Kaszycki ist angeklagt wegen Vergehens nach dem Schutzgesetz Paragraph 14/1 Störung des all- gemeinen Friedens), Professor Franz Kulisiewicz aus Poln.-Leichen wegen des gleichen Verge- hens, sowie wegen Vergehens nach Paragraph 18/1—3 (Verbreitung unwahrer Nachrichten) und wegen Übertretung nach Paragraph 312 des Strafgesetzbuches (Beleidigung eines öffent- lichen Beamten).

Die Verhandlung wurde 5 Minuten nach 9 Uhr eröffnet. Der Verhandlungsaal war bis auf das letzte Plätzchen gefüllt. U. a. waren anwesend der polnische Generalkonsul in Mähr.-Odrau Mahomir der Bizekonsul Synowiecki der Presseattaché des polnischen Konsulates Dr. Prochajka, ferner der Vorsitzende des tschechisch-polnischen Klubs in Mähr.-Odrau, Professor Dr. Kral.

Zuerst gelangte der Fall des Professors Kulisiewicz zur Verhandlung. In der Anklage- schrift heißt es: Am 20. März zeitlich früh kam Professor Kulisiewicz in die Bahnhofrestauration in Tsch.-Leichen und verlangte zehn Zi- garetten. Als er die Zigaretten erhielt, wollte er mit polnischem Geld zahlen. Der Kellner wollte aber Ploth nicht annehmen und Professor Ku- lisiewicz zahlte schließlich in Ks. Dabei soll er die Äußerung getan haben: In zehn Tagen kommen die Polen her und dann werdet ihr sehen... Gehört wurde diese Bemerkung vom Bortier der tschechoslowakischen Staatsbahnen Kupka, der diese Äußerung dem diensthaben- den Wachmann meldete, der daraufhin den Pro- fessor festnahm.

Bei seiner heutigen Einvernahme stellte Professor Kulisiewicz energisch in Abrede, eine Äußerung getan zu haben, die gegen die Tsch.- choslowakei gerichtet wäre. Außerdem erklärte er, vorher fünf Pilsner Biere und einige Schnäpse getrunken zu haben, sodaß er nicht ganz nüchtern gewesen sei. Aber auch in diesem Zustand hätte er auf tschechoslowakischem Boden nie eine Äußerung getan, die gegen die Tsch.- choslowakei gerichtet wäre.

Es wurde dann eine Reihe von Zeugen auf- gerufen, von denen fast alle bestätigten, daß Pro- fessor Kulisiewicz nicht nüchtern gewesen sei. Der Verteidiger des Angeklagten, Rechtsanwalt Dr. Kasal, führte aus, daß der Angeklagte eine solche Äußerung nie getan hätte. Auch aus den Zeugenaussagen sei eine solche Äußerung nicht einwandfrei festzustellen. Außerdem wäre er durch die Einwirkung des genossenen Alkohols nicht bewußt gewesen, was er überhaupt tue.

Der Staatsanwalt forderte in seinem Plä- doyer die Bestrafung des Angeklagten. Der Vor- sitzende verkündete nach Beratung mit den Bei- sitzern nach ungefähr 15 Minuten das freispre- chende Urteil.

Der Staatsanwalt behielt sich drei Tage Be- denkzeit vor.

Es gelangte nun der zweite Fall zur Ver- handlung. Stanislaw Kaszycki, Schriftsteller, ist 30 Jahre alt, Invalid aus dem Bolschewiken- krieg und trägt den Arm in der Birde. Er ist angeklagt, in einem Vortrag, den er in Kameral- Ellgoth gehalten hat, u. a. gesagt zu haben: „Eine brüderliche slawische Nation hat das schwache Polen überfallen“... und „Das Teichner Schlesiens werde wieder an Polen fallen.“ Diese Äußerungen wurden der Sicherheitsbehörde mit- geteilt.

Kaszycki, der eingeladen worden war, im Kraschauer Radio einen Vortrag über Pilsudski zu halten, war inzwischen nach dort abgereist und wurde auch dort über Veranlassung der Odrauer Polizeidirektion verhaftet und dem Odrauer Ge- richte überstellt. Bei seiner heutigen Einvernahme bestritt er, die ihm zur Last gelegten Äußerungen getan zu haben. Er erklärte, daß er den Vortrag der in Kameral-Ellgoth gehalten wurde, nicht nur in vielen Orten des Teichner Schlesiens, son- dern auch in der Slowakei und in Karpatho- rußland vielfach wiederholt habe, ohne daß es zu einer Beanständung gekommen sei. Uebrigens sei er langjähriges Mitglied der tschechisch-polnisch, Vereinigung in Krasau und habe als solches seit jeher für den Ausbau der Verständigung zwischen beiden Nationen gearbeitet.

Es kam dann zur Zeugeneinvernahme.

Von den insgesamt 16 Zeugen sagten nur drei teilweise belastend gegen Kaszycki aus, kom- ten jedoch ihre Deposition vor der Polizei und dem Untersuchungsrichter nicht in vollem Um- fang aufrecht erhalten. Die anderen 13 Zeugen entlasteten ihn, wobei sie die Aussagen, die sie vor der Polizei gemacht hatten, bei der heutigen Verhandlung zurückzogen.

Staatsanwalt Stanek forderte die Bestra- fung des Angeklagten auf Grund der oben zitierten Paragraphen des Schutzgesetzes, da es

Verurteilung in Warschau über den Freispruch.
Warschau, 28. März. Die heutige War- schauer Mittagspresse veröffentlicht den Freispruch der in Mähr.-Odrau angeklagt geweienen polnischen Staatsbürger, des Schrift- stellers Kaszycki und des Professors Kulisiewicz. Die Blätter äußern ihre Zufriedenheit wegen der glänzenden Entscheidung dieser peinlichen An- gelegenheit.

Kaszycki i prof. Kulisiewicz uniewinnieni

Trzech Polaków przebywa jeszcze w czeskim więzieniu

Morawska Ostrawa. Wczoraj w go- dzinach przedpołudniowych odbyła się rozprawa przeciwko polskim obywatelom, więzionym w Morawskiej Ostra- wie, prof. Kulisiewiczowi z Cieszyna o- raz literatowi Kaszyckiemu z Krakowa.

W obu wypadkach zapadł wyrok u- niewinniający.

Rozprawa przeciwko literatowi Ka- szyckiemu sprawiła prawdziwą sensa- cję, wykazała bowiem całkowitą kom- promitację władz policyjnych, które spowodowały aresztowanie, zupełnie jak się okazało, niewinnego człowieka.

Wszyscy świadkowie w liczbie 14 osób, stwierdzili jednomyślnie, że oskar- żony absolutnie nie powiedział nic prze- ciwno państwowości czeskosłowackiej. Nawet świadkowie oskarżenia, ludzie

wyjątkowo mało inteligentni i material- nie zależni od miejscowych czynników czeskosłowackich, nie mieli odwagi po- wtórzyć swoich zeznań, zebranych po- przednio przez żandarmerję.

Wyroki uniewinniające dają pełną satysfakcję moralną obu oskarżonym Polakom i wykazują, jak dalece posunię- te są antypolskie nastroje wśród czyn- ników policyjnych na Śląsku Czeskim i w Morawskiej Ostrawie.

Panuje tu powszechne przekonanie, że uwięzienie nastąpiło nie na skutek zarządzenia prokuratury, lecz na skutek decyzji dyrekcji policji w Morawskiej Ostrawie.

Po zwolnieniu trzech więzionych w Morawskiej Ostrawie obywateli pol- skich Kaszyckiego, Kulisiewicza i Spren-

zla, pozostaje dotychczas w więzieniu w Morawskiej Ostrawie trzech wię- zniów politycznych narodowości polskiej, obywateli czeskich, a mianowicie: Wdówka, Duda obaj z Cierlicka oraz Szuścik z Mistrzowic.

Kaszycki po uniewinniającym go wy- roku, wyjechał niezwłocznie do Polski.

*

Cieszyn. Zwolniony wczoraj z wię- zienia w Morawskiej Ostrawie lite- rat polski Kaszycki, przybył wczoraj po po- łudniu do Cieszyna, poczyn o godz. 19 odjechał do Krakowa. Na dworcu że- gnali p. Kaszyckiego starosta Placzkow- ski, burmistrz Michejda, delegacja Zwią- zku Legionu Młodych, Związku Pow- stańców oraz wielu przyjaciół.

Bertiegrer des Angeklagten, Rechtsanwalt Dr. Kall, führte aus, daß der Angeklagte eine solche Verurteilung nie hätte. Auch aus den Zeugnisaussagen sei eine solche Verurteilung nicht einwandfrei festzustellen. Außerdem wäre er durch die Einwirkung des genannten Alkohols nicht bewußt gewesen, was er überhaupt tue.

Der Staatsanwalt forderte in seinem Plädoyer die Verurteilung des Angeklagten. Der Vorsitzende verordnete nach Beratung mit den Beisitzern nach ungefähr 15 Minuten das freisprechende Urteil.

Der Staatsanwalt befaßte sich drei Tage Bedenken vor.

Es gelangte nun der zweite Fall zur Verhandlung. Stanisław Kallach, Schriftsteller, ist 30 Jahre alt, Stawle aus dem Ostschlesien, Krieg und trägt den Arm in der Binde. Er ist angeklagt, in einem Vortrag, den er in Kameral-Gesellschaft gehalten hat, u. a. gesagt zu haben: „Eine brüderliche slawische Nation hat das schwarze Polen überfallen“ ... und „Das Tschechien werde wieder an Polen fallen.“ Diese Verurteilungen wurden der Sicherheitsbehörde mitgeteilt.

Kallach, der eingeladen worden war, im Kallacher Radio einen Vortrag über Pilsudski

Kurjer Poznański 29. III. 34.

Zwolenie

aresztowanych na Śląsku czeskim Polaków

Morawiska Ostrawa. (PAT.)
Dzisiaj przedpołudniem odbyły się rozprawy przeciw polakom, obywatelom polskim, więzionym w Morawiskiej Ostrawie, prof. Franciszku Kulisiewiczowi z Cieszyna i literatowi Kaszyckiemu z Krakowa. W obu wypadkach zapadł wyrok uwięzienia w Cieszkowie. Rozprawa przeciw literatowi Kaszyckiemu stanowiąca prawdziwą sensację. Wszyscy świadkowie w liczbie 4 osób stwierdzili zgodnie, że oskarżony absolutnie nie powiedział nic przeciw państwowości czeskosłow.

Po zwolnieniu trzech więzionych w Morawskiej Ostrawie obywateli polskich: Kaszyckiego, Kulisiewicza i Sprecnla, pozostałe dotyczące w więzieniu w Morawskiej Ostrawie trzech politycznych narodowości polskiej, obywateli czeskich, mianowicie Wdółka, Duda, obaj z Cierlicka oraz Szusick z Mistrzowic.

Kaszycki po uwięzieniu w Cieszkowie wyroku wyjechał niezwłocznie do Polski.

Ceske Slovo 30. III. 34.

Zmateční stížnost proti rozsudku nad Poláky

Další trestní oznámení na spisovatele Kaszického

Ve středu po vynesení osudového rozsudku nad polskými intelektuály prof. Kulisiewiczem a Kaszyckým vyžádal si tři dny na rozmyšlenou k vyjádření k rozsudku státní zástupce dr. Staněk. Včera na večer prohlásil soudu, že podává proti oběma rozsudkům

Angeklagten Kallach und Geißel durch rumänische Sicherheitsorgane an die tschechoslowakische Grenze. Was die abermalige

zu halten, war inwieweit nach dort adgereicht und wurde auch dort über Verurteilung der Ostrauer Polizeidirektion verhandelt und dem Ostrauer Gericht überstellt. Bei seiner heutigen Einvernahme befragte er, die ihm zur Zeit gelegten Verurteilungen gegen zu haben. Er erklärte, daß er den Vortrag, den in Kameral-Gesellschaft gehalten wurde, nicht nur in vielen Orten des Tschechien-Schlesien, sondern auch in der Slowakei und in Karpaten-rußland vielfach wiederholt habe, ohne daß es zu einer Beanstandung gekommen sei. Liebigens sei er langjähriges Mitglied der tschechisch-polnischen Vereinigung in Ostrau und habe als solches seit jeher für den Ausbau der Verständigung zwischen beiden Nationen gearbeitet.

Es kam dann zur Zeugniseinvernahme. Von den insgesamt 16 Zeugen sagten nur drei teilweise befallend gegen Kallach aus, konnten jedoch ihre Deposition vor der Polizei und dem Untersuchungsrichter nicht in vollem Umfang aufrecht erhalten. Die anderen 13 Zeugen entlasteten ihn, wobei sie die Aussagen, die sie vor der Polizei gemacht hatten, bei der heutigen Verhandlung zurückzogen.

Zgon ks. radcy Krzysiaka

W Stonawie na Śląsku Czeskim zmarł, jak donosi P. A. T., tamtejszy proboszcz i dziekan, ks. radca Krzysiak.

Wobec rozdźwięków, jakie w stosunku polsko-czeskosłowackie wniosło zamłanowanie księży Czechów proboszczami w Cierlicku i Łakach, wyrażamy nadzieję, że obecnie parafjanom Stonawy dana będzie powłoka nowego proboszcza Polaka.

fängnis konnte ihm nicht zuerkannt werden, da die berührten Seiten nicht von der Pflicht zeugen, Einfluß auf die öffentlichen Angelegenheiten zu nehmen.

Staatsanwalt Stanek forderte die Befreiung des Angeklagten auf Grund der oben angeführten Paragrafen des Strafgesetzbuchs, da es erwiesen erscheine, daß der Angeklagte die gegen die Tschechoslowaken gemachten Verurteilungen getan habe.

Der Verteidiger Dr. Dymnar Guß führte aus, daß Kallach die Verurteilung, „eine brüderliche slawische Nation habe das schwarze Polen überfallen“, unmöglich auf die Tschechoslowaken bezogen habe. Kallach habe ein Recht auf die Verurteilung gehabt, denn er habe die Tschechoslowaken gemeint. In dem Kampf gegen die Tschechoslowaken habe er die schwere Verurteilung erlitten, die ihm den Gebrauch der einen Hand unmöglich mache, jedoch er sie jetzt keineswegs in der Schlinge tragen müsse. Dr. Guß führte weiter aus, daß Kallach als Freund der Tschechoslowaken bekannt sei, wie dies ja auch aus den Verurteilungen des tschechoslowakischen Konjuls in Ostrau hervorgegangen sei. Die ihm zur Zeit gelegten Verurteilungen entbehren auch nicht seiner Ideologie und widerprechen auch seiner bisherigen Tätigkeit.

OPOWIADANIE KASZYCKIEGO O POBYCIE W WIEZIENIU

CIESZYN, 28.3. — (Tel. wł.) — Dziś o godz. 16.30 przybyli tu zwolnieni z więzienia w Morawskiej Ostrawie literat Kaszycki i prof. gimnazjalny Kulisiewicz.

Do granicy polsko-czeskiej eskortowali ich policjanci czescy. Według informacji, jakie zdołaliśmy uzyskać od Kaszyckiego, aresztowanie jego nastąpiło nagle, bezprawnie, niespodziewanie. Przewieziony w więzieniu w Morawskiej Ostrawie, traktowany był z początku w sposób bezwzględny. Władze niepozwalaly mu palić papierosów i korzystać z praw, z których korzystali inni więźniowie. Dopiero następnego dnia, po interwencji polskiej wygotowano akt oskarżenia i zapytano oskarżonego, czy zgadza się na rozprawę w terminie przyspieszonym. Rozprawa nosiła charakter zle zorganizowanej komedii. Zarzuty okazały się całkowicie nieuzasadnione! Co stwierdził nawet świadek oskarżenia. Zeznania były jedną wielką kompromitacją polskiej czeckiej, która usiłowała przez specjalne zestawienie pytań skonstruować oskarżenie.

Na wieś o procesie do Morawskiej Ostrawy zjechały się delegacje ludności polskiej nawet z odległego Jablonkowa. Galeria sądowa wypełniona była po brzozi ludnością polską, która gorąco manifestowała swą sympatię dla oskarżonych.

Charakterystycznym jest, że po ogłoszeniu werdyktu, uwalniającego oskarżonych od winy i kary, przewodniczący zwrócił się do nich z wezwaniem, aby po powrocie do Polski propagowali porozumienie polsko-czeskie.

Z przebiegu procesu odnosi się wrażenie, iż władze czeckie nie są zadowolone z następstw, jakie wywołało szowinistyczne stanowisko żandarmerji i nacjonalistów czechich. W dużej mierze wpłynęła na to zdecydowana postawa władz polskich, która na clemienie polaków w Czechosłowacji odpowiedziały wydalaniem obywateli czechich z granic Państwa Polskiego.

Na wieś o przebiegu Kaszyckiego przez Cieszyn, zebrały się tłumy publiczności z Zw. Powstańców, Legionem Młodych, Zw. Rzeszistów abym manifestować na cześć ofiar prowokacji czeckiej. Starosta cieszynski Plackowski i burmistrz m. Cieszyńska, dr. Michejda w serdecznych słowach powitali przybyłych. Kaszycki odebrał pociąg wietoznym do Krakowa. (K)

KRAKÓW, 28.3. — O godz. 22.52 pociąg z Cieszyńska przybył do Krakowa literat Kaszycki. W chwili, gdy wysiadł z wagonu zgromadziła się gorąca owacja. Na dworcu imieniem komitetu pomocy uchodźcom ze Śląska Cieszyńskiego przemówił dr. Zbigniew Grabowski. Radny Toboła powitał Kaszyckiego w imieniu prezydenta miasta i rady miejskiej. Następnie witaly go delegacje młodzieży akademickiej i Strzelca. Wśród entuzjastycznych okrzyków przeniesiono Kaszyckiego na rękach do salonu recepcyjnego. (PAT.)

Těšínsko evropskou otázkou?

Polský tisk bojuje za pravdu — Obránci naší věci v ohni útoků vládního tisku

Události, které se vyskytly ve vzájemném poměru Polska k ČSR, mají dalekosáhlý ohlas v polském tisku, který o těchto věcech referuje obšírněji a více nežli náš. Terčem útoků jsou nyní listy socialistické, které odmítly útoky proti nám. Kurjer Codzienny píše, že socialisté, kteří prý všude upadají, chytají se prý jako záchrany národní zrady. Vytýká jim, že prý se sbratřují s českými kapitalisty, kteří utiskují a vyhazují z práce české dělníky. Podobně píší jiné listy vládního bloku. Zatím ovšem mnozí se články v opozičních listech, ve kterých se uvádí šovinistické útoky na pravou míru a zdůrazňují se výhody, které mají Poláci u nás. V Polsku snaží se ovlivnit také německý a světový tisk a udělat z celé protičeské kampaně evropskou otázku, jakou bylo třeba ještě nedávno Pomoří. Svědčí o tom článek varšavského dopisovatele Berliner Tagblattu, který píše, že celá situace vznikla po odpoutání se Polska od Francie. Těšín prý není příčinou, Těšín je následek, příčina leží v historii vzájemných styků obou národů v posledních letech. O společném slovanství není prý ani řeči. V této kampani běží prý o přirozený proces, v němž Těšín přes svou nepatrnost je prý záležitostí, jádrem je expozice dlouho skrývaného česko-polského sporu. A proto se zdá býti konflikt těšínský spíše počátkem než koncem. Tak soudí německý tisk a zdá se, že přání je tu otcem myšlenky. Němci by rádi viděli oba národy rozdělené v nepřátelském boji a život a proto chtějí dělat z Těšína ev-

ropskou otázku. Tak daleko to někteří Poláci se svým štváním dotáhli. Těšín, tak jako Ostrava, je v poměru ke germánství vskutku důležitým místem, neboť v těchto místech sahá ve střední Evropě nejdále německé území a německý vliv. Když byl před padesáti lety zvolen v Ostravě první německý starosta, napsal

Moravskoslezský Deník 30. III. 34.

Berlín měl velký zájem, jak dopadne ostravský proces s Poláky

Telefonní dotazy přímo nervosní.

vk. — Dovídáme se z dobře informovaného pramene, že v den, kdy se konal v M. Ostravě před senátem krajského soudu proces s polskými příslušníky publicistou Kaszyckim a profesorem Kulisiewiczem, kteří, jak jsme sdělili, byli osvobozeni, projevil velký zájem o rozsudek a celý případ Berlín. Byl to zvláště berlínský tisk, který několikrát přímo nervosně se dotazoval soukromých osob v M. Ostravě, jichž tihnutí k Berlínu je známe, kdy bude po procesu, jaký je rozsudek a je-li zde klid. Zájem Berlína o proces s polskými příslušníky v M. Ostravě je velmi podezřelý, ne-li nápadný a maně ponouká k domněnce, že celý ten nepřijemný případ byl úmyslně nastražen, aby byl vyvolán neklid, který by roztrhl česko-polské přátelství, z jehož výsledku by mohlo pak Německo pilně těžiti. Jinak si nedo-

vedeme zájem Berlína na ostravském procesu vysvětlit. — Dokumentovalo by to konečně také psaní včerejšího čísla listu »Polska Zachodnia«, vycházejícího v Krakově, který v komentáři k rozsudku útočí na policejní ředitelství v M. Ostravě a jeho orgány, ač je dobře známo, že ostravské policejní ředitelství s oběma případy nemělo nic společného. Domníváme se, že do Katovic, jako do celého Polska, jsou dodávány zprávy z kruhů blízkých polskému konsulátu v M. Ostravě, který byl o obou případech velmi dobře informován. Z článku však je zřejmé, že někdo si vyřizuje účet s policejním ředitelstvím ostravským za to, že toto očistilo naše pomezí od hakenkrajclerských rejdů. A že tento zájem mohl mít zase jenom Berlín, je samozřejmé. Polský tisk stává se jeho nástrojem.

Duck Casu 30. III. 34.

Československo nabízí Polsku znova přátelství. Napětí, k němuž došlo mezi Polskem a Československem, nebylo zavinené naší republikou. Tuto skutečnost uznává také všechen nezaujatý tisk polský a neváhal to prohlásiti docela veřejně. Československý tisk si ukládal úmyslně rezervu a neodpovídal na výpady a nepravdy sanačního tisku polského stejným tónem. V Československu bylo prostě vidět, že nám záleží na tom, aby konflikt s Polskem, námi nezaviněný, nebyl zotřován, naopak, že všude je zřejmá snaha o rychlé likvidování sporu. Tato snaha uplatňovala se i pak, když Polsko na zatčení opilého profesora z Polského Těšína, jehož výroky, pronesené v Čes. Těšíně, rozhodně neodpovídaly předpokládané úrovni profesora klasických jazyků, a zatčení polského publicisty, k němuž došlo na udání přímých účastníků jeho schůze, odpovídělo nezvyklými represáliemi, povídáním českosl. státních příslušníků z Polska. Nyní se oznamuje z Prahy, že čsl. ministr zahraničí dr. Beneš přijal polského vysl. Grzybowského a oznámil mu, že československá vláda je proti jakýmkoli represáliím a nehodlá k nim sáhnouti ani po vypovězení československých státních příslušníků z Polska. Ministr Beneš navrhl polskému vyslanci, aby spor mezi Československem a Polskem byl co nejdříve urovnán smírně a přátelsky. Tím tedy bylo Polsku oficiálně nabídnuto znova přátelství a likvidování sporu, který námi v Československu zaviněn nebyl. Slovo má nyní Polsko. Jsme přesvědčeni, že převážná část polské veřejnosti dovede tuto nabídku československého přátelství po zásluze zhodnotit. Na obnovení přátelských styků záleží hlavně nám na Ostravsku. Řekli jsme to jasně za českou dělnickou veřejnost a polští sociální demokraté prohlásili to za dělnickou veřejnost polskou. Po oficiální nabídce ministrem zahraničí drem Benešem Polsku považujeme však za nutné říci, že od polských zastupitelských úřadů v Československu, zejména

Gazeta Polska 30. III. 34.

Po uniewinnieniu Kaszyckiego

MOR. OSTRAVA, 29.3. — Wyrok uniewinniający literata Kaszyckiego sprawił niemało kłopotu prasie czeskiej, która areztowanego przez dwa tygodnie przedstawiała opinii publicznej, jako zdecydowanego wroga państwa czeskosłowackiego, który rzekomo podburzał ludność polską na Śląsku do czynów antypaństwowych, organizował bojówki i bawił na Słowaku czynnie w tajnej misji politycznej.

Pisma ograniczają się do zamieszczenia sprawozdań z procesu, nie zapatrując w żadne komentarze. Niektóre pisma twierdzą, że wszyscy trzej więźniowie zawdzięczają uniewinnienie wspaniałomyślności.

Bratysławski „Slovak“ twierdzi, że do procesu tego, zupełnie zbednego, Czechosłowacja spóro dopłaciła dyplomatycznie oraz że niejednokrotnie zbytnia gorliwość urzędów w tak delikatnych kwestiach wychodzi na szkodę państwa.

Ludność polska w Czechosłowacji z prawdziwą satysfakcją przyjęła wiadomość o uwolnieniu Kaszyckiego. Polacy w Czechosłowacji głęboko byli przekonani o braku jakiegokolwiek winy Kaszyckiego i dlatego ze spokojem oczekiwali procesu. Proces Kaszyckiego ma z tego względu znaczenie, że wydobyl na światło dzienne fragmenty metod, jakimi posługują się niektóre czynniki na Śląsku czeskim w walce z mniejszością polską. (PAT)

Lidové Noviny 30. III. 34.

O bezpečnosti

Rudolf Procházka - Praha 29. března

Naše veřejnost může si právě nyní docela zřetelně a tak říkajíc přímo na vlastním těle uvědomit, co je to otázka bezpečnosti. Snad si to tak živě neuvědomila od zjednaní míru nikdy před tím. Ne, že by to napětí, nebo lépe jen polemika, s Polskem, které dnes prožíváme, byly tak vážné, že by to bylo nějaké aktuální nebezpečí. Ale přece jen narážíme tu na jiný stát, který je v poměru k nám silnější a volnější než tomu je nebo může býti v případě takového Maďarska nebo Německa. Maďarsko je i individuálně slabší, a v kleštích Malé dohody útoku naprosto neschopno. Německo je sice mnohem silnější i bez náležité technické výzbroje, ale při svých vážnějších starostech nás přímo neohrožuje a jakýkoli konflikt zde by měl zároveň ráz mezinárodní a poměry sil by se kalkulovaly na širší basi. V případě jakéhokoli sporu s Polskem je tomu však jinak. Zde jde o naši vlastní věc a jen o naši vlastní věc. Nikdo nemá přímého a současného zájmu, aby nám tu pomáhal — zvláště od té doby, co Německo je s Polskem spřáteleno.

od polského konsulátu v Mor. Ostravě, musí býti žádáno, aby nepřekročovaly hranice své působnosti takovou činností, jaká dosud nebyla u žádných zastupitelských úřadů druhého státu zvykem. Neodpovídá dosavadním zvyklostem a přátelským vztahům, aby konsuláty a jejich představitelé vystupovali jako jediné přátelé, mluvčí a zastánci národnostní menšiny a aby přicházeli za tímto účelem i do takových shromáždění, kam nebyli pozváni. V takové činnosti právem spatřuje pak veřejnost v Československu jednání, které se skutečným posláním polského konsulátu nemá nic společného. — Považujeme za svou povinnost, říci tento svůj názor docela otevřeně.

U źródła stosunków polsko-czeskich.

Obecny moment w stosunkach polsko-czeskich jest bardzo wyraźnym dowodem, jak dalece polityka bieżąca małe ma znaczenie w zasadniczych stosunkach między dwoma państwami, jak mało wysiłki dyplomatów zlagodzić mogą lub podnieść zasadnicze punkty różnic czy zbliżenia jakie dyktuje nieublaganie polityce każdego państwa jego położenie geograficzne i tradycje historyczne. Trudno wskazać na wypadek analogiczny, w któryby włożono więcej starań i wysiłku z tak nikłym, jak się okazuje rezultatem. W ciągu 15 lat powojennych dyplomacja francuska nie szczędziła trudu, by doprowadzić do kollaboracji polsko-czeskiej w obydwu państwach, zaś zwolennicy współpracy polsko-czeskiej napocili się nie mało nad jej realizacją. I dziś, kiedy Polska odłożywszy na bok węgierskie a słuszne pretensje pod adresem państwa czeskiego stanęła na gruncie spokojnej, ale niemniej i biernej polityki realizmu, okazuje się, że Czechy są zaniepokojone, zirytowane i rozdrażnione i czynią co mogą, by dowieść, że gniew jest złym doradcą. Być może, że po pewnym czasie polityka czeska wróci do równowagi, ale nie zmieni to istoty stosunków polsko-czeskich, która tak niespodziewanie wystąpiła naprzód, a której geneza tkwi bynajmniej nie w obecnej konjunkturze politycznej, ale w układzie stosunków powstałym po wielkiej wojnie.

Faktem jest — i tu leży „initium calamitatis” — że Czechy formowały swe państwo pod zupełnie inną gwiazdą niż ta, która ostatecznie zaświeciła nad Europą środkową i wschodnią. Kształt geograficzny państwa czechosłowackiego z długim korytarzem ruskim wycią-

gniętym w stronę Rosji dowodzi, iż twórcy jego budowali przyszłość państwa na opiece i pomocy Rosji, oczywiście Rosji carskiej, a w każdym razie nie bolszewickiej. Ta to Rosja, obdarzona Wschodnią Galicją miała być gwarantką istnienia państwa czeskiego, odbiorczynią jego produkcji przemysłowej, źródłem dochodów, a wreszcie tarczą w stosunku do Niemiec, nie mówiąc już o Węgrzech. Nie Czechy, ale Rosja miała bronić przynależności Rusi i Słowaczyny do państwa czeskiego, jako najlepszego gościńca wpływów rosyjskich do serca Europy. Przy tym układzie stosunków nawet Anschluss nie był groźny dla Czech, nie był groźny tembardziej, że ludzono się tam nadzieją, iż mała okrojona Polska, wciśnięta między Rosję i Niemcy, z konieczności stać się musi sferą wpływów rosyjskich, a przez to pomostem pomiędzy Rosją a Czechami.

Rzeczywistość trochę zawiodła te wszystkie nadzieje. Jeżeli tak rozważny polityk, jak prez. Masaryk mógł w r. 1920, jak to stwierdza lord Abernethy, zgóry przypuszczać upadek Warszawy, to siedł tu po linii tych ogólnych nastrojów czeskich, z którymi opinia czeska jeszcze i po r. 1920 nie łatwo się rozstawiała. Ludziła się mianowicie zmianą naszych granic wschodnich i dopiero po ich uznaniu w r. 1923 przez koalicję zaczęła godzić się z rzeczywistością.

Straciwszy zasadniczo swą gwarantkę, t. j. Rosję, postarała się Czechosłowacja o jej namiastkę w formie małej koalicji, która oczywiście nie mogła dać ani w części tego zabezpieczenia, które mogła jej dać Rosja, a przede wszystkim starała się o możliwie ściśle u-

trzymanie związku z Francją. Mała koalicja miała zabezpieczać Czechy od strony Węgier, Francja od strony Niemiec. Dopelniał go kompromis zawarty przez prez. Masaryka z Niemcami czeskiemi, którzy weszli do rządu. Nastąpiło wtedy kilka lat idyllicznych stosunków wewnątrz-politycznych w Czechach. Dr Benes uchodził w oczach Europy za filar pokoju europejskiego. Czechosłowacja tłumaczyła Francji, że jest ona głównym czynnikiem pokoju w Europie środkowej w przeciwieństwie do Polski i zbierała za to sowite piony. „Polska — mówiono w Pradze — łąda dzień ściąganie na Europę katastrofę wojenną z powodu swego zatargu z Niemcami o korytarz. My jesteśmy w zgodzie z Niemcami, konsolidujemy pokój w Europie. Musicie nas wzmacniać, jeśli chcecie przy naszym pośrednictwie ratować Polskę. Jeśli chcecie nas wzmocnić, nie pozwólcie podnieść głowy Węgom, ani też nie pozwólcie na restaurację Habsburgów.”

Idylla ta zaczęła jednak pękać, z chwilą, gdy punkt ciężkości wypadków nad Dunajem przemieścił się z Węgier do Austrii, gdy nie rewizjonizm węgierski, ale sprawa Anschlussu stała się punktem wyjścia możliwej bułwersacji stosunków w Europie środkowej. Gdy na dobitkę przyszedł do władzy w Niemczech Hitler i

wskazał na możliwość powiększenia Niemiec „bez wojny” przy pomocy nie tylko Anschlussu Austrii, ale także trzech milionów Niemców czeskich, zaczęła się formalna katastrofa, całego z takim trudem wybudowanego systemu polityki Czechosłowackiej. Wśród zdenerwowania, jakie najwidoczniej ogarnęło miarodajne i niemiardajne sfery czeskie, znaleziono wśród winnych także Polskę. Polska wedle opinii czeskiej winna była wiecznie podtrzymywać i rozszerzać swoje spory z Niemcami, zrobić z Pomorza rodzaj piorunochronu ściągającego na siebie gromy całej Europy środkowej, na to, by w cieniu tych sporów mogła Czechosłowacja dalej podtrzymywać swe przyjazne stosunki z Niemcami, być tym „buon ragazzo” Europy środkowej w przeciwieństwie do niegrzecznego chłopca polskiego, który miał Pomorzem zapłacić za to, by Niemcy nie forsowały zbytńo Anschlussu.

W Pradze zapanowało rozgoryczenie w stosunku do Polski, a nawet gniew. Gniew zaś jest złym doradcą. Irytacja pod adresem Polski nie może pomóc na sprawę zasadniczą, jaką są konsekwencje genezy państwa czechosłowackiego. Układano dlań inne warunki życia, a inne się wytworzyły. By je zrozumieć, trzeba zajrzeć do źródła.

Lidové Noviny 30. III. 34.

Po ostravském rozsudku

IV - Moravská Ostrava 29. března

Oba zprošťující rozsudky, vynesené dnes nad polskými příslušníky, Kaszyckým a Kulisiewiczem, obžalovanými z činů proti republice, způsobily v celó veřejnosti hluboký dojem, i v tomto případě se osvědčila nestrannost čs. soudnictví, jež nedá na sebe působit ani podrážděnou náladou ani nebezpečím, že smysl pro spravedlnost se bude vykládat nevhodně na jedné i druhé straně. Byl by omyl pokládat dnešní zprošťující rozsudky za nějaký ústupek polskému nátlaku.

Předseda senátu, který oba polské občany soudil, soudní rada Streithberg, je známý tím, že vedle právního hlediska posuzuje každý

trestní případ s mravní stránky. Obžalovaným, ať již jsou zproštěni či odsouzeni, dává vždy na cestu několik upřímně míněných rad. Učinil tak i včera podle svého zvyku. Oběma, jak profesor Kulisiewiczovi tak i spisovateli Kaszyckému kladl po rozsudku na srdce, aby po svém návratu do Polska zůstali tím, čím dříve byli, to jest stoupenci československo-polské dohody, na kterou oba národové a státy odkázány. Posluhačům v soudní sni nešel podivný úsměv, s nímž zástupce polského konsulátu reagoval na tato vřelá slova, ani posměšná poznámka, jež při tom padla. Takové gesto neobvyklé u představitelů diplomatického světa nesvědčí právě o dobré vůli.

Trestní řízení se spisovatelem Kaszyckým zůstává ovšem zajímavým po několika stránkách. Podivné jest, proč se u četnické

stanice v Hnojniku dostavili teprve 27. února polští občané evangelického vyznání, aby učinili udání na polského přednáščího hosta a nepřítelů na svého vlastního duchovního. Další záhada je, že za několik málo dnů změnili tak podstatně své názory o této přednášce. V odůvodnění zprošťujícího rozsudku zdůraznil včera předseda senátu soudní rada Streithberg, že si nedovede sám tento zjev vysvětlit. Míra nejasností je dovršena dalším úkazem. Včera v poledních hodinách i později se projevil totiž v Berlíně překvapující zájem glajchšaltovaného tisku o průběh a výsledek procesu s Kaszyckým. To šlo tak daleko, že v Moravské Ostravě byly volány telefonicky z Berlína osoby, které by na území Třetí říše spadaly pod zákon o rase.

Sprostowanie.

Pan poseł Chobot czuje się dotknięty artykułami w poprzednim numerze „Gazety Kresowej” p. t. „Poważna manifestacja” i „Więc my jemy czeski chleb”, a mianowicie, co do pierwszego artykułu stwierdza, że się znajdują tam niektóre nieścisłości, n. p. o zdaniu, że „uzyskaliliśmy także subwencje: na konsumy i stowarzyszenia spółdzielcze” p. poseł Chobot stwierdza, że tego nie powiedział, ani też nie zgadza się to z prawdą, gdyż na stowarzyszenia spółdzielcze posłowie żadnej subwencji nie otrzymali. Taksamo zdanie o „porównaniu demonstracji w Cieszynie z demonstracją czeską w Czes. Cieszynie” jest nieścisłe, gdyż p. Chobot o żadnej demonstracji nie mówił, mówił tylko o wiecu w Cieszynie i o przemówieniu p. Kláca na zgromadzeniu w Czeskim Cieszynie. Natomiast jego wywody o deputacjach niektórych czeskich czynników do Pragi i cały szereg innych ważnych momentów opuszczono w tym artykule wogóle.

Do tego zaznaczamy, że obcą była nam myśl, przedstawić sprawę inaczej, niż opiewało przemówienie p. Chobota. Jeżeli znajdują się tam jakieś nieścisłości, to przypisać należy temu, że umieściliśmy tylko sprawozdanie tak, jak to pojął autor. Wcale nie było naszym zamiarem umieszczać w gazecie dosłownych przemówień, lub kogoś obrażać.

Co do drugiego artykułu, to stwierdzamy, że jest to artykuł zupełnie rzeczowy, i wcale nie potępia działaczy polskich z PSPR., lecz tych, którzy ulotnik ten wydali i tych, którzy pomimo takiego ulotnika, na takie zgromadzenie iść zamierzali. Zdanie „Latak ten zrobił wśród społeczeństwa polskiego na Śląsku jak najgorsze wrażenie”, jest tylko stwierdzeniem faktu, i nie może zawierać żadnej obrazy. Że PSPR. nie chcieliśmy w żadnej mierze obrazić, wynika także i z tego, żeśmy wyraźnie zaznaczyli, iż latak ten jest fałszyfikatem i PSPR. nim się nie zgadza.

Studenci polscy ominęli Mor Ostrawę.

Wycieczka studentów polskich przyjechała do Czechosłowacji i tu zwiedziła kilka wielkich miast, między innymi i Bratysławę, gdzie gościom polskim owacyjnie przygotowano przyjęcie. Było tam wiele mowy o konieczności zgodnego współżycia dwu narodów. Słowacy przemawiali bardzo serdecznie, otrzymując od Polaków zapewnienie serdecznej miłości braterskiej.

W programie wycieczki znajdowała się i Mor. Ostrawa. Tutejsza prasa czeska nawoływała, aby społeczeństwo czeskie stawiło się licznie na dworzec, celem powitania gości polskich, ażeby im wykazać, że Czesi z szacunkiem odnoszą się do narodu polskiego. Przygotowano na ten cel także wieczorek.

Wycieczka jednak Ostrawę minęła, nie zatrzymawszy się wcale. Przygotowania powitalne były daremne. Nie może się temu prasa czeska nadziwić i twierdzi, że był prawdopodobnie ktoś, co kazał wycieczce się nie zatrzymywać. Gazety czeskie uważają krok ten za demonstrację antyczeską.

Literat Kaszycki i prof. Kulisiewicz uwolnieni.

Obaj panowie zostali aresztowani na podstawie ustawy o ochronie republiki, pod zarzutem dopuszczenia się zbrodni wobec państwa czechosłowackiego. Proces odbywał się we środę, dnia 28 marca w Mor. Ostrawie. Oskarżonym nie potrafiiono w zupełności udowodnić winy i uwolniono ich. Przewodniczący senatu przemówił naostatku, że powinnością Czechów jest żyć z Polakami w

zgodzie, a że między Czechami niema człowieka, któryby chciał Polakom umyślnie szkodzić.

Sala sądowa była przepełniona publicznością. Po ogłoszeniu wyroku obu panów odwieziono samochodem do Cieszyna polskiego.

Minister Benesz pragnie spór zażegnać.

Minister Beneš odbył z polskim posłem Grzybowskiem dłuższą konferencję, omówił z nim ogólne położenie polityczne w Europie, a potem przystąpił do konfliktu polsko-czeskiego. Zaprotestował przeciwko artykułom gazet polskich, zawierających pogroźki pod adresem Czechosłowacji i wskazał, że Czechosłowacja represalji nie wywiera, choć Polska wydała Czechosłowaków.

Minister zaproponował konferencję, na której różne sprawy sporne możnaby ugodowo i po przyjacielsku załatwić. Poseł Grzybowski przyrzekł zwrócić się w tej sprawie do rządu polskiego.

Legjonistom-Ślązakom poległym za Polskę.

(v) W krakowskiej pracowni Jana Raszki, znakomitego artysty-rzeźbiarza, stoi wykończone świeżo nowe dzieło. Jest to pomnik, który w jesieni stanąć ma w Cieszynie pod Zamkiem, staraniem Związku Legjonistów z prezesem wicewoj. Salonim na czele.



Na szczycie pomnika znajduje się reprodukowana powyżej przez nas piękna postać Ślązaczki w stroju śląskim z mieczem w ręku. Na cokole widnieją słowa: „Legjonistom Ślązakom poległym za Polskę”.

U spodu cokołu znajduje się 16 tarcz, na których wyrzyto nazwy pól bitew legjonowych. U spodu znajdują się też dwie urny, a pośrodku płaskorzeźba przedstawiająca bohatera ziemi śląskiej, porucznika Łyska, poetę-żołnierza Legjonów Polskich, który padł pod Kostiuchnowką.

Wysokość pomnika wynosi 10 metrów. Jest to dzieło naprawdę imponujące, które będzie prawdziwą ozdobą polskiego Cieszyna i miejscem, gdzie odbywać się będą patriotyczne manifestacje. Przynosi ono także nową chlubę krakowskiemu artyście, dyrektorowi Raszce.

Sprostowanie.

Pan poseł Chobot czuje się dotknięty artykułami w poprzednim numerze „Gazety Kresowej” pod tytułami „Dawajcie manifestację” i „Wiedź my jemy

zgodzie, a że między Czechami niema człowieka, któryby chciał Polakom umyślnie szkodzić.

Sala sądowa była przepełniona publicznością. Po ogłoszeniu wyroku obu panów odwieziono samochodem do Cieszyna polskiego.

Petruskówna Helena.

Hikówna Maja.

Wiejoniówna Stela.

Maczynska Wdzyja.

Siłkówna Anna.

Pyrmusówna Muta.

Siwkówna Anna.

Kolasówna Stefonia.

Kumakówna Józefa.

Carbarkówna Maja.

Siwkówna Maja.

Lumaniówna Helena.

Kourówna Helena.

Stasiówna Maja.

Przecówna Anna.

Wrocławówna Anna.



Nie mydlicie ludziom oczy.

W niedzielę odbyły się dwa wspólne zebrania socialistów polskich i czeskich, w Jabłonkowie i w Trzyńcu. W Jabłonkowie robotnicy polscy nie dopuścili do odgłosowania rezolucji, zaproponowanej przez czeskich socialistów. Natomiast rezolucje taką uchwalono w Trzyńcu. Na zebranie to przyrzekł swoje przybycie p. poseł Chobot, ale w ostatniej chwili skierował tam prof. Badurę, którego przemówienie, wychwalane przez wszystkie gazety czeskie, ludność polska przyjęła z największym zdziwieniem. Nie czas dziś na wiece, w których wychwala się demokrację i równouprawnienie robotnika polskiego z czeskim. Robotnik nasz ma już dość frazesów, skoro widzi, że takie równouprawnienie istnieje tylko na papierze, a w praktyce wyrzuca się jednego Polaka za drugim, odbiera się mu chleb i prawo wychowania dziecka w kulturze ojców. Czescy socjalni demokraci — jak niejednokrotnie stwierdzili socjaliści polscy — są nie mniejszymi szowinistami od innych, na co możnaby przytoczyć dość faktów ze wszystkich dziedzin życia.

Robotnik polski poznał się już na czeskich soc. demokratach i dlatego nie pójdzie więcej na lep ich frazesów i papierowego równouprawnienia. Robotnik czeka czynów, a nie pustych słów i blagi.

*Króble na dachu 1. IV. 34
pisemko humorystyczne.*

NASZ KORESPONDENT Z PRAGI DONOSI:

Władze czeskie przygotowują się do uroczystości obchodu najazdu czeskiego na Śląsk Cieszyński. Wszystkie stowarzyszenia polskie w Czechosłowacji, zostały zaproszone do współpracy z komitetem. Wyżsi wojskowi czescy wyrażają się bardzo pochlebnie o armii polskiej, która, pomimo że była zajęta w roku 1918 na innych frontach, umiała bronić Cieszyna przy pomocy garści robotników. Armia czeska złoży więc prawdopodobnie hołd wojsku polskiemu. Punktem kulminacyjnym uroczystości zbratania polsko-czeskiego, będzie przyjazd przedstawicieli polskich literatów, który wygłosi przemówienie w Pradze. Jak się dowiadujemy, Akademia Literatury zgadza się na wysłanie swego przedstawiciela, żąda jednak złożenia przez rząd czeski kaucji, iż przedstawiciel ten powróci cało i zdrowo do kraju. Dalej program przewiduje uroczyste zamknięcie polskich szkół na Śląsku cieszyńskim. Na budynkach szkolnych zostaną wmurowane tablice z inicjatywy klubu polsko-czeskiego, upamiętniające te wielkie chwile. Kilka pism polskich przygotowuje na te wiekopomne dni specjalne numery i w tym celu wysłało już do Czechosłowacji kilku korespondentów, których władze czeskie natychmiast po przekroczeniu granicy z honorami aresztowały i przy dźwiękach I Brygady doprowadziły do więzienia.

Geer.

Poseł polski w Pradze pragnie interwenjować w sprawie aresztowania krakowskiego literata i prześladowań na Śląsku. Udać się więc do pana ministra sprawiedliwości.

— Pana ministra niema w domu — właśnie udał się na akademję ku czci Marszałka Piłsudskiego...

Na wiadomość o aresztowaniu w Czechach polskiego literata, Irzykowski westchnął:

— Dlaczego Boy-Zeleński tam nie pojechał — on tak lubi reprezentować...

Provokační model pomníku v Polském Těšíně odstraněn

V Polském Těšíně chtěli postavit pomník prvnímu polskému legionáři, padlému za světové války. Před týdnem postavili před Piastovský zámeček hned za mostem šest metrů vysoký dřevěný model této sochy, znázorňující ženu, která třímá v pravé ruce meč, namířený na Československo a levou rukou má namířenou do Polska, jakoby volala polský národ. Obyvatelstvo Českého Těšína vidělo v tomto pomníku provokaci. Včera došla zpráva, že model byl odstraněn. Proč, není známo.

Některé polské listy ve zprávě o osvobození Kaszyckého a Kulisiewiczze napsaly, že protipolská nálada na Těšínsku byla vyvolána policejním ředitelstvím v Mor. Ostravě. Zprávu vydala tisková kancelář PAT, jejíž referent byl přelčení s oběma Poláky přítomen a jistě musel slyšet předsedu senátu Streithberga, který konstatoval, že trestní oznámení na Kaszyckého podala četnická stanice v Hnojníku a na Kulisiewiczze četnická stanice v Českém Těšíně.

-vb-

Sytuacja polaków na Śląsku czeskim**Odwołanie od wyroku**

MOR. OSTRAWA, 30.3. — Prokurator zgłosił odwołanie od wyroków w sprawie Kaszyckiego i Kulisiewiczza. Niektóre pisma czeskie ubolewają, że obaj są już poza granicami Czechosłowacji. (PAT)

Zwalnianie polaków z posad

MOR. OSTRAWA, 30.3. — W ostatnich tygodniach zwolniono z sądu powiatowego we Fryszacie urzędników kancelaryjnych Szewieczka, Malisza i Tesarczyka, wszystkich pochodzenia polskiego. Używali oni języka polskiego w rozmowach z klientami. Nadto z tego samego sądu zwolniono starszego oficjalistę Tomisza, również polaka.

W sądzie wyższym w Brnie oświadczone, że dymisie urzędników polskich spowodowane zostały interwencjami czeskich stronnictw politycznych.

W sprawie tej poseł polski do parlamentu czeskiego dr. Buzek wniósł interpelację do ministra sprawiedliwości. (PAT)

Zmiana nazwisk

MOR. OSTRAWA, 30.3. — „Moravsko Slezky Denik“ wzywa ludność Śląska czeskiego do zamiany rzekomo spolszczonych nazwisk. Aby uzyskać zmianę brzmienia polskiego nazwiska na czeskie, wystarczy wnieść podanie nie o zmianę, lecz o „skorygowanie“ nazwiska do urzędu krajowego w Brnie. Zmianem jest, że za wniesienie podania za pośrednictwem oświatowej polakożerczej „Maticy Czeskiej“ płaci się zamiast normalnej taksy 50 koron, takse zniżkową 5 koron. (PAT)

W Obrotie Prawdy - 1. IV. 34

Pravo Ludu - 29. III. 34 Narz Kraj - 30. III. 34

Gazeta Wresowa 29. III. 34

Evangelik - 31. III. 34

MOR. OSTRAWA.

Podziękowanie. Komitet Pań przy Konsulacie R. P. w Morawskiej Ostrawie niniejszem składa jak najserdeczniejsze podziękowanie wszystkim Szanownym Ofiarodawcom, którzy zechcieli przyczynić się swemi datkami pieniężnymi do zorganizowania „Święconego“ dla najbardziej potrzebującej ludności polskiej na Śląsku i Morawach.

Duch Casu 31. III. 34.

Proti šovinistickým štvanicím.

List polské socialistické strany v Československu »Robotník Sláski« uveřejňuje prohlášení výkonného výboru polské soc. dem. strany, v němž se mimo jiné praví, že polští socialisté zastávají spravedlivé požadavky polské menšiny na poli školském, žádají přiznání státního občanství Polákům, žijícím dlouhá léta v Československu, ale zdůrazňují, že splnění požadavků polské menšiny je možné jen na základě demokracie a při loyální spolupráci demokratických stran polských s demokratickými stranami československými.

V úvodníku se zabývá »Rob. Sláski« napětím, které v poslední době nastalo mezi Československem a Polskem. Odmítá, aby polské socialisty v Československu poučovali o patriotismu ti, kteří své vlastenectví upravují podle svých vlastních výhod a zájmů, anebo ti, kdož se vydávají za ochránce polské menšiny, ale patří do tábora provokatérů. Úvodník končí prohlášením, že polští socialisté v Československu budou dále pracovat pro demokracii a socialism na půdě, kam byli osudem postaveni.

*Moravskoslezský Deník
30. III. 34*

— Opravte si popolštěná jména! Ještě ze rakousko-uherské vlády byla česká jména osob na Těšínsku houfně popolšťována a napomáhaly k tomu jak fary polských evangeliků, tak i katolíků. Tisíce je případů, že otec se píše česky, ale děti mají jména popolštěná. Dnes je se snaha přivést si jména do původního stavu ale mnozí tak neučinili, poněvadž omylem žádali u zemského úřadu za změnu jména, místo aby žádali jen za opravu jména. Zarázelo je, že poplatek za první výkon je 50 Kč. Stačí vša prostřednictvím Maticy osvěty lidové ve Slezsku podat si za poplatek 5 Kč ohlášku za opravu jména a jméno se opraví tak, jak původně znělo.

České Slovo 31. III. 34

Dnes přelíčení s Kaszyckým Soudní řízení se Szprenzlem zastaveno

IV - Mor. Ostrava 27. března

Zítřejší o 9. hodině bude před krajským soudem v Mor. Ostravě zahájeno přelíčení s 30letým polským publicistou Stanisławem Kaszyckým z Krakova, jenž byl před 14 dny zatčen v Košicích pro řeč, pronesenou 22. února na veřejné schůzi, pořádané polským osvětovým sborem v Komorní Lhotce u Českého Těšína. Vyšetřování proti němu vedlo se pro zločin podle § 15. odstavce 3. zákona na ochranu republiky, ale žaloba, jež mu byla dnes doručena, stíhá ho pouze pro přečin podle § 14. odstavce 1. (pobuřování proti republice). Trestní sazba je jeden měsíc až dvě leta tuhého vězení. K přelíčení byli obžalováni 4 svědci obžaloby a 9 svědků vývodních. Senátu předsedá soudní rada dr. Streithberg, přísedící jsou soudní radové dr. Havelka a dr. Winter. Žalobu zastupuje státní zástupce dr. Staněk. Tyž senát bude také zítra soudit prof. Frant. Kulisie-wiceze z Polského Těšína, pro výroky, jichž užil 20. března v povznesené náladě po delším pobytu v hotelu Polonia o 3. hod. ranní, v nádražní restauraci v Českém Těšíně. Žalován je podle § 14. odstavce 1. a § 18. odst. 1. až 3. zákona na ochranu republiky (šíření nepravdivých zpráv). Nena-stanou-li za přelíčení umělé průtahy, budou oba tyto případy zítra vyřízeny.

Kromě obou shora jmenovaných polských státních příslušníků byl dodnes ve vazbě také student hospodářské školy z Polského Těšína Szprenzel pro posměšné poznámky o čs. republice, jež pronesl v biografu v Českém Těšíně, když byl vyzván, aby platil československými penězi. Soudní řízení proti němu bylo dnes státním zastupitelstvím v Moravské Ostravě zastaveno. Další trestní opatření bylo ponecháno okresnímu úřadu v Českém Těšíně.

rh - Český Těšín 27. března

Polský student Szprenzel propuštěný dnes z vyšetřovací vazby krajského soudu v Moravské Ostravě byl dnes dopraven na okresní úřad v Českém Těšíně. Tam mu byla krátkou cestou vydána propustka pro pohraniční styk, jež mu byla odňata při zatčení. Szprenzel se vrátil zpět do Polského Těšína.

Kdo informuje nesprávně polskou veřejnost?

IV - Moravská Ostrava 27. března

Gazetta Polska oznamuje 26. března, že nikdy se nekonaly na území Těšínska oslavy maršála Pilsudského tak okázale, jako letos. Polská menšina, čítající přý 200.000 duší, uspořádala i v nejzapadlejších vesnicích holdovací manifestace. Nejkrásnější dopadla akademie v Moravské Ostravě, kde se sešlo 1000 osob. Ve zprávě se uvádějí další místa na českém Těšínsku, kde se konaly oslavy Pilsudského a dále se praví: »Lid slezský pln rozpaků obrací k maršálu svůj zrak ve chvíli, kdy za příznání k polskosti brozí vězení, ztráta práce a šikany. Za těch okolností byl slavnosti na počest maršála Pilsudského dokladem, že polský lid na Těšínsku naprosto v ničem nezměnil svůj poměr k otčině a zachoval si polského ducha, včetně ho z dob českého nájezdu na Těšínsko.«

Tedy podle Gazetty Polské na jedné straně jsou Poláci hubeni pro svoje přesvědčení a na druhé straně jim dovolují čs. úřady takové manifestace. Co na tom, neshodují-li se číslce. Sál Polského domu v Moravské Ostravě pojme nejvýše 600 lidí. Poláků na celém Těšínsku je 85.000. Organ pana vojvody v Katovicích zvýšil si tuto číslku před několika dny na 150.000 a polořední orgán polské vlády mluví již o 200.000.

Fakt je, že tyto zprávy dodává ostravský zpravodaj úřední polské tiskové kanceláře, který je v Moravské Ostravě tiskovým pří-dělcem polského konsulátu.

Příčiny protičeského rozladění u Poláků

Vedle vnějších příčin, t. j. přátelství menšina na Těšínsku udržela, prostě proto, polsko-německého, a zvláštních sympatií pol-že jich vůbec nepotřebuje. Hospodářské podniky nebyly zakládány v Polsku hlavně pro katastrofální postavení pro potřebu, ale z nacionálně-politických hospodářských podniků na Těšínsku. Z vel-důvodů. Represantační dům polský v Čes. mi dobře informovaného pramene dostává Těšíně, katolický dům ve Fryštátě, turistic- se nám o tom přesných podrobnosti, z nichž ké útulny a výletní hostince i hospodářské jen část uveřejňujeme, aby byly patrný bez-korporace, nejsou hospodářskou nutností, prostřední příčiny protičeského nepřátelství. ale výsledkem politických plánů.

Stížnosti na zanedbávání kulturních za-jinů polských jsou pouze zástěrou, protože pražská vláda i zemský úřad brněnský kulturní potřeby polské menšiny v Československu financuje lépe, nežli kterékoliv potřeby jiných menšin nebo vlastního svého národa. Právě ohled na to, že se jedná o národ slov. a sprátel. stát, způsobuje, že vychází se pol. menšine až do krajnosti vstříc. Statistika dokazuje, že nikde není o polské školství tak dobře postaráno, jako na Těšínsku, kde Poláci kulturními ústavy a školami jsou úplně nasyceni. Tato okolnost vedla polskou menšinu, že se pustila také do hospodářského podnikání nad své poměry. Poláci na Těšínsku vybudovali si celou řadu hospodářských, družstevních, peněžních a jiných podniků a vybudovali si jich více, nežli nyní mohou snést. Tak v Čes. Těšíně nákladem 8 mil. Kč vybudovali si Poláci svůj repesantační dům, jaký nemají nikde ani v Polsku, ani v Americe. Na tento dům s přepychovou kavárnou, sálem a řadou spo-lečenských místností absorbovali téměř všechny hotové prostředky ústředí polských kampeliček, které se dostaly do velmi svízelné situace. Tento repesantační dům s přepychovou kavárnou vyžaduje denní režie přes 2000 Kč, zatím co celková tržba nedosa-huje ani polovici. Provoz repesantačního domu zaznamenává každodenně nejméně 1000 Kč ztráty, nepočítaje v to úroky, anuity a pod. Poláci tento repesantační dům udržeti nemohou, nějakým způsobem se ho chtějí zbavit, a předejiti dražbě. Proto tolik nervo-sity. —

Podobně vybudovali si předtím nádherný a přeinvestovaný polský národní dům ve Fryštátě, který rovněž je nad síly Poláků. I tento dům bez zábav českých, německých a židovských by neudrželi. Dům se nazývá »Katolický dům«, ale i socialistické korporace polské jsou přinuceny, aby jej pomohly sanovat pořádáním zábav v něm.

Za doby dobré konjunktury postavili si Poláci také několik sociálních a dobročinných ústavů a výletních restaurací. Na hoře Kozubové vystavěli si z velké části na dluh přepychovou turistickou útulnu, která bez českých, německých a židovských turistů by vůbec nemohla býti v provozu. Je postavena ale mimo turistickou křižovatku, proto je slabě navštěvována a vykazuje každoročně značné deficity, takže zde nelze vůbec získat nájemce. Situace takovýchto podniků, založených na cizineckém a turistickém ruchu, je taková, že v Komorní Lhotce pro svůj výletní hostinec použili i výtěžku z tak zv. »lázeňské taxi«, kterou jim povolil vybírat zemský úřad. Z této lázeňské taxi postavili si u polského výletního hostince nuznou budovu, ačkoliv výnos z této dávky by měl býti určen pro jiné účely.

Celá řada polských pracovníků je předlu-žena a na jejich zadlužené reality půjčily jim polské peněžní ústavy částky, přesahující daleko cenu jejich realit. Velká řada z nich nemůže zaplatit ani běžné úroky, ani anuity a tak peněžní ústavy dostaly se do velmi tísnivé situace. Mimo toho si polská menšina v Československu nastavěla a zřídila hospodářských podniků víc, než potřebuje. Poláci viděli u Čechů podnikavost, napo-dobili lehkomyšlně veškeré naše podnikání a neuvažovali o nosnosti a potřebě těchto podniků. V každé polské obci vytvořili tolik peněžních, družstevních a j. hospodářských podniků, že do budoucna sotva polovice se jich udrží. Víme už nyní, že se neudrží rolnické prodejny a nákupní družstvo v Čes. Těšíně, že si neudrží nákladně sekretariáty a kanceláře a že budou muset zrušit celou

řadu zřízení.

Ani v době konjunktury by nemohli žít Poláci nad své poměry. Tím spíše, když přišla krize, není možno, aby přebytečné a pře-investované hospodářské podniky polská

Hospodářské podniky nebyly zakládány v Polsku hlavně pro katastrofální postavení pro potřebu, ale z nacionálně-politických hospodářských podniků na Těšínsku. Z vel-důvodů. Represantační dům polský v Čes. mi dobře informovaného pramene dostává Těšíně, katolický dům ve Fryštátě, turistic- se nám o tom přesných podrobnosti, z nichž ké útulny a výletní hostince i hospodářské jen část uveřejňujeme, aby byly patrný bez-korporace, nejsou hospodářskou nutností, prostřední příčiny protičeského nepřátelství. ale výsledkem politických plánů.

Ala nejcharakterističtější na celé věci je, že všechny tyto repesantační a přepychové podniky byly postaveny z úspor lidu a na sliby darů a subvencí z Prahy a Varšavy. Před stavbou těchto zbytečných podniků dostávalo se ve Varšavě i v Praze těšínským Polákům příslibu, že dostanou nějaké subvence a mimořádné podpory. Proto oba repesantační domy v Čes. Těšíně i ve Fryštátě vybudovány byly ústředím polských raiffeisenek na Těšínsku a použito všech přebytků a úspor drobných vkladatelů.

Z Varšavy na všechny podniky dostalo se sice těšínským Polákům velmi mnoho peněz, které šly do Československa prostřednictvím polského konsulátu v Mor. Ostravě. Ale i v Polsku je krize, i tam se musí šetřit a na stále a naléhavé urgencye o peníze z Těšínska je Varšava nervosní a poukazuje na-še Poláky na to, ať se obracejí o peníze do Prahy. Také z Prahy dostali Poláci více, nežli se mluví a vypočítává v provolání pražského výboru československo-polského. Víme o tom, že ze zvláštních fondů dostalo se Polákům mimořádného příspěvku na sanaci polských kulturních, hospodářských a peněžních podniků. ale požadavky Poláků jsou větší, nežli jim vůbec můžeme v rámci rozpočtu přispět. Ostatně, Poláci jsou nejlépe dotovanou menšinou v Československu. Dokonce dostávají daleko více, nežli celé bývalé Slezsko dostává na kulturní a hospodářské potřeby.

Ovšem polské podniky jsou vybudovány tak nešťastně, nerentabilně a neúčelně, bez ohledu na praktickou potřebu a únosnost polské menšiny, že téměř všechny polské podniky na Těšínsku jsou nádobou bez dna.

Znalci poměrů na Těšínsku, národohospodáři a finančníci, kteří studovali polské podniky, jsou toho přesvědčení, že ani sebe-větší a pravidelné podpory z Prahy a Varšavy nejsou s to, udržet polské hospodářské podniky na Těšínsku a že většina z nich musí býti likvidována.

Poláci se bojí velkého hospodářského krachu na Těšínsku. Obávají se, že většina jejich podniků dostane se do rukou českých, německých nebo židovských, a že tím na prestiži Poláci na Těšínsku velmi utrpí.

Katastrofální je situace drobných peněžních ústavů, místních kampeliček, rolnických a živnostenských záložen a ústředí polského peněžnictví, které veškeré své fondy a přebytky uložilo zejména do obou repesantačních domů ve Fryštátě a Čes. Těšíně.

Vkladatelé nemohou si vybrat sebe-menší část svého vkladu. Jsou případy, že polský peněžní ústav není schopen vyplatit ani 400 Kč svému vkladateli. Značná část obyvatelstva potřebuje si vyzvednout peníze na zaplacení daní a podobné výdaje a nemůže dostati svůj peněz z polských ústavů zpět.

Za takových poměrů vzniká mezi polským lidem na Těšínsku úžasná nespokojenost, ale i u odpovědných činitelů v polském peněžnictví panuje nervosita. Kdyby nedošlo k mimořádným opatřením, zhroutí se veškeré podniky Poláků na Těšínsku úplně. Proto Poláci svádějí pozornost jiným směrem. Do světa vykřikují, jak prý jsou kulturně utiskováni, zatím však velmi houževnatě žebrají o subvence na své zkrachované podniky. Velkou vinu na těchto poměrech má polský konsulát v Mor. Ostravě. Snad nikde jinde nezasahuje konsulát cizího státu do vnitřních poměrů jako tento. Bývalý konsul v Mor. Ostravě zprostředkoval vyplacení a rozdělování polských subvencí a darů z Varšavy mezi hospodářské podniky Poláků na čsl. Těšínsku. On má také vinu, že

je przekapitalisował, że jim slibował finanční pomoc z Varšavy i Prahy. a že nebrzdil přepínání hospodářských sil Poláků. Varšavskou vládou byl nyní z Mor. Ostravy odvolán, když se mu kladlo za vinu, že většinu podniků na Těšinsku vybudoval na předpokládech polských a pražských subvencí.

Zdá se, že Poláci využili posledních shod okolností, zejména polsko-německých vztahů, hlavně pak patnáctiletého výročí bojů o Těšinsko a že všechno to, co varšavská vláda, katolické vojvodství slezské i moravský polský konsulát dělá, je promyšlený tah Poláků přinutit pražskou vládu, aby financovala a sanovala polské podniky před úpadkem.

Proto do světa křičí polští činitelé o kulturním útisku polské menšiny na Těšinsku, aby jim pražská vláda sanovala podniky, které si Poláci nad své poměry pro svou reprezentaci a pro politické záměry vybudovali.

Jsmé pro to, aby kulturním potřebám polské menšiny vždy se vycházelo vstříc, ale varujeme, aby na zkrachované reprezentční domy, výletní hostince a přeinvestované podniky, vyhazovány byly další miliony. Trpí i české podniky. Uskrovnujeme-li se i my, nemůžeme proto miliony vyhodit na ne-promyšlené polské hospodářství zbytečných a pochybných hospodářsko-politických útvarů na Těšinsku.

Nasz Kraj 30. III. 34.

Zgromadzenie Stronnictw Polskich w Czeskim Cieszynie.

Konstytucja czechosłowacka jest nawskroś demokratyczna. Artykuł 106 i 128 dekretu konstytucyjnego ustawy z dnia 29 lutego 1920 nadaje równe prawa wszystkim mieszkańcom państwa bez względu na to, jakiego są pochodzenia, przynależności państwowej, języka, rasy lub religii.

Do aktu konstytucyjnego dodano jeszcze specjalną ustawę o zasadach używania języka w Republice. W myśl tej ustawy język czechosłowacki uznany jest za państwowy. Jednakowoż sądy, władze i organy republiki, których zakres działania odnosi się do powiatu sądowego, w którym według ostatniego spisu ludności jest najmniej 20 proc. obywateli innej narodowości, są zobowiązane przyjmować podania w języku danej mniejszości i załatwiać je nie tylko w języku państwowym, lecz także i w języku petenta.

Wszystkie więc postanowienia ustawowe są bardzo liberalne. W tym względzie nie miałyby mniejszość polska w Czechosłowacji powodu do podnoszenia jakichkolwiek skarg. Lecz niestety w praktyce jest wykonywanie tych pięknie brzmiących przepisów ustawowych w stosunku do obywateli narodowości polskiej częstokroć niewłaściwe i sprzeczne z duchem konstytucji.

Gdy tak rozpatrujemy kolejno niektóre z naszych spraw, składających się na całokształt naszego życia narodowego, to znajdziemy liczne dowody, które uprawniają do postawienia wyżej wymienionego twierdzenia. Wbrew przepisom prawnym rozpoczęto zaciętą walkę przedewszystkiem z szkołami polskimi, pragnąc je osłabić i powoli zniszczyć. Niechaj mówi statystyka, jak wielkie szkody poniosło szkolnictwo polskie dzięki tej nie przebierającej w środkach akcji czechizacyjnej. Opierać się będziemy na statystyce czeskiej „Vyvoj a nynejsi stav školnictwa ve Slezsku“ z r. 1925. Według tej statystyki było 31 grudnia 1916 94 polskich publicznych szkół ludowych z 21.725 dziećmi i 9 prywatnych szkół ludowych z 1447 dziećmi i 2 szkoły wydziałowe z 204 dziećmi, t. j. razem 105 szkół z 23.376 dziećmi. Zaś 1 stycznia 1924, a więc 4 lata po podziale Śląska pozostało tylko 84 szkół ludowych z 12.625 dziećmi. Zmniejszono w tak krótkim czasie liczbę dzieci w polskich szkołach o 10.547, zamykając polskie szkoły i nakłaniając rodziców do posyłania dzieci do czeskich szkół, które rosły jak grzyby po deszczu. W ciągu 8 lat wzrosły one z 80 szkół ludowych z 17.367 dziećmi na 173 szkół z 23.060 dziećmi, t. j. o 138 proc.

Pytam się, czy jest to naturalny przyrost? Wszyscy wiemy, że nie. Różnymi sposobami, czy to obietnicami, czy szykanami, czy groźbą wydalenia z pracy zmusza się nieraz rodziców, przyznających się do narodowości polskiej, do posyłania swych dzieci do szkół czeskich. Takie postępowanie jest jednak sprzeczne z artykułem 13 umowy czesko-polskiej z r. 1925, która zabrania wynaradawiania i wywierania nacisku na rodziców. Także same już ustawy szkolne zakazują wywierania jakiegokolwiek nacisku czy teroru przy przeprowadzaniu wpisów szkolnych.

Były minister szkolnictwa dr. Derer niejednokrotnie potępiał ściąganie dzieci nieczeskich do czeskiej szkoły, która nie powinna być fabryką czechizacyjną, lecz instytucją wychowawczą młodej generacji. Lecz niestety miejscowych szowinistów niewiele obchodzą ustawy i oświadczenia ministra. Uważają oni łowienie polskich dzieci do czeskich szkół za jakąś specjalną zasługę wobec Ojczyzny. Puszczają oni w niepamięć szczytne ha-

śla wielkiego pedagoga czeskiego Komenskeho, głoszącego, że najlepiej się wychowuje i kształci dziecko w swej macierzyńskiej mowie.

Ale nie tylko nasze szkoły, lecz także i nasze kościoły cierpią pod naporem akcji czechizacyjnej. Po podziale Śląska zabrano polskiej ludności katolickiej 5 kościołów, przemieniając je na kościoły czechobraterskie, z biegiem dalszych lat obsadzono 8 parafii katolickich, gdzie dotychczasowi proboszcz polscy albo zostali usunięci, albo zmarli. Ostatnio został zamianowany w Cierlicku, w miejscu katastrofy zwycięskich lotników polskich Żwirki i Wigury, po śmierci znanego ks. Zawiszy — Polaka, ks. proboszcz narodowości czeskiej, co wywołało wielkie rozgoryczenie wśród naszej ludności.

Kościoły te były często nie tylko ośrodkiem życia religijnego, ale także życia narodowego. Czescy proboszczowie wszczynają w parafjach akcję czechizacyjną. W niektórych kościołach, np. w Dąbrowej, zniesiono w zupełności polskie nabożeństwa, w innych zaś ograniczają je do minimum. Daremnie kołaczą od lat polscy parafianie o polskie nabożeństwa. Nie mogą się dowołać prawa i sprawiedliwości.

Kościół ewangelicki jest przeważnie polski. Broni się dotąd skutecznie dzięki swej strukturze autonomicznej przeciwko zapędom czechizatorów, którzy pod płaszczykiem wyznaniowym chcieliby wywołać zamęt i rozsadzić jednolitość naszych zborów ewangelickich.

Pod względem postanowień językowych jesteśmy także upośledzeni. W myśl wyżej cytowanej ustawy językowej winno się odbywać w powiecie cieszyńskim i frysztańskim, gdzie mieszka kwalifikowana mniejszość polska, urzędowanie w języku państwowym i polskim. Tymczasem tak się najczęściej nie dzieje. Można wprawdzie wnosić podania w języku polskim, lecz załatwianie podań i urzędowanie odbywa się zgoła wyłącznie w języku czeskim. Takie postępowanie sprzeciwia się nie tylko ustawie językowej, ale jest ono także sprzeczne z umową czesko-polską z dnia 29 kwietnia 1926 Nr. 56 część III, artykuł 15. Artykuł ten postanawia, iż celem umożliwienia ludności polskiej faktycznego korzystania z uprawnień językowych w sądach, urzędach i instytucjach państwowych, wydadzą władze zarządzenie, by pośród personelu urzędowego znajdowała się dostateczna liczba osób, które obok języka państwowego władają także językiem polskim. Postanowienia tego nie wprowadzono zgoła w życie. Urzędnik narodowości polskiej wyższej kategorii jest u nas typem zgoła nieznanym, a jeżeli się gdzieś w urzędzie jakiegoś Polaka znajdzie, to należy on do najniższego stopnia służbowego. Domagamy się przestrzegania praw językowych w naszych urzędach. Domagamy się, by według klucza narodowościowego przyjmowano do urzędów państwowych naszych ludzi, by się mogło urzędować tak, jak tego ustawy językowe wymagają, t. j. z ludnością naszą w języku polskim. Napisy polskie na kolejach!

Ludność polska w Czechosłowacji nie ma także możliwości korzystania w całej pełni z ustawodawstwa państwowego w samorządzie gminnym i powiatowym.

Do obowiązków administracji należy przeprowadzanie spisu ludności. Spis ludności w r. 1921 i 1930 spreparowano w ten sposób, by wykazać przed światem, że Polaków na Śląsku mała tylko garstka, o której nie warto mówić, bo i tak

znajduje się w stanie zaniku. Dla zobrazowania tego dla nas niekorzystnego spisu ludności podaje kilka cyfr. W r. 1910 naliczono na naszym obszarze według statystyki austriackiej, bynajmniej dla nas życzliwej, 138.317 Polaków, czeska statystyka wykazała w r. 1921 liczbę 69.360 Polaków. Zredukowano nas niemal o połowę. Dalej przytaczam jeszcze jeden pouczający fakt, oświecający jaskrawo sposób przeprowadzania spisu. W Górnym Żukowie nie było w r. 1910 ani jednego Czecha, w r. 1921 znalazło się ich w urzędowych spisach naraz aż 555! Posłowie wnieśli w r. 1931 memoriał do rządu, dotyczący skargi mniejszości polskiej w Czechosłowacji z powodu pokrzywdzenia jej przy spisie ludności przez jaskrawe przekroczenie i nadużywanie przepisów ustawowych w tym celu, by zmniejszyć liczbę ludności polskiej w Czechosłowacji, by obniżyć jej wpływ w państwie oraz pozbawić ją praw, przysługujących danej narodowości na podstawie liczby jej członków.

Z tych przedstawionych faktów widzimy jasno, że nasze prawa obywatelskie bywają nieraz na naszą szkodę naruszane. Istnieje bowiem tendencja, by żywioł polski na każdym polu czy to kulturalno-oświatowym, czy szkolnym, czy kościelnym, politycznym i gospodarczym, powoli osłabiać i doprowadzać go do zagłady. Takie bezwzględne czechizowanie ludności polskiej wywołuje naturalnie gorycz i niezadowolenie wśród obywateli (którzy ponoszą wielkie ciężary i obowiązki wobec państwa czechosłowackiego).

Co my na to? Czy mamy czekać spokojnie z założonymi rękami bez oporu na śmierć, nie widząc tego, co się z nami dzieje? Nie, przenigdy, nie! Naszą odpowiedzią na wszelkie te wrogie wobec nas poczynania, nie mające nic wspólnego z demokratyczną konstytucją naszej republiki, zaręczającą nam swobodny rozwój narodowy i równość wobec prawa, jest gromkie: „Nie damy się! Bronić się będziemy mimo grożących nam represyj wszelkimi prawnymi środkami. Bronimy naszych ideałów narodowych, które nam są równie drogie, jak narodowo czechosłowackimi, bronić będziemy spuścizny po naszych przodkach, duszy naszego ludu. A to nie irredenta, to nie zbrodnia, lecz to nasz najświętszy obowiązek, przejęty po naszych ojcach, tego wymaga od nas poczucie godności i honoru narodowego.

Stoimy lojalnie na gruncie republiki czechosłowackiej i odsądzamy jakąkolwiek myśl o irredencie. Jako obywatele czechosłowaccy spełniamy wobec naszej republiki wszelkie obowiązki, płacimy podatki, dajemy żołnierza. Przedstawiciele parlamentarni i przedstawiciel zastępstwa krajowego w Bernie są w stronnictwach rządowych i głosują za budżetem. Spełnianie obowiązków daje pewne prawa, zagwarantowane nam w konstytucji. Dowołujemy się tych praw. Żądamy równouprawnienia i równego traktowania na każdym polu, tak w szkole, jak w kościele, wołamy o zaprzestania nacisku i szykanowania naszego człowieka z powodu jego przyznawania się do narodowości polskiej, domagamy się, by ustawę językową stosowano wobec nas w całej pełni, by naszych ludzi, naszą młodzież przyjmowano do urzędów państwowych, by naszego rolnika, górala i robotnika traktowano na równi z rolnikiem i robotnikiem czeskim.

Walczyć o prawa, które się nam w myśl konstytucji należą, wołamy o uzyskanie możliwości wszechstronnego, swobodnego rozwoju, żądamy przejścia naszych szkół prywatnych na etat państwowy względnie krajowy, domagamy się, by wszystkie poczynania, czyhające na naszą zgubę i zagładę, skądkolwiekby pochodziły, zostały przez rząd unicestwiane jako niezgodne z par. 134 ustawami czechosłowackimi. Gdy te nam przynależne prawa zdobędziemy, gdy sprawiedliwie będziemy jako równi z równymi traktowani, to wtenczas wróci zaufanie i zadowolenie. Republika czechosłowacka pozyska nas jako dobrych obywateli do ochotnej współpracy pozytywnej. Będziemy szczęśliwi, że jako Polacy pracować będziemy na rubieżach śląskich szczerze i gorliwie w kierunku zbliżenia i zgodnego współżycia dwóch bratnich narodów i państw słowiańskich w imię wspólnych celów, zdążających do

zabezpieczenia i utrwalenia ich niepodległości, uzyskanej w znojmym trudzie i krwawym boju po długich mrokach niewoli.

Rezolucje

uchwalone na zgromadzeniu przedstawicieli Stronnictw polskich w Czechosłowacji, które się odbyło w Czeskim Cieszynie w sali Domu Reprezentacyjnego w niedzielę, dnia 18. III. 1934 r.

1. Odczytana przez posła dra Buzka.

Zebrań na zgromadzeniu polskich Stronnictw politycznych przedstawiciele ludności polskiej w Czechosłowacji stwierdzają z ubolewaniem, że dzięki nienawistnemu postępowaniu, fałszywemu oskarżaniu i podszczuwaniu miejscowych szowinistycznych czynników czeskich i lokalnej prasy czeskiej przeciwko ludności polskiej, stan naszego narodowego, kulturalno-oświatowego, gospodarczego i socjalnego położenia został w dotkliwej mierze uszczuplony i nadal coraz bardziej się kurczy.

Stwierdzamy, że okoliczność ta powoduje coraz większe zaniepokojenie i rozgoryczenie wśród ludności polskiej i stwarza niechęć i rozdzwęk między nami a narodem czeskim.

W interesie wspólnego dobra domagamy się, aby kompetentne władze czechosłowackie położyły nareszcie kres podszczuwaniu niesłusznemu oskarżaniu i szykanowaniu członków mniejszości polskiej przez miejscowe szowinistyczne czynniki czeskie i uniemożliwiły ich wpływ tak na urzędy i władze publiczne, jak również i na zarządy przedsiębiorstw publicznych i prywatnych.

W przekonaniu, że sprawiedliwe traktowanie mniejszości polskiej w Czechosłowacji przyczyni się do dobra i konsolidacji stosunków — domagamy się faktycznego równouprawnienia mniejszości polskiej i jej członków z obywatelstwem narodowości czeskiej tak w życiu prywatnym, jak i publicznym, oraz w urzędach, szkolnictwie, przy udzielaniu pracy, subwencji, koncesyj i we wszystkich dziedzinach życia kulturalnego, narodowego, gospodarczego i socjalnego.

Domagamy się pracy w pierwszej linii dla tu-tejszej ludności.

Żądamy zaprzestania wynaradawiania polskiej ludności.

Domagamy się upaństwowienia wszystkich tych szkół prywatnych, które utrzymuje społeczeństwo, a które mają uzasadnioną podstawę, gdyż państwo powinno być jednakowo sprawiedliwe dla wszystkich obywateli, a nie uprzywilejowywać członków jednej narodowości, bo to wywołuje gorycz i niezadowolenie obywateli, którzy ponoszą jednakowe ciężary i obowiązki wobec państwa.

2. Odczytana przez posła Chobota.

Stwierdzamy, że wiec, urządzony w dniu 25 lutego b. r. w Cieszynie Polskim, został urządzony bez porozumienia i współdziałania ze zastępcami ludności polskiej w Czechosłowacji, dlatego też odrzucamy zarzuty, czynione zastępcom ludności polskiej w Czechosłowacji przez niektóre czynniki czeskie i część prasy czeskiej w związku z tą sprawą.

Odpieramy czynione nam przez część prasy czeskiej zarzut dwulicowości, gdy nasze stanowisko odpowiada zupełnie stanowisku naszych reprezentantów w Sejmie, deklarujące lojalność wobec państwa.

Ludność Polska w Czechosłowacji życzy sobie spokoju, pracy i chleba oraz traktowania jej na równi z innymi narodowościami.

Wobec uchwały czeskiego zgromadzenia, odbytego w dniu 11 marca 1934, oświadczamy, że uważamy za zbędne czynienie jakichkolwiek nadzwyczajnych zarządzeń w naszym kraju.

Odczytane rezolucje uchwalono jednomyślnie, poczem przew. dr. Wolf dziękuje wszystkim za przybycie i za pełne godności zachowanie się na zgromadzeniu.

Po zgromadzeniu przypomina poseł dr. Buzek jutrzejsze imieniny marszałka Piłsudskiego. Obchodziliśmy uroczyste urodziny prezydenta

Masaryka, wzniesiony okrzyk trzykrotny i na cześć marszałka jako wybitnego męża narodu polskiego. Okrzyk wzniesiono wśród oklasków.

Wszyscy obecni głośno wypowiadali swe zupełne zadowolenie z przebiegu zgromadzenia. Wywarło ono na uczestnikach pożądane wrażenie i wszyscy odchodzili z sali z przekonaniem, że ich podróż do Cz. Cieszyzna nie była bezowocną.

Robotnik Śląski 31. III. 34

Szowinizm - nasz wróg.

Ze wspólnego zgromadzenia czeskich i polskich robotników w Jabłonkowie i w Trzyńcu.
Hołd bohaterom wiedeńskim.

W hotelu „Silesia“ w Jabłonkowie odbyło się w niedzielę wspólne zgromadzenie socjalistyczne, zwołane przez czeską i polską partję. Celem zgromadzenia było w pierwszym rzędzie omówić wypadki austriackie, wyrazić hołd bohaterom komuny wiedeńskiej i z wypadków tych wyciągnąć naukę dla ruchu socjalistycznego u nas. Omówiono potem sytuację gospodarczą, oraz potępiono szowinizm. O sprawach gospodarczych, za czeską partję soc. dem. mówił tow. inż. Fałta. W swym godzinnym referacie przedstawił dzisiejszy chaos spowodowany zabójczą gospodarką kapitalistyczną i szeregiem praktycznych przykładów zobrazował szkodliwe następstwa dla klasy pracującej, jednostronnie prowadzonej racjonalizacji. Dalej mówił o trudnościach wywozowych Czechosłowacji i wyjaśnił ostatnie zarządzenia walutowe.

Po nim przemówił za PSPR. tow. Mencner. Przedstawił tło rewolucji austriackiej, jej przebieg i następstwa. Bohaterstwo robotników austriackich zostanie złotymi zgłoskami zapisane w dziejach ruchu socjalistycznego. Robotnicy przegrali bitwę, lecz walka nadal trwa. Idei nie zgnieciono. Wyrażamy hołd bohaterom komuny wiedeńskiej, którzy walczyli o swoją i naszą wolność, o honor Międzynarodówki socjalistycznej. Mówca wskazał dalej na poczynania reakcji w Czechosłowacji, która olśniona chwilowym sukcesem faszystów w sąsiednich państwach, nawołuje do rozpoczęcia tępienia marksyzmu w Czechosłowacji. Prasa faszystowska nawet grozi już socjalistom w ČSR. obozami koncentracyjnymi. My polscy socjaliści jesteśmy gotowi iść ręką w rękę z socjalistami czeskimi i niemieckimi, bronić demokratycznej konstytucji Czechosłowackiej. Uważamy, że broniąc zasad demokracji, oddajemy tem największą usługę klasie robotniczej a także **polskości**. Chcemy, by między robotnikami, bez względu na narodowość, panowała **szczerą przyjaźń socjalistyczna**. **Nie chcemy jątżeń szowinistycznych!** W naszym pożyciu na Śląsku między socjalistami polskimi a czeskimi dochodzi czasem do zgrzytów, szczególnie na terenie pracy samorządowej. Te zgrzyty pobudzają nieufność a może i nienawiść do socjalistów obu narodowości. Spójrzmy ile socjaliści mają nieprzyjaciół. Chcemy, by socjalista czeski widział w socjaliście polskim **swego brata, swego towarzysza niedoli**. Pragniemy, by członek polskiej mniejszości narodowej miał poparcie od większości, by panowało **wzajemnie zaufanie i wzajemne poparcie**. Tego wymaga program socjalistyczny. Wiemy, że do partji socjalistycznych dostały się żywyoty nie mające nieraz szczerze ze socjalizmem nic wspólnego, chodzi o żywyoty szowinistyczne szukające schronienia pod szyldem partji soc. dem. Z niemi musimy walczyć, bo sieją niezgodę narodowościową między robotnikami. Nasze stanowisko do szowinizmu jest znane z „Robotnika Śląskiego”. Podtrzymuje go cała nasza partja. Szowinizm jest wszędzie jednakowy a oczekujemy, że będzie także nadal, energiczniej zwalczany przez tow. czeskich

Dobre strony ma dzisiejsze wspólne zgromadzenie. Mamy **wspólne zadania robotnicze: walczyć o demokrację, prawa robotnicze i socjalizm**. Nie podceniamy demokracji. Wszak szlachetnie powiedział jeden z wybitnych teoretyków socjalistycznych: „wartość demokracji poznaje

się dopiero wtedy, kiedy się ją utraci. To co jest u nas, nie jest jeszcze demokracją, ale są podstawy demokracji i tych bronić jest naszym najpierwszym obowiązkiem. Trzeba nam być przygotowanymi do możliwych wyborów. Klęska socjalistów, byłaby klęską demokracji. Za demokrację i wolność przelewali krew, wysoko uświadomieni socjalistycznie robotnicy austriaccy, bez względu na narodowość. O szczerą demokrację w Czechosłowacji demonstrować będziemy wspólnie w dniu 1 maja b. r. Niech święto robotnicze będzie u nas znowu potężną manifestacją **na cześć braterstwa ludu pracującego i na cześć tych, którzy ginęli i cierpią za socjalizm**.

Z kolei tow. Fałta zabrał głos, by przedstawić stanowisko czeskiej partji socjalno demokratycznej do szowinizmu. Powiedział, nie mogą nic dodać do tego, co powiedział towarzysze polski. **Zgadzam się z jego wywodami całkowicie**. Skutki szowinizmu odczuliśmy jak robotnicy polscy, tak czescy. **Musimy go tępić**. Mniejszości polskiej chcemy iść z pomocą a nie myślimy i nie śmiemy upierać jej praw narodowych. Jesteśmy tu po to, abyśmy sobie powiedzieli zawsze swoje potrzeby, zbierali się częściej i wzajemnie ufali. Następstwa szowinizmu odbijają się zawsze tylko na biedakach. Protestujemy przeciwko wybrykom szowinistycznym na obu stronach Olzy.

Zgromadzenie spełniło swoje zadanie. Burzliwymi oklaskami nagradzane przemówienia referentów, poważny przebieg zgromadzenia i zakończenie świadczyły, iż jesteśmy **jednej myśli, że przy dobrej woli jest możliwe zbudowanie prawdziwej zgody, której tak bardzo wszyscy robotnicy potrzebują**. Zgromadzenie wywarło jaknajlepsze wrażenie i zakończone zostało odśpiewaniem „Pieśni Pracy“.

* * *

W tym samym co wyżej celu, odbyło się w ub. niedzielę w „Domu Robotniczym“ w Trzyńcu wspólne zebranie robotników zorganizowanych w polskiej i czeskiej partji socjalnodemokratycznej, by zająć do tych spraw jasne stanowisko. W zgromadzeniu wzięło udział 250 członków obydwu partji. Przewodniczył tow. *Gromnica* za polskich a tow. dr. *Drucker* za czeskich robotników. Jako pierwszy przemówił za polskich robotników tow. *J. Badura*, który potępił szowinistyczne poczynania z obydwu stron, oświadczając, iż w obecnym czasie reakcji i faszystów lud pracujący powinien bronić swej wolności i demokracji. Mówca podniósł tu również zasługi prezydenta Masaryka, co zebrani przyjęli z burzliwym aplausem. Tem dali do zrozumienia, że robotnicy polscy i czescy stoją na gruncie obrony swych praw, środkami demokratycznymi. Następnie za czeskich robotników przemówił tow. senator *Koukal*. Stwierdził, że nacjonalistyczne szczucia są wynikiem mętnej roboty faszystowskiej. Wszelkie niedomagania i bolączki ludności polskiej dają się usunąć tylko **drogą wzajemnego porozumienia i współpracy**. I jego wywody spotkały się z zadowoleniem wszystkich uczestników, poczem przyjęto rezolucję, w której zebrani potępiają szowinistyczne szczucia z obydwu stron i stoją na stanowisku demokracji, chleba, pracy i spokoju oraz wzajemnej współpracy obydwu narodów na polu gospodarczym, politycznym i kulturalnym, oraz rezolucję wyrażającą hołd bohaterom austriackim.

Nowość: Polacy w Cz. S. R. uciskają Czechów

Tak twierdzi organizacja czeskich nauczycieli.

W ub. tygodniu odbyło się w Karwinie członkowskie zgromadzenie czeskiej organizacji nauczycielskiej powiatu frysztackiego. Wynikiem zgromadzenia było uchwalenie rezolucji. W jej pierwszej części ujęto żądania materialne: protestuje się przeciw obniżce płac oraz przeciw zwolnieniu ze służby zameżnych nauczycielek i kładzie nacisk, aby zasłużonym na terenach mniejszościowych nauczycielom przydzielano lepsze posady.

Jaki duch panuje w tej organizacji, świadczy druga część rezolucji, która powiada:

„Wreszcie jako „menšinaři“ na Śląsku Cieszyńskim, żądamy, aby przynależne koła rządowe poświęcały więcej uwagi naszemu pograniczu. Wypadki w Cieszynie polskim poważnie wzburzyły nasze społeczeństwo. Jako pracownicy publiczni, odrzucamy jak najenergiczniej wszystkie twierdzenia, jakoby narodowość polska była uciskana. Właśnie przeciwnie. Mniejszości czeskie w gminach polskich uciskane są przez Polaków(!?). Zwracamy uwagę, że szkolnictwo polskie posiada więcej, aniżeli mu się należy(!?). Szkoły polskie są daleko lepiej zorganizowane, niż przed wojną, chociaż już dawno nie mają potrzebnej ilości dzieci. Krajowa Rada Szkolna w Bernie nie łączy im klas i nie zmienia organizacji. Porównując ilość dzieci w pojedynczych klasach szkół czeskich z liczbą dzieci w szkołach polskich, widzimy protego-

wanie(!?) szkół polskich i dlatego musimy żądać zjednania w tym kierunku naprawy oraz równouprawnienia(!?). Podkreślamy zwłaszcza to, że lud śląski — aż na nieznaczne wyjątki — nie był polski i że właśnie obecnie sztucznie wytwarza się polskie uświadomienie narodowe. Stąd nasza zasada: „Co było nasze — znowu musi być nasze!“ To nie jest szowinizm, lecz dążenie do przywrócenia utraconych pozycji narodu i praca dla państwa.“

Powyższa rezolucja jest nowym przykładem szowinizmu. Chodzi tu o podkreślenie zadań wynarodowienia ludności polskiej. Nie jest to zresztą nic nowego a raczej podtrzymanie programu szowinistycznej „Matice Osvěty Lidové“, dążącej do wytepienia polskości. Rezolucja chce wykazać, że Polakom na polu szkolnictwa nie dzieje się żadna krzywda a przeciwnie, że krzywda dzieje się Czechom, a wreszcie nawet, że Polacy wynaradawiają Czechów w Czechosłowacji. Nie są to kpiny szowinistyczne? Powiedzenie w rezolucji: „Co było nasze — musi znowu być nasze“, napozór ogólnikowe, ujmując niewątpliwie zasadę „nawracania popolszczonych Morawców“.

Przeciwko stanowisku organizacji czeskich nauczycieli musimy stanowczo protestować i stwierdzamy, że takie stanowisko nie może przyczynić się do zgodnego pożycia tutejszej ludności, lecz pobudza jątrzenia szowinistyczne. Zaznaczamy, że w organizacji tej mają decydującą przewagę narodowi demokraci.

Uchwały Zarządu Głównego P. S. P. R.

W dniu 17 marca odbyło się w Łazach posiedzenie Zarządu Głównego P. S. P. R., na którym podano sprawozdania i przeprowadzono dyskusję polityczną i organizacyjną, poczem uchwalono następujące rezolucje:

I. DO SYTUACJI POLITYCZNEJ I GOSPODARCZEJ.

Zarząd Główny stwierdza, że sytuacja polityczna i gospodarcza w Czechosłowacji, podobnie jak i zagranicą, jest pod znakiem decydującej walki klasy pracującej w obronie swobód demokratycznych i postulatów gospodarczych przed barbarzyństwem reakcji faszystowskiej. W walce tej w szeregu państw sąsiednich, głównie jednak w Niemczech i Austrii, z powodu brutalnej przewagi faszystów finansowanego przez ciężki kapitał, niemniej jednak wskutek osłabienia przez komunistów klasowego ruchu socjalistycznego, klasa pracująca została na pewien czas pozbawiona wszelkiej wolności i praw i oddana na łaskę i niełaskę wyzysku kapitalistycznego.

II. HÓŁD ROBOTNIKOM AUSTRJACKIM.

Niezapomniany w dziejach walki wyzwoleniczej proletariatu przykład i zarazem dowód, jak wielką wartość dla klasy pracującej posiada demokracja polityczna i gospodarcza, podali niedawno robotnicy austriaccy, którzy pod wodzą austriackiej socjalnej demokracji, z bronią w ręku zdecydowanie i bohatersko bronili zdobytych praw i wolności ludu pracującego, zdobywając sobie hółd i zachwyt proletariatu całego świata, ukazując potężną siłę moralną socjalizmu wobec haniebną taktyki chrześcijańsko-socjalnego faszystu i komunizmu.

III. POSTULATY ROBOTNICZE W CZECHOSŁOWACJI.

Zarząd Główny stwierdza, że i w Czechosłowacji walka o utrzymanie demokratycznych praw ludu pracującego na polu politycznym i gospodarczym, jest najważniejszym zadaniem ruchu socjalistycznego w chwili obecnej. Na polu gospodarczym chodzi o uskutecznienie skrócenia czasu pracy, uznanie Rosji Sowieckiej de jure, udoskonalenie opieki nad bezrobotnymi, sanację ubezpieczenia górniczego, kontrolę gospodarki kapitalistycznej i uzdrowienie naszej polityki handlowej w myśl socjalistycznego programu ożywienia go-

spodarki państwowej, gdyż urzeczywistnienie tych zadań i projektów może jedynie spowodować zlagodzenie fatalnych skutków bankructwa gospodarki kapitalistycznej. To też witamy poczynione w tym kierunku przez partię socjalno-demokratyczne w parlamencie kroki i tak jak dotąd, będziemy wspólnie z bratnimi partjami socjalno-demokratycznymi w republice dążyć do zrealizowania powyższych zadań.

IV. ŻĄDANIA POLSKIEJ LUDNOŚCI PRACUJĄCEJ — PRZECIW SZKODLIWEMU SZOWINIZMOWI Z OBU STRÓN.

W związku z potrzebami i żądaniami polskiej ludności pracującej w republice, Zarząd Główny i nadal stoi na stanowisku jak najenergiczniejszej obrony robotników polskich przed poniewierką i uciskiem ze strony szowinistycznych i faszystowskich czynników czeskich. Z tą samą stanowczością zarząd domaga się spełnienia żądań ludności polskiej na polu szkolnictwa, przynależności państwowej itd., i wyraża swoje przekonanie, że obrona i spełnienie tych postulatów jest możliwe jedynie na gruncie demokracji przy lojalnej współpracy demokratycznych stronnictw polskich z demokratycznymi stronnictwami czeskimi.

To też potępiamy stanowczo szowinistyczne wybryki jak z czeskiej, tak i polskiej strony, dążące do wywołania nienawiści narodowościowej i zniszczenia dotychczasowych dodatnich wyników, osiągniętych na polu wzajemnego zbliżenia na szkodę ogółu polskiej ludności pracującej.

V. DO PRACY NAD WZMOCNIENIEM POLSKIEGO RUCHU SOC. I PRZYGOTOWANIEM MASOWYCH MANIFESTACJI MAJOWYCH!

Zarząd przyjmuje z zadowoleniem do wiadomości sprawozdanie polityczne tow. posła Chobota, dalej sprawozdanie sekretarza, skarbnika i redaktora „Robotnika Śląskiego“, którym wyraża pełne zaufanie. Równocześnie wzywa wszystkich mężów zaufania i członków partji, aby z dalszym zapałem pracowali w swych gminach nad wzmożeniem polskiego ruchu socjalistycznego.

Wobec zbliżającego się święta 1 Maja, Zarząd uchwała, że tak jak w roku ubiegłym, tak i tego roku wspólna manifestacja majowa odbędzie się również w Karwinie i wzywa wszystkich członków i funkcjonariuszy, ażeby przyczynili się do masowego udziału w tegorocznych manifestacjach

Poláci dostávají zavýčenou od Němců

IV - Moravská Ostrava 31. března

I té části polské veřejnosti, jež, bohdá, pouze přechodně propadla protičeským zachvatům, dostalo se v posledních dnech postupně poučných lekcí. Táž Polska Zachodnia, orgán vojvodského úřadu v Katovicích, jež měla značný podíl na rozpoutání protičeské kampaně v Polsku, zabývá se v sobotním velkonočním čísle poživými protipolskými zjevy v Německu. Minulou neděli dlel v Ratiboři soubor polského divadla z Katovic, který sehrál kus Golgatha. Provozování kusu bylo povoleno, ale zároveň se působilo na polské obyvatelstvo výstražně uspořádáním průvodů úderných oddílů, v nichž se zpívaly protipolské písně, na příklad Siegreich wollen wir die Polen schlagen. Polská menšina se sice nedala zastrašit, ale skutečnost sama působí velmi drasticky právě v údobí polsko-německé smlouvy o zastavení vzájemné bojovné propagandy. Ukazuje se znovu, že se dosud ve Slezsku neprojevuje ovzduší přátelské, jestli německé úřady trpí takové urážlivé protipolské projevy.

V témž velkonočním čísle se zabývá Polska Zachodnia poměry na Těšínsku a soudí, že protipolská nálada na Těšínsku je nebo bude v nejbližší době zažehnána a že podle stanoviska pružských příslušných úřadů bude spor smírně vyřízen. K této zprávě sluší jen poznamenat, že ani na Těšínsku ani jinde protipolské nálady vůbec nebylo. Zpráva poloúředního listu polského potvrzuje znovu, že polská veřejnost byla matena nepravdivými zprávami o skutečném stavu v Československu. A většina těch zpráv byla šířena skrze polskou úřední tiskovou kancelář tiskovým přidělcem polského konsulátu v Moravské Ostravě.

Polští sociální demokraté proti šovinismu

IV - Moravská Ostrava 31. března

Za účasti polské sekce Svazu horníků a polských dělnických tělocvičných jednot Sila se konal dnes dopoledne četné oblesaný státní sjezd zástupců a činovníků polské strany socialistické v Československu. V politické zprávě se dotkl poslanec Chobot události na Těšínsku a v Polsku a zdůraznil nutnost společné práce strany socialistické s ostatními demokratickými stranami v republice, poněvadž polské požadavky lze uplatňovat pouze v Československu demokratickým. Do rozpravy zasáhlo ve stejném smyslu čtrnáct řečníků. V politické, jednomyslně přijaté resoluci se odsuzuje znovu šovinistické štvání a postup těch, kdož se pokoušejí strhnout i polský pracující lid v Československu do ozdnší fašismu. Dále v resoluci uvádějí menšinové požadavky polské a prohlašuje se, že polská strana socialistická trvá neochvějně na demokratických zásadách čs. republiky. V rozpravě o organizačních věcech si stěžovali někteří řečníci na hospodářský tlak, s nímž je spojena v některých závodech agitace pro Národní sdružení. Sjezd se usnesl, aby na znamení součinnosti se konaly letošní oslavy 1. máje v Československu všude společně s ostatními stranami sociálně-demokratickými.

Poláci na Těšínsku

Projev polských sociálních demokratů

IV - Mor. Ostrava 30. března

Robotník Slaski, orgán polské sociálně demokratické strany na Ostravsku, zabývá se v dnešním čísle na úvodním místě nynějším napětím po obou stranách Olzy. Příčiny neklidu nejsou jasné, ale zdá se, že jde o pozadí berlínského. Pisatel odmítá přesporní ponocování polské sociální demokracie v Československu o vlastenectví, zejména se strany těch, kdo své vlastenectví upravují podle svých vlastních výhod a zájmu, vydávající se za obránce menšinových práv. Náleží spíše do tábora provokátorů. Článek se končí prohlášením, že polští socialisté budou v Československu dále pracovat pro demokracii a socialismus na půdě, na kterou je osud postavil. Stejným způsobem dokazujícím, že polská sociální demokracie je si na Ostravsku vědoma svého sbližovacího poslání, je zahráceno i prohlášení výkonného výboru strany, otištěné na jiném místě. Strana se zastává spravedlivých požadavků polské menšiny v CSR na poli školském a domáhá se, aby obyvatelům polské národnosti, kteří tu žijí již dlouhá léta, bylo přiznáno čs. státní občanství. Splnění těchto požadavků je však možné jen na základě loyální spolupráce demokratických stran polských s demokratickými stranami československými.

Socha s napřaženým mečem

Chodci, kteří se v minulých týdnech ubírali kolem piastowského zámku v Polském Těšíně, byli zaujati modelem sochy, již se přisuzoval zvláštní demonstrativní význam. Ženská postava třímala v jedné ruce útočné meč napřažený směrem proti čs. republice, kdežto druhou rukou jako by ukazovala na polskou stranu o pomoc. V těchto dnech byl model sochy odstraněn.

Vědomé nepravdy úřední polské tiskové kanceláře

PAT rozšířila z Moravské Ostravy nepravdivou zprávu, že trestní případ spisovatele Kaszyckého byl zlovolně sestaven policejním ředitelstvím v Moravské Ostravě. Tvzení to se z příslušných míst s veškerou rozhodností vyvrací. Vysvitá to ostatně z průběhu předvěřejšího přelíčení, kdy předseda senátu výslovně zjistil, že trestní oznámení na profesora Kuliszewicze podalo četnictvo v Českém Těšíně a na spisovatele Kaszyckého četnictvo v Hnojniku. Nebyl vyslechnut žádný úředník policejního ředitelství a také se nečetly žádné spisy tohoto úřadu. Je záhadou, proč rozšířila takové nepravdy, ačkoli její zpravodaj, přidělenec polského konsulátu se osobně zúčastnil obou přelíčení od začátku až do konce a dělal si pilně poznámky.

Moravskoslezský Deník 1. IV. 34

O statky vratislavského arcibiskupství. Mezi arcibiskupstvím ve Vratislavi a Státním pozemkovým úřadem došlo podle zprávy »P. T.« k dohodě o majetku vratislavského arcibiskupství ve Slezsku. Smlouva bude podepsána 9. dubna letošního roku. Jde o 12.000 ha, hlavně lesů, jež postoupí vratislavské arcibiskupství, či vlastně prodá Pozemkovému úřadu po 2800 Kč. Z toho převzme ministerstvo zemědělství 5000 ha pro státní statky, ministerstvo školství dostane 2600 ha, arcidiecese olomoucká pak 2000 ha jako výměnu za dvě panství v Pruském Slezsku. Další 2960 ha zůstane v majetku vratislavského arcibiskupství pod správou arcibiskupství olomouckého. Z výtěžku budou dotovány farnosti, jež jsou sice na československém území, ale patří pod správu arcibiskupství vratislavského. Později tento majetek připadl by slezskému biskupství, bude-li toto zřízeno. 2600 ha, jichž má se dostat ministerstvu školství, je prý připraveno jako kupní cena za Růžencovou slavnost od Dürera, jejíž prodejní cena činí asi 7 milionů Kč. Obraz má přijít po koupí do Státní galerie.

Duch času 31. IV. 34

Polští socialisté v Československu proti šovinistickým štvanicím.

Prohlašují, že požadavky polské menšiny lze uplatňovat jen na demokratické základně Československé republiky. — Společné májové oslavy. —

V Karvinné konala se včera dopoledne konference důvěrníků a funkcionářů polské strany socialistické v Československu, které zúčastn. se také zástupci polské sekce Svazu horníků a polští tělocvičníci, sdružení v »Sile«. Konferenci předsedal tajemník soudr. Goetze, politický referát měl posl. soudr. Chobot.

Řečník zabýval se posledními událostmi v Polsku a také na Těšínsku. Zdůraznil spolupráci polské strany socialistické s ostatními soc. dem. stranami v Československu a prohlásil, že požadavky polské menšiny lze uplatňovat jen na demokratické základně Československé republiky.

V resoluci, přijaté na konferenci, odsuzují se šovinistické štvánice a postup těch,

kdož se snažili také pracující polský lid v Československu strhnouti do vod nacionálního fašismu. Resoluce vytyčuje pak požadavky polské menšiny a končí prohlášením, že polští socialisté v Československu trvají neochvějně na demokratických zásadách našeho státu.

Do debaty zasáhlo 14 delegátů, kteří se vesměs vyslovili ve smyslu resoluce. Organizační referát podal na konferenci tajemník soudr. Kotarba. V debatě byly sneseny četné doklady o tom, že také polští dělníci jsou terorizováni a vřáněni do žlutého odborového hnutí nár. demokratického. Konference se usnesla, že polští socialisté v Československu budou všude pořádat májové projevy společně s ostatními soc. dem. stranami.

Katovický tisk náhle věří ve smír česko-polský a nebezpečí německé.

Nápaduý obrat psaní časopisu »Polska zachodnia«.

Vk — Informovali jsme čtenáře, jak vojvodský list katovický »Polska zachodnia« hrubě psal o poměrech Poláků na Těšínsku a při tom neopomínil zaútočiti proti naší vládě a státu. Nyní nápadně obrací kartu a má smírlivou tendenci a náhle vidí nebezpečí v německu. Připomíná, že do Ratiboře zajelo katovické divadlo, aby zde sehrálo hru Golgatha. SA úderníci však uspořádali před divadlem demonstrační průvody a zpívající protipolské písně, provokovali nejen polské hosty, ale vyzývali veřejnost, aby polské představení bojkotovala. »Polska zachodnia«, která dříve horovala pro německu a psala proti ČSR., nyní si stěžuje na tento drastický postup Němců, v době, kdy je uzavřen německo-polský pakt o neútočení a zastavena vzájemná nepřátelská propaganda. Drastický postup není prý ojedinělým případem a opakuje se to, co bylo nedávno v Bytomi. List zdůrazňuje, že na Horním Slezsku se výsledek paktu nikterak neprojevuje. Jestliže prý trpí něco podobného německé úřady, není to prý náhoda, ale plánovitý postup a pro Polsko nebezpečný, který kdyby měl pokračovat, mohl by znamenat rozchod Polska s Německem. Tento list v článku dále věnuje pozornost a úvahu pražskému jednání v Praze o posledních událostech protičeských v Polsku a ohlašuje, že podle výsledku jednání na úředních místech vládních bude nedorozumění česko-polské likvidováno a spor smírně vyřízen, jakmile protipolská nálada na Těšínsku vezme za své. K tomuto mínění polského časopisu musíme poznamenat, že protipolská nálada na Těšínsku nebyla a není, ale zato je faktem, že polská veřejnost byla o poměrech Poláků na Těšínsku špatně a nepravdivě informována.

Nastává v Polsku již v poměru k Československu obrat k lepšímu? Na poměr československo-polský nezůstane bez vlivu návštěva francouzského ministra zahraničí Barthoua. O to není sporu. Již dnes počínají se v Polsku jevit známky určitého uklidnění. Vlny protičeské nenávisti, jež vysoko vzdušy se zvláště v některých polských listech, počínají silně opadávati. V Polsku počínají respektovati přání Francie, která si přeje, aby došlo opět k obnovení dobrého poměru Polska k Československu a k Malé dohodě. Správně je poukazováno na nebezpečí, jež by hrozilo oběma slovanským státům se strany Německa, kdyby se spor dále přirostoval. Ve Varšavě proniká již snaha spor s Československem co nejdříve zlikvidovati. Tvrdí se, že maršálek Pilsudski projevil vůči min. Beckovi přání, aby ještě před příjezdem min. Barthoua bylo vydáno vládní prohlášení, které by přispělo k vyjasnění situace. V čele těch, kteří se staví stále nesmířitelnými odpůrci Československa, již by si stále ještě přáli, aby došlo k nějakému vážnějšímu konfliktu a kteří nepřestávají stavěti do popředí otázku těšínskou jako dosud nevyřešenou, jsou krakovský *Kurier codzienny* a *Kurier poranny*. Leč zdá se, že tato skupina je dnes již v menšinu. Nesporně převládá část polského národa a snad i většina vládních činitelů přejí si skoncování nežádoucího sporu. K vystřízlivění dochází zvláště v polském Horním Slezsku, v jehož blízkosti na straně německé, a to v Bytomi, došlo ke krvavému konfliktu mezi Poláky a hitlerovci, kteří pokládají patrně pakt německo-polský za kus papíru, který je k ničemu nezavazuje. Také případ v Ratiboři, o němž píšeme na jiném místě, svědčí, kde je pravý nepřítel Polska. My bychom jen obrat v politice Polska k Československu vřele uvítali.

Nejraději by nás rozdělili úplně. Rodí se to v lidských hlavách v poslední době nápady. V těchto dnech byla vydána v Německu nová mapa střední Evropy. Střední Evropy úplně zkorigované. Část polského pobřeží přičleněna k Německu, Klajpeda, Lotyšsko a Litva pak připojeny k Polsku. To jako za odměnu, že Němcům odstoupili Poláci pás pobřežní. Nejhubě jsme to odnesli ale my. Celá severní část Čech dána Německu, severní část Moravy a Těšínsko připojeny pak k Polsku, které nádvkem dostalo ještě severní část Slovenska a Podkarpatské Rusi. A aby ani Maďarům nebylo líto, že vyšlo při tom dělení naprázdno, dal jim berlínský dobrodinec, který tak štědře obdařil Německo a Polsko, jižní část Podkarpatské Rusi a Slovensko. Na štěstí to dělení provedl jen na papíře. X.

Dozvuky „napětí“ na Těšínsku I v polském veřejném mínění proniká pravda

Iv - Moravská Ostrava 3. dubna

Politická veřejnost na Ostravsku a Těšínsku přijala s velkým uspokojením zprávu o potěšitelném obratu ve veřejném mínění polském, jež snad po protipolských událostech v Bytomi, Ratiboři a jiných místech začíná rozdílně hodnotit nové německé přátelství. Obrat ten by byl pronikavější, nebýti umělých poruch, při čemž — jak už *Lidové Noviny* opětovně ukázaly — hraje hlavní roli nenávistné protičeské stanovisko polského konsulátu v Moravské Ostravě a jeho nepravdivé zpravodajství. Tak na příklad oznámila polooficiální *Gazeta Polska* o osvobozujícím rozsudku nad Kaszyckým z ostravského pramene, že tu jistě působilo na soud hromadné vypovídání čs. příslušníků z Polska. Názor ten nutno ze zásadních důvodů co nejprůkrěji odmítnout. *Lidové Noviny* sice zdůraznily už, že pan Kaszycki byl osvobozen jenom pro nedostatek důkazů — záhy po jeho propuštění z vazby došla nová trestní oznámení pro jeho výroky v jiných místech — kdežto druhý obžalovaný profesor Kuliszewicz byl objektivně usvědčen a zproštěn byl pouze pro zjištěnou nepříčetnost z opilství.

Jaký smysl má dále ohřívati starou nepravdu, že panu Kaszyckému nebyla přiznána práva politických vězňů? Jak ospravedlniti tvrzení pana Kaszyckého, polooficiálními listy polskými rozšiřované, že trestní řízení s ním bylo zlovolné a uměle protahováno? Kaszycki byl zatčen 14. března v Košicích a 27. března byla mu už doručena žaloba a líčení se konalo hned nazítří. To bylo umožněno jen tím, že přes všechny předpisy o úspornosti byli všichni svědci průvodní i vývodní povoláni k přelíčení telefonicky. Pan Kaszycki si stěžoval při přelíčení, že byl 14denní vazbou existenčně zničen. Není známo, kterou existenci měl při tom na mysli, zdali své záhadné postavení v Polsku, jež jistě neutrpělo újmou, či snad svůj dočasný poměr k československému rozhlasu v Košicích, jenž po všech nedávných zjevech a zkušenostech pokračoval v propagandě polského jazyka. To všechno svědčí o docela jiném stanovisku, nežli se líčí na sloupcích poloúředního tisku polského. Je příznačné, že *Gazeta Polska* správně uvádí ve své zprávě o přelíčení, že Kaszycki byl zatčen na popud četnictva, ale nedovede se o několik rádek nato zříci v této spojitosti nových útoků na policejní ředitelství v Moravské Ostravě.

Za těch okolností není nejasné, proč po vynesení rozsudku úředníci polského konsulátu v soudní síni zahrnuli tiskového přídelence konsulátu bouřlivým blahopřáním. To jsou vesměs pouhé příznaky podivného působení činitelů, povolaných na půdě republiky k docela jiné činnosti. Všechno to bude osvětleno, až dojde na některé podrobnosti. Sem náleží na příklad projevy pana generálního konsula Malhommea a jeho úředníka Stapinského — jenž dříve měl zvláštní shodou okolností zvláštní posláni v Pittsburku — na oslavě 30letého trvání sociálně-demokratického listu *Robotnik Śląski*, jež se konala v Prostřední Suché 18. března v Dělnickém domě. Oba diplomaté se tam dostavili — podle tvrzení polských sociálně-demokratických činníků — nepozváni a využili této příležitosti jedinečným způsobem. Za této okolnosti nepřekvapuje, že generální konsul Malhomme měl koncem března důvěrnou poradu na starostovském úřadě (okresním hejtmanství) v Polském Těšíně v touz dobu, kdy tam dleli význační polští politikové z Československa.

Není divu, jestliže činitelé takto si vedoucí snaží se odůvodnit svůj postup zkresleným líčením věcí na Českém Těšínsku, kde, jak už mnohokrát bylo řečeno, není ani zdání po protipolské podjatosti a kde naopak se projevila — i s polské strany — touha po míru a shodě.

Przeciwpolska akcja Czechów nie kończy się

Morawska Ostrawa. „Gazeta Kresowa“ organ b. posła dr. Wolffa, została po raz drugi w ostatnim czasie w 4-ch miejscach skonfiskowana. Częściowej konfiskacie uległ artykuł, rozprawiający się z „Morawsko-Slezskim Denikiem“ za złośliwe i alarmujące wiadomości tego pisma o bliskim upadku polskich instytucji bankowych i gospodarczych, mające na celu wywołanie paniki wśród posiadaczy wkładów oszczędnościowych w tych instytucjach oraz dwa inne artykuły, wykazujące systematyczne upośledzanie miejscowej ludności na rzecz przybyszów z Czech. Artykuł zatytułowany: „Naiwne wymówki“ wykazujący brak równouprawnienia mniejszości polskiej w Czechosłowacji, został w całości skonfiskowany.

Polska Zachodnia
7 IV. 34.

Zwalnianie polskich górników z pracy

MORAWSKA OSTRAWA. Na szybie „Anzelm“ w Pietrzykowicach koło Morawskiej Ostrawy zwolniono z pracy 7 górników Polaków. Zwolnionym oświadczone, że stracili pracę z tego powodu, że są obywatelami polskimi.

*
Morawska Ostrawa. „Moravsko-Slezsky Denik“ wzywa ludność Śląska czeskiego do zastępowania swoich rzekomo zpolszczonych nazwisk nazwiskami o brzmieniu czeskim. Z twierdzeń dziennika wynika, że aby uzyskać zmianę brzmienia polskiego nazwiska na czeskie, wystarczy wnieść

podanie nie o zmianę, lecz o „skorygowanie“ nazwiska do urzędu krajowego w Brnie.

Znamiennem jest, że za wniesienie takiego podania za pośrednictwem osławionej polakożerczej „Maticy czeskiej“ płaci się zamiast normalnej taksy 50 koron czeskich, taksę zniżkową 5 koron czeskich.

Polska Zachodnia 1/2. IV. 34.

Oświadczenie Benesza w zatargu polsko-czeskim

Praga. Dzienniki donoszą, że minister spraw zagranicznych, dr. Benesz, odbył dłuższą naradę z posłem polskim dr. Grzybowskiem.

Tematem narady miało być ogólne położenie międzynarodowe, a w związku z tem stosunki polsko-czesko-słowackie.

Minister Benesz miał między innymi oświadczyć, że rząd czesko-słowacki jest przeciwnikiem wszelkich represyj i nie będzie ich podejmował za wydalenie z Polski obywateli czeskosłowackich.

Konkluzja rozmowy ministra Benesza z posłem Grzybowskiem była propozycja czeskosłowackiego ministra spraw zagranicznych rozpoczęcia rokowań celem pokojowego i przyjaznego zażegnania zatargu.

Co się tyczy tej strony zażegnania zatargu, która znalazła wyraz w procesie red. Kaszyckiego, to prasa tutejsza nie zaopatruje wyroku uniewinniającego żadnymi komentarzami, natomiast stwierdza, że świadkowie oskarżenia zawiedli i sąd nie może sobie wyjaśnić tego faktu.

Ze swej strony dodajemy do tych głosów, że niema w tem nic dziwnego, albowiem świadkowie nie mogli mówić o tem czego nie było, mianowicie o antyczeskich wystąpieniach red. Kaszyckiego.

Z nastawienia, jakie w ostatnich dniach zapanało w praskich sferach miarodajnych, należy wnioskować, że antypolskie wystąpienia będą ukrócone.

Odwołanie prokuratora przeciw uniewinnieniu Kaszyckiego i Kulisiewicza.

Morawska Ostrawa. Po wyrokach uniewinniających w procesach przeciwko Kaszyckiemu i Kulisiewiczowi prokurator zastrzegł sobie 3 dni do namysłu. Obecnie zgłosił on do sądu odwołanie od obu wyroków. Przeciwno Kaszyckiemu wpłynęły podobno do sądu dalsze doniesienia z niektórych gmin. Niektóre pisma czeskie ubolewają nad tem, że obaj Polacy są już poza granicami Czechosłowacji.

Nowiny Codzienne 1/2. IV. 34.

Aresztowali i... skompromitowali się

Czesi musieli wypuścić aresztowanych obywateli polskich, jako całkiem niewinnych

Morawska Ostrawa. Odbyła się tu rozprawa przeciwko polskiemu obywatelowi, więzionym w Morawskiej Ostrawie, prof. Kulisiewiczowi z Cieszyna oraz Kaszyckiemu z Krakowa. W obu wypadkach zapadł wyrok uniewinniający.

Rozprawa przeciwko literatowi Kaszyckiemu sprawiła prawdziwą sensację, wykazała bowiem całkowitą kompromitację władz policyjnych, które spowodowały aresztowanie zupełnie — jak się okazało — niewinnego człowieka. Wszyscy świadkowie w liczbie 14 osób stwierdzili jednomyślnie, że oskarżony absolutnie nie powiedział nic przeciwko państwowości czeskosłowackiej. Nawet świadkowie oskarżenia, ludzie wyjątkowo mało inteligentni i materialnie zależni od miejscowych czynników czeskosłowackich, nie mieli odwagi powtórzyć swoich zeznań, zebranych poprzednio przez żandarmię.

Wyroki uniewinniające dają pełną satysfakcję moralną obu oskarżonym Polakom i wykazują, jak dalece posunięte są antypolskie nastroje wśród

czynników policyjnych na Śląsku czeskim i Morawskiej Ostrawie. Panuje tu powszechne przekonanie, że uwięzienie nastąpiło nie na skutek zarządzenia prokuratury, lecz na skutek decyzji dyrekcji policji w Morawskiej Ostrawie.

Po zwolnieniu trzech więzionych w Morawskiej Ostrawie obywateli polskich Kaszyckiego, Kulisiewicza i Sprenzla pozostaje dotychczas w więzieniu w Morawskiej Ostrawie trzech więźniów politycznych narodowości polskiej, obywateli czeskich, a mianowicie Wdówka i Duda z Cierlicka oraz Szuścik z Mistrzowic. Wyrażamy nadzieję, że i oni rychło zostaną wypuszczeni z więzienia.

Znowu zamach czeski

Morawska Ostrawa. W Stonawie na Śląsku czeskim zmarł ks. Krzyśiak, dziekan i proboszcz tamtejszej parafji, gorliwy Polak. Szowinistyczne czynniki czeskie przygotowują zamach na tę czysto polską parafję i na wzór Cierlicka i Łak dążą do obsadzenia jej księdzem narodowości czeskiej.

164 Gros 4/IV. 34.

Gazeta Polska 5/IV. 34.

Głos rosyjski o polsko-czeskich stosunkach.

Moskwa 3 kwietnia.

(Tel. wł.) Nawiązując do konfliktu polsko-czechosłowackiego „Izwestja” piszą: „Nieoczekiwane nagłe zaostrzenie stosunków między Polską a Czechosłowacją przypomina istnienie ukrytych dyferencji także między takimi państwami, które uważano za jednolite pod względem wspólnych tendencji i obaw oraz za związane przez wspólnych wysokich protektorów w jedną grupę państw. Nagłe zaostrzenie stosunków polsko-czechosłowackich nie może być uważane za przypadkowe. Ten nowy konflikt między Warszawą a Pragą jest raczej oznaką ciężkiego kryzysu systemu wersalskiego, jaki uwidacznia się w stosunkach wzajemnych między mocarstwami, jak również w stosunkach między ich sojusznikami”.

Kurier Poranny 4/IV. 34

Ze stosunków polsko-czeskich

Komitet Porozumiewawczy Towarzystw Polsko - Czechosłowackich w Polsce zalecił wszystkim Towarzystwom unikać na zewnątrz wszelkich manifestacji politycznych, natomiast po dawnemu usilnie pracować nad zbliżeniem kulturalnym i gospodarczym między Polską i Czechosłowacją. Władze centralne mają bowiem nadzieję, że nieporozumienia polsko-czeskie w krótkim już czasie będą usunięte, a wówczas okaże się, jak bardzo potrzebną jest nieustająca i konsekwentna praca Towarzystw Polsko - Czechosłowackich.

Nowiny Godziennie 5/IV. 34

Czesi znów robią głupstwa

Morawska Ostrawa, 3 kwietnia. Dyrekcja kolei państwowych w Ołomuńcu poleciła wszystkim urzędnikom kolejowym na Śląsku czechosłowackim sporządzenie szczegółowych wykazów, do jakich szkół pracownicy kolejowi posyłają swe dzieci. Zarządzenie to wywołało wśród Polaków wielkie zaniepokojenie, istnieje bowiem obawa, że następstwem tego zarządzenia będą nowe represje, skierowane przeciwko rodzicom, posyłającym dzieci do szkół polskich.

Szykany nie ustają

MOR. OSTRAWA, 4.4. — Na szybie Anzeim w Pietrzykowicach koło Ostrawy zwolniono z pracy górników polaków. Zwolnionym oświadczone, że stracili pracę z tego powodu, iż są obywatelami polskimi. (PAT)

Zbiórka na Macierz Szkolną w Czechosłowacji

Ministerstwo Spraw Wewnętrznych po porozumieniu z zainteresowanymi ministerstwami udzieliło centralnemu komitetowi doraźnej pomocy dla Macierzy Szkolnej w Czechosłowacji pozwolenia na urządzenie w czasie do dn. 30-go b. m. zbiórki publicznej na cele tego komitetu na całym obszarze Rzplitej. Zbiórka odbywa się w postaci sprzedaży cegiełek w cenie 50 gr., 1 zł., i 5 zł.

Gazeta Polska 4/IV. 34

Walka z polskością Śląska czeskiego

MOR. OSTRAWA, 3.4. — Dyrekcja kolei w Ołomuńcu poleciła wszystkim urzędnikom kolejowym na Śląsku czechosłowackim sporządzić szczegółowy wykaz do jakich szkół pracownicy kolejowi posyłają swe dzieci. Zarządzenie to wywołało wśród polaków wielkie zaniepokojenie. Istnieje uzasadniona obawa, że następstwem tego będzie nowy nacisk na rodziców, posyłających dzieci do szkół polskich. (PAT)

Gros 5/IV. 34

Szykanowanie Polaków w Czechach

Cieszyn 4 kwietnia.

(PAT) Do granicy polskiej w Cieszynie odstawiły władze czeskie na wozie obywatela polskiego Moskałę, który w ciągu 20 lat pracował jako robotnik w hutach żelaznych w Witkowicach. Wysiedlenie starego robotnika polskiego wywołało wśród ludności cieszyńskiej powszechne oburzenie.

Statystyka wysiedleń.

Cieszyn 4 kwietnia.

(PAT) Liczba osób, wysiedlonych z Czechosłowacji do Polski, które przeszły przez punkt graniczny Cieszyn przedstawia się następująco: w roku 1924 wysiedlono 235 osób, w roku 1925: 196 osób, w r. 1926: 223, w roku 1927: 222, w r. 1928: 188, w r. 1929: 216, w r. 1930: 247, w r. 1931: 323, w r. 1932: 446, w 1933 r.: 631, w r. 1934 od 1 stycznia do 26 marca wysiedlono 118 osób, razem 3.045 osób.

Kurier Poranny 4/IV. 34

POWRÓT KASZYCKIEGO DO KRAKOWA



Młodzież krakowska entuzjastycznie wita zwolnionego z więzienia czeskiego literata polskiego, Stanisława Kaszyckiego, wynosząc go z wagonu na rękach.

Wysiedlanie Polaków z Czechosłowacji

CIESZYN, 4.4 — (PAT.). — Liczba osób, wysiedlonych z Czechosłowacji do Polski, które przeszły przez punkt graniczny Cieszyn, przedstawia się następująco: w r. 1924 wysiedlono 235 osób, w r. 1925 — 196, w r. 1926 — 223, w r. 1927 — 222, 1928 — 188, w r. 1929 — 216, w r. 1930 — 247, w r. 1931 — 323, w r. 1932 — 446, w r. 1933 — 631, w r. 1934 — od dnia 1 stycznia do 26 marca wysiedlono 118 osób. Razem 3.045 osób.

CIESZYN, 4.4 — (PAT.). —

Do granicy polskiej w Cieszynie odstawili władze czeskie na wozie 60-letniego obywatela polskiego Moskała ze wsi Brennej. Moskała w ciągu 20 lat pracował jako robotnik w hutach żelaznych w Witkowicach, a obecnie został spowodu niezdojności do pracy zwolniony i odstawiony do granicy polskiej skąd na swym wozie udał się do rodzinnej wsi Brenna na Śląsk. Wysiedlenie starego robotnika polskiego wywołało wśród ludności cieszyńskiej powszechne oburzenie.

Czy nowy atak na Polaków Śląska Cieszyńskiego?

MORAWSKA OSTRAWA, 4.4 — (PAT.). — Dyrekcja kolei państwowych w Ołomuńcu poleciła wszystkim urzędnikom kolejowym na Śląsku czechosłowackim sporządzić szczegółowy wykaz do jakich szkół pracownicy kolejowi posyła-

ją swe dzieci.

Zarządzenie to wywołało wśród Polaków wielkie zaniepokojenie. Istnieje uzasadniona obawa, że następstwem jego będą nowe zamachy na rodziców, posyłających dzieci do szkół polskich.

6/IV. 34.

Przeciw uciskowi Polaków w Czechosłowacji.

Protestacyjna rezolucja ludności cieszyńskiej.

Cieszyn 5 kwietnia.

(PAT) W Cieszynie odbyło się zebranie przedstawicieli polskich organizacji społecznych, politycznych i gospodarczych, na którym przeprowadzono szczegółową dyskusję w sprawie przeciwpolskiej kampanii w Czechosłowacji oraz uchwalono obszerną rezolucję. Rezolucja stwierdza na wstępie, iż władze czeskie wykazały bezpodstawnie obchody 15-lecia najeźdu czeskiego na Śląsk Cieszyński jako hasło do kampanii przeciwko mniejszości polskiej w Czechosłowacji, która żyje od kilku tygodni pod straszliwym terorem policyjnym i gospodarczym.

Przedstawiciele polskich organizacji, stwierdzili, iż terror czeski wobec ludności polskiej stale się wzmacnia, a prowokacyjne aresztowania i masowe wysiedlanie Polaków nie ustają — zwracają się do rządu polskiego ze stanowczym żądaniem podjęcia energicznych i zdecydowanych kroków u rządu Czechosłowacji, celem wstrzymania represyj i prowokacji w stosunku do ich rodaków w Czechosłowacji oraz zapewnienia im elementarnych praw do życia społecznego, politycznego, gospodarczego i kulturalnego.

W dalszym ciągu rezolucja otwarcie domaga się od rządu polskiego wydalenia z granic państwa polskiego tylu obywateli czechosłowackich, ilu Polaków wydano z Czechosłowacji oraz stosowania tych samych metod i represyj gospodarczych w stosunku do przedsiębiorstw czechosłowackich w kraju, jakie stosuje Czechosłowacja wobec tamtejszych Polaków.

Masowe wydalenie polskich robotników.

Morawska Ostrawa 5 kwietnia.

(PAT) Ze wszystkich stron kraju nadchodzą wiadomości o wydaleniu robotników polskich z pracy. Od paru miesięcy czeka na załatwienie sprawa odwołania do ministerstwa opieki społecznej w Pradze 98 robotników — obywateli polskich, zatrudnionych w hutach trzynieckich, w fabryce piotrowickiej i drukarni czesko-cieszyńskiej, którym odmówiono udzielenia zezwolenia na wykonywanie pracy w Czechosłowacji. Z szybu „Anzelm“ w Pietrzykowicach koło Ostrawy zwolniono 7 górników — obywateli polskich; huty witkowskie zmuszone były zwolnić 3 robotników, którym odmówiono zezwolenia na wykonywanie pracy, a w fabryce gruszeńskiej wypowiedziano pracę 9 obywatelom polskim, z których trzech zwolniono z dniem 1 bm. Na szybie „Hohenegger“ w Karwinie, który jest własnością Towarzystwa Górniczo-Hutniczego, zwolniono w tych dniach 18 górników wyłącznie narodowości polskiej.

„Urlop“ za uwolnienie Kaszyckiego.

Morawska Ostrawa 5 kwietnia.

(PAT) Tutejszy „Duch Czasu“ donosi, że nadradca sądu w Morawskiej Ostrawie, Fr. Streitberg, który przewodniczył w procesie przeciwko prof. Kulisiewiczowi oraz literatowi Kaszyckiemu i wydał — jak wiadomo — wyroki uniewinniające obu Polaków, odchodzi nagle, z polecenia lekarzy, na urlop zdrowotny. Pismo dodaje, że urlop ten potrwa co najmniej pół roku.

„ILUSTROWANY KURIER CODZIENNY“ Nr. 95. Sobota, 7 kwietnia 1934 r.

Ponad trzy tysiące Polaków wydano z Czechosłowacji.

Cieszyn, 4 kwietnia. (PAT). Liczba osób, wysiedlonych z Czechosłowacji do Polski, które przeszły przez punkt graniczny Cieszyn, przedstawia się następująco: w roku 1924 wysiedlono 235 osób, w roku 1925: 196 osób, w r. 1926: 223, w roku 1927: 222, w roku 1928: 188, w roku 1929: 216, w roku 1930: 247, w roku 1931: 323, w roku 1932: 446, w roku 1933: 631, w roku 1934 od 1 stycznia do 26 marca wysiedlono 118 osób, razem 3.045 osób.

Wydalenie po 20 latach pracy.

Cieszyn, 4 kwietnia. (PAT). Do granicy

polskiej w Cieszynie odstawili władze czeskie na wozie obywatela polskiego Moskała ze wsi Brennej.

Moskała w ciągu 20 lat pracował jako robotnik w hutach żelaznych w Witkowicach, a obecnie został z powodu niezdojności do pracy zwolniony i odstawiony do granicy polskiej, skąd na swym wozie udał się do rodzinnej wsi Brenna na Śląsk.

Wysiedlenie starego robotnika polskiego wywołało wśród ludności cieszyńskiej powszechne oburzenie.

Ilustrowany Kurjer
Codzienny 6/IV. 34.

Zbiórka na Macierz Polską w Czechosłowacji.

(Telefonem od naszego korespondenta).

Warszawa, 4 kwietnia (A). Ministerstwo spr. wewn. po porozumieniu z zainteresowanymi ministerstwami udzieliło Centralnemu Komitetowi doraźnej pomocy dla Macierzy Szkolnej w Czechosłowacji, pozwolenia na urządzenie w czasie od dnia 30 bm. zbiórki publicznej na cele tego komitetu na obszarze R. P. Zbiórka odbywa się w postaci sprzedaży cegiełek w cenie 50 gr. 1 zł. i 5 zł.

Francja a siosunki polsko - czeskie

Francuska opinja o naprężeniu między Polską a Czechosłowacją

(Od paryskiego korespondenta Polonii).

Paryż w marcu.

Jest najszczerzem naszym życzeniem, aby kwestje, poruszane w niniejszej korespondencji straciły ostrze swej aktualności z chwilą, kiedy artykuł nasz dojdzie do rąk czytelników. Mamy na myśli zaostrenie naszych stosunków z Czechosłowacją — i wrazenie, jakie ostatnie wypadki w Warszawie wywołały we Francji.

Jest ono naturalnie niekorzystne i o ile chodzi o opinie publiczną, to stanowiska jej nie można określić jako przychylnego dla Polski. Nie mamy bynajmniej zamiaru przesadzać, czy jest ono słuszne; natomiast obiektywnie trzeba zaznaczyć, że z punktu widzenia Paryża — jest zrozumi-

Niepotrzebne przeczulenie

Ostatnie wypadki, żywo komentowane w prasie tutejszej, wywołały zdziwienie, przechodzące w niepokój. Sama sprawa poszczególnych incydentów między dwoma państwami, jest w istocie swej błaha, i nie zasługująca na zwracanie specjalnej uwagi opinii francuskiej. Rozmaite zajścia na tle administracyjnym są na porządku dziennym nawet między temi państwami, których najlepsze i najpoprawniejsze stosunki nie ulegają żadnej wątpliwości. Charakterystycznym przykładem są bardzo liczne sprawy między

Belgią i Francją lub Francją i Szwajcarią. Likwidują je z całkowitem powodzeniem konsulatory zainteresowanych krajów, w poważniejszych wypadkach ambasady, lub poselstwa.

Oba kraje uważa się nad Sekwaną za tamę, chroniącą Europę przed zalewem pangermanizmu. Nie więc dziwnego, że wszelkie nieporozumienia między Warszawą i Pragą odbijają się w Paryżu bardzo przykrem echem.

Belgią i Francją lub Francją i Szwajcarią. Likwidują je z całkowitem powodzeniem konsulatory zainteresowanych krajów, w poważniejszych wypadkach ambasady, lub poselstwa.

Ale z tego właśnie powodu niezrozumiałe dla Paryża jest stanowisko, jakie zajęła rządowa prasa polska i oficjalny jej organ. Te same pisma sanacyjne, które tak wybitnie reklamują przywrócenie „normalnych” stosunków między Polską a Niemcami, uznają za stosowne, przybrać akcenty nienormalnego podniecenia, komentując rozwój stosunków między Polską a Czechosłowacją. W chwili, kiedy w Warszawie głosi się triumfy rodzimej dyplomacji i jej zasługi w sprawie usuwania „objektów tarć” między Rzeczypospolitą a Trzecią Rzeszą, ton, w jakim oficjalna polska prasa pisze o Czechosłowacji, przedstawia tutaj trudną do rozwiązania zagadkę.

Odgłosy w prasie

Obawom swym dają wyraz nawet te pisma, których kierunek uchodził zawsze za zdecydowanie filopolski.

„Jak już mieliśmy sposobność zaznaczyć — pisze „Journal des Debats” — to napięcie stosunków, jakie się wytwarza między Polską a Czechosłowacją, jest dziwne. Zdawałoby się mogło, że rząd

warszawski, mający słowa pełne słodyczy i miłości, jeżeli chodzi o Niemcy hitlerowskie, stara się o podburzenie ludności przeciw Czechom.”

Ten sam dziennik w dwóch następujących po sobie korespondencjach komentuje głosy niezależnej prasy polskiej, zwracając uwagę na artykuł senatora Koskowskiego w sprawie roli, jaką odgrywa rządowa agencja polska P. A. T. w szerzeniu antyczeskich nastrojów w kraju. Nigdy — pisze wspomniany organ — w godzinach najkrytyczniejszych stosunków polsko-niemieckich, PAT. nie alarmował do tego stopnia opinii polskiej, jak to czyni obecnie. Poddając zaś skrupulatnej ocenie jego informacji, nie można doprawdy niczego się doszukać, co by wykraczało poza granicę epizodycznych wypadków, niemających nic wspólnego z polityką obu państw.”

Również bardzo krytycznie zapatruje się na represje, zastosowane przez rząd polski, półrządowa agencja Hlavasa, w swych depe szach z Pragi: „Trzej aresztowani obywatele polscy, oskarżeni o wykroczenie przeciwko kodeksowi karnemu, będą odpowiadali przed sądem, który wykaże ich winę lub nie. Jeżeli popełniono względem nich niesprawiedliwość, istnieje całkowita możność jej wynagrodzenia. Przeciwnie, 18 Czechów wydalono z Polski bez określenia stopnia ich winy, jedynie w drodze represji.”

Piotr Bernus idzie bardzo daleko, twierdząc, że podburza się opinie polską w celu rozerwania tych węzłów, jakie łączy Rzeczpospolitą z prawdziwymi jej przyjaciółmi. Czołowy publicysta francuski wyprowadza stąd wnioski, których ze zrozumiałych powodów nie możemy przytaczać. Cała ta sprawa zaczyna się komplikować i bynajmniej nie ułatwia pracy tym czynnikom, które pracują nad umocnieniem przyjaźni francusko-polskiej.

Konieczność znalezienia dróg wyjścia

Oczywiście nie mamy zamiaru przesadzenia kwestyj odpowiedzialności administracji czechosłowackiej, której zbyt gorliwość niejednokrotnie dawała powód do pożałowania godnych zatargów. Ale, jeżeli naszej dyplomacji udało się dojść do porozumienia z Berlinem, to z pewnością o wiele łatwiejszem zagadnieniem byłoby osiągnięcie rozwiązania wszystkich problemów i konfliktów, któreby się mogły wyłonić między Warszawą i Pragą. Leży to nietylko w interesie „dobrych stosunków sąsiedzkich”. Stawka jest dużo większa. Określa się ją tu jako grę o bezpieczeństwo i niepodległość obu państw.

— Zarówno Czechosłowacja jak i Polska — mówi się w Paryżu — zawdzięczają swe granice traktatom pokojowym. Współpraca obu państw i wspólne dążenie do obrony tych traktatów, muszą stanowić podłoże do najdalej idącego porozumienia obojga krajów. Zdanie, że można obojętnie śledzić próby rewizji traktatów w Trianon, a bronić tylko Wersalu, jest niedorzeczne. Sprawy te zależą od siebie wzajemnie. Jakkolwiek osłabienie Czechosłowacji odbija się wcześniej, czy później na bezpieczeństwie Polski. Konflikty między obu narodami będą nietylko dowodem tradycyjnego braku jednoci wśród Słowian, ale narażą oba państwa na osłabienie ich między-narodowego stanowiska.

Jest to zdanie całej politycznej opinii Francji. I dlatego prasa francuska gubi się w domysłach, komentując depe szę o demonstracji przed konsulem czeskim w Warszawie, jak również o złożeniu wieńca „Legionu Młodych” u stóp pomnika, symbolizującego w Budapeszcie rewizjonizm węgiersko-niemiecki.

Tad. K.

Kurjer Poznański 5. IV. 34

Zbiórka na Macierz Szkolną w Czechosłowacji

Warszawa. (Tel. wł.) Ministerstwo spraw wewnętrznych udzieliło centralnemu komitetowi doraźnej pomocy dla Macierzy Szkolnej w Czechosłowacji pozwolenia, na urządzenie w czasie do 30 kwietnia zbiórki publicznej na cele tego komitetu na terenie całej Rzeczypospolitej. Zbiórka odbywa się w postaci sprzedaży cegiełek po 50 gr, złoty i pięć złotych. (w)

Lidové Noviny 6. IV. 34

Polský konsulát v Moravské Ostravě kupuje dům. Již delší dobu vyjednává polský konsulát v Moravské Ostravě o zakoupení bývalé budovy Národního divadla na Johannově třídě. Kupní cena je 500.000 Kč. Budova má být moderně upravena, aby sloužila reprezentačním účelům. Jednání sice v poslední době pokročilo, ale poslední slovo dosud nepadlo pro výhrady, jež má jednak ministerstvo financí v Praze, jednak varšavská vláda.

Morgenzeitung 6. IV. 34

* (Das polnische Konsulat in Mähr.-Osttau kauft das alte Gebäude der Nationalbank.) Wie wir erfahren, schweben zwischen der Nationalbank in Mähr.-Osttau und dem polnischen Konsulat Verhandlungen über Ankauf des Gebäudes in der Johannstraße in Mähr.-Osttau, in welchem früher die Nationalbank untergebracht war. Das Gebäude ist über ein Jahr unbewohnt. Die Verhandlungen dürften zu einem baldigen Abschluß führen. Das polnische Konsulat beabsichtigt, im Monat Juni oder Juli zu übersiedeln und will das Gebäude renovieren und mit einer Zentralheizung versehen lassen.

Niema polityka czeska

w świetle cyfr i faktów

Jeszcze dziś napływają ze Śląska Cieszyńskiego alarmujące wiadomości o zaostrzeniu kursu polityki czeskiej w stosunku do miejscowej ludności polskiej. Nadchodzą wiadomości o krzywdach, wyrządzanych górnikom i rolnikom polskim, którzy z powagą i stanowczością opierają się wynarodowieniu. W umysłach szowinistów czeskich wciąż powtarza się ta sama nuta: „Zgnieść Polaków w Cieszyńskim”.

Na czym polegają te krzywdy, na które skarży się ludność polska? — zapewne spyta się niejeden z Czytelników. Przytoczymy tutaj dla zobrazowania obecnego położenia Polaków w Czechosłowacji kilka dat, cyfr i faktów, które zapewne uczynią skargi polskie bardziej zrozumiałymi i wykażą wykrętne stanowisko Czechów.

Jako pierwszą dziedzinę, która pośredniczo umożliwia prowadzenie akcji wynaradawiającej, przytoczyć należy urzędowe „naprawianie” statystyki ludności polskiej i obniżanie faktycznej liczby Polaków na Śląsku Cieszyńskim.

Austrjacki spis ludności wykazał w 1910 r. na obecnym obszarze Śląska Cieszyńskiego 138.317 Polaków. Pierwszy spis czeski, przeprowadzony w 1921 r., wykazał tylko 70.137 Polaków, a spis ludności w 1930 r. — 77.917 Polaków. Spadek liczby Polaków ze 138 do 70 tysięcy w okresie 1910—1921 nie jest istotny i niczem nie da się usprawiedliwić. Polacy ani nie wyemigrowali, ani nagle nie zmienili swej narodowości, ani też nie wymarli; poprostu „nagięto” statystykę do potrzeb politycznych.

Oto mały przykład tego rodzaju „statystyki”: W gminie Żuków Górny według spisu austriackiego z 1910 roku nie było ani jednego Czecha; w urzędowym spisie z 1921 r. znalazło się tam aż 555 Czechów, pomimo, że wzrost liczby mieszkańców jest tylko nieznaczny (naturalny), a w okresie tym nie odbywała się masowa wędrówka Czechów do Żukowa. Następny spis (1930 roku), wykazał już tylko 306 Czechów, aczkolwiek nie było w tym okresie masowej emigracji Czechów z Żukowa. Odwrotnie przedstawia się „skoki” liczby Polaków w Żukowie: w 1910 r. — 846, w 1921 r. — tylko 163, ale gdy sami Czesi uznali śmieszność podobnych „skoków”, poprawili tę liczbę tak, że w wynikach spisu w 1930 r. znajdujemy w Żukowie 473 Polaków. Dziwny jest ten Żuków — albo jeszcze bardziej dziwna „statystyka urzędowa!”

Cóż jest powodem tych fałszerstw? Otóż ustawodawstwo czeskie prze-

widuje, że, o ile w danej gminie jest 20 procent pewnej mniejszości narodowej, wówczas mniejszość ta ma prawo domagać się szkoły w swoim języku, dopuszczenia swego języka w urzędowaniu władz gminnych i innych jeszcze praw językowych. Zatem fałszywa statystyka ma umożliwić likwidację szkoły polskiej i zastąpienie jej szkołą czeską.

Według urzędowej statystyki czeskiej z 1925 roku znajdowało się na obszarze Śląska Cieszyńskiego w r. 1916 za czasów austriackich 105 polskich szkół ludowych i wydziałowych, do których uczęszczało 23.376 dzieci polskich. Już w cztery lata po podziale Śląska, 1 stycznia 1924 r., było tylko 87 szkół polskich, do których uczęszczało 12.625 dzieci. Zatem w tym czasie szkoły polskie straciły aż 10.751 uczniów. Zestawienie to mówi samo za siebie.

Jeżeli jeszcze dodamy, że robotnikowi, który posyła swe dzieci do szkoły polskiej, grozi utrata pracy lub uniemożliwione jest uzyskanie nowej pracy, o ile stanie się bezrobotnym, że gór-

nik, który przyznaje się do polskości, nie otrzymuje mieszkania w budynkach kopalni, że chłop polski nie otrzymuje kredytu od samorządu dlatęgo, że należy do organizacji polskiej, to zapewne nie wyczerpiemy długiego łańcucha tych wszystkich szykan, które są stosowane przez administrację rządową i zarządy kopalń czeskich w stosunku do Polaków.

Nadmienić wypada, że Polska zawarła z Czechosłowacją w 1925 roku umowę, w której Czechosłowacja zobowiązała się zapewnić Polakom pełne równouprawnienie we wszystkich dziedzinach. Umowa ta dziś staje się w praktyce „skrawkiem papieru”.

Lud polski w Czechosłowacji przetrwał wieloletnią akcję germanizacyjną, prowadzoną na Śląsku przez Austriaków, zahartował się w ciągłej walce o polskość i zapewne przetrwa również obecną falę czechizacyjną. Straty, poniesione w tej walce, są znaczne, ale nie zachwieją one głębokiego przywiązania tego ludu do Narodu Polskiego, do mowy i tradycji ojców.

Liczby wystawiają świadectwo

czeskiej żarłocności

Cieszyn, 4 kwietnia. Liczba osób, wysiedlonych przez władze czeskie z Czechosłowacji do Polski, które przeszły przez punkt graniczny Cieszyn, przedstawia się następująco: w roku 1924 wysiedlono 235 osób, w roku 1925 — 196 osób, w roku 1926 — 223 osoby, w roku 1927 — 22 osoby, w roku 1928 — 188 osób, w roku 1929 — 216 osób, w roku 1930 — 247 osób, w roku 1931 — 323 osoby, w roku 1932 — 446 osób, w roku 1933 — 631 osoby, w roku 1934 od 1 stycznia do 26 marca wysiedlono 118 osób, razem — 3045 osób.

Cieszyn, 4 kwietnia. Do granicy polskiej w Cieszynie odstawiły władze czeskie na wozie 60-letniego oby-

watela polskiego Moskałę ze wsi Brennej. Moskała w ciągu 20 lat pracował jako robotnik w hucie żelaznej w Witkowicach, a obecnie został spowodowany niezdolności do pracy zwolniony i odstawiony do granicy polskiej, skąd na swym wozie udał się do rodzinnej wsi Brennej na Śląsku. Wysiedlenie starego robotnika polskiego wywołało wśród ludności polskiej powszechne oburzenie.

Morawska Ostrawa, 4 kwietnia. Na szybie „Anzelm” w Pietrzykowicach koło Morawskiej Ostrawy zwolniono z pracy 7 górników Polaków. Zwolnionym oświadczone, że stracili pracę z tego powodu, że są obywatelami polskimi.



*Poswignienie
boiska, stanowiące-
go własność „Sokoła” polskie-
go w Górnej Łuchej, przez
ks. Jakóba Gazurka.*

STANISŁAW KASZYCKI.

Patrzac poprzez wiezienne kraty... na stosunki polsko-czeskie.

Kraków, 5 kwietnia.

Uwięzienie przez władze czesko-słowackie polskiego literata p. Stanisława Kaszyckiego — znanego zresztą działacza na polu porozumienia polsko-czeskiego — wywołało żywiołowy odruch protestu w społeczeństwie polskim. Sprawa p. Kaszyckiego stała się głośną w całej Polsce, gdyż widziano w niej

wyluskać właśnie te wszystkie momenty, które dzisiaj

stoja na przeszkodzie przyjaznego stosunku

dwu sąsiadujących narodów.

Jestem zdecydowanym przeciwnikiem

i Czeskosłowackie radjo. Dostawałem listy z podziękowaniem, zwłaszcza od dyrekcji „Radiojournalu“, w Koszycach otrzymałem sympatyczny list, napuszony pięknymi słowami, w którym wyraża się miłe zdziwienie z powodu odwagi, z jaką traktowałem rzecz i w którym solennie zapewniono, że odczyty moje będą wielkim bodźcem dla dyrekcji koszyckiej rozgłośni w pracy nad zbliżeniem naszych narodów.

Słowa... słowa... słowa...

Bo oto, gdy wreszcie znalazłem się w Koszycach zaraz stanąłem wobec

okoliczności, które zmroziły mój entuzjazm.

Pogląd mój na sprawę polsko-czeskosłowacką w ogniu tych przeciwności poczęł dojrzewać i hartować się.

Jakież to były przeciwności?

Oto nie uszło mej bacznej uwagi, że tylko jednostki dążą do wypełnienia wszystkich zapewnień. Odkryłem zaś

istnienie zamaskowanych spreżyn,

które pracy przeszkadzają i starają się ją sparaliżować. Nie znalazłem tej pomocy w pracy, jakiej n. p. ja sam byłbym udzielił w Krakowie zaproszonemu gościowi i przyjacielowi mojego narodu. Zorientowałem się, że atmosfera nie jest czysta, że o dopełnienie przyrzeczeń będę musiał walczyć. I tak też było.

Dyrektor rozgłośni koszyckiej p. Holeček (Czech) nie znalazł przez czas mego pięciomiesięcznego pobytu w Koszycach czasu na to, aby mnie przyjąć w swoim gabinecie i aby ze mną zamienić kilka słów. Raz raczył podać mi rękę, a po mojem aresztowaniu wyrażał podobno... radość niemalą. Czyżby na tem polegała demokracja, której pełne usta ma w Czechosłowacji każdy obywatel? Od rozgoryczenia powstrzymywała mnie tylko dumna świadomość, że reprezentuję inną kulturę!

Czułem, że nie tylko jestem intruzem w rozgłośni koszyckiej, ale że jestem ogniskiem wewnętrznych tarć. Kilkakrotnie interpelowałem w tej sprawie i wyrażałem swe obserwacje, ale zawsze topiono je w pięknych słowach. Postanowiłem wytrwać.

Satysfakcję bowiem dawało mi

zachowanie się szerokich warstw społeczeństwa.

Tu znalazłem serdeczne objawy sympatii i przywiązania do Polski. Tu znalazłem prawdziwych, gorących przyjaciół. Zdziwiłem się niemal, gdy dzienniki czeskosłowackie doniosły, że zostałem aresztowany z racji „tajnej misji politycznej“, jaką spełniałem na Słowaczynie i że należy oczekiwać aresztowania wszystkich, którzy ze mną bliżej się stykali. Wyrażam wątpliwości czy taka operetka dałaby się przeprowadzić ze względów praktycznych, bo stanowczo więzienie koszyckie nie pomieściłoby tych, którym kultura i serce nakazywały daryć mnie sympatią.

Zaraz w pierwszych dniach pobytu w



Główna ulica w Koszycach z budynkiem teatru na pierwszym planie.

symptomatyczny przejaw antypolskich tendencji grupy szowinistów czeskich, których nagonka skierowana przeciw mniejszości polskiej, doprowadziła do znacznego pogorszenia się stosunków między Polską a Czechosłowacją.

Jak wiemy, po dwutygodniowym pobycie w więzieniu p. Kaszycki został uniewinniony przez sąd. Okazało się, że więziono go na podstawie donosów denuncjatorskich, że wytoczono przeciw niemu śmieszne zarzuty — i że „awet ci „świadkowie oskarżenia“ wobec sądu nie podtrzymali swych zeznań. Powrót p. Kaszyckiego do Krakowa stał się asumptem do demonstracji na dworcu krakowskim, gdzie sponiewieranego orędownika zbliżenia polsko-czeskiego — powitano uroczysto.

Obecnie p. Stanisław Kaszycki nadesłał nam artykuł p. t.: „Patrzac poprzez wiezienne kraty“, w którym wyluszcza swój pogląd na obecny stan stosunków polsko-czeskich. Artykuł ten tak ze względu na swą treść, jak i osobę autora, zainteresuje niewątpliwie szerokie rzesze naszych czytelników.

Oto co pisze p. Kaszycki:

Nie znaczy to, abym patrzac na zagadnienie słowiańskiej solidarności poprzez wiezienne kraty, stać się miał szowinistą, abym nie umiał swych porywów słusznego oburzenia trzymać na wodzy. Z całego swego pobytu w Czechosłowacji, ściślej mówiąc, na Słowaczynie i na czeskosłowackim Śląsku, oraz z dwutygodniowego pobytu w więzieniu czeskosłowackim, chcę

sentymentów w polityce międzynarodowej i żywić głębokie przekonanie, że przyjaźń dwu narodów może być trwała tylko wtedy, jeśli zbudowana zostanie na zasadzie równouprawnienia i obojnego zrozumienia wzajemnych interesów. Przyjaźń, czy nawet braterstwo dwu narodów, wyrosła wśród bujnego lasu deklamacji, może trwać pewien okres czasu, zwłaszcza jeśli się je będzie podpieać, jak walczy się parkan, belkami suchych formalistycznych parad i czułych bankietów, ale przy pierwszej próbie ogniowej — runie. I runąć musi, jak wszystko, co jest nieszczerze. Dlatego i w sprawie stosunku polsko-czeskosłowackiego musimy wreszcie zacząć mówić po mesku.

zostawić nieszczerłość w przedpokoju,

a piękne słowa i plotki — pensjonarkom.

Mój ostatni wyjazd do Czechosłowacji stanowczo się nie kleił. Potwór paszportowych ograniczeń pastwił się nademną przez dwa miesiące, trudności piętrzyły się i tylko dzięki memu uporowi z jednej, a poparciu Komitetu Pomocy Kulturalnej Polakom w Czechosłowacji z drugiej strony, otrzymałem wreszcie paszport dla siebie i żony i oba te paszporty konsul republiki czeskosłowackiej w Krakowie zaopatrzył w bezpłatną trwałą wizę pobytową.

Był to rewanz za moje odczyty o Czechosłowacji, jakie wygłosiłem przed mikrofonem krakowskim, częściowo na wszystkie rozgłoszenie polskie. Odczyty te były z uznaniem śledzone przez wspomniany konsulat

České Slovo 6. IV. 34

Polský konsulat kupuje dům v Ostravě

Budou v něm úřadovny konsulátu

Polský konsulat v Mor. Ostravě kupuje od filiálky Národní banky dům na Johannyho třídě, v němž byla dříve filiálka Nár. banky. Dům bude stát asi 700.000 Kč a koupě bude pode-

psána v příštích dnech. Dům bude adaptován pro účely konsulátu, který je losud umístěn na Třídě 28. října č. 56 v soukromém domě, ve kterém má celé jedno rozsáhlé poschodí s mnoha kanceláři.

-zel-

Koszycach zorjontowałem się, że mimo całej sympatji dla Polski,

Wiađomości o naszym państwie są tak błędne,

že musiałem z oburzeniem ciągle je prostować. W czasie takich prywatnych rozmów, osoby, którym argumentami udowodniłem, že trwają w błędzie, zaproponowały mi, abym na temat współczesnej Polski wygłosił cykl odczytów.

Porozumiałem się z odpowiedniemi instytucjami w Krakowie i wreszcie z ramienia Wykładów Powszechnych Uniwersytetu Jagiellońskiego zorganizowałem cykl odczytów. Pierwszy, wygłoszony w Koszycach w ramach niedzielnych odczytów, które urządziła „Matica Slovenska“, odbył się przy pełnej sali. Mówiłem na temat: „Polska wczoraj, dziś i jutro“. I tu spotkała mnie niespodzianka: Gdy pierwszy raz wspomniałem nazwisko Marszałka Piłsudskiego, na sali zerwała się burza oklasków. Miłe, serdeczne ciepło biło ku mnie od audytorjum. Odczyt zakończył się manifestacyjnymi

okrzykami na cześć Polski i jej Wodza.

Prasa podała w sprawozdaniu wierną treść odczytu i z zadowoleniem stwierdzała manifestacyjny nastrój publiczności. W tem tkwiło największe niebezpieczeństwo dla odczytów i dla mnie.

Musimy bowiem zdać sobie z tego sprawy, že czynniki oficjalne Czechosłowacji reprezentują orientację partyjną lewicową. O Polsce lansuje się wieści fałszywe, to też ich prostowanie i entuzjazm, z jakim do moich odczytów odnosiło się społeczeństwo, nie był na rękę ludziom skostniałym w przestarzałych, partyjnych doktrynach. Już następne sprawozdania nie oddawały prawdziwej treści moich przemówień, wycozuć można było w nich pewną tendencję niezdrówą. Po odczycie w Koszycach odbyły się dalsze, a więc w Preszowie, Michałowcach, Humennem. W międzyczasie odbyła się w Koszycach w teatrze miejskim uroczysta premiera komedji Kiedrzyńskiego „Szczęście od jutra“, w słowackim przekładzie profesora Stano. Po otwarciu uroczystości hymnami czeskosłowackim i polskim, mnie przypadło w udziale uroczyste przemówienie. Udało mi się wywołać na wypełnionej widowni nastrój należytý i te dwa koszyckie odczyty, względnie przemówienia, zjednały mi opinję dobrego mówcy. Polacy, robotnicy cegielń okolicznych, już słabo akcentujący swą narodowość, przyszedli gremjalnie, ku wielkiemu zdziwieniu Czechów i Słowaków. Po wstępnym przemówieniu starosty powiatu zacząłem mówić. Od pierwszych słów rzuconych na salę, czuję, že mam tu przed sobą przyjać. Po odczycie, trwającym blisko dwie godziny, miejscowa nauczycielka w stroju ziemi Trenczyńskiej oddała żonie mojej wielki bukiet białoczerwonych róż z wstęgą o barwach czeskosłowackich z napisem:

Za wierną przyjaźń — bracia z Michałowiec.

Muzyka wojskowa gra hymny, krótka rozmowa z przedstawicielami korpusu oficerskiego, obecnego na sali w komplecie i wśród okrzyków opuszczamy salę.

Po odczycie odbyła się wspólna kolacja. Nie mogło ujść uwagi zaciętrzewionych partyjników, že najdłużej zatrzymuje się przy omawianiu tych zagadnień dzisiejszej polskiej rzeczywistości, które celowo fałszywie są przedstawiane przez pewne sfery w Czechosłowacji.

To też zastęp moich przeciwników skrytych, judaszowych róż i mimo pozornej elegancji i ugrzecznienia, miał doprowadzić do tego bezprawia, jakim bezwzględnie było — moje uwięzienie.

České Slovo 5/IV. 34

Polská kuznia v Karvinné ohrožena

Finanční tíseň polských podniků příčinou protičeské kampaně?

Při pátrání po příčinách nenávislné protičeské kampaně z jistých kruhů z Polska byl vysloven také názor, zdali tato kampaň nemá zakrýt těžkou situaci, ve které se ocitly některé hospodářské podniky našich Poláků. Soudilo se, že touto kampaň má být rovněž vyvolána nálada, aby stát nějakým způsobem těmto podnikům pomohl. Nyní se objevují důkazy pro toto vážné obvinění, které ovšem ukáže akci Poláků v zcela jiném světle.

Ústředí polských katolíků v Karvinné, zvané »Kuznia polska« (Kovárna polská) je

baštou Poláků na Těšínsku. Je sídlem spolku katolických dělníků polských »Praca« a kromě toho sídlí tam celkem 15 spolků. Nyní je tento dům ohrožen, jelikož Poláci nemohou splácet půjčky, uzavřené v dobách lepší konjunktury. Nyní podnikají Poláci širokou záchrannou akci a prosí Poláky u nás i za hranicemi o příspěvky na tento dům. Dlužno poznamenat, že právě polští katolíci u nás to byli, kteří neřekli rozhodně a jasně svoje stanovisko k protičeské kampaň z Polska, na rozdíl od jiných polských stran u nás. -zel-

Lidové Noviny 6. IV. 34

Obsazení děkanství ve Stonavě. Polské listy se zabývají obsazením místa děkana ve Stonavě na Těšínsku, uprázdněného nedávným úmrtím Poláka P. Krzyska. Novinkou je, že se to tentokrát děje způsobem poměrně neutoužným. Ilustrovaný Kurýr Codzienny, známý jinak svou protičeskou podjatostí, vyslovuje obavu, že čeští katolíci kněží, ač mají otevřenou celou republiku, budou asi usilovat o polskou farnost. Patronem kostela je dr. Larisch, jenž prý je spřátelen s vřatislavským kardinálem Bertramem. Pisatel (člen moravskoslezského zastupitelstva Junga?) pochybuje, zda dr. Larisch, jenž prý je pod vlivem českých rádců, navrhne na první místo polského kandidáta. Očekává spravedlivé rozhodnutí od zemského presidenta, jemuž prý nelze vytýkat protipolskou podjatost.

Duch Času 5/IV. 34

Oblíbený předseda ostravského senátu na zdravotní dovolenou. Mezi svérázné předsedy senátu krajského soudu v Mor. Ostravě patří rozhodně v. r. Fr. Streitberg; soudce, který vedle paragrafů trestního zákona měl své lidské srdce s hlubokým sociálním citěním; soudce, který neviděl v člověku na lavičce obžalovaných jen zločince nebo provinilce, usvědčovaného tolika a tolika svědky z toho a toho paragrafu, nýbrž který hodnotil spáchaný čin také z pohledu, z nichž vyrstl, okolnosti, které k němu přispívaly, prostě soudce, jenž pronikl až na kořeny věci nikoliv jen z povinnosti svého soudcovského úřadu, ale také z lidského citícího a chápajícího člověka. Pravda, v. r. Streitberg »spouštěl hrůzu«, užil někdy slov, kterých soudcové, vyjadřující se suše jako trestní zákoník, neuzívají, měl prostě svou vlastní soudcovskou výchovnou metodu, která jistě v četných případech byla velmi úspěšná. V. r. Streitberg nedávno předsedal senátu, jenž soudil Poláky prof. Kulicziowicze a publicistu Kaszyckého. Také tato dvě soudní přelíčení patřila mezi procesy, které již pro způsob svého průběhu zaslouhovaly pozornost, neboť v. r. Streitberg jako předseda senátu dal jim ráz, pozvedající čsl. justici nad běžnou úroveň soudů států demokratických, nemluvě vůbec o úrovni justice ve státech nedemokratických. Jak se nyní dovídáme, odchází na příkaz lékařů v. r. Streitberg na zdravotní dovolenou, která potrvá nejméně půl roku. Budou ho postrádat nejen novináři, kteří jím řízený senát navštěvovali nejraději, ale také ti, kteří jen ze soukromého zájmu přišli se k soudu někdy podívat.

České Slovo 6. IV. 34

Svědék zatčen v soudní síni

Odveden ihned do vazby — Opět provokace na Těšínsku

U ostravského trestního senátu konalo se večera dopoledne přelíčení s Karlem Wdovkou, který před několika týdny vyjádřil se urážlivě o Čechách na Těšínsku a dopustil se přečinu zákona na ochranu republiky. Senátu předsedal s. r. dr. Winter. Vyslechnuta byla řada svědků, z nichž poslední Alfons Burian již při prvních slovech nezdál se býti věrohodným a vzbuzoval podezření soudu i státního zástupce. Své dřívější výpovědi

měnil tak, že nakonec to, co bylo dříve černé, označoval jako bílé. Když potom i při přísaze bylo zjištěno, že si svědek nepočíná tak, jak to nařizuje zákon, státní zástupce nařídil okamžitě jeho zatčení a předvedení před vyšetřujícího soudce pro podezření z křivé přísahy. Svědek Burian byl pak přímo ze soudní síně odveden do zajišťovací vazby. Nakonec přelíčení s Wdovkou bylo přerušeno, aby mohl být předvolán další svědek strážmistr.

z. k.

STANISŁAW KASZYCKI.

Gdy mnie aresztowano...

Zamieszczamy dzisiaj drugi artykuł p. Stanisława Kaszyckiego, literata polskiego, aresztowanego przez władze czeskie za wygłaszanie odczytów o Polsce. W artykule tym p. Kaszycki opisuje jak w Czechosłowacji inwigilowano go, jak znalazł się w sieci donosicielstwa, denuncjacji i prowokacji. Wreszcie p. Kaszycki ujawnia sposób aresztowania go w przeddzień akademii ku czci Marsz. Piłsudskiego, na której miał przemawiać.

Kraków, 6 kwietnia.

Po odczytach o Polsce w Preszowie i Humennem otrzymałem zaproszenie od komitetów polskich na Śląsku czechosłowackim. Przyjąłem je z bijącym sercem. Na Śląsku Cieszyńskim po tamtej stronie Olzy nigdy nie byłem. Znałem stosunki tylko z opowiadań i z suchych dat statystycznych. Lubie zaś mieć informacje z pierwszej ręki, bo one mogą dopiero gwarantować sprawiedliwy sąd. To też niecierpliwie czekałem dnia 5 lutego, w którym miałem wyjechać z Koszyc do Czeskiego Cieszyna. Kiedy nasz pociąg minął już przepiękny kraj słowacki, kiedy już wjechaliśmy na teren Śląska, serce moje ogarnął niepokój. Mijaliśmy dworce kolejowe, wsie, osady, miasteczka. W oczy biwały się napisy polskie na sklepach.

— Twardzi — myślałem.

denuncjacja i prowokacja święcą triumfy.

Poczułem na sobie cząstkę ciężaru twardej doli rodaków naszych z za Olzy.

Wszędzie, na każdym kroku i w każdym towarzystwie mogłem spodziewać się, że oto nastawione są chytre uszy konfidenta, że każde słowo naszej rozmowy, która mogłaby być przyjacielską, staje się ich własnością. Wstrząsał mną wstręt!

Mimo woli przychodziły mi na pamięć bolesne momenty z pobytu w Koszycach, czy innych miastach słowackich. Przychodziły mi na pamięć z tak brutalną plastyką, że serce poczęło się wzdrygać przed temi wspomnieniami...

Oto siedzi w kawiarni w Koszycach. Przedstawiono mnie jakimś dostojnemu Czechowi. Na jego twarzy rysuje się jakiś przedziwny uśmiech. Rozpiera się w krzesło, który trzeszczy pod jego ciężarem.

— No, jak tam, panie bracie, jest już u was w Polsce jaki porządek?

Z takim zwraca się do mnie pytaniem. Słucham i uszom własnym nie wierzę. — Zbuntowane serce czuję gdzieś w gardle...

— Nauczyliście się już czegoś od nas?

Nie koniec jeszcze...

— No, Polska, to biedny kraj... kryzys was zadusi...

Choć właściwszem by było inne załatwienie sprawy, przecie zbieram siłę i poprzez zaciśnięte zęby mówię:

— Chce pan widzieć wielkie i potężne mocarstwo polskie, niechże pan siadzie do pociągu, a za kilka godzin będzie pan w Krakowie! Może pana ta podróż czegoś nauczy!

I znów stwierdzić muszę z całą stanowczością, że Czesi

stale żywią do nas pretensje.

Za mało ich szanujemy. Mało o nich mą

I niepokój mój wzrastał. Bo szła za mną wieść, że radbym widział Polskę i Czechosłowację, jako słowiańskie i sasiadujące państwa, dążące ku braterskiej zgodzie. A oto mam stanąć twarzą w twarz przed rodakami, którzy, niby kościół wojujący w wiecznem trwaniu czuwaniu, oto miałem spojrzeć im w oczy i zdać przed nimi rachunek. Smutek przedziwny wiał ku mnie od tych pagórków, które tłoczyły się do okna wozu. Prószył mokry śnieg.

Z czym do nich jadę —

pytałem sam siebie? Czy im zdołam dać to, na co czekają? Czy ich nie zawiodę?

I jeśli kiedykolwiek poddawałem się uczuciu zwątpienia, to chyba nigdy nie było ono większe, silniejsze, jak właśnie w czasie tej podróży.

Do czeskiego Cieszyna przyjechałem napozór złamany. Ale, tylko napozór!

Niebawem, po zajęciu pokoju w hotelu polskim „Polonia”, zorientowałem się, że jestem, dość zresztą... niesprytnie inwigilowany, że mam nad sobą czujną opiekę tajnej policji. To przyjęcie zdecydowało o wszystkim. Bo czuć przez kilka miesięcy koci kroki agenta policyjnego za sobą — nie należy do przyjemności. A to trzeba stwierdzić stanowczo, że Czechosłowacja należy do rzędu państw policyjnych, gdzie donosicielstwo,

wim. Bez ich woli i zgody ośmielamy się załatwiać swoje sprawy, nie prowadzimy wojny z Węgrami i Niemcami itd.

Tymczasem, jeśli idzie o sprawę polską, to cechuje tych ludzi bezwstydne nieuctwo. A jeśli wiedzą coś o Polsce, to ze swej pracy, która, deklamując o porozumieniu prasowem polsko-czechosłowackim, węszy tylko wokół, szuka sposobności i takie wieści, jak szkalująca nasze państwo odezwę naszych „emigrantów” przedrukowuje w najzjadliwszych fragmentach z niedającą się ukryć satysfakcją.

A jeśli są tacy, którzy żywią do nas sympatię, to patrzy się na nich krzywem okiem. Deklaruje się formuły o braterstwie narodów, a rozmowę Słowaka z Polakiem uważa się za... niebezpieczne knowanie. Za zbyt gorliwe zajmowanie się organizacją imprez polskich grozi nielaska a często zawieszenie w urzędowaniu i dochodzenia.

Tak wygląda w rzeczywistości w Czechosłowacji idea zbratania naszych narodów. Dowodem tego jest fakt, że czeskie pisma z dnia 15 marca, pisząc o mojem aresztowaniu zarzucają mi niedwuznacznie tajną misję polityczną na Słowacyźnie, a inne dzienniki czechosłowackie doniosły, że należy oczekiwać aresztowań wśród tych wszystkich, z którymi się stykałem.

Uczucia, które rozpałyły się we mnie, dały mi taką siłę, że mój objazd z odczytami o Polsce po środowiskach polskich na czechosłowackim Śląsku był

triumfem myśli polskiej.

Frekwencja na tych odczytach była ogromna, od 100 osób w górę, a przeważnie powyższą osób 500. A wziąć trzeba pod uwagę i ten fakt, że do sali odczytowej musieli ci dobrzy ludzie iść często z wierzchów okolicznych, wsi, nieraz po deszczu i błocie. A jeśli w jednej miejscowości były w programie trzy, lub cztery odczyty, to już po pierwszym trzeba było prelekcję przenosić do sali większej, tak za każdym razem wzrastał napływ słuchaczy. Słowo Polska rozbiegło się echem gromkiem wokół i urzekło ludzi. Każdy odczyt kończył się narodową manifestacją. Starzy, siwi ludzie płakali i niejednokrotnie biorąc mnie w swe krzepkie ramiona mówili:

— Zdarłeś z nas, panie, grubą już warstwę obcego pokostu.

Słowa te były dla mnie radością największą i pozwalały mi w czasie dwutygodniowego więzienia mieć w sercu spokój,

jaki daje poczucie dobrze spełnionego obowiązku. A ten spokój dawał mi wyższość nad tymi, którzy niecnymi posługując się środkami, triumfowali pozornie nademną.

Ale z drugiej strony słowa te były

strasznym wyrzutem pod adresem polskiego społeczeństwa,

które nie umiało zdobyć się na tyle energii i dobrej woli, aby zabezpieczyć ogromną rzeszę rodaków od wynarodowienia.

Codzien przychodziły delegacje, prosząc o odczyty w różnych miejscowościach. Program rozrastał się. Poświęciłem Śląskowi wszystkie wolne godziny, bo w piątek wieczór mówiłem jeszcze na Śląsku, a w sobotę już w Turczańskim świętym Marcinie, rano w gimnazjum dla młodzieży, wieczór dla publiczności, Turczański św. Marcin, to słowacki Kraków, centrum życia kulturalnego Słowacyzny. I tu słowo o Polsce wywołało żywy oddźwięk.

Śląskowi jednak ślubowałem dozągonną wierność!

Wróciłem do Koszyc. Wyczułem zaraz w pierwszych dniach, że obserwacja mojej osoby jest bardzo daleko posunięta. Ale już przywykłem do tego.

W piątek, dnia 2 marca mówiłem dwie godziny o Polsce współczesnej na zebraniu koszyckiego „Rotary Clubu”, z wielkiem powodzeniem. Zbliży się 19 marca, zatem zabiegam o urządzenie akademii ku czci Marszałka Piłsudskiego. Starania moje zostały gorąco poparte przez słowackie organizacje, uroczystość wyznaczona na niedzielę 18 marca. W programie m. i. i mój odczyt o Marszałku. Rozesłano zaproszenia. Dowiaduje się, że spodziewany jest wielki napływ publiczności. Marszałek ma wszędzie przyjać.

I jest rzeczą godną uwagi, iż ja, który otrzymałem od konsula Czechosłowacji w Krakowie list z zawiadomieniem, że ministerstwo spraw zagranicznych w Pradze przyznało mi bezpłatne bilety na wszystkie linie czechosłowackich kolei, a dla mojej żony 50 procentową zniżkę, ja z którym „Radiojournal” w Koszycach zawarł, za zgodą centrali, porozumienie w sprawie prowadzenia radiowego kursu języka polskiego, w przededniu akademii ku czci Marszałka Piłsudskiego

zostałem aresztowany.

W dniu 14 marca zgłasza się do mego mieszkanka trzech urzędników policji. Po rewizji niezwykle skrupulatnej, udaje się z nimi do dyrekcji policji. Tam oświadczają mi, że ponieważ podburzałem ludność na Śląsku do powstania z bronią w rękę (!), przeto na rozkaz prokuratora sądu w Morawskiej Ostrawie, jestem aresztowany. Odprowadzono mnie do więzienia przy koszyckim sądzie.

I tu znów następuje niezwykle ciekawy i charakterystyczny moment. Gdy żona moja próbuje w głównym urzędzie pocztowym w Koszycach łączyć się telefonicznie z konsulem R. P. w Użhorodzie, okazuje się po kilku, kosztownych zresztą, próbach bezskutecznych, że

aparat naszego konsulatu właśnie w tej chwili zdefekował

i jest nieczynny. Dopiero na awizo, p. konsul przybył do publicznej mównicy telefonicznej w Użhorodzie i mógł dowiedzieć się o mojem aresztowaniu.

Chyba nietrudno wyobrazić sobie stan psychiczny żony aresztowanego na obczyźnie człowieka, czekającego godzinami na możliwość powiadomienia konsula o zaszłych wypadkach.

České Slovo 6. IV. 34

Kaszycki opět uráží

Pohled žalární mříží na polsko-české styky — Píše v krakovském Kurjeru Codzienném

Polský žurnalista St. Kaszycki, který se stal na několik dní středem mezinárodní pozornosti, píše o svých dojmech v Ill. Kurjeru Codzienném obsáhlou reportáž, doprovázenou pohledem na Košice, pod titulem »Pohled žalární mříží na polsko-české styky«. Právě, že nechce být šovinistou proto, že byl u nás v žaláři, ale chce právě ukázat na příčiny, které brání dobrým stykům obou národů. Píše, že je nutná vzájemná upřímná mluva, neboť bratrství vyrostlé uprostřed bujného lesu deklamací, nemůže trvat dlouho. Líčí, jak po dlouhém vymáhání pasů dostal konečně zdarma s manželkou vízum do ČSR, prý na revanš za jeho přednášky o ČSR v rozhlasu, za které prý se mu dostalo zvláštních důků od Radiojournalu v Košicích. To všechno prý však jen byla slova. V Košicích poznal, že pro sblížení pracují jen jednotlivci,

ale za to existují maskovaní lidé dvojích tváří, kteří sblížení hatí a maří. Poznal, že atmosféra prý není čistá a že o splnění slibů k pořádání přednášek v rozhlasu, daných mu z Košic, musí bojovat. Ředitel košického rozhlasu prý ho vůbec nepřijal. Jednou prý mu podal ruku a po jeho uvěznění měl prý radost nemalou. To je ta demokracie, které má v ČSR každý plná ústa? — táže se Kaszycki. Před rozhořčením udrželo ho prý jediné vědomí, že reprezentuje jinou kulturu. Zadoostiučnění dostalo se mu prý za to v plné míře od širokých vrstev společenských, kde našel nejsrdečnější sympatie. Jelikož vědomosti o Polsku u nás byly velmi chabé, zorganizoval řadu přednášek, které byly nadšenými manifestacemi pro Polsko a Pilsudského. Oficiální činitelé českoslovenští jsou prý organizováni stranicky do

leva a o Polsku se šíří falešné pověsti. Proto prý také nadšení při jeho přednáškách nebylo milé lidem, zkosnatěným v přestálých stranických doktrínách. Proto prý další zprávy o jeho přednáškách mluví, že mají nezdravou tendenci. Zavilým straníkům prý se nelíbilo, že se nejvíce zabýval dnešními polskými skutečnostmi, které jsou úplně falešně vykládány jistými kruhy v ČSR. Proto zástup jeho skrytých jidašských protivníků rostl a po zdvořilých pozornostech došlo k jeho uvěznění.

-zel-

Lidové Noviny 5/IV. 34
Protičeské kampani na Těšínku
Klid a právo na české straně se osvědčily

Iv - Moravská Ostrava 4. dubna

V Polsku se již začínají na věci na těšinském pomezí divatí klidně. Rozumní činitelé ve Varšavě jistě uznají, že polský konsul v Moravské Ostravě, jehož působnost se vztahuje docela na jiné poslání v celé zemi Moravskoslezské, nemůže si osobovat na půdě suverenního státu, ať již jde o kteroukoliv skupinu obyvatelstva, úlohu jakéhosi sirdara. Na druhé straně bylo po protičeských štvanicích zjištěno mnoho skutečností, kterými se napadená československá republika může pochlubit před celým světem. Nepřímé stížnosti do domnělého útlaču polské menšiny objeví se v pravém světle několika skutečností. Tak na příklad polské gymnasium v Orlové zůstáváno teprve letos, ale mohlo být státním ústavem již plných deset let. Roku 1924, kdy vláda československá vyslovila ochotu převzít náklad tohoto ústavu, bylo to zmařeno podrážděným odporem tehdejších politických vůdců polské menšiny. Obrat nastal teprve nyní, když vyschly zahraniční zdroje a původci dětského vzdoru se ocitli v úzkých. Nicméně gymnasium v Orlové — jehož někteří pánové ukázali v minulých dnech podivné zájmy o Polský Těšín — je od 1. ledna ústavem státním, což si vyžádá v době obecné tísně ročního statistického nákladu. Tak vypadá útlak polské menšiny zblízka.

Na veřejných polských školách na těšinskou vyučují učitelé, z nichž mnozí teprve loni a letos nabyli státního občanství. Na školách Polské matice školské jsou přípustní učitelé s krakovskou aprobačí, ač československý stát vydržuje ve Slezské Ostravě polský učitelský ústav. Zkušební komisařem pro polské kandidáty učitelství je polský státní příslušník. Nikdo se dosud neptal po státním smýšlení těchto vychovatelů československého dorostu polské národnosti, z nichž někteří zůstali podle věrohodných zpráv po dobu svého dočasného působení v Československu formálně v záznamech státních veřejných učitelů v Polsku.

Zde je snad klíč ke stanovisku oné, třeba malé části polské inteligence na Těšínku, jež v minulých týdnech selhala rázem na obě strany. Nesplnila vštěpovaný úkol rozsovačů nespokojenosti, ale mlčela také, když se měla s polské strany na Těšínku povědět pravda. Proto vyniká postup polské strany sociálně demokratické, která se zbavila rázem poručnictví, postavila se jako jediná z polských stran k Československu jasně proti iredentě a vyslovila se pro demokratickou československou republiku. To je tím významnější, poněvadž Poláci na Těšínku jsou z 75 procent dělníci jak národní, tak sociálně vesměs uvědomělí. Zbytek jsou drobní zemědělci, kteří mají tou dobou jiné starosti než být politickou příprěží osobní citlivosti, a zůstali trpí.

Tím vším lze vysvětlit, že za celou dobu štvanic, podněcovaných z polského konsulátu ostravského, nebyl, díky rozvaze českých lidí, vůbec porušen klid a nebylo třeba mimořádných opatření; pro pouhé přečiny podle zákona na ochranu republiky vede se u ostravského krajského soudu v té spojitosti trestní řízení pouze proti třem československým příslušníkům, a to ještě pro hospodářské

Moravskoslezský Deník 6/IV. 34

Lze k tomu mlčeti?

Ve velikonoční pondělí pořádal polský Sokol v Jablunkově sokolskou akademii, na kterou přijelo mnoho hostů z Trince, Těšína, Karvinné a jiných míst. Místních lidí zúčastnilo se málo. Mezi hosty byl také polský konsul z Moravské Ostravy Malhomme a jeho zástupce. Ze této příležitosti bylo využito k dalšímu podněcování zdejšího lidu, je věcí samozřejmou. Akademii zahájil bezvýznamným prolovem dr. Wolf z Fryštátu. Přítomný zástupce polského státu, t. j. polský vicekonsul Stabinski, přednesl referát o Pilsudském. Kdo referát dobře sledoval, ten ihned vycítil, kam řečník mířil. Tak na př. p. vicekonsul tvrdil, že o přízeň Polska ucházejí se dnes největší státy, jako Rusko a největší nepřítel Poláků (jména nevyslovil). Nedělají to pro pěkně světlé vlasy, modré oči a hezké tváře Poláků, nýbrž proto, že Poláci mají pěkně se třpytící karabiny (pušky). Pilsudského charakterisoval jako stavitele, jemuž všichni Poláci uvnitř státu i za hranicemi jako zedníci jsou povinni napomáhati k uskutečnění velké stavby. To bude povinností i Poláků v Jablunkově. Na konec vyzval přítomné k provolání: »Niech żyje Pilsudski!« Přítomní této výzvy uposlechli. Nato ještě řečník dodal:

»Toho smýšlení jsme všichni!« I tato slova byla přijata potleskem obecenstva. Po čas celé

akademie nebylo vzpomenuť ani jedním slovem hlavy našeho státu. Naopak, následovala směs písní, kterou hráli na mandolinách. Hráli též úryvek polské národní hymny »Boże coś Polsko«, při čemž všichni vstali. Na českou hymnu bylo také zapomenuto. V dalším rozhovoru hostů padla slova, že Pilsudski přijde jednou do Jablunkova, kde se bude procházeti ulicemi města se svými lidmi a tehdy byl by rád, kdyby některá z ulic se jmenovala ulice Josefa Pilsudského. Jeden z přítomných pánů se také vyjádřil, že doba pro česko-polské kluby u nás ještě nenadešla, což znamená, že politika předchůdce nynějšího konsula adr. Ripy nebyla správná. Bylo tam také mluveno, že kdysi musili se zdejší Poláci krčiti, dnes však mohou být sebevědomí, poněvadž stojí za nimi svobodný polský, 30milionový stát.

Kde jsme, tážeme se. Je úkolem polského konsula, resp. jeho zástupce, navštěvovati podniky československých příslušníků polské národnosti a mít tam projevy, které mají tak jasnou tendenci? Jak to bude vypadati v našem státě, když takovou činnost vyvinou konsulové všech jiných menšin? Tážeme se, jak je to možné, že starostou polského Sokola v Jablunkově je polský příslušník a k tomu ještě polský důstojník Kr.

— Opět důkaz dobré vůle našich Poláků. Naši Poláci stále si stěžují na útlak, jemuž jsou u nás vystaveni ve věcech církevních. Stále slyšíme a čteme o Těrlicku, Loukách a jiných obcích, kde na katolických farářích působí sice čeští faráři, ale kteří umějí polsky a také vycházejí polským věřícím do krajnosti vstříci jak v otázce polských bohoslužeb, tak i jiných církevních úkonů. Málo však v polském tisku čteme o evangelických pastorech na našem Těšínku, kteří stavějí se krajně nepřátelsky a odmítavě k požadavkům těch evangeliků, kteří si přejí českých bohoslužeb. Tito duchovní správci jsou tak bezohlední, že nechtějí povolit přípravu ke konfirmaci v jazyku českém pro ty děti, které po celých osm školních let chodily pouze do českých škol, byly na nich často vyučovány týmiž kněžími, kteří je pak odmítnou, když žádají ořízení českého oddělení pro konfirmační přípravu! Tak se na př. stalo v Trinci, že p. senior Oskar Michejda, blízký příbuzný neslavně proslulého polskotěšínského starosty dr. Vladislava Michejdy, nepovolil pro 84 žáků českých škol české oddělení pro konfirmační přípravu, a vřadil je do polského oddělení, kde jsou současně vyučovány s dětmi polskými, zatím co pro 5 (!) německých dětí s největší ochotou zavádí zvláštní oddělení německé! To jistě mluví za celé články o tom, jak si tu shodu naši Poláci u nás představují. A to je v československé republice! Pan senior Michejda, který je spřízněn ještě s třemi jinými rodinami pastora seniorátu, jehož je hlavou, vládne docela absolutisticky a neohlíží se ani na to, že stát k udržování církve, již stojí v čele, přispívá značnou částkou. Ba, neuzná ani za vhodné, aby on, stejně jako jiní pastoři na Těšínku, vyvěsil v den prezidentových narozenin na kostele a faře státní vlajku.

-ad-

Duch Casu 7. IV. 34

Polský konsulát ostravský vyjednával s Nár. bankou o zakoupení domu v Johanného třídě, ve kterém dříve Nár. banka sídlila. Dům prý bude zrenovován a konsulát přesídí do něho v červnu nebo v červenci.

Končí se tedy celé tažení generálního konsula Malhoma, jenž se při stejných cílech vzdal opatrnosti svého předchůdce, naprostým fiaskem. Jedním z následků celé kampaně je poznání, že polský konsulát v Moravské Ostravě je činný jinak než má být.

Tento stav byl právě doplněn významným obrátem na poli hospodářském. V minulých dnech byla podepsána dohoda mezi sociálně-demokratickým konsumem družstva Budoucnost, jež má na Ostravsku 309 prodejen, a mezi agrárním svazem rolníků na severovýchodní Moravě a ve Slezsku, podle níž Budoucnost nakoupí ročně od agrárního svazu nejméně 5000 kusů vepřů. Předtím byla uzavřena podobná smlouva mezi Budoucností a svazem výkupu obilí a prodeji mléka. Dohoda tato podstatně rozšířená má zvláštní význam pro Těšínko: po stránce hospodářské tak politické, neboť sociální demokraté a agráři jsou tu jediné dvě čs. strany, které po stránce hospodářské, sociální a osvětové skýlají polské menšině pevný podklad k součinnosti v rámci republiky.

Masowe redukcje robotników-polaków na Śląsku czeskim

MOR. OSTRAWA, 5.4. — Ze wszystkich stron kraju nadchodzą wiadomości o wydalaniu z pracy robotników polskich. Od paru miesięcy czeka na załatwienie sprawa odwołania, wniesionego przez 98 robotników obywateli polskich do min. opieki społecznej w Pradze. Robotnikom tym, zatrudnionym w hutach Trzynieckich w fabryce Piotrowickiej i w drukarni czesko-cieszyńskiej, odmówiono udzielenia zezwolenia na wykonywanie pracy w Czechosłowacji. Z szybu Anzelm w Pietrzykowicach koło Ostrawy zwolniono 7 górników obywateli polskich. Huty Witkowickie zmuszone były zwolnić trzech robotników, którym odmówiono zezwolenia na wykonywanie pracy, a w fabryce Gruszeckiej wypowiedziano pracę 9 obywatelom polskim, z których 3 zwolniono z dn. 1 b. m. Na szybie Hohenegger w Karwinie, który jest własnością towarzystwa górniczo-hutniczego, zwolniono w tych dniach 18 górników, wyłącznie narodowości polskiej. (PAT)

WYDALANIE POLAKÓW

KATOWICE, 5.4. (tel. wł.) — Władze czeskie wydalili w tych dniach z Czechosłowacji obywatelkę polską Józefę Urzędowską. Wydalenie nastąpiło bez jakichkolwiek powodów. Urzędowska odstawiona została przez policję czeską do Zebrzydowic bez dokumentów. Jest to drugi w tych dniach wypadek wysiedlenia obywatela polskiego. Wczoraj do granicy polskiej policja czeska odstawiła 60-letniego obywatela polskiego, Moskałę ze wsi Brennej. Wysiedlenia te budzą wśród ludności polskiej na Śląsku Cieszyńskim powszechne oburzenie. (K.)

URLOP ZA UNIEWINNIE

MOR. OSTRAWA, 5.4. — Dziennik „Duch Czasu” donosi, że nadradca sądowy w Morawskiej Ostrawie Franciszek Streiter, który przewodniczył w procesie prof. Kulisiewicza i literata Kaszyckiego, otrzymał z polecenia lekarzy urlop zdrowotny. Pismo dodaje, że urlop ten potrwa co najmniej pół roku. (PAT)

PROCESY PRZECIW POLAKOM

MOR. OSTRAWA, 5.4. — Przed sądem okręgowym odbyła się dziś rozprawa przeciw polakowi obywatelowi czeskiemu Karolowi Wdówe, pomocnikowi handlowemu z Cerlicka Dolnego, który znajdował się od 4 tygodni w więzieniu śledczym. Akt oskarżenia zarzuca Wdówe, że miał dopuścić się naruszenia ustawy o ochronie republiki.

Świadek oskarżenia Augustyn Buchta zeznał pod przysięgą, że oskarżony był w stanie nietrzeźwym i nie wypowiedział obraźliwych słów inkriminowanych mu przez akt oskarżenia. Drugi świadek oskarżenia stwierdził również, że oskarżony mówił w stanie nietrzeźwym. Prokurator zgłosił wniosek o odroczenie rozprawy, celem przesłuchania wachmistrza z Cerlicka Dolnego, który prowadził dochodzenia na miejscu, aby wyjaśnić niezgodność między zeznaniami pierwotnymi, a obecnymi, i żądał wytoczenia św. Buchcie śledztwa za krzywoprzysięstwo. Sąd uwzględnił ten wniosek, a św. Buchta nakazał aresztować. (PAT)

SZYKANY

MOR. OSTRAWA, 5.4. — Jedną z największych bolączek ludności polskiej w Czechosłowacji jest odmawianie przez władze czeskie nadawania obywatelstwa czeskiego polakom ze Śląska Cieszyńskiego, a mieszkającym nieraz od dziesiątków lat na terenie Śląska. Poseł Chobot, który interweniował w tej sprawie w min. spraw. wewn. w Pradze, otrzymał odpowiedź, że powodem odrzucenia podań obywateli polskich o nadanie obywatelstwa czeskiego są nadmierne stosunki polsko-czeskie. (PAT)

PROTEST ORGANIZACJI POLSKICH

CIESZYN, 5.4. — W Cieszynie odbyło się zebranie przedstawicieli polskich organizacji społecznych, politycznych i gospodarczych, na którym przeprowadzono szczegółową dyskusję w sprawie przeciwpolskiej kampanii w Czechosłowacji oraz uchwalono obszerną rezolucję.

Rezolucja stwierdza na wstępie, iż władze czeskie wykorzystują obchody 15-lecia najeźdu czeskiego na Śląsk Cieszyński, jako hasła do kampanii przeciw mniejszości polskiej w Czechosłowacji, która żyje od kilku tygodni pod terorem policyjnym i gospodarczym.

„Los polaków w Czechosłowacji — stwierdza rezolucja — żywo obchodzi cały naród polski, który gotów jest stanąć w ich obronie. Każdy zdaje sobie sprawę, iż dobre stosunki polityczne i gospodarcze między Polską i Czechosłowacją leżą w interesie obu państw słowiańskich. Stosunki polsko-czeskie nie mogą przejść jednak na tory współpracy i przyjaźni, dopóki nie nastąpi wzajemne szczerze i uczciwe pozanowanie praw obu narodów i donóki, w szczególności, nie nastąpi zmiana dotychczasowego stosunku władz czeskich do polskiej mniejszości. Jeżeli naród czeski życzy sobie pokojowego i przyjaznego współżycia z narodem polskim, muszą ustać na Śląsku czeskim wszelkie metody i tendencje czechizacyjne.

Przedstawiciele polskich organizacji, stwierdzając, iż terror czeski wobec ludności polskiej w Czechosłowacji stale się wzmacnia, a prowokacyjne aresztowania i masowe wysiedlenia polaków nie ustają — zwracają się do rządu polskiego z żądaniem podjęcia energicznych i zdecydowanych kroków u rządu czeskosłowackiego, celem wstrzymania represji i prowokacji wobec rodaków w Czechosłowacji oraz zapewnienia im elementarnych praw do życia społecznego, politycznego, gospodarczego i kulturalnego.

W dalszym ciągu rezolucji organizacje domagają się wydalania z granic państwa tyłu obywateli czeskosłowackich, i tu polaków wydalono z Czechosłowacji oraz stosowania tych samych metod i represji gospodarczych w stosunku do przedsiębiorstw czeskosłowackich, jakie stosuje Czechosłowacja wobec polaków. (PAT)

Duch Czasu 5/IV. 34

Polský sanační tisk, který se specialisoval v poslední době na šíření zpráv, jak zle se nakládá s polskou menšinou v ČSR, nelze ovšem přesvědčit sebezpresvědčivějšími doklady o tom, že se mýlí. Chce se mýlit za každou cenu a tady doklady o omylech neplatí. Ne k vůli polskému sanačnímu tisku, ale k informaci československé veřejnosti a také k informaci polské menšiny uvádíme zjištění, že na polských veřejných školách na Těšínsku jsou činní učitelé, kteří nejsou dosud československými státními příslušníky a nebo kterým čl. státní občanství bylo přiznáno teprve nedávno. Tak je tomu v Karvině, Německé Lutyni a jinde. V Polsku by ovšem u národnostních menšin něco takového možno nebylo. Neříkáme to proto, že kritisovali bychom tím benevolentní postup našich školských úřadů, nýbrž proto, aby bylo zřejmo, že zprávy polského sanačního tisku o odstrkování Poláků na poli školském v ČSR jsou šovinistickými smyšlenkami.

Polska Zachodnia W obronie

Na zebraniu przedstawicieli polskich organizacji społecznych, politycznych i gospodarczych odbytem kilka dni temu w Cieszynie uchwalono następujące rezolucje:

I. Zebrani przedstawiciele polskich organizacji społecznych, politycznych i gospodarczych stwierdzają, iż obchody 15-lecia najeźdu czeskiego na Śląsk Cieszyński i powrotu wojsk polskich do Cieszyna, urządzane w Cieszynie, Skoczowie i Małych Kończycach, wykorzystane zostały bezpodstawnie przez władze czeskie przeciwko mniejszości polskiej w Czechosłowacji, która wskutek tego żyje tam od kilku tygodni pod strasliwym terorem policyjnym i gospodarczym, żywo przypominającym czasy plebiscytowe i pierwszej czeskiej okupacji. Stan ten nie może być dla nas, Polaków obojętny.

Los Polaków w Czechosłowacji żywo obchodzi cały naród polski, który też w każdej chwili gotów jest stanąć w ich obronie, choć każdy zdaje sobie dobrze sprawę, iż dobre stosunki polityczne i gospodarcze między Polską i Czechosłowacją leżą w interesie obu państw słowiańskich.

II. Stosunki polsko-czeskie nie mogą przejść na tory współpracy i przyjaźni, dopóki nie nastąpi wzajemne, szczerze i uczciwe pozanowanie praw obu narodów dopóki w szczególności nie nastąpi zmiana dotychczasowego stosunku władz czeskich do polskiej mniejszości, stosunku, który obraża i obraża godność i honor każdego uczciwego Polaka.

O ile naród czeski życzy sobie pokojowego i przyjaznego jakby należało współżycia z narodem polskim, muszą na Śląsku w Czechosłowacji ustać wszelkie metody i tendencje czechizacyjne, a zwłaszcza:

a) rugowanie Polaków ze wszystkich urzędów i instytucji państwowych, jak: administracji ogólnej, sądownictwa, administracji kolejowej, pocztowej, drogowej, szkolnej i szkolnej;

b) wyłączne używanie w praktyce języka czeskiego oraz napisów i druków czeskich w urzędach;

c) rugowanie pod naciskiem władz i szowinistycznych organizacji czeskich górników i robotników z pracy tylko dlatego, że przyznają się do polskości;

d) wydawanie czechizacyjnych pism w języku polskim;

Piekło udreczeń rodaków naszych za Olzą

Morawska Ostrawa. Prasa polska na Śląsku czeskim donosi o przygotowywanych w całym zagłębiu karwińskim nowych wydaleniach górników i robotników polskich.

Zastanawiającem jest, że prześladowania skierowane są wyłącznie przeciwko osobom narodowości polskiej.

Warunkiem utrzymania się przy pracy jest wstąpienie do polakożerczej instytucji czeskiej i przeniesienie dzieci do szkoły czeskiej. Potwierdzają ten fakt dziesiątki przykładów.

Czeski inż. Tichy w Łazach zapowiedział robotnikom, że przy pracy utrzymają się tylko ci, którzy swe dzieci posyłają do szkoły czeskiej. Inny urzędnik kopalniany w tej samej gminie Naliba użył wobec jednego z pracowników Polaków wysoce obraźliwych słów o narodowości polskiej. W górskich gminach otrzymują obecnie pracę w lasach państwowych tylko ci, którzy są członkami osławionej polakożerczej Matce „Prawda Ludu” opisując ten stan pisze z rozpaczą: „Jak długo jeszcze żyć będziemy w trwodze o kęs chleba na naszej bogatej, a tak wykorzystywanej ziemi śląskiej.

Nowiny Godzienne 7. IV. 34.

Dalsze zwolnienia Polaków

na terenie Czechosłowacji

Morawska Ostrawa, 5 kwietnia. Ze wszystkich stron kraju nadchodzą wiadomości o wydaleniu robotników polskich z pracy. Od paru miesięcy czeka na załatwienie sprawa odwołania, wniesionego przez 98 robotników, obywateli polskich, do ministerstwa opieki społecznej w Pradze. Robotnikom tym, zatrudnionym w hutach trzynieckich, fabryce piotrowickiej i drukarni czesko-cieszyńskiej, odmówiono udzielenia zezwolenia na wy-

konywanie pracy w Czechosłowacji. Huty witkowskie zmuszone były zwolnić trzech robotników, którym odmówiono zezwolenia na wykonywanie pracy w Czechosłowacji, a w fabryce gruszewskiej wypowiedziano pracę 9-ciu obywatelom polskim, z których trzech zwolniono z dniem 1 bm. Na szybie, należącym do towarzystwa górniczo-hutniczego, zwolniono w tych dniach 18 górników, wyłącznie narodowości polskiej.

6. IV. 34

e Rodaków za Olzą

e) przydzielanie ziemi z parcelacji wyłącznie zamieszkowcom Czechom;

f) obsadzanie wszystkich stanowisk na Śląsku najbardziej wrogo usposobionymi do Polaków Czechami;

g) stosowanie w praktyce podwójnej miary dla Czechów i Polaków przy wymierzaniu i egzekwowaniu podatków;

h) zabieranie dzieci polskich do szkół czeskich pod presją gospodarczą wobec rodziców, oraz prowokacyjnego budowania szkół czeskich nawet w czysto polskich miejscowościach;

i) obsadzanie stanowisk nauczycielskich przy publicznych szkołach powszechnych Niemcami;

j) wbrew prawu o powszechnym obowiązku nauczania obarczanie ludności polskiej ciężarem utrzymywania szkół polskich;

k) obsadzanie polskich parafii duchownymi narodowości czeskiej i rugowanie języka polskiego także z kościoła;

l) rozwiązywanie zarządów gminnych tylko dlatego, że mają polską większość;

m) fałszowanie statystyk urzędowych i terroryzowanie ludności polskiej przy wpi-

sach;

n) aresztowanie Polaków z błahych powodów, opartych na doniesieniach prowokatorów;

o) bezkarne obrażanie uczuć narodowych Polaków przez miejscowych szowinistów czeskich itd.

III. Wobec nieustającego i stale wzmagającego się wobec ludności polskiej w Czechosłowacji terroru i wobec prowokacyjnego aresztowania przez władze czeskie obywateli polskich oraz masowego wysiedlania tychże mimo, iż zamieszkiwali po czeskiej stronie granicy jeszcze przed jej ustanowieniem — podpisane organizacje zwracają się do Rządu Rzeczypospolitej ze stanowczym żądaniem podjęcia energicznych i zdecydowanych kroków u rządu czeskosłowackiego celem wstrzymania wspomnianych represyj i prowokacji w stosunku do naszych rodaków w Czechosłowacji oraz zapewnienia im elementarnych praw do społeczno-politycznego, gospodarczego i kulturalnego życia.

IV. Podpisane organizacje stwierdzają, iż obchód 15-lecia najazdu czeskiego, urządzony w wolnej części Śląska Cieszyńskiego, poprzedzony został obchodem ku

czci poległych w walce o zabór Ziemi Śląskiej legionarzy czeskich w Orłowej, w którym wzięli oficjalny udział przedstawiciele armii czeskiej i do którego także wciągnięto dzieci polskie.

V. Zebrani stwierdzają, iż przemówienie p. burmistrza dr. Władysława Michejdy, wygłoszone na manifestacji w Cieszynie, dnia 25 lutego br. zostało tendencyjnie i złośliwie przekreślone przez prasę czeską. Dr. Michejda nie obraził bowiem w swym przemówieniu prezydenta Masaryka a tylko cytował jego własne słowa, ani też nie mówił o 100-miljonowym narodzie. Zebrani oświadczają, iż całkowicie solidaryzują się z przemówieniem p. burmistrza dr. Michejdy, któremu także wyrażają uznanie za jego obywatelskie stanowisko.

VI. Podpisani przedstawiciele organizacji przesyłają w imieniu społeczeństwa miejscowego Rodakom za Olzą braterskie pozdrowienia i szczerze zapewnienia o współczuciu i bólu całego Narodu z powodu ich losu, oraz składają ich walce o swe prawa narodowe, gospodarcze i kulturalne gorącą cześć i uznanie.

Kurjer Poranny 7. IV. 34

NA ŚLĄSKU CIESZYŃSKIM

MASOWE ZWALNIANIE POLAKÓW Z PRACY

MORAWSKA OSTRAWA, 6.4 (PAT). — Ze wszystkich stron kraju nadchodzą wiadomości o wydaleniu robotników polskich z pracy.

Od paru miesięcy czeka na załatwienie sprawa odwołania, wniesionego przez 98-miu robotników obywateli polskich do min. opieki społecznej w Pradze.

Robotnikom tym, zatrudnionym w hutach Trzynieckich w fabryce piotrowickiej i w drukarni czesko-cieszyńskiej, odmówiono udzielenia zezwolenia na wykonywanie pracy w Czechosłowacji.

Z szybu Anzeim w Pietrzykowicach koło Ostrawy zwolniono 7 górników obywateli polskich. Huty Witkowskie zmuszone były zwolnić trzech robotników, którym odmówiono zezwolenia na wykonywanie pracy, a w fabryce Gruszewskiej wypowiedziano pracę 9 obywatelom polskim, z których 3-ch zwolniono z dniem 1 b. m. na szybie Hohenegger w Karwinie, który jest własnością towarzystwa górniczo-hutniczego, zwolniono w tych dniach 18-tu górników, wyłącznie narodowości polskiej.

174
IRAMY.

„Cały naród polski stanie w obronie rodaków z Olzy”.

Energicznej akcji rządu polskiego dla ukrócenia teroru i prowokacji czeskich domaga się społeczeństwo Śląska Cieszyńskiego.

Cieszyn, 5 kwietnia. (PAT). W Cieszynie odbyło się zebranie przedstawicieli polskich organizacji społecznych, politycznych i gospodarczych, na którym przeprowadzono szczegółową dyskusję w sprawie przeciw-polskiej kampanii w Czechosłowacji oraz uchwalono obszerną rezolucję.

Rezolucja stwierdza na wstępie, iż władze czeskie wykorzystywały bezpodstawnie obchody 15-lecia najazdu czeskiego na Śląsk Cieszyński, jako hasło do kampanii przeciwko mniejszości polskiej w Czechosłowacji, która żyje od kilku tygodni pod strasliwym terorem policyjnym i gospodarczym.

Los Polaków w Czechosłowacji — stwierdza rezolucja — żywo obchodzi cały naród polski, który gotów jest stanąć w ich obronie.

Każdy zdaje sobie sprawę, iż dobre stosunki polityczne i gospodarcze między Polską a Czechosłowacją leżą w interesie obu państw słowiańskich. Stosunki polsko-czeskie nie mogą jednak przejść na tor współpracy i przyjaźni dopóki nie nastąpi wzajemne, szczerze i uczciwe poszanowanie praw obu narodów i dopóki w szczególności nie nastąpi zmiana dotychczasowego stosunku władz czeskich do polskiej mniejszości.

Jeżeli naród czeski życzy sobie pokojowego i przyjaznego współżycia z narodem polskim — muszą ustać na Śląsku czeskimi wszelkie metody i tendencje czechizacyjne.

Rezolucja wylicza w dalszym ciągu żądania mniejszości polskiej w Czechosłowacji. Przedstawiciele polskich organizacji, stwierdzając, iż terór czeski wobec ludności polskiej stale się wzmacnia, a prowokacyjne aresztowania i masowe wysiedlanie Polaków nie ustają — zwracają się do rządu polskiego ze stanowczym żądaniem podjęcia energicznych i zdecydowanych kroków u rządu Czechosłowacji, celem wstrzymania represyj i prowokacji w stosunku do ich rodaków w Czechosłowacji oraz zapewnienia im elementarnych praw do życia społecznego, politycznego, gospodarczego i kulturalnego.

W dalszym ciągu rezolucja otwarcie domaga się od rządu polskiego wydalania z granic Polski tylu obywateli czechosłowackich, ilu Polaków w wydano z Czechosłowacji oraz stosowania tych samych metod i represyj gospodarczych w stosunku do przedsiębiorstw czechosłowackich w kraju, jakie stosuje Czechosłowacja wobec tamtejszych Polaków.

Rezolucja przypomina, że do udziału w obchodzie żałobnym w Orlowej wciągnięto podstępem dzieci polskie, mimo, że obchód był urządzany dla uczczenia pamięci żołnierzy czeskich, zabitych w walce z Polakami.

Rezolucja kończy się przesłaniem w imieniu społeczeństwa miejscowego rodakom za Olzą braterskiego pozdrowienia i zapewnienia o współczuciu i bólu całego narodu polskiego z powodu ich losu.

Urlop zdrowotny przewodniczącego sądu nad Kaszyckim.

Morawska Ostrawa, 5 kwietnia (PAT). Tutejszy „Duch Czasu” donosi, że nadradca sądu w Morawskiej Ostrawie, Fr. Streitberg, który przewodniczył w procesie przeciwko prof. Kulisiewiczowi oraz literatowi Kaszyckiemu i wydał — jak wiadomo — wyroki uniewinniające obu Polaków, odchodzi nagle, z polecenia lekarzy, na urlop zdrowotny.

Pismo dodaje, że urlop ten potrwa co najmniej pół roku.

Nowy proces polityczny w Morawskiej Ostrawie.

Morawska Ostrawa, 5 kwietnia (PAT). przed tutejszym sądem okręgowym odbyła

się w czwartek rozprawa przeciwko Polakowi, obywatelowi czeskiemu, Karolowi Wdówe, pomocnikowi handlowemu z Cierlicka Dolnego, który znajdował się od 4-tych tygodni w więzieniu śledczym.

Akt oskarżenia zarzuca Wdówe, że miał w gospodzie w Dolnym Cierlicku dopuścić się naruszenia przepisów ustawy o ochronie Republiki.

Świadek oskarżenia, Augustyn Buchta, introligator z Czeskiego Cieszyna zeznał pod przysięgą, że oskarżony był w stanie nietrzeźwym i że nie wypowiedział szeregu obraźliwych słów pod adresem narodu czeskiego, zawartych w oskarżeniu. Mimo, iż prokuratorowi w sposób widoczny zależało na tem, aby świadek powtórzył dane, zawarte w akcie oskarżenia, obstał on przy swych twierdzeniach.

Drugi świadek oskarżenia stwierdził również, że oskarżony mówił w stanie nietrzeźwym.

Wówczas prokurator zgłosił wniosek o odroczenie rozprawy, celem przesłuchania wachmistrza z Cierlicka Dolnego, który prowadził dochodzenia na miejscu, aby wyjaśnić niezgodności między zeznaniami pierwotnymi a obecnymi, żądając równocześnie wytoczenia przeciwko św. Buchcie śledztwa o krzywoprzysięstwo.

Obrona wniosła o dopuszczenie dalszych świadków.

Sąd uwzględnił wnioski, wobec czego rozprawa została odroczone, a świadek Buchta, z woli sędziego śledczego, powiększył szereg więźniów polskich przy sądzie okręgowym w Morawskiej Ostrawie, gdzie trzymani są — jak wiadomo — w dalszym ciągu Wdówka, Szusiek i Duda.

Dlaczego Polakom nie nadaje się

Kurier Poranny 7. IV. 34

„URLOP“ SĘDZIEGO, KTÓRY UNIEWINIŁ POLAKÓW

MORAWSKA OSTRAWA, 6.4. — (PAT). — Tutejszy „Duch Czasu” donosi, że nadradca sądowy w Morawskiej Ostrawie, Franciszek Streitberg, który przewodniczył w procesie przeciwko prof. Kulisiewiczowi oraz

literatowi Kaszyckiemu i wydał, jak wiadomo, wyroki uniewinniające obu Polaków, odchodzi nagle z polecenia lekarzy na urlop zdrowotny.

Pismo dodaje, że urlop ten potrwa co najmniej pół roku.

WŁADZE ARESZTUJĄ ŚWIADKA-POLAKA NA ROZPRAWIE PRZECIW WDÓWCE

MOR. OSTRAWA, 6.4. — PAT. — Przed sądem okręgowym odbyła się dzisiaj rozprawa przeciwko Polakowi, obywatelowi czeskiemu, Karolowi Wdówe, pomocnikowi handlowemu z Cierlicka Dolnego, który znajdował się od 4-tych tygodni w więzieniu śledczym. Akt oskarżenia zarzuca Wdówe, że w gospodzie w Dolnym Cierlicku miał dopuścić się naruszenia przepisów ustawy o ochronie republiki.

Świadek oskarżenia Augustyn Buchta, introligator z Czeskiego Cieszyna, zeznał pod przysięgą, że oskarżony był w stanie nietrzeźwym i nie wypowiedział szeregu obraźliwych słów pod adresem narodu czeskiego, co inkryminuje mu akt oskarżenia. Mimo, że nadprokuratorowi w sposób widoczny zależało na tem, aby świadek powtórzył dane, zawarte w akcie oskar-

żenia, Buchta obstał przy swoich twierdzeniach.

Drugi świadek oskarżenia stwierdził również, że oskarżony mówił w stanie nietrzeźwym. Wówczas prokurator zgłosił wniosek o odroczenie rozprawy, celem przesłuchania wachmistrza z Cierlicka Dolnego, który prowadził dochodzenie na miejscu, aby wyjaśnić niezgodność między zeznaniami pierwotnymi, a obecnymi, żądając równocześnie wytoczenia przeciwko świadkowi Buchcie śledztwa za krzywoprzysięstwo. Obrona wniosła o dopuszczenie dalszych świadków.

Sąd uwzględnił wniosek o odroczenie rozprawy, a św. Buchta z nakazu sędziego śledczego powiększył szereg więźniów polskich przy sądzie okręgowym w Morawskiej Ostrawie, gdzie trzymani są, jak wiadomo, w dalszym ciągu Wdówka, Szusiek i Duda.

obywatelstwa czeskiego?

Morawska Ostrawa, 5 kwietnia (PAT). Jedną z największych bolączek Polaków w Czechosłowacji jest odmawianie przez władze czeskie nadawania obywatelstwa czeskiego Polakom, przynależnym do polskiej części Śląska Cieszyńskiego, mieszkającym nieraz od dziesiątków lat na terenie Śląska czeskiego.

Posel Chobot, który interwenjował w tej sprawie w ministerstwie spraw wewnętrznych w Pradze, otrzymał odpowiedź, że powodem odrzucenia podań obywateli polskich o nadanie obywatelstwa czeskiego jest obecne napięcie w stosunkach czesko-polskich.

Masowe pozbawianie Polaków pracy.

Morawska Ostrawa, 5 kwietnia (PAT). Ze wszystkich stron kraju nadchodzą wiadomości o wydalaniu robotników polskich z pracy.

Od paru miesięcy czeka na załatwienie sprawy odwołania ministerstwa opieki społecznej w Pradze 98 robotników — obywateli polskich, zatrudnionych w hutach trynieckich, w fabryce piotrowskiej i drukarni czesko-cieszyńskiej, którym odmówiono udzielenia zezwolenia na wykonywanie pracy w Czechosłowacji.

Z Szybu Anzelm w Pietrzykowiech koło Ostrawy zwolniono 7 górników — obywateli polskich, huty witkowskie zmuszone były zwolnić 3 robotników którym odmówiono zezwolenia na wykonywanie pracy, a w fabryce gruszewskiej wypowiedziano pracę 9 obywatelom polskim, z których trzech zwolniono z dniem 1 bm.

Na szybie Hohenegger w Karwinie, który jest własnością Towarzystwa Górniczo-Hutniczego, zwolniono w tych dniach 18 górników wyłącznie narodowości polskiej.

Czesi pozbawiają Polaków pracy

Morawska Ostrawa. — Ze wszystkich stron kraju nadchodzą wiadomości o wydalaniu robotników polskich z pracy.

Od paru miesięcy czeka na załatwienie sprawa odwołania wniesionego przez 98 robotników, obywateli polskich do ministerstwa opieki społecznej w Pradze. Robotnikom tym, zatrudnionym w hutach trzynieckich, fabryce piotrowickiej i drukarni czesko-cieszyńskiej odmówiono udzielania zezwolenia na wykonywanie pracy w Czechosłowacji.

Z szybu Anzelm w Pietrzykowicach koło Ostrawy zwolniono 7 górników, obywateli polskich. Huty witkowickie zmuszone były zwolnić trzech robotników, którym odmówiono zezwolenia na wykonywanie pracy w Czechosłowacji, a w fabryce gruszkowskiej wypowiedziano pracę 9-ciu obywatelom polskim, z których 3 zwolniono z dniem 1 bm.

Na szybie należącym do towarzystwa górniczo-hutniczego zwolniono w tych dniach 18 górników, wyłącznie narodowości polskiej.

Morawska Ostrawa. Tut. „Duch Cza-su“ donosi, że nadradca sądowy w Morawskiej Ostrawie Franciszek Streiter, który przewodniczył w procesie przeciwko prof. Kulisiewiczowi oraz literatowi Kaszyckiemu i wydał jak wiadomo wyroki uniewinniające obu Polaków, odchodzi z polecenia lekarza na urlop zdrowotny. Pismo dodaje, że urlop ten potrwa najmniej pół roku.

Morawska Ostrawa. Jedną z największych bolączek ludności polskiej w Czechosłowacji jest odmawianie przez władze czeskie nadawania obywatelstwa czechosłowackiego Polakom, przynależnym do Śląska Cieszyńskiego a mieszkającym nieraz od szeregu lat na terenie Śląska Czeskiego. Poseł Chobot, który interwenjował w ministerstwie spraw wewnętrznych w Pradze, otrzymał odpowiedź, że jedynym powodem odmownego załatwiania podań o nadanie obywatelstwa czechosłowackiego jest obecne napięcie stosunków polsko-czeskich.

Rozprawa przeciw Polakowi.

Morawska Ostrawa. Przed tutejszym sądem okręgowym odbyła się wczoraj rozprawa przeciwko Polakowi, obywatelowi czeskiemu, Karolowi Wdówce, pomocnikowi handlowemu z Cierlicka Dolnego, który znajduje się od 4 tygodni w więzieniu śledczym.

Akt oskarżenia zarzuca Wdówce, że w gospodzie w Dolnem Cierlicku miał dopuścić się naruszenia przepisów ustawy o ochronie republiki. Świadek oskarżenia Augustyn Buchta, introligator z Czeskiego

Cieszyna, zeznał pod przysięgą, że oskarżony był w stanie nietrzeźwym i nie wypowiedział szeregu obraźliwych słów pod adresem narodu czeskiego inkryminowanych mu aktem oskarżenia. Mimo, iż prokuratorowi w sposób widoczny zależało na tem, aby świadek potwierdził dane zawarte w akcie oskarżenia, Buchta obstawał przy swoich twierdzeniach.

Drugi świadek oskarżenia stwierdził również, iż oskarżony mówił w stanie nietrzeźwym. Wówczas prokurator zgłosił wniosek o odroczenie rozprawy celem

przesłuchania wachmistrza żandarmerji, który przeprowadzał dochodzenia na miejscu dla wyjaśnienia niezgodności między zeznaniami poprzednemi, a obecnemi, żądając jednocześnie pociągnięcia Buchty do odpowiedzialności za krzywoprzysięstwo.

Sąd przychylił się do wniosku i odroczył rozprawę, a świadek Buchta z nakazu sędziego śledczego powiększył szereg więźniów polskich przy sądzie okręgowym w Morawskiej Ostrawie, gdzie trzymani są jak wiadomo w dalszym ciągu Wdówka, Szusćnik i Duda.

Kurier Poranny 7. IV. 34

WŁADZE ODMAWIAJĄ POLAKOM OBYWATELSTWA

MORAWSKA OSTRAWA, 6.4 — (PAT). — Jedną z największych bolączek ludności polskiej w Czechosłowacji jest odmawianie przez władze czeskie nadawania obywatelstwa czeskiego Polakom, przynależnym do polskiej części Śląska cieszyńskiego. a mieszkającej nieraz od dziesiątków

lat na terenie Śląska czeskiego Poseł Chobot, który interwenjował w tej sprawie w min. spraw wewn. w Pradze otrzymał odpowiedź, że powodem odrzucenia podań obywateli polskich o nadanie obywatelstwa czeskiego jest obecne napięcie w stosunkach polsko - czeskich.

ORGANIZACJE POLSKIE WOBEC TERRORU ANTYPOLSKIEGO NA ŚLĄSKU CIESZYŃSKIM

CIESZYN, 6.4 (PAT). — W Cieszynie odbyło się zebranie przedstawicieli polskich organizacji społecznych, politycznych i gospodarczych, na którym przeprowadzono szczegółową dyskusję w sprawie antypolskiej kampanji w Czechosłowacji oraz uchwalono obszerną rezolucję.

Rezolucja stwierdza na wstępie, iż władze czeskie wykorzystwały bezpodstawnie obchody 15-lecia najazdu czeskiego na Śląsk Cieszyński, jako hasło do kampanji przeciw mniejszości polskiej w Czechosłowacji, która żyje od kilku tygodni pod strasliwym terrorem policyjnym i gospodarczym.

„Los polaków w Czechosłowacji — stwierdza rezolucja — żywo obchodzi cały naród polski, który gotów jest stanąć w ich obronie. Każdy zdaje sobie sprawę, iż dobre stosunki polityczne i gospodarcze między Polską a Czechosłowacją leżą w interesie obu państw słowiańskich. Stosunki polsko - czeskie nie mogą przejść jednak na tory współpracy i przyjaźni, dopóki nie nastąpi wzajemne szczerze i uczciwe poszanowanie praw obu narodów i dopóki, w szczególności, nie nastąpi zmiana dotychczasowego stosunku władz czeskich do polskiej mniejszości. Jeżeli naród czeski życzy sobie pokojowego i przyjaznego współżycia z narodem polskim, muszą ustać na Śląsku czeskim wszelkie metody i tendencje czehizacyjne.

Rezolucja wylicza w dalszym ciągu żądania mniejszości polskiej w Czechosłowacji.

Przedstawiciele polskich organizacji, stwierdziwszy, iż terror czeski wobec ludności polskiej w Czechosłowacji stale się wzmacnia, a prowokacyjne aresztowania i masowe wysiedlania Polaków nie ustają — zwracają się do rządu polskiego ze stanowczym żądaniem podjęcia energicznych i zdecydowanych kroków u rządu czechosłowackiego, celem wstrzymania represyj i prowokacyj w stosunku do ich rodaków w Czechosłowacji oraz zapewnienia elementarnych praw do życia społeczno - politycznego, gospodarczego i kulturalnego.

W dalszym ciągu rezolucji organizacje domagają się od rządu polskiego wydalenia z granic państwa tylu obywateli czechosłowackich, ilu Polaków wydano z Czechosłowacji oraz stosowania tych samych metod i represyj gospodarczych w stosunku do przedsiębiorstw czechosłowackich w kraju, jakie stosuje Czechosłowacja wobec tamtejszych Polaków.

Rezolucja przynomina, że do udziału w obchodzie żałobnym w Orlowej, włącznieto podstępem dzieci polskie mimo, że obchód był urządzony dla uczczenia pamięci żołnierzy czeskich zabitych w walce z Polakami

Rezolucja kończy się przesłaniem w imieniu społeczeństwa miejscowego rodakom za Olzą braterskiego pozdrowienia i zapewnienia o współczuciu i bólu całego narodu polskiego spowodu ich losu.

Poludni Ostravský Deník
7. IV. 34

Poslanec dr. Buzek vystoupil z Česko-polského klubu v M. Ostravě

vk. — Oznámili jsme již, že z Česko-polského klubu demonstrativně vystoupili před krátkým časem všichni zaměstnanci polského konsulátu v Mor. Ostravě a několik Poláků. Nyní se dovídáme, že v těchto dnech vystoupil z Česko-polského klubu poslanec dr. Buzek, vůdce polských evangeliků na Těšínsku. Česko-polský klub v Mor. Ostravě, jehož výborová schůze dosadila čtyřčlenný smíšený výbor, svolává nyní valnou schůzi, na které bude jednáno o posledních událostech.

Zgoda czesko-polska, lecz nie na naszym cmentarzysku.

Odpowiedź nowej Targowicy.

Ogromna większość narodu polskiego ujęła się za naszą krzywdą i murem stanęła po naszej stronie. Prasa w Polsce domaga się przyznania nam równouprawnienia. Organ rządowy „Gazeta Polska” w artykule „Przestroga”, nawiązując do niewłaściwego traktowania tuż żywołu polskiego, przypomina, że metody brutalności nigdy nie prowadzą do celu. Ludność polska na Śląsku Cieszyńskim wytrzymała długoletnie próby wynarodowienia za czasów austriackich i wynarodowić się nie dała. Oczywiście i teraz żadne pochody i awantury również jej nie wynarodowią. Natomiast jako reakcja na to co się dzieje, będzie musiała wzbudzić oburzenia i poczucia krzywdy, która w każdym razie nie wzmocni organizmu państwowego Czechosłowacji. Ludność polska na Śląsku czeskim nie spiskowała, ale pozostała polską. To był żew, za który ją prześladowali. Jesteśmy pewni, że metody, które zastosowano wobec ludności polskiej na Śląsku Cieszyńskim nie dadzą spodziewanych wyników jeżeli chodzi o polskość tej ludności. Natomiast będą „obciążały politycznie Republikę i będą ją osłabiały”. Gazeta ta przestrzega stanowczo, że wszelka „polityka niszczenia i prześladowania ludności polskiej na Śląsku czeskim” musi wywołać reakcję całego narodu polskiego.

To jest stanowisko godności i honoru narodowego. Niestety, znalazło się w Polsce kilka pism opozycyjnych, które w tę sprawę wprowadzają zgrzyty, niegodne imienia polskiego. Korfantowska „Polonia” ryzykuje twierdzenie, że w ostatnim czasie stosunki polsko-czeskie na Śląsku czeskim zaczęły się dobrze układać i że Czesi okazali skłonność na rzecz Polaków. Działacze polscy na Śląsku czeskim żalą się rzekomo na obecną nierozumną politykę polską, która wprost niszczy owoce dotychczasowych ich wysiłków. Jeszcze dalej idzie naród. demokrat. „Kurjer Warszawski”, w którym senator Koskowski pisze o antagonizmach, „które istnieją może na skrawkach ziemi polskiej i czechosłowackiej, ale które nic nie obchodzą całości narodu, które przeciwnie wydają się tej całości narodowej drobne, nieistotne, skazane na zapomnienie, godne ustąpienia lepszym uczuciom i mądrzejszym wyrachowaniom”.

Takie stanowisko należy z punktu widzenia interesów narodowych napiętnować i nazwać mianem Targowicy. Rodaków swoich, zwłaszcza tych, którzy wbrew swoim życzeniom znaleźli się poza granicami Rzeczypospolitej, naród polski nie może traktować ze stanowiska czysto arytmetycznego, a wynaradawianie i ucisk nawet najmniejszego odłamu polskiego powinno wywoływać należne echo w całym społeczeństwie polskim. Czyż mamy panom z obozu antyrządowego przypominać, czym dla narodu był i jest Śląsk Cieszyński, ile złożył ofiar na ołtarzu niepodległości, czyż należy dalej przypominać, że legioniści śląscy w czasie wojny światowej, że 10 pułk piechoty ziemi Cieszyńskiej, walczył pod Lwowem, na froncie ukraińskim i bolszewickim i swoją krwią ofiarną przełana wspólnie z żołnierzem polskim innych dzielnic na zawsze przypieczętował swoją łączność z resztą narodu i że robotnik, wyrzucany za swoją polskość z warsztatów pracy, że rolnik serdecznie przywiązany do ziemi ojców, nie chcą zrezygnować ze swojej narodowości dlatego, że

to ma być rzekomo „drobna sprawa, która nic nie obchodzi całości narodu”.

Nie panowie, jeżeli wy tak pojmujecie zbliżenie czesko-polskie, jeżeli wasze przekonania miałyby odpowiadać większości narodu, to musielibyśmy opuścić ręce i zrezygnować z walki w obronie naszego tu bytowania i dobrowolnie dać lby swoje na zagładę. Wierzmy jednak, że ogromna większość społeczeństwa polskiego jest odmiennego zdania, że nie uważa kwestii naszej za drobnostkę, którą trzeba poświęcić dla manieri czy gestu jakiegoś, lecz przeciwnie, równouprawnienie mniejszości polskiej w Czechosłowacji uważa za problem szczerości i wartości takiego zbliżenia ze strony Czechów. Wierzmy święcie w słowa Marszałka, który w r. 1919 oświadczył przedstawicielom ludności Cieszyńskiej, że naród polski nigdy o nas nie zapomni.

A więc nie tędy droga panowie! Jeżeli jednak istotnie jesteście za współpracą polsko-czeską, to dążcie do tego, aby współpracę taką realizowano w praktyce, nie słowami, ale czynami, aby przede wszystkim okazano nam taką chęć współpracy na tej ziemi, gdzie w twardym trudzie codziennego życia spotykają się Czesi i Polacy. Nie chcemy tu jakichś przywilejów, lecz żądamy jedynie pełnego prawa do życia. Nie chcemy nawet tego, co mają Czesi, chcemy tylko wykonania demokratycznych ustaw i przyznania nam tego, co posiada w Czechosłowacji mniejszość niemiecka. Jeżeli Niemcy mogą mieć w Republice własnych starostów, wysokich urzędników państwowych, samorządowych, sędziów, notariuszów, dziesiątki tysięcy kolejarzy, państwowe szkoły średnie, jeżeli przyznaje się im licencje gospodarcze, to dlaczego w okresie tak reklamowanego zbliżenia czesko-polskiego Polaków pousuwano z urzędów państwowych, z kolei i z innych warsztatów pracy, tak, że dziś nie posiadają ani jednego urzędnika wyższego, ani jednego notariusza, że jedynie w okolicach, zamieszkałych przez Polaków niewykonywane są w praktyce przepisy ustawodawstwa językowego, że nie posiadamy na swoim zagonie ani jednego kina polskiego, gdy instytucje polakożercze korzystają w gminach polskich z 20 licencji kinowych; dlaczego kraj, zamieszkały przez ludność polską, jest tym zakątkiem, w którym na papierze dokonano największych przesunień narodowościowych, wprost nieprawdopodobnych w XX wieku; dlaczego przy reformie rolnej nie uwzględniono żywołu polskiego; dlaczego robotnika polskiego ruguje się z kopalni i hut, których bogactwo i wielkość budował swoim trudem, potem i ciężką krwią; dlaczego w szkołach polskich pod naciskiem wrogich nam czynników ubyło przeszło 10 tysięcy dzieci; dlaczego przeszło 20 tysięcy ludności polskiej musiało opuścić ojczyste strony; dlaczego odbiera się nam jedną polską parafję za drugą i t. d., i t. d.?

Na to pytanie oczekujemy odpowiedzi od tych wszystkich, którzy na cmentarzysku ludu polskiego w Czechosłowacji chcieliby budować braterstwo czesko-polskie.

Duch Casu 7. IV. 34

Posl. Buzek z Českopolského klubu. Jak se dovídám, vystoupil polský poslanec dr. Buzek z Českopolského klubu. Již před tím vystoupili z něho všichni zaměstnanci polského konsulátu v Mor. Ostravě. Posl. Buzek, jak je všeobecně známo, zaměstnancem polského konsulátu není a prozatím nevím, proč se k vystoupení z Českopolského klubu rozhodl.

Bras 7/IV. 34

Nowa fala represyj wobec Polaków w Czechach.

Morawska Ostrawa 6 kwietnia.

(PAT) Prasa polska donosi o przygotowywanych w całym Zagłębiu Karwińskim nowych wydaleniach górników i robotników polskich. Restrykcjami dotknięci są wyłącznie ludzie narodowości polskiej. Warunkiem utrzymania się przy pracy jest wstąpienie do polakożerczych instytucyj czeskich i przeniesienie dzieci do szkół czeskich. Potwierdzają ten fakt dziesiątki przykładów nietylko wśród robotników, ale i sportowców polskich. Ostatnio przypomniał go m. in. czeski inżynier Cichy w Łazach robotnikom, zapowiadając, że przy pracy utrzymają się tylko ci, którzy swe dzieci posyłają do szkół czeskich. Inny urzędnik kopalni w tej gminie, niejaki Neliba, użył wobec jednego z pracowników-Polaków wysoce obraźliwych słów o narodowości polskiej. W górskich gminach otrzymują pracę obecnie w lasach państwowych tylko ci, którzy są członkami osławionej polakożerczej „Maticy“.

Prasa Ludu 29. III. 34

Interpelacja

w sprawie aresztowań i wypowiedania Polaków.

Posłowie Śliwka Karol, Kliment i tow. w dniu 26 b. m. wnieśli do kompetentnych ministrów interpelację w sprawie aresztowania obywateli czesł. polskiej narodowości, Karola Szuścika z Mistrzowic, Karola Wdówki i Al. Dudy z Cierlicka i obywateli polskich, literata St. Kaszyckiego z Warszawy, profesora Fr. Kulisiewicza i studenta agron. Szprenzla z Cieszyna, którym zarzuca się uprawianie wrogiej dla ČSR. propagandy, jak również w sprawie wydalenia przed niedawnym czasem na podstawie reskr. urzędu krajowego w Bernie 72 robotników hut trzynieckich i 23 robotników piotrowickiej fabryki sodowej dlatego tylko, że są obywatelami Polski. Posłowie zapytują się odnośnych ministrów, co zamierzają uczynić, aby aresztowani byli wypuszczeni na wolność i aby wydaleny z granic państwa i z pracy byli napowrót przyjęci, pozwolenie na pobyt i zatrudnienie im było udzielone a strata na zarobku im była wynagrodzona.

Sześćdziesięcioletnie Urodziny pośła Dr. Jana Buzka.

We wtorek, 27 marca, obchodził p. poseł Dr. Jan Buzek 60-cioletnie urodziny. Z tej okazji składało mu nasze społeczeństwo polskie w Czechosłowacji serdeczne życzenia i wyraził czci jako jednemu ze swych wodzów i mężów czołowych a także nasze pismo i Stronnictwo bierze żywy udział w tej uroczystości.

Dr. Jan Buzek urodził się w Końskiej przy Trzyńcu. Dom jego rodzinny leży nad Olzą w bliskim sąsiedztwie domu rodzinnego ś. p. Jana Kubisza, który napisał naszą ulubioną piosnkę: „Płyniesz

Olzo po dolinie.“ Ojciec jego, Andrzej, był znany jako wzorowy i przedsiębiorczy rolnik. Podtrzymywał on ze swym starszym bratem, Jerzym, także rolnikiem w Końskiej od najdawniejszych czasów wraz z miejscowym nauczycielstwem ducha polskiego w gminie, tak, że Końska należała do najwcześniejszych uświadomionych narodowo gmin na Śląsku. Młody Janek wychowywał się tedy we właściwym otoczeniu wspólnie ze swym bratem bliźniaczem, Jerzym, obecnie dyrektorem hut w Węgierskiej Górze, któremu w dniu dzisiejszym ślemy również najserdeczniejsze gratulacje, i ze starszym o kilka miesięcy bratem stryjecznym, Józefem, przebywającym obecnie na emeryturze w Cieszynie, wice-ministrem i b. senatorem Rzeczypospolitej Polskiej. Łączyły bowiem domy obu braci Buzków w Końskiej zawsze najserdeczniejsze więzy.

Podczas lat gimnazjalnych znalazł się z natury rzeczy Janek wspólnie z obu innymi młodymi Buzkami w polskim tajnym związku młodzieży „Jedności“, jaki powstał niedawno przedtem przy niemieckim wtedy gimnazjum cieszyńskim; powstanie zaś i rozwój „Znicza“, pierwszego polskiego stowarzyszenia akademickiego na Śląsku, jest nierozdzielnie związane z imieniem trzech młodych niegdyś Buzków, jak i młodego wtedy Dra Władysława Michejdy, obecnego burmistrza Cieszyna.

Po ukończeniu studiów medycyny i otrzymaniu doktoratu przy Uniwersytecie Jagiellońskim w Krakowie i po dwuletniej praktyce osiadł Dr. Jan Buzek w r. 1903 jako lekarz w Dąbrowie i pozostał tam dotąd, poświęcając się obok pracy zawodowej gorliwie sprawom publicznym. Oddany całą duszą idei narodowej, popierał polskość zawsze i wszędzie. Przed wojną była Dąbrowa terenem nieustannych walk o większość w wydziale gminnym; Dr. Buzek przyczyniał się poważnie do tego, że Polacy zawsze tam zwyciężali. Zasiłał stale czasopisma polskie na Śląsku cennymi artykułami, popierał zawsze usilnie „Macierz Szkolną“, wygłaszał liczne odczyty; gdy chodziło o poparcie finansowe instytucyj polskich, przysyłał innym przykładem ofiarności. Tak w czasach przedwojennych jak i obecnie w Republice czesł. należał w naszym społeczeństwie do najlepszych, przodował cnotą obywatelską.

To też, kiedy w r. 1929 (przypadło naszemu Stronnictwu Ludowemu na podstawie umowy z innymi stronnictwami polskimi w Czechosłowacji wyznaczyć kandyda polskiego przy wyborach do Zgromadzenia Narodowego w Pradze, zaofiarowaliśmy tę godność naszemu Czcigodnemu Jubilatowi. Nie zawiódł zaś Czcigodny Solenizant zaufania. Z właściwą sobie sumiennością, gorliwością i umiejętnością oręduje on niestrudzenie we wszelkich naszych sprawach narodowych, kulturalnych, gospodarczych i reprezentuje jak najgodniej nasze stronnictwo jako prezes jego, i wogóle nasze społeczeństwo. Pracą i zasługą, rozumem, taktem i charakterem zyskuje Jubilat powszechne uznanie i cieszy się dużą, szczerą i serdeczną popularnością wśród najszerzych kół naszej ludności polskiej.

Jednoczymy też głos nasz w chórze licznych życzeń pod adresem Czcigodnego Jubilata. Niech Mu Bóg pozwoli jak najdłużej na czele naszego stronnictwa — które Go zamianowało swym Członkiem honorowym — służyć sprawie polskiej w Czechosłowacji i całemu naszemu społeczeństwu!

W sprawie zasadniczej.

1. Ostatnie wypadki.

Od dnia 25 lutego b. r. zaznacza się u niektórych ludzi naszego kraju dziwne podniecenie. Początek dała mu uroczystość urządzona przez stowarzyszenia i związki polskie w Cieszynie na cześć poległych w walkach czesko-polskich tuż po wojnie światowej i piętnastolecia podziału Śląska cieszyńskiego. Kto na tę rzecz patrzy spokojnie i przedmiotowo, ten nie może pojąć, dlaczego uroczystość ta podrażniła tak niezwykle Czechów, zamieszkających w naszym kraju. Wszak podobne uroczystości urządzało już i u nas, po czeskiej stronie przez czeskie czynniki, w Orłowej nad grobami poległych legionarzy czeskich przemawiano niejednokrotnie, a w Polsce te sprawy przechodziły bez oddźwięku. Do tego uroczystość w Cieszynie była pomyślana jako uroczystość cicha i niewielka. Odbić się miała w ramach nabożeństw kościelnych i zebrania w niezbyt wielkiej sali ratuszowej i dopiero tłumny napływ uczestników spowodował przeniesienie zebrania publicznego na cieszyński rynek. Najważniejszą częścią zebrania tego było przemówienie burmistrza cieszyńskiego Dr. Władysława Michejdy, człowieka znanego z poglądów umiarkowanych, wolnego od wszelkiego szowinizmu, przeciwnika wszelkich awanturniczych spektłów. Już jego imię i fakt, że burmistrz Dr. Władysław Michejda zna osobiście prezydenta Masaryka, gdyż zetknął się z nim w Kijowie w czasie wojennym, dawały rękojme tego, że zebranie publiczne zachowa cechy poważne i nie przybierze charakteru pustych, szowinistycznych i krzykliwych zebrań. Ze padną tam słowa ostre, że zaznaczy tam mówca stanowisko Polaków z prawego brzegu Olzy bez osłonek, z tem należało się liczyć i powinni się byli liczyć i nasi Czesi i ich prasa. Przecież zebrań takich nie urządza nikt w tym celu, by ukrywać swe myśli lub zatajać rzeczywistość. Gdy przy otwarciu wydziałówki czeskiej w jednej z naszych gmin przemawiał pewien poseł czeski, który częściej już zajmował się naszymi sprawami i poseł ten użył tej sposobności, by zwrócić swe słowa i na prawy brzeg Olzy i zapewnić, że tam żyją tysiące braci czeskich, o których społeczeństwo nie zapomni, których wyzwolenia naród czeski nie spuści z oka, to nikt tego zapewnienia po polskiej stronie nie brał zbyt tragicznie, traktowano to na zimno.

Tymczasem prasa czeska wnet po uroczystości zaczęła bić na alarm. Pisało o „prowokacjach polskocieszyńskich szowinistów“, stwierdzano, że „polští šovinisté urážejí pana presidenta“, przypomniano i teraz, że w drugiej połowie „Těšínska žije tisíce českých lidí“ (České Slovo, Nr. 57), z jednej strony zapewniano, że „na Těšínsku je dosud znám Dr. Michejda, který se polským nacionalistou stal teprve po převratu, předtím byl orientován, vice německý“, i starano się tym fałszem podać w wątpliwość charakter i przekonanie narodowe burmistrza cieszyńskiego, z drugiej strony nie umiano ukryć oburzenia i gniewu z powodu słów tegosamego człowieka. „Mor. Sl. Deník“, pismo które w sprawach polskich nie grzeszy zbytnią przychylnością dla nas w nrze. 61, puszcza się nawet na takie pytanie retoryczne: Chce

snad pan Dr. Michejda, aby mu polska armada přinesla české Těšínsko až po Ostravici darem k svátku?

Wobec takiego odgłosu byliśmy ciekawi, jak faktycznie wyglądała mowa Dr. Michejdy i przekonaliśmy się, że przy całym krytycznym stanowisku burmistrz cieszyński nie użył ani jednego obraźliwego słowa o prezydencie Masaryku, że mówiąc o nim użył słowa „Dostojny Prezydent“, że w swem przemówieniu ani jednej nie wypowiedział groźby, ani razu nie wspomniał „o polské armádě, která ma přinesti české Těšínsko až po Ostravici“, przeciwnie, że mowa jego odznaczała się wielkiem umiarkowaniem i zdążała tylko do tego, że w razie kontynuowania polityki wynaradawiającej przez Czechów, Polska powinna poddać rewizji swój stosunek do Republiki Czechosłowackiej. „Albo Czesi, mówił p. burmistrz, znajdą sami taki sposób uregulowania sprawy polskiej w swem państwie, który da się pogodzić z poczuciem naszej godności, dumy i odpowiedzialności narodowej, — albo nie będzie braterstwa ani przymierza.“ „Cała Polska powinna Czechom powiedzieć dobitnie: Wy teraz macie głos — inaczej na was spądnie odpowiedzialność za przyszłość.“ Czem zatem grozi Dr. Michejda narodowi czeskiemu? Tem, że nie będzie przymierza, przyczem ani nie mówi, czy Republika czechosłowacka naprawdę zabiega o takie przymierze i braterstwo? Kto mowę tę przeczyta i podda dokładnej analizie, musi przyjsć do przekonania, że prasa czeska porządnie przesadziła, walczy z straszakami, które stworzyła sobie sama.

Odpowiedzią na zebranie to był wiec czeski, urządzony w tydzień później w sali Strzelnicy w Cz. Cieszynie przez wszystkie związki czeskie. I znowu okazało się, że urządzający ten wiec widocznie ani nie zadali sobie trudu, by porządnie przeczytać mowę Dr. Michejdy, i że dzięki temu padały tu słowa, które brzmiały ostrzej niż teza Dr. Michejdy o „przymierzu i braterstwie“. Jakiś p. Sedlař żądał, aby „naše úřady vynutily v Polsku zadostiučinění za urážku, Žáci Komenského dovedou byti take bojovníky Žižkovými“, a pan Cepek, ten już nawet mówił o „puškách a kulometach: bude-li třeba bránit Těšínsko, ponese sokolstvo vedle praporu také pušky a kulomety“ („České Slovo“, Nr. 70). Faktycznie trzeba się pytać, poco to wszystko?

Jeżeli prasie czeskiej chodzi o „snahy, směřující k posílení československo-polského přátelství“ („Mor. Sl. Deník“, Nr. 61, art. wstępny), to powinna była do tego dojść innemi sposobami, a nie wyciąganiem wniosków z nieistniejących czy urojonych przesłanek. Na to, jakie powinna prasa czeska zająć stanowisko, wskazał na zebraniu polskich stronnictw w dniu 18 marca w Cz. Cieszynie w sposób pośredni poseł Dr. Buzek. My wiemy, a wiedzą to i Czesi, i boleją nad tem ci, którym wolność i przyszłość Republiki Czechosłowackiej jest drogą, że państwo nasze jest dziś odoosobnioné. Wprawdzie w ostatniem swoim exposé wygłoszonem w Komisji zagranicznej sejmu praskiego p. minister Dr. Beneš, mówił wiele o konieczności utrzymania samodzielności państwowej Austrii, ale p. minister jest zanadto mądrym człowiekiem, by sobie nie uświadamiał tego, iż słowa jego pewnego pięknego poranku, gdy Hitler zrewiduje swe stanowisko wobec Austrii, mogą mieć wartość pustej teorii. Wtedy, gdyby nasze państwo i z Polską stało na wspak, po-

zostanie mu tylko maleńki odcinek granicy z Rumunją, jako odcinek bezpieczny, poza tem na całej ołbrzymiej przestrzeni naszych granic otoczeni byłibyśmy wrogami. To przecież zmusza do zastanowienia, tem więcej, że dla Republiki Czechosłowackiej nic łatwiejszego, jak utrzymanie przymierza z Polską. Trzeba tylko trochę szczerości, trzeba poskromić zapędy niewyrosłych tu w kraju czeskich szowinistów, którzy nie bacząc na ogólne dobro państwa, drażnią niepotrzebnie niezabliżoną jeszcze ranę.

Bo przecież, jeśli Czesi nie zapominają o garstce emigrantów czeskich na Wołyniu i stale wysyłają tam działaczy, którzy w emigrantach tych mają odnowić zamierające, albo już nawet i zamarte poczucia narodowe, to czy mogą tego Czesi żądać, by o nas, Polakach na Śląsku cieszyńskim, którzy emigrantami nie jesteśmy, Polska miała zapomnieć. Co jednemu wolno, to drugiemu nie może być wzbronionem. Przy sposobności polemiki prasowej, wybuchłej z powodu uroczystości cieszyńskich, prasa czeska na nowo chce swe społeczeństwo przekonać, że nam nie dzieje się tu żadna krzywda, że mamy pełnię praw, jesteśmy zupełnie zadowoleni z tego, co nam Czesi dali i dają. Wystarczy tu jednak spojrzeć na nasze zdziśiatkowane szkolnictwo, wystarczy przejść przez osiedla przemysłowe naszego kraju, zaglądnać do biur i urzędów, by się przekonać, ile set a może tysięcy ludzi przybyło do nas z Czech, znalazło tu stanowiska urzędnicze, stanowiska mistrzów i sztygarów, gdy tymczasem nasza młodzież, znana z pracowitości nie może się doprosić kawałka chleba, dla niej zamknięte są urzędy, biura kopalni i hut, kolei i zgoła każde pole pracy. Czy myślą Czesi, że tego świat nie widzi, że tego nie widzą Polacy z za Olzy, wśród których ta młodzież ma swych braci i swe rodziny i którzy dlatego z nią współczują?

Przy zebraniu na Strzelnicy p. Klac z Cz. Cieszyna zapewniał uroczystie „nedame se strhnouti špatným příkladem v Polském Těšíně k snižování sousedního národa a státu...“ — a co robiła Obrona Śląska i co robi „Nasz Ślązak“ wydawany do tego w języku polskim?

Nie musi każdego Polaka czy z tej czy tamtej strony oburzać teoria czecha o popolszczonych Morawcach, którą nie-

którzy panowie chcieliby w zbrodniczy sposób zlekceważyć trudną i poważną kwestję narodowościową na Śląsku? Gdyby taksamo Polacy postępowali wobec Czechów wołyńskich, u których poczucie narodowościowe było kilka lat temu równem zeru, byłby naród czeski słusznie oburzony. Taksamo jednak musi być teorią tą dotknięty boleśnie każdy Polak, dotknięty tem boleśniej, że teoria ta podjęta jest od Niemców, którzy nie bacząc na swoje dżalekt, uważać nas chcieli też tylko za Wasserpolaków. Naród czeski czynił np. wiele dla resztki Słowian łużyckich, poddanych systematycznemu wynaradawianiu ze strony władz niemieckich, gdy jednak chodzi o nas Polaków śląskich, których przecież Republika przyjęła nie bez pewnych przyrzeczeń, to naród czeski, broniący gorliwie Słowian łużyckich, zapomina o szczytnych swych hasłach i chce w nas wmawiać, że my nie jesteśmy tem, czem się czujemy i czem faktycznie jesteśmy.

Rozumiemy dobrze Czechów, że im nie na rękę obecność p. Ungra w Cieszynie, ale czy takich „Ungrow“, w stosunku do Polski nie przygarnięto tu sporo?

My też jesteśmy tego zdania, że przyjazne współzycie obu państw sąsiadujących z sobą na przestrzeni kilkuset kilometrów mogło i mogłoby być możliwe, ale jeśli ono ma być trwałe, to społeczeństwo czeskie musiałoby poważnie wejść w siebie i poddać rewizji postępowanie tych czynników w naszym kraju, które chciałyby nas jako lud polski jak najrychlej skreślić z map etnograficznych i z życia. Mówią, że p. min. Beneš podczas jakiejś konferencji powojennej powiedział, że Republika Czechosłowacka powinna jaśnieć bogactwem jak Belgja i swobodą jak Szwajcarja. Niestety ani jedno, ani drugie dotychczas się nie stało, chociaż przynajmniej to drugie stać się mogło. Czy byłaby Republika poniosła jaką szkodę, gdyby nam dano zupełną swobodę i nie poddano eksperymentom wynaradawiającym? Gdyby szczerze i otwarcie pozostawiono nas gospodarzami na swej ziemi, dano tu naszej młodzieży chleb i naszemu robotnikowi chleb i pracę? Stałby się wtedy lud nasz mostem między oboma narodami, przymierze polsko-czeskie nie leżałoby w mglistej przyszłości, byłoby pewnie już faktem dokonanym. Niestety nie zrobiono tego, przymierza nie stworzono, a jak ostatnie zająścia wskazują, daleką jeszcze jest do niego droga.

Ilustrowany Kurjer Codzienny 9. IV. 34

Z ostatniej chwili.

Polsce należy się prymat w Słowiańszczyźnie.

„Temps“ o konflikcie polsko-czeskim

(Telefonem od naszego korespondenta).

Paryż, 7 kwietnia. (Lt) W obszernej korespondencji z Pragi „Le Temps“ omawia dziś sprawę stosunków polsko-czechosłowackich, dowodząc w konkluzji, że ostatni konflikt, wywołany pewnymi ekscesami ze strony czeskiej, zapowiada raczej zbliżenie między oboma narodami, niż dalszy rozdział.

Po wyliczeniu przyczyn rozbieżności polityki Polski i Czechosłowacji, zdaniem dziennika nieistotnych, autor artykułu wypowiada opinię, że Polska, potężniejsza od

Czechosłowacji i ciesząca się lepszą, niż kiedykolwiek pozycją międzynarodową, zamierza objąć pewnego rodzaju rolę kierowniczą wśród państw słowiańskich, należąca jej, odkąd Rosja odgraniczyła się komunizmem od Europy.

„Le Temps“ jest zdania, że Czechosłowacja, rezygnując z miłości własnej, gotowa jest uznać prymat Polski wśród państw słowiańskich, co powinno zacieśnić dobre stosunki sąsiedzkie między Warszawą a Pragę.

STANISŁAW KASZYCKI.

„Zakratami doszedł mnie twardy głos Rzeczypospolitej” ...

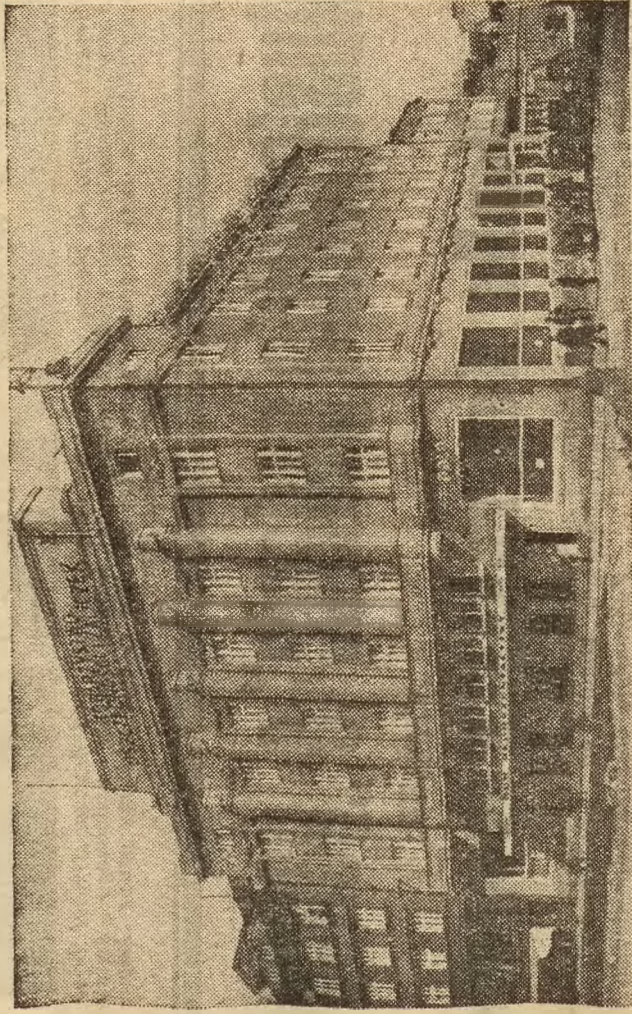
W ślad za poprzednim! swojemu impresjonistycznemu doświadczeniu do chwili aresztowania go przez Czechów — p. Stanisław Kaszycki opowiada, jak spędził w czechosłowackim więzieniu i przedziwny, który nim, a równocześnie opinia polska tak głęboko wstrząsnęła. (Redakcja).

Kraków, 8 kwietnia.
Cela więzienna była już dla mnie przygotowana. Na rękaw naszyto mi czerwona opaska. Stałem się zwyczajnym mieszkaniem starego domu. Ale stanowczo czułem

sula do czasu, nim się znajdzie w Morawskiej Ostrawie pod bokiem generalnego konsultatu R. P.

Aresztowanie moje nastąpiło w chwili, kiedy nie miałem przy sobie ani pieniędzy, ani papierosów. Nie dostałem przez cały dzień jedzenia i cały dzień nie paliłem. — Każdy nałogowy palacz łatwo zrozumie co to znaczy, zwłaszcza w takim wypadku, przy tak silnym wzburzeniu nerwowym.

Na drugi dzień po aresztowaniu, rano zaprowadzono mnie przed jakiegoś dygnita-



Polski hotel i dom reprezentacyjny w Czeskim Cieszynie.

się szczególnie, gdy przeszedłem już poprzez wszystkie osobiste, jakże upokarzające, rewizje, podczas których wprowały ręce dozorcy więziennego szukały dziury na całym

W szarym domu.

rza, prawdopodobnie przed dyrektora więzienia, który raczył się do mnie odezwać w te mniej więcej słowa:

— Ano, germańskie narady lada dzień się zjednoczą — Słowianie zawsze muszą się kłócić.

Podobne odezwanie się do mnie, znanego w Czechosłowacji pracownika nad zbliże-

Usypiam. Mój kolega nie może pokonać ciekawości.

— Pan, co ma? — Polityka, panie! — odpowiadam. — „Burzyłem” republikę.

O 6-tej budzą. Mam dwie godziny czasu do spania. Trzeba i to wykorzystać.

Koło południa odwiedza mnie konsul generalny Malhonne w towarzystwie wicekonsula Synowieckiego i mojej żony. Twardy uścisk dłoni. Rozumiem wszystko. Uspokaja mnie potem, że żona jest pod opieką konsulat.

— Czego pan potrzebuje? — Powolenia na palenie papierosów — odpowiadam.

Konsul interwenjuje. Żąda, aby moje prawa więźnia politycznego były respektowane. Przyrzekają. Pojutrze imieniny Marszałka. Składam na ręce konsula życzenia.

— Poślemy od pana specjalną depezę — słyszę w odpowiedzi.

Udureka palacza.

Interwencja i przyrzeczenie swoją drogą, a papierosów nie dostaje, tylko dwa dzień — nie i wolno mi je wypalić tylko podczas przechadzki w godzinach od 7 do 8 rano. Dzień dzieli się u mnie na etapy oczekiwań. Po papierosie pijany jestem zupełnie. Pewnego dnia dozorca daje mi zapalki, chociaż przed chwilą oświadczył, że muszą stać do raportu i prosić o nie. Jestem pewien, że wobec tego i na drugi dzień zapalki otrzymam. Jednak odmówiono. Spokożnie przyjąłem decyzję do wiadomości.

Nagle nastąpiła zmiana. Przyniesiono mi do celi 10 papierosów i zapalki. Byłem panem. Panem! Zdziwiony zmianą postępowa-

nia nie długo musiałem czekać na wyjaśnienie faktu. Prowadzą mnie do prezydenta sądu. Czyta mi treść interwencji konsulat w sprawie moich praw politycznego więźnia.

— Czy to prawda — pyta się pan prezydent — że pan jest traktowany, jak pisze pan konsul generalny, jako zwyrodniał przestępca?

Kurjer Poranny 8/IV. 34

NA ŚLĄSKU CIESZYŃSKIM

MASOWE POZBAWIANIE POLAKÓW PRACY

MORAWSKA OSTRAWA, 7.4 — PAT — Prasa polska na Śląsku czeskim donosi o przygotowywanych w całym Zagłębiu Karwiskim nowych wydaleniach górników i robotników polskich.

Zastanawiającym jest, że przesiedlowania skierowane są wyłącznie przeciwko osobom narodowości polskiej. Warunkiem utrzymania się przy pracy jest wstąpienie do polakożerznych instytucji czeskich i przeniesienie dzieci do szkół czeskich. W górskich gminach otrzymują obecnie pracę w lasach państwowych tylko ci, którzy są członkami osławionej polakożerzej „Maticy”.

POTWARZE I ALARMY PRASY CZESKIEJ

MORAWSKA OSTRAWA, 7.4 — PAT — „Moravsko Sleski Dennik” i „Ceske Slovo”, którym, jak wiadomo, odebrano debet w Polsce oraz „Lidove Noviny” przynoszą alarmujące, złośliwe i nieumiejętnie uzasadnione wiadomości o rzekomo grożącym bankructwie polskich instytucji bankowych, finansowych i gospodarczych na Śląsku czeskosłowackim.

Celem tych artykułów ma być wywołanie paniki wśród posiadaczy wkładów w tych instytucjach.

TRZY POLSKIE STRONNICTWA OGŁOSZĄ RAPORT O POŁOŻENIU POLAKÓW

MORAWSKA OSTRAWA, 7.4 — PAT — W czeskim Cieszynie odbyło się zebranie komitetu międzypartyjnego stronnictw polskich w Czechosłowacji, zwołane w związku z rozszerzaniem fałszywych wiadomości o położeniu mniejszości polskiej w Czechosłowacji przez prasę czeską oraz w związku z ogłoszeniem znanego komunikatu komitetu czeskiego porozumienia prasowego polsko - czeskosłowackiego.

Komitet międzypartyjny, do którego, jak wiadomo, wchodziły wszystkie trzy stronnictwa polskie w Czechosłowacji, a mianowicie Polskie Stron. Ludowe, Polska Partia Socjalistyczna oraz Związek Śląskich Katolików, uchwalił ogłosić w najbliższym czasie memoriał, przedstawiający we właściwym świetle położenie polskiej ludności w Czechosłowacji.

Nasz kraj 6/IV. 34

Minister Benesz proponuje rokowania w sprawie zatargu polsko-czeskiego.

Dzienniki czeskie donoszą, że minister spraw zagranicznych Benesz, przyjął posła polskiego dra Grzybowskiego i odbył z nim długą naradę o położeniu międzynarodowym, w szczególności o protokół rzymskim i o obecnym zatargu polsko-czechosłowackim.

P. Benesz protestował przeciw artykułowi oficjalnej „Gazety Polskiej“ w numerze niedzielnym. P. Benesz oświadczył, że rząd czechosłowacki jest przeciwnikiem wszelkich represyj i nie podejmował represyj względem Polski, ani nie będzie podejmował ich za wydalenie obywateli czechosłowackich z Polski.

Równocześnie p. Benesz zaproponował posłowi polskiemu rozpoczęcie rokowań celem pokojowego i przyjaznego zażegnania zatargu.

Szykanowanie ludności polskiej na Śląsku czeskim.

obszerny artykuł, wykazujący niezwykle silny napór Czechów na autonomiczny kościół polsko-ewangelicki w Czechosłowacji. W republiki czechosłowackiej znajduje się około 40.000 ewangelików polskich. Posiadają oni kilka zborów, na czele których stoją wybierani przez wiernych pastory Polacy. Nie mając wpływu na wybór pastora, skierowali Czechy swoje ataki od dołu na młode pokolenie. Czechy i różni niegodziwymi środkami wciągając dzieci do szkół czeskich i wychowując je na „janczarów-Czechów“, mówiących po polsku. Wytworzono w ten sposób na Śląsku też ewangelików Czechów i zorganizowano ich w t. zw. ewangelickiej „Maticy Trzcinowskiej“.

Protestacyjne wystąpienie posła Buzka.

Morawska Ostrawa 7 kwietnia. (PAT) Posel do parlamentu praskiego Dr Jan Buzek, prezes Stronnictwa Ludowego oraz prezes komitetu międzypartyjnego stronnictw polskich w Czechosłowacji zgłosił swoje wystąpienie z klubu czesko-polskiego w Morawskiej Ostrawie. Prasa czeska podaje, że oprócz Dra Buzka wystąpiło również 8 innych członków klubu.

Exas 8/IV. 34

— Prawda — odpowiadam. — Nie dostałem do dziś papierosów, zapalek itp.
— Oburzenie u dygnitarza.
— Niemowlę — powiada.
— Powtarzam swoje.
— Dozorcy za głoso mówia. Krzyczą — dodaje. — Protestuję przeciw temu.
— Następują tłumaczenia i wymówki:
— Pisma polskie czynią straszny gwałt o pana, atakują nas... Nawet polskie radio...
— Aha -- myślę -- to was boli!
— Następują zapewnienia, przyrzeczenia, grzeczności. Już nie podnieciony, ale dumny wracam do celi.
— „Głos Rzeczypospolitej jest donośny, twardy i stanowczy!“

Antypolska kampania prasy czeskiej.

Morawska Ostrawa 7 kwietnia. (PAT) Antypolska kampania czeskiej prasy posunęła się w ostatnich czasach tak daleko, że nawet dyrekcja policji w Morawskiej Ostrawie widziała się zmuszoną ingerować. Jak już podawaliśmy, pisma czeskie „Morawsko-Slezki Denik“, „Ceske Slovo“ i „Lidove Noviny“ opublikowały wysoce złośliwe artykuły o grożącym całkowitem bankructwie polskich instytucji gospodarczych i finansowych w Czechosłowacji. Taki sam zjadliwy i nienawistny artykuł zamieścił ostatnio, wydawany w Jablonkowie przez Czechów w języku polskim „Nasz Ślązak“, którego redaktorem jest od dawny obecnie Czechom b. kierownik szkoły polskiej, pochodzący z polskiej części Śląska, szynarskiego, Karol Smyczek. Artykuł ten, mający na celu wywołanie popochu wśród posiadaczy wkładek w polskich instytucjach i wzbudzający niepokój wśród obywatelstwa, został częściowo skonfiskowany.

Czechizacja — ewangelików polskich.

Morawska Ostrawa 7 kwietnia. (PAT) Organ ewangelików polskich na Śląsku czechosłowackim „Ewangelik“ publikuje

nim polsko-czechosłowackiem, aresztowanego pod zarzutem „burzenia republiki“ było bolesną ironią.
— Prowokator, albo głupiec — pomyślałem.
I przez zaciśnięte zęby odpowiedziałem spokojnie.
— Słusznie pan mówi! Ale ostrzegam pana, bo za to, że tak właśnie myślałem jestem dziś tu, w więzieniu!

Światła tak bliskie, a tak dalekie.

ba czekać 2 godziny, aby jechać 10 minut. W międzyczasie jedzie pędzący pociąg Koszyce—Praga. Zandarm próbuje schwycić. Udać się. Pozwolono mu wsiąść do pociągu i jedziemy ku celowi podróży... do nowej celi więziennej.

Morawska Ostrawa. Zandarm w kłopotach. Nie wie, gdzie jest więzienie. Informuje się u policjanta. Ten poleca nas szoferowi hotelowego autobusu, aby nas podwiózł do miasta. Podechodzę do auta i oto widzę żonę, liczącą swe bagaże. Dla obojga straszne spotkanie. Jedziemy kilka minut w jednym autobusie. Dowiaduję się, że żona przyjechała z Koszyc tym właśnie pociągiem. Jedzie do hotelu. Rano ma zgłosić się u konsula generalnego R. P. Ten fakt uspokaja mnie. Autobus staje. Szofer wskazuje nam kierunek, w którym mamy szukać więzienia.

Pomagam zandarmowi w ciemnych ulicach szukać gmachu sądu i więzienia. Chciałbym już być w celi. Pada deszcz. Wreszcie dzwonimy do bramy więziennej. Wychodzi ku nam jakiś człowiek, zapewne dyżurny dozorca, rozespiany, otwarcie wywołując swoje niezadowolenie z racji naszego przyjazdu. Właśnie chciał iść do domu, spać.

I znów to samo:
— Jak się nazywacie!
I znowu osobista rewizja. Po tym ceremoniale żegnają się ze swym zandarmem krótkim, słowackim:
— S Bohom!

W nowej celi.

Prowadz mnie przez szereg kratowanych drzwi na piętro. W celach ziemia miejsc. Wreszcie otwiera dozorca drzwi celi nr. 150. Wchodzi. Ktoś leży na łóżku. Mam towarzysza.

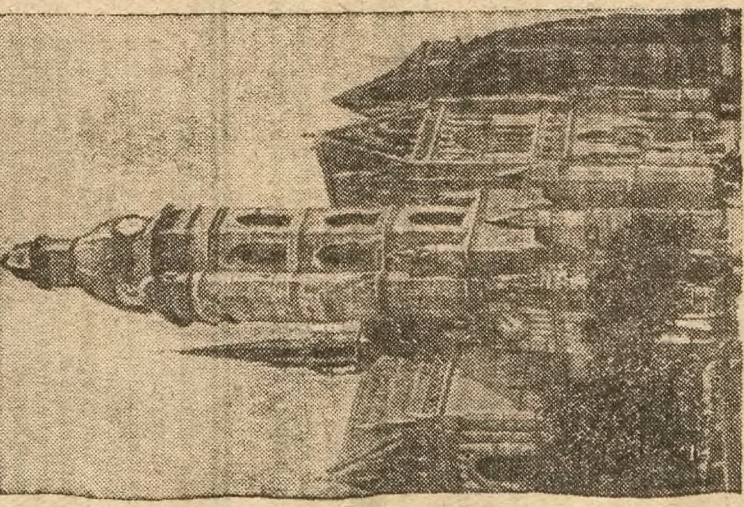
Zabieram się do rozłożenia składanego ku sołanie łóżka. Nagle ten ktoś podnosi się z przycy i, ku mojemu zdziwieniu, mówi:
— Ja panu pomogę!

— Pan po polsku? — pytam się.
— Tak, panie, po polsku!
— Dobra nasza!

Ale ochłódł mój żar na myśl, że to może być nowy konfident. Mało ich jeszcze wi działem w Czechosłowacji! Budzę w sobie ostrożność. Ale intryguje mnie wyraźnie warszawski dialekt mojego współtowarzysza.

W celi byłem samotny ze swymi myślan. Gryzła mnie troska o żonę. Została sama, na obczyźnie, bez pieniędzy, w domu zrujnowanym przez rewizję. To też gdy następnego dnia wieczór pozwolono jej na kilkuminutową rozmowę ze mną, wstąpiła we mnie energia... Ujrzałem żonę, wprawdzie fizycznie zrujnowaną, ale moralnie silną. Z krótkiej rozmowy wyczytałem, że nie przedko ją zlamia, i że w niej będę miał kon-

Po wstępnej śledztwie w Koszycach zostałem trzeciego dnia przewieziony do Morawskiej Ostrawy. Wybrano pociąg, który poprzez terytorium śląskie przejeżdża w nocy. Konwój zandarmów zmieniał się



Piękna gotycka katedra w Koszycach.

trzykrotnie w ciągu dwunastogodzinnej drogi. Wszyscy trzej konwojujący zandarm bardzo poprawnie.

Mijamy Tatry. Myśl moja biegnie poza zagwiazę się wierzchy na tamtą stronę, do Ojczyzny, do Zakopanego. W nocy już przejeżdżamy stację na Śląsku. Tak dobrze znamy miejscowości. Miejsce „zbrodni“ mojej Czeski Cieszyń. Hotel Polonia. Okno pokoju, w którym mieszkałem, ciemne. Ktoś śpi spokojnie! Ruszamy dalej. Oto ulica biegnąca ku granicy i... światła... światła na polskiej stronie! Wreszcie Bogumiń. Wylądaliśmy. Na polski obywateli do Morawskiej Ostrawy trze-

Teror czechizacyjny na Śląsku wzmaga się.

Masowe zwalnianie z pracy za posyłanie dzieci do szkoły polskiej.

Morawska Ostrawa, 6 kwietnia. (PAT). Prasa polska donosi o przygotowanych w całym Zagłębiu Karwińskim nowych wydaleniach górników i robotników polskich. Zastanawiające jest, że restrykcjami dotknięci są wyłącznie ludzie narodowości polskiej.

Warunkiem utrzymania się przy pracy jest wstąpienie do polakożerezych instytucyj czeskich i przeniesienie dzieci do szkół czeskich. Potwierdzają ten fakt dziesiątki przykładów nie tylko wśród robotników, ale i sportowców polskich.

Ostatnio przypomniał go m. in. czeski inżynier Cichy w Łazach robotnikom, zapowiadając, że przy pracy utrzymają się

tylko ci, którzy swe dzieci posyłają do szkół czeskich.

Inny urzędnik kopalni w tej gminie, niejaki Neliba, użył wobec jednego z pracowników Polaków wysoce obraźliwych słów o narodowości polskiej.

W górskich gminach otrzymują pracę obecnie w lasach państwowych tylko ci, którzy są członkami osławionej polakożereczej „Matiey”.

„Prawo Ludu” opisując ten stan pisze z rozpaczą: Jak długo jeszcze będziemy żyć w trwodze o kes chleba na naszej bogatej, a tak wykorzystywanej ziemi śląskiej?

Podstępna nagonka przeciw instytucjom gospodarczym polskim.

Morawska Ostrawa, 6 kwietnia. (PAT). „Moravsko-Slezski Denik” i „Ceske Slovo”, którym — jak wiadomo — odebrano debity w Polsce, oraz nie ustępujące im w niczem pod względem wrogości do ludności polskiej w Czechosłowacji „Lidove Noviny” przynoszą alarmujące, złośliwe i nieczem nieuzasadnione wiadomości o rzekomo grożącym bankructwem polskich instytucyj bankowych, finansowych i gospodarczych na Śląsku czeskosłowackim.

Celem tych artykułów ma być wywołanie paniki wśród posiadaczy wkładek w tych instytucjach.

Poszkodowane instytucje polskie wystosowały doniesienie do prokuratury w Morawskiej Ostrawie za szerzenie wiadomości niepokojących oraz poczyniły odpowiednie kroki, celem uzyskania w drodze sądowej odszkodowania za poniesione straty z winy nieuczciwej przeciwpolskiej akcji prasy czeskiej.

Wszystkie stronnictwa polskie na Śląsku czeskim zaprotestują przeciw terrorowi.

Morawska Ostrawa, 6 kwietnia. (PAT). W czeskim Cieszynie odbyło się zebranie komitetu międzypartyjnego stronnictw polskich w Czechosłowacji, zwołane w związku z szerzeniem fałszywych wiadomości o położeniu mniejszości polskiej w Czechosłowacji przez prasę czeską, oraz w związku z opublikowaniem przez komitet praski porozumienia prasowego czesko-polskiego ostatniego znanego komunikatu.

Komitet międzypartyjny, do którego — jak wiadomo — wchodzi wszystkie trzy stronnictwa polskie w Czechosłowacji, a mianowicie: Polskie stronnictwo ludowe, Polska partja socjalistyczna oraz Związek śląskich katolików, uchwalił ogłosić w najbliższym czasie memoriał, przedstawiający we właściwym świetle położenie polskiej ludności w Czechosłowacji.

Polska Zachodnia 8/IV. 34.

Perfidna nagonka prasy czeskiej na polskie instytucje gospodarcze w Czechosłowacji

Morawska Ostrawa. „Moravsko Slezski Dennik” i „Ceske Slovo”, którym, jak wiadomo, odebrano debity w Polsce oraz nie ustępujące im w niczem pod względem wrogości do ludności polskiej w Czechosłowacji „Lidove Noviny” przynoszą alarmujące, złośliwe i nieczem nieuzasadnione wiadomości o rzekomo grożącym bankructwem polskich instytucyj bankowych, finansowych i gospodarczych na Śląsku czeskosłowackim. Celem tych artykułów ma być wywołanie paniki wśród posiadaczy wkładek w tych instytucjach.

Poszkodowane instytucje polskie wystosowały skargę do prokuratury w Morawskiej Ostrawie na szerzenie niepokojących wiadomości oraz podjęły odpowiednie

kroki, celem uzyskania w drodze sądowej odszkodowania za poniesione straty na skutek nieuczciwej i przeciwpolskiej akcji prasy czeskiej.

Manifestacyjny protest polskiego posła.

Morawska Ostrawa. Poseł do parlamentu praskiego dr. Jan Buzek, prezes Stronnictwa Ludowego oraz prezes komitetu międzypartyjnego stronnictw polskich w Czechosłowacji zgłosił swe wystąpienie z klubu czesko-polskiego w Morawskiej Ostrawie. Powodem wystąpienia posła Buzka są ostatnie wypadki na Śląsku, w pierwszym rzędzie zaś prowadzona przez prasę czeską kampanja przeciwko mniejszości polskiej i jej instytucjom.

Wspólna akcja polskich i czeskich robotników przeciw jętrzeniom szowinistycznym

Zgodnie ze stanowiskiem socjalistycznym utworzyli socjaliści polscy i czescy w Czechosłowacji wspólny front przeciwko podszczuwaniom szowinistów z obu stron. W Jabłonkowie i Trzyńcu, w tych głównych centrach (poza Karwiną) ludności polskiej, odbyły się wspólne zgromadzenia polskich i czeskich socjalistów.

Na zgromadzeniu w Jabłonkowie tow. Mencner oświadczył, że Polacy są gotowi bronić wspólnie z czeskimi robotnikami demokratycznej konstytucji Czechosłowacji, że nie chcą jętrzeń szowinistycznych, że chcą walczyć z żywiołami szowinistycznymi, które sięją niezgodę narodowościową między robotnikami.

Tow. Falla przedstawił stanowisko czeskiej partii socjalno - demokratycznej wobec szowinizmu. Powiedział: Nie mogę nic dodać do tego, co powiedział towarzysz polski. Zgadza się z jego wywodami całkowicie. Skutki szowinizmu odczuli zarówno robotnicy polscy, jak czescy. Musimy go tępić. Mniejszości polskiej chcemy iść z pomocą, a nie myślimy i nie śmiemy odbierać jej praw narodowych. Jesteśmy tu po to, abyśmy sobie powiedzieli zawsze swoje potrzeby, zbierali się często i wzajemnie ufa-

li. Następstwa szowinizmu odbijają się zawsze tylko na biedakach. Protestujemy przeciwko wybrykom szowinistycznym po obu stronach Olzy.

Na drugim masowym zgromadzeniu robotników w Trzyńcu jako pierwszy przemówił za polskich robotników tow. J. Badura, który potępił szowinistyczne poczynania z obydwu stron, oświadczając, iż w obecnym czasie reakcji i faszyzmu lud pracujący winien bronić swej wolności i demokracji. Mówca podniósł również zasługi prezydenta Masaryka, co zebrani przyjęli burzliwym aplauzem. Tem dali do zrozumienia, że robotnicy polscy i czescy stoją na gruncie obrony swych praw środkami demokratycznymi.

Za czeskich robotników przemówił tow. senator Koukal. Stwierdził, że nacjonalistyczne szczucia są wynikiem mętej roboty faszystowskiej. Wszelkie nie domaganie i bolączki ludności polskiej dają się usunąć tylko drogą wzajemnego porozumienia i współpracy.

Te wywody spotkały się z zadowoleniem wszystkich uczestników, poczem przyjęto rezolucję, w której zebrani potępiają szowinistyczne szczucia z obydwu stron i stoją na stanowisku demokracji, chleba pracy i spokoju oraz wza-

jemnej współpracy obydwu narodów na polu gospodarczym, politycznym i kulturalnym, oraz rezolucję wyrażającą hołd bohaterom austriackim.

Takie same stanowisko zajęł zarząd główny PPS. w Czechosłowacji. Z radością można stwierdzić, że szowinizm nie ma dostępu do socjalistycznie myślących mas robotniczych.

Nasz Kraj 6. IV. 34

Sucha G. (Ze Święconego.) Niezapomniane, miłe wrażenia odnieśli wszyscy goście z nader podniosłej uroczystości „Święconego“, które się odbyło w niedzielę, 1 kwietnia b. r. w sali Domu Robotniczego. Były tu zastąpione różne warstwy miejscowego społeczeństwa, byli przedstawiciele miejscowych towarzystw, a nawet uroczystość tę zaszczylił swoją obecnością pan generalny konsul Dr. Leon Malhomme, którego pojawienie się na sali witali bardzo licznie zebrani goście niemiłkającymi oklaskami. W krótkich słowach powitał go na sali p. burmistrz Adolf Guziur, jak również w imieniu gospodarzy Stowarzyszenia Młodz. Kat. i Związku Niewiast Katol. p. naucz. J. Palowski, który również w zagajeniu uroczystości w dobitnych słowach skreślił cel tego zwyczaju wielkanocnego. Następne serdeczne słowa pana gen. konsula w jego przemówieniu, przypadły każdemu do serca, to też goście nie szczędzili oklasków. Hojne, gustownie upiękzone pokarmy, przygotowane dla gości przez gorliwe członkinie Związku N. K. z przewodniczącą Józefą Niemcową na czele, poświecił bardzo lubiany miejscowy ksiądz proboszcz Gazurek. Sam akt poświęcenia i piękne przemówienie księdza proboszcza nadało tej uroczystości podniosły, chociaż wesoły nastrój. Program urozmaicony był różnymi wystąpieniami członków St. Mł. Kat., jak chóru mieszanego, wystąpieniami scenicznymi, orkiestry własnej i t. p. Najbardziej publiczności podobało się wystąpienie dwóch śmiertelników T.ów w skeczu scenicznym „Po śmierguście“, własnego układu.

Gazeta Polska 8. IV. 34

„METODY” CZESKIE WOBEC POLAKÓW

PROTEST POS. BUZKA

MORAWSKA OSTRAWA, 7.4. — Poseł do parlamentu praskiego dr. Jan Buzek, prezes Str. Ludowego oraz prezes komitetu międzypartyjnego stronnictw polskich w Czechosłowacji zgłosił wystąpienie z klubu czesko-polskiego w Mor. Ostrawie. Powodem wystąpienia pos. Buzka z klubu są ostatnie wypadki na Śląsku, przede wszystkim zaś prowadzona przez prasę czeską niewybredna kampania przeciwko mniejszości polskiej i jej instytucjom. Prasa czeska podaje, że prócz posła Buzka wystąpiło z klubu 8 innych członków. (PAT)

WYNARADAWIANIE DZIECI POLSKICH

MORAWSKA OSTRAWA, 7.4. — Organ ewangelików polskich na Śląsku czeskosłowackim „Ewangelik“ zamieszcza artykuł, podkreślający niezwykle silny napór Czechów na autonomiczny kościół polsko-ewangelicki w Czechosłowacji. W republice czeskosłowackiej jest 40 tys. ewangelików polaków. Posiadają oni kilka zborów, na których czele stoją wybierani przez wiernych pastory polacy. Nie mając wpływu na wybór pastorów, czesi skierowali cały swój atak na młode pokolenie, które terroryzują różnymi niecnymi sposobami, wciągając dzieci do szkół czeskich oraz wychowując rodzaj „jan-czarów-czechów“, mówiących po polsku.

Wytworzono w ten sposób na Śląsku typ ewangelików-czechów i zorganizowano ich w t. zw. Maticy Trzanowskiego. Przygotowania do konsekracji, aktu czysto kościelnego dokonywują pastory przeważnie w języku macierzystym dzieci, t. j. polskim. Fakt ten ściąga na nich groźby ze strony Czech. Pastory ci są atakowani przez władze polityczne i szkolne oraz pojedynczych kierowników szkół.

Napór staje się coraz silniejszy i bezwzględniejszy, nieprzebierający środkach. (PAT)

ANTYPOLSKA KAMPANIA PRASY CZESKIEJ

MORAWSKA OSTRAWA, 7.4. — Antypolska kampania prasy czeskiej posunęła się w ostatnich czasach tak daleko, że nawet dyrekcja policji w Morawskiej Ostrawie, która wykazywała dotychczas zastanawiającą bierność w tej sprawie, musiała interweniować. Jak już podawaliśmy, pisma czeskie „Moravsko Sleski Dennik“, „Ceske Slovo“ i „Lidove Noviny“ ogłosiły wysocy złośliwe artykuły o grożącym całkowitem bankructwie polskich instytucji gospodarczych i finansowych w Czechosłowacji.

Podobnie zjadliwy i nienawistny artykuł zamieścił wydawany w Jabłonkowie przez Czechów w języku polskim „Nasz Ślązak“, którego redaktorem jest oddany obecnie Czechom b. kierownik szkoły polskiej, pochodzący z polskiej części Śląska cieszyńskiego Karol Smyczek. Artykuł ten, mający na celu wywołanie popłochu wśród posiadaczy wkładów w polskich instytucjach i wzbudzający niepokój wśród ludności polskiej, został częściowo skonfiskowany. Znamienne jest, że ten złośliwy wybryk w innych pismach czeskich „uszedł“ uwagi cenzora. (PAT)

PROWOKACJE

MORAWSKA OSTRAWA, 7.4. — „Prawo Ludu“ podaje kilka faktów, które wymownie ilustrują nastroje antypolskie na Śląsku czeskim. W szkole czeskiej w Datoniach Dolnych wybito swego czasu szybę. Ludność polska przez 2 lata była posażana o dokonanie tego czynu i zносиła szkodliwy i prześladowania ze strony Czechów. 4-ch robotników polaków w związku z tem zwolniono z pracy. Obecnie okazało się, że sprawcą tego czynu był Czech. Dobry znajomy kierownika szkoły czeskiej.

W Łąkach grupa Czechów prowadzi upartą walkę z miejscową społecznością polską. Niecni metodami zwalczą się zwłaszcza członków zarządu spółdzielni.

W Rychwalcie, gdzie do czasu przyłączenia Śląska do Czechosłowacji był uroboszczem polak, odbywa się tylko raz w miesiącu msza ze śpiewem polskim. Parafianie nie mogą się doprosić o kazania w języku polskim na innych nabożeństwach, aczkolwiek obecny proboszcz przyrzekł, że do 2 lat nauczy się po polsku. (PAT)

Czesi nie dotrzymują zapowiedzi — stwierdza prasa wiedeńska.

Wiedeń, 7 kwietnia. (PAT). „Wiener Neueste Nachrichten“ stwierdza, że wbrew zapowiedziom ze strony Czechosłowacji stosunki czeskosłowacko-polskie nie poprawiły się, lecz pogorszyły.

Z Cieszyna i Morawskiej Ostrawy nadchodzą wiadomości o licznych wydaleniach

z pracy Polaków. Wspomniany dziennik przytacza rezolucję wiecu polskiego w Cieszynie, domagającą się od rządu polskiego, aby wdrożył energiczne i stanowcze kroki u rządu czeskosłowackiego, celem zaprzestania metod represyj i prowokacji.

Prasa czeska podaje, że oprócz dra Buzka wystąpiło również 8 innych członków klubu.

Uchwały legionistów w związku z represjami w Czechach.

Cieszyn, 8 kwietnia (R). Obradujące zebranie Związku Legionistów Polskich oddziału Ziemi Cieszyńskiej w dniu 8 kwietnia r. b. uchwała m. innemi wyrazić ludowi polskiemu zamieszkałemu na Śląskim Cieszyńskim po czeskiej stronie wyrazy głębokiego przywiązania i przesłać słowa otuchy i zachęty do wytrwania na zachodnich rubieżach R. P. w obronie ziemi i mowy projców, dać wyraz gotowości przyjęcia w każdej chwili z pomocą rodakom w niewoli bratniego narodu i dopomożenia do zdobycia należnych praw i poszanowania zgodnie z prestiżem 35-miljonowego narodu polskiego.

Zebrani legionisi, którzy w r. 1914 wyruszyli do Legionów w sile 1 hufca ze Śląska Cieszyńskiego przesyłają generalnemu konsulowi w Morawskiej Ostrawie p. Malhomme wyrazy uznania za godne traktowanie spraw naszych braci z tamtej strony Olzy w odniesieniu do zagadnień czeskich. Ludność polska patrzy spokojnie w przyszłość, ufna w przywiązanie i życzliwość generalnego konsula Malhomme, rządu R. P. i Narodu Polskiego.

Legioniści oświadczają, że naród polski nie może pozwolić na to, ażeby poniewierano w sposób upiśnający jego lud i dokonywan grabeży dusz tego ludu przez czynniki czeskie. Stanu obecnego na Śląsku Cieszyńskim po stronie czeskiej naród polski dłużej znosić nie może bez ujmy dla swej godności.

Nowy rodzaj „janczarów-Czechów, mówiących po polsku“ Atak na polskich ewangelików.

Morawska Ostrawa, 7 kwietnia. (PAT). Organ ewangelików polskich na Śląsku czeskosłowackim „Ewangelik“ publikuje obszerny artykuł, wykazujący nic wyjątkowo silny napór Czechów na autonomiczny kościół polsko-ewangelicki w Czechosłowacji.

W republice czeskosłowackiej znajduje się około 40.000 ewangelików polskich. Posiadają oni kilka zborów, na czele których stoją wybierani przez wiernych pastory Polacy. Nie mając wpływu na wybór pastorów, skierowali Czesi swoje ataki od dołu na młode pokolenie, terorem i różnemi niegodziwymi środkami wciągając dzieci do szkół czeskich i wychowując „janczarów-Czechów, mówiących po polsku“. Wytworzono w ten sposób na Śląsku ewangelików-Czechów i zorganizowano ich w t. zw. ewangelickiej „Matce Trzanoskiego“.

Przygotowania do konfirmacji, aktu zatem czysto kościelnego, dokonują pastory przeważnie w języku macierzystym dzieci, t. j. w języku polskim. Fakt ten ściga na nich gromy ze wszech stron. Atakuje się

ich ze strony władz politycznych, szkolnych i ze strony pojedynczych kierowników szkół. Napór staje się coraz silniejszy i bezwzględniejszy, nie przebiegający w środkach.

Zaznaczyć należy, że statut kościoła ewangelickiego nie został dotychczas przez władze czeskie zatwierdzony.

Posel Buzek wystąpił z klubu polsko- czeskiego na znak protestu.

Morawska Ostrawa, 7 kwietnia. (PAT). Posel do parlamentu czeskosłowackiego red. Jan Buzek, prezes Stronnictwa Ludowego oraz prezes komitetu międzypartyjnego stronnictw polskich w Czechosłowacji zgłosił swoje wystąpienie z klubu czesko-polskiego w Morawskiej Ostrawie.

Powodem wystąpienia posła Buzka z klubu są ostatnie wypadki na Śląsku, w pierwszym rzędzie zaś niewybredna kampania prasy czeskiej przeciwko mniejszości polskiej i jej instytucjom.

Gazeta Polska 7. IV. 34.

Sytuacja na Śląsku czeskim MEMORIAŁ STRONNICTW POLSKICH

MOR. OSTRAWA, 6.4. — W czeskim Cieszynie odbyło się zebranie komitetu międzypartyjnego stronnictw polskich w Czechosłowacji, zwołane wskutek rozszerzania przez prasę czeską fałszywych wiadomości o położeniu mniejszości polskiej oraz wskutek ogłoszenia znanej deklaracji komitetu praskiego Porozumienia Prasowego Polsko-Czechosłowackiego. Komitet międzypartyjny, do którego wchodzi wszystkie trzy stronnictwa polskie w Czechosłowacji postanowił ogłosić w najbliższym czasie memoriał, przedstawiający we właściwym świetle położenie polskiej ludności w Czechosłowacji. (PAT)

WYDALANIE ROBOTNIKÓW POLSKICH

MOR. OSTRAWA, 6.4. — Prasa polska na Śląsku czeskim donosi o przygotowywanych w zagłębiu Karwińskim wydaleniach górników polskich. Warunkiem utrzymania się przy pracy jest wstąpienie do polakożerczych instytucji czeskich i przeniesienie dzieci do szkół czeskich. (PAT)

PODRYWANIE INSTYTUCJI FINANSOWYCH

MOR. OSTRAWA, 6.4. — „Morawsko Slezski Dennik“ i „Česke Slovo“, którym odebrano debet w Polsce oraz nieustępujące im pod względem wrogości usposobienia do ludności polskiej „Lidové Noviny“ przynoszą alarmujące i niczem nie uzasadnione wiadomości o rzekomo grożącym bankructwie polskich instytucji finansowych i gospodarczych na Śląsku czeskosłowackim. Celem tych artykułów ma być wywołanie paniki wśród posiadaczy wkładów.

Instytucje polskie wystosowały do prokuratury skargę na szerzenie niepokojących wiadomości oraz podjęły odpowiednie kroki, celem uzyskania w drodze sądowej odszkodowania za poniesione straty wskutek nieuczciwej akcji. (PAT)

Lidové Noviny 8/IV. 34

Polskotěšínská resoluce

Nepravdy a opakované urážky

Iv - Moravská Ostrava 7. dubna

V článku Na obranu Poláků za Olzou otiskuje Polska Zachodnia, orgán vojvodského úřadu v Katovicích, resoluci, přijatou před několika dny na společném sjezdu všech kulturních, hospodářských a politických stran na Polském Těšínsku. Ve čtyřech odstavcích se přirovnává dnešní stav na Českém Těšínsku k poměrům za dob plebiscitních. Dobrý poměr mezi oběma státy může být zachován pouze respektováním polských práv. V 16 člancích se protestuje proti domnělému útlaku Poláků na Těšínsku, proti jejich nespravedlivému odstraňování ze služebních míst, proti porušování práv polštiny, propouštění horníků a dělníků, proti nerovnoměrnému rozvrhování daní, vydávání polských čechofilských listů, proti uvalování školských nákladů na obce i počestování polských far a jiným zřejmým nepravdám. Polská vláda se vyzývá, aby zakročila v Praze na ochranu polské menšiny na Těšínsku. Významný je článek resoluce, který se naprosto ztotožňuje s urážkami, jež pronesl polskotěšínský starosta dr. Michejda 23. února proti čs. republice, její armádě a jejímu presidentovi.

Protože zaměstnávali českoslov. příslušníka v Polsku.

Závody Thonet-Mundus před časem likvidovaly své tovární podniky v Čes. Těšíně, v nichž bylo zaměstnáno na 400 dělníků, a vloni bylo strojní zařízení závodů převezeno do Jasenice v Polsku, kde byla přenesena výroba z Čes. Těšína. Protože závody potřebovaly v Polsku zapracované odborníky, přijaly také čsl. příslušníka Horalíka. Dva ředitelé závodů byli za to nyní souzeni soudem v Polském Těšíně. Ředitel dr. Timberger byl odsouzen na 14 dní do vězení, ředitel Glaser ke 2000 zlotým pokuty, protože prý zaměstnávali čsl. státního příslušníka bez svolení polských úřadů.

Duch Jasu 8/IV. 34

Red. Waleczko oświadczył dnia 19 marca b.r., że podczas rozmowy z delegatem Rady Organizacyjnej /w Czeskim Cieszynie, dnia 18 b.m., Sworakowski/ dowiedział się, iż poseł Chobot zapowiedział w.w. delegatowi, iż ludność polska ze Śląska czuł. ma wysłać delegację w najkrótszym czasie do Warszawy, w której na pewno weźmie udział poseł Chobot. Delegacja ta ma w Warszawie zaprotestować przeciwko szkodliwej polityce p. Konsula Gen. Malhomme na tut. terenie.

Raport p dr. Prochaski z dnia 20 b.m.

W czasie pobytu na wiecu polskim w Czeskim Cieszynie w dniu 18.III.b.r. zapytał poseł Chobot p. dr. Prochaski, czy prawdą jest, iż wszyscy urzędnicy Konsulatu R.P. w Mor. Ostrawie wystąpili z klubu czesko-polskiego. P. poseł Chobot oświadczył na to: "A więc wystąpiliście na rozkaz p. Konsula Gen. Malhomme?" P. dr. Prochaska zaprzeczył temu, twierdząc, iż wszyscy urzędnicy uczynili to samorządnie i odruchowo na wieść o brutalnem aresztowaniu literata Kaszyckiego. Na to p. Chobot odpowiedział: "A ja Panu powiadam, iż klubów nie rozbijecie. Kluby mimo waszego wystąpienia pozostaną, a za to p. Konsul Gen. Malhomme się wywróci!"

I n f o r m a c j a ,

otrzymana od członka zarządu P.S.P.R., obecnego na konferencji zarządu Partji okręgu frysztackiego i bogumińskiego, odbytej w dniu 21.III. 1934 r. w Domu Proletarijuszów Karwinie.

Poseł Chobot z oburzeniem wyrażał się o przemówieniu p. Konsula Gen. w Suchej Średniej na 25-letnim jubileuszu "Robotnika Śląskiego", gdzie p. Konsul Gen. wzniósł okrzyk na cześć P. Marszałka Piłsudskiego. Udowadniał to tem, że p. Konsul Gen. rzekomo bez pytania i bez pozwolenia przemawiał.

Nie trzeba uprawiać polityki - mówił p. Chobot - takiej, jaką w tej chwili uprawia Konsulat ostrawski. Niech nam działacze z Polski nie mieszają się do naszej polityki i niech sobie zrobią porządek u siebie /w Polsce/. My nie potrzebujemy niczyjej rady, gdyż sami sobie radzić umiemy i rządzić sobą też umiemy. Polityka obecna wygląda tak, jakbyśmy wyjechali do Warszawy i tam zaprowadzali nowe porządki.

Szczucie i podburzanie przeciwko Czechosłowacji w Polsce uprawia kilku szowinistów polskich i oni są powodem obecnego ucisku w Czechosłowacji, jak również niesłuszne wyrzucania z Polski Czechów, którym zaledwie 24 godz. czasu dano do wyprowadzenia się.

My jednak /socjaliści polscy/ musimy być jednej myśli, aby nie stało się to, co w Wiedniu i oczekiwać na wskazówkę od zarządu Partji, a wtenczas musimy poprzeć dążenie Partji.

W dalszym ciągu przemówienia napadał na dr. Wolfa i p. Waleczkę, którzy również są powodem obecnej polityki.

Prof. Badura w swoim przemówieniu potępił niezgodę, jaka ostatnio zaszła między Polakami i Czechami na terenie. Socjaliści muszą dążyć do tego, aby klótnie te ustały i aby nastąpiło zbratanie w klubach czesko-polskich.

Naród polski nie może dłużej znosić prześladowań swych braci przez Czechów!

Znamienne uchwały Związku Legionistów Polskich w Cieszynie.

CIESZYN, 9 kwietnia (R). Obradujące zebranie Związku Legionistów Polskich oddziału Ziemi Cieszyńskiej w dniu 8-go kwietnia br. uchwaliło:

1) Wyrazić Ludowi Polskiemu, zamieszkałemu na Śląsku Cieszyńskim po czeskiej stronie wyrazy głębokiego przywiązania i przesłać słowa otuchy i zachęty do wytrwania na zachodnich rubieżach R. P. w obronie ziemi i mowy praojców;

2) Ostrzec Naród Polski przed podstępami słowami, przyrzeczeniami i deklaracjami czeskiego ministra Benesa, który już raz podpisywał umowę z Polską w r. 1918, wiedząc o tem, że legionarze czescy dokonają napadu zbrojnego na spokojną

ludność polską, zamieszkałą od wieków na Śląsku Cieszyńskim;

3) Dać wyraz gotowości przyjścia w każdej chwili z pomocą rodakom, jęczącym w niewoli bratniego narodu i dopomożenia do zdobycia należnych praw i poszanowania zgodnie z prestiżem 35-miljonowego Narodu Polskiego;

4) Zebrani legioniści, którzy w r. 1914 wyruszyli do Legionów w sile 1 hufca ze Śląska Cieszyńskiego przesyłają generalnemu konsulowi w Morawskiej Ostrawie p. Malhomme wyrazy uznania za godne traktowanie spraw naszych braci z tamtej strony Olzy w odniesieniu do zaga-

nień czeskich. Ludność polska patrzy spokojnie w przyszłość, ufna w przywiązanie i życzliwość generalnego konsula Malhomme, rządu R. P. i Narodu Polskiego;

5) Zebrani legioniści oświadczają, że Naród Polski nie może pozwolić na to, ażeby poniewierano w sposób ubliżający jego lud i dokonywano grabieży dusz tego ludu przez czynniki czeskie, ubliżające całej Słowiańszczyźnie. Stanu obecnego, który zaistniał od 15 lat na Śląsku Cieszyńskim po stronie czeskiej Naród Polski dłużej znosić nie może bez ujmy dla swej godności.

Polska Zachodnia 9/IV. 34

Niema poprawy w stosunkach polsko-czeskich

Wiedeń. „Wiener Neueste Nachrichten“ stwierdza, że wbrew zapewnieniom ze strony Czechosłowacji, stosunki czechosłowacko - polskie nie poprawiły się, lecz pogorszyły się.

Z Cieszyna i Morawskiej Ostrawy nadchodzą wiadomości o licznych wydaleniach z pracy Polaków.

Wspomniany dziennik przytacza rezolucję wiecu polskiego w Cieszynie, domagającą się od rządu polskiego, aby wdrożył energiczne i stanowcze kroki u rządu czechosłowackiego, celem zaprzestania metod represyj i prowokacji.

Morawska Ostrawa. „Prawo Ludu“ podaje kilka faktów, które wymownie ilustrują nastroje antypolskie na Śląsku czeskim. W szkole czeskiej w Datoniach Dolnych wybito swego czasu szybę.

Ludność polska przez 2 lata była posądzana o dokonanie tego czynu i znosiła szykany i prześladowania ze strony Czechów. 4-ch robotników Polaków w związku z tem zwolniono z pracy.

Obecnie okazało się, że sprawcą tego czynu był Czech, dobry znajomy kierownika szkoły czeskiej.

W Łąkach grupa Czechów prowadzi upartą walkę z miejscową spółdzielnią polską. Niecnymi metodami zwalczą się zwłaszcza członków zarządu spółdzielni.

W Rychwałdzie, gdzie do czasu przy-

łączenia Śląska do Czechosłowacji był prob. Polak, odbywa się tylko raz w miesiącu msza ze śpiewem polskim. Parafianie nie mogą się doprosić o ka-

zanie w języku polskim na innych nabożeństwach, aczkolwiek obecny proboszcz przyrzekł, że do lat 2 nauczy się po polsku.

Wichrzenia Czechów w szeregach polskich ewangelików

Morawska Ostrawa. Organ ewangelików polskich na Śląsku czechosłowackim „Ewangelik“ zamieszcza obszerny artykuł, podkreślający niezwykle silny napór Czechów na autonomiczny kościół polsko - ewangelicki w Czechosłowacji.

W republice czechosłowackiej jest 40 tys. ewangelików - Polaków. Posiadają oni kilka zborów, na czele których stoją wybierani przez wiernych pastory Polacy. Nie mając wpływu na wybór pastorów, Czesi skierowali cały swój atak na młode pokolenie, które terroryzują różnymi niecnymi sposobami, wciągając dzieci do szkół czeskich oraz wychowując rodzaj „janczarów-Czechów“, mówiących po polsku.

Wytworzono w ten sposób na Śląsku typ ewangelików-Czechów i zorganizowano ich w t. zw. „Maticy Trzarnowskiego“. Przygotowania do konfirmacji, aktu czysto kościelnego, dokonywują pastory przeważnie w języku macierzystym dzieci, tj. polskim. Fakt ten ściągą na nich groźby ze wszystkich stron. Pastory ci są atakowani przez władze polityczne i szkolne oraz pojedynczych kierowników szkół.

Napór staje się coraz silniejszy i bezwzględniejszy, nieprzebierający w środkach. Zaznaczyć należy, że statut kościoła polsko-ewangelickiego nie został dotychczas przez władze czeskie ogłoszony.

Bras 10/IV. 34

Notre cas n'est pas le même.

Znaczna część prasy francuskiej z „Journal des Debats“ na czele wyraziła ostatnio kilkakrotnie swoje niezadowolenie ze sporu polsko-czeskiego, przypisując całą niemal winę Polsce, niepomnej ani „wspólnego niebezpieczeństwa“, narzucającego obu państwom „słowiańskim“, wspólnotę interesów i solidarność na zewnątrz, ani „idealnego“ rozwiązania przez Czechosłowację zagadnienia mniejszości narodowych, będącego jakoby niedoścignionym wzorem dla Polski, wciąż oskarżanej przez własne mniejszości na forum międzynarodowym. Najbardziej zaś boli ową prasę francuską, że „reka ministra Benesa, wyciągnięta do zawarcia paktu wieczystej przyjaźni z Polską, zawisła w próżni...“ Ba, niektóre

dzienniki posądzają nas aż o zamiary rozczłonkowania Czechosłowacji w sojuszu z Niemcami.

Sądzę, że winni jesteśmy szczerze wyjaśnienie tej prasie francuskiej, której na obiektywności sądu zależy, i mamy nadzieję, że nasi warszawscy przyjaciele francuscy postarają się o skierowanie go pod właściwym adresem. Nie ludzimy się oczywiście, by prawdy chcieli posłuchać organy, bezpośrednio uzależnione od Wielkiego Wschodu, tak bliskiego kierownictwu polityki czeskiej, ani też te, bezpośrednio i jawnie czerpiące swoje inspiracje z redakcji polskiej prasy „narodowej“, przedstawiającej nasz zatarg z Czechami jako „manewr sanacyjny“. Ale mamy zaufanie do

„niezależnej” prasy francuskiej, reprezentując właśnie w Polsce publicystykę naprawdę niezależną.

Polska racja stanu zachowała się w świadomości narodowej w stanie nienaruszonym poprzez 146, względnie 123 lata niewoli, tak kierując powstaniami narodowymi, jak i częściami próbami przejściowymi wskrzeszenia państwowości polskiej. Dzięki niej nie powiodły się żadne usiłowania pogodzenia poszczególnych dzielnic z rozbiorami, chociażby za cenę daleko idących koncesji; dzięki niej polala się krew powstańcza w imię najświętszej sprawy, jako jedyny przekonywujący protest narodu przeciwko bezprawiu; dzięki niej wywalczona autonomia Galicji nabrała odrazu charakteru Piemontu Polskiego; dzięki niej zdrowy instynkt narodu w chwili wybuchu wojny światowej zrozumiał, że spełniają się marzenia mickiewiczowskie, że nadeszła chwila ostatecznej walki orężnej o Polskę przeciwko wszystkim zabiorcom w tradycyjnej kolejności; dzięki niej przekreślono wszystkie dążenia do okrojenia Polski z historycznych jej kresów, do zniweczenia wielkich tradycji Najjaśniejszej Rzeczypospolitej. To też i Ona zamartwychwstała w 1918 r., mocno co prawda okrojona, ale nie owa Polska „etnograficzna”, która przyswierała twórcom traktatów pokojowych, tak dbałym o to, by żaden powiat w którym mapy pruskie lub rosyjskie nie wykazywały większości polskiej, nie wchodził w skład naszego państwa.

Inaczej zupełnie Czechosłowacja. Państwo Korony św. Wacława, denne oddawna w stosunku do Niemieckiego Imperjum, utraciło ostatecznie swoją samodzielność polityczną w 1620 r., a więc na tuzysta lat przed wejściem w życie traktatu Wersalskiego. Przez długie stulecia nie nie zdradzało zachowania się racji stanu państwa, którego trzy dzielnice wchodziły odąd oddzielnie w skład krajów dziedzicznych dynastji Habsburgów. Dopiero w 1848 r. zaczęło się czeskie odrodzenie narodowe, w walce nie tyle z Austrią, ile z przewagą niemieczyzny we własnym kraju. Gdyby nie utrata większości ziemczonoego Śląska na rzecz Prus Fryderyka Wielkiego, walka ta byłaby napewno beznadziejną. Dopiero ostatnie lata przed wojną światową dały przewagę nietylko Czechom wobec Niemców w krajach b. Korony św. Wacława, lecz i prądom rewolucyjnym wśród samych Czechów. Bliskie stosunki przywódców rewolucyjnych Czechów z Wielkim Wschodem zapewniły, wbrew oporowi zachowawczych czynników Francji i Anglii, zwycięstwo żądaniu zupełnej likwidacji monarchji Habsburskiej. Wbrew wszelkim zastrzeżeniom etnograficznym, z takim uporem przeciwstawianym historycznym prawom Polski, Wielki Wschód zalecił swoim „braciom” na konferencji pokojowej stworzenia jaknajpotężniejszej Czechosłowacji, chociażby „potrzeba była w tym celu wcielić do nowego państwa ogromną ilość Niemców i Węgrów”. Wiemy o tem z relacji delegata amerykańskiego Seymoura. Nie tylko więc wcielono do nowego państwa „Deutschböhmen” wbrew uchwale przedstawicieli tej dzielnicy, przyłączającej ją na zasadzie samostanowienia narodów do Austrii, nietylko przyłączono doń Słowaczczyznę (zgodnie przynajmniej z umową w Pittsburgu), lecz (w celach strategicznych) odstąpiono im czysto węgierski kraj podgórsko-naddunajski, oraz (jako — korytarz do Rosji i Ukrainy i dla oddzielenia Polski od Węgier) Ruś Węgierską. Nietylko Czechom dano w ten sposób więcej aniżeli sami przedtem kiedykolwiek marzyli, lecz ponadto usankcjonowano następnie ponowne pokrzywdzenie Węgier przez wyznaczenie granicy na miejscu przez dwóch rzekomo neutralnych oficerów amerykańskich, będących z urodzenia i poczucia narodowego Czechami!

Geneza wielonarodowego państwa czechosłowackiego jest więc całkowicie odmienna od wskrzeszenia Rzeczypospolitej Polskiej, — nie posiadającej na zachodzie ani jednego powiatu z przewagą niepolską, na wschodzie zaś ani jednego powiatu bez przewagi kulturalnej polskiej, — uosabiającej „restitutio in inte-

grum” odwiecznych praw i nienaruszającej nieczyjego uprawnionego stanu posiadania. To też i Polska nie ratyfikowała traktatu w Trianon.

Śmiesznem jest posądzać nas o jakąś „zakrojoną na szeroką miarę akcję polityczną”, godzącą w podstawy traktatowe państwa czechosłowackiego. Nie widzimy jednak owych wspólnych interesów, skoro nasze granice są wynikiem po części nam narzuconego po części dobrowolnego kompromisu, pozostawiającego nam — w imię „samostanowienia narodów” — niewiele więcej niż dwie trzecie dawnego terytorjum Rzeczypospolitej, podczas gdy rewizję maksymalistycznych granic Czechosłowacji przewidywała już załączona do traktatu w Trianon lettre d'envoi, szczególnie względem Rusi węgierskiej.

Jesteśmy przeciwnikami ingerencji w prawa jakiegokolwiek narodu, tembardziej więc mieszanii się Czechów do spraw ustrojowych Węgier i Austrii. W dziedzinie rozbrojenia nie przywiązywaliśmy nigdy wagi do rozhovorów genewskich, a więc i do pomocy Czechosłowacji na tamtejszym gruncie. Cóż nam zaś dać może wieczysta przyjaźń Czechów? Przecież od chwili uformowania armji polskiej i czeskiej we Francji oraz uznania Polski i Czechosłowacji za państwa koalicji byliśmy oficjalnie sojusznikami, co Czechom nie przeszkodziło ani naszej wojska wydać w Syberji na łup bolszewikom (łamiąc wszelkie umowy), ani napaść zdradziecko na nasz Śląsk i odciąć nas od wszelkiej pomocy (m. in. węgierskiej) w czasie naszej walki o śmierć i życie z najazdem czerwonym. Czy Czesi dotrzymali następnie umowy o ochronie polskiej mniejszości na Śląsku? Czy dotrzymali umowy ze Słowakami, zapewniającej autonomję Słowaczczyźnie? Czy dotrzymali oni przyrzeczenia traktatowego obdarzenia Rusi Węgierskiej daleko idącym samorządem? Traktaty są przecież zobowiązaniami obustronnymi i przez niedotrzymanie ich z jednej strony tracić mogą podstawę prawną. Niestety obawiamy się, że wobec tego pakty z Czechami mało przedstawiają realności. Przyznajemy też szczerze, że w dzisiejszych czasach skrajnego nacjonalizmu państwo, zagrożone przewagą irredenty w połowie własnych dzielnic, traci jako partner traktatowy na wartości. Zbyt dobrze znamy m. in. Niemców czeskich, by udział przedstawicieli ich w rządzie praskim uosabiał w naszych oczach pogodzenie się ich z państwowością czeską. Przecież w porównaniu wszystkie nasze bóleczki mniejszościowe są drobnostką. Niech Francuzom też nie imponuje zbyt sili gospodarcza — kapitałów niemieckich w Czechosłowacji. To raczej Polska może imponować światu gigantyczną odbudową zupełnie zrujnowanej po wojnie gospodarki, i to mimo długoletniego bojkotowania nas przez finansjery międzynarodową, tak łaskawą dla wzbogaconych dostawami wojennymi dla c. i k. monarchji czeskich warsztatów przemysłowych! Niech Francuzi przeczytają lepiej dzieła Danielou, Desbous, Gobron'a i tytu Francuzów o Trianon!!

„Wspólne niebezpieczeństwo?” Wielkie słowo. Niemiecki ruch „narodowy”, który zastąpił obecnie pruską rację stanu, nie jest dla nas groźny. Demografia z swoją wymową liczb jest po naszej stronie. Któż ośmieliłby się dziś żądać rewizji granic Polski?! Nie potrzebujemy maklerów ani z Berlinem, a z Moskwą. Największym zaś wrogiem Francji, to owe międzynarodówki z pod znaku kielni, młota, pentagramy: czerwonego sztandaru, którym wielka nasza sojusznica zawdzięcza dzisiejszy swój bezwład i kompromitację. A przecież wróg ten rządzi wszechpotężnie w Pradze i przeszkadza Włochom w — obronie traktatów nad Dunajem.

W sporze polsko-rosyjskim i polsko-niemieckim zwyciężyło prawo, które jest wiecznem; traktaty przemijają. W sporze polsko-litewskim również zwycięża prawo. Nie chcemy być ani stroną ani sędzią w sporach o granice Czechosłowacji. Prawo zwycięży — i życie. Notre cas n'est pas le mienne. Niech o tem pamiętają w Paryżu.

R.

Ludność polska w Czechosłowacji żąda poszanowania jej praw.

Memorjał wszystkich stronnictw polskich odsłania istotne położenie naszych rodaków.

Morawska Ostrawa, 8 kwietnia (PAT). — W dniu wczorajszym stronnictwa polskie uchwaliły zapowiadany memorjał o położeniu ludności polskiej w Czechosłowacji.

Stronnictwa polskie widziały się zmuszone do tego kroku, ponieważ komitet praski przedstawił położenie Polaków w Czechosłowacji w nieprawdziwym świetle. Na wstępie memorjał zaznacza, że nie można łączyć sprawy mniejszości polskiej w Czechosłowacji ze sprawą Czechów na Wołyniu, na Wołyniu bowiem żyje 26.000 emigrantów czeskich, natomiast w Czechosłowacji według spisów czeskich, 78.000 tubylczej ludności polskiej oraz 34.000 emigrantów polskich.

Memorjał godzi się jedynie na przeprowadzenie porównania położenia emigrantów czeskich na Wołyniu z emigracją polską w Zagłębiu Ostrawskim.

Z porównania tego wyraźnie widać, jak wychodźstwo polskie na Morawach jest pokrzywdzone.

Podczas gdy Czesi na Wołyniu zawdzięczają wyłącznie Odrodzonej Polsce całe swe szkolnictwo, tj. przeszło 20 szkół publicznych polsko-czeskich i 11 prywatnych czeskich, to emigracja polska w zagłębiu ostrawskim za czasów czeskich straciła ze swych 11, istniejących już za czasów austriackich szkół, 4 tak, że ma obecnie 7, a liczba dzieci w nich spadła z 2.218 do 426 w chwili obecnej.

Do szkół czeskich na Wołyniu uczęszcza natomiast 3.268 dzieci.

Dalej memorjał porusza krzywdzące spisy ludności. Przez

różne machinacje

i dopuszczenie narodowości „Ślązak-Czechosłowak” zmniejszono liczbę Polaków-obywateli czeskich a kilkadziesiąt procent.

Dalej memorjał porusza

sprawę szkolnictwa,

zaznaczając, że już w ciągu pierwszych lat rządów czeskich na Śląsku uległo likwidacji 11 szkół polskich. Liczba dzieci w szkołach polskich, która w roku 1916 wynosiła 21.995, obecnie wynosi 12.556. Liczba czeskich szkół wzrosła w tym czasie w obu polskich powiatach w ciągu pierwszych 4 lat rządów czeskich o 103, a liczba dzieci o 10.102.

Zaznaczyć należy, że na całym Śląsku nie ma dzisiaj ani jednej gminy, gdzie nie byłoby czeskiej szkoły, ani nawet tam, gdzie czeskie spisy wykazały po 3 Czechów.

Wszystkie szkoły czeskie, nawet te, do których uczęszczają polskie dzieci, utrzymywane są z funduszy publicznych, podczas gdy Polska Macierz Szkolna zmuszona jest utrzymywać szkoły zawodowe, jedno gimnazjum i 17 szkół powszechnych i wydziałowych, z których wiele posiada wszelkie warunki po temu, aby były upaństwowione. Wysokość subwencji otrzymywanych przez Macierz od rządu, jaką podaje komitet praski, jest

nieprawdziwa.

Przez 13 lat Macierz otrzymywała kwotę, która nie wystarczałaby nawet na utrzymanie gimnazjum orłowskiego przez 1 rok.

W dziedzinie kościelnej Polacy są również

rażąco pokrzywdzeni.

Z 18 probostw pozostało tam dzisiaj 11, podczas gdy Czesi zwiększyli swój stan posiadania z 6 do 15. W wielu parafjach Polacy naprośno domagają się nabożeństw polskich.

Ustawa językowa nie jest na terenie obu powiatów polskich przestrzegana. — Urzędnicy nie porozumiewają się w czynnościach urzędowych z Polakami w języku polskim.

W obu powiatach polskich zatrudnionych jest urzędników Czechów 38, Niemców 15, a Polaków 3 i to na podrzędnych stanowiskach.

Na 8 notariuszów ani jeden nie jest Po-

lakiem, niema również w Czechosłowacji ani jednego sędziego Polaka.

Dalej memorjał omawia

upośledzenie Polaków na polu gospodarczym.

Górnicy, hutnicy, robotnicy rolni i leśni narażeni są na bezprzykładny terror

i ucisk narodowościowy.

Pracownicy narodowo czynni zwalniani są z pracy.

Zarząd palakożerzej Matcy posiada na Śląsku 20 licencyj kinowych, podczas gdy Macierz Szkolna nie otrzymała ani jednej.

Starania Macierzy polskiej o jedną polską licencję kinową na Śląsku w Karwinie pozostały dotychczas bez skutku.

Dalszy ustęp memorjału dotyczy parcelacji rolnej. Przeprowadzono ją na Śląsku tak, że stała się

narzędziem kolonizacji

wsí polskich

przez ludzi, sprowadzonych z Czechosłowacji i Moraw. Ani jeden Polak nie otrzymał ośrodka parcelacyjnego.

W zakończeniu memorjału ludność polska w Czechosłowacji

domaga się zaprzestania akcji czechizacji i przyznania jej równouprawnienia, zagwarantowanego przez konstytucję

ustawy i umowę likwidacyjną polsko-czechosłowacką.

Memorjał, podpisany przez posłów dra Buzka, Chobota i b. posła dra Wolfa uchwalony przez wszystkie stronnictwa polskie w Czechosłowacji jest odpowiedzią dla wszystkich tych, którzy zamykają oczy na faktyczne położenie ludności polskiej w Czechosłowacji.

Wynaradawianie ludności polskiej na Śląsku czeskim

MORAWSKA OSTRAWA, 8.4. —

Stronnictwa polskie w Czechosłowacji uchwaliły wczoraj memorjał o położeniu ludności polskiej w Czechosłowacji.

Memorjał jest odpowiedzią na deklarację praskiego komitetu Porozumienia Prasowego Polsko-Czechosłowackiego, który przedstawił położenie polaków w Czechosłowacji w nieprawdziwym świetle.

Memorjał rozprawia się na wstępie z próbami łączenia sprawy mniejszości polskiej w Czechosłowacji ze sprawą Czechów na Wołyniu. Możliwem jest jedynie porównanie położenia emigrantów czeskich na Wołyniu z emigracją polską w Ostrawskim. Porównanie to ujawnia rażąco pokrzywdzenie wychodźców polskich na Morawach. 26.000 Czechów na Wołyniu zawdzięcza wyłącznie Polsce szkolnictwo, 20 szkół publicznych polsko-czeskich i 11 prywatnych czeskich. Emigranci polscy w Ostrawskim stracili natomiast za czasów czeskich 4 szkoły z pośród 11 szkół, istniejących za czasów austriackich. Emigranci polscy mają obecnie tylko 7 szkół, a liczba dzieci w tych szkołach zmniejszyła się z 2.218 do 425. Do szkół czeskich na Wołyniu uczęszcza 3.268 dzieci.

W dalszym ciągu memorjał porusza sprawę krzywdzących spisów ludności przez wprowadzanie sztucznych pojęć narodowościowych. Np. przez wprowadzenie nowej nazwy narodowości „ślązak-czechosłowak” zmniejszono liczbę polaków, obywateli czeskich o kilkadziesiąt procent. Fałszerstwa spisowe uwidocznił fakt, że w gminach Karwina, Darków, Szumbark, Marchłowice Dolne, Stanisławice, Mosty, Trzecie, Rzeko, Karpęta, które według spisu wykazują większość czeską — mniejszość polska zdobyła podczas wyborów gminnych przynajmniej przewagę.

W pierwszych latach rządów czechosłowackich na Śląsku uległo likwidacji 11 szkół polskich — 42 klasami. Liczba dzieci w szkołach polskich w r. 1916 wynosiła 21.995, obecnie zaś spadła do 12.556. Liczba czeskich szkół wzrosła

w tym czasie w obu polskich powiatach o 103, klas o 327, liczba dzieci zaś o 10.102. Na całym Śląsku niema dzisiaj ani jednej gminy, gdzie nie byłoby czeskiej szkoły. Istnieją nawet tam, gdzie czeskie spisy wykazały po 3 uczniów.

Polska Macierz Szkolna utrzymuje szkoły zawodowe, jedno gimnazjum i 17 szkół powszechnych i wydziałowych. Wysokość subwencji, otrzymywanych przez Macierz od rządu, podana przez komunikat praski, jest nieprawdziwa. Przez 13 lat otrzymywała Macierz kwotę, która nie wystarczałaby nawet na utrzymanie gimnazjum orłowskiego przez rok.

W dziedzinie religijnej polacy są również pokrzywdzeni. Z 18 probostw pozostało 11, podczas gdy czechy zwiększyli swój stan posiadania z 6 na 15. W szeregu parafii polacy naprośno domagają się nabożeństw polskich. Ustawodawstwo językowe nie jest na terenie obu powiatów polskich przestrzegane. Urzędnicy nie porozumiewają się z polakami językiem polskim. W obu powiatach polskich zatrudnionych jest 38 urzędników Czechów, 15 Niemców, a tylko 3 Polaków, którym powierzono podrzędne stanowiska. Na 8 notariuszy ani jeden nie jest Polakiem. Nie ma również w Czechosłowacji ani jednego sędziego Polaka.

Upośledzenie Polaków na polu gospodarczym jest również jaskrawe. Memorjał stwierdza, że górnicy, hutnicy, robotnicy rolni i leśni narażeni są na bezprzykładny terror i ucisk narodowościowy. Ci, którzy biorą czynny udział w pracy narodowej, zwalniani są z pracy.

Parcelacja rolna stała się narzędziem kolonizacji wsi polskiej. Ani jeden Polak nie otrzymał ośrodka parcelacyjnego.

Memorjał w imieniu ludności polskiej w Czechosłowacji domaga się zaprzestania akcji wynaradawiania, przyznania jej równouprawnienia, zagwarantowanego przez konstytucję, ustawy oraz umowę likwidacyjną polsko-czechosłowacką. (PAT).

Gareta Polska 9. IV 34.

Walne Zgromadzenie „Związku śląskich katolików.”

Rok jubileuszowy 50-letniego istnienia naszej organizacji politycznej „Związku śląskich katolików” został zakończony Walnem Zgromadzeniem, które się odbyło w sobotę, 3 marca w Czeskim Cieszynie w sali gimnastycznej polskiej szkoły wydziałowej. Zebrało się tam przeszło 150 delegatów z całego Śląska, którzy przyszli wysłuchać sprawozdań z czynności Wydziału, z rozwoju całej organizacji, z utrwalenia wśród naszego ludu hasła katolicko-polskich, a zarazem zaznaczyć żywe zainteresowanie tą organizacją, która dla nas Polaków-katolików jest głównym oparciem we wszystkich naszych poczynaniach.

Walne zagałęł prezes p. dr. Leon Wolf. Po powitaniu wszystkich zaznaczył, że zebrano się dla ustalenia programu i warunków pracy na rok przyszły, ale przede wszystkim dla uchwalenia regulaminu. Rok miniony był tak jak inne lata rokiem wytrwałej i niezmordowanej pracy Wydziału, poszczególnych Oddziałów i wszystkich członków naszego stronnictwa. Odbywaliśmy zgromadzenia, na których czczono nasz jubileusz, a razem z nim pamiątkę Odsieczy Wiednia, jako uroczystość polsko-katolicką. Odczytał dalej listę członków zmarłych w zeszłym roku według zawiadomości z poszczególnych Oddziałów. Wspomnień pośmiertnych wysłuchano stojąc.

Na wniosek p. dyr. Paszka odstąpiono od odczytania protokołu i powołano na weryfikatorów pp. Twardzika z Frysztatu i Galocza Adolfa z Karwiny.

Dla zarezerwowania sobie czasu na odczytanie i uchwalenie regulaminu, składano krótkie tylko sprawozdania. Złożyli je prezes dr. Wolf, sekretarz poseł Junga i skarbnik ks. prob. Płoszek. Jak sekretarz podał, urządzono w zeszłym roku kalendarzowym, 41 zebrań i akademij, o których podano wiadomość do Wydziału, ponieważ pozatem odbyły szereg zgromadzeń Oddziały na własną rękę. Zgromadzenia i akademje odbyto: 12 stycznia w Gródku (ref. p. Junga); 15 stycznia w Dąbrowie (Junga), w Skrzeczoniu (Lipka); 19 stycznia w Niemieckiej Lutyni (ks. Olszak); 19 lutego w Polskiej Lutyni (Junga); 26 lutego w Piotrowicach (Junga); 5 marca w Pudłowie (ks. Olszak); w Rychwałdzie (Junga) i w Końskiej (dr. Wolf); 19 marca we Frysztacie (dr. Wolf); 25 marca w Trzhanowicach (Bonczek); 26 marca w Dąbrowie (dr. Wolf), w Trzhanu (Lipka) i we Wędrynie (Lipka); 9 kwietnia w Olbrachcicach (Lipka); 23 kwietnia w Górnej Suche (Mackowski); 30 kwietnia w Dolnej Lesznej (ksiądz Chaberkowski); w Raju (pan Junga); w Trzhanu (pan Lipka); we Frysztacie (Bajger); i w Karwinie (Lipka); 7 maja w Polskiej Lutyni (ks. Cieślak) i w Ropicy (Lipka); 14 maja w Stonawie (ks. Nowak), w Gródku (ks. Galocz i Kowalowski), w Piotrowicach i w G. Żukowie (dr. Wolf); 19 maja w Górnej Suche (ks. Chaberkowski i Mackowski), w Czeskim Cieszynie; 21 maja w Boguminie-Mieście (Junga), w Gnojniku (Lipka) i w Kocobędzu (Bonczek); 28 maja w Niemieckiej Lutyni (ks. Olszak), w Jabłonkowie (Paszek i w Górnym Cierlicku (Junga); 4 czerwca w Świbicy (Junga); 5 czerwca w Mostach przy Jabłonkowie (Junga). 29 czerwca referował na wiecu protestującym w Karwinie przeciw zamierzonej reformie ustroju szkolnego za Związek śl. katolików p. Junga. 26 listopada odbyło się zgromadzenie w Górnym Cierlicku (referenci miejscowi). 3 grudnia w Trzhanowicach (Bonczek), a 12 grudnia w Niemieckiej Lutyni (ks. Olszak).

Najważniejszym wydarzeniem roku jubileuszowego był Zjazd, zwołany 11 czerwca do Czeskiego Cieszyna, o którym były dokładne sprawozdania w organie Związku. Około 10.000 ludzi poszło wtenczas za zewem Związku, ażeby zmanifestowało swoje przywiązanie do religii katolickiej i do narodowości polskiej.

50 lat pracuje Związek dla polsko-katolickiego ludu na Śląsku. Praca ta nie była daremną. Obecnie mamy już sporą paczkę bardzo dobrych pracowników i dzielnych działaczy. Posiadamy ich dużo dobrze wykształconych, a szkołą się dalsze szeregi młodych w Stowarzyszeniach Młodzieży Katolickiej. Możemy zatem patrzeć spokojnie w przyszłość. Odbyto kilka zgromadzeń delegatów i posiedzeń Wydziału, na których się zajmowano aktualnymi sprawami bieżącymi. Zajmowano się wszystkimi przejawami polskiego życia politycznego. Wydano krótką historję Związku śląskich katolików dla użytku referentów na Akademjach, historję Związku śląskich katolików, napisaną przez p. dyr. Galicza skonfiskowano, wydano kalendarz, a komitet redakcyjny zajmował się wydawaniem dalszym własnej gazety, która po obniżeniu prenumeraty jest obecnie najtańszą gazetą polską. Cechą kardynalną polskich katolików na Śląsku była zawsze jedność. Jednością imponowaliśmy i wrogom i przyjaciołom, w jedności zakończyliśmy rok z myślą o jedności pracujemy dalej, zakończył swe sprawozdanie sekretarz.

Po stwierdzeniu przez p. Handzla z Karwiny jednomyślnej zgody obecnych na złożone sprawozdania, przystąpiono do uchwalenia regulaminu, którego potrzebę uzasadnił p. prezes. Przedłożony regulamin uchwalono z drobnymi poprawkami w dwóch czytaniach. Odczytano jeden paragraf za drugim, głosowano nad każdym, a w drugim czytaniu uchwalono regulamin w całości. Na zarzut że jest zbyt drobiazgowym, wykazano potrzebę dokładności.

Po przyjęciu protokołu na wniosek komisji weryfikacyjnej przystąpiono do wyborów. Wybory przeprowadzono na podstawie uchwalonego regulaminu. Na wniosek p. Jeżowicza z Jabłonkowa wybrano ponownie prezesem dr. Wolfa. Celem ustalenia dalszych kandydatów powołano komisję-matkę, złożoną z pp. Rudolfa Zientka, Pawła Lipy, Adolfa Galocza, ks. Karola Maultza i Rudolfa Paszka. Komisja ustaliła kandydatów do Rady Naczelnej, Komisji rewizyjnej i Sądu honorowego, których odczytał p. Paszek. Wszystkich proponowanych wybrano. Następnie uchwalono wysokość wkładek. Pozostawiono 3 korony z tem, że we wyjątkowych wypadkach można ją obniżyć, gdy to uzna Komitet miejscowy za wskazane. W tej sprawie liczni mówcy zabierali głos. Ks. Płoszek napomina do ostrożności przy obniżaniu wkładek, ponieważ należy się spodziewać wyborów, a na wybory potrzeba dużo pieniędzy. P. Jeżowicz wskazuje, że Komitety miejscowe mają różne możliwości starania się o fundusze dla siebie a wkładki powinno się w całości odsyłać do Związku.

W różnych wskazuje dr. Wolf na bliską możliwość wyborów i na pracę podczas nich. Trzeba już teraz taką rozpocząć pracę, ażeby nie było ubytku głosów. Przede wszystkim nie wolno nam zapominać na kontrolę list wyborczych, które będą wyłożone w czerwcu. W każdym komitecie trzeba naznaczyć ludzi, których zadaniem będzie kontrola list i poczynienie potrzebnych reklamacyj.

P. Izydor Galocz zwraca uwagę na pracę nad młodzieżą. W Karwinie jest koło samokształcenia młodzieży, które odwraca młodzież od zasad polsko-katolickich, a myśli jedynie tylko o sporcie. Potrzeba nam kursu dla wykształcenia referentów i pracowników wśród młodzieży. Dr. Wolf wskazał, że był zamiar urządzenia takiego kursu i był on już ogłoszony. Nie odbył się, ponieważ referent z przyczyn od nas niezależnych nie mógł przybyć. Kurs jednak się odbędzie w niedalekiej przyszłości. Starsi powinni młodzież przyciągać przez wyrozumiałość dla niej. P. Handzel zwraca znowu uwagę że synowie i córki członków Związku śląskich katolików powinni należeć do Stowarzyszeń Młodzieży Katolickiej, ażebyśmy sobie zabezpieczyli przyszłych członków. P. Siejka z Trzhanu popiera

myśl urządzenia kursu. Znowu p. Gałuszka z Górnej Suchej wzywa do popierania naszej gazety katolickiej, jaką jest Nasz Kraj. P. Marciniek domaga się założenia biur porady prawnej, szczególnie dla spraw podatkowych. Skarży się na nieprawne przedpisywanie podatków. Po Urzędach podatkowych i Administracjach panuje straszliwy chaos, podatki przedpisuje się późno i każą je płacić w tych najgorszych czasach, wśród najgorszego kryzysu. Ks. Smyczek proponuje otwarcie w Naszym Kraju poradnika prawniczego, któryby mógł prowadzić p. dr. Bajorek.

Ponieważ porządek dzienny został wyczerpany a pora się daleko naprzód posunęła, przystąpił p. prezes do zakończenia Walnego. Zwrócił on uwagę, że po Walnem zaczyna się nowa praca. Mijamy na wszystko, co się koło nas dzieje, oczy otwarte, a nie zapominajmy, że sprawy katolickie i polskie są dla nas sprawami świętymi. Postępujmy tak, ażeby każdy nasz krok wykazywał, że jesteśmy katolikami i Polakami, że ani jednemu ani drugiemu żesmy się nie sprzeniewierzyli. Naszej dalszej pracy: Szczęść Boże!

Nasz Kraj 16. III. 34

Sejmowanie polskiego rolnictwa.

W sobotę zeszłą odbyło się Walne Zgromadzenie Towarzystwa rolniczego w wielkiej sali Polonji przy licznych udziałach delegatów poszczególnych kółek rolniczych i innych organizacyj, należących do Towarzystwa rolniczego. Liczy ono obecnie 55 kółek rolniczych i 7 organizacyj innych, zatem 62 organizacyj i posiada członków zorganizowanych 2741.

Walne Zgromadzenie zagał prezes p. Pawlica Józef, rolnik w Ropicy. Zaraz na wstępie zaznaczył, że przed trzema dniami obchodził swe 84 urodziny prezydent republiki Masaryk i wniósł na jego cześć trzykrotny okrzyk, który wszyscy obecni powtórzyli. Następnie powitał serdecznie przybyłych gości, przede wszystkim p. konsula gen. dr. Leona Malhomme i wicekonsula p. dr. Synowieckiego i p. dr. Domańskiego. Następnie dyrektora szkoły rolniczej p. Malca, posłów dr. Buzka i Junge, oraz reprezentantów różnych naszych instytucyj gospodarczych jak dyr. Buzka, dr. Wolfa, dyr. Tepera, dyr. Ofioka. Poseł Chobot nadesłał usprawiedliwienie. Wspominając o członkach zmarłych, wspominał prezes i o zmarłym mężu stanu i wodzu ludu rolniczego republiki o ś. p. Antonim Szwehli.

Po przyjęciu do wiadomości sprawozdań Zarządu Głównego, uchwalono wniosek komisji rewizyjnej udzielenia Zarządowi absolutorjum za jego działalność. Teraz wygłosił referat p. kierownik Cieńciała Karol z Będowyc na temat dostosowania się rolnika do kryzysu. Trzeba zmienić cały kierunek dotychczasowego gospodarowania. Będzie może znowu trzeba uprawiać len, a zaleca szerszą uprawę kukurydzy, szczególnie bydgoskiej, której rozszerzeniem zajmuje się w myśl swojej uchwały Zarząd Główny. Przyszłość wielką ma sadownictwo i jest ono jedną z tych gałęzi gospodarstwa wiejskiego, której trzeba więcej uwagi poświęcić. W każdym gospodarstwie jest dużo miejsc, na które można posadzić drzewa owocowe, można je sadzić z szczegól- nie wielkiem powodzeniem w polu, uprawiając jeszcze przez szereg lat koło nich płody rolne. Daje wiele bardzo cennych wskazówek co do zakładania sadów. Poleca sadzenie drzew karłowatych. W polu musi się sadzić półpienne albo wysokopienne. Zaleca sadzenie przede wszystkim jabłoni i czereśni w gatunkach handlowych. Dobór odmian będzie ponownie ogłoszony w Poradniku Gospodarczym. Zaleca czereśnie i jabłonie, bo czereśnie dojrzewają jak jeszcze niema innych owoców, a jabłko można znowu długo przechowywać. Zaleca także sadzenie krzewów owocowych, jak porzeczka, agrestów i malin.

W dyskusji zabiera głos dyr. Malec omawiając sprawę uzyskania drzewek wyhodowanych w szkołkach naszej okolicy. P. Cieńciała z Mistrzowic zaleca znowu, ażeby przy sadownictwie zwracano uwagę przede wszystkim na dochodowość. Zaleca książkę Gałczyńskiego: Sadownictwo dochodowe.

W dalszym ciągu załatwiono preliminarz i sprawę wysokości wkładek. Zmianę statutów musiano odłożyć do Nadzwyczajnego Walnego Zgromadzenia z powodu braku potrzebnego kompletu, który jest wymagany bardzo wielki. Wybory odbyły się jednomyślnie i wybrano ustępujących członków. Pomiędzy wnioskami Zarządu Głównego i kółek rolniczych uchwalono:

Domagać się obniżenia opłat w rolniczej kasie chorych we Frydku.

Domagać się obniżenia cen prądu elektrycznego, przyczem zalecono przyłączenie się w jesieni do strajku, jeżeli nie nastąpi poważne obniżenie.

Domagać się, ażeby Urząd powiatowy w Czeskim Cieszynie urządził kurs dla opryskiwaczy drzew owocowych, które to opryskiwanie ze względu na wielką ilość szkodników jest potrzebem w całym powiecie przeprowadzić.

Urządzanie stałe w półroczu zimowym wykładów rolniczych z obrazami świetlnymi.

Wśród wniosków i życzeń zabiera głos pierwszy p. konsul generalny, który wyraża zadowolenie, że ma sposobność zetknięcia się z rolnikami polskimi i wyraża pełne uznanie dla prac Towarzystwa rolniczego. Podkreśla zgodę i jedność, jaka panuje między rolnictwem, co się uwydatniło jednomyślnem wybraniem ponownem ustępujących członków Zarządu Głównego. Życzy, żeby ta jedność panowała i nadal, ażeby dobrobyt zajął do każdej chaty wiejskiej, a gdzie się już znajduje, ażeby jej nie opuszczał. (Huczne oklaski.)

P. Jaś z Wielopola wyraża życzenie, ażeby personel profesorski szkoły rolniczej władał poprawnie językiem polskim. Uczniowie narodowości polskiej mają tam zawsze wielką przewagę, a jeżeli nie wyklada się im w poprawnym języku, to korzyść z wykładów nie jest pełną. P. dyr. Malec się broni, że wychowankom trzeba przede wszystkim wpoić duszę chłopską. Miał prawdopodobnie na myśli dumę chłopską, poczucie własnej wartości i wytwarzanie sobie własnego zdania.

P. Francuz z Czeskiego Cieszyna wspomina o wkładkach w kasach po stronie polskiej. Daje tutaj wyjaśnienie p. poseł dr. Buzek w imieniu wszystkich posłów i wykazuje, co w tej sprawie uczyniono. Odpowiada także p. Ofiok, który prostuje mniemanie, że pieniądze się znajdują po polskiej stronie, a ta ich nie chce wypłacić. Jest zupełnie inaczej. Jest już wszystko przygotowanem, czeka się jedynie tylko na decyzję naszych ministrów.

P. Poncza z Ropicy wspomina, że w sprawie personelu szkoły rolniczej można zawrzeć kompromis tego rodzaju, żeby dyrektorem mógł być ktoś z Czechów, a profesorem żeby był p. inż. Heczko. Wyjaśnienie daje p. poseł Junga, który wymienia wszystkie kroki poczynione w tej sprawie przez niego i przez Zarząd Główny. Kandydatem Zarządu i jego jest p. inż. Heczko. Przyrzeczono siłę władającą poprawnie językiem polskim, jeżeli się zbierze 15 wychowanków na kurs polski. Tych nie zebrano z powodu krótkiego terminu, a potem i dlatego, ponieważ nie wierzone przyrzeczeniu. Mowca otrzymał drugie przyrzeczenie, że w przyszłości bez względu na ilość polskich wychowanków przeznaczy się dla szkoły rolniczej siłę odpowiednią. Protestuje przeciw nadużywaniu szkoły dla celów politycznych. Gdy nie zebrano 15 wychowanków, pewne gazety, ni- by także rolnicze, cieszyły się z naszego niepowodzenia. Jak wygląda personel tej szkoły wobec polskich rolników, jeżeli szerzy się z jej murów radość nad niepowodzeniem polskiego rolnictwa.

Dr. Wolf nawołuje jako prezes Rady Nadzorczej „Ziemi“, ażeby rolnicy gdzie indziej nie pokrywali swoje zapotrzebowanie tylko w Ziemi, która jest ich własnością. Pp. Cieńciała Sobiesław z Mistrzowic i Antoni Kufa z Nawsia omawiają potrzebę intensywniejszego jeszcze propagowania spółdzielczości dla zużytkowania produktów rolnych. P. Kufa domaga się przede wszystkim dla Jabłonkowskiego zbiornika mleka. P. Poncza zaleca Ziemi i Łazińskie spółki spożywcze. P. Jaś z Wielopola krytykuje postępowanie Łazów względem rolników. P. Badura z Ropicy broni Łazy, ale wskazuje na brak zastąpienia rolników tamże. Temu są sobie rolnicy sami winni, powinni się starać o to zastąpienie przez wysłanie delegatów na Walne do Łazów. Błąd ten trzeba naprawić, a potem będzie się w Łazach inaczej wobec rolników postępowało.

patrz Poradnik Gospodarczy - strona 55

Po wyczerpaniu porządku dziennego zamknął prezes Walne Zgromadzenie, które z powodu nadzwyczaj uroczajności jego przebiegu było rzeczywicie Sejmem rolniczym. Towarzystwo rolnicze jest także instytucją, gdzie się mogą rolnicy śmiało wypowiedzieć o swoich sprawach tak jak im tego potrzeba.

Zgon Kapłana Obywatela.

W skolataną pierś społeczeństwa naszego nowy ugodził cios. Spodobało się Bogu zabrać z pośród nas jednego z najlepszych kapłanów ś. p. ks. dziekana Krzystka, proboszcza w Stonawie.

Nad świeżą stojąc mogiłą, zastanawiamy się nad tem, kogo utraciliśmy. I chociaż każda mogiła mówi nam dobitnie, iż znikome są sprawy tego



Ś. p. Ks. Radca Franciszek Krzystek, dziekan i proboszcz w Stonawie.

świata, to jednak i o tych sprawach rozważać nam należy, boć człowiek stworzony jest z ciała i z duszy, a obowiązkiem jego jest troszczyć się o oboje. Zadanie to w całej pełni nie tylko względem siebie, lecz i względem swych rodaków spełniał ś. p. Zmarły. Był wzorowym sternikiem swej parafji i jako taki zachęcał zawsze owce swe do znoszenia wszelkich dolegliwości życiowych, gdyż wierzył i do tej wiary innych pobudzał, że za grobem lepszemu czeka nas żywot.

Już nie podniesie się dłoń Jego, błogosławiąca wiernych, nie rozbrzmi głos ani ku upomnieniu grzeszników, ni ku utrwaleniu chwiejących się w wierze, ani ku chwale „chodzących ścieżkami żywota wiekuistego”. Umarł i nie powstanie aż na gęsi archaniola. Osieroceni my, a osierocenie to tem boleśniesz, że chwile, które przeżywamy, tak bardzo są doniosłe, tak bardzo trzeba nam było głosu umacniającego nas w wierze, że przeminą te burze, które nami miotają. Spodobało się Bogu, aby głos ten zamilkł na wieki.

Ale grób Jego tem głośniej przemawia do nas. Wszak w nim spoczywa ten, którego życie całe było zmaganiem się z przeciwnościami, było pasmem dni, obfitujących w wielkie cnoty Kapłana-Obywatela, któremu parafjanie niejedno zawdzięczają, a zaś na pierwsze miejsce tych wszystkich szlachetnych czynów Zmarłego wybija się budowa kościoła, pięknego domu Bożego, którego powstanie Jemu Stonawianie zawdzięczają.

Cześć zmarłemu Duszpasterzowi, Przewodnikowi naszemu! cześć stokrotna za Jego zbawienny wysiłek życia, za Jego pasterzowanie wśród nas, w którym wskazywał nam drogę jasną obrony wiary świętej. Przypieknijmy Mu na cześć Prochów Jego, że z drogi, jaką nam wskazał, nie zejdziemy.

Tak nam Boże dopomóż, a Jemu daj światło wiekuiste!

Niech odpoczywa w pokoju.

Pogrzeb tego zacnego kapłana przybrał manifestacyjny charakter. Tłumy tysięczne zebrały się na miejscu żałoby, by oddać ostatni hołd zmarłemu Kapłanowi. 80 kapłanów knoczyło przed trumną. Ceremonie pogrzebowe odprawił kolega z ławy szkolnej, przew. ks. prałat Weissmann, wspomnienie pośmiertne wygłosił z głębokim odczuciem straty sąsiad Zmarłego, ks. Jakób Gazurek. Uroczystość pogrzebową zaszczylicili swoją obecnością p. Generalny Konsul dr. L. Malhomme, dr. Wolf, dyr. Feliks, dr. Olszak z Karwiny, poseł Junga, Czepan za Patronat i inni. Nad grobem pożegnał Zmarłego imieniem Związku Śląskich Katolików i imieniem ludu polskiego na Śląsku p. dr. Wolf, a za gminę przemówił p. Cygonek.

Lidové Noviny 7. IV. 34

Polské vystřízlivění z lásky k Němcům

Iv - Moravská Ostrava 6. dubna.
U těch, kteří v Polsku zachovali si kritický poměr k věcem domácím a zahraničním, lze pozorovati trpké rozladění pro neočekávané následky polsko-německého paktu. Sama Polska Záchodnia, orgán vojvodského úřadu v Katovicích, jenž tak často zveličoval nepravdivé zprávy polského konsulátu v Moravské Ostravě o domnělém útisku Poláků v Československu, píše nyní s netajenými obavami o usměrnění německých stran v Polsku, to jest Deutsche Partei (německí nacionalové) a Jungdeutsche Partei (německí národní socialisté). Důsledky polsko-německého paktu jsou stejně nepříjemné i na půdě německé. Týž list si totiž stěžuje, že Poláci v Německu jsou ohroženi netoliko po stránce politické a hospodářské, nýbrž i ve věcech náboženských. Tak například v městě Kwidzinu byly práve zrušeny polské nedělní bohoslužby. Napříště jsou přípustny jen jednou měsíčně jako bohoslužby vedlejší.

Zase nepravda polského rozhlasu

Iv - Mor. Ostrava 6. dubna.
Polský rozhlas hlásil dnes ráno a v poledne, že společný výbor polských stran v Československu (polská strana katolická, evangelická a sociálně demokratická) usnesl se na projevu proti nedávnému prohlášení českého výboru Česko-polské tiskové dohody a že se zároveň obrátil do Varšavy

s prosbou o ochranu proti útisku. Na dotaz u zpravených míst prohlašuje se ve večerních hodinách zpravodaj Lidových Novin, že tvrzení polského rozhlasu není pravdivé. Ve skutečnosti dostavili se do včerejší schůze společného polského výboru někteří činitelé hmotné a mravně závislí na polském konsulátě v Moravské Ostravě a pokoušeli se dosíci resoluce, v níž se protestuje proti prohlášení českého výboru Československo-polské tiskové dohody. Usnesení takové se však nestalo. O věci má se jednat teprve zítra, kdy se má také sejít smíšený redakční výbor česko-polského klubu v Moravské Ostravě.

Poslanec dr Buzek vystoupil z Česko-polského klubu

Iv - Mor. Ostrava 6. dubna.
K těm stále ještě nečetným členům Česko-polského klubu, kteří kromě úředníků polského konsulátu v Moravské Ostravě demonstrativně po prvních dnech vystoupili z Česko-polského klubu, se nyní přidružil i poslanec dr. Buzek, vůdce polských evangeliků na Těšínsku. Postup poslance dra Buzka, jehož syn je úředníkem polského vyslanectví v Praze, se vysvětluje nátlakem. Česko-polský klub v Moravské Ostravě, jenž zůstal dosud trpným, svolává nyní valnou schůzi, na níž se bude jednat o posledních událostech. Výborová schůze dosadila smíšený čtyřčlenný výbor, v němž zasedají z české strany dr. Novotný a prof. Tlapák, z polské strany poslanec Chobot a dr. Felix, ředitel polského gymnasia v Orlově.

Ovoce polského paktu s Německem — Němcům roste v Polsku hřebínek

Včera došla ostravského policejního ředitelství zpráva četnictva v Petrovicih, že polské úřady požádaly naše četnictvo a policii o spolupráci po pachatelích přepadení polského policisty. Jedná se o Němce. V úterý 3. dubna o 5. hod. odpoledne byl přepaden ve Staré Vsi v okrese Psztina na obchůzce vr. pol. inspektor J. Šmída. Byl odzbrojen čtyřmi muži, kteří ho přepadli na opuštěném místě a ztýrali. Jako pachatelé jsou stíháni členové Volksbundu a to 23letý Josef a 24letý Pavel Želazo, 35letý Fr. Chrzust ze Staré Vsi a 26letý Štěpán Kloc z Radotovic. Pachatelé uprchli do ČSR, ale není vyloučeno, že se dostali již do Německa. Jsou vyzbrojeni jen pistolí a gumovým obuškem, který vzali policistovi. Zároveň s touto zprávou, jež v Polsku způsobila velký rozruch, počítuje se tam velký neklid z činnosti německých stran, kterým roste hřebínek v důsledku dohody s Německem, odkud také vyšel popud, aby se německé strany v Polsku spojily.

Varšavský korespondent »Berliner Tagblattu« Rudolf Hernstadt dlel v minulých dnech na Těšínsku. Z rozkazu berlínského ústředí měl se informovat o medorozumění mezi ČSR a Polskem. V čísle ze dne 4. dubna na první stránce přináší »B. T.« jeho zprávu »Varšava proti Praze«, v níž uvádí že dr. Michejda, ať již mluvil z varšavského rozkazu nebo z vlastní iniciativy, se stal svou řečí, v níž žádal celé Těšínsko pro Polsko, historickou osobností, neboť prý vyvolal nejnovější územní konflikt v Evropě.

Podle zprávy Gazety Polské povolilo ministerstvo vnitra v Praze polské Macierzy Szkolnej na území republiky veřejné sbírky. vb.

V těchto dnech vystoupil z Česko-polského klubu v Mor. Ostravě posl. dr. Buzek, který je členem stronnictwa ludowego a hospitantem klubu soc. dem. poslanců. Je předsedou mezistranického komitétu našich polských stran. Jako důvod uvádí poslední události. Syn posl. Buzka je zaměstnan na polském vyslanectví v Praze. S posl. Buzkem vystoupilo z klubu celkem 8 osob. -zel.

Těšínsko a Poláci

Organ polské rady pro zahraničí o Polácích v Československu

Iv - Moravská Ostrava 9. dubna
 Ve shonu po důkazech domnělého proásledování Poláků na českém Těšínsku zahrnuje polská tisková a rozhlasová propaganda polskou veřejnost novými nepravdami. Pokud potrvá dnešní nálada v Polsku, je zbytečno něco vyvracet. Československo může před celým světem kdykoliv dokázati, že učinilo pro Poláky na českém Těšínsku daleko více nežli to, k čemu bylo povinno. zvlášť by to vysvitlo, kdyby postavení Poláků v ČSR bylo porovnáváno se životem slovanských menšin v Polsku. Neupřimnost oficiálních protičeských útoků je potvrzena v posledním čísle polské revue Poláci v celém světě, orgánu to polské rady pro zahraničí. V posledním čísle z 1. dubna praví se o Československu, že zdejší polské obyvatelstvo čítá 140.000 duší a že je to nejlépe organizovaná polská menšina na celém světě. V konsumních spolecích různého druhu je soustředěno 45.000 polských rodáků. Stejně skvěle je na tom polské školství. V poslední době bylo zestátněno gymnasium v Orlově, čímž se uvolnilo značné prostředky na jiné menšinové polské účely osvětové. Dále se píše o věcech politických a zjišťuje se, že Poláci mají kromě jednoho poslance komunistického dva jiné zástupce v čs. parlamentu. V tomtéž sešitu v článku Nedáme se zlomit se píše o velmi stísněném postavení polské menšiny v Německu, Polsko-německý pakt jenom navenek zmírnil hrubost protipolského postupu, poněmčování však tajně pokračuje a to tak, že se Polákům bere v Německu práce a chléb. Reportáž J. Wiktora (téhož novináře, jenž na sebe upozornil známým protičeským vystoupením v Ilustrowaném Kuryeru Codzienném, poznámka redakce) odhalila zastřenou práci německých šovinistů ve Slezsku. Mystický a útočný duch Hitlerova nacionalismu boří tu jednu polskou posici za druhou a zeslabuje polskou menšinu, která pamatuje orgie Bismarckova kulturního boje, hakatismu a působení kolonizačních komisí.

Slova polské revue jsou trpkou lekcí oněm vůdcům polské menšiny u nás, kteří, ať již vědomě či nevědomky podporují rozkladnou činnost polského konsulátu v Mor. Ostravě. K vysvětlení zákulisí celého případu velmi by přispělo zjištění toho, kdo financuje politickou činnost a tisk jistých skupin. Hodně překvapuje, že včera v poslední chvíli odřekli účast na akademii Lašské župy orelské v Moravské Ostravě pozvaní zástupci polských katolických spolků. Stejně nápadné je, že PAT včera rozhlásil zprávu o tajné poradě tak zvaného mezistranického výboru polských stran v ČSR (Svaz katolíků, evangelická strana lidová a polská strana socialistická), která prý skončila rozhodnutím vypracovati pro mezinárodní veřejnost odpověď na nedávné prohlášení pražského výboru čs.-polské tiskové dohody. Ostatně i tato zpráva je nepravdivá.

Polský sociálně-demokratický poslanec Chobot na včerejší okrskové schůzi polské strany socialistické v Třinci vylíčil průběh českotěšínské porady docela jinak. Prohlásil, že zamezil chytaně usnesení v Českém Těšíně a že výsledkem porady ve Třinci byla dohoda, že dělničtí zástupci ze Třinecka a Jablunkovska schválili resoluci státního sjezdu polské strany socialistické v Karvině, v níž se odmítají šovinistické pokusy a v níž se polské dělnictvo vyslovuje pro demokratickou čs. republiku. Tím se znovu potvrzuje potěšitelná skutečnost, že polští socialisté jako největší polská strana v čs. republice setrvávají při věrnosti republice. Otázka arciž je, jak dlouho může zejména po surovém útoku Ilustrowaného Kuryera Codzienného na socialismus ve střední Evropě, polská strana socialistická setrvat bez újmy na svých zásadách v souručenství s oběma ostatními polskými stranami, jejichž vůdové se předstihují v protičeské nenávisti.

7/IV. 34

LIDOVÉ NOVINY

DOHODA O STŘEDNÍ EVROPE

Š. Bednár



Všichni chtějí a žádný nemůže?

Moravskoslezský Deník 7. IV. 34

Jak referuje Polská tisková kancelář

Vrchní rada Streitberg prý dostal dovolenou jen proto, že osvobodil Kaszyckého.

Polská tisková kancelář přináší dne 5. t. m. z Těšína (polského) zprávu, že se tam konala schůze představitelů polských společenstev, politických a hospodářských představitelů, na které byla provedena všeobecná diskuse ve věci protipolské kampaně v Československu (1) a zároveň odhlasována obšírná resoluce. Resoluce uvádí nejprve, že české úřady bezdůvodně využily oslav 15. výročí českého vpádu na Těšínsko jako hesla ke kampani proti polské menšině v Československu, která prý po několik týdnů žije pod strašlivým terorem policejním a hospodářským. Tento teror prý stále roste. Provokační žalářování a hromadné vypovídání Poláků neustává, takže představitelé polských organizací v Těšíně jsou nuceni obrátiti se k polské vládě s rozhodnou žádostí, aby u československé vlády byly podniknuty energické kroky za účelem zastavení represálií a provokací vůči Polákům v Československu a zároveň za účelem zajištění základních práv jejich společenského, politického, hospodářského a kulturního života. Nakonec žádá re-

soluce otevřeně, aby z Polska bylo vypovězeno tolik československých občanů, kolik bylo vypovězeno polských příslušníků z Československa a mimoto se v resoluci žádá o použití stejných metod a hospodářských represálií vůči podnikům československým v Polsku, jakých používá Československo vůči zdejším Polákům. — Domnívali jsme se, že Poláci se již umoudřili a že před návštěvou francouzského zahraničního ministra Barthoua ve Varšavě zanechají nesmyslného protičeského štvání. Je přece známo, že i maršálek Piłsudski projevil přání, aby spor s Československem byl zlikvidován dříve, než přijede Barthou do Polska. Na tomto přání patrně PAT, pranic nezáleží, jinak by nepřinášela z Mor. Ostravy stále zprávy o dalším hromadném vypovídání polských dělníků z Československa, nebo i takovou zlomyslnost, jako že vrch. rada Streitberg, který předsedal procesu proti prof. Kulisiewiczovi a Kaszyckému, dostal zdravotní dovolenou jen proto, že oba Poláky osvobodil! Tak daleko jde PAT. ve své protičeské nenávistné kampani!

Odpowiedź naszym wrogom.

Polskie organizacje socjalistyczne w CZSR protestują przeciw podjudzaczom i prowokatorom usiłującym stworzyć nieufność do P. S. P. R. — Ponowne podkreślenie naszych żądań. — Wspólne manifestacje pierwszomajowe pod hasłem obrony demokracji.

W sobotę 31 marca br. odbyła się w Domu Proletariuszy w Karwinie konferencja polskich organizacji socjalistycznych przy udziale 80 delegatów, zastępców organizacji politycznej P. S. P. R., Stowarzyszenia młodzieży „Siły“ i Polskiej Sekcji Związku Górników okręgów: karwińskiego, orłowskiego, suskiego, fryszackiego i bogumińskiego. Przewodniczył tow. F. Goetze, zaś referat wygłosił poseł tow. Chobot. Przeważną część swego przemówienia poświęcił sprawom politycznym, zwłaszcza podkreślił i podał druzgocącej krytyce akcję wrogów socjalizmu od niedawnego czasu skierowaną przeciw Polskiej Socjalistycznej Partii Robotniczej i przeciw jej funkcjonariuszom, ze strony niektórych jednostek z obozu polskich przyjaciół faszyzmu. Mówca zwraca uwagę jakie niebezpieczeństwo szczególnie dla robotników polskich na Śląsku może wywołać **akcja rozbijania jedności i spokojnej współpracy całej polskiej ludności na Śląsku**. Odpieramy z całą stanowczością jakiekolwiek próby szerzenia nienawiści między polskich socjalistów i stanowczo potępiamy **metody prowokacji**, jakiej użyto w ostatnich dniach dla celów zohydzenia Polskiej Socjalistycznej Partii Robotniczej i podkopania do niej zaufania. Polityka naszej partii idzie drogą właściwą i niema potrzeby jej zmienić. Stoimy na stanowisku obrony praw gospodarczych, politycznych, kulturalno-narodowych polskiej ludności pracującej, świadomi, że możemy to czynić skutecznie na zasadach demokracji i tych jesteśmy zdecydowani bronić stojącymi nam do dyspozycji środkami ze wszystkimi szczerymi demokratami. W tym duchu jesteśmy **zgodni ze wszystkimi polskimi organizacjami socjalistycznymi** a także **większość ludności polskiej** podziela zdanie, że prawa ludności polskiej możemy wydobywać, krzywdy i niedomagania usuwać, przy utrzymaniu demokracji i stosowaniu jej i w najdrobniejszych szczegółach w praktyce. Jakiegokolwiek próby osłabienia partii socjalistycznej musiałyby wzmocnić wrogów demokracji i przygotować grunt faszyzmowi. Dziś każdy rozumny obywatel przyznać musi, że **faszyzm stosunków nie uzdrowi a doli mniejszości polskiej nie poprawi**. Ciężkim trudem odbudowaliśmy nasze organizacje i każdy, kto chciałby je niszczyć musi spotkać się ze zdecydowanym sprzeciwem wszystkich członków polskich organizacji socjalistycznych.

Przemówienie posła Chobota nagrodzone hucznymi oklaskami ujmuje rezolucja jednomyślnie przyjęta:

REZOLUCJA.

Zebrani na konferencji krajowej P. S. P. R. w dniu 31 marca 1934 w Karwinie mężowie zaufania polskich organizacji socjalistycznych na terenie Śląska w związku z ostatnimi zajściami politycznymi stwierdzają wobec całego społeczeństwa polskiego na Śląsku co następuje:

Polska Socjalistyczna Partia Robotnicza zawsze stała i stoi na stanowisku obrony praw mniejszości polskiej w Czechosłowacji. Że zawsze miała na oku interes ogółu, nieraz kosztem własnego ideowego interesu partyjnego, tego najlepszym dowodem jest dotychczasowa jej współpraca w Komitecie Międzypartyjnym Stronnictw Polskich i w Radzie Organizacyjnej Polaków Zagranicą, bez względu na to, że była i jest z tego powodu przedmiotem napaści ze strony komunistów, szowinistów czeskich i że także narażała się na wyrzuty ze strony bratniej czeskiej partii socjalno-demokratycznej i polskich towarzyszy zagranicą.

Jako dalszy dowód posłużyć tu może bogata czynność parlamentarna tow. posła Chobota, jego szereg skutecznych interwencji w obronie obywateli polskich, dalej odczyty o położeniu i potrzebach polskiej mniejszości w Czechosłowacji, wreszcie codzienna, drobna praca organizacyjna i prasowa oraz cała masa odbytych przez partję zgromadzeń i urzędzeń, na których P. S. P. R. zawsze podkreślała postulaty i potrzeby polskiej mniejszości w republice a zwłaszcza robotników polskich.

W związku z tem stwierdzamy, iż praca ta była i będzie nadal możliwa tylko na gruncie demokratycznego ustroju państwa Czechosłowackiego przy zgodnej współpracy z demokratycznymi stronnictwami polskimi i czeskimi.

Z całą stanowczością odrzucamy wszelkie ataki, pochodzące z innych stronnictw polskich, które z istotnymi potrzebami i żądaniami polskiej ludności nie mają nic wspólnego i dążą jedynie do osłabienia jednolitości polskiego ruchu socjalistycznego. Szczególnie potępiamy wydane przez komunistów i nieznane dotąd żywioły ulotki i szowinistyczne prowokacje w prasie, gdyż właśnie one przynoszą polskości na Śląsku największą szkodę.

Stoimy na stanowisku poprzednich uchwał władz partyjnych w tym względzie i oświadczamy ponownie, że tak jak dotąd, tak i nadal przy wspólnej pracy rozumnych i trzeźwych czynników domagać się będziemy równouprawnienia dla ludności polskiej na polu gospodarczym, politycznym i kulturalnym.

Pomimo tego, że już niejednokrotnie i na każdym kroku akcentowaliśmy nasze konkretne żądania podkreślamy je tutaj ponownie:

Domagamy się wstrzymania planowanych **wydań robotników polskich z kopalń**, przy czem protestujemy przeciwko temu, aby robotnicy polscy byli terorem wpędzani do czeskich organizacji nacjonalistycznych;

upaństwowienia polskich szkół prywatnych na Śląsku, ostatecznego uregulowania obywatelstwa państwowego dla polskich obywateli tutaj od dziesiątek lat zamieszkałych, **sprawiedliwego traktowania ludności polskiej przy udzielaniu różnych posad publicznych i państwowych**.

Żądamy **sprawiedliwej parcelacji**.

Apelujemy do wszystkich robotników polskich, do członków i mężów zaufania partji, by wobec ostatnich zajść nie dali się nikim wyprowokować, zachowali rozwagę i tak jak dotąd pozostali wiernymi polskiemu ruchowi socjalistycznemu.

Zgadzamy się z taktyką Zarządu Głównego Komitetu Wykonawczego i przewodniczącego partji tow. posła Chobota, wyrażając zaufanie i wzywamy nasze władze partyjne do wytrwania na dotychczasowym stanowisku obrony demokracji przeciwko faszyzmowi i obrony praw robotnika polskiego.

Pan Kaszycki se naparuje

LOS MNIEJSZ

W CZECH

Tisíce se hrnuly na jeho přednášky, lidé plakali dojetím nad velikostí Polska — U nás prý udavačství a provokace slaví triumfy

Pan Stanislav Kaszycki, který byl osvo-
bozen ostravským soudem, našel si u nás za-
kázaný Ill. Kurýr Codzienny, ve kterém nyní
denně servíruje veškerá utrpení, která prožil
u nás. Kromě sprostých urážek našeho obyva-
telstva, píše pan Kaszycki tak, jako by jeho
cesta po ČSR byla vítězoslavnou cestou velmi
slavné osobnosti. Sta a sta lidi se prý hrnulo
až ze zapadlých horských vsí na jeho přednáš-
ky, staří lidé prý plakali dojetím nad poznáním
pravdy o Polsku, kterou jim přinesl pan Ka-
szycki. V článku pod obrovským titulem: Gdy
mnie arestowano, píše, že když jel z Košic na
Těšínsko přednášet a blížil se k Těšínsku, je-
ho nepokoj prý vzrůstal. »S čím k nim jedu?«
tázal se sám sebe. »Dovedu jim podat to, na
co čekají?« Jeho nepokoj vzrůstal, neboť měl
stanout před rodáky, kteří jako církev boju-
jící věčně cítí (co? — to nepíše), měl jim po-
patřit do očí a klást účty. Z čeho, o tom se
nezmiňuje, ale dá se to vycítit z tendence
článku. Po ubytování v hotelu upozoroval, že
je špehován tajnou policií. Nutno prý rozhod-
ně potvrdit, že Československo náleží do řady

policejních států, kde donašečství, udavačství
a provokátérství slaví triumfy. Všude viděl
nastražené uši udavačů. Češi prý Polákům vy-
týkají, že málo o nich mluví, že si sami zaří-
zuji svoje věci, že se neperou s Maďary a
Němci atd. Pak píše o slavném triumfu při
jeho přednáškách, o starých lidech, jejichž
slzy byly obžalobou polské společnosti, že ne-
měla dosti energie, aby zabezpečila ohromné-
mu množství Poláků nemožnost odnárodňová-
ní. Pak líčí, jak byl zatčen a bylo mu sděleno,
že pobuřoval obyvatelstvo ve Slezsku k po-
vstání se zbraní v ruce. Pan Kaszycki ovšem
lže, až se práší. Zachutnálo mu, že se stal na
několik dní středem mezinárodní pozornosti a
chce, aby to trvalo déle. Proto se snaží ze
sebe dělat osobnost, ačkoliv dosud byl nulou.
U nás sice dovedeme vycházet cizincům často
bez příčiny hodně vstříci, ale takové, jak to
líčí pan Kaszycki, to jistě nebylo. Konečně,
vzrušení, které bylo vyvoláno v čs.-polském
poměru nepěknou hrou polské diplomacie, již
pomijí a brzy po jakémsi panu Kaszyckém ani
pes neštětkne. -zel-

Duch času 8. IV. 34

Činnost generálního konsula, přesahující meze diplomatického poslání.

Porady v Polském Těšíně za účasti gen. konsula dr. Malhome a polských měšťan-
ských politiků z Československa. — Resoluce, plná nepravd.

»Duch času« již napsal, že činnost polského
generálního konsula dr. Malhome v Mor. O-
stravě přesahuje obvyklou činnost, jakou vy-
víjejí diplomatictí a konsulární zástupci ji-
ných států. K této činnosti gen. konsula dr.
Malhome přibyla nyní nová důležitá kapitola.

Jak se dovidáme, konaly se v minulých dnech
v Pol. Těšíně na starostenském úřadě porady,
kterých kromě polského gen. konsula z Mor.
Ostravy dr. Malhome zúčastnili se také někteří
vůdčí lidé z měšťanského tábora polského v
Československu. Šlo o porady politických, hos-
podářských a kulturních organizací. Výsled-
kem těchto porad je nenávislná resoluce proti
Československu, kterou nyní uveřejňuje PAP
a také list katovického vojvodství »Polska Za-
chodnia«.

Resoluce, na jejímž zpracování má patrně
hlavní podíl gen. konsul dr. Malhome, je roz-
dělena na čtyři body.

V prvním mluví se o domněle strašném osu-
du polské menšiny v Československu, jenž prý
připomíná stav za plebiscitu, v druhém se u-
vádějí přímo neslýchané podmínky, za kte-
rých bylo by možno obnovit přátelský po-
měr mezi Polskem a Československem. Tento
bod mluví o neexistující perzekuci Poláků v
Československu v úřadech, na školách, ve ve-

řejném životě, jiné daňové míře pro polské a
československé státní občany, násilné počesťo-
vání polských dětí, rozpouštění obecních za-
stupitelstev, falšování úředních statistik, zatý-
kání a vypovídání Poláků z Československa
atd. Jde zde vešměs o tvrzení přímo ne-
pravdivá.

Ve třetím bodě resoluce protestuje se proti
domnělému teroru vůči Polákům v Českoslo-
vensku a polská vláda se vyzývá, aby zakro-
čila ve prospěch polské menšiny v Českoslo-
vensku. Na konci resoluce vyslovuje se sou-
hlas se známým projevem starosty Polského
Těšína dr. Michejdy, který byl rozhodně od-
mítnut také umírněným tiskem v Polsku.

Na československé straně byla projevena
největší ochota, učiniti všechno pro obnovení
přátelského poměru s Polskem. Také tisk v
Polsku, pokud nepatří do tábora tak zv. sa-
načního tisku, prohlásil, že štvánice, zaháje-
né proti Československu, jsou velkou větši-
nou polského národa odmítány. Toto stano-
visko československé a polské umírněné ve-
řejnosti je patrně pro pana gen. konsula dr.
Malhome věci naprosto vedlejší. Nechce po-
chopit, že svou dosavadní činností je v roz-
peru také s většinou příslušníků vlastního
národa.

Gazeta Polska 10. IV. 34

Szykany na Śląsku českým ne ustajają

Czy wydalenie 73 polaków?

MOR. OSTRAVA, 9.4. — Dzien-
nik český »Moravská Orlice« kieruje
pod adresem dyrekce policie zapyta-
nie, ile prawdy jest w wiadomości,
która wywołała popłoch na Śląsku, że
wezowano 72 obywateli polskich do o-
puszczenia w ciągu 24 godzin Czecho-
słowacji. Zarządzeniem objęci mają
być górnicy polscy. (PAT)

Język niemiecki, a nie polski

MOR. OSTRAVA, 9.4. — W gmi-
nie polskiej Sucha Górna na szybie
»Franciszek« inż. Szusta wydał zarzą-
dzenie, zabraniające używania języka
polskiego. Językami urzędowymi po-
zostają język czeski i niemiecki. Ko-

palnia »Franciszek« jest własnością hr.
Larisch. (PAT)

Przed sąd za oszczerstwo

MOR. OSTRAVA, 9.4. — Prasa in-
formuje, że w odpowiedzi na kampan-
ję pism českých przeciw polskim in-
stytucjom finansowym i gospodarczym
w Czechosłowacji, wszystkie te insty-
tucie w liczbie 74 wystąpiły na drodze
sądowej. Polskie instytucje finansowe
domagają się będą odszkodowania za
straty. (PAT)

Śledztwa

MOR. OSTRAVA, 9.4. — Na aka-
demji »Sokoła« polskiego w Jabłonko-
wie oraz na uroczystościach jubileu-
sowych polskiego pisma socjalistycz-
nego »Robotnik Śląski« uczczono imie-
ninę Marszałka Piłsudskiego okolicz-
nościami przemówieniami. Stało się

to powodem śledztwa. W Suchej Śred-
niej wszczęto dochodzenie przeciw na-
czelnikowi gminy, socjaliście czeskie-
mu. (PAT)

Zwolnienie pedagoga polskiego

MOR. OSTRAVA, 9.4. — Dyrek-
tor polskiej szkoły wydziałowej w
Mor. Ostrawie i prezes Związku Pola-
ków na Morawach Marjan Pawelek o-
trzymał od dyrektora czeskiego semi-
narjum nauczycielskiego w Ostrawie
zawiadomienie, że nie będzie mógł
brać udziału w pracach komisji egza-
minacyjnej dla nauczycieli polskich,
gdyż jest obywatelem polskim.

Zaznaczyć należy, że dyr. Pawelek
zasiadał w komisji od 10 lat. (PAT)

Wypuszczenie z aresztu

MOR. OSTRAVA, 9.4. — Po 1
szło 2-tygodniowym więzieniu z-
niony został gospodarz polski z
strzowicz, obywatel czeski Paweł
cik. Sąd przychylił się do zdani-
brony, że trzymanie Szusicki w
związku test nieracjonalne. (PAT)

W ostatnich tygodniach napływa-
ły ze Śląska cieszyńskiego alarmu-
jące wiadomości o zaostrezeniu kur-
su polityki rządu czeskiego w sto-
sunku do miejscowej ludności pol-
skiej. Nadchodzący wiadomości o
nowych krzywdach, wyrządzanych
gornikom i rolnikom polskim, któ-
rzy z powagą i stanowczością opie-
rają się wynarodowieniu. Umysły
całej ludności tego kraju podurza-
ły coraz to nowe manifestacje anty
polskie, w których wciąż powtarza-
ła się ta sama nuta: »Zgnieść Po-
laków w Cieszyńskiem«.

W tej atmosferze niepokoju i
troski o wypadki dnia jutrzejszego
odbył się w Cieszyźnie czeskim wie-
ki wiec polski, zwołany przez trzy
stronnictwa polskie w Czechosłow-
wacji (Związek Śląskich Katoli-
ków, Polskie Stronnictwo Ludowe,
Polska Socjalistyczna Partja Robot-
nicza), skupiające całą polską lud-
ność, która myśli i czuje po polsku.
Wiec miał przebieg spokojny i po-
ważny. Z głębokim zainteresowa-
niem wysłuchali zebrani rodacy
rzeczowych wywodów posłów pol-
skich do parlamentu czeskiego i
morawsko-śląskiego sejmiku krajo-
wego. Przemówienia te w jaskra-
wych barwach malowały obraz o-
becnej sytuacji mniejszości pol-
skiej w Czechosłowacji. Liczne cy-
fry, fakty i nazwiska ilustrowały
wywody mówców i wskazywały na
straty, jakie ludność polska pono-
si naskutek zorganizowanej i pla-
nowo przeprowadzonej akcji cze-
chizacyjnej. Mówcy domagali się
faktycznego równouprawnienia
mniejszości polskiej w Czechosłow-
cji, oraz wskazywali na koniecz-
ność obrony polskiego stanu posi-
dania. W tym też duchu uchwalono
rezolucję.

Stwierdzić należy, że wiec miał
przebieg poważny, podniosły
podniosły i wszyscy mówcy sta-
na stanowisku konieczności lojal-
go stosunku Polonii czeskosłowac-
kiej do państwa czeskosłowackiego.
Niemniej jednak prasa czeska i
wielu zarzucała Polakom »nie-
wdzięczność« i »dwulicowość«, -
twierdząc, że Polacy w Czechosłow-
wacji nie mają żadnych powa-
żnych powodów do skarg i niezado-
wolenia. Z poniższego przekonano
się, jak niesłuszne jest to twierdze-
nie.

Jako pierwszą dziedzinę, która
średnio umożliwia prowadzenie al-
cji wynaradawiającej, przytoczy-
należy urzędowe »naprawianie« s-
tystyki ludności polskiej i obni-
żanie faktycznej liczby Polaków na
śląsku cieszyńskim.

Austriacki spis ludności wykaz
w 1910 roku na obecnym obszar
śląska cieszyńskiego 138.317 Pol-

OSCI POLSKIEJ
OSŁOWACJI

ków. Pierwszy spis czeski, przeprowadzony w 1921 roku, wykazał tylko 70.137 Polaków, a spis ludności z 1930 r. — 77.917 Polaków. Spadek liczby Polaków ze 138 do 70 tysięcy w okresie 1910 — 1921 nie jest istotny. Polacy ani nie wyemigrowali, ani nagle nie zmienili swej narodowości, ani też nie wymarli; po prostu nagięto statystykę do potrzeb politycznych Z urzędowej czeskiej statystyki urodzeń i zgonów wynika, że Polacy mają na Śląsku największy przyrost, który wynosi 15 — 18 na tysiąc rocznie. Zatem ani spadek w okresie 1910 — 1921, ani nawet drobny przyrost w okresie 1921 — 1930, nie odpowiada faktycznemu stanowi rzeczy.

Oto mamy przykład tego rodzaju „statystyki”: w gminie Żuków Górny, według spisu austriackiego z 1910 r. nie było ani jednego Czech; w urzędowym spisie z 1921 r. znalazło się tam aż 555 Czechów, pomimo że wzrost liczby mieszkańców jest tylko nieznaczny (naturalny) a w okresie tym nie odbywała się masowa wędrownia Czechów do Żukowa. Następny spis (1930) wykaże już tylko 306 Czechów, aczkolwiek nie było w tym okresie masowej emigracji Czechów z Żukowa. Odwrotnie przedstawiają się „skoki” liczby Polaków w Żukowie: w 1910 r. było ich 846, w 1921 r. — tylko 163, ale gdy sami Czesi uznają śmieszność podobnych „skoków” poprawili tę liczbę, tak, że w wykazach spisu z 1930 r. znajdujemy w Żukowie znowu 413 Polaków. Dziwny jest ten Żuków — albo jeszcze bardziej dziwna „statystyka urzędowa”.

O co tutaj chodzi? Otóż ustawodawstwo czeskie przewiduje, że, nie w danej gminie jest za procent pewnej mniejszości narodowej, wówczas ma ona prawo domagać się szkół w swoim języku, dopuszczenia swego języka w urzędowaniu władz gminnych itd. Zatem fałszywa statystyka ma umożliwić zniesienie szkół polskiej i zastąpienie jej szkołą czeską oraz wogóle ułatwić akcję czecizacyjną.

Przejeżdżamy do życia kulturalnego mniejszości polskiej w Czechosłowacji. Według urzędowej statystyki znajdowało się na obszarze Śląska cieszyńskiego w 1916 r. — 105 polskich szkół ludowych i wydzielonych, do których uczęszczało 23 tys. 376 dzieci polskich. Już w czterech latach po podziale Śląska, 1-go stycznia 1924 było tylko 87 szkół polskich, do których uczęszczało 12 tys. 620 dzieci. W roku 1916 było na tym obszarze 25 szkół czeskich, do których uczęszczało 6.664 dzieci, zaś w r. 1924 — 128 szkół czeskich, w których 16.762 uczniowie pobierało naukę w języku czeskim. Zatem w tym czasie szkoły polskie straciły 10.751 uczniów, zaś szkoły czeskie zyskały 10.984 uczniów! Zestawienie to mówi samo za siebie! Nikt chyba nie może zaprzeczyć, że namy tutaj do czynienia z dotkliwym krzywizmem ludności polskiej.

Jeśli jeszcze dodamy, że robotnikowi, który posyła swe dzieci do szkoły polskiej, grozi utrata pracy lub uniemożliwienie jest uzyskanie pracy, o ile stanie się bezrobotnym, że gornik, który przyznaje się do polskości, nie otrzymuje mieszkani w budynkach kopalni, że chłop polski nie otrzymuje kredytu od samorządu dlatego, że należy do organizacji polskiej — to zapewne nie wyczerpiemy długiego łańcucha tych wszystkich szykan, które są stosowane przez rząd i zarządy kopalni czeskich w stosunku do Polaków.

Nadmienić wypada, że Polska zawarła z Czechosłowacją w 1925 r. umowę, w której Czechosłowacja zobowiązała się zapewnić Polakom

pełne równouprawnienie we wszelkich dziedzinach. Wobec wyżej przytoczonego sposobu obchodzenia się z Polakami w Czechosłowacji, umowa ta staje się w praktyce „skrawkiem papieru”.

Jednakże lud polski przetrwał wieloletnią akcję germanizacyjną, prowadzoną na Śląsku przez Austriaków, zahartował się w ciągłej walce o polskość, przetrwał również obecną falę czecizacyjną. Niewątpliwie straty, poniesione w tej walce, są znaczne, ale nie zachwieja one głębokiego przywiązania tego ludu do Macierzy oraz do mowy i tradycji ojców.

Witold Jarzębecki.

Duch Czasu 10. IV. 34

Objektywni polský hlas o polské menšině v Československu. V nedělním »Duchu času« jsme psali o resoluci, která byla přijata na poradách v Pol. Těšíně, kterých kromě gen. konsula Malhoma zúčastnili se také představitelé polského měšťanského tábora v Československu. Resoluce hemžila se nepravdami, mluvilo se v ní o terorování Poláků na Těšínsku, jejich hromadném zatýkání, vypovídání atd. Se zřetelem na tuto resoluci stojí za zmínku, že naprosto jinak referuje o postavení polské menšiny v Československu orgán »Rady Poláků v zahraničí«, vycházející pod názvem »Poláci v celém světě«. V posledním čísle tohoto tisku čteme, že polská menšina v Československu je nejlépe organisovanou polskou menšinou na celém světě. Družstevní ruch polské menšiny v Československu je neobyčejně vyvinutý a kooperativní organisace sdružují 43.000 členů. — Polské školství v Československu — praví citovaný list — je skvěle organisováno a polské menšiny v Československu umožňují se také uspokojení jiných potřeb osvětových. V demokratických volbách získali Poláci v Československu dva poslance, nehledě k jednomu polskému poslanci, který je zvolen za komunisty. Totéž číslo citovaného listu přináší článek o stupňovaném útlaku polské menšiny v hitlerovském Německu. Po socialistickém tisku v Polsku, který odsoudil štvánice proti Československu a šíření neodůvodněných zpráv o neexistujícím útlaku polské menšiny v Československu, usvědčuje také citovaný list z nepravdy ty, kdož přátelskou dohodu mezi Polskem a Československem, pro niž nedávno se vyslovil oficiálně také čsl. ministr zahraničí dr. Beneš, chtějí znemožnit za každou cenu. K nim podle své činnosti patří také gen. konsul Malhoma a někteří jeho zaměstnanci. My ovšem věříme, že převážná část příslušníků polského národa neraduje se nad tím, z čeho mají zřejmou radost dnešní dočasní hitlerovští vládcové Německa.

Poledni Ostravsky Denik 10. IV. 34

Hrozná štvání polských časopisů neustává

Útok polských legionářů. — Zabavení listů.

Třebaže se na našem Těšínsku rozechvěná situace ve styčích česko-polských v posledních dnech uklidnila, neustává zahraniční tisk polský ve strašlivých přímo štvánicích. V pondělí zabaven byl komisařstvem v Karvině polský deník »Tempo dnia«, vydávaný v Krakově. Ve velkém článku je tam uveřejněna resoluce polských legionářů z polské části Těšínska, kteří ostře protestují proti »útlaku« Poláků na našem Těšínsku. Nemůžeme citovati všechny ty výmysly, kterými je živena polská veřejnost v Pol-

sku. Na konci resoluce se píše, že Svaz polských legionářů ve Slezsku vzdává díky ostravskému konsalovi Malhomemu za jeho hrdinnou obranu polské menšiny v Československu. Mimo tento list zahraniční propadl v sobotu konfiskací »Nasz Lud«, polský psaný týdeník naší republikánské strany v Jablunkově na Těšínsku. Byl mu policejním komisařstvem zabaven úvodník, v němž pisatel ostře kritisoval neutěšenou hospodářskou situaci polských hospodářských podniků na našem Těšínsku.

—aut.

České Slovo 11. IV. 34

Haldy lží o nás v Polsku

Polský tisk přináší opět celé záplavy zpráv, šířených polskou agenturou telegrafickou, která má sídlo na polském konsulátě v Ostravě. Tyto zprávy jsou hotovou snůškou štvánic. Mluví se v nich jednak o konferenci v Polském Těšíně, na které byla usnesena resoluce, v níž se omílají staré lži o útlaku polské menšiny v ČSR. V resoluci se žádá, aby polská vláda vyhostila tolik Čechoslováků z Polska, kolik prý bylo vyhostěno Poláků z ČSR. Polský tisk pořád totiž operuje domnělými tisíci Poláků, kteří prý byli od nás vyhostěni. Není na tom ani zbra pravdy. Pokud polský tisk uvádí čísla, týkající se polských příslušníků, kteří byli vyhostěni za posledních osm let jako sprostí zločinci a kapsáři, jak ostatně vědí čtenáři z policejních rubrik v denním tisku. PAT šíří rovněž zprávy, že jsou vyhostováni polští dělníci a že naše ministerstvo zahraničí odpovědělo posl. Chobotovi, že nemůže přiznat státní občanství polským příslušníkům v důsledku poslední kampaně. Rovněž tyto zprávy jsou úplně vymyšleny. Od převratu dostalo u nás z 35.000 polských příslušníků státní občanství 30.000 osob a nyní je nemá pouze 5000 osob. PAT rovněž tvrdí, že polští horníci jsou nuceni vstupovat do českých národních spolků pod hrozbou ztráty práce. Vrcholem drzosti jsou zprávy, že na Těšínsku jsou utlačováni polští evangelíci, kteří, jak známo, mají úplně v rukou vedení a které musejí češi pokorně žádat o povolení českých bohoslužeb alespoň několikrát v roce. Věřejší tisk přináší zprávy o schůzi polských stran u nás, ve které se prý poukazyvalo na to, jak dobře se mají češi na Volyňsku a byly podány zkrácené zprávy o postavení polské menšiny v ČSR. Na úkor polského školství je prý podporováno školství české v úplně polských obcích. V úřadech není prý žádného Poláka, dělníci a jiní zaměstnanci jsou prý vydáni nemilosrdnému teroru a pod. Je pozoruhodné, že zvláštní memorandum o poměrech polské menšiny podepsal podle zpráv polského tisku také poslanec Chobot, sociální demokrat, který dosud se nenechal lákati do tábora štváčů a naopak čelil lžím a pomluvám konstatováním skutečnosti. Nebudeme zatím s výmysly PATu a polského tisku polemizovat. Obyvatelé Těšínska a samotní nezaujatí Poláci vědí, že skutečnost je docela jiná. —zel—

"Zgromadzenie" dla braci i siostr robotniczych polskich, uroczyste przez
Komitet Pani prasy konstulacie P. S. i M. w Warszawie i w domu
Jolanty i wielka sobota dnia 31. III. 84 r.



Chce nám Polsko vyčítat, že vypovídáme zločince?

Kdo má zájem, aby Polsko a Československo nebyly ve shodě? — Je to Německo anebo socialisté? — Zvláštní úloha konsula Malhomma.

vk. — V posledních dnech některé polské časopisy snaží se česko-polskou situaci ještě více přiosřit a poměr rozeštvát často nesmyslným psaním a uváděním holých výmyslů. Je to zejména tisk krakovský a katovičský, tisk blízký socialistům, který soustavně šve proti naší republice. Konečně je to také PAT, (polská tisková kancelář), která z Těšína a Mor. Ostravy dovádá polskému tisku zprávy nejen vymyšlené, ale podle našeho domnění dokonce diktované z řad blízkých polskému konsulátu v Mor. Ostravě, jenž hrál vždy úlohu podivnou a který dnes hraje hru ještě podivnější. V krakovském »Kuryere« jsou stále vypočítávány krivdy Polákům na Těšínsku páchané, které se nikdy nestaly. Kdyby se Poláci v Československu měli tak, jak to líčí krakovský »Kuryer«, umírali by hladem a žizni, trpěli by muka pekelná a prchali by houfně do rodné Polky, kde by jim kynul ráj na zemi. Ale naši Poláci sedí u nás, mají se dobře a jsou spokojeni a nechápou, proč najednou tolik starostí o jejich existenci, která nebyla a není ohrožena.

Krakovský »Kuryer« přináší sensační zprávu, že přes 3000 Poláků bylo vypovězeno z Československa a vypočítává podrobně: V r. 1924 vypovězeno 235 osob, v r. 1925 196, v r. 1926 123 osob, v r. 1927 222, v r. 1928 188 osob, v r. 1929 216, v r. 1930 247, v r. 1931 325, v r. 1932 446, v r. 1933 651 osob a v r. 1934 od ledna do 26. března vypovězeno 118 osob, celkem 5045 osob bylo pry vypovězeno z Československa polských příslušníků, kteří byli do Polska vyvedeni přes most, spojující Český Těšín s Polským Těšínem. Touto zprávou snaží se list oslabit vypovězení 21 československých příslušníků z Polska, které vyvolalo vzrušení u nacionálně citících táborů polských a československých, ale zato skrytou radost u socialistů obou států, majících potěšení, že do tichého přátelství je vnášeno pobouření.

Zpráva o vypovězení 5045 polských příslušníků, jež byla polskému tisku dodána agenturou PAT, oslabí velmi málo vypovězení Čechoslováků z Polska, protože 5045 polských příslušníků, kteří byli od r. 1924 vypovězeni z ČSR., byli všichni jen zločinci, kapsaři, lumpové, tuláci, zloději a vyvrhelové, kteří k nám z Polska přicházeli na loupežné výpravy a krádeže. — Z tohoto čísla je nejlépe zřejmo, jakou mají práci naše bezpečnostní úřady s polskými příslušníky tohoto druhu. Ale jedenadvacet Čechoslováků, kteří byli letos vypovězeni do 24 hodin z Polska, jsou všichni řádní, poctiví a dobří lidé, nikdy nestěstani, pracovití a přátelští, kteří nikdy neporušili loyaltitu vůči Polsku, naopak — kteří pro Polsko vždy pracovali a přičiňovali se o utužení přátelství polsko-českého. Byli vypovězeni bezdůvodně, kdežto naše úřady pro vypovězení 5045 polských zločinců měly příliš mnoho a takové vážných důvodů.

Ze všech článků, které se objevují v tisku polském a jsou protičesky zahroceny, je zřejmo, že o zneklidnění česko-polského poměru má zájem někdo jiný, nežli oba národy a státy, a že toho příčinou rozhodně nejsou Poláci na Těšínsku, kterým se špatně nikdy nedařilo a nedaří a že oni jsou jen záminkou. Je-li to Německo, které uzavřelo s Polskem pakt o neútočení, které využívá této situace, pak musíme Polska jako slovanského státu litovat. Jsou-li to však socialisté, kteří nemají zájmu, aby dva nacionální státy, Polsko s Československem se bratřily, od-

plácí se tak Pilsudskému. Jen tak lze si vysvětlit exponovanost v celém nechutném případě několika socialistických předáků polských na našem Těšínsku. Ale nechápeme pak práci polského konsula Malhomma, který je přece obchodním zástupcem polského státu a jako takový má co

nejméně práv zasahovati do klidných poměrů na Ostravsku a Těšínsku a dělati politiku, která se oběma slovanským státům a národům nehodí a která by je mohla cítěně poškodit, přihlížíme-li k expansivnosti sousedního Německa, odkud nebezpečí nikdy hrozit nepřestane.

Poledni Ostravsky Denik 11. IV. 34

Gazeta Polska 11. IV. 34

Kdo kalí česko-polský poměr na Těšínsku.

Konsul Malhomme organizuje novou korporaci, která má politicky sloučit Poláky u nás.

aut. — Měli jsme příležitost již několikrát doklady dokázati, že rozladění našeho poměru k Polsku je uměle vyvoláváno a to — žel — právě úředními kruhy blízkými polské vládě. Za celé doby konfliktu naše 80tisícová menšina polská na Těšínsku zachovala klid a rozvalu a její příslušníci loyálně oceňovali vše, co československý národ a naše vláda pro polskou menšinu u nás i pro celou českoslov.-polskou spolupráci vykonala. Nebýti řemeslných štváčů, podporovaných z Polska, kteří se snaží odvésti pozornost od špatných hospodářských poměrů polských menšinářských institucí, zavíňených pochybenou hospodář. politikou, pak by byl na Těšínsku klid. Zatím však vnitropolské listy zařizují své filiálky na Těšínsku, a denně přináší naprosto vymyšlené nebo skreslené zprávy o neexistujícím kulturním, národním i politickém útisku polské menšiny v ČSR., a polský konsul v Mor. Ostravě, Malhomme, ponouká polské menšináře k iredentě. Přímý zaměstnanec polského ministerstva zahraničí, požívající u nás ochrany exterritoriality, stává se tak organizátorem polsko-československého konfliktu, na místě toho, aby pracoval pro polsko-československou hospodářskou spolupráci, jak jest jeho úřední povinností. V přítomné době pořádá konsul Malhomme, společně se svým tajemníkem, četné schůzky s představiteli polské menšiny u nás a ponouká je k založení vrcholné polské politické organizace, která by politicky soustředila celou polskou menšinu na Těšínsku do jednotné organizace, ovládané polským konsulátem v Mor. Ostravě a tak podléhající přímému diktátu z Polska. Tato činnost konsula Malhomme je naprosto neslučitelná s jeho úředním posláním u nás a je nejvšeo- nasé, aby naše ministerstvo zahraničí zakročilo

Prześladowanie polaków na Śląsku czeskim

MOR. OSTRAWA, 10.4. — Z całego kraju napływają dalsze wiadomości o prześladowaniach polaków. Na szybie „Franciszka“ w Karwinie zwolniono 3 górników narodowości polskiej. Na szybie „Sucha“ w Suchej Dolnej wypowiedziano pracę 13 górnikom, którzy należą do polskich organizacji, względnie posyłają dzieci do szkoły polskiej. W gminie tej grozi likwidacja jednej klasy w szkole polskiej, ponieważ górników chcących utrzymać się przy pracy zmuszono do wstąpienia do polakożerczej organizacji zawodowej, której członkiem niewolno posyłać dzieci do szkół polskich. W koksowni w Łazach zwolniono z pracy polaka Jana Chrzyszczę. Jeden z robotników, znający opłakaną sytuację materialną Chrzyszczę ofiarował się ustąpić zamiast niego, lecz inżynier sprzeciwił się temu, grożąc wydaleniem obu z pracy. Mieszkającego w Kończycach legjonistę polskiego Chwasika, napastuje żandarmerja, posadzając go o spełnienie jakiejś podejrzaney misji. Urząd gminny w Gruszwowie zwolnił dozorczyńnię szkoły polskiej, oddając opróżnione miejsce czesce, wbrew woli kierownika szkoły. (PAT)

Glas 12. IV. 34

„Matica“ kolonizuje Cierlicko.

Morawska Ostrawa 11 kwietnia. (PAT) Nie mogąc złamać nieugiętego oporu, z jakim ludność polska w Cierlicku stawia czoło wszystkim zabiegom, mającym na celu jej wynarodowienie, Czesi chwycili się kolonizacji tej gminy. Ośrodki parcelacyjne nabyła obecnie znana antypolska „Matica“, która będzie je parcelowała między Czechów, celem wzmocnienia wpływów czeskich w gminie Cierlicku.

Polska Zachodnia 12. IV. 34

Czeska kolonizacja Cierlicka

Morawska Ostrawa. Nie mogąc złamać nieugiętego oporu, z jakim ludność polska w Cierlicku stawia czoło wszystkim zabiegom, mającym na celu jej wynarodowienie, Czesi chwycili się kolonizacji tej gminy. Ośrodki kolonizacyjne nabyła znana antypolska Matica, która będzie je parcelować między Czechów, celem wzmocnienia wpływów czeskich w gminie w Cierlicku. Aby nie wysuwać swej osławionej firmy, Matica otworzyła specjalne parcelacyj. biuro, które zajmuje się parcelacją nabytej przez nią ziemi w Cierlicku i innych wsiach.

Lidové Noviny 11. IV. 34

Nepravdy polského zpravodajství

ČTK - Praha 10. dubna. Polské časopisy, zejména Gazeta Polska, uveřejnily zprávu o rozpuštění obecního zastupitelstva v Německém Lutyni a referovaly o věci jako o novém aktu proti polské menšině v Československu. Ve skutečnosti zemský úřad v Brně přikročil k tomuto opatření následkem poměrů v obecním zastupitelstvu, které znemožňovaly normální jeho činnost v zájmu obce. Třicet mandátů v obci bylo rozděleno na jedenáct skupin, při čemž nejsilnější skupinou byli komunisté, různé československé strany měly 12 mandátů, různé polské skupiny 8 mandátů. V ustavující schůzi byl zvolen starostou komuniste, jeho oběma náměstky rovněž komunisté. Když pak volba starosty nebyla potvrzena, byl v nové doplňovací volbě starostou zvolen opět komuniste. S národnostními poměry v obci neměla tedy věc nic společného.

chosłowackie miały razem 12 mandatów, polskie 8. W wyniku wyborów na stanowiska burmistrza i dwóch jego zastępców, wybrano komunistów. Gdy wyborów tych nie zatwierdzono, w toku wyborów powtórnych, po raz drugi wybrano burmistrzem komunistę. Pismo praske stwierdza zatem, że decyzja władz czeskich bynajmniej nie była podyktowana względami narodowościowymi.

Polonia 12. IV. 34

Czechosłowacja prostuje

Praga, 11. 4. (Tel. wł. „Polonii“) „Gazeta Polska“ przyniosła wiadomość o rozwiązaniu rady gminnej w Niemieckiej Lutyni, traktując je jako nowy dowód prześladowania mniejszości polskiej w Czechosłowacji. W odpowiedzi na to twierdzenie, „Prager Presse“ przytacza powody, które skłoniły władze czeskie do tego kroku. Trzydzieści miejsc w radzie gminnej podzieliło między siebie 11 ugrupowań, przyczem najsilniejszą była grupa komunistyczna. Stronnictwa cze-

Czechy muszą zrozumieć stanowisko Polski.

Komentarz „Temps'a“.

Paryż 10 kwietnia.

(PAT) „Le Temps“ zamieszcza artykuł swego warszawskiego korespondenta p. t.: „Nieporozumienia polsko-czeskie“. Po opisanu ostatnich wydarzeń i skreśleniu położenia mniejszości polskiej w Czechosłowacji dziennik zaznacza, że jakiś czas zadawano sobie pytanie, czy na ostatnie wydarzenia nie wpłynęło zawarcie paktu polsko-niemieckiego. Inne wyjaśnienie wydaje się jednak zdaniem korespondenta bardziej prawdopodobne. Korespondent cytuje tu wyjątek z artykułu „Gazety Polskiej“ z dnia 17 marca, w którym mowa o tem, że w Polsce mogą być różne zdania co do tego, czy należy Republice Czechosłowackiej mniejszy lub większy ciężar gatunkowy w polityce międzynarodowej; mogą być różne zdania w ocenie jej siły i niezależności

politycznej. Zdanie to uważa autor artykułu za bardzo charakterystyczne, gdyż odpowiada ono odczuwanemu przez Warszawę pragnieniu jasnego sprecyzowania stanowiska, jakie Polska i Czechosłowacja powinny zajmować nie tylko faktycznie, ale i w umysłach kierowników polityki europejskiej.

Indywidualna zręczność.

W Warszawie pragną, by nie zapoznawano rzeczywistego stosunku sił w Europie centralnej i wschodniej i by pewne indywidualne zręczności (aluzja do p. Benesza. Przyp. Red.) nie starały się zakryć faktu, iż Polska jest państwem mocnym, jednolitem i opierającym się na jednej z najlepszych w Europie armij. Należy przypuszczać, że skoro tylko raz osiągnie się jasno ten rezultat, stosunki polsko-czeskie staną się doskonałe, a nawet lepsze niż przed ostatnimi incydentami na Śląsku.

P zesłanie mniejszości polskiej w Czechach

Nieustanne redukcje robotników polskich.

Morawska Ostrawa 10 kwietnia.

(PAT) Z całego kraju nie przestają napływać niepokojące wiadomości o zwolnieniach z pracy robotników polskich. Na szybie „Franciszki“ w Karwinie, zwolnionych zostało 3 górników narodowości polskiej. Na szybie „Sucha“ w Suchej Dolnej wypowiedziano pracę 13 górnikom, którzy należą do organizacji polskich. W gminie tej grozi likwidacja jednej klasy przy szkole polskiej, ponieważ górników, chcących utrzymać się przy pracy, zmusili inżynier Kiehar i sztygar Holec do wstąpienia do polakożerczej czeskiej organizacji zawodowej „Narodni Združení“, a członkom tej organizacji nie wolno posyłać dzieci do szkół polskich. Na szybie „Hlubina“ w Morawskiej Ostrawie zwolniono z pracy członka organizacji polskiej z tego powodu, że jest obywatelem polskim. W koksowni w Łazach zwolniono z pracy biednego, obciążonego liczną rodziną pracownika polskiego, Jana Chrzęszcza ze Stonawy.

Szykanowanie członków polskich organizacji.

Morawska Ostrawa 10 kwietnia.

(PAT) Mieszkającego w Kończycach koło Ostrawy legionistę polskiego Chwastka, który jest człowiekiem chorowitym, napastuje uparcie żandarmerja czeska swemi wizytami, posądzając go o spełnianie w kraju jakiejś podejrzanej misji. Górnik Pajor, zatrudniony na szybie „Ignacy“, jako starszy strzelec, prezes sekcji polskiego związku górników, odznaczony przez rząd polski krzyżem zasługi, znosi od czasu wystąpienia z klubu czesko-polskiego różne szykany. Urząd gminny w Gruszwie zwolnił z natychmiastową ważnością dozorczynię miejscowej szkoły polskiej, oddając opróżnione miejsce Czesce, wbrew woli kierownika szkoły polskiej.

Robotnik 11. IV. 34 Socjaliści czescy o kampanji antyczeskiej

W ostatnim biuletynie za kwiecień socjalistów czechosłowackich czytamy:

„Kampanja przeciw Czechosłowacji, sprowokowana ku zdziwieniu całego świata, a przede wszystkim ku zdumieniu opinii polskiej — przez..., również zajęła uwagę Partji. Prasa Partji nakazuje towarzyszom naszym, by nie wyolbrzymiali wypadków i domagali się także od rządu utrzymania spokoju i zimnej krwi, jak od początku tej bezsensownej kampanji. W Cieszyńsku, gdzie mieszka mniejszość polska — przeważnie robotnicy — odbyły się wspólne zebrania socjalistów polskich i czeskich, celem zaprotestowania przeciw próbom nacjonalistycznej prasy polskiej zatruć stosunków między dwoma zaprzyjaźnionymi narodami. W Trzyńcu socjalista polski Badura zapewniał socjalistów czeskich, że mniejszość polska w Czechosłowacji zdaje sobie sprawę z korzyści, jakie daje życie w kraju demokratycznym. Z ramienia socjalistów czeskich senator Koukal mówił o konieczności maszerowania wszystkich partyj socjalistycznych kraju i zapewnił robotników polskich, że prawa ich będą zawsze szanowane. Pretensje szowinistyczne i kampanję antyczeską odparli energicznie socjaliści obu narodów“.

„ILUSTROWANY KURJER CODZIENNY“ Nr. 100. Czwartek, 12 kwietnia 1934 r.

Polska żąda rozciągnięcia traktatów mniejszościowych na wszystkich członków Ligi Nar.

Genewa, 10 kwietnia. (PAT) Delegacja polska przesała dziś sekretarzowi generalnemu Ligi Narodów pismo, domagające się imieniem rządu polskiego wpisania na porządek dzienny tegorocznego Zgromadzenia Ligi sprawy rozciągnięcia zobowiązań mniejszościowych na wszystkich członków Li-

gi. Pismo podaje tekst rezolucji Zgromadzenia, proponowanej przez rząd polski.

Wniosek polski, który wywołał w tutejszych sferach międzynarodowych duże wrażenie, nawiązuje do zeszłorocznego wniosku polskiego, który — jak wiadomo — dyskutowano na zeszłorocznym zgromadzeniu i który nie doprowadził do konkretnych

wyników.

Raport 6 komisji, reasumując wyniki dyskusji, stwierdza, że cały szereg delegacji był zdania, że generalizacja, która, ich zdaniem, wynika z zasady równości prawnej wszystkich państw, nie może być wciąż odraczana, bez głębszego podważenia wartości obecnych traktatów mniejszościowych.

TELEGRAMY.

Władze czeskie ścigały uczestników manifestacji na cześć Marszałka Piłsudskiego.

Manifestacje socjalistów polskich i czeskich na cześć Marszałka przedmiotem dochodzeń.

Morawska Ostrawa, 9 kwietnia. (PAT). Na akademii Sokola polskiego w Jablonkowie oraz na uroczystościach jubileuszowych polskiego pisma socjalistycznego „Robotnik Śląski” w Suchej Średniej uczczono imieniny Marszałka Piłsudskiego okolicznościowym przemówieniem i okrzykami na jego cześć.

Fakty te stały się powodem śledztwa, prowadzonego przez żandarmerję.

W Suchej Średniej wszczęto dochodzenia nawet przeciwko miejscowemu naczelnikowi gminy, socjaliście czeskiemu, który wziął udział w akademii jubileuszowej polskiego pisma socjalistycznego, na której manifestowano na cześć Marszałka Piłsudskiego.

działu w rozpoczętych już pracach komisji egzaminacyjnej dla nauczycieli polskich w Czechosłowacji, a to z tego powodu, że jest obywatelem polskim.

Zaznaczyć należy, że dyrektor Pawełek występował w charakterze członka wspomnianej komisji od 12 lat.

Prawdopodobnie w tym wypadku zasza samowola czeskiego dyrektora, gdyż dyr. Pawełek nie otrzymał dotychczas żadnego pisma w tej sprawie z ministerstwa oświaty, przez które został mianowany członkiem wymienionej komisji.

Górnikom nie wolno mówić po polsku, tylko po czesku i... niemiecku.

Morawska Ostrawa, 9 kwietnia. (PAT). W polskiej gminie Sucha Górna na szybie „Franciszek” nżynier czeski Szusta wydał zarządzenie, w którym zabrania się w wewnętrznym urzędowaniu używania języka polskiego. Sztymarom i górnikom nie będzie wolno odtąd posługiwać się w kancela-

rji językiem polskim, jak również składać raport i sprawozdania w tym języku. Językami urzędowymi pozostają język czeski i niemiecki.

Kopalnia „Franciszek” jest własnością hr. Larischa.

Procesy przeciw Polakom

Morawska Ostrawa, 9 kwietnia. (PAT). Po przeszło 2 tygodniach zwolniony został bez kaucji z więzienia śledczego gospodarz polski w Mistrzowie, obywatel czeski, Paweł Szuścik. Sąd przychylił się do zdania obrońcy, że trzymanie Szuścika w więzieniu śledczym jest nieracjonalne.

Śledztwo przeciwko niemu toczy się w dalszym ciągu.

Odroczony proces przeciwko Karolowi Wdówec z Cierlicka Dolnego dotychczas nie został wznowiony.

Wydalenie 72 obywateli polskich ze Śląska czeskiego?

Morawska Ostrawa, 9 kwietnia. Dziennik czeski „Moravska Orlice” kieruje pod adresem dyrekcji policji w Mor. Ostrawie zapytanie, ile prawdy jest w wiadomości, która wywołała prawdziwy popłoch na Śląsku, że urzędy czeskie wezwały 72 obywateli polskich do opuszczenia granic Czechosłowacji w przeciągu 24 godzin. Zarządzeniem tem objęci mają być przeważnie biedni górnicy polscy.

Pismo apeluje przede wszystkim do dyrekcji policji w Mor. Ostrawie, ponieważ ona w pierwszym rzędzie ma być zaangażo-

wana w wydaleniu obywateli polskich.

Wobec Polaka samowola niższych urzędników przekreśla decyzje ministerstwa.

Morawska Ostrawa, 9 kwietnia. (PAT). Dyrektor polskiej szkoły wydziałowej w Morawskiej Ostrawie i prezes Związku Polaków na Morawach Marjan Pawełek został zawiadomiony przez dyrektora czeskiego seminarjum nauczycielskiego w Śląskiej Ostrawie, że nie będzie mógł brać u-

Nagonka przeciw polskim instytucjom znajdzie epilog w sądzie.

Morawska Ostrawa, 9 kwietnia. (PAT). Prasa informuje, że na podstawie bezprzekładnej kampanji pism ostrawskich oraz brneńskich „Lidových Novin” przeciwko polskim instytucjom finansowym i gospodarczym w Czechosłowacji, wszystkie poszkodowane instytucje w liczbie 74 wystąpiły ze skargą przeciwko redakcjom poszczególnych pism, opierając się na par. 18 ustawy o ochronie Republiki, który mówi o szerzeniu popłochu wśród obywateli na szkodę instytucji finansowych.

Poszczególne organizacje domagać się będą odszkodowania za poniesione straty.

Ilustrowany Kurjer Codz. B. IV. 34

Ostatnie wiadomości sportowe.

Odwołanie meczu Polska—Czechosłowacja.

MSZ odmówiło paszportów drużynie polskiej na mecz w Pradze. Również mecz Warszawa—Bratysława odwołany.

Warszawa, 11 kwietnia. (A. Sz.) Jak się w ostatniej chwili dowiadujemy, ministerstwo spraw zagranicznych odmówiło wydania paszportów polskiej drużynie piłkarskiej, mającej się udać do Pragi na mecz z Czechosłowacją. Wobec powyższego zarząd P. Z. P. N. odbył we środę wieczorem specjalne posiedzenie, w wyniku którego wysłano do czechosłowackiego związku piłki

nożnej depeszę, zawiadamiającą o nieprzybyciu drużyny i oddaniu drużynie czeskiej zwycięstwa bez walki.

Drużyna reprezentacyjna Polski grać będzie wobec tego w niedzielę w Warszawie z reprezentacją Warszawy, albowiem mecz Warszawa—Bratysława został, na skutek zakazu M. S. Z. odwołany.

Cieżar gatunkowy Polski i Czech w polityce międzynarodowej

Paryż. „Le Temps” zamieszcza artykuł swego warszawskiego korespondenta p. t. „Nieporozumienia polsko-czeskie”.

Po opisanu przebiegu ostatnich wydażeń i skreśleniu położenia mniejszości polskiej w Czechosłowacji, dziennik zaznacza, że przez jakiś czas zadawano sobie pytanie, czy na ostatnie wydarzenia nie wpłynęło zawarcie paktu polsko-niemieckiego.

Inne wyjaśnienie wydaje się jednak — zdaniem korespondenta — bardziej prawdopodobne.

Korespondent cytuje tu wyjątek z artykułu „Gazety Polskiej” z 17 marca, w którym mowa o tem, że w Polsce „mogą być różne zdania co do tego, czy należy republice czechosłowackiej przypisywać mniejszy lub większy ciężar gatunkowy w polityce międzynarodowej, mogą być różne zdania w ocenie jej siły i niezależności politycznej”.

Zdanie to uważa korespondent za b. charakterystyczne, gdyż odpowiada ono odczuwanemu przez Warszawę pragnieniu jasnego sprecyzowania stanowiska, jakie Polska i Czechosłowacja powinny zajmować nie tylko faktycznie, ale i w umysłach kierowników polityki europejskiej.

W Warszawie pragną, by nie zapoznawano rzeczywistego stosunku sił w Europie centralnej i wschodniej i by pewne indywidualne zręczności nie starały się zakryć faktu, iż Polska jest państwem mocnym, jednolitem i opierającym się na jednej z najlepszych w Europie armij.

Należy przypuszczać, że skoro tylko raz osiągnie się jasno ten rezultat, stosunki polsko-czeskie staną się doskonałe, a nawet lepsze niż przed ostatnimi incydentami na Śląsku.

Rugi Polaków.

Mor. Ostrawa. Dziennik czeski „Morawska Orlice” kieruje pod adresem dyrektora policji w Mor. Ostrawie zapytanie, ile prawdy jest w wiadomości, która wywołała prawdziwy popłoch na Śląsku, że urzędy

czeskie wezwały 72 obywateli polskich do opuszczenia granic Czechosłowacji w ciągu 24 godzin.

Zarządzeniem objęci mają być przeważnie biedni górnicy polscy. Pismo apeluje przede wszystkim do dyrektora policji w Morawskiej Ostrawie, ponieważ ona przede wszystkim ma być zaangażowana w wydaleniu obywateli polskich.

Samowola dyrektora.

Mor. Ostrawa. Dyrektor polskiej szkoły wydziałowej w Morawskiej Ostrawie i prezes Związku Polaków na Morawach Marjan Pawełek otrzymał od dyrektora czeskiego seminarjum nauczycielskiego w Ostrawie Śląskiej zawiadomienie, że nie będzie mógł brać udziału w rozpoczętych już pracach komisji egzaminacyjnej dla nauczycieli polskich w Czechosłowacji a to z tego powodu, że jest obywatelem polskim. Zaznaczyć należy, że dyr. Pawełek występował w charakterze członka wspomnianej komisji od 10 lat, a jego obywatelstwo polskie nie stało dotychczas na przeszkodzie. Prawdopodobnie ma się tu do czynienia z samowolą dyrektora czeskiego, gdyż dyrektor Pawełek nie otrzymał dotychczas żadnego pisma w tej sprawie z min. oświaty, przez które mianowany został członkiem wymienionej komisji. 3-letnia kadencja urzędowania jego jeszcze nie upłynęła.

W czeskim więzieniu.

Mor. Ostrawa. Po przeszło 2-tygodniowym więzieniu zwolniony został bez kaucji gospodarz polski z Mistrzowic, obywatel

czeski Paweł Szuścik. Sąd przychylił się do zdania obrony, że trzymanie Szuścika w więzieniu śledczym jest nieracjonalne, śledztwo jednak przeciwko niemu toczy się w dalszym ciągu.

Odroczony proces przeciwko Karolowi Wdówce z Cierlicka Dolnego dotychczas nie został wznowiony. Świadek Augustyn Buchta więziony od czasu procesu Wdówki wniósł do izby karnej sądu ostrawskiego zażalenie przeciwko bezpodstawnemu trzymaniu go w więzieniu śledczym, domagając się wypuszczenia na wolność.

Morawska Orlice 13/IV 34

Jak se jedná na polském generálním konsulátě.

sk. — Mor. Ostrava 12. dubna. Před několika dny jsme přinesli zprávu o násilném 14-letého školáka, polského přísměníka, který rdousil svoji živitelku, stařenku, potom přel a byl policií dopaden. Hoch byl dán do útasy a potom poslán, spolu s jedním zaměstnancem, praktikantem, na polský konsulát. Zde chodil praktikant od dveří ke dveřím, až byl nakonec z konsulátu vykázán takovým způsobem, který má přílehlavé jméno vyházov. Tomuto vyhazovu přílehlavě přilhlil polský generální konsul a nechal ani brvou. O hochu se v Polsku nechtějí starat proto, že jeho rodiče byli — v Československu.

Gazeta Polska 12. IV. 34

Polska reprezentacja piłkarska nie będzie grała z Czechosłowacją o mistrzostwo świata

Jutro miała wyjechać do Pragi polska reprezentacja piłkarska na mecz w dn. 15 b. m. z reprezentacją Czechosłowacji o mistrzostwo świata.

Jak się w ostatniej chwili dowiadujemy M. S. Z. odmówiło wczoraj druzynie polskiej wydania paszportów za granicznych.

Wobec wytworzonej sytuacji odbyło się specjalne posiedzenie zarządu P. Zw. Piłki Nożnej, na którym posta-

nowiono wysłać do Czeskiego Zw. Piłki Nożnej depeszę z zawiadomieniem o nieprzybyciu polskiej reprezentacji i oddaniu Czechosłowacji zwycięstwa bez walki.

Ponieważ przyjazd do Polski piłkarskiej reprezentacji Bratysławy również nie dojdzie do skutku, w najbliższą niedzielę odbędzie się w Warszawie mecz piłkarski: reprezentacja Polski — reprezentacja Warszawy.

Oras 13. IV. 34

Szykanowanie polskiej ludności w Czechach.

Los polskiego górala w Czechach.

Morawska Ostrawa 12 kwietnia.

(PAT) „Prawo Ludu” publikuje list, przystany do redakcji przez pewnego górala polskiego z okręgu jabłonkowskiego. Autor listu, który jest robotnikiem leśnym, żali się, że jako Polak znosić musi różne szykany, groźby i obojętne ze strony swych przełożonych Czechów. Starają się oni zmusić go do wstąpienia do „Maticy”, do głosowania w czasie wyborów na listy czeskie, do posyłania dziecka do szkoły czeskiej, grożąc mu wydaleniem z pracy. List kończy się gorącą prośbą pod adresem posłów polskich, aby zajęli się jego losem. List ten — pisze „Prawo Ludu” — maluje całą groźbę położenia naszej ludności góralskiej, która z powodu przywiązania do narodowości polskiej tak bardzo cierpi.

Walka o probostwo w Stonawie.

Morawska Ostrawa 12 kwietnia.

(PAT) W związku z zawałowaniem probostwa w Stonawie nacjonalistyczna prasa cze-

ska zapowiada walkę o tę placówkę. Kandydatem polskim na stanowisko proboszcza w Stonawie jest ks. Mautz, znany działacz w kołach młodzieży katolickiej. Silne przejawy czechizacyjne dają się już obecnie zaobserwować w Stonawie, gdzie w ostatnim czasie wywiera się terror na robotników, górników a nawet młodzież polską, którą zmusza się do wstępowania w szeregi nowo-utworzonego tam czeskiego klubu sportowego.

Nie będzie apelacji w procesie Kaszyckiego.

Morawska Ostrawa 12 kwietnia.

(PAT) Sprawa załatwienia odwołania od wyroku uwalniającego literata Kaszyckiego i prof. Kulisiewicza doznała opóźnienia, z powodu urlopu przewodniczącego sądu Streitberga, który nie opracował jeszcze ostatecznie wyroku. Wniesienie odwołania przez prokuratora, być może, nie będzie miało dalszych konsekwencji, ponieważ istnieje przypuszczenie, że instancje wyższe nie będą sobie życzyły jego merytorycznego załatwienia.

Ewangelik

Wychodzi każdą sobotę.

Godziny przyjęć:
codziennie od godz. 9.—11.

Odpowiedzialny redaktor:
Adam Unucka.

Redakcja i Administracja:
w Cz. Cieszynie, ul. Fabryczna 13.

**Organ Towarzystwa Ewangel. Oświaty Ludowej
na Śląsku czeskosłowackim.**

**Pismo tygodniowe, poświęcone sprawom religijnym,
zborowym i społecznym ludu i Kościoła ewangelicko-
augsburskiego na Śląsku Cieszyńskim w Republice
Czechosłowackiej.**

Ceny prenumeraty:
kwart. 9 Kč, półr. 18 Kč, rocz. 36 Kč
Cena pojed. egz. 1 Kč, albo 25 gr

Ceny ogłoszeń:

Od pettowego wiersza jednoszpaltowego lub jego miejsca 2.—Kč.
Częstsze ogłoszenia taniej według
umowy z administracją Bez zapłaty
z góry nie ogłaszamy.

TREŚĆ: Fejleton: Gawęda powielkanocna. 1. Rozmyślanie: Kwiat nadziei. 2. W sprawie zasadniczej. 3. Przegląd polityczny. 4. Z karty żałobnej. 5. Wiadomości z Kościoła. 6. Wiadomości z kraju. 7. Dział informacyjny. 8. Wiadomości ze świata. 9. Kącik wesoły. 10. Ogłoszenia.

Kwiat nadziei.

„Błogosławiony niech będzie Bóg i Ojciec Pana naszego Jezusa Chrystusa, który według wielkiego miłosierdzia swego odrodził nas ku nadziei żywej przez zmartwychwstanie Jezusa Chrystusa od umarłych, ku dziedzictwu nieskazitelnemu i niepokalanemu i niezłódnemu, w niebieszech dla was zachowanemu.“

I. Piotr 1, 3, 4.

Kwiat nadziei zatknęły na grobach naszych miłych święta wielkanocne. Z ogrodu Józefa z Arymatji, z grobu Chrystusa Pana przesadziły go one na nasze cmentarze, napełniły jego wonnością nasze serca i umały nim nasze religijne życie. „Ku nadziei żywej, ku dziedzictwu nieskazitelnemu i niepokalanemu i niezłódnemu odrodzeni“ — oto owoc, jaki nam spada z krzyża — drzewa żywota, jakim nas darzy Jego zmartwychwstanie. Cmentarze ziemskie, to rajske ogrody, na których wśród rozlicznego kwiecia najpiękniej kwitnie i pachnie kwiat nadziei. Spocząć musi pielgrzym ziemski pod cmentarną darnią, tam złożyć on musi swe strudzone członki, tam w proch i w próchno przemienić się musi jego ciało, lecz czy na tem koniec? Czy grób jest kresem życia, czy mogiła wszystko kończy i zamyka? Oto na niej wyrasta kwiat nadziei, która myśli nasze prowadzi w górę, gdzie wysoko „nad gwiazdami kraj pożądaný, ze swemi rozłogami wierze dobrze znany“. A przeto błogosławiony niech będzie Bóg i Ojciec Pana naszego Jezusa Chrystusa, który odrodził nas ku nadziei żywej przez zmartwychwstanie Jezusa Chrystusa od umarłych!

Widzę cię, sieroto płacząca, jak zdązasz na cmentarz, na grób swego ojca, matki..., jak się tam pilnie krzątasz, by ten grób pięknie przyozdobić, by na nim zasadzić kwiat wdzięczności. Łzą rzewną i obfitą skrapiasz tę ziemię grobową i użyźniasz ją potem twoich rąk a ciche łkanie i głębokie westchnienia świadczą o tem, jak ci ciężko, jak smutno, jak bez nich samotno. Świat wydaje się ci w tej chwili, jak ten cmentarz. Wyglądasz, jak ten kwiatek złamany i wędzący. Przechodzisz, by sobie popłakać, poskarżyć się, powiedzieć, co cię gniecie, co ci dolega, jak ciężkie bez nich życie. Taki los sieroty.

Lecz patrz, oto na tej mogile wyrasta

kwiat nadziei w ich zmartwychwstanie, w bliskie oglądanie ich twarzą w twarz, w rychłe zobaczenie się tam w górze. Ten kwiat nadziei wyrasta ze zdarzenia wielkanocnego, ze zmartwychwstania Chrystusa Pana, z Jego mocy nad śmiercią i grobem. „Jam jest zmartwychwstał i żyję“ — głosi ci napis wyrity na krzyżu cmentarnym, głosi ci, że taka droga mateczka, tak kochany ojciec nie mogli zginąć na zawsze, nie mogą pozostać w grobie, ale odjęci chwilowo od twoich oczu, znowu złączeni będą z tobą. Bo „co tu śmierć rozłączy, w wieczności Bóg złączy“. A przeto nie kwil i nie płacz, bo Chrystus żyje a „w dzień ostateczny nad prochem stanie“. Na samotnej ścieżce twego życia niech cię cieszy i łzy twe ociera kwiat nadziei...

Patrzę na was, rodzice stroskani, w głębokim żalu i smutku pogrążeni po stracie kochanego dziecięcia. Nic was już pocieszyć nie może, bo coście mieli najmilszego i najdroższego, klejnot rodziny, skarb najukochańszy, dziecię przeżyte śmierć wam odebrała. I tak krwawi się serce wasze a oczy łzą zachodzą każdodziennie na jego wspomnienie. „Ach gdzieżeś się podział, skarbie nasz najdroższy, i czemuż to wszystko na nas przyszło?“ Całe wasze szczęście, radość, rozkosz i bogactwo zamknął w sobie ten zimny grób! Czy warto dalej żyć i dla kogo pracować, czemu się trudzić, czemu mozolić? Jedyną po niem pamiątką, to te szaciaty jego, które jak świętość przechowujecie i pocałunkami pokrywacie, jedynym po nim śladem, to ta na cmentarzu mogiłka. Czy więcej nic? Czy śmierć na zawsze porwała swój łup?

Kwiat nadziei wiecznego żywota i wam rośnie i kwitnie ku pociesze na tej mogiłce, rodzice stroskani. „Jako pasterz trzodę swoją paść będzie; do naręcza swego zgromadzi baranki i na łonie swoim piastować je będzie.“ (Izaj. 40, 11.) Oto dziecię każde szczególną cieszy się łaską i wzięciem w oczach Boga. Czyż mógłby zginąć taki kochany robaczek, tak drogi aniołek, tak niewinna i jak łza czysta dusza dziecięcia? Bóg szczególną darzy je dobrocią swoją. Nieskazitelną i niepokalaną i niezłódną dziedzictwo w niebieszech zachowane jest

przedewszystkiem dla tych maluczkich. Przeto nie kwilcie i wy, matko, ojciec, bo wiara wielkanocna, bo zmartwychwstanie Chrystusa Pana zatyka na tej kochanej mogiłce kwiat nadziei i opromienia ją a w tych promieniach dziecię wasze, to mieszkawiec nieba, w którym Bóg sobie upodobał chwilowo i wziął je do siebie, aby wam je wrócić dać kiedyś już na zawsze.

Kwiat nadziei
bach naszym
naszego kiedyś znowu

— x —

W sprawie zasadniczej.

2. Czechizacja w Kościele ewangelickim.

Na Śląsku Cieszyńskim, należącym dziś do Republiki Czechosłowackiej, mieszka nas polskich ewangelików pokaźna liczba, bo okragło 40.000. Od wydania patentu tolerancyjnego w r. 1781 mamy szereg zborów, liczących po kilka tysięcy dusz. Zbory te posiadają już to stare kościoły, powstałe jeszcze w 18-tym stuleciu z pamiątkowymi napisami polskimi, już to kościoły nowsze, zbudowane po r. 1860. Posiadały one od samych początków swoje własne szkoły ewangelickie, w których uczono po polsku, a które później dały początek szkołom publicznym. Należały za rządów monarchii austro-węgierskiej do ówczesnego Kościoła ewang., posiadającego Radę Kościelną w Wiedniu i do tak zw. Senjoratu Śląskiego. Polskim był zawsze język, w którym urządzano nabożeństwa i w którym głoszone Słowo Boże z kazalnicy. Bo też polski lud ewangelicki przywiązał się do mowy macierzystej i jedynie w szacie polskiego języka przyjmował Słowo Boże. Ono tylko w tym języku przemawiało mu do duszy i umacniało go w wierze ojców. Wiara, okupiona prześladowaniami i męczennictwem wraz z mową polską stanowiły najdroższe skarby duchowe ludu ewang. śląskiego i one tak ściśle zrosły się ze sobą, że słowo „ewangelik“ oznaczało na najdalszych krańcach Śląska Cieszyńskiego Polaka.

Wiedzieli i wiedzą o tem Czesi od długich lat, toteż solą w oku są im te

nasze polskie zbory ewangeliczne. Tak się jakoś złożyło w dniu 28 lipca 1920, w którymto nasze zbory wraz z częścią kraju przypadły Republice Czechosłowackiej, że na ich czele stali polscy pastory wraz z ich wodzem ś. p. ks. senjorem Franciszkiem Michejdą. Ustrój demokratyczny tychże zborów kazywał ks. pastorów wybierać na stanowisko tajnie kartkami a nie pozwalał żadnej władzy, ani kościelnej ani politycznej, narzucać ich zgóry członkom parafii. Nic dziwnego, że polskie zbory ewangeliczne obierały sobie polskich pastorów.

Zrozumieli też Czesi, że trzeba się jąć pracy od dołu, aby te zbory pozbawić charakteru polskiego i dlatego całą swoją uwagę poświęcili wychowaniu najmłodszego pokolenia. Założyli w tym celu po r. 1920 w polskich gminach naszego kraju czeskie szkoły i wybudowali okazałe budynki szkolne. Ściągnęli do tych szkół dziatwę naszego pod względem gospodarczym zależnego ludu ewang. i dążą konsekwentnie do wychowania tejże dziatwy w narodowym duchu czeskim. Przysiąc trzeba, że w tej robocie są mistrzami.

Jesteśmy więc na naszej ziemi od lat 14 świadkami bardzo smutnego procesu. Nic łatwiejszego, jak nieświadomione i podatne dusze młodego pokolenia wychować w tym duchu, w jakim pracuje rok w rok szkoła czeska. Zatem wyrastam z dzieci ewang., mówiących w domu — rzecz naturalna — po polsku, nowe pokolenie „czeskie“, wynoszące ze szkoły czeskiej czeskie poczucie narodowe i to sztucznie wyhodowane przeświadczenie, że nasze polskie nabożeństwa i nabożeństwa są dla niego czemś

nie swojskim i że nie są ich własnością. Właśnie ludźmi mu

Można nawet zauważyć u niektórych naszych dzieci, uczęszczających do szkół czeskich a należących do rodzin, zapierających się swego pochodzenia, pewnego rodzaju lekceważenie duszpasterza Polaka. Odnosimy wrażenie, jakoby niektórym nauczycielom szkół czeskich zależało celowo na tem, by w dusze dzieci ewangelicznych wszczepić nieufność względem obecnych duszpasterzy Polaków, tudzież niechęć do nabożeństw polskich i do polskiej nauki confirmacyjnej.

nej. Nauka ta jest ściśle prywatną sprawą Kościoła i służy do utwierdzenia młodego pokolenia w ewang. zasadach tegoż Kościoła, wywiera wpływ na dusze dzieci, zaznajamia z pieśniami rodzinnego kancjonału ewang. i przygotowuje do aktu confirmacji, t. j. do uroczystości bardzo ważnej w życiu każdego ewangelika. Nasi duszpasterze znają ewang. rodziny w swoim zborze, wiedzą, jak dzieci z czeskich szkół rozmawiają tak od serca z rodzicami w domu po polsku, czyli, jak się to u nas powszechnie nazywa „po naszymu“. Nic więc w tem dziwnego, a tem mniej zdrożnego, że rodzice tych dzieci chcieliby i chcą w ich macierzyńskim języku udzielania im nauki confirmacyjnej. A przeto księża pastory bardzo chętnie spełniają ten ważny obowiązek duszpasterski.

Tymczasem niektórzy nauczyciele czescy, jak to na przykład udowodnimy, mieszą się do nieswoich spraw, bo do spraw wewnątrzno-kościelnych naszych zborów. A przeciw temu musi się nasz cały Kościół stanowczo zastrzec. Tembardziej musi to każdego prawego ewangelika oburzać, że niektórzy ci nauczyciele nie są wcale ewangelikami, lecz przeważnie ludźmi bezwyznaniowymi, których sprawy religijne niewiele zajmują. Jak więc sztucznie stwarzają w szkole z polskich dzieci „czeskie dzieci ewangeliczne“, tak stworzyli sztucznie „czeski ewangelizm augsb. wyznania“ w naszych zborach. Wszczęli też pod firmą wyznaniową wśród polskich ewangelików, posyłających z powodu swej zależności dzieci swoje do szkół czeskich, akcję, zmierzającą do wprowadzenia nabożeństw czeskich do Kościoła. Ewangelicy, jak pod względem językowym, tak pod względem wyznaniowym obojętni nieraz i nieuczęszczający w niedziele do Kościoła, nagle zaczęli zbierać po domach od starszych i nawet od nieletnich dzieci podpisy na prośbę, domagającą się, by raz w miesiącu „konały se také české bohoslužby pro české evangeliky“. Prośbę wysłano do presbiterstwa zboru a odpis prośby posłano Urzędowi Krajowemu w Bernie. W ten sposób zmuszono prezbiterstwo do narad nad tą sprawą a pastorów wołano do Urzędu powiatowego (Starostwo) w

Cz. Cieszynie i we Fryszacie, aby zeznali protokolarnie, co zbor i pastor już zrobili dla „czeskich ewangelików“, czy już urządzono nabożeństwa czeskie i czeską naukę confirmacyjną. Aby ta akcja rozwijała się pomyślnie, zorganizowano ewangelików, posyłających dzieci do szkół czeskich, w osobnem towarzystwie w tak zw. „Ewang. Matice Tránovského“. Z ramienia tego towarzystwa organizuje się też i tam naszą młodzież szkół czeskich w czeskich ewang. związkach, aby ją uchronić przed wpływem zborowych polskich związków ewang. młodzieży. Jak nas informowano, to np. w Nawsiu żona kierownika czeskiej szkoły (katolicka) prowadzi chór tejże młodzieży ewangelickiej. Urządza się w czeskiej szkole nabożeństwa niedzielne dla dzieci ewang. w tak zw. „Nedělní škole“ i t. d. Jeden tedy przyświeca tej całej pracy cel: zdobycie polskiego Kościoła ewang. dla czeskości.

Na szczęście są i tacy ewangelicy z rodzin gospodarczo zależnych i posyłających swe dzieci do szkół czeskich, którzy się sprzeciwiają mocno w duszy tej robocie niektórych czeskich nauczycieli. Życzą sobie, by ich dzieci uczęszczały przynajmniej na polską naukę confirmacyjną, udzielaną w kościele lub na farze. Chcą bowiem, by się one zaznajomiły z pieśniami polskiego kancjonału, poznały katechizm i historję biblijną w języku macierzyńskim, tembardziej, że tego w szkole czeskiej w nauce religii poznać nie mogą. Lecz i tu niektórzy nauczyciele czescy dopuszczają się czegoś, na co nie mamy dość słów oburzenia. Namawiają w szkole dzieci i pogrózkami starają się złamać wolę rodziców i zmusić ich dzieci do uczęszczania na naukę confirmacyjną, udzielaną po czesku. Zdarzyło się w marcu b. r., że ojcowie lub matki przyszli na farę z płaczem i mówili do księży: „Róbcie to jakoś, abyśmy przynajmniej w sprawach kościelnych mieli spokój!“ Są rodzice zbyt zależni, którzy mogą np. w lesie utracić jedyny zarobek, gdyby ściągnęli na siebie niechęć niektórego nauczyciela i nie spełnili jego woli. W pewnej czeskiej szkole wydziałowej zwrócił się dyrektor do dzieci ewang. w sali rysunkowej wobec dzieci innego wyznania wprost z żądaniem, by przeciw woli

Gawęda powielkanocna.

Było pełno ruchu i „zwyrtaćki“ już koło świąt wielkanocnych. Wiosna, która tego roku wcześniej do nas zawitała, wołała naszego rolnika w pole a ostatnie dni przedświąteczne widziały go na roli, jak pilnie orał i obsiewał swoje pole, rzucając złotem połyskujące ziarno w świeżą, spulchniałą ziemię. On nie miał czasu myśleć o przygotowaniach na święta, ale troskę tę zostawił w domu, gdzie jego gospoia pilnie krzątała się około ochłodzenia domu i dzieci, o czystotę w izbach, o „murzyna“ na stół i o figlarnie pomalowane jajka wielkanocne. Przytem trzeba też było poodkrywać w ogrodzie róże, kwiaty i „mizbety“, by je wystawić na działanie ożywczych promieni wiosennego słońca. Trzeba było przysparzać żdziebko grządki przed domem i pozamiatać chodniki. Wszystko to nie przeszkadzało jej myśleć o tem, jakby te święta uczynić wszystkim najwesełszymi, kogo wysłać do kościoła a kogo zostawić w domu, jaki kołacz, buchtę czy szoldrę przyszykować do pieca i ile napiec chlebów. Jej przedświą-

teczna radość udzielała się też mimowoli i dzieciom, które promieniejąc od radości, śpieszyły matce w pomoc, niestety więcej zawadzając i przeszkadzając, aniżeli wyręczając ją w pracy.

Gdy się wreszcie zbliżyły święta, oto we Wielki Czwartek wybiegło wszystko, co było w domu, do ogrodu w rannych godzinach, by według starego, zabobonem trącającego zwyczaju podczas ostatniego dzwonienia tuż przed związaniem dzwonów potrząść mocno śliwą, gruszą, czy jabłonką, czy czereśnią, by bujnie zakwitły i obficie obrodziły. Acz już to niby święto i w kościele nabożeństwo ze św. spowiedzią, w domu jeszcze ręce pełne roboty i pełno różnej krzątaniny.

Wielki Piątek unieruchomił wszelką pracę w polu i w domu. Wczesnym rankiem już wszystko na nogach. Czeladź i dzieci bieżą do pobliskiej rzeki, pędząc przed sobą „statek“ (bydło), by tam chlusać sobie na twarz wielkopiątkową, zimną wodą a bydło by ochłodziło w wodzie swoje kopyta i nogi — bo to rzekomo i higienicznie i zdrowo. Nabierają przytem do naczyń wody i skrapiają nią w kółko izby i po-

koje, by się czystota trzymała przez rok domu.

Przez dzień post. Mączne tylko i mleczne, skromne potrawy podawane bywają do stołu, że się żołądek kurczy i domaga się swych codziennych praw. Niektórzy z domowników, zwłaszcza starsi, wybierają się do spowiedzi i na nabożeństwo, które w tym dniu gromadzi tłumy wiernych w kościołach i bywa o wiele dłuższe ze względu na czytana pasję. Niech tam! Wszak to Wielki Piątek, wielkie ewangelickie święto, dzień śmierci Chrystusa Pana „najmilejszego“. I gdy przeważnie dzieci i czeładź pozostają w domu, wybierają się tedy dorośli do kościoła, by tam obchodzić pogrzeb Jezusa i rozważać ostatnie, pamiętne Jego słowa, które On zsiniałemi ustami i wargi wypowiada z krzyża.

Nabożeństwo nader poważne, nastrój nawskroś pogrzebowy, smutny. Śpiewane pieśni o Męce Pańskiej poruszają do łez i wydobywają z piersi westchnienie żalu, kazanie wstrząsa sumieniem i nawołuje do pokuty, ołtarzowe Kyrie elejzon — Panie, zmiłuj się! — niesie duszę w podniebne stropy, by tam wy-

rodziców, stwierdzonej na farze ich własnoręcznym podpisem, domagały się od pastora wpisu do czeskiego oddziału nauki confirmacyjnej. Gdy ks. pastor w odpowiedzi nato, udał się wprost do niego do szkoły razem z kuratorem i prezbiterem z żądaniem, aby się do spraw kościelnych nie mieszał, to dyrektor ten m. i. powiedział na usprawiedliwienie swego postępowania tak: „Upřimně řečeno, možná že je to reakce na 25 únor.“ (W tym dniu przemówił burmistrz miasta Cieszyna Dr. Wł. Michejda).

W innym zborze zdarzyło się, że grono nauczycielskie czeskiej szkoły wydziałowej wystosowało w marcu do rodziców, chcących posyłać dzieci na polską naukę confirmacyjną, następującą odezwę:

„Pan
V posledních dnech byl v sousedním Polsku napaden náš stát a úřazen i president republiky tak, že žádný český člověk nemůže zůstat k tomu lhostejný, a vyskytují se snahy, aby tyto myšlenky nepřátelské našemu státu byly přeneseny i na území naší republiky.

Učitel'ský sbor, jenž je zodpovědný za národní výchovu dětí, dovoluje si Vás v důsledku toho žádati, abyste znovu uvážil, zda-li budete posílali své dítě ke confirmační přípravě české nebo polské.

Učitel'ský sbor...“

Czy nie musimy tego nazwać mieszaniną się niektórych nauczycieli czeskich do naszych wewnętrznych ewangelickich spraw kościelnych? Czy niema w tem tragedji polskiego ewangelika na Śląsku Cieszyńskim? Od jakiego to czasu nie dyplomaci, ale niektórzy nauczyciele czescy na Śląsku są powołani do reagowania na to, co się „v sousedním Polsku“ stało?

W innym naszym zborze zaszedł jeszcze ciekawszy wypadek. Tam bowiem czeski nauczyciel przyszedł osobiście do kancelarii urzędu parafjalnego i zażądał od pastora — ku jego wielkiemu zdziwieniu — spisu tych dzieci, które uczęszczają do czeskiego oddziału nauki confirmacyjnej. Otrzymał oczywiście odpowiedź, że go to nic a nic nie obchodzi. Wiemy, dlaczego tego zażądał. Chciał bowiem stwierdzić, które dzieci polskie z jego czeskiej szkoły uczęszczają jeszcze

na polską naukę confirmacyjną. W tym samym zborze pewnej matce ubogiej, posyłającej dzieci do czeskiej szkoły, ale przywiązanej do Kościoła, powiedział pewien czeski nauczyciel mniej więcej tak: „Wsparcia naszego dla dziecka to wy od szkoły potrzebujecie, ale na polską naukę confirmacyjną to wy je także posyłacie,“ jakoby to było jaką zbrodnią.

Narazie ograniczamy się do tych faktów, niestety dość smutnych, ilustrujących dobitnie, jak się dziś tu powodzi polskim ewangelikom. Nawet Kościół nie jest wolny od naporu czechizacji. Wszak my polscy ewangelicy mamy prawo uskarżania się na ucisk narodowościowy. Nie mamy bowiem tego, co należy do spokojnego życia: wolności narodowej. Doznajemy boleśnie tego na sobie, że uczniowie Komenskigo (niektórzy nauczyciele) depcą jego najwznioślejsze zasady i hasła w stosunku do naszego polskiego ludu na Śląsku Cieszyńskim. Ale lud polski, a w szczególności lud ewangelicki stoi i stanie twardo i niewzruszenie w obronie swego języka i swoich praw, które mu zagwarantowała Konstytucja Republiki, a nie pozwoli, by jego wolnością narodową i językową w ten sposób poniewierano. Naszym obowiązkiem jest i będzie bronić aż do upadłego drogich skarbów, danych nam przez Boga, wiary i mowy ojczyste!

Przegląd polityczny.

Wielkanocne orędzie wielu najpoważniejszych mężów stanu brzmiało: Wojny nie będzie! Jestto w istocie nader pożądany plaster dla nekanej pogroźkami wojny ludzkości, pragnącej odetchnąć i skierować swe myśli ku pokojowej pracy, ku budowie lepszego jutra, ku jaśniejszej przyszłości. I mamy wrażenie, że mężowie ci mówią prawdę, bo stosunki polityczne i gospodarcze pomiędzy podrażnionymi czy powaśnionymi i skłóconymi narodami i państwami zaciebiają się coraz więcej i budowa wspólnej platformy zgody i współpracy postępuje naprzód. To jest naprawdę plaster gojący.

W ślad za tem idzie zmniejszanie się ilości bezrobotnych w poszczeg. państwach

i wzmożona inicjatywa ku polepszeniu doli i podniesieniu dobrobytu biednego. Upłynniony pieniądz z nowych budżetów przyczyni się niewątpliwie do otwarcia nowych rynków pracy i uruchomienia jej warsztatów. Przebudzenie wiosny w przyrodzie napawa nadzieją oglądania wiosny też w świecie ducha. Cóż przyniosły nowego ostatnie dni w polityce?

Czechosłowacja zażegnała konflikt z Polską na odcinku cieszyńskim. Min. Benes przyjął posła polskiego Dr. Grzybowskiego i odbył z nim długą naradę o położeniu międzynarodowym, w szczególności o protokole rzymskim i o zatargu polsko-czechosłowackim. W toku dyskusji min. Benes zaproponował posłowi polskiemu rozpoczęcie rokowań celem pokojowego i przyjaznego zażegnania zatargu.

„Według „Prager Tagblattu“ reforma ordynacji wyborczej do sejmu, opracowywana obecnie przez ministerstwo spraw wewn., ma zmierzać w kierunku osłabienia małych partij politycznych. Reforma polegać ma na tem, że w drugim głosowaniu partje nie mogłyby otrzymać większej liczby mandatów, niż tą, którą otrzymały przy pierwszym głosowaniu. Odbiłoby się to dotkliwie m. i. na ludności polskiej Śląska cz. cieszyńskiego.

„Mor. Slezský Denník“ z Wielkiego Czwartku umieścił niezwykle zjadliwy artykuł przeciw polskim instytucjom oświatowym i gospodarczym na Cieszyńskim, co pociągnie niewątpliwie poważne konsekwencje za sobą dla tego dziennika. Kalumnji tej nie można pominąć milczeniem, bo po nich ludzie nie przestają się skacać.

Polska racjonalnie do ujarzmienia woli i kierunku w kierunku skoordynowania wszystkich sił w narodzie dla dalszej rozbudowy państwa i jego mocarstwowej potęgi. Droga dziejowego rozwoju narodu polskiego, wytyczona przez Marszałka, prowadzi młodą Polskę na wyżyny. Uznaje to dziś świat cały i darzy rząd polski zaufaniem. Francuski min. spraw zagran. Barthou przyjeżdża 21 kwietnia do Warszawy celem przeprowadzenia ważnych rozmów politycznych. Podróż ta ma niewątpliwie związek z pewnem oziębieniem

prosić łaskę. Korzy się człowiek i kaja przed majestatem Męki Pańskiej,4 w prochu się, jak robak, wije i w piersi uderza: mea culpa — moja wina. Po nuro i głucho grają organy na chórze. Czytanie pasji po kazaniu trwa długo, lecz wysłuchać trzeba, bo Pan Jezus dla grzeszników też wielce cierpliwy. Po nabożeństwie bez odgłosu dzwonów, w milczeniu wszystko rozchodzi się do domów.

Ostatnie przygotowania na święta, wypiek „murzyna“, szoldry, i t. d., gotowanie szynki wielkanocnej odbywa się w sobotę. Ileżto gwaru w domu, w mieście, jaka krzątanina, jaki zgiełk panują wszędzie! Niechno wróci ktoś z podróży, z obczyzny, z dalekich stron na święta do domu, do swoich, witany bywa ze szczerą radością i uniesieniem. Niechno przyniesie ktoś ciekawą nowinę ze świata, już ona leci, jakby na skrzydłach niesiona, od uszu do uszu, od domu do domu. W takim nastroju wesołym, w oczekiwaniu jeszcze czegoś lepszego upływa dzień aż do chwili wieczornej, kiedy następuje rozwiązanie dzwonów, a te daleko i szeroko metalicznym swym głosem zwiastują Zmartwychwstanie.

Cudowny bywa poranek wielkanocny zwłaszcza, jeżeli na niebie promienieje słońce a zielona ruń pokrywa ogrody i gaje a skowronek wzbija się w chmury już raniuszko, gdy słońce wschodzi. Na polu przed oknami zjawiają się odświętnie przystrojone dziewczynki, potrząsając zielonym „goiczkiem“ z dzwonkiem i ze śpiewką: „goiczek zielony, pięknie przystrojony.“ Piękny ten zwyczaj, nie pozbawiony celu praktycznego, budzi nastroje wielkanocne. Chętnie dają, bo to dzieci ubogie a goiczek i zawieszony na nim ozdoby, malowane jajka i t. p., też coś kosztują. Wesoło się robi, śpiewy i gwary słysząc daleko a przyjemne zapachy z kuchni roznoszą się naokoło.

Kościół bywa „nabity“ ludźmi. Któżby wytrzymał w domu, kto nie pośpieszy, by do potężnego chóru dołączyć i swój głos i nucić z całej piersi: „Chrystus Pan wstał z martwych po swych mękach twardych...“ Któżby nie chciał przebywać choć chwilę tam, gdzie radość promienieje z oblicza wszystkich, gdzie opowiadają Chrystusa zmartwychwstałego, gdzie głoszą zwycięstwo życia nad śmiercią, gdzie pozdrawiają wszyscy wiosnę! Tamto w kościele podnosi człowiek duszę swą z martwoty

duchowej, tam się wspina w górę ku niebu i tam napełnia serce po brzegi prawdziwą i nieklamana radością, tam się zbuduje. Toteż śliczne pieśni wielkanocne, mające posmak wiecznej wiosny, śpiewane w potężnym chórze, budzą ducha, pędząc przed sobą szarą troskę i te wszystkie turbacje, których pełne jest życie w tygodniu. O piękne i podniosłe to chwile! Szkoda tylko, że tak prędko przemijają.

A w Poniedziałek Wielkanocny „śmiergut“. Tu już pełno śmiechu i chichotów, bo odbywa się „polewanie“ a „karwacz“, spleciony z pretów wierzby, śwista w powietrzu i spada tu i ówdzie, nieraz zbyt dotkliwie i boleśnie, na plecy niebacznego. Jeszcze nabożeństwa w kościele, już więcej dla młodych i dla czeladzi, ale w domach gwaro i huczno i wesoło. Już niczem nieskrępowana radość i uciecha porywa wszystkich. Tak się bawią i odwiedzają się i goszczą się nawzajem, aż w następny dzień szare życie bierze ich nanowo w swoje uściski i prowadzi każdego do warsztatu jego pracy i zajęcia.

Kto przeżył tegoroczne święta wielkanocne, niech powie, czy tak nie było.

i rozluźnieniem w ostatnich czasach sojuszu fran.-polskiego. Rada ministrów przygotowuje awans kilkunastu tysięcy urzędników państw., który w ostatnich latach był zupełnie wstrzymany. Polski i angielski przemysł węglowy prowadzą rokowania o podział rynków zbytu.

Niemcy w polityce zewnętrznej obecnie mniej się udzielają, porządkując przede wszystkim własne podwórko. Tu i ówdzie słychać ich sporadyczne głosy i pomruki w sprawie rozbrojenia, pozatem na froncie politycznym spokój i cisza. Mają oni dość roboty u siebie, mają jeszcze około 4 miliony bezrobotnych, których chcą zatrudnić, mają kłopoty z „Gleichsaltunkiem“ w kościołach i trochę jeszcze niesfornych ludzi starszego pokroju, mają przedewszystkiem liczne kłopoty i troski gospodarcze, które grożą zachwianiem się waluty. Jednak przyznać trzeba, że ich agresywność zmalała mocno w ostatnich czasach, w szczególności odnośnie do Austrii, którą sprawę traktują już dziś więcej na zimno, wiedząc, że czas dla nich pracuje. Wypadki, odgrywane się na terenie Francji sprzyjają wielce ich zamiarom dobrojeniowym i zapowiadają pomyślny wynik plebiscytu w zagłębiu Saary, mającego się niebawem odbyć. Zato

Austria ma niebawem rozmach w kierunku przywrócenia monarchii. Różne podsłuchy z przedśionków austr. mężów stanu głoszą, że na czele Austrii stanie wkrótce regent. B. cesarzowa Zyta okazuje też w ostatnich dniach niezwykłą ruchliwość. Arcyks. Otto ma przybyć niebawem do Wiednia a jego rodzeń-

stwo, które rzekomo na Węgrzech, - tauracja możliwa, bowiem integralnych, dawniejszych części, wiele do pożądanego. Naszem zdaniem nato się chwilowo nie zanosi. Zbyt szczupłe to państewko, by się porywać na wojnę. Obozy koncentracyjne hitlerowców i socjalistów schutzbundowców bywają rozpuszczane. Rząd austr. nałożył na swych obywateli nowy podatek, tak zw. podatek bezpieczeństwa na pokrycie kosztów zlikwidowania rewolty socjalistycznej.

Francja nadal biedna. Różni aferzyści i kompanowie Stawiskiego, tudzież mordercy sędziego Prince'a nadal ukryci w podziemiach. Na jaw wychodzą nowe skandale, którym niema zgoła końca. Przytem stwierdzono, że poszczególne partje i stronnictwa polityczne zbroją się pokrywom przeciwko sobie. Na ulicach Paryża ponawia się razporaz strzelanina i różne zamieszki stanowią żer dla komunistów. Gdzie leży ścierwo, tam gromadzą się kruki. Min. Barthou wyjeżdża w podróż polityczną celem łatania rozluźnionych przymierzy. Złożyć ma on wizytę w Warszawie i w Pradze.

We **Włoszech** odbyło się głosowanie ludowe, czyli tak zw. „wybory“, przy których padło jedno, jedyne słowo: si, si, si, — tak, tak, tak. Wybory odbyły się pod komendą Mussoliniego i dały wynik najzupełniej pozytywny. Faszyzm nadal górą. Macki Mussoliniego sięgają daleko poza granice Włoch i spoczywają cięższe na stosunkach europejskich.

Insull Samuel, wielki aferzysta i oszust amerykański, który z olbrzymimi milionami skradzionych dolarów zbiegł z Ameryki i skrył się na terytorjum Grecji, błaka się od dłuższego czasu, jak wieczny żyd Ahasfer, na statku Maeotis po morzu śródziemnym i szuka przytułku na kontynencie. Lecz dzięki interwencji Stanów Zjednoczonych nikt nie chce go

przyjąć. Dowiadujemy się, że wpadł on wreszcie w ręce tureckie i ma zostać eskortowany do Ameryki, gdzie spotka go zasłużona kara. Jest on z pochodzenia rzeczywiście żydem.

Z karty żałobnej.

S. p. Helena z Przeczków **Pawlasowa**, żona b. długoletniego kuratora zboru i naczelnika gminy, tudzież gospodarza Józefa Pawlasa, zmarła w Dolnych Błędowicach po długiej, ciężkiej chorobie we środę, dnia 4 kwietnia b. r., przeżywszy 70 lat wieku swego. Pogrzeb s. p. Zgasłej odbył się w piątek z domu żałoby do kościoła i na cmentarzu błędowickim przy nader liczny udział publiczności.

S. p. Zgasła, to jedna z tych pracowitych, bogobojnych i cnotliwych niewiast naszych ewangelickich, na których barki życie kładzie ciężkie brzemie obowiązków domowych i obywatelskich. Należała do tych, które brzemie to niosą i dźwigają bez szemrania a siły do pracy ciężkiej i znoej czerpią z Boga. Podczas gdy mąż pełnił przez długie lata obowiązki kuratora zboru, wójta i wiele innych, oddając się z pełnem poświęceniem sprawom publicznym, Ona w domu spełniała swe ciężkie zadania, niemniej ważne od tamtych. Będąc gospodynią na kilku gospodarstwach, zawsze miała ręce pełne roboty a mało wytchnienia i wypoczynku. Dzieci swoje w liczbie pięcioro, między temi 3 synów, z których jeden jest inżynierem, drugi weterynarzem a trzeci nauczycielem, tudzież dwie córki, wychowała nader wzorowo, pozostawiając im świetlany przykład nader troskliwej i kochanej matki. Wtem też widziała właściwy cel swego życia: wychować dzieci, z którychby miała kiedyś radość i podporę na chwile starości. I to stanowiło wielkie jej szczęście i zadowolenie. Nie zawiodła się też na nich, ale doznawała od nich wiele miłości, czci i przywiązania.

Mężowi swemu mocną była podpora przez lat 53. Niestety ostatnie cztery lata były tak mocno zamroczone, posępne i ponure przez jej chorobę. Ale już też w chorobie wyznawać mogła o sobie, że co mogła, to uczyniła. Po ludzku sądząc, na inny zasłużyła sobie ona wieczorek życia. Wszelako Bóg niewybadany w radzie swojej inaczej zrządził, pławiąc ją przez ogień choroby i wybieliwszy jej duszę, jak płótno na wodzie, wyzwolił ją z tego świata marnego. Zasnęła sobie błogo i w pokoju, wyznawając: „Chrystus jest mym żywotem, śmierć mi zyskiem będzie.“ Cześć Jej pamięci!

Zasmęconej Rodzinie, małżonkowi, dzieciom, wnuczętom, siostrom, bratu, synowym i zięciom, zasyłamy wyrazy szczerzego współczucia.

„Cię są, którzy przyszli z ucisku wielkiego i omyli szaty swoje i wybielili je we krwi Barankowej.“

Objaw. św. Jana 7, 14.

Wiadomości z Kościoła.

Orłowa. (Wrażenia z wieczorku E. S. N.) Nasze wieczorki i przedstawienia, urządzone z ramienia Z. E. M. czy E. S. N., mają już swą piękną tradycję, dlatego też, ilekroć imprezy te z ramienia wspomnianych Towarzystw dochodzą do skutku, ściągają

one tłumy słuchaczy, sala zborowa wypełnia się po brzegi a uczestnicy wynoszą z nich jak najlepsze wrażenia.

Tak było i tym razem. Nader ruchliwy Związek Ewang. Niewiast z prezeską panią Kempną na czele wyprowadził w Poniedziałek Wielkanocny na deski sceny tut. Domu Zborowego doborowy zespół amatorski, który w części pierwszej programu wykazał piękne walory muzykalno-wokalne, a w części drugiej, w której odegrał sztukę relig. „Dzwon z Izenfluh“, stanął zgoła na wyżynie artyzmu. Wieczorek zagościł stosownem przemówieniem miejscowy pastor ks. Józef Fierla, witając tłumy uczestników, których nie mogła pomieścić obszerne sala. W części muzykalno-wokalnej świetnie wypadły popisy orkiestry zborowej pod bat. Eug. Fierli i chóru Z. E. M. pod dyr. kier. szk. Gustawa Przeczka. Ślicznie wypadły również solo sopranowe naucz. Walerji Fierłówny i solo skrzypcowe abit. Gustawa Słowika, tudzież trio, odegrane przez Eug. Fierlę, naucz. Krainę i abit. Słowika, budząc zachwyt i podziw wśród publiczności dla młodych, domorosłych talentów.

Odegrana w części drugiej sztuczka relig. przez zespół amatorski pod reżys. Frydzy Kozusznikówny musiała naprawdę zbudować wszystkich i dała niewątpliwie bodźca niejednemu z młodzieży do pogłębienia zasad religijnych i wzbudzenia miłości do domu rodzicielskiego i rodziców.

Szczere i serdeczne podziękowanie wyraża się przedewszystkiem Kołu Pań z Orłowej, urządzającemu wieczorek i jego delegatkom z panią Kempną na czele za obficie zaopatrzone bufet i wszelkie fatygi, tudzież poszczeg. amatorkom i amatorom czy reżyserce i dyrygentom za sprawne przeprowadzenie programu. Czysty zysk, który wpłynął z dobrowolnych darów, posłuży do zakupu pienia epidiaskopu. W dalszej pracy szczęść Boże!

Bystrzyca. (Ze Zw. Mł. Ew.) — Ogłoszenie. W niedzielę, dnia 8 kwietnia b. r. o 5 godz. po połud. urządza Zw. Mł. Ew. w kościele »Akademje« z okazji Świąt Wielkanocnych z następującym programem:

1. Solo organowe (p. Hławiczka).
2. Pieśń zboru.
3. Liturgia.
4. Chór mieszany.
5. Solo skrzypcowe (p. naucz. Rykała).
6. Chór meski.
7. Solo organowe (p. Hławiczka).
8. Chór mieszany.
9. Solo czełowe (p. Fierla).
10. Przemówienie ks. pastora Fukaly z Trzyńca.
11. Chór mieszany.
12. Solo skrzypcowe (p. Rykała).
13. Chór meski.

Pieśń zboru.

O liczne i punktualne przybycie uprasza Zarząd.

Wiadomości z kraju.

Cz. Cieszyn. (Przestroga.) Donoszą nam, że w ostatnich czasach odwiedza głównie ewangelickie domy w powiecie cieszyńskim niejaki p. Sz. i opowiada, że podejmuje akcję w celu sprowadzenia powszechnego pokoju na świecie. W tym celu zamierza on spowodować ogólną dysputę wszystkich przedstawicieli kościołów świata, (ministrów i

naczelników państw i zamierza wydać jakieś książki, mające ludzkości zwrócić uwagę na niebezpieczeństwa przyszłej wojny światowej. Opowiada, że był w tej sprawie nawet u samego p. Prezydenta Masaryka, do którego go jednak nie dopuszczono i złożył mu w darze jakieś pisma, spisane przez p. Sz. w czasie pobytu w szpitalu obłąkanych. Obecnie przeszkodą największą są mu pastorycy śląscy, na których nie powie dobrego słowa, bo nie chcą mu udzielić pożyczek idących w tysiące koron.

Z tego, co nam o p. Sz. piszą, łatwo można się domysleć, że jest to człowiek umysłowo chory, który nie wie, co robi i bawi się swemi chorobliwymi myślami, powołując się na najróżniejsze powyrywane bez związku słowa Pisma świętego. Braci naszych i czytelników przestrzegamy przed nim i prosimy, by słowa jego przyjmowali, jako słowa chorego umysłowo człowieka.

Cz. Cieszyn. (S. p. nadr. leśn. Praunshofer.) W niedzielę wielkanocną w godzinach popołudn. odbył się w Cz. Cieszynie pogrzeb ś. p. nadradcy leśniczego Praunshofera, który tu zmarł po dłuższej słabości w wieku lat 75. Zmarły był przez dziesiątki lat arcyks. leśniczym w Tyrze, zawiadując obszernym rewirem tyrsko-oldrzychowskim. Był typem arcyks. leśniczego — Niemca w naszych górach beskidzkich. Ostatnie swe lata przeżył na emeryturze w Cz. Cieszynie. Był względnie sprawiedliwym człowiekiem a przede wszystkim dbał o drogi na terenie gmin jemu podległych.

Cieszyn. (Zniesienie cła od gazu zagran.) Ministerstwo Przemysłu i Handlu rozporządzeniem z dnia 24 marca b. r. zniosło opłatę od gazu, sprowadzonego z zagranicy. Wobec tego obywatele Cieszyna zwolnieni zostali od uiszczania opłaty celnej za gaz, sprowadzany z Cz. Cieszyna. Miasta, sprowadzające gaz z zagranicznych gazowni, są w Polsce tylko dwa. Do nich należy Cieszyn.

Dolna Liszna. (Pożar.) W sobotę wielkanocną w nocy około godziny 10 wieczorem wybuchnął tu niespodzianie pożar, który zniszczył drewniany dom p. Jośka. Pożar wybuchnął niespodzianie w czasie, gdy właściciel był w pracy, względnie z pracy popołudniowej wracał. Śpiących mieszkańców ledwie zdołano obudzić, gdy już dom stał w płomieniach. Mimo wyłożonej pracy straży pożarnych, które tu z okolicy zjechały, zdołano wyratować tylko mniejszą część mienia.

Datynie. (Podziękowanie.) Przez nieuwagę czy przeoczenie opuściliśmy w „podziękowaniu“ z okazji zgonu i pogrzebu ś. p. kuratora Tomana nazwisko naucz. pana Chmiela z Datyni, który około urzędowania obrzędu pogrzebowego ś. p. Zmarłego poniósł liczne fatygi i zabiegi i któremu też obecnie, choć ex post, wyrażamy im. Rodziny serdeczne podziękowanie za wszelkie usługi, oddane na miejscu.

Orłowa. (Pokłosie jubileuszu posła Dr. Buzka.) Ponieważ poseł Dr. Buzek w dniu swego jubileuszu 27 marca usunął się w ustronne zacisze do Węgierskiej Górki do swego brata, dyr. hut tamże, składali mu w jednym z następnych dni w domu jego w Dąbrowej życzenia liczni przedstawiciele i delegacje wszystkich Związków kult. oświatowych, politycznych i gospodarczych polskich w Czechosłowacji. Skorzystało też z okazji jego wielkanocnego pobytu w kościele w pierwsze święto i presbiterstwo orłow-

skie, którego zacy Jubilat jest członkiem od szeregu lat, i w salce zborowej wypowiedziało mu przez usta miejsc. ks. pastora serdeczne życzenia, dziękując zarazem za współpracę na terenie kościelnym i gorące popieranie spraw zborowych, do których wnosi zawsze dużo zapału i ma dla nich pełne zrozumienie.

Katowice. (Zazębiają się coraz więcej.) W dniu 8 b. m. wyjeżdża z Bytomia do Krakowa specjalny niemiecki pociąg brydż z orkiestrą, danciem i bufetem, aby umożliwić Niemcom ze Śląska Opolskiego zwiedzenie pamiątek Krakowa i solin wielickich.

Dział informacyjny.

Trzecie. (Wieczorek Z. M. E.) Sekcja amatorska miejscowego Związku Młodzieży Ewangelickiej odegra w niedzielę, dnia 8 kwietnia b. r. w sali p. L. Matznera o godz. 7-mej sztukę: „Pani wójtowa“ J. Szuścika, obrazek lud. w 3 aktach ze śpiewami i tańcami, oraz wystąpi chór Związku. Po przedstawieniu zabawa taneczna. O liczny udział uprasza Zarząd.

Gnojnik. (Wieczorek.) Koło Macierzy Szkolnej w Gnojniku urządza w dniu 8 marca b. r. w sali p. A. Obornego, gospodkiego w Trzanowicach przedstawienie teatralne, na którym zostanie odegrana sztuka Moliera „Grzegorz Dandin, czyli Mąż Pogrzebiony“ oraz występ chóru mieszanego. Początek o godz. 7 wieczorem. Na powyższą imprezę jak najserdeczniej zaprasza Zarząd.

Oldrzychowice. (Wieczorek.) Zw. Ewang. Młodzieży w Oldrzychowicach urządza w niedzielę, dnia 8 kwietnia b. r. o godz. 1/2 7 wieczorem w sali p. J. Tacyń w wieczorek. W skład programu wchodzi występy chóru mieszanego i męskiego oraz odegranie bardzo zajmującej sztuki ludowej p. t. „Raubczycy z pod Czantorji“. Wstępne Kcz 4, 3, 2. Czysty zysk przeznacza się w całości na cele Macierzy Szkolnej. Po wieczorku zabawa taneczna. O liczny udział P. T. Publiczności z miejsca i okolicy upraszają Zarządy Z. E. M. i K. M. Szk.

Wiadomości ze świata.

Przemyśl. („Wsypał się.“) W sądzie wojskowym w Przemyślu toczyła się temi dniami rozprawa przeciw kilku oskarżonym. Jeden z obrońców-advokatów po kilkudniowej rozprawie prosił trybunał w końcowych swych wywodach o łagodny wymiar kary dla swych klientów, będąc snąc przekonany o ich winie. Trybunał jednakże nie przychylił się do prośby advokata i zamiast łagodnego wyroku oskarżonych zupełnie uwolnił.

Lwów. (Oryginalny rekurs.) Sąd starościński we Lwowie otrzymał z Izby skarbowej do załatwienia oryginalny rekurs przeciw wymiarowi podatku przemysłowego, wniesiony przez spadkobierców bł. p. Mojżesza i Estery Seidenów, b. właścicieli hurtowni tytoniowej. W rekursie znajdują się m. in. następujące zwroty: „Ponieważ bł. p. Seidenowi od przeszło 2 lat nie żyją, a na tamtym świecie hurtowni nie prowadzą, wobec tego nie mogą na tym świecie płacić podatku przemysłowego. Ponieważ w myśl ustawy obywatel, prowadzący przedsiębiorstwo, np. we Francji nie jest zobowiązany płacić podatku w Polsce,

więc chociażby nawet Seidenowie prowadzili hurtownię na tamtym świecie, nie można żądać od nich, aby tutaj płacili podatki. Zresztą należałoby ustanowić odpowiednich urzędników skarbowych, którzyby się z nimi skomunikowali i doręczyli im upomnienie, a w razie zwłoki mogliby przeprowadzić u nich egzekucję.“ Władze skarbowe dopatrzyły się w piśmie obrazy władz i skierowały sprawę do ukarania w trybie administracyjnym do starostwa grodzkiego.

Wiedeń. (Spiewają już „Boże wspieraj.“) „Wszystko się dziwnie plecie...“ We Wiedniu odbyła się przed kilku dniami uroczystość 12-letniej rocznicy śmierci ekscesarza Karola. Nabożeństwo żałobne odbyło się w krypcie Kapucynów, gdzie spoczywają Habsburgowie, w obecności członków rządu i Heimwehry. Po nabożeństwie odbył się pochód około 4000 uczestników do pamiątkowej płyty Karola, gdzie złożono liczne wieńce. Podczas tej uroczystości zgromadzeni odśpiewali bez przeszkody hymn austr. „Boże wspieraj...“ ku czci przyszłego monarchy arcyks. Otona Habsburga.

Kupujemy tylko w drogerji WYBITUL, CZ. CIESZYN PRZY TARGOWISKU

Insbruk. ((Alpinista zawieszony na ścianie skalnej.) Na Martinswand, pionowej ścianie skalnej koło Insbruka, na której, — jak głosi podanie — o mało nie uległ tragicznemu wypadkowi cesarz Maksymilian, — znalazł się w poniedziałek w niebezpiecznym miejscu z licznych spinaczek go Niederlindner z Insbruka.

on na znaczną wysokość, skąd nie znalazł wyjścia ani wprzód, ani też wstecz. Turyści, którzy obserwowali jego spinaczkę, pragnęli mu przyjść z pomocą, jednak bezskutecznie. Pod wieczór zjechała insbrucka Straż pożarna, która w świetle reflektorów, przy pomocy drabin, usiłowała oswobodzić turystę z niebezpiecznej pozycji. Niederlindner zdołał przywiązać się do małego drzewka, by nie spaść i tak spędził całą noc. We wtorek rano wznowiono próby uwolnienia go.

Paryż. (Tragiczna przygoda wielkanocna w balonie.) Awanturnicza przygodę o tragicznym zakończeniu przeżyli dwaj francuscy lotnicy balonów, którzy w niedzielę po południu wzniesli się balonem w Candas, koło Amiens. Oba lotnicy, młodzi inżynierowie, niebardzo znali się na aeronawigacji, to też, gdy w godzinach wieczornych zapragnęli lądować, balon ich zbliżył się znacznie do miasta i w pewnej chwili gondola uderzyła o przewody elektryczne. Siła zderzenia była tak wielka, że jeden z pilotów został wyrzucony. Balon, któremu ubyło ciężaru, uniósł się natychmiast w górę, ponieważ zaś pozostały pilot jeszcze mniej znał się na sterowaniu, błąkał się przez całą noc w okolicach Amiens. W poniedziałek rano wreszcie balon sam począł się obniżać, przyczem jednak wpadł na drzewa i został doszczętnie zniszczony. Pilot odniósł dość poważne obrażenia, zdołał jednak przebieść do najbliższego posterunku żandarmerii, gdzie udał sprawę ze swojej przygody. Zwłoki jego nieszczęśliwego kolegi znaleziono po kilkugodzinnych poszukiwaniach.

Madryt. (Pałac kościoły.) W pewnej wsi pod Cordobą podpalili rewolucyjniści kościół parafialny, który spłonął doszczętnie. Jest to już piąty pożar kat. kościoła w Hiszpanji w ciągu jednego tygodnia.

Islandja. (Olbrzymi wybuch wulkanu.) Położony w połudn. wschodniej stronie Islandji wulkan Skeidar Joekel rozpoczął wybuchać. Już z końcem ub. tygodnia można było zauważyć silne erupcje i zmiany na lodowcu Skeidar. Olbrzymie masy lodu runęły do rzeki Skeidar, która nagle wezbrała. W Rejkjaviku, odległym o 250 km od wulkanu, można było widzieć olbrzymi słup ognia, wydobywający się z krateru. Wysokość tego słupa obliczają na parę kilometrów. W nocy na poniedziałek wielkanocny zaczął padać deszcz popiołu. W rzece Skeidar płynie kipiąca woda. Ofiar w ludziach nie było, bo okolica ta jest rzadko zamieszkała.

Nowy York. (Bohaterski 15-letni Polak.) Z pism ameryk. dowiadujemy się, że Fundacja Carnegiego udekorowała medalem swym 15-letn. Edwar-

da Skoromuchę, zamieszkałego w Baltimore, który przed 2 laty jako 13-letni chłopiec wyratował od śmierci 3 dziewcząt tonących w rzece. Słyszac ich rozpaczliwe krzyki, młodociany bohater pośpieszył im z pomocą i wydobywszy z topieli na brzeg jedną z tonących, wrócił z narażeniem życia po jej towarzyszkę, które również „przyholował“ na brzeg w nieprzytomnym stanie. Skoromuch prócz medala otrzymał nagrodę pieniężną.

Wesoły kącik.

Sędzia.

- Słyszałem, że córka pani dobrodziejki wyszła zamąż za sędziego?
- Tak.
- No, a w którym sądzie pracuje?
- Jest sędzią na meczach piłkarskich.

Sportowiec.

Ojciec (do synka, który właśnie zaczął chodzić do szkoły): Cóż dzisiaj było w szkole?

Synek (zapalony sportowiec): Trenowaliśmy abecadło!

Przez jedną cegłę.

Murarz smutny wraca po pracy do domu.

- Co ci się stało? — pyta żona.
- Miałem pecha, upadła mi jedna cegła i napewno stracę robotę.
- Ależ, mój drogi, czy twój majster jest tak skąpy, że wymówi ci z powodu jednej straconej cegły pracę?
- Nie, ale ona mu spadła na głowę.

W koszarach.

Porucznik: Kanonier Faja, poco armata ma lufę?

— Aby ją pucować, panie poruczniku!

Na lekcji zoologii.

- Jak się nazywa stworzenie, które ma dwie nogi i p-i-e-r-z-e?
- Pracza, proszę pana psora.

Dobrze zarabia.

— Jako artysta filmowy zarabiam 1000 Kcz dziennie.

— Bój się Boga! Minister niema takiej pensji.

— No tak! Ale on też nie gra żadnej roli.

KAWIARNIA I RESTAURACJA, HOTEL

„POLONIA“ W CZESKIM CIESZYNIE

vis à vis dworca kolejowego

Pokoje hotelowe z gorącą i zimną wodą, centralnem ogrzewaniem — W restauracji znakomita kuchnia, w kawiarni codziennie wieczorne koncerty pierwszorzędnej kapeli — W niedziele i święta w dużej sali reprezentacyjnej o 5 godz. po poł. herbata przy koncercie — Naturalne wina krajowe i zagraniczne, dobrze temperowane piwa, ceny niskie

Dr. Alojzy Beran

lekarz dentysta

Cz. Cieszyn Saską Kępą pałac „Banku Centralnego“. Ordynuje także dla członków kas chorych, brackich i funduszu leczniczego.

NASIONA

koniczyn
lucerny
buraków
owsa
jęczmienia
jarzyn i t. p.

najlepiej zakupicie u firmy

JAN KAJZAR

TRZYNIEC-targowisko.

Przy większym odbiorze ceny tańsze.

Pierwszorzędne nasiona, karmy wszelkiego rodzaju kupicie u firmy Červenka i Ska.

CZESKI CIESZYN.

WAPNO

P. T. Publiczności ogłaszam, że już wapno wypalam, które we wszelkich ilościach codziennie po cenach przystępnych nabyć można

Proszę o zaufanie

JAN JAŚ

wapiennik

W DOL. LESZNEJ

(Koziniec), poczta Trzynieć

Kupię starsze dobrze utrzymane

HARMONJUM

Zgłoszenia w ADMINISTRACJI „EWANGELIKA“.

KAPELUSZE DAMSKIE

najnowsze modele bardzo tanio, także reparatury

S. Morgensternowa

Cz. Cieszyn, obok Bałi — Gentlemana

Nowości wiosenne!

Eleganckie kapelusze, bielizna, krawatki, trenchkoły, hubertusy, pumpki, ponczochoy sportowe, czapki, parasole, dalej najnowsze kapelusze damskie, bluzki pulawery, torebki damskie i t. d.

Największy wybór!

Najniższe ceny!

Specjalny dom mody

„GENTLEMAN“

CZ. CIESZYN, Saską Kępą.

Towarzystwo oszczędności i zaliczek Filja Trzynieć

Telefon nr. 14

Biuro we własnym gmachu

Kapitał obrotowy i fundusze gwarancyjne Kcz 54,000.000.—

Przyjmuje wkładki na oszczędność

i w rachunku bieżącym na:

4 %

Udziela swym członkom kredytu na hipoteki i poręczenia na dogodnych warunkach.

ZARZĄD FILJI:

Jan Pszczółka,
właśc. mech. stolarni

Wilhelm Wrana,
budowniczy

Jan Kajzar,
kupiec

Biblioteka Śląska

R 828

IV

Rekopis

t.10

kdd — 496/63 90000 szt.